Nouvelle encyclopédie du droit français : contenant toutes les lois avec explications et formules : code civil, de [...]

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Soulages, Gabriel (avocat à la Cour d appel de Paris). Nouvelle encyclopédie du droit français : contenant toutes les lois avec explications et formules : code civil, de commerce... / par Soulages,.... 1880.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE
3 7531 02473045 0

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

NOUVELLE ENCYCLOPÉDIE

DU

DROIT FRANÇAIS

PARIS. — TYPOGRAPHIE TOLMER ET Cie
3, rue de Madame, 3

BIBLIOTHÈQUE DE LA VIE PRATIQUE

NOUVELLE ENCYCLOPÉDIE

DU

DROIT FRANÇAIS

CONTENANT

TOUTES LES LOIS

AVEC EXPLICATIONS ET FORMULES

CODE CIVIL — DE COMMERCE — DE PROCÉDURE CIVILE — PÉNAL.
CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE
FORESTIER — RURAL — LOIS ADMINISTRATIVES — NOUVELLES LOIS
LOIS DIVERSES — TARIFS ET FORMULES, ETC.

PAR

SOULAGES

Avocat à la cour d'appel de Paris, membre de la Société de Géographie commerciale de Paris

OUVRAGE COURONNÉ PAR LA SOCIÉTÉ D'INSTRUCTION ET D'ÉDUCATION POPULAIRES

PARIS — MÉDAILLE D'OR 1880

PARIS
ARTHÈME FAYARD, ÉDITEUR
Boulevard Saint-Michel, 78

CODE CIVIL

TITRE PRÉLIMINAIRE

De la publication, des effets et de l'application des lois en général

Sous ce titre préliminaire, le législateur a voulu mettre en relief quelques principes qui dominent toutes les lois contenues dans nos différents Codes.

I. PROMULGATION ET PUBLICATION DES LOIS. — La promulgation est l'acte par lequel le chef de l'État insère une loi au *Journal officiel* ou dans le *Bulletin des lois*, lui donnant ainsi la force exécutoire.

Les lois, exécutoires du moment où elles sont promulguées, sont *obligatoires* à Paris, un jour franc (c'est-à-dire le surlendemain) après la promulgation, et, dans chaque arrondissement, un jour franc après que le *Journal officiel* est parvenu au chef-lieu de cet arrondissement.

C'est alors, à l'expiration de ce délai d'un jour franc après l'arrivée du *Journal officiel* au chef-lieu d'arrondissement, que s'applique l'adage si connu : Tout citoyen est censé connaître la loi. On ne serait admis à prouver son ignorance que si un événement de force majeure, une inondation, par exemple, avait rendu impossible la connaissance de la loi.

II RÉTROACTIVITÉ DES LOIS. — La loi ne dispose que pour l'avenir ; elle n'a point d'effet rétroactif.

Ce principe demande à être bien entendu.

Il repose tout entier sur cette idée qu'on ne doit point détruire un *droit acquis*, par exemple, le droit que j'ai en ma qualité d'héritier sur une succession déjà *ouverte*. Mais si, au lieu d'un droit acquis, je n'ai qu'une *espérance*, la loi peut, sans être injuste, m'en priver. Tel serait le cas où une loi changerait l'ordre de succession ; je ne pourrais pas me plaindre d'être lésé puisque je n'ai *aucun droit* sur une succession qui n'est pas ouverte.

Si la loi n'a pas d'effet rétroactif, en général, il y aurait erreur à croire qu'il en est toujours ainsi. Le législateur peut, quand il le juge utile, donner cette force à une loi particulière.

C'est même ce qui se fait toujours en matière pénale, quand la peine est plus douce. La peine de mort étant abolie aujourd'hui, je suppose, celui qui y aurait été condamné hier ne la subirait pas. Rien n'est plus juste : le coupable et la société n'ont qu'à se louer de l'application de la loi nouvelle ; le coupable, en subissant une peine plus douce, et la société, en infligeant une peine *meilleure*, toute loi nouvelle étant présumée meilleure que celle qu'elle remplace.

III. Étendue d'application des lois françaises. — Il y a des lois qui régissent tous ceux qui résident en France : ce sont les lois de police et de sûreté. Il faut comprendre dans cette classe les lois pénales.

Les lois *personnelles*, appelées aussi *statuts personnels*, c'est-à-dire qui ont trait à l'état et à la capacité des personnes (la majorité, le mariage, etc.) concernent les Français seulement ; mais elles les accompagnent partout où ils vont.

Un exemple : il est défendu à un Français de se marier avant vingt-cinq ans sans le consentement de ses parents. Cette loi étant personnelle, un Français ne peut aller se marier à l'étranger avant cet âge et sans ce consentement : la loi le suit partout.

Les lois *réelles*, ou lois concernant les choses, n'ont d'empire que sur le territoire français ; mais elles s'appliquent indépendamment de la nationalité des personnes. Ainsi, les meubles garnissant les lieux loués à un locataire sont toujours le gage du propriétaire, quelle que soit la patrie de ce locataire.

Quant aux actes et à la forme qu'il convient de leur donner (forme authentique ou sous-seing privé), il faut s'en tenir absolument à la forme voulue dans le lieu de l'acte. Si les donations peuvent se faire sous-seing privé en Angleterre, par exemple, le Français qui s'y trouvera, fera une donation sous-seing privé parfaitement valable, bien que la loi française exige un acte notarié.

IV. Interprétation des lois. — Tout juge qui refuserait de juger sous prétexte du silence, de l'obscurité ou de l'insuffisance de la loi, pourrait être poursuivi comme coupable de déni de justice.

Il doit donc rendre un jugement dans tous les cas. Si la loi est obscure ou insuffisante, il cherche à en découvrir le sens et la portée dans les monuments de la législation. Si elle est muette, c'est-à-dire si la loi n'a pas prévu le cas, le juge doit faire appel à l'équité, s'il s'agit d'un procès au civil, et renvoyer le prévenu *absous*, si on est en *matière criminelle*.

Il est défendu aux juges de prononcer par voie de disposition générale et réglementaire sur les causes qui leur sont soumises, ce qui signifie qu'ils ne peuvent pas dire : Nous avons adopté telle solution dans telle affaire ; c'est là la solution que nous donnerons dorénavant à toutes les affaires de ce genre.

V. Conventions dérogeant aux lois. — Les particuliers peuvent, dans leurs conventions ou dans leurs testaments, déroger aux lois qui n'ont pour objet que leur intérêt personnel et privé ; mais ils ne peuvent apporter aucun changement aux lois concernant l'ordre public et les bonnes mœurs. A quels signes distinguer les premières des secondes? C'est laissé à l'appréciation des juges.

DIVISION DU CODE CIVIL

Le Code civil est divisé en trois livres :

Le premier traite des PERSONNES ;

Le deuxième des CHOSES ;

Et le troisième des manières dont les PERSONNES acquièrent la propriété sur les CHOSES.

LIVRE PREMIER

DES PERSONNES

TITRE PREMIER

De la jouissance et de la privation des droits civils.

Les droits sont les facultés ou avantages que les lois accordent aux personnes. Ils sont *civils*, *politiques* ou *publics*.

Les droits *civils* sont ceux que les personnes exerçent dans leurs rapports *privés* avec les autres personnes. Les droits *politiques* sont ceux qui font participer à l'exercice de la puissance publique. Enfin, les droits *publics* n'ont aucun de ces caractères et sont plutôt puisés dans le droit naturel. Tels sont : le droit d'association, la liberté de conscience, etc.

Nous n'avons à nous occuper ici que des droits civils.

CHAPITRE PREMIER.

DE LA JOUISSANCE DES DROITS CIVILS.

Tout Français a la *jouissance* des droits civils ; mais tout Français n'en a point *l'exercice*. Les mineurs, les interdits et les femmes mariées ont la jouissance, sans avoir l'exercice, des droits civils. Il s'agit seulement ici de la jouissance des droits, civils qui est accordée à tout Français. Demandons-nous donc qui est Français.

On naît Français ou on le devient.

Naissent Français : 1° L'enfant né de parents français, que la naissance ait eu lieu sur le sol de la France ou à l'étranger ; 2° l'enfant né en France de parents inconnus ; 3° l'enfant né en France de parents étrangers qui eux-mêmes y étaient nés, à moins que, dans l'année qui suit la majorité, il n'ait réclamé la qualité d'étranger, soit devant les autorités françaises, soit devant celles qui représentent son pays en France.

On devient Français par : 1° *le bienfait de la loi ;* 2° *la naturalisation ;* 3° *la réunion définitive d'un pays à la France.*

1° *Le bienfait de la loi.* — La qualité de Français ne s'impose pas ; mais le législateur en facilite l'acquisition à ceux qu'il suppose la désirer. C'est ainsi qu'il décide :

ART. 9. — Tout individu né en France d'un étranger pourra, dans l'année qui suivra l'époque de sa majorité, réclamer la qualité de Français ; pourvu que, dans le cas où il résiderait en France, il déclare que son intention est d'y fixer son domicile, et que, dans le cas où il résiderait en pays étranger, il fasse sa soumission de fixer en France son domicile et qu'il l'y établisse dans l'année à compter de l'acte de soumission.

Une loi du 22 mars 1849 a admis l'individu dont nous parlons à faire cette déclaration, même après l'année qui suit sa majorité : 1° S'il sert ou s'il a servi dans les armées françaises de terre ou de mer ; 2° s'il a satisfait à la loi du recrutement sans exciper de son extranéité.

Une loi de 1851 a rendu l'article 9 applicable aux enfants de l'étranger naturalisé français. S'ils étaient mineurs lors de la naturalisation, ils font la déclaration dans l'année qui suit leur majorité ; s'ils étaient majeurs, dans l'année qui suit la naturalisation.

ART. 10. — Tout enfant né en pays étranger d'un Français qui aurait perdu la qualité de Français, pourra toujours *recouvrer* (lisez *acquérir*) cette qualité en remplissant les formalités prescrites par l'article 9.

ART. 12. — L'étrangère qui aura épousé un Français suivra la condition de son mari.

Il ne faut pas donner à cette loi une portée qu'elle n'a pas. L'étrangère qui épouse un Français devient Française ; mais elle ne suit pas la condition de son mari, s'il plaît au mari, au cours du mariage, de changer de nationalité.

2° *La naturalisation.* — Il y avait, sous l'empire du Code, trois modes de naturalisation : la naturalisation ordinaire ; la naturalisation extraordinaire ; la grande naturalisation.

La grande naturalisation n'est plus en vigueur : elle donnait droit à être élu député ou sénateur. Aujourd'hui les deux autres entraînent le droit d'éligibilité.

L'étranger qui veut obtenir la naturalisation ordinaire doit : 1° avoir vingt-et-un ans ; 2° obtenir du Gouvernement l'autorisation de demeurer en France ; 3° y résider pendant dix ans. Après ces dix ans, il demande sa naturalisation, qui lui est accordée ou refusée, après enquête.

Pour obtenir la naturalisation extraordinaire, il suffit d'un an de résidence ; mais elle n'est accordée qu'à ceux qui ont rendu des services marqués à la France.

3° *La réunion définitive d'un pays à la France.* — Cette réunion résulte soit d'une cession volontaire, soit d'une conquête.

CONDITION DES ÉTRANGERS EN FRANCE. — Les étrangers, qu'ils aient été ou non autorisés à résider en France, jouissent de tous les droits que nous avons appelés *publics ;* et ils n'ont aucun droit politique.

Quant aux droits civils, une distinction est nécessaire.

Les étrangers n'ont point été autorisés à résider en France. Ils jouissent de tous les droits que la loi ne leur a pas enlevés. Ainsi, ils peuvent se marier, acquérir, transmettre par donation ou par testament, etc.

Les prérogatives dont le législateur les a privés sont les suivantes :

1° Ils ne peuvent exiger, comme les Français, d'être poursuivis devant les magistrats de leur domicile à l'étranger. Qu'ils résident en France ou à l'étranger, que l'obligation ait été contractée sur le territoire français ou ailleurs, le Français peut les traduire devant nos tribunaux.

2° Ils n'ont pas droit au bénéfice de la cession de biens.

3° Ils ne peuvent agir en justice, sauf en matière commerciale, comme *demandeurs*, que sous la condition de fournir la *caution judicatum solvi*. Cette caution représente les frais et les dommages-intérêts pouvant résulter du procès au profit du défendeur. Ils n'en sont dispensés que s'ils possèdent en France des immeubles d'une valeur suffisante pour assurer ce payement.

Mais ils peuvent traduire devant un tribunal français, en se soumettant à cette caution, un Français pour des obligations par lui contractées en pays étranger.

4° Leur *état* et leur *capacité* sont régis par la loi de leur pays. Ainsi, si l'on n'est majeur dans leur pays qu'à vingt-cinq ans, ils ne seront majeurs en France qu'à cet âge.

Quant à l'étranger admis à demeurer sur le territoire français, il jouit des droits civils au même titre que les Français, sous les réserves suivantes :

1° Il doit résider en France, s'il veut conserver ses droits ;

2° Son état et sa capacité sont encore régis par les lois de son pays.

3° Ses enfants naissent étrangers, sauf le bénéfice de l'art. 9.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DE LA PRIVATION DES DROITS CIVILS.

La jouissance des droits civils se perd : 1° par la perte de la qualité de Français ; 2° par l'effet de certaines condamnations.

I. PERTE DES DROITS CIVILS PAR LA PERTE DE LA QUALITÉ DE FRANÇAIS. — La qualité de Français se perd :

1° Par la naturalisation acquise en pays étranger.

2° Par l'acceptation, *non autorisée par le chef de l'État*, de fonctions publiques conférées par un gouvernement étranger.

3° Par tout établissement fait en pays étranger sans esprit de retour. C'est une question de fait laissée à l'appréciation des tribunaux que de savoir quand un établissement renferme ce caractère. Toutefois, les établissements de commerce ne peuvent jamais être considérés comme ayant été faits sans esprit de retour. Ils n'entraînent donc pas *par eux-mêmes* la perte de la qualité de Français.

4° Par le mariage d'une femme française avec un étranger. Mais la femme française, devenue ainsi étrangère, recouvrera avec la plus grande facilité sa qualité de Française en cas de veuvage. En effet, si elle devient veuve en France, elle redevient Française par ce seul fait, et si elle le devient à l'étranger, elle n'a qu'à se fixer en France, après en avoir obtenu l'autorisation du Chef de l'État.

5° Par l'acceptation d'un service militaire chez l'étranger ou l'affiliation à une corporation militaire étrangère, sans autorisation du Gouvernement. Cet acte étant une injure pour la France, le Français qui devient ainsi étranger n'a point de moyen privilégié pour recouvrer cette qualité. Il devra suivre la voie de la naturalisation.

6° Par le démembrement d'une partie de la France au profit d'une autre nation.

Tous ceux qui ont perdu la qualité de Français, excepté ceux à qui on peut reprocher d'avoir pris du service ou occupé des fonctions à l'étranger, peuvent recouvrer cette qualité, *mais seulement pour l'avenir*, en se fixant de nouveau dans leur patrie primitive avec l'autorisation du Gouvernement.

Un individu ne peut changer que sa propre nationalité. Celle de sa femme et de ses enfants reste intacte.

II. PERTE DES DROITS CIVILS PAR SUITE DE CONDAMNATIONS JUDICIAIRES. —La mort civile a été abolie en 1854. C'était une peine qui consistait à considérer comme mort un être égaré qui avait commis une grave faute. Elle était peu en harmonie avec nos mœurs actuelles : le législateur a bien fait de l'abolir.

Il ne reste plus de peines emportant privation des droits civils que la dégradation civique et l'interdiction légale.

La dégradation civique s'adresse plus spécialement à l'homme en tant que vivant en société. Ainsi, elle prive de tous les droits politiques, de plusieurs

droits publics et de certains droits de famille, comme le droit de tutelle. Elle peut être encourue seule.

L'interdiction légale n'est jamais appliquée que comme l'accessoire d'une autre peine, et elle est dirigée surtout contre l'administration des biens. L'interdit légalement est comme un mineur : il jouit de ses droits civils, mais il ne les exerce pas : c'est son tuteur qui agit à sa place. Il ne conserve que les droits qui sont absolument personnels, comme le droit de tester, de se marier, etc. Les actes faits avec lui seraient nuls.

Quand ces peines sont-elles encourues ? La dégradation civique et l'interdiction légale accompagnent toujours la condamnation à mort, et la condamnation aux travaux forcés, à la détention, à la réclusion. Le bannissement entraîne la dégradation civique, qui, du reste, peut être prononcée seule.

Il faut remarquer que les juges peuvent, dans certains cas, priver un individu de certains droits civils déterminés.

TITRE DEUXIÈME.

Des actes de l'état civil.

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

L'état civil d'une personne est la condition de cette personne dans la société. Les actes de l'état civil sont des écrits rédigés par un officier public pour constater l'état civil des personnes.

La naissance, le mariage et le décès sont les trois événements principaux qui donnent lieu à la rédaction d'un acte. Indépendamment de ces trois faits, il y a aussi l'émancipation, l'interdiction et la séparation de corps, qui nécessitent une mention sur des registres.

Tous ces actes doivent être dressés avec le plus grand soin, et on comprend que le législateur en ait chargé des officiers publics.

En effet, dans les affaires journalières, dans le commerce, il importe au plus haut point de connaître exactement l'état civil des personnes avec qui on traite. Sont-elles mineures, interdites ; elles ne peuvent rien faire. C'est leur tuteur qui agit pour elles. A-t-on affaire à une femme mariée : il faut qu'elle ait l'autorisation de son mari ou de justice. S'agit-il d'un homme marié : sa femme a sur ses biens une hypothèque légale en vertu de laquelle elle sera payée avant tout autre créancier.

Ce sont les maires ou adjoints qui rédigent les actes de l'état civil proprement dits : de naissance, de mariage, de décès. Les autres actes : émancipation, interdiction, séparation sont constatés dans des registres tenus aux greffes.

Les actes de l'état civil énoncent l'année, le jour et l'heure où ils sont reçus; les prénoms, noms, âge, profession et domicile de tous ceux qui y sont dénommés.

Il est absolument interdit aux officiers de l'état civil d'insérer dans leurs actes d'autres déclarations que celles qui sont exigées par la loi. Ainsi, dans les actes de naissance, point de mention relative la filiation adultérine ou incestueuse ; dans les actes de décès, point de relation de mort violente, etc.

Les témoins produits aux actes de l'état civil doivent être du sexe masculin, âgés de vingt et un ans, au moins. Ce qu'il y a de remarquable, c'est qu'ils peuvent *être étrangers ou pris parmi des parents et qu'ils sont choisis par les*

personnes intéressées. Ils sont, en général, au nombre de deux. Un acte de mariage nécessite la présence de quatre témoins.

On peut toujours se faire représenter à un acte de l'état civil dans les cas où une comparution est nécessaire, sauf dans les actes de mariage, où les époux doivent être présents en personne. Mais la procuration que l'on donne à son représentant doit être *spéciale* et *authentique* : spéciale, c'est-à-dire faite seulement pour cet objet, authentique, c'est-à-dire passée devant notaire.

L'acte rédigé, l'officier de l'état civil en donne lecture aux parties et aux témoins et les fait signer. Mention est faite de cette lecture. Si quelqu'un d'entre eux ne peut signer, on indique la cause qui l'a empêché de signer.

Des deux registres qui doivent être tenus dans chaque mairie, un reste aux archives de la commune, l'autre est envoyé au greffe du tribunal civil de l'arrondissement, à la fin de l'année.

Chacun peut obtenir de l'officier public compétent des extraits d'actes de l'état civil concernant son état ou celui d'une autre personne (1). Ces actes font foi jusqu'à inscription de faux (2) *pour les faits que l'officier déclare avoir vus*.

Il faut avoir soin, quand on veut produire ces actes en dehors de l'arrondissement d'où ils sont pris, de faire légaliser la signature du maire par le juge de paix du canton ou, pour les actes délivrés dans le canton chef-lieu d'arrondissement, par le président du tribunal civil de cet arrondissement (3).

Les actes de l'état civil des Français, à l'étranger, sont valables s'ils sont faits en la forme usitée dans ce pays, ou reçus par les agents diplomatiques de la France, avec les formes usitées en France.

Des peines très-graves sont prononcées contre les officiers publics coupables d'altération ou de faux dans les actes de l'état civil.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DES ACTES DE NAISSANCE.

L'acte de naissance d'une personne doit être rédigé par l'officier de l'état civil du lieu de sa naissance et dans les trois jours qui la suivent, c'est-à-dire qu'une naissance du 1er doit être déclarée le 4 au plus tard. L'enfant doit être présenté à l'officier de l'état civil.

Dans la pratique, cette présentation est souvent négligée. C'est un grand tort : car une lourde responsabilité pèse sur l'officier public coupable de cette négligence.

Après les trois jours qui suivent la naissance, on ne peut plus faire une déclaration de naissance sur les registres. Il faut alors obtenir un jugement.

Il est très-important de savoir quels sont ceux que la loi a chargés de déclarer ce fait, car ils encourent, en cas d'omission, une amende et six jours à six mois de prison. Ces personnes sont différentes, selon que l'accouchement a lieu dans le domicile de la femme ou ailleurs.

---

(1) Les extraits des actes de l'état civil sont faits sur papier timbré du prix de 1 fr. 50 c.; avec les droits : 1 fr. 80 c.

Les droits à payer sont, en outre du timbre :

Pour chaque extrait d'acte de naissance ou de décès : à Paris, 75 centimes; dans les départements au-dessus de 50,000 âmes, 50 centimes; partout ailleurs, 30 centimes.

Pour chaque extrait d'acte de mariage : à Paris, 1 fr. 50 cent.; dans les villes au-dessus de 50,000 âmes, 1 franc; partout ailleurs, 60 centimes.

(2) Voy. au Code de procédure civile ce qu'on entend par inscription de faux.

(3) La légalisation d'un acte de l'état civil coûte vingt-cinq centimes.

Si la mère est accouchée chez elle, c'est au père et, à défaut de père connu, aux gens de l'art et aux personnes qui ont assisté à l'accouchement à faire la déclaration de la naissance.

Si l'accouchement a eu lieu hors du domicile de la mère, c'est le maître de la maison où l'enfant a pris naissance qui doit faire la déclaration, à défaut du père. Les hommes de l'art et les autres personnes n'ont de responsabilité que s'il n'y a ni père connu, ni maître de la maison.

Remarquons bien qu'il n'y a de peine encourue que pour celui-là *seul* que la loi chargeait de faire la déclaration : le père, quand il est connu et présent ; le médecin, quand le père n'est pas là. Ainsi de suite.

L'acte de naissance est rédigé en présence de deux témoins. Il énonce le jour, l'heure et le lieu de la naissance, le sexe de l'enfant, ses prénoms, les prénoms, noms, profession et domicile des père et mère, et ceux des témoins. S'il y a eu naissance de jumeaux, il sera déclaré lequel des enfants est né le premier, car il est considéré comme l'aîné.

Rien dans la loi n'oblige les déclarants à donner le nom du père ou de la mère de l'enfant. L'officier inscrit alors l'enfant comme né de père et mère inconnus.

ENFANTS TROUVÉS. — Toute personne qui trouve un nouveau-né doit, sous peine de prison, le remettre à l'officier de l'état civil avec les effets trouvés autour de lui. Le procès-verbal que dresse à ce sujet le maire sert d'acte de naissance et est inscrit sur les registres.

ENFANTS NÉS PENDANT UN VOYAGE EN MER. — Leur acte de naissance est rédigé dans les vingt-quatre heures à la suite du rôle d'équipage, et deux expéditions en sont déposées entre les mains du préposé à l'inscription maritime ou du consul français du premier port où le navire aborde. Une copie de cet acte de naissance est transmis à l'officier de l'état civil du père de l'enfant par l'intermédiaire du ministre de la marine.

RECONNAISSANCES D'ENFANTS NATURELS. — Pour reconnaître un enfant naturel déjà inscrit sur les registres de l'état civil, il suffit de se présenter soit devant un notaire, soit devant un juge de paix, soit devant l'officier de l'état civil qui a inscrit la naissance de l'enfant, et d'y déclarer qu'on reconnaît *un tel* pour son enfant.

L'acte de reconnaissance est transcrit sur les registres de l'état civil, et mention en est faite en marge de l'acte de naissance de l'enfant reconnu. Dès lors, l'acte de naissance n'est plus délivré qu'avec l'acte de reconnaissance.

CHAPITRE TROISIÈME.

DES ACTES DE MARIAGE.

Toute célébration de mariage doit avoir été précédée de deux publications à huit jours d'intervalle, un jour de dimanche, devant la porte de la maison commune.

Deux remarques sur cette disposition de la loi : en fait, les publications étant faites deux dimanches de suite, il n'y a que *six* jours entre elles ; ce n'est pas une annonce verbale, comme l'exigerait la lettre de la loi, mais une simple affiche. C'est seulement le mercredi qui suit la deuxième publication que le mariage peut avoir lieu. Il peut avoir lieu sans de nouvelles publications, pendant un an à partir du jour où il est possible.

Le procureur de la République peut dispenser de la seconde publication (1), mais une première publication est indispensable.

Ces publications sont faites pour porter à la connaissance du public le projet d'union entre les époux et provoquer les oppositions qui peuvent y être faites.

L'opposition est faite par acte d'huissier. Elle est signée sur l'original et les copies par les parties et par l'huissier. Une copie est donnée à chacun des futurs époux et au maire.

Le maire fait mention de l'opposition sur le registre des publications : Les futurs époux qui veulent célébrer mariage sont obligés d'assigner en main-levée de cette opposition ceux qui l'ont formée. Ceux-ci peuvent être condamnés à des dommages-intérêts pour le tort que cause aux futurs conjoints une opposition mal fondée.

Chacun des futurs remet au maire :

1° Son acte de naissance. A défaut d'acte de naissance, on y supplée par un acte de *notoriété*, fait par le juge de paix, sur la déclaration de sept témoins, qui connaissent la personne depuis longtemps et certifient son état civil. Cet acte de notoriété est ensuite homologué (confirmé) par le tribunal civil. Le ministère d'un avoué est nécessaire pour l'homologation.

2° L'acte *authentique* du consentement des ascendants, lorsqu'il est requis par la loi. L'ascendant qui autorise son fils à contracter mariage doit énoncer par son nom la personne avec laquelle il lui permet de se marier, à moins qu'il ne soit majeur quant au mariage (vingt-cinq ans pour les garçons, vingt et un ans pour les filles).

Au jour fixé pour le mariage, les futurs époux, accompagnés chacun de deux témoins qu'ils ont choisis, se rendent à la mairie dont les portes restent ouvertes.

L'officier de l'état civil, après s'être assuré que toutes les formalités voulues par la loi ont été remplies, et avoir lu aux futurs époux les droits et devoirs que va créer le mariage, les interpelle d'avoir à déclarer s'il entendent se prendre pour mari et femme. L'un et l'autre répondant affirmativement, ils sont déclarés, au nom de la loi, unis par le mariage.

La rédaction de l'acte de l'état civil mérite un soin particulier. L'officier de l'état civil ne doit pas manquer d'y relater l'observation des formalités légales.

Il doit notamment mentionner que les époux et leurs ascendants ont été requis de déclarer s'il avait été fait un contrat de mariage, et la réponse à cette question (2).

Quant à la commune où doit être célébré le mariage, c'est celle où l'un des époux a son *domicile* habituel, ou bien la commune où l'un d'eux réside depuis six mois (3).

CHAPITRE QUATRIÈME.

DES ACTES DE DÉCÈS.

Aucune inhumation ne peut avoir lieu que vingt-quatre heures après le décès, sauf dans des cas d'épidémie. C'est le maire du domicile du défunt qui inscrit l'acte de décès sur les registres, d'après la déclaration de deux témoins, qui doivent être, autant que possible, les deux plus proches parents du mort.

---

(1) Voy. FORMULAIRE n° 1,

(2) C'est alors que les époux remettent un certificat qu'a dû leuer donnr le notaire qui a dressé le coutrat.

(3) Voir, pour plus de détails, quelques pages plus loin, le chapitre *Des formalités relatives à la célébration du mariage.*

L'acte de décès contient les prénoms, noms, âge, profession et domicile de la personne décédée, ceux de l'autre époux, ceux des témoins avec leur degré de parenté avec le défunt.

Le permis d'inhumer peut être donné immédiatement après la mort. Il est délivré sur papier libre et sans frais. L'officier de l'état civil devrait vérifier lui-même le fait du décès. En général, il laisse ce soin à un homme de l'art.

La loi fait un devoir à quiconque trouve une personne morte d'en prévenir la maire ou le commissaire de police. S'il y a des traces de mort violente, l'inhumation ne peut avoir lieu qu'après visite du cadavre par un officier de police assisté d'un médecin.

En cas de décès dans les hôpitaux, colléges, etc, le maire du lieu où a eu lieu le décès dresse l'acte de décès et en envoie une expédition au maire du domicile de la personne décédée.

S'il meurt dans un éboulement, un incendie, un naufrage, une personne dont on ne peut retrouver le corps, le maire dresse un procès-verbal des circonstances de l'événement et le transcrit sur les registres de l'état civil pour servir d'acte de décès, sur l'autorisation du tribunal civil.

CHAPITRE CINQUIÈME.

Ce chapitre est consacré aux actes de l'état civil concernant les militaires hors du territoire de la République. Nous expliquons ces dispositions à la fin de l'ouvrage sous ce titre : *Nouvelle loi militaire*.

CHAPITRE SIXIÈME

DE LA RECTIFICATION DES ACTES DE L'ÉTAT CIVIL

Ce qui est écrit est écrit, disait un des rapporteurs du Code, en parlant des actes de l'état civil. Et, en effet, on ne peut rien effacer de ce qui figure sur les registres de l'état civil, ce qui fait assez comprendre quel soin les maires doivent apporter à la rédaction des actes et les parties à leurs déclarations.

Cependant, il faut bien pouvoir réparer une erreur. S'il manque une lettre à un nom ; si l'orthographe est mauvaise, si l'acte porte qu'on est fils de Pierre, tandis qu'on est fils de Paul, les intéressés ne peuvent pas supporter la conséquence d'une faute à laquelle ils auront rarement participé.

Que doit-on faire pour obtenir la rectification d'un acte de l'état civil ?

Si l'état civil d'une personne est contesté au cours d'un procès, c'est le tribunal saisi du procès qui connaîtra de la rectification demandée.

S'il n'y a pas de procès déjà engagé, c'est le tribunal civil du lieu où l'erreur a été commise qui est compétent.

La procédure varie selon que la rectification peut intéresser d'autres personnes que celle qui la demande ou qu'elle l'intéresse seule.

Dans le premier cas, il faut appeler les autres intéressés à l'instance, qui se termine en audience publique, comme les autres affaires.

Dans le second cas, on présente simplement une requête au Président du tribunal civil. Le Procureur de la République donne son avis, et le tribunal rend son jugement dans la chambre du Conseil, sans aucune plaidoirie.

Dans les deux cas, le ministère d'un avoué est indispensable.

Quand une rectification d'acte de l'état civil suit le cours ordinaire de la procédure que nous venons d'indiquer, elle n'est point fort coûteuse ; mais, bien souvent, le Tribunal désire avoir l'avis du conseil de famille, un acte de notoriété, dressé par un notaire, pour constater certains faits, ce qui peut entraîner dans des frais assez considérables.

Quand on a un jugement qui ordonne la rectification demandée, voici comment on procède. On envoie à l'officier de l'état civil, détenteur du registre, le jugement. Ce jugement est transcrit sur ses registres courants et mention

est faite de ce jugement en marge de l'acte à rectifier. Ce qui est écrit reste écrit, et les extraits d'actes de l'état civil délivrés dans la suite portent toujours l'erreur : seulement, ils sont toujours accompagnés de la mention de rectification.

Le jugement qui ordonne la rectification ne peut être opposé qu'à ceux qui ont été parties à l'instance. Si, par exemple, j'ai obtenu un jugement qui me déclare fils de Pierre, les autres enfants de Pierre peuvent contester cet état, et mon jugement n'aura aucune valeur à leur égard si je ne les ai point appelés à ce jugement.

On peut toujours appeler d'un jugement du tribunal civil qui ne fait pas droit à une rectification d'état civil demandée. L'affaire est jugée sommairement, en appel comme en première instance.

TITRE TROISIÈME

Du domicile

Le *domicile* d'une personne est la demeure qu'elle est censée avoir aux yeux de la loi. La *résidence*, au contraire, est le lieu où elle est momentanément. Un voyageur de commerce, par exemple, qui demeure habituellement à Paris, a son domicile à Paris ; mais il aura sa résidence partout où il aura séjourné quelques jours.

Nous ne parlons ici, bien entendu, que du domicile civil, c'est-à-dire pour l'exercice des droits civils. Il y a aussi le domicile politique, que nous expliquons sous le titre des *Lois constitutionnelles*.

Le domicile d'une personne est au lieu où il a son principal établissement. Ce mot doit être pris dans un sens très-large. L'établissement consiste dans un intérêt de famille, une fonction, une exploitation, etc., qui fait qu'une personne s'attache plus à un lieu qu'à tout autre.

Il est *très-important* (on ne saurait trop s'en persuader) de savoir quel est le domicile d'une personne. En effet, c'est une question que l'on doit se poser dans mille circonstances de la vie.

Veut-on assigner un débiteur en payement d'une somme due pour fournitures, par exemple, la première chose à connaître, c'est le domicile du débiteur. Car c'est devant le tribunal de ce domicile qu'on doit le poursuivre. C'est là qu'on lui signifiera, *en général*, tous les actes qui le concernent. Il faut observer cependant que s'il s'agit d'un immeuble, c'est le tribunal de la situation de l'immeuble qui est compétent.

Une succession vient-elle à s'ouvrir : c'est toujours au domicile du défunt qu'elle s'ouvre, bien qu'il soit mort loin de son domicile. C'est ce tribunal qui connaîtra des difficultés relatives à la liquidation de la succession. C'est devant le juge de paix de ce domicile que se réunira le conseil de famille, s'il y a des mineurs.

On voit, par ces applications, combien il est utile de connaître exactement le domicile d'une personne.

Les auteurs distinguent le domicile *réel*, qui s'établit ordinairement par la demeure, et le domicile de choix ou *d'élection*.

I. Domicile réel. — Toute personne reçoit à sa naissance un domicile : c'est celui de ses parents. Il garde ce domicile jusqu'à sa majorité ou son émancipation, et, même après cette époque, jusqu'à ce qu'il ait manifesté l'intention d'en changer.

Cette intention résulte de circonstances multiples qui concourent à prouver qu'une personne transporte son principal établissement, et, par conséquent, son domicile dans un lieu.

Pour ne laisser aucun doute à cet égard, la loi indique un moyen : il faut prévenir le maire du domicile que l'on quitte et celui du nouveau domicile que l'on choisit, de l'intention où on est de changer de domicile.

La loi s'est chargée de fixer elle-même quelquefois le domicile. Ainsi :

1° L'acceptation de fonctions irrévocables et *conférées à vie* emporte translation immédiate du domicile du fonctionnaire dans le lieu où il doit exercer ces fonctions;

2° La femme a, pendant toute la durée du mariage, son domicile chez son mari;

3° Le mineur non émancipé aura son domicile chez ses père et mère ou tuteur; l'interdit majeur, également chez le tuteur;

4° Les majeurs qui servent ou travaillent habituellement chez autrui, auront le même domicile que les personnes qu'ils servent ou chez lesquelles ils travaillent, *lorsqu'ils demeureront avec elles dans la même maison.*

Quand une personne n'a pas de domicile connu, c'est la résidence qui tient lieu de domicile. Ce cas se présentera pour les marchands forains, les artistes qui suivent une troupe dans une tournée. Ces personnes-là, comme nous le disons plus haut, n'ont généralement qu'une résidence, qui tient lieu de domicile.

II. Domicile d'élection. — Il arrive souvent que les parties dans un acte élisent un domicile spécial qui est souvent distinct de leur propre domicile.

Supposons un acte notarié dans lequel soient intéressés dix personnes demeurant sur divers points de la France. La prudence exige que chacune des parties se choisisse dans le même lieu un domicile où seront valablement signifiés tous les actes concernant cette affaire. On évite par là bien des frais de procédure.

On élit domicile *habituellement* chez un officier ministériel : avoué, notaire, huissier, qui se charge de vous prévenir dès qu'il recevra quelque communication relative à cet acte.

On peut élire domicile dans un acte postérieur à l'acte qui y donne lieu. On peut le changer aussi souvent qu'on veut, sauf à le remplacer par un autre situé dans le même lieu, et à notifier ce changement, par exploit d'huissier, aux intéressés.

Il est bien entendu que le domicile d'élection ne sert que pour l'acte ou les actes qui y ont donné lieu.

TITRE QUATRIEME

Des absents

NOTIONS GÉNÉRALES. — Il ne faut pas confondre l'absent avec le non-présent. L'absent est l'individu qui a disparu de son domicile et sur l'existence duquel il existe des doutes plus ou moins graves. Il n'y a pas de doute sérieux, au contraire, sur l'existence des non-présents. Ainsi, un voyageur est un non-présent; il ne pourra être regardé comme un absent que le jour où sa disparition aura pris un caractère tel qu'il y aura lieu de douter de son existence.

L'absence se divise en trois périodes : 1° la période de *présomption d'absence*, pendant laquelle l'individu est regardé plutôt comme vivant que comme décédé; 2° la période *de déclaration d'absence* et *d'envoi en possession provi-*

soire, pendant laquelle l'individu est regardé plutôt comme décédé que comme vivant ; 3° la période *d'envoi en possession définitive*, pendant laquelle l'individu est considéré comme décédé et où les mesures prescrites par la loi ont un caractère définitif.

CHAPITRE PREMIER.

DE LA PRÉSOMPTION D'ABSENCE.

La présomption d'absence existe par le fait seul que la personne a disparu et qu'il y a des doutes sur son existence ; mais comme cette disparition et ces doutes n'ont de caractère légal qu'après avoir été dûment constatés, il n'y a judiciairement *présomption d'absence* qu'à la suite d'un jugement prescrivant des mesures conservatoires dans l'intérêt de celui qui a disparu. En outre, les droits et les devoirs de la justice ont plus ou moins d'étendue, selon que l'absent n'a pas laissé ou a laissé un mandataire.

I. DE L'ABSENT QUI A LAISSÉ UN MANDATAIRE. — Les pouvoirs du mandataire sont-ils assez étendus : il n'y a rien à changer jusqu'à ce qu'ils expirent. Autrement, pour les cas où ces pouvoirs ne suffisent pas, on applique les règles que nous allons donner pour l'absent qui n'a pas laissé de mandataire.

II. DE L'ABSENT QUI N'A PAS LAISSÉ DE MANDATAIRE. — Lorsque l'absent n'a pas laissé de mandataire la justice doit intervenir dès que les tiers ou l'absent lui-même y sont intéressés, *s'il y a nécessité*, dit l'article 112. Mais qui est juge de cette nécessité ? Le même article répond. C'est le tribunal de première instance, sur la demande de ceux qui ont qualité pour provoquer des mesures conservatoires dans l'intérêt de l'absent.

Quelles sont ces personnes ? C'est d'abord le procureur de la République, que le législateur a spécialement chargé de prendre les intérêts de l'absent. Ensuite, dit l'article 112, toutes les parties intéressées.

Parmi ces parties, il faut mettre : 1° *Les créanciers purs et simples* qui ont droit, à leur choix, ou de provoquer des mesures conservatoires ou d'exiger leur payement, et *les créanciers à terme ou conditionnels*, qui ne peuvent que provoquer des actes conservatoires tant que leurs créances ne sont pas devenues exigibles ; 2° *Le conjoint de l'absent*, qui, ne pouvant supporter seul les charges du mariage, a le droit de faire sur les biens de l'autre époux les mêmes prélèvements que par le passé ; 3° *Les héritiers présomptifs* de l'absent au jour de la disparition. Quelques auteurs, cependant, leur refusent ce privilége, sous prétexte qu'ils n'ont pas sur les biens de l'absent, dont la mort n'est pas encore prouvée, un droit *né* et *actuel*.

REMARQUE. — Dans le cas où l'absent serait intéressé dans des inventaires, comptes, liquidations ou partages, il doit être représenté par un notaire, qui est nommé par la justice. S'il y avait plusieurs absents, il faudrait nommer à chacun un notaire différent, parce qu'ils auront presque toujours des intérêts opposés. Observons encore que, dans le cas où il s'agirait d'une succession, l'absent n'y serait intéressé, et, comme tel, représenté qu'au cas où la succession, aurait été ouverte *avant* sa disparition ou ses dernières nouvelles. Dans le cas contraire, l'article 136 nous dit que la succession sera dévolue à ses co-héritiers ou à ceux qui devaient la recueillir à son défaut.

DU TRIBUNAL COMPÉTENT POUR PRESCRIRE DES MESURES CONSERVATOIRES. — Le tribunal compétent est celui du dernier domicile de l'absent. Mais, cependant, si les biens sont situés dans un lieu différent, les auteurs ne s'ac-

cordent pas. La plupart, néanmoins, déclarent que le tribunal compétent est celui du domicile de l'absent et non celui de la situation des biens.

COMMENT FINIT LA PRÉSOMPTION D'ABSENCE. — De trois manières : 1° par le retour de l'absent ou par la preuve acquise de son existence ; 2° par son décès, et, dans ce cas, ses biens sont dévolus à ceux qui étaient ses *héritiers présomptifs au moment de son décès* ; 3° par la déclaration d'absence qui va faire le sujet du chapitre suivant.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DE LA DÉCLARATION D'ABSENCE.

A mesure que l'absence persévère, la mort de l'absent est de plus en plus probable : c est ainsi que les mesures prises par la loi deviennent de moins en moins provisoires.

A QUEL MOMENT PEUT ÊTRE PROVOQUÉE LA DÉCLARATION D'ABSENCE. — L'absent a-t-il laissé un mandataire pour administrer ses biens : l'absence est prononcée dix ans après la disparition ou les dernières nouvelles, quelle que soit d'ailleurs la durée de la procuration laissée au mandataire. Dans l'autre cas, on la prononce après quatre ans. Notons que par dernières nouvelles on entend toujours le moment où elles sont parties et non pas celui où on les a reçues.

DES PERSONNES QUI ONT QUALITÉ POUR DEMANDER LA DÉCLARATION D'ABSENCE. — Aux termes de l'article 115 ce sont encore les parties intéressées. Mais il résulte, des effets mêmes de la déclaration d'absence, que ces mots n'ont plus ici le même sens que dans le premier chapitre. Les créanciers, par exemple, n'ont aucun intérêt à la demander, puisque l'envoi en possession des héritiers présomptifs, divisant leurs dettes entre ces différents héritiers, en rend le recouvrement plus laborieux. Le procureur de la République lui-même combattra presque toujours cette déclaration, au nom de l'absent dont il est le protecteur. Il ne reste donc plus que les héritiers présomptifs et, en général, toutes les personnes qui ont des droits subordonnés au décès de l'absent, les légataires, par exemple.

PROCÉDURE DE LA DÉCLARATION D'ABSENCE. — Les parties intéressées font leur demande au tribunal du dernier domicile de l'absent. Si la demande ne lui paraît pas fondée, il la rejette ; si, au contraire, elle lui paraît appuyée sur des faits sérieux, il ordonne une enquête qui est suivie par un de ces membres. Cette enquête est faite tant dans l'arrondissement du domicile de l'absent que dans celui de sa résidence, s'ils sont distincts l'un de l'autre.

Le procureur de la République y défend les intérêts de l'absent, qui demandent que la déclaration d'absence soit retardée le plus possible.

Si l'enquête est probante, c'est-à-dire si les faits allégués par celui qui l'à provoquée sont prouvés, le tribunal *déclare* l'absence.

Le jugement qui ordonne l'enquête et celui qui prononce la déclaration d'absence doivent être publiés dans le *Journal Officiel* par les soins du ministre de la Justice.

Le jugement de déclaration d'absence ne sera rendu qu'un an après le jugement qui aura ordonné l'enquête.

CHAPITRE TROISIÈME.

DES EFFETS DE L'ABSENCE.

SECTION Ire.

DES EFFETS DE L'ABSENCE RELATIVEMENT AUX BIENS QUE L'ABSENT POSSÉDAIT AU JOUR DE LA DISPARITION.

DE L'ENVOI EN POSSESSION PROVISOIRE. — QUI PEUT LE DEMANDER. — La déclaration d'absence supposant le décès donne ouverture à tous les droits qui se trouvent subordonnés à cet événement. C'est presque toujours le même jugement qui prononce la déclaration d'absence et l'envoi en possession.

Qui est envoyé en possession? Ceux qui étaient héritiers présomptifs de l'absent à l'époque du décès ou des dernières nouvelles, et, à leur défaut, leurs représentants légitimes. — L'attribution provisoire des biens est faite, d'ailleurs, comme le serait l'attribution définitive, s'il était prouvé que l'absent fût décédé : dans l'ordre et la proportion établis soit par la loi, soit par le testament.

Les légataires ou donataires de biens à venir recueillent aussi provisoirement les biens qui leur étaient destinés par l'absent.

Mais toutes ces dispositions ne deviennent définitives que si l'époque du décès reste toujours ignorée; car si l'on vient à apprendre plus tard l'époque certaine de la mort de l'absent, la succession est attribuée à ceux qui avaient droit et qualité au moment véritable de cette mort.

L'usufruit s'éteint, sauf à renaître rétroactivement, en cas que l'existence soit plus tard démontrée. De même les donateurs, avec stipulation de retour en cas de survie, reprennent les biens donnés, sauf à les rendre s'il y a lieu.

QUELS BIENS COMPREND L'ENVOI EN POSSESSION PROVISOIRE. — Tous ceux dont l'absent était propriétaire au moment de la disparition, augmentés de ce dont ils se sont accrus et des fruits perçus pendant la période de présomption. Les successions qu'il aurait pu lui survenir pendant cette période n'y sont pas comprises, car, sa mort étant présumée, il n'était pas habile à succéder.

DROITS ET OBLIGATIONS DES ENVOYÉS EN POSSESSION PROVISOIRE. — Le décès n'étant que probable, la loi a dû prendre des mesures pour assurer la conservation et la restitution des biens. D'où inventaire bon et fidèle, et cautionnement pour la restitution des effets mobiliers ou les indemnités pour les dégradations commises sur les immeubles.

Quant à la vente des meubles et au placement des capitaux, les juges ont un pouvoir discrétionnaire : ils permettent aux envoyés d'en disposer selon qu'ils le jugent convenable.

Les envoyés peuvent faire constater l'état des immeubles par un expert et en faire dresser un procès-verbal qui, le cas échéant, servira de base à la fixation des indemnités.

Une fois en possession, ils sont soumis à toutes les obligations des administrateurs ordinaires : ils doivent pourvoir à l'entretien et aux réparations tant des meubles que des immeubles. Les baux qu'ils consentent ne sont obligatoires pour l'absent que pour une période de neuf ans. Les aliénations immobilières et les hypothèques ne leur sont permises que lorsqu'il y a nécessité absolue ou avantage évident. Encore faut-il l'autorisation de la justice. Dans le cas où ils auraient violé cette règle, l'acheteur et le créancier pourraient évidemment

demander la nullité de l'aliénation ou de l'hypothèque, mais l'envoyé, lui, ne le pourrait pas, parce qu'il a été de mauvaise foi.

Quant à l'aliénation des meubles, il y a controverse : les uns prétendent qu'elle n'est pas prohibée ; les autres, que l'envoyé en possession est obligé de conserver tous ceux que le juge n'a pas fait vendre. Toutefois, dans le cas où l'envoyé aurait passé outre, les tiers détenteurs seraient protégés par la maxime : *En fait de meubles, possession vaut titre*, et conserveraient les objets achetés, pourvu qu'il y eût eu bonne foi de leur part.

L'envoyé en possession provisoire est au lieu et place de l'absent. Il a donc l'exercice de toutes les actions qui regardent celui-ci, activement et passivement. On n'excepte pas les actions immobilières, et, en ce point, comme on le voit, ses pouvoirs sont plus étendus que ceux d'un administrateur ordinaire.

Ici on peut soulever une question. Au point de vue des actions passives, les héritiers proprement dits sont tenus *ultrà vires bonorum*, c'est-à-dire, non-seulement jusqu'à concurrence des biens recueillis, mais encore sur leurs biens personnels; en est-il de même des héritiers présomptifs qui ont obtenu un simple envoi en possession ? Non; la personne peut être encore vivante; ils ne sont encore que de simples dépositaires.

L'envoyé détient les biens de l'absent à titre précaire : il ne peut donc les prescrire lui-même, mais les tiers peuvent prescrire contre l'absent, et l'absent peut prescrire contre eux, parce que l'envoyé a qualité pour défendre à toutes les actions interruptives de prescription ou pour les intenter.

Quelques auteurs veulent que les causes de suspension de la prescription soient envisagées dans la personne de l'absent ; les autres, au contraire, dans la personne de l'envoyé.

L'envoyé en possession ne reçoit-il aucune gratification dans le cas où l'absent revient ? L'article 127 lui attribue les quatre cinquièmes ou les neuf dixièmes des revenus, selon que l'absent revient avant ou après quinze ans, depuis le jour de la disparition. Par une exception, facile à justifier, les fruits civils ne s'acquièrent ici, comme les fruits naturels ou industriels, que par leur perception même; par conséquent, il ne conservera les quatre cinquièmes ou les neuf dixièmes que des fruits réellement perçus. Si l'absent n'est de retour qu'après trente ans, la totalité des fruits appartient à l'envoyé en possession provisoire.

COMMENT PREND FIN L'ENVOI EN POSSESSION PROVISOIRE. — L'envoi en possession provisoire prend fin : 1° Par le retour de l'absent; 2° par la réception de ses nouvelles. Dans ce cas, on retombera dans la période de présomption d'absence, si l'incertiude sur son existence vient à recommencer ; 3° par le décès prouvé de l'absent ; cas auquel la succession se partage entre les héritiers les plus proches au moment de la mort; 4° par l'envoi en possession définitif dont nous allons parler.

DROITS DU CONJOINT DE L'ABSENT, SOUS LE RÉGIME DE LA COMMUNAUTÉ. — Les époux sont-ils mariés sous le régime de la communauté légale ou conventionnelle ? Le conjoint de l'absent peut, à son gré, maintenir ou dissoudre provisoirement la communauté, et, par là, empêcher ou permettre l'envoi en possession provisoire des héritiers présomptifs. Sous tout autre régime, au contraire, la procédure de l'envoi en possession provisoire suit son cours de la manière que nous avons indiquée, sans que l'époux présent ait la faculté d'y porter le moindre empêchement.

Inutile de faire observer que, dans les deux cas, le mariage subsiste toujours, et que le conjoint de l'absent est inhabile à convoler à de secondes noces tant que la mort de l'absent n'est pas prouvée.

Sous le régime de la communauté, si l'époux présent opte pour la continuation de la communauté, il faut distinguer deux hypothèses : Ou c'est le mari qui est présent, et alors rien n'est changé à l'état des choses; ou c'est la femme,

et ses pouvoirs ne sont pas aussi étendus. Elle a besoin de l'autorisation de la justice pour tous les actes autres que ceux de pure administration.

La loi ne fixe pas de délai pour l'option : si l'époux avait cependant expressément ou tacitement opté pour la dissolution, il ne serait plus recevable à demander la continuation de la communauté.

L'époux, soit mari, soit femme, peut opter pour la dissolution provisoire, même après avoir opté pour la continuation; en effet, cette continuation, autorisée dans son seul intérêt, ne doit jamais devenir un fardeau. L'épouse même, mais elle seule, peut renoncer, non-seulement à la continuation provisoire de la communauté, mais encore à la communauté elle-même.

La continuation provisoire de la communauté prend fin :

1° Par la renonciation de l'époux. Dans ce cas, les héritiers présomptifs se font envoyer en possession des biens qui reviennent à l'absent, d'après leur état au moment de la disparition ou des dernières nouvelles; l'époux renonçant peut demander la liquidation de ses *reprises* ;

2° Par le retour de l'absent. Ce retour a pour effet de faire considérer la communauté comme n'ayant jamais cessé d'exister;

3° Par la réception de ses nouvelles. Ainsi que dans le cas précédent, il est prouvé que, jusqu'à ce moment des nouvelles, la communauté a toujours existé. Mais nous retomberions dans le provisoire, si l'incertitude sur l'existence de l'absent venait à renaître ;

4° Par le décès prouvé de l'absent. Cas auquel la communauté et la succession se liquident d'après son état au moment du décès;

5° Par le décès de l'époux présent. La communauté se liquide alors selon son état au jour de la disparition de l'absent ou de ses dernières nouvelles ;

6° Par l'envoi en possession définitif. La liquidation s'opère comme dans le cas précédent.

OBLIGATIONS DE L'ÉPOUX PRÉSENT. — VALIDITÉ DE SES ACTES. — L'époux présent doit procéder à un inventaire contradictoirement avec les représentants de l'époux absent. Il n'est pas tenu à la caution. Il a droit à la même quotité de fruits que les envoyés en possession provisoire ; mais à cette condition qu'il ne sera pas prouvé que la communauté existait encore lors de la perception des fruits ; car, aux termes de l'article 140, *deuxième alinéa*, tant que la communauté existe réellement, les fruits lui appartiennent. Il n'y a de fruits propres à chaque époux que du jour où, en fait, la communauté a cessé d'exister.

Quant à la validité des actes faits par l'époux présent, on distingue. Les actes de simple administration sont toujours valables. Les aliénations d'immeubles, les hypothèques et les autres actes de disposition ne sont valables, du chef du mari, que si leur date est antérieure à la dissolution réelle ou présumée de la communauté. Du chef de la femme, ils le sont toutes les fois qu'ils ont été autorisés par la justice, quelle que soit, d'ailleurs, l'époque où ils ont été passés.

DE LA DISSOLUTION PROVISOIRE DE LA COMMUNAUTÉ. — Elle se liquide, dans ce cas, entre l'époux présent et les représentants de l'absent, d'après l'état des biens au jour de la disparition ou des dernières nouvelles. L'époux présent donne caution pour tout ce qu'il conserve et que l'absent pourrait plus tard réclamer : les gains de survie, par exemple.

DE L'ENVOI EN POSSESSION DÉFINITIF. — Il a lieu, s'il s'est écoulé cent ans depuis la naissance de l'absent ou trente ans depuis que l'absence a été déclarée. La loi a pensé qu'à ces deux dates la probabilité du décès était assez grande pour transformer la possession provisoire en possession définitive.

Ont le droit de demander l'envoi en possession définitif : tous ceux qui étaient héritiers présomptifs le jour de la disparition ou des dernières nou-

velles. Cet envoi doit être prononcé par le tribunal qui a déclaré l'absence. L'enquête préalable n'est pas absolument nécessaire.

EFFETS DE L'ENVOI EN POSSESSION DÉFINITIF. — Ici plus de caution, ni de garanties. Les biens de l'absent appartiennent, en toute propriété, aux envoyés, qui peuvent les aliéner à titre gratuit ou onéreux, les grever d'hypothèques, de servitudes, etc...

Dans le cas où l'absent reviendrait, il ne pourrait exiger que les biens se trouvant encore entre les mains des envoyés ou le prix de revient jusqu'à concurrence du profit que ceux-ci en auraient retiré. Les envoyés pourraient même exiger le montant des grosses réparations qu'ils auraient pu faire. On décide cependant que les donations faites à leurs propres enfants par les envoyés en possession définitive sont restituables, parce que, ayant ainsi épargné leur fortune, ils ont réalisé un profit.

L'envoi en possession définitif prend fin :

1° Par la preuve de l'existence de l'absent. Mais on retomberait dans la période de présomption d'absence, si son existence redevenait incertaine ;

2° Par la preuve du décès. L'ouverture de la succession est alors fixée au moment précis du décès. Par conséquent, les biens peuvent changer de mains si les héritiers présomptifs, à cette dernière époque, ne sont pas les mêmes que les envoyés en possession définitive ;

3° Par la survenance d'un descendant de l'absent qui n'avait pas été envoyé en possession pour une cause quelconque. Le descendant ne peut exercer son droit que dans les trente ans après l'envoi définitif :

S'il s'agissait de mineurs, ce délai de trente ans ne commencerait à courir qu'à l'époque de leur majorité. Le droit de faire cesser l'envoi en possession définitif n'appartient jamais aux collatéraux, de quelque degré qu'ils soient.

SECTION II.

DES EFFETS DE L'ABSENCE RELATIVEMENT AUX DROITS ÉVENTUELS QUI PEUVENT COMPÉTER A L'ABSENT

Cette matière est dominée par l'article 135 : « Quiconque réclamera un droit échu à un individu dont l'existence ne sera pas reconnue, devra prouver que l'individu existait quand le droit a été ouvert : jusqu'à cette preuve, il sera déclaré non recevable dans sa demande. »

Qui recueillera donc ces droits ? Ceux avec lesquels l'absent devait concourir, ou ceux qui les auraient recueillis à son défaut. Sans doute, si l'absent est de retour, il pourra en exiger la restitution ; mais cette restitution n'est pas garantie. On ne lui devra même pas les fruits qu'ils ont dû produire.

Quant aux actes faits par ceux qui ont reçu, en son lieu et place, la succession ou la part de succession à laquelle il aurait eu droit si son existence avait été prouvée, il faut faire une distinction ; les actes d'administration sont toujours valables. Il y a controverse pour les actes de disposition.

La plupart des auteurs se prononcent pour la nullité. Quelques-uns, et avec eux la jurisprudence, déclarent ces actes valables, pourvu qu'il ne s'agisse pas d'aliénations à titre gratuit et que l'acquéreur soit de bonne foi.

SECTION III.

DES EFFETS DE L'ABSENCE RELATIVEMENT AU MARIAGE

En principe, l'absence, même déclarée, ne dissout pas le mariage ; mais, en fait, l'époux présent peut surprendre la bonne foi de l'officier de l'état civil et

se remarier. Alors, aux termes de l'article 139, l'époux absent *seul*, ou son *fondé de pouvoir*, peut attaquer ce nouveau mariage.

On décide, néanmoins, qu'en cas de retour de l'absent, si celui-ci négligeait d'attaquer ce mariage, il importerait de faire cesser un scandale public de bigamie, et que le procureur de la République serait recevable à en demander la dissolution.

Si l'époux absent n'a point laissé de parents habiles à lui succéder, l'autre époux pourra demander l'envoi en possession provisoire des biens.

CHAPITRE QUATRIÈME.

DE LA SURVEILLANCE DES ENFANTS MINEURS DU PÈRE QUI A DISPARU.

PREMIÈRE HYPOTHÈSE. — Le père a disparu et la mère vit encore. Elle exerce tous les droits du mari par rapport à l'éducation des enfants et à l'administration de leurs biens. Toutefois, elle n'aura pas l'usufruit des biens appartenant à ses enfants mineurs : cet usufruit appartient au père absent, dont elle n'est, en quelque sorte, que la déléguée, et elle lui en devra compte.

DEUXIÈME HYPOTHÈSE. — La mère a disparu, le père vit encore. Il n'y a rien de changé : c'est comme si les époux étaient présents.

TROISIÈME HYPOTHÈSE. — Lors de la disparition du père, la mère était morte. Six mois après cette disparition, la *surveillance* des enfants sera déférée, par le conseil de famille, aux ascendants les plus proches, et, à leur défaut, à un tuteur provisoire.

QUATRIÈME HYPOTHÈSE. — La mère, vivante au moment de la disparition du père, meurt avant la déclaration d'absence. On procède comme dans le cas précédent. Il en est de même encore pour les enfants de l'absent nés d'un précédent mariage. Ces enfants sont des étrangers pour l'époux non absent : il y a lieu de déférer la *surveillance*, soit à l'ascendant le plus proche, soit à un tuteur provisoire.

Les ascendants préposés à la surveillance ne sont pas nécessairement tuteurs. Ce sont deux fonctions distinctes que la surveillance et la tutelle, et elles peuvent bien n'être pas réunies sur la même tête. C'est le conseil de famille qui fait ces choix.

TITRE CINQUIÈME

Du mariage

Le législateur français, considérant, et à bon droit, que l'État doit être absolument indépendant de toutes les religions, a proclamé ce grand principe : *que le mariage est un contrat purement civil.*

C'est donc dans le Code civil seul que nous devons chercher quelles sont les conditions et qualités requises pour contracter mariage ; quelles sont les prohibitions ou les empêchements qui concernent l'union matrimoniale, et non pas dans les dogmes de telle ou telle religion à laquelle on peut appartenir. La cérémonie religieuse qui accompagne cette union, dans toutes les religions, est un acte de conscience que le législateur respecte, mais qu'il n'impose à personne.

Les auteurs définissent le mariage : Un contrat solennel par lequel s'unissent l'homme et la femme pour perpétuer leur espèce, pour s'aider, par des secours mutuels, à supporter le poids de la vie et pour partager leur commune destinée.

Voyons, d'abord quelles sont les conditions et qualités requises pour pouvoir contracter mariage.

CHAPITRE PREMIER.

DES QUALITÉS ET CONDITIONS REQUISES POUR POUVOIR CONTRACTER MARIAGE.

I. EMPÊCHEMENTS DIRIMANTS. — Ils sont au nombre de cinq. Nous allons étudier, dans l'ordre où le Code les présente, les conditions requises pour pouvoir contracter mariage.

L'absence d'une de ces conditions constitue un empêchement. Mais parmi ces empêchements, les uns, qu'on appelle dirimants, entraînent la nullité du mariage ; les autres, au contraire, en *prohibent* seulement la célébration et ne rendent jamais le mariage nul.

I. *Age.* — « L'homme, dit l'article 144 du Code civil, avant *dix-huit ans* révolus, la femme avant *quinze ans* révolus, ne peuvent contracter mariage. » Mais l'article suivant tempère cette règle absolue en disant que le Président de la République peut accorder des dispenses pour des raisons graves (1).

II *Consentement.* — Il n'y a pas de mariage, dit l'article 146, lorsqu'il n'y a point de consentement.

Mais il faut bien distinguer deux cas : celui où il n'y a point de consentement, par conséquent, point de mariage, comme nous venons de le voir, et celui où il y a eu un consentement, mais un consentement vicié par quelque circonstance. Dans ce cas, le mariage est seulement *annulable*, c'est-à-dire qu'il n'y a que celui qui a donné un consentement vicié qui peut en provoquer la nullité, et seulement pendant un certain temps, comme nous le verrons plus loin.

Une promesse de mariage, remarquons-le bien, n'engage point les parties qui l'on faite, même sous une clause de dédit contre celui qui ne l'accomplirait pas. Cependant, dans certain cas assez rares, lorsque déjà chacune d'elles pouvait compter sérieusement sur ce mariage, celui qui oppose un refus peut être condamné à des dommages-intérêts.

III. *Consentement des ascendants ou de la famille.* — Le garçon avant vingt-cinq ans révolus, la fille avant vingt-un ans révolus, ne peuvent ni l'un ni l'autre se marier sans le consentement de leurs ascendants ou de la famille.

Plusieurs hypothèses peuvent se présenter.

Si le père et la mère sont l'un et l'autre vivants, il faut le consentement de l'un et de l'autre, ou, au moins, le consentement du père.

Si un d'eux est mort ou dans l'impossibilité de manifester sa volonté, le consentement de l'autre suffit.

Si les père et mère sont morts ou dans l'impossibilité d'exprimer leur volonté, le consentement doit être donné par les aïeuls et aïeules, ou par les les bisaïeuls et bisaïeules. L'ascendant le plus proche est celui dont le con-

---

(1) Voy. FORMULAIRE n° 2.

sentement est requis. S'il y a dissentiment entre l'aïeul et l'aïeule dans la même ligne, il suffit du consentement de l'aïeul. Si le dissentiment se produit entre les deux lignes, ce dissentiment profite au futur époux, qui peut se marier.

A défaut de père et de mère et d'ascendants, c'est le conseil de famille qui donne ou refuse son consentement ; mais, remarquons-le bien, l'époux n'a besoin de ce consentement que s'il n'a pas vingt-un ans accomplis le jour du mariage.

Quant aux enfants naturels, leur famille ne se compose que du père et de la mère qui l'ont reconnu. Ils sont étrangers à leurs ascendants ; il n'y a donc pas à leur demander un consentement; mais, s'ils sont mineurs de vingt-un ans, ils doivent réunir un conseil de famille composé des amis de leurs père et mère ou bien de leurs propres amis. Ce conseil nomme un tuteur *ad hoc* au mineur, et c'est ce tuteur qui donne ou refuse son consentement au mariage.

Le consentement des ascendants, quand il est exigé, peut être donné par l'ascendant de vive voix au moment même de la célébration du mariage ou dans un *acte notarié*. Il faut avoir bien soin de désigner expressément avec quelle personne le mariage est autorisé. Un consentement qui ne contiendrait pas cette mention serait nul.

IV. *Inexistence d'un premier mariage.* — On ne peut contracter un second mariage avant la dissolution du premier, qui ne peut arriver que par la mort du conjoint.

V. *Parenté ou alliance.* — En ligne directe, c'est-à-dire entre plusieurs personnes descendant l'une de l'autre, le mariage est prohibé entre tous les ascendants et descendants légitimes ou naturels, et les alliés dans la même ligne. Par ces derniers mots il faut entendre, par exemple, les ascendants et descendants de sa femme.

En ligne collatérale, c'est-à-dire entre personnes ne descendant pas l'une de l'autre, mais d'un auteur commun, frères et sœurs, par exemple, la loi distingue. Entre parents légitimes, la prohibition existe entre le frère et la sœur, l'oncle et la nièce, la tante et le neveu, le grand-oncle et la petite-nièce. S'il y a seulement parenté *naturelle*, la prohibition ne s'étend qu'aux frères et sœurs.

L'alliance entre collatéraux n'est un obtacle au mariage qu'entre alliés à titre de frères et sœurs légitimes ou naturels : beaux-frères et belles-sœurs.

Toutefois le Gouvernement peut, *pour causes graves*, lever les prohibitions de mariage entre beau-frère et belle-sœur, oncle et nièce, tante et neveu (1).

II. Empêchements prohibitifs. — Les empêchements prohibitifs sont ceux qui, comme nous l'avons dit plus haut, font obstacle à la célébration du mariage, mais n'ont aucun effet sur le mariage consommé. Ils sont au nombre de cinq :

1° *Actes respectueux.* — Le fils qui a vingt-cinq ans, la fille qui en a vingt-un, sont absolument majeurs quant au mariage. Néanmoins, le législateur exige qu'ils aient, au préalable, demandé conseil à leurs parents, quel que soit, d'ailleurs, leur âge.

Ce conseil est demandé, dans des *actes respectueux*, présentés par deux notaires ou par un notaire et deux témoins.

Les personnes auxquelles doivent être faits les actes respectueux sont les

---

(1) Voy. Formulaire n° 3.

mêmes que celles qui doivent consentir au mariage, quand le consentement est nécessaire.

Il faut trois actes respectueux, faits à un mois d'intervalle, pour les fils de vingt-cinq à trente ans, et pour les filles, de vingt-un à vingt-cinq. Ce n'est qu'un mois après ce dernier acte que le mariage peut être contracté.

Après cet âge, un seul acte suffit, et, un mois après, on peut se marier.

Si l'ascendant auquel on doit présenter les actes respectueux est absent, c'est à celui qui le remplacerait s'il était mort qu'il faut les faire.

Si on n'a aucun ascendant ou s'ils sont absents, on est dispensé des actes respectueux. On prouve l'absence soit par un jugement qui la déclare ou ordonne une enquête, soit par un acte de notoriété dressé par le juge de paix sur la déclaration de quatre témoins appelés par lui.

2° *Publication du mariage*. On sait (Voy. *Actes de mariage*) que deux publications, à huit jours d'intervalle, doivent précéder le mariage.

3° *Opposition au mariage*. — Le maire n'est point juge du mérite de l'opposition au mariage qui a été faite. Il doit attendre, pour célébrer le mariage, que l'époux ait fait lever cette opposition.

4° *Viduité*. — La femme devenue veuve ne peut se remarier que dix mois après la dissolution du premier mariage.

Comme nous l'avons dit plus haut, les empêchements que nous venons d'étudier sont simplement prohibitifs. Si donc le mariage a été célébré au mépris de l'un d'eux, l'officier de l'état civil pourra encourir une responsabilité ; mais le mariage reste valable.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DES FORMALITÉS RELATIVES A LA CÉLÉBRATION DU MARIAGE.

Nous n'avons qu'à compléter ici les explications que nous donnons plus haut (*Actes de mariage*).

Où doivent être faites les publications du mariage ? Partout où le mariage peut être célébré. Or, on sait que le mariage peut avoir lieu, soit dans la commune où l'un des époux a son domicile réel, soit dans celle où il a un domicile de six mois. En second lieu, il doit être publié partout où sont domiciliées les personnes sous la *puissance* desquelles se trouvent les époux ou l'un d'eux. Les époux sont sous la puissance de leurs ascendants jusqu'à vingt-cinq ans (hommes) ou jusqu'à vingt-un (femmes).

APPENDICE. — *Des mariages contractés à l'étranger*. — Tout Français qui se marie à l'étranger peut toujours le faire devant les autorités étrangères et dans les formes usitées dans le pays où il contracte mariage. Si les futurs conjoints sont tous deux Français, ils peuvent, à leur choix, se marier devant l'officier étranger ou devant l'officier français.

Quelle que soit la forme du contrat de mariage, il faut bien le remarquer, les futurs époux devront toujours remplir les formalités qui seraient exigées d'eux s'ils étaient en France : mêmes publications, mêmes conditions d'âge, de consentement, etc.

Le Français qui s'est marié à l'étranger *devant les autorités étrangères* doit, dans les trois mois de son retour en France, faire transcrire l'acte de célébration de son mariage sur le registre de son domicile. Celui qui s'est marié devant les autorités françaises est dispensé de cette formalité.

CHAPITRE TROISIÈME.

DES OPPOSITIONS AU MARIAGE.

Qui peut former opposition au mariage? Il y a deux sortes d'oppositions : l'une que l'on appelle *légale*, et l'autre, qui porte le nom *d'officieuse*.

L'opposition *légale* est celle qui émane de certaines personnes désignées par la loi et dans les circonstances prévues. L'officier de l'état civil est *obligé* de la respecter, quelque peu sérieuse qu'elle lui paraisse.

L'opposition *officieuse* est celle que peut faire toute personne, et que le maire apprécie souverainement. Il peut passer outre, malgré une opposition de ce genre.

Ceux qui peuvent former opposition légale sont (art. 172 et suiv.) : 1° Le conjoint de celui qui va commettre le crime de bigamie ; 2° Le père ; à son défaut, la mère ; à défaut de père et mère, les aïeuls et aïeules ; 3° A défaut d'ascendant, le frère, la sœur, l'oncle, la tante, le cousin ou la cousine germaine, mais seulement dans deux cas : 1° Si le conseil de famille n'a pas donné son consentement, dans les cas où il est requis ; 2° Si le futur conjoint est en état habituel de démence ou de fureur. Dans ce cas, l'opposant devra provoquer son interdiction.

L'acte d'opposition se fait par un exploit d'huissier.

En raison du caractère d'urgence que présente une demande en main-levée d'opposition, le tribunal civil doit statuer dans les dix jours de l'assignation ; et, s'il y a appel, la Cour rend son arrêt dans le même délai.

CHAPITRE QUATRIÈME.

DES DEMANDES EN NULLITÉ DE MARIAGE.

Un mariage est nul quand il est fait en dehors des formes ou des conditions exigées par la loi. Mais, dans tous les cas, la nullité doit être prononcée en justice ; jamais elle n'a lieu de plein droit.

Parmi les causes de nullité du mariage, les unes sont *absolues* et les autres *relatives*.

Les nullités absolues emportent par elles-mêmes la nullité du mariage ; les juges devant qui on propose une nullité absolue, n'ont qu'à constater l'existence de cette nullité ; et, si elle s'y trouve, ils ne peuvent se dispenser de déclarer nul et non existant le mariage.

Les nullités relatives sont celles qui ne peuvent être invoquées que par certaines personnes. Ici le Tribunal apprécie entièrement la cause de nullité et juge si elle est suffisante pour rompre le mariage.

Nullités absolues. — Il y a sept causes de nullité absolue. Ce sont :

1° L'identité de sexe.

2° Le défaut *absolu* de consentement.

3° L'existence d'un premier mariage.

4° La parenté ou l'alliance à un degré prohibé.

5° Le défaut de publicité. Un mariage qui n'aurait pas été précédé des publications légales ne serait pas nul pour cela. En effet, ce n'est là qu'un des éléments de la publicité.

6° L'incompétence de l'officier public qui a célébré le mariage.

7° Le défaut de puberté chez les époux ou chez l'un d'eux, c'est-à-dire le défaut d'âge requis pour pouvoir contracter mariage. Mais si l'un des époux

a atteint depuis six mois cet âge, ou si la femme qui s'est mariée avant quinze ans a conçu avant cet âge, le mariage est inattaquable.

Tous ceux qui y ont *intérêt* (art. 184) peuvent former une demande en justice pour faire déclarer nul un mariage. Pour les ascendants, l'intérêt existe par cela seul qu'il y a mariage; pour tous les autres, il faut qu'il y ait un intérêt *né* et *actuel*. Ainsi, l'époux meurt : chacun de ses héritiers a un intérêt *né* et *actuel* de faire prononcer la nullité du mariage, pour écarter ses enfants de la succession. Autre exemple : Je suis créancier du mari ; j'ai le plus grand intérêt à faire déclarer nul le mariage, pour n'avoir pas à subir l'hypothèque légale qui permet à la femme d'être payée avant tout autre créancier.

Nullités relatives. — Un mariage *annulable* est celui qui est valable, mais qui peut être attaqué pendant un certain temps par certaines personnes.

Deux causes peuvent rendre le mariage annulable : un consentement *vicié* donné par les époux ; le défaut de consentement des personnes sous la puissance desquelles, ils se trouvent.

Il y a *vice* dans le consentement des époux quand il y a eu violence faite contre eux ou erreur, soit dans la personne même qu'ils entendaient épouser, soit dans les qualités *physiques* et *morales* qu'ils espéraient trouver en elle.

Celui-là seul des époux qui a été trompé ou violenté peut attaquer le mariage, et il ne le peut plus s'il y a eu *cohabitation continuée pendant six mois*, depuis la disparition de l'erreur ou de la violence. Les tribunaux apprécient souverainement si l'erreur ou la violence ont eu un caractère assez sérieux pour qu'il y ait lieu à annuler le mariage.

Quand le mariage a été vicié par le défaut de consentement des personnes sous la puissance desquelles se trouvait l'un des époux, le mariage peut être attaqué, soit par celui dont le *consentement était nécessaire* et n'a pas été demandé, soit par l'époux qui a omis de le demander.

Il y a ratification de leur part, et ils ne peuvent plus demander la nullité du mariage : pour ceux dont le consentement était nécessaire, par les bons précédés dont ils ont usé pendant quelque temps à l'égard des époux, et, dans tous les cas, après un an à partir du jour où ils ont connu le mariage; et pour l'époux, après qu'il s'est écoulé un an depuis qu'il est libre de se marier sans le consentement de personne.

A la fin de ce chapitre, le législateur s'est préoccupé de deux questions importantes. Un mot sur chacune d'elles :

1° *Comment prouve-t-on sa qualité d'époux ?* — Le Code répond immédiatement : par l'acte de célébration du mariage. Voilà la véritable preuve, la preuve ordinaire. On n'est dispensé de représenter cet acte que dans deux cas : 1° s'il n'a point existé de registres à l'époque du mariage ou s'ils ont été perdus ou détruits ; 2° s'il y a eu jugement criminel contre une personne convaincue d'avoir falsifié ou détruit cet acte. Dans ce cas, l'extrait du jugement qu'on a dû inscrire sur les registres de l'état civil tient lieu d'acte de célébration.

La possession d'état d'époux légitimes, c'est-à-dire le fait de passer aux yeux du monde pour mari et femme, ne peut avoir pour effet de remplacer l'acte de mariage. Cependant, la possession d'état d'enfants légitimes non contredite par l'acte de naissance et jointe à la possession d'état d'époux des parents décédés dispense ces enfants de représenter l'acte de mariage de leur père et mère.

2° *Qu'arrive-t-il si l'un des époux a contracté de bonne foi un mariage nul?* — Ce mariage, que l'on appelle *putatif*, est celui qui est nul en réalité, mais qui a été contracté de bonne foi par les époux ou par l'un d'eux.

Lorsqu'un mariage putatif est déclaré nul, l'époux de bonne foi et les enfants issus du mariage peuvent invoquer en leur faveur, contre l'époux de mauvaise foi, tous les effets civils du mariage. Le mariage est alors considéré, à leur

égard, comme ayant existé valablement jusqu'au jour où le jugement en prononce la nullité et comme dissous seulement le jour du jugement.

CHAPITRE CINQUIÈME.

DES OBLIGATIONS QUI NAISSENT DU MARIAGE.

Les obligations qui naissent du mariage sont très-nombreuses. Le Code ne s'occupe, sous cette rubrique, que de l'obligation d'élever les enfants et de la dette alimentaire.

I. OBLIGATION D'ÉLEVER LES ENFANTS. — Les époux, dit l'article 203, contractent ensemble, par le seul fait du mariage, l'obligation de nourrir, entretenir et élever leurs enfants. Mais, ajoute l'article suivant, ils ne sont point forcés de leur donner un établissement par mariage ou autrement.

Ainsi, les parents sont obligés d'élever leurs enfants et de leur donner les soins et l'éducation que comporte leur fortune; ils ne sont pas obligés de les établir, soit en leur donnant une dot, soit en leur achetant un fonds de commerce, etc.

II. DETTE ALIMENTAIRE. — La dette alimentaire est l'obligation réciproque que la loi a créée entre certaines personnes de se prêter secours dans le besoin.

Elle existe :

1° Entre ascendants et descendants. Les père et mère doivent des aliments à leurs enfants et réciproquement.

2° Entre alliés à titre d'ascendants ou de descendants. Ainsi la belle-fille doit des aliments à son beau-père et réciproquement.

Cependant, l'obligation alimentaire cesse, soit que la belle-mère convole en secondes noces, soit que l'époux qui produisait l'alliance et les enfants issus de son union soient décédés.

Il n'y a pas de dette alimentaire entre *collatéraux* : entre frères, par exemple.

La dette alimentaire ne se demande pas à tous les ascendants par les descendants et réciproquement, mais dans l'ordre de succession que la loi a créé Ainsi, un père s'adresse d'abord à ses enfants, et ce n'est que dans le cas où il ne peut avoir aucun secours de ce côté qu'il peut s'adresser à ses ascendants. S'il y a plusieurs enfants, chacun d'eux n'est tenu que de sa part, si toutefois les autres enfants sont en état de fournir leur part

Les aliments ne sont accordés que dans la proportion du besoin de celui qui les réclame et de la fortune de celui qui les doit.

Dans le cas où celui qui doit des aliments offre de nourrir et entretenir dans sa maison celui à qui la dette est due, les tribunaux apprécient si cette offre est suffisante et s'il y a lieu de l'accepter.

CHAPITRE SIXIÈME

DES DROITS ET DEVOIRS RESPECTIFS DES ÉPOUX.

Les époux se doivent mutuellement, dit l'article 212, fidélité, secours, assistance. Néanmoins, en cas de violation de l'obligation de fidélité, on sait que la femme encourt trois mois de prison et le mari une amende seulement. Encore faut-il qu'il ait tenu sa concubine dans le domicile conjugal. Flagrante injustice! même faute, même peine : la logique et la justice sont d'accord pour réclamer contre cette inégalité choquante.

La femme doit suivre son mari partout où il juge à propos de résider. Le

mari a le devoir de la recevoir chez lui. Le manquement à ce devoir de la part du mari ou de la femme, constitue une injure grave qui peut motiver la séparation de corps. Mais il répugne absolument à l'esprit de nos lois que le mari puisse faire ramener chez lui sa femme par *la force publique*, ce que quelques auteurs ont la prétention de soutenir.

INCAPACITÉ DE LA FEMME. — AUTORISATION MARITALE OU DE JUSTICE. — Cette matière, si pratique, si utile à connaître, sur laquelle nous reviendrons, du reste, mérite une attention particulière.

L'incapacité de la femme a pour fondement la puissance maritale à laquelle la loi la soumet : aussi cette incapacité commence-t-elle avec le mariage et finit-elle avec lui.

En règle générale, la femme a besoin de l'autorisation de son mari pour faire n'importe quel acte. En effet, elle ne peut *former une demande en justice*, *répondre à une demande faite contre elle* (*Art.* 215), *faire le commerce* (*Art.* 4 C. de Com.), *donner*, *aliéner*, *hypothéquer*, *acquérir à titre gratuit ou onéreux*, sans le concours du mari dans l'acte, ou sans son consentement par écrit, (*Art.* 217).

Que lui reste-t-il donc qu'elle puisse faire seule ? Tout ce qui ne rentre pas dans l'énumération que nous venons de faire : répondre à une poursuite en matière criminelle ou de police faite contre elle (*Art.* 216) ; faire son testament (*Art.* 226), consentir au mariage de ses enfants, etc., et, si elle administre ses biens, faire les actes qui sont de pure administration. On entend par actes de pure administration : les baux qui ne dépassent pas neuf ans, les réparations nécessaires, etc., et même *l'aliénation des meubles*.

La loi ne parle pas expressément des *obligations*. Faut-il en conclure que la femme peut valablement *s'obliger* seule ? Ce serait là une grave erreur, car s'obliger est toujours un acte onéreux ou gratuit, et ces actes là, faits par la femme seule, sont nuls. Quand donc on veut obtenir une obligation valable d'une femme, on fait concourir le mari à l'acte ou on se fait donner son consentement par écrit. S'il s'agit d'un billet, le mari met à côté de la signature de la femme : « Bon pour autorisation de ma femme, » et il signe (1). Une autorisation verbale ou tacite serait valable ; mais elle ne pourrait être prouvée que par l'aveu du mari ou par la délation du serment.

Une autorisation générale peut être donnée par le mari à la femme dans leur contrat de mariage ; mais elle n'est valable que relativement à l'*administration* des biens de la femme.

Mais si le mari refuse de donner son autorisation ou est dans l'impossibilité de le faire, qui remplace le mari ? La justice.

La femme s'adresse à la justice : 1° si le refus du mari est injuste ; 2° si le mari est en déclaration ou même en présomption d'absence ; 3° s'il est mineur, c'est-à-dire âgé de moins de vingt et un ans ; 4° s'il est interdit ; 5° s'il est condamné à une peine afflictive ou infamante.

Dans quelle forme se donne l'autorisation de la justice ? Si c'est elle qui veut faire l'acte ou le procès, c'est-à-dire si elle est *demanderesse*, elle fait sommation, par ministère d'huissier, à son mari de lui donner l'autorisation ; s'il ne la donne pas, elle appelle son mari devant le président du tribunal de leur domicile, et là, le mari donne son autorisation, ou, s'il refuse encore, le jugement qui intervient tient lieu d'autorisation. Le ministère d'un avoué est nécessaire pour obtenir ce jugement.

Si la femme est défenderesse, c'est-à-dire si c'est elle qui est assignée, et que le mari ne veuille pas concourir au procès pour autoriser sa femme, le

---

(1) Voy. FORMULAIRE n° 4.

demandeur (celui qui a assigné) s'adresse au tribunal et lui demande un jugement qui tienne lieu d'autorisation maritale.

Il n'y a qu'un cas où la justice ne puisse pas remplacer le mari : c'est lorsque la femme veut aliéner ses immeubles dotaux pour l'établissement des enfants communs.

Une remarque à faire ici : c'est que l'autorisation de justice remplace bien l'autorisation maritale, mais elle n'a jamais pour effet d'amoindrir les droits du mari. D'où il suit que la femme peut bien s'obliger dans ce cas, mais sans jamais obliger son mari, vendre la nue-propriété d'un immeuble dont le mari a la jouissance, mais sans lui faire perdre son droit de jouissance, qu'il pourra toujours réclamer.

La nullité fondée sur le défaut d'autorisation de la femme mariée peut être invoquée par le mari, par elle-même ou par ses héritiers.

CHAPITRE SEPTIÈME.

DE LA DISSOLUTION DU MARIAGE.

Ce chapitre contenait autrefois trois causes de dissolution du mariage : la mort naturelle, la mort civile, le divorce. Aujourd'hui que la mort civile et le divorce n'existent plus, le mariage n'est dissous que par la mort de l'un des époux. Nous verrons bientôt que la séparation de corps n'a point pour effet de dissoudre le mariage.

CHAPITRE HUITIÈME.

DES SECONDS MARIAGES.

L'homme peut se remarier immédiatement après la dissolution de son premier mariage; la femme doit attendre dix mois. Mais, remarquons-le bien, cet empêchement que met la loi au mariage de la femme n'est que prohibitif, c'est-à-dire que l'officier de l'état civil doit refuser de procéder au nouveau mariage avant l'expiration des dix mois; mais si le mariage a eu lieu dans ces dix mois, personne ne peut l'attaquer.

TITRE SIXIÈME

De la séparation de corps

La séparation de corps est une triste ressource pour les époux qui ne peuvent plus continuer la vie commune. Elle ne les dispense que de *vivre ensemble :* tous les autres droits et devoirs attachés au mariage restent intacts. Les devoirs de fidélité, d'assistance, de secours, unissent encore deux êtres qui se détestent profondément la plupart du temps.

Le Code civil avait organisé à côté du divorce, c'est-à-dire de la *dissolution* du contrat de mariage, qui dégageait entièrement chacun des époux, la séparation de corps pour ceux à qui leur culte défendait le divorce.

Une loi de 1816, portée sous la Restauration, a aboli le divorce : il ne reste plus aujourd'hui que la séparation de corps.

Trois causes donnent lieu à la séparation de corps : 1° l'adultère; 2° les excès, sévices ou injures graves ; 3° la condamnation à une peine infamante.

1° *Adultère.* — L'adultère de la femme peut former la base d'une demande en séparation de corps, en quelque lieu qu'il ait été commis. Celui du mari n'est une cause de séparation que s'il a tenu *sa concubine dans la maison commune; sa concubine*, c'est-à-dire une femme avec laquelle il a eu des relations *suivies* pendant quelque temps; *dans la maison commune*, c'est-à-dire dans la maison où l'épouse est reçue ou a le droit d'être reçue.

2° *Excès, sévices ou injures graves.* — On appelle :

Excès, les violences ou attentats par lesquels un des époux compromet l'existence de l'autre ;

Sévices, les actes de cruauté ou de méchanceté qui rendent la vie commune insupportable;

Injures, les propos, écrits ou actes qui portent atteinte à l'honneur d'une personne.

3° *Condamnation à une peine infamante* — Cette cause de séparation existe tant que dure la tache imprimée par la condamnation, c'est-à-dire toujours. Un seul acte peut enlever l'infamie attachée à cette condamnation : c'est la *réhabilitation.*

Procédure. — Voici quelle est la procédure suivie en matière de séparation de corps.

L'époux demandeur en séparation de corps appelle l'autre époux (le ministère d'avoué est indispensable) devant le président du tribunal civil de leur *domicile*, et, s'il n'y a pas de conciliation, devant ce magistrat, l'époux demandeur est autorisé à *suivre sur sa demande.*

C'est à ce moment que se vident souvent plusieurs questions provisoires. Qui aura la garde des enfants ? Elle reste au mari en principe. Qui aura l'administration de la communauté ? Le mari encore, en principe. Mais la femme peut, par un jugement du tribunal, se faire accorder soit l'administration de la communauté, soit la garde des enfants, soit une provision *ad litem* (pour soutenir le procès), soit une pension alimentaire.

Le Président, dans son ordonnance qui permet d'assigner en séparation de corps, indique à la femme un domicile provisoire et l'autorise à prendre les hardes et objets à son usage personnel.

Une fois la demande introduite, ainsi que nous venons de le voir, elle se poursuit comme toute autre affaire.

S'il y a lieu à une enquête, ce qui arrive souvent, elle est faite par un magistrat, et on entend aussi bien les parents des époux que les personnes qui leur sont étrangères, à l'exception des ascendants et des descendants. *L'aveu* des époux n'est pas admis en cette matière : l'aveu fait craindre l'entente des époux pour se séparer à l'amiable. Or, la séparation ne peut jamais avoir pour cause le consentement mutuel des époux.

Le jugement qui prononce une séparation de corps est soumis à la même publicité que celui qui prononce une séparation de biens (Voy. *Séparation de biens* au titre du CONTRAT DE MARIAGE).

L'époux qui est assigné en séparationde corps peut repousser victorieusement cette demande en prouvant qu'il y a eu réconciliation, pourvu qu'il n'y ait pas de nouveaux griefs contre lui depuis la réconciliation, ou que la femme a quitté le domicile qui lui avait été assigné pour le cours du procès.

Les héritiers d'un époux qui avait de graves reproches à faire à son conjoint, qui avait même, si l'on veut, formé une demande en séparation de corps, ne peuvent commencer ou continuer la demande.

Quant aux effets de la séparation, ils doivent être examinés à un double point de vue.

Au point de vue de la personne des époux, la *vie commune* seule n'existe pas. Leurs enfants sont confiés à la garde de celui que le tribunal a désigné ;

ceux qui naissent après la séparation ont pour père le mari, à moins que celui-ci ne les désavoue par la procédure si compliquée du *désaveu*.

Au point de vue des biens, la séparation de corps entraîne la séparation de biens. Une liquidation suit donc le jugement qui sépare les époux, et chacun, dorénavant, dispose de ce qui lui est attribué dans cette liquidation, comme s'ils s'étaient mariés sous le régime de la séparation des biens (Voyez ce chapitre au *Contrat de mariage*).

Une question que débattent les jurisconsultes, sans pouvoir la résoudre, est celle de savoir si l'époux *contre lequel* la séparation a été prononcée perd de plein droit tous les avantages que lui avait faits son conjoint, soit dans le contrat de mariage, soit depuis.

La séparation de corps cesse par la seule volonté des époux de se réunir; mais quant à la séparation de biens, qui avait suivi de droit la séparation de corps, elle existe toujours à l'égard des tiers jusqu'à ce que les époux aient manifesté leur intention par un acte notarié et avec minute, dont une expédition doit recevoir absolument la même publicité que le jugement qui a prononcé la séparation de corps.

TITRE SEPTIÈME

De la paternité et de la filiation

Les rapports que la procréation établit entre deux personnes sont des rapports de *filiation*, si on les considère au point de vue de l'enfant, et de *paternité* ou *maternité*, au regard du père ou de la mère.

Qui est enfant légitime ? Qui est enfant naturel ou adoptif ? Quels sont les droits que la loi accorde à l'un et à l'autre? Ce sont autant de questions d'une importance capitale. Nous renvoyons au titre suivant, pour suivre l'ordre du Code civil, ce que nous avons à dire sur les enfants adoptifs. Occupons-nous donc des enfants légitimes et des enfants naturels.

CHAPITRE PREMIER.

DE LA FILIATION DES ENFANTS LÉGITIMES OU NÉS DANS LE MARIAGE.

L'enfant né ou conçu pendant le mariage a pour père le mari. Voilà le principe qui domine toute notre matière. La paternité n'étant pas susceptible d'une preuve directe et absolument certaine, il a fallu, pour le bon ordre public, la baser sur cette présomption que le mari était le père des enfants nés ou conçus pendant le mariage.

Nous disons nés ou conçus pendant le mariage. Mais comment savoir exactement l'époque de la conception ? Ici encore le législateur a eu recours à une présomption, qui, du reste, lui était indiquée par la science. Les plus courtes gestations sont de six mois, les plus longues de dix mois ; il a donc placé l'époque de la conception entre les six et dix derniers mois qui ont précédé la naissance (1).

Ainsi, veut-on savoir si la conception a eu lieu pendant le mariage, on compte trois cents jours en arrière depuis et non compris celui de l'accouche-

---

(1) Les mois sont considérés comme étant de trente jours.

ment. On compte ensuite en remontant vers le jour de l'accouchement cent vingt et un jours. C'est pendant ces cent vingt et un jours qu'a eu lieu pour la loi la conception. Le mariage a-t-il existé à cette époque-là, ne serait-ce que le cent vingt et unième jour, le mari est père de l'enfant. Si non, l'enfant est naturel.

Toutefois, la loi a établi une exception à cette règle. Si une naissance se produit avant les six mois, (cent quatre-vingt jours) à partir du mariage, un mois, deux mois après, par exemple, le mari ne pourra désavouer l'enfant dans les trois cas suivants : 1° S'il a connu la grossesse avant le mariage ; 2° s'il a assisté à l'acte de naissance, et s'il l'a signé ou s'il a déclaré ne pas savoir signer, 3° si l'enfant n'est pas né viable.

Quant à l'enfant qui naît plus de trois cents jours après la dissolution du mariage, cet enfant devrait être, aux yeux de la loi, illégitime de plein droit. Il n'en est rien cependant : cet enfant naît légitime ; mais son état pourra être contesté par une action que l'on appelle *en contestation de légitimité*. Elle appartient aux héritiers du mari, de la femme et à l'enfant lui-même. Elle est imprescriptible, c'est-à-dire qu'on peut toujours, même après trente ans, la faire valoir.

Désaveu. — L'action en désaveu est une arme que la loi met dans les mains du mari pour combattre la règle qu'il est le père des enfants nés et conçus pendant le mariage.

Le désaveu est un procès long et coûteux ; mais cette considération ne doit point arrêter un honnête homme victime des fautes de sa femme.

Trois causes donnent lieu à une action en désaveu : 1° l'impossibilité physique de cohabitation entre les époux pendant le temps de la conception ; 2° l'adultère de la femme et le recel de l'enfant, joints à l'impossibilité morale de cohabitation ; 3° la séparation de corps.

1° *Impossibilité physique de cohabitation.* — Cette impossibilité peut résulter et résultera le plus souvent de l'éloignement des époux.

Elle peut être basée aussi sur une impuissance accidentelle, une blessure, une mutilation, par exemple. Jamais on ne peut invoquer, pour désavouer un enfant, une impuissance naturelle.

2° *Adultère de la femme et recel de l'enfant, joints à l'impossibilité morale de cohabitation.* — Remarquons bien qu'il faut la rencontre de ces trois circonstances pour qu'une action en désaveu puisse triompher. L'impossibilité morale dont parle la loi, c'est la mésintelligence des époux pendant l'époque de la conception, le grand âge du mari, etc.

3° *Séparation de corps.* — Le Code civil consacrait, avant 1850, un principe bien sévère et bien injuste. Dans la séparation de corps, les époux vivent séparément ; la femme peut habiter Marseille quand le mari demeure à Paris : néanmoins, tous les enfants qu'avait la femme après la séparation de corps avaient *nécessairement* le mari pour père. Une loi de 1850 a heureusement fait cesser cet état de choses, et, aujourd'hui, le mari peut désavouer l'enfant dont la conception remonte à la séparation de corps et même au jour de la demande. Une condition est exigée : c'est qu'il n'y ait pas eu *réunion de fait* entre les époux pendant la période de la conception.

L'action en désaveu appartient au mari seul, qui doit faire sa réclamation dans le mois de la naissance, s'il est présent ; dans les deux mois après son retour ou après la découverte de la fraude, s'il est absent ou si on lui a caché la naissance.

Les héritiers du mari qui est mort dans le délai utile pour réclamer, auront deux mois pour faire la réclamation à partir du jour où l'enfant se serait mis en possession des biens du mari ou aurait troublé les héritiers dans cette possession.

Le premier acte de la procédure de désaveu est un acte d'huissier signifié à la mère. Puis, dans le délai d'un mois à partir de cet acte, il faut réunir le conseil de famille de l'enfant pour lui faire donner un tuteur *ad hoc*, c'est-à-dire spécial, et assigner ce tuteur à comparaître devant le tribunal civil du domicile de l'enfant.

Quelques auteurs pensent que le tuteur *ad hoc* doit être nommé par le tribunal et non par le conseil de famille.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DES PREUVES DE LA FILIATION DES ENFANTS LÉGITIMES.

Nous venons de voir, dans le chapitre précédent, comment se prouvent le mariage du père et de la mère, et la naissance ou la conception de l'enfant pendant le mariage.

Il ne suffit pas à celui qui se dit fils légitime de prouver ces deux faits : il faut encore qu'il prouve que sa mère a eu un enfant et qu'il est bien cet enfant. Il fera cette preuve :

1° Par l'acte de naissance; 2° par la possession d'état; 3° par témoins.

1° *Par l'acte de naissance.* — L'acte de naissance fait preuve que la femme dont on se dit issu a eu un enfant tel jour; mais rien de plus. Il restera donc à prouver que l'on est bien cet enfant. Cette preuve se fait par tous les moyens.

2° *Par la possession d'état.* — La possession d'état s'établit, dit l'article 321, par une réunion suffisante de faits qui indiquent le rapport de filiation et de parenté entre un individu et la famille à laquelle il prétend appartenir. Les principaux de ces faits sont : que l'individu a *toujours* porté le nom du père auquel il prétend appartenir; — que le père l'a traité comme son enfant et a pourvu, en cette qualité, à son éducation, à son entretien et à son établissement; — qu'il a été reconnu constamment pour tel dans la société; — qu'il a été reconnu pour tel par la famille.

Voilà quelques-uns des faits que doit demander à établir celui qui veut prouver sa possession d'état d'enfant légitime.

L'article suivant consacre un principe qu'il est bon de connaître. Nul, dit l'article 322, ne peut réclamer un état contraire à celui que lui donnent son titre (acte) de naissance et la possession conforme à ce titre; — et réciproquement, nul ne peut contester l'état de celui qui a une possession conforme à son titre de naissance.

3° *Par témoins.* — La preuve par témoins de la filiation n'est admise que s'il y a un commencement de preuve par écrit ou des présomptions ou indices résultant de faits, dès lors constants, assez graves pour déterminer l'admission.

Qu'entend-on ici par un commencement de preuve par écrit? On entend des titres de famille, des registres et papiers domestiques du père ou de la mère, des actes publics et même privés, émanés d'une partie engagée dans la contestation, ou qui y aurait intérêt si elle était vivante.

Quand y aura-t-il des présomptions ou indices assez graves résultant de faits constants (c'est-à-dire démontrés)? C'est une question laissée à l'appréciation des tribunaux.

Il est à remarquer que le tribunal civil est seul compétent pour connaître d'une demande en réclamation d'état. La suppression d'état est un crime. Néanmoins, le ministère public ne peut poursuivre la punition de ce crime tant que celui dont on a supprimé l'état ne se plaint pas, et même le procès une

fois engagé par la partie civile, il doit attendre l'issue du procès au civil, pour traîner le coupable devant les tribunaux criminels.

L'action en réclamation d'état est imprescriptible à l'égard de l'enfant, Ainsi, l'enfant peut réclamer son état à quelque époque de sa vie que ce soit, qu'il ait ou non renoncé déjà à le faire.

Les héritiers ne peuvent le réclamer que s'il est mort mineur ou âgé de moins de vingt-six ans. Ils le peuvent encore lorsque l'action a déjà été commencée par l'enfant, à moins qu'il ne s'en fût désisté formellement ou qu'il n'eût laissé passer trois années sans poursuites, à compter du dernier acte de la procédure.

CHAPITRE TROISIÈME.

DES ENFANTS NATURELS.

La situation légale des enfants naturels n'est pas la même pour tous. Il y a des enfants naturels *légitimés* dont les droits sont les mêmes que ceux des enfants légitimes. Il y a les enfants naturels reconnus, qui sont moins favorisés que les premiers, et, enfin, les enfants adultérins ou incestueux, auxquels il n'est dû que des aliments.

SECTION Ire.

DE LA LÉGITIMATION DES ENFANTS NATURELS

Un enfant adultérin, c'est-à-dire né des rapports d'une personne mariée avec une autre, mariée ou non; un enfant incestueux, c'est-à-dire né des rapports de personnes parentes ou alliées à un degré où le mariage est prohibé, ne peuvent jamais être légitimés. Ceux-là seuls ont droit à cette faveur de la loi dont les père et mère auraient pu contracter mariage à l'époque de la *conception.*

C'est que la légitimation produit des effets importants : l'enfant naturel légitimé est considéré comme légitime, *mais seulement du jour du mariage des père et mère.* La légitimation ne rétroagit point : l'enfant légitimé naît, pour ainsi dire, le jour du mariage de ses parents.

La légitimation ne peut avoir lieu que par le mariage subséquent des père et mère qui auront reconnu leur enfant, soit dans un acte antérieur, soit dans l'acte de célébration du mariage.

Les enfants qui peuvent être légitimés peuvent l'être de leur vivant ou après leur mort, s'ils ont laissé des descendants.

On se demande si les enfants nés de personnes qui auraient pu se marier après dispense, d'un oncle et d'une nièce, par exemple, peuvent être légitimés par un mariage subséquent contracté avec dispense? Nous ne le pensons pas; mais la question est controversée.

SECTION II.

DE LA RECONNAISSANCE DES ENFANTS NATURELS

La filiation *naturelle* se prouve : 1° par l'acte de reconnaissance; 2° par témoins; 3° par la possession d'état; mais cette dernière preuve n'est pas admise par tous les auteurs.

1° *Par l'acte de reconnaissance.* — On appelle ainsi l'acte par lequel une personne déclare qu'elle est bien le père ou la mère d'un tel enfant.

Cet acte n'est valable que fait dans la forme authentique, c'est-à-dire reçu par un officier public compétent. Ainsi, une déclaration faite devant l'officier de l'état civil qui a inscrit l'acte de naissance, devant un notaire, au cours d'un procès, etc., est un acte de reconnaissance valable.

Quant à l'acte de naissance, le nom du père ou de la mère inscrit dans l'acte ne prouve rien, si ce n'est pas le père ou la mère qui a fait lui-même la déclaration de sa paternité ou maternité à l'officier de l'état civil.

La reconnaissance peut avoir lieu en faveur même d'enfants conçus et non encore nés; elle peut aussi avoir lieu en faveur d'enfants décédés qui ont laissé une postérité légitime.

L'article 339 porte que « toute reconnaissance de la part du père ou de la mère, de même que toute réclamation de la part de l'enfant peut être contestée par tous ceux qui y auront intérêt. » Il faut entendre par cette dernière expression : 1° l'enfant qui a été reconnu; 2° les héritiers de celui qui a fait la reconnaissance; 3° les autres personnes qui l'ont reconnu, car il peut très-bien se faire qu'un même enfant soit reconnu par plusieurs pères ou par plusieurs mères. Dans ce cas, l'enfant peut exercer ses droits d'enfant reconnu contre tous, d'après certains auteurs; d'après quelques autres, il est obligé de faire un choix, et il ne peut bénéficier de la reconnaissance que par rapport à celui qu'il a choisi.

2° *Par témoins.* — La recherche de la paternité est interdite (*Art.* 340). Le législateur français a pensé, contrairement au législateur anglais, que cette recherche était trop incertaine et trop scandaleuse.

Cependant, il est un cas où la paternité peut être prouvée par témoins : c'est lorsqu'il y a eu enlèvement et que l'époque de cet enlèvement coïncide avec celle de la conception. Alors le ravisseur *pourra* être, sur la demande des parties intéressées, déclaré père de l'enfant.

Au contraire, la recherche de la maternité est admise, mais à une condition : c'est que l'enfant aura un commencement de preuve par écrit, c'est-à-dire un registre, une lettre, un écrit quelconque de la main de sa mère, contenant un aveu plus ou moins formel de sa maternité.

Dans aucun cas, un enfant ne sera admis à la recherche de la paternité ou de la maternité, s'il est incestueux ou adultérin.

3° *Par la possession d'état.* — La possession d'état, c'est-à-dire la renommée, l'opinion commune, peut fonder la filiation légitime. Peut-elle aussi servir de base à la filiation naturelle, c'est-à-dire prouver que tel enfant est fils d'un tel? C'est un point très-débattu entre les auteurs.

Quelle que soit la voie prise par l'enfant pour obtenir son titre d'enfant naturel reconnu, voyons quels sont ses droits.

L'enfant naturel, quant aux droits de succession, n'a pas les mêmes droits que s'il était légitime (Voy., au titre des *Successions*, le chapitre 4).

L'enfant naturel reconnu n'a de parenté qu'avec ses père et mère qui l'ont reconnu et avec ses propres descendants; il n'a aucun lien légal avec ses aïeuls et aïeules, ni avec ses collatéraux. Sa famille se borne donc à son père, à sa mère, si l'un et l'autre l'ont reconnu, et à ses enfants.

Entre l'enfant naturel reconnu et les père et mère qui ont fait la reconnaissance, existent les liens civils de la filiation; il faut cependant remarquer que le père naturel n'a pas la jouissance légale des biens du fils pendant sa minorité.

Une reconnaissance peut avoir lieu au cours d'un mariage; mais la loi a dû protéger l'autre conjoint et les enfants nés de leur mariage contre ces reconnaissances tardives En effet, elle décide que les droits de cet enfant ainsi reconnu ne pourraient nuire ni au conjoint ni aux enfants nés du mariage. Si, par exemple, le père qui a reconnu ainsi un enfant meurt laissant des enfants légitimes, ceux-ci ont droit à toute sa succession et l'enfant reconnu n'a droit à rien.

TITRE HUITIÈME

De l'adoption et de la tutelle officieuse.

CHAPITRE PREMIER.

DE L'ADOPTION ET DE SES EFFETS.

L'adoption, fréquemment appliquée à Rome, est un acte qui devient de plus en plus rare de nos jours. Aussi le chapitre que nous étudions n'a-t-il qu'une importance pratique très-restreinte. L'adoption, consiste pour l'adoptant, à donner à une personne étrangère les mêmes droits que si elle était son enfant légitime.

Nous distinguerons, dans notre chapitre, deux espèces d'adoption : l'adoption *ordinaire* et l'adoption *rémunératoire*. Dans le chapitre suivant, nous aurons à dire un mot de l'adoption *testamentaire*.

I. ADOPTION ORDINAIRE. — CONDITIONS. — L'adoptant doit : 1° avoir plus de cinquante ans ; 2° n'avoir ni enfants ni descendants légitimes; 3° avoir quinze ans au moins de plus que l'adopté ; 4° obtenir le consentement de son conjoint, lorsqu'il est marié; 5° avoir donné pendant six ans non interrompus de sa minorité des soins assidus à l'adopté.

Du côté de l'adopté, les conditions sont : 1° qu'il soit majeur, c'est-à-dire âgé de vingt et un ans; 2° qu'il n'ait point déjà été adopté par un autre ; 3° qu'il ait le consentement de ses père et mère, s'il a moins de vingt-cinq ans; sinon, qu'il leur a fait une *sommation respectueuse*, comme cela a lieu pour le mariage.

II. ADOPTION RÉMUNÉRATOIRE. — CONDITIONS. — L'adoption rémunératoire est celle qui part d'un principe de reconnaissance de la part de l'adoptant en faveur de l'adopté. Quelqu'un sauve la vie à une personne, soit dans un combat, soit en le retirant des flammes ou des flots. Il est naturel que des liens d'amitié s'unissent entre ces deux individus, et la loi a dû favoriser, dans ce cas, l'adoption.

Les conditions de cette adoption sont moins sévères. On exige seulement que l'adoptant soit majeur, plus âgé que l'adopté, ne serait-ce que d'un jour, et il n'est point nécessaire que l'adoptant ait donné des soins à l'adopté pendant un certain temps.

III. FORMES DE L'ADOPTION ORDINAIRE ET DE L'ADOPTION RÉMUNÉRATOIRE. — Les formes de ces deux sortes d'adoption sont les mêmes ; et il faut avouer qu'elles sont bien multipliées. Si le législateur s'est proposé de n'autoriser l'adoption qu'après le plus minutieux examen, on ne peut que le féliciter d'un but aussi louable; mais n'a-t-il pas dépassé la mesure des précautions que demandait la prudence ? En tout cas, les frais d'une procédure aussi compliquée sont bien de nature à rendre plus rares les adoptions.

Voici le résumé des formalités qui précèdent l'adoption :

1° L'adoptant et l'adopté se présentent devant le juge de paix du domicile de l'adoptant ; ils font part à ce magistrat de leur projet d'adoption, et le juge de paix dresse acte de leur convention;

2° Dans les dix jours qui suivent ce contrat devant le juge de paix, l'adoptant ou l'adopté le présente au procureur de la République près le tribunal civil du

domicile de l'adoptant. Le tribunal homologue (c'est-à-dire confirme) le contrat d'adoption ou rend un jugement ainsi conçu, sans donner les motifs de sa décision : « Il n'y a point lieu à homologation. »

Dans le mois de ce jugement, qu'il ait été ou non favorable à l'adoption, on saisit la Cour d'appel du domicile de l'adoptant, qui déclare à son tour qu'il y a lieu ou qu'il n'y a pas lieu à adoption.

3° Une dernière formalité consiste à faire inscrire le contrat d'adoption sur les registres des actes de l'état civil dans les trois mois de l'arrêt. L'officier de l'état civil du domicile de l'exposant fait cette inscription sur le vu de l'arrêt de la Cour.

Tous ces délais sont rigoureux.

IV. Effets de l'adoption ordinaire et de l'adoption rémunératoire. — Le grand principe qui règle les effets de l'adoption est celui-ci : L'adopté est *fils* de l'adoptant, et il reste néanmoins fils de son père légitime. L'adoptant, au contraire, n'a aucun droit sur l'adopté ; il donne tout et ne reçoit rien en échange ; c'est une pure libéralité de sa part. L'enfant adoptif a ainsi des droits doubles, du côté de son père légitime et du côté de son père adoptant.

Les principaux effets de l'adoption ont trait à ces trois points principaux : la transmission du nom ; les empêchements au mariage ; le droit de succession.

L'adopté ajoute à son nom le nom de l'adoptant qui est joint au sien par un trait d'union.

Les prohibitions de mariage existent : entre l'adoptant et l'adopté et ses descendants ; les enfants adoptifs d'un même individu, et quelques autres membres de la famille de l'adoptant.

Les droits de succession que la loi accorde à l'adopté sur les biens de l'adoptant sont ceux d'un enfant légitime. Remarquons-le bien : c'est l'adopté qui succède à l'adoptant, et l'adoptant ne succède jamais à l'adopté ; ses droits successifs ne s'étendent pas aux parents de l'adoptant qui restent toujours étrangers à l'adopté.

Toutefois, les biens que l'adopté a reçus de l'adoptant font retour à celui-ci ou à ses descendants, si l'adopté meurt sans enfants ou si ses enfants sont décédés sans postérité.

Les effets de l'adoption remontent au jour de la déclaration devant le juge de paix, bien qu'à ce moment-là l'adoption nécessite, pour être parfaite, les formalités que nous avons énumérées.

Jusqu'au moment de l'inscription sur les registres de l'état civil, les parties peuvent rompre le contrat d'adoption, rédigé par le juge de paix, mais seulement *d'un consentement mutuel*, et si l'une d'elles veut poursuivre l'adoption, elle en a le droit, malgré la volonté contraire de l'autre partie. Cela est si vrai que, même en cas de mort de l'adoptant pendant le cours des formalités, l'adopté peut les continuer et rendre parfaite à son profit l'adoption.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DE LA TUTELLE OFFICIEUSE.

La tutelle officieuse est un moyen de préparer l'adoption. Elle consiste à élever un mineur pendant un certain temps avec l'intention de l'adopter.

Les conditions de la tutelle officieuse sont : de la part du tuteur, les mêmes que de la part de l'adoptant, excepté celle d'avoir fourni des aliments ; de la part du pupille, qu'il ait le consentement de ses père et mère ou de ceux à qui il est soumis.

Quand le mineur est parvenu à l'âge de vingt et un ans, le tuteur officieux qui veut l'adopter peut le faire, en remplissant les conditions que nous avons indiquées plus haut.

Il y a mieux : si le tuteur officieux, après cinq ans révolus depuis la tutelle, lui confère l'adoption dans un testament, cette adoption sera valable si le tuteur ne laisse point d'enfants légitimes. C'est ce qu'on appelle l'adoption *testamentaire*.

Le tuteur officieux contracte, envers son pupille, l'obligation de le nourrir et de l'élever à ses propres frais. S'il meurt avant que le mineur soit arrivé à sa majorité, ses héritiers doivent pourvoir à l'éducation du pupille. Celui-ci peut, même après sa majorité, si le tuteur ne veut pas l'adopter, le faire condamner à lui payer un secours pour lui permettre d'apprendre un métier.

TITRE NEUVIÈME

De la puissance paternelle

La puissance paternelle est l'ensemble des droits que la loi confère aux ascendants dans leurs rapports avec les descendants; plus particulièrement, c'est le droit qu'ont les père et mère de diriger l'éducation de leurs enfants.

La puissance paternelle est confiée au père dans le mariage; mais c'est la mère qui l'exerce si le mari est absent ou interdit.Elle cesse par la majorité ou l'émancipation des enfants.

Si les parents abusent de leur autorité pour donner de mauvais exemples à leurs enfants, la justice intervient et prive les parents indignes de tout ou partie de leur puissance.

La mère qui se remarie perd *de plein droit* le droit de *correction* et le droit de *jouissance légale*.

On peut envisager à deux points de vue les droits qui découlent de la puissance paternelle : au point de vue de la personne et au point de vue des biens.

I. Pouvoir sur la personne des enfants. — Les parents ont, sur leurs enfants, un droit de garde et de correction. De plus, l'enfant, dit l'article 371 du Code civil, à tout âge, doit honneur et respect à ses père et mère. Mais ce droit au respect est plutôt un principe de morale que de droit.

Le droit de *garde* est ainsi énoncé dans le Code : « L'enfant ne peut quitter la maison paternelle sans la permission de son père, si ce n'est pour enrôlement volontaire, après l'âge de dix-huit ans (aujourd'hui vingt ans). »

Si l'enfant, néanmoins, s'est échappé, et que le père ou la mère veuille user de son droit de garde, il demande verbalement, ou par écrit, au président du tribunal civil de son domicile, l'autorisation de le faire arrêter et ramener, et ce magistrat donne une ordonnance qui permet cette mesure contre l'enfant (1).

Le droit de *correction* est le droit, pour les père et mère, de faire détenir, pendant un certain temps, les enfants contre lesquels ils ont des sujets de mécontentement.

Sur l'application de ce droit, une distinction est absolument nécessaire.

Il y a des cas où le père agit par voie de *demande* au président du tribunal civil. C'est lorsque l'enfant a moins de seize ans, qu'il est sans biens personnels et sans état, et que son père n'est pas remarié. Alors le père peut demander que son fils soit détenu un mois, et le magistrat ne peut pas s'opposer à la mesure que réclame le père : il n'a qu'à signer l'ordre de détention.

---

(1) Voy. Formulaire n° 3.

Mais si l'enfant a seize ans, ou si toutes les conditions que nous venons de voir ne se rencontrent pas, le père doit agir par voie de *réquisition*. Le président du tribunal accorde alors ou refuse la détention.

La mère ne peut agir, quand elle exerce la puissance paternelle, que par voie de réquisition, et encore faut-il qu'elle ait le concours des deux plus proches parents *paternels* de l'enfant.

La durée de la détention est d'un mois, si l'enfant a moins de seize ans. Au-dessus de cet âge, il *peut* être détenu pendant six mois.

Dans tous les cas, le père ou la mère, qui poursuit la détention de l'enfant, est tenu de souscrire une *soumission* de payer tous les frais et de fournir les aliments convenables.

L'enfant détenu peut toujours adresser un mémoire au procureur général près la cour d'appel.

II. Pouvoir sur les biens des enfants. — Le père, durant le mariage, et après la dissolution du mariage, le survivant des père et mère, auront la jouissance des biens de leurs enfants jusqu'à l'âge de dix-huit ans accomplis ou jusqu'à l'émancipation, qui pourrait avoir lieu avant l'âge de dix-huit ans.

Ainsi, l'enfant recueille-t-il une succession, reçoit-il une donation : les biens qu'il en retire sont remis à son père ou à sa mère, qui en jouit jusqu'à l'âge de dix-huit ans, sans avoir à rendre compte des fruits ou des revenus qu'il en retire.

Mais les père et mère n'ont pas droit à la jouissance des biens que leurs enfants ont acquis par leur travail, leur industrie ou leur état.

La mère qui se remarie perd son droit à la jouissance des biens de ses enfants.

III. Des enfants naturels reconnus. — Les père et mère ont absolument les mêmes droits sur les enfants naturels reconnus que sur les enfants légitimes au point de vue de la *personne*, c'est-à-dire de l'éducation et de la correction. Au point de vue des biens, une différence notable les distingue : les père et mère n'ont point la jouissance légale des biens de leurs enfants naturels reconnus.

TITRE DIXIÈME

De la minorité, de la tutelle et de l'émancipation

Cette matière est des plus utiles à connaître. Il est bon de savoir quand il y a lieu à tutelle, qui doit être tuteur, quels sont les droits d'un tuteur et quelles sont les charges qui sont attachées à la tutelle, etc.

Le Code divise ce titre en trois chapitres, qui traitent : le premier, de la minorité ; le deuxième, de la tutelle; et le troisième, de l'émancipation.

CHAPITRE PREMIER

DE LA MINORITÉ.

Le mineur, dit l'article 338 du Code civil, est l'individu de l'un et de l'autre sexe qui n'a point encore l'âge de vingt et un ans accomplis.

Le mineur qui a ses père et mère est en puissance paternelle; celui qui n'a que son père ou sa mère est en même temps en puissance paternelle et en tutelle; celui qui n'a ni l'un ni l'autre, est en tutelle seulement.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DE LA TUTELLE.

La tutelle est une charge publique et gratuite imposée à une personne capable de prendre soin d'une autre qui est incapable, et de la représenter dans tous les actes de la vie civile.

Il y a plusieurs sortes de tutelle; nous allons les étudier dans l'ordre où elles se présentent : 1° Tutelle légitime du survivant des père et mère; 2° tutelle testamentaire; 3° tutelle légitime des ascendants; 4° tutelle dative déférée par le conseil de famille.

SECTION Ire.

DE LA TUTELLE DES PÈRE ET MÈRE

Le survivant des père et mère est, de droit, et sans avoir à remplir aucune formalité, le tuteur de ses enfants mineurs non émancipés. C'est un droit qui est conforme à la nature et que les parents tiennent de la loi. Aussi l'appelle-t-on souvent tutelle *naturelle* et *légale*.

Mais la tutelle du père et celle de la mère survivante nécessitent une distinction. Les pouvoirs du mari ne reçoivent jamais aucune restriction : une situation spéciale peut être faite à la mère tutrice.

1° D'abord, le mari peut lui nommer un *conseil* spécial, sans l'*avis* duquel elle ne pourra faire aucun acte relatif à la tutelle. S'il ne veut pas gêner l'administration de sa femme dans tous ses actes, il peut borner l'assistance du conseil aux actes les plus importants, qu'il énumère.

La mère, ainsi pourvue d'un conseil judiciaire, ne peut rien faire ou ne peut faire aucun des actes pour lesquels le conseil a été établi, que d'un commun accord avec lui. S'il y a dissidence entre eux, le conseil de famille décide.

Le conseil ne peut être nommé que par testament ou par une déclaration faite devant notaire, ou devant le juge de paix, assisté de son greffier.

2° La femme peut refuser, sans aucun motif, d'accepter la tutelle que la loi lui offre; mais si elle accepte, elle ne peut s'en décharger que pour un motif admis par la loi.

Si elle refuse la tutelle, elle doit provoquer la réunion du conseil de famille, à l'effet de faire nommer un tuteur, et administrer les biens du mineur jusqu'à cette nomination.

3° Le père qui se remarie conserve de plein droit la tutelle. Ils n'en est pas ainsi de la mère. Elle doit, avant son mariage, convoquer le conseil de famille et lui demander s'il veut lui conserver ou lui ôter la tutelle. Si le conseil lui laisse la tutelle, il lui donne pour co-tuteur son nouveau mari.

La femme qui n'aurait pas rempli cette formalité préalablement à son mariage perdrait, par cela même, la tutelle; mais le conseil de famille pourrait la lui rendre.

4° Enfin, une dernière remarque sur la tutelle de la mère est celle-ci : lorsqu'à la mort du père, la mère se déclare ou paraît enceinte, le conseil de famille lui nomme un *curateur au ventre*.

Ce curateur a une double fonction à remplir : 1° surveiller la femme à l'effet de l'empêcher de faire disparaître l'enfant, ou, au contraire, d'en présenter un qui ne serait pas issu du mariage; 2° administrer les biens dont se compose la succession du mari décédé jusqu'à la naissance de l'enfant. Alors, la mère devient tutrice de droit, et, en cette qualité, elle prend l'administration de ces biens, et le curateur au ventre est de droit son subrogé-tuteur.

SECTION II

DE LA TUTELLE DÉFÉRÉE PAR LE PÈRE OU PAR LA MÈRE

Le dernier mourant des père et mère peut nommer un tuteur, parent ou étranger, à ses enfants, pour le temps où il ne sera plus, soit par testament, soit par acte passé devant notaire ou devant le juge de paix. Ce tuteur est appelé *testamentaire*, bien qu'il ne soit pas toujours nommé par testament.

Cependant la mère remariée et maintenue dans la tutelle perd ce droit. Ainsi, elle ne peut que présenter, proposer un tuteur, dont le choix doit être confirmé par le conseil de famille.

Si la mère remariée n'a pas été maintenue dans la tutelle, elle n'a plus même ce droit de présentation.

Le tuteur ainsi élu par le survivant des père et mère peut refuser la tutelle, s'il n'est, d'ailleurs, dans la classe des personnes qu'à défaut de cette élection spéciale le conseil de famille eût pu en charger.

SECTION III.

DE LA TUTELLE DES ASCENDANTS

Cette tutelle ne s'ouvre que quand ces trois conditions concourent : 1° que les père et mère soient l'un et l'autre décédés; 2° que le dernier mourant n'ait point laissé de tuteur testamentaire, comme il en a le droit; 3° qu'il n'y ait point, au décès du dernier mourant, un tuteur *datif* en exercice. On appelle tuteur datif celui qui a été nommé par le conseil de famille.

La tutelle des ascendants est donnée d'après les règles suivantes. D'abord, les femmes n'y ont jamais droit. Ensuite, la loi préfère toujours l'ascendant du degré le plus proche, par conséquent l'aïeul au bisaïeul, quelle que soit la ligne, maternelle ou paternelle, à laquelle il appartienne. Enfin, parmi deux ascendants parents au même degré du mineur, c'est celui dont il porte le nom qui a la préférence.

SECTION IV.

DE LA TUTELLE DÉFÉRÉE PAR LE CONSEIL DE FAMILLE

Il y a lieu à tuteur datif, c'est-à-dire qu'il y a lieu de faire nommer un tuteur par le conseil de famille, quand il n'existe, à la mort du dernier vivant des père et mère, ni tuteur testamentaire, ni ascendants, ou que le tuteur a été destitué, exclu ou excusé.

Un conseil de famille est la réunion d'un certain nombre de personnes qui, par parenté, alliance ou amitié, portent intérêt au mineur. Ils sont appelés en maintes circonstances soit à nommer le tuteur, le subrogé-tuteur ou le curateur, soit à autoriser ces derniers à faire tels actes qu'ils ne peuvent faire seuls, soit à donner leur avis sur une mesure à prendre.

Voici comment il se compose. Le conseil de famille se compose : 1° du juge de paix, président ; 2° de six parents ou alliés, pris moitié du côté paternel, moitié du côté maternel, et domiciliés ou résidant dans la commune où s'est ouverte la tutelle ou dans un rayon de 20 kilomètres.

Les personnes qui doivent faire partie du conseil de famille y sont appelés par ordre de parenté ou alliance; mais il faut préférer le parent à l'allié, quand ils sont au même degré. Ainsi un frère est préféré à un beau-frère. Il faut aussi donner, dans ce cas, la préférence au plus âgé sur celui qui l'est moins.

Si, dans la distance de deux myriamètres, ne se trouvent pas assez de parents ou alliés, on prend des personnes connues pour avoir été les amis des défunts.

Nous avons bien dit que le conseil de famille se compose de six personnes. Il faut remarquer que, néanmoins, il délibère valablement quand cinq de ces membres sont réunis.

Si le mineur a des frères et sœurs ou beaux-frères et belles-sœurs, ils sont tous appelés, quand ils seraient plus de six, à composer le conseil de famille avec les ascendants et les descendants.

Le Juge de paix préside et a voix prépondérante en cas de partage. Ainsi, si trois membres votent pour une mesure et que trois autres et parmi eux le juge de paix votent contre, ceux-ci l'emporteront et la mesure sera rejetée, grâce à la voix du magistrat, qui est prépondérante.

On pense généralement que c'est au domicile du père du mineur, où s'est ouverte la tutelle, que se réuniront toujours dorénavant les conseils de famille, quels que soient, du reste, les déplacements du tuteur.

La convocation du conseil peut être faite d'*office* par le juge de paix ou par certaines autres personnes intéressées.

On peut faire la convocation des membres du conseil de famille de vive voix ou par lettre ; mais on peut aussi les faire prévenir par acte d'huissier, et, alors, mais alors seulement, ils peuvent être frappés d'une amende, qui ne peut excéder 50 francs, s'ils ne se présentent pas.

La délai entre l'acte d'huissier et le jour de la réunion doit être de trois jours francs, c'est-à-dire entiers, non compris celui de l'exploit et celui de la réunion.

Un membre du conseil de famille peut se faire représenter au conseil par une autre personne, à laquelle il donne une procuration spéciale sous-seing privé ou devant notaire, à son choix (1).

Le tuteur est responsable de la gestion de la tutelle depuis le jour de sa nomination, s'il était présent, ou du jour de la notification qui lui en a été faite par un membre du conseil de famille désigné à cet effet.

SECTION V.

DU SUBROGÉ-TUTEUR

« Dans toute tutelle, dit l'article 420, il y a un subrogé-tuteur nommé par le conseil de famille. Ses fonctions consisteront à agir pour les intérêts du mineur, lorsqu'il seront en opposition avec ceux du mineur. »

Un tuteur ne doit jamais entrer en fonctions sans avoir fait nommer un subrogé-tuteur, qui doit être pris dans la ligne à laquelle lui-même n'appartient pas, à moins que le tuteur ne soit frère germain du mineur. S'il manquait à cette obligation, il pourrait être destitué de la tutelle, sans préjudice des indemnités dues au mineur.

Les fonctions du subrogé-tuteur sont celles-ci :

1° *Surveiller l'administration du tuteur.* — Comme conséquence, il a le droit de provoquer sa destitution, s'il est incapable ou infidèle ; son remplacement, s'il est disparu sans qu'on sache de ses nouvelles.

2° *Représenter le mineur quand il a des intérêts opposés à ceux du tuteur.* — Je m'explique : le tuteur veut prendre à bail un bien du mineur ; l'intérêt du tuteur est de prendre le bail à un prix modéré, celui du mineur est de

---

(1) Voy. FORMULAIRE n° 6 un modèle de procuration.

le donner à un prix élevé. De là, opposition d'intérêt entre le tuteur et le mineur. Le subrogé-tuteur représente donc le mineur et passe le bail en son nom. Il en sera ainsi toutes les fois qu'un bien sera commun au mineur et au tuteur et qu'il s'agira de le vendre.

Le subrogé-tuteur ne remplacera jamais de plein droit le tuteur ; mais il prendra les mesures qu'il jugera indispensables dans l'intérêt du mineur, en attendant qu'il l'ait fait remplacer.

La responsabilité du subrogé-tuteur consisterait en dommages-intérêts qu'il pourrait être condamné à payer au mineur, s'il s'était mal acquitté de ses fonctions : mais le mineur n'a jamais contre le subrogé-tuteur l'*hypothèque légale* que la loi lui accorde sur les biens du tuteur.

SECTION VI.

DES CAUSES QUI DISPENSENT DE LA TUTELLE

Être dispensé d'accepter une tutelle, c'est jouir d'un privilége spécial que la loi seule peut donner. Quiconque refuse d'accepter une tutelle doit prouver qu'il se trouve au nombre de ceux que la loi a expressément exceptés de cette charge publique.

On peut distinguer six causes de dispense ou excuses :

1° *Les fonctions publiques :* — les préfets, les ecclésiastiques, les soldats en activité de service, etc., sont dispensés de la tutelle.

2° *La non-parenté.* — Tout individu non parent ni allié du mineur peut refuser la tutelle, s'il existe, dans un rayon de 40 myriamètres du lieu où s'est ouverte la tutelle, des parents ou alliés capables de l'exercer.

3° *L'âge.* — L'âge de soixante-cinq ans dispense *d'accepter* la tutelle, et l'âge de soixante-dix ans donne droit à en être *déchargé*.

4° *Les infirmités.* — C'est le conseil de famille qui apprécie la valeur de l'excuse fondée sur cette cause.

5° Le *nombre de tutelles ou d'enfants.* — Deux tutelles ou cinq enfants légitimes dispensent d'accepter la tutelle autre que celle de ses propres enfants.

Quand nous disons deux tutelles, cela signifie deux patrimoines distincts à gérer et non pas la tutelle de deux mineurs qui seraient frères, parce qu'alors il n'y a qu'une seule administration.

La loi compte pour enfants légitimes à l'effet de dispenser de la tutelle : les enfants morts en activité de service et les enfants décédés, laissant des enfants encore vivants.

6. *Le sexe.* — La femme, qu'elle soit mère du mineur ou parente à un degré plus éloigné, peut toujours se faire dispenser de la tutelle sans autre raison que son sexe.

Les excuses ou dispenses doivent être proposées au moment de la nomination, si le tuteur est présent; dans les trois jours de la connaissance de sa nomination, s'il était absent ; et, enfin quand les causes de dispense se produisent au cours de la tutelle, dans le mois qui suit l'événement qui y donne lieu.

SECTION VII.

DE L'INCAPACITÉ, DES EXCLUSIONS ET DESTITUTIONS DE LA TUTELLE

L'incapacité proprement dite provient de l'inhabileté à la gestion des affaires. On est incapable, quand on risquerait de compromettre la fortune du mineur en acceptant l'administration.

L'exclusion et la destitution ont pour cause l'indignité du tuteur.

I. INCAPACITÉ. — Sont incapables d'être tuteur et membres d'un conseil de famille :

1° Les mineurs, excepté les père et mère ;

2° Les interdits ;

3° Les femmes mariées ou non, à l'exception de la mère et des ascendantes du mineur ;

4° Ceux qui ont ou dont les père ou mère ont avec le mineur un procès grave.

II. EXCLUSIONS OU DESTITUTIONS. — Sont exclus ou destitués de la tutelle :

1° Les condamnés à une peine afflictive ou infamante ;

2° Les gens d'une inconduite notoire ;

3° Ceux dont la gestion attesterait l'infidélité ou l'incapacité.

C'est le conseil de famille qui reconnaît l'incapacité ou qui prononce l'exclusion ou la destitution.

Si le tuteur n'accepte pas la délibération du conseil de famille qui l'a exclu ou destitué, il peut se pourvoir devant le tribunal civil, qui juge l'affaire comme *affaire urgente*.

SECTION VIII.

DE L'ADMINISTRATION DU TUTEUR

L'administration du tuteur s'étend à la personne et aux biens du mineur. Il doit veiller à sa santé, à son éducation et lui faire prendre un état conforme à ses goûts et à sa situation. Il doit en même temps, par son habile gestion, chercher à augmenter la fortune du mineur.

L'article 450 caractérise ainsi les droits et les devoirs du tuteur : « Le tuteur prendra soin de la personne du mineur et le représentera dans tous les actes civils. — Il administrera ses biens en bon père de famille et répondra des dommages-intérêts qui pourraient résulter de sa mauvaise gestion. »

Nous pouvons diviser en deux parties nos explications : actes que doit faire le tuteur avant d'entrer en fonctions, et actes de gestion pendant le cours de la tutelle.

I. ACTES QUI PRÉCÈDENT L'ADMINISTRATION. — Le tuteur doit, avant d'entrer en charge :

1° Faire convoquer le conseil de famille pour la nomination d'un subrogé-tuteur.

2° Dans les *dix* jours, à partir de celui où il a eu connaissance de l'événement qui l'a fait tuteur, requérir la levée des scellés, s'ils ont été apposés, et faire procéder immédiatement à l'inventaire des biens du mineur, en présence du subrogé-tuteur.

Le tuteur doit s'y trouver pour déclarer au notaire s'il lui est dû quelque chose par le mineur. Cette mesure a pour but, on le comprend sans peine,

d'empêcher le tuteur de mauvaise foi de se faire payer deux fois. En effet, si le défunt avait égaré des quittances de lui, ce que l'inventaire fera connaître, le tuteur aurait pu redemander le payement de ces créances.

Si le tuteur ne fait pas inventaire, il peut être destitué de la tutelle. De plus, le mineur pourra plus tard faire la preuve des biens qui lui ont appartenu à cette époque par toutes sortes de moyens, par témoins, par la commune renommée, etc.

3° Dans le mois qui suit l'inventaire, faire vendre les meubles, autres que ceux que le conseil l'a autorisé expressément à conserver.

Cette vente ne peut être faite à l'amiable; elle doit l'être, après certaines formalités, par un officier public (commissaire-priseur, huissier, greffier, notaire).

Une règle spéciale concerne les rentes sur l'Etat et les actions de la Banque de France. Le tuteur peut *aliéner* au cours de la Bourse, sans autorisation, les rentes et les actions de la Banque de France de 50 francs et au-dessous. Au-dessus de cette somme, l'autorisation du conseil de famille est nécessaire.

Le père ou la mère tuteur ne sont pas tenus de vendre les meubles; mais ils doivent les faire *estimer à leur juste valeur* et à leurs propres frais, afin de rendre, à la fin de la tutelle, sinon les objets mêmes, du moins leur valeur réelle.

4° Demander au conseil de famille de répondre aux questions suivantes : 1° quelle somme peut être employée chaque année pour la dépense du mineur et l'administration de ses biens? — Le tuteur pourra-t-il s'aider d'un ou de plusieurs administrateurs, salariés, et gérant sous sa responsabilité? — Quel est le chiffre au-dessus duquel il devra faire emploi de l'excédant des revenus sur les dépenses? Sans cela, le tuteur serait obligé d'employer toute somme par lui touchée, si modique qu'elle fût, et cela dans les six mois. On peut voir par là l'intérêt qu'il y a à faire déterminer ce point par le conseil de famille. — Quel est le parti à prendre dans la succession qui, le plus souvent, sera échue au mineur mis en tutelle?

Si le tuteur est le père ou la mère de l'enfant, il est dispensé d'interroger le conseil de famille sur les points précédents, à l'exception du dernier. Il a la faculté de résoudre lui-même ces questions.

II. De la gestion du tuteur au cours de la tutelle. — Le tuteur représente bien le mineur dans tous les actes civils. C'est lui qui agit en toute circonstance au nom de son pupille ; mais la loi lui a donné un pouvoir plus ou moins étendu, selon la gravité des actes. Nous les diviserons en quatre classes, et nous dirons un mot sur chacune d'elles.

1° *Actes que le tuteur peut faire seul.* — Les actes que le tuteur peut faire seul sont, en général, les actes de simple *administration* et de *conservation*. On cite, comme exemple, les actes suivants : percevoir les revenus et en donner quittance, faire le payement des dettes et recevoir le payement des créances, vendre les fruits et les récoltes provenant des biens du mineur, faire les réparations nécessaires, vendre les rentes sur l'Etat dont les arrérages ne dépassent pas 50 francs par an, etc.

Quant aux baux, il peut en passer pour la durée de neuf ans au plus ; s'il a consenti un bail de plus de neuf ans, le bail est réduit, à l'époque où la tutelle prend fin, à la période courante de neuf ans. Ainsi : un bail est passé depuis quatre ans pour vingt ans. La tutelle prend fin. Le bail n'est encore valable que pour cinq ans.

2° *Actes pour lesquels le tuteur a besoin seulement de l'autorisation du conseil de famille.* — Le tuteur a besoin *seulement* de cette autorisation pour conserver en nature les meubles; pour intenter en justice une demande concernant un immeuble ou acquiescer à une demande de même nature ; aliéner

les rentes sur l'État quand les arrérages dépassent 50 francs, provoquer la détention du pupille.

Deux observations très-pratiques doivent trouver ici leur place. D'abord, il faut prendre, presque toujours dès le début de la tutelle, au nom des mineurs, un parti sur la succession de leur père ou de leur mère : renoncer ou accepter, selon les circonstances ; mais on ne peut accepter que *sous bénéfice d'inventaire*.

Accepter sous bénéfice d'inventaire, c'est ne s'engager à payer les dettes de la succession que jusqu'à concurrence des biens recueillis. On voit donc que le mineur ne court pas grand risque à accepter ainsi. Observons, cependant, que si la succession est mauvaise et que le mineur soit légataire ou donataire, il y aura plus d'intérêt pour l'enfant à renoncer qu'à accepter ; car, en renonçant, il conserve entièrement la donation ou le legs, tandis qu'en acceptant, même bénéficiairement, il était obligé de *rapporter* ces libéralités.

Au point de vue du partage qui suivra souvent le commencement de la tutelle et de tous ceux, du reste, qui pourront avoir lieu au cours de la tutelle, concernant les mineurs, ils devront se faire en justice pour avoir la même valeur qu'entre majeurs.

3° *Actes pour lesquels il faut l'autorisation du conseil de famille et l'homologation du tribunal.* — Les actes de ce genre sont plus graves que les précédents et engagent davantage la fortune du mineur. Tels sont : l'hypothèque, l'emprunt, l'aliénation des immeubles et la transaction.

Pour que le tuteur obtienne l'autorisation de faire un de ces actes, il faut qu'il y ait *avantage évident* ou *nécessité absolue* : avantage évident, si, par exemple, en empruntant à 4 p. 100, on peut éteindre une dette pour laquelle on paie des intérêts à 5 p. 100 ; nécessité absolue, s'il n'y a pas dans les revenus du mineur de quoi suffire à ses besoins. Le tuteur dresse, à cet effet, un compte sommaire des revenus et dépenses du mineur (1).

En ce qui concerne les transactions, le tuteur ne peut les faire qu'en remplissant une formalité spéciale. Après avoir obtenu l'autorisation du conseil de famille, il demande, dans une requête présentée par avoué au procureur de la République, la nomination de trois jurisconsultes à l'effet de donner leur avis sur le projet de transaction. Si ces hommes de loi sont favorables à la transaction, le tuteur n'a plus qu'à faire homologuer par le tribunal civil. Sinon, il ne peut transiger.

4° *Actes interdits au tuteur.* — Le tuteur ne peut acheter soit à l'amiable, soit aux enchères, les biens de son pupille ; il ne peut pas davantage les *donner*, ni faire un compromis, ni accepter, autrement que sous bénéfice d'inventaire, les successions, ni accepter des droits contre son mineur.

SECTION IX.

DES COMPTES DE TUTELLE

A la fin de toute tutelle, même de la tutelle du père ou de la mère, il doit y avoir une reddition de compte. Elle se fait sous-seing privé ou devant notaire.

Le compte est rendu, soit au nouveau tuteur, si le premier est destitué ou déchargé, soit au mineur assisté d'un curateur, s'il y a eu émancipation, soit au mineur lui-même, si la tutelle prend fin par suite de sa majorité. S'il s'élève une difficulté, elle doit être portée devant le tribunal civil.

---

(1) Voy. FORMULAIRE n° 7.

On ne peut indéfiniment laisser le tuteur sous la menace d'une contestation relative à sa gestion. Son compte peut ne reposer que sur des souvenirs ou de simples notes, et il serait à craindre qu'il ne pût reconstituer, au bout d'un certain temps, un compte exact. Aussi l'article 475 dit que « toute action du mineur contre son tuteur relativement aux faits de la tutelle se prescrit par dix ans, à compter de la majorité. »

Mais il ne faut pas s'y tromper : ce qui est prescrit par dix ans, c'est tout ce qui solliciterait un nouvel examen des *faits* de la tutelle, mais rien de plus. Ainsi, ne se prescrit pas par dix ans l'action en paiement du reliquat que, tout compte fait, le tuteur a reconnu devoir au mineur. En effet, il ne s'agit plus de faits de la tutelle à examiner.

Pour simplifier le compte de tutelle, et surtout pour surveiller plus activement l'administration tutélaire, le tuteur, autre que le père ou la mère, peut être tenu de remettre, *mais une fois par an seulement*, des états de situation au subrogé-tuteur. Ces états sont sur papier ordinaire.

Les sommes dues par le tuteur au mineur, après la reddition du compte de tutelle, portent intérêt de plein droit au profit du mineur du jour de la clôture du compte. Il n'en est pas ainsi quand c'est le mineur qui doit au tuteur : les intérêts ne sont dûs alors que du jour d'une sommation faite par le tuteur à son pupille.

Tout *traité* qui pourra intervenir entre le tuteur et le mineur, devenu majeur, sera nul s'il n'a été précédé de la reddition d'un compte détaillé et de la remise des pièces justificatives; le tout constaté par un récipissé de l'ayant compte (le mineur), dix jours au moins avant le traité (1).

CHAPITRE TROISIÈME.

DE L'ÉMANCIPATION.

L'émancipation est une mesure sage et intelligente à la fois, qui a pour résultat d'initier le jeune homme à l'administration de sa fortune, sans l'exposer à de graves dangers. En effet, s'agit-il d'actes d'administration, de conservation, le mineur émancipé agit seul; d'actes plus graves, il doit demander le *concours* d'un conseil plus expérimenté, d'un curateur.

Nous disons le concours, et c'est à dessein que nous employons cette expression. Dans la tutelle, le mineur n'agit point; on le représente, on agit à sa place, il ne paraît pas dans les actes qui l'intéressent. Dans l'émancipation, c'est le mineur qui agit; mais il doit être aidé, conseillé, surveillé, pour certains actes graves, par son curateur, et si celui-ci s'oppose à un acte, le mineur ne peut passer outre.

Quels sont ces actes? Ce sont : recevoir son compte de tutelle; intenter une action mobilière et y défendre; recevoir un capital en argent et en donner décharge. Dans ce cas, le curateur est tenu de surveiller l'emploi de la somme; intenter une action en partage ou y défendre.

Les actes que l'émancipé peut faire seul sont ceux de pure administration et de conservation. Tels sont : passer des baux dont la durée n'excède pas neuf ans; recevoir les loyers et fermages; toucher les intérêts des capitaux et les arrérages des rentes.

A l'égard des obligations qu'il aurait contractées par voie d'achats ou autrement, elles seront réductibles en cas d'excès. Mais si l'émancipé donne lieu à une réduction de cette nature, l'émancipation sera révoquée, et le mineur sera de nouveau mis en tutelle jusqu'à sa majorité.

---

(1) Voy. FORMULAIRE n° 8.

Pour tous les autres actes, l'émancipé doit suivre les formalités imposées au mineur.

Remarquons que le mineur émancipé, qui fait un commerce, est réputé majeur pour les faits relatifs à ce commerce.

On peut être émancipé à quinze ans révolus par le père, ou, à défaut du père, par la mère; si l'on n'a ni l'un ni l'autre, le conseil de famille ne peut émanciper qu'à dix-huit ans.

L'émancipation accordée par le père ou par la mère résulte de la déclaration faite par l'émancipant devant le juge de paix de son domicile. Celle qui est accordée par le conseil de famille résulte de la délibération dans laquelle elle a été déclarée.

L'émancipation résulte aussi nécessairement du mariage, à quelque époque qu'il soit accompli.

TITRE ONZIÈME

De la majorité, de l'interdiction et du conseil judiciaire

CHAPITRE PREMIER.

DE LA MAJORITÉ

La majorité est fixée à vingt et un ans accomplis. La loi ne dit pas si le calcul des vingt et un ans doit se faire d'heure à heure ou de jour à jour. De là, controverse parmi les auteurs : l'enfant né le 1er janvier 1800 *à midi* est majeur, selon les uns, le 1er janvier 1821 *à midi*, selon les autres, le même jour; *à minuit*.

A vingt et un ans accomplis, une personne a l'exercice de ses droits civils; mais il peut lui être enlevé en entier ou en partie par l'interdiction ou par la nomination d'un conseil judiciaire.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DE L'INTERDICTION.

Nous ne parlerons tout d'abord que de l'interdiction *judiciaire*. Nous consacrerons quelques mots, à la fin de ce chapitre, à l'interdiction *légale* et à la condition des personnes placées dans un établissement d'aliénés.

I. Causes de l'interdiction. — Procédure. — « Le majeur, dit l'article 489, qui est dans un état *habituel* de démence ou de fureur, doit être interdit, même lorsque cet état présente des intervalles lucides. »

L'*imbécillité* est la faiblesse de l'esprit qui ôte la conception des idées les plus vulgaires.

La *démence* provient d'un déréglement d'idées qui ôte l'usage de la raison.

La *fureur* est la démence portée à un très-haut degré d'exaltation.

Qui peut provoquer l'interdiction? Tout parent peut provoquer l'interdiction de son parent; il en est de même d'un des époux à l'égard de l'autre.

Si la personne qui est dans un des états que nous signalons n'a ni parents,

ni époux, le procureur de la République peut la faire interdire. Il en a aussi le droit, qu'il y ait ou qu'il n'y ait pas de parents ou d'époux, lorsque la personne à interdire est dans un état de fureur dangereux.

La procédure à suivre pour arriver à l'interdiction peut se décomposer en plusieurs parties.

D'abord, celui qui veut poursuivre l'interdiction présente, par le ministère d'un avoué, une requête au tribunal du domicile de la personne à interdire, en articulant, c'est-à-dire en énonçant séparément chacun des faits sur lesquels il appuie sa demande.

Alors intervient un jugement qui déclare ou qu'il n'y a pas lieu à prononcer l'interdiction, parce que les faits ne sont pas assez graves, ou que l'interdiction *paraît* être nécessaire. Dans ce dernier cas, il ordonne que le conseil de famille de la personne à interdire donnera son avis sur l'interdiction et que le tribunal interrogera la personne. Si la personne ne peut s'y rendre facilement, le tribunal commet soit un de ses juges, soit un juge qui se trouve sur les lieux, pour procéder à l'interrogatoire. Le tribunal peut aussi entendre des témoins.

Quand les formalités ont été accomplies, le tribunal prononce l'interdiction ou bien dit qu'il n'y a pas lieu. Quelquefois il nomme un *conseil judiciaire* à la personne dont il ne veut pas prononcer l'interdiction.

On peut *appeler* du jugement qui déclare que les faits ne sont pas assez graves, comme aussi du jugement qui dit, après interrogatoire, qu'il n'y a pas lieu à prononcer l'interdiction.

Le jugement ou l'arrêt prononçant l'interdiction doit être, dans les dix jours, levé, signifié et publié sur les tableaux qui doivent être affichés dans la salle de l'auditoire et dans les études des notaires de l'arrondissement.

I. EFFETS DE L'INTERDICTION. — 1° *Dans l'avenir.* — L'interdiction a son effet du jour du jugement. Tous actes passés par l'interdit postérieurement à ce jugement seront *nuls de droit*, c'est-à-dire qu'ils seront annulables par ce seul motif qu'ils ont été faits par l'interdit et quand même il n'y aurait pas de lésion à son préjudice ou qu'il eût été dans un moment lucide.

Puisque l'interdit ne peut valablement faire aucun acte, il faut lui donner un représentant. En effet, on lui donne un tuteur et un subrogé-tuteur, et les règles de la tutelle des mineurs deviennent applicables ici.

C'est le conseil de famille de l'interdit qui lui choisit le tuteur et le subrogé-tuteur. Cependant le mari est *de droit* le tuteur de sa femme; tandis que la femme *peut* seulement avoir la tutelle de son mari, si le conseil de famille veut bien la lui conférer.

Lorsqu'il est question du mariage de l'enfant de l'interdit, la dot ou l'*avancement d'hoirie* et les autres conventions matrimoniales sont réglées par un avis du conseil de famille homologué par le tribunal, sur les conclusions du ministère public.

Nul, à l'exception des époux, des ascendants et descendants, ne peut être tenu de conserver la tutelle au-delà de dix ans.

2° *Dans le passé.* — Pour les actes faits après le jugement d'interdiction, point de difficulté; ils sont nuls. Mais de graves difficultés, des procès très-délicats naîtront au sujet des actes antérieurs. Pendant un temps, difficile à préciser très-souvent, qui a précédé le jugement, l'interdit était en imbécillité, en démence ou en fureur. Quel sera le sort des actes faits dans cet intervalle? Le tribunal les appréciera; mais il *ne pourra* les annuler que si celui qui en demande la nullité prouve : 1° que la cause qui a fait prononcer l'interdiction existait au moment des actes; 2° que cette cause était notoire.

L'article 504 concerne spécialement les actes faits par une personne décédée : « Après la mort d'un individu, dit-il, les actes par lui faits ne pourront être attaqués pour cause de démence, qu'autant que son interdiction aurait

été prononcée ou provoquée avant son décès; à moins que la preuve de la démence ne résulte de l'acte même qui est attaqué.

III. De la cessation de l'interdiction. — Quand l'un des parents de l'interdit estime que l'interdit pourrait être, sans inconvénient, relevé de son incapacité; quand l'interdit lui-même se croit apte à reprendre l'administration de ses affaires, la main-levée de l'interdiction est demandée, et le tribunal ne l'accorde, quand il y a lieu, qu'après avoir accompli les formalités qui précèdent le jugement d'interdiction.

PREMIER APPENDICE. — Tous ceux qui ont été condamnés à la peine de mort, aux travaux forcés, etc. (Voy. page 6), sont interdits légalement.

La condition de l'interdit légal est semblable à celle de l'interdit judiciaire. Toutefois, ce dernier ne peut ni tester ni se marier, et l'interdit légal peut valablement faire ces actes.

SECOND APPENDICE. — La situation des *aliénés*, c'est-à-dire des individus atteints surtout de folie et enfermés, présente certaines règles spéciales.

Si l'aliéné est mineur ou interdit, rien de particulier : son tuteur veille à l'administration de ses biens; mais s'il est majeur et non interdit, quelle est sa condition? Son patrimoine est confié aux soins d'un administrateur provisoire, qui n'est autre que la commission de surveillance de l'établissement, s'il s'agit d'un établissement public, ou nommé par le tribunal civil, si l'aliéné est dans un établissement privé. Les pouvoirs de l'administration provisoire sont très-bornés : ils ne s'étendent pas au-delà d'une bonne *administration*.

CHAPITRE TROISIÈME.

DU CONSEIL JUDICIAIRE.

Nous avons vu qu'on pouvait donner un conseil judiciaire à certaines personnes dont l'état mental n'était pas suffisamment grave ponr nécessiter une interdiction.

Cependant, ce n'est pas contre ces sortes de personnes que l'on prend, en général, cette mesure : le conseil judiciaire est donné, le plus souvent, aux *prodigues*, c'est-à-dire à ces personnes qui compromettent leur fortune par de folles profusions.

La nomination d'un conseil judiciaire peut être provoquée par les mêmes personnes qui ont le droit de demander l'interdiction, et elle est instruite de la même manière. Le conseil judiciaire nommé par le tribunal est ordinairement un notaire.

Celui qui a un conseil judiciaire, qu'on appelle quelquefois *demi-interdit*, ne peut faire, sans l'assistance de son conseil, les actes suivants : 1° plaider; 2° transiger; 3° emprunter; 4° recevoir un capital mobilier et en donner décharge; 5° aliéner; 6° grever ses biens d'hypothèques.

Il peut faire *seul* tous les autres actes.

LIVRE DEUXIÈME

DES BIENS ET DES DIFFÉRENTES MODIFICATIONS DE LA PROPRIÉTÉ

TITRE PREMIER

De la distinction des biens

Tous les biens sont meubles ou immeubles.

Il est très-important de savoir si un bien est meuble ou immeuble. En général, un bien est meuble s'il est transportable soit par lui-même soit par une force étrangère ; il est immeuble, s'il a une assiette fixe et ne peut se changer de place. Bien des difficultés peuvent naître de l'application de ces principes : il n'est pas toujours facile d'indiquer si un bien déterminé doit être classé parmi les meubles ou parmi les immeubles.

CHAPITRE PREMIER.

DES IMMEUBLES.

On distingue trois classes d'immeubles : les immeubles par leur nature ; les immeubles par destination ; les immeubles par l'objet auquel ils s'appliquent.

I. IMMEUBLES PAR LEUR NATURE. — Sont immeubles par leur nature : 1° les fonds de terre ; 2° les bâtiments ; 3° les moulins à vent ou à eau fixés sur piliers ou faisant partie des bâtiments ; 4° les récoltes pendantes par les racines et les fruits des arbres non encore recueillis ; 5° les bois taillis et les futaies ; 6° les tuyaux servant à la conduite des eaux dans une maison ou autre héritage.

1° *Les fonds de terre.* — On entend par là le sol, la terre elle-même. C'est l'immeuble par excellenec ;

2° *Les bâtiments.* — Qui a le sol a les bâtiments, dit un proverbe. Le bâtiment fait, pour ainsi dire, partie du fonds sur lequel il est bâti, et, comme lui, il est immeuble.

Mais pour qu'il ait cette qualification, il faut qu'il fasse corps avec le fonds de terre. Il est bien évident, par exemple, qu'une construction légère posée sur le sol et destinée à être enlevée quelque temps après n'est pas un immeuble.

3° *Les moulins à eau et à vent fixés sur piliers ou faisant partie des bâtiments.* — La loi dit (*Art.* 519) : *et* faisant partie des bâtiments ; en sorte qu'il faudrait, pour que ces moulins fussent immeubles, qu'ils réunissent ces deux conditions : être fixés sur piliers et faire partie des bâtiments ; mais il y a là une erreur. La comparaison de cet article avec l'article 531 ne laisse pas de doute, une seule des deux conditions suffit pour que le moulin soit immeuble.

4° Les récoltes pendantes par les racines et les fruits des arbres non encore recueillis. — Les fruits et les récoltes qui sont encore sur pied sont immeubles comme tout ce qui est attaché à la terre; mais dès qu'ils ne tiennent plus à la terre ils deviennent meubles. Ainsi, un champ de blé est un immeuble aujourd'hui que la moisson n'est pas faite; demain, quand les épis seront gisants sur le sol, ce sera un meuble.

5° *Les bois taillis et les futaies.* — La loi a cru les mettre expressément au nombre des immeubles, parce qu'étant la plupart du temps soumis à des coupes réglées, on aurait pu leur attribuer, pour cette raison, la qualification de meubles.

II. IMMEUBLES PAR DESTINATION. — Sont immeubles par destination les *meubles* que le propriétaire d'un fonds y a placés, dit l'article 524, pour le service et l'exploitation de ce fonds. Sont immeubles par destination, quand ils ont été placés par le proprétaire pour le service et l'exploitation du fonds:

1° Les animaux attachés à la culture ; 2° les ustensiles aratoires; 3° les semences données aux fermiers ou colons partiaires; 4° les pigeons des colombiers; 5° les lapins des garennes; 6° les ruches à miel; 7° les poissons des étangs; 8° les pressoirs, chaudières, alambics, cuves et tonnes; 9° les ustensiles nécessaires à l'exploitation des forges, papeteries et autres; 10° les pailles et engrais.

Sont aussi immeubles, par destination, tous effets mobiliers que le propriétaire à attachés au fonds à perpétuelle demeure.

Il est bien entendu que cette énumération n'est pas limitative ; elle ne sert que d'exemple aux juges qui décident, d'après les circonstances, si, un objet a été mis ou non à perpétuelle demeure par le propriétaire.

L'article 525 contient encore les caractères auxquels on reconnaît qu'un objet a été attaché à perpétuelle demeure : le propriétaire est censé avoir attaché à son fonds des effets mobiliers à perpétuelle demeure, quand ils y sont scellés en plâtre ou à chaux ou à ciment, ou lorsqu'ils ne peuvent être détachés sans être fracturés et détériorés, ou sans briser ou détériorer la partie du fonds à laquelle ils sont attachés.

Les glaces d'un appartement sont censées mises à perpétuelle demeure lorsque le parquet sur lequel elles sont attachées fait corps avec la boiserie. Il en est de même des tableaux et autres ornements.

Quant aux statues, elles sont immeubles lorsqu'elles sont placées dans une niche pratiquée exprès pour les recevoir, encore qu'elles puissent être enlevées sans fracture ou détérioriation.

III. IMMEUBLES PAR L'OBJET AUQUEL ILS S'APPLIQUENT. — Nous avons dit que tous les biens étaient meubles ou immeubles. Dans quelle catégorie range-t-on les *droits?* Les droits ont pour objet un meuble ou un immeuble; ils sont meubles ou immeubles, selon l'objet auquel ils se rapportent. Ainsi, sont immeubles par l'objet auquel ils s'appliquent : 1° l'usufruit des choses immobilières; 2° les servitudes ou services fonciers; 3° les actions qui tendent à revendiquer un immeuble.

REMARQUE. — On peut faire immobiliser les rentes sur l'Etat, les actions de la Banque de France, des canaux d'Orléans et du Loing.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DES MEUBLES.

Les biens sont meubles par leur nature ou par la détermination de la loi.

I. MEUBLES PAR LEUR NATURE. — Font partie de cette catégorie les meu-

bles qui peuvent se transporter d'un lieu à un autre, soit par eux-mêmes, comme les animaux, soit par l'effet d'une force étrangère, comme les corps inanimés.

Les bateaux, bacs, navires, moulins et bains sur bateaux, et généralement toutes usines non fixées par des piliers, et ne faisant point partie de la maison, sont meubles : la saisie de quelques-uns de ces objets peut cependant, à cause de leur importance, être soumise à des formes particulières, ainsi qu'il sera expliqué dans le Code de procédure civile.

Les matériaux provenant de la démolition d'un édifice, ceux assemblés pour en construire un nouveau, sont meubles jusqu'à ce qu'ils soient employés par l'ouvrier dans une construction.

II. DES MEUBLES PAR LA DÉTERMINATION DE LA LOI. — Les meubles par la détermination de la loi ou par l'objet auquel ils s'appliquent, comprennent tous les droits qui ont pour objet des sommes ou des effets mobiliers. Ainsi, rentrent dans cette classe de meubles :

1° *L'usufruit des choses mobilières.* — L'usufruit d'une somme d'argent, par exemple.

2° *Les obligations et actions qui ont pour objet des sommes exigibles ou des effets mobiliers.* — L'obligation, dans son sens ordinaire, est le lien de droit par lequel on peut être contraint à faire une chose; c'est donc le contraire d'un bien; c'est une dette. La loi aurait dû dire que les créances sont des biens meubles et non les obligations, puisque les obligations ne sont pas des biens.

On entend par actions, les créances mises en exercice, portées devant les tribunaux.

3° *Les actions ou intérêts dans les compagnies de finance, de commerce ou d'industrie, encore que des immeubles dépendants de ces entreprises appartiennent aux compagnies.* — Ces actions ou intérêts sont réputés meubles à l'égard de chaque associé, seulement tant que dure la société, car, alors, chaque associé n'a droit qu'aux revenus de la société, qui sont des choses mobilières. Mais, après la dissolution de la société, les droits des associés sont mobiliers ou immobiliers, selon qu'il leur est attribué, dans le partage des biens communs, des meubles ou des immeubles.

4° Les rentes perpétuelles ou viagères, soit sur l'État, soit sur des particuliers. — La rente est le droit d'exiger *à perpétuité* ou pendant la *vie* d'une personne déterminée, selon qu'elle est perpétuelle ou viagère, les intérêts ou arrérages d'un capital non exigible de la part du créancier (1). Voy. titre X, livre III, *des rentes*).

Remarque. — Les expressions *meubles, meubles meublants* ou *maison meublée, biens meubles, mobilier, effets mobiliers, maison avec tout ce qui s'y trouve,* ne doivent pas être confondues, quoique bien souvent il soit difficile de les distinguer.

Le mot *meubles,* employé seul, dit l'article 533, dans les dispositions de la loi ou de l'homme, sans autre addition ni désignation, ne comprend pas l'argent comptant, les pierreries, les dettes actives, les livres, les médailles, les

---

(1) Dans le langage ordinaire on dit : «Je vais toucher ma rente.» C'est une erreur. La rente, c'est le droit lui-même, et ce qu'on reçoit, c'est le produit de ce droit; en d'autres termes, les intérêts ou arrérages de la rente, et non pas la rente elle-même.

instruments de sciences, des arts et métiers, le linge de corps, les chevaux, équipages, armes, grains, vins, foins et autres denrées; il ne comprend pas aussi ce qui fait l'objet d'un commerce.

Si le mot meubles est précédé ou suivi d'une expression qui la détermine, il est évident que le sens en sera plus ou moins étendu, selon la portée de cette expression. Ainsi, les *biens meubles*, tous les meubles, les meubles *en totalité*, comprennent tout ce qui n'est pas immeuble.

Les mots *meubles meublants* ne comprennent que les meubles destinés à l'usage et à l'ornement des appartements, comme tapisseries, lits, siéges, glaces, pendules, tables, porcelaines et autres objets de cette nature. Les tableaux et les statues qui font partie du meuble d'un appartement y sont aussi compris, mais non les collections de tableaux qui peuvent être dans les galeries ou pièces particulières. Il en est de même des porcelaines : celles seulement qui font partie de la décoration d'un appartement sont comprises sous la domination de *meubles meublants*.

La vente ou le don d'une maison meublée ne comprend que les meubles meublants.

Le terme de maison avec tout ce qui s'y trouve, quoique universel en apparence, ne comprend pas l'argent comptant, ni les dettes actives et autres droits dont les titres peuvent être déposés dans la maison; tous les autres effets mobiliers y sont compris.

L'expression biens meubles, celle de mobilier ou d'effets mobiliers, comprennent généralement tout ce qui est meuble; mais il est bien plus vrai de dire que ces expressions, comme celles qui précèdent, reçoivent, des circonstances dans lesquelles elles sont employées, plus ou moins d'extension.

En résumé, les mots *meubles*, *meubles meublants*, etc., conserveront toujours le sens que nous leur donnons plus haut et qui est celui que le législateur a fixé, à moins que dans le contrat, le testament, etc., il ne se trouve la preuve qu'ils ont été mis dans un sens différent.

On peut dire que c'est là une source beaucoup trop féconde de procès. Ainsi, une personne, dont la fortune *purement mobilière* s'élève à 500,000 francs, donne par testament, à un domestique, son *mobilier*. D'après l'article 535, le domestique devrait avoir droit à toute l'immense fortune de son maître. En effet, d'après la loi, le mot mobilier signifie tout ce qui est meuble ; or nous supposons que le maître n'a que des meubles. Et, cependant, les héritiers du sang ne manqueront pas de dire : que le maître n'a voulu donner à son domestique que les *meubles meublants;* qu'il ignorait la portée du mot *mobilier*, etc. De là, procès.

On ne saurait trop préciser dans les contrats et les testaments le sens que l'on attache à ces expressions.

CHAPITRE TROISIÈME.

DES BIENS DANS LEURS RAPPORTS AVEC CEUX QUI LES POSSÈDENT.

Les biens peuvent appartenir soit à des personnes *privées*, soit à des personnes publiques ou collectives. De là, une première division des biens en *privés* et non *privés*.

Ces derniers comprennent : 1° les biens de la nation; 2° les biens des corporations : départements, communes, établissements publics.

1° *Biens de la nation.* — Les biens de la nation ou *biens nationaux* peuvent se subdiviser en biens du *domaine public*; biens du *domaine de l'Etat* et biens de la *liste civile*.

Les biens du domaine public sont ceux qui ne sauraient être, en aucun cas,

susceptibles d'une propriété privée, et qui servent à l'usage commun de tous les citoyens. Tels sont : les routes, les rivières navigables, etc.

Les biens du *domaine de l'Etat* appartiennent à l'Etat comme à un particulier, et il peut en céder la propriété à des particuliers. Tels sont : les bois, les vignes, etc., qui deviennent la propriété de l'Etat par suite de successions en déshérence.

Enfin, on appelle biens de la *liste civile*, ceux qui sont spécialement destinés au chef de l'Etat. Font partie de ces biens, les palais nationaux, qui sont la résidence du chef de l'Etat, avec leurs parcs, jardins et mobiliers.

2° *Biens des corporations.* — On entend par là les biens appartenant à un ensemble de personnes, comme les départements, les communes, les hospices, les établissements ecclésiastiques et les communautés religieuses.

En ce qui concerne spécialement les communes, on peut reprendre la distinction que nous avons faite relativement aux biens nationaux. Il y a des biens du domaine public communal, non susceptibles de propriété privée (églises, cimetières, rues, etc.) ; il y a les biens du domaine *patrimonial* de la commune ou *biens patrimoniaux* qui sont loués, affermés à des particuliers au profit de la commune. Enfin, il y a les *biens communaux* proprement dits, dont les habitants ont la jouissance en commun. Tels sont les pâturages, où chaque habitant a le droit de mener paître ses troupeaux ; les bois dont les coupes sont distribuées à tous les habitants.

Quant aux biens *privés*, les particuliers peuvent avoir soit un droit de propriété, soit un droit de jouissance, soit un droit de servitude à prétendre sur eux.

TITRE DEUXIÈME.

De la propriété

La propriété est le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou les règlements.

Ainsi, celui qui a un droit de propriété sur une chose, a le droit le plus étendu que l'on puisse avoir sur cette chose. Il peut en user et en abuser, à son gré, pourvu qu'il ne fasse pas des actes prohibés par la loi.

On ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'*utilité publique*, et moyennant une juste et *préalable* indemnité.

La propriété que l'on a sur une chose donne droit à tout ce qu'elle produit, et sur ce qui s'y unit accessoirement, soit naturellement, soit artificiellement. Ce droit s'appelle *droit d'accession* ou *accession;* il va faire l'objet des chapitres suivants.

CHAPITRE PREMIER.

DU DROIT D'ACCESSION SUR CE QUI EST PRODUIT PAR LA CHOSE.

Tous les fruits et tous les produits d'une chose appartiennent au propriétaire.

On entend par *fruits* ce que la chose produit périodiquement, d'après sa destination ; par *produits* tout ce que la chose n'est pas particulièrement desti-

née à produire : un arbre, par exemple, qui naît dans un champ destiné à produire du blé.

L'article 547 dit : « Les fruits naturels et industriels, les fruits civils ; le croît des animaux appartiennent au propriétaire par droit d'accession. »

Expliquons quelques-uns de ces termes.

Les fruits naturels sont ceux que la terre produit d'elle-même et sans culture. Tels sont les bois, les foins, etc.

Les fruits industriels sont ceux que la terre ne produirait pas sans le travail de l'homme : les blés, les raisins, etc.

Les fruits civils sont ceux qui ne sont point le produit direct de la chose, mais ce qu'on acquiert à son occasion : les loyers d'une maison, les fermages d'une terre.

Les fruits n'appartiennent au propriétaire, qu'à la charge de rembourser les frais des travaux, labours et semences faits par des tiers.

La loi, comparant ensuite les droits si étendus du propriétaire à ceux du possesseur, contient cette disposition dans l'article 549 :

« Le simple possesseur ne fait les fruits siens que dans le cas où il possède de bonne foi : dans le cas contraire, il est tenu de rendre les produits avec la chose au propriétaire qui la revendique. »

Et plus loin, établissant les conditions auxquelles est subordonnée la bonne foi, l'article 540 ajoute :

« Le possesseur est de bonne foi, quand il possède comme propriétaire, en vertu d'un titre translatif de propriété dont il ignore les vices. Il cesse d'être de bonne foi du moment où ces vices lui sont connus.

On a pensé que celui qui avait disposé des fruits d'une chose, en les croyant siens, ne devait pas être tenu de les restituer.

C'est dans l'application de ces principes que se manifeste la différence entre les fruits naturels ou industriels d'une part, et les fruits civils d'autre part. Les premiers s'acquièrent par la perception; les seconds s'acquièrent jour par jour.

Un exemple : Une personne possède de bonne foi une maison, qu'il a louée, et un champ de blé qu'il cultive. Le propriétaire revendique l'un et l'autre au moment où le blé va être mûr et au milieu du terme. Comment se fera la répartition des fruits ? La moitié du terme sera acquise au possesseur de bonne foi, car les loyers s'acquièrent jour par jour, et le blé sera entièrement la propriété du propriétaire, car les fruits naturels ne s'acquièrent que par la perception, et le possesseur de bonne foi n'avait pas *perçu* le blé.

Le titre translatif de propriété nécessaire pour que l'on puisse être de bonne foi, est un des titres qui, ordinairement, transmettent la propriété : vente, donation, etc.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DU DROIT D'ACCESSION SUR CE QUI S'UNIT ET S'INCORPORE A LA CHOSE.

Tout ce qui s'unit et s'incorpore à la chose appartient au propriétaire, suivant les règles que nous allons établir.

SECTION Ire.

DU DROIT D'ACCESSION RELATIVEMENT AUX CHOSES IMMOBILIÈRES

Le Code s'occupe, dans cette section, de plusieurs points très-intéressants pour les propriétaires. Nous allons les étudier dans l'ordre où la loi les a placés.

1° *Des constructions, plantations et autres ouvrages.* — La propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous. Le propriétaire peut faire au-dessus toutes les plantations et constructions qu'il juge à propos, sauf les exceptions établies au titre *des Servitudes ou Services fonciers*. Il peut faire au-dessous toutes les constructions et fouilles qu'il jugera à propos, et tirer de ces fouilles tous les produits qu'elles peuvent fournir, sauf les modifications résultant des lois et règlements relatifs aux mines, et des lois et règlements de police.

Supposons le cas où un propriétaire a fait des constructions, plantations ou autres ouvrages sur son propre terrain avec des objets appartenant à autrui Qu'arrive-t-il ? Les objets, en servant aux constructions, plantations ou autres ouvrages, sont devenus les *accessoires* de ces ouvrages et appartiennent, désormais, au propriétaire des ouvrages, sauf, bien entendu, l'indemnité qui est due à celui qui a été dépossédé.

Si nous supposons, au contraire, que celui qui a bâti ou planté n'était pas propriétaire du sol, que déciderons-nous ? Lorsque les plantations, constructions et ouvrages ont été faits par un tiers et avec ses matériaux, le propriétaire du fonds a droit, ou de les retenir, ou d'obliger ce tiers à les enlever. Si le propriétaire du fonds demande la suppression des plantations et constructions, elle est aux frais de celui qui les a faites, sans aucune indemnité pour lui ; il peut même être condamné à des dommages et intérêts, s'il y a lieu, pour le préjudice que peut avoir éprouvé le propriétaire du fonds.

Si le propriétaire préfère conserver ces plantations et constructions, il doit le remboursement de la valeur des matériaux et du prix de la main-d'œuvre, sans égard à la plus ou moins grande augmentation de la valeur que le fonds a pu recevoir. Néanmoins, si les plantations, constructions et ouvrages ont été faits par un tiers évincé, qui n'aurait pas été condamné à la restitution des fruits, attendu la bonne foi, le propriétaire ne pourra demander la suppression desdits ouvrages, plantations et constructions ; mais il aura le choix, ou de rembourser la valeur des matériaux et du prix de la main-d'œuvre, ou de rembourser une somme égale à celle dont le fonds a augmenté de valeur.

2° *Des atterrissements. — Alluvions. — Iles et îlots.* — Les alluvions qui se forment insensiblement sur les rives d'une rivière ou d'un fleuve, navigable ou flottable, ou non navigable ni flottable, profitent au propriétaire de la rive.

L'alluvion n'a pas lieu à l'égard des lacs et des étangs, dont le propriétaire conserve toujours le terrain que l'eau couvre quand elle est à la hauteur de la décharge de l'étang, encore que le volume de l'eau vienne à diminuer. Réciproquement le propriétaire de l'étang n'acquiert aucun droit sur les terres riveraines que son eau vient à couvrir dans des crues extraordinaires.

Si un fleuve ou une rivière, navigable ou non, enlève, par une force subite, une partie considérable et reconnaissable d'un champ riverain, et l'apporte vers un champ inférieur ou sur la rive opposée, le propriétaire de la partie enlevée peut réclamer sa propriété ; mais il est tenu de former sa demande dans l'année ; après ce délai, il n'y serait plus recevable, à moins que le propriétaire du champ auquel la partie enlevée a été unie n'eût pas encore pris possession de celle-ci.

Les îles qui se forment dans les rivières ou fleuves navigables ou flottables appartiennent à l'Etat ; celles qui se forment dans les autres rivières ou fleuves sont la propriété de celui des propriétaires riverains du côté duquel elles se sont formées. Si l'île n'est pas entièrement du côté d'un des riverains, chacun est propriétaire de la part qui lui est attribuée par une ligne qu'on suppose tracée au milieu du fleuve.

Si une rivière ou un fleuve, en se formant un bras nouveau, coupe et embrasse le champ d'un propriétaire riverain, et en fait une île, ce propriétaire conserve la propriété de son champ, encore que l'île se soit formée dans un fleuve ou dans une rivière navigable ou flottable.

Si un fleuve ou une rivière, navigable ou non navigable, se forme un nouveau cours en abandonnant son ancien lit, les propriétaires des fonds nouvellement occupés prennent, à titre d'indemnité, l'ancien lit abandonné, chacun dans la proportion du terrain qui lui a été enlevé.

3° *De l'accession relativement aux animaux.* — Les pigeons, lapins, poissons, qui passent dans un autre colombier, garenne ou étang, appartiennent au propriétaire de ces objets, pourvu qu'ils n'y aient point été attirés par fraude ou artifice.

SECTION II.

DU DROIT D'ACCESSION RELATIVEMENT AUX CHOSES MOBILIÈRES

Lorsque deux choses mobilières appartenant à deux propriétaires différents sont unies l'une à l'autre, de manière à ne former qu'un tout, le propriétaire de la chose principale reste propriétaire de la chose accessoire, sauf indemnité. Mais il peut être difficile quelquefois de dire quelle est la chose principale et quelle est l'accessoire. La valeur, le volume, la main-d'œuvre seront autant de considérations à prendre pour résoudre cette difficulté.

L'accession, relativement aux choses mobilières, prend différents noms : *adjonction*, *spécification*, *mélange*.

1° *Adjonction.* — L'adjonction est l'union des choses qui, n'étant unies que par un côté de la surface, restent néanmoins distinctes et reconnaissables. Si elles peuvent être séparées sans trop d'inconvénients, chacun des propriétaires reprend sa chose; sinon, la chose accessoire reste unie à la principale, sauf indemnité.

2° *Spécification.* — Un artiste a fait d'un bloc de marbre, qui ne lui appartenait pas, une statue. C'est la spécification ou la formation d'une chose nouvelle avec la chose d'autrui. C'est à l'artiste, comme propriétaire de la chose principale (la statue) qu'appartient le travail. Le propriétaire du marbre n'a droit qu'à être indemnisé.

3° *Mélange.* — Dans le mélange, il y a confusion des choses, et il est impossible de les reconnaître. Le propriétaire de la chose principale deviendra propriétaire du tout. S'il est impossible de déterminer quel est l'objet principal, les choses sont détachées pour redevenir la propriété de chacun, si c'est possible; sinon, les deux propriétaires sont propriétaires indivis du tout.

Celui qui a uni à sa chose la chose d'un autre, ou qui d'un objet appartenant à autrui a fait un objet sien par l'accession, peut être condamné à des dommages-intérêts.

TITRE TROISIÈME

De l'usufruit, de l'usage et de l'habitation

CHAPITRE PREMIER.

DE L'USUFRUIT.

L'usufruit est le droit de jouir des choses dont un autre a la propriété, comme le propriétaire lui-même, mais à la charge d'en conserver la substance.

Le propriétaire s'appelle, dans ce cas, nu-propriétaire ; et celui qui jouit de la chose, usufruitier.

Le démembrement de la propriété entre plusieurs ayants droit n'est pas sans présenter de graves inconvénients. C'est une source de conflits entre le nu-propriétaire et l'usufruitier; en outre, l'usufruitier, qui a la crainte de voir finir son droit et qui ne doit pas le transmettre à ses héritiers, n'a pas le même intérêt qu'un propriétaire à bien entretenir et faire rapporter le bien sur lequel il a un usufruit. Aussi l'usufruit est-il assez rare.

L'usufruit est un droit essentiellement temporaire, qui est considéré comme bien meuble s'il a pour objet un meuble, et comme bien immeuble s'il a pour objet un immeuble.

Il s'acquiert : 1° par la loi ; 2° par la volonté de l'homme ; 3° par la prescription.

1° *Par la loi.* — Il y a deux cas où la loi a établi un usufruit : au profit des père et mère à l'égard des biens de leurs enfants âgés de moins de dix-huit ans; et au profit du survivant des père et mère d'un enfant décédé, sur le tiers des biens qui ne lui sont pas dévolus en toute propriété.

2° *Par la volonté de l'homme.* — Cette volonté se manifeste soit dans un testament, soit dans un acte sous-seing privé ou devant notaire.

3° *Par la prescription.* — On peut acquérir l'usufruit d'une chose par une possession de bonne foi pendant trente ans.

Nous avons dit que l'usufruit peut s'appliquer à toute espèce de biens meubles et immeubles, à la charge, pour l'usufruitier, d'en conserver la substance. Ces derniers mots ne sont pas exacts. En effet, si l'usufruit a pour objet de l'argent comptant, du vin, d'autres objets qui se consomment par le premier usage, l'usufruitier n'est pas tenu de conserver la substance de la chose ; il peut en disposer, à la seule condition d'en payer la valeur estimative à la fin de l'usufruit.

SECTION Ire.

DES DROITS DE L'USUFRUITIER

L'usufruitier a le droit de jouir de toute espèce de fruits, soit naturels, soit industriels, soit civils, que peut produire l'objet dont il a l'usufruit.

Les fruits naturels sont ceux qui sont le produit spontané de la terre. Le produit et le croît des animaux sont aussi des fruits naturels. Les fruits industriels d'un fonds sont ceux qu'on obtient par la culture.

Les fruits civils sont les loyers des maisons, les intérêts des sommes exigibles, les arrérages des rentes. Le prix des baux à ferme sont aussi rangés dans la classe des fruits civils.

Les fruits naturels et industriels, pendants par branches ou par racines au moment où l'usufruit est ouvert, appartiennent à l'usufruitier. Ceux qui sont dans le même état au moment où finit l'usufruit appartiennent au propriétaire, sans *récompense* de part ni d'autre des labours et des semences, mais aussi sans préjudice de la portion des fruits qui pourrait être acquise au colon partiaire, s'il en existait un au commencement ou à la cessation de l'usufruit.

Les fruits civils sont réputés s'acquérir jour par jour, et appartiennent à l'usufruitier, à proportion de la durée de son usufruit. Cette règle s'applique aux prix des baux à ferme, comme aux loyers des maisons et aux autres fruits civils.

Si l'usufruit comprend des choses dont on ne peut faire usage sans les consommer, comme l'argent, les grains, les liqueurs, l'usufruitier a le droit de s'en

servir, mais à la charge d'en rendre de pareille quantité, qualité et valeur, ou leur estimation, à la fin de l'usufruit.

C'est ce qu'on appelle le *quasi*-usufruit.

L'usufruit d'une rente viagère donne aussi à l'usufruitier, pendant la durée de son usufruit, le droit d'en percevoir les arrérages, sans être tenu à aucune restitution.

Si l'usufruit comprend des choses qui, sans se consommer de suite, se détériorent peu à peu par l'usage, comme du linge, des meubles meublants, l'usufruitier a le droit de s'en servir pour l'usage auquel elles sont destinées, et n'est obligé de les rendre, à la fin de l'usufruit, que dans l'état où elles se trouvent, non détériorées par son dol ou par sa faute.

Si l'usufruit comprend des bois taillis, l'usufruitier est tenu d'observer l'ordre et la quotité des coupes, conformément à l'aménagement ou à l'usage constant des propriétaires; sans indemnité, toutefois, en faveur de l'usufruitier ou de ses héritiers, pour les coupes ordinaires, soit de taillis, soit de baliveaux, soit de futaie qu'il n'aurait pas faites pendant sa jouissance.

Les arbres qu'on peut tirer d'une pépinière, sans la dégrader, ne font aussi partie de l'usufruit qu'à la charge, par l'usufruitier, de se conformer aux usages des lieux pour le remplacement.

L'usufruitier profite encore, toujours en se conformant aux époques et à l'usage des anciens propriétaires, des parties de bois de haute futaie qui ont été mises en coupes réglées, soit que les coupes se fassent périodiquement sur une certaine étendue de terrain, soit qu'elles se fassent d'une certaine quantité d'arbres pris indistinctement sur toute la surface du domaine.

Dans tous les autres cas, l'usufruitier ne peut toucher aux arbres de haute futaie : il peut seulement employer, pour faire les réparations dont il est tenu, les arbres arrachés ou brisés par accident; il peut même, pour cet objet, en faire abattre, s'il est nécessaire, mais à la charge d'en faire constater la nécessité avec le propriétaire.

Il peut prendre, dans les bois, des échalas pour les vignes; il peut aussi prendre, sur les arbres, des produits annuels ou périodiques; le tout, suivant l'usage du pays ou la coutume des propriétaires.

Les arbres fruitiers qui meurent, ceux même qui sont arrachés ou brisés par accident, appartiennent à l'usufruitier, à la charge de les remplacer par d'autres.

Quant aux carrières et aux mines, une distinction est nécessaire. Si les carrières ou les mines étaient ouvertes au moment où a commencé l'usufruit, l'usufruitier a droit aux produits qui sont considérés comme des fruits; si les carrières ou les mines n'ont été ouvertes que depuis le commencement de l'usufruit, l'usufruitier n'a aucun droit sur leur produit.

L'usufruitier peut jouir par lui-même, ou peut céder son usufruit, mais la cession ne peut être faite pour une période de plus de neuf ans.

L'usufruitier jouit de l'augmentation survenue par alluvion à l'objet dont il a l'usufruit.

Il jouit des droits de servitude, de passage, et généralement de tous les droits dont le propriétaire peut jouir, et il en jouit comme le propriétaire lui-même.

Le propriétaire ne peut, par son fait, ni de quelque manière que ce soit, nuire aux droits de l'usufruitier. De son côté l'usufruitier ne peut, à la cessation de l'usufruit, réclamer aucune indemnité pour les améliorations qu'il prétendrait avoir faites, encore que la valeur de la chose en fût augmentée.

Il peut, cependant, lui ou ses héritiers, enlever les glaces, tableaux et autres ornements qu'il aurait fait placer, mais à la charge de rétablir les lieux dans leur premier état.

SECTION II.

DES OBLIGATIONS DE L'USUFRUITIER.

L'usufruitier prend les choses dans l'état où elles sont; mais il ne peut entrer en jouissance qu'après avoir fait dresser, en présence du propriétaire, ou lui dûment appelé, un inventaire des meubles et un état des immeubles sujets à l'usufruit.

L'importance de cet inventaire est facile à comprendre : il constate l'état des objets donnés en usufruit et servira de base à l'estimation des dommages-intérêts qui pourraient être dûs par l'usufruitier pour cause d'abus de jouissance.

L'usufruitier donne caution de jouir en bon père de famille, s'il n'en est dispensé par l'acte constitutif de l'usufruit; cependant, les père et mère ayant l'usufruit légal du bien de leurs enfants, le vendeur ou le donateur sous réserve d'usufruit, ne sont pas tenus de donner caution.

A défaut d'une caution de la part de l'usufruitier, le propriétaire peut exiger que les meubles qui dépérissent par l'usage soient vendus, pour le prix en être placé comme celui des denrées; et alors l'usufruitier jouit de l'intérêt pendant son usufruit : cependant, l'usufruitier pourra demander, et les juges pourront ordonner, suivant les circonstances, qu'une partie des meubles nécessaires pour son usage lui soit délaissée sous sa simple caution juratoire, et à la charge de les représenter à l'extinction de l'usufruit.

Le retard de donner caution ne prive pas l'usufruitier des fruits auxquels il peut avoir droit; ils lui sont dûs du moment où l'usufruit a été ouvert.

L'usufruitier n'est tenu qu'aux réparations d'entretien. Les grosses réparations demeurent à la charge du propriétaire, à moins qu'elles n'aient été occasionnées par le défaut de réparations d'entretien depuis l'ouverture de l'usufruit; auquel cas l'usufruitier en est aussi tenu.

Les grosses réparations sont celles des gros murs et des voûtes, le rétablissement des poutres et des couvertures entières; celui des digues et des murs de soutènement et de clôture aussi en entier. Toutes les autres réparations sont d'entretien.

Ni le propriétaire, ni l'usufruitier ne sont tenus de rebâtir ce qui est tombé de vétusté, ou ce qui a été détruit par cas fortuit.

L'usufruitier est tenu, pendant sa jouissance, de toutes les charges annuelles de l'héritage, telles que les contributions et autres qui, dans l'usage, sont censées charge des fruits.

A l'égard des charges qui peuvent être imposées sur la propriété pendant la durée de l'usufruit, l'usufruitier et le propriétaire y contribuent ainsi qu'il suit : Le propriétaire est obligé de les payer, et l'usufruitier doit lui tenir compte des intérêts. Si elles sont avancées par l'usufruitier, il a la répétition du capital à la fin de l'usufruit.

Le legs, fait par un testateur, d'une rente viagère ou pension alimentaire, doit être acquitté par le légataire universel de l'usufruit dans son intégrité, et par le légataire à titre universel de l'usufruit dans la proportion de sa jouissance, sans aucune répétition de leur part.

L'usufruitier à titre particulier n'est pas tenu des dettes auxquelles le fonds est hypothéqué : s'il est forcé de les payer, il a son recours contre le propriétaire.

L'usufruitier universel ou à titre universel doit contribuer, avec le propriétaire, au payement des dettes ainsi qu'il suit : on estime la valeur du fonds sujet à usufruit; on fixe ensuite la contribution aux dettes à raison de cette valeur. Si l'usufruitier veut avancer la somme pour laquelle le fonds doit contribuer, le capital lui en est restitué à la fin de l'usufruit, sans aucun intérêt. Si l'usufruitier ne veut pas faire cette avance, le propriétaire a le choix, ou de

payer cette somme, et, dans ce cas, l'usufruitier lui tient compte des intérêts pendant la durée de l'usufruit, ou de faire vendre, jusqu'à due concurrence, une portion des biens soumis à l'usufruit.

L'usufruitier n'est tenu que des frais des procès qui concernent la jouissance et des autres condamnations auxquelles ces procès pourraient donner lieu.

Si, pendant la durée de l'usufruit, un tiers commet quelque usurpation sur le fonds ou attente autrement aux droits du propriétaire, l'usufruitier est tenu de le dénoncer à celui-ci : faute de ce, il est responsable de tout le dommage qui peut en résulter pour le propriétaire, comme il le serait de dégradations commises par lui-même.

Si l'usufruit n'est établi que sur un animal qui vient à périr sans la faute de l'usufruitier, celui-ci n'est pas tenu d'en rendre un autre, ni d'en payer l'estimation.

Si le troupeau sur lequel un usufruit a été etabli périt entièrement par accident ou par maladie, et sans la faute de l'usufruitier, celui-ci n'est tenu, envers le propriétaire, que de lui rendre compte des cuirs ou de leur valeur. Si le troupeau ne périt pas entièrement, l'usufruitier est tenu de remplacer, jusqu'à concurrence du croît, les têtes des animaux qui ont péri.

SECTION III.

COMMENT L'USUFRUIT PREND FIN

L'usufruit s'éteint des sept manières suivantes : 1° Par la mort de l'usufruitier, ou par le délai de trente ans, s'il s'agit d'une personne morale, telle que un hospice, une commune.

On peut faire reposer l'usufruit sur la tête de l'usufruitier ou sur celle d'une autre personne ; mais on ne peut stipuler que le droit d'usufruit passera aux héritiers. Une telle clause serait absolument nulle ;

2° Par l'arrivée du terme fixé pour la fin de l'usufruit. L'usufruit s'éteint dès que le terme est expiré ; mais il prendrait fin même avant l'arrivée de ce terme, si l'usufruitier venait à mourir.

3° Par la consolidation ou la réunion, sur la même tête, des qualités d'usufruitier et de propriétaire ;

4° Par le non-usage, pendant trente ans, du droit d'usufruit. Pour perdre le droit de propriété que l'on a sur une chose en ne l'exerçant pas, il faut qu'un autre ait prescrit la propriété. Ici, l'usufruit est perdu par cela *seul* que l'usufruitier a négligé d'exercer son droit pendant trente ans ;

5° Par la perte totale de la chose ou son changement de substance. Si une partie seulement de la chose a péri, l'usufruitier conserve son droit sur le reste.

Si l'usufruit a pour objet un domaine dont un bâtiment périt, l'usufruitier jouit du sol, des matériaux et du reste du domaine.

S'il est établi sur un troupeau dont quelques bêtes ont péri, l'usufruitier les remplace jusqu'à concurrence du croît ;

6° Par la renonciation de l'usufruitier à son droit. Mais il est bien entendu que ses créanciers, qui pourraient être lésés dans leurs intérêts par cette renonciation, puisqu'elle les prive d'une partie du patrimoine de leur débiteur, pourraient lui faire un procès pour faire déclarer nulle cette renonciation ;

7° Par la résolution du droit du constituant. Je croyais avoir un droit de propriété sur un immeuble dont je vous avais donné l'usufruit. Or, il se trouve que la maison ne m'appartenait pas : mon droit est résolu ainsi que le droit de l'usufruitier, qui n'en était que l'accessoire ;

8° Par l'abus de jouissance. L'usufruitier abuse de sa jouissance, soit en commettant des dégradations sur le fonds, soit en le laissant dépérir faute de

soins. Mais les créanciers de l'usufruitier peuvent intervenir pour demander eux-mêmes la jouissance de la chose, en payant au propriétaire des dommages-intérêts pour le préjudice causé et en donnant des garanties pour l'avenir.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DE L'USAGE ET DE L'HABITATION

L'usage est le droit de se servir d'une chose et d'en percevoir les fruits pour ses besoins. L'habitation est un droit d'usage particulier appliqué à une maison.

Les droits d'usage et d'habitation s'établissent, comme l'usufruit, par actes entre vifs ou testamentaires; ils se perdent aussi par les mêmes causes.

Le titre constitutif du droit d'usage ou d'habitation détermine ordinairement la partie des fruits à laquelle aura le droit de prétendre l'usager; s'il est muet sur ce point, le calcul se fait d'après les besoins de l'usager.

Celui qui a l'usage des fruits d'un fonds ne peut en exiger qu'autant qu'il lui en faut pour ses besoins et ceux de sa famille. Il peut en exiger pour les besoins même des enfants qui lui sont survenus depuis la concession de l'usage.

L'usager ne peut céder ni louer son droit à un autre.

Celui qui a un droit d'habitation dans une maison, peut y demeurer avec sa famille, quand même il n'aurait pas été marié à l'époque où ce droit lui a été donné.

Le droit d'habitation se restreint à ce qui est nécessaire pour l'habitation de celui à qui ce droit est concédé et de sa famille.

Le droit d'habitation ne peut être ni cédé ni loué.

Si l'usager absorbe tous les fruits du fonds, ou s'il occupe la totalité de la maison, il est assujetti aux frais de culture, aux réparations d'entretien et au payement des contributions, comme l'usufruitier. S'il ne prend qu'une partie des fruits, ou s'il n'occupe qu'une partie de la maison, il contribue au prorata de ce dont il jouit.

TITRE QUATRIÈME

Des servitudes ou services fonciers

Une servitude est une *charge* imposée sur un *héritage* pour l'*usage* et l'*utilité* (ajoutez : et pour l'*agrément*) d'un *héritage* appartenant à un *autre* propriétaire (*Art.* 637).

Il y a dans la servitude trois éléments constitutifs : 1° une *charge;* 2° un *héritage* qui la doit ou fonds *servant;* 3° un *héritage* auquel elle est due ou fonds *dominant*.

Il y a entre l'*obligation* et la *servitude* une différence capitale : la première établit un rapport de droit entre deux *personnes;* la seconde entre deux *héritages*.

D'où il suit :

1° Que l'*obligation* ne s'étend pas au-delà de la personne du débiteur et du créancier ou de leurs héritiers (*Art.* 1122 *et* 1165); tandis que la *servitude* est indépendante des propriétaires des deux fonds et subsiste à l'égard de toute personne qui succède à leur droit de propriété;

2° Que le propriétaire du fonds servant ne peut jamais exiger du propriétaire du fonds dominant la cession de son droit, quel que soit le prix qu'il en offre; tandis que, dans l'*obligation*, le débiteur peut toujours se libérer quand arrive l'échéance.

3° On peut toujours se défaire de la *servitude* par l'abandon du fonds assujetti (*Art.* 699); tandis qu'on ne peut se soustraire à ses *obligations* par l'abandon de son patrimoine, si le créancier ne se regarde pas comme satisfait par cet abandon.

La servitude, dit encore l'article 637, est imposée sur un héritage pour l'*usage* et l'*utilité* et pour l'*agrément* d'un autre héritage. Faut-il s'en tenir à ce triple but, et ne pourrait-on pas, par exemple, établir une servitude sur un héritage pour la *prééminence* d'un autre héritage? On ne le pourrait pas. L'article 638 l'interdit formellement. Serait, par conséquent, nulle la servitude en vertu de laquelle un propriétaire ne pourrait aliéner sa propriété sans la permission d'un autre ou sans lui payer une quotité proportionnelle au prix de vente.

Il faut aussi que la servitude soit établie en faveur d'un héritage appartenant à un *autre* propriétaire. En effet, la servitude imposée en notre faveur sur un immeuble, n'étant qu'un démembrement, qu'une parcelle de la propriété de cet immeuble, cette servitude, ce droit, nous est inutile du moment que nous avons le droit de propriété, c'est-à-dire le droit le plus étendu que l'on puisse avoir sur une chose.

Il n'est pas nécessaire que les deux fonds soient contigus. Entre ma maison et le champ de Pierre, se trouve le jardin de Paul. Je peux, néanmoins, stipuler de Pierre qu'il n'élèvera pas sur sa propriété des ouvrages de nature à nuire au coup d'œil que j'ai de ma fenêtre.

ORIGINE DES SERVITUDES. — Elles dérivent (*Art.* 639) :

1° *De la situation des lieux* et portent le nom de *servitudes naturelles*, lorsqu'elles résultent presque nécessairement de la place qu'un fonds occupe par rapport à un autre. Ainsi, la nécessité pour un héritage inférieur de recevoir les eaux de l'héritage qui le domine, donne naissance à une servitude du fonds inférieur en faveur du fonds supérieur.

2° *Des obligations imposées par la loi* (ou *servitudes légales*) qui, sans être d'une nécessité impérieuse, sont cependant d'une utilité incontestable et d'intérêt public. Telle est, par exemple, la défense que la loi fait à un propriétaire de planter des arbres de haute tige à une certaine distance de la haie qui sépare son enclos de celui du propriétaire voisin.

3° *Des conventions entre les propriétaires* (ou *servitudes conventionnelles*), qui naissent du fait de l'homme. Sont rangées dans cette classe toutes celles qui, n'étant ni naturelles, ni légales, ne sont pas cependant prohibées par le législateur. On établit une servitude conventionnelle quand on *stipule* que le passage, faisant déjà l'objet d'une servitude, sera *entretenu* aux frais du propriétaire de l'héritage sur lequel il est établi.

CHAPITRE PREMIER

DES SERVITUDES QUI DÉRIVENT DE LA SITUATION DES LIEUX.

Ces servitudes sont relatives : 1° *aux eaux;* 2° au *bornage* des propriétés contiguës; 3° à la *clôture*.

I. DES SERVITUDES RELATIVES AUX EAUX. — La loi parle : 1° des eaux qui sont à l'état de source; 2° de celles qui bordent ou qui traversent un héritage.

1° *Des eaux qui sont à l'état de source.* — Les fonds inférieurs sont tenus de recevoir les eaux qui découlent des fonds supérieurs; à condition, toutefois, que ces eaux en découlent naturellement et que la main de l'homme n'ait rien fait pour en changer ou en précipiter le cours. On admet seulement, dans l'intérêt de l'agriculture, que le propriétaire du fonds supérieur peut pratiquer des rigoles pour favoriser l'écoulement des eaux, qui, en séjournant dans la propriété, feraient du tort à ses récoltes.

Le propriétaire inférieur n'a même pas le droit de disposer de l'eau malgré le propriétaire du fonds supérieur, qui peut toujours la retirer et en faire tous les usages qu'il lui convient. Ce droit absolu naît de l'article 552, aux termes duquel la propriété du dessus entraîne celle du dessous.

Ce principe souffre néanmoins deux exceptions :

1° Le propriétaire inférieur peut *acquérir* le droit d'user de l'eau provenant du fonds supérieur, de deux manières : par *titre* et par *prescription*; par titre c'est-à-dire lorsque le propriétaire du fonds supérieur lui a cédé par écrit cette servitude; mais alors la servitude, qui était naturelle, s'est convertie en servitude du fait de l'homme, et suit les règles propres à cette espèce de servitudes.

Quelles conditions sont nécessaires pour cette prescription ? Il faut que le propriétaire inférieur ait manifesté l'intention de s'approprier ce droit par des ouvrages *apparents* (1) et de nature à *faciliter* la chute et le cours de l'eau. De plus, il faut que la jouissance de l'eau ait duré *trente ans*, à compter du moment où il a *terminé* ces mêmes ouvrages.

Sur ce point, tout le monde est d'accord. La controverse commence quand il s'agit de savoir si les *ouvrages* doivent être faits, partie sur le fonds dominant, partie sur l'autre fonds ; ou bien seulement sur le fonds servant. Les deux doctrines sont soutenues par de grands jurisconsultes.

Le propriétaire d'une source ne peut en changer le cours lorsqu'il fournit aux habitants d'une commune, d'un village, d'un hameau, l'eau qui leur est *nécessaire*. Le propriétaire a droit à une indemnité (2) proportionnelle au *dommage* qu'il éprouve, si les habitants n'en ont déjà prescrit l'usage par *titre* (legs, donation, contrat, etc.) ou par *prescription*.

Cette prescription est de trente ans, et, pour qu'elle s'accomplisse, il n'est pas nécessaire qu'il y ait des travaux *apparents ;* c'est-à-dire que si le propriétaire tolère pendant trente ans qu'on puise de l'eau à sa source, sans réclamer l'indemnité, ce laps de temps écoulé, il ne pourra plus ni refuser l'eau, ni réclamer une indemnité.

Néanmoins, d'après un éminent jurisconsulte, M. Valette, la tolérance du propriétaire ne suffit pas pour permettre aux habitants d'une commune de réclamer, après trente ans, sans indemnité, la servitude de l'eau ; il faudrait, selon lui, que, depuis trente ans, le propriétaire eût reçu une *déclaration* de la commune, qui lui ferait connaître qu'on entend faire usage de l'eau et prescrire ce droit. Du reste, à quelque époque que ce soit, on peut le forcer à *vendre* ce droit d'usage aux habitants de la commune.

2° *Des eaux qui bordent ou qui traversent un héritage.* — Il s'agit ici d'eaux *courantes*, autres que celles déclarées dépendance du domaine public par l'article 538, au titre *De la distinction des biens* (3). Il ne s'agit donc ni des eaux de fossé, qui appartiennent exclusivement à celui dans le fonds duquel

---

(1) Des tuyaux souterrains, destinés à conduire l'eau, ne suffiraient pas, car ce ne sont pas des ouvrages visibles, *apparents*.

(2) Cette indemnité est réglée à l'amiable ou par des experts..

(3) L'autorité supérieure peut accorder aux riverains le droit de prendre, pour arroser leur propriété, les eaux mêmes d'une rivière déclarée dépendance du domaine public. Ces eaux seraient régies par les règles que nous allons donner.

le fossé a été creusé, ni des eaux pluviales qui appartiennent au premier occupant.

Cette matière, ainsi limitée, est dominée par la double considération du droit des propriétaires riverains et de celui des propriétaires inférieurs.

Le propriétaire dont le fonds est *bordé* par une eau courante ne peut la prendre qu'en *partie* (à moins qu'il n'ait acquis, de quelque manière, le droit du propriétaire de la rive opposée) et sans pouvoir en changer la direction; celui dont l'eau courante *traverse* l'héritage peut, au contraire, la détourner de son cours. Mais tous les deux doivent, après en avoir usé, la rendre à son lit naturel.

Ne perdons pas de vue qu'il s'agit ici d'irrigation. Si l'on voulait s'en servir pour une usine ou autre industrie du même genre, il faudrait obtenir de l'Administration une autorisation préalable.

On s'est demandé ce qu'il arriverait dans le cas où le fonds riverain serait partiellement aliéné et où la portion aliénée ne serait plus riveraine.

Le nouveau propriétaire ne pourrait se servir de l'eau courante que dans les deux cas suivants : 1° s'il s'était expressément réservé ce droit par une clause insérée au contrat ; 2° si, même en l'absence de cette clause, il existait un fossé, une rigole, un ouvrage quelconque dont la destination fût d'arroser cette partie.

On s'est demandé encore si le propriétaire riverain pouvait se servir de l'eau courante pour arroser non-seulement la propriété riveraine, mais aussi les autres propriétés, à la condition, bien entendu, d'obtenir des propriétaires intermédiaires le droit de conduire cette eau à travers leurs héritages.

Sous l'empire du Code, la question était très-controversée. L'affirmative n'est plus douteuse depuis la loi du 29 avril 1845, qui a été si favorable à l'agriculture.

Loi du 29 avril 1845. — Cette loi a deux chefs. Le premier, relatif aux irrigations, est ainsi concu :

« Tout propriétaire qui voudra se servir, pour l'irrigation de ses propriétés, des eaux *naturelles* ou *artificielles* (1) dont il a *droit de disposer,* pourra obtenir (2) le passage de ces eaux sur les fonds intermédiaires, à la charge d'une juste et préalable indemnité.

Sont exceptés de cette servitude les *maisons*, *cours*, *jardins*, *parcs* et *enclos attenant* aux habitations.

Les propriétaires des fonds inférieurs (à moins que ces fonds ne soient des *maisons*, *cours*, etc.) doivent recevoir les eaux qui s'écoulent des terrains ainsi arrosés, sauf l'indemnité qui pourra leur être due.

Nous disons *pourra* leur être due ; en effet, les juges ont ici un pouvoir discrétionnaire. S'il n'y a pas de dommage, ils peuvent ne pas accorder d'indemnité.

Le deuxième chef est relatif aux fonds *submergés*. La loi permet d'obtenir le même droit de passage sur les fonds intermédiaires, pour procurer aux eaux nuisibles leur écoulement et assainir le terrain. Sont toujours exceptés les *maisons*, *cours*, *jardins*, etc...

Remarque. — Cette loi s'applique seulement aux irrigations et à l'écoulement des eaux nuisibles, d'où il faut conclure que cette faculté de passage ne pourrait être obtenue, ni pour faire mouvoir une usine, ni pour établir un étang, ni pour un usage domestique ou d'agrément

Deux autres lois sont venues combler les lacunes qu'avait laissées la législation précédente.

---

(1) Eaux de rivière, de lac, d'étang, de pluie, de source, de fossé, etc.

(2) A l'amiable, autrement en Justice. Le tribunal sera juge des motifs que le demandeur fera valoir pour l'établissemeut de la servitude.

La loi du 11 juillet 1847 sur l'irrigation est ainsi conçue : « Tout propriétaire qui voudra se servir, pour l'irrigation de ses propriétés, des eaux naturelles ou artificielles dont il a le droit de disposer, pourra obtenir la faculté d'appuyer sur la propriété du riverain opposé les ouvrages d'art nécessaires à sa prise d'eau, à la charge d'une juste et préalable indemnité. — Le riverain sur le fonds duquel l'appui sera réclamé pourra toujours demander l'usage commun du barrage, en contribuant pour moitié aux frais d'établissement et d'entretien.

Enfin, la loi du 10 juin 1854 sur le drainage contient les dispositions suivantes :

« Le propriétaire qui veut assainir son fonds par le drainage ou autre mode d'assèchement peut, moyennant une juste et préalable indemnité, en conduire les eaux, souterrainement et à ciel ouvert, à travers les propriétés qui séparent ce fonds d'un cours d'eau ou de toute autre voie d'écoulement. — Les propriétaires voisins ou traversés ont la faculté de se servir des travaux faits, afin d'écouler eux-mêmes les eaux de leurs fonds; alors ils supportent une part proportionnelle de la valeur des travaux dont ils profitent, la *totalité* des dépenses que rend nécessaires la modification des travaux, et, pour l'avenir, une part contributive dans l'entretien des travaux devenus communs. — Les travaux que voudraient exécuter les associations syndicales, les communes et les départements pour faciliter le drainage ou tout autre mode d'assèchement, peuvent être déclarés d'utilité publique.

Les contestations qui s'élèvent relativement aux lois sur l'irrigation et le drainage sont portées en premier ressort devant le juge de paix, qui doit concilier les intérêts de l'agriculture avec le respect dû à la propriété.

Tout ce que nous venons de dire sur les eaux n'était pas suffisant pour les intérêts de l'agriculture; deux autres lois sont venues compléter ces dispositions.

Il arrive que, par suite de la profondeur des eaux courantes, le propriétaire riverain ne peut pas toujours s'en servir, sans établir des barrages pour en élever le niveau. Or le barrage, facile pour celui qui possède les deux rives, était impossible à celui dont la propriété borde une eau courante, parce qu'il en possède une seule rive. Depuis la loi du 18 juillet 1847, celui dont la propriété borde une eau courante peut, moyennant une juste et préalable indemnité, *acquérir* le droit d'appuyer son barrage sur la rive opposée.

Sont *seuls* exceptés de cette disposition, les *bâtiments*, *cours* et *jardins*. Le propriétaire de l'autre rive peut toujours demander l'usage commun du barrage. Il doit alors contribuer pour moitié aux frais de son établissement et de son entretien; aucune indemnité ne lui est accordée. Il doit même rendre celle qu'il pourrait avoir reçue.

La loi du 29 avril 1845 permet de conduire, à travers les fonds intermédiaires, les eaux dont un héritage est *submergé* en tout ou en partie. Or, il arrive que des eaux, sans envahir la surface, séjournent à l'intérieur de manière à rendre impossible toute culture.

La loi du 10 juin 1854 a *permis* (1) aux propriétaires de *conduire* ces eaux par des canaux souterrains ou à ciel ouvert à travers les propriétés qui séparent ces eaux d'une rivière ou de toute autre voie d'écoulement, toujours moyennant une juste et préalable indemnité.

La loi autorise même l'association des propriétaires qui, par suite du morcellement de leurs héritages ou de la configuration du sol, ne pourraient entreprendre isolément des travaux de drainage et de dessèchement.

---

(1) Ici la loi accorde elle-même le droit. Cette servitude ne peut pas être refusée à un propriétaire qui la demande.

Procédure pour les contestations relatives aux eaux. — Dans toutes ces contestations, les juges, s'il n'existe de titres ou de règlements administratifs, doivent, dans toutes leurs décisions, concilier l'intérêt de l'agriculture avec le respect dû à la propriété et à l'industrie. Pour l'établissement et l'exercice des servitudes d'irrigations, d'appui et d'assainissement des fonds submergés, ce sont les tribunaux de première instance qui sont compétents. Tout ce qui concerne la loi du 10 juin 1854 sur le drainage doit être porté, en *premier ressort*, devant le juge de paix.

Dans le cas où il y a lieu à une expertise, le tribunal peut ne nommer qu'un seul expert.

Du bornage des propriétés contigues. — Le bornage consiste à marquer, à préciser, par des signes extérieurs, les limites, la ligne de séparation de deux héritages qui se touchent.

Le bornage ayant pour but la diminution des procès, et la société étant intéressée à cette diminution, le bornage est d'ordre public. C'est pourquoi tout propriétaire (1) peut obliger son voisin au bornage de leurs propriétés contiguës, et cela à *toute époque*. Le bornage doit être fait à frais communs, quelles que soient, d'ailleurs, la valeur et l'étendue respectives des deux héritages.

On doit cependant conclure, car cela ressort de la nature des choses : 1° que les frais d'arpentage, s'il en est besoin, doivent être supportés en proportion de l'étendue, puisqu'ils augmentent dans cette proportion ; 2° que s'il naît un procès à l'occasion du bornage, les frais doivent être mis à la charge de celle des deux parties qui succombe.

Tribunal compétent pour l'action en bornage. — Il est nécessaire de faire une distinction.

Ou bien l'action est intentée parce qu'on n'est pas d'accord sur les limites, parce que le défendeur *conteste* la *propriété* ou les *titres* qui l'établissent ; ou bien *il n'y a pas de contestation sur la propriété*, et il s'agit simplement de vaincre la négligence, le mauvais vouloir du propriétaire voisin.

Dans le premier cas, elle est du ressort des tribunaux de première instance ; dans le deuxième, c'est la justice de paix qui est compétente depuis la loi du 25 mai 1838. Dans tous les cas, l'action en bornage étant réelle, doit être portée devant le tribunal de la situation de l'immeuble.

De la clôture. — Aux termes de l'article 647, tout propriétaire peut clore son héritage, sauf l'exception portée en l'article 682 : le propriétaire dont les fonds sont enclavés et qui n'a aucune issue sur la voie publique peut réclamer un passage sur les fonds de ses voisins pour l'exploitation de son héritage, à la charge d'une indemnité proportionnée au dommage qu'il peut occasionner.

Ceci est clair et facile ; mais que signifie l'article 648 ainsi conçu : Le propriétaire qui veut se clore perd son droit au parcours et vaine pâture en proportion du terrain qu'il y soustrait ?

Il y avait autrefois *la vaine pâture*, c'est-à-dire le droit réciproque pour les habitants d'une commune d'envoyer leurs bestiaux paître sur les terres les uns des autres, et le *parcours*, ou le droit de vaine pâture s'exerçant de commune à commune.

Ces deux espèces de servitudes ayant encore, dans quelques endroits, une existence légitime (titre, usage immémorial, etc.)... les propriétaires n'auraient

---

(1) Non-seulement le propriétaire, mais l'usufruitier, l'usager, le possesseur. Seulement, ils doivent mettre le propriétaire en cause s'ils veulent régler les choses d'une manière définitive et prévenir les contestations.

pas eu le droit de se clore pour leur usage personnel. C'est ce droit que notre article a voulu leur accorder.

Au cas où un droit de servitude, *fondé sur un titre*, existerait entre *deux particuliers*, le propriétaire qui désirerait se clore devrait acheter sa libération à dire d'experts.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DES SERVITUDES ÉTABLIES PAR LA LOI.

Ces servitudes ont pour objet l'utilité publique ou communale, ou l'utilité des particuliers (art. 649).

Celles qui sont établies pour l'utilité publique ou communale ont pour objet le marchepied le long des rivières navigables ou flottables; la construction ou la réparation des chemins et autres ouvrages publics ou communaux.

Tout ce qui concerne ces servitudes est déterminé par des lois ou des règlements particuliers.

Parmi celles qui se rapportent à l'intérêt des particuliers, nous ne parlerons que de celles qui ont trait :

1° *A la mitoyenneté des murs, fossés, haies.*

2° *Aux différents étages d'une maison appartenant à plusieurs divisément;*

3° *A la distance et aux ouvrages intermédiaires requis pour certaines constructions.*

4° *Aux vues sur la propriété de son voisin.*

5° *A l'égout des toits.*

6° *Au droit de passage.*

1° *De la mitoyenneté des murs, fossés, haies.* — Une chose est appelée *commune* quand elle appartient par indivis à plusieurs personnes. Lorsqu'à la qualité de *commune* s'ajoute cette circonstance, que la chose sert de séparation entre deux propriétés, on dit qu'elle est *mitoyenne.*

Un mur est mitoyen : 1° lorsqu'il existe un titre établissant la mitoyenneté; 2° lorsque, aux termes de l'article 663, dans une ville ou un faubourg, un propriétaire a contraint son voisin à contribuer à la construction d'un mur faisant séparation de leurs maisons, cours et jardins situés dans cette ville ou ce faubourg; 3° lorsque le mur ayant été construit par un seul propriétaire, le voisin en a acquis la mitoyenneté en l'indemnisant conformément à l'article 661 : tout propriétaire joignant un mur a la faculté de le rendre mitoyen en tout ou en partie, en remboursant au maître du mur la moitié de sa valeur ou la moitié de la valeur de la portion qu'il veut rendre mitoyenne et moitié de la valeur du sol sur lequel le mur est bâti; 4° enfin, quand ce mur est présumé mitoyen par la loi.

Or, un mur est *présumé* mitoyen : 1° jusqu'à l'héberge (1), quand il sépare deux bâtiments; 2° quand il sépare deux cours ou deux jardins, ou un jardin et une cour; 3° entre deux fonds, quels qu'ils soient, pourvu qu'ils soient enclos *tous les deux* ou qu'ils ne soient enclos *ni l'un ni l'autre.*

Par conséquent un mur n'est pas mitoyen : 1° quand il y a un titre établissant la non-mitoyenneté; 2° quand il y a présomption ou marque de non-mitoyenneté.

Et il y a présomption de non-mitoyenneté : 1° lorsque le mur sépare un

---

(1) Lorsque deux bâtiments sont contigus et de hauteurs inégales, on appelle *héberge* le point où le bâtiment le moins élevé cesse de s'appuyer sur le mur commun.

bâtiment d'un autre fonds. C'est alors au propriétaire du bâtiment que le mur appartient ; 2° quand il sépare deux fonds dont l'un est clôturé et l'autre ne l'est pas. C'est au propriétaire du premier fonds que le mur appartient.

Il y a marque de non-mitoyenneté : 1° lorsque le mur, à sa partie supérieure, tombe d'un côté perpendiculairement et offre, de l'autre côté, un plan incliné ; 2° lorsqu'il n'existe que d'un côté un chaperon (1) ou des filets (2), ou des corbeaux (3) de pierre.

Le mur appartient au propriétaire du côté duquel se trouvent le plan incliné ou les filets, ou les corbeaux. Quant au cas du chaperon, c'est au propriétaire du côté duquel le chaperon ne se trouve pas que le mur appartient (4).

Ces marques et présomptions sont-elles les seules ? C'est très-controversé. L'opinion la plus juste paraît être celle de M. Mourlon. D'après lui, une distinction est nécessaire.

Si le mur n'excède pas une valeur de 150 francs ou s'il existe un commencement de preuve par écrit qui rende la non-mitoyenneté vraisemblable, on peut recourir à la preuve testimoniale et à tous les indices capables d'établir cette non-mitoyenneté.

Dans le cas contraire, il faut s'en tenir aux présomptions énumérées plus haut.

La mitoyenneté impose des *charges* et donne des *droits*.

Des charges : la réparation et la construction du mur mitoyen sont à la charge de tous ceux qui y ont droit et proportionnellement au droit de chacun.

Mais cette charge n'est pas inévitable. Le co-propriétaire d'un mur mitoyen peut s'y soustraire en abandonnant le droit de mitoyenneté, pourvu, toutefois, que le mur mitoyen ne soutienne pas un bâtiment qui lui appartienne, et que la nécessité des réparations ou de la reconstruction ne provienne pas de son chef. Dans ce dernier cas, ce serait même à lui seul de tout payer.

Beaucoup d'auteurs pensent encore qu'on ne peut pas se dispenser de contribuer aux réparations et à la reconstruction d'un mur mitoyen qui forme la séparation de maisons, cours, jardins situés dans des villes ou des faubourgs.

Ils se basent sur l'article 663. Cet article est très-important ; nous allons le donner dans tout son entier : chacun peut contraindre son voisin, dans les villes et faubourgs, à contribuer aux constructions et réparations de la clôture faisant séparation de leurs maisons, cours et jardins assis ès-dites villes et faubourgs : la hauteur de la clôture sera fixée suivant les règlements particuliers ou les usages constants et reconnus ; et, à défaut d'usages et de règlements, tout mur de séparation entre voisins qui sera construit ou rétabli à l'avenir, doit avoir au moins trente-deux décimètres (dix pieds) de hauteur, compris le chaperon, dans les villes de cinquante mille âmes et au-dessus, et vingt-six décimètres (huit pieds) dans les autres.

Tout copropriétaire peut faire *bâtir* (5) contre un mur mitoyen et y faire placer des *poutres* ou *solives* dans toute l'épaisseur à cinquante-quatre millimètres (deux pouces) près. Il est bien entendu que si l'autre co-propriétaire

---

(1) On appelle chaperon le faîte d'une muraille quand il est en forme de toit.

(2) Le filet est la partie du chaperon qui déborde le mur pour prévenir les déviations que la chute des eaux pourrait entraîner.

(3) Les corbeaux sont des pierres en saillie destinées à soutenir des poutres ou des constructions qu'on voudrait faire plus tard contre ce mur.

(4) Il est entendu que les chaperons n'ont pas été mis après coup et dans l'intention, de la part d'un des co-propriétaires, de se rendre seul maître du mur mitoyen.

(5) Nous appuyons sur ce mot, parce que s'il s'agissait d'autres ouvrages que des constructions, il faudrait le consentement du co-propriétaire, et, à son défaut, faire régler par experts les moyens de ne pas nuire aux droits de l'autre co-propriétaire.

désire user du même droit, il peut faire réduire ces poutres à l'ébauchoir jusqu'à la moitié du mur.

Tout copropriétaire peut encore faire exhausser le mur mitoyen ; mais à plusieurs conditions : 1° il doit payer la dépense de l'exhaussement et les réparations d'entretien au-dessus de la hauteur de la clôture commune; 2° il doit une indemnité pour la charge apportée au mur mitoyen par l'exhaussement ; 3° si le mur mitoyen n'est pas assez fort pour soutenir l'exhaussement, celui qui veut l'exhausser doit supporter les dépenses occasionnées par ce changement.

Tous fossés entre deux héritages sont présumés mitoyens s'il n'y a titre ou marque du contraire. Il y a marque de non-mitoyenneté lorsque la levée ou le rejet de la terre se trouve d'un côté seulement du fossé.

Le fossé est censé appartenir exclusivement à celui du côté duquel le rejet se trouve.

Le fossé mitoyen doit être entretenu à frais communs.

Pour les haies qui séparent deux héritages, elles sont réputées mitoyennes, à moins qu'il n'y ait possession suffisante (trente ans) ou titre établissant le contraire. Quand un des propriétaires dont la haie limite les terrains a possédé seul pendant un an la haie, elle est présumée lui appartenir, en ce sens que c'est à l'autre propriétaire à prouver que la haie est mitoyenne, et, s'il ne peut arriver à faire cette preuve, la haie reste la propriété de celui qui la possède depuis un an.

2° *Des différents étages d'une maison appartenant à plusieurs divisément.* —Dans ce cas, et sauf conventions contraires, le propriétaire de chaque étage entretient le plancher de ses appartements et la partie de l'escalier qui y conduit. Les gros murs et le toit sont à la charge de tous les propriétaires, proportionnellement à la valeur de l'étage de chacun.

3° *De la distance et des ouvrages intermédiaires requis pour certaines constructions.* — Il n'est permis de planter des arbres de haute tige qu'à la distance prescrite par les règlements particuliers actuellement existants, ou par les usages constants et reconnus ; et, à défaut de règlements et usages, qu'à la distance de deux mètres de la ligne séparative des deux héritages pour les arbres à haute tige, et à la distance d'un demi-mètre pour les autres arbres et haies vives.

Le voisin peut exiger que les arbres et haies plantés à une moindre distance soient arrachés. Celui sur la propriété duquel avancent les branches des arbres du voisin peut contraindre celui-ci à couper ses branches. Si ce sont les racines qui avancent sur son héritage, il a droit de les y couper lui-même.

Les arbres qui se trouvent dans la haie mitoyenne sont mitoyens comme la haie, et chacun des deux propriétaires a droit de requérir qu'ils soient abattus.

On n'a pas le droit de construire contre un mur toute espèce d'ouvrages, que le mur soit mitoyen ou non. Celui qui veut creuser un puits ou une fosse d'aisance près d'un mur, y construire cheminée, âtre, foyer, four ou fourneau, y adosser une étable, est obligé de laisser la distance prescrite par les règlements et usages particuliers sur ces objets, ou de faire les ouvrages prescrits par ces mêmes règlements et usages pour éviter de nuire au voisin, et, dans tous les cas, réparer le préjudice causé.

4° *Des vues sur la propriété de son voisin.* — Le copropriétaire d'un mur *mitoyen* ne peut y pratiquer aucun jour ni fenêtre, même à verre dormant.

Le copropriétaire d'un mur *non mitoyen* joignant immédiatement l'héritage d'autrui, peut pratiquer dans ce mur des jours ou fenêtres à fer maillé et verre dormant. Ces fenêtres doivent être garnies d'un treillis de fer, dont les mailles auront un décimètre (environ trois pouces huit lignes) d'ouverture au plus, et d'un châssis à verre dormant.

Ces fenêtres ou jours ne peuvent être établis qu'à vingt-six décimètres (huit pieds) au-dessus du plancher ou sol de la chambre qu'on veut éclairer, si c'est au rez-de-chaussée, et à dix-neuf décimètres (six pieds) au-dessus du plancher pour les étages supérieurs.

On ne peut avoir des vues droites ou fenêtres d'aspect, ni balcons ou autres semblables saillies sur l'héritage clos ou non clos de son voisin, s'il n'y a dix-neuf décimètres (six pieds) de distance entre le mur où on les pratique et le dit héritage.

On ne peut avoir des vues par côté ou obliques sur le même héritage, s'il n'y a six décimètres (deux pieds) de distance. Cette distance se compte depuis le parement extérieur du mur où l'ouverture se fait, et, s'il y a balcons ou autres semblables saillies, depuis leur ligne extérieure jusqu'à la ligne de séparation des deux propriétés.

5° *De l'égout des toits.* — Tout propriétaire doit établir des toits de manière que les eaux pluviales s'écoulent sur son terrain ou sur la voie publique; il ne peut les faire verser sur le fond de son voisin, qui n'est tenu de recevoir que les eaux qui découlent naturellement et sans le fait de l'homme.

6° *Du droit de passage.* — Le propriétaire dont les fonds sont enclavés, et qui n'a aucune issue sur la voie publique, peut réclamer un passage sur les fonds de ses voisins pour l'exploitation de son héritage, à la charge d'une indemnité proportionnée au dommage qu'il peut occasionner.

Le passage doit régulièrement être pris du côté où le trajet est le plus court du fonds enclavé à la voie publique et dans l'endroit le moins dommageable à celui sur le fonds duquel il est accordé.

On peut prescrire ce droit au passage quand on en a joui pendant trente ans sans interruption. Dans ce cas, on a droit à continuer à user du passage sans indemnité.

CHAPITRE TROISIÈME.

DES SERVITUDES ÉTABLIES PAR LE FAIT DE L'HOMME.

SECTION Ire.

DES DIVERSES ESPÈCES DE SERVITUDES QUI PEUVENT ÊTRE ÉTABLIES SUR LES BIENS.

Il est permis aux propriétaires d'établir sur leurs propriétés, ou en faveur de leurs propriétés, telles servitudes que bon leur semble, pourvu, néanmoins, que les services établis ne soient imposés ni à la personne, ni en faveur de la personne, mais seulement à un fonds et pour un fonds, et pourvu que ces services n'aient, d'ailleurs, rien de contraire à l'ordre public.

Ce qui est prohibé par cet article, ce sont les servitudes qui ne seraient pas, comme nous l'avons dit en définissant ce mot, une charge imposée sur un héritage *en faveur d'un autre héritage*. C'est pour les besoins de l'agriculture seulement qu'elles doivent être établies.

La servitude sera plus ou moins étendue, selon les termes de l'écrit qui lui aura donné naissance; s'il n'y a pas d'écrit, il faudra s'en rapporter aux règles ci-après.

Les servitudes sont établies ou pour l'usage des bâtiments, ou pour celui des fonds de terre.

Celles de la première espèce s'appellent *urbaines*, soit que les bâtiments auxquelles elles sont dues soient situés à la ville ou à la campagne; celles de la seconde espèce se nomment *rurales*.

Les servitudes sont ou *continues* ou *discontinues*.

Les servitudes continues sont celles dont l'usage est ou peut être continuel, sans avoir besoin du fait actuel de l'homme : tels sont les conduites d'eau, les égouts, les vues et autres de cette espèce.

Les servitudes discontinues sont celles qui ont besoin du fait actuel de l'homme pour être exercées : tels sont les droits de passage, puisage, pacage et autres semblables.

Les servitudes sont *apparentes* ou *non apparentes*.

Les servitudes apparentes sont celles qui s'annoncent par des ouvrages extérieurs, tels qu'une porte, une fenêtre, un aqueduc.

Les servitudes non apparentes sont celles qui n'ont pas de signe extérieur de leur existence, comme, par exemple, la prohibition de bâtir sur un fonds ou de ne bâtir qu'à une hauteur déterminée.

Il est très-important, à beaucoup de points de vue, comme nous allons le voir, de déterminer quelle est la nature d'une servitude, afin de lui appliquer les règles qui lui sont propres.

SECTION II.

COMMENT S'ÉTABLISSENT LES SERVITUDES

Il faut distinguer, au point de vue de leur établissement, les diverses espèces de servitudes.

Les servitudes continues et apparentes, que nous avons définies plus haut (droits de vue, d'appui, etc.), s'acquièrent par titre ou par la possession non interrompue de trente ans. On considère comme des titres suffisants à l'établissement des servitudes de cette espèce les deux faits suivants : 1° la destination du père de famille qui a été propriétaire des deux fonds actuellement divisés, et qui a établi les choses dans l'état duquel résulte la servitude; 2° l'aliénation faite sans aucune convention relative à la servitude par le propriétaire de l'un des deux héritages entre lesquels existe un signe apparent et ancien de servitude.

Aucun de ces faits ne saurait établir une servitude d'une autre espèce. Ainsi, les servitudes continues non apparentes et les servitudes discontinues apparentes ou non apparentes ne peuvent s'établir que par titre. Si l'on perd le titre constitutif de la servitude, on ne peut le remplacer que par un titre recognitif émané du propriétaire du fonds asservi.

Quand on établit une servitude, on est censé accorder tout ce qui est nécessaire pour en user. Ainsi, la servitude de puiser de l'eau à la fontaine d'autrui emporte nécessairement le droit de passage.

Le titre constitutif d'une servitude doit être transcrit au bureau des hypothèques de la situation des biens.

SECTION III.

DES DROITS DU PROPRIÉTAIRE DU FONDS AUQUEL LA SERVITUDE EST DUE.

Le propriétaire du fonds dominant a le droit, à la seule condition de ne pas aggraver la charge du fonds assujetti de faire les ouvrages nécessaires pour l'usage et la conservation de la servitude.

Ces ouvrages sont à la charge du propriétaire du fonds dominant, à moins que le titre établissant la servitude ne dise le contraire, auquel cas le propriétaire du fonds assujetti peut toujours se soustraire à ses obligations en *abandonnant* son fonds.

Si le fonds pour lequel la servitude a été établie vient à être divisé, la servitude reste due pour chaque portion, sans néanmoins que la condition du fonds assujetti soit aggravée. Ainsi, par exemple, s'il s'agit d'un droit de passage,

tous les copropriétaires seront obligés de l'exercer par le même endroit et de manière à faire le moins de dommages possibles au débiteur de la servitude.

Le propriétaire du fonds débiteur de la servitude ne peut rien faire qui tende à en diminuer l'usage ou à le rendre plus incommode. Ainsi, il ne peut changer l'état des lieux, ni transporter l'exercice de la servitude dans un endroit différent de celui où elle a été primitivement assignée. Mais cependant, si cette assignation primitive était devenue plus onéreuse au propriétaire du fonds assujetti, ou si elle l'empêchait d'y faire des réparations avantageuses, il pourrait offrir au propriétaire de l'autre fonds un endroit aussi commode pour l'exercice de ses droits, et celui-ci ne pourrait pas le refuser.

SECTION IV.

COMMENT LES SERVITUDES S'ÉTEIGNENT.

Les servitudes s'éteignent : 1° s'il n'est plus possible d'user de la servitude, par exemple : si la source où l'on avait le droit de puiser de l'eau vient à tarir; mais le droit renaît si, dans les trente ans qui suivent, les choses sont rétablies dans leur état primitif, de manière que la servitude puisse s'exercer; 2° par la réunion dans la même personne du fonds dominant et du fonds servant; 3° par le non-usage pendant trente ans; et ces trente ans courent, pour les servitudes discontinues, du jour où l'on a cessé d'en user, et, pour les servitudes continues, du jour où on a fait un acte contraire à la servitude.

Si l'héritage en faveur duquel la servitude est établie appartient à plusieurs par indivis, la jouissance de l'un empêche la prescription à l'égard de tous.

Si, parmi les copropriétaires, il s'en trouve un contre lequel la prescription n'ait pu courir, comme un mineur, il aura conservé le droit de tous les autres (1).

---

(1) Voy. FORMULAIRE n° 9, un modèle de servitudes.

LIVRE TROISIÈME

DES DIFFÉRENTES MANIÈRES DONT ON ACQUIERT LA PROPRIÉTÉ

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Il y a neuf modes d'acquérir la propriété : 1° l'occupation; 2° l'accession; 3° la tradition; 4° l'effet de la loi; 5° les successions; 6° les donations entre-vifs; 7° les donations testamentaires ou testaments; 8° l'effet des obligations; 9° la prescription.

Nous allons dire un mot des quatre premières manières d'acquérir.

1° *Occupation.* — L'occupation est la prise de possession d'une chose qui n'appartient à personne. Ainsi, l'animal que je prends à la chasse, le poisson que je prends dans l'eau, sont des objets que j'acquiers par occupation.

Il ne faut pas confondre ces biens, qui n'appartiennent à personne, avec ceux qui n'ont pas de maître. Ces derniers appartiennent à l'État. Tels sont les objets mobiliers ou immobiliers composant une succession qu'aucun héritier ne réclame.

Du droit de chasse et du droit de pêche. — Personne n'a le droit de passer sur le terrain d'autrui sans y être autorisé; par conséquent, le propriétaire peut faire dresser procès-verbal contre le chasseur qui traverse sa propriété sans sa permission, et lui demander compte des dommages qu'il a causés. Mais les animaux tués par ce chasseur lui appartiennent.

On peut chasser en tout temps sur son terrain, quand il est enclos. S'il n'est pas enclos, on ne peut chasser que dans le temps de l'ouverture de la chasse. Il n'est, d'ailleurs, permis de chasser qu'à ceux qui sont munis d'un permis de chasse.

Quant à la pêche, voici la règle. La pêche est libre dans la mer, et la pêche à la ligne flottante est autorisée partout; mais, pour les rivières navigables et flottables, le droit de pêche appartient à l'État, qui peut établir des fermiers, c'est-à-dire des personnes qui lui achètent le droit de pêche sur une certaine étendue; et pour les rivières ni navigables ni flottables, le droit de pêche appartient aux riverains.

Du trésor. — Un trésor est, dit l'article 716, toute chose cachée ou enfouie, sur laquelle personne ne peut justifier sa propriété, et qui est découverte par le pur effet du hasard.

Quand toutes ces conditions sont réunies sur un objet trouvé, on l'appelle trésor, et on en attribue la propriété de la manière suivante :

Le trésor a-t-il été trouvé par le propriétaire du terrain où il était, l'objet lui appartient en entier. Il en est de même s'il est trouvé par des ouvriers qu'il employait *dans le but de découvrir le trésor.*

L'inventeur, au contraire, n'est-il pas propriétaire du terrain où était caché le trésor, il appartient alors, par moitié, à l'inventeur et au propriétaire.

Des épaves et des choses perdues. — On appelle *épaves*, soit les plantes ou herbages qui croissent dans la mer ou sur ses rivages, soit les objets perdus en mer par suite de naufrage ou autrement. Des règles particulières régissent l'acquisition de ces objets.

On range encore dans la catégorie des *épaves* les choses perdues partout ailleurs que dans la mer. Telles sont les choses perdues sur la voie publique, sur une place, etc.; il ne faut pas les confondre avec ce que le Code appelle des trésors.

La loi n'a pas réglé les conditions d'acquisition de ces épaves ou choses perdues, mais une circulaire ministérielle veut que l'inventeur les remette aux autorités, et si, pendant trois ans, il ne s'élève aucune réclamation, l'objet est remis à l'inventeur, qui en a la propriété ;

2° *Accession.* — Voyez page 53 et suivantes, les développements;

3° *Tradition.* — La tradition n'a pour effet de faire acquérir la propriété que dans le cas où il y a eu vente ou donation d'un objet indéterminé. Ainsi, si je vous ai vendu un cheval sans le désigner plus amplement, vous n'aurez la propriété du cheval promis qne le jour où je vous ferai la livraison, la tradition de ce cheval;

4° *Effet de la loi.* — C'est la loi qui attribue aux père et mère l'usufruit des biens de leurs enfants mineurs de dix-huit ans et non émancipés.

Les autres modes d'acquérir la propriété, successions et donations, etc., feront l'objet des titres suivants.

Signalons trois divisions principales de manières d'acquérir la propriété.

Les manières d'acquérir sont *originaires*, lorsque l'objet de l'acquisition n'appartenait à personne. Telle est l'occupation. — Elles sont *dérivées*, quand la propriété *dérive* d'une autre personne, c'est-à-dire nous est transmise par elle; ce qui arrive dans la vente, les donations, etc.

Les manières d'acquérir sont *à titre universel* ou *à titre particulier*; à titre universel, lorsqu'elles embrassent l'ensemble des droits d'une personne, ou la moitié, le quart de cet ensemble, comme dans les successions *ab intestat;* à titre particulier, lorsqu'il ne s'agit que d'un objet ou de plusieurs objets déterminés. Ceux qui acquièrent à titre universel sont tenus des dettes de leur auteur (celui qui leur a transmis les biens); ceux qui acquièrent à titre particulier ne payent point ces dettes, ni en tout, ni en partie.

Les manières d'acquérir sont *à titre onéreux*, ou *à titre gratuit*; à titre onéreux, quand l'acquéreur s'engage à donner un équivalent de l'objet qu'il acquiert; à titre gratuit, quand il ne donne aucun équivalent.

TITRE PREMIER

Des Successions

Le mot succession a deux sens ; c'est : 1° la transmission des droits actifs et passifs d'une personne décédée à une autre personne que l'on nomme héritier ; 2° l'ensemble des biens actifs et passifs de cette personne. C'est dans le premier sens que nous le prendrons ici.

Les héritiers sont *légitimes* ou *testamentaires*, selon qu'il sont appelés à la succession par la loi ou par un testament. — On appelle plus particulièrement légataires ceux qui puisent leur droit dans un testament.

Nous nous occuperons ici de la manière dont la loi distribue une succession quand une personne est morte *ab intestat*, c'est-à-dire sans faire un testament valable.

CHAPITRE PREMIER.

DE L'OUVERTURE DES SUCCESSIONS ET DE LA SAISINE DES HÉRITIERS.

I. OUVERTURE DES SUCCESSIONS. — La succession s'ouvre par la mort naturelle. Du jour et de l'heure du décès du *de cujus* (1) date l'ouverture de sa succession.

Comment prouver l'heure et le jour de la mort? Par l'acte de décès le plus souvent. Cependant, toute personne intéressée peut prouver, par tous les moyens ordinaires, et sans avoir besoin de recourir à une procédure particulière appelée *inscription de faux*, que l'heure et le jour indiqués dans cet acte ne sont pas exacts ; et si ce renseignement n'a pas été consigné dont l'acte de décès, ce qui arrive souvent, on peut user de toute preuve pour découvrir ce moment

Il est, en effet, très-important de connaître exactement le moment du décès; en l'avançant ou en le reculant d'une heure, on peut changer l'ordre légal des successions.

Aussi la loi a-t-elle dû, dans un intérêt public, indiquer elle-même, dans certains cas, où il était impossible de découvrir l'heure du décès, les présomptions qui devraient servir à le faire connaître.

Ainsi, deux personnes qui doivent se succéder mutuellement meurent dans le même événement, sans qu'on puisse savoir laquelle est décédée la première. Il est très-important de savoir quelle est celle qui est morte la dernière, parce que c'est elle qui a hérité de la première, et c'est à ses héritiers que l'on doit distribuer les deux successions.

La loi a donc dit, pour trancher les difficultés de cette situation, en prenant en considération l'âge ou le sexe des comourants:

Si plusieurs personnes respectivement appelées à la succession l'une de l'autre, périssent dans un même événement, *sans qu'on puisse reconnaître laquelle est décédée la première*, la présomption de survie est déterminée par les circonstances du fait, et, à leur défaut, par la force de l'âge ou du sexe.

Si ceux qui ont péri ensemble avaient moins de quinze ans, le plus âgé sera présumé avoir survécu. S'ils étaient tous âgés de plus de soixante ans, le moins âgé sera présumé avoir survécu. Si les uns avaient moins de quinze ans, et les autres plus de soixante, les premiers seront présumés avoir survécu.

Si ceux qui ont péri ensemble avaient quinze ans accomplis et moins de soixante, le mâle est toujours présumé avoir survécu, lorsqu'il y a égalité d'âge ou si la différence qui existe n'excède pas une année.

S'ils étaient du même sexe, la présomption de survie, qui donne ouverture à la succession dans l'ordre de la nature, doit être admise: ainsi, le plus jeune est présumé avoir survécu au plus âgé.

II. *De la saisine des héritiers* — Parmi les héritiers légitimes, c'est-à-dire qui sont appelés *par la loi* à la succession, il faut distinguer les héritiers légitimes proprement dits et les héritiers irréguliers. Les premiers sont les membres de la famille civile du défunt: ils ont la *saisine* des biens; les seconds sont l'enfant naturel, le conjoint survivant et l'Etat; ils n'ont point la *saisine*

La *saisine* est une disposition de la loi en vertu de laquelle les droits et les dettes d'une personne passent *immédiatement après sa mort* à son héritier, sans que celui-ci ait à remplir aucune formalité, et lors même qu'il ne connaîtrait pas le fait de la mort de son parent. L'héritier est mis à la place du dé-

---

(1) On dit souvent, en parlant d'une personne décédée, le *de cujus* ; c'est une expression abrégée du latin, qui signifie celui de la succession duquel il s'agit.

funt de plein droit, sauf, bien entendu, pour lui le droit de renoncer à la succession,

Les héritiers irréguliers, au contraire, enfant naturel, conjoint survivant, État, doivent se faire *envoyer en possession* de la succession par le tribunal du lieu où la succession s'est ouverte (1).

CHAPITRE DEUXIÈME.

DES QUALITÉS REQUISES POUR SUCCÉDER.

Sont capables de succéder tous ceux que la loi ne range pas dans la classe des incapables.

Sont incapables : 1° ceux qui étaient morts au moment de l'ouverture de la succession; 2° ceux qui n'étaient pas conçus à cette époque; 3° ceux qui, étant conçus, ne sont pas nés vivants et viables. Une personne n'est pas née viable quand elle est née avec une conformation si imparfaite, qu'il lui est impossible de vivre un temps assez long.

Les étrangers succèdent, disposent et reçoivent en France de la même manière que les Français.

Comme on le voit, il suffit d'être *conçu* au moment de l'ouverture de la succession pour succéder. C'est l'application d'un principe bien connu et qui se formule ainsi : l'enfant conçu (et qui naît vivant et viable) est considéré comme *né* toutes les fois que son intérêt le demande.

Mais les personnes capables de succéder peuvent être écartées de la succession comme *indignes*.

Sont indignes :

1° Celui qui serait *condamné* pour avoir donné ou tenté de donner la mort au défunt. Il faut qu'il y ait, comme on le voit, *condamnation*.

2° L'héritier qui a porté contre le défunt une accusation capitale jugée calomnieuse.

Une accusation capitale, c'est-à-dire une dénonciation pour un fait pouvant emporter condamnation à mort; une accusation jugée calomnieuse, c'est-à-dire qu'il faut qu'il y ait eu un jugement déclarant que la dénonciation de l'héritier était une calomnie.

3° L'héritier majeur qui, instruit du meurtre du défunt, ne l'a pas dénoncé. Mais le défaut de dénonciation ne peut être opposé aux parents et alliés du meurtrier jusqu'au troisième degré. On a pensé qu'il ne fallait pas punir une personne qui n'avait pas voulu livrer à la justice son père ou son frère, par exemple

L'indignité n'est pas encourue de plein droit; il faut qu'un jugement l'ait prononcée. Tous ceux qui y ont intérêt, c'est-à-dire ceux qui concourent avec lui à l'hérédité, ceux qui la recueilleraient à sa place, peuvent provoquer cette décision de la justice.

L'indigne diffère de l'incapable en ce qu'il succède. Tant que son indignité n'a pas été prononcée, les actes qu'il fait en qualité d'héritier sont valables à l'égard des tiers, des étrangers qui ont traité avec lui; mais il n'en est pas ainsi à l'égard de ceux qui profitent de la succession à sa place : il leur doit compte de tous les fruits et revenus dont il a eu la jouissance depuis l'ouverture de la succession.

Les enfants de l'indigne venant à la succession *de leur chef*, et sans le secours de la *représentation* (2), ne sont pas exclus par la faute de leur père; mais celui-ci n'a pas sur les biens recueillis la jouissance légale que la loi accorde aux parents sur les biens de leurs enfants.

---

(1) Voyez le complément de ces explications quelques pages plus loin, au chapitre IV.

(2) Voyez au chapitre suivant ce qu'on entend par représentation.

CHAPITRE TROISIÈME.

DES DIVERS ORDRES DE SUCCESSION.

SECTION Ire.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Cette première section contient des principes qui dominent toute la matière des successions; nous ne saurions trop engager le lecteur à bien comprendre les notions qu'elle renferme.

La *ligne* est le lien qui rattache les uns aux autres les divers membres de la même famille; elle est *directe*, s'il s'agit de personnes descendant l'une de l'autre; *collatérale*, s'il s'agit de personnes qui, sans descendre l'une de l'autre, sont nées d'un auteur commun.

La ligne directe est descendante ou ascendante: la première est celle qui lie le père de famille à ceux qui descendent de lui; la seconde est celle qui lie une personne avec ceux dont elle descend.

La proximité de parenté s'établit par le nombre de générations ou *degrés*.

En ligne directe, il y a autant de degrés entre deux personnes qu'il y a de générations : le fils est parent au premier degré de son père, le petit-fils au deuxième degré de son grand-père.

En ligne collatérale, voici comment on compte les degrés entre deux personnes. Soit deux cousins germains : on compte les générations qui séparent l'un d'eux de l'auteur commun, soit deux générations : la sienne et celle de son père. On redescend ainsi l'échelle du côté de l'autre cousin, qui est aussi séparé de l'auteur commun par deux générations, ce qui fait que deux cousins germains sont parents au quatrième degré, un oncle et son neveu au troisième degré, etc. Comme on le voit, en ligne collatérale, on compte les degrés par les générations, depuis l'un des collatéraux jusques et *non compris* l'auteur commun, et depuis celui-ci jusqu'à l'autre collatéral.

Les parents *paternels* sont notre père d'abord, et tous les parents paternels ou maternels de notre père.

Les parents *maternels* sont notre mère d'abord, et tous les parents paternels ou maternels de notre mère.

On appelle parents *consanguins* les parents paternels, *utérins* les parents maternels, *germains* les parents qui sont en même temps paternels et maternels.

Les parents germains n'excluent pas les utérins ni les consanguins, mais ils prennent leur part dans chacune des deux lignes, tandis que ces derniers ne prennent leur part que dans la ligne à laquelle ils appartiennent.

Le Code ne tient aucun compte, pour la distribution des biens composant une succession, de la nature ni de l'origine des biens ; il en fait profiter les parents du *de cujus*, d'après un ordre de succession basé sur l'amitié présumée du défunt.

Bien que la loi ne distingue que trois ordres de succession : les ascendants, les descendants et les collatéraux, il est plus juste d'en reconnaître cinq : 1° les descendants; 2° les ascendants *privilégiés* ou les père et mère; 3° les ascendants autres que les père et mère; 4° les collatéraux *privilégiés*, c'est-à-dire les frères ou sœurs et descendants d'eux; 5° les collatéraux *ordinaires*.

C'est une erreur de croire que c'est le plus proche parent qui succède toujours: la loi ne raisonne pas ainsi; elle oppose une classe d'héritiers à une autre, mais pas une personne à une autre. Ainsi, un arrière-petit-fils est préféré à un frère, bien qu'il soit au troisième degré, tandis que le frère n'est qu'au

deuxième, parcequ'il est dans une classe d'héritiers (les descendants) plus favorisée que la classe des collatéraux.

La succession se divise en deux portions : l'une pour les parents paternels, l'autre pour les parents maternels. Quand cette première opération est faite, on ne fait plus de *refente*, on ne subdivise plus par *ligne*; c'est le plus proche parent (ou les plus proches parents) dans cette ligne qui recueille la part qui lui est afférente.

Cette opération n'a pas lieu lorsque ce sont les descendants ou les frères et sœurs germains du *de cujus* ou descendants d'eux qui sont héritiers, car ils sont des parents paternels et maternels en même temps.

On succède jusqu'au douzième degré inclusivement, c'est-à-dire qu'un parent au douzième degré peut succéder au *de cujus* s'il n'y a pas de parent plus proche que lui dans sa ligne

La part afférente à une ligne retourne à l'autre ligne s'il n'y a pas, dans la première, de parents jusqu'au douzième degré.

Ce n'est que lorsque ni l'une ni l'autre ligne n'ont de parents au moins à ce degré que l'on appelle le conjoint à la succession, et s'il n'y a pas de conjoint, l'Etat.

SECTION II.

DE LA REPRÉSENTATION

La représentation est une fiction de la loi, dont l'effet est de faire entrer les représentants dans la place, dans le degré et dans les droits du représenté.

La représentation n'a lieu qu'en faveur des descendants du *de cujus* et des frères ou sœurs ou descendants d'eux. Dans l'un et l'autre cas, elle a lieu à l'infini.

Prenons un exemple. Pierre avait deux fils: Paul et Jean; ce dernier était mort laissant trois enfants, lorsque Pierre est décédé. Qui est-ce qui recueille la succession? L'ordre des descendants. — Dans quelle proportion? Jean est mort; mais, par l'effet de la représentation, ses trois enfants le remplacent, le *représentent*. Il faut donc procéder comme si Jean vivait encore et faire deux parts de la succession: l'une pour Paul et l'autre pour les trois enfants représentant Jean.

On dit alors que le partage se fait par souche, c'est-à-dire qu'on ne tient aucun compte du nombre de ceux qui représentent une personne, on les considère comme une unité, une masse, et on ne fait qu'une part pour toux ceux qui composent la souche, sauf le droit, pour chacun d'eux, de réclamer la portion qui leur revient dans cette masse. C'est ainsi qu'il arrive dans l'exemple précédent pour les enfants de Jean.

Il en est ainsi pour les frères ou sœurs et leurs descendants à l'infini: neveux, petits-neveux, etc.

On comprend combien ce système est juste par l'exemple suivant: Pierre a a deux fils, Paul et Jacques; le premier n'a qu'un enfant, le second en a dix. Si Paul et Jacques sont morts avant Pierre, leurs enfants viendront, par représentation de leur père respectif, recueillir la succession de Pierre. Le seul enfant de Paul aura la moitié; les dix enfants de Jacques se partageront l'autre moitié. Ce qui est juste. Mais si la représentation n'existait pas, chacun, succédant de son chef, aurait un onzième de la succession, ce qui serait injuste pour le fils unique de Paul.

On ne représente jamais un vivant. Si Paul, dans l'exemple précédent, est encore vivant et qu'il soit écarté de la succession comme indigne, son fils ne peut prendre sa place, et toute la succession tombe entre les mains de Jean.

La représentation n'a jamais lieu en faveur des ascendants; la loi suppose,

avec raison, que l'affection descend du père à ses fils, petits-fils, arrière-petits-fils, mais qu'elle ne remonte pas de même.

On peut représenter celui à la succession duquel on a renoncé. Ainsi, le fils unique de Paul, qui a renoncé, nous le supposons, à la succession de son père, peut, néammoins, représenter son père et recueillir, en se mettant à sa place, la succession ou une partie de la succession de Pierre, son grand-père.

SECTION III.

DES SUCCESSIONS DÉFÉRÉES AUX DESCENDANTS.

Les enfants, dit l'article 745 du Code civil, ou leurs descendants succèdent à leurs père et mère, aïeuls, aïeules, ou autres ascendants, sans distinction de sexe ni de primogéniture, et encore qu'ils soient issus de différents mariages. Ils succèdent par égales portions et par tête, quand ils sont tous au premier degré et appelés de leur chef : ils succèdent par souche, lorsqu'ils viennent tous ou en partie par représentation.

L'ordre des descendants est donc le premier appelé à la succession. Quand on veut savoir à qui revient la succession d'une personne, il faut se demander d'abord s'il a des descendants (fils, petit-fils, arrière petit-fils). Si oui, c'est à eux qu'appartient l'hérédité.

Les enfants *légitimés* ont les mêmes droits que les enfants légitimes.

Les enfants *adoptifs* succèdent à leurs père et mère adoptants, comme s'ils étaient légitimes. Il n'en est pas de même, d'après l'opinion générale, des enfants du fils adoptif : ils sont étrangers à l'adoptant et n'ont aucun droit à sa succession.

Nous avons vu que lorsque la succession est dévolue à des descendants, il n'y a pas de partage entre la ligne paternelle et la ligne maternelle.

SECTIONS IV ET V

DES SUCCESSIONS DÉFÉRÉES AUX ASCENDANTS ET A CERTAINS COLLATÉRAUX.

Des ascendants et des collatéraux privilégiés. — L'ordre des parents appelés à succéder immédiatement après les descendants, c'est l'ordre des collatéraux privilégiés, c'est-à-dire des frères et sœurs ou descendants d'eux. Ces derniers excluent tous les collatéraux ordinaires et les ascendants autres que les père et mère.

S'ils sont en concours avec les père et mère, voici comment se divise la succession : la moitié est attribuée aux père et mère, s'ils sont l'un et l'autre vivants, le quart si un seul a survécu, et l'autre moitié ou les autres trois quarts sont dévolus aux frères et sœurs ou *descendants d'eux*, car, comme nous l'avons vu, la représentation a lieu en leur faveur.

Cette moitié ou ces trois quarts de la succession ne se subdivisent pas entre les parents paternels et maternels, mais appartiennent entièrement aux collatéraux privilégiés. Cependant cette subdivision est nécessaire lorsque tous les frères ne sont pas nés du même mariage, comme lorsqu'il y a des frères germains et des frères utérins. Dans ce cas, les frères germains prennent une part dans chacune des deux lignes, tandis que les frères utérins ou consanguins n'ont droit qu'à une part dans la ligne à laquelle ils appartiennent.

Les père et mère, en concours avec tous autres que les collatéraux privilégiés, ont droit à l'usufruit du tiers des biens qui ne leur sont pas attribués en pleine propriété.

Des ascendants ordinaires. — Si le *de cujus* n'a ni descendants, ni collatéraux privilégiés (frères ou sœurs ou descendants d'eux), ni ascendants privilégiés (père et mère), la succession passe aux autres ascendants.

On fait deux parts égales, l'une pour la ligne paternelle, l'autre pour la ligne maternelle. L'ascendant le plus proche dans chaque ligne recueille en entier la part afférente à sa ligne; et si dans une il n'y a pas d'ascendants, c'est le collatéral le plus proche qui en profite.

A défaut d'ascendants ou de collatéraux au degré successible (douzième degré) dans une ligne, la succession entière est attribuée à l'ascendant le plus proche dans l'autre ligne.

Des collatéraux ordinaires. — Les collatéraux ordinaires sont appelés après tous ceux que nous venons d'énumérer. Ils succèdent jusqu'au douzième degré. On fait pour les collatéraux ordinaires la division en deux parts égales, ainsi que nous venons de voir pour les ascendants.

Pour favoriser les donations entre-vifs des ascendants aux descendants, le législateur a pensé qu'il était bon de laisser aux donateurs l'espoir de reprendre les biens donnés, si le donataire mourait sans enfants. C'est dans cet esprit qu'a été conçu l'article 747 du Code civil : « Les ascendants succèdent, à l'exclusion de tous autres, aux choses *par eux données* à leurs enfants ou descendants décédés sans postérité, lorsque les objets se retrouvent en nature dans la succession ».

« Si les objets ont été aliénés, les ascendants recueillent le prix qui peut en être dû. Ils succèdent aussi à l'action en reprise que pouvait avoir le donataire. »

Comme on le voit, si les biens donnés ont été vendus et payés (et le donataire a le droit absolu de les vendre), l'ascendant donateur ne peut rien faire. Mais s'ils se retrouvent en nature dans la succession, il les reprend; si le prix en est encore dû, c'est à lui qu'il devra être payé; s'il y a *une action en reprise*, c'est-à-dire une action de nature à faire rentrer un bien dans le patrimoine de celui à qu'il appartient, soit qu'il y ait eu vente à vil prix, vente nulle pour cause de consentement, etc., c'est l'ascendant donateur qui a seul le droit d'exercer ces actions afin de reprendre le bien aliéné.

CHAPITRE QUATRIÈME.

DES SUCCESSIONS IRRÉGULIÈRES.

SECTION Ire.

DES DROITS DES ENFANTS NATURELS RECONNUS SUR LES BIENS DE LEURS PÈRE ET MÈRE, ET DE LA SUCCESSION AUX ENFANTS NATURELS DÉCÉDÉS SANS POSTÉRITÉ.

Enfants naturels simples. — Les enfants naturels simples sont ceux qui, étant nés en dehors du mariage, ne sont néanmoins ni adultérins ni incestueux. La loi, mesurant les droits des enfants à la gravité de la faute des parents, accorde plus aux enfants naturels simples qu'aux enfants adultérins ou incestueux.

Il n'y a que les enfants naturels *légalement reconnus* qui aient des droits ; les enfants adultérins et incestueux *ne peuvent pas* être reconnus.

L'enfant naturel n'a, comme parenté, que son père et sa mère, si l'un et l'autre l'ont reconnu, et ses descendants.

Ses droits successifs sont réglés par les articles 757 et suivants du Code civil : Si le père ou la mère a laissé des descendants légitimes, ce droit est d'un tiers de la portion héréditaire que l'enfant naturel aurait eue s'il eût été légitime ; il est de la moitié lorsque les père ou mère ne laissent pas de descendants, mais bien des ascendants ou des frères ou sœurs ; il est des trois quarts lorsque les père ou mère ne laissent ni descendants, ni ascendants, ni frères, ni sœurs.

Il a droit à la totalité des biens, lorsque les père ou mère ne laissent pas de parents au degré successible.

La représentation a lieu en faveur des enfants légitimes de l'enfant naturel. Ainsi, si un enfant naturel *décédé* est appelé à une succession, ses enfants légitimes pourront la recueillir à sa place par le bénéfice de la représentation. Les enfants naturels d'un fils naturel ne peuvent pas *représenter* leur père.

La loi veut que les enfants naturels s'en tiennent strictement à ce qu'elle leur accorde dans les articles précédents ; et les parents qui voudraient avantager leurs enfants au delà de cette mesure en sont empêchés par cet article de la loi qui dit que les enfants naturels reconnus ou leurs descendants sont tenus d'imputer sur ce qu'ils ont droit de prétendre, tout ce qu'ils ont reçu du père ou de la mère et qui serait sujet au rapport (1).

Il y a plus : la loi donne aux père et mère d'un enfant naturel le droit de le déshériter de la moitié de ce qui lui est attribué :

« Toute réclamation leur est interdite lorsqu'ils ont reçu, du vivant de leur père ou de leur mère, la moitié de ce qui leur est attribué par les articles précédents, avec déclaration expresse, de la part de leur père ou mère, que leur intention est de réduire l'enfant naturel à la portion qu'ils lui ont assignée. Dans le cas où cette portion serait inférieure à la moitié de ce qui devrait revenir à l'enfant naturel, il ne pourra réclamer que le supplément nécessaire pour parfaire cette moitié. »

Enfants naturels adultérins ou incestueux. — Les enfants adultérins ou incestueux n'ont droit qu'à des aliments, qui sont réglés eu égard aux facultés du père ou de la mère, au nombre et à la qualité des héritiers légitimes. Ils ne sont jamais héritiers de leurs père et mère.

Si leur père ou leur mère leur a fait apprendre un art mécanique, ou si l'un d'eux leur a assuré des aliments de son vivant, ces derniers ne peuvent rien réclamer à la succession.

On se demande dans quel cas on peut appliquer les principes que nous venons de poser relativement à la situation des enfants adultérins ou incestueux. En effet, pour avoir droit à ce qui leur est attribué, il faut qu'ils soient reconnus ; or, la reconnaissance des enfants adultérins ou incestueux est nulle. L'application sera donc très-rare, si même elle est possible.

Dispositions communes aux enfants naturels simples et aux enfants adultérins ou incestueux. — La succession de l'enfant naturel décédé sans postérité est dévolue au père ou à la mère qui l'a reconnu; ou par moitié à tous les deux, s'il a été reconnu par l'un et par l'autre.

En cas de prédécès des père et mère de l'enfant naturel, les biens qu'il en avait reçus passent aux frères ou sœurs légitimes, s'ils se retrouvent en nature dans la succession : les actions en reprise, s'il en existe, ou le prix de ces biens aliénés, s'il est encore dû, retournent également aux frères et sœurs légitimes. Tous les autres biens passent aux frères et sœurs naturels ou à leurs descendants.

On appelle actions en reprise les actions qui tendent à faire rentrer une chose dans le patrimoine de celui auquel elle a appartenu.

SECTION II.

DES DROITS DU CONJOINT SURVIVANT ET DE L'ÉTAT

La succession appartient au conjoint « lorsque le défunt ne laisse ni parents au degré successible (douzième degré), ni enfants naturels. »

---

(1) Voy. à ce titre, chapitre VI, section II, ce qui est sujet à rapport.

A défaut de conjoint survivant, la succession est acquise à l'État.

La loi s'est montrée très-sévère et même injuste à l'égard du conjoint; elle veut distribuer la succession d'après l'affection présumée du défunt, et elle préfère au conjoint tous les parents jusqu'au douzième degré inclusivement ! Cette injustice ne tardera pas à être réparée : il doit être soumis aux Chambres un projet destiné à régler, d'une manière plus équitable, les droits du conjoint survivant.

La séparation de corps ne détruisant pas le mariage, les époux séparés, même celui contre lequel la séparation a été prononcée, peuvent se succéder réciproquement.

Des formalités à remplir par le conjoint, l'État, l'enfant naturel. — Le conjoint survivant, l'État, l'enfant naturel sont tenus, pour arriver à avoir l'exercice des droits qu'ils recueillent dans la succession, de remplir préalablement certaines formalités :

1° Ils sont tenus de faire apposer les scellés et faire inventaire des biens composant la succession ;

2° Ils demandent ensuite l'envoi en possession au Tribunal de première instance dans le ressort duquel s'est ouverte la succession. La succession s'ouvre au dernier *domicile* du défunt.

Le tribunal ne peut statuer sur la demande qu'après trois publications et affiches dans les formes usitées et après avoir entendu le Procureur de la République (1).

L'époux survivant et l'enfant naturel sont encore tenus de faire emploi du mobilier, c'est-à-dire de placer les sommes provenant de la vente qu'ils auraient pu faire du mobilier, ou de donner caution suffisante pour en assurer la restitution, au cas où il se présenterait des héritiers du défunt dans l'intervalle de trois ans : après ce délai, la caution est déchargée.

L'État ne donne jamais caution. Il est toujours présumé être solvable.

Toutes ces formalités sont exigées à peine de dommages-intérêts que pourraient exiger les héritiers qui se présenteraient plus tard.

CHAPITRE CINQUIÈME.

DE L'ACCEPTATION ET DE LA RÉPUDIATION DES SUCCESSIONS.

SECTION Ire.

DE L'ACCEPTATION

Par l'effet de ce que nous avons appelé la *saisine*, celui au profit duquel s'est ouverte une succession est héritier du jour de la mort du *de cujus* ; mais trois partis se présentent devant lui, entre lesquels il peut faire un choix : accepter purement et simplement; accepter sous bénéfice d'inventaire ; renoncer.

L'acceptation pure et simple se fait, soit par une déclaration au greffe du tribunal civil du dernier domicile du défunt, soit par la qualité ou le titre d'héritier que l'on prend dans un acte authentique ou sous-seing privé, ou par un acte qui fait supposer nécessairement que l'on entend accepter l'hérédité et qu'on n'aurait le droit de faire qu'en qualité d'héritier.

L'acceptation est irrévocable, en ce sens qu'on ne peut plus renoncer ou

---

(1) Le ministère d'avoué est nécessaire pour se faire envoyer en possession.

accepter bénéficiairement après avoir accepté, sauf dans certains cas, dont le plus remarquable est celui-ci : lorsque la découverte d'un testament contenant des legs pour plus de moitié de la succession rend l'acceptation préjudiciable à l'héritier, qui ne connaissait pas ce testament.

Quand la succession est évidemment bonne, c'est-à-dire qu'il y a plus de biens que de dettes, on peut accepter purement et simplement; mais, pour peu qu'elle soit douteuse ou mauvaise, l'intérêt bien entendu conseille d'accepter sous bénéfice d'inventaire ou de renoncer, à moins que l'on ne tienne, même à ses dépens, à faire honneur aux affaires du défunt. En effet, en acceptant ainsi purement et simplement, on prend la place du défunt et on est obligé de payer ses dettes entièrement, même au-delà des forces de la succession.

L'acceptation bénéficiaire, qui se fait aussi au greffe du tribunal civil, a cet avantage qu'il n'engage que dans les limites des biens de la succession. A accepter bénéficiairement, on n'a à craindre que quelques embarras, tels que inventaire, vente des biens et reddition de compte et quelques frais peu considérables. On a l'espoir de profiter des biens qui resteraient, après le paiement des dettes; quelquefois, cependant, il est préférable de renoncer, comme nous allons le voir.

L'acceptation d'une succession remonte toujours au jour de l'ouverture, c'est-à-dire au jour de la mort du *de cujus*. Une personne meurt le 1er du mois; on accepte la succession le 30; l'effet de l'acceptation est le même que si on a avait accepté le 2; c'est une succession qui a fait partie des biens de l'héritier à partir du premier jour du mois.

La renonciation rend l'héritier complétement étranger à la succession. Cet héritier peut donc, s'il a reçu des libéralités du défunt, les conserver, tandis qu'il serait tenu de les rapporter s'il avait accepté.

Les femmes mariées ne peuvent pas seules accepter une succession ouverte à leur profit; il faut l'autorisation de leur mari, ou, à leur défaut, celle de justice. Les successions échues à des mineurs ou à des interdits ne peuvent être acceptées que sous bénéfice d'inventaire..

Une succession revenant à une personne lui est acquise, nous l'avons dit, du moment de la mort du *de cujus*. Si donc cette personne meurt sans l'avoir acceptée ni répudiée, ses héritiers peuvent l'accepter ou la répudier de son chef.

SECTION II.

DE LA RENONCIATION AUX SUCCESSIONS

L'acceptation peut être tacite, résulter de certains actes qui indiquent chez l'héritier l'intention d'accepter. La renonciation ne se présume pas; il faut qu'elle soit faite au greffe du tribunal civil du dernier domicile du défunt, avec l'assistance d'un avoué.

La renonciation a pour effet de faire considérer le renonçant comme n'ayant jamais eu des droits dans la succession. Sa part accroît à ceux auxquels sa présence faisait obstacle. Ainsi, un père meurt laissant des fils et des petits fils; si tous les fils renoncent, la succession sera dévolue aux petits-fils.

On ne *représente* pas un héritier renonçant, parce que, comme nous l'avons dit, on ne représente pas une personne vivante. Si donc, plusieurs frères, par exemple, sont appelés à une succession et renoncent tous, leurs enfants ne pourront pas la recueillir par représentation, quoique la représentation ait lieu dans l'ordre des frères et sœurs ou descendants d'eux.

La faculté d'accepter ou de répudier se prescrit par trente ans à compter du jour de l'ouverture de la succession; jusque là, on a le droit d'accepter ou de renoncer.

Celui qui a renoncé à une succession peut l'accepter si elle n'a pas déjà été acceptée par d'autres héritiers, et il doit respecter les droits que les tiers peuvent avoir acquis sur les biens de la succession, soit par prescription, soit par acte valablement fait avec le curateur à la succession vacante.

Si l'héritier renonce pour priver ses créanciers d'un bien sur lequel ils pouvaient compter, ceux-ci peuvent prendre un jugement qui les autorise à accepter à son lieu et place. L'héritier renonçant est présumé accepter, en ce sens que sa part est distribuée à ses créanciers; mais il est toujours considéré comme renonçant, en ce sens que, si sa part dans la succession n'est pas absorbée par les créanciers, ce sont ses cohéritiers, et non pas lui, qui profitent du reste.

On ne renonce qu'à une succession ouverte. Par conséquent, on ne peut renoncer à la succession d'un homme vivant, ni aliéner les droits éventuels qu'on peut y avoir.

Les héritiers qui auraient diverti, détourné ou recélé des effets d'une succession, sont déchus de la faculté d'y renoncer: ils demeurent héritiers purs et simples, nonobstant leur renonciation, sans pouvoir prétendre *aucune part* dans les objets divertis ou recélés.

SECTION III.

DU BÉNÉFICE D'INVENTAIRE, DE SES EFFETS ET DES OBLIGATIONS DE L'HÉRITIER BÉNÉFICIAIRE

L'acceptation sous bénéfice d'inventaire, a pour effet de ne pas laisser confondre les biens composant la succession du défunt avec ceux de l'acceptant. C'est, en quelque sorte, le défunt qui vit encore; tout se passe comme s'il était vivant, et l'héritier n'est que l'administrateur des biens.

L'acceptation sous bénéfice d'inventaire doit être expresse. Elle se fait au greffe du Tribunal civil du lieu de l'ouverture de la succession. Elle doit être précédée d'un inventaire.

Un inventaire est l'énumération, la description et la prisée, s'il y a lieu, des objets *mobiliers* composant la succession, soit pour mettre l'héritier plus à même de prendre un parti, soit pour sauvegarder les droits des créanciers. Quant aux immeubles, on ne s'en occupe pas dans l'inventaire.

L'héritier a trois mois, à partir du décès, pour faire faire inventaire.

Le plus souvent, l'inventaire est précédé d'une apposition de scellés faite par le juge de paix; mais cette formalité n'est pas indispensable.

Ce sont les notaires qui font les inventaires après décès.

Si l'héritier trouve trop court le délai de trois mois fixé par la loi, il peut le faire prolonger en formant une demande au Tribunal.

L'héritier a quarante jours, à partir de la clôture de l'inventaire, pour *délibérer* sur le parti à prendre; que l'inventaire ait été terminé dix jours après le décès ou trois mois après.

Pendant le temps laissé à l'héritier pour faire inventaire et délibérer, ce dernier n'a pas à répondre aux demandes faites contre lui relativement à la succession. Toutefois, les créanciers de la succession peuvent avoir intérêt à agir, même pendant cette période, soit pour interrompre la prescription, soit pour faire courir les intérêts. Dans ce cas, les créanciers doivent s'en tenir à l'assignation qui produit ces effets et attendre les délais d'inventaire et de délibéré.

Si, cependant, il existe dans la succession des objets susceptibles de dépérir ou dispendieux à conserver, l'héritier peut, en sa qualité d'habile à succéder, et sans qu'on puisse en induire de sa part une acceptation, se faire autoriser par justice à procéder à la vente de ces effets. Cette vente doit être faite par officier public, après les affiches et publications réglées par les lois sur la procédure.

Après l'expiration des délais, il ne faudrait pas croire que l'héritier ne peut plus renoncer ou accepter sous bénéfice d'inventaire. Il en a le même droit qu'auparavant, et cela pendant trente ans ; mais il n'a plus désormais aucun délai : sur la poursuite de qui que ce soit, il est obligé de prendre un parti *immédiatement*.

Celui qui a recélé ou omis sciemment et de mauvaise foi de comprendre dans l'inventaire des objets de la succession, est déchu du bénéfice d'inventaire ; il est obligé d'accepter purement et simplement, et ne peut prétendre aucun droit sur les objets recélés ou omis. Mais il faut qu'il y ait eu intention de frauder. Ainsi, cette peine ne s'appliquerait pas à celui qui, ayant omis involontairement un objet, viendrait en faire de plein gré la déclaration au notaire.

Effets du bénéfice d'inventaire. — L'effet du bénéfice d'inventaire est tracé dans l'article 802, ainsi conçu :

« L'effet du bénéfice d'inventaire est de donner à l'héritier l'avantage : 1° De n'être tenu du payement des dettes de la succession que jusqu'à concurrence de la valeur des biens qu'il a recueillis, même de pouvoir se décharger du payement des dettes en abandonnant tous les biens de la succession aux créanciers et aux légataires ; 2° De ne pas confondre ses biens personnels avec ceux de la succession, et de conserver contre elle le droit de réclamer le payement de ses créances. »

Obligations de l'héritier bénéficiaire. — L'héritier sous bénéfice d'inventaire est administrateur des biens.

Il gère, pour ainsi dire, sous les yeux des créanciers et des légataires et à charge de leur rendre compte.

Sa responsabilité personnelle n'est engagée que s'il commet des fautes *graves* ou s'il est *négligent*.

Il peut faire vendre les meubles et les immeubles de la succession.

Les meubles sont vendus par un officier public (commissaire-priseur, greffier, etc.), aux enchères et après les affiches et publications accoutumées. L'héritier doit, au préalable, en avoir obtenu l'autorisation du Président du Tribunal civil, dans une requête présentée par un avoué.

Les immeubles ne peuvent non plus être vendus qu'après une autorisation de justice et après les formalités légales.

S'il n'y a pas eu d'*opposition*, l'héritier bénéficiaire paye les créanciers et les légataires à mesure qu'ils se présentent, jusqu'à concurrence du prix des meubles et des immeubles. Mais s'il y a des créanciers qui ont un privilége ou une hypothèque sur un immeuble, le prix de cet immeuble doit être spécialement affecté à leur payement.

On appelle ici *opposition*, la défense que fait un créancier par exploit d'huissier à l'héritier bénéficiaire de payer hors sa présence.

L'héritier est entièrement quitte en rendant ses comptes aux créanciers retardataires, c'est-à-dire en justifiant que les paiements qu'il a faits ont absorbé les fonds qui étaient à sa disposition. Il ne peut plus être inquiété ; les créanciers venus en premier lieu et désintéressés n'ont pas davantage à craindre des poursuites de la part des retardataires : ceux-ci ne peuvent avoir de recours que contre les légataires. Encore faut-il qu'ils ne laissent point écouler trois ans à partir de l'apurement du compte et le paiement du reliquat par l'héritier bénéficiaire : après trois ans, en effet, il y a prescription.

S'il y a *opposition*, la distribution des fonds ne peut avoir lieu que suivant un règlement fait par un juge commis à cet effet par le tribunal.

L'héritier bénéficiaire est tenu, si les créanciers ou autres personnes intéressées l'exigent, de donner caution bonne et solvable de la valeur du mobilier compris dans l'inventaire, et de la portion du prix des immeubles non déléguée aux créanciers hypothécaires. Faute par lui de fournir cette caution, les meubles sont vendus, et leur prix est déposé ainsi que la portion non dé-

léguée du prix des immeubles, pour être employés à l'acquit des charges de la succession, suivant un règlement judiciaire.

Les frais d'apposition de scellés, d'inventaire, de prisée, d'apurement de compte et généralement d'administration des biens de la succession sont prélevés par privilége sur l'actif de la succession; mais si la succession est mauvaise, ils restent à la charge de l'héritier bénéficiaire. Il peut donc être imprudent d'accepter sous bénéfice d'inventaire.

Il est vrai que l'héritier qui s'aperçoit, au cours des opérations, de son imprudence, peut faire un abandon des biens, c'est-à-dire laisser aux créanciers et aux légataires le soin d'administrer la succession et de la réaliser, se réservant de profiter du reliquat de l'actif, s'il y en avait un.

SECTION IV.

DES SUCCESSIONS VACANTES.

Lorsqu'après les délais pour faire inventaire et délibérer (trois mois et quarante jours) il ne se présente personne pour réclamer une succession, qu'il n'y a pas d'héritier connu ou que les héritiers connus ont renoncé, cette succession est réputée *vacante*.

Comme il y a un très-grand intérêt à ce qu'une succession ne reste pas longtemps sans maître ou administrateur, et qu'en outre il faut que les débiteurs et les créanciers de la succession trouvent un représentant à qui s'adresser, le tribunal civil nomme un curateur à la succession vacante, soit sur la demande d'un créancier ou d'un débiteur, soit sur la réquisition du Procureur de la République.

Le curateur à une succession vacante, dit l'article 813, est tenu, avant tout, d'en faire constater l'état par un inventaire : il en exerce et poursuit les droits; il répond aux demandes formées contre elle; il administre, sous la charge de faire verser le numéraire qui se trouve dans la succession, ainsi que les deniers provenant du prix des meubles ou immeubles vendus, dans la caisse des dépôts et consignations ou celle qui en tient lieu, pour la conservation des droits, et à la charge de rendre compte à qui il appartiendra.

Du reste, les dispositions de la loi sur l'inventaire, l'administration, les comptes, etc., concernant l'héritier bénéficiaire, sont communes aux curateurs à une succession vacante.

CHAPITRE VI.

DU PARTAGE ET DES RAPPORTS.

SECTION Ire.

DE L'ACTION EN PARTAGE ET DE SA FORME.

Nul, dit l'article 815 du Code civil, ne peut être contraint à demeurer dans l'indivision; et le partage peut toujours être provoqué, nonobstant prohibitions et conventions contraires.

Le législateur, dans un but d'intérêt général, n'a pas voulu que des biens pussent rester indéfiniment indivis, car ces sortes de biens sont généralement mal gérés et sont la source de nombreux procès dans la famille.

Mais une exception a été admise au principe: on peut convenir de suspendre le partage pendant un temps limité; cette convention ne peut être obligatoire au-delà de cinq ans; mais, elle peut être renouvelée. Si elle est de dix ans par exemple, elle n'est valable que pour cinq.

C'est, du reste, la seule exception : un testateur ne peut imposer de condition de ce genre. Sa volonté n'aurait aucun effet; les legs auraient la même valeur, mais la condition serait considérée comme n'existant pas.

Il y a le partage *provisionnel*, qui n'a qu'un caractère provisoire et ne concerne que la jouissance. Le partage est provisionnel quand toutes les parties ne sont pas majeures, ou présentes, ou que les formalités voulues par la loi pour un partage définitif n'ont pas été observées. Dans ce cas, le partage est provisionnel quant aux incapables ou non présents et définitif quant aux autres parties.

Le droit de partage dure autant que l'état d'indivision; ce droit ne peut être prescrit.

Pour qu'il y ait un partage définitif, il faut que toutes les parties soient bien et dûment représentées. C'est un point très-important.

Le mineur et l'interdit sont représentés par leur tuteur; si c'est le tuteur qui *provoque* le partage, il doit être autorisé par le conseil de famille; mais s'il est assigné par un autre héritier, il n'a besoin d'aucune autorisation.

Le mineur émancipé doit être assisté de son curateur.

L'absent est représenté soit par un notaire, s'il est présumé absent, soit par les envoyés en possession, si l'absence a été déclarée. Il est évident que, dans ce cas, l'on sait que l'absent existait au moment du décès du *de cujus*, car, au cas contraire, il ne prendrait aucune part dans la succession.

La femme mariée est assistée de son mari, c'est la règle générale; mais si les biens échus tombent dans la communauté, le mari *seul* peut provoquer et faire opérer un partage qui sera définitif.

Un partage peut être fait à l'amiable (1) lorsque les héritiers sont tous *présents, majeurs, non interdits* et *d'accord*. On emploie alors la forme que l'on veut, la forme de l'acte sous-seing privé en rédigeant soi-même l'écrit, ou la forme authentique en en confiant la rédaction à un notaire, ce qui est plus prudent, en raison de la gravité et de l'importance de l'opération.

Opérations préliminaires. — Les scellés, c'est-à-dire une bande de papier apposée par le juge de paix ou son suppléant sur les serrures des portes, fenêtres, armoires, doivent être apposés, préalablement au partage, dans deux cas : 1° s'il y a des héritiers mineurs ou interdits et non pourvus d'un tuteur : 2° s'il y a des absents ou même des non-présents, c'est-à-dire des héritiers qui sont momentanément absents.

Ce sont les héritiers qui requièrent d'ordinaire cette mesure; mais tout créancier, muni d'un titre exécutoire, c'est-à-dire d'un jugement ou d'un acte notarié en forme, peut requérir l'apposition des scellés. Tout autre créancier peut en demander l'autorisation au juge de paix du canton où les scellés doivent être apposés, ou au président du tribunal civil de cet arrondissement.

Le juge de paix ne peut se refuser à l'apposition des scellés s'il y a des mineurs ou des absents.

Tout créancier peut s'opposer à la levée des scellés hors sa présence par un acte d'huissier signifié au greffier.

Lors de la levée des scellés, à laquelle on appelle tous les intéressés, un notaire procède à l'inventaire des biens de la succession.

Tribunal compétent. — Le tribunal compétent pour connaître d'une demande en partage est le tribunal civil du lieu de l'ouverture de la succession (lieu du dernier domicile du défunt). Elle s'introduit, comme toutes les demandes, par une assignation. Entre deux héritiers qui ont chacun formé une demande, la poursuite appartient a celui qui, le premier, à fait viser l'assignation par le greffier du tribunal.

---

(1) Voy. Formulaire n° 10.

Le tribunal nomme parmi ses membres un juge, appelé *juge-commissaire*, qui fait un rapport sur les difficultés qui peuvent survenir au cours des opérations.

En pratique, le tribunal charge toujours un notaire de faire le partage, en se réservant de modifier son travail, s'il y a lieu.

Opérations du partage judiciaire. — 1° *Estimation et vente de meubles et d'immeubles.* — La première opération est l'estimation des immeubles par les experts. Le tribunal peut les estimer lui-même sans avoir recours à une expertise, qu'il y ait ou non des mineurs. Mais quand il recourt à une expertise, elle est faite par experts choisis par les parties intéressées, ou, à leur défaut, nommés d'office.

Le procès-verbal des experts doit présenter les bases de l'estimation ; il doit indiquer si l'objet estimé peut être commodément partagé ; de quelle manière ; fixer enfin, en cas de division, chacune des parts qu'on peut en former et leur valeur.

Si les immeubles ne sont pas *commodément* partageables, ils doivent être vendus, *licités*, pour le prix être distribué à chacun selon ses droits. La vente a lieu devant le notaire choisi et en présence des héritiers seuls, s'ils sont tous capables et d'accord ; sinon, au tribunal et les étrangers admis.

Les meubles doivent être vendus dans deux cas : 1° s'il existe des créanciers saisissants ou opposants ; 2° si la majorité des cohéritiers juge la vente nécessaire pour l'acquit des charges de la succession. Cependant l'héritier, qui offre de payer de son propre argent sa part dans les dettes de la succession, peut exiger sa part en nature dans les meubles.

2° *Formation de la masse et composition des lots.* — Les parties, après la vente des meubles ou des immeubles, reviennent devant le notaire pour la formation de la masse à partager. Elle se compose des biens laissés par le défunt ou de leur valeur après le prélèvement des sommes nécessaires au paiement des dettes, et des libéralités qui ont été *rapportées* (voy. la section suivante). Si l'un des héritiers a fait un acte utile à la succession, il demande le remboursement de ses frais en premier lieu.

On procède ensuite à la composition des lots, que l'on fait égaux autant que possible. S'il s'élève une difficulté, le notaire en fait part au juge-commissaire qui concilie les parties, si faire se peut, sinon, les renvoie devant le tribunal entier.

3° *Attribution des lots et homologation du partage.* — Les lots formés, on procède à leur distribution par la voie du sort, ou à l'amiable, si toutes les parties sont capables et d'accord.

Il ne reste plus qu'à faire homologuer le partage, c'est-à-dire à faire approuver par le tribunal civil toutes les opérations.

Quand les experts ou le tribunal jugent qu'un des immeubles n'est pas *commodément partageable*, il est procédé à la *licitation* de cet immeuble, c'est-à-dire à la vente au plus offrant et dernier enchérisseur au tribunal civil, les étrangers admis, s'il y a un incapable parmi les héritiers ; au contraire, devant un notaire et sans admettre d'étrangers, si les héritiers sont tous capables et d'accord.

Du retrait successoral. — Le partage d'une succession est une opération de famille à laquelle chacun doit apporter la conciliation et non l'esprit de lucre et de trouble. Or, il arrive quelquefois qu'un cohéritier vend sa part à un étranger, qui, en vertu de cette vente, peut assister au partage, compulser les titres de famille, etc., et se montrer très-peu conciliant, pour retirer le plus possible de sa spéculation. Il y a un immense intérêt pour la famille à pouvoir écarter cet étranger.

Aussi la loi dit-elle : « Toute personne, même *parente* du défunt, qui n'est pas son *successible*, et à laquelle un cohéritier aurait cédé son droit à la succession, peut être écartée du partage, soit par tous les cohéritiers, soit par un seul, en lui remboursant le prix de la cession. »

Malheureusement la loi est impuissante à atteindre toutes les spéculations de ce genre. En effet, elle ne prévoit pas le cas où un héritier fait *donation* de sa part à un étranger, et alors celui qui veut acheter un droit successoral se fait faire une donation au lieu d'une vente. Quelquefois aussi il se fait donner une procuration au nom de l'héritier, qui l'a dispensé d'avance de lui rendre compte de ce qu'il retirera de la succession.

Enfin, comme la somme à rembourser est le prix de cession, il arrive souvent qu'on exagère ce prix pour avoir un plus fort remboursement.

Mais, dans tous ces cas où il y a simulation ou exagération du prix, les autres cohéritiers sont admis à prouver la fraude par tous les moyens possibles.

SECTION II.

DES RAPPORTS

Du rapport en général. — L'égalité est la base fondamentale de notre système successoral, et la loi tient à la conserver. Toutefois, elle ne défend pas, dans une certaine mesure, d'avantager un héritier; mais alors il faut que le défunt ait fait connaître *expressément* son intention. Toutes les libéralités entre-vifs, tous les legs sont considérés comme avances faites par le défunt sur ce qui devait revenir à l'héritier, et celui-ci doit *rapporter* ces avances, à moins d'en avoir été dispensé par le défunt.

L'intention du donateur ou du testateur ne fera pas de doute, et il n'y aura pas lieu de rapporter, si la donation ou le legs est *par préciput* et *hors part*. Le défunt aura dû dire : Je donne *par préciput*. . . . . je légue *hors part*. . . . ; ce sont là des expressions qui ne feront pas de doute; mais il est bien entendu qu'on peut les remplacer par d'autres aussi claires.

Quant aux legs, l'expression de *rapporter* n'est pas exacte, puisque l'on ne reçoit quoi que ce soit qu'après le partage. Il faut donc dire du légataire qu'il ne peut *réclamer* son legs que s'il est préciputaire.

Si le legs a été fait sans clause de préciput, on n'a qu'un avantage : celui de pouvoir renoncer à la succession en conservant le legs en entier.

Si la donation ou le legs a été fait par préciput et hors part, on commence de prélever l'objet ou la somme dont le défunt a ainsi disposé, et encore faut-il qu'il n'ait pas été au-delà de la quotité disponible, et l'héritier avantagé prélève son legs, sa part restant intacte.

Par qui est dû le rapport. — Le rapport est dû par tout légataire ou donataire du *de cujus* qui est son héritier, même sous bénéfice d'inventaire.

Le donataire qui n'était pas héritier présomptif lors de la donation, mais qui se trouve successible au jour de l'ouverture de la succession, doit également le rapport, à moins que le donateur ne l'en ait dispensé.

Les dons et legs faits au fils de celui qui se trouve successible à l'époque de l'ouverture de la succession, sont toujours réputés faits avec dispense de rapport. Le père venant à la succession du donateur, n'est pas tenu de rapporter.

Pareillement, le fils venant de son chef à la succession du donateur, n'est pas tenu de rapporter le don fait à son père, même quand il aurait accepté la succession de celui-ci : mais si le fils ne vient que par représentation, il doit rapporter ce qui avait été donné à son père, même dans le cas où il aurait répudié sa succession.

Les dons et legs faits au conjoint d'un époux successible sont réputés faits avec dispense de rapport. Si les dons et legs sont faits conjointement à deux époux, dont l'un seulement est successible, celui-ci en rapporte la moitié ; si les dons sont faits à l'époux successible, il les rapporte en entier.

De quoi est dû le rapport. — Toutes les libéralités *directes* ou *indirectes* faites par le défunt doivent être rapportées. Tout ce qui n'a pas le caractère de libéralité ne doit pas l'être.

Ainsi sont rapportables : les sommes fournies pour l'établissement par mariage ou autrement d'un héritier; pour le payement de ses dettes; pour l'exonération du service militaire, quand le remplacement était autorisé, etc. Les frais de l'engagement conditionnel d'un an ne paraissent pas rapportables et semblent plutôt une de ces dépenses d'entretien et d'éducation qui ne sont pas sujettes au rapport. Cependant, la question peut soulever des doutes qui n'ont pas encore été tranchés par le législateur.

Ne sont pas sujets au rapport :

Les frais de nourriture, d'entretien, d'éducation, d'apprentissage ; les frais ordinaires d'équipement; ceux de noces et présents d'usage, etc.

Il en est de même des profits que l'héritier a pu retirer de conventions passées avec le défunt, si ces conventions ne présentaient aucun avantage indirect lorsqu'elles ont été faites.

Pareillement, il n'est pas dû de rapport pour les associations faites sans fraude entre le défunt et l'un de ses héritiers, lorsque les conditions en ont été réglées par un acte notarié.

L'immeuble qui a péri par cas fortuit et sans la faute du donataire n'est pas sujet à rapport.

C'est du jour du décès que le rapport est dû. Par conséquent, à partir de ce jour, les sommes et les objets rapportables portent intérêt et revenu au profit de la succession. Celui, par exemple, qui doit rapporter 2,000 francs à la succession le jour du décès, devra rapporter 2,100 francs, si le rapport n'a lieu qu'un an après.

A qui est dû le rapport. — Le rapport n'est dû que par le cohéritier à son cohéritier; il n'est pas dû aux légataires ni aux créanciers de la succession, Bien plus, ces derniers, qui n'ont pas qualité pour le demander, n'ont pas le droit d'en profiter, lorsqu'il a été fait sur la demande d'un cohéritier. C'est une question à régler entre cohéritiers; toute autre personne ne peut s'en mêler.

Comment se fait le rapport. — Le rapport des legs se fait en les laissant dans la masse, en ne les réclamant pas.

Le rapport des choses données se fait tantôt *en nature*, tantôt *en moins prenant*. On dit que le rapport se fait en nature, lorsque c'est l'objet même de la donation qui est remis daus la masse à partager, et en moins prenant, lorsqu'il s'effectue au moyen de la déduction de la valeur de l'objet donné sur ce que le donataire a le droit de prétendre, ou par le prélèvement d'une valeur égale à celle qu'il a reçue par les autres cohéritiers.

La règle, pour savoir si le rapport doit se faire en nature ou en moins prenant, est celle-ci : en principe, le rapport des immeubles se fait en nature et le rapport des meubles en moins prenant.

Étudions l'application de cette règle.

Immeubles. — Cinq hypothèses peuvent se présenter :

1° *L'immeuble est entre les mains du donataire lors de l'ouverture de la succession.*—Il se réunit à la succession par la seule force de la loi, et alors ou bien il y a des immeubles de même nature et le donataire reprend pour sa part l'immeuble donné, ou bien il n'y en a pas, et alors le donataire en prélève la valeur sur l'actif de la succession.

2° *L'immeuble a été vendu avant l'ouverture de la succession.* — La vente est parfaitement valable; l'héritier rapporte la valeur de l'immeuble au moment de l'ouverture de la succession.

3° *Le donataire a consenti sur l'immeuble des hypothèques, des droits d'usufruit et d'usage ou des servitudes.* — Si l'immeuble tombe dans le lot du donataire, toutes ces charges subsistent ; sinon, elles sont nulles et non avenues.

Ceux au profit desquels ont été consentis ces avantages peuvent intervenir au partage pour que le rapport se fasse en moins prenant, et que le donataire conserve l'immeuble en nature.

4° *L'immeuble dépasse la valeur de la quotité disponible.* — Une réduction, par conséquent, est indispensable. Supposons une maison qui vaut 20,000 fr., la quotité disponible, c'est-à-dire la portion des biens laissés à la disposition du *de cujus* par la loi, n'est que de 15,000 francs : le rapport de l'excédant se fera en nature. Voici la règle : si l'excédant est de plus de moitié de la valeur de l'immeuble, le donataire doit rapporter l'immeuble en nature, sauf à prélever sur la masse la valeur de la portion disponible ; si cette portion excède la moitié de la valeur de l'immeuble, le donataire peut retenir l'immeuble en totalité, sauf à moins prendre ou à récompenser ses cohéritiers en argent ou autrement.

Dans toutes les hypothèses que nous venons de parcourir, il faut que la succession tienne compte au donataire des impenses nécessaires qu'il a faites pour la conservation de la chose, encore qu'il n'y ait pas eu d'amélioration, jusqu'à l'époque de l'ouverture de la succession, s'il n'y a pas eu aliénation, et jusqu'à celle du partage, dans le cas contraire.

Le donataire, de son côté, doit tenir compte des dégradations et détériorations qui ont diminué la valeur de l'immeuble, par son fait ou par sa faute et négligence, ainsi que des fruits et intérêts du jour de l'ouverture de la succession.

5° *L'immeuble a péri par cas fortuit.* — Dans ce cas, le donataire ne rapporte rien.

Meublés. — Le rapport du mobilier se fait en moins prenant. Le donataire rapporte la valeur du mobilier lors de la donation d'après l'état estimatif qui a dû être joint à l'acte; et, à défaut d'état, à dire d'expert.

Les meubles *incorporels*, c'est-à-dire les créances sur des tiers, les rentes sont considérés comme meubles et rapportés en moins prenant.

Le rapport de l'argent donné se fait en moins prenant dans le numéraire de la succession. En cas d'insuffisance, le donataire peut se dispenser de rapporter du numéraire, en abandonnant, jusqu'à due concurrence du mobilier, et, à défaut de mobilier, des immeubles de la succession.

SECTION III.

DU PAIEMENT DES DETTES.

Les cohéritiers *contribuent entre eux* au paiement des dettes et charges de la succession, chacun dans la proportion de ses droits successifs; mais, dans certains cas, un héritier peut être *obligé* de payer au delà de sa part héréditaire à l'égard des créanciers, sauf son recours contre ses cohéritiers. De là une différence entre la *contribution* aux dettes et l'*obligation* aux dettes.

Contribution aux dettes. — Ceux qui contribuent aux dettes sont : les héritiers et les légataires universels ou à titre universel. Les premiers sont tenus de contribuer aux dettes même au delà de ce qu'ils ont reçu, et chacun d'eux

dans la proportion de leurs droits; les seconds n'en sont tenus que jusqu'à concurrence de leur legs.

Quant aux légataires particuliers, ils ne contribuent point directement au paiement des dettes du défunt; mais si le passif de la succession est supérieur à l'actif, ils ne recevront pas l'objet de leur legs, qui servira à désintéresser les créanciers de la succession.

Obligation aux dettes. — A l'égard des créanciers de la succession, les héritiers sont tenus *personnellement* pour leur part héréditaire et hypothécairement pour le tout.

Prenons un exemple. Pierre meurt laissant trois enfants, entre lesquels se partage également la succession, et 9,000 francs de dettes au profit de Paul. Par le seul effet de la loi, et qu'il le veuille ou non, Paul a maintenant trois débiteurs qui ne lui doivent chacun que 3,000 francs; si l'un d'eux est insolvable, c'est Paul qui en subit les conséquences, sans pouvoir s'adresser aux deux autres héritiers. C'est une application de cette règle que chaque héritier est tenu *personnellement* pour sa part héréditaire.

Si Paul créancier a une hypothèque sur une maison pour la sûreté de sa créance, il peut réclamer sa créance en entier à celui à qui est échu l'immeuble. C'est ainsi que ce dernier sera tenu *hypothécairement* pour le tout; mais, comme, à l'égard de ses cohéritiers, ils ne doit contribuer aux dettes que pour sa part, il exercera son recours contre eux, s'il y a lieu. Et si, en exerçant son recours, il trouve un des cohéritiers insolvables, la part de ce dernier est supportée proportionnellement entre tous les autres cohéritiers.

Bien que le légataire particulier ne doive pas contribuer aux dettes de la succession, il peut être actionné par un créancier de la succession qui aurait une hypothèque sur l'immeuble donné. Si ce légataire était contraint de payer sur les poursuites du créancier ou s'il était dépossédé par lui (le créancier a le droit d'exercer des poursuites contre lui, jusqu'au paiement de sa créance), il aurait un recours contre les héritiers et serait même subrogé aux droits du créancier hypothécaire.

Les titres exécutoires contre le défunt sont pareillement exécutoires contre l'héritier personnellement; et néanmoins les créanciers ne pourront en poursuivre l'exécution que huit jours après la signification de ces titres à la personne ou au domicile de l'héritier.

Séparation des patrimoines. — Paul meurt laissant à son fils Jacques, son seul héritier, une fortune de 50,000 francs, et 50,000 francs de dettes. Jacques a aussi pour 20,000 francs de dettes. Qu'arrive-t-il? Les biens du défunt se confondent avec ceux de l'héritier, et les créanciers de l'un et de l'autre viennent au même titre sur les biens désormais confondus, c'est-à-dire que 70,000 francs de dettes doivent être payés avec les 50,000 francs de la succession. Les créanciers du défunt ne sont donc pas intégralement payés, à cause de la confusion des biens.

Pour obvier à cet inconvénient, la loi permet aux créanciers de la succession de demander la *séparation des patrimoines*: le patrimoine du défunt reste séparé et sert à payer les débiteurs du défunt, comme si celui-ci vivait encore; les créanciers de l'héritier se font payer sur le patrimoine de l'héritier. Rien de plus juste.

Le créancier du défunt qui veut demander la séparation des patrimoines doit avoir bien soin de ne pas accepter *directement* ou *indirectement* l'héritier comme son débiteur. Jusque-là il peut toujours la demander.

La séparation se demande contre les créanciers personnels de l'héritier; mais comme bien souvent ils ne sont pas connus, on attend, pour l'opposer, que ces créanciers viennent concourir avec les créanciers du défunt, à la distribution des biens de la succession. A ce moment on les arrête en opposant la séparation des patrimoines et en la faisant prononcer par le tribunal civil.

La séparation des patrimoines peut être demandée par les créanciers du défunt et par ses légataires particuliers.

Le droit de demander la séparation des patrimoines se perd : 1° par l'acceptation de l'héritier pour débiteur; 2° par la confusion *en fait* des meubles corporels de la succession avec ceux de l'héritier; mais ceci est spécial aux meubles corporels; 3° par la prescription. La prescription a lieu, pour les meubles corporels ou incorporels (créances, rentes), par le laps de trois ans. La prescription n'a jamais lieu relativement aux immeubles; tant qu'ils sont entre les mains de l'héritier, on peut opposer la séparation des patrimoines à l'effet d'être payé sur leur prix, de préférence aux créanciers de l'héritier.

Il faut remarquer que ce sont les créanciers seuls du défunt qui ont le droit de demander la séparation des patrimoines et que les créanciers de l'héritier ne jouissent jamais de cet avantage.

Oppositions à partage. — Le créancier d'une personne qui a des droits dans une succession peut exiger que le partage soit fait en sa présence.

A cet effet, il forme opposition, par acte d'huissier à ce qu'il soit procédé hors sa présence aux opérations du partage. L'opposition est faite entre les mains des parties intéressées au partage et du notaire qui en est chargé.

SECTION IV.

DES EFFETS DU PARTAGE.

Le partage est déclaratif de propriété, ce qui veut dire que ce n'est pas le partage qui donne naissance au droit de propriété des héritiers; chacun d'eux est censé avoir succédé à la portion des biens qui lui est attribuée et n'avoir jamais eu aucun droit sur la part des autres cohéritiers.

Ce principe a des effets très-importants. Si Paul, par exemple, est censé avoir toujours eu la propriété de la maison formant son lot, tous les *droits réels* (hypothèque, servitude, etc.), constitués pendant l'indivision par tout autre que lui, sont absolument nuls. Au contraire, si c'est Paul qui les a consentis, ces droits sont valablement constitués. Donc, si pendant l'indivision Paul donne une servitude sur un immeuble commun, cette servitude s'exercera après le partage si l'immeuble tombe entre les mains de Paul; elle sera éteinte, s'il est échu à tout autre que Paul.

Il faut appliquer ce principe au cas où un immeuble dépendant de la succession est *licité* et adjugé sur licitation à un cohéritier.

Les héritiers sont tenus à l'égard l'un de l'autre à se garantir des troubles et évictions provenant de causes antérieures au partage.

Si donc un héritier est évincé, dépossédé d'un immeuble qui formait son lot, parce que cet immeuble n'appartenait pas à la succession lors du partage, ses cohéritiers sont obligés de l'indemniser de la perte qu'il a subie; et si, parmi eux, il y a un insolvable, la portion dont il est tenu est répartie proportionnellement entre le garanti et les autres cohéritiers solvables.

Mais si un héritier est exproprié par l'État de l'immeuble qui lui était échu, il n'a rien à réclamer, car l'éviction provient d'une cause *postérieure* au partage.

Pour qu'il n'y eût pas recours de la part de l'héritier évincé, il faudrait, selon les termes de la loi, que *l'espèce* d'éviction soufferte eût été exceptée par une clause particulière et *expresse* de l'acte de partage. Une clause générale de non garantie, comme on en met souvent dans les actes, n'empêcherait pas le cohéritier évincé d'exercer son recours.

Le délai pour agir en garantie contre les cohéritiers est de trente ans à partir de l'éviction.

L'héritier évincé agit en garantie soit directement, lorsqu'il assigne ses cohéritiers en paiement de la valeur de l'immeuble *dont il a été déjà évincé*, soit incidrmment, lorsqu'il appelle ses cohéritiers garants au procès fait par le tiers qui veut l'évincer afin qu'ils se joignent à lui pour combattre la prétention de ce tiers.

Le paiement de l'indemnité à payer à l'héritier évincé se règle en tenant compte du nombre total des héritiers. Soit un immeuble de la valeur de 15,000 francs au moment de l'éviction (car c'est la valeur au moment de l'éviction qui doit être répartie), et cinq héritiers, y compris le garanti. Celui-ci recevra de chacun de ses cohéritiers 3,000 francs, et supportera ainsi une perte de 3,000 francs égale à celle des autres cohéritiers.

La garantie, en matière de créances mises dans le lot d'un héritier, consiste à assurer *l'existence* seulement de la créance, sans aucun engagement relativement à la solvabilité du débiteur. Au contraire, s'il s'agit de rentes, et que le débiteur soit insolvable au moment du partage, l'héritier dans le lot duquel se trouve la rente peut agir en garantie contre ses cohéritiers pendant cinq ans.

SECTION V

DE LA RESCISION EN MATIÈRE DE PARTAGE

Il existe trois causes de rescision du partage: la violence, le dol et la lésion de plus du quart. Or, pour juger s'il y a eu lésion, il faut estimer les objets suivant leur valeur à l'époque du partage. Cette valeur est-elle telle qu'un héritier a été lésé de plus d'un quart de ce qui devait lui revenir, il peut attaquer le partage et le faire rescinder. Mais les cohéritiers de celui qui a été lésé peuvent lui donner en nature ou en argent le supplément de la portion et empêcher ainsi un nouveau partage.

L'erreur, c'est-à-dire l'omission d'un objet dans la masse à partager ne donne lieu qu'à un supplément de partage.

L'action en rescisiou est admise contre tout acte qui a pour objet de faire cesser l'indivision entre cohéritiers, encore qu'il fût qualifié de vente, d'échange et de transaction, ou de toute autre manière. — Mais après le partage, ou l'acte qui en tient lieu, l'action en rescision n'est plus admissible contre la transaction faite sur les difficultés réelles que présentait le premier acte, même quand il n'y aurait pas à ce sujet de procès commencé.

Ainsi, que l'acte de partage porte ce nom ou qu'il ait été déguisé sous une autre dénomination, les causes de rescision existent, et on peut les faire valoir dans tout les cas, à moins que dans un acte postérieur on n'ait transigé et renoncé à exercer ce droit.

Mais l'action en rescision n'est pas admise contre une vente de droits successifs faite sans fraude, à l'un des cohéritiers, à ses risques et périls, par ses autres cohéritiers ou par l'un d'eux.

On ne peut exercer l'action en rescision ouverte à son profit, dans les deux cas qui suivent : 1° Si on a laissé passer dix ans depuis la cessation de la violence ou la découverte du dol ; 2° Si on a, depuis la découverte du dol ou la cessation de la violence, aliéné son lot en tout ou en partie.

L'action en rescision pour lésion est aussi prescriptible par dix ans; mais les dix ans courent du jour du partage.

TITRE DEUXIÈME

Des donations entre-vifs et des testaments.

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

On ne peut disposer de ses biens, à titre gratuit, que par donation entre-vifs et par testament.

—La donation entre-vifs, dit la loi, est un acte par lequel le donateur se dépouille *actuellement* et *irrévocablement* de la chose donnée, en faveur du donataire qui l'accepte.

La donation est un acte... il eût été plus juste de dire que c'est un contrat, puisque le concours de deux volontés est indispensable.

C'est un contrat dans lequel le donateur se dépouille *actuellement* et *irrévocablement*... ce sont les deux mots qui caractérisent et distinguent la donation. Dans le testament, le testateur ne se dépouille ni actuellement, car l'effet du testament ne doit avoir lieu qu'à sa mort, ni irrévocablement, car un testament peut être révoqué par un autre plus récent en date.

Mais il faut bien entendre ce que la loi entend par un dépouillement actuel et irrévocable. Prise à la lettre, cette expression signifierait que le donataire doit être mis immédiatement en possession de l'objet donné, ce qui serait une erreur : la loi veut que, dès à présent, le donataire ait un droit dont il puisse disposer, droit sans condition ni terme, ou droit conditionnel ou à terme, peu importe, mais droit *acquis* et que la *seule* volonté du donataire ne puisse pas enlever. Ainsi sont valables : la donation faite sous la condition que le donataire fera telle chose ; la donation d'une somme d'argent à prendre après la mort du donateur, car, dès à présent, le donataire a un droit actuel, en ce sens que le donateur ne peut pas directement l'en priver.

Une donation faite, par exemple, sous la condition que le donateur écrira une lettre, est une donation nulle, parce qu'elle est faite sous une condition purement *protestative* de la part du donateur. Il est trop facile au donateur d'écrire ou de ne pas écrire une lettre. Toutes les conditions protestatives, du reste, de la part du donateur rendent la donation nulle. On appelle ainsi la condition qui dépend entièrement du bon vouloir d'une personne.

La donation doit être *expressément* acceptée par le donataire. Nous verrons aussi que la donation est un acte solennel entouré de formes essentielles.

—Un testament est *l'acte* par lequel une personne dispose, *pour le temps où elle n'existera plus*, de tout ou partie de ses biens et qu'elle peut révoquer. On définit encore le testament : un acte par lequel une personne réglemente elle même sa succession.

Il est facile de voir quelles différences séparent la donation et le testament : la première donne un droit actuel et irrévocable, le testament n'a son effet qu'après la mort et il est essentiellement révocable.

Les substitutions sont prohibées dans les donations ou testaments. On appelle substitution toute disposition par laquelle le donataire, l'héritier institué ou le légataire est chargé de conserver un ou plusieurs objets et de les rendre à un tiers. Je donne à Paul une maison, à condition qu'il la laisse en mourant à Pierre. Voilà une substitution. La loi les a prohibées et avec raison : elles ôtent un bien à la libre circulation et elles accumulent les fortunes sur la tête d'un seul au détriment des autres.

Il y a une exception à notre règle, dans le chapitre VI, que nous étudierons ci-après.

Mais il ne faut pas confondre avec les substitutions certaines dispositions qui ne sont pas frappées de la même rigueur, telles que : le don de l'usufruit à une personne et le don de la nue propriété à une autre, ni la disposition par laquelle un tiers serait appelé à recueillir le legs ou la donation, à défaut d'une autre personne. Dans ce cas, il n'y a pas le caractère des substitutions : conserver un bien pour le rendre après sa mort à un autre.

Dans les donations entre-vifs et les testaments, les conditions impossibles, celles qui sont contraires aux lois ou aux mœurs seront réputées non écrites : le testament et la donation recevront leur effet comme si les conditions n'existaient pas.

Il n'en est pas ainsi dans les contrats à titre *onéreux*, c'est-à-dire où les deux parties s'engagent à quelque chose. Dans ces contrats, une pareille condition entraîne la nullité de l'acte même.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DE LA CAPACITÉ DE DISPOSER OU DE RECEVOIR PAR DONATION ENTRE-VIFS OU PAR TESTAMENT

Toute personne est capable de disposer et de recevoir par donation ou par testament. Voilà la règle. Il faut donc une disposition spéciale de la loi pour priver une personne de ce droit.

Parmi les personnes frappées d'incapacité, les unes sont frappées d'une inpacité absolue, les autres d'une incapacité relative. Des distinctions sont nécessaires.

1° *Incapacité absolue de disposer.* — Sont incapables de disposer, soit entre-vifs, soit par testament :

1° Les personnes qui ne sont pas saines d'esprit, c'est-à-dire qui sont dans un état *habituel* de démence, de fureur ou d'imbécilité, que leur interdiction ait été ou non prononcée ou provoquée.

2° Les mineurs de seize ans. Toutefois, ces mineurs peuvent faire, en cas de mariage, des donations à leur femme par contrat de mariage, avec le consentement de leurs ascendants.

3° Les interdits.

2° *Incapacité absolue de donner seulement.* — La loi frappe de l'incapacité de donner, en leur laissant le droit de tester :

1° Les mineurs parvenus à l'âge de seize ans. Ils ne peuvent faire de donation que par contrat de mariage, comme nous venons de le dire, et néanmoins ils peuvent tester pour la moitié de ce dont ils disposeraient s'ils étaient majeurs.

2° Les personnes pourvues d'un conseil judiciaire, c'est-à-dire celles qui ne peuvent faire par elles-mêmes qu'un petit nombre d'actes et qui, pour la validité des autres, doivent être assistées d'un conseil que la justice leur a désigné.

3° Les femmes mariées. Elles ne peuvent, sans l'autorisation de leur mari ou de justice, *donner* quoi que ce soit, sous quelque régime qu'elles soient, et même lorsqu'elles sont séparées de corps et de biens.

3° *Incapacité de tester seulement.* — Il n'y a que le mineur de seize ans qui soit incapable de tester, bien qu'il puisse faire des donations par contrat de mariage avec l'assistance de ses ascendants.

4° *Incapacité relative de disposer, et, par suite, incapacité relative de recevoir.* — Sont frappés d'incapacité relative de disposer :

1° Le mineur, même devenu majeur, dans ses rapports avec celui qui est ou qui a été son tuteur: Il ne peut disposer soit par testament, soit par donation en sa faveur, que si le compte de tutelle a été préalablement rendu et apuré. Un compte est apuré quand il a été vu, vérifié et approuvé, bien qu'il y ait un reliquat à donner par l'une ou l'autre partie.

Sont exceptés de cette prohibition de la loi.

1° Les ascendants des mineurs qui sont ou qui ont été leurs tuteurs.

2° Le père ou la mère dans ses rapports avec ses enfants naturels. — Les enfants naturels ne peuvent rien recevoir par donation entre-vifs ou par testament au-delà de ce qui leur est accordé au chapitre *des successions*.

3° Les docteurs en médecine ou en chirurgie, les officiers de santé et les pharmaciens qui auront traité une personne pendant la maladie dont elle meurt, les ministres du culte qui l'auront assistée, ne pourront profiter des dispositions entre-vifs ou testamentaires qu'elle aurait faites en leur faveur pendant le cours de cette maladie.

Sont exceptées : 1° les dispositions *rémunératoires* faites à titre particulier, eu égard aux facultés du disposant et aux services rendus ; 2° Les dispositions universelles, dans le cas de parenté, jusqu'au quatrième degré inclusivement, pourvu, toutefois, que le décédé n'ait pas d'héritiers en ligne directe; à moins que celui au profit de qui la disposition a été faite ne soit lui-même du nombre de ces héritiers.

Libéralités au profit des hospices, etc. — Les dispositions entre-vifs ou par testament en faveur des personnes dites de main-morte (hospices, communes, départements, fabriques, bureaux de bienfaisance, etc.) ne sont valables que si le gouvernement autorise les administrateurs, Maires ou Préfets à accepter le don ou le legs.

Deux sortes de fraudes sont à craindre. On peut déguiser la libéralité sous la forme d'un titre onéreux ou la faire sous le nom de personnes interposées. Dans l'un et l'autre cas, la libéralité est nulle.

Ainsi, Pierre a un enfant adultérin, Paul, auquel il ne peut donner que des aliments d'après la loi. Il donne 10,000 francs au fils de Paul, et, par la connivence du fils, les 10,000 francs reviennent à Paul. La loi serait éludée si l'article 911 ne déclarait nulles les dispositions faites sous le nom de personnes interposées.

Du reste, seront réputées personnes interposées, par la seule force de la loi et dans tous les cas, les père et mère, les enfants et descendants, et l'époux de la personne incapable.

CHAPITRE TROISIÈME.

DE LA PORTION DE BIENS DISPONIBLE ET DE LA RÉDUCTION.

SECTION Ire.

DE LA PORTION DE BIENS DISPONIBLE.

La quotité disponible est la portion dont une personne peut valablement disposer à titre gratuit. Le reste s'appelle réserve. Donc, quotité disponible et réserve sont deux idées corrélatives; quand la quotité disponible est du quart des biens, la réserve est des trois quarts, etc.

C'est une règle sage et prudente que de n'avoir pas laissé au père de famille le droit de disposer entièrement, à titre gratuit, de son bien. Qu'il récompense soit un enfant, soit un étranger, il le peut : sa quotité disponible le lui permet; mais qu'il ne déshérite pas ses enfants au profit d'un seul ou des étrangers : la réserve est là pour l'en empêcher.

Voici quelles sont les règles concernant la quotité disponible.

Les libéralités, soit par actes entre-vifs, soit par testament, ne pourront excéder la moitié des biens du disposant, s'il ne laisse à son décès qu'un enfant légitime; le tiers, s'il laisse deux enfants; le quart, s'il en laisse trois ou un plus grand nombre.

Il faut comprendre sous le nom *d'enfants* les autres descendants, à quelque degré qu'ils soient, mais ils ne sont comptés que pour l'enfant qu'ils représentent dans la succession du disposant.

Les libéralités par actes entre-vifs ou par testament ne pourront excéder la moitié des biens, si, à défaut d'enfant, le défunt laisse un ou plusieurs ascendants dans chacune des lignes paternelle et maternelle; et les trois quarts, s'il ne laisse d'ascendants que dans une ligne.

Les biens ainsi réservés au profit des ascendants seront par eux recueillis dans l'ordre où la loi les appelle à succéder; ils auront seuls droit à cette réserve, dans tous les cas où un partage en concurrence avec des collatéraux ne leur donnerait pas la quotité de biens à laquelle elle est fixée.

A défaut d'ascendants et de descendants, les libéralités par actes entre-vifs ou testamentaires pourront épuiser la totalité des biens.

Si la disposition par acte entre-vifs ou par testament est d'un usufruit ou d'une rente viagère, dont le valeur excède la quotité disponible, les héritiers au profit desquels la loi fait une réserve auront l'option, ou d'exécuter cette disposition, ou de faire l'abandon de la propriété de la quotité disponible.

La valeur en pleine propriété des biens aliénés, soit à charge de rente viagère, soit à fonds perdu, ou avec réserve d'usufruit, à l'un des successibles en ligne directe, sera imputée sur la portion disponible; et l'excédant, s'il y en a, sera rapporté à la masse. Cette imputation et ce rapport ne pourront être demandés par ceux des autres successibles en ligne directe qui auraient consenti à ces aliénations, ni, dans aucun cas, par les successibles en ligne collatérale.

On peut faire profiter qui on veut de la quotité disponible, étranger ou parent; mais si on la donne à un héritier *réservataire*, il faut avoir bien soin de disposer par préciput et hors part, pour que l'héritier ne soit pas obligé de *rapporter*.

Pour savoir si, dans une donation ou un testament, la quotité disponible a été dépassée, et si, par conséquent, il y a lieu à réduction, il faut attendre le décès du disposant. Ce n'est qu'à ce moment, et après avoir fait la masse des biens que l'on peut voir si la quotité disponible a été ou non dépassée.

SECTION II.

DE LA RÉDUCTION DES DONATIONS ET DES LEGS

Quand une personne a excédé, dans ses libéralités, la quotité disponible, il y a lieu à réduction. C'est ce qu'exprime l'article 920 : « Les dispositions soit entre-vifs, soit à cause de mort (testaments), qui excéderont la quotité disponible seront réductibles à cette quotité lors de l'ouverture de la succession.

Les seules personnes qui aient droit de faire opérer la réduction sont les héritiers réservataires (descendants ou ascendants) ou leurs héritiers ou créanciers. Les créanciers du défunt peuvent aussi la demander lorsqu'il y a un héritier pur et simple, parce qu'alors ils deviennent les créanciers personnels de l'héritier, mais non lorsqu'il y a eu acceptation sous bénéfice d'inventaire ou séparation des patrimoines.

Les donataires ni les légataires ne pourront jamais demander la réduction ni en profiter.

C'est au moment de l'ouverture de la succession, c'est-à-dire au moment du décès, qu'il faut se placer pour savoir si la quotité disponible a été ou non dépassée.

On forme la masse des biens laissés par le défunt; on y ajoute *fictivement* ceux dont il a disposé par donations entre-vifs, d'après *leur état* à l'époque des donations et *leur valeur* au jour du décès ; et on déduit de ce total le montant des dettes. Ainsi, Paul a laissé 100,000 francs de biens; on ajoute à ce chiffre les 50,000 francs qu'il avait donnés, ce qui fait 150,000, et, de cette somme, on retranche 20,000 francs de dettes, ce qui fait une masse liquide de 130,000 fr.

Pour savoir alors si la quotité disponible a été ou non dépassée, il faut se poser cette question: quelle est la somme dont pouvait disposer le *de cujus* eu égard à la qualité des héritiers qu'il laisse? Dans l'hypothèse précédente, si Paul n'avait qu'un fils comme héritier réservataire, il a pu disposer de la moitié de sa fortune, c'est-à-dire, dans l'espèce, de 65,000 francs. Or, nous avons supposé qu'il n'avait fait de libéralités que pour 50,000 francs; il n'y a donc pas lieu à réduction.

Mais s'il y a lieu à réduction, comment s'opère cette réduction ? Elle ne doit porter que sur les libéralités faites après celles qui ont absorbé la quotité disponible, voilà le principe. Il faut l'appliquer.

Trois hypothèses peuvent se présenter : le *de cujus* peut, en effet, avoir fait des donations seulement, ou seulement des legs, ou encore tout à la fois des donations et des legs.

1° *Le de cujus n'a fait que des donations.* — La réduction s'opère par la dernière, et ainsi de suite en remontant jusqu'à la plus ancienne en date.

2° *Le de cujus n'a fait que des legs.* — La réduction se fait alors sur chacun des légataires, soit universels, soit particuliers, de manière que chacun reçoive au marc le franc de ce qui lui a été légué.

Néanmoins, dans tous les cas où le testateur aura expressément déclaré qu'il entend que tel legs soit acquitté de préférence aux autres, cette préférence aura lieu; et le legs qui en sera l'objet ne sera réduit qu'autant que la valeur des autres ne remplirait pas la réserve légale.

3° *Le de cujus a fait des donations et des legs.* — Si la valeur des donations entre-vifs excède ou égale la quotité disponible, tous les legs seront caducs, c'est-à-dire qu'aucun d'eux ne sera acquitté. On ne touche aux donations que lorsqu'on a épuisé les legs.

La réduction s'effectue, en règle générale, en nature. Si, cependant, il s'agit de denrées, d'une somme d'argent, de biens que le donataire a aliénés, la réduction se fait par équipollents.

Si la donation entre-vifs réductible a été faite à l'un des successibles, il pourra retenir sur les biens donnés la valeur de la portion qui lui appartiendrait, comme héritier, dans les biens non disponibles, s'il sont de la même nature.

Quant aux immeubles, s'ils sont encore entre les mains du donataire, la réduction se fait en nature. Les immeubles à recouvrer le sont *francs et libres de toutes dettes ou hypothèques* consenties par le donataire.

Si le donataire a aliéné les immeubles, l'aliénation sera valable, si le donataire peut parfaire la réserve *de ses biens personnels*; sinon, les héritiers pourront recourir, soit contre lui, soit contre les nouveaux propriétaires et faire, au besoin, annuler les aliénations de ces immeubles. C'est ce qu'exprime l'article 390 : « L'action en réduction ou revendication pourra être exercée par les héritiers contre les tiers détenteurs des immeubles faisant partie des donations et aliénés par les donataires de la même manière et dans le même ordre que contre les donataires eux-mêmes, et discussion préalablement faite de leurs biens. Cette action devra être exercée suivant l'ordre des dates des aliénations, en commençant par la plus récente. »

Le donataire restituera les fruits de ce qui excédera la portion disponible, à compter du jour du décès du donateur, si la demande en réduction a été faite dans l'année; sinon, du jour de la demande.

CHAPITRE QUATRIÈME.

DES DONATIONS ENTRE-VIFS.

SECTION Ire.

DE LA FORME DES DONATIONS ENTRE-VIFS.

Forme de la donation. — La donation n'est pas un acte ordinaire qui se fait sans écrit ou par acte authentique ou sous seing privé : c'est un acte *solennel*, qui n'est valable que s'il est accompagné des formes voulues par la loi.

Ces formes sont les suivantes :

La donation ne peut être *offerte et acceptée* qu'en présence d'un notaire *assisté* d'un autre notaire ou de deux témoins, et la minute, c'est-à-dire l'original de la donation, doit rester entre les mains du notaire. L'absence du second notaire ou des deux témoins au moment de la lecture et de la signature de l'acte rendrait nulles la donation et l'acceptation.

Si la donation comprend des objets mobiliers, l'acte de donation doit être accompagné d'un état de ces objets avec leur estimation. Cet état reste annexé à la minute de la donation.

Forme de l'acceptation. — En général, l'acceptation de la donation se fait par le même acte que la donation elle-même. On mentionne alors *expressément* dans l'acte que le donataire *accepte la donation*, et il appose sa signature au bas de l'acte notarié.

Cependant le contraire peut avoir lieu ; l'acceptation, dans ce cas, doit être notariée et avec minute.

Il ne suffit même pas que l'acceptation ait été régulièrement faite pour que le contrat de donation soit parfait : il faut encore que le donataire ait signifié son acceptation *par acte d'huissier* au donateur.

Ce n'est que dès ce moment que la donation est parfaite. Mais, est-ce à dire que la donation serait nulle si le donateur mourait dans l'intervalle qui sépare l'acceptation de la signification ? Faut-il qu'au moment de la signification le donateur soit capable de *donner* ? Ce sont des questions controversées.

Quoi qu'il en soit, l'acceptation, pour être valable, doit émaner du donataire lui-même, s'il est majeur et capable, ou de son fondé de pouvoir muni d'une procuration passée devant notaire et en minute, s'il ne peut se présenter en personne. Une expédition de la procuration reste annexée à la minute de l'acceptation.

Toute procuration ne peut servir à cet usage : il faut que la procuration porte *expressément* pouvoir d'accepter *telle* donation ou, d'une manière générale, les donations qui pourraient être faites au donataire.

La femme mariée ne pourra accepter une donation sans le consentement de son mari, ou, en cas de refus du mari, sans autorisation de la justice.

La donation faite à un mineur non émancipé ou à un interdit devra être acceptée par son tuteur, et celle faite à un mineur émancipé par le mineur lui-même, avec l'assistance de son curateur.

Néanmoins, les père et mère du mineur émancipé ou non émancipé, ou les autres ascendants, même du vivant des père et mère, quoiqu'ils ne soient ni tuteur ni curateur du mineur, pourront accepter pour lui.

Le sourd-muet qui saura écrire pourra accepter lui-même ou par un fondé de pouvoir. S'il ne sait pas écrire, l'acceptation doit être faite par un curateur nommé à cet effet par la justice.

Les donations faites au profit d'hospices, des pauvres d'une commune ou d'établissements d'utilité publique, seront acceptées par les administrateurs de ces communes ou établissements, après y avoir été dûment autorisés.

Il y a cependant des donations qui sont dispensées des formes si rigoureuses de la donation. Ce sont :

1° Celles qui consistent dans *l'abandon d'un droit*. Je suis votre créancier de mille francs; je puis renoncer à cette créance par n'importe quel acte.

2° Les donations qui s'effectuent au moyen de la tradition immédiate des choses, lorsque ces choses sont mobilières et corporelles. On appelle ces libéralités des *dons manuels*; les formes de la donation sont inutiles dans ce cas.

Effets de l'acceptation. — Au point de vue des parties, c'est-à-dire du donateur ou du donataire ou de ceux qui les représentent, la donation est *parfaite* dès que les formes et conditions que nous venons d'indiquer ont été observées, et la propriété des objets donnés passe du donateur au donataire, qu'il y ait tradition, mise en possession, ou non.

Mais au regard des tiers, une nouvelle formalité est indispensable, quand la donation embrasse des immeubles : la transcription.

Lorsqu'il y aura, dit l'article 939, donation de biens susceptibles d'hypothèques, la transcription des actes contenant la donation et l'acceptation, ainsi que la notification de l'acceptation qui aurait eu lieu par acte séparé, devra être faite aux bureaux des hypothèques dans l'arrondissement desquels les biens sont situés.

Et l'article suivant ajoute : cette transcription sera faite à la diligence du mari, lorsque les biens auront été donnés à sa femme; et si le mari ne remplit pas cette formalité, la femme pourra y faire procéder sans autorisation.

SECTION II.

DES EXCEPTIONS A LA RÈGLE DE L'IRRÉVOCABILITÉ DES DONATIONS ENTRE-VIFS.

Il y a trois causes de révocation des donations : 1° l'inexécution des conditions; 2° l'ingratitude du donataire; 3° la survenance d'enfants au donateur.

1° *Inexécution des conditions.* — Une donation est faite sous la condition, par exemple, que le donataire paiera une dette du défunt à l'échéance du 1er janvier qui suit la donation. Si le donataire n'exécute pas cette condition, la révocation de la donation peut être demandée soit par le donateur, soit par ses héritiers, pendant trente ans à partir du jour de l'inexécution de la condition.

Dans la révocation fondée sur cette cause, la loi suppose qu'il a été entendu que la donation serait comme non avenue si le donataire n'exécutait pas les charges ; aussi les biens rentrent dans les mains du donateur libres de toutes charges et hypothèques que le donataire aurait pu consentir ; et si l'immeuble donné a été aliéné par le donataire, le donateur a, contre ces tiers détenteurs, le même droit que contre le donataire, à l'effet de se faire remettre en possession.

La révocation n'a pas lieu de plein droit ; il faut la faire prononcer par un jugement.

2° *Ingratitude du donataire.* — La révocation pour cause d'ingratitude ne peut avoir lieu que dans les cas suivants : 1° Si le donataire a attenté à la vie du donateur; 2° S'il s'est rendu coupable envers lui de sévices, délits ou injures graves; *sévices*, c'est-à-dire mauvais traitements et vexations; *délits*, c'est-

à-dire faits punis par une loi pénale dont le donateur a eu à souffrir du donataire; *injures*, c'est-à-dire écrits, paroles qui portent atteinte à la considération du donateur; 3° S'il lui refuse des aliments. Les aliments ne sont dus que si le donataire en a un besoin urgent, et ils se calculent eu égard aux revenus des choses données.

La demande en révocation pour cause d'ingratitude devra être formée dans l'année, à compter du jour du délit imputé par le donateur au donataire, ou du jour que le délit aura pu être connu par le donataire, et cette révocation ne pourra être demandée par le donateur contre les héritiers du donataire, ni par les héritiers du donateur contre le donataire, à moins que, dans ce dernier cas, l'action n'ait été intentée par le donateur ou qu'il ne soit décédé dans l'année du délit.

Quand la révocation a pour cause l'inexécution des charges, la donation est considérée comme n'ayant jamais eu lieu et les biens rentrent francs et libres entre les mains du donateur. Il n'en est pas ainsi dans la révocation pour cause d'ingratitude : la révocation laisse subsister toutes les charges antérieures à la transcription au bureau des hypothèques, en marge de la donation de la demande en révocation.

Dans ce cas de révocation, le donateur sera condamné à restituer la valeur des objets aliénés, eu égard au temps de la demande, et les fruits à compter du jour de cette demande.

Les donations en faveur de mariage ne seront pas révocables pour cause d'ingratitude. La loi a pensé qu'il ne fallait pas punir la femme du donataire qui a pu compter sur la donation quand elle a contracté mariage pour la faute du mari donataire.

2° *Survenance d'enfants*. — Toutes donations entre-vifs faites par personnes qui n'avaient point d'enfants ou de descendants actuellement vivants dans le temps de la donation, de quelque valeur que ces donations puissent être, et à quelque titre qu'elles aient été faites, et encore qu'elles fussent mutuelles ou rémunératoires, même celles qui auraient été faites en faveur du mariage par tous autres que par les ascendants aux conjoints, ou par les conjoints l'un à l'autre, demeureront révoquées de plein droit par la survenance d'un enfant légitime du donateur, même d'un posthume, ou par la légitimation d'un enfant naturel par mariage subséquent, s'il est né depuis la donation.

La révocation pour cause de survenance d'enfants aura lieu quand même l'enfant fût conçu au moment de la donation.

Elle a lieu dans tous les cas; que le donateur ait laissé encore après la naissance le donataire en possession, ou qu'il ait formé la demande dans un court délai; que l'enfant meure avant la demande ou qu'il soit encore vivant; que ce soit une donation en faveur de mariage ou une donation ordinaire. Les biens rentrent dans le patrimoine du donateur libres de toutes charges, et même de toute hypothèque légale de la femme lorsque la donation a été faite en faveur de mariage.

La prescription qui s'applique à la révocation pour cause de survenance d'enfants est de trente ans à partir du jour de la naissance de l'enfant.

Les donations révoquées pour cause de survenance d'enfants ne pourront revivre ou avoir de nouveau leur effet, ni par la mort de l'enfant du donateur, ni par aucun acte confirmatif; et si le donateur veut donner les mêmes biens au même donataire, soit avant ou après la mort de l'enfant par la naissance duquel la donation avait été révoquée, il ne pourra le faire que par une nouvelle disposition.

Toute clause ou convention par laquelle le donataire aurait renoncé à la révocation de la donation pour survenance d'enfants, sera regardée comme nulle et ne pourra produire aucun effet.

CHAPITRE CINQUIÈME.

DES DISPOSITIONS TESTAMENTAIRES.

SECTION Ire.

DES RÈGLES GÉNÉRALES SUR LA FORME DES TESTAMENTS.

Il y a trois sortes de testaments : le testament *olographe*, le testament *public*, le testament *mystique* ou secret.

Le testament *olographe* est celui qui est écrit en entier de la main du testateur ; il a l'avantage de tenir secrètes les dernières dispositions et de pouvoir être fait en tout temps et en tous lieux. Mais ceux qui ne peuvent pas écrire ne peuvent tester dans cette forme.

Le testament *public* est écrit par un notaire en présence de témoins. C'est le testament de ceux qui ne savent pas écrire.

Le testament *mystique* est le testament présenté clos et cacheté à un notaire, assisté de témoins, avec déclaration par le testateur que c'est bien là son testament. Les formes de cette manière de tester sont très-compliquées.

Deux considérations générales, s'appliquant aux trois formes de testament, doivent être signalées.

Le testament est un acte solennel : la loi a tracé des formes qu'il faut suivre sous peine de nullité. Mais peu importent les paroles dont s'est servi le testateur pour transmettre tout ou partie de ses biens ; pourvu que sa volonté soit clairement exprimée, elle sera respectée Ainsi, s'il veut disposer du tout en faveur d'une personne, il peut dire : j'institue héritier... j'institue légataire universel... je donne ou lègue tous mes biens, etc ; s'il veut disposer seulement de partie de ses biens, il peut dire : Je donne la moitié, le tiers de mes biens... j'institue héritier ou légataire pour moitié, pour un tiers, pour la quotité disponible, etc.

Une deuxième remarque, appliquable aux trois formes de testaments : c'est que deux ou plusieurs personnes ne peuvent avoir un testament commun, soit pour tester toutes deux en faveur d'un tiers, soit pour se faire des dispositions réciproques et mutuelles.

Étudions maintenant séparément chacune des formes des testaments.

1° *Testament olographe* (1).—Trois conditions essentielles sont exigées pour la validité de ce testament : *Qu'il soit écrit en entier, daté et signé du testateur.*

Il doit être écrit en entier, et un seul mot écrit d'une main étrangère rendrait nul le testament. Mais, pour cela, il faut que ce mot ait reçu l'approbation du testateur ; car il serait trop facile de vicier un testament à celui qui le découvrirait, en ajoutant un mot de sa main. Du reste, il peut être écrit sur n'importe quel papier, libre ou timbré, ou sur du parchemin, ou même sur un mur, si on n'a pas eu d'autre moyen de manifester sa volonté.

Il doit être daté, car il faut pouvoir reconnaître si le testateur était à ce moment capable ou incapable, si tel testament a été fait avant tel autre, etc. La date peut être au commencement ou à la fin du testament, ou dans le corps de l'écrit.

Il doit être signé. La signature est celle dont on signe habituellement. Au reste, n'importe quelle signature est suffisante, pourvu qu'elle fasse connaître sans équivoque le testateur (2).

---

(1) Voy. FORMULAIRE n° 11.

(2) Voyez ci-après à la section IV les formalités à remplir quand on trouve un testament.

2° *Testament public* — Un testament public est celui qui est reçu par deux notaires, en présence de deux témoins, ou d'un notaire en présence de quatre témoins.

Il doit être *dicté* par le testateur et écrit par un notaire. Il est lu aux témoins et au testateur, et tous le signent avec le notaire. Le notaire fait mention du tout.

Si le testateur ne sait ou ne peut signer, on signale la cause pour laquelle il ne signe pas. Dans les campagnes, la signature d'un des témoins, s'il y a deux notaires, de deux témoins s'il n'y en a qu'un, est suffisante pour la validité.

Si le testateur ne peut facilement employer la langue française, il peut s'en dispenser : dans ce cas, le notaire écrit le testament en langue étrangère et en fait une traduction en français en marge. Les témoins doivent comprendre les deux langues.

Le testament public fait foi : celui qui contesterait les déclarations du notaire serait tenu de s'inscrire en faux.

3° *Testament mystique.* (1) — Voici à quelles formalités est soumis un testament mystique ou secret. Il faut :

1° Que le testateur écrive lui-même ses dispositions ou les fasse écrire par un tiers ;

2° Que, dans tous les cas, l'écrit soit signé par lui-même ;

3e Que le testateur ait clos et scellé l'écrit qui contient ses dispositions, soit en présence du notaire, soit hors sa présence, et qu'il le présente ainsi au notaire, en lui déclarant si l'écriture du testament est de lui ou d'un autre.

4° Que le notaire dresse un procès-verbal de suscription constatant que le testateur s'est présenté chez lui et lui a donné ce papier en lui disant : « Ce papier est mon testament. » Cet acte de suscription doit être signé du testateur, du notaire et de six témoins. Si le testateur ne savait pas signer au moment du testament, on appelle un septième témoin qui signe avec les autres, l'acte de suscription ;

5° Que toutes ces formalités soient accomplies sans désemparer, c'est-à-dire sans vaquer à d'autres occupations.

Les témoins dont la présence est requise dans les testaments doivent être mâles, majeurs de vingt et un ans, Français, et jouissant de leurs droits civils.

Mais ne peuvent être témoins dans les testaments *publics* : les légataires du testateur, ses parents jusqu'au quatrième degré et les clercs du notaire qui reçoit le testament.

Celui qui ne sait pas ou ne peut pas écrire ne peut faire qu'un testament public ; s'il sait lire, il peut aussi faire un testament mystique. Celui qui ne peut ni lire, ni écrire, ne peut tester que par un acte public. Les muets peuvent faire un testament olographe ou mystique, *s'ils savent écrire* ; s'ils ne savent pas écrire, ils ne peuvent faire de testament en aucune forme. Les sourds peuvent aussi, s'ils savent écrire, tester dans la forme olographe ou mystique ; ils ne peuvent, en aucun cas, tester par acte public. S'ils ne savent ni lire, ni écrire, ils n'ont aucun moyen de faire un testament.

Toutes les formes de ces testaments sont prescrites à peine de nullité.

SECTION II.

DES RÈGLES PARTICULIÈRES SUR LA FORME DE CERTAINS TESTAMENTS

Quatre circonstances particulières dispensent des formes rigoureuses que nous venons d'étudier. Ce sont : 1° le service militaire ; 2° la maladie contagieuse ; 3° le voyage maritime ; 4° le séjour à l'étranger.

---

(1) Voy. FORMULAIRE n° 12.

1° *Le service militaire.* — Les testaments des militaires et des individus employés dans les armées pourront, en quelque pays que ce soit, être reçus par un chef de bataillon ou d'escadron, ou par tout autre officier d'un grade supérieur, en présence de deux témoins, ou par deux intendants, ou par un intendant en présence de deux témoins.

Si le militaire est malade ou blessé, ils pourront être reçus par l'officier de santé en chef, assisté du commandant militaire chargé de la police de l'hospice.

Les militaires ne jouissent de ce privilége que s'ils sont hors du territoire français, ou prisonniers chez l'ennemi, ou en France dans une place assiégée ou une citadelle d'où les communications sont interrompues à cause de la guerre.

Le testament fait dans la forme ci-dessus sera nul six mois après que le testateur sera revenu dans un lieu où il ait la liberté d'employer les formes ordinaires.

Il est bien entendu, au reste, que le militaire peut, s'il le préfère, tester en la manière accoutumée.

2° *Maladie contagieuse.* — Les personnes qui sont dans un lieu avec lequel toute communication est interceptée à cause de la peste ou d'une autre maladie contagieuse, peuvent, qu'elles soient ou non malades, tester devant le juge de paix ou devant l'un des officiers municipaux de la commune, en présence de deux témoins. Ces testaments sont encore valables pendant six mois après le rétablissement des communications.

3° *Voyage en mer.* — Les testaments faits au cours d'un voyage en mer pourront être reçus, savoir : à bord des vaisseaux et autres bâtiments de l'Etat, par l'officier commandant le bâtiment, ou, à son défaut, par celui qui le supplée dans l'ordre du service, l'un ou l'autre conjointement avec l'officier d'administration ou avec celui qui en remplit les fonctions; et, à bord des bâtiments de commerce, par l'écrivain du navire ou celui qui en fait les fonctions, l'un ou l'autre conjointement avec le capitaine, le maître ou le patron, ou, à leur défaut, par ceux qui les remplacent.

Dans tous les cas, les testaments devont être reçus en présence de deux témoins.

Le testament ainsi fait est nul trois mois après que le testateur a mis pied à terre.

Les officiers des bâtiments sont chargés de faire parvenir, par l'entremise des consuls français et du ministre, une copie du testament au greffe du domicile du testateur.

Les testaments faits sur mer ne pourront contenir aucune libéralité en faveur des officiers du vaisseau, à moins qu'ils ne soient parents du testateur.

4° *Séjour à l'étranger.* — Un Français qui se trouvera en pays étranger pourra faire ses dispositions testamentaires par acte olographe, ou par acte authentique, avec les formes usitées dans le lieu où cet acte sera passé.

Les testaments faits en pays étranger ne pourront être exécutés sur les biens situés en France qu'apres avoir été enregistrés au bureau du domicile du testateur, s'il en a conservé un, sinon au bureau de son dernier domicile connu en France; et, dans le cas où le testament contiendrait des dispositions d'immeubles qui y seraient situés, il devra être, en outre, enregistré au bureau de la situation de ces immeubles, sans qu'il puisse être exigé un double droit.

Toutes ces diverses formalités sont exigées à peine de nullité du testament.

SECTION III.

DES INSTITUTIONS D'HÉRITIER ET DES LEGS EN GÉNÉRAL

Les dispositions testamentaires sont ou universelles ou à titre universel, ou

à titre particulier, selon qu'elles comprennent tous les biens du testateur, ou une fraction du tout, ou un ou plusieurs objets déterminés.

Les termes dans lesquels sont institués les légataires importent peu, pourvu que la volonté du testateur soit clairement exprimée. Les successeurs appelés par la loi sont seuls *héritiers ;* les autres sont légataires; néanmoins, le testateur peut avoir dit qu'il institue une personne son *héritière* pour le tout; la disposition recevra son effet. Cette personne sera considérée comme *légataire* pour le tout.

SECTION IV.

DU LEGS UNIVERSEL

On appelle legs universel celui qui donne *vocation* à une ou plusieurs personnes à la totalité des biens laissés par le défunt (1).

Je m'explique : quand je légue tous mes biens à Pierre et Paul, je donne *vocation*, c'est-à-dire un droit *éventuel* à chacun d'eux à la totalité de mes biens. Si Paul renonce, c'est bien en effet Pierre qui aura tous les biens et réciproquement; de même, si l'un ou l'autre est mort au moment de l'ouverture de la succession. Si le légataire est en présence d'un héritier réservataire, c'est-à-dire d'un de ces parents du défunt qui ont *nécessairement* une fraction de sa succession, il ne profitera pas non plus de la totalité des biens; mais il aura un droit éventuel au tout, et si l'héritier réservataire renonce, il recueillera toute la succession.

Il pourrait même arriver que le légataire universel n'ait rien. Supposez que je légue à Pierre 10,000 francs, et que ma succession ne soit que de 10,000 francs. Paul, à qui j'aurai légué la totalité de mes biens, ne recevra absolument rien et le légataire particulier, Pierre, prendra tout.

Délivrance du legs universel. — S'il y a, au décès du *de cujus*, des héritiers réservataires, c'est-à-dire auxquels la loi réserve une partie des biens (ascendants et descendants), ce sont ces héritiers qui sont *saisis* de la succession entière, et c'est à eux que les légataires universels demandent la délivrance des biens.

Mais, par une faveur particulière, les légataires universels auront la jouissance des biens compris dans le testament à compter du jour du décès, s'ils ont eu soin de former leur demande dans l'année du décès; sinon, la jouissance n'est due que du jour de la demande ou du jour que la délivrance aurait été volontairement consentie par l'héritier.

Cette demande en délivrance de legs se fait ainsi en pratique : le légataire somme, par acte d'huissier, l'héritier ou les héritiers de se trouver tel jour, à telle heure chez un notaire pour y consentir la délivrance du legs. Si les héritiers font défaut, ou s'ils ne veulent pas accorder le legs, l'affaire est portée devant le tribunal civil de l'ouverture de la succession (dernier domicile du défunt), qui prononce un jugement de délivrance.

S'il n'y a pas d'héritiers réservataires, le légataire universel est *saisi* de plein droit du jour du décès du testateur, et il n'a à demander la délivrance à personne.

Toutefois, si le testament n'est pas *authentique*, le légataire devra accomplir deux formalités préalables.

La première est contenue dans l'article 1007 : Tout testament olographe sera, avant d'être mis à exécution, présenté au président du tribunal de pre-

---

(1) Voy. Formulaire n° 13.

mière instance de l'arrondissement dans lequel la succession est ouverte. Ce testament sera ouvert, s'il est cacheté. Le président dressera procès-verbal de la présentation, de l'ouverture et de l'état du testament, dont il ordonnera le dépôt entre les mains du notaire par lui commis. — Si le testament est dans la forme mystique, sa présentation, son ouverture, sa description et son dépôt seront faits de la même manière; mais l'ouverture ne pourra se faire qu'en présence de ceux des notaires et des témoins signataires de l'acte de suscription qui se trouveront sur les lieux ou eux appelés.

Il est d'usage, en pratique, que le légataire fasse choix tout d'abord d'un notaire auquel il veut que le testament soit déposé; c'est à lui qu'il le confie, en lui donnant la mission de faire déposer, ouvrir et décrire le testament par le magistrat compétent.

La deuxième formalité est celle-ci : le légataire universel est tenu de se faire envoyer en possession par une ordonnance du président du tribunal civil du lieu de l'ouverture de la succession, mise au bas d'une requête (présentée par un avoué), à laquelle est joint l'acte de dépôt.

Paiements des dettes et des legs. — Si le légataire universel est en concours avec des héritiers réservataires, chacun d'eux contribue aux dettes de la succession proportionnellement aux biens qu'il recueille.

Quant aux legs à titre universel ou particuliers, le légataire universel est seul chargé d'en faire la délivrance. Comme les légataires à titre universel contribuent aux dettes, leur legs subira une réduction proportionnée à celle que le légataire universel a lui-même subie pour le paiement des dettes; mais le légataire particulier, qui ne contribue jamais aux dettes, recevra son legs intégralement, ou du moins jusqu'à concurrence de l'émolument retiré par le légataire universel dans la succession.

SECTION V

DU LEGS A TITRE UNIVERSEL

Le legs à titre universel est celui par lequel le testateur légue une quote-part des biens dont la loi lui permet de disposer, telle qu'une moitié, un tiers, ou tous ses immeubles, ou tout son mobilier, ou une quotité fixe de tous ses immeubles ou de tout son mobilier; par exemple, 1/10 de tous ses biens, de tous ses immeubles (1).

Tout autre legs, qui, d'ailleurs, n'est pas universel, est à titre particulier. Ainsi, sont des legs à titre particulier : le legs de toutes les maisons, de tous les champs, de tous les bois ou même de l'usufruit de tous les biens, parce qu'aucun de ces legs ne rentre dans l'énumération précédente.

Délivrance des legs à titre universel. — Les légataires à titre universel n'ont jamais la *saisine* ou possession légale, quelle que soit la qualité des héritiers avec lesquels ils concourent et la forme du testament qui les a institués.

A qui demandent-ils donc leur délivrance? Aux héritiers réservataires, s'il y en a; sinon, aux autres héritiers naturels, et, s'il ne se présente aucun héritier, à un curateur à la succession réputée vacante, qu'il a soin de faire nommer préalablement. Mais s'il est en concours avec un légataire universel déjà mis en possession, c'est à ce dernier qu'il devra s'adresser.

La procédure à suivre dans la pratique est celle que nous avons indiquée pour les legs universels.

---

(1) Voy. Formulaire n° 14.

Le légataire à titre universel paie les dettes de la succession avec les héritiers naturels et les légataires universels, proportionnellement à sa part, jusqu'à concurrence de son émolument, pourvu qu'il ait fait constater, par un inventaire, la valeur de la succession.

S'il n'avait pas eu soin de provoquer un inventaire, les biens recueillis se confondraient avec les siens propres, et il serait tenu des dettes même au delà de son émolument. On voit par là l'importance de cette formalité.

Comme l'hypothèque est indivisible, le créancier de la succession qui trouve un immeuble hypothéqué à son profit, entre les mains d'un légataire à titre universel, peut le poursuivre en paiement de toute sa créance, et, au besoin, faire vendre l'immeuble. C'est ce qu'exprime la loi lorsqu'elle dit qu'il sera tenu hypothécairement pour le tout.

La part proportionnelle dans les dettes est facile à fixer quand le legs est du tiers, du quart de la succession ; mais elle l'est moins s'il est de tous les meubles ou tous les immeubles, etc. On est obligé d'avoir recours à une estimation générale pour l'établir. Soit une succession de 100,000 francs et un legs de tous les meubles, qui vaut 60,000 francs. Le légataire prend les 3/5 de la succession; il devra payer les 3/5 des dettes.

Quant aux legs à titre particulier, le légataire à titre universel les paie en proportion de son émolument s'il est en concours avec des héritiers naturels ou des légataires universels; mais la réserve reste toujours intacte, elle ne sert jamais à acquitter les legs.

SECTION VI.

DES LEGS PARTICULIERS ET DE QUELQUES RÈGLES S'APPLIQUANT A TOUS LES LEGS.

On appelle legs particulier celui par lequel le testateur légue un ou plusieurs objets déterminés, comme les biens situés dans telle commune, l'immeuble situé dans telle rue, etc. (1).

Sous ce titre, le Code a rangé un certain nombre de règles communes à tous les legs

Tout légataire doit, à l'exception du légataire par acte authentique, présenter d'abord à l'ouverture et description du Président du tribunal civil du lieu de l'ouverture de la succession, le testament qui le concerne.

Le testament est ensuite enregistré à la requête des intéressés. Chaque intéressé peut faire enregistrer son legs seulement et ne payer de droits que pour ce legs. Les droits d'enregistrement sont supportés par le légataire, à moins qu'il n'ait été dit autrement.

Mais cette faculté de ne payer que les droits dûs pour son legs ne s'applique qu'au légataire particulier: le légataire universel ou à titre universel qui veut obtenir l'exercice des droits qu'il tient du testament doit payer les droits de mutation pour le tout, sauf son recours.

Les intérêts ou fruits des choses léguées profiteront au légataire universel ou à titre universel du jour du décès, pourvu qu'il demande leur délivrance dans l'année qui le suit. Il n'en est pas ainsi du légataire particulier: les intérêts et fruits ne courent pour lui, dans tous les cas, que du jour de la délivrance ou de sa demande en justice, sauf dans deux hypothèses:

1° Lorsque le testateur aura expressément déclaré sa volonté à cet égard dans le testament; 2° Lorsqu'une rente viagère ou une pension aura été léguée à titre d'aliments.

Les frais de la demande en délivrance seront à la charge de la succession,

---

(1) Voy. FORMULAIRE n° 15.

sans toutefois qu'il en puisse résulter une diminution de la réserve légale. L'héritier naturel ou le légataire universel, qui est tenu de faire la délivrance, a donc tout intérêt à l'accorder à l'amiable, car les frais d'une action en justice diminueraient d'autant la succession.

Cette délivrance amiable se fait par n'importe quel acte : authentique ou sous-seing privé (1).

Nous avons supposé que le legs était pur et simple, c'est-à-dire qu'il n'avait pas été fait à terme ou sous condition. S'il y a terme, le droit est acquis du jour du décès, mais l'exercice ne peut en être demandé qu'à l'arrivée du terme. S'il y a condition, la condition suspend l'existence même du droit: le legs produira ou non son effet, selon que la condition se sera ou non réalisée.

Tout droit à un legs est transmissible aux héritiers dès l'ouverture de la succession. Ainsi, si un légataire particulier de 100,000 francs meurt le lendemain du jour de l'ouverture de la succession, il transmet à ses héritiers personnels ses droits à ce legs.

La chose léguée sera délivrée avec les accessoires nécessaires, et dans l'état où elle se trouvera au jour du décès du donateur.

Il ne faut pas exagérer la portée de cette règle: lorsque celui qui a légué la propriété d'un immeuble l'a postérieurement augmentée par des acquisitions, ces acquisitions, fussent-elles contiguës, ne seront pas censées, sans une nouvelle disposition, faire partie du legs, Il en sera autrement des embellissements ou des constructions nouvelles faites sur le fonds légué, ou d'un enclos dont le testateur aurait augmenté l'enceinte.

Comme la chose léguée doit être délivrée telle qu'elle se trouve au moment du décès du testateur, l'immeuble légué est délivré avec ses hypothèques, charges et servitudes. Celui qui doit faire la délivrance n'est point tenu de rendre cet immeuble libre de toutes charges, à moins que le testament ne l'y oblige.

Si le testateur a légué la chose d'autrui, le legs est nul, soit que le testateur ait connu ou non qu'elle ne lui appartenait pas.

Il y a des auteurs qui prétendent, néanmoins, que, dans ce cas, le légataire peut exiger la valeur de la chose léguée; mais nous ne pensons point qu'une telle prétention soit soutenable.

Au reste, le testateur peut léguer une chose indéterminée: un cheval, une voiture, sans la spécifier autrement. Celui qui est tenu d'acquitter le legs a le choix du cheval, de la voiture; il n'est pas obligé de donner un cheval ou une voiture de la meilleure qualité, mais il ne pourra pas l'offrir de la plus mauvaise. Ce sera aux tribunaux, en cas de contestation, de décider si la chose offerte est ou non convenable.

Les legs faits à un créancier ou à un domestique ne sont pas censés faits en compensation de la créance ou des gages; ils seront donc acquittés en sus des autres créances.

Enfin, une disposition importante s'appliquant au légataire particulier est celle-ci: le légataire particulier ne sera *jamais* tenu des dettes de la succession, sauf la réduction de son legs, s'il y a lieu, et sauf l'action hypothécaire, s'il a dans son lot l'immeuble hypothéqué; mais dans ce dernier cas, il a un recours, contre les héritiers ou les autres légataires.

SECTION VII

DES EXÉCUTEURS TESTAMENTAIRES

Ce sont les héritiers du sang qui doivent se faire les exécuteurs des dernières volontés du défunt, c'est-à-dire être ses exécuteurs testamentaires.

---

(1) Voy. Formulaire nº 16.

Mais quelquefois le défunt préfère confier l'exécution de son testament à un ou plusieurs exécuteurs testamentaires, la plupart du temps ses amis ou des hommes de lois s'entendant aux affaires, afin d'être encore plus sûrs de la réalisation de sa volonté dernière (1).

Un exécuteur testamentaire est donc un mandataire non salarié qui est chargé de veiller à l'exécution du testament.

Il est mandataire, et, par conséquent, il ne peut être tenu du mandat que s'il l'a accepté, et il a toujours le droit de le refuser; il est non salarié, c'est-à-dire que si le testateur n'a rien légué à son exécuteur testamentaire, celui-ci ne peut rien exiger; mais, en général, le testateur a soin de lui faire un présent, en reconnaissance des services qu'il doit en recevoir.

Les exécuteurs testamentaires n'ont point la saisine de plein droit, mais le testateur peut la leur donner.

S'ils n'ont point la saisine, ils se bornent à *surveiller* l'exécution par ceux qui l'ont des dispositions testamentaires. Si le testament est attaqué, ils interviennent pour en soutenir la validité; s'il y a des mesures conservatoires à prendre, ils peuvent les provoquer, mais ils n'exécutent point directement le testament.

Si, au contraire, ils ont la saisine (et ils ne peuvent l'avoir que pendant un an et un jour), ils font eux-mêmes exécuter le testament.

Leurs obligations, dans ce cas, consistent: 1° à faire apposer les scellés, s'il existe des héritiers mineurs, interdits ou absents; 2° à faire faire en même temps que la levée des scellés l'inventaire des biens de la succession, en présence de l'héritier présomptif ou lui dûment appelé; 3° à provoquer la vente du mobilier à défaut de deniers suffisants pour acquitter les legs; 4° à veiller à ce que toutes les dernières volontés soient exécutées, et, au besoin, en demander l'exécution en justice, s'il s'élève des contestations; 5° enfin, à rendre compte de sa gestion à l'expiration de son mandat, c'est-à-dire de l'année (2).

Les frais faits par l'exécuteur testamentaire pour l'apposition des scellés, l'inventaire, le compte et les autres frais relatifs à ses fonctions, seront à la charge de la succession et doivent figurer sur le compte des frais d'exécution testamentaire présenté par l'exécuteur.

Les pouvoirs confiés à l'exécuteur testamentaire ne passent point à ses héritiers, mais ceux-ci ont le devoir de prévenir les intéressés de son décès, et même, s'il y a urgence, à prendre les mesures conservatoires dans l'intérêt de la succession.

S'il y a plusieurs exécuteurs testamentaires qui aient accepté, un seul pourra agir au défaut des autres; et ils seront solidairement responsables du compte du mobilier qui leur a été confié, à moins que le testateur n'ait divisé leurs fonctions et que chacun d'eux se soit renfermé dans celle qui lui était attribuée.

L'héritier du sang a un moyen pour faire cesser la saisine, c'est de payer lui-même les legs contenus dans le testament ou d'offrir à l'exécuteur testamentaire somme suffisante pour ce paiement.

Pour être exécuteur testamentaire une condition est absolument indispensable: c'est qu'on soit capable de contracter des obligations parfaitement valables.

Aussi, les mineurs, les interdits, les femmes mariées, en général, ne peuvent accepter une exécution testamentaire, ou plutôt ce sont les héritiers et les légataires qui peuvent refuser d'avoir ces incapables pour exécuteurs testamentaires.

Cependant la femme mariée pourra accepter l'exécution testamentaire avec le consentement de son mari; et si elle est séparée de biens soit par contrat de mariage, soit par jugement, elle le pourra avec le consentement de son mari, ou, à son refus, avec l'autorisation de justice.

---

(1) Voy. FORMULAIRE n° 17

(2) Voy. FORMULAIRE n° 18.

SECTION VIII.

DE LA RÉVOCATION DES TESTAMENTS ET DE LEUR CADUCITÉ

On appelle testament *nul* celui qui est fait soit par un incapable, soit par une personne capable *sans les formes légales*:

Un testament *révoqué* est celui qui a cessé de valoir par suite d'un changement de volonté du testateur.

Enfin, un testament devient *caduc* lorsqu'il manque de produire son effet par suite de l'incapacité du légataire, ou de la perte de la chose léguée.

La loi s'occupe dans cette section des testaments révoqués et des testaments caducs.

Révocation. — La révocation peut être *expresse* ou *tacite*. La loi reconnaît deux modes de révocation expresse: 1° la révocation par un testament postérieur; 2° la révocation par acte notarié.

La révocation expresse par un testament postérieur résulte de la déclaration faite dans ce testament que l'on révoque tous les testaments antérieurs ou tel testament (1).

Remarquez qu'il suffit que le testament soit valable pour opérer la révocation, bien qu'il ne reçoive pas son exécution.

La révocation expresse par acte notarié résulte d'un acte passé devant notaire dans lequel le testateur déclare son intention de révoquer un testament. Cet acte n'est pas soumis à d'autres formalités que les actes notariés ordinaires.

La révocation est tacite dans les deux cas suivants:

1° Lorsqu'un second testament contient des dispositions *contraires* ou *incompatibles* avec celles qui sont contenues dans le premier.

On dit que les dispositions sont contraires, lorsqu'elles sont faites à deux personnes différentes. Ainsi, Paul légue sa maison A, dans un testament, à Pierre; dans un autre testament, postérieur à celui-ci, il dispose de la maison A en faveur de Jacques. Cette dernière disposition seule recevra son exécution; les deux dispositions étant contraires, il y a révocation tacite de la première.

Les dispositions sont incompatibles quand toutes deux ne peuvent s'exécuter en même temps. Soit le tiers d'une succession léguée par un premier testament; dans un testament postérieur, il n'est légué que le dixième à la même personne. Comme les deux dispositions sont incompatibles, que l'une et l'autre ne peuvent recevoir leur exécution, la dernière seule aura son effet; la première est révoquée tacitement.

2° Lorsque le testateur a aliéné la chose léguée. Le *de cujus* sait parfaitement qu'il a légué sa maison A à Paul; s'il la vend, il prouve par là que son intention est de ne pas en faire profiter le légataire, en d'autres termes, de de révoquer le legs précédent.

Caducité. — Tout legs est caduc:

1° Lorsque le légataire n'a pas survécu au testateur;

2° Lorsque la condition sous laquelle avait été fait le legs vient à défaillir;

3° Lorsque la chose léguée a totalement péri pendant la vie du testateur. Il en sera de même si elle a péri après sa mort sans le fait et la faute de l'héri-

(1) Voy. FORMULAIRE n° 19.

tier, quoique celui-ci fût en retard de la délivrer, lorsqu'elle eût également dû périr entre les mains du légataire.

4° Lorsque le légataire répudie le legs ou se trouve incapable de le recueillir.

Mais qui est-ce qui bénéficie de la caducité des legs? Le principe est celui-ci : la caducité profite à ceux auquels le legs aurait nui, s'il eût produit son effet.

Les légataires profiteront des legs caducs par droit d'accroissement, si les legs ont été faits *conjointement*. J'entends par là si le testateur a dit, par exemple: « Je légue tel champ à Pierre et à Paul », ou bien si la chose léguée à deux légataires même par deux dispositions séparées, mais dans le même testament, n'est pas facilement divisible.

L'inexécution des conditions sous lesquelles aura été fait un legs, l'ingratitude à l'égard du testateur, sont deux causes qui donnent ouverture aux héritiers à une demande judiciaire en révocation.

CHAPITRE SIXIÈME

DES DISPOSITIONS PERMISES EN FAVEUR DES PETITS-ENFANTS DU DONATEUR OU TESTATEUR, OU DES ENFANTS DE SES FRÈRES OU SŒURS.

Nous savons que les substitutions sont prohibées, c'est-à-dire les dispositions par lesquelles le testateur dispose de ses biens en faveur de certaines personnes en leur imposant l'obligation de rendre, à leur mort, ces biens donnés à d'autres personnes. Ainsi, je donne à Paul ma maison A à charge par lui de la rendre, à sa mort, à Pierre; cette substitution est prohibée, et elle rend même sans effet la dispositiou que j'ai faite en faveur de Paul.

Mais la loi a pensé que la substitution pouvait être autorisée dans certains cas, quand elle était justifiée par les liens d'une étroite parenté. On appelle alors *appelé* celui au profit duquel est ouverte la substitution, et *grevé* celui qui a charge de restituer.

Substitutions permises. — Les cas où la substitution est permise sont les suivants (1) :

1° (Art. 1048). Les biens dont le père et la mère ont la faculté de disposer pourront être par eux donnés, en tout ou en partie, à un ou plusieurs de leurs enfants, par actes entre-vifs ou testamentaires, avec la charge de rendre ces biens aux enfants nés et à naître, au premier degré seulement, des dits donataires.

2° (Art. 1049). Sera valable la disposition par laquelle le défunt aura fait un legs de certains biens à un ou plusieurs de ses frères ou sœurs, à la charge par eux de les rendre à leurs enfants, au premier degré seulement.

Une condition est essentielle à la validité de cette clause, dans les deux cas : c'est que la substitution profite indistinctement à tous les enfants du grevé, et non à un seul ou à tel ou tel.

La représentation a lieu dans le cas de substitution en faveur des enfants d'un fils prédécédé. Ainsi, le petit-fils de mon frère viendra, par représentation de son père décédé, recueillir les biens grevés de substitution.

La substitution peut être faite postérienrement à la donation ou au testament, si dans une donation ou testament plus récent se trouve la clause que

(1) Voy. FORMULAIRE n° 20.

les premiers biens donnés seront restitués, à la mort du bénéficiaire, à ses enfants.

Nous disons à la mort du bénéficiaire ; mais cela n'empêche pas ce dernier de renoncer à la jouissance des biens donnés pour mettre en possession les appelés à quelque époque que ce soit de sa vie. Ses créanciers, néanmoins, auraient le droit de critiquer cet abandon, car il prive leur débiteur d'une source de revenus, et, par conséquent, d'une partie de leurs garanties.

Si les femmes des grevés de substitution avaient un recours sur les biens donnés à charge de restitution, les appelés seraient souvent frustrés dans leurs espérances ; ce recours n'existe que si le donateur ou testateur l'a autorisé ; encore ne peut-il comprendre que le *capital* de la dot.

Mesures prises dans l'intérêt des appelés. — La loi a pris des mesures dans l'intérêt des appelés, qui, la plupart du temps, seront des mineurs ou qui ne sont pas encore nés.

D'abord, celui qui fera une substitution pourra, par le même acte, ou par un acte postérieur, en forme authentique, nommer un tuteur chargé de l'exécution de cette disposition ; ce tuteur ne pourra être dispensé que pour une des causes qui dispensent d'accepter la tutelle des mineurs.

A défaut de ce tuteur, il en sera nommé un à la diligence du grevé, ou de son tuteur s'il est mineur, dans le délai d'un mois, à compter du jour du décès du donateur ou testateur, ou du jour que, depuis cette mort, l'acte contenant la disposition aura été connu.

La sanction de cette prescription est très-sévère ; le grevé de restitution est privé de sa donation ou de son legs, et ce sont les appelés qui entrent en jouissance à sa place.

Le tuteur est nommé par le conseil de famille des appelés, comme s'ils étaient mineurs et qu'il fallût leur donner un tuteur.

Il doit être procédé à l'inventaire et à la prisée des biens laissés par le défunt dans les trois mois de son décès, à moins qu'il ne s'agisse que d'un legs particulier. Les frais seront pris sur les biens compris dans la disposition.

Si le grevé n'a pas fait procéder à l'inventaire, le tuteur prend soin de le faire dresser dans le mois qui suit le délai dans lequel il aurait dû l'être.

Quand l'inventaire est terminé, il y a lieu de vendre les meubles et effets mobiliers compris dans la disposition. C'est le grevé qui fait procéder à cette vente, après affiches, et aux enchères. Il fait, dans le délai de six mois après la clôture de l'inventaire ou de la vente, emploi des deniers comptants ou du produit de la vente. L'emploi pour les sommes recouvrées et pour les remboursements de rentes doit, au contraire, être fait dans les trois mois de la réception des deniers.

Toutefois, il y a des objets que l'on ne vend pas : ce sont les meubles meublants et autres choses mobilières que le donateur ou testateur a ordonné de conserver en nature ou les bestiaux et ustensiles qui servent à faire valoir les terres ; une estimation seule sera nécessaire pour que le grevé rende une valeur égale lors de la restitution.

L'emploi, lorsqu'il est nécessaire, sera fait conformément à ce qui aura été ordonné par le disposant, et, si le disposant n'a rien ordonné, il ne pourra l'être qu'en immeubles ou avec privilége sur des immeubles.

Les dispositions par actes entre-vifs ou testamentaires à charge de restitution seront, à la diligence, soit du grevé, soit du tuteur nommé pour l'exécution, rendues publiques ; savoir, quant aux immeubles, par la transcription des actes sur les registres du bureau des hypothèques du lieu de la situation ; et quant aux sommes colloquées avec privilége sur des immeubles, par l'inscription sur les biens affectés au privilége.

Le défaut de transcription de l'acte contenant la disposition, pourra être opposé par des créanciers et tiers acquéreurs, même aux mineurs ou interdits sauf le recours contre le grevé et contre le tuteur à l'exécution, et sans que les

mineurs ou interdits puissent être restitués contre ce défaut de transcription, quand même le grevé et le tuteur se trouveraient insolvables.

Le défaut de transcription ne pourra être suppléé par la connaissance que les tiers auraient pu avoir par une autre voie de la substitution ; mais ceux qui sont donataires, légataires ou héritiers du disposant ne peuvent opposer le défaut de transcription aux appelés.

La responsabilité du grevé est telle, que l'article 1073 dit : « Le tuteur nommé pour l'exécution de la substitution sera personnellement responsable, s'il ne s'est pas, en tout point, conformé aux règles ci-dessus établies pour le constat des biens pour la vente du mobilier, pour l'emploi des deniers, pour la transcription et l'inscription, et, en général, s'il n'a pas fait toutes les diligences nécessaires pour que la charge de restitution soit bien et fidèlement exécutée. »

Et l'article suivant ajoute : si le grevé est mineur, il ne pourra, dans le cas même de l'insolvabilité de son tuteur, être restitué contre l'inexécution des règles qui lui sont prescrites par les articles du présent chapitre.

CHAPITRE SEPTIÈME

DES PARTAGES FAITS PAR PÈRE, MÈRE OU AUTRES ASCENDANTS A LEURS DESCENDANTS.

Il n'est peut-être point de loi plus salutaire, plus utile, inspirée par un sentiment plus digne que celle qui autorise les père, mère ou autres ascendants à partager leurs biens entre leurs descendants. Que de difficultés évitées ! que d'inimitiés, que de dissensions taries dans leur source ! Il serait bien à souhaiter que les père de famille comprissent tout l'intérêt qu'il y a pour eux à faire, de leur vivant, le partage de leurs biens, et de prévenir ainsi la discorde qu'entraîne toujours un partage entre descendants. J'ajoute que les frais de mutation seront bien moins considérables si le partage est anticipé.

La forme des partages anticipés est celle des donations ou des testaments ; celle des donations, c'est-à-dire acte notarié, avec minute, acceptation des intéressés, etc ; celle des testaments, c'est-à-dire forme olographe, authentique ou mystique (1).

Le partage anticipé a des effets spéciaux relativement aux dettes du défunt.

Si le partage est fait par donation, il ne peut comprendre que les dettes qui ont une date certaine, antérieure à l'acte de donation. On ne peut donc rien stipuler quant aux dettes postérieures ; elles seront payées proportionnellement entre les frères et sœurs ou leurs descendants.

Si le partage est fait par testament, ce partage n'a aucun effet sur les dettes Chacun des enfants paie une portion des dettes correspondante à ses droits dans la succession ; il peut même être tenu de donner au-delà de ce qu'il a reçu s'il a accepté purement et simplement.

Remarquons bien que le père de famille qui divise entre ses enfants les biens qu'il possède, ne fait pas autre chose que ce que les enfants auraient dû faire après sa mort, il fait un partage.

De là il suit :

1° Qu'il doit, autant que possible, éviter le morcellement des terrains, distribuer à chacun des meubles et des immeubles de même nature ;

2° Que le partage est valable quoiqu'il ne comprenne pas tous les biens du

---

(1) Voy. FORMULAIRE n° 21.

disposant, ce qui arrivera dans les partages faits par donation anticipée ; il y a seulement lieu à un supplément de partage :

3° Qu'il est nul si tous les ayants-droit n'ont pas figuré au partage. Dans ce cas, un nouveau partage est nécessaire.

4° Qu'il est rescindable pour cause de lésion de plus du quart, comme les partages ordinaires. Ainsi, un des héritiers avait droit à une part représentant une somme de 20,000 francs; il ne se trouve apportionné que pour 12,000 fr. ; il y a donc lésion de plus du quart ; il peut faire annuler le partage et en provoquer un autre.

5° Qu'il est encore rescindable si l'un des copartagés a reçu un avantage plus grand que la loi ne permet.

Toutefois, la loi suppose que le père de famille n'a point, dans son partage, blessé l'égalité, et elle met à la charge de celui qui attaque le partage l'obligation de prouver la cause de lésion qu'il allégue ; il devra donc faire les avances de l'estimation, et il les recouvrera ou les perdra selon qu'il gagnera ou qu'il son procès.

CHAPITRE HUITIÈME

DES DONATIONS FAITES PAR CONTRAT DE MARIAGE AUX ÉPOUX ET AUX ENFANTS A NAITRE DU MARIAGE.

Les donations faites par contrat de mariage diffèrent des donations ordinaires sous plusieurs rapports :

1° Elles peuvent comprendre les biens à venir ;

2° Elles ne sont point soumises à la *solennité* de l'acceptation. Elles sont présumées acceptées par la seule signature du contrat de mariage ;

3° Elles peuvent être faites à des personnes qui ne sont pas encore conçues ;

Nous pouvons diviser en quatre classes les donations faites par contrat de mariage : 1° les donations de biens présents ; 2° les donations de biens à venir ; 3° les donations de biens présents et à venir ; 4° les donations faites sous des conditions potestatives de la part du donateur.

1° Les donations de biens présents par contrat de mariage ont ceci de distinct des donations ordinaires qu'elles ne sont point révocables pour cause d'ingratitude, et qu'elles ne peuvent être annulées pour défaut d'acceptation.

2° Les donations de biens à venir ou institutions contractuelles sont des dispositions spéciales aux contrats de mariage. Elles se présentent surtout dans certains pays de la France où l'usage s'est établi pour les parents de disposer à ce moment de la quotité disponible : ils font alors ce qu'on appelle vulgairement un héritier, c'est-à-dire qu'ils donnent à un de leurs enfants (à l'aîné la plupart du temps) le quart, le tiers ou la moitié des biens qu'ils laisseront à leur décès.

Il y a ceci de particulier dans ces donations, que le donateur ne peut pas révoquer directement sa donation, en ce sens qu'il ne peut ni donner ni léguer à un autre la quotité déjà donnée, mais il conserve toujours le droit d'*aliéner* ses biens, et, par conséquent, d'amoindrir cette quotité et même de la dissiper.

Néanmoins, le donateur conserve le droit de disposer pour des sommes modiques, à titre de récompense ou autrement, des biens compris dans la donation de biens à venir. Ainsi, supposons qu'un père qui a quatre enfants et qui ne peut, par conséquent, disposer que du quart, en ait déjà disposé par contrat de mariage en faveur d'un de ses fils. Lui sera-t-il refusé de prélever sur cette quotité une somme modique pour récompenser quelqu'un ? Non, assurément,

Dans le cas de donation de biens à venir, les dettes du donateur sont supportées en totalité par le donataire, si la donation est universelle ; proportionnellement à la quotité donnée, si la donation est à titre universel ; mais,

en aucun cas, le donataire n'est tenu de payer au-delà de son émolument. Le donateur à titre particulier ne contribue jamais au paiement des dettes,

3° Le donateur peut faire une donation *cumulative* de biens présents et à venir. Cette donation peut se formuler ainsi: je donne à Paul mes biens présents et à venir.

Des règles spéciales régissent cette sorte de libéralité.

D'abord, il y aurait erreur de croire qu'il y a là deux donations distinctes: une de biens présents et une de biens à venir régies chacune par leurs principes spéciaux. Il n'y a qu'une donation de biens à venir, que le donataire peut transformer, au décès du donateur, en donation de biens présents (présents au moment de la donation).

De là les mesures commandées par la loi pour établir l'actif et le passif du donateur au moment de la donation. Ainsi, le donataire doit faire procéder à l'inventaire et à la prisée des meubles et objets mobiliers, et il joint l'état qui en est dressé à l'acte de donation; il doit faire joindre aussi un état des dettes du donateur à cette époque.

Il y aura donc un moment où le donataire aura à prendre un parti : ou accepter la donation telle qu'elle a été faite, c'est-à-dire embrassant les biens présents et à venir, ou s'en tenir aux biens présents, c'est-à-dire à ceux qui formaient le patrimoine du donateur au moment de la donation. Ce moment est celui de la mort du donateur. Celui-ci a-t-il fait prospérer son patrimoine jusqu'à la fin, l'a-t-il conservé tel qu'il l'avait au moment de la donation, ou l'a-t-il augmenté, le donataire accepte la donation pleine et entière; a-t-il, au contraire, diminué son actif, le donataire s'en tient aux biens du défunt au moment de la donation.

Si le donateur prend la donation entière, il paie toutes les dettes, quelle que soit la date de leur naissance; s'il ne prend dans la donation que les biens présents au moment de l'acte, il ne paie que les dettes existant à cette date. En aucun cas, il ne paie au-delà de son émolument.

4° Enfin, la donation par contrat de mariage peut être faite dans d'autres formes expliquées dans l'art 1086: « La donation par contrat de mariage en faveur des époux et des enfants à naître de leur mariage pourra encore être faite, à condition de payer indistinctement toutes les dettes et charges de la succession du donateur, ou sous d'autres conditions dont l'exécution dépendrait de sa volonté, par quelque personne que la donation soit faite.

Le donataire sera tenu d'accomplir ces conditions, s'il n'aime mieux renoncer à la donation; et, en cas que le donateur, par contrat de mariage, se soit réservé la liberté de disposer d'un effet compris dans la donation de ses biens présents ou d'une somme fixe à prendre sur ces mêmes biens, l'effet ou la somme, s'il meurt sans en avoir disposé, seront censés compris dans la donation et appartiendront au donataire ou à ses héritiers. »

Il résulte notamment de cet article que les donations par contrat de mariage faites sous des conditions potestatives, c'est-à-dire sous des conditions qui dépendent uniquement de la volonté du donateur, sont parfaitement valables. Ainsi, telle donation est faite sous la condition que le donateur ira à Paris dans l'année, voilà une condition qui dépend uniquement de la volonté du donateur: il peut aller à Paris ou ne pas y aller, et par là faire valoir la donation ou l'annuler. Dans les donations ordinaires, cette clause vicie l'acte; dans les donations que nous étudions, elle est valable.

Il nous reste à dire un mot sur la caducité et sur la réduction des donations.

Toute donation faite par contrat de mariage est caduque : 1° si le mariage ne s'ensuit pas; 2° si le donateur survit au donataire et à sa postérité.

Toute donation qui dépassera la portion dont la loi permet de disposer sera réductible, lors de l'ouverture de la succession, à cette somme.

CHAPITRE NEUVIÈME

DES DISPOSITIONS ENTRE ÉPOUX, SOIT PAR CONTRAT DE MARIAGE, SOIT PENDANT LE MARIAGE.

Nous avons vu que les tiers, c'est-à-dire les parents ou les amis des époux pouvaient intervenir au contrat de mariage pour y faire des donations en faveur de l'un ou de l'autre.

Il s'agit maintenant d'étudier les dispositions qui sont permises entre époux, soit au moment du contrat de mariage, soit pendant le mariage.

Ces sortes de donations ne sont pas rares, surtout à cause de la situation précaire de l'époux survivant lorsqu'il ne lui a été fait ni donation ni legs. On sait, en effet, que le conjoint ne succède au conjoint que si celui-ci n'a point laissé de parents jusqu'au douzième degré. Il est donc très-utile de connaître les vrais principes de la loi en ce qui concerne ces donations.

Les donations par contrat de mariage ou pendant le mariage entre époux peuvent avoir pour objet soit des biens présents, soit des biens à venir, soit en même temps des biens présents et à venir. Elles sont régies comme les donations qui sont faites aux époux par des tiers, sauf les deux exceptions suivantes:

1° Les donations de biens présents ne sont point censées faites sous la condition de survie du donataire. Quand l'acte ne contient aucune clause contraire, le donataire est investi de tous droits dans les biens donnés du jour de la donation, et, à sa mort, il les laisse à ses héritiers, que le donateur soit alors décédé ou qu'il soit encore vivant. Mais, bien entendu, le contraire peut être stipulé. Le donateur peut dire; je donne ma maison à mon épouse, *si elle me survit,* ou *si je meurs avant elle*; mais il faut qu'une telle condition soit expressément formulée.

2° La donation de biens à venir, ou de biens présents et à venir, faite entre époux par contrat de mariage, soit simple, soit réciproque, ne sera point transmissible aux enfants issus du mariage, en cas de décès de l'époux donataire avant l'époux donateur.

Quotité disponible entre époux. — La quotité dont un époux peut disposer à l'égard de l'autre change avec le degré de parenté de ceux qu'il laisse à son décès. Trois hypothèses sont à examiner :

1° Le conjoint ne laisse pas d'héritiers réservataires, c'est-à-dire ni ascendants, ni descendants. Dans ce cas, il peut disposer, soit par contrat de mariage, soit par donation ou par testament, au cours du mariage, de la totalité de ses biens en faveur de son conjoint, comme si celui-ci était un étranger.

2° Le conjoint laisse pour héritiers réservataires des ascendants. On sait qu'alors les ascendants ont droit nécessairement à la moitié ou au quart de la succession, selon qu'il y a des représentants des deux lignes, paternelle et maternelle, ou d'une seule ligne. La loi permet au conjoint de donner à son conjoint, en toute propriété, la portion non réservée aux ascendants, et en usufruit seulement la part réservée au profit des ascendants.

3° Le conjoint laisse pour héritiers réservataires des enfants ou des descendants. Dans ce cas, les enfants sont réservataires de la moitié, des deux tiers ou des trois quarts, selon qu'ils sont un, deux, trois ou un plus grand nombre

En suivant ce principe, on aurait pu permettre au conjoint de disposer de la portion variable non réservée aux enfants au profit de son conjoint, mais il n'en a pas été décidé ainsi. Voici la loi: pour le cas où l'époux donateur laisserait des enfants ou descendants, il pourra donner à l'autre époux, ou un quart

en propriété et un autre quart en usufruit, ou la moitié de tous ses biens en usufruit seulement.

Une disposition spéciale a réglé les droits de l'époux qui convole en secondes noces et qui veut faire une donation ou un testament en faveur de son nouveau conjoint. La voici :

« L'homme ou la femme qui, ayant des enfants d'un autre lit, contractera un second ou subséquent mariage, ne pourra donner à son nouvel époux qu'une part d'enfant légitime le moins prenant, et sans que, dans aucun cas, ces donations puissent excéder le quart des biens. »

Ainsi, supposez que l'époux qui contracte un second mariage ait laissé un seul enfant de sa première union, il pourrait disposer en faveur de son conjoint de la moitié de ses biens, l'enfant n'étant réservataire que de la moitié; mais la loi n'a pas voulu que, dans aucun cas, le conjoint pût avoir plus du quart.

Supposez, au contraire, que l'époux remarié eût de sa première union quatre enfants, il ne pourra disposer que d'un cinquième de ses biens au profit de son conjoint, en d'autres termes, son conjoint ne pourra avoir de plus forts droits qu'un enfant légitime; dans l'espèce, ce sera donc un cinquième.

Le motif de la sévérité du législateur à l'égard du conjoint survivant est la défaveur avec laquelle il voit les secondes noces, qui amènent si souvent la jalousie et la discorde dans les familles.

Et les limites ainsi tracées à la libéralité de l'époux qui se remarie ne sauraient être franchies indirectement. Voici, en effet, comment on pourrait s'y prendre pour tromper la loi : on donnerait aux enfants du conjoint ou aux parents dont il est héritier présomptif, et on créerait ainsi en sa faveur une chance d'avoir plus tard, à la mort de ces derniers, des biens dont la loi n'avait pas permis de disposer actuellement à son profit. Mais la loi a déjoué cette manœuvre : toute donation faite par personnes *interposées* est nulle. Et quelles sont les personnes interposées? Les enfants de l'époux donataire issus d'un autre mariage, et ceux dont l'époux donataire est héritier présomptif au moment de la donation ou du testament, encore que ce parent n'ait point survécu à l'époux donataire.

Toute donation déguisée sous la forme d'un contrat à titre onéreux, d'une vente, par exemple, serait également nulle.

Le mineur ne pourra, par contrat de mariage, donner à l'autre époux, soit par donation simple, soit par donation réciproque, qu'avec le consentement et l'assistance de ceux dont le consentement est requis pour la validité de son mariage; et, avec ce consentement, il pourra donner tout ce que la loi permet à l'époux majeur de donner à l'autre conjoint.

Révocabilité des donations entre époux. — Si la donation a été faite par contrat de mariage, les deux époux étaient parfaitement libres et la donation est irrévocable, comme s'il s'agissait d'une libéralité entre étrangers.

Si, au contraire, la donation a été faite pendant le mariage, la loi suppose que l'un des époux a subi l'influence de l'autre, que le donateur n'a point été libre, et elle déclare que ces sortes de donations sont révocables. La femme pourra révoquer la donation faite à son mari pendant leur mariage, sans son autorisation ni celle de justice.

Ces donations ne seront, en aucun cas, révocables pour cause de survenance d'enfants.

Les époux ne pourront, pendant le mariage, se faire, ni par acte entre-vifs, ni par testament, aucune donation mutuelle et réciproque par un seul et même acte.

TITRE TROISIÈME

Des contrats ou des obligations conventionnelles en général.

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

La loi définit le contrat : une convention par laquelle une ou plusieurs personnes s'obligent envers une ou plusieurs autres, à *donner*, à faire ou à ne pas faire quelque chose.

Le mot *donner* a ici une signification particulière : il veut dire transférer la propriété, du latin *dare*, qui a cette signification.

Celui au profit duquel existe une obligation prend, en général, le nom de créancier, et on appelle débiteur celui qui en est tenu. Dans la pratique, on emploie plusieurs mots pour exprimer la même idée. Ainsi, la créance s'appelle *créance active, dette active, obligation active;* la dette prend le nom de *dette passive, créance passive, obligation passive.*

Les contrats sont :

1° *Synallagmatiques ou unilatéraux.* — Le contrat synallagmatique ou *bilatéral* est celui par lequel chacune des parties s'oblige à l'égard de l'autre. Ainsi, la vente est un contrat synallagmatique, parce que chacune des parties, le vendeur et l'acheteur, s'oblige à quelque chose à l'égard de l'autre : le vendeur s'oblige à donner l'objet de la vente; l'acheteur s'engage à fournir le prix convenu.

On appelle contrat unilatéral celui dans lequel une ou plusieurs personnes s'engagent à l'égard d'une ou de plusieurs autres, sans que, de la part de celles-ci, il existe d'engagement. L'emprunt est un contrat unilatéral, parce que, seul, l'emprunteur s'engage à quelque chose, le prêteur ne s'obligeant à rien envers lui.

L'intérêt pratique de cette division est énorme, et on ne saurait trop se demander, quand on fait un contrat, si ce contrat est synallagmatique ou unilatéral. En effet, dans le premier cas, il est de toute nécessité qu'il ait été fait autant d'originaux que de parties et que mention expresse en ait été faite dans chaque écrit. Dans le second cas, un seul acte suffit pour la validité de la convention.

2° *Commutatif ou aléatoire.* — Un contrat est commutatif lorsque chaque partie peut savoir, dès le moment de l'acte, si l'avantage qu'elle reçoit est égal, supérieur ou inférieur à celui qu'elle donne. Quand je vends un immeuble 100 000 francs, je puis savoir immédiatement si j'ai fait une bonne ou une mauvaise affaire.

Il n'en est pas ainsi dans les contrats aléatoires, c'est-à-dire dans les contrats où il est donné une chance de gain ou de perte, d'après un événement incertain.

Cette distinction n'a guère un intérêt que dans deux cas. Les voici : dans un partage, celui qui peut prouver qu'il a été lésé de plus du quart; dans une vente d'immeubles, si le vendeur prouve qu'il a été lésé de plus des 7/12 de la valeur réelle, le copartageant et le vendeur peuvent faire résoudre le partage ou la vente. Si le contrat de vente ou le partage a été aléatoire, c'est-à-dire si

le copartageant et le vendeur ont reçu un avantage susceptible d'augmenter ou de diminuer, selon un événement incertain au moment de l'acte, il leur sera impossible d'obtenir la résolution de cet acte; il ont voulu courir la chance de gagner ou de perdre, ils doivent subir la conséquence de leur choix.

3° *A titre onéreux ou de bienfaisance.* — Le contrat à titre onéreux est celui dans lequel chacune des parties se propose un avantage pécuniaire. Prenons pour exemple la vente : le vendeur se propose d'avoir un prix convenu, l'acheteur, l'objet de la vente.

Le contrat est à titre gratuit lorsqu'il est fait pour l'avantage pécuniaire d'une seule partie. Ainsi, dans le prêt sans intérêt, le prêteur rend un service à l'emprunteur au profit duquel existe seul un avantage.

L'intérêt principal que fait naître cette division se rattache à la théorie des fautes. C'est ainsi que dans le dépôt, qui est un contrat à titre onéreux, s'il a été stipulé un avantage pour le dépositaire, et un contrat à titre gratuit, s'il n'en a pas été stipulé, la faute commise par le dépositaire donnera lieu à une responsabilité beaucoup plus lourde si le dépositaire recevait un salaire que s'il n'était point payé. Il y a aussi d'autres différences que nous expliquerons plus loin.

4° *Nommés ou innommés.* — On appelle contrats nommés, ceux qui ont reçu une dénomination spéciale de la loi : vente, dépôt, mandat.

On appelle, au contraire, contrats innommés, une foule de conventions qui n'ont point reçu un nom spécial du législateur. Les conventions variant à l'infini, il était de toute impossibilité de les embrasser toutes dans des dénominations spéciales.

Les contrats nommés sont régis par les règles générales applicables à tous les contrats, règles que nous allons étudier plus loin, et par les règles spéciales que le Code leur a données dans un chapitre particulier. Les contrats innommés sont régis par les règles générales des conventions. Quelquefois cependant, on peut leur appliquer les règles particulières des contrats avec lesquels ils ont le plus de ressemblanee.

5° *Consensuels et solennels.* — On appelle contrat consensuel, celui qui n'exige, pour sa validité, que le consentement des parties, manifesté n'importe de quelle manière : la vente est un contrat consensuel.

Le contrat solennel est, au contraire, fait suivant les formes indiquées par la loi à peine de nullité : la donation est un acte solennel.

On comprend facilement combien il est utile de distinguer, dans la formation d'un contrat, si ce contrat appartient aux contrats consensuels ou aux contrats solennels.

Il y a cinq sources d'obligations qui sont : le contrat, le quasi-contrat, le délit, le quasi-délit, la loi.

Dans le titre III nous traiterons des contrats, et nous nous occuperons des autres sources des obligations dans le titre IV.

Remarque. — Il faut distinguer dans les conventions les choses *essentielles*, es choses *naturelles* et les choses *accidentelles*.

Les choses *essentielles* sont celles sans lesquelles le contrat n'existe pas, ou du moins n'a pas le caractère qu'ont voulu lui donner les parties.

Les choses *naturelles* sont celles qui résultent de l'acte lui-même sans y avoir été expressément insérées, mais qu'il est permis d'exclure par une clause particulière.

Les choses *accidentelles* sont celles qui ne sont dans l'acte qu'autant qu'elles y ont été expressément insérées.

Ainsi, prenons la vente. Le paiement d'un prix est une chose naturelle et la non-garantie une chose accidentelle.

CHAPITRE DEUXIEME.

DES CONDITIONS ESSENTIELLES POUR LA VALIDITÉ DES CONVENTIONS.

Quatre conditions sont essentielles pour la validité des contrats, savoir : 1° Le consentement des parties; 2° la capacité de contracter; 3° un objet certain qui forme la matière de l'engagement; 4° une cause licite dans l'obligation.

Mais ces quatre conditions ont un effet plus ou moins grave : le défaut de consentement, d'objet ou de cause rend le contrat nul; le défaut de capacité rend le contrat seulement annulable. Or, nous verrons qu'il y a de grandes différences entre un contrat nul et un contrat annulable.

Nous allons étudier ces quatre conditions dans les sections suivantes.

SECTION Ire.

DU CONSENTEMENT.

Il faut distinguer, dans un contrat, si le consentement d'une des parties manque absolument ou s'il est seulement vicié. Dans le premier cas, le contrat est nul; dans le second, il n'est qu'annulable.

I. *Défaut de consentement.* — Il n'y a pas de consentement, et partant pas de contrat dans les cas suivants, par exemple :

Je vous promets que Paul vous donnera une certaine somme. Il n'y a pas de contrat, car je n'ai pas *consenti* à m'engager moi-même et je n'ai pu engager Paul. On n'oblige que soi-même.

Mais si j'avais ajouté : « Si Paul ne vous paie pas, je m'engage à le faire »; l'obligation aurait pris naissance, car je me serais engagé à payer la somme, si Paul ne la payait pas.

Il n'y a pas de contrat si vous me promettez de donner une somme à Paul : je ne puis pas, en effet, exercer pour moi l'obligation, et Paul ne peut pas davantage la faire valoir.

Mais il en serait autrement si vous aviez dit : Je vous donnerai telle somme, si Paul ne vous la donne pas; ou si, dans une vente, vous aviez promis d'en donner le prix à Paul, mon créancier, car vous seriez tenu envers lui ou envers moi selon qu'il aurait accepté ou refusé cette offre.

On est censé avoir stipulé pour soi et pour ses héritiers et ayant-cause, à moins que le contraire ne soit exprimé ou ne résulte de la nature de la convention.

II. *Vices du consentement.* — Les faits qui, sans détruire le consentement, le rendent vicié, sont : l'erreur, la violence, le dol.

Erreur. — Il est évident que s'il y a erreur sur la nature du contrat, c'est-à-dire si je crois que vous me donnez, tandis que vous croyez vendre, cette erreur rend absolument nul le contrat ou plutôt l'empêche de se former. Il en est de même si je me trompe sur l'objet même, c'est-à-dire si, croyant acheter la maison A, vous croyez me vendre la maison B. Mais il ne s'agit pas d'une erreur aussi capitale dans notre cas : aussi, le contrat n'est-il pas radicalement nul, comme nous venons de le voir, mais seulement annulable.

L'erreur, qui rend le contrat annulable, peut porter sur les qualités sub-

stantielles de la chose, ou sur la personne, lorsque la considération de la personne a fait naître le contrat.

Les qualités substantielles d'une chose sont celles que les parties ont eues principalement en vue en contractant. Je vous achète une bague en or ; elle est en cuivre. La qualité substantielle de la bague (l'or) manque, donc le contrat est annulable. C'est un meuble *antique* que j'ai voulu acheter ; le meuble est moderne, le contrat est annulable.

La considération de la personne aura été principale, par exemple, si j'achète un tableau que l'on me vend comme étant l'œuvre d'un grand maître, et que ce tableau ne soit qu'une copie.

Violence. — La violence peut être portée à un point où elle vicie absolument le contrat. Supposons un individu qui, sous le coup d'une menace de mort, signe un acte quelconque; il est évident que cet acte est radicalement nul.

Mais si la violence n'a pas détruit le consentement, si elle n'a fait que l'altérer, le contrat est seulement annulable, c'est-à-dire que celui qui a été violenté peut bien en demander la nullite, mais les juges peuvent ne pas la prononcer.

Pour que la violence produise cet effet, il faut, dit la loi, qu'elle soit de nature à faire impression sur une personne raisonnable, et qu'elle puisse inspirer la crainte d'exposer sa personne ou sa fortune à un mal considérable et présent.

On a égard, pour apprécier le degré de violence, à l'âge, au sexe et à la condition des personnes qui ont été violentées.

Au reste, que la violence vienne d'une partie contractante ou d'un tiers, il n'importe ; le contrat est toujours annulable.

Il n'importe pas davantage qu'elle ait été faite sur la partie contractante elle-même ou sur son conjoint, ses descendants et ses ascendants; dans tous ces cas, le contrat peut être annulé.

Lorsque le contrat est annulé pour cause de violence, les choses sont remises au point où elles étaient avant la vente. Si donc j'ai vendu un immeuble à Paul, et que Paul l'ait revendu, je pourrai faire résoudre le contrat contre Paul et son acquéreur, et rentrer en possession de mon bien.

Mais il ne faudrait pas exagérer l'application de notre principe ; il est évident que l'étendre serait créer une source de procès. Aussi, la loi dit-elle que la seule crainte révérentielle envers le père, la mère ou un autre ascendant, sans qu'il y ait eu de violence exercée, ne suffit point pour annuler le contrat.

Un contrat ne peut plus être attaqué pour cause de violence si, depuis que la violence a cessé, ce contrat a été approuvé, soit expressément, soit tacitement, soit en laissant passer le temps de la restitution fixé par la loi.

Dol. — Le dol est, dit l'article 116, une cause de nullité de la convention, lorsque les manœuvres pratiquées par l'une des parties sont telles, qu'il est évident que, sans ces manœuvres, l'autre partie n'aurait pas contracté. — Il ne se présume pas et doit être prouvé.

Remarquons qu'il faut que le dol émane de l'autre partie contractante pour que le contrat soit annulable, et que cette condition n'est pas nécessaire, au cas de violence. Dans le cas de dol émanant d'un tiers, la vente reste valable, mais celui contre qui on a usé du dol peut recourir contre le tiers en dommages-intérêts.

De la clause par laquelle on se porte fort pour un autre. — Bien souvent une personne, qui est intéressée à un contrat, est absente. Il faudrait une procuration pour la faire remplacer. De même, si elle est mineure et qu'elle n'ait point de tuteur, il faudrait réunir le conseil de famille, faire prendre des délibérations, etc. Pour éviter ces formalités et ces frais, un des contractants peut se porter fort pour l'absent ou l'incapable. Se porter fort, cela

veut dire promettre de faire ratifier par un tiers, et, à défaut de cette ratification, s'engager à payer une indemnité à ceux envers lesquels on a pris l'engagement.

Remarque. — La *lésion*, c'est-à-dire la perte pécuniaire éprouvée par une partie dans un contrat, n'est pas, en général, une cause de nullité. En effet, dans tout contrat, chaque partie a l'intention de faire une bonne affaire, c'est à elle de veiller à ne pas en faire une mauvaise. Et si l'une d'elles n'a pas réussi comme elle le désirait, si elle a été lésée, on ne peut annuler l'acte pour ce motif.

Par exception, la lésion est une cause de nullité : 1° au profit des mineurs qui ont dépassé les bornes d'une pure administration ; 2° au profit des majeurs dans deux cas : si, dans un partage ou une vente d'immeuble, le copartageant et le vendeur ont été lésés : le premier, du quart ; le second, des 7/12 de la valeur.

SECTION II.

DE LA CAPACITÉ DES PARTIES CONTRACTANTES.

Toute personne peut contracter, si elle n'en est déclarée incapable par la loi. Telle est le principe.

Voyons donc quels sont les incapables.

Parmi les incapables, il faut distinguer ceux qui sont frappés d'une incapacité absolue et ceux qui ne sont frappés que d'une incapacité relative.

L'incapacité absolue de contracter empêche le contrat de se former ; il n'est donc pas besoin de le faire annuler en justice. Elle frappe : 1° les mineurs, excepté dans quelques cas où la loi leur accorde le droit d'agir ; 2° les femmes mariées qui, sans autorisation de leur mari ou de justice, font des actes que la loi ne leur accorde pas expressément le droit de faire ; 3° les interdits pour tous leurs actes ; 4° tous ceux à qui la loi interdit certains actes.

L'incapacité relative n'empêche pas le contrat de prendre naissance, mais l'incapable peut en demander la nullité en justice. C'est ainsi que le mineur émancipé, qui a seul l'administration de ses biens, fera annuler le contrat dans lequel il aura été lésé, s'il a dépassé les limites d'une pure administration. Il en sera de même d'une femme mariée qui, ayant l'administration de ses biens, aura fait un acte en dehors de cette administration.

Remarquons-le bien, ce droit de faire annuler un contrat pour cause d'incapacité relative d'une des parties n'appartient qu'à l'incapable. Ce n'est que pour le protéger que la loi a introduit cette faveur, et, en aucun cas, celui qui a contracté avec lui ne peut s'en prévaloir pour demander la nullité du contrat.

SECTION III.

DE L'OBJET ET DE LA MATIÈRE DES CONTRATS.

Tout contrat a pour objet une chose qu'une partie s'oblige à donner, ou qu'une partie s'oblige à faire ou à ne pas faire.

Il faut donc que cette chose soit possible. Si je vous promets de vous donner le Louvre, cette convention est évidemment nulle puisque l'objet en est hors du commerce et qu'il m'est de toute impossibilité de vous le procurer.

Mais on peut promettre simplement l'usage d'une chose, comme dans le commodat, la simple possession, comme dans le dépôt, un certain service comme dans les servitudes, etc., de la même manière qu'on promet la chose elle-même, c'est-à-dire un droit de propriété sur la chose.

Il faut que l'objet soit déterminé quant à l'espèce. Expliquons ce principe. L'espèce est une collection d'individus et le genre une collection d'espèces. Soit un cheval que je promets de vous donner ; l'objet est déterminé quant à l'espèce : c'est, parmi le genre (animal), l'espèce cheval, et, par conséquent, la convention est valable. Si, au contraire, je vous promets un animal, c'est le genre seulement qui estconnu, l'espèce ne l'est pas, et, par conséquent, le contrat est nul. En effet, ce contrat n'est pas sérieux, puisqu'il me suffirait de vous donner un moucheron pour satisfaire à mon obligation.

Mais la quotité de la chose peut être incertaine ; il suffit qu'elle puisse être déterminée.

Quant aux choses futures, elle peuvent faire l'objet de conventions valables, sauf en ce qui concerne les successions non encore ouvertes. La loi dit :

On ne peut renoncer à une succession non ouverte, ni faire aucune stipulation sur une pareille succession, même avec le consentement de celui de la succession duquel il s'agit.

Ces conventions, en effet, font désirer la mort de celui dont la succession fait l'objet du contrat, et cette seule considération suffirait pour les prohiber.

SECTION IV.

DE LA CAUSE.

L'obligation sans cause, ou sur une fausse cause, ou sur une cause illicite, ne peut avoir aucun effet.

La *cause* d'une obligation est le but immédiat qu'on se propose en s'obligeant. L'objet, au contraire, est la chose même que l'on veut obtenir. Je vous vends ma maison moyennant un prix convenu : mon obligation a pour objet la maison, et pour cause le but que je me suis proposé en faisant la vente, le prix convenu.

L'obligation est sans cause, et, par conséquent, nulle, par exemple, lorsque dans la vente il n'y a pas de prix stipulé.

L'obligation est fondée sur une fausse cause, par conséquent nulle, lorsque croyant, par erreur, vous devoir un cheval, je conviens avec vous que je vous donnerai 500 francs pour vous en tenir lieu.

L'obligation est fondée sur une cause illicite lorsque, par exemple, je vous promets 1,000 francs, si vous faites une action coupable. La loi dit : lorsque la cause est contraire aux bonnes mœurs ou à l'ordre public.

Mais il n'est pas nécessaire, pour la validité de l'acte, que la cause en soit exprimée.

CHAPITRE TROISIÈME.

DE L'EFFET DES OBLIGATIONS.

SECTION Ire.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites.

Voilà un grand principe, un principe fécond en conséquences et auxquels nous nous reporterons bien souvent. La loi est faite pour régler ce qui ne l'a pas été entre les parties; mais du moment que deux personnes ont fait des

conventions entre elles, ces conventions existent seules, elles remplacent la loi, elles la font, pour parler comme le Code.

Et ce n'est pas seulement *la lettre, les termes* de la convention qu'il faut examiner : l'article 1136 dit : Les conventions obligent non-seulement à ce qui y est exprimé, mais encore à toutes les suites que l'équité, l'usage ou la loi donnent à l'obligation d'après sa nature.

Comme les conventions sont l'œuvre commune de deux parties, il est évident qu'il ne peut être rien changé aux conventions primitives que d'un commun accord.

Il est à remarquer que la révocation des conventions, même d'un consentement mutuel, ne détruit pas les effets qui ont pu déjà se produire. Je vous vends ma maison ; huit jours après, nous résilions le contrat de vente. Si, dans l'intervalle, vous avez constitué une servitude ou consenti une hypothèque sur la maison, cette servitude ou cette hypothèque reste valable.

Il faut aussi remarquer que, dans les conventions, il faut rechercher la volonté présumée des parties, s'attacher plutôt à l'intention qu'à la lettre. C'est ce que dit expressément le Code : les conventions doivent être exécutées de bonne foi.

Nous avons dit que toutes les obligations ont pour effet de donner, de faire ou de ne pas faire. Nous allons étudier séparément chacune de ces obligations.

SECTION II.

DE L'OBLIGATION DE DONNER.

L'obligation de donner, c'est-à-dire de transférer la propriété ou un démembrement du droit de propriété (usufruit, servitude) emporte l'obligation de *livrer* et de *conserver* jusqu'à la livraison.

Livrer une chose mobilière c'est en mettre en possession une personne; une chose immobilière, par exemple, une maison, c'est en remettre les clefs à quelqu'un.

L'obligation de conserver est si grave, que si vous supposez un incendie qui détruit avant livraison la maison que je vous ai achetée, je serai obligé à vous en donner le prix, quoique n'en ayant jamais joui, si vous l'avez conservée avec soin, tandis que je ne vous devrai rien, si c'est par votre faute que le feu a pris.

Les soins que doit porter le vendeur à la conservation de la chose sont les soins d'un bon père de famille, c'est la loi elle-même qui le dit : « L'obligation de veiller à la conservation de la chose, soit que la convention n'ait pour objet que l'utilité de l'une des parties, soit qu'elle ait pour objet leur utilité commune, soumet celui qui en est chargé à y apporter tous les soins d'un bon père de famille. Cette obligation est plus ou moins étendue relativement à certains contrats, dont les effets, à cet égard, sont expliqués sous les titres qui les concernent ».

L'article suivant ajoute : l'obligation de livrer la chose est parfaite par le seul consentement des parties contractantes. Elles rend le créancier propriétaire et met la chose à ses risques dès l'instant où elle a dû être livrée, encore que la tradition n'en ait point été faite, à moins que le débiteur ne soit en demeure de la livrer ; auquel cas la chose reste au risque de ce dernier.

Cet article, qui a donné lieu à des interprétations diverses et sur le sens duquel on ne s'entend pas encore, peut être ainsi interprété : la livraison, la tradition est censée faite au moment du consentement des parties, point n'est besoin d'une tradition réelle pour que la convention soit valable et soit même parfaite, du moins dans le rapport des parties entre elles. Dès l'instant où la livraison a dû être faite, la chose appartient au créancier et est à ses risques,

même lorsqu'elie est restée entre les mains du débiteur, à moins que celui-ci n'ait été mis en demeure de livrer. Ainsi, une maison est vendue. Dès l'instant de la vente elle devient la propriété de l'acheteur, bien qu'il n'ait pas pris livraison, et si, le lendemain, elle périt par cas fortuit, l'acheteur n'en devra pas moins son prix.

Remarquons que ce principe n'est vrai que dans les rapports des parties entre elles. Au regard des tiers, certaines formalités sont encore nécessaires pour la perfection du contrat. Ainsi, pour les meubles, il ne suffit pas d'une vente pour se dire propriétaire à l'égard de tout le monde ; car s'il a plu au premier vendeur de faire une seconde vente et de livrer les meubles à ce second acheteur, celui-ci sera préféré au premier, car il a eu livraison et l'autre ne l'a pas eue.

De même pour les immeubles, celui qui aura fait transcrire son acte sera préféré à tous les autres. Je vends aujourd'hui ma maison A à Pierre, demain je revends à Paul. La maison appartiendra à Paul, s'il a soin de faire transcrire son acte de vente avant Pierre.

Le débiteur est mis en demeure de livrer, soit par une sommation par acte d'huissier, soit par une assignation, soit par l'effet de la convention lorsqu'elle porte que, sans qu'il soit besoin d'acte et par la seule échéance des termes, le débiteur sera en demeure.

SECTION III.

DE L'OBLIGATION DE FAIRE OU DE NE PAS FAIRE.

Quand le débiteur s'oblige à donner une chose, il est facile au créancier d'obtenir l'exécution réelle de l'obligation. Si, en effet, le débiteur s'est engagé à donner la propriété d'une maison, le créancier peut se faire mettre en possession de la maison. Mais s'il s'agit d'une chose que le débiteur s'est engagé à faire ou à ne pas faire, il est matériellement impossible d'exiger l'exécution réelle de la convention ; on ne peut, par exemple, obliger un entrepreneur à faire les travaux qu'il s'est engagé à faire, mais alors la loi change en dommages-intérêts l'obligation primitive : toute obligation de faire ou de ne pas faire se résout en dommages-intérêts, en cas d'inexécution de la part du débiteur.

Cependant, quelquefois, on peut exiger l'exécution de ce que le débiteur s'était engagé à faire. Supposez que mon voisin se soit engagé à faire, à ses frais, un mur séparatif de nos propriétés ; je puis me faire autoriser par justice à faire le mur aux frais de mon voisin par ouvriers de mon choix.

Si l'obligation était de ne pas faire une chose, le créancier peut se faire autoriser à la détruire, si le débiteur, malgré la convention, l'a faite. Il est à remarquer que les dommages-intérêts sont dûs, dans ce cas, par le seul fait de la contravention.

SECTION IV.

DES DOMMAGES-INTÉRÊTS RÉSULTANT DE L'INEXÉCUTION DES CONVENTIONS.

Toutes les fois que celui qui s'est engagé à une chose n'a pas été mis en demeure d'accomplir son obligation, il n'est point en faute; il a pu croire que le créancier consentait à ne pas réclamer encore pendant quelque temps l'exécution de la convention. Lors donc que le créancier veut exiger cette exécution, le premier acte à faire est une mise en demeure par exploit d'huissier. Désormais le débiteur n'aura aucune raison de se soustraire à ses obligations, et c'est de ce jour que devront être calculés les dommages-intérêts.

Il y a lieu à dommages-intérêts, si le débiteur a exécuté seulement en partie ou s'il a mal exécuté son obligation. Il n'est à l'abri de ces dommages-intérêts que s'il prouve que c'est par suite d'une force majeure ou d'un cas fortuit que le débiteur a été empêché de donner ou de faire ce à quoi il était obligé, ou a fait ce qui lui était interdit.

Les dommages-intérêts fixés par le juge le sont d'après cette base : la perte du créancier, le gain qu'il a été empêché de faire. Vous me vendez un cheval et vous ne me le livrez que dix jours en retard; je puis vous demander pour dommages-intérêts tout ce que j'aurais gagné par son travail, c'est-à-dire la perte que j'ai éprouvée, et ensuite, en supposant que, dans l'intervalle de ces dix jours, vous m'ayez fait perdre une occasion de revendre mon cheval avec bénéfice, je vous demanderai le gain que vous m'avez empêché de faire.

Les dommages-intérêts sont fixés ou par le juge, ou par la convention, ou par la loi.

1° *Par le juge.* — Le juge prend pour base, comme nous l'avons dit, de son estimation, la perte subie et le gain empêché. C'est en tenant compte de ce principe qu'il fait une appréciation équitable des dommages-intérêts à allouer. Nous savons qu'il faut que le créancier prouve qu'il a mis en demeure le débiteur.

En cas d'inexécution par le simple *fait* du débiteur, c'est-à-dire sans *dol*, les dommages sont ceux que l'on a pu prévoir au moment du contrat. S'il y a eu *dol*, les dommages sont tous ceux qui ont été la suite immédiate et indirecte de l'inexécution de la convention. Celui-ci est donc moins bien traité que celui qui n'a commis qu'une faute.

2° *Par la convention.* — Lorsque la convention porte que celui qui manquera de l'exécuter paiera une certaine somme à titre de dommages-intérêts, il ne peut être alloué à l'autre partie une somme plus forte ni moindre.

Ce sont les termes même de la loi.

On ne saurait assez recommander, dans les conventions, une clause de ce genre (1); elle dispense le créancier de faire une foule de preuves en cas d'inexécution de la convention. On peut aussi mettre qu'aucune mise en demeure ne sera nécessaire pour donner lieu aux dommages-intérêts. Cela dispense aussi le créancier de prouver qu'il a valablement mis en demeure le débiteur.

3° *Par la loi.* — Lorsque l'obligation consiste à payer une certaine somme, on applique simplement la loi qui dit, article 1153 : « Dans les obligations qui se bornent au paiement d'une certaine somme, les dommages-intérêts résultant du retard dans l'exécution ne consistent jamais que dans la condamnation aux intérêts fixés par la loi ; sauf les règles particulières au commerce et au cautionnement. Ces dommages-intérêts sont dûs sans que le créancier soit tenu de justifier d'aucune perte. Ils ne sont dûs que du jour de la demande, excepté dans le cas où la loi les fait courir de plein droit. »

Ainsi, s'agit-il d'une somme d'argent que vous devez me rendre **au 1er janvier**; vous ne me la rendez pas à cette époque. Qu'y a-t-il à faire? Il faut tout d'abord que je vous assigne en paiement de cette somme devant le tribunal de votre domicile, car il y a ici ceci de particulier qu'une sommation ne suffit pas pour mettre en demeure.

Mais du jour de cette demande en justice les intérêts de la somme due courront à mon profit à 5 ou à 6 p. 100, selon que l'affaire était civile ou commerciale.

---

(1) Voy. FORMULAIRE n° 22.

Dans certains cas particuliers, les intérêts courent d'eux-mêmes et sans une demande en justice : c'est, par exemple, au profit du mandataire qui a fait des avances pour son mandat.

De l'anatocisme. — On appelle *anatocisme* la clause par laquelle on convient que les intérêts seront capitalisés d'eux-mêmes à leur échéance pour produire à leur tour de nouveaux intérêts. Cette clause est prohibée dans l'intérêt des débiteurs qui verraient rarement toute la gravité de cette convention. Mais l'anatocisme est autorisé dans les caisses d'épargne.

Cela ne veut pas dire qu'on ne puisse pas faire produire des intérêts à des intérêts; mais il faut qu'ils soient déjà dûs pour un an et qu'alors il intervienne une convention spéciale sur ce point ou bien une demande en justice du principal et des intérêts ou des intérêts seulement.

Ainsi, si je veux que les intérêts d'une somme de 100,000 francs que j'ai prêtée à Paul deviennent à leur tour productifs d'intérêts, je ferai avec lui tous les ans, à l'échéance des intérêts, une convention par laquelle Paul s'engage à garder le montant des intérêts et à en payer les intérêts (1).

C'est par exception que certains revenus ont été expressément déclarés susceptibles de produire des intérêts, quoiqu'ils ne fussent pas dus pour un an. La loi dit : les revenus échus, tels que les fermages, loyers, arrérages de rentes perpétuelles ou viagères, produisent intérêt du jour de la demande ou de la convention. La même règle s'applique aux restitutions de fruits et aux intérêts payés par un tiers au créancier en acquit du débiteur.

SECTION V.

DE L'INTERPRÉTATION DES CONVENTIONS.

C'est sur l'interprétation des conventions que roulent très-souvent la plupart des procès. Le Code pose dans cette section quelques principes généraux qui peuvent éclairer le juge dans son interprétation des conventions. Nous allons les énumérer dans l'ordre du Code.

1° On doit, dans les conventions, rechercher quelle a été la commune intention des parties, plutôt que de s'attacher au sens littéral des termes.

2° Lorsqu'une clause est susceptible de deux sens, on doit plutôt l'entendre dans le sens avec lequel elle peut produire quelque effet que dans celui avec lequel elle n'en produirait aucun.

3° Quand une clause peut être interprétée sous deux sens différents, susceptibles l'un et l'autre de produire un effet, on doit prendre plutôt celui qui se rapporte le plus à la matière du contrat.

4° Ce qui est ambigu s'interprète par ce qui est d'usage dans le pays où le contrat est passé.

5° On doit suppléer dans le contrat les clauses qui y sont d'usage, quoiqu'elles n'y soient pas exprimées.

Ainsi, le locataire est tenu des réparations locatives, bien qu'il n'ait été rien dit dans le contrat.

6° Les clauses des conventions s'interprètent les unes par les autres, en donnant à chacune le sens qui résulte de l'acte entier.

7° Dans le doute, la convention s'interprète contre celui qui a stipulé et en faveur de celui qui a contracté l'obligation, excepté cependant dans la vente, où le vendeur a dû expliquer clairement ce à quoi il s'obligeait.

8° Quelque généraux que soient les termes dans lesquels une convention

---

(1) Voy. FORMULAIRE n° 23.

est conçue, elle ne comprend que les choses sur lesquelles les parties ont voulu contracter.

Si, par exemple, je vous cède tous mes droits à la succession de mon père, et que, plus tard, je découvre un testament qui m'institue héritier, je n'aurai pas vendu les droits résultant de cette institution d'héritier.

9° Lorsque, dans un contrat, on a exprimé un cas pour l'explication de l'obligation, on n'est pas censé avoir voulu par là restreindre l'étendue que l'engagement reçoit de droit aux cas non exprimés.

Ainsi, si je vous ai vendu une ferme avec les bœufs qui s'y trouvent, je suis présumé avoir vendu non-seulement les bœufs, mais encore tous les autres animaux attachés à la ferme.

SECTION VI.

DE L'EFFET DES CONVENTIONS A L'ÉGARD DES TIERS.

Cette section est très-importante et mérite une attention particulière. Trois principes y sont posés, dont l'intérêt pratique est considérable :

1° Les conventions n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes ; elles ne nuisent ni ne profitent aux tiers. J'ajoute qu'elles ont le même effet pour nos représentants ou héritiers, qui sont tenus, comme nous-mêmes, de nos obligations, puisqu'ils tiennent notre place.

Quelques rares exceptions existent cependant, notamment dans le *concordat*, au cas de faillite, où la majorité engage la minorité.

2° Les créanciers peuvent exercer tous les droits et actions de leurs débiteurs, à l'exception de ceux qui sont exclusivement attachés à la personne.

Non-seulement tous les biens du débiteur sont le gage du créancier, qui peut prendre sur eux des mesures conservatoires ou autres, mais encore la personne du débiteur, pour ainsi dire, est à leur disposition. Je m'explique : le créancier peut user des droits de son débiteur, se mettre à sa place pour réclamer des droits, des actions que celui-ci néglige.

Ce principe recevra son application dans une foule de cas : Ainsi, un jugement a été pris contre le débiteur ; le créancier peut en faire appel ; un bien est prescrit par un tiers, le créancier peut interrompre la prescription, etc.

On se demande si le créancier, pour exercer son droit, n'a aucune formalité à remplir, s'il tient son droit de la loi seule, ou bien s'il doit préalablement obtenir soit l'assentiment du débiteur, soit une décision judiciaire qui le subroge aux droits du débiteur. L'opinion est controversée ; on pense généralement qu'un jugement n'est pas nécessaire, et que le titre seul de créancier suffit.

3° Les créanciers peuvent attaquer les actes faits par leurs débiteurs en fraude de leurs droits.

Un créancier doit pouvoir attaquer et faire annuler les actes faits par son débiteur dans un but frauduleux, pour le priver du recouvrement de sa créance ; car il serait trop facile à un débiteur malhonnête de se jouer de la complaisance du créancier pour faire disparaître tout son actif.

Ainsi, j'ai un débiteur qui possède une maison qu'il a louée. Je pourrais, moi créancier, en vertu d'un billet, prendre un jugement contre lui et ensuite une hypothèque sur sa maison ; je pourrais former une saisie-arrêt entre les mains des locataires afin d'empêcher le paiement des loyers. Je ne le fais pas ; je ne prends aucune de ces garanties, qui me seraient très-utiles, et qui seraient onéreuses pour le débiteur. Hé bien ! s'il plaît à mon débiteur de vendre sa maison ou de faire un transport (c'est-à-dire une cession) des loyers pour deux ou trois ans, je dois avoir le droit de dire que c'est en fraude de mes droits que la vente, le transport a été fait, pour m'empêcher de me faire payer de ma créance, et, en conséquence, de faire annuler cet acte.

Trois conditions sont exigées pour pouvoir faire annuler un acte fait dans ces circonstances. Il faut :

1° Que l'acte porte au créancier un préjudice, ce qui sera facile à établir la plupart du temps ;

2° Que l'acte soit fait en *fraude* de ses droits, c'est-à-dire qu'il y ait bien eu dans l'esprit du débiteur intention de frauder ;

3° Que le tiers qui a traité avec le débiteur ait été de mauvaise foi, c'est-à-dire ait connu le préjudice causé par l'acte au créancier.

S'il s'agit d'une donation faite par le débiteur, la complicité du tiers, c'est-à-dire du donataire, n'est pas nécessaire pour que l'acte soit annulé ; il suffit de prouver le préjudice et la fraude du débiteur.

CHAPITRE QUATRIÈME.

DES DIVERSES ESPÈCES D'OBLIGATIONS.

SECTION Ire.

DE LA CONDITION EN GÉNÉRAL ET DE SES DIVERSES ESPÈCES.

Une convention peut être pure et simple, c'est à-dire exigible au moment du contrat, ou être contractée sous certaines modalités que nous allons étudier dans les sections qui vont suivre. Nous nous occuperons dans ce moment de quelques idées générales sur chaque sorte d'obligations.

Obligation conditionnelle. — L'obligation conditionnelle est celle qui dépend d'un événement *futur et incertain.*

L'obligation conditionnelle se subdivise en suspensive et résolutoire, casuelle, potestative, mixte.

Elle est *suspensive*, quand elle suspend l'existence même de l'obligation : Ainsi, je vous vends ma maison si tel navire revient d'Amérique.

Elle est *résolutoire*, quand elle affecte non l'existence du contrat, mais les effets que le contrat a produit. Ainsi, si je vous vends un objet sous la condition que le contrat sera résolu, si tel événement se produit, cette condition est résolutoire. Si elle se réalise, elle aura pour résultat de détruire les effets déjà produits.

Elle est *casuelle*, si elle n'est nullement au pouvoir du créancier ni du débiteur, et qu'elle dépende du hasard.

Elle est *potestative*, lorsqu'elle fait dépendre l'exécution de la convention, d'un événement qu'il est au pouvoir de l'une ou de l'autre des parties contractantes de faire arriver ou d'empêcher.

Elle est *mixte*, lorsqu'elle dépend à la fois de la volonté d'une des parties contractantes et de la volonté d'un tiers.

Ce n'est pas ce qui a lieu dans les actes à titre gratuit, je veux parler de la donation ou du testament ; dans ces actes, la validité de l'acte n'est pas le moins du monde atteinte par une clause de ce genre ; cette clause est considérée comme n'existant pas, voilà tout.

Toute condition d'une chose impossible, ou contraire aux bonnes mœurs, ou prohibée par la loi, est nulle, et rend nulle la convention qui en dépend.

La condition de ne pas faire une chose impossible ne rend pas nulle l'obligation contractée sous cette condition.

Toute obligation est nulle lorsqu'elle a été contractée sous une condition potestative de la part de celui qui s'oblige.

La loi a pensé qu'une telle clause n'était point sérieuse ; en effet, il n'est

pas possible de faire un acte avec cette condition : si j'écris une lettre à Londres; dans ce cas là, si l'intention des parties est sérieuse, elles ne doivent pas imposer de condition.

Toute condition doit être accomplie de la manière que les parties ont vraisemblablement voulu et entendu qu'elle le fût; mais il est évident que si c'est le débiteur qui a empêché la condition de bien s'accomplir, elle doit être réputée accomplie.

Lorsqu'une obligation est contractée sous la condition qu'un événement arrivera dans un temps fixe, cette condition est censée défaillie lorsque le temps est expiré sans que l'événement soit arrivé. S'il n'y a point de temps fixe, la condition peut toujours s'accomplir ; et elle n'est censée défaillie que lorsqu'il est devenu certain que l'événement n'arrivera pas.

Lorsqu'une obligation est contractée sous la condition qu'un événement n'arrivera pas dans un temps fixe, cette condition est accomplie lorsque ce temps est expiré sans que l'événement soit arrivé : elle l'est également si, avant le terme, il est certain que l'événement n'arrivera pas; et s'il n'y a pas de temps déterminé, elle n'est accomplie que lorsqu'il est certain que l'événement n'arrivera pas.

Celui qui a un droit conditionnel peut faire des actes conservatoires pour les garanties de son droit; s'il meurt, ses héritiers sont investis de ses droits et peuvent les faire valoir à sa place.

§ 2. — *De la condition suspensive.*

La condition suspensive est, comme nous l'avons vu, celle qui suspend l'existence même de l'obligation : « Je vous promets mille francs si tel vaisseau arrive à bon port. »

Voyons ce que devient la chose promise pendant l'intervalle qui sépare la convention de l'événement de la condition, lorsque la chose promise est un corps certain.

Je vous ai promis un cheval sous une condition suspensive. Jusqu'à l'événement de la condition, le cheval reste aux risques du promettant ; c'est lui qui en répond et qui doit le conserver jusque-là.

Si la chose est entièrement périe entre les mains du débiteur, il faut distinguer si c'est par sa faute ou sans sa faute ; au premier cas, il doit des dommages et intérêts ; dans le second cas, il ne doit rien.

Si la chose, sans être totalement périe, s'est détériorée entre les mains du débiteur, il faut faire la même distinction. Est-ce sans sa faute ou par sa faute ? Au premier cas, le créancier a le choix ou de résoudre l'obligation, ou de prendre la chose dans l'état où elle se trouve, sans diminution du prix. Si la chose s'est détériorée par la faute du débiteur, le créancier a le droit ou de résoudre l'obligation ou d'exiger la chose dans l'état où elle se trouve, avec des dommages et intérêts.

La théorie des risques ne peut pas s'appliquer au cas où l'objet n'est pas expressément déterminé, comme, par exemple, lorsqu'il s'agit d'une somme d'argent.

Lorsque la condition se réalise, l'obligation naît, et, s'il s'agit d'un corps certain, c'est-à-dire d'un cheval, d'une maison, etc. *déterminés*, la translation de propriété remonte au jour de la convention, c'est de ce jour-là que le créancier est réputé avoir été propriétaire, et les droits que le débiteur aurait pu consentir dans l'intervalle sont nuls et non avenus.

§ 3. — *De la condition résolutoire.*

La loi appelle condition résolutoire celle qui, lorsqu'elle s'accomplit, opère la révocation de l'obligation, et qui remet les choses au même état que si l'o-

bligation n'avait pas existé. — Elle ne suspend point l'exécution de l'obligation ; elle oblige seulement le créancier à restituer ce qu'il a reçu, dans le cas où l'événement prévu par la condition arrive.

Par exemple, je vous vends le champ B moyennant une somme de 10,000 fr., mais sous la condition résolutoire que la vente sera résolue si tel événement arrive. Dès l'instant du contrat, la vente reçoit son exécution ; l'acheteur entre en jouissance de son champ, il le paie, si c'est convenu, et tout se passe comme dans une vente ordinaire; mais, comme son droit est sujet à résolution, tous les droits qu'il consent sont résolus si la condition se réalise.

Il s'agit ici d'une condition *expresse*, c'est-à-dire exprimée dans la convention. Il en est de même de la condition tacite : tout contrat synallagmatique c'est-à-dire contenant une ou plusieurs obligations de la part de *chacune* des parties, contient une condition résolutoire tacite. Prenons la vente : si je m'engage à vous donner ma maison, c'est que vous devez me donner un prix convenu, et si vous ne me donnez pas votre maison, je suis dispensé d'en fournir le prix, et le contrat est résolu.

Dans le cas de contrat synallagmatique, le contrat n'est point résolu de plein droit. La partie envers laquelle l'engagement n'a point été exécuté a le choix ou de forcer l'autre à l'exécution de la convention lorsqu'elle est possible, ou d'en demander la résolution avec dommages et intérêts. Il est même permis au juge de ne pas prononcer la résolution du contrat et d'accorder un délai au défendeur.

SECTION II.

DES OBLIGATIONS A TERME

L'obligation à terme est celle dont l'exigibilité ne peut être demandée jusqu'à une certaine époque. Dans les conventions de cette nature, l'obligation existe du jour du contrat, ce n'est que l'exécution qui en est retardée. Si je m'engage à vous payer 10,000 francs dans un an, mon obligation existe dès ce moment, mais vous ne pouvez agir contre moi, me contraindre à remplir mon obligation que dans un an.

Le débiteur peut, au moins en général, se libérer avant l'échance du terme; dans le cas précédent, je peux vous payer dans six mois au lieu d'attendre une année; mais le contraire est stipulé quelquefois dans les actes, et alors on dit que le terme est stipulé dans l'intérêt du créancier qui peut exiger que le paiement n'ait lieu qu'à l'échéance.

C'est une erreur de dire, comme on le fait généralement : « qui a terme ne doit rien, » car s'il est vrai qu'on ne peut poursuivre ce débiteur en paiement dès maintenant, il est exposé aux éventualités suivantes :

1° Le créancier peut prendre des mesures conservatoires contre lui pour assurer le recouvrement de sa créance ;

2° Le débiteur ne peut répéter (recouvrer) ce qu'il a payé d'avance;

3° Il perd le bénéfice du terme dans trois cas : 1° si, le débiteur étant commerçant, il tombe en faillite, ou, étant non commerçant, il tombe en déconfiture, c'est-à-dire n'est pas en état de payer ses dettes ; 2° s'il diminue les garanties données au créancier. En effet, c'est sur elles que comptait le créancier pour le paiement de sa créance ; il n'est pas juste que le débiteur l'en prive ainsi. Prenons pour exemple les loyers : le propriétaire n'exige pas le terme courant parce qu'il compte sur les meubles qui garnissent les lieux; si on les fait disparaître, le propriétaire peut immédiatement exiger le paiement du terme.

On appelle terme de *grâce*, celui qui est accordé au débiteur malheureux et de bonne foi par le tribunal.

SECTION III.

DES OBLIGATIONS ALTERNATIVES

On appelle obligation *alternative* celle où deux ou plusieurs choses sont comprises dans l'obligation. Je promets de donner à Paul ma maison ou 50,000 francs.

Il faut se garder de confondre ces obligations avec les obligations *facultatives* conçues presque dans les mêmes termes, sauf que le débiteur se réserve expressément de donner, à son choix, l'un ou l'autre des objets compris dans l'obligation. Pour transformer notre première obligation en obligation facultative, il n'y aurait qu'à la changer ainsi : « Je promets à Paul de lui donner ma maison ; si je ne lui donne pas ma maison, je lui paierai 50,000 francs.

La différence entre ces deux cas est considérable. Au premier cas, si la maison périt, Paul peut exiger les 50,000 francs, car il a autant de droit sur la somme que sur l'immeuble; au second cas, si la maison périt, le débiteur est libéré et ne doit pas les 50,000 francs, car il n'y avait qu'une chose due, la maison, et du moment qu'elle n'existe pas, l'obligation est éteinte.

La distinction si importante, comme on le voit, n'est pas toujours facile.

En principe, et s'il n'a pas été stipulé de clause contraire, c'est au débiteur qu'appartient le choix entre les deux objets de l'obligation; mais il ne peut forcer le créancier à recevoir partie de l'une ou de l'autre.

Si l'une des deux choses promises pouvait seulement faire l'objet d'une obligation, l'obligation devient pure et simple et ne comprend que l'objet dont on pouvait disposer.

Qu'arrive-t-il si l'un des objets périt? Les articles 1193 et 1194 répondent à cette hypothèse.

L'obligation alternative devient pure et simple si l'une des choses promises périt et ne peut plus être livrée, même par la faute du débiteur. Le prix de cette chose ne peut pas être offert à sa place.

Si toutes deux sont péries, et que le débiteur soit en faute à l'égard de l'une d'elles, il doit payer le prix de celle qui a péri la dernière.

Lorsque, dans les cas prévus par l'article précédent, le choix avait été déféré par la convention au créancier, ou l'une des choses seulement est périe, et alors, si c'est sans la faute du débiteur, le créancier doit avoir celle qui reste ; si le débiteur est en faute, le créancier peut demander la chose qui reste, ou le prix de celle qui est périe ; ou les deux choses sont péries, et alors, si le débiteur est en faute à l'égard des deux, ou même à l'égard de l'une d'elles seulement, le créancier peut demander le prix de l'une ou de l'autre à son choix.

SECTION IV.

DES OBLIGATIONS SOLIDAIRES

§ 1er. — *De la solidarité entre créanciers.*

L'obligation est solidaire au regard des créanciers lorsque chacun d'eux a le droit d'exiger la totalité de la créance et que le paiement fait à l'un d'eux libère le débiteur à l'égard de tous, quels que soient les rapports des créanciers entre eux.

Ainsi, Pierre et Paul sont propriétaires d'une maison indivisément. Ils vendent *solidairement* leur maison sans déclarer la proportion dans laquelle cha-

cun est propriétaire; l'acquéreur peut être valablement poursuivi, par un seul, et il peut valablement payer à un seul.

Tout acte qui interrompt la prescription à l'égard de l'un des créanciers solidaires ne libère le débiteur que pour la part de ce créancier; mais la remise de la dette par un seul des créanciers solidaires ne libère le débiteur que pour la part de celui-ci dans la créance solidaire.

La solidarité entre créanciers ne se présume jamais.

§ 2. — *De la solidarité de la part des débiteurs.*

La solidarité de la part des débiteurs est une chose pratique et très-utile; le créancier, en stipulant cette garantie, se met à l'abri de l'insolvabilité de l'un d'eux; il a deux, trois débiteurs pour le tout, au lieu d'un seul. On comprend facilement l'avantage d'une pareille stipulation.

Il y a solidarité, dit la loi, de la part des débiteurs, lorsqu'ils sont obligés à une même chose, de manière que chacun puisse être contraint pour la totalité, et que le paiement fait par un seul libère les autres envers le créancier (1).

L'obligation peut être solidaire, quoique l'un des débiteurs soit obligé différemment de l'autre au paiement de la même chose; par exemple, si l'un n'est obligé que conditionnellement, tandis que l'engagement de l'autre est pur et simple, ou si l'un a pris un terme qui n'est point accordé à l'autre.

La solidarité n'est pas le droit commun; c'est une exception à la règle générale qui est qu'une personne n'a aucun lien vis-à-vis d'une autre. Elle doit donc être stipulée expressément; elle ne se présume jamais.

La loi a elle-même créé la solidarité dans plusieurs cas; entre endosseurs d'un billet à ordre ou lettre de change, entre exécuteurs testamentaires, entre la mère tutrice légale et son nouveau mari, etc.

Le créancier peut donc, quand il se trouve en face de plusieurs débiteurs solidaires, s'adresser à celui qu'il veut, et exercer contre celui-là seul toutes poursuites pour avoir paiement intégral de sa créance, sauf à celui-ci à appeler en cause ses garants et recourir contre eux pour le remboursement Il peut, s'il le préfère, former sa demande contre tous en même temps.

Le créancier au profit duquel a été stipulé la solidarité peut évidemment y renoncer. Il peut y renoncer expressément ou tacitement.

Le Code a tranché à ce sujet trois hypothèses sur lesquelles des doutes auraient pu s'élever :

1° Si le créancier reçoit d'un débiteur solidaire la part pour laquelle il est tenu de la dette, sans réserver dans la quittance la solidarité ou ses droits en général, et en disant que c'est *pour sa part*; ou bien s'il poursuit en justice le débiteur *pour sa part* et qu'il le fasse condamner par un jugement définitif; dans ces deux cas, il y a remise de la solidarité au profit du débiteur, mais de celui-là seulement. La solidarité conserve tous ses effets à l'égard des autres,

2° Si le créancier reçoit *pendant dix ans* consécutifs divisément et sans réserve la part de l'un des débiteurs solidaires dans les arrérages ou intérêts de la dette, il perd la solidarité à l'égard de ce débiteur pour les intérêts et pour le capital;

3° Le créancier a déchargé l'un des débiteurs solidaires pour sa part dans la dette; mais il n'a pu rendre plus onéreuse la dette des autres débiteurs. Si, lorsqu'il agit contre eux pour avoir le paiement de ce qui lui reste dû, l'un d'entre eux est insolvable, sa part est répartie entre tous les codébiteurs solidaires, y compris celui qui avait été déchargé de la solidarité, car ce fait là ne peut nuire aux autres débiteurs.

---

(1) Voy. FORMULAIRE n° 24.

SECTION V.

DES OBLIGATIONS DIVISIBLES OU INDIVISIBLES

Une obligation est divisible ou indivisible, selon qu'elle est ou non susceptible, dans l'exécution, de division matérielle ou intellectuelle.

Des exemples feront comprendre notre pensée. Je m'engage à vous donner 10,000 francs, à labourer votre champ ; ce sont des obligations divisibles, car elles sont susceptibles d'être exécutées en partie. C'est ce qui arrivera si je vous remets 5,000 francs ou si je laboure la moitié du champ. Il y a là une division matérielle.

Une personne meurt après avoir promis un cheval. Elle laisse trois héritiers. Chacun d'eux n'est tenu que de céder le tiers qu'il vient d'acquérir dans la proprité du cheval. L'obligation est divisible intellectuellement.

Au contraire, l'obligation est indivisible si je me suis engagé à vous construire une maison, en ma qualité d'architecte, etc.

§ 1er. — *Des obligations divisibles.*

Il est très-important de distinguer ces deux sortes d'obligations.

Ce n'est pas au point de vue du débiteur et du créancier qu'il est bon de savoir si une obligation est divisible ou indivisible, car, entre eux, elle est toujours indivisible, en ce sens que le créancier ne peut jamais être obligé de recevoir l'exécution partielle. C'est à l'égard des héritiers ou représentants de l'un et de l'autre que la distinction est utile. S'agit-il d'une obligation divisible, chacun des héritiers du créancier ne peut exiger et chacun des héritiers du débiteur ne doit que sa part dans la succession.

L'article 1221 consacre plusieurs exceptions au principe que l'obligation divisible se divise de plein droit entre les héritiers du débiteur :

1° Dans le cas où la dette est hypothécaire, car quiconque a une hypothèque sur un bien peut toujours faire vendre l'immeuble sans s'occuper de savoir si la dette est divisible ou indivisible;

2° Lorsqu'elle est d'un corps certain, qui a été mis en entier dans le lot d'un héritier;

3° Lorsqu'il s'agit de la dette alternative de choses au choix du créancier, dont l'une est indivisible;

4° Lorsque l'un des héritiers est chargé seul, par le titre, de l'exécution de l'obligation. On entend par titre, l'écrit qui a donné naissance à l'obligation. On suppose que les parties ont prévu à ce moment le prédécès du débiteur;

5° Lorsqu'il résulte, soit de la nature de l'engagement, soit de la chose qui en fait l'objet, soit de la fin qu'on s'est proposée dans le contrat, que l'intention des contractants a été que la dette ne pût s'acquitter partiellement.

Dans les trois premiers cas, l'héritier qui possède la chose due ou le fonds hypothéqué à la dette, peut être poursuivi pour le tout sur la chose due ou sur le fonds hypothéqué, sauf le recours contre ses cohéritiers. Dans le quatrième cas, l'héritier seul chargé de la dette, et, dans le cinquième cas, chaque héritier peut aussi être poursuivi pour le tout, sauf son recours contre ses cohéritiers.

§ 2. *Des effets de l'obligation indivisible*

Il s'agit d'une obligation indivisible contractée par plusieurs personnes conjointement ou des héritiers d'une personne qui a contracté une obligation indivisible; dans les deux cas, on applique les principes de l'indivisibilité des obligations, qui sont :

1° Chaque créancier peut agir pour le tout contre chacun des débiteurs ou des héritiers des débiteurs ; mais il ne peut seul faire la remise de la totalité de la dette, ni recevoir le prix de la chose. Qu'arrive-t-il cependant s'il a remis la dette entière ou reçu le prix ? Le débiteur se trouve libéré à son égard et les autres créanciers ne peuvent l'actionner qu'en tenant compte de la part du créancier qui a fait la remise. Ainsi, un débiteur d'une choes indivisible a deux créanciers: l'un d'eux lui fait remise de la chose; ce débiteur ne sera plus tenu qu'à l'égard de l'autre créancier, et celui-ci ne pourra exiger l'exécution de l'obligation indivisible qu'en lui tenant compte de la part de l'autre créancier dont il lui a été fait remise.

2° En exerçant des poursuites contre l'un des débiteurs, le créancier interrompt la prescription contre tous.

3° L'héritier du débiteur, assigné pour la totalité de l'obligation, peut demander un délai pour mettre en cause ses cohéritiers, à moins que la dette ne soit de nature à ne pouvoir être acquittée que par l'héritier assigné, qui peut alors être condamné seul, sauf son recours en indemnité contre ses cohéritiers.

SECTION VI.

DES OBLIGATIONS AVEC CLAUSES PÉNALES.

Bien souvent, en prévision de l'inexécution de la convention et pour n'avoir pas recours à une estimation onéreuse pour l'appréciation du préjudice causé par cette inexécution, on stipule une somme fixe qui, dans tous les cas, sera la peine de l'inexécution. Ainsi, je promets de vous vendre mon cheval blanc dans six mois; si je ne vous le vends pas, je m'engage à vous payer 300 francs (1).

Le rôle de la justice, dans ce cas, est bien simple; elle ne peut ni augmenter ni diminuer le chiffre convenu, sauf dans le cas où le débiteur a en partie exécuté son obligation, auquel le cas le juge apprécie la diminution de peine qui doit résulter de cette exécution partielle.

Cette peine n'est encourue que s'il y avait lieu à dommages-intérêts, par conséquent si le débiteur, quoique mis en demeure, n'avait rien fait.

Cette clause est très-utile et simplifie bien la tâche du créancier qui a à se plaindre de son débiteur.

Si l'obligation est indivisible, qu'arrivera-t-il au décès du débiteur ? La contravention d'un seul des héritiers du débiteur fait courir la peine contre tous : le créancier peut demander le paiement de la peine à celui qui a contrevenu ; mais, quant aux autres, il ne peut leur réclamer que leur portion, sauf l'action hypothécaire qu'il peut avoir contre l'un d'eux qui serait en possession d'un immeuble affecté à la créance.

Lorsque l'obligation est divisible, la peine n'est encourue que par celui des débiteurs qui a contrevenu à cette obligation et pour la part seulement dont il était tenu dans l'obligation principale, sans qu'il y ait d'action contre ceux qui l'ont exécutée.

Il y a une exception à cette règle : c'est lorsque la clause pénale ayant eu pour objet d'empêcher les paiements partiels, un cohéritier a empêché l'exécution totale de l'obligation. En ce cas, la peine entière a été encourue par lui et par les autres héritiers pour leur portion, sauf leur recours contre ce cohéritier.

---

(1) Voy. FORMULAIRE n° 25.

CHAPITRE CINQUIÈME.

DE L'EXTINCTION DES OBLIGATIONS

Nous avons vu, dans les chapitres précédents, comment naissent les obligations; quelle est leur nature et quels sont leurs effets; il convient d'examiner maintenant comment elles s'éteignent.

L'article 1234 énumère les cas d'extinction. Les obligations s'éteignent :

1° Par le paiement; 2° par la novation ; 3° par la remise volontaire; 4° par la compensation; 5° par la confusion; 6° par la perte de la chose; 7° par la nullité ou la rescision; 8° par l'effet de la condition résolutoire, qui a été expliquée au chapitre précédent; 9° et par la prescription, qui fera l'objet d'un titre particulier.

Ces diverses causes d'extinction des obligations vont faire l'objet des sections suivantes.

SECTION Ire.

DU PAIEMENT.

§ 1er. — *Du paiement en général.*

Tout paiement suppose une dette : « ce qui a été payé sans être dû est sujet à répétition. »

Si l'on fait un paiement, il est évident que l'on croit être débiteur ; et si l'on n'est pas débiteur, on a le droit de réclamer le paiement : personne ne peut s'enrichir à mes dépens et profiter de mon erreur.

La répétition n'est pas admise à l'égard des obligations *naturelles* qui ont été volontairement acquittées.

Qu'est-ce qu'une obligation naturelle? C'est toute obligation réelle, sérieuse, mais à laquelle la loi n'a pas voulu attacher d'action pour un motif d'intérêt général. Telles sont les dettes de jeu, les dettes contractées en minorité, etc. Pour ces obligations, la loi ne donne pas d'action au créancier, mais s'il plaît au débiteur de les accomplir volontairement, il peut le faire. C'est même un devoir pour lui; et il ne sera pas admis à réclamer contre ce paiement.

Qui peut payer. — Une obligation peut être acquittée par toute personne qui y est intéressée, telle qu'un coobligé ou une caution. L'obligation peut même être acquittée par un tiers qui n'y est point intéressé, pourvu que ce tiers agisse au nom et en l'acquit du débiteur ou que, s'il agit en son nom propre, il ne soit pas subrogé aux droits du créancier.

Toute personne intéressée, cela comprend : le débiteur d'abord, le principal intéressé, qui éteint par ce paiement toutes les garanties accessoires, telles qu'une hypothèque, une saisie-arrêt. Il doit même avoir soin de ne payer que contre la main-levée de ces garanties.

Il en est de même et les effets du paiement sont les mêmes, que ce soit le débiteur en personne qui paie ou quelqu'un en son nom ou acquit.

Cela comprend aussi les intéressés directs. Telle est la caution qui est tenue comme le débiteur lui-même ; qui est exposée, comme lui, à des poursuites qu'elle prévient en payant à sa place. Mais, remarquons-le bien, la partie intéressée au paiement qui paie entre les mains du créancier est subrogée de plein droit à ce dernier, c'est-à-dire est mise entièrement à sa place, quoiqu'il n'ait

été rien dit dans le paiement. Toutes les garanties continuent à exister, mais au profit de l'intéressé qui a pris la place du créancier. Ce dernier, pour se faire rembourser, a donc deux actions : l'action du créancier et son action personnelle.

On peut même, sans être le moins du monde intéressé au paiement, éteindre une dette ; le créancier ne peut refuser de recevoir le paiement d'une personne qu'elle ne connaît pas et qui vient lui payer la dette d'un tiers, pourvu qu'elle n'exige pas la subrogation.

Par exception à ce principe, et dans quelques cas bien rares, l'obligation ne pourra être acquittée que par le débiteur lui-même, lorsque le créancier a intérêt à ce que ce soit lui-même.

Les conditions d'un paiement valable sont que celui qui paie soit propriétaire de la chose donnée en paiement et capable de l'aliéner. Néanmoins, si la chose donnée en paiement est une somme d'argent ou toute autre chose qui se consomme par le premier usage, la répétition ne pourra avoir lieu contre le créancier qui l'a consommée de bonne foi, quoique celui qui a payé n'en fût pas propriétaire.

A qui faut-il payer. — Le paiement doit être fait au créancier lui-même ou à son mandataire. Il peut être encore valablement fait entre les mains de ceux qui sont les représentants légaux ou judiciaires du créancier. Tels sont les tuteurs, syndics de faillite, etc.

Mais le paiement fait à tout autre que le créancier ou son mandataire est valable ou le devient : 1° si le créancier le ratifie ; 2° s'il en a profité ; 3° si le paiement a été fait de bonne foi au *possesseur* de la créance. On entend par possesseur celui qui *paraissait* être le créancier ou son représentant. Tel est celui qui a entre les mains un titre au porteur, celui qui passe généralement pour l'héritier du créancier, quoiqu'il ne le soit pas, celui qui a un billet à ordre, une lettre de change, etc., avec un endos régulier à son profit.

Celui entre les mains duquel on a formé une saisie-arrêt ne doit pas payer à son créancier, car il s'exposerait à payer deux fois ; il doit attendre l'issue du procès et payer à celui qui a obtenu gain de cause.

Ce qu'il faut payer. — Il faut payer ce que l'on doit, tout ce que l'on doit et à l'époque fixée.

Il faut payer ce que l'on doit. Le créancier ne peut être contraint de recevoir une autre chose que celle qui lui est due, lors même que la chose offerte serait d'une valeur supérieure. Je vous ai promis un cheval de trait, je ne puis vous forcer à recevoir un cheval de voiture, quelle que soit, du reste, sa valeur ; mais si le créancier y consent, il est évident que le paiement sera parfaitement valable.

Il faut payer tout ce que l'on doit. Le créancier ne peut pas être obligé de recevoir une partie seulement de ce qui lui est dû ; toutefois, la dette divisible se divise nécessairement entre chacun des héritiers du créancier, et chacun ne peut être poursuivi que pour sa part.

Enfin, il faut payer à l'époque fixée. Cependant, dans bien des cas, le débiteur se trouve gêné et mérite l'indulgence du tribunal.

Le débiteur d'un corps certain et déterminé, par exemple d'un cheval, est libéré par la remise de la chose en l'état où elle se trouve lors de la livraison, pourvu que les détériorations qui y sont survenues ne viennent point de son fait ou de sa faute, ni de celle des personnes dont il est responsable, c'est-à-dire des domestiques, de ses enfants mineurs, etc., ou qu'avant ces détériorations il ne fût pas en demeure. On est en demeure quand on a reçu sommation de livrer ou assignation en délivrance devant le tribunal compétent.

Mais si, au contraire, il s'agit d'une chose déterminée seulement quant à son espèce, la loi dit que le débiteur ne sera pas tenu de la donner de la meilleure espèce, mais il ne pourra l'offrir de la plus mauvaise. Entre ces deux extrêmes, il choisira une qualité moyenne.

Une pareille convention, formée dans des termes si vagues, est une porte toute ouverte à un procès. Vous m'avez promis un cheval et vous m'en livrez un. Il arrivera souvent que ce cheval ne pourra me satisfaire; dès lors je vous assignerai devant le tribunal pour vous forcer à m'en livrer un autre.

Où doit être fait le payement. — C'est au domicile du débiteur que doit avoir lieu le paiement, c'est la règle générale. Le débiteur peut donc dire à son créancier : Je ne suis pas forcé de venir chez vous pour y faire mon paiement.

Deux exceptions, toutefois : le paiement s'effectue au lieu désigné par la convention, s'il y en avait un; lorsqu'il s'agit d'un corps certain et déterminé, il se fait dans le lieu où était l'objet au moment de l'obligation.

Aux frais de qui se fait le paiement. — La loi met à la charge du débiteur les frais du paiement. Par là il faut entendre les frais d'enlèvement, de quittance, les droits de mutation de propriété et généralement tous les frais.

Spécialement les frais de timbre-quittance à 0 fr. 10 c. sont à la charge du débiteur.

§ 2. *Du paiement avec subrogation.*

Être subrogé à quelqu'un, c'est être mis à sa place, exercer ses droits relativement à une chose, comme si lui-même les exerçait. Un paiement avec subrogation est celui où une personne paie pour une autre et reçoit du créancier qu'il désintéresse tous ses droits contre le débiteur. Vous devez à Paul une somme de 10,000 francs; moi, qui ne suis pas tenu de la dette, je paie les 10,000 francs à Paul, en me faisant subroger. Dès lors, j'ai tous les droits qu'avait Paul contre vous, et j'ai, en outre, une action *personnelle* contre vous, comme vous ayant en quelque sorte prêté 10,000 francs.

La subrogation est conventionnelle ou légale.

Elle est *conventionnelle* dans les deux espèces suivantes :

1° Lorsque le créancier recevant son paiement d'une tierce personne la subroge dans ses droits, actions, priviléges ou hypothèques contre le débiteur : cette subrogation doit être expresse et faite en même temps que le paiement.

Il n'est pas nécessaire de faire un acte notarié dans ce cas (1).

2° Lorsque le débiteur emprunte une somme à l'effet de payer sa dette et de subroger le prêteur dans les droit du créancier. Il faut, pour que cette subrogation soit valable, que l'acte d'emprunt et la quittance soient passés devant notaires; que dans l'acte d'emprunt il soit déclaré que la somme a été empruntée pour faire le paiement, et que, dans la quittance, il soit déclaré que le paiement a été fait des deniers fournis à cet effet par le nouveau créancier. Cette subrogation s'opère sans le concours du créancier.

Donc, si le créancier désintéressé veut bien subroger celui qui paye à la place de son débiteur, un acte sous-seing privé suffit; s'il ne le veut pas, on vaincra sa résistance en ayant recours à un acte notarié.

Si le créancier refuse de consentir quittance notariée, on lui fait des offres réelles suivies de consignation.

La subrogation *légale* a lieu :

1° Au profit de celui qui, étant lui-même créancier, paie un autre créancier qui lui est préférable à raison de ses priviléges ou hypothèques.

Voici l'espèce : le propriétaire est privilégié pour des loyers sur le produit

---

(1) Voy. FORMULAIRE n° 26.

de la vente des meubles garnissant les lieux loués; son privilége qui, du reste, l'emporte sur presque tous les autres, est préférable à celui du fournisseur d'aliments. Si ce dernier désintéresse le propriétaire, il sera subrogé *de plein droit*, sans qu'il ait été rien dit à cet égard dans le privilége du propriétaire.

2° Au profit de l'acquéreur d'un immeuble qui emploie le prix de son acquisition au paiement des créanciers auxquels cet héritage était hypothéqué.

Ainsi, celui qui achète un immeuble peut, sans hésitation, payer son prix entre les mains des créanciers privilégiés ou hypothécaires dans l'ordre de leurs droits respectifs; il sera subrogé de plein droit aux droits des créanciers désintéressés.

En pratique, il n'y a guère de quittance de prix d'immeuble qui ne se fasse devant notaire, quoique cela ne soit pas indispensable. Rien n'est plus prudent que cet usage, qui, du reste, dans la plupart des cas, est nécessaire, les créanciers inscrits désintéressés donnant main-levée de leur inscription dans l'acte notarié.

3° Au profit de celui qui, étant tenu avec d'autres ou pour d'autres, avait intérêt à l'acquitter. Tel est le cas du débiteur solidaire, de la caution, etc.

4° Au profit de l'héritier bénéficiaire qui a payé de ses deniers les dettes de la succession.

On a voulu par là encourager l'héritier, seulement sous bénéfice d'inventaire, à payer les dettes de la succession dont il n'est tenu que jusqu'à concurrence de ce qu'il retire de la succession.

De même que la subrogation peut être totale, comme nous venons de le voir, elle peut être partielle si le créancier n'a pas été désintéressé entièrement. Dans ce cas, le créancier est toujours préféré au subrogé pour le paiement de ce qui lui reste dû.

§ 3. — *De l'imputation des paiements.*

Quand une personne est débitrice d'une autre de plusieurs sommes d'argent ou du principal et des intérêts d'une somme, il faut savoir quelle dette elle a voulu éteindre ou amortir en faisant un paiement.

L'imputation peut être faite soit par le débiteur, soit par le créancier, soit par la loi. De là, trois hypothèses.

Imputation par le débiteur. — Le débiteur peut imputer le paiement comme il lui plaît. Néanmoins, il ne peut l'imputer sur une dette dont le montant est supérieur à la somme versée, car il ne peut s'acquitter particllement; il ne peut non plus l'imputer sur le capital, s'il y a des intérêts échus, qu'après le paiement des intérêts.

Imputation par le créancier. — Si le débiteur ne fait pas d'imputation, il laisse au créancier le soin de la faire. On est du moins autorisé à le penser. Si donc le créancier affecte dans sa quittance le paiement qu'il reçoit à une dette déterminée, cette affectation connue et acceptée du débiteur est valable, à moins, bien entendu, qu'il y ait eu *dol* ou *surprise* de la part du créancier, c'est-à-dire que celui-ci ait abusé de la simplicité ou de l'ignorance du débiteur pour écrire dans la quittance autre chose que ce dont on était convenu.

Imputation par la loi. — Lorsque ni le débiteur, ni le créancier n'ont eu le soin de faire l'imputation, c'est le Code qui se charge de la faire d'après les règles suivantes.

L'imputation se fait alors sur la dette que le débiteur avait le plus d'intérêt

d'acquitter entre celles qui étaient échues comme elle : sinon, sur la dette échue, quoique moins onéreuse que celles qui ne le sont point. Si les dettes sont d'égale nature, l'imputation se fait sur la plus ancienne : toutes choses égales, elle se fait proportionnellement à chacune d'elles.

§ 4. — *Des offres de paiement et de la consignation.*

Il arrive souvent que le créancier refuse de recevoir le paiement qu'on lui offre, soit qu'il prétende qu'il lui est dû davantage, soit qu'il ait tout autre prétexte. Bien des fois aussi le débiteur ayant entre les mains une saisie-arrêt au préjudice du créancier ne saurait valablement se libérer à l'égard de ce dernier.

La loi a alors tracé une procédure pour procurer la libération du débiteur : la procédure de la consignation.

En voici les règles (art. 1259) : « Pour que la consignation soit valable, il faut : 1° Qu'elle ait été précédée d'une sommation signifiée au créancier et contenant l'indication du jour, de l'heure et du lieu où la chose offerte sera déposée; 2° Que le débiteur se soit dessaisi de la chose offerte en la remettant dans le dépôt indiqué par la loi pour recevoir les consignations, avec les intérêts jusqu'au jour du dépôt; 3° Qu'il y ait eu procès-verbal dressé par l'officier ministériel de la nature des espèces offertes, du refus qu'a fait le créancier de les recevoir ou de sa non-comparution, et, enfin, du dépôt; 4° Qu'en cas de non-comparution de la part du créancier, le procès-verbal du dépôt lui ait été signifié, avec sommation de retirer la chose déposée.

Le lieu désigné par la loi pour recevoir les consignations, c'est, pour Paris, la Caisse des dépôts et consignations; pour la province, la caisse des receveurs particuliers ou généraux.

Les officiers ministériels compétents pour faire des offres, ce sont les huissiers et les notaires.

Le débiteur qui veut obtenir sa libération ne s'en tient pas là : il assigne le créancier devant le tribunal civil de son domicile et se fait déclarer libéré par un jugement. Les frais occasionnés par ce jugement sont à la charge du créancier et prélevés sur la somme consignée.

La somme consignée porte intérêt à 3 pour cent l'an au profit du créancier à partir du soixante-et-unième jour du dépôt.

Lorsque la chose due est un corps certain et déterminé, il serait souvent difficile de le transporter chez le créancier pour lui faire l'offre réelle; on se contente alors de lui faire sommation, par acte d'huissier, de faire enlever dans un délai fixé; ce délai expiré, on obtient un jugement qui autorise à le placer dans un autre lieu.

§ 5. — *De la cession de biens.*

La cession de biens est l'abandon qu'un débiteur fait de tous ses biens à ses créanciers, lorsqu'il se trouve hors d'état de payer ses dettes.

Cette cession est *volontaire* ou *judiciaire.*

Elle est volontaire lorsqu'elle résulte de l'accord du débiteur et des créanciers. Le débiteur va trouver ses créanciers et leur dit : Je suis incapable de satisfaire à toutes mes obligations, voilà mes biens; vendez-les et prélevez le montant de votre créance sur le produit de la vente.

Un contrat volontaire intervient entre le débiteur et ses créanciers; c'est ce contrat qui règle les effets de la cession de biens (1).

---

(1) Voy. FORMULAIRE n° 27.

Quels que soient les termes du contrat, l'idée dominante sera celle-ci : ou bien le débiteur donnera en toute propriété tous ses biens à ses créanciers, moyennant quoi il sera *complétement* libéré, — ou bien il cédera seulement à ses créanciers le droit de vendre ses biens, consentant à rester débiteur du surplus s'ils ne sont pas entièrement désintéressés, comme aussi décidé à profiter du reliquat après le paiement intégral des dettes; en d'autres termes, dans ce dernier cas, les créanciers ne reçoivent du débiteur que le mandat de vendre à sa place.

La cession judiciaire, qui n'a guère plus d'objet aujourd'hui que la *contrainte par corps* a été abolie, était destinée à assurer la liberté de sa personne au *malheureux de bonne foi* qui ne pouvait faire face à ses affaires. C'est le tribunal qui la prononçait malgré les créanciers, lorsque le débiteur lui paraissait digne d'indulgence.

En matière commerciale, la cession de biens judiciaire n'est pas admise; mais la loi a organisé la matière des concordats, qui répond à la même pensée d'indulgence pour les débiteurs malheureux et de bonne foi.

SECTION II.

DE LA NOVATION.

La *novation* est la substitution d'une nouvelle dette à une ancienne. D'un côté, il y a une dette qui est éteinte; de l'autre, une dette qui a pris naissance.

La novation s'opère de trois manières : 1° par changement d'objet; 2° par changement de débiteur; 3° par changement de créancier.

1° *Par changement d'objet.* — Lorsque le débiteur et le créancier conviennent qu'une chose sera payée au lieu et place de celle qui est due. Je vous devais un cheval, je conviens avec vous que je vous donnerai 500 francs : voilà une novation par changement d'objet. Le concours du débiteur et du créancier est nécessaire (1).

2° *Par changement de débiteur.* — Lorsque le créancier accepte un tiers pour débiteur à la place de son débiteur primitif. Paul vous doit 10,000 francs; je vais vous trouver et je vous dis : Renoncez à la créance que vous avez contre Paul et je m'engage à vous payer les 10,000 francs qu'il vous doit. Voilà la novation par changement de débiteur; elle n'exige pas le concours du premier débiteur (2).

3° *Par changement de créancier.* — Lorsque le débiteur se trouve libéré envers son créancier au moyen d'une nouvelle dette qu'il contracte envers une autre personne. Paul vous doit 10,000 francs; vous consentez à le décharger de cette dette à la condition qu'il s'engagera à l'égard d'une autre personne pour la même somme. Voilà la novation par changement de créancier. Elle exige le concours de trois personnes (3).

La novation ne se présume pas; elle doit résulter clairement des termes de l'acte. Aussi la loi a-t-elle soin de dire qu'il n'y a pas novation si le débiteur

---

(1) Voy. FORMULAIRE n° 28.
(2) Voy. FORMULAIRE n° 29.
(3) Voy. FORMULAIRE n° 30.

se contente d'indiquer une personne qui doit payer à la place d'une autre ou si le créancier indique une personne qui doit recevoir pour lui.

Les garanties, telles que hypothèque et privilége, qui garantissaient la première créance, sont éteintes comme la créance elle-même, à moins qu'elles ne soient expressément réservées.

SECTION III.

DE LA REMISE DE LA DETTE.

La remise de la dette est l'abandon que fait le créancier de ses droits au profit du débiteur. C'est une libéralité, une donation, mais qui n'est pas soumise aux formes compliquées et essentielles des donations; elle peut résulter de n'importe quel acte. Elle peut même et elle sera souvent tacite; c'est ce qui a nécessité quelques explications de la part du législateur.

1° La remise volontaire du titre original sous signature privée, par le créancier au débiteur, fait *preuve de la libération*. Le fait d'avoir entre les mains l'acte sous-seing privé qui constatait la créance suffit pour que le débiteur soit à l'abri de toute réclamation. Toutefois, le créancier serait admis à prouver que le titre lui a été volé.

2° La remise volontaire de la grosse du titre fait présumer la remise de la dette ou le paiement, *sans préjudice de la preuve contraire*. Remarquons que ce n'est dans ce cas-ci qu'une présomption qui peut être combattue par la preuve contraire, et que, lorsqu'il s'agit de titre sous signature privée, cette preuve n'est pas admise.

3° La remise du titre original sous signature privée ou de la grosse faite à l'un des débiteurs solidaires a le même effet au profit de ses codébiteurs.

4° La remise ou décharge conventionnelle au profit de l'un des codébiteurs solidaires libère tous les autres, à moins que le créancier n'ait expressément réservé ses droits contre ces derniers, auquel cas il doit toujours leur tenir compte de la part de celui auquel il a fait la remise.

5° La remise de la chose donnée en nantissement ne fait pas présumer la remise de la dette. Je vous avais donné une valeur en gage pour garantir le paiement d'une somme que je vous devais, la remise que vous pourrez me faire de cette valeur ne fera pas présumer mon paiement.

6° La remise faite au débiteur principal libère la caution; mais la remise faite à la caution ne libère pas le débiteur principal.

7° Ce que le débiteur principal a reçu d'une caution pour sa décharge doit être imputé sur la dette et tourner à la décharge du débiteur principal et des autres cautions.

SECTION IV.

DE LA COMPENSATION.

Lorque deux personnes sont réciproquement débitrices l'une de l'autre de choses de même nature, il serait trop sévère d'exiger que les deux paiements se fissent; car voici ce qui arriverait : Je vous dois 10,000 francs et vous me devez autant; s'il n'y avait pas compensation, vous seriez obligé de donner d'une main ce que vous auriez reçu de l'autre.

La compensation est donc l'extinction de deux dettes dont deux personnes sont réciproquement débitrices l'une envers l'autre.

On peut distinguer la compensation conventionnelle et la compensation légale.

La compensation conventionnelle résulte de l'accord des parties et elle a lieu dans les termes du contrat, écrit ou non écrit (1).

La compensation légale a lieu d'elle-même, par la seule force de la loi, que les intéressés la connaissent ou l'ignorent. Trois conditions sont nécessaires pour la validité de la compensation légale. Il faut :

1° Que les deux dettes soient d'une somme d'argent ou de choses pouvant se remplacer facilement par d'autres ou s'apprécier par les mercuriales. Ainsi, je vous dois dix mesures de blé; les mercuriales constatent que le blé s'est vendu 30 francs la mesure, soit, dix mesures, pour 300 francs. Or, vous me devez cette somme-là; la compensation peut s'opérer.

2° Que les deux dettes soient exigibles, c'est-à-dire qu'elles n'aient ni condition ni terme; cependant le terme de grâce accordé au débiteur n'empêche pas la compensation de s'opérer.

3° Qu'elles soient liquides; c'est-à-dire déterminées dans leur existence et dans la qualité ou la quantité des objets.

Telles sont les trois conditions essentielles qui peuvent permettre la compensation. Il n'est donc pas nécessaire, ni que les dettes soient connues des débiteurs, ni qu'elles soient d'égale valeur; car alors il y aura compensation jusqu'à due concurrence, ni qu'elles soient payables dans le même lieu, sauf à tenir compte des frais de remises, ni qu'elles soient nées d'une cause semblable :

Trois exceptions, toutefois, au principe que la compensation a lieu, quelles que soient les causes de l'une ou de l'autre des dettes:

1° S'il s'agit d'une demande en restitution d'une chose dont le propriétaire a été injustement dépouillé. Je viens chez vous; je vous prends 1,000 en cachette et, lorsque vous me demandez la restitution de ces 1,000 francs, je pourrais opposer la compensation! Non; la loi n'a pas voulu encourager ainsi le vol.

2° S'il s'agit d'une demande en restitution d'un dépôt ou d'un prêt à usage. Avant tout, il faut rendre ce que la bonne foi du débiteur avait confié en garde, après quoi on se fait payer par les voies ordinaires. Agir autrement, ce serait se faire justice à soi-même.

3° S'il s'agit d'une demande d'aliments déclarés insaisissables; car le créancier n'a pas dû considérer comme une garantie la créance d'aliments qu'avait son débiteur,

La caution peut opposer la compensation de ce que le créancier doit au débiteur principal; mais le débiteur principal ne peut opposer la compensation de ce que le créancier doit à la caution. Le débiteur solidaire ne peut pareillement opposer la compensation de ce que le créancier doit à son débiteur.

De ce que la compensation est un double paiement résultent les règles suivantes:

1° Ce qui empêche le paiement empêche la compensation. Or, une saisie-arrêt, par exemple, empêche tout paiement entre les mains du créancier, de même elle doit empêcher la compensation.

2° Lorsqu'il y a plusieurs dettes susceptibles d'être compensées, pour savoir sur laquelle a porté la compensation il faut appliquer les principes de l'imputation des paiements. (Voyez section première, ci-dessus, § 3).

3° La compensation éteint, avec les dettes, les garanties et accessoires de la créance, tels que hypothèque, privilége, etc. Si l'un des débiteurs paie ensuite, il paie ce qui n'est pas dû et il peut répéter; mais il ne jouit point, au préjudice des tiers, des priviléges et hypothèques attachés à la créance primitive, à moins, cependant, qu'il n'ait eu lors du paiement une juste cause d'ignorer la créance qui devait compenser la dette.

---

(1) Voy. FORMULAIRE N° 31.

SECTION V.

DE LA CONFUSION.

On dit qu'il y a *confusion* lorsque les deux qualités de créancier et de débiteur se trouvent réunies dans une même personne.

Voici le cas : Je suis débiteur de Paul d'une somme de 10,000 francs; Paul meurt et me fait son légataire universel. Comme représentant Paul, je suis créancier; comme représentant moi-même, je suis débiteur: il y a confusion.

La confusion éteint la dette, en ce sens qu'elle en rend l'exécution impossible, personne n'étant créancier de soi-même; mais elle la laisse subsister sous tous autres rapports.

Examinons avec le Code trois hypothèses:

1° Le débiteur principal a succédé au créancier ou réciproquement. L'obligation principale est éteinte ainsi que celle des cautions, qui n'a plus d'objet.

2° La caution a succédé au créancier ou réciproquement. La caution qui a succédé est libérée, puisqu'elle serait obligée d'agir contre elle-même; mais comme elle représente maintenant le créancier, elle peut exiger le paiement de la dette par le débiteur principal et même par les cautions, en tenant compte, dans ce dernier cas, de la part qu'elle-même devait supporter comme caution.

3° L'un des débiteurs solidaires succède au créancier ou réciproquement. Le débiteur qui a succédé ne peut exécuter contre lui-même l'obligation; mais il peut en exiger l'exécution de chacun de ses codébiteurs solidaires, en tenant compte de la part dont lui-même était tenu en sa qualité de débiteur solidaire.

SECTION VI.

DE LA PERTE DE LA CHOSE DUE.

Il est très-important de savoir quelles obligations subsistent et quelles obligations sont éteintes lorsque la chose due est périe. A cet effet, la loi entre dans des distinctions que nous allons étudier.

D'abord, la chose peut être périe, c'est-à-dire matériellement détruite, mise hors du commerce, comme lorsqu'un terrain est exproprié pour cause d'utilité publique, ou perdue de manière qu'on en ignore absolument l'existence. Quelle que soit la cause de la perte, les effets sont les mêmes.

Il faut distinguer :

1° L'objet a péri par cas fortuit ou de force majeure avant la mise en demeure, c'est-à-dire la sommation de livrer, du débiteur. L'obligation est éteinte dans tous les cas.

2° L'objet a péri par cas fortuit ou de force majeure après la mise en demeure. Le débiteur est en faute de n'avoir pas livré et il doit des dommages-intérets, à moins qu'il ne prouve que la chose eût péri lors même qu'elle aurait été remise au créancier.

3° Il y a eu perte par le fait ou la faute du débiteur soit avant soit après la mise en demeure. Dans ce cas, le débiteur est tenu d'indemniser le créancier de la perte, puisqu'il est en faute.

Le débiteur est tenu de prouver le cas fortuit qu'il allégue.

Si la chose a été volée, le voleur doit toujours restituer le prix, de quelque manière que la chose ait péri, et même des dommages-intérêts.

Si la chose est périe et ne peut être rendue en nature, cela ne dispense pas le débiteur de donner les accessoires de la chose.

SECTION VII.

DE L'ACTION EN NULLITÉ OU EN RESCISION DES CONVENTIONS.

Des contrats annulables. — Une convention a été faite. S'il a manqué à cette convention un des éléments *essentiels* : consentement, cause, capacité, ce contrat est absolument nul, sans effet, sans valeur à l'égard de personne, et tout intéressé peut, à quelque époque que ce soit, même après trente ans, en faire déclarer la nullité par la justice.

Mais au lieu du défaut absolu d'un des éléments essentiels, il peut y avoir dans le contrat un vice qui le laisse subsister, mais qui permet à *une partie* d'en demander la nullité aux tribunaux.

Les premiers contrats sont nuls; les seconds ne sont seulement qu'annulables. C'est de ceux-ci que nous nous occupons dans cette section.

Les contrats sont *annulables* ou *rescindables* dans les deux cas suivants :

1° Lorsque le consentement de l'une des parties a été obtenu par violence, par dol, par erreur sur la *substance* de la chose ou sur la *personne* avec qui on a cru contracter;

2° Lorsque l'une des parties était incapable de contracter. Tels sont le mineur, l'interdit, la femme mariée.

Dans les contrats annulables, l'une des parties est obligée de tenir le contrat pour régulier; il n'y a que celle qui a été victime de ce qui vicie le contrat qui puisse en demander la rescision, et encore dans un certain délai.

Délai de l'action en nullité ou rescision. — L'action en nullité ou en rescision dure dix ans toutes les fois qu'une loi ne l'a pas réduite à un moindre temps.

Ce délai court du jour seulement où la partie dans l'intérêt de laquelle le contrat est annulable a pu librement en demander la nullité. C'est le principe qui a inspiré le législateur quand il a fixé un délai pour chaque cas dans son article 1304 : « Ce temps ne court, dans le cas de violence, que du jour où elle a cessé; dans le cas d'erreur ou de dol, que du jour où ils ont été découverts; et pour les actes passés par les femmes mariées non autorisées, du jour de la dissolution du mariage. — Le temps ne court, à l'égard des actes faits par les interdits, que du jour où l'interdiction est levée; et, à légard de ceux faits par les mineurs, que du jour de la majorité. »

On se demande, et on n'est pas d'accord sur ce point, si le délai de dix ans est un délai fixe et invariable, ou si c'est une prescription susceptible d'être suspendue comme toutes les prescriptions. Voici le cas; il montre combien la question est importante. Paul a acheté un tableau qu'on lui a dit être de Rubens et qui n'en était pas; il y a eu erreur sur la personne, par conséquent Paul a une action en nullité du contrat. Supposons qu'il meure cinq ans après cet achat et laisse un fils mineur. Si le délai de dix ans n'est pas une prescription, dans cinq ans le mineur ne pourra plus attaquer le contrat; si c'est une prescription, elle sera interrompue pendant toute la minorité du fils et elle ne recommencera à courir que du jour de sa majorité.

Le mineur a, relativement à notre matière, une situation particulière. N'est-il pas émancipé, il est restituable, c'est-à-dire tout contrat le concernant est annulable, s'il y a eu *lésion*, c'est-à-dire préjudice causé. Est-il émancipé, il est restituable, en cas de lésion, contre toutes les conventions qui excèdent les bornes de sa capacité, telle qu'elle est déterminée au titre de *la Minorité, de la Tutelle et de l'Emancipation*.

Le mineur n'est point restitué dans les cas suivants:

1° Lorsque la lésion résulte d'un cas fortuit et imprévu;

2° Lorsque le mineur commerçant, banquier ou artisan a éprouvé un préjudice dans les conventions relatives à son commerce ou à sa profession;

3° Lorsque le mineur est obligé à l'égard de ses délits et de ses quasi-délits, car il doit subir les conséquences de sa faute. Mais si, dans un acte, il a déclaré qu'il était majeur, tandis qu'il est mineur, la loi ne considère pas cette déclaration comme un délit de sa part, et elle l'autorise à demander la rescision même dans ce cas;

4° Enfin, lorsqu'il a été lésé par les conventions faites dans son contrat de mariage avec l'assistance de ceux dont le consentement était nécessaire à la validité du mariage.

Le mineur n'est plus recevable à revenir contre l'engagement qu'il avait souscrit en minorité, lorsqu'il l'a ratifié en majorité, soit que cet engagement fût nul en la forme, soit qu'il fût seulement sujet à rescision (1).

Les effets de la nullité prononcée en justice consistent à faire considérer le contrat comme n'ayant jamais eu lieu; mais on aurait tort de croire que le mineur, l'interdit, la femme mariée qui ont fait prononcer la nullité devront restituer ce qu'ils auraient reçu en vertu de ce contrat: ils ne doivent restituer que ce qu'ils ont encore entre les mains ou ce qui a tourné à leur profit.

Lorsque les formalités requises à l'égard des mineurs ou des interdits, soit pour aliénation d'immeubles, soit dans un partage de succession, ont été remplies, ils sont, relativement à ces actes, considérés comme s'ils les avaient faits en majorité ou avant l'interdiction.

CHAPITRE SIXIÈME.

De la preuve des obligations et de celle du paiement.

L'article 1315 qui commence ce chapitre est ainsi conçu: « Celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver. Réciproquement, celui qui se prétend libéré, doit justifier le paiement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation. »

C'est un principe très-naturel que celui qui avance un fait soit obligé d'en faire la preuve: cela est conforme à la raison et à la justice.

Remarquons bien les deux situations prévues dans cet article; celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit commencer par l'établir. C'est à lui à faire la preuve. — Une fois l'obligation prouvée, ce sera au défendeur, à celui qui se prétend libéré à faire la preuve de sa libération. En deux mots, c'est à celui qui avance un fait nouveau contraire à la position acquise des parties à prouver ce fait.

Voici un exemple: quand j'avance que vous me devez 1,000 francs, j'avance un fait contraire à votre position acquise, qui est que vous ne me devez rien; c'est à moi de prouver que vous êtes débiteur. Mais quand j'ai prouvé que vous me devez les 1,000 francs, c'est à vous, à votre tour, à faire la preuve que vous m'avez payé, car c'est là un fait nouveau, contraire à la position acquise de chacun de nous, puisque vous étiez mon débiteur et moi votre créancier.

Nous nous occuperons dans les sections suivantes des diverses preuves des obligations et des diverses preuves du paiement. La loi entend ici par paiement, d'une manière générale, toute cause d'extinction des obligations.

Voyons d'abord les différentes preuves des obligations. Elles sont divisées en cinq sortes de preuves, faisant l'objet d'autant de sections: 1° la preuve littérale; 2° la preuve testimoniale; 3° les présomptions; 4° l'aveu de la partie; 5° le serment.

---

(1) Voy. FORMULAIRE n° 32.

SECTION Ire.

DE LA PREUVE LITTÉRALE

§ 1er. *Du titre authentique.*

La preuve la plus efficace d'une obligation, c'est le titre authentique.

Qu'est ce qu'un titre authentique? C'est, dit l'article 1317 du Code civil, celui qui a été reçu par officiers publics, ayant le droit d'instrumenter, dans le lieu où l'acte a été rédigé, et avec les solennités requises.

Les notaires, les maires, les greffiers, les huissiers sont des officiers publics; mais leurs actes n'ont la force de titres authentiques que s'ils sont compétents pour les dresser. Ainsi, un maire est compétent pour dresser un acte de l'état civil; un notaire pour dresser un inventaire après décès, etc. Encore faut-il qu'ils soient dans le ressort de leur ministère et qu'ils remplissent toutes les formalités légales.

En ce qui concerne les notaires, le ressort de leur compétence varie selon leur domicile. Ceux qui sont dans une ville où siége une cour d'appel ont le droit d'instrumenter pour tous les habitants du ressort de la Cour, c'est-à-dire pour plusieurs départements; ceux qui sont établis au lieu où siége un tribunal civil, dans tout l'arrondissement; enfin, les autres, dans leur canton seulement.

Les actes authentiques ont une force probante et une force exécutoire.

La force probante consiste en ce qu'ils font foi de leur contenu tant à l'égard des parties contractantes qu'à l'égard de toutes personnes. Mais il est évident que la convention contenue dans un acte authentique ne peut nuire aux tiers, c'est-à-dire à ceux qui n'étaientpas présents à l'acte.

Un exemple fera comprendre notre pensée. Je vous vends ma maison par acte passé devant notaire. Paul avait déjà, au moment de la vente, une hypothèque sur cette maison; l'acte authentique dressé par le notaire a force probante à son égard, en ce sens qu'il prouve bien la vente qui en a fait l'objet, mais il ne peut lui nuire, parce qu'il n'a pas été appelé à cet acte et il conserve son hypothèque sur l'immeuble.

Un écrit qui a les formes et les caractères d'un acte authentique est présumé l'être réellement : et, de plus, les faits qui y sont relatés sont présumés être vrais, s'être passés ainsi que l'officier public le rapporte.

Il peut cependant arriver que l'officier public ne dise pas la vérité, soit de bonne foi, soit volontairement. Il faut donc pouvoir prouver l'erreur ou la mauvaise foi de l'officier public. La loi a organisé à cet égard une procédure particulière que nous étudions au Code de procédure civile et qui s'appelle *l'inscription de faux*,

La force exécutoire de l'acte authentique consiste en ce que lorsque l'acte est revêtu de la formule qu'on appelle *exécutoire*, c'est-à-dire lorsque l'acte est une *grosse* et non pas seulement une *expédition*, on peut procéder à toutes les voies d'exécution contre son débiteur.

L'acte authentique fait foi non-seulement des clauses *dispositives*, c'est-à-dire des clauses concernant l'objet que les parties avaient principalement en vue, mais encore des clauses *énonciatives*, quand elles ont un rapport direct avec la disposition.

Je déclare vous devoir, par acte notarié, 500 fr. dont je vous ai payé l'intérêt jusqu'à ce jour. L'objet principal de l'acte, c'est ma reconnaissance de 500 fr; la clause énonciative, c'est la déclaration que j'ai payé les intérêts jusqu'à ce jour. L'acte fait également preuve de ces deux faits.

Mais quelle est la valeur d'un acte authentique nul pour cause d'imcompétence ou incapacité de l'officier public ou par défaut de formes? Cet acte, s'il est signé des parties, vaut comme acte sous-seing privé, quoique, d'ailleurs, il

manque des formalités prescrites pour ces sortes d'actes. Ainsi, un acte sous seing-privé contenant vente, par exemple, doit être fait en double. Si l'acte notarié qui la constate est nul pour les causes dont nous parlons, il vaudra comme acte sous seing-privé, quoiqu'il n'ait pas été fait en double.

CONTRE-LETTRES. — Bien souvent deux personnes font un acte destiné à être montré au public et un acte secret qui ne doit être connu que d'elles. C'est cet acte secret qui s'appelle contre-lettre ; il n'a d'effet qu'entre les parties contractantes et n'existe pas pour tout autre.

Ainsi, je vous vends mon champ; l'acte porte quittance du prix. Le même jour, ou quelques jours après, nous faisons une contre-lettre dans laquelle vous avouez que vous me devez le prix de mon champ.

On fait aussi quelquefois des contre-lettres pour tromper le fisc. Je vous vends ma maison 100,000 francs; l'acte de vente ne porte que 80,000; les droits de mutation, par conséquent, seront bien moins considérables. Rien n'est plus dangereux qu'un pareil système, outre qu'il est immoral au premier chef (1).

§ 2. — *De l'acte sous seing-privé.*

Un acte sous seing-privé est celui qui est fait entre les parties, sans l'intervention d'un officier public.

Ces sortes d'actes conviennent, en général, à tous les actes *consensuels*, c'est-à-dire qui n'exigent pour leur validité aucune forme essentielle. Les actes *solennels*, au contraire, demandent la présence d'un officier public compétent.

FORMALITÉS DES ACTES SOUS SEING-PRIVÉ. — Les formalités varient avec la nature de l'acte; on peut en distinguer de trois sortes :

1° *Acte contenant obligation synallagmatique.* — Tout acte contenant obligation synallagmatique doit être signé des parties. Celui qui ne sait faire qu'une croix (†) ne peut considérer ce signe comme une signature, lors même que deux témoins viendraient certifier qu'elle a été réellement faite par le contractant. Il faut, dans ce cas, avoir recours à un acte notarié.

Il doit être fait en autant d'originaux que de parties, en observant, toutefois, qu'un seul original suffit pour toutes les personnes qui ont le même intérêt. Chaque original doit contenir la mention du nombre des originaux.

Le mari et la femme n'auront besoin que d'un original, si leurs intérêts sont les mêmes; les membres d'une société seront dans le même cas.

Pour ne pas se tromper sur le nombre des originaux, on met généralement une formule vague : « Fait en autant d'originaux que de parties, etc. »

Toutes ces formalités sont essentielles à la validité de l'acte.

Néanmoins, le défaut de mention qu'il a été fait en deux, trois... originaux ne peut être opposé par celui qui a exécuté de lui-même l'obligation portée dans l'acte, car ce fait montre bien ou qu'il en a eu un double ou qu'il en a eu suffisamment connaissance (2).

Acte pour contrat unilatéral destiné à créer l'obligation de payer une somme ou une chose appréciable. — Voici les termes de la loi (art. 1326) : « Le billet ou la promesse (3) sous seing-privé par lequel une seule partie s'engage envers l'autre à lui payer *une somme d'argent ou une chose appréciable*, doit être écrit en entier de la main de celui qui le souscrit; ou du moins il faut

---

(1) Voy. FORMULAIRE n° 33.
(2) Voy. FORMULAIRE N° 34.
(3) Voy. FORMULAIRE N° 35

qu'outre sa signature il ait écrit de sa main un *bon* ou un *approuvé*, portant en toutes lettres la somme ou la quantité de la chose, excepté dans le cas où l'acte émane de marchands, artisans, vignerons, laboureurs, gens de journée et de service.

Lorsqu'une femme mariée intervient dans un acte sous seing-privé, soit pour s'engager solidairement avec son mari, soit pour le cautionner, le mari met généralement, outre la formule précédente, « *bon pour autorisation de ma femme.* »

L'acte qui ne serait point conforme aux prescriptions de l'article 1326, ne serait pas nul pour cela; il pourrait servir du commencement de preuve par écrit qui autorise la preuve par témoins.

Qu'arrive-t-il si la somme portée au corps de l'acte et celle qui suit le *bon* ou *approuvé* ne sont pas les mêmes? Si l'on peut prouver de quel côté est l'erreur, il faut évidemment rétablir la vérité, c'est-à-dire prendre le chiffre vrai; sinon, l'acte n'est valable que pour la somme moindre.

3° *Actes pour constater une obligation de faire ou de livrer un objet déterminé ou un paiement.* — Ces actes sont valables par la seule signature des parties; ils n'ont droit, remarquons-le bien, qu'aux actes dressés pour constater des obligations et des paiements. Quand il s'agit de quittance, il n'est donc pas nécessaire d'ajouter, comme on le fait souvent : « bon pour quittance (1). »

Force probante des actes sous seing-privé. — L'acte sous seing-privé est présumé, comme l'acte authentique, être l'expression de la vérité; on peut donc y puiser la preuve de son droit comme dans un acte notarié, mais il faut que celui auquel on l'oppose ne dénie pas sa signature.

S'il la dénie, qu'arrive-t-il? C'est au demandeur, à celui qui veut bénéficier de l'acte à prouver que c'est bien son écriture. Cette preuve se fait en justice d'après une procédure que nous indiquerons au Code de procédure civile.

Celui auquel on oppose un acte sous seing-privé est obligé d'avouer ou de désavouer formellement son écriture ou sa signature. Ses héritiers ou ayant-cause peuvent se contenter de déclarer qu'ils ne connaissent point l'écriture ou la signature de leur auteur.

S'ils ne satisfont pas à cette demande, on obtient du tribunal civil un jugement qui tient l'écriture pour reconnue.

Si l'acte sous seing-privé est reconnu volontairement ou judiciairement, il fait preuve entre ceux qui l'ont souscrit et leurs héritiers ou ayant-cause, au même titre que l'acte authentique. Il fait donc foi des obligations qui y sont contenues et de sa date. A l'égard des tiers, au contraire, il n'a de date que du jour où il a été enregistré, du jour de la mort d'un de ceux qui l'on souscrit ou du jour où leur substance est constatée dans un acte dressé par un officier public, tel qu'un procès-verbal de scellés ou d'inventaire.

C'est un principe qui trouvera son application dans mille circonstances de la vie civile, ce principe qui veut que l'acte sous seing-privé ne fasse foi de sa date que lorsque sa date n'a pu en être changée.

Rien n'est plus équitable que cette règle, comme on peut le voir par cet exemple, pris entre cent autres : Paul me vend, par acte sous seing-privé, un champ le 15 du mois; il le revend le 20 à une autre personne et l'acte sous seing-privé qu'ils dressent à cet effet porte la date du 12 au lieu du 20. Rien n'empêche une pareille fraude; mais elle sera sans effet à mon égard, car je suis un tiers pour lequel la dernière vente ne peut avoir de date que du jour de l'enregistrement ou d'un de ces actes qui donnent à l'acte date certaine : mort d'un des signataires ou relation dans un acte authentique.

---

(1) Voy. Formulaire n° 36.

Cependant la jurisprudence apporte un tempérament à cette règle rigoureuse, tempérament qui peut conduire à bien des fraudes, mais qui a paru nécessaire pour la célérité des affaires. Elle admet que toutes les quittances, en général, font foi de leur date *par elles-mêmes* et sans avoir été enregistrées, à l'égard de tout le monde, à moins, bien entendu, que l'on ne prouve qu'il y a eu fraude dans le paiement. On ne pouvait obliger une personne à faire enregistrer tous les jours les nombreuses quittances qu'il donne; mais la jurisprudence exige aussi que cette quittance, pour avoir son effet à l'égard des tiers, sans avoir date certaine, soit représentée sur les premières poursuites, le jour même ou le lendemain. On craint la fraude du débiteur qui pourrait se faire signer et antidater des quittances.

Des écrits qui font preuve, quoique non signés. — Plusieurs écrits font preuve quoique non signés. Tels sont :

1° *Les registres des marchands.* — La loi, à l'égard des registres des marchands, peut se résumer dans les règles suivantes :

Les registres font *preuve contre* le commerçant dans tous les cas; mais celui qui veut en tirer avantage est obligé de donner la même foi à tout ce qui est contraire à sa prétention. Paul peut se prévaloir de ce que mon livre de commerçant porte que le premier de tel mois je lui ai fait un achat, mais il ne peut pas s'empêcher de regarder comme l'expression de la vérité cette autre mention par laquelle je dis que je l'ai payé le 10 du même mois.

Entre commerçants et pour actes de commerce, les livres de commerce, régulièrement tenus, font preuve pour ou contre eux. Le contrôle des livres de deux commerçants étant facile, la loi a pensé qu'on pouvait les présumer fidèlement tenus.

Ils ne font pas preuve des fournitures qui y sont portées contre les personnes non marchandes, sauf au juge qui n'est pas entièrement convaincu de la réalité de la fourniture de lui déférer le serment (1).

2° *Registres et papiers domestiques tenus par des non-commerçants.* — Art. 1331 : « Les registres et papiers domestiques ne font point un titre pour celui qui les a écrits. Ils font foi contre lui : 1° dans tous les cas où ils énoncent formellement un paiement reçu; 2° lorsqu'ils contiennent la mention expresse que la note a été faite pour suppléer le défaut du titre en faveur de celui au profit duquel ils énoncent une obligation.

Il convient de remarquer qu'à la différence des livres des commerçants qui conservent toute leur valeur sans être écrits de la main du commerçant, les papiers domestiques doivent être écrits par celui à qui on les oppose.

3° *Mentions mises sur un titre de créance.* — L'écriture, dit l'art. 1332, mise par le créancier à la suite, en marge ou au dos d'un titre qui est toujours resté en sa possession, fait foi, quoique non signée ni datée par lui, lorsqu'elle tend à établir la libération du débiteur Il en est de même de l'écriture mise par le créancier au dos, ou en marge, ou à la suite du double d'un titre ou d'une quittance, pourvu que ce double soit entre les mains du débiteur.

§ 3. *Des tailles.*

On appelle taille les deux parties d'un morceau de bois qui a été fendu, dont deux personnes sont dans l'usage de se servir pour constater les fournitures qu'elles font et reçoivent en détail.

---

(1) Voyez ci-après, à la section v : Le serment.

C'est un moyen de preuve très-simple, dont tout le monde connait le mécanisme. Chaque personne a un morceau de bois; celui du marchand conserve le nom de *taille*, celui de l'acheteur s'appelle *échantillon*, et à chaque fourniture on réunit les deux morceaux pour faire une taille, une coche.

Maintenant voici quelle est la valeur de ces tailles. Si les deux tailles concordent, elles font preuve du nombre de fournitures; quand elles ont plus de coches l'une que l'autre, celle qui en a le moins fait seule preuve du nombre des fournitures qui y sont portées. Enfin, si le vendeur présente une taille et que l'acheteur prétende avoir perdu son échantillon, la taille fera pleine foi des fournitures, car le marchand ne peut pas être victime de la faute de son débiteur.

Si l'acheteur prétend n'avoir jamais eu d'échantillon, ce sera au marchand à faire la preuve qu'il en avait un en sa prosession.

§ 4. *Des copies de titres*

L'original d'un acte est le premier acte qui a été fait, celui que les parties ont elles-mêmes rédigé ou fait rédiger. Les copies ne sont que la reproduction de l'original.

Si l'original existe et peut être représenté, l'original seul fait foi entre les parties et les copies n'ont de valeur que lorsqu'elles sont acceptées par l'une et l'autre des parties. Si l'une d'elles exige la reproduction de l'original, elle est dans son droit. Mais si l'original est perdu, les copies ont plus ou moins de valeur, selon les distinctions suivantes :

Font la même foi que l'original :

1° Les grosses ou premières expéditions. La première copie d'un acte authentique s'appelle grosse, si elle est revêtue de la formule exécutoire, et première expédition s'il y manque cette formule. On suppose que la première copie étant faite la plupart du temps immédiatement après l'original, en est plutôt la reproduction exacte.

2° Les copies tirées en présence des parties et de leur consentement réciproque.

3° Les copies tirées par l'autorité du magistrat, parties présentes ou elles dûment appelées. On présente, par le ministère d'un avoué, une requête au Président du tribunal civil, qui ordonne qu'il sera donné une copie de tel acte, tel jour, à telle heure, les parties intéressées préalablement appelées.

4° Les copies qui, sans l'autorité du magistrat ou sans le consentement des parties, et depuis la délivrance des grosses ou premières expéditions, auront été tirées sur la minute de l'acte par le notaire qui l'a reçu ou par l'un de ses successeurs, ou par officiers publics qui, en cette qualité, sont dépositaires des minutes, peuvent, au cas de perte de l'original, faire foi quand elles sont anciennes. Elles sont considérées comme anciennes quand elles ont plus de trente ans de date.

Servent seulement de commencement de preuve par écrit à l'effct de faire admettre la preuve testimoniale :

1° Les copies ci-dessus rappelées *au* 4°, lorsqu'elles ont moins de trente ans.

2° Les copies tirées sur la minute d'un acte, qui ne l'auront pas été par le notaire qui l'a reçu ou par l'un de ses successeurs, ou par officiers publics qui, en cette qualité, sont dépositaires des minutes.

Pourront seulement, suivant les cas, servir de simple renseignement : les copies de copies.

Toutefois, une exception a été admise à ce principe. La transcription d'un acte *sur les registres publics* pourra servir de commencement de preuve par

écrit, quoique ce ne soit que la copie d'une copie, si toutes les minutes du notaire de l'année dans laquelle l'acte paraît avoir été fait sont perdues, et s'il est trouvé trace de l'acte à cette date sur le répertoire du notaire. S'il y a eu des témoins qui ont concouru à l'acte, ils sont appelés.

§ 4. *Des actes récognitifs et confirmatifs.*

Acte récognitif. — Un acte récognitif est celui qui est dressé pour en reconnaître un autre précédemment fait.

Il ne prouve pas par lui-même l'existence de l'obligation; aussi la loi nous dit-elle qu'elle ne dispense point de la représentation du titre primitif ou primordial, à moins que le titre primordial ne soit inséré en entier dans l'écrit récognitif, ou qu'il y ait eu plusieurs actes récognitifs, dont l'un date de plus de trente ans et possession constante pendant ce même temps (1).

Acte confirmatif. — On peut ratifier par un acte parfaitement régulier un acte primordial qui était annulable ou rescindable. Telle est la règle; nous verrons qu'il y a une exception.

Ce paragraphe est consacré aux actes confirmatifs, c'est-à-dire par lesquels on régularise un de ces actes qui pouvaient être déclarés nuls et de nul effet.

Un mineur a souscrit une reconnaissance; cette reconnaissance est sans valeur, le mineur n'ayant pas le droit de s'obliger. — Une femme mariée a vendu une maison qui lui appartenait en propre, mais sans le consentement de son mari. Dans les deux cas, le mineur, la femme mariée peuvent faire considérer l'acte irrégulier comme nul. Mais s'ils veulent tenir leur engagement, ils peuvent le régulariser. Pour cela. le mineur devenu majeur ratifie la reconnaissance; la femme mariée ratifie la vente avec le concours de son mari.

La ratification ou confirmation peut être tacite ; elle résultera de l'exécution volontaire de la partie qui pouvait attaquer l'acte. Le mineur devenu majeur paie sans protester la reconnaissance; la femme, avec le concours de son mari, met celui à qui elle a vendu sa maison en possession de l'immeuble : voilà des ratifications tacites. Nous ne nous occupons que du cas où la ratification résulte d'un écrit.

Les actes confirmatifs peuvent contenir textuellement l'acte qu'ils régularisent. Ainsi, on peut dire : Je ratifie l'acte suivant... et copier entièrement cet acte.

Mais ce n'est pas ainsi qu'ils sont conçus la plupart du temps : ils ne visent d'ordinaire que les points qui, dans l'acte primordial, étaient sujets à nullité ou rescision.

Trois conditions sont nécessaires pour que l'acte confirmatif soit valable. Il faut : 1° qu'on y trouve la substance de l'obligation; 2° qu'on y trouve la mention du motif de l'action en rescision; 3° qu'il y ait intention non équivoque de réparer le vice sur lequel cette action est fondée (2).

La donation nulle par la forme ne peut être rendue valable par aucun acte confirmatif; il faut un nouvel acte de donation fait dans les formes solonnelles de la donation.

La confirmation ou ratification volontaire d'une donation par les héritiers ou ayant-cause du donateur, après son décès, emporte leur renonciation à opposer soit les vices de forme, soit toute autre exception.

---

(1) Voy FORMULAIRE n° 37.
(2) Voy. FORMULAIRE n° 38.

SECTION II.

DE LA PREUVE TESTIMONIALE.

Cette section est des plus importantes et il convient de développer les règles qu'elle renferme. Il s'agit, en effet, de savoir quand il est permis de prouver par témoins une convention, et quand cette preuve n'est pas autorisée par la loi.

Voici le principe : art. 1341 : « Il doit être passé acte devant notaires ou sous signature privée de toutes choses excédant la somme ou valeur de cent cinquante francs, même pour dépôts volontaires; et il n'est reçu aucune preuve par témoins contre et outre le contenu aux actes, ni sur ce qui serait allégué avoir été dit avant, lors ou depuis les actes, encore qu'il s'agisse d'une somme ou valeur moindre de cent cinquante francs. Le tout sans préjudice de ce qui est prescrit dans les lois relatives au commerce.

On a voulu par là éviter deux grands dangers : 1° la multiplicité des procès; 2° les faux témoignages, qu'il aurait été malheureusement trop facile d'employer dans les affaires importantes.

Deux règles bien distinctes sont contenues dans cet article : d'abord la règle qu'il doit être passé acte de toute chose excédant cent cinquante francs.

Il doit être passé acte (écrit), de toute chose, c'est-à-dire toute convention, toute obligation, tout paiement, etc.

En second lieu, il y a la règle qu'il n'est reçu aucune preuve par témoins *contre* et *outre* le contenu aux actes..... encore qu'il s'agisse d'une somme ou valeur moindre de cent cinquante francs.

Il y a un écrit et cet écrit est censé contenir la vérité et toute la vérité. S'il eût été permis de détruire par la preuve testimoniale la preuve écrite résultant d'un acte, cela n'eût pas manqué de faire naître une foule de procès. L'écrit, aurait-on dit, porte bien obligation de 500 francs; mais il a été entendu verbalement entre les parties que cette somme ne serait exigible que dans dix ans; qu'elle rapporterait des intérêts, alors que l'écrit n'en parle pas., etc.

Mais n'oublions pas les derniers mots de l'article 1341. C'est en matière civile que s'appliquent ces principes sévères. En matière commerciale, il en est autrement. Nous verrons, en effet, que le tribunal de commerce est autorisé à admettre la preuve par témoins toutes les fois qu'il le juge à propos et quelle que soit l'importance de la somme en litige.

Les articles qui suivent contiennent la sanction de l'article 1341 ou des exceptions aux deux règles qu'il contient.

Ainsi, la preuve par témoins ne sera pas admise :

1° Quoique la demande du principal ne s'élève pas à 150 francs, si, jointe à celle des intérêts, elle dépasse cette somme;

2° Quoique le demandeur restreigne à cette somme sa demande, après en avoir formé une qui excédait 150 francs;

3° Quoique la demande soit inférieure à cette somme, si elle est déclarée faire partie ou être le restant d'une plus forte somme qui n'est point promise par écrit;

4° Si, dans la même instance, il y a plusieurs demandes qui, jointes ensemble, excèdent cette somme, quelle que soit la cause et la date de ces créances, à moins, toutefois, que ces créances ne proviennent par succession, donation ou autrement de personnes différentes. Voici le cas que prévoient ces derniers mots. Je suis créancier de Paul de 100 francs et je succède à une personne qui est elle-même créancière de Paul de la même somme. Je puis prouver par témoins l'existence de ces deux créances, bien que, jointes ensemble, elles dépassent 150 francs, parce qu'elles proviennent de personnes différentes.

C'est dans le même esprit et pour prévenir les détours que l'on aurait pu

prendre pour tourner la loi que le législateur a défendu de former successivement plusieurs demandes pour des créances sans titre : toutes les demandes doivent être formulées en même temps et par un même exploit, sous peine de voir *rejeter* toutes les demandes sans titre qui suivront le premier exploit.

Les exceptions aux deux règles dont nous venons de parler sont contenues dans les articles 1347 et 1348 dont nous donnons le texte.

Article 1347 : « Les règles ci-dessus reçoivent exception lorsqu'il existe un commencement de preuve par écrit. On appelle ainsi tout acte par écrit qui est émané de celui contre lequel la demande est formée ou de celui qu'il représente, et qui rend vraisemblable le fait allégué. »

Article 1348 « Elles reçoivent encore exception toutes les fois qu'il n'a pas été possible au créancier de se procurer une preuve littérale de l'obligation qui a été contractée envers lui. Cette seconde exception s'applique : 1° aux obligations qui naissent des quasi-contrats et des délits ou quasi-délits; 2° aux dépôts nécessaires faits en cas d'incendie, ruine, tumulte ou naufrage, et à ceux faits par les voyageurs en logeant dans une hôtellerie, le tout suivant la qualité des personnes et les circonstances de fait; 3° aux obligations contractées en cas d'accidents imprévus où l'on ne pourrait pas avoir fait des actes par écrit; 4° au cas où le créancier a perdu le titre qui lui servait de preuve littérale, par suite d'un cas fortuit, imprévu et résultant d'une force majeure.

Ces articles demandent peu d'explications.

Un commencement de preuve par écrit est tout acte, avons-nous dit, écrit par le défendeur et qui rend vraisemblable le fait allégué. Pierre m'écrit : Je vous prie de m'avancer une somme de 1,000 francs dont j'ai besoin pour telle affaire. Ce sera là en ma faveur un commencement de preuve par écrit qui me permettra d'achever, de prouver par témoins l'existence de ma créance.

Il faut assimiler aux dépôts nécessaires pour lesquels la loi autorise dans tous les cas la preuve par témoins : le dépôt fait par les voyageurs au chemin de fer de malles, caisses, etc. Mais le tribunal peut refuser cette preuve, en raison du peu d'estime dont peuvent jouir quelquefois certains dépositaires.

SECTION III.

DES PRÉSOMPTIONS.

Les présomptions, dit le Code sont des conséquences que la loi ou le magistrat tire d'un fait connu à un fait inconnu.

J'ai laissé passer trente ans sans réclamer le paiement d'une dette. Le fait connu, c'est mon inaction. De ce fait connu, la loi conclut à un fait inconnu : le paiement de la dette.

Les présomptions sont *légales* ou *abandonnées* à *l'appréciation des magistrats.*

§ 1er. *Des présomptions établies par la loi.*

La présomption légale est celle qui est attachée *par une loi spéciale* à certains actes ou à certains faits. Tels sont :

1° Les actes que la loi déclare nuls comme présumés faits en fraude de ses dispositions, d'après leur seule qualité.

Ainsi, une personne en mourant fait un legs au profit du fils du médecin qui l'a soigné durant sa maladie, La loi suppose que le testateur a voulu faire un legs au père, en favorisant le fils, et qu'on a voulu ainsi éluder la loi qui défend de léguer quoi que ce soit à ce médecin; elle annule le legs.

2° Les cas dans lesquels la loi déclare la *propriété* ou la *libération* résulter de certaines circonstances déterminées.

Nos propriétés sont closes toutes deux et un seul mur les sépare d'un côté. Le mur a un chaperon de mon côté: voilà le fait connu. De ce fait, la loi tire la conclusion que le mur m'appartient exclusivement. Voilà un exemple sur la propriété.

Je remets volontairement le titre de ma créance à mon débiteur; de ce fait connu la loi tire la conséquence que j'ai dû être payé. Voilà un exemple de libération.

3° L'autorité que la loi attribue à la chose jugée. Il est certain que les juges peuvent se tromper et se trompent quelquefois; néanmoins, dans l'intérêt du bon ordre public, la loi déclare que leurs jugements sont l'expression de la vérité ou du moins doivent être tenus pour tels.

4° La force qne la loi attribue à l'aveu de la partie ou à son serment. Nous parlerons de l'aveu de la partie et du serment dans les sections suivantes.

Disons un mot de la chose jugée.

Les jugements ne doivent être acceptés par les parties comme l'expression de la vérité que si on ne peut plus les attaquer par aucune voie. Tel n'est pas le jugement en premier ressort, dont on peut encore faire appel, ou le jugement par défaut auquel on peut former opposition.

Pour qu'il y ait force de chose jugée, il faut plusieurs conditions :

1° Que la chose demandée soit la même. Ainsi, une maison est toujours la même chose, quoiqu'il y survienne des modifications.

2° Que les deux demandes aient la même cause. La cause d'une obligation c'est le principe générateur de cette obligation, c'est la vente que je vous ai faite qui est la *cause* de votre obligation de payer, c'est le billet que vous m'avez souscrit qui est la *cause* de votre obligation.

3° Que les parties soient les mêmes, soit qu'elles agissent par elles-mêmes, soit qu'elles agissent par leurs représentants. On entend par représentants les tuteurs, les héritiers, etc. Ainsi, il a été jugé que la dette de Pierre envers Paul était prescrite; les héritiers de l'un ou de l'autre ne peuvent faire renaître ce procès, parce qu'il y a chose jugée entre ceux qu'ils représentent.

4° Enfin, que la demande nouvelle soit formée en la même qualité que l'ancienne. Si j'agis une première fois en mon nom personnel et une seconde fois au nom de ma femme, au nom du mineur dont je suis le tuteur, ma qualité ne sera pas la même dans les deux cas et l'on ne pourra pas dire qu'il y a chose jugée.

§ 2. *Des présomptions qui ne sont pas établies par la loi.*

Article 1353 : « Les présomptions qui ne sont point établies par la loi sont abandonnées aux lumières et à la prudence du magistrat, qui ne doit admettre que des présomptions graves, précises et concordantes, et dans les cas seulement où la loi admet les preuves testimoniales, à moins que l'acte ne soit attaqué pour cause de fraude ou de dol. »

Ainsi, les cas de présomptions laissées à l'appréciation des juges ne sont pas limités; il peuvent en admettre dans toutes les affaires où la loi admet la preuve testimoniale (au-dessous de 150 francs), pourvu qu'elles soient graves, précises, concordantes.

SECTION IV.

DE L'AVEU DE LA PARTIE.

L'aveu est la reconnaissance d'un fait allégué par son adversaire. Il est *extra-judiciaire* ou *judiciaire*.

Aveu extra-judiciaire. — C'est celui qui est fait en dehors d'un acte de procédure, devant témoins, dans une lettre, dans une conversation. Lorsqu'il est *verbal*, on ne peut le prouver par témoins que si la loi l'a expressément autorisé dans ce cas là, car on sait que l'on ne peut prouver toute chose par témoins.

Aveu judiciaire. — C'est celui qui est fait, en justice, par la partie ou par son fondé de pouvoir, par l'avoué ou par l'huissier, qui sont présumés reproduire la pensée de leur client.

Cet aveu fait *pleine foi* du fait qui en fait l'objet et dispense l'autre partie d'en faire la preuve; mais il ne doit pas être divisé, c'est-à-dire qu'on ne peut pas prendre dans cet aveu ce qui est favorable et ne pas admettre ce qui ne l'est pas : l'aveu est un tout indivisible qu'on ne peut séparer.

Deux sortes d'erreurs peuvent être alléguées par celui qui a fait un aveu, pour le révoquer : l'erreur de fait et l'erreur de droit. Les juges auront égard à la première; ils ne s'arrêteront pas à la dernière.

Vous me poursuivez en paiement d'une somme montant d'un billet à ordre échu depuis plus de cinq ans. Je reconnais que je ne vous l'ai pas payé dans un acte de procédure. Je pourrai me rétracter, si je prouve qu'il y a eu erreur de fait, c'est-à-dire si je trouve la quittance qui prouve ma libération; je ne le pourrai pas en disant que je ne connaissais pas la valeur légale de mon aveu, par exemple, que je ne savais pas que cet aveu m'empêchait de recourir à la prescription.

L'aveu n'a aucun effet dans tous les cas où la loi l'a prohibé.

SECTION V.

DU SERMENT.

Le serment judiciaire est de deux espèces : 1° Celui qu'une partie défère à l'autre pour en faire dépendre le jugement de la cause: il est appelé *décisoire*; 2° Celui qui est déféré d'office par le juge à l'une ou à l'autre des parties : il est appelé *supplétoire*.

§ 1er. *Du serment décisoire.*

Quand une partie se voit dans l'impossibilité de convaincre les juges par les preuves qu'il lui a été permis de se procurer ou qu'il a beaucoup de confiance dans la loyauté de son adversaire, il lui défère le serment, c'est-à-dire qu'il lui dit : Jurez que vous ne me devez rien ou que vous avez fait telle chose, et, si vous le jurez, je ne vous inquiète plus, je me tiens pour satisfait, je consens à perdre mon procès. C'est ce qu'on appelle le serment *décisoire*.

Que fait celui à qui on défère le serment ? Ou bien il prête serment ainsi qu'on le lui demande, et alors il gagne son procès; ou bien il ne jure pas, et alors il le perd. Toutefois il peut faire à son adversaire la même question retournée : Jurez vous-même que vous êtes sérieusement mon créancier, que vous avez fait telle chose, et je vous donne gain de cause. S'il jure, il gagne son procès; s'il ne fait point le serment, il le perd.

On ne peut déférer le serment que sur un fait personnel à la personne à laquelle on le défère. Je ne puis pas dire à Paul : Jurez que je n'ai pas prêté 1,000 francs à votre frère. Toutefois, on peut le déférer à l'héritier; mais alors les termes de la demande sont changés.

Je ne peux pas vous forcer à prêter serment que feu votre père ne me devait rien, mais je puis vous demander le serment en ces termes : Jurez qu'il n'est pas à votre connaissance que j'aie prêté 1,000 francs à votre père.

Lorsque l'adversaire a déclaré être prêt à faire le serment, la partie qui l'a demandé ne peut plus se rétracter. De même, le serment prêté, celui qui l'a déféré ne peut en prouver la fausseté.

A qui profite le serment décisoire ? L'article 1365 répond à cette question en distinguant les différents cas : « Le serment fait ne forme preuve qu'au profit de celui qui l'a déféré ou contre lui, et au profit de ses héritiers et ayant cause ou contre eux. Néanmoins le serment déféré par l'un des créanciers solidaires au débiteur ne libère celui-ci que pour la part de ce créancier. Le serment déféré au débiteur principal libère également les cautions; celui déféré à l'un des débiteurs solidaires profite aux codébiteurs; et celui déféré à la caution profite au débiteur principal. Dans ces deux derniers cas, le serment du codébiteur solidaire ou de la caution ne profite aux autres codébiteurs ou au débiteur principal que lorsqu'il a été déféré sur la dette et non sur le fait de la solidarité ou du cautionnement. »

§ 2. *Du serment déféré d'office.*

Le serment déféré d'office, appelé aussi *supplétoire*, est celui qui est déféré par le tribunal pour compléter la preuve d'un fait qui reste encore douteux.

Remarquons qu'il faut deux conditions pour que le tribunal puisse déférer ce serment :

1° Que le fait ne soit pas complétement prouvé; 2° qu'il ne soit pas complétement dénué de preuve.

Le serment déféré par le juge à l'une des parties ne peut être référé à l'autre. Le juge ordonne que vous prêterez serment que Paul vous doit 1,000 francs. Vous ne pouvez pas dire au tribunal d'obliger Paul à jurer qu'il ne vous doit pas 1,000 francs.

Le juge peut déférer d'office le serment sur l'existence même de la dette ou sur le montant. Il ne peut le faire sur le montant que s'il n'a pas d'autre moyen d'appréciation; et, en ce cas, il détermine la somme jusqu'à concurrence de laquelle celui qui prête serment sera cru sur sa demande. Supposez que Paul a été victime d'un accident de chemin de fer; sa malle a été brisée et les objets qu'elle contenait sont disparus : le tribunal pourra demander que Paul déclare sous serment la valeur des objets disparus.

TITRE QUATRIÈME

Des engagements qui se forment sans convention

C'est le plus souvent la convention qui donne naissance aux obligations. Néanmoins, on peut se trouver obligé sans avoir fait aucune convention, soit que l'obligation soit *légale*, c'est-à-dire résulte de la loi, soit qu'elle soit la conséquence d'un fait personnel à celui qui est obligé.

Ainsi, l'obligation des propriétaires voisins de borner leurs propriétés contiguës et de les clôturer dans les villes et faubourgs est *légale*, c'est-à-dire prend naissance dans la loi, Il en est de même des fonctions des tuteurs, qui se trouvent obligés par la loi à accepter ces fonctions.

Mais l'obligation qui est le résultat du fait de celui qui est obligé est bien un engagement sans convention. Il prend des noms différents, selon que ce fait est licite, il s'appelle alors *quasi-contrat*, illicite, et alors c'est un *délit* ou un *quasi-délit*, selon que l'obligé avait ou non l'intention de commettre le fait.

CHAPITRE PREMIER.

DES QUASI-CONTRATS.

Les quasi-contrats sont les faits purement volontaires de l'homme, dont il résulte un engagement quelconque envers un tiers et quelquefois un engagement réciproque des deux parties.

Le Code ne parle que des deux principaux quasi-contrats, qui sont la gestion d'affaire et le paiement de l'indû; mais ce ne sont pas là les seuls quasi-contrats reconnus par la loi, et on peut ranger sous cette dénomination tous les faits d'enrichissement aux dépens d'autrui.

GESTION D'AFFAIRES. — Si on gère les affaires de quelqu'un par son ordre, c'est un mandat; si on le fait sans son ordre, c'est une gestion d'affaires. Peu importe que celui pour qui on fait l'affaire, *le maître*, comme on dit, connaisse ou non la gestion, s'il ne l'a pas autorisée.

Lorsque, volontairement, on gère l'affaire d'autrui, soit que le propriétaire connaisse la gestion, soit qu'il l'ignore, celui qui gère contracte l'engagement tacite de continuer la gestion qu'il a commencée jusqu'à ce que le propriétaire soit en état d'y pourvoir lui-même; il doit se charger également de toutes les dépendances de cette même affaire.

Il est facile de dire quelles sont les obligations auxquelles se soumet le gérant d'affaires : ce sont, dit la loi, les obligations qui résulteraient d'un véritable mandat donné par le maître ou propriétaire.

Il est obligé de continuer sa gestion, encore que le maître vienne à mourir avant que l'affaire soit commencée, jusqu'à ce que l'héritier ait pu en prendre la direction.

Il est tenu d'apporter à la gestion de l'affaire tous les soins d'un bon père de famille.

Néanmoins, les circonstances qui l'ont conduit à se charger de l'affaire peuvent autoriser le juge à modérer les dommages et intérêts qui résulteraient des fautes ou de la négligence du gérant.

De son côté, le maître, dont l'affaire a été bien administrée, doit remplir les engagements que le gérant à contractés en son nom, l'indemniser de tous les engagements personnels qu'il a pris et lui rembourser toutes les dépenses utiles ou nécessaires qu'il a faites.

PAYEMENT DE L'INDU. — Il est contraire à l'équité qu'une personne s'enrichisse aux dépens d'une autre. C'est le principe qui domine cette matière.

Celui qui reçoit par erreur ou sciemment ce qui ne lui est pas dû, s'oblige à le restituer à celui de qui il l'a indûment reçu.

Cependant si celui qui, par erreur, se croyait débiteur, a acquitté une dette, il a le droit de répétition contre le créancier; néanmoins ce droit cesse dans le cas où le créancier supprime son titre par suite du paiement, sauf le recours de celui qui a payé contre le véritable débiteur.

On comprend que, dans ce cas, l'erreur nuise au débiteur qui l'a commise et non au créancier de bonne foi qui n'a rien à se reprocher.

S'il y a eu mauvaise foi de la part de celui qui a reçu, il est tenu de restituer, tant le capital que les intérêts ou les fruits du jour du paiement.

Si la chose indûment reçue est un immeuble ou un meuble corporel, celui qui l'a reçue s'oblige à la restituer en nature, si elle existe, ou sa valeur, si elle est périe ou détériorée par sa faute; il est même garant de sa perte par cas fortuit s'il l'a recue de mauvaise foi.

Si celui qui a reçu de bonne foi a vendu la chose, il ne doit restituer que le prix de la vente.

Celui auquel la chose est restituée doit tenir compte, même au possesseur de mauvaise foi, de toutes les dépenses nécessaires et utiles qui ont été faites pour la conservation de la chose.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DES DÉLITS ET DES QUASI-DÉLITS.

On appelle *délit*, en matière civile, toute action de l'homme causant *intentionnellement* du préjudice à autrui. Ainsi, deux éléments : préjudice et intention de nuire.

Le *quasi-délit* est un acte illicite causant un préjudice et fait sans intention de nuire.

Le préjudice causé s'évalue par des dommages-intérêts au profit de celui qui a éprouvé le préjudice. Ce sont les juges qui en apprécient le montant en appliquant de plus forts dommages quand il y a délit que lorsqu'il y a simplement quasi-délit.

Les articles 1383, 1384, 1385 et suivants contiennent les principes de la matière :

Article 1383. — « Chacun est responsable du dommage qu'il a causé, non-seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence. »

On est responsable non-seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre ou des choses que l'on a sous sa garde.

1° Le père, et la mère après le décès du mari, sont responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux.

2° Les maîtres et les commettants, du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés;

3° Les instituteurs et les artisans, du dommage causé par leurs élèves et apprentis pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance. — La responsabilité ci-dessus a lieu, à moins que les père et mère, instituteurs et artisans ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité.

Article 1385. — « Le propriétaire d'un animal, ou celui qui s'en sert pendant qu'il est à son usage, est responsable du dommage que l'animal a causé, soit que l'animal fût sous sa garde, soit qu'il fût égaré ou échappé. »

TITRE CINQUIÈME

Du contrat de mariage et des droits respectifs des époux.

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Le contrat de mariage est l'acte par lequel les deux futurs époux s'entendent, devant notaire, sur les règles auxquelles elles désirent soumettre leur

fortune respective. Il ne faut pas le confondre avec le mariage, l'acte par lequel deux personnes de sexe différent déclarent à l'officier de l'état civil qu'elles veulent se prendre pour mari et femme et qu'elles acceptent les devoirs que la loi leur impose en cette qualité.

Le premier n'est que l'accessoire du second, d'où plusieurs conséquences :

1° Le contrat de mariage n'a d'effet qu'autant que le mariage a lieu;

2° Ses effets commencent avec le mariage et finissent avec lui.

Le contrat de mariage doit précéder le mariage et, une fois le mariage célébré, les époux ne peuvent rien changer au contrat (1). Le législateur a craint que l'influence très-souvent exercée par l'un des époux sur l'autre pendant le mariage ne fit consentir à celui-ci des changements trop désavantageux.

Mais le contrat peut être modifié tant que le mariage n'est pas encore célébré. A certaines conditions, cependant. Il faut :

1° Que les changements soient, comme le contrat lui-même, faits par-devant notaire et témoins;

2° Qu'ils soient faits en la présence et avec le concours simultané de toutes les personnes qui ont été parties au premier contrat;

3° Qu'ils soient inscrits à la suite de la minute de l'acte qui contient le contrat primitif;

4° Que toute expédition du contrat modifié, délivré par le notaire, porte la mention des changements.

En l'absence des deux premières conditions, les changement seraient nuls et de nul effet. Sans la troisième, ils ne seraient pas opposables aux tiers. La quatrième n'engage que la responsabilité particulière du notaire.

Nous avons dit qu'il fallait la présence et le concours simultané de toutes les personnes qui avaient été *parties* au premier contrat. Mais quelles sont les parties dans un contrat de mariage? Ce sont toutes celles dont le consentement est indispensable à la validité des conventions qui y ont été faites. Ce sont les futurs époux, les donateurs, ascendants ou autres, et ceux qui assistent le futur, quand ce futur est mineur : père, mère, ascendants, conseil de famille (V. au titre DU MARIAGE).

On ne peut se passer de la présence de ceux qui ont été donateurs dans le premier acte, à moins de renoncer à leur libéralité ou d'obtenir, si les donateurs sont morts, l'adhésion des héritiers.

Capacité nécessaire pour faire les conventions matrimoniales. — Les personnes non majeures, c'est-à-dire âgées de moins de vingt-et-un ans, ne jouissent pas de la capacité générale de s'obliger; mais la loi fait une exception en faveur des mineurs qui se marient. Le mineur habile (l'homme à dix-huit ans, la femme à quinze ans) à contracter mariage, dit l'art. 1398, est habile à consentir toutes les conventions dont ce contrat est susceptible, et les conventions et donations qu'il y a faites sont valables, pourvu qu'il ait été assisté, dans le contrat, des personnes dont le consentement est nécessaire pour la validité du mariage.

Toutefois, une fille mineure ne peut pas restreindre son hypothèque légale, même avec l'assistance de ses ascendants. On sait que la fille majeure a ce pouvoir.

Il faut décider aussi que les personnes pourvues d'un conseil judiciaire ne peuvent pas, même par contrat de mariage, faire, sans l'assistance de leur conseil, des donations au profit de leur futur conjoint. Les articles 499 et 513 sont formels et ne font pas d'exception.

---

(1) Une loi du 10 juillet 1850 exige que les futurs époux déclarent à l'officier de l'état civil s'ils ont fait un contrat et la date et la nature du contrat.

A cet effet, le notaire délivre un certificat aux époux.

Cependant ces personnes peuvent se marier sans l'assistance de leur conseil.

Le mineur qui doit être autorisé de son conseil de famille n'a besoin que de présenter un acte dans lequel sont détaillées les conventions auxquelles le conseil de famille adhère (1).

Des différents régimes sous lesquels on peut se marier. — Le législateur a édicté plusieurs séries de règles pour régir les conventions matrimoniales. Chacune de ces séries porte le nom de régime. Il y a quatre régimes : le régime en communauté, celui sans communauté, le régime de séparation de biens et le régime dotal.

Les époux peuvent choisir celui de ces régimes qui leur convient le plus. Ils peuvent même les combiner et les modifier, sauf certaines prohibitions que nous ferons connaître tout à l'heure.

S'ils n'adoptent pas de régime, c'est-à-dire s'ils ne font pas de contrat, ils sont, aux yeux de la loi, mariés sous le régime de la communauté, dont les règles forment le droit commun de la France.

Pour se marier sous le régime dotal, il faut une déclaration *expresse* ou du moins une manifestion non équivoque de la volonté des parties.

Le régime dotal avait été omis par les rédacteurs du projet du Code. Il ne fut admis que sur les représentations des pays du Midi de la France, où il est encore en vigueur; la loi le voit avec défaveur, parce qu'en rendant la dot inaliénable, il ôte une foule de biens à la circulation.

Quel que soit le régime accepté par les époux, ils ne peuvent faire aucune convention contraire aux droits résultant de la puissance maritale sur la personne de la femme et des enfants ou qui appartiennent au mari comme chef, ni aux droits conférés au survivant des époux, au titre *De la puissance paternelle* et au titre *De la Minorité, de la tutelle et de l'émancipation*. La loi frappe aussi de nullité tout ce qui violerait les dispositions prohibitives de la matière que nous allons traiter. Serait non avenue, par exemple, toute clause tendant directement ou indirectement à modifier, pendant le mariage, les conventions matrimoniales qui, une fois le mariage célébré, sont irrévocables.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DU RÉGIME EN COMMUNAUTÉ.

La communauté est une espèce de société de biens entre mari et femme. Nous donnerons, dans les sections ci-après, les règles qui la régissent.

Elle peut être *légale* ou *conventionnelle*; elle est dite légale, lorsque les effets en sont exclusivement réglés par la loi; conventionnelle, lorsque les effets en sont réglés en tout ou en partie par les conventions des époux.

La communauté, soit légale, soit conventionnelle, commence du jour du mariage célébré devant l'officier de l'état civil: on ne peut stipuler qu'elle commencera à une autre époque.

1re Partie. — De la communauté légale.

La communauté légale s'établit par la simple déclaration qu'on se marie sous le régime de la communauté. Elle existe encore quand les époux n'ont pas fait de contrat.

On ne peut pas stipuler qu'on sera marié sous un régime autre que celui de communauté jusqu'à telle époque et sous celui de communauté à la cessation du premier régime.

---

(1) Voy. FORMULAIRE n° 39.

SECTION Ire.

DE CE QUI COMPOSE LA COMMUNAUTÉ ACTIVEMENT ET PASSIVEMENT.

§ 1er. *De l'actif de la communauté.*

Dès que le mariage a été célébré, il existe trois sortes de biens : 1° ceux de la communauté, qu'on appelle communs; 2° ceux du mari, qu'on appelle *propres du mari*; 3° les biens personnels de la femme, qu'on appelle *propres de la femme*.

Aucun de ces patrimoines ne doit s'augmenter au détriment des autres.

Cherchons donc quels biens sont communs et quels biens sont propres aux époux.

Sont communs :

1° Tous les meubles que les époux possèdent au moment de leur mariage. Par meubles on entend les objets mobiliers, les rentes, les créances, en un mot tout ce qui n'est pas mis par la loi au nombre des choses immobilières.

2° Toutes les choses mobilières qu'ils acquièrent pendant le mariage, à moins que, dans le cas où il s'agit de donations ou de successions, le donateur ou le testateur n'ait exigé que le bien reste la propriété personnelle du donataire ou du légataire.

3° Tous les fruits, revenus, intérêts et arrérages, de quelque nature qu'ils soient, échus ou perçus pendant le mariage et provenant des biens qui appartenaient aux époux, lors de sa célébration, ou des biens qui leur sont échus pendant le mariage, à quelque titre que ce soit.

4° Tous les immeubles acquis dans l'intervalle du contrat de mariage et de la célébration du mariage, en échange des meubles destinés à devenir communs. Par exemple, aujourd'hui nous faisons un contrat de mariage et demain je vends mes meubles pour acheter des immeubles. Quoique le mariage ne soit célébré qne dans huit jours, ces immeubles tomberont dans la communauté, parce que les meubles qui m'ont servi à les acheter devaient y tomber.

5° Tous les immeubles acquis pendant le mariage avec une somme provenant de l'industrie des époux, des revenus de leurs propres ou de tout autre bien de communauté. Les immeubles acquis à titre de donation ou de succession ne deviennent communs que si le donateur ou le testateur en a manifesté expressément la volodté.

Sont propres aux époux :

1° Tous les meubles qui ont été donnés ou légués à l'un des époux, sous la réserve expresse qu'ils n'entreront pas en communauté. Les donateurs ou les testateur peuvent imposer à celui qui est l'objet de leurs faveurs, telles conditions qu'il leur convient; pourvu que ces conditions n'aient rien de contraire aux lois, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.

2° Les meubles acquis en échange d'un bien propre à l'un des époux. Par exemple, si le mari vend un champ appartenant à sa femme, la créance du prix appartiendra en propre à celle-ci.

3° Les produits des carrières et mines ouvertes pendant le mariage, les coupes faites dans un bois de haute futaie qui a été mis en coupes réglées pendant le mariage, en un mot, toutes les fractions de propres qui n'ont pas le caractère de fruits. Si les mines avaient été ouvertes avant le mariage, les produits en provenant tomberaient dans la communauté.

4° Tous les immeubles dont les époux étaient propriétaires au moment de leur mariage, excepté ceux qui ont été acquis dans l'intervalle du contrat de mariage au jour de la célébration, avec le produit de meubles destinés à entrer en communauté.

5° Tous ceux qui ont été acquis pendant le mariage, en vertu d'une cause antérieure à sa célébration : par exemple, un immeuble prescrit pendant le

mariage et dont la possession aurait utilement commencé *avant* la célébration du mariage.

6° Les immeubles acquis à titre de succession ou de donation, à moins que le disposant n'ait manifesté une volonté contraire.

7° L'immeuble abandonné ou cédé par père, mère ou autre ascendant à l'un des deux époux, soit pour le remplir de ce qu'il lui doit, c'est-à-dire en paiement d'une dette, soit à la charge, par le cessionnaire, de payer les dettes que le cédant a contractées envers un étranger.

8° L'immeuble acquis pendant le mariage à titre d'échange contre l'immeuble appartenant à l'un des deux époux. Cet immeuble est subrogé au lieu et place de celui qui a été aliéné : c'est ce qu'on appelle une subrogation réelle. Il est entendu que s'il y avait une soulte, on devrait récompense ou indemnité à celui des patrimoines qui l'aurait payée.

9° Les immeubles acquis avec le prix provenant des aliénations d'un propre mobilier ou immobilier.

10° Les portions d'immeubles acquises pendant le mariage, à titre de licitation ou autrement, par l'époux qui avait déjà dans cet immeuble, à titre de propre, une portion indivise, sauf à indemniser la communauté de la somme qu'elle a fournie pour cette acquisition.

Dans le cas où le mari deviendrait seul et en son nom personnel acquéreur ou adjudicataire de portion ou de la totalité d'un immeuble appartenant par indivis à la femme, celle-ci a le choix, à la dissolution de la communauté, ou d'abandonner l'effet à la communauté, qui devient alors débitrice envers la femme de la portion appartenant à celle-ci dans le prix, ou de retirer l'immeuble en remboursant à la communauté le prix de l'acquisition.

La communauté est usufruitière des biens des époux. En cette qualité, elle acquiert la propriété (à charge de récompense, bien entendu) de tous les propres qui se consomment par le premier usage ou qui sont destinés à être promptement vendus, comme l'argent, les grains, les liqueurs, les bois, les produits des mines et carrières.

L'usufruit de la communauté diffère un peu de l'usufruit ordinaire. L'usufruitier ordinaire acquiert les fruits civils *jour par jour* et les fruits naturels par la *perception*; ce principe est appliqué dans toute sa rigueur. Tant pis pour l'usufruitier s'il n'a pas levé les récoltes ou fait les coupes au moment où l'usufruit vient à s'éteindre : il les perd. Pour les époux, au contraire, lorsqu'une perception de fruits naturels n'a pas été faite *en temps et lieu* et que la communauté se dissout avant qu'elle soit faite, l'époux sur le bien duquel cette perception est à faire doit récompense à la communauté. En l'absence d'une disposition pareille, les époux auraient pu se faire des libéralités indirectes.

§ 2. *Du passif de la communauté et des actions qui en résultent contre elle.*

I. Observations préliminaires. — 1° Le fait qu'une dette tombe dans la communauté ne peut pas améliorer la position de l'époux débiteur à l'égard de son créancier, qui peut toujours le poursuivre comme avant le mariage; mais la position du créancier est améliorée parce qu'il acquiert un débiteur de plus : la communauté.

2° Une dette qui ne tombe pas dans la communauté l'oblige, néanmoins, dans la mesure des profits qu'elle en a tirés. C'est un principe que nul ne doit s'enrichir aux dépens d'un autre.

3° Parmi ces dettes, les unes tombent dans la communauté *sans récompense*, c'est-à-dire qu'elle les paye définitivement, sans avoir aucun recours à exercer contre l'époux dans la personne duquel elles sont nées; les autres y tombent, au contraire, à *charge de récompense*, c'est-à-dire que la communauté qui les paye provisoirement pourra, le jour où on règlera les comptes, recourir contre l'époux qui les a contractées et qui les devra payer entièrement.

II. Dettes qui tombent dans la communauté. — Tombent dans la communauté :

1° Toutes les dettes mobilières dont les époux étaient grevés au jour de la célébratton de leur mariage. Néanmoins, ces dettes ne tombent dans la communauté, du chef de la femme, que si elles sont constatées par un acte authentique ou si elles ont reçu date certaine avant la célébration du mariage.

Le créancier de la femme, en vertu d'un acte qui n'aurait pas reçu date certaine avant cette époque, ne peut poursuivre contre elle le paiement d'une dette que sur la nue propriété de ses immeubles personnels, et le mari qui prétendrait avoir payé pour sa femme une dette de cette nature ne peut demander récompense ni à sa femme ni à ses héritiers.

Ces dettes tombent, en général, dans la communauté, sans récompense. N'y tombent, cependant, qu'à charge de récompense, celles qui ont pour cause l'acquisition, l'amélioration, la réparation ou le recouvrement d'un immeuble qui figure comme propre dans le patrimoine de l'époux qui a contracté la dette.

Mais la communauté n'aura de recours à exercer que pour le capital de la dette. Elle a la jouissance des biens personnels des époux; par une juste réciprocité, elle doit supporter les intérêts de leurs dettes personnelles.

2° Les arrérages et intérêts des rentes ou dettes passives qui sont personnelles aux époux; les réparations usufructuaires des immeubles qui n'entrent point en communauté. — Ce sont là des charges naturelles de la jouissance : la communauté les paie sans récompense.

3° Les aliments des époux, l'entretien et l'éducation des enfants et toutes les autres charges du ménage. Celles-ci étant communes aux deux époux, il n'y a pas non plus de recours à exercer.

III. Successions et donations pendant le mariage. — Il faut distinguer dans cette matière le cas où la succession est échue au mari et le cas où elle est échue à la femme.

1° La succession est échue au mari, qui l'accepte purement et simplement. Les créanciers de la succession pourront poursuivre le paiement sur les biens du mari et sur ceux de la communauté.

Maintenant, quel est celui des trois patrimoines, du mari, de la communauté ou de la femme, qui supportera définitivement les dettes de cette succession? Ce sera, d'une manière générale, et ceci s'applique également lorsque c'est la femme qui succède, celui qui profite de la succession.

Précisons : La succession est-elle purement mobilière, c'est la communauté qui en profite, c'est elle qui doit en supporter les dettes. La succession est-elle purement immobilière, elle reste propre à l'époux, et, par conséquent, c'est lui seul qui devra supporter les dettes; et si la communauté paie à sa place, ce n'est qu'une avance et le mari lui devra récompense. Si la succession est mixte, c'est-à-dire se compose de meubles et d'immeubles, le mari et la communauté se partagent les dettes dans la proportion de ce qui leur revient.

2° La succession est échue à la femme, qui l'accepte purement et simplement. L'accepte-t-elle avec l'autorisation du mari ou avec l'autorisation de justice.

Au premier cas, les créanciers de la succession ont trois débiteurs : le mari, la communauté, la femme.

Maintenant qui, en définitive, supporte les dettes de la succession? Il faut ici faire la même distinction que pour les successions échues au mari.

3° Que ce soit le mari ou la femme qui aient, au cours du mariage, des successions ou des donations, il doit être fait inventaire. La sanction de cette prescription est celle-ci : si la succession est échue au mari, la femme ou

ses héritiers peuvent prouver, par toutes sortes de moyens, la consistance du mobilier, tandis que le mari, qui est en faute de ne l'avoir pas fait faire, ne peut user de toutes sortes de preuves.

SECTION II.

DE L'ADMINISTRATION DE LA COMMUNAUTÉ ET DE L'EFFET DES ACTES DE L'UN OU DE L'AUTRE ÉPOUX RELATIVEMENT A LA SOCIÉTÉ CONJUGALE.

Le mari administre *seul* les biens de la communauté : la loi a pensé qu'il était plus capable que la femme de faire prospérer les affaires de la société conjugale.

Pouvoirs du mari sur les biens de la communauté. — Ces pouvoirs sont si étendus qu'on pourrait regarder le mari comme un propriétaire. Il peut vendre, aliéner, hypothéquer sans le concours de la femme.

Néanmoins il ne peut aliéner *à titre gratuit* ni les immeubles de la communauté, ni des universalités de meubles, ni des meubles individuels avec réserve d'usufruit, à moins que ce ne soit au profit d'un enfant commun ; mais il peut faire chacun de ces actes avec le concours de sa femme.

Il ne peut pas s'enrichir directement ou indirectement aux dépens de la communauté. Par exemple, s'il avait employé les biens communs à l'acquittement des dettes contractées dans son propre intérêt, il devrait récompense. Il en serait de même pour les sommes employées à l'acquittement des amendes qui sont nées de ses délits.

La donation testamentaire faite par le mari ne peut excéder sa part dans la communauté.

S'il a donné de cette manière un effet de la communauté, le donataire ne peut le réclamer en nature qu'autant que l'effet, par l'événement du partage, tombe au lot des héritiers du mari. Si l'effet ne tombe pas au lot de ses héritiers, le légataire ne perdra pas le profit de son legs ; mais il n'en pourra obtenir que la valeur, prise sur la part des biens de communauté qui seront échus aux héritiers du mari et sur les biens personnels de ce dernier.

Actes faits par la femme. — Les amendes encourues par la femme ne peuvent être payées que sur la nue propriété de ses biens personnels tant que dure la communauté.

Les actes faits par la femme sans le consentement de son mari, et même avec l'autorisation de justice, n'engagent point les biens de la communauté, si ce n'est lorsqu'elle a contracté comme *marchande publique* et pour le fait de son commerce.

La femme ne peut s'obliger, ni engager les biens de la communauté, même pour tirer son mari de prison ou pour l'établissement de ses enfants, en cas d'absence du mari, qu'après y avoir été autorisée par justice. Il est bien entendu, du reste, que l'autorisation de la justice n'est prescrite que pour suppléer l'autorisation maritale. Si le mari autorise, la femme vend valablement sans autre autorisation.

La femme qui s'oblige solidairement avec son mari pour les affaires de la communauté ou du mari n'est réputée, à l'égard de celle-ci, s'être obligée que comme caution : elle doit être, par conséquent, indemnisée, si elle a été poursuivie. Mais, par une juste réciprocité, le mari qui garantit solidairement ou autrement la vente que sa femme a faite d'un immeuble personnel, a pareillement un recours contre elle, soit sur sa part dans la communauté, soit sur ses biens personnels s'il est inquiété, parce qu'il est censé, dans ce cas, avoir simplement autorisé la vente sans aucune garantie.

Les frais faits par l'avocat d'une femme dans une instance en séparation de

corps où elle a succombé ne peuvent être répétés que contre la femme personnellement et non contre la communauté (ainsi jugé par la Cour de cassation, 11 juillet 1837).

Administration des biens personnels de la femme. — Le mari a l'administration des biens propres de la femme, comme celle des biens communs; mais tandis que pour les biens communs il peut tout ce qui ne lui a pas été défendu; pour les biens propres, il ne peut que ce qui lui a été permis par la loi.

Il peut exercer les actions mobilières et les actions immobilières *pétitoires* de la femme sans le concours de celle-ci, sauf à elle la faculté d'intervenir dans l'instance si elle le juge convenable. On appelle action pétitoire celle qui tend à la *propriété* de la chose.

Toutefois, les jugements rendus avec le mari seul n'ayant pas force de chose jugée contre la femme, s'ils lui sont défavorables, le défendeur à l'action du mari a le droit de mettre en cause la femme elle-même, pour que les jugements à intervenir soient déclarés communs avec elle.

Il ne peut aliéner les immeubles personnels de sa femme sans son consentement. La Cour de cassation juge qu'il ne peut pas davantage aliéner *le mobilier* que la femme s'est réservé *propre*, notamment une créance.

Dispositions relatives aux baux. — Si les baux consentis par le mari sur les biens de sa femme n'excèdent pas neuf ans, ils sont ponctuellement exécutés. Le mari *seul* a-t-il fait des baux de plus de neuf ans : en cas de dissolution de la communauté, les baux ne sont exécutoires que pour le temps qui reste à courir soit de la première période de neuf ans, si les parties s'y trouvent encore, soit de la seconde, et ainsi de suite, de manière que le preneur n'ait que le droit d'achever la jouissance de la période de neuf ans où il se trouve.

Les baux de neuf ans ou au-dessous que le mari a passés ou renouvelés, plus de trois ans avant l'expiration du bail courant, s'il s'agit de biens *ruraux* et plus de *deux ans* avant la même époque, s'il s'agit de maisons, sont sans effet à moins que leur exécution n'ait commencé avant la dissolution de la communauté.

Remplois. — Supposons un bien propre à l'un des époux aliéné moyennant un prix. Plusieurs cas peuvent se présenter.

1° Le prix n'a pas été payé : la créance du prix reste propre à l'époux à qui appartenait le bien aliéné.

2° Le prix a été payé : l'argent étant une chose fongible, la communauté en acquiert la propriété, en qualité d'usufruitière, mais la communauté devra récompense à l'époux aliénateur, qui, désormais, a une créance contre elle.

3° On s'est servi du prix pour faire l'acquisition d'un autre bien destiné à prendre la place du propre aliéné : il y a alors *remploi*, et le bien acquis est subrogé au lieu et place du propre aliéné. Mais quelles conditions sont nécessaires pour que cette subrogation ait lieu ?

Si le bien aliéné appartenait au mari, le remploi est censé fait toutes les fois que, lors d'une acquisition, il a déclaré qu'elle était faite des deniers provenant de l'aliénation de l'immeuble qui lui était personnel et pour lui tenir lieu de remploi.

S'il s'agit d'un bien appartenant à la femme, le remploi est accompli, si, d'une part, dans un acte d'acquisition d'immeuble, le mari déclare que cette acquisition est faite en remploi, des deniers provenant de l'aliénation du propre, et si, d'autre part, ce remploi a été accepté par la femme.

Si la femme ne l'a pas accepté, elle a simplement droit, lors de la dissolulution de la communauté, à la récompense du prix de son immeuble vendu. L'acceptation ne peut être valablement faite après la dissolution de la communauté.

En principe, le remploi est facultatif, mais les époux peuvent convenir, dans le contrat de mariage, qu'il sera obligatoire. Dans ce dernier cas, l'acceptation de la femme est aussi nécessaire. Toutefois, si le remploi était avantageux et qu'elle le refusât, elle pourrait être judiciairement contrainte à l'accepter.

Quand il est facultatif, les époux le font avec tels biens qu'il leur plaît. S'il est obligatoire et que le contrat de mariage ne dise pas en quels biens il doit être fait, ce sera en biens de la même espèce. Il pourra toujours être fait en rentes 3 0/0, même quand il a été dit que les remplois seraient faits en *immeubles*.

Les deniers propres d'un époux peuvent valablement être l'objet d'un remploi en immeubles formant eux-mêmes des *propres* pour cet époux, et non des *conquêts* de communauté.

La clause de remploi n'a d'effet qu'à l'égard des époux; elle ne peut pas nuire aux tiers.

Récompenses. — Les récompenses peuvent être dues: 1° par la communauté à l'un des époux; 2° par l'un des époux à la communauté; 3° par l'un des époux à l'autre.

1° *Récompenses dues par la communauté à l'un des époux.* —Par exemple, s'il a été vendu un bien propre à l'un des époux et que la communauté soit devenue propriétaire du prix faute de remploi.

La récompense n'a lieu que sur le pied de la vente, quelque allégation qui soit faite touchant la valeur de l'immeuble aliéné.

Les récompenses dues à la femme se prélèvent sur les biens de la communauté et, s'ils sont insuffisants, sur ceux du mari; celles dues au mari ne s'exercent que sur les biens de la communauté, s'il reste un actif après que la femme a prélevé les siennes.

2° *Récompenses dues à la communauté par l'un des époux.*—Toutes les fois que l'un des époux a tiré un profit personnel des biens de la communauté, par exemple, s'il a employé les biens de la communauté au paiement de ses dettes personnelles, au recouvrement, à la conservation, à l'amélioration d'un propre, il doit récompense à la communauté.

Quant aux dépenses voluptuaires faites par le mari sur un de ses propres, celui-ci ne doit récompense que jusqu'à concurreuce de la plus-value que ces dépenses ont donnée à l'immeuble.

Pour ces deux espèces de récompenses, les intérêts courent de plein droit du jour de la dissolution de la communauté, soit au profit de la communauté si elle est créancière, soit à son préjudice si c'est elle qui doit.

3° *Récompenses dues par un époux à l'autre.* — Après le partage consommé, si l'un des deux époux est créancier personnel de l'autre, comme lorsque le prix de son bien a été employé à payer une dette personnelle de l'autre époux, ou pour toute autre cause, il exerce sa créance sur la part qui est échue à celui-ci dans la communauté *ou sur les biens personnels*.

Ces créances ou ces récompenses ne portent intérêt que du jour de la demande en justice.

Constitutions de dot. — 1° Un des époux a constitué une dot à un enfant qu'il a eu *d'un précédent mariage*: la dot est *exclusivement* à la charge de cet époux. S'il la paye avec les biens de la communauté, il doit récompense.

2° Le mari et la femme conjointement ont constitué une dot à un enfant *commun*: ils sont tenus, tous les deux, chacun par moitié ou dans la proportion portée dans l'acte de constitution.

3° Le mari seul a constitué une dot à un enfant *commun*, en déclarant qu'elle

serait prise sur les biens de la communauté : c'est la communauté qui payera, et la femme en supportera la moitié, si elle accepte la communauté.

La garantie de la dot est due par toute personne qui l'a constituée, et les inrêts courent du jour du mariage, encore qu'il y ait terme pour le paiement, s'il n'y a stipulation contraire.

SECTION III.

DE LA DISSOLUTION DE LA COMMUNAUTÉ ET DE QUELQUES-UNES DE SES SUITES.

La commnnauté, qui commence avec le mariage, finit avec lui. Ainsi, toute cause de dissolution du mariage a pour conséqnence nécessaire et immédiate la dissolution de la communauté. Elle peut aussi être dissoute pendant le mariage.

La communauté est dissoute :

1° Par la mort d'un des époux;

2° Par la séparation de corps;

3' Par la séparation de biens prononcée en justice;

4° Par l'absence de l'un des époux. Dans ce cas, la dissolution a lieu, soit au moment de la déclaration d'absence, si l'époux présent demande la dissolution provisoire, soit lors de l'envoi définitif si l'époux présent a réclamé dans le principe la continuation de la communauté.

1° *Par la mort de l'un des époux.* — Le survivant des époux doit procéder à l'inventaire des biens dépendant de la communauté.

Le défaut d'inventaire, après la mort de l'époux, permet aux parties intéressées qui voudraient prouver la consistance des biens et effets communs, de faire cette preuve aussi bien par titres que par commune renommée.

S'il y a des enfants mineurs, le défaut d'inventaire fait perdre, en outre, à l'époux survivant, la jouissance de leur revenus, et le subrogé-tuteur, qui ne l'a point obligé à faire inventaire, est solidairement tenu avec lui de toutes les condamnation qui peuvent être prononcées au profit des mineurs.

2° *Par la séparation de corps.* — Nous n'avons à nous occuper ici de la séparation de corps, que relativement à ses conséquences par rapport à la dissolution de la communauté. Elles se confondent avec les effets de la séparation de biens dont nous allons parler. Observons, toutefois, que les effets ne se produisent que du jour du jugement qui prononce la séparation.

3° Par la *séparation de biens.* — La séparation de biens ne peut être poursuivie *en justice* par la femme que lorsque :

1° La dot est en péril;

2° Le désordre des affaires du mari donne lieu de craindre, soit que les biens de celui-ci ne soient pas suffisants pour remplir les droits et reprises de la femme, soit qu'il emploie les revenus de la dot à l'acquittement de ses dettes, encore bien que le capital même de la dot ne soit pas en péril.

3° Les paraphernaux de la femme courent des dangers réels;

4° Les dissipations du mari le mettent dans l'impossibilité de pourvoir *actuellement* aux besoins de sa femme et de ses enfants ; bien que le capital de la dot ne soit pas réellement en péril.

Il en serait ainsi, lors même que la restitution de la dot aurait été garantie par un tiers, au moyen d'un cautionnement hypothécaire.

La séparation de biens, quoique prononcée en justice, est nulle si le paiement des droits et reprises de sa femme n'a pas été effectué dans la quinzaine

qui a suivi le jugement, par acte authentique, ou si, du moins, des poursuites n'ont pas été exercées dans ce délai contre le mari.

Procédure. — Voici la procédure à suivre pour obtenir la séparation de biens.

La femme, par ministère d'avoué, présente au Président du Tribunal civil du domicile conjugal une requête pour lui demander d'être autorisée à former sa demande. Le Président donne son ordonnance permettant de former la demande.

Cette demande estfaite, et un extrait en est affiché dans les trois jours dans les greffes du Tribunal civil et de commerce et dans les Chambres des avoués et notaires. Un extrait est inséré dans un journal *judiciaire* du département.

Toute cette publicité a pour objet d'avertir les tiers, afin qu'ils s'opposent à la séparation de biens, s'ils y ont intérêt. Ce n'est qu'un mois après l'accomplissement de la dernière de ces formalités qu'un jugement peut être prononcé.

Pareille publicité a lieu pour le jugement qu'on obtient prononçant la séparation de biens. De plus, le jugement est lu au tribunal de commerce du domicile du mari.

Les créanciers du mari peuvent intervenir dans l'instance sur la demande en séparation, pour la contester. Si le jugement a été rendu sans qu'ils soient intervenus, ils peuvent se pourvoir par la tierce opposition.

Effets de la séparation de biens. — Les effets de la séparation de biens remontent au jour de la demande. Ces effets sont de dissoudre la communauté, par conséquent, de donner à la femme le droit d'administrer ses biens personnels et même de disposer de son mobilier.

Mais la séparation de biens ne porte aucune atteinte au lien du mariage, ni, conséquemment, à la puissance maritale. La femme ne peut aliéner ses immeubles sans le consentement de son mari, ou l'autorisation de la justice, à son refus. Il faut observer, toutefois, cette distinction, que, si l'aliénation a été faite par la femme séparée, du *consentement du mari*, il est garant, envers la femme ou les héritiers de celle-ci, du défaut d'emploi ou de remploi du prix de l'immeuble aliéné, quoiqu'il ne le soit pas cependant de l'utilité de l'emploi, tandis que si la vente a été faite avec l'autorisation de justice, le mari n'est garant du défaut d'emploi ou de remploi qu'autant qu'il a concouru au contrat ou qu'il est prouvé que les deniers ont été touchés par lui ou qu'il en a profité.

La femme séparée doit contribuer proportionnellement à ses facultés et à celles du mari, tant aux frais du ménage qu'à ceux de l'éducation des enfants communs.

Elle doit même supporter entièrement ces frais, s'il ne reste rien au mari.

Rétablissement de la communauté.— La communauté dissoute par la séparation soit de corps et de biens, soit de biens seulement, peut être rétablie du consentement des deux parties.

Elle ne peut l'être que par un acte passé devant notaire et avec minute dont une expédition doit être affichée dans la forme indiquée plus haut pour la publicité du jugement de séparation.

En ce cas, la communauté rétablie reprend son effet du jour du mariage ; les choses sont rétablies au même état que s'il n'y avait pas eu de séparation, sans préjudice, néanmoins, de l'exécution des actes qui, dans cet intervalle, ont pu être faits par la femme conformément à ses droits de femme séparée.

Il faut aussi que l'acte de rétablissement n'apporte aucun changement aux conditions qui réglaient la communauté avant la séparation. Toute convention qui rétablirait la communauté sous des conditions différentes serait nulle et frapperait de nullité le contrat de rétablissement.

Nous avons vu que la dissolution de la communauté opérée par la séparation soit de corps, soit de biens seulement, ne donne pas ouverture aux droits de survie de la femme ; mais celle-ci conserve la faculté de les exercer, lors de la mort du mari.

SECTION IV.

DE L'ACCEPTATION DE LA COMMUNAUTÉ ET DE LA RENONCIATION QUI PEUT Y ÊTRE FAITE AVEC LES CONDITIONS QUI Y SONT RELATIVES.

La communauté une fois dissoute, il s'agit de déterminer les droits de chacun des époux sur les biens qui la composent. Les droits varient selon que la femme use de l'une ou de l'autre des deux facultés que la loi lui accorde : la faculté d'*accepter*, celle de *renoncer*.

Si la femme ou ses héritiers renoncent à la communauté, le mari reste propriétaire pour le tout. Au cas contraire, les biens se partagent par moitié.

Cette acceptation et cette renonciation se réglant à peu près par les mêmes principes que ceux qui sont établis pour l'acceptation et la répudiation des successions, nous nous contenterons de faire connaître les différences.

La femme majeure qui s'est immiscée dans les biens de la communauté ne peut y renoncer : les actes purement administratifs ou conservatoires n'emportent pas immixtion.

Ne peut également renoncer :

1° La veuve qui a diverti ou recélé quelques effets de la communauté. Si elle a renoncé auparavant, elle est déchue du bénéfice de sa renonciation. La même disposition s'applique à ses héritiers.

2° La femme majeure qui a pris dans un acte la qualité de commune, quand même ce serait avant d'avoir fait inventaire, à moins qu'il n'y ait eu dol de la part des héritiers du mari.

La dissolution de la communauté s'est-elle opérée par suite d'une séparation de corps : la femme doit accepter la communauté dans les trois mois et quarante jours après la séparation définitivement prononcée, sans quoi elle est censée avoir renoncé. Mais elle peut obtenir une prorogation du délai de trois mois et quarante jours en justice, son mari présent ou dûment appelé.

La communauté est-elle dissoute par la mort du mari : la femme est présumée acceptante. Si elle veut renoncer, elle est soumise aux formalités ci-dessous :

1° Elle doit, dans les trois mois du décès du mari, faire procéder à un inventaire fidèle et exact de tous les biens de la communauté, contradictoirement avec les héritiers du mari ou eux valablement appelés. Cet inventaire doit être par elle affirmé sincère et véritable, lors de sa clôture devant l'officier public qui l'a reçu.

2° Si elle veut renoncer, elle doit le faire dans les quarante jours après la clôture de l'inventaire ci-dessus.

Mais la veuve peut, suivant les circonstances, demander au tribunal de première instance une prorogation du délai prescrit pour sa renonciation. Cette prorogation est, s'il y a lieu, prononcée contradictoirement avec les héritiers du mari ou eux dûment appelés. Si la prorogation a été obtenue pour faire inventaire, les quarante jours pour délibérer ne courent que du moment de l'expiration du nouveau délai.

Le défaut de renonciation, même dans le délai fixé par la loi ou prorogé par le tribunal, n'ôte pas à la femme qui a fait inventaire la faculté de renoncer tant qu'elle ne s'est pas immiscée. Mais elle peut être poursuivie comme commune jusqu'à ce qu'elle ait renoncé, et les frais faits contre elle jusqu'à sa renonciation sont à sa charge.

Si la veuve meurt avant l'expiration des trois mois, sans avoir fait ou ter-

miné l'inventaire, les héritiers auront pour faire ou pour terminer l'inventaire un nouveau délai de trois mois, à compter du décès de la veuve, et de quarante jours pour délibérer, après la clôture de l'inventaire.

Si la veuve meurt ayant terminé l'inventaire, ses héritiers auront, pour délibérer, un nouveau délai de quarante jours à compter de son décès.

Ils peuvent, au surplus, renoncer à la communauté dans les formes établies ci-dessus pour la femme. Il en serait de même dans le cas de dissolution de la communauté par la mort de la femme. Ils ne sont pas tenus de s'accorder sur l'acceptation ou la renonciation; mais s'ils sont divisés, les acceptants ne peuvent prendre dans les biens qui échoient au lot de la femme qu'une part proportionnée à celle qu'ils ont dans sa succession.

Le surplus reste au mari, qui demeure chargé, envers l'héritier renonçant, des droits que la femme aurait pu exercer en cas de renonciation; mais jusqu'à concurrence seulement de la portion virile héréditaire du renonçant.

Les créanciers de la femme peuvent attaquer la renonciation qui aurait été faite par elle ou par ses héritiers en fraude de leurs droits et accepter la communauté de leur chef.

La veuve, soit qu'elle accepte, soit qu'elle renonce, a droit, pendant les trois mois et quarante jours qui lui sont accordés pour faire inventaire et délibérer, de prendre sa nourriture et celle de ses domestiques sur les provisions existantes, et, à défaut, par emprunt au compte de la masse commune, *à la charge d'en user modérément.*

Elle ne doit aucun loyer à raison de l'habitation qu'elle a pu faire, pendant ces délais, dans une maison dépendante de la communauté ou appartenant aux héritiers du mari; et si la maison qu'habitaient les époux à l'époque de la dissolution de la communauté était tenue par eux à titre de loyer, la femme ne contribuera point, pendant les mêmes délais, au paiement du dit loyer, lequel sera pris sur la masse.

Il en serait de même, bien que la femme eût pris qualité avant l'expiration des trois mois et quarante jours.

Le deuil de la femme est aux frais des héritiers du mari prédécédé. La valeur en est réglée selon la fortune de celui-ci. La femme jouit de ce bénéfice, même lorsqu'elle renonce à la communauté.

Ces droits sont personnels à la femme et ne passent point à ses héritiers.

SECTION V.

DU PARTAGE DE LA COMMUNAUTÉ APRÈS L'ACCEPTATION.

Après l'acceptation de la communauté, l'actif se partage et le passif est supporté de la manière ci-après déterminée.

§ 1er. *Du partage de l'actif.*

L'actif se compose :

1° Des biens qui forment le patrimoine de la communauté au moment où elle se dissout.

2° De tout ce qui est dû à la communauté par chacun des époux, d'après les règles que nous avons données ci-dessus à la section II au sujet des récompenses.

La masse des biens communs une fois complète, on procède aux prélèvements :

Chaque époux ou son héritier prélève :

1° Les propres dont la communauté n'avait que la jouissance, s'ils existent encore en nature ou ceux qui ont été acquis en remploi.

2° Le prix de ceux qui ont été aliénés et dont le remploi n'a pas été fait.

3° Toutes les indemnités ou récompenses qui lui sont dues par la communauté, d'après les règles données ci-dessus à la section II.

Les prélèvements de la femme s'exercent avant ceux du mari. Ils s'exercent, pour les biens qui n'existent plus en nature, d'abord sur l'argent comptant, ensuite sur le mobilier, et, subsidairement, sur les immeubles de la communauté : dans ce dernier cas, le choix des immeubles est déféré à la femme et à ses héritiers.

Mais la femme n'exerce ses reprises sur les biens de la communauté qu'à titre de simple créance : par conséquent, elle subit le concours des autres créanciers. Et cela, d'ailleurs, qu'elle accepte ou qu'elle renonce.

En cas d'insuffisance des biens de communauté, la femme peut exercer ses reprises sur les *biens personnels* du mari.

Le mari, au contraire, ne peut exercer les siennes que sur les biens de la communauté, s'il en reste après que sa femme est désintéressée.

Les remplois et récompenses dus par la communauté aux époux et réciproquement, ceux dus à la communauté par les époux emportent les intérêts de plein droit du jour de la dissolution de la communauté. A l'égard de la femme, il n'y a pas à distinguer si elle renonce ou si elle accepte.

Enfin, une fois que tous ces prélèvements ont été exercés, le surplus se partage, par moitié, entre les époux ou ceux qui les représentent.

Cependant, celui des époux qui aurait diverti ou recélé quelques effets de la communauté se trouverait privé de sa portion dans ces effets.

Enfin, le partage de la commnnauté, pour tout ce qui concerne les formes, la licitation des immeubles, les effets du partage, la garantie qui en résulte et les soultes, est soumis à toutes les règles qui sont établies au titre des successions pour les partages entre cohéritiers.

2. *Du passif de la communauté et de la contribution aux dettes.*

Les dettes de la communauté comprennent toutes celles dont il est question dans les sections II et III du présent chapitre, et, en outre, les frais de scellé, inventaire, vente de mobilier, liquidation, licitation et partage.

Le principe général, relativement à ces dettes, est qu'elles sont, pour moitié, à la charge de chacun des époux, sauf le privilége particulier à la femme de n'être tenue, ainsi que nous l'avons dit, tant à l'égard du mari qu'à l'égard des créanciers, des dettes auxquelles elle n'est pas personnellement obligée, que jusqu'à concurrence de son émolument, pourvu qu'il y ait eu bon et fidèle inventaire, et en rendant compte tant du contenu de cet inventaire que de ce qui lui est échu par le partage.

Mais le principe de la division des dettes par moitié ne reçoit son application entière que pour ce qui concerne les droits des époux entre eux; car, à l'égard des créanciers, il est susceptible de modifications.

Ainsi : 1° il ne préjudicie en rien à l'effet de l'action hypothécaire. Si donc il échoit, par le partage, à l'un des époux, tout ou partie d'un immeuble hypothéqué, l'époux détenteur peut être poursuivi pour le tout; mais il peut recourir, pour la moitié de la dette, contre l'autre époux ou ses héritiers.

2° Le mari peut être poursuivi, pour le tout, quant aux dettes de la communauté par lui contractées, sauf son recours contre sa femme ou ses héritiers pour la moitié de ces dettes. La femme, au contraire, ne peut jamais être poursuivie que pour moitié, lors même qu'elle se serait engagée *personnellement*, à moins que l'obligation ne soit solidaire.

Néanmoins, la femme qui a payé une *dette de la communauté* plus forte que sa moitié, n'a point de répétition contre le créancier pour l'excédant, à moins que la quittance n'exprime que ce qu'elle a payé était pour sa moitié. La loi suppose alors que l'excédant a été payé par erreur.

Que si la dette entrée dans la communauté, y est entrée du chef de la femme, celle-ci peut être poursuivie pour le tout, sauf son recours, pour la moitié, contre son mari, et celui-ci ne peut être poursuivi que pour sa moitié.

Mais les dispositions qui précèdent ne font point obstacle à ce que, par le partage, l'un ou l'autre des copartageants soit chargé de payer une quotité de dettes autre que la moitié, même de les acquitter entièrement.

Toutes les fois que l'un des copartageants a payé des dettes de la communauté au-delà de la portion dont il était tenu, en vertu des règles de la contribution aux dettes ou d'un engagement, il y a lieu au recours de celui qui a trop payé contre l'autre.

Les héritiers exercent les mêmes droits et sont soumis aux mêmes actions que le conjoint qu'ils représentent.

Créances respectives de chacun des conjoints contre l'autre. — Nous en avons donné les règles plus haut à propos des récompenses et des constitutions de dot. Ces créances s'exercent sur la part qui est échue à celui-ci dans la communauté ou snr ses biens personnels.

Il en est de même des donations que l'un des époux a pu faire à l'autre.

Les intérêts de ces créances ne courent que du jour de la demande.

SECTION VI.

DE LA RENONCIATION A LA COMMUNAUTÉ ET DE SES EFFETS.

La femme qui renonce perd toute espèce de droits sur les biens de la communauté et même sur le mobilier qui y est entré de son chef. Elle retire seulement les linges et hardes à son usage.

Elle est déchargée de toute contribution aux dettes de la communauté, tant à l'égard du mari qu'à l'égard des créanciers : néanmoins, elle reste tenue envers ceux-ci, lorsqu'elle s'est obligée conjointement avec son mari, ou lorsque la dette, devenue dette de la communauté, provenait originairement de son chef ; le tout sauf son recours contre son mari ou ses héritiers.

La femme renonçante a le droit de reprendre :

1° Les immeubles qui lui appartiennent lorsqu'ils existent en nature ou l'immeuble qui a été acquis en remploi.

2° Le prix de ces immeubles aliénés dont le remploi n'a pas été fait et accepté comme il est dit plus haut.

3° Toutes les indemnités qui peuvent lui être dues par la communauté.

Nous répétons qu'elle peut exercer toutes ces actions et reprises, tant sur les biens de la communauté que sur ceux du mari, et que ses héritiers ont le même droit, sauf, toutefois, le droit de prélever les linges et hardes, et la nourriture pendant les trois mois et quarante jours, droit purement personnel à la femme survivante.

Disposition relative à la communauté légale, lorsque l'un des époux ou tous deux auront des enfants de précédents mariages. — Toutes les dispositions contenues dans le présent chapitre ont lieu, même lorsqu'il existe des enfants de précédents mariages. Cependant la loi donne une action en retranchement en faveur des enfants du *premier lit* de l'un des époux, dans le cas où la confusion du mobilier et des dettes produirait, au profit de l'autre époux, un avantage supérieur à une part d'enfant légitime le moins prenant ou, dans tous les cas, au quart des biens.

Deuxième partie. — De la communauté conventionnelle et des contrats qui peuvent modifier ou même exclure la communauté légale.

Le contrat de mariage, ainsi que nous l'avons déjà fait observer, est suscep-

tible de toutes les stipulations que les époux et ceux qui, dans certains cas, sont chargés de les assister, jugent convenables. La seule condition, c'est qu'elles n'aient rien de contraire aux lois et aux bonnes mœurs.

Ces stipulations étant aussi variées que les besoins, les caprices, la volonté des parties contractantes, il était impossible de les toutes prévoir. La loi s'est occupée seulement des principales, des plus usuelles, qu'elle a classées et réglées ainsi qu'il suit, sans préjudice du droit qu'ont les parties de faire telles autres conventions qu'il leur plaira:

1° Clause par laquelle la communauté est réduite aux acquêts;
2° Clause de réalisation ou stipulation de propres;
3° Clause d'ameublissement;
4° Clause de séparation des dettes;
5° Clause de franc et quitte;
6° Clause de reprise de l'apport de la femme en cas de renonciation;
7° Clause de préciput;
8° Clause qui assigne aux conjoints des parts inégales;
9° Clause de communauté à titre universel.

SECTION I^re^.

DE LA COMMUNAUTÉ RÉDUITE AUX ACQUÊTS.

Lorsque les époux stipulent, d'une façon générale, qu'il n'y aura entre eux qu'une communauté d'acquêts, ils sont censés exclure de leur communauté les dettes actuelles, les dettes futures propres à chacun d'eux, leur mobilier respectif présent et celui qu'ils acquerront plus tard à titre gratuit.

Dans le cas de communauté réduite aux acquêts, ce qui compose la communauté, à la dissolution, ce ne sont pas les immeubles que les époux possédaient au jour du mariage, puisque les immeubles demeurent propres à l'époux qui les possède, ni les meubles qu'ils ont portés ou ceux qu'ils ont acquis à titre gratuit, puisqu'on les a exclus. Le partage se bornera, après que chacun des époux aura prélevé ses apports dûment justifiés aux acquêts (acquisitions) faits par les époux ensemble ou séparément durant le mariage, et provenant tant de l'industrie commune que des économies faites sur les fruits et revenus des biens des deux époux.

Comment ces apports sont-ils justifiés? Sous l'empire de cette clause, comme dans la communauté légale, tout objet est réputé acquêt, s'il n'est prouvé que l'un des époux en avait la propriété ou la possession légale au moment du mariage ou qu'il lui est échu depuis à titre gratuit. Cette preuve, quant au mobilier, ne peut être faite que par un inventaire ou un état en bonne forme.

SECTION II.

DE LA CLAUSE QUI EXCLUT DE LA COMMUNAUTÉ LE MOBILIER EN TOUT OU EN PARTIE.

C'est la clause par laquelle les époux excluent de leur communauté tout ou partie de leur mobilier présent et celui qui leur écherra à l'avenir à titre gratuit. On l'appelle *stipulation de propres*, parce que le mobilier ainsi exclu de la communauté est immobilisé pour ce qui concerne les époux et devient, à leur égard, *propre de communauté*.

Ces meubles ne sont pourtant pas complétement assimilés à des propres: le mari les peut valablement aliéner, comme tous les autres biens de communauté, c'est-à-dire que cette clause n'est pas opposable aux *créanciers*; mais chaque époux, à la dissolution de la communauté, a le droit de les prélever avant le partage de la masse commune.

Et, néanmoins, la Cour de cassation a jugé, le 2 juillet 1840, que le mari n'a pas le droit de céder seul, et sans le consentement de son épouse, la créance que celle-ci a exclue de la communauté.

Cette clause est expresse ou tacite,

Elle est expresse, quand les époux s'en sont directement et formellement expliqués; elle est tacite, quand ils ont stipulé que certains objets déterminés entreraient dans la communauté ou que leur mobilier, en général, y entrerait jusqu'à concurrence d'une certaine somme.

Dans ce cas, l'époux est débitenr envers la communauté de la somme qu'il a promis d'y mettre, et il doit justifier de cet apport.

L'apport est suffisamment justifié, à l'égard de la femme, par la quittance que le mari lui donne à elle-même ou à ceux qui l'ont dotée. Quant au mari, il suffit de la déclaration portée au contrat de mariage que son mobilier est de telle valeur.

S'il s'agit du mobilier qui est échu depuis et qui est soumis à la clause de réalisation, le mari ne peut en exercer la reprise qu'autant que la valeur et la consistance, déduction faite des dettes, en sont constatées par un inventaire ou autre titre équivalent.

La femme ou ses héritiers sont admis, dans le cas où il n'y a pas eu inventaire, à faire cette preuve autant par titres que par témoins et même par commune renommée.

SECTION III.

DE LA CLAUSE D'AMEUBLISSEMENT

La clause de réalisation tend à restreindre la communauté légale; la clause d'ameublissement, au contraire, tend à lui donner plus d'étendue.

Lorsque les époux ou l'un d'eux font entrer en communauté tout ou partie de leurs immeubles présents ou futurs, cette clause s'appelle *ameublissement*.

L'ameublissement peut être *déterminé* ou *indéterminé*: déterminé, lorsqu'il a pour objet tel immeuble, par exemple, telle vigne, tel pré, telle ferme; indéterminé, quand il a pour objet tous les immeubles; mais seulement jusqu'à concurrence d'une certaine somme.

L'ameublissement déterminé se divise à son tour en deux espèces: 1° ameublissement dit de la *première espèce*, quand l'immeuble est ameubli en totalité; 2° ameublissement dit de la *deuxième espèce*, quand l'immeuble n'est ameubli que jusqu'à concurrence d'une certaine somme.

Dans le premier cas, l'immeuble tombe dans la communauté, le mari peut en disposer comme d'un acquêt. Dans le deuxième, c'est-à-dire si l'immeuble n'est ameubli que pour une certaine somme, le mari ne peut l'aliéner qu'avec le consentement de la femme; mais il peut l'hypothéquer sans son consentement, jusqu'à concurrence seulement de la portion ameublie.

L'ameublissement indéterminé ne rend point la communauté propriétaire des immeubles qui en sont frappés: son effet se réduit à obliger l'époux qui l'a consenti à comprendre dans la masse, lors de la dissolution de la communauté, quelques-uns de ses immeubles, jusqu'à concurrence de la somme promise

Le mari ne peut aliéner en tout ou en partie, sans le consentement de sa femme, les immeubles sur lesquels est établi l'ameublissement indéterminé; mais il peut les hypothéquer jusqu'à concurrence de cet ameublissement.

Dans tous les cas, si, à la dissolution de la communauté, l'immeuble ameubli n'a pas été aliéné, l'époux auquel il appartenait peut le retenir, en le précomptant sur sa part, *pour le prix qu'il vaut alors*. Ses héritiers ont le même droit.

SECTION IV.

DE LA CLAUSE DE SÉPARATION DE DETTES.

La clause de séparation de dettes est celle par laquelle les époux stipulent que la communauté ne sera point chargée des dettes que chacun d'eux a contractées avant le mariage.

Cette clause peut être expresse ou tacite. Elle est tacite, quand les époux apportent en communauté une somme déterminée ou un corps certain. Ils sont censés promettre par là que le dit apport n'est pas grevé de dettes antérieures au mariage. Sil en existe, l'époux débiteur doit récompense à son conjoint pour tout ce dont l'apport promis se trouve diminué par le paiement de ces dettes.

Cette clause peut être considérée à deux points de vue:

1° Au point de vue des époux;

2° Au point de vue des créanciers.

Au regard des époux, son effet est de les obliger, lors de la dissolution de la communauté, à se faire respectivement raison des dettes qui sont justifiées avoir été acquittées par la communauté, à la décharge de celui des époux qui en était débiteur.

Cette obligation est la même, qu'il y ait eu inventaire ou non.

Au regard des créanciers, la clause de séparation de dettes ne peut leur ôter le droit de poursuivre le paiement sur le mobilier appartenant à leur débiteur au moment du mariage et sur celui qui lui échoit depuis. Mais leur droit se borne là, s'ils sont créanciers de la femme; et ils ne peuvent poursuivre le mobilier faisant partie de la communauté, ni, à plus forte raison, celui qui appartient au mari, pourvu que celui de leur débitrice ait été constaté par un inventaire ou acte authentique, et même s'il s'agit du mobilier apporté lors du mariage, il faut que l'acte qui le constate soit antérieur à la célébration.

A défaut de ces actes, les créanciers des époux peuvent poursuivre leur paiement sur tout le mobilier non inventorié, comme sur tous les autres biens de la communauté.

La clause de séparation de dettes ne s'applique qu'au capital. Elle n'empêche point que la communauté soit chargée des intérêts et arrérages qui ont couru depuis le mariage.

SECTION V.

DE LA FACULTÉ ACCORDÉE A LA FEMME DE REPRENDRE SON APPORT FRANC ET QUITTE.

Cette clause est celle par laquelle l'un des époux se déclare lui-même ou est déclaré par un tiers, par exemple son ascendant, franc et quitte de dettes au moment du mariage.

Cette clause n'est pas opposable aux créanciers; mais le conjoint lésé a droit à une indemnité qui se prend, soit sur la part de communauté revenant à l'époux débitenr, soit sur les biens personnnels du dit époux, et, en cas d'insuffisance, si c'est un tiers qui a déclaré l'époux franc et quitte, cette indemnité peut être poursuivie par voie de garantie contre ce tiers.

Cette garantie, dans le cas où la dette provient du chef de la femme, peut même être exercée durant la communauté. Mais alors la femme ou ses héritiers seraient tenus de rembourser les garants à la dissolution de la communauté.

Dans les sociétés ordinaires, la mise de chaque associé suit les chances de la société: s'augmentant quand elle prospère, diminuant ou même s'anéantissant lorsque les affaires sont mauvaises. Serait nulle la clause qui affranchirait

de toute contribution aux pertes les sommes ou effets mis dans le fonds de la société par un ou plusieurs des associés.

Néanmoins, la loi, en raison de ce que la femme n'a aucune part à l'administration des biens communs, et surtout à cause de la grande faveur attachée au mariage, permet de stipuler qu'en cas de renonciation à la communauté la femme reprendra tout ou partie de ce qu'elle y aura apporté, soit lors du mariage, soit depuis.

Mais comme cette stipulation est exceptionnelle et, par conséquent, de droit strict, elle ne peut s'étendre au-delà des choses formellement exprimées, ni au profit de personnes autres que celles désignées.

Ainsi, la faculté de reprendre le mobilier apporté par la femme ne comprendrait pas le mobilier qui lui est échu pendant le mariage; la faculté accordée à la femme ne s'étendrait pas à ses enfants; celle accordée à la femme et aux enfants ne s'étend point aux héritiers ascendants ou collatéraux.

Dans tous les cas, les apports ne peuvent être repris que déduction faite des dettes personnelles à la femme et que la communauté aurait acquittées.

La Cour de cassation juge que la clause de franc et quitte n'est opposable aux tiers, envers lesquels la femme s'est obligée, qu'autant que cette clause est conçue en termes tellement clairs et précis que ceux-ci n'ont pu être induits en erreur sur la faculté exorbitante accordée à la femme; à défaut de quoi, la stipulation n'a d'effet que vis-à-vis du mari.

SECTION VI.

DU PRÉCIPUT CONVENTIONNEL

On appelle préciput, la part de communauté que le mari ou la femme survivante a le droit de prélever avant le partage. On convient, par exemple, que l'époux *survivant* prendra, avant tout partage, une certaine somme ou une certaine quantité d'effets mobiliers en nature.

Quoique la loi dise l'époux *survivant* ce qui, donnerait clairement à entendre que la mort seule peut donner ouverture au préciput, les auteurs et la jurisprudence accordent généralement à la femme le droit de stipuler qu'il y aura lieu à la délivrance actuelle du préciput pour le cas où la communauté viendrait à être dissoute par une séparation de corps ou de biens et indépendamment de toute survivance du mari.

Donc, à moins de convention contraire, la séparation de corps et de biens, qui dissout la communauté, ne donnera pas ouverture au préciput. La communauté sera partagée, comme d'ordinaire, seulement l'époux préciputaire conserve ses droits, à cet égard, en cas de survie, et l'autre époux doit donner caution pour la partie du préciput que le partage lui donne et qui peut revenir plus tard à l'époux préciputaire.

Ainsi, la communauté se compose de 30,000 francs, d'où la femme, en cas de survie, doit prélever 10,000 francs. Au moment de la séparation de biens, les époux se partageront purement et simplement les 30,000 francs. Ils prendront, en conséquence, 15,000 francs chacun. Mais, comme en cas de survie, la femme doit avoir 10,000 francs de préciput, c'est-à-dire de plus que son mari, le mari ou plutôt ses héritiers seront obligés de lui remettre encore 5,000 fr. C'est pour ces 5,000 francs, c'est-à-dire pour la moitié du préciput, que le mari doit donner caution.

Le préciput ne s'exerçant que sur la masse partageable, il n'y en aurait pas s'il n'y avait pas de partage par suite de l'absence de biens à partager ou de la renonciation de la femme.

Cependant la femme peut stipuler que le prélèvement aura lieu à son profit au cas même où elle renoncera. Dans ce dernier cas, le prélèvement s'exerce-

rait tant sur les biens de la communauté que sur les biens personnels du mari.

La clause de préciput n'ôte pas aux créanciers de la communauté le droit de faire vendre les objets qui y sont compris. Mais l'époux survivant a un recours sur les autres biens de la communauté et même sur les biens personnels du conjoint prédécédé, si le préciput a été stipulé au profit de la femme et pour le cas de renonciation.

Le préciput n'est pas regardé comme un avantage sujet aux formalités des donations, mais comme une convention du mariage.

SECTION VII.

DE LA CLAUSE PAR LAQUELLE ON ASSIGNE A CHACUN DES ÉPOUX DES PARTS INÉGALES DANS LA COMMUNAUTÉ.

En principe, nous l'avons dit, la masse commune se partage par moitié entre les deux époux ou leurs héritiers, mais les époux peuvent déroger au partage égal établi par la loi, soit en ne donnant à l'époux survivant ou à ses héritiers, dans la communauté, qu'une part moindre que la moitié, soit en ne lui donnant qu'une somme fixe pour tout droit de communauté, soit en stipulant que la communauté entière, en certains cas, appartiendra à l'époux survivant ou à l'un d'eux seulement.

Dans ce cas, l'époux ainsi réduit ou ses héritiers ne supportent les dettes de la communauté que proportionnellement à la part qu'ils prennent dans l'actif.

La convention contraire serait considérée par la loi comme injuste, *léonine* et, comme telle, nulle et de nul effet.

La clause que la totalité de la communauté appartiendra au *survivant* des époux ne fait pas obstacle à ce que, dans le cas de séparation de biens, la communauté se partage provisoirement entre les époux : elle n'autorise pas les époux à reprendre leurs apports et les soustraire ainsi au partage qui est la conséquence de cette séparation.

Mais la convention matrimoniale qui attribue au survivant des époux la totalité de la communauté, même d'une communauté d'acquêts, constitue, lorsque l'époux prédécédé a laissé des enfants d'un premier mariage, un avantage indirect qui doit être restreint à la portion réglée plus haut (voyez : *Communauté légale*, à la fin).

Lorsqu'il est stipulé que l'un des époux ou ses héritiers ne pourront prétendre qu'une certaine somme pour tout droit de communauté, la clause est un forfait qui oblige l'autre époux ou ses héritiers à payer la somme convenue, que la communauté soit bonne ou mauvaise, qu'elle soit suffisante ou non pour acquitter la somme.

Si la clause n'établit le forfait qu'à l'égard des héritiers de l'époux, celui-ci, dans le cas où il survit, a droit au partage légal par moitié.

Le mari ou ses héritiers qui retiennent ainsi toute la communauté doivent en payer toutes les dettes : les créanciers n'ont, dans ce cas, aucune action contre la femme.

La femme, au contraire, peut si elle trouve la communauté trop chargée de dettes, se dégager en usant du droit qu'elle a toujours de renoncer (1).

---

(1) Voy. FORMULAIRE n° 43.

SECTION VIII.

DE LA COMMUNAUTÉ A TITRE UNIVERSEL.

D'après la faculté accordée aux époux d'étendre ou de restreindre la communauté légale, ils peuvent établir, par leur contrat de mariage, une communauté à titre universel, qui peut comprendre soit tous leurs biens meubles et immeubles présents, soit tous leurs biens à venir, soit même tous leurs biens présents et à venir.

DISPOSITIONS COMMUNES AUX HUIT SECTIONS CI-DESSUS.

Pour tous les cas où il n'y a pas été dérogé implicitement ou explicitement par le contrat, la communauté conventionnelle reste soumise aux règles de la communauté légale.

Nous répétons que les dispositions ci-dessus ne sont données par la loi que parce qu'elles sont les plus fréquentes. Les époux peuvent, en conséquence, s'en écarter et en adopter de différentes.

Néanmoins, quand l'un des époux a des enfants d'un précédent mariage, toute convention qui tendrait, dans ses effets, à donner à l'un des époux au-delà d'une part d'enfant légitime le moins prenant, ou, dans tous les cas, du quart des biens de l'autre époux, serait sans effet pour tout l'excédant de cette portion.

Les simples bénéfices résultant des travaux communs et des économies faites sur les revenus respectifs, quoique inégaux, des deux époux, ne sont pas considérés comme un avantage fait au préjudice des enfants du premier lit.

SECTION IX.

DES CONVENTIONS EXCLUSIVES DE LA COMMUNAUTÉ.

Ce régime tient le milieu entre le régime de communauté et le régime dotal. Il s'écarte du premier en ce qu'il n'y a entre les époux aucune communauté, soit légale, soit conventionnelle; il diffère du régime dotal en ce que les immeubles constitués en dot, quand il en existe, peuvent toujours être aliénés avec le consentement du mari ou l'autorisation de justice.

Ce régime a lieu dans deux cas : 1° lorsque les époux stipulent qu'ils se marient sans communauté; 2° lorsqu'ils déclarent qu'ils seront séparés de biens.

§ 1er. — *De la clause portant que les époux se marient sans communauté.*

Cette clause ne donne point à la femme le droit d'administrer ses biens, ni d'en percevoir les fruits : ces fruits sont censés apportés au mari pour soutenir les charges du mariage

Le mari conserve aussi le droit de percevoir tout le mobilier que la femme apporte en dot ou qui lui échoit pendant le mariage, sauf la restitution qu'il en doit faire après la dissolution du mariage ou après la séparation de biens qui serait prononcée par la justice.

Si, dans le mobilier apporté en dot par la femme ou qui lui échoit pendant le mariage, il y a des choses fongibles, c'est-à-dire dont on ne peut faire usage sans les consommer, il en doit être joint un état estimatif au contrat de ma-

riage ou il doit en être fait inventaire lors de l'échéance, et le mari en doit rendre le prix d'après l'estimation.

Le mari ayant, comme on le voit, tous les droits de l'usufruitier, doit en avoir toutes les charges.

Il peut être convenu que la femme touchera annuellement, et sur ses seules quittances, certaines portions de ses revenus pour son entretien et ses besoins personnels (1).

§ 2. — *De la clause de séparation de biens.*

Cette clause est aussi appelée *contractuelle*, parce qu'elle est toujours stipulée par le contrat de mariage. Elle diffère de la séparation de biens *judiciaire*, qui ne peut résulter que d'une décision de la justice et qui peut cesser par le consentement mutuel des parties; tandis que la séparation de biens contractuelle, faisant partie du contrat de mariage, est irrévocable comme lui et émane toujours des époux.

La femme conserve l'entière administration de ses biens meubles et immeubles.

Mais les créanciers du mari sont recevables à prouver que les acquisitions faites sous le nom de la femme ont été faites en réalité par le mari et dans le but de soustraire frauduleusement les biens acquis à leur action.

De même le mari peut être condamné pour le tout au paiement d'une dette contractée par la femme, même pour fournitures de toilette, si, d'ailleurs, il est constaté, en fait, que ces fournitures, bien que faites à la femme elle-même, ont été livrées dans la croyance qu'elles seraient payées tant par le mari que par la femme.

Chacun des époux contribue aux charges du mariage suivant les conventions contenues en leur contrat, et, s'il n'en existe point à cet égard, la femme contribue à ces charges jusqu'à concurrence du tiers de ses revenus.

Dans aucun cas, ni à la faveur d'aucune stipulation, la femme ne peut aliéner ses immeubles sans le consentement *spécial* de son mari, ou, à son refus, sans être autorisée par justice.

Toute autorisation *générale* d'aliéner les immeubles donnés à la femme, soit par contrat de mariage, soit depuis, est nulle.

La femme séparée contractuellement peut laisser à son mari la jouissance de ses biens; mais lors de la cessation de cette jouissance, de quelque manière qu'elle arrive, la femme ne peut demander au mari aucun compte des fruits consommés. Elle ne peut qu'exiger la représentation de ceux qui sont encore existants (2).

CHAPITRE DEUXIÈME.

DU RÉGIME DOTAL (3).

Sous ce régime, comme sous tout autre, la dot est le bien que la femme apporte au mari pour supporter les charges du mariage.

Par conséquent, ce régime ne s'appelle pas dotal parce qu'il implique une dot, mais parce que la dot y est soumise à des règles spéciales. Ainsi, elle est inaliénable et imprescriptible.

---

(1) Voy. FORMULAIRE nº 44.

(2) Voy. FORMULAIRE Nº 45.

(3) Les époux peuvent, tout en se soumettant à ce régime, stipuler une société d'acquêts dont les effets sont réglés d'après les principes qui régissent la communauté réduite aux acquêts.

Les biens dont la femme conserve la propriété et l'administration s'appellent *paraphernaux* ou *extra-dotaux*.

QUELS BIENS SONT DOTAUX. — Distinguons d'abord deux classes de biens : 1° les biens qui ont été donnés à la femme en contrat de mariage; 2° ceux qu'elle possédait elle-même.

Les premiers sont présumés dotaux, c'est-à-dire qu'ils sont soumis aux règles de la dotalité sans qu'il soit besoin d'une déclaration particulière.

Quant aux autres, il n'y a de dotaux que ceux auxquels ce caractère a été attribué d'une manière non équivoque par le contrat de mariage. La simple déclaration faite par les époux qu'ils se soumettent au régime dotal, ne suffirait pas pour frapper de dotalité tous les biens de la femme : les époux seraient alors mariés sous le régime de la séparation de biens (1).

SECTION Ire.

DE LA CONSTITUTION DE DOT.

QUELS BIENS PEUT-ON CONSTITUER EN DOT. — Peuvent être dotalisés tous les biens présents et à venir de la femme, ou tous ses biens présents seulement, ou une partie de ses biens présents seulement, ou une partie de ses biens présents et à venir, ou même un objet individuel.

Cette règle s'interprète toujours dans un sens restrictif, car, sous ce régime, le *droit commun c'est la paraphernalité, la dotalité forme l'exception*. Ainsi, la constitution en termes généraux de tous les biens de la femme ne comprend pas les biens à venir.

La dot ne peut être constituée ni même augmentée pendant le mariage; cette disposition a été interprétée de différentes manières.

Quelques auteurs prétendent que la dot ne peut, sans doute, être ni augmentée, ni diminuée du chef des époux, mais qu'elle peut l'être du chef des tiers. Ainsi, d'après eux, si la femme venait à recevoir la donation d'un immeuble, à condition que cet immeuble serait dotal, la condition ne serait pas contraire aux lois.

Les autres, au contraire, pensent que le but de notre article est précisément d'empêcher que la dot soit augmentée au moyen de donations faites à la femme pendant le mariage. L'inaliénabilité des immeubles dotaux est nuisible à la société, disent-ils; la loi qui l'autorise en faveur d'un mariage à conclure ne peut plus la permettre une fois qu'il est contracté. Ce serait un mal sans compensation. D'où ils concluent que l'immeuble donné à la femme pendant le mariage, sous la condition qu'il sera dotal, est néanmoins *aliénable*.

Les intérêts de la dot courent de plein droit du jour du mariage contre ceux qui l'ont promise, encore qu'il y ait terme pour le paiement. La loi, qui favorise toujours le mariage, a fait ici une exception à la règle que les intérêts d'une somme ne sont dus qu'à partir de la mise en demeure du débiteur. Toutefois, on peut stipuler qu'il en sera autrement et que les intérêts ne courront pas de plein droit.

C'est en vertu de la même considération que ceux qui constituent une dot sont tenus à la garantie des objets constitués, quoique, dans les libéralités ordinaires, les donateurs ne soient pas soumis à cette obligation.

La garantie en matière de dot ne diffère pas de la garantie en matière de vente (voir ci-dessous au titre : *De la vente*).

Une question très-délicate est celle de savoir si la constitution de dot est à

---

(1) Voy. FORMULAIRE n° 46.

l'égard des époux un contrat à titre gratuit ou à titre onéreux, et, par suite, si la dot constituée en fraude des créanciers du constituant peut être révoquée nonobstant la bonne foi des époux.

Les auteurs sont très-divisés. La Cour de cassation, considérant que la révocabilité de la dot porterait atteinte à l'irrévocabilité des conventions matrimoniales, a plusieurs fois jugé que la dot, même constituée en fraude de créanciers du constituant, était irrévocable.

RÈGLES RELATIVES A CEUX QUI CONSTITUENT UNE DOT (1). — Si la dot est constituée par les père et mère, conjointement, sans que la part de chacun soit distinguée, ils sont censés avoir constitué chacun pour moitié. Mais il faut, pour cela, que la mère ait constitué expressément; autrement, elle n'est point engagée et la dot reste en entier à la charge du père, quand même la mère aurait été présente au contrat et que le père aurait déclaré que la dot était constituée pour droits paternels et maternels.

Dans tous les cas, la dot constituée pendant la vie des père et mère, par eux ou par l'un d'eux seulement, doit être prise sur les biens du ou des constituants, quand même leur fille aurait des biens particuliers dont ils jouiraient, sauf stipulation contraire.

Mais si l'un d'eux est prédécédé et que le survivant constitue la dot pour biens paternels et maternels, sans spécifier les portions, la dot se prendra d'abord sur les droits des futurs époux dans les biens du conjoint prédécédé et le surplus sur les biens du constituant.

SECTION II.

DES DROITS DU MARI SUR LES BIENS DOTAUX ET DE L'INALIÉNABILITÉ DU FONDS DOTAL.

ADMINISTRATION DES BIENS DOTAUX. — Les biens dotaux ayant été livrés au mari pour subvenir aux besoins créés par le mariage, le mari seul doit en avoir l'administration tant que le mariage dure. Lui seul a le droit d'en poursuivre les détenteurs, d'en percevoir les fruits et les intérêts, et de recevoir le remboursement des capitaux, le tout sans être tenu de donner caution, à moins qu'il n'y ait été assujetti par le contrat de mariage.

La femme peut, néanmoins, être autorisée, par contrat de mariage, à toucher, sur ses seules quittances, une partie des revenus pour son entretien et ses besoins personnels.

La femme peut même, en se mariant sous le régime dotal, se réserver l'administration de tous ses biens et le droit d'en percevoir seule les revenus, sous l'obligation, toutefois, de contribuer aux charges du mariage (Cassation, 2 mars 1837). — Dans ce cas, elle n'a pas à rendre compte de ces fruits et revenus à la société d'acquêts qui pourrait exister entre elle et son mari.

EFFETS DE L'ESTIMATION DES OBJETS DOTAUX. — Les biens dotaux peuvent avoir été estimés avant de passer dans les mains du mari. Dans ce cas, et s'il s'agit de meubles, le mari en devient propriétaire et n'est débiteur que du prix porté à l'estimation, sauf stipulation contraire. Par meubles, ici, on entend tout ce qui a un caractère mobilier, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les choses fongibles ou les créances exigibles et les choses qui ne se consomment que par l'usage ou les meubles incorporels productifs de revenus.

---

(1) Quoique placées ici, ces règles ont une portée générale et s'appliquent à toute constitution de dot, quel que soit, d'ailleurs, le régime sous lequel les futurs se marient.

Au contraire, l'estimation donnée à l'immeuble constitué en dot n'en transporte point la propriété au mari, s'il n'y a déclaration expresse.

Cette distinction est importante : le mari peut aliéner les biens dont il devient ainsi propriétaire; ses créanciers les peuvent saisir, ils sont à ses risques, etc .., il ne peut aliéner ceux dont la propriété reste à la femme; c'est pour elle qu'ils s'améliorent ou périssent.

Lors même qu'il n'y a aucune estimation, le mari devient propriétaire des choses fongibles, par exemple, des sommes d'argent, en sa qualité d'usufruitier; d'où il faut conclure que l'immeuble acquis avec l'argent que la femme lui a livré en dot n'est pas dotal. Cet immeuble ne pourrait devenir dotal que s'il avait été expressément contenu *dans le contrat de mariage*, que la somme livrée en dot serait employée à l'acquisition d'un immeuble, lequel deviendrait dotal.

DE L'INALIÉNABILITÉ DE LA DOT. — Les *immeubles constitués en dot* ne peuvent être ni aliénés, ni hypothéqués pendant le mariage, ni par le mari, ni par la femme, ni par les deux conjointement.

Malgré les termes de la loi, qui semblent ne s'appliquer qu'aux immeubles, la Cour de cassation juge que la dot mobilière est aussi inaliénable, tandis que les auteurs pensent, au contraire, qu'elle peut être aliénée.

La loi ajoute ces mots : *constitués en dot*, parce qu'on ne doit regarder comme immeuble dotal que celui qui a été réellement constitué en dot. Si la dot a été constituée dès le principe en argent ou en toute autre chose fongible dont le mari devienne propriétaire en sa qualité d'usufruitier et qu'on ait donné un immeuble en paiement, cet immeuble ne sera pas dotal. Il aura le sort qu'aurait eu la chose fongible : il appartiendra au mari, qui pourra en disposer. Il en est de même de l'immeuble acquis des deniers dotaux.

Exceptions au principe que la dot est inaliénable. — Par exception :

1° L'immeuble dotal peut être aliéné lorsque l'aliénation en a été permise par le contrat de mariage. Serait encore valable la clause du contrat de mariage qui donnerait au mari le droit de l'hypothéquer. Il faut, toutefois, que cette clause soit formelle : le pouvoir de *vendre* ou d'*aliéner* n'emporte pas virtuellement et de droit la faculté d'hypothéquer.

2° La femme peut, avec l'*autorisation de son mari*, donner ses biens dotaux pour l'établissement de ses enfants, nés d'un précédent mariage; elle le peut également avec l'*autorisation de justice*, en cas de refus du mari; mais alors elle est tenue de réserver la jouissance des biens donnés, à son mari.

3° La femme peut, mais avec *l'autorisation de son mari seulement*, donner les mêmes biens pour l'établissement des enfants communs.

Dans les deux cas ci-dessus, le droit de *donner* emporte celui d'hypothéquer et celui de renoncer à son hypothèque légale. Le sens du mot établissement n'est pas restreint à un établissement par mariage ; il s'entend de toute espèce d'établissement.

4° L'immeuble dotal peut être aliéné en tout ou en partie, avec permission de justice, après affiches et aux enchères :

1° Pour tirer de prison le mari ou la femme. Cela s'entend d'un emprisonnement pour dettes.

2° Pour fournir des aliments à la famille dans les cas prévus par les art. 203, 205 et 206, au titre : *Du mariage*

3° Pour payer les dettes de la femme ou de ceux qui ont constitué la dot, lorsque ces dettes ont une date certaine antérieure au contrat du mariage.

4° Pour faire de grosses réparations indispensables pour la conservation de l'immeuble dotal.

5° Lorsque cet immeuble se trouve indivis avec des tiers et qu'il est reconnu impartageable.

Dans tous ces cas, l'excédant du prix de la vente au-dessus des besoins reconnus reste dotal, et il en est fait emploi comme tel au profit de la femme.

Le mari peut, avec le consentement de la femme et l'autorisation de justice, et après une estimation par experts nommés d'office par le tribunal, échanger l'immeuble dotal contre un autre de même valeur, pour les quatre cinquièmes au moins. L'immeuble reçu en échange est dotal; sa soulte, s'il y en a, l'est également. Il doit en être fait emploi.

SANCTION DU PRINCIPE D'INALIÉNABILITÉ. — Hors les exceptions que nous venons de citer, l'immeuble dotal ne peut être aliéné ou hypothéqué pendant le mariage, à quelque titre et sous quelque prétexte que ce soit. En conséquence, toute aliénation peut être révoquée.

Etudions quelques espèces.

1° L'immeuble a été aliéné par le mari seul. L'aliénation est radicalement nulle (1); la femme peut, à la dissolution du mariage, intenter une action en revendication à l'effet de faire rentrer cet immeuble dans son patrimoine. Cette action peut être aussi exercée par le mari durant le mariage. Le mari doit indemniser l'acheteur, il peut être poursuivi par une action en garantie (2), s'il n'a pas déclaré dans l'acte d'aliénation que l'immeuble était dotal.

2° L'aliénation a été faite par la femme seule. La femme n'a qu'une action en nullité. Elle peut, à la dissolution du mariage, ratifier ou faire annuler l'aliénation. La femme n'est pas garante.

3° L'aliénation émane de la femme autorisée du mari. Les choses se passent comme dans le cas précédent. Le mari n'est pas tenu de garantir parce qu'il n'a qu'autorisé, et que celui qui autorise un incapable ne contracte personnellement aucune obligation.

DE L'IMPRESCRIPTIBILITÉ DU FONDS DOTAL. — Les immeubles dotaux *non déclarés aliénables* par le contrat du mariage sont imprescriptibles pendant le mariage. Ainsi, sont *imprescriptibles* les immeubles dotaux *inaliénables* seulement. Evidemment, il en serait autrement si la prescription avait commencé antérieurement au mariage. Le fait du mariage ne saurait l'interrompre. La convention dotale est, à l'égard du tiers possesseur, une chose étrangère : *res inter alios acta.*

Toutefois, la possession devient utile, on peut la commencer utilement après la séparation de biens, pourvu que l'action qui appartient à la femme ne soit pas de telle nature que, si elle l'exerçait contre le tiers possesseur, son mari aurait personnellement à en souffrir.

On décide encore que l'action que la loi donne à la femme pour attaquer les actes qu'elle a faits pendant le mariage sans l'autorisation de son mari n'est pas prescriptible, même après la séparation de biens. La loi a considéré qu'elle n'oserait pas exercer cette action dans la crainte de porter à la connaissance de son mari un acte qu'elle lui a toujours caché.

Remarque. — Sous ce régime comme sous le régime en communauté, la femme peut demander la séparation de biens et venir ensuite au régime dotal.

---

(1) Dans un autre système, on admet que la femme ou ses héritiers n'ont qu'une action en nullité.

(2) Il en serait autrement s'il l'avait aliéné à titre gratuit : les donateurs, en principe, ne sont pas tenus de garantir.

SECTION III.

DE LA RESTITUTION DE LA DOT.

La dot doit être restituée après la dissolution du mariage ou quand cette restitution a été ordonnée par un jugement.

Mode et époque de la restitution. — Une distinction est nécessaire :

1° La dot consiste en meubles ou immeubles non estimés, ou en meubles estimés, mais avec la déclaration que l'estimation n'en vaut pas vente, ou en immeubles estimés sans déclaration que l'estimation vaut vente : le mari et ses héritiers peuvent être contraints de la restituer sans délai.

Les meubles ont-ils péri ou ont-ils été détériorés par l'usage et sans la faute du mari, il n'est tenu de rendre que ceux qui restent et dans l'état où ils se trouvent.

2° La dot consiste en une somme d'argent ou en meubles estimés sans déclaration, ou en immeubles estimés avec déclaration que l'estimation vaut vente : la restitution n'en peut être exigée qu'un an après la dissolution du mariage.

Si la dot comprend des obligations ou constitutions de rentes qui ont péri ou souffert des retranchements qu'on ne puisse imputer à la négligence du mari, il n'en sera point tenu et il sera quitte en restituant les contrats ou titres et en remboursant ce qu'il a reçu.

Si un usufruit a été constitué en dot, le mari ou ses héritiers ne sont obligés, à la dissolution du mariage, que de restituer le droit d'usufruit et non les fruits échus durant le mariage.

Il en serait de même si, au nombre des objets dotaux, se trouvait une rente viagère, une action commerciale.

Dans tous les cas, le mari doit laisser retirer à la femme les linges et hardes qui servent à son *usage personnel*.

Seulement, si l'ancien trousseau a été constitué avec estimation, ce qui emportait la propriété au profit du mari, la restitution se fait de la manière suivante : ou le trousseau actuel est de plus petite valeur que l'ancien, et alors le mari doit combler la différence de ses propres deniers, ou le trousseau actuel est d'un plus grand prix, et la femme ne doit pas compte de cette différence. Cet excédant est regardé comme un cadeau que lui fait son mari.

En principe, le mari n'est tenu de restituer la dot qu'autant qu'il est prouvé qu'il l'a reçue et jusqu'à concurrence de ce qu'il a reçu ; sauf sa responsabilité en cas de négligence ; mais, cependant, si le mariage a duré dix ans, depuis l'échéance du terme pris pour le paiement de la dot, il y a présomption que le mari l'a reçue. Cette présomption permet à la femme et à ses héritiers de la répéter sans être tenus de prouver le paiement, à moins que le mari ne justifie de poursuites faites inutilement, en temps opportun, pour s'en procurer le paiement (1).

Dispositions relatives aux intérêts et aux fruits de la dot. — 1° Si l'événement qui donne lieu à la restitution de la dot est la mort de la femme,

---

(1) Cela ne préjudicie en rien aux actions que le mari peut avoir à exercer contre les débiteurs de la dot. Ces actions ne sont sujettes qu'à la prescription de trente ans.

les intérêts et les fruits de la dot courent au profit des héritiers de la femme, de plein droit à partir de la dissolution.

2° Si l'événement qui donne lieu à la restitution de la dot est la mort du mari, la séparation de corps ou la séparation de biens : la femme a le même privilége que ses héritiers; les intérêts et les fruits de la dot courent à son profit, de plein droit et à la même date.

De plus, la femme peut : 1° au lieu d'exiger les fruits et les intérêts de sa dot *pendant l'année qui suit la dissolution du mariage*, se faire fournir, *durant cet espace* de temps, sa nourriture et son entretien.

2° Dans tous les cas, c'est à-dire qu'elle opte ou non pour les intérêts de sa dot, la succession de son mari lui doit *gratuitement*, et sans imputation sur les intérêts qui lui sont dus, l'habitation pendant une année et les habits de deuil.

Si la dot à restituer consiste en immeubles, les fruits se partagent entre le survivant et les héritiers du prédécédé, à proportion du temps que le mariage a duré pendant la dernière année, laquelle se compte à partir du jour où le mariage a été célébré.

Supposons le mariage célébré le 20 août 1872 et dissout le 20 décembre 1874. Le mari profite exclusivement des fruits de la dot pour les années 73, 74. Quand à la récolte de l'année qui avait commencé le 20 août 1874, et qui devait finir le 20 août 1875, le mari ne saurait l'avoir tout entière, puisque le mariage n'a duré que pendant quatre mois : il n'en prendra que les quatre douzièmes. Soit 24,000 francs le revenu total de cette année là; le mari ou ses héritiers prendront 8,000 francs et la femme ou ses héritiers 16,000 francs.

Nous verrons plus loin (hypothèques) que la loi donne à la femme, pour sûreté de la restitution de sa dot, une hypothèque tacite qui remonte au jour de la célébration du mariage; mais son privilége se borne là. Elle est primée par les créanciers hypothécaires antérieurs à la célébration.

Rapport de la dot. — Nous savons que tout objet d'une donation, même celles faites pour cause de mariage doivent être rapportées lors de l'ouverture de la succession du donateur (1).

La dot constituée à une fille doit être aussi rapportée à la succession de son père : il en serait ainsi lors même que la dot aurait péri.

Néanmoins, si le mari était déjà insolvable et n'avait ni art ni profession lorsque le père a constitué la dot à sa fille, celle-ci ne sera tenue de rapporter à la succession du père que l'action qu'elle a contre son mari pour se faire rembourser.

SECTION IV.

DES BIENS PARAPHERNAUX.

Les biens paraphernaux, comme nous l'avons dit plus haut, sont tous ceux que la femme possède et qui ne font point partie de sa dot.

La femme a, en général, l'administration et la jouissance de ses paraphernaux, mais si tous ses biens sont paraphernaux et s'il n'y a pas de convention dans le contrat pour lui faire supporter une portion des charges du mariage, elle y contribue jusqu'à concurrence du tiers de ses revenus.

Cette administration et cette jouissance de la femme ne doivent porter aucune atteinte à la puissance maritale. Aussi, la femme ne peut aliéner ses pa-

---

(1) A moins que la donation n'ait été faite avec dispense de rapport et même dans ce cas, elle ne peut être retenue que jusqu'à concurrence de la quotité disponible.

raphernaux, ni agir en justice à raison des dits biens, sans l'autorisation du mari ou, à son refus, sans la permission de la justice.

Si la femme donne la procuration au mari pour l'administration de ses biens paraphernaux, avec charge de lui rendre compte des fruits, il sera tenu vis-à-vis d'elle comme tout mandataire.

Si le mari a joui sans mandat, mais aussi sans opposition constatée de la part de sa femme, il n'est tenu, lors de la cessation de sa jouissance, qui peut avoir lieu à la première demande de cette dernière, qu'à la représentation des fruits existants, et n'est point comptable de ceux qui sont consommés. Il est censé les avoir employés aux besoins du ménage ou les avoir rendus au fur et à mesure.

Enfin, s'il a joui, malgré l'opposition constatée (1) de sa femme, il est comptable de tous les fruits tant existants que consommés.

Dans tous les cas où il jouit des fruits, il est tenu de toutes les obligations de l'usufruitier.

Nous rappelons que les époux peuvent stipuler une société d'acquêts cumulativement avec le régime dotal.

Remarque. — Les articles 546 et suivants du Code de commerce introduisent certains droits particuliers relativement à la femme dans le cas de faillite du mari. Nous y renvoyons.

TITRE SIXIÈME

De la vente

CHAPITRE PREMIER.

DE LA NATURE ET DE LA FORME DE LA VENTE.

La vente est une convention par laquelle l'une des parties, appelée vendeur s'oblige à livrer une chose, et l'autre partie, appelée acquéreur, acheteur, à la payer.

Toutes les fois qu'il s'agit d'un objet certain, déterminé : un tel bœuf, un tel fonds, une telle maison, la convention transfère par elle-même et avant toute livraison la propriété de la chose vendue. La vente d'un genre, d'une chose non encore individualisée : trente hectares de vigne en Bourgogne, un bœuf, etc... est seulement productive d'obligations jusqu'à la livraison.

Pour ces sortes de ventes, la livraison est l'acte qui transfère la propriété, tandis que, pour les autres, c'est l'acte de vente.

Remarquons, toutefois, que cette translation de propriété n'a d'effet qu'entre les parties contractantes ou leurs héritiers à titre universel. En effet, depuis la loi du 23 mars 1855, la propriété d'un *immeuble* n'est transférée, à l'égard des tiers, que du moment où le vendeur ou l'acheteur a rendu la vente publique par la transcription de l'acte sur un registre placé à cet effet au bureau de la conservation des hypothèques. La propriété de l'immeuble continue de résider sur la tête du vendeur jusqu'au moment de cette transcription; de sorte que, en supposant que la chose ait été aliénée une deuxième fois par le vendeur, elle appartiendra à celui des deux acquéreurs qui, le premier, aura fait transcrire son titre.

---

(1) L'appréciation des preuves que la femme en peut donner est laissée à l'arbitrage du juge.

Lorsque des marchandises ne sont pas vendues en bloc, mais au poids, au compte ou à la mesure, la vente n'est pas non plus parfaite par le seul consentement des parties, en ce sens que les choses vendues demeurent aux risques du vendeur jusqu'à ce qu'elles soient pesées, comptées ou mesurées; mais l'acheteur peut en demander la délivrance ou bien des dommages-intérêts, s'il y a lieu, en cas d'inexécution de l'engagement. La propriété n'est alors transférée qu'après le mesurage ou le compte.

La vente serait parfaite, au contraire, avant même que les marchandises ne fussent comptées, mesurées, pesées, si la vente de ces marchandises avait eu lieu en bloc et pour un seul prix. Exemple : je vous vends ce tas de blé ou le blé qui est dans mon grenier pour trois cents francs.

A l'égard des objets mobiliers, la propriété se transfère aussi par la seule force de la convention; seulement, comme pour ces sortes d'objets *possession vaut titre*, si, en fait, le vendeur les aliène une deuxième fois avant la livraison à un tiers de bonne foi, on ne pourra pas les revendiquer contre lui.

Pour les créances, nous donnerons plus loin les règles auxquelles elles sont soumises. La propriété n'en est transférée que par la signification de la cession ou transport faite au débiteur lui-même.

Les ventes à l'essai sont toujours faites sous une condition suspensive. Ainsi, à l'égard du vin, de l'huile et des autres choses que l'on est dans l'usage de goûter avant d'en faire l'achat, il n'y a point de vente, tant que l'acheteur ne les a pas goûtées et agréées.

La promesse de vente *vaut vente*, dit la loi, lorsqu'il y a consentement réciproque des deux parties sur la chose et sur le prix.

Ces mots *vaut vente* ont donné lieu à plusieurs systèmes. Voici comment interprète ces mots la jurisprudence de la Cour de cassation. La promesse unilatérale de vente faite sans qu'un délai soit imposé pour en réclamer l'exécution, peut être rétractée tant que l'exécution n'a pas été demandée. La même promesse de vente n'emporte aliénation de la chose que du jour où celui à qui cette promesse a été faite a déclaré vouloir en profiter.

ARRHES. — Ici la loi laisse une grande latitude à l'appréciation du juge, car tout dépend de la volonté des parties. Si les parties ont déclaré vendre et acheter, les arrhes sont regardées comme une consécration de la vente, désormais irrévocable; c'est une partie du prix. Que si les parties n'ont fait que promettre de vendre et d'acheter, les arrhes sont considérées comme un dédit. Les deux parties peuvent alors se départir du contrat, celle qui les a données, en les perdant; celle qui les a reçues, en les restituant au double.

ACTE QUI CONSTATE LA VENTE. — Cet acte peut être authentique ou sous seing-privé. Un écrit n'est même pas nécessaire au-dessous de 150 francs (1).

PRIX DE VENTE. — Ce prix doit être sérieux, c'est-à-dire à peu près suffisant. Si la vente a été conclue pour un prix dérisoire ou que ce prix, étant suffisant, on en ait fait remise, ce ne sera plus une vente; mais une donation réductible, révocable, etc... Il doit consister en argent, autrement ce serait un échange. Il faut encore qu'il soit déterminé par les parties. Il est vrai qu'il peut être laissé à l'arbitrage d'un tiers; mais alors la vente est nulle, si ce tiers ne peut ou ne veut faire l'estimation.

FRAIS. — Les frais d'actes et autres accessoires de la vente, honoraires du notaire, prix du papier timbré, droits de mutation sont à la charge de l'acheteur, à moins de stipulation contraire. On n'est pas d'accord sur le point de savoir à la charge de qui doivent tomber les frais de purge d'hypothèque.

---

(1) Voy. FORMULAIRE nos 47, 48, 49, 50, 51, 52, diverses formules de ventes.

CHAPITRE DEUXIÈME.

QUI PEUT ACHETER OU VENDRE.

La vente est de droit commun, de droit naturel : aussi elle peut avoir lieu entre toutes les personnes que la loi ne déclare pas incapables.

Outre les motifs généraux d'incapacité : la minorité, l'interdiction, une cause illicite, etc., il en est de particuliers au contrat de vente.

1° Aux termes des articles 442 et 444 du Code de procédure civile, le saisi ne peut plus vendre l'immeuble saisi du jour que la saisie lui a été dénoncée, l'aliénation serait radicalement nulle. De même (art. 442 et 444 du Code de commerce) le failli, étant dessaisi de plein droit de l'administration de ses biens à compter du jour de la faillite, ne peut les aliéner. Les aliénations, même antérieures à la faillite, qu'il aurait faites en fraude de ses créanciers pourraient être annulées sur leur demande.

2° Le saisi et les personnes notoirement insolvables ne peuvent se rendre adjudicataires de l'immeuble saisi. Même prohibition pour les juges, suppléants, magistrats du ministère public, greffiers du tribunal où se poursuit la vente. Sous peine de nullité et de dommages-intérêts contre l'avoué qui aurait enchéri en leur nom.

3° Les mêmes juges, suppléants, etc., ainsi que les huissiers, avoués, avocats et notaires ne peuvent devenir cessionnaires des procès, droits et actions litigieux qui sont de la compétence du tribunal dans le ressort duquel ils exercent leurs fonctions, à peine de nullité et de dépens, dommages et intérêts.

Pour que les droits soient litigieux, comme nous devons l'entendre dans ce que nous venons de dire, il n'est pas nécessaire que ces droits fassent l'objet d'un litige antérieur à la cession. Il suffit qu'ils soient de nature à donner lieu à un procès ou à une contestation.

4° Ne peuvent non plus se rendre adjudicataires, sous peine de nullité, ni par eux-mêmes, ni par personnes interposées :

Les tuteurs, des biens de ceux dont ils ont la tutelle;

Les mandataires, des biens qu'ils sont chargés de vendre;

Les administrateurs, des biens des communes ou des établissements publics confiés à leurs soins.

La vente est prohibée entre époux : elle ne peut avoir lieu que dans les trois cas suivants :

Celui ou l'un des deux époux cède des biens à l'autre séparé judiciairement d'avec lui, en paiement de ses droits;

Celui où la cession que le mari fait à sa femme, même non séparée, a une cause légitime, par exemple : le remploi de ses immeubles aliénés.

Celui où la femme cède des biens à son mari en paiement d'une somme qu'elle lui aurait promise en dot, sous le régime dotal.

Cependant les héritiers des parties contractantes auraient droit, même dans ces trois cas, d'attaquer l'acte s'il contenait un avantage indirect.

6° Enfin, tout commandant des divisions militaires, des départements et des places et villes, tout préfet ou sous-préfet, ne peut, dans l'étendue des lieux où il a le droit d'exercer son autorité, faire ouvertement ou par des actes simulés ou par interposition de personnes, le commerce de grains, grenailles, farines, substances farineuses, vins ou boissons autres que ceux provenant de ses propriétés, sous peine d'une amende de 500 francs au moins, de 10,000 fr. au plus, et de la confiscation des denrées appartenant à ce commerce.

CHAPITRE TROISIÈME.

DES CHOSES QUI PEUVENT ÊTRE VENDUES.

Tout ce qui est dans le commerce peut être vendu, si des lois particulières n'en ont pas prohibé l'aliénation. Ainsi, on peut vendre une chose incorporelle, une créance, un droit, une servitude, tout ce qui est susceptible d'appréciation.

On ne peut vendre la chose d'autrui : si l'acheteur a ignoré que la chose fût à autrui, il peut demander des dommages-intérêts.

Mais cette vente peut être ratifiée par le propriétaire : alors elle ne produit son effet que du jour de la ratification.

La vente d'une chose qui n'existait plus, qui avait péri au moment de la vente est nulle : s'il en restait une partie, l'acheteur a le choix : ou renoncer à la vente, ou exiger la partie qui reste, en faisant déterminer le prix par la *ventilation*.

Cependant la perte d'une partie de la marchandise vendue, quand cette perte, à raison du fractionnement de la marchandise, peut être facilement comblée, n'entraîne pas nécessairement la résolution de la vente, surtout en matière commerciale ; il y a lieu seulement à une réduction du prix.

On ne peut vendre la succession d'une personne vivante, même de son consentement : cette vente est regardée par la loi comme immorale et dangereuse.

CHAPITRE QUATRIÈME.

DES OBLIGATIONS DU VENDEUR.

SECTION Ire.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

La loi *présumant* que, dans le contrat de vente, c'est le vendeur qui dicte les conditions, veut qu'il explique clairement ce à quoi il s'oblige : tout pacte obscur s'interprète contre lui.

La loi *présume* ; donc s'il était démontré que le contrat a été rédigé par l'acheteur, ce serait à ce dernier à souffrir des clauses obscures.

D'ailleurs, le contrat de vente doit être réglé par des principes généraux sur l'interprétation des conventions contenues dans les articles 1156 et suivants, livre III, titre III, section V.

Le vendeur est soumis à deux obligations principales : 1° livrer ; 2° garantir.

SECTION II.

DE LA DÉLIVRANCE.

La délivrance est le transport de la chose vendue en la puissance et possession de l'acheteur.

La délivrance a quelquefois une importance capitale : dans les ventes de choses déterminées quant à l'espèce seulement, elle individualise l'objet et par là

même transfère la propriété ; dans la vente de corps certains mobiliers, elle empêche que le vendeur livre utilement le même objet à un second acheteur. Le vendeur qui vendrait et *livrerait* à un deuxième acheteur l'objet qu'il m'aurait d'abord vendu et *livré*, commettrait un vol à mon préjudice et je pourrais revendiquer l'objet entre les mains du nouvel acquéreur.

ACTES NÉCESSAIRES POUR QU'IL Y AIT DÉLIVRANCE. — Ces actes varient suivant la nature de la chose.

Immeubles. — Il faut qu'on ait enlevé le mobilier, qu'on ait remis les clefs et les titres qui servent à prouver que le vendeur est propriétaire.

Meubles. — La délivrance s'opère : 1° par la tradition réelle; 2° par la remise des clefs des bâtiments qui les contiennent; 3° par le consentement, si l'acheteur possède déjà les objets à un autre titre.

Droits incorporels: par la remise des titres ou par l'usage que l'acquéreur en fait, du consentement du vendeur.

FRAIS DE LA DÉLIVRANCE ET DE L'ENLÈVEMENT. — Les premiers sont à la charge du vendeur, les autres à la charge de l'acheteur s'il n'y a stipulation contraire.

LIEU ET TEMPS OU ELLE DOIT ÊTRE FAITE.—La délivrance doit se faire au lieu où était au temps de la vente la chose qui en fait l'objet, s'il n'en a été autrement convenu. Elle doit être faite au temps indiqué par la convention, et, si la convention n'en parle pas, au moment même de la vente.

Si la délivrance n'est pas faite à temps, et que le vendeur n'ait été empêché ni par un cas fortuit, ni par un cas de force majeure, le vendeur peut demander des dommages-intérêts et la résolution du contrat.

Observons, cependant, que la résolution, qui doit être demandée en justice, peut n'être pas accordée par le juge. L'acheteur peut même obtenir un délai. Tout dépend des circonstances.

Il en serait différemment s'il avait été expressément convenu que le vendeur serait mis en demeure par la seule échéance du terme et sans sommation.

Le vendeur n'est pas tenu de délivrer la chose, si l'acheteur n'en paie pas le prix, à moins qu'il ne lui ait accordé un délai pour le paiement. Ce droit du vendeur est appelé: *droit de rétention*.

Il pourrait même user de ce droit, quoiqu'il eût donné un terme, si l'acheteur était *depuis la vente* tombé en faillite ou en déconfiture, à moins qu'il ne lui fût donné caution suffisante.

CE QUE LE VENDEUR DOIT LIVRER.— Le vendeur doit livrer la chose telle qu'elle était au moment de la vente, sauf les détériorations qu'elle peut avoir subies par suite de cas fortuits ou de force majeure et sans qu'il y ait faute ou même négligence de sa part.

L'obligation de délivrer la chose comprend ses accessoires et tout ce qui a été destiné à son usage perpétuel. Ainsi, la vente d'un tableau emporte celle du droit exclusif de le reproduire par la gravure ou par tout autre moyen de reproduction, alors même que la cession de ce droit n'a pas fait l'objet d'une stipulation particulière.

Le vendeur est tenu de livrer la contenance telle qu'elle est portée au contrat sous les modifications ci-après exprimées.

Si la vente d'un immeuble a été faite avec indication de sa contenance, à rai-

son de tant la mesure, le vendeur est obligé de livrer à l'acquéreur, s'il l'exige, la quantité indiquée au contrat. S'il ne le peut pas, ou si l'acquéreur ne l'exige pas, le vendeur est obligé de subir une diminution proportionnelle au prix.

Si, au contraire, dans le cas de l'article précédent, il se trouve une contenance plus grande que celle indiquée au contrat, l'acquéreur a le choix de fournir le supplément du prix, ou de se désister du contrat, si l'excédant est d'un vingtième au-dessus de la contenance déclarée. Quoique la loi n'en dise rien, il n'est point douteux que l'acheteur pourrait se désister du contrat, si le défaut de la contenance promise l'empêchait d'arriver au but qu'il s'était proposé: par exemple, si la contenance était trop petite pour la maison qu'il voulait bâtir.

Dans tous les autres cas, soit qu'il s'agisse de la vente d'un corps certain et limité, soit que la vente ait pour objet des fonds distincts et séparés, l'expression de la mesure ne donne lieu à aucun supplément de prix, en faveur du vendeur pour l'excédant de la mesure, ni en faveur de l'acquéreur, à aucune diminution de prix pour moindre mesure, qu'autant que la différence de la mesure réelle à celle exprimée dans le contrat est d'un vingtième en plus ou en moins, *eu égard à la valeur de la totalité* des objets vendus, s'il n'y a stipulation contraire.

Ici la loi suppose que les parties n'ont attaché à la mesure qu'une importance secondaire; puisqu'ils ont stipulé le prix en *bloc*: mon champ de 20 hectares pour 40,000 francs, mon bois de 12 hectares et ma vigne de 5 hectares pour 30,000. Il en est tout autrement dans le premier cas, où les parties ont établi une relation entre chaque mesnre et chaque portion du prix: 20 hectares à 2,000 francs l'hectare.

Si l'acheteur se désiste, il peut exiger, outre la restitution du prix, celle des frais du contrat, et même, s'il y a lieu, des dommages-intérêts : le vendeur, en effet, est en faute d'avoir promis ce qu'il ne pouvait pas procurer.

L'action en supplément de prix de la part du vendeur et celle en diminution de prix de la part de l'acquéreur, doivent être intentées *dans l'année*, à compter du jour du contrat, *à peine de déchéance*.

Les parties ne pourraient même pas convenir qu'elle durera plus longtemps.

S'il a été vendu deux fonds par le même contrat et pour un seul et même prix, avec désignation de la mesure de chacun ou avec indication de leur mesure en bloc, et qu'il se trouve moins de contenance en l'un et plus en l'autre, on fait compensation jusqu'à due concurrence, et l'action, soit en supplément, soit en diminution du prix, n'a lieu que suivant les règles ci-dessus établies.

On juge, d'après les règles prescrites au titre *Des contrats ou des obligations conventionnelles en général*, la question de savoir sur lequel, du vendeur ou de l'acheteur, doit tomber la perte ou la détérioration de la chose vendue avant la livraison.

SECTION III.

DE LA GARANTIE.

La garantie que le vendeur doit à l'acquéreur, a deux objets : le premier, est la possession paisible de la chose vendue; le second, les défauts cachés de cette chose ou les vices rédhibitoires.

§ 1er. — *De la garantie en cas d'éviction.*

Lorsque le possesseur d'une chose est obligé de l'abandonner par suite d'une action exercée contre lui, on dit qu'il est évincé. Or, le vendeur étant obligé de transférer la propriété à l'acheteur, doit garantir celui-ci contre toute éviction qui l'empêcherait de devenir ou de demeurer propriétaire.

Cette garantie n'a pas besoin d'être stipulée : elle est naturelle à la vente. Mais les parties peuvent, par des conventions particulières, ajouter à cette obligation de droit ou en diminuer l'effet; elles peuvent même convenir que le vendeur ne sera soumis à aucune garantie. Mais, quoiqu'il soit dit que le vendeur ne sera soumis à aucune garantie, il demeure cependant tenu de celle qui résulte d'un fait qui lui est personnel : toute convention contraire serait nulle.

Dans le même cas de stipulation de non-garantie, le vendeur, en cas d'éviction est tenu à la restitution du prix, à moins que l'acquéreur n'ait connu lors de la vente, le danger de l'éviction ou qu'il n'ait acheté à ses périls et risques.

Lorsque la garantie a été promise ou qu'il n'a rien été stipulé à ce sujet, si l'acquéreur est évincé, il a le droit de demander contre le vendeur :

1° La restitution du prix;

2° La restitution des fruits lorsqu'il est obligé de les rendre au propriétaire qui l'évince;

3° Les frais faits sur la demande en garantie de l'acheteur et ceux faits par le demandeur originaire;

4° Enfin, les dommages-intérêts ainsi que les frais et loyaux coûts du contrat.

Le vendeur est même obligé de garantir l'acheteur des frais occasionnés par un tiers demandeur dont l'action en éviction est rejetée et qui se trouve insolvable; mais il ne doit supporter ces frais que du jour de sa mise en cause comme garant.

Lorsque, à l'époque de l'éviction, la chose vendue se trouve diminuée de valeur ou considérablement détériorée, soit par la négligence de l'acheteur, soit par des accidents de force majeure, le vendeur n'en est pas moins tenu de restituer la totalité du prix.

Mais si l'acquéreur a tiré profit des dégradations par lui faites, le vendeur a droit de retenir sur le prix une somme égale à ce profit.

Si la chose vendue se trouve avoir augmenté de prix, à l'époque de l'éviction, indépendamment même du fait de l'acquéreur, le vendeur est tenu de lui payer ce qu'elle vaut au-dessus du prix de vente. Le vendeur est tenu de rembourser ou de faire rembourser à l'acquéreur, par celui qui l'évince, toutes les réparations et améliorations utiles qu'il aura faites au fonds et dans le cas où il aurait vendu de mauvaise foi le fonds d'autrui, le vendeur devrait rembourser à l'acquéreur toutes les dépenses même voluptuaires ou d'agrément que celui-ci aurait faites au fonds

Si, au lieu d'être totale, l'éviction n'est que partielle, il faut faire une distinction : si la partie est de telle conséquence relativement au tout, que l'acquéreur n'eût point acheté sans la partie dont il a été évincé, il peut faire résilier la vente. Dans le cas contraire, ou si l'acquéreur ne demande pas la résiliation, la valeur de la partie dont l'acquéreur se trouve évincé lui est remboursée suivant l'estimation à l'époque de l'éviction et non proportionnellement au prix total de la vente, soit que la chose vendue ait augmenté ou diminué de valeur.

Cependant, la Cour de cassation décide que cette disposition n'est pas applicable au cas où une portion d'immeuble, n'appartenant pas au vendeur, a été par erreur comprise dans la vente. Dans ce cas, l'indemnité due à l'acquéreur peut être fixée d'après la valeur au moment de la vente de l'objet indûment vendu.

La même distinction doit être observée à l'égard des servitudes ou autres droits réels non apparents dont l'héritage vendu se trouve grevé sans qu'il en ait été fait déclaration Si elles sont de telle importance, relativement au tout, qu'il y ait lieu de présumer que l'acheteur n'aurait pas conclu la vente s'il en avait été instruit, il peut demander la résiliation du contrat, s'il ne préfère se contenter d'une indemnité.

Quant aux autres questions, auxquelles peuvent donner lieu les dommages et intérêts résultant pour l'acquéreur de l'inexécution de la vente, elles doivent être décidées suivant les règles générales établies au titre *Des contrats ou des obligations conventionnelles en général.*

OBSERVATION IMPORTANTE. — La garantie pour cause d'éviction cesse, lorsque l'acquéreur s'est laissé condamner par un jugement en dernier ressort et dont l'appel n'est plus recevable, sans appeler son vendeur, si celui-ci prouve qu'il existait des moyens suffisants pour faire rejeter la demande. Il est donc prudent, pour l'acquéreur, de ne point attendre qu'il ait été évincé pour agir contre son vendeur et de l'appeler en garantie du moment qu'il est troublé dans sa posssession.

§ II. — *De la garantie des défauts de la chose vendue.*

Le vendeur est tenu de la garantie, à raison des défauts cachés de la chose vendue, qui la rendent impropre à l'usage auquel on la destine, ou qui diminuent tellement cet usage que l'acheteur ne l'aurait pas acquise ou n'en aurait donné qu'un moindre prix s'il les avait connus.

On appelle ces vices, *vices rédhibitoires*, et l'action qui en résulte porte aussi le nom d'action *rédhibitoire.*

Pour ces vices, il n'y a pas à distinguer s'il s'agit de meubles ou d'immeubles; mais le vendeur n'est pas tenu des vices apparents dont l'acheteur a pu se convaincre lui-même.

Le vendeur est traité avec plus ou moins de sévérité, selon qu'il a connu ou ignoré lui-même les vices de sa chose. Dans le premier cas, il est tenu, outre la restitution du prix, de tous les dommages-intérêts envers l'acheteur. Dans le second, il ne doit que la restitution du prix et le remboursement des frais occasionnés par la vente.

D'ailleurs, l'acheteur a toujours le choix de rendre la chose et d'exiger les restitutions et indemnités dont nous avons parlé, ou de garder la chose et de se faire rendre une partie du prix telle qu'elle sera arbitrée par experts.

Si la chose qui avait des vices a péri par suite de sa mauvaise qualité, la perte est pour le vendeur, qui sera tenu envers l'acheteur, à la restitution du prix et à des dommages, s'il y a lieu.

Mais la perte arrivée par cas fortuit sera pour le compte de l'acheteur.

Enfin, cette action n'a pas lieu daus les ventes faites par autorité de justice.

Dans tous les cas où la garantie est due, elle doit être exercée dans un bref délai. En fait d'immeubles, le délai est laissé à l'arbitrage des juges. Quant à la vente d'animaux domestiques, les causes et l'exercice de cette action sont réglés par la loi du 20 mai 1838, que nous allons faire connaître.

Loi du 20 mai 1838 concernant les vices rédhibitoires dans les ventes et échanges d'animaux domestiques.—Art. 1^er^.—Sont réputés vices rédhibitoires et donneront seuls ouverture à l'action rédhibitoire qui en est la suite, dans les ventes d'animaux domestiques ci-dessous dénommés, sans distinction des localités où les ventes et échanges auront lieu, les maladies ou défauts ci-après, savoir :

Pour le cheval, l'âne ou le mulet : La fluxion périodique des yeux, l'épilepsie ou mal caduc, le farcin, les maladies anciennes de poitrine ou réelles courbatures, l'immobilité, la pousse, le cornage chronique, le tic sans usure des dents, les hernies inguinales intermittentes, la boiterie intermittente pour cause de vieux mal.

Pour l'espèce bovine : La phthisie pulmonaire ou pommelière, l'épilepsie ou mal caduc.

Les suites de la non-délivrance, les renversements du vagin ou de l'utérus.

Ces deux derniers vices doivent exister ou du moins avoir leur cause antérieurement à la vente.

Pour l'espèce ovine : La clavelée; cette maladie reconnue chez un seul animal, entraînera la rédhibition de tout le troupeau. La rédhibition n'aura lieu que si le troupeau porte la marque du vendeur. Le sang-de-rate : cette maladie n'entraînera la rédhibition du troupeau qu'autant que, dans le délai de la garantie, sa perte constatée s'élèvera au moins au quinzième des animaux achetés. — Dans ce dernier cas, la rédhibition n'aura lieu également que si le troupeau porte la marque du vendeur.

2° L'action en réduction du prix ne pourra être exercée dans les ventes et échanges d'animaux énoncés dans l'article 1er ci-dessus.

3° Le délai pour intenter l'action rédhibitoire sera non compris le jour fixé pour la livraison, de trente jours pour le cas de fluxion périodique des yeux et d'épilepsie ou mal caduc; de neuf jours pour tous les autres cas.

4° Si la livraison de l'animal a été effectuée, ou s'il a été conduit dans les délais ci-dessus, hors du lieu du domicile du vendeur, les délais seront augmentés d'un jour par cinq myriamètres de distance du domicile du vendeur au lieu où l'animal se trouve.

5° Dans tous les cas, l'acheteur, à peine d'être non recevable, sera tenu de provoquer, dans les délais de l'article 3, la nomination d'experts chargés de dresser procès-verbal; la requête sera présentée au juge de paix du lieu où se trouve l'animal. — Ce juge nommera immédiatement, suivant l'exigence des cas, un ou trois experts, qui devront opérer dans le plus bref délai.

6° Sa demande sera dispensée du préliminaire de conciliation et l'affaire instruite et jugée comme matière sommaire.

7° Si pendant la durée des délais fixés, l'animal vient à périr, le vendeur ne sera pas tenu de la garantie, à moins que l'acheteur ne prouve que la perte de l'animal provient de l'une des maladies spécifiées dans l'article 1er.

8° Le vendeur sera dispensé de la garantie résultant de la morve ou du farcin pour le cheval, l'âne et le mulet, et de la clavelée pour l'espèce ovine, s'il prouve que l'animal, depuis la livraison, a été mis en contact avec des animaux atteints de cette maiadie.

CHAPITRE CINQUIÈME

DES OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR.

La principale obligation de l'acheteur est de payer le prix au jour et au lieu réglés par la vente. S'il n'a rien été réglé à cet égard lors de la vente, l'acheteur doit payer au lieu et dans le temps où doit se faire la délivrance

Si l'acheteur est troublé ou a juste sujet de craindre d'être troublé par une action hypothécaire ou en revendication, il peut suspendre le paiement du prix, jusqu'à ce que le vendeur ait fait cesser le trouble, si mieux n'aime celui-ci donner caution, à moins qu'il n'ait été stipulé que, nonobstant le trouble, l'acheteur payera.

En principe, l'achetcur ne doit pas l'intérêt du prix de la vente jusqu'au paiement du capital; il le doit dans les trois cas suivants :

1° S'il a été ainsi convenu lors de la vente;

2° Si la chose vendue et livrée produit des fruits ou autres revenus,

3° Si l'acheteur a été sommé de payer. Dans ce dernier cas, l'intérêt ne court que depuis le jour de la sommation.

Si l'acheteur ne paye pas le prix, le vendeur peut demander la résolution de la vente.

Cette résolution s'opère, s'il s'agit *d'effets mobiliers*, de plein droit et sans sommation au profit du vendeur après l'expiration du terme convenu pour le

paiement, que ce soit d'ailleurs en matière commerciale ou en matière civile.

S'il s'agit *d'immeubles*, la résolution ne s'opère jamais de plein droit.

Si le vendeur est en danger de perdre la chose et le prix, la résolution doit être prononcée immédiatement. Si ce danger n'existe pas, le juge peut accorder à l'acquéreur un délai plus ou moins long, suivant les circonstances; ce délai passé, sans que l'acquéreur ait payé, la résolution de la vente sera prononcée.

Enfin, s'il a été stipulé, lors de la vente d'immeubles, que faute de paiement du prix dans le terme convenu, la vente serait résolue de plein droit, l'acquéreur peut néanmoins payer après l'expiration du délai, tant qu'il n'a pas été mis en demeure par une sommation : mais, après cette sommation, le juge ne peut pas lui accorder de délai.

CHAPITRE SIXIÈME.

DE LA NULLITÉ ET DE LA RÉSOLUTION DE LA VENTE.

Indépendamment des causes de nullité et de résolution déjà expliquées dans ce titre et de celles qui sont communes à toutes les conventions, le contrat de vente peut être résolu par d'autres causes qui lui sont particulières et qui sont : la clause de rachat et la vileté de prix.

Le jugement qui déclare la résolution doit être transcrit en marge de l'acte de vente (Loi du 23 mars 1855).

SECTION Ire.

DE LA CLAUSE DE FACULTÉ DE RACHAT.

La faculté de *rachat* ou de *réméré* est un pacte par lequel le vendeur se réserve de reprendre la chose vendue moyennant la restitution du prix principal et le remboursement des frais et loyaux coûts de la vente, des réparations nécessaires et de celles qui ont augmenté la valeur du fonds jusqu'à concurrence de cette augmentation.

La vente à réméré n'est pas de sa nature une vente faite sous condition suspensive; c'est une vente parfaite et translative de propriété, mais résoluble par l'exercice éventuel du réméré.

La faculté de rachat ne peut être stipulée pour un terme excédant cinq années. Si elle a été stipulée pour un terme plus long, elle est réduite à ce terme.

Le terme fixé est de rigueur et ne peut être prolongé par le juge. Les jours fériés sont compris dans le terme fixé pour l'échéance du réméré. — Ainsi, lorsqu'il a été stipulé un réméré expirant au bout de deux ans, à partir du premier janvier 1870, le délai est expiré le 1er janvier 1872, bien que ce jour soit un jour férié.

Faute par le vendeur d'avoir exercé son action de réméré dans le terme prescrit, l'acquéreur demeure propriétaire irrévocable. Mais le vendeur qui veut reprendre l'immeuble, n'a pas besoin de faire un paiement effectif du prix, ou des offres réelles : il suffit qu'il fasse connaître à l'acquéreur sa volonté d'exercer le réméré sous les conditions de la loi.

Le délai court contre toutes personnes, même contre le mineur, sauf, s'il y a lieu, le recours contre qui de droit.

L'acheteur à réméré n'acquiert la propriété de l'immeuble que sous condition résolutoire : il ne peut donc transmettre aux tiers des droits plus étendus que ceux qu'il possède lui-même. Partant, s'il a aliéné l'immeuble, le vendeur

à pacte de rachat peut exercer son action contre le second acquéreur, quand même la faculté de réméré n'aurait pas été déclarée dans le second contrat et le vendeur reprend dans tous les cas, son héritage libre de toutes les charges et hypothèques dont l'acquéreur l'aurait grevé.

L'acquéreur à pacte de rachat étant néanmoins, ainsi que nous l'avons dit, devenu propriétaire du moment du contrat, exerce tous les droits de son vendeur : il peut prescrire tant contre ce dernier que contre ceux qui prétendraient des droits ou hypothèques sur la chose vendue. Le vendeur qui reprend l'immeuble en vertu du pacte de réméré est même tenu d'exécuter les baux qu'il a faits sans fraude. Il peut aussi opposer le bénéfice de discussion aux créanciers de son vendeur.

L'exercice de l'action en réméré, très-simple quand il n'y a qu'un vendeur et qu'un acheteur, se complique dans certains cas que nous allons examiner:

1° La vente a eu lieu seulement pour une partie indivise de la chose et sur une licitation *provoquée* contre l'acquéreur; celui-ci s'est rendu adjudicataire de la totalité : le vendeur qui exercera l'action en réméré pourra être contraint à retirer le tout.

2° Il y a plusieurs vendeurs et la vente a été faite *conjointement* et par un seul contrat: chacun ne peut exercer l'action en réméré que pour la part qu'il avait dans l'héritage commun.

Mais l'acquéreur peut exiger que tous les covendeurs soient mis en cause, afin de se concilier entre eux pour la reprise de l'héritage entier, et s'ils ne se concilient pas, le réméré n'a lieu pour aucune partie.

Mais si la vente n'avait pas été faite conjointement, que chacun des propriétaires eût vendu séparément sa part avec la faculté de réméré, chacun peut exercer l'action pour la portion qui lui appartient et l'acquéreur est obligé de souffrir le réméré partiel.

Il en serait de même si celui qui a vendu seul un héritage a laissé plusieurs héritiers. Chacun de ses cohéritiers ne peut user de la faculté de rachat que pour la part qu'il prend dans la succession.

3° Enfin, si c'est l'acquéreur qui est mort laissant plusieurs héritiers, l'action en réméré ne peut être exercée contre chacun d'eux que pour sa part, dans le cas où elle est encore indivise, et dans celui où la chose vendue a été partagée entre eux. Mais s'il y a eu partage de l'hérédité et que la chose vendue soit échue au lot de l'un des héritiers, l'action en réméré peut être intentée contre lui pour le tout.

SECTION II.

DE LA RESCISION DE LA VENTE POUR CAUSE DE LÉSION.

La loi voulant prévenir le cas où le *vendeur*, pressé par la misère, serait exploité par des usuriers qui lui achèteraient à vil prix, déclare la vente rescindable toutes les fois que la lésion, la différence entre le prix et la valeur de l'objet est telle qu'il y a lieu de présumer que le vendeur a été *forcé*, par l'embarras de sa situation, de consentir à la vente.

Néanmoins, cette mesure ne protége que le vendeur d'immeubles : la circulation rapide des effets mobiliers et leur variation de prix n'ont pas permis de l'admettre à leur égard (1).

---

(1) La rescision pour lésion n'est pas admise dans les ventes qui offrent un caractère aléatoire; néanmoins, la jurisprudence de la Cour de cassation rescinde pour cause de lésion de plus des sept douzièmes, la vente consentie moyennant une rente viagère.

L'action en rescision pour cause de lésion ne profite qu'au vendeur, jamais à l'acheteur.

Pour exercer l'action en rescision, il suffit que le vendeur soit lésé de plus des sept douzièmes dans le prix d'un immeuble. Il aurait ce droit quand même il aurait expressément renoncé dans le contrat et qu'il aurait déclaré donner cette plus-value.

Cette action est, d'ailleurs, soumise à plusieurs conditions. Il faut :

1° Que la lésion soit prouvée par le vendeur ;

2° Que l'action soit exercée dans les deux ans à partir de la vente;

3° Que la vente ne soit pas de celles qui, d'après la loi, ne peuvent être faites que par autorité de justice ;

4° Que les faits articulés soient assez vraisemblables et assez graves pour faire présumer la lésion ; car la preuve de la lésion ne peut être admise que par jugement.

Dans le cas où la preuve de la lésion est admise, trois experts sont nommés d'office, à moins que les parties ne se soient accordés pour les nommer tous les trois conjointement. Ces experts procèdent à l'estimation de l'immeuble, suivant son état et sa valeur au moment de la vente et rédigent un procès-verbal. S'il y a des avis différents, le procès-verbal en contiendra les motifs sans qu'il soit permis de faire connaître de quel avis chaque expert a été.

L'action en rescision est-elle admise : l'acquéreur a le choix ou de rendre la chose en retirant le prix qu'il en a payé, ou de garder le fonds en payant le supplément du juste prix sous déduction du dixième du prix total avec les intérêts du supplément à partir du jour du paiement.

S'il préfère rendre la chose et recevoir le prix, il rend les fruits du jour de la demande, et l'intérêt du prix lui est aussi compté du jour de la même demande ou du jour du paiement s'il n'a touché aucun fruit.

Si l'acquéreur avait déjà aliéné l'immeuble, le tiers possesseur est soumis aux mêmes obligations et jouit des mêmes droits que son vendeur, contre lequel, du reste, il a un recours en garantie.

Les règles expliquées dans la section précédente pour le cas où plusieurs ont vendu conjointement ou séparément, et pour celui où le vendeur ou l'acheteur a laissé plusieurs héritiers, sont pareillement observées pour l'exercice de l'action en rescision.

CHAPITRE SEPTIÈME.

DE LA LICITATION.

La licitation est la vente d'une chose indivise et qu'on ne peut pas commodément partager ou qu'aucun des copropriétaires ne peut ou ne veut prendre.

Cette vente se fait aux enchères, et le prix en est partagé entre les copropriétaires.

Chacun des copropriétaires est le maître de demander que les étrangers soient appelés à la licitation : ils sont même nécessairement appelés lorsque l'un des copropriétaires est mineur ou interdit.

Quand c'est l'un des copropriétaires qui se porte adjudicataire, la licitation a les caractères et les effets du partage (1) ; lorsque la chose passe à un étran-

---

(1) Il convient de faire remarquer ici qne le copropriétaire d'un immeuble formant l'objet d'une licitation a plusieurs avantages sur les étrangers à se porter adjudicataire. Ainsi, il n'a pas besoin de faire transcrire son acte d'acquisition ; les droits de mutation sont bien inférieurs, etc.

ger, elle a ceux de la vente. Dans le premier cas, on applique les règles du partage ; dans le second, les règles de la vente que nous venons de donner ci-dessus.

Les formalités à observer pour la licitation se trouvent au Code de procédure civile.

Pour qu'il y ait licitation, il suffit que l'indivision existe, quelle que soit, d'ailleurs, la cause de cette indivision. Elle pourrait provenir d'une société dissoute ou de l'acquisition faite en commun d'une même chose tout aussi bien que d'une succession ouverte au profit de plusieurs héritiers.

Nous rappelons ici qu'on peut toujours demander la licitation d'un immeuble dont on est propriétaire indivis, à moins qu'on n'y ait renoncé ; encore cette renonciation ne peut embrasser qu'une période de cinq ans.

CHAPITRE HUITIÈME.

DU TRANSPORT DES CRÉANCES ET AUTRES DROITS INCORPORELS.

Le Code s'occupe ici du *transport* des créances et autres droits *incorporels*. Le mot transport comprenant la transmission des créances, soit à *titre gratuit*, soit à *titre onéreux*, est trop général dans ce chapitre, où nous ne nous occuperons que de la transmission à *titre onéreux*.

Le mot incorporels, qui termine notre rubrique, est inutile ; car tous les droits sont incorporels.

Ce chapitre se subdivise en trois parties, qui sont : 1° la cession des créances ; 2° la cession des hérédités ouvertes ; 3° la cession des droits litigieux.

1° *Cession des créances.* — La cession ou transport des créances est un contrat par lequel un créancier vend à un tiers les droits que son titre de créance lui donne contre son débiteur. Dans le cas, par exemple, où je devrais mille francs à Paul, Paul peut vendre à son voisin Pierre le droit qu'il a d'exiger de moi cette somme. Désormais, je serai obligé de compter avec Pierre au même titre que s'il était mon créancier primitif, que si je m'étais engagé envers lui.

Le créancier, Paul, s'appelle le *cédant* ; Pierre, qui achète la créance, se nomme le *cessionnaire* ; et moi, le débiteur, je serai le *débiteur cédé* ou le *cédé* tout simplement.

Cette cession est une véritable vente ; par conséquent, ceux-là seulement peuvent faire ou accepter une cession de créance qui pourraient faire ou accepter la vente d'un objet quelconque. Voyez au chapitre *De la vente*, qui peut vendre et acheter.

En général, toute créance est cessible, qu'elle soit pure et simple, conditionnelle ou à terme.

Cependant la loi prohibe la cession de certains droits exclusivement attachés à la personne : les droits d'usage, d'habitation, de jouissance légale, les soldes de retraite, pensions de la Légion d'honneur, et, en général, toutes les pensions fournies par l'Etat ou par la caisse d'une administration publique, etc.

La cession peut être faite par acte authentique ou sous seing-privé (1) ; elle peut même être faite verbalement ; mais si la valeur de son objet excède cent cinquante francs, la preuve ne pourra pas être faite par témoins : on devra s'en rapporter aux règles générales en matière de preuve.

Entre le cédant et le cessionnaire, *la délivrance* s'opère par la remise du titre. Mais, à l'égard des tiers, le cessionnaire n'est saisi qu'après que la cession a été

---

(1) Voy. FORMULAIRE n° 53.

rendue publique. La publicité résulte soit de la signification faite au cédé par le cédant, ou le cessionnaire, soit de l'acceptation du cédé par un acte authentique, c'est-à-dire, le plus souvent, par un acte notarié.

Par *tiers* on entend tous ceux qui n'ont pas été portés au contrat : le cédé: ceux à qui sa créance aurait été donnée en gage; un second cessionnaire, en supposant que le propriétaire de la créance l'ait vendue deux fois.

Quelques auteurs mettent aussi au nombre des tiers les créanciers du cédant qui, avant la publicité du transport, frapperaient d'opposition la créance cédée. La jurisprudence, au contraire, décide que la cession, même avant d'être rendue publique, leur est opposable.

Remarquons que la stipulation dans un acte de prêt, par laquelle l'emprunteur cède au prêteur un titre de créance, afin qu'il en dispose comme s'il lui appartenait, mais avec la réserve de reprendre le titre en remboursant la chose prêtée, constitue un simple nantissement et non pas une cession.

Observons encore qu'il vaut mieux obtenir du débiteur cédé une *acceptation authentique* de la cession que de la lui *signifier* tout simplement. Dans le premier cas, en effet, il reconnaît la dette et ne peut plus se prévaloir de la compensation, ni opposer les nullités dont cette dette pouvait être entachée.

La cession de droits successifs n'a pas besoin d'être rendue publique. Il en est de même des créances *à ordre* qui se transmettent *par endossement*, des créances *au porteur* dont la simple remise opère translation de propriété, à l'égard des tiers, et des créances sur l'Etat, appelées inscriptions au grand livre de la dette publique, transmises par un mode particulier appelé *transfert*, qui consiste à rayer l'inscription du propriétaire qui déclare vouloir aliéner sa créance pour la rétablir au profit du cessionnaire.

A part ces exceptions, notre règle s'applique aussi bien aux créances commerciales qu'aux créances civiles.

Mais la cession faite par un failli avant la cessation de paiements ne pourrait plus être signifiée ni acceptée après le jugement qui le déclare en faillite.

Dans le cas où la créance cédée aurait été saisie-arrêtée, c'est-à-dire frappée d'opposition entre les mains du créancier, avant la signification de la cession; ou encore si la signification avait été faite entre deux saisies, le cessionnaire et les créanciers saisissants viendraient en concours et au marc le franc. C'est, du moins, l'opinion de la jurisprudence.

Garantie en matière de cession. — Celui qui vend une créance ou autre droit incorporel doit en garantir l'existence au moment du contrat : il doit garantir non-seulement que le titre lui-même de la créance existait matériellement à cette époque, mais encore que cette créance n'était éteinte ni par compensation, ni par confusion, etc.

Mais on peut stipuler une garantie plus efficace et promettre que le débiteur est solvable. Mais alors cela ne s'entend que de la solvabilité actuelle.

Il y a encore la clause *de fournir et faire valoir*, et celle *de fournir et faire valoir avant ou après* : ces deux clauses s'entendent de la solvabilité actuelle et de la solvabilité future, pourvu que le cessionnaire n'ait, ni par sa faute, ni par son fait, rendu la créance mauvaise. La deuxième est plus favorable, puisqu'elle dispense le cessionnaire de la *discussion préalable* des biens du cédé (1).

Inutile d'ajouter que la cession d'une créance comprend les accessoires de cette créance, tels que caution, privilége, hypothèque, etc.

2° *Cession d'hérédité.* — On entend par hérédité le droit même de succéder, et non pas les objets compris dans une succession. Pour que cette vente ait un

---

(1) Voy. FORMULAIRE N° 54.

objet et soit valable, il suffit donc que ce droit existe. Il importe peu, d'ailleurs, que le cessionnaire en tire ou non quelque profit (1).

Aussi, celui qui vend une hérédité, sans spécifier en détail les objets qui la composent, est tenu seulement de garantir sa qualité d'héritier. Bien plus, si au lieu de vendre son droit à l'hérédité, le cédant n'avait vendu que sa prétention à l'hérédité, le contrat serait valable, bien qu'il fût démontré par la suite que le cédant n'avait aucun droit à l'hérédité.

La vente d'une hérédité comprend tout ce que cette hérédité a produit : par conséquent, tous les fruits que le cédant aurait pu recueillir, toutes les créances qu'il pourrait avoir recouvrées doivent être restituées au cessionnaire; de son côté, l'acheteur doit rembourser au cédant tout ce que celui-ci aurait déjà payé des dettes de la succession.

Observons, toutefois, que la qualité elle-même d'héritier ne peut pas se transmettre au point de vue passif; car personne ne peut se soustraire à ses obligations. Aussi les créanciers de la succession qui sont étrangers à cette cession auront quand même un droit de poursuite contre l'héritier.

Mais supposons deux héritiers, Pierre et Paul, dont le deuxième, Paul, vend sa part héréditaire à Jean. Si, plus tard, Pierre renonce à l'hérédité, sa part devra profiter, accroître à son cohéritier. Mais, dans notre espèce, est-ce à Paul ou à Jean, est-ce au cédant ou au cessinonaire que cette part délaissée doit appartenir? Cette question divise les jurisconsultes en deux camps à peu près égaux. Nous pensons que cette part de la succession n'a pas fait l'objet de la cession et qu'elle doit profiter à l'héritier qui a vendu.

Le cohéritier ou les cohéritiers qui se trouvent en présence d'un acheteur de droits successifs peuvent l'écarter en lui remboursant tout ce qu'il a donné pour l'acquisition de ce droit. C'est ce qui porte le nom de *retrait successoral*.

3° *Cession de droits litigieux.* — On peut aussi vendre un droit litigieux (2). On appelle ainsi des droits qui sont réellement contestés au moment de la cession. Il faut que le débiteur prétendu ait été cité en justice et qu'il ait fait des défenses sur le fond même du procès, c'est-à-dire qu'il ait contesté la prétention de son adversaire.

Ces ventes sont, en général, regardées d'une manière défavorable. Effectivement, les acheteurs de procès sont presque toujours des spéculateurs sans bonne foi. Aussi la loi donne à celui contre lequel le droit litigieux doit être exercé, la faculté de s'en faire décharger en remboursant au cessionnaire ce qu'il a payé pour le prix réel de la cession, avec les frais et loyaux coûts du contrat et les intérêts du prix, à compter du jour du paiement fait au cédant. C'est ce qu'on appelle le *retrait litigieux*.

Mais comme le *retrait litigieux* n'a été autorisé que pour mettre un frein à la cupidité de ceux qui font le métier d'acheter des procès, il cessera d'avoir lieu dès que la cession aura un motif légitime. La loi regarde le motif de la cession comme légitime dans les cas suivants :

1° Si elle est faite par un copropriétaire ou un cohéritier à un copropriétaire ou à un cohéritier du même droit;

2° Si elle est faite à un créancier en payement de ce qui lui est dû;

3° Lorsque elle a été faite au possesseur de l'héritage sujet au droit litigieux.

La cession de droits litigieux est nulle quand le cessionnaire est juge suppléant ou magistrat remplissant le ministère public, greffier, huissier, avoué,

---

(1) Voy. FORMULAIRE N° 55.
(2) Voy. FORMULAIRE n° 56.

et qu'il exerce dans le ressort du tribunal ou de la Cour d'appel qui devra ou pourra connaître du procès.

Il convient de dire quelques mots des rapports qui existent entre ces trois expressions : *cession*, *subrogation*, *novation*.

Le but de la *cession*, c'est un gain à réaliser. Par exemple, vous avez une créance contre Paul ; je vous l'achète, soit parce qu'elle doit m'être avantageuse, garantie qu'elle est par un privilége ; soit parce que la solvabilité de Paul étant douteuse, vous me céderez peut-être une créance de cent francs pour cinquante francs, et que j'ai la chance de gagner cinquante francs si les affaires de Paul viennent à s'améliorer.

Le but de la *subrogation*, c'est la libération du débiteur. Paul vous doit mille francs, mais il est dans l'impossibilité de faire face à ses engagements. Pour lui éviter des poursuites désagréables, je paie pour lui, à condition que vous me mettiez en vos lieu et place. C'est un bon office que je rends ; je suis le gérant d'affaires de Paul. Je pourrai, sans doute, le poursuivre par l'action même que vous aviez contre lui ; la créance sera, entre mes mains, garantie des mêmes hypothèques ou autres sûretés que dans les vôtres ; mais je serai tenu envers lui à certains égards, et je ne pourrai jamais exiger de lui plus que je n'aurai donné.

Ainsi, en supposant que, dans la crainte de l'insolvabilité de Paul, vous m'eussiez subrogé à vos droits, moyennant huit cents francs, quoique la valeur nominative de la créance fût de mille, je ne pourrais exiger que huit cents francs, le montant de mes déboursés.

Le but de la *novation*, c'est une simplification de rapports ; c'est le remplacement de l'ancienne dette par une nouvelle. Les sûretés attachées à l'ancienne dette ne garantissent la nouvelle que s'il y a eu, à ce sujet, stipulation expresse.

TITRE SEPTIÈME

De l'Échange

L'échange est un contrat par lequel les parties se donnent respectivement une chose pour une autre.

L'échange, de même que la vente, s'opère par le seul consentement ; mais comme il implique une mutation de propriété, il n'est valable à l'égard des tiers, lorsqu'il a pour objet un immeuble, qu'après avoir été transcrit au bureau de la conservation des hypothèques. Il peut s'opérer par acte authentique ou sous seing privé (1).

L'échange de la chose d'autrui est nul comme la vente. Il en serait de même de l'échange d'une chose commune, à moins que l'action en nullité n'ait pas été intentée avant le partage et que le partage ait mis la chose échangée dans le lot de l'échangiste.

L'échange est un contrat synallagmatique ; par conséquent, l'un des coéchangistes n'est pas tenu d'exécuter ses obligations si l'autre n'exécute pas les siennes. Il a le choix de considérer le contrat comme non avenu ou d'en poursuivre l'exécution forcée en demandant des dommages-intérêts s'il y a lieu.

Dans le cas où, avant d'avoir livré sa propre chose, il s'apercevrait que la

(1) Voy. FORMULAIRE N° 57.

chose à lui livrée par son copermutant, n'appartient pas à celui-ci, il ne peut pas être forcé de livrer celle qu'il a promise en contre-échange, mais seulement à rendre celle qu'il a reçue.

Du reste, les règles de l'échange sont les mêmes que celles de la vente, à deux exceptions près : 1° l'échange n'est pas rescindable pour cause de lésion; 2° les frais et loyaux coûts du contrat sont supportés en commun par les deux coéchangistes.

TITRE HUITIÈME

Du contrat de louage

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Il y a deux sortes de contrats de louage : celui des choses et celui d'ouvrage.

Le louage des choses est un contrat par lequel l'une des parties s'oblige à faire jouir l'autre d'une chose pendant un temps déterminé et moyennant un certain prix, que celle-ci s'engage à lui payer..

On appelle celui qui s'oblige à faire jouir, *propriétaire* ou *bailleur*, selon les cas; et celui qui paie le prix, *preneur*, *locataire*, *fermier* ou *colon*, selon les espèces.

Le louage d'ouvrage est un contrat par lequel l'une des parties s'engage a faire quelque chose pour l'autre, moyennant un prix convenu.

Ces deux genres de louages se subdivisent à leur tour en plusieurs espèces particulières : le louage des maisons et celui des meubles, qu'on appelle *bail à loyer*; celui des propriétés rurales, qu'on nomme *bail à ferme*; celui du travail ou du service, appelé *loyer*; celui des animaux, dont le profit se partage entre le propriétaire et celui à qui on les confie : c'est le *bail à cheptel*; enfin, les *devis*, *marchés* ou *prix faits*, qui consistent dans l'entreprise d'un ouvrage, moyennant un prix déterminé.

Il existe encore, au moins selon la jurisprudence, une espèce particulière de bail, appelé *emphytéose*. Ce bail a ceci de particulier, qu'il peut être fait pour quatre-vingt-dix-neuf ans; que, pendant toute la durée de sa jouissance, le preneur a le droit d'exercer les droits et actions qui sont les attributs du droit de propriété; et qu'enfin l'emphythéose est un droit réel susceptible d'hypothèque.

Nous donnerons successivement les règles de ces différentes espèces de louages, mais il importe de remarquer : 1° que les baux à loyer ou à ferme d'une durée de plus de dix-huit ans ne sont opposables aux tiers que pour cet espace de temps, s'ils n'ont été rendus publics par la transcription au bureau des hypothèques; 2° que tout acte ou jugement constatant quittance ou cession d'une somme équivalente à trois années de loyers ou fermages non *échus* doit, pour être opposable aux tiers, être également transcrit; 3° que les baux des biens de la Nation, des biens des communes et des établissements publics sont soumis à des règlements particuliers.

Il importe de ne pas confondre le louage des choses avec l'usufruit. Tous les deux peuvent être établis pour une redevance périodique ou pour un prix fixé d'avance; mais le louage est un droit personnel et mobilier, tandis que l'usufruit est un démembrement du droit de propriété, un droit réel, immobilier, susceptible d'hypothèque. Le premier peut être consenti par un simple

administrateur, l'autre seulement par le propriétaire. Le bailleur est obligé de *faire jouir* celui qui a loué sa chose et, par conséquent, d'entretenir cette chose en bon état de réparations de toute espèce ; celui qui a constitué l'usufruit n'est tenu qu'à *laisser jouir* : les réparations d'entretien sont à la charge de l'usufruitier.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DU LOUAGE DES CHOSES.

L'article 1713 porte qu'on peut louer toute sorte de biens, meubles ou immeubles.

Cette règle est trop générale. C'est ainsi qu'on ne peut pas louer les droits exclusivement attachés à la personne, tels que les droits d'usage ou d'habitation. C'est ainsi encore que la Cour de cassation a décidé, plusieurs fois, que les mines, minières et carrières, ne pouvant être utilisées que par une diminution de leur substance, sont, par cela même, incompatibles avec le contrat de louage.

SECTION PREMIÈRE.

DES RÈGLES COMMUNES AUX BAUX DES MAISONS ET DES BIENS RURAUX

I. DU BAIL DES MAISONS ET BIENS RURAUX. — Le bail soit des maisons (1), soit des biens ruraux (2), est un contrat consensuel qui peut se faire par écrit ou verbalement; mais s'il survient une contestation sur son existence, la preuve, même au-dessous de cent cinquante francs, n'en peut être faite que par écrit. La preuve testimoniale ne serait même pas admissble pour établir des faits articulés comme constituant un commencement d'exécution d'un bail verbal.

On peut, néanmoins, faire interroger sur faits et articles celui qui nie le bail, afin d'obtenir de lui un aveu. On peut aussi lui déférer le serment.

Il en serait de même quoiqu'il y eût eu des arrhes données.

Lorsqu'il y a contestation sur le prix du bail verbal dont l'exécution a commencé et qu'il n'existe point de quittance, le propriétaire en est cru sur son serment, si le locataire n'aime mieux demander l'estimation par experts.

Dans ce cas, les frais de l'expertise restent à sa charge, si l'estimation excède le prix qu'il a déclaré.

Le preneur a le droit de *sous-louer* et même de *céder* son bail à un autre, si cette faculté ne lui a été interdite. Elle peut être interdite pour tout ou partie.

Sous-louer, c'est louer à une autre personne, soit une partie, soit la totalité qu'on a louée soi-même (3); *céder son bail*, c'est vendre à quelqu'un tous les droits qu'on a acquis du propriétaire avec les obligations qui s'y rapportent.

Dans le cas de cession ou transport de bail, il faut distinguer : si le propriétaire est intervenu à l'acte de cession (4) et a déclaré accepter le nouveau preneur à la place du premier, celui-ci n'est plus tenu d'aucune obligation à l'égard du propriétaire. Il en est de même si le propriétaire a fait cette acceptation par un acte séparé (5); mais s'il n'y a pas eu d'acceptation, le premier preneur reste tenu de tous ses engagements vis-à-vis du propriétaire.

---

(1) Voy. FORMULAIRE nº 58.
(2) Voy. FORMULAIRE nº 59.
(3) Voy. FORMULAIRE nº 60.
(4) Voy. FORMULAIRE nº 61.
(5) Voy. FORMULAIRE nº 62.

La prohibition de sous-louer emporte, à plus forte raison, celle de céder son bail; mais la prohibition de céder le bail n'entraîne pas celle de sous-louer.

Les maris, quant aux biens propres de leur femme, et les tuteurs, quant aux biens des mineurs, peuvent faire des baux pour tout le temps qu'ils jugent convenable. Néanmoins, ces baux se divisent en périodes de neuf années et ne sont, en cas de dissolution de la communauté ou de majorité, obligatoires, vis-à-vis de la femme, ou du pupille, ou de leurs héritiers, que pour tout le temps qui reste à courir, soit de la première période de neuf ans, si les parties s'y trouvent encore, soit de la seconde, et ainsi de suite, de manière que le fermier n'ait que le droit d'achever la période de neuf ans où il se trouve.

Il faut remarquer, cependant, que le mari et le tuteur peuvent renouveler le bail deux ans avant l'expiration de la période de neuf ans, s'il s'agit de biens ruraux, trois ans s'il s'agit de maisons, et qu'ainsi le bail peut, à la rigueur, en cas de majorité ou de dissolution du mariage, durer onze ou douze ans.

II. Obligations du bailleur. — Le bailleur est obligé, par la nature du contrat et sans qu'il soit besoin d'aucune stipulation particulière : 1° de délivrer au preneur la chose louée; 2° d'entretenir cette chose en état de servir à l'usage pour lequel elle a été louée; 3° d'en faire jouir paisiblement le preneur pendant la durée du bail.

Ainsi, le bailleur est responsable des vices cachés dont la chose était infectée au moment de sa délivrance. Il n'en serait pas de même si les vices étaient apparents; car alors le preneur a dû savoir qu'il prenait une chose de moindre valeur. Le bailleur serait également tenu de réparer les vices qui surviendraient à la chose louée.

Des dommages-intérêts peuvent être accordés au preneur, à raison de la perte qui résulte pour lui de ces vices ou ces défauts, sans distinction du cas où ces vices étaient connus du bailleur et de celui où il les ignorait. La distinction introduite sur ce point en matière de vente n'est pas applicable en matière de bail. C'est du moins la jurisprudence de la Cour de cassation.

Si, pendant la durée du bail, la chose louée est détruite en totalité, le bail est résilié de plein droit; si elle n'est détruite qu'en partie, le preneur peut, selon les circonstances, demander ou une diminution du prix ou la résiliation même du bail.

Au cas de destruction partielle d'une maison par cas forfuit, le locataire, s'il opte pour la continuation de son bail, ne peut exiger du propriétaire qu'il fasse les reconstructions nécessaires pour remettre l'immeuble en état : son droit se borne à demander une diminution du prix du bail.

Si, durant le bail, la chose louée a besoin de réparations urgentes et qui ne puissent être différées jusqu'à la fin, le preneur doit les souffrir, quelque incommodité qu'elles lui causent, et quoiqu'il soit privé, pendant qu'elles se font, d'une partie de la chose louée. Mais si ces réparations durent plus de quarante jours, le prix du bail sera diminué en proportion du temps et de la partie de la chose louée dont il aura été privé.

Enfin, si les réparations sont de telle nature qu'elles rendent inhabitable ce qui est nécessaire au logement du preneur et de sa famille, celui-ci pourra faire résilier le bail.

Quant aux troubles que des tiers apporteraient à la jouissance du preneur, il faut distinguer s'ils proviennent de voies de fait, telles que violences, usurpations, bridandages, ou de voies de droit, telles que revendication d'une servitude, de l'usufruit, de la propriété elle-même. Dans le premier cas, le bailleur n'est pas responsable, ces faits-là s'adressant ordinairement au preneur lui-même. Il en est autrement dans le second cas. Le preneur devra alors faire connaître le trouble à son propriétaire, l'appeler en cause pour qu'il le défende et lui rende la jouissance que les prétentions de ce tiers étaient venus troubler. Il pourra même, pour ce cas, obtenir d'être mis lui-

même tout à fait hors de cause, de manière à n'avoir plus à se mêler au débat.

III. OBLIGATIONS DU PRENEUR. — Le preneur, de son côté, est tenu : 1° de payer le prix convenu; 2° d'user de la chose en bon père de famille; 3° de la restituer, à l'expiration du bail, dans l'état où il l'avait reçue.

On peut convenir que, si le prix n'est pas payé aux termes fixés, le bail sera résolu de plein droit et par le fait même. Cette clause n'a pas la portée qu'on pourrait lui attribuer : le preneur sera, même avec cette clause, et quand même le bail serait authentique, obligé de prendre un jugement qui déclare le bail résilié : tout l'effet de cette convention consiste à *obliger* le juge à prononcer la résiliation, s'il constate que le prix n'a pas été payé au terme fixé.

La contribution des portes et fenêtres est, de droit, à la charge du locataire; quant au balayage de la rue, une distinction est nécessaire : s'il n'y a qu'un locataire, cette charge lui incombe; s'il y en a plusieurs, le propriétaire en est tenu, quand même il n'habiterait pas la maison.

Si le preneur emploie la chose louée à un autre usage que celui auquel elle a été destinée, ou dont il puisse résulter un dommage pour le bailleur, celui-ci peut, selon les circonstances, faire résilier le bail.

Mais que doit rendre le preneur? Il faut distinguer s'il a été fait ou s'il n'a pas été fait un état des lieux au moment où le bail a commencé. Dans la première hypothèse, le preneur est présumé les avoir reçus en bon état de réparations locatives et doit les rendre tels, sauf la preuve contraire; dans le second cas, le preneur doit rendre la chose telle qu'il l'a reçue, suivant l'état qui en a été fait, excepté ce qui a péri ou a été dégradé par vétusté ou force majeure.

L'état des lieux soit pour les appartements (1), soit pour les biens ruraux (2), qu'on dresse assez souvent en entrant en jouissance, est une mesure très-utile et qui peut éviter bien des procès.

Le preneur répond des dégradations ou des pertes qui arrivent pendant sa jouissance, à moins qu'il ne prouve qu'elles ont eu lieu sans sa faute.

Il répond de l'incendie, à moins qu'il ne prouve que l'incendie est arrivé par cas fortuit ou force majeure, ou par vice de construction, ou que le feu a été communiqué par une maison voisine. Cette présomption légale de faute n'a d'effet que contre les locataires et au profit du propriétaire. Elle cesse même d'être applicable au profit du propriétaire, lorsque celui-ci habitait la maison incendiée. Le locataire, alors, ne pourrait être responsable, qu'autant que le propriétaire établirait que l'incendie n'a pu commencer dans les lieux habités par lui.

S'il y a plusieurs locataires, ils sont solidairement responsables de l'incendie, à moins qu'ils ne prouvent :

Que l'incendie a commencé dans l'habitation de l'un d'eux, auquel cas celui-là seul est tenu;

Ou que l'incendie n'a pu commencer chez eux, auquel cas ceux-là n'en sont pas tenus.

Et, dans le cas où plusieurs locataires seraient déclarés solidairement tenus des dommages causés par l'incendie, l'indemnité accordée au propriétaire devrait être supportée par eux pour des parts égales, quel que fût, d'ailleurs, le prix de leurs loyers respectifs.

Remarquons, enfin, que la compagnie d'assurances n'est pas subrogée de plein droit, mais peut se faire subroger par le propriétaire assuré dans son action en responsabilité contre le locataire.

---

(1) Voy. FORMULAIRE n° 63.
(2) Voy. FORMULAIRE N° 64.

Ainsi, une compagnie d'assurances qui paie le propriétaire, peut se faire subroger à ses droits à l'effet de poursuivre les locataires et les faire condamner comme responsables de l'incendie.

Dans le cas où un locataire aurait assuré son risque locatif, l'assureur devrait lui fournir non-seulement les sommes qu'il a dû payer au propriétaire pour réparation du dommage causé, mais encore les loyers des lieux incendiés qu'il a été condamné à payer au propriétaire, nonobstant la non jouissance.

Du reste, l'indemnité fournie par l'assureur au locataire, représentant la valeur des primes que celui-ci a payées, le propriétaire ne peut avoir sur elle le gage spécial qu'il a sur les meubles garnissant les lieux ; elle doit être partagée, par contribution et au marc le franc, entre tous les créanciers de ce locataire.

IV. Fin du bail. — Les baux sont *écrits* ou *non écrits*, expressions qui signifient, dans le langage du Code, faits pour *un temps déterminé* ou pour *un temps indéterminé*. Ainsi, il peut exister un écrit dans le bail non écrit et réciproquement ne pas en exister dans le bail écrit.

Dans le premier, le bail écrit, la durée étant déterminée par le contrat lui-même, la seule expiration du terme opère son extinction. Mais, en fait, il peut se faire que, par un accord, une convention tacite des deux parties, le bail se prolonge au-delà du terme convenu. Il s'opère alors un nouveau bail appelé *tacite reconduction*.

Le nouveau bail est censé fait aux mêmes conditions et pour le même prix que le premier. Néanmoins, les cautions seraient libérées et les hypothèques ou autres garanties consenties par le preneur dans le bail primitif, irrévocablement éteintes.

Mais d'écrit qu'il était, ce bail deviendrait non écrit, c'est-à-dire d'une durée indéterminée, et un *congé* serait nécessaire pour y mettre fin.

Cependant, la tacite reconduction de biens ruraux est censée faite seulement pour le temps nécessaire, afin que le preneur recueille tous les fruits de l'héritage affermé.

On appelle *congé* (1) l'avertissement donné par l'une des parties à l'autre pour lui signifier qu'elle désire que le bail finisse.

Le congé doit être donné un temps plus ou moins long, suivant l'usage des lieux, avant l'époque fixée pour l'expiration du bail : il doit être *écrit*. La preuve testimoniale n'est pas admissible pour en prouver l'existence, quel que soit, d'ailleurs, le prix du bail.

Le bail finit encore : 1° par la résiliation prononcée en justice pour inexécution des engagements respectifs ; et, dans ce cas, celle des parties qui est en faute, doit payer à l'autre une somme représentative du loyer pendant le temps qui, suivant l'usage des lieux, est accordé entre le congé et la sortie ; 2° par la perte de la chose ; 3° par la découverte que la chose louée n'appartenait pas au bailleur.

Dans tous les cas où la résiliation du bail est prononcée contre le locataire principal, le droit des sous-locataires est anéanti.

Le contrat de louage n'est résolu ni par la mort du bailleur, ni par celle du preneur.

Si le bailleur vend la chose louée, l'acquéreur ne peut expulser le fermier ou le locataire qui a un bail authentique ou dont la date est certaine, à moins qu'il ne se soit réservé ce droit par le contrat de bail. S'il a été convenu, lors du bail, qu'en cas de vente, l'acquéreur pourrait expulser le fermier ou locataire, et qu'il n'ait été fait aucune stipulation sur les dommages-intérêts, le bailleur est tenu d'indemniser le fermier ou le locataire de la matière suivante :

---

(1) Voy. Formulaire n° 65.

S'il s'agit d'une maison, appartement ou boutique, le bailleur paie, à titre de dommages-intérêts, au locataire évincé, une somme égale au prix du loyer, pendant le temps qui, suivant l'usage des lieux, est accordé entre le congé et la sortie;

S'il s'agit de biens ruraux, l'indemnité que le bailleur doit payer au fermier est du tiers du prix du bail pour tout le temps qui reste à courir.

L'indemnité se règlera par experts, s'il s'agit de manufactures, usines ou autres établissements qui exigent de grandes avances.

SECTON II.

DES RÈGLES PARTICULIÈRES AUX BAUX A LOYER

Le bailleur tient de la loi plusieurs droits spéciaux destinés à garantir le paiement des loyers :

1° Il peut faire expulser le locataire qui ne garnit pas les lieux de meubles suffisants ou qui ne fournit pas des garanties capables de répondre du loyer; 2° il a un privilége sur tous les meubles du locataire qui garnissent la chose louée, et, dans le cas où l'on viendrait à les faire disparaître sans son consentement, il peut les revendiquer pendant quinze jours, partout où ils se trouvent, par la saisie-revendication; 3° il a une action directe contre les sous-locataires.

Néanmoins, le sous-locataire n'est tenu que jusqu'à concurrence du prix de la sous-location dont il est débiteur au moment de la saisie ; s'il avait fait des paiements par anticipation, ces paiements ne seraient opposables au premier que s'ils avaient eu lieu en vertu d'une stipulation portée dans son bail ou en conséquence de l'usage des lieux.

Il en serait ainsi, au cas même où le bail du sous-locataire n'aurait pas date certaine, pourvu, d'ailleurs, que sa bonne foi fût reconnue et que l'existence du sous-bail ne fût pas contestée. Mais le sous-locataire ne peut prouver sa libération envers le locataire que par une preuve littérale ou par un commencement de preuve par écrit, appuyé par des présomptions. La preuve qu'il aurait payé le dernier terme échu ne servirait pas de présomption suffisante aux juges pour déclarer qu'il avait payé les termes antérieurs.

Les réparations locatives ou de menu entretien dont le locataire est tenu, s'il n'y a clause contraire, sont celles désignées comme telles par l'usage des lieux et entre autres les réparations à faire :

Aux âtres, contre-cœurs, chambranles et tablettes de cheminées ou recrépiment du bas des murailles des appartements et autres lieux d'habitation, à la hauteur d'un mètre; aux pavés et carreaux des chambres, lorsqu'il y en a seulement quelques-uns de cassés.

Aux vitres, à moins qu'elles ne soient cassées par la grêle ou autres accidents extraordinaires et de force majeure, dont le locataire ne peut-être tenu ; aux portes, croisées, planches de cloison ou de fermeture de boutiques, gonds, targettes et serrures.

C'est le juge de paix qui connaît de toutes ces réparations.

Aucune des réparations réputées locatives n'est à la charge des locataires, quand elles ne sont occasionnées que par vétusté ou force majeure.

Le curement des puits et celui des fosses d'aisance sont à la charge du bailleur, s'il n'y a clause contraire.

Le bail des meubles fournis pour garnir une maison entière, un corps de logis entier, une boutique ou tous autres appartements, est censé fait pour la durée ordinaire des baux de maisons, corps de logis, boutiques et autres appartements, selon l'usage des lieux.

Le bail d'un appartement meublé est censé fait à l'année quand il a été

fait à tant par an ; au mois, quand il a été fait à tant par mois ; au jour, s'il a été fait à tant par jour.

Ces présomptions ne sont pas applicables au bail d'un hôtel garni destiné à être exploité.

Dans tous les autres cas, elles ne sont pas exclusives de la preuve contraire, et la durée du bail doit presque toujours être réglée soit d'après l'intention des parties, soit d'après l'usage des lieux, soit d'après les circonstances.

A Paris, l'usage a établi des règles spéciales pour la durée des loyers et pour les délais des congés. Ainsi, le bail n'excédant pas 400 francs expire le 8 avril, lorsque le congé a été donné avant le 15 février ; le 8 juillet, quand le congé a été donné avant le 15 mai ; le 8 octobre, quand le congé a été donné avant le 15 août ; le 8 janvier, quand le congé a été donné avant le 15 novembre précédent. — Le bail au-dessus de 400 francs expire les 15 janvier, 15 avril, 15 juillet, 15 octobre, pourvu que le congé ait été donné trois mois à l'avance, ou même six mois à l'avance, s'il s'agit de boutique ou corps de logis.

En cas de résiliation par la faute du locataire, celui-ci est tenu de payer le prix du bail pendant le temps nécessaire à la relocation, sans préjudice des dommages et intérêts qui ont pu résulter de l'abus. Ce temps est celui fixé par l'usage des lieux, pour donner congé au propriétaire.

Le bailleur ne peut résoudre la location, encore qu'il déclare vouloir occuper lui-même la maison louée, s'il n'y a eu convention spéciale. S'il a été convenu, dans le contrat de louage, que le bailleur pourrait venir occuper la maison, il est tenu de signifier d'avance un congé aux époques déterminées par l'usage des lieux.

SECTON III.

DES RÈGLES PARTICULIÈRES AUX BAUX A FERME

Le contrat (1) par lequel un preneur s'oblige à cultiver le champ du bailleur et à partager les fruits avec lui, s'appelle *colonat* : ce contrat est presque toujours fait en vue *de la personne*; aussi, contrairement à ce que nous avons vu se pratiquer dans les autres espèces de louage, le colon ne peut sous-louer, ni céder son bail, à moins qu'une clause particulière du contrat ne l'y autorise.

En cas de contravention, le propriétaire a droit de rentrer dans la jouissance, et le preneur est condamné aux domnages et intérêts résultant de l'inexécution du bail.

Ce bail, comme tout autre, passe aux héritiers. Ordinairement, les fruits se partagent par moitié entre le colon et le propriétaire, entre celui qui fournit le fonds et celui qui le cultive.

Quand, dans un bail à ferme, on donne aux fonds une contenance moindre ou plus grande que celle qu'ils ont réellement, on suit les règles ci-après ;

1° Si le louage a été fait à raison de tant la mesure, le bailleur est obligé de livrer au preneur, s'il l'exige, la quantité indiquée au contrat ; et, si la chose ne lui est pas possible, ou si le preneur ne l'exige pas, le bailleur est obligé de souffrir une diminution proportionnelle du prix.

2° Si, au contraire, il se trouve une contenance plus grande que celle indiquée au contrat, le preneur a le choix de fournir le supplément du prix, ou de se désister du contrat, si l'excédant est d'un vingtième au-dessus de la contenance déclarée. Dans ces deux hypothèses, si les parties étaient convenues, dans le bail, que la différence en plus ou en moins de la contenance

---

(1) **Voy.** FORMULAIRE N° 66.

déclarée qui serait reconnue plus tard ne pourrait donner lieu à aucune réclamation, cette clause serait valable, pourvu, d'ailleurs, quelle fût exempte de dol.

3° Si on a loué la ferme ou le champ pour un *prix unique*, en désignant la mesure, par exemple : je vous loue mon champ de vingt hectares, à raison de 400 francs, la différence de la mesure réelle à la mesure exprimée ne peut donner lieu à une augmentation ou à une diminution de prix que si elle est d'un vingtième au moins, eu égard à la valeur de la totalité des objets sujets au louage Et ici encore. s'il y avait lieu à un supplément de prix, le preneur a le choix de le fournir ou de se désister du contrat.

Si le preneur d'un bien rural ne le garnit pas des bestiaux et des ustensiles nécessaires à son exploitation, s'il abandonne la culture ou s'il ne cultive pas en bon père de famille, s'il emploie la chose louée à un autre usage que celui auquel elle a été destinée, ou, en général, s'il n'exécute pas les clauses du bail et qu'il en résulte un dommage pour le bailleur, celui-ci peut, selon les circonstances, faire résilier le bail.

En cas de résiliation provenant du fait du preneur, celui-ci est tenu de dommages et intérêts.

Tout preneur de bien rural est tenu : d'engranger dans les lieux à ce destinés d'après le bail, afin que les récoltes restent à la portée du bailleur, qui a sur elles un privilége, d'avertir le propriétaire des usurpations que des tiers pourraient commettre sur le fonds loué, soit en usant de servitudes qui n'ont pas été réellement établies à leur profit, soit en commettant tout autre empiétement, de laisser, en sortant, à celui qui lui succède dans la culture, les logements convenables et autres facilités pour les travaux de l'année suivante : mais, par une juste réciprocité, le fermier entrant doit procurer au fermier sortant toutes facilités pour la consommation des fourrages et pour les récoltes qui restent à faire ; le tout selon l'usage des lieux.

Le fermier peut être victime de cas fortuits qui lui enlèvent tout ou partie de la récolte, et comme le bailleur est obligé de lui procurer une jouissance utile, il y aura lieu à indemnité de la manière suivante :

Si le bail est fait pour plusieurs années et que, pendant la durée du bail, la totalité ou la moitié d'une récolte au moins soit enlevée par des cas fortuits, le fermier peut demander une remise du prix de sa location, à moins qu'il ne soit indemnisé par les récoltes précédentes.

S'il n'est pas indemnisé, l'estimation de la remise ne peut avoir lieu qu'à la fin du bail; alors il se fait une compensation de toutes les années de jouissance. Cependant le juge peut, provisoirement, dispenser le preneur de payer une partie du prix en raison de la perte soufferte.

Notons que le fermier peut réclamer indemnité du propriétaire, bien qu'il se soit fait assurer par une compagnie d'assurances, et que, bien qu'en général les pertes des récoltes doivent être constatées par procès-verbal, il peut y avoir des circonstances où une preuve testimoniale est suffisante : à cet égard, la loi s'en remet à la sagesse des juges.

Si le bail n'est que d'une année et que la perte soit de la totalité des fruits, ou au moins de la moitié) il faut examiner la valeur vénale de la récolte plutôt que la quantité), le preneur sera déchargé d'une partie proportionnelle du prix de la location. Il ne pourra prétendre aucune remise si la perte est moindre de moitié.

Le fermier ne peut obtenir de remise lorsque la perte des fruits arrive après qu'ils sont séparés de la terre ou de l'arbre, à moins que le bail ne donne au propriétaire une quotité de la récolte en nature ; auquel cas le propriétaire doit supporter sa part de la perte, pourvu que le prenenr ne fût pas en demeure de lui délivrer sa portion au moment de cette perte.

Le fermier ne peut également rien demander lorsque la cause du dommage était existante et connue à l'époque où le bail a commencé.

Le fermier peut prendre les cas fortuits à sa charge ; mais cette clause ne

s'entend que des cas fortuits ordinaires, tels que grêle, feu du ciel, gelée ou coulure. Pour les cas fortuits extraordinaires : les ravages de la guerre ou une inondation, auxquels le pays n'est pas ordinairement sujet, il faut une stipulation expresse. Exemple : celle par laquelle le fermier se serait chargé des cas fortuits prévus ou imprévus.

Le bail sans écrit d'un fonds rural est censé fait pour le temps qui est nécessaire, afin que le preneur recueillle tous les fruits de l'héritage affermé. Ainsi, le bail à ferme d'un pré, d'une vigne et de tout autre fonds dont les fruits se recueillent en entier dans le cours de l'année, est censé fait pour un an.

Le bail des terres labourables, lorsqu'elles se divisent par soles ou saisons, est censé fait pour autant d'années qu'il y a de soles; cette règle est applicable même dans les localités où s'est introduit l'usage de rebouler les jachères, c'est-à-dire d'y cultiver des plantes oléagineuses, la substitution du reboulage à la jachère morte ne détruisant pas l'assolement.

Le bail des héritages ruraux, quoique fait sans écrit, cesse de plein droit, à l'expiration du temps pour lequel il est censé fait, selon l'article précédent. Si, à l'expiration des baux ruraux écrits, le preneur reste et est laissé en possession, il s'opère un nouveau bail qui, comme le bail non écrit, est censé fait pour le temps qui est nécessaire au preneur, afin qu'il recueille tous les fruits de l'héritage affermé (1).

CHAPITRE TROISIÈME.

DU LOUAGE D'OUVRAGE ET D'INDUSTRIE.

Il y a trois espèces principales de louages d'ouvrage et d'industrie : 1° le louage des gens de travail, qui s'engagent au service de quelqu'un; 2° celui des voituriers, tant par terre que par eau, qui se chargent du transport des personnes et des marchandises; 3° celui des entrepreneurs d'ouvrage par suite de devis ou marchés.

SECTION Ire.

DU LOUAGE DES DOMESTIQUES ET OUVRIERS (2)

On ne peut engager les services qu'à temps ou pour une entreprise déterminée. C'est une application du principe que la liberté est un bien qui n'entre pas dans le commerce des hommes et qu'elle est inaliénable. Il en est autrement du maître, qui peut s'engager à garder un domestique jusqu'à sa mort.

Le maître n'est obligé de payer son domestique qu'autant que celui-ci fait le service promis : en cas de maladie du domestique, le maître ne doit rien au domestique pour tout le temps de la maladie. C'est rigoureux : mais c'est la loi.

La stipulation par laquelle un ouvrier ou un employé qui loue ses services à une maison s'interdit la faculté de prendre en *aucun temps* et en *aucun lieu*, après sa sortie de cette maison, un emploi dans une maison exerçant la même industrie, est nulle et de nul effet. Serait aussi nul, l'engagement de ne *jamais* exercer la même profession que telle personne.

---

(1) Voy. FORMULAIRE nos 67, 68, 69, 70.
(2) Voy. FORMULAIRE no 71.

SECTION II.

DES VOITURIERS PAR TERRE ET PAR EAU.

Les voituriers par terre et par eau sont assujettis, pour la garde et la conservation des choses qui leur sont confiées, aux mêmes obligations que les aubergistes, dont il est parlé plus loin au titre *du Dépôt et du Séquestre.*

Ils répondent non-seulement de ce qu'ils ont déjà reçu dans le bâtiment ou voiture, mais encore de ce qui leur a été remis sur le port ou dans l'entrepôt, pour être placé dans leur bâtiment ou voiture.

Ils doivent, en cas de perte des objets à eux confiés, payer la valeur justifiée par l'expéditeur ou arbitrée par le juge, lors même que le voyageur ou propriétaire a négligé d'en déclarer la valeur.

Les compagnies de chemin de fer sont obligées, en cas de perte des malles ou bagages d'un voyageur, de payer la valeur, non-seulement des objets que contenaient ces malles, mais encore des sommes d'argent qu'il pouvait y avoir, pourvu que ces sommes ne soient qu'en proportion des besoins présumés du voyage, et cela, quoique la déclaration n'en ait pas été faite.

Hors des cas prévus par les tarifs, les compagnies de chemins de fer ne peuvent exiger des expéditeurs une décharge de garantie à raison des avaries que pourront éprouver les objets expédiés : l'expéditeur qui aurait souscrit une pareille décharge pourrait, quand même, recourir contre la compagnie. Mais cette stipulation de décharge de garantie est valable, à l'égard des marchandises emballées d'une manière défectueuse ou recouvertes d'une simple enveloppe de paille.

En un mot, la compagnie ne répond pas des avaries résultant des vices de la chose : il en est de même de celles qui proviennent des cas fortuits ou de force majeure.

Les entrepreneurs de voitures publiques par terre et par eau, et ceux des roulages publics, doivent tenir registre de l'argent, des effets et des paquets dont ils se chargent.

S'ils font du transport leur profession, ils sont commerçants, et, dès lors, ces registres font la même foi que les livre du commerce. S'il n'y a eu ni écrit, ni registre, la preuve testimoniale est encore admise, parce que cela est de droit commun en matière commerciale.

Si, au contraire, celui qui transporte ne le fait que par hasard, on doit appliquer les règles du droit commun : un écrit sera aussi nécessaire au-dessus de cent cinquante francs. Quelques compagnies ont l'habitude de mettre sur leurs bulletins qu'il ne sera payé, en cas de perte des effets, qu'une somme de cent cinquante francs : cette mention n'empêche pas leur responsabilité de s'étendre au-delà de cette valeur, si on peut faire la preuve des objets perdus.

Observons, en terminant, que l'administration des postes n'alloue que vingt-cinq francs pour le cas où une lettre chargée viendrait à s'égarer, quelle que soit, d'ailleurs, la somme que cette lettre contienne. Pour être intégralement remboursé, il faut faire la déclaration du chiffre de la somme et payer un droit proportionnel.

SECTION III.

DES DEVIS, MARCHÉS ET PRIX FAITS.

Le *devis* est un mémoire détaillé de tous les éléments, de toutes les parties d'un ouvrage, avec le prix correspondant.

Le *marché* désigne plus spécialement le contrat intervenu entre celui qui commande l'ouvrage et celui qui se charge de le faire.

Le *forfait* est le contrat par lequel un entrepreneur se charge d'un ouvrage moyennant un prix unique et fixé d'avance. Par exemple : je me fais fort de vous construire une maison comme celle de Paul, pour la somme de dix mille francs. Le forfait renferme toujours un peu de chance. Comme l'entrepreneur n'a pas décomposé les différents éléments de l'œuvre à faire, ni étudié les prix en détail, il est à peu près sûr que cette œuvre coûtera plus ou moins qu'il ne l'a cru de prime abord. La différence en moins sera pour lui ; celle en plus demeurera à sa charge.

La preuve du contrat de louage ne peut être faite par témoins au-dessus de cent cinquante francs, que s'il existe un commencement de preuve par écrit. Il est donc prudent de dresser un écrit (1).

Dans cette espèce de louage, l'entrepreneur ou l'ouvrier peut fournir la matière et la main-d'œuvre, ou la main-d'œuvre seulement. Dans le premier cas, si la chose vient à périr, de quelque manière que ce soit, avant d'être livrée et avant que le maître ne soit en demeure de la recevoir, toute la perte est pour lui ; dans le second cas, il ne perd que son travail ou son industrie, à moins que la chose n'ait péri par sa faute. Il pourrait même exiger son salaire, si la chose avait péri par le vice de la matière.

La chose, comme nous venons de le voir, doit être considérée comme livrée dès que le maître a été mis en demeure. Rien de plus juste ; car l'ouvrier ne doit pas souffrir de sa négligence. Néanmoins, il en serait autrement si le maître prouvait qu'elle n'était pas de nature à être agréée.

De même, en principe, la chose qui périt par un vice de la matière demeure à la charge de celui qui l'a fournie, du propriétaire. Pourtant si, d'une part, le maître, à raison de son ignorance, avait été dans la presque impossibilité de connaître ce vice, et que, d'autre part, l'ouvrier, à raison de son art, eût pu facilement le découvrir, la perte retomberait sur l'ouvrier, qui aurait ainsi commis une véritable faute.

S'il s'agit d'un ouvrage à plusieurs pièces ou à la mesure, la vérification peut s'en faire par parties : elle est censée faite pour toutes les parties payées, si le maître paye l'ouvrier en proportion de l'ouvrage fait.

Lorsqu'il s'agit d'une construction, la simple acceptation ou vérification des travaux ne suffit pas pour dégager la responsabilité des architectes et entrepreneurs. Leur responsabilité dure dix ans.

Ils répondent de la perte survenue par le vice du plan, du terrain, de la construction, par les vices des matériaux, si, à raison de leurs connaissances spéciales, ils ont pu les connaître. Ils peuvent également être déclarés responsables des vices qui n'amènent que des détériorations ou des pertes partielles.

Mais, si le propriétaire de la construction a traité avec un entrepreneur et que l'architecte ait été chargé de dresser le plan et le devis, et de surveiller l'exécution des travaux, ce dernier n'est pas responsable des désordres survenus dans la construction par suite des vices cachés existant dans les matériaux employés par l'entrepreneur.

Lorsqu'un entrepreneur ou un architecte s'est chargé *à forfait* (2) de la construction d'un bâtiment, d'après un plan arrêté et convenu avec le propriétaire du sol, il ne peut demander aucune augmentation de prix, ni sous le prétexte de l'augmentation de la main-d'œuvre ou des matériaux, ni sous celui de changements ou d'augmentations faits sur ce plan, si ces changements ou augmentations n'ont pas été autorisés par écrit et le prix convenu avec le

---

(1) Voy. FORMULAIRE n° 72.

(2) Notre disposition ne s'applique qu'au cas de forfait pur. Il en serait différemment si l'on avait ajouté au forfait des clauses ou conditions modificatives.

propriétaire. L'approbation même des changements dans le plan des travaux n'emporte pas consentement à une augmentation de prix, s'il n'y a à cet égard stipulation expresse.

Quoique, d'ordinaire, un contrat librement consenti ne puisse être brisé que du libre consentement des deux contractants, la loi, par exception, permet à celui qui a commandé les travaux de résilier le marché à forfait par sa seule volonté et quoiqu'on ait déjà commencé l'ouvrage. Bien entendu l'entrepreneur doit être dédommagé de toutes ses dépenses, de tous ses travaux et de tout le bénéfice qu'il aurait pu faire dans cette entreprise.

La mort de l'ouvrier, de l'architecte ou de l'entrepreneur dissout le contrat de louage; mais le propriétaire est tenu de payer, en proportion du prix porté par la convention à la succession, la valeur des ouvrages faits et celle des matériaux préparés, lors seulement que ces travaux ou ces matériaux peuvent lui être utiles.

L'entrepreneur répond du fait des personnes qu'il emploie.

Les maçons, charpentiers et autres ouvriers qui ont été employés à la construction d'un bâtiment ou d'autres ouvrages faits à l'entreprise, n'ont d'action contre celui pour lequel les ouvrages ont été faits que jusqu'à concurrence de ce dont il se trouve débiteur envers l'entrepreneur au moment où leur action est intentée.

Cette action est une action directe; par conséquent, ces ouvriers priment les créanciers de l'entrepreneur. Elle ne peut être exercée par les sous-traitants, c'est-à-dire par ceux qui se sont chargés d'une partie des travaux qu'ils n'ont pas exécutés eux-mêmes, mais qu'ils ont fait exécuter par les divers ouvriers dont le concours était nécessaire.

Cependant, les ouvriers du sous-traitant ont une action directe contre l'entrepreneur, dans la limite de ce qui est dû par lui au sous-traitant. Pareillement, cette action ne peut exister contre le propriétaire que jusqu'à concurrence de la somme dont il se trouve débiteur envers l'entrepreneur au moment où l'action est intentée par les ouvriers.

Les maçons, charpentiers, serruriers, qui font directement des marchés à prix fait, sont astreints aux règles prescrites dans la présente section : ils sont entrepreneurs dans la partie qu'ils traitent.

Une loi du 26 février an II, encore en vigueur, édicte, à propos des travaux entrepris pour le compte de l'État, mais de l'État seul, non des communes, des départements, etc., des dispositions qu'il importe de connaître.

Aux termes de cette loi, les créanciers particuliers des entrepreneurs et adjudicataires des ouvrages à faire pour le compte de la Nation, ne peuvent faire aucune saisie-arrêt, ni opposition sur les sommes dues à l'entrepreneur pour ses travaux et déposées dans les caisses des receveurs pour leur être délivrées. Ce droit n'appartient qu'aux *ouvriers* employés par les dits entrepreneurs et aux créanciers de sommes dues pour fournitures de matériaux et autres objets servant à la construction des ouvrages.

Ce privilége a lieu alors même que l'entreprise a pour objet une œuvre d'art, par exemple, des statues devant décorer un monument public.

CHAPITRE QUATRIÈME.

DU BAIL A CHEPTEL.

SECTION Ire.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Le bail à cheptel est un contrat par lequel l'une des parties donne à l'autre un fonds de bétail pour le garder, le nourrir et le soigner, sous les conditions convenues entre elles.

Il y a plusieurs sortes de cheptels : 1° le cheptel simple ou ordinaire; 2° le cheptel à moitié; 3° le cheptel donné au fermier ou au colon partiaire.

Il y a aussi un autre contrat improprement appelé cheptel, celui où une ou plusieurs vaches sont données pour les loger et les nourrir, et dans lequel le bailleur a seulement le produit des veaux qui en naissent; mais nous ne nous en occuperons pas, car ce sont des individus et non un troupeau que reçoit le fermier.

On peut donner à cheptel toute espèce d'animaux susceptibles de croît ou de profit pour l'agriculture ou le commerce.

A défaut de conventions particulières, ces contrats se règlent par les principes suivants.

SECTION II.

DU CHEPTEL SIMPLE.

Le bail à cheptel simple est un contrat par lequel on donne à un autre des bestiaux à garder, nourrir et soigner, à condition que le preneur profitera de la moitié du croît, de la moitié de la laine, de la totalité du travail, du fumier, des laitages et qu'il supportera la moitié de la perte.

Il est un cas, cependant, où le fermier ne supporte pas la moitié de la perte, c'est quand le cheptel vient à périr *entièrement*, sans qu'il y ait faute de sa part.

L'estimation donnée au cheptel dans le bail n'en transfère pas la propriété au preneur; elle n'a d'autre objet que de fixer la perte ou le profit qui pourra se trouver à l'expiration du bail.

Le preneur doit les soins d'un bon père de famille à la conservation du cheptel; mais il n'est tenu du cas fortuit que lorsqu'il a été précédé de quelque faute de sa part, sans laquelle la perte ne serait pas arrivée.

En cas de contestation, le preneur est tenu de prouver le cas fortuit et le bailleur est tenu de prouver la faute qu'il impute au preneur.

Le preneur, qui est déchargé par cas fortuit, est toujours tenu de rendre compte des peaux de bête, c'est-à-dire d'indiquer au bailleur où et comment elles ont disparu, afin qu'il prenne telles mesures qu'il jugera convenables.

Le bailleur demeurant propriétaire des bestiaux, le preneur qui disposerait sans son consentement, soit d'une bête du troupeau, soit du fonds, soit du croît, commettrait un abus de confiance. Le bailleur lui-même n'en peut disposer sans le consentement du preneur.

Lorsque le cheptel est donné non à son propre fermier, mais au fermier d'autrui, il doit être notifié au propriétaire de ce fermier; sans quoi, en vertu de son privilége, ce propriétaire pourra faire saisir et vendre le cheptel pour se payer de ce que son fermier lui doit. Il n'aurait plus ce droit, même à défaut de notification, s'il était prouvé qu'il avait eu connaissance, par un moyen quelconque, que le cheptel appartenait à autrui.

Le preneur ne pourra tondre sans en prévenir le bailleur.

En l'absence de convention sur la durée, le cheptel est censé fait pour trois ans; le bailleur peut en demander plus tôt la résolution, si le preneur ne remplit pas son obligation.

A la fin du bail, il se fait une nouvelle estimation : si elle est égale à la première, le bailleur prend tout; si elle est moins élevée ou plus forte, la perte ou le profit se partage entre le bailleur et le preneur.

La loi a voulu protéger le cheptelier contre les exigences de son bailleur; aussi a-t-elle prohibé toute stipulation portant ou que le preneur supportera dans la perte une part plus grande que dans le profit, ou que le bailleur prélèvera, à la fin du bail, quelque chose de plus que le cheptel qu'il a fourni (1).

---

(1) Voy. FORMULAIRE n° 73.

SECTION III.

DU CHEPTEL A MOITIÉ.

Dans cette espèce de cheptel, on applique, en général, les règles du cheptel simple. Mais, ici, chacun des contractants fournit la moitié des bestiaux, qui demeureront communs pour le profit comme pour la perte.

Le preneur profite seul, comme dans le cheptel simple, des laitages, du fumier et des travaux des bêtes. Le bailleur n'a droit qu'à la moitié des laines et du croît. Toute convention contraire est nulle, à moins que le bailleur ne soit propriétaire de la métairie dont le preneur est fermier ou colon partairie (1).

SECTION IV.

DU CHEPTEL DONNÉ PAR LE PROPRIÉTAIRE A SON FERMIER OU COLON PARTIAIRE.

§ 1er. *Du cheptel donné au fermier.*

Ce cheptel, qu'on appelle aussi cheptel de fer, est celui par lequel le propriétaire d'une métairie la donne à ferme, à la charge qu'à l'expiration du bail le fermier laissera des bestiaux d'une valeur égale au prix de l'estimation de ceux qu'il aura reçus.

Mais ici, contrairement à ce qui a lieu dans les autres espèces de cheptel, l'estimation du cheptel donné au fermier le met à ses risques. Néanmoins, cette estimation ne lui en transfère pas la propriété.

Ainsi, la perte même totale et par cas fortuit est en entier pour le fermier, s'il n'y a convention contraire.

Tous les profits appartiennent au fermier pendant la durée de son bail, s'il n'y a convention contraire. Dans les cheptels donnés au fermier, le fumier n'appartient pas personnellement aux preneurs, mais à la métairie, à l'exploitation de laquelle il doit être uniquement employé.

A la fin du bail, le fermier ne peut retenir le cheptel en en payant l'estimation originaire, il doit en laisser un de valeur pareille à celui qu'il a reçu. S'il y a du déficit, il doit le payer; et c'est seulement l'excédant qui lui appartient.

§ 2. — *Du cheptel donné au colon partiaire.*

Si ce cheptel périt en entier, sans la faute du colon, la perte est pour le bailleur. Ce cheptel finit avec le bail à métairie. Il est, d'ailleurs, soumis à toutes les règles du cheptel simple.

Néanmoins, on peut stipuler que le colon délaissera au bailleur sa part de la toison à un prix inférieur à la valeur ordinaire; que le bailleur aura une plus grande part du profit, qu'il aura la moitié des laitages. On suppose que le colon trouve des compensations dans le colonat. Du reste, on ne peut pas stipuler que le colon sera tenu de toute la perte.

Il faut remarquer aussi que le cheptel donné au fermier ou au colon partiaire est un immeuble par destination; tandis que le cheptel simple est toujours mobilier (2).

---

(1) Voy. FORMULAIRE nº 74.
(2) Voy. FORMULAIRE nº 75.

TITRE NEUVIÈME

Du contrat de société

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Ls société est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun, en vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter.

Ce contrat exige, comme tous les autres, le consentement et la capacité des parties, un objet, une cause licite. De plus et spécialement il faut :

1° Un *apport* pour chaque associé. Cet apport peut consister en toute chose ayant une valeur appréciable : de l'argent, des maisons, des champs, des créances, l'industrie de quelqu'un. On décide généralement la nullité de l'apport qui consisterait dans le nom seul ou le crédit d'une personne, *sans détermination* de la valeur qui lui est donnée.

2° Un intérêt commun. Il faut que tous les associés soient intéressés à la prospérité de la société et qu'ils aient tous la chance d'obtenir des bénéfices.

3° Des bénéfices à réaliser. Par conséquent, si plusieurs personnes achètent un immeuble pour le garder, cette acquisition établit entre elles un état de communauté et non une société, parce qu'elle n'a pas été faite en vue d'un bénéfice à réaliser sur la revente.

Ne serait pas valable la société qui aurait pour but l'exploitation d'un office ministériel : office de notaire, d'huissier, etc.

Toute société doit être rédigée par écrit lorsque son objet est d'une valeur de plus de cent cinquante francs.

La preuve testimoniale n'est point admise contre et outre le contenu en l'acte de société, ni sur ce qui serait allégué avoir été dit avant, lors ou depuis cet acte; encore qu'il s'agisse d'une somme moindre de cent cinquante francs. Pourtant on devrait admettre cette preuve pour établir l'existence d'une société civile dont l'acte ne serait pas représenté, s'il y avait un commencement de preuve par écrit.

L'acte de société doit être fait en autant d'originaux qu'il y a d'associés. Il doit aussi avoir date certaine pour être opposable aux tiers; mais, à la différence des sociétés commerciales, les sociétés civiles n'ont pas besoin d'être rendues publiques.

On a beaucoup discuté sur le point de savoir si les sociétés civiles constituent des personnes morales distinctes de celles des associés ; parmi les jurisconsultes, les uns ont soutenu l'affirmative pure et simple, les autres la négative. La jurisprudence a adopté une espèce de moyen terme. Elle a décidé, à plusieurs reprises, qu'elles forment un être moral, comme les sociétés commerciales; mais qu'elles ne peuvent procéder devant les tribunaux que par leurs membres agissant *en leur nom personnel*.

Les sociétés civiles sont rares. On peut citer la société ayant pour but l'exploitation d'une mine ou des achats de terrain destinés à être revendus. Presque toutes sont faites en vue d'opérations commerciales. Elles peuvent être anonymes.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DES DIVERSES ESPÈCES DE SOCIÉTÉS.

Il y a deux espèces de sociétés : les sociétés universelles, les sociétés particulières.

SECTION Ire.

DES SOCIÉTÉS UNIVERSELLES

Les sociétés sont dites universelles lorsqu'elles comprennent une généralité de biens soit présents, soit futurs. Elles se subdivisent en deux sortes :

1° La société universelle de tous biens présents.

2° La société universelle de tous gains.

La première est celle dans laquelle les associés mettent en commun tous les biens meubles et immeubles qu'ils possèdent actuellement, et les profits qu'ils pourront en tirer. Ils peuvent aussi y comprendre toute autre espèce de gains; mais les biens qui pourraient leur arriver par succession, donation ou legs, n'entrent dans cette société que pour la jouissance : toute stipulation tendant à y faire rentrer la propriété de ces biens est prohibée, sauf entre époux, ainsi que nous l'avons vu plus haut en traitant du contrat de mariage.

La deuxième renferme tout ce que les parties acquerront par leur industrie, à quelque titre que ce soit, pendant le cours de la société. Les meubles que chacun des associés possède au temps du contrat y sont aussi compris; mais leurs immeubles personnels n'y entrent que pour la jouissance seulement.

Telle est la composition de l'actif : celle du passif doit être correspondante. Ainsi, dans la société universelle de gains, la société supportera tous les dettes présentes. Quant aux dettes futures, celles-là seulement seront à sa charge qui auront été contractées dans un but de spéculation. Celles relatives aux successions ou donations ne la regarderont pas.

Dans la société universelle de gains, la société supportera une portion de dettes présentes proportionnelle à la valeur du mobilier présent, par rapport à tous les biens des associés et les arrérages ou intérêts des dettes futures.

L'éducation des enfants, leur entretien, les réparations et les autres impenses qui, en général, sont les charges naturelles de la jouissance, seront supportés par celui de l'associé ou de la société qui percevra les revenus des biens.

Nulle société universelle ne peut se former qu'entre personnes respectivement capables de se donner ou de recevoir l'une de l'autre. Du reste, les héritiers à réserve pourront toujours faire réduire les avantages indirects que le défunt aurait procurés à son coassocié, dans le cas où ils excéderaient la quotité disponible (1).

SECTION II.

DE LA SOCIÉTÉ PARTICULIÈRE

La société particulière est celle qui ne s'applique qu'à certaines choses déterminées, ou à leur usage, ou aux fruits à en percevoir. Le contrat par lequel plusieurs personnes s'associent, soit pour une entreprise désignée, soit pour l'exercice de quelque métier ou profession, est aussi une société particulière (1).

---

(1) Voy. FORMULAIRE N° 76.

(2) Voy. FORMULAIRE n° 77.

CHAPITRE TROISIÈME.

DES ENGAGEMENTS DES ASSOCIÉS ENTRE EUX ET A L'ÉGARD DES TIERS.

SECTION Ire.

DES ENGAGEMENTS DES ASSOCIÉS ENTRE EUX.

I. COMMENCEMENT DE LA SOCIÉTÉ. — S'il n'y a convention contraire, la société commence à l'instant même du contrat, et elle est censée contractée pour toute la vie des associés, ou, s'il s'agit d'une affaire dont la durée soit limitée, pour tout le temps que doit durer cette affaire.

Nous verrons néanmoins tout à l'heure que la société peut être dissoute par la volonté de l'une des parties, pourvu : 1° que la durée de cette société soit illimitée; 2° que la renonciation soit notifiée à tous les associés; 3° qu'elle soit de bonne foi; 4° qu'elle ne soit pas faite à contre-temps.

II. DES APPORTS. — Chaque associé est débiteur, envers la société, de l'apport qu'il a promis, et cette obligation est soumise aux règles suivantes :

1° Un *corps certain* (maison, cheval, champ, domaine) a été promis. L'associé est considéré, dans ses rapports avec la société, comme un vendeur. Dès que le contrat est parfait, les risques sont à la charge de l'acquéreur; mais l'associé vendeur doit garantir.

2° L'apport consiste en une quantité (une barrique de vin, dix mesures de blé, cent quintaux de foin). Ici ce n'est que le mesurage ou le poids qui individualise les objets. La perte en est pour l'associé jusqu'à la délivrance. Après la délivrance, les risques passent à la société devenue propriétaire; mais l'associé est garant de l'éviction et de la diminution de valeur résultant des vices cachés qui rendraient la chose dangereuse ou impropre à l'usage auquel elle était destinée.

3° L'apport consiste en une somme d'argent. Ici encore la société ne devient propriétaire que par la délivrance; mais il faut remarquer, d'une part, que les intérêts de cette somme courent, au profit de la société, au moment où elle a été promise, sans qu'il soit même besoin d'une sommation, et, d'autre part, que l'associé peut être condamné à une indemnité, si son retard a nui aux affaires sociales. Il est bon de remarquer que cette double dérogation au droit commun s'applique aussi aux sommes que l'associé aurait prises dans la caisse sociale pour les employer à son intérêt personnel.

4° L'apport consiste en industrie. L'associé, dans ce cas, doit compte à la société de tous les produits de cette industrie : ainsi, deux personnes se réunissant pour acheter et revendre des cotons; l'associé dont l'apport consiste en industrie devra compte à l'autre de tous les bénéfices qu'il pourra faire dans cette spécialité de commerce. On dit que cet apport est *successif*, c'est-à-dire qu'au lieu d'être fait tout entier dès le début, il se réalise peu à peu, à mesure que l'associé fait un des actes relatifs à cette industrie.

5° L'apport consiste dans la jouissance d'un corps certain. Alors la position de l'associé peut être assimilée à celle d'un bailleur envers son fermier ou locataire. Les risques demeurent à sa charge; il est tenu de faire jouir la société, et, en cas de perte, l'apport n'existant plus, la société se trouverait dissoute.

III. OBLIGATIONS ENVERS LA SOCIÉTÉ. — Les associés ont deux obligations envers la société :

1° Ils doivent veiller et pourvoir aux intérêts de la société comme aux leurs

propres. Ainsi, dans le cas où l'un des associés est, pour son compte particulier, créancier d'une somme exigible envers une personne qui se trouve aussi devoir à la société une somme également exigible, l'imputation de ce qu'il reçoit de ce débiteur doit se faire sur la créance de la société et sur la sienne, dans la proportion des deux créances, quoiqu'il ait, par sa quittance, dirigé l'imputation intégrale sur sa créance particulière. Mais s'il a exprimé dans sa quittance que l'imputation sera faite en entier sur la créance de la société, cette stipulation sera exécutée. Exemple : Paul doit 40,000 francs à la société et 20,000 francs à l'associé. Nous supposons que les deux dettes sont également exigibles, et qu'il paie 3,000 francs entre les mains de l'associé. Celui-ci devra imputer 2,000 francs pour le compte de la dette sociale et 1,000 francs pour la sienne propre.

Bien entendu, le débiteur a le droit, s'il en manifeste la volonté, d'éteindre la dette de l'associé plutôt que celle de la société ; mais il faut qu'il n'y ait pas de fraude.

Lorsqu'un des associés a reçu sa part entière dans la créance commune, et que, depuis, le débiteur est devenu insolvable, cet associé est tenu de rapporter à la masse commune ce qu'il a reçu, bien qu'il eût spécialement donné quittance pour sa part.

2° Chaque associé est tenu envers la société des soins d'un bon père de famille : il répond de sa faute légère et les dommages qu'il peut lui causer ne peuvent pas être compensés par les services qu'il aurait pu lui rendre.

IV. Obligations de la société envers les associés. — La société a aussi des obligations envers chaque associé. Elle doit :

1° Lui rembourser toutes les dépenses qu'il a faites pour elle de bonne foi : l'intérêt même lui en est dû du jour où elles ont été faites;

2° Elle doit indemniser chaque associé des obligations qu'il a contractées dans l'intérêt commun et des pertes qu'il a pu subir par suite des risques inséparables de sa gestion; à condition que l'associé n'ait pas de faute à se reprocher.

Les obligations dont la société est tenue envers un de ses membres est supportée contributoirement par tous ceux des autres membres qui sont solvables.

V. Liquidation. — Si le contrat de société s'occupe des partages des bénéfices et des pertes, on s'en rapporte aux conventions des parties. Et, cependant, on ne peut pas convenir soit que l'un des associés aura la totalité des bénéfices, soit que la somme ou effets d'un ou plusieurs associés seront affranchis de toute contribution aux pertes.

Lorsque l'acte de société ne détermine pas la part de chaque associé dans les bénéfices ou les pertes, la part de chacun est en proportion de sa mise dans les fonds de la société, A l'égard de celui qui n'a apporté que son industrie, sa part dans les bénéfices ou dans les pertes est réglée comme si sa mise eût été égale à celle de l'associé qui a le moins apporté.

Si, dans l'acte de société, on avait stipulé des parts inégales dans les bénéfices, sans parler des pertes, les pertes devraient étre sppportées dans la proportion indiquée par le contrat pour les bénéfices.

Le règlement des parts peut être fait par arbitre, si les parties en sont convenues, et alors ce règlement ne peut-être attaqué que s'il est évidemment contraire à l'équité. Au surplus, nulle réclamation n'est admise à ce sujet s'il s'est écoulé plus de trois mois depuis que la partie qui se prétend lésée a eu connaissance du règlement, ou si ce règlement a reçu de sa part un commencement d'exécution.

VI. Administration de la société. — Les parties peuvent nommer un ou plusieurs administrateurs : ces administrateurs sont révocables au gré des as-

sociés, s'ils ont été nommés par un acte postérieur au contrat de société; si, au contraire, ils ont été désignés dans l'acte de société lui-même, ils sont irrévocables.

S'il existe plusieurs administrateurs et qu'ils aient des fonctions spéciales, chacun doit se renfermer dans la sphère d'opérations qui lui a été assignée; dans le cas contraire, chacun peut agir dans la limite des pouvoirs communs.

S'il a été stipulé que l'un des administrateurs ne pourra rien faire sans l'autre, un seul ne peut, sans une nouvelle convention, agir en l'absence de l'autre, lors même que celui-ci serait dans l'impossibilité actuelle de concourir aux actes d'administration.

Et, à défaut de stipulations spéciales sur le mode d'administration, l'on suit les règles suivantes : 1° les associés sont censés s'être donné réciproquement le pouvoir d'administrer l'un pour l'autre. Ce que chacun fait est valable, même pour la part de ses associés sans qu'il ait pris leur consentement; sauf le droit qu'ont ces derniers, ou l'un d'eux, de s'opposer à l'opération avant qu'elle ne soit conclue; 2° chaque associé peut se servir des choses appartenant à la société, pourvu qu'il les emploie à leur destination fixée par l'usage et qu'il ne s'en serve pas contre l'intérêt de la société, ou de manière à empêcher les associés d'en user selon leur droit; 3° chaque associé a le droit d'obliger ses associés à faire avec lui les dépenses qui sont nécessaires pour la conservation des choses de la société; 4° l'un des associés ne peut faire d'innovations sur les immeubles dépendant de la société, même quand elles paraîtraient avantageuses à la société, si les autres associés n'y consentent.

L'associé qui n'est point administrateur ne peut aliéner ni engager les choses, même mobilières, qui dépendent de la société. Chaque associé peut, sans le consentement des autres, former, relativemens à sa part, une société avec un tiers. Ce tiers porte le nom de *croupier*.

L'associé est responsable des dommages que le croupier peut causer à la société. En outre, la Cour de cassation décide qu'en cas d'une société contractée avec un tiers, par le mari, sous le régime de la communauté, la femme n'a pas la qualité d'associée. Le mari seul a, par conséquent, le droit de procéder à la liquidation de cette société.

SECTION II.

DES ENGAGEMENTS DES ASSOCIÉS A L'ÉGARD DES TIERS.

Dans le cas où l'engagemsnt aurait été contracté conjointement par tous les associés, chaque associé serait tenu pour sa part. Ainsi, trois associés ayant contracté conjointement une obligation de 3,000 francs, chacun d'eux sera personnellement redevable de 1,000 francs. Comme on le voit, ils ne sont pas solidaires. Il en serait absolument de même si l'un des associés, ayant reçu mandat des autres, avait contracté, dans la limite de ses pouvoirs, *au nom de la société*.

Nous disons au nom de la société, car si l'associé mandataire avait contracté en *son propre nom*, les autres ne seraient tenus que jusqu'à concurrence du profit qu'ils auraient tiré de l'opération. Car nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui.

CHAPITRE QUATRIÈME.

DES DIFFÉRENTES MANIÈRES DONT FINIT LA SOCIÉTÉ.

Elle finit :
1° Par l'expiration du temps primitivement convenu pour sa durée. Si les

associés voulaient la prolonger, ils devraient faire un nouvel acte de société, rédigé dans les mêmes formes que le précédent. Il est bien entendu que, si l'objet de la société avait une valeur moindre de 150 francs, le simple consentement suffirait à la prolongation, comme il suffit à la formation.

2° Par l'extinction de la chose ou la consommation de la négociation.

3° Par la mort, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés.

4° Par la volonté de tous les associés ou par la volonté d'un seul. Mais, dans ce dernier cas, l'associé qui veut se retirer ne le peut qu'à plusieurs conditions. Il faut : 1° que la société ait une durée illimitée, c'est-à-dire qu'elle ne doive finir qu'à la mort d'un des associés; 2° cette renonciation doit être de bonne foi et sans intention de priver la société d'un bénéfice auquel elle pourrait justement prétendre; 3° elle ne doit pas être intempestive, c'est-à-dire qu'elle ne doit pas avoir pour effet de mettre en souffrance les intérêts sociaux.

L'associé qui se retirerait en dehors de ces trois conditions ne cesserait pas d'être responsable envers ses coassociés, mais sa renonciation aurait pour effet de libérer les associés envers lui.

Partage de la société. — Les formes et les effets du partage pour une société sont les mêmes que pour une succession. Notons qu'ici il ne peut être question de *retrait*, de *rapport*, de *réduction*, etc... (Voyez au titre *Des successions*).

TITRE DIXIÈME

Du prêt

Il y a deux sortes de prêt : 1° celui des choses que l'on emprunte pour en user, mais sans les détruire, et à la charge de les rendre après s'en être servi; 2° celui des choses qu'on consomme par l'usage, à la charge d'en rendre de pareilles. Le premier s'appelle : *prêt à usage* ou *commodat*; le deuxième : *prêt de consommation* ou simplement *prêt*.

Vous me prêtez vos bœufs pour les employer au labour, dix pièces d'or pour les mettre à l'étalage : c'est un commodat; mais ce serait un prêt de consommation si j'empruntais vos bœufs pour les abattre ou votre or pour faire un paiement, à la charge de vous en rendre la valeur.

CHAPITRE PREMIER.

DU PRÊT A USAGE OU COMMODAT.

SECTION Ire.

DE LA NATURE DU PRÊT A USAGE.

Ce contrat est réel, c'est-à-dire qu'il n'est parfait que par la tradition de l'objet prêté. Sans doute, si nous sommes convenus que vous me prêterez votre cheval pour faire un voyage, j'aurai une action contre vous pour me faire livrer le cheval ou me faire indemniser du tort que vous avez pu me faire par l'inexécution de votre promesse; mais les obligations réciproques, engendrées

par le commodat, ne prendront naissance que du jour où vous m'avez mis en possession de l'objet.

Le commodat est essentiellement gratuit : l'emprunteur ne paie aucun salaire.

Si un prix était stipulé, la convention ne serait pas nulle, mais ce ne serait plus un commodat.

Tout ce qui est dans le commerce peut faire l'objet de cette convention, c'est-à-dire faire l'objet d'un prêt de cette nature.

Les engagements qui se forment par le commodat passent aux héritiers de celui qui emprunte. Il faudrait pourtant déroger à cette règle si ce contrat avait été fait exclusivement en vue de la personne. Ainsi, dans le cas où j'aurais prêté des livres allemands à votre père, qui enseignait cette langue; si votre père venait à mourir, les livres me devraient être aussitôt restitués. En effet, c'est à lui seulement, c'est uniquement en vue de sa profession que je les avais prêtés. Cette profession disparaissant avec la personne, le contrat s'évanouit.

Il importe de ne pas confondre le prêt à usage avec l'usage, l'habitation ou le louage. L'emprunteur à usage n'a qu'un droit personnel; c'est un droit réel que confèrent l'usage et l'habitation. D'autre part, le commodat diffère du louage, en ce qu'il est gratuit, tandis que le louage est salarié.

Pour prêter, il faut être capable de s'obliger. Néanmoins, on décide que le mineur émancipé et la femme séparée de biens peuvent prêter ou emprunter, pourvu que ces actes rentrent, en quelque sorte, dans les besoins de l'administration de leurs biens. Serait valable, par exemple, le prêt d'ustensiles aratoires fait par un mineur pour l'exploitation de ses domaines.

SECTION II.

DES ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR.

L'emprunteur est tenu de veiller en bon père de famille à la garde et à la conservation de la chose prêtée. La responsabilité est d'autant plus rigoureuse qu'il profite de la chose gratuitement.

Il ne peut s'en servir qu'à l'usage déterminé par la nature ou par la convention. Il peut être condamné à des dommages-intérêts pour toute faute, même légère.

Le prêteur demeurant propriétaire, les risques sont pour lui. Néanmoins, la perte de la chose devrait être supportée par l'emprunteur : 1° Dans le cas où il y aurait eu interversion d'usage, changement par l'emprunteur de l'usage auquel la chose était destinée, à moins qu'il ne prouvât qu'elle aurait péri, même si elle avait été employée à l'usage déterminé par le contrat ou par sa nature; 2° Si la perte était survenue après que l'emprunteur aurait été mis en demeure de la restituer, à moins encore qu'il ne fût prouvé que la chose aurait également péri chez le prêteur; 3° Si la chose avait été estimée lors du contrat; 4° Si l'emprunteur avait pu la sauver en sacrifiant la sienne. Par exemple, si, dans un incendie, le prêteur avait commencé par sauver son cheval, au lieu de sauver d'abord le cheval qu'il avait emprunté. Cependant le prêteur aura intérêt à sauver sa propre chose, aux dépens de celle d'autrui, toutes les fois que celle-ci sera d'une valeur inférieure; car les dommages-intérêts dont il sera tenu n'égaleront jamais la perte qu'il aurait faite en laissant périr sa propre chose.

Si la chose se détériore par le seul effet de l'usage pour lequel elle a été empruntée et sans aucune faute de la part de l'emprunteur, celui-ci n'est pas tenu de la détérioration.

Comme le commodat tend à rendre un service, et qu'ainsi il serait contraire

à toutes les notions de justice et de loyauté que le prêteur invoquât aucun prétexte pour se dispenser de rendre la chose à l'époque fixée, la loi décide qu'il ne pourra pas la retenir, même par compensation de ce que le prêteur lui doit. L'emprunteur n'aurait pas non plus le droit de retenir la chose jusqu'à ce qu'il fût payé des impenses extraordinaires qu'il aurait faites à son occasion.

Si plusieurs ont conjointement emprunté la même chose, ils en sont solidairement responsables envers le prêteur.

SECTION III.

DES ENGAGEMENTS DE CELUI QUI PRÊTE A USAGE.

Le prêteur ne peut retirer la chose prêtée qu'après le terme convenu, ou, à défaut de convention, qu'après qu'elle a servi à l'usage pour lequel elle a été empruntée. Il en serait autrement, pourtant, s'il lui survenait un besoin *pressant* et *imprévu* de la chose. Alors l'emprunteur devrait la rendre sans délai, à moins que cette restitution subite n'entraînât elle-même de graves préjudices pour l'emprunteur. Dans ce dernier cas, le juge aurait un droit souverain d'appréciation pour mettre d'accord l'intérêt des deux contractants.

Si, pendant la durée du prêt, l'emprunteur a été obligé, pour la conservation de la chose, à quelque dépense extraordinaire, nécessaire et tellement urgente qu'il n'ait pas pu en prévenir le prêteur, celui-ci sera tenu de la lui rembourser. Ainsi, dans le cas où le cheval prêté serait très-malade, les frais de maladie seraient à la charge du prêteur; mais s'il s'agissait seulement de dépenses utiles, il ne devrait pas les faire sans l'en avertir, sans y être autorisé. Il s'exposerait à ne pas être remboursé.

Lorsque la chose prêtée a des défauts tels qu'ils puissent causer du préjudice à celui qui s'en sert, le prêteur est responsable s'il connaissait les défauts et n'en a pas averti le prêteur.

L'action qui appartient au prêteur s'appelle *action directe*; celle de l'emprunteur : *action contraire de commodat.* Nous répétons que le prêteur demeure propriétaire : ainsi, il a toujours une action en revendication (1)

CHAPITRE DEUXIÈME.

DU PRÊT DE CONSOMMATION OU SIMPLE PRÊT.

SECTION Ire.

DE LA NATURE DU PRÊT DE CONSOMMATION.

Nous avons dit que le prêt de consommation est un contrat par lequel une des parties livre à l'autre une certaine quantité de choses *fongibles*, à la charge d'en rendre pareille quantité, nature et bonté, au terme et au lieu convenus.

Ici, la propriété des choses prêtées passe à l'emprunteur dès l'instant de la convention, s'il s'agit d'un objet déterminé, par exemple, quand je promets de vous prêter la barrique de vin que j'ai dans ma cave.

Mais si nous étions convenus que je vous prêterai une barrique, comme on ne sait pas encore laquelle, la propriété n'en passerait en vos mains que du moment où cette barrique aurait été choisie, individualisée par la tradition

(2) Voy. FORMULAIRE nº 78.

ou autrement. En droit français, les risques de la chose sont pour le propriétaire; ils seraient donc ici pour l'emprunteur.

Ainsi, si la barrique périt après la livraison, l'emprunteur en est responsable.

Le prêt de consommation impliquant une translation de propriété, ne peut être fait que par des personnes capables d'aliéner. Le prêt consenti par un mineur ne serait pas valable : le mineur pourrait toujours revendiquer la chose, si elle existe encore, ou, si elle a été consommée, s'en faire rendre une pareille avant l'expiration du temps fixé au contrat. Le mineur ne peut pas non plus emprunter ; cependant si, en fait, il a reçu un prêt, il ne sera tenu que dans la limite des bénéfices qu'il aura retirés du contrat.

Le prêt fait par un non-propriétaire ne serait pas valable non plus, sauf à l'emprunteur à se prévaloir de la maxime « *en fait de meubles possession vaut titre*, » s'il y a bonne foi de sa part.

Ce prêt n'est pas essentiellement gratuit comme le commodat. Je peux vous prêter deux charretées de blé, à la charge par vous de m'en rendre deux et demie.

Que doit-on rendre ? Des choses pareilles en quantité, qualité, poids ou mesure. Il n'est pas question de savoir si elles ont augmenté ou diminué de valeur dans l'intervalle entre le prêt et la restitution. Si vous m'avez prêté deux paniers de pêches, ce sera deux paniers de pêches pareilles, que je devrai vous rendre : peu importe que les pêches aient doublé de valeur. De même pour l'argent : je vous prête 120 francs en pièces de 20 francs; si, plus tard, la pièce de 20 francs double de valeur et que, pour faire la somme de 120 francs, il soit nécessaire d'avoir seulement trois louis, au lieu des six que je vous ai donnés, vous ne m'en devrez que trois.

SECTIONS II ET III.

DES OBLIGATIONS DU PRÊTEUR ET DE L'EMPRUNTEUR.

Comme pour le commodat, si la chose prêtée a des défauts tels qu'elle puisse causer du préjudice à celui qui s'en sert, le prêteur est responsable s'il connaissait les défauts et n'en a pas averti l'emprunteur.

L'emprunteur doit rendre au terme convenu. Jusque-là le prêteur ne peut rien exiger. S'il n'a pas été fixé de terme, le prêteur peut exiger le paiement quand il le juge convenable. Mais le juge peut, selon les circonstances, accorder un délai à l'emprunteur, comme aussi, quand même il aurait été convenu que l'emprunteur paierait lorsqu'il le pourrait ou en aurait les moyens, le juge peut toujours, d'après les circonstances, fixer un terme pour le paiement.

Si la convention ne parle pas du lieu où doit être fait le paiement et que l'intention des parties, à cet égard, ne ressorte pas des circonstances de l'acte, il se fera au domicile du débiteur (art. 1247).

Si l'emprunteur, au jour fixé, était dans l'impossibilité de rendre des choses pareilles à celles qui lui ont été prêtées, il serait tenu d'en payer la valeur eu égard au temps et au lieu où la chose aurait dû être vendue.

Enfin, si l'emprunteur ne rendait ni les choses prêtées ni leur valeur au terme convenu, il en devrait l'intérêt du jour de la demande en justice (1).

---

(1) Voy. FORMULAIRE n° 79.

CHAPITRE TROISIÈME.

DU PRÊT A INTÉRÊT.

En général, on entend par intérêt tout ce que le prêteur reçoit au-delà de la somme ou de la chose prêtée. Quand l'iutérêt est exagéré et qu'il s'élève au-dessus du taux fixé par la loi, on l'appelle *usure*.

Au moyen âge, sous l'influence des idées religieuses, l'intérêt était prohibé. Les capitalistes ne voulant pas courir, sans fruit la chance de perdre leur argent, le gardaient chez eux. De là une foule de sommes stériles, une foule d'activités enchaînées par l'absence de ressources.

Pendant la période révolutionnaire, et sous l'empire même du Code, le taux de l'intérêt était à la discrétion de chacun. On prétait à dix, à vingt, à cinquante pour cent. Ce régime, plus favorable à la liberté qu'à la protection que la loi doit aux emprunteurs, présenta des inconvénients très-graves. Aussi une loi de 1807 fixa le taux de l'intérêt à cinq pour cent en matière civile et à six pour cent en matière commerciale.

Au surplus, cette limitation du taux de l'intérêt ne regarde que *l'argent* : on pourrait prêter les autres denrées: le vin, les fruits, etc..., à des taux supérieurs. Par exemple, une charretée de blé, à la charge d'en recevoir en retour une charretée et demie. Beaucoup d'économistes voudraient encore que la même liberté existât pour l'argent.

Les intérêts, pour rester légitimes, doivent toujours être pris en *dehors* et non pas en *dedans*. On dit que les intérêts sont pris en dedans, si, en vous prêtant 100 francs à 5 %, je ne vous donne que 95 francs, retenant aujourd'hui même l'intérêt, qui, légalement, me doit être payé seulement à l'échéance. D'ailleurs, ce ne serait plus les 100 francs promis que je vous prêterais, puisque je ne vous en livrerais que 95.

Il y a différentes sortes d'intérêts : 1° les intérêts *légaux* ou *conventionnels*, selon qu'ils courent en vertu d'une disposition de la loi ou de la convention des parties; 2° les intérêts *moratoires* ou *compensatoires*, selon qu'ils sont dus par suite d'une mise en demeure du débiteur, qui n'a pas restitué la somme au moment convenu, ou par suite d'une stipulation expresse du créancier, qui les a exigés en compensation des risques que court la somme prêtée.

Pour faire courir les intérêts moratoires, il faut une demande en justice. Il n'y a d'exception que pour le tuteur créancier reliquataire du mineur, et au profit du vendeur qui a livré une chose non frugifère sans avoir reçu son paiement. Dans ces deux cas, ils courent après une simple sommation.

Ils courent de plein droit et sans sommation : 1° au profit du mineur, créancier reliquataire du tuteur; 2° au profit du vendeur qui a livré une chose frugifère sans être payé; 3° au profit du mandataire qui a fait des avances pour le mandant; 4° au profit de la société contre l'associé qui a pris dans la caisse sociale des sommes pour les employer à son service, etc...

Ce sont ces intérêts qu'on appelle *légaux*.

Dans les cas où la loi fait courir les intérêts de plein droit, comme dans ceux où ils ont été l'objet d'une stipulation expresse, ils sont dus au créancier, lors même que la privation de ses capitaux ne lui a causé aucun dommage.

Mais aussi, quels que soient les dommages qui puissent résulter pour le créancier de la privation de son argent, il ne peut stipuler des intérêts au-dessus du taux légal.

La loi fait seulement quelques exceptions en faveur du crédit, notamment pour le créancier d'un associé, d'un mandataire qui demandent à rentrer dans leurs avances, ou du porteur d'une lettre de change, qui ne serait pas payé à l'échéance et ferait retraite sur le tireur ou sur l'un des endosseurs.

Quand quelqu'un a payé des intérêts non stipulés, il ne peut répéter ces in-

térêts que s'il l'a fait par erreur. La quittance du capital sans réserve des intérêts libère complétement le débiteur qui ne peut pas même prouver que les intérêts n'ont pas été payés (1).

DES RENTES. — Il y a cette différence entre le prêt et la rente, que, dans celle-ci, le prêteur s'interdit d'exiger le capital. Quand je vous prête 2,000 fr., c'est pour que vous m'en serviez les intérêts et, de plus, que vous me les rendiez à une certaine époque ; si je vous donne ces 2,000 francs à titre de rente, il me sera défendu de vous les demander tant que les arrérages, c'est-à-dire les intérêts en seront régulièrement payés (2).

Les rentes se divisent en rentes *constituées* et rentes *foncières*, suivant que le capital aliéné est mobilier ou immobilier; en rentes *perpétuelles* et *viagères*, selon qu'elles doivent exister pendant un temps illimité ou seulement pendant la vie de certaines personnes.

La rente est foncière non-seulement lorsqu'elle a pour cause immédiate et directe l'aliénation d'un immeuble, par exemple, quand je vous cède mon champ, moyennant 500 francs d'arrérages ; mais encore lorsque, après vous avoir vendu mon champ 10,000 francs, je vous laisse ces 10,000 francs, moyennant 500 francs d'arrérages ; pourvu que les deux conventions soient faites en même temps et dans un même contrat.

Il importe de distinguer les rentes foncières des rentes constituées. Nous donnerons les différences tout à l'heure, nous allons étudier d'abord leurs caractères communs.

Les rentes sont *mobilières* et *rachetables : mobilières*, c'est-à-dire que le débiteur des arrérages actionné par le créancier n'aura pas besoin de rendre l'immeuble et pourra toujours se libérer par la simple restitution d'un capital mobilier ; *rachetables*, c'est-à-dire que, si le créancier n'a pas le droit d'exiger son capital, le débiteur a toujours le droit de le lui rendre et de s'affranchir ainsi de la nécessité de payer les arrérages.

Pour estimer le chiffre du rachat, on s'y prend de la manière suivante. Toutes les fois qu'il s'agit d'une rente constituée ou de toute autre rente dont le capital a été fixé par les parties, on rembourse ce capital. S'il s'agit d'un immeuble, on prend le prix des denrées pendant les quatorze dernières années; on retranche les deux plus fortes et les deux plus faibles ; on prend la moyenne des dix restantes et l'on multiplie ce résultat par 25. Le produit est le capital à rendre. C'est ainsi sur le pied de 4 % que se fait le rachat, quand il s'agit d'immeubles.

Les rentes constituées et les rentes foncières se séparent sur plusieurs points, ainsi que nous venons de le dire. On peut convenir qu'on ne rachètera pas les premières avant trente ans ; le délai du rachat pour les autres ne peut pas être porté au-delà de dix ans.

Le capital à restituer dans la rente foncière peut, au moment du contrat, être fixé par les parties au chiffre qui leur convient. Par exemple, les parties peuvent convenir qu'une rente foncière produisant cinq francs d'arrérages, sera remboursée à 200 francs, c'est-à-dire à 10 %. Une telle clause serait usuraire dans la rente constituée: 5 francs d'arrérages ne peuvent pas être remboursés à plus de 100 francs, c'est-à-dire à un taux supérieur au taux légal de 5 %.

La rente foncière étant assimilée à une vente, peut être rescindée pour *vileté* de prix; la rente constituée étant regardée comme un prêt, ne peut jamais l'être pour la même raison ; car on peut prêter son argent au taux que l'on veut, pourvu que ce ne soit pas à un taux supérieur à 5 %.

---

(1) Voy FORMULAIRE, n° 80.
(2) Voy. FORMULAIRE n° 81.

Enfin, si le débiteur de la rente foncière omet *une année* seulement de payer ses arrérages, le créancier peut demander la résolution du contrat ; le créancier d'une rente constituée n'aurait le même droit que si son débiteur avait passé *deux années consécutives* sans satisfaire à ses obligations.

Les rentes les plus nombreuses aujourd'hui sont les rentes sur l'État. L'État, pour réaliser ses emprunts, met en souscription une certaine quantité d'arrérages, mais à des conditions un peu différentes de celles que nous venons de voir. Ainsi, au lieu d'offrir simplement une certaine quantité d'arrérages pour un capital déterminé, par exemple 5 %, 4 %, il offre 3 % au *cours* 60 ou 4 % au cours 70. Cela veut dire que, pour 60 francs de capital, l'État servira 3 francs d'arrérages, et que si jamais il rembourse la rente ce remboursement se fera sur le pied de 100 francs de capital pour chaque trois francs d'arrérages.

Ces rentes sont négociables et, sous le nom de *rentes sur l'État*, *Effets publics*, elles sont l'objet de nombreux marchés à la Bourse. Le *cours* monte ou descend selon les circonstances. Ainsi, la rente 3 %, achetée à 60 francs, peut monter jusqu'à 100 et 110, comme elle peut descendre à 50, etc. Tout dépend du plus ou moins de crédit que l'État obtient au marché.

Nous avons dit que, comme tout crédit-rentier, l'État a droit de rembourser et qu'il rembourse à 100 francs. On voit, dès lors, que, si la rente est au *cours* de 50, 60, 70 même ou 90, l'État n'a aucun intérêt à faire ce remboursement; que si, au contraire, la rente s'élève au-dessus du *pair*, c'est-à-dire au-dessus du taux de remboursement, à 110 par exemple, il a tout avantage à se libérer, puisqu'il rachètera 100 francs un titre qu'il pourra revendre 110. Voici donc ce qui arrive dans ces moments de hausse. L'État met ses créanciers dans l'alternative de se laisser rembourser ou de subir une réduction d'arrérages, par exemple de mettre le 3 % à 2 et demi %. C'est ce qu'on appelle la conversion de la rente.

Notons, en terminant, que le contrat de rente peut être résolu non-seulement quand le débiteur passe un an ou deux ans sans payer les arrérages; mais encore lorsqu'il diminue les sûretés promises ou qu'il tombe en faillite ou en déconfiture.

La rente viagère étant un contrat aléatoire, nous en parlerons plus loin, en traitant de cette espèce de contrats.

TITRE ONZIÈME

Du dépôt et du séquestre

CHAPITRE PREMIER.

DU DÉPOT EN GÉNÉRAL ET DE SES DIVERSES ESPÈCES.

Le dépôt, en général, est un acte par lequel on reçoit la chose d'autrui, à la charge de la garder et de la restituer en nature.

Le dépôt prend le nom de *séquestre* lorsqu'il consiste en une chose litigieuse remise entre les mains d'un tiers, qui est chargé de la rendre quand la question aura été décidée par la justice.

Il y a donc deux espèces de dépôt : le dépôt proprement dit et le séquestre.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DU DÉPÔT PROPREMENT DIT.

SECTION Ire.

DE LA NATURE DU CONTRAT DE DÉPOT.

Le dépôt proprement dit est un contrat par lequel une personne donne une chose corporelle ou incorporelle et *mobilière* à garder à une autre, qui s'en charge *gratuitement* et s'oblige à la rendre à la volonté du déposant.

Ce contrat n'est parfait que par la tradition de la chose déposée. En effet, on ne comprend pas les obligations du dépositaire tant que le dépôt ne lui a pas été remis. La tradition feinte suffirait, si le dépositaire se trouvait déjà nanti, à quelque autre titre, de la chose que l'on consent à lui laisser en dépôt.

Les immeubles ne peuvent être l'objet que de séquestre.

Le dépositaire n'a que la garde du dépôt. Il ne peut s'en servir sans la permission expresse ou présumée du déposant.

Remarquons que le dépôt doit être rendu à la première réquisition du déposant, même lorsqu'un délai a été fixé, parce que ce délai a été stipulé dans son intérêt et non pas dans celui du dépositaire. Il en serait néanmoins autrement si la chose déposée avait été frappée d'opposition ou de saisie entre les mains de celui-ci.

Le dépôt est volontaire ou nécessaire.

SECTON II.

DU DÉPOT VOLONTAIRE.

Le dépôt volontaire est celui dans lequel le choix du dépositaire dépend uniquement de la volonté parfaitement libre du déposant (1).

Le dépôt, comme tous les autres contrats, ne peut avoir lieu, en général, qu'entre personnes capables de contracter, Si l'un des contractants est incapable, une distinction est nécessaire.

Est-ce le déposant? Le dépositaire est tenu de toutes les obligations inhérentes au dépôt, et il peut être poursuivi, pour la restitution, par le tuteur ou autre représentant du déposant.

Est-ce le dépositaire? Le déposant n'a que l'action en revendication de la chose déposée si elle existe encore entre les mains du dépositaire. Si non, il n'a qu'une simple action personnelle jusqu'à concurrence de ce dont le dépositaire a profité.

Le dépôt volontaire ne peut être régulièrement fait que par le propriétaire de la chose déposée ou de son consentement exprès ou tacite.

Le dépôt volontaire doit être prouvé par écrit. Le preuve testimoniale n'en est point reçue pour valeur excédant cent cinquante francs. A défaut d'écrit et au-dessus de cette somme, celui qui est attaqué comme dépositaire en est cru, sur sa déclaration, soit pour le fait même du dépôt, soit pour la chose qui en faisait l'objet, soit pour le fait de sa restitution.

---

(1) Voy. FORMULAIRE N° 82.

SECTON III.

DES OBLIGATIONS DU DÉPOSITAIRE.

Le dépositaire contracte deux obligations principales : la première, de garder fidèlement la chose déposée ; la seconde, de la restituer à la première réquisition du déposant. Les deux obligations ont cela de commun, qu'elles cessent du moment que le dépositaire peut prouver qu'il est lui-même le propriétaire de la chose déposée.

Les parties peuvent convenir que le dépositaire répondra de toute espèce de faute. S'il n'a rien été stipulé à cet égard, le dépositaire est tenu, par la nature du contrat, d'apporter dans la garde de la chose les mêmes soins qu'il apporte pour celles qui lui appartiennent.

Et, néanmoins, on a droit d'exiger de lui une exactitude plus rigoureuse dans les trois cas suivants :

1° S'il s'est offert lui-même pour recevoir le dépôt ;

2° Si le dépôt est dans son intérêt ;

3° S'il reçoit un salaire.

Bien entendu, il n'est jamais tenu des accidents de force majeure, à moins qu'il n'eût été, auparavant, mis en demeure de rendre la chose.

Mais si, par suite de l'accident, il a reçu le prix de l'objet ou quelque chose à la place, il est tenu de restituer ce qu'il a reçu.

Si la chose avait été confiée dans un coffre fermé ou sous enveloppe cachetée, il ne doit pas chercher à la connaître.

Le dépositaire doit restituer la chose même qu'il a reçue. Si le dépôt consiste en argent, ce sont les pièces reçues *elles-mêmes* qu'il doit rendre, sans avoir égard à l'augmentation ou à la diminution qui a pu s'opérer dans leur valeur.

Il est tenu de rendre la chose dans l'état où elle se trouve au moment de la restitution, et il ne répond que des détériorations survenues par son fait.

Si par dol ou par quelque faute du genre de celles dont il est tenu, il a cessé de posséder la chose, il doit en restituer la valeur avec dommages-intérêts, s'il y a lieu. Et même, en cas de dol, il est puni d'un emprisonnement de deux mois au moins et d'un an au plus, et d'une amende qui ne peut être moindre de vingt-cinq francs et qui ne peut excéder le quart des restitutions et dommages-intérêts dus aux parties lésées. Il en est de même à l'égard de son héritier, s'il est prouvé qu'il avait connaissance du dépôt ; autrement, il est présumé de bonne foi, et s'il a vendu la chose, il n'est tenu que de rendre le prix, s'il l'a reçu, ou, dans le cas contraire, de céder l'action qu'il a contre l'acheteur.

Si la chose produit des fruits qui aient été perçus par le dépositaire, il est tenu de les restituer. Mais si le dépôt consiste en argent, il ne doit les intérêts que du jour où il a été mis en demeure de faire la restitution.

La restitution doit se faire dans le lieu fixé par le contrat. Le dépositaire est tenu d'y porter ou d'y faire porter la chose, sauf à se faire tenir compte, par le déposant, des frais de l'acheteur. S'il n'a pas été désigné de lieu, la restitution doit être faite dans le lieu même du dépôt.

Quant à l'époque, nous l'avons déjà vu, c'est à la première réquisition du déposant.

La restitution doit être faite à la personne qui a fait le dépôt ou au nom de laquelle il a été fait, ou qui a été indiquée par le déposant pour le recevoir.

Cependant, il peut arriver que, dans l'intervalle, le déposant soit mort ou ait changé d'état. Dans le premier cas, la chose doit être rendue à son héritier, et, s'il y en a plusieurs, à chacun pour sa part et portion ; et si la chose déposée n'est pas naturellement divisible, ils sont tenus de s'accorder entre eux pour

la recevoir. Dans le second cas, le dépôt doit être restitué à la femme propriétaire, par exemple, si le dépôt avait été fait par son mari, alors qu'elle n'était pas encore séparée. En un mot, le dépôt doit toujours être restitué au propriétaire ou à celui qui le représente, s'il n'a pas été capable au moment où la restitution doit être faite.

Si le dépôt avait été fait par un non-propriétaire et que le dépositaire vînt à découvrir que la chose a été volée et qu'il en est le propriétaire, il doit lui dénoncer le dépôt, avec sommation de le réclamer dans un délai déterminé et suffisant. Si le propriétaire ne réclame pas, le dépositaire peut se libérer en restituant le dépôt à celui de qui il l'a reçu.

SECTION IV.

DES OBLIGATIONS DU DÉPOSANT.

Le déposant est tenu d'indemniser le dépositaire des impenses qu'il a faites pour la conservation de la chose et du préjudice que le dépôt peut lui avoir occasionné. Le dépositaire peut retenir le dépôt jusqu'à l'entier paiement de ce qui lui est dû à raison du dépôt.

SECTION V.

DU DÉPOT NÉCESSAIRE.

Le dépôt nécessaire (1) est celui dans lequel le choix du dépositaire ne dépend pas uniquement de la libre volonté du déposant, mais qui a été forcé par quelque accident, tel qu'un incendie, une ruine, un pillage ou autre événement imprévu. Le dépôt d'effets apportés dans une hôtellerie par un voyageur est aussi considéré comme un dépôt nécessaire.

On applique à ce dépôt les règles générales que nous avons données, avec cette différence, toutefois, qu'il peut être prouvé par témoins, tandis que le dépôt volontaire ne le peut pas.

L'aubergiste est responsable du vol ou du dommage des effets du voyageur, soit que le vol ait été fait ou que le dommage ait été causé par les domestiques ou préposés de l'hôtellerie, ou par des étrangers allant et venant dans l'hôtellerie. Mais si le fait a été commis à main armée ou par autre force majeure, l'aubergiste n'en est pas responsable.

CHAPITRE TROISIÈME.

DU SÉQUESTRE.

SECTION Ire.

DES DIVERSES ESPÈCES DE SÉQUESTRE.

Le séquestre est conventionnel ou judiciaire.

---

(1) Voy. FORMULAIRE, nº 83.

SECTION II.

DU SÉQUESTRE CONVENTIONNEL.

Le séquestre conventionnel est le dépôt fait, par une ou plusieurs personnes, d'une chose contentieuse entre les mains d'un tiers qui s'oblige à la rendre, après la contestation terminée, à la personne qui sera jugée devoir l'obtenir.

Le séquestre peut n'être pas gratuit.

Lorsqu'il est gratuit, il est soumis aux règles du dépôt proprement dit, sauf les différences ci-après énoncées.

Le séquestre peut avoir pour objet non-seulement des effets mobiliers, mais même des immeubles.

Le dépositaire chargé du séquestre ne peut être déchargé, avant la contestation terminée, que du consentement de toutes les parties intéressées ou pour une cause jugée légitime (1).

SECTION III.

DU SÉQUESTRE JUDICIAIRE.

Le séquestre est judiciaire quand il est fait par ordonnance du juge.

La justice peut ordonner le séquestre : 1° des meubles saisis sur un débiteur; 2° d'un immeuble ou d'une chose mobilière dont la propriété ou la possession est litigieuse entre deux ou plusieurs personnes; 3° des choses qu'un débiteur offre pour sa libération.

Lorsqu'il s'agit d'un immeuble saisi, le saisi peut être nommé séquestre (2). S'il s'agit des meubles saisis sur un débiteur le dépositaire se nomme *gardien*. Le gardien est ordinairement établi par l'exploit de saisie.

L'établissement d'un gardien judiciaire produit, entre le saisissant et le gardien des obligations réciproques. Le gardien doit apporter à la conservation des effets saisis les soins d'un bon père de famille. En conséquence, il ne peut les louer, les prêter ni s'en servir à peine de privation des frais de garde et de dommages-intérêts.

Il doit, en outre, tenir compte des profits et revenus que les objets saisis ont pu produire, et, enfin, représenter le tout à qui de droit.

Le gardien peut demander sa décharge si la vente n'a pas été faite au jour indiqué par le procès-verbal et qu'il n'y ait pas eu d'empêchement. En cas d'empêchement, il peut demander sa décharge deux mois après la saisie. La demande en décharge est dirigée contre le saisissant et le saisi, et jugée en référé par le juge du lieu de la saisie.

TITRE DOUZIÈME

Des contrats aléatoires.

Le contrat *aléatoire* est celui dans lequel chacune des parties court une chance de gain ou de perte. On en distingue quatre : 1° le contrat d'assurance; 2° le prêt à la grosse aventure; 3° le jeu et le pari; 4° la rente viagère.

Les deux premiers sont régis par le Code de commerce, liv. II, tit. IX et X, auxquels nous renvoyons.

---

(1) Voy. FORMULAIRE 84.
(2) *Séquestre* signifie à la fois la chose séquestrée et la personne chargée de la détenir.

CHAPITRE PREMIER.

DU JEU ET DU PARI.

Le jeu est un contrat par lequel deux joueurs conviennent que celui qui perdra donnera à l'autre une certaine somme ou un certain objet.

Le pari est le contrat par lequel deux personnes conviennent que, selon que telle chose arrivera ou n'arrivera pas, ou bien qu'elle arrivera ou n'arrivera pas d'une certaine manière, l'une d'entre elles payera à l'autre, et réciproquement, une somme ou une chose convenue.

La loi n'accorde aucune action pour une dette de jeu ou pour le paiement d'un pari, c'est-à-dire que le gagnant ne peut pas forcer le perdant à payer la chose convenue, il ne pourra pas obtenir un jugement de condamnation contre lui. Mais si ce dernier a payé, il ne peut répéter, à moins qu'il n'y ait eu dol de la part du gagnant.

On excepte de ces dispositions les jeux qui tiennent à l'adresse ou à l'exercice du corps, comme les armes, les courses à pied, à cheval et des chars, le jeu de paume et autres semblables. Dans ces sortes de jeux, le gagnant a une action contre le perdant, sauf aux tribunaux à rejeter la demande, si elle leur paraît excessive.

CHAPITRE DEUXIÈME

DU CONTRAT DE RENTE VIAGÈRE.

La constitution d'une rente viagère est un contrat par lequel une partie s'engage envers l'autre, à titre gratuit ou onéreux, à servir une rente annuelle, payable pendant la vie naturelle de l'individu ou des individus désignés dans le contrat.

Lorsqu'elle est constituée à titre gratuit elle ne peut avoir lieu que dans les formes requises par la loi pour les donations et les testaments. Elle est, comme les donations rapportables, réductible, etc. Elle demande, entre le disposant et le bénéficiaire, les mêmes capacités qu'entre un donataire et un donateur.

Le prix, quand elle est à titre onéreux, peut consister, soit dans une somme d'argent soit dans un meuble ou un immeuble quelconque. Dans ce cas, la constitution de rente viagère a le caractère d'une vente, au moins sous le rapport de l'irrévocabilité, tant de la part du créancier que de la part du débiteur. En conséquence, ce dernier est tenu de servir la rente pendant toute la vie de la personne ou des personnes désignées au contrat, qu'elle qu'en soit la durée et quelque onéreux que puisse devenir le service de la rente, sans qu'il puisse s'en libérer en aucune manière, même en offrant de restituer le prix et de renoncer à la restitution des arrérages payés.

De son côté, le créancier ne peut demander la restitution du capital ou de l'objet aliéné à charge de la rente même pour défaut de payement des arrérages. Il peut seulement saisir et faire vendre les biens de son débiteur, et faire ordonner ou consentir, sur le produit de la vente, l'emploi d'une somme suffisante pour le service de la rente.

Cependant, celui au profit duquel la rente viagère a été constituée, moyennant un prix, peut demander la résiliation du contrat, si le constituant ne lui donne les sûretés stipulées pour son exécution.

Il faut remarquer que ce contrat étant aléatoire, la loi n'a pas pu fixer un taux au-dessus ou au-dessous duquel la rente ne puisse pas être constituée Jusqu'à la mort de la personne sur la tête de laquelle la rente a été constituée, personne ne pourrait dire de quel côté sera le gain ou la perte; tout consiste

en chances, en probabilités, que les parties contractantes seules peuvent justement apprécier. Aussi, il leur est permis de la constituer au taux qu'il leur plaît.

Cependant s'il y avait avantage manifeste; par exemple, si on avait aliéné un immeuble de 100 pour une rente viagère de 1 ou 2, et que l'immeuble ne fût pas sujet à dépérissement, il faudrait décider que les parties ont fait une donation déguisée de l'immeuble.

La rente viagère peut être constituée au profit d'un tiers, quoique le prix en soit fourni par une autre personne. Dans ce dernier cas, quoiqu'elle ait les caractères d'une libéralité, elle n'est point assujettie, aux formes requises pour les donations, mais seulement aux dispositions relatives à sa quotité disponible et à la capacité des personnes.

Le propriétaire d'une rente viagère n'en peut demander les arrérages qu'en justifiant de son existence ou de celle de la personne sur la tête de laquelle elle a été constituée. Lorsque ce dernier vient à mourir, la rente n'est acquise au créancier que dans la proportion du nombre de jours qu'il a vécu. Néanmoins, s'il a été convenu qu'elle serait payée d'avance, le terme qui a dû être payé est acquis du jour où le payement a dû en être fait.

La rente viagère ne s'éteint que par la *mort naturelle* de celui sur la tête de qui elle a été constituée : avant la loi de 1857, la *mort civile* la laissait subsister. Mais nous répétons que c'est à celui qui réclame la rente à justifier de l'existence de cette personne.

La rente viagère peut être constituée, soit sur la tête de celui qui en fournit le prix, soit sur la tête d'un tiers, qui n'a aucun droit d'en jouir. Elle peut être constituée sur une ou plusieurs têtes, soit qu'elle doive passer de l'une à l'autre jusqu'au décès du dernier mourant, soit que chacune des têtes ait droit d'en jouir, ensemble ou séparément dans l'ordre et de la manière fixée par le contrat.

Tout contrat de rente viagère créée sur la tête d'une personne qui était morte au jour du contrat ne produit aucun effet. Il en serait de même du contrat par lequel la rente a été créée sur la tête d'une personne atteinte de la maladie dont elle est décédée dans les vingt jours de la date du contrat

La rente viagère peut être stipulée insaisissable; mais seulement lorsque celui à qui elle doit être payée en jouit à titre gratuit (1).

TITRE TREIZIÈME

Du mandat

CHAPITRE PREMIER.

DE LA NATURE ET DE LA FORME DU MANDAT.

Le mandat est un contrat par lequel un individu appelé mandant confie la gestion d'une ou de plusieurs affaires à un autre individu appelé mandataire, qui l'accepte.

On appelle *procuration* le pouvoir donné par le mandant au mandataire; le mandat est donc une procuration acceptée.

---

(1) Voy. FORMULAIRE n° 85.

Le mandat peut être donné par acte authentique, sous seing-privé (1) par lettre et même verbalement. Dans ce dernier cas, la preuve n'en peut être faite par témoins au dessus de 150 francs ; car, en fait de mandat, on s'en rapporte aux règles générales de la preuve.

Il peut être donné purement et simplement, à terme, ou sous condition.

En pratique, le pouvoir authentique prend le nom de *procuration*, et le pouvoir donné sous seing-privé conserve le nom de *pouvoir*.

L'acceptation du mandat peut être expresse ou tacite.

Le mandat peut être *spécial* ou *général*, spécial, quand la procuration est donnée pour une ou plusieurs choses déterminées, indiquées dans l'acte (2) ; général, quand le mandant donne au mandataire l'ordre de gérer toutes ses affaires.

Le mandat spécial doit s'entendre restrictivement, et il ne faut pas sortir des termes dans lesquels il est conçu : le pouvoir de transiger, par exemple, ne donnerait pas celui de compromettre, parce que transiger et compromettre sont deux actes différents.

Le mandat général, par exemple, celui qui serait conçu en ces termes : « Je donne à Paul le droit de faire, au sujet de mes biens, tout ce que je pourrais faire moi-même et tout ce qu'il jugera convenable ; n'emporterait pas le droit d'*aliéner* ou d'*hypothéquer*. La loi présume que le mandant a voulu renfermer les pouvoirs de son mandataire dans les limites d'une large administration. Pour les aliénations ou les hypothèques, il faut un mandat spécial. Particulièrement pour l'hypothèque, on décide généralement que le mandat doit être non-seulement spécial, mais encore *authentique*.

Chacun étant libre de confier le soin de ses affaires à qui il lui plaît, on peut confier un mandat à des mineurs émancipés ou à des femmes mariées. Dans ce cas, les actes faits par ces incapables seront valables, car c'est dans la personne du mandant lui-même que toutes les obligations ont pris naissance. Les tiers, par conséquent, n'auront rien à craindre ; mais quant aux rapports qui naissent du mandat, entre le mandant et le mandataire, ils ne peuvent avoir d'effets que suivant les règles relatives aux obligations des mineurs et des femmes mariées.

Le mandat peut être *légal*, *judiciaire* ou *conventionnel* : le mari administrant les biens de sa femme est un mandataire légal; le curateur d'une succession vacante, un mandataire judiciaire. Le mandat est conventionnel quand il est donné de gré à gré par une personne à une autre.

Le mandat est gratuit. Néanmoins, la gratuité n'est pas de son essence ; les parties peuvent stipuler un salaire.

Différences entre le mandat salarié et le louage d'industrie. — Il est assez difficile de distinguer le mandat salarié du louage d'industrie. Les auteurs ne s'accordent pas sur le caractère fondamental et différentiel de ces deux contrats. Mais on admet, généralement, que le mandat se distingue du louage par le pouvoir qu'a le mandataire de *représenter* le mandant, de parler en son nom, de l'obliger.

L'avoué *représente* son client, il prend des conclusions en son nom ; c'est un mandataire : l'avocat qui se contente de développer les conclusions de l'avoué, de parler en faveur du client, n'est pas un mandataire.

C'est là la différence fondamentale, mais il en est d'autres. Le louage d'industrie a pour objet un simple fait matériel ou intellectuel : une maison à bâtir, une maladie à traiter, une cause à défendre; l'objet du mandat est un acte juridique : une vente, un achat, un dépôt, etc.

Celui qui loue ses services reçoit un salaire : le mandataire n'est salarié que s'il existe, à cet égard, une stipulation expresse. Le premier a un privilége pour le paiement de ce qui lui est dû, le mandataire n'en a pas, etc.

---

(1) Voy. FORMULAIRE nº 86.

(2) Voy. FORMULAIRE nº 87.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DES OBLIGATIONS DU MANDATAIRE.

Le mandataire, en acceptant le mandat, contracte trois obligations : 1° Il doit gérer l'affaire dont il est chargé; 2° il doit y apporter tout le soin qu'elle exige; 3° il doit rendre compte de sa gestion.

1° Il doit gérer l'affaire. Il est tenu d'accomplir le mandat tant qu'il en demeure chargé, et il répond des dommages-intérêts qui pourraient résulter de son inexécution. Il n'est cependant pas tenu de l'accomplir par lui-même; il peut, à moins que cela ne lui ait été formellement interdit, déléguer ses pouvoirs à une autre personne du fait de laquelle il répond comme du sien propre.

Il serait également responsable, dans le cas où il aurait reçu le pouvoir de déléguer, si personne ne lui avait été désigné et si celui dont il avait fait choix était notoirement incapable ou insolvable; le tout sans préjudice du droit qu'a, dans tous les cas, le mandant d'agir directement contre le délégué.

Le mandataire doit se renfermer rigoureusement dans les termes du pouvoir qui lui a été donné en observant que le mandat, même conçu en termes tout à fait généraux, n'est jamais censé contenir pouvoir d'aliéner ou d'hypothéquer, ainsi que nous l'avons dit plus haut.

La responsabilité du mandataire qui a excédé les bornes de son mandat n'a lieu qu'à l'égard du mandant. La partie avec laquelle il a traité n'a recours contre lui que dans deux cas : lorsqu'il ne lui a pas donné connaissance suffisante de ses pouvoirs; lorsqu'il s'est soumis personnellement à la garantie.

2° Il doit apporter à la chose tout le soin qu'elle exige. Il répond ainsi de toutes les fautes qu'il commet dans sa gestion, sauf aux tribunaux à appliquer cette responsabilité moins rigoureusement à celui dont le mandat est gratuit.

3° Il doit rendre compte de sa gestion. Il doit, dans ce compte, faire raison au mandant de tout ce qu'il a reçu, en vertu du mandat, quand même cela n'aurait point été dû au mandant. Il doit également compte des intérêts des sommes qu'il a employées à son propre usage à dater du jour de l'emploi. Quant à celles dont il est reliquataire par l'arrêté de compte, il n'en doit les intérêts qu'à compter du jour où il a été mis en demeure.

S'il y a plusieurs mandataires constitués par le même acte, chacun n'est tenu que de ce qu'il a géré. La solidarité ne peut résulter que d'une convention expresse.

CHAPITRE TROISIÈME.

DES OBLIGATIONS DU MANDANT.

Le mandant est tenu d'exécuter les engagements contractés par le mandataire, conformément au pouvoir qui lui a été donné. Il n'est pas tenu de ce qui a pu être fait au-delà, à moins qu'il ne l'ait expressément ou tacitement ratifié.

Il n'est peut-être pas sans intérêt de donner l'avis de la Cour de cassation sur certains cas se rattachant à cette dispositisn de la loi. La Cour décide que les faits du préposé d'une compagnie d'assurances terrestres, lorsqu'ils sont relatifs à la rédaction de la police et aux stipulations qu'elle contient, engagent la compagnie vis-à-vis de l'assuré; que le maître qui a remis à son domestique l'argent nécessaire pour acheter les provisions du ménage, n'est pas responsable vis-à-vis des fournisseurs qui ont livré ces provisions à crédit;

que le mandant n'est pas responsable de la fraude employée envers les tiers de bonne foi, par le mandataire, dans l'exécution de son mandat, bien qu'en définitive, en employant la fraude, il ait excédé les bornes de son mandat.

Le mandant doit rembourser au mandataire les avances et frais que celui-ci a faits pour l'exécution du mandat et lui payer ses salaires, lorsqu'il lui en a été promis. Ces remboursements et ces paiements doivent être faits, lors même que l'affaire n'aurait pas réussi, à condition, toutefois, qu'il n'y ait aucune faute imputable au mandataire. Il ne peut pas non plus faire réduire le montant des frais et avances, sous prétexte qu'ils pouvaient être moindres.

Le mandant doit aussi indemniser le mandataire des pertes que celui-ci a essuyées à l'occasion de sa gestion, sans imprudence qui lui soit imputable.

L'intérêt des avances faites par le mandataire lui est dû par le mandant à dater du jour des avances constatées. Enfin, lorsque le mandataire a été constitué par plusieurs personnes pour une affaire commune, chacune d'elles est tenue solidairement envers lui de tous les effets du mandat.

CHAPITRE QUATRIÈME.

DES DIFFÉRENTES MANIÈRES DONT FINIT LE MANDAT.

Le mandat finit : 1° par la révocation du mandataire, qu'elle soit expresse ou qu'elle résulte tacitement des circonstances; 2° par la renonciation du mandataire ; cette renonciation pourrait donner lieu à des dommages-intérêts, si elle était inopportune; 3° par la mort, l'interdiction ou la déconfiture du mandant ou du mandataire ; 4° par l'expiration du temps ou l'exécution complète du mandat.

Les différentes causes d'extinction provenant du mandat doivent être notifiées au mandataire, lorsqu'elles sont telles qu'il n'a pas pu les prévoir. Jusque-là les actes de bonne foi faits par lui sont opposables au mandant ou à ses héritiers.

Le mandant doit aussi retirer la procuration des mains du mandataire, afin que celui-ci ne puisse pas tromper les tiers en la leur montrant. S'il avait négligé de prendre cette précaution, il devrait exécuter tous les actes faits ainsi par le mandataire, sauf son recours contre celui-ci.

TITRE QUATORZIÈME

Du cautionnement.

CHAPITRE PREMIER.

DE LA NATURE ET DE L'ÉTENDUE DU CAUTIONNEMENT.

Le cautionnement est un contrat par lequel une ou plusieurs personnes promettent d'acquitter l'obligation d'un tiers, pour le cas où ce tiers ne l'acquitterait pas lui-même.

Celui qui contracte cet engagement s'appelle *caution* ; on nomme *certificateur* celui qui cautionnerait la *caution* elle-même.

Il ne faut pas confondre l'obligation de la *caution* telle que nous l'entendons ici, avec l'engagement pris par une personne qui hypothéquerait son

champ pour garantir la dette d'un tiers, sans s'obliger personnellement. La *caution*, dans le premier cas, est tenue indéfiniment sur tous ses biens; dans le deuxième cas, elle n'est tenue que dans la limite de l'hypothèque qu'elle a consentie.

Exemple : Pierre se porte *caution* de la dette contractée par Paul; si Paul ne paie pas à l'échéance, Pierre devra payer lui-même et sera tenu sur tous ses biens. Si, au contraire, Pierre avait seulement affecté son champ ou sa maison à la garantie de la dette de Paul, le créancier de Paul ne pourrait que faire vendre cet immeuble et se payer sur le prix.

Ce contrat n'est soumis à aucune formalité particulière. C'est un contrat de bienfaisance, c'est-à-dire à *titre gratuit*, entre la caution et le débiteur cautionné; mais entre le débiteur et la caution le contrat serait à *titre onéreux*, s'il avait été convenu que la caution recevrait une indemnité. Une obligation peut être cautionnée par une ou plusieurs personnes ensemble ou séparément. Les cautions se nomment alors cofidéjusseurs. Nous examinerons tout à l'heure quels sont les droits et les obligations respectifs de ces cofidéjusseurs.

Le cautionnement ne se présume jamais : il doit être expressément stipulé, il ne peut s'étendre au-delà des limites dans lesquelles il a été contracté; mais quand il est indéfini (lorsqu'on dit, par exemple, je cautionne la dette de Pierre), il s'étend à tous les accessoires de la dette, même aux frais de la première demande et à tous ceux postérieurs à la dénonciation qui en est faite à la caution.

Les engagements des cautions passent à leurs héritiers, à l'exception de la contrainte par corps, si l'engagement était tel que la caution y fût obligée.

L'obligation de la caution est toujours accessoire, et elle peut, en conséquence, accompagner (1) ou suivre (2) l'obligation principale, ou même la précéder (3).

Elle est donnée pour garantir une dette; mais pour la garantir, il faut que cette dette existe. D'où il suit :

1° Que la caution donnée pour une dette nulle, est nulle;

2° Que si la dette ou obligation principale est annulable, l'obligation de la caution est également annulable. Et, néanmoins, peuvent être valablement cautionnées les obligations annulables, lorsque la nullité est purement personnelle à l'obligé, par exemple, en cas de minorité. Effectivement, en cas de minorité, l'obligation est annulable; mais cette nullité tient exclusivement à la personne du mineur et ne peut être demandée que par lui : une dette de jeu ne peut pas être cautionnée.

Une obligation naturelle (nous rappelons que l'obligation naturelle est celle qui nous oblige en conscience, mais pour laquelle la loi ne donne pas d'action) peut être valablement cautionnée;

3° Le cautionnement ne peut excéder ce qui est dû par le débiteur, ni être contracté sous des conditions plus onéreuses. Si l'obligé principal a promis 5, la caution ne peut pas promettre 6; s'il a promis de payer à son domicile, la caution ne peut pas promettre qu'elle fera le paiement au domicile du créancier. Néanmoins, dans ces cas, le cautionnement ne serait pas nul, mais seulement réductible à la mesure de l'obligation principale.

Une personne peut se porter caution sur l'ordre du débiteur, ou à son insu, ou même malgré lui.

Dans le premier cas, la caution est un mandataire et peut exercer son recours d'après les règles que nous avons données plus haut en parlant du

---

(1) Voy. FORMULAIRE n° 88.
(2) Voy FORMULAIRE, n° 89.
(3) Voy. FORMULAIRE n° 90.

mandat. Dans le deuxième cas, c'est un gérant d'affaires, et il peut exercer son recours à ce titre. Dans le troisième cas, la caution est censée avoir fait au débiteur une libéralité, et le recours ne peut être exercé que s'il était démontré, par les circonstances, que l'opposition du débiteur n'était que la résistance de sa délicatesse.

DIVERSES ESPÈCES DE CAUTIONS ET QUALITÉS QU'ELLES DOIVENT AVOIR. — La caution est conventionnelle, légale ou judiciaire.

1° *Caution conventionnelle.* — La caution conventionnelle est celle qui intervient en vertu de la convention des parties. Quand elle est requise dans le contrat principal, le créancier exige telles qualités qu'il lui convient. Mais si, dans l'obligation principale, le débiteur s'était engagé à donner caution, ou s'il s'agit d'une caution exigée par la loi ou par un jugement, il faut: 1° quelle ait la capacité de contracter ; 2° qu'elle ait des *immeubles* suffisants pour répondre; des meubles suffiraient en matière commerciale ou s'il s'agissait d'une dette modique; 3° que ces immeubles ne soient pas litigieux ou d'une discussion trop difficile à cause de leur éloignement ; 4° qu'elle ait son domicile dans le ressort de la Cour d'appel où elle doit être donnée.

Lorsque la caution reçue par le créancier volontairement ou en justice est ensuite devenue insolvable, il doit en être donnée une autre. Cette règle reçoit exception dans le cas seulement où la caution n'a été donnée qu'en vertu d'une convention par laquelle le créancier a exigé une telle personne pour caution.

2° *Caution légale.*— La loi exige une caution dans une foule de cas. Doivent notamment donner caution : l'usufruitier avant d'entrer en jouissance; le conjoint survivant et les enfants naturels qui recueillent la succession à titre de successeurs irréguliers ; l'héritier bénéficiaire, quand les créanciers ou autres personnes intéressées l'exigent ; l'étranger demandeur ou civil, quand il n'est pas dans un cas de dispense légale et que le défendeur oppose l'exception *judicatum solvi.*

3° *Caution judiciaire.* — La justice exige une caution : de ceux qui obtiennent, sous cette condition, l'exécution provisoire d'un jugement civil, dans certains cas prévus par le Code de procédure ; de ceux qui veulent faire exécuter provisoirement un jugement commercial, quand ils ne sont pas formellement dispensés de la caution, etc.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DE L'EFFET DU CAUTIONNEMENT.

SECTION Ire.

DE L'EFFET DU CAUTIONNEMENT ENTRE LE CRÉANCIER ET LA CAUTION.

Les cautions s'obligeant pour autrui et presque toujours gratuitement sont favorisées par la loi, qui leur accorde trois bénéfices particuliers connus sous le nom de *bénéfice de discussion, bénéfice de division, bénéfice de subrogation.*

1° *Bénéfice de discussion.* — Le bénéfice de discussion est une exception en vertu de laquelle la caution légale ou conventionnelle, assignée en payement

par le créancier, peut, en remplissant certaines conditions, l'obliger de discuter préalablement les biens du débiteur principal.

Ce bénéfice n'a lieu que lorsqu'il est expressément requis par la caution et il doit l'être dès les premières poursuites dirigées contre elle. Dès que la caution a accepté les poursuites de son adversaire, il ne peut plus opposer cette exception.

Ce bénéfice ne peut pas être invoqué par la caution judiciaire, ni par son certificateur, si l'on s'en tient aux termes formels de la loi. On a prétendu, cependant, que la loi contenait une erreur de rédaction et que le certificateur de la caution judiciaire pourrait opposer cette exception.

Il ne peut être invoqué non plus ni par les cautions qui y ont *renoncé*, ni par les cautions *solidaires*; c'est-à-dire par celles qui se sont engagées solidairement avec le débiteur principal.

D'ailleurs, pour invoquer ce bénéfice, certaines conditions sont nécessaires. Il faut :

1° Que la caution indique au créancier des biens du débiteur principal, qui ne soient pas de discussion difficile. Sont réputés de difficile discussion les biens litigieux; ceux qui ne sont pas dans le ressort de la Cour d'appel où le paiement doit être fait et ceux qui, bien qu'hypothéqués à sa dette, ne seraient cependant plus en la possession du débiteur ;

2° Qu'elle avance les deniers suffisants pour la discussion.

Ces conditions remplies, la caution cesse de répondre envers le créancier, jusqu'à concurrence des biens indiqués, de l'insolvabilité du débiteur principal, lorsque cette insolvabilité est survenue par défaut de poursuites de la part du créancier.

2° *Bénéfice de division.* — Le bénéfice de division est une exception en vertu de laquelle un cofidéjusseur, assigné en payement de toute la dette, peut demander que le créancier dirige son action, en même temps, contre les autres cofidéjusseurs, chacun pour sa part et portion.

La division peut être demandée, alors même qu'il y aurait des cofidéjusseurs insolvables; mais alors la part de ces derniers se répartit proportionnellement sur tous ceux qui sont solvables; à moins que l'insolvabilité ne soit survenue depuis l'indivision; auquel cas elle demeure à la charge du créancier. Le créancier ne pourrait même pas répartir la portion des insolvables sur ceux qui sont solvables, s'il avait lui-même consenti la division, sans faire ses réserves.

A la différence du bénéfice de discussion, le bénéfice de division peut être invoqué à toute époque, même en appel.

Il ne peut être invoqué quand la caution y a expressément renoncé par l'acte de cautionnement. Nous n'avons pas besoin d'ajouter qu'il ne peut pas être invoqué non plus par les cautions solidaires.

3° *Bénéfice de subrogation.* — Nous parlons de ce bénéfice dans la section suivante.

SECTION II.

DE L'EFFET DU CAUTIONNEMENT ENTRE LE DÉBITEUR ET LA CAUTION.

La caution qui a payé jouit : 1° d'une *action en recours ou indemnité* contre ceux dont il a géré l'affaire ; 2° d'un *droit de subrogation légale* en vertu duquel elle est mise au lieu et place du créancier désintéressé par elle.

Si donc, il y a plusieurs débiteurs principaux et qu'ils soient solidaires, la caution peut, si elle les a tous cautionnés, demander à chacun d'eux le total de ce qu'elle a payé.

L'action en recours et *la subrogation* existent, soit que le cautionnement ait été connu, soit qu'il ait été ignoré du débiteur.

Quelques différences séparent *cette action de la subrogation* :

1° La caution, par la *subrogation*, ne peut recouvrer que ce qu'elle a été obligée de payer au créancier en principal, intérêts et frais; *par l'action en recours*, elle peut, en outre, répéter les intérêts de ces sommes réunies et les frais faits par elle depuis qu'elle a dénoncé les poursuites du créancier au débiteur principal; elle peut même demander des dommages-intérêts, s'il y a lieu.

2° La *subrogation* n'est donnée qu'à la caution qui *a payé*; l'action en recours peut être exercée même avant le payement dans les cas qui suivent : lorsque la caution est poursuivie, lorsque le débiteur est en faillite ou en déconfiture; lorsque le débiteur s'est obligé à lui rapporter sa décharge dans un certain temps; lorsque la dette est devenue exigible par l'échéance du terme sous lequel elle avait été contractée; enfin, au bout de dix années, lorsque l'obligation principale n'a point de terme fixé d'échéance, à moins que l'obligation principale, telle qu'une tutelle, ne soit pas de nature à pouvoir être éteinte avant un temps déterminé.

Remarquons que la caution, qui a payé une première fois, n'a point de recours contre le débiteur principal qui a payé une seconde fois, lorsqu'elle ne l'a point averti du payement par elle fait; sauf son action en répétition contre le créancier.

Lorsque la caution aura payé sans être poursuivie et sans avoir averti le débiteur principal, elle n'aura point de recours contre lui dans le cas où, au moment du paiement, ce débiteur aurait eu des moyens de faire déclarer la dette éteinte; sauf son action en répétition contre le créancier.

SECTION III.

DE L'EFFET DU CAUTIONNEMENT ENTRE LES COFIDÉJUSSEURS.

Dans le cas où la caution, poursuivie par le créancier, n'use pas, à l'égard de ses cofidéjusseurs, du bénéfice de division et qu'elle paie toute la dette, elle a un recours contre les cofidéjusseurs ; mais seulement pour la part et portion de chacun.

Observons, d'ailleurs, que ce recours de la caution n'est fondé que si elle prouve n'avoir pu se soustraire au paiement de la dette ou à l'insolvabilité du débiteur.

CHAPITRE TROISIÈME.

DE L'EXTINCTION DU CAUTIONNEMENT.

Le cautionnement s'éteint par tous les modes d'extinction de la dette, en vertu de sa nature d'obligation accessoire, qui ne lui permet pas de survivre à l'obligation principale.

Et, néanmoins, la confusion qui s'opère dans la personne du débiteur principal et de sa caution, lorsqu'ils deviennent héritiers l'un de l'autre, n'éteint point l'action du créancier contre celui qui s'est rendu caution de la caution ou *certificateur*.

Nous avons vu de même que si la caution pouvait se prévaloir de toutes les exceptions *réelles*, c'est-à-dire de toutes celles qui affectent l'obligation principale elle-même, comme l'absence de cause, d'objet, de consentement, elle ne peut pas invoquer les exceptions purement *personnelles* au débiteur, comme celles qui résulteraient de la minorité, de l'interdiction, etc...

La caution serait encore libérée, si la subrogation aux droits, hypothèques et priviléges du créancier, ne pouvait plus, par le fait de ce créancier, s'opérer en faveur de la caution. Par exemple, si le créancier n'avait pas renouvelé à temps ses inscriptions hypothécaires et qu'il eût perdu son rang.

Cette libération devrait se produire même au profit de la caution solidaire, c'est-à-dire solidairement obligée avec le débiteur principal, envers le créancier. Cependant la question est très-controversée.

Cette faveur ne s'applique pas à celui qui donne une affectation hypothécaire pour sûreté d'une créance, sans s'obliger lui-même au paiement comme caution : elle ne s'appliquerait pas non plus à la caution qui aurait coopéré aux faits dont le résultat a été de rendre sa subrogation impossible ou lorsque, depuis ces faits, elle a renouvelé l'engagement. D'ailleurs, et dans tous les cas, cette faveur n'a lieu que si la négligence du créancier a été réellement préjudiciable à la caution.

Il va sans dire, d'ailleurs, que cette déchéance ne pourrait se produire que dans le cas où les priviléges, hypothèques, etc..., existaient avant le cautionnement. S'ils avaient été donnés postérieurement, il faudrait maintenir l'obligation accessoire, par cette raison que la caution n'avait pas dû compter sur ces avantages

Une autre cause d'extinction remarquable et particulière du cautionnement est celle consignée dans l'article 2037 du Code civil, aux termes duquel : l'acceptation volontaire que le créancier a faite d'un immeuble ou d'un effet quelconque, en paiement de la dette principale, décharge la caution, encore que le créancier vienne à être évincé. En effet, la caution a dû se croire libérée, et comme la loi lui doit beaucoup de faveur, puisque à peu près toujours elle rend un service, elle a déclaré définitive cette libération présumée.

Cette disposition ne s'applique pas, cependant, au cas où la remise des effets entre les mains du créancier a été stipulée par la caution elle-même dans l'acte de cautionnement.

Enfin, l'article 2039 décide que la simple prorogation de terme, accordée par le créancier au débiteur principal, ne décharge point la caution qui peut, en ce cas, poursuivre le débiteur pour le forcer au paiement.

CHAPITRE QUATRIÈME.

DE LA CAUTION LÉGALE ET DE LA CAUTION JUDICIAIRE.

Nous avons dit plus haut dans quels cas la loi exige une caution légale ou une caution judiciaire. Ces deux sortes de cautions doivent réunir toutes les qualités ordinaires des cautions. De plus, pour ce qui regarde spécialement la caution judiciaire, elle doit être contraignable par corps et elle ne jouit pas du bénéfice de discussion.

Celui qui ne peut pas trouver une caution peut donner à sa place un gage en nantissement suffisant.

Quand au certificateur de la caution judiciaire, nous répétons que les termes de la loi lui refusent aussi le bénéfice de discussion, et que, cependant, beaucoup de jurisconsultes le lui accordent, regardant cette disposition de la loi comme mal rédigée.

TITRE QUINZIÈME.

Des transactions.

Quand une personne élève une prétention contre moi, et que, sans me laisser citer en justice, je lui déclare que sa prétention est juste, il y a, de ma part, ce qu'on appelle *acquiescement*; si, au contraire, je combats cette prétention et que cette personne cesse de me poursuivre, on dit qu'il y a de sa part *désistement*. Il ne faut pas confondre ces deux actes avec la *transaction*. La *transaction* est un contrat par lequel les parties terminent une contestation née ou préviennent une contestation à naître au moyen de *sacrifices réciproques*.

Si Pierre et Paul prétendent tous les deux à la propriété d'un champ, et que, pour ne pas aller devant les tribunaux, ils conviennent entre eux que ce champ leur appartiendra à chacun pour moitié, il y a *transaction*; car il y a *sacrifices réciproques*. En effet, Paul se croyait propriétaire de la totalité et il en cède une partie; de même Pierre cède une moitié dont il se croyait propriétaire.

La transaction est un acte bien plus grave que le *désistement* ou *l'acquiescement*; aussi le tuteur qui peut acquiescer ou se désister avec la seule autorisation du conseil de famille, ne peut transiger qu'avec cette autorisation, donnée de l'avis de trois jurisconsultes et homologuée par le Tribunal.

La transaction ayant pour but de terminer un procès à l'amiable, le législateur devait songer à ce qu'elle ne fournît pas elle-même matière à contestation. C'est ainsi qu'il a voulu qu'elle ne pût être prouvée que par écrit, lors même qu'il s'agirait d'un intérêt inférieur à 150 francs (1).

La preuve testimoniale ne serait admise que dans le cas d'un commencement de preuve par écrit : c'est au moins l'avis de la jurisprudence; car, sur ce point, les auteurs ne sont pas d'accord. Cette preuve serait admise encore si l'écrit dressé avait été perdu par cas fortuit ou s'il avait été impossible d'en dresser un.

Transiger, c'est faire acte de disposition, acte de propriétaire; aussi faut-il avoir, pour être capable de transiger, le droit de disposer, à *titre onéreux* et à *titre gratuit*, des choses sur lesquelles on transige. D'où il suit que la femme mariée ne peut pas transiger sur son mobilier, pas plus que le mineur émancipé sur ses revenus, puisqu'ils ne peuvent en disposer qu'au point de vue des actes d'administration.

On peut transiger sur tous les droits susceptibles de donner lieu à un procès et auxquels l'ordre public n'est pas intéressé. On ne pourrait transiger sur un délit, une question d'état, une créance alimentaire qui est insaisissable, etc.

Et, cependant, la Cour de cassation déclare valable et obligatoire la transaction passée entre des enfants légitimes et des enfants adultérins, quand elle a pour objet, non l'état des contractants, mais seulement le règlement de leurs intérêts pécuniaires dans le partage des successions de leurs père et mère.

On peut ajouter à la transaction une clause pénale, et, en cas d'inexécution de la part de l'une des parties, l'autre pourra demander cumulativement l'exécution de la transaction et celle de la clause pénale, ou seulement celle de la clause pénale, selon l'intention manifestée par les parties au moment du contrat.

La transaction ne produit son effet qu'entre les parties contractantes et ceux qu'elles ont valablement représentés. Elle ne sera opposable ni à la caution,

---

(1) Voy. FORMULAIRE n° 91.

ni au codébiteur solidaire : elle peut profiter à ces derniers, mais elle ne saurait leur nuire.

L'article 2052 assimile l'effet d'une transaction à celui d'un jugement. Cette assimilation n'est pas exacte; car il n'y a pas de voie de recours contre la transaction. Seulement on peut en faire un véritable jugement en faisant rédiger les conventions par un avoué et en les présentant ainsi au Tribunal. C'est ce qu'on appelle un *jugement d'expédient* ou sur *dispositif*.

Les transactions se renferment dans leur objet : la renonciation qui y est faite à tous droits, actions et prétentions ne s'entend que de ce qui est relatif au différend qui y a donné lieu.

La transaction, comme tous les autres contrats, peut être rescindée ou annulée pour défaut d'objet, de cause, de consentement, de capacité, etc. Mais au point de vue de la nullité, elle se distingue des autres contrats en ce que : 1° l'erreur sur l'objet même de la transaction ne donne lieu qu'à une simple action en rescision qui devra être intentée dans les dix ans du contrat; 2° est nulle la transaction faite sur un titre nul, à moins que les parties n'aient transigé sur la nullité même du titre ; 3° est rescindable la transaction faite sur pièces fausses ; 4° est nulle la transaction faite sur un procès qui, au moment de la transaction, était déjà devenu un jugement inattaquable : le contrat alors n'a pas de cause. Il en serait différemment, si ce jugement pouvait encore être réformé par voie d'opposition ou d'appel.

L'erreur de droit, ni la lésion ne suffisent pas pour annuler une transaction. Il en est de même de la découverte de certains titres lorsque la transaction a été faite pour toutes les affaires en général, à moins que les titres n'aient été retenus par le fait de l'une des parties.

L'erreur de calcul doit être réparée.

TITRE SEIZIÈME

De la contrainte par corps en matière civile.

La contrainte par corps, en matière civile, commerciale et contre les étrangers a été suprimée par une loi du 22 juillet 1867 : aussi ne ferons-nous que rappeler très-sommairement les principales dispositions de ce titre, aujourd'hui dépourvues de toute application.

La contrainte par corps était prononcée autrefois :

1° Contre les *stellionataires* : on entend par *stellionataires* ceux qui vendent ou hypothèquent un bien qu'ils savent ne pas leur appartenir, ceux qui vendent ou hypothèquent un immeuble que l'on déclare faussement libre d'hypothèques ou grevé de charges moindres que celles qui existent réellement; enfin, le mari ou tuteur qui ne déclare pas les hypothèques légales non inscrites, qui grèvent ses biens du chef de la femme ou du mineur ;

2° Contre le dépositaire infidèle;

3° En cas de *réintégrande*, pour le délaissement ordonné par justice, d'un fonds dont le propriétaire a été dépouillé par voies de fait : pour la restitution de fruits qui en ont été perçus pendant l'indue possesion et pour le payement des dommages et intérêts adjugés au propriétaire;

4° Pour répétition de deniers consignés entre les mains de personnes publiques établies à cet effet;

5° Pour la représentatlon des choses déposées aux séquestres, commissaires et autres gardiens;

6° Contre les cautions judiciaires et contre les cautions des contraignables par corps, lorsqu'elles se sont soumises à cette contrainte;

7° Contre tous officiers publics pour la représentation de leurs minutes, quand elle est ordonnée;

8° Contre les Notaires, les Avoués, les Huisssiers, les Greffiers, les Commissaires-priseurs et les Gardes du commerce pour la restitution des titres à eux confiés et les deniers par eux reçus pour leurs clients, par suite de leurs fonctions.

Elle pouvait encore être prononcée :

1° Contre ceux qui, par un jugement rendu au pétitoire (1), et passé en force de chose jugée, avaient été condamnés à désemparer un fonds, à en restituer la propriété, et qui refusaient d'obéir;

2° Contre les fermiers et colons partiaires, pour la représentation des objets qui servaient à l'exploitation de l'immeuble;

3° Contre les personnes condamnées à des dommages-intérêts au-dessus de 300 francs ou à des paiements de reliquats de comptes de tutelle, d'administration, etc.

Enfin, la contrainte par corps ne pouvait résulter de la convention des parties, que s'il s'agissait de caution judiciaire ou de caution de contraignable par corps.

N'étaient pas contraignables : les mineurs, les septuagénaires, les femmes, les parents en ligne ascendante ou descendante à l'infini, et en ligne collatérale jusqu'au second degré inclusivement. Les alliés au même degré ne l'étaient pas non plus. Néanmoins, les femmes et les septuagénaires étaient contraignables, s'ils étaient coupables de stellionat.

La contrainte par corps durait, en matière civile, six mois au minimun, cinq ans au maximum; en matière commerciale, trois mois au minimun et au maximum trois ans.

Elle finissait : 1° par l'expiration du temps: 2° par la cession de biens que faisait le débiteur; 3° par le consentement du créancier; 4° par la non-consignation des frais de nourriture pendant un mois au moins, et d'avance; cette consignation devait être faite par le créancier poursuivant; 5° par le consentement du créancier; 6° par le paiement intégral de la dette; 7° par le paiement d'un tiers de la dette, si le débiteur fournissait pour le surplus une caution solidaire qui s'engageât à le payer dans l'année.

Nous répétons que, depuis le 22 juillet 1867, la contrainte par corps n'existe plus qu'en matière criminelle, correctionnelle et de simple police.

Elle garantit : 1° l'exécution des arrêts ou jugements portant condamnation, au profit de l'État, à des amendes, restitutions, dommages-intérêts; 2° l'exécution des arrêts ou jugements contenant des condamnations en faveur des particuliers pour réparation du dommage à eux causé par des crimes, délits ou contraventions.

Ceux qui veulent en bénéficier sont tenus de pourvoir aux aliments des détenus. La durée de la contrainte est, en matière de simple police, de cinq jours au maximum, en matière correctionnelle et criminelle, de un à deux ans au maximum; encore faut-il que les condamnations excèdent 2,000 francs.

TITRE DIX-SEPTIÈME

Du nantissement.

Le nantissement est un contrat par lequel un débiteur remet une chose à son créancier pour sûreté de sa dette : le nantissement d'une chose mobilière s'appelle gage; celui d'une chose immobilière, antichrèse.

---

(1) On dit qu'un jugement est rendu *au pétitoire* quand il statue sur le fond du droit sur le droit de propriété lui-même, par opposition au jugement *possessoire*, qui ne fait que statuer sur la possession, laissant la question de propriété pleine et entière.

Ces deux contrats assurent sur la chose, sauf convention contraire, un droit indivisible. Par exemple, si je vous livre quatre diamants pour sûreté d'une dette de 80 francs, je ne pourrai pas retirer un diamant en payant le quart de la dette. Il faudra que je vous les laisse tous jusqu'à ce que la dette soit complétement éteinte.

Ils engendrent un droit réel opposable aux tiers; aussi l'antichrèse doit-elle être transcrite.

La preuve ne peut être faite que par écrit, quelle qu'en soit la somme, pour l'antichrèse. Quant au gage, la preuve testimoniale est admise au-dessous de 150 francs. Au-dessus de cette somme, un écrit est nécessaire.

Il est un cas où le gage s'établit tacitement; c'est celui où, après avoir constitué un gage pour une première dette, le débiteur en contracte une seconde, exigible aussitôt que la précédente.

Ce sont des contrats accessoires qui ne peuvent survivre à l'extinction de l'obligation principale.

CHAPITRE PREMIER.

DU GAGE.

Le gage s'établit sur toutes les choses mobilières; cependant, il n'est pas inutile de distinguer entre les meubles corporels et les meubles incorporels. Pour les premiers, la simple tradition suffit; pour les autres, il faut encore en faire la signification au débiteur ou obtenir de lui une acceptation authentique, absolument comme en matière de cession de créances.

Le gage donne au créancier : 1° le droit de retenir la chose jusqu'à ce qu'il soit complétement désintéressé; 2° un privilége en vertu duquel il peut faire vendre l'objet donné en gage et se payer sur le prix par préférence à tous les autres créanciers du même débiteur; 3° le droit de se faire adjuger directement par le tribunal, sur l'estimation d'un expert nommé d'office, tout ou partie de la propriété de la chose; 4° enfin, le droit de revendiquer le gage perdu et volé; seulement, on ne s'entend pas sur le temps pendant lequel on peut exercer cette revendication. Les uns disent pendant quinze jours seulement, à l'exemple de celui qui loue une maison; les autres, avec juste raison selon nous, pensent qu'il faut lui donner trois ans : c'est là le droit commun en matière de revendication de choses perdues ou volées.

La clause qui autoriserait le créancier à s'approprier le gage ou à en disposer faute de paiement, est interdite : elle serait nulle et de nul effet.

En matière commerciale, le gage est soumis à des règles différentes, surtout quant à la preuve et à la réalisation : nous renvoyons au Code de commerce.

Quant aux maisons de prêt sur gage autorisées, comme les Monts-de-Piété, les dispositions ci-dessus ne ne leur sont pas applicables, elles sont soumises à des règlements particuliers (1).

CHAPITRE DEUXIÈME.

DE L'ANTICHRÈSE

L'antichrèse ne s'établit que par écrit (2), ainsi que nous avons eu déjà l'occasion de le remarquer. Elle ne s'établit que sur les immeubles.

---

(1) Voy. FORMULAIRE n° 92.
(2) Voy. FORMULAIRE 93.

Ici le créancier n'a pas le droit de faire vendre : il ne peut que retenir l'immeuble, jusqu'à ce qu'il soit intégralement payé. Il peut jouir des fruits, mais à condition de les imputer sur les intérêts de la créance ou sur la créance elle-même, suivant que celle-ci en produira ou n'en produira pas.

Les parties ne pourront pas convenir que les fruits du champ tiendront lieu d'intérêt. Cette clause pourrait être usuraire et violer la loi de 1807 sur le taux de l'intérêt. Du reste, il en est de même pour le gage.

Le créancier doit :

1° Payer les contributions et autres charges annuelles;

2° Pourvoir aux réparations nécessaires, sauf imputation sur les fruits de tous ses déboursés.

Il ne pourrait se soustraire à ces deux charges qu'en renonçant à son antichrèse, à moins de convention contraire.

Le créancier ne devient point propriétaire de l'immeuble par le seul défaut de paiement au terme convenu : la clause qui l'y autoriserait serait nulle. Mais il pourrait être valablement convenu, dans l'acte d'emprunt, que, dans le cas de non paiement à l'échéance, le prêteur sera propriétaire des immeubles qui lui sont affectés, suivant l'estimation et la fixation du prix qui en seront faites par experts convenus ou nommés d'office.

L'antichrésiste n'a pas le droit d'empêcher la saisie de l'immeuble par les créanciers de son débiteur qui seraient porteurs de titres exécutoires, mais il a le droit de ne s'en dessaisir qu'à condition d'être payé en premier ordre sur le prix de vente.

TITRE DIX-HUITIÈME

Des priviléges et hypothèques.

Ce titre est divisé en dix-chapitres, savoir :

CHAPITRE PREMIER. — Dispositions générales.
CHAPITRE DEUXIÈME. — Des priviléges.
CHAPITRE TROISIÈME. — Des hypothèques.
CHAPITRE QUATRIÈME. — Du mode de l'inscription des priviléges et hypothèques.
CHAPITRE CINQUIÈME. — De la radiation et réduction des inscriptions.
CHAPITRE SIXIÈME. — De l'effet des priviléges et hypothèques contre les tiers détenteurs.
CHAPITRE SEPTIÈME. — De l'extinction des priviléges et hypothèques.
CHAPITRE HUITIÈME. — Du mode de purger les propriétés des priviléges et hypothèques.
CHAPITRE NEUVIÈME. — Du mode de purger les hypothèques, quand il n'existe pas d'inscription sur les biens des maris et des tuteurs.
CHAPITRE DIXIÈME. — De la publicité des registres et de la responsabilité des conservateurs.

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Les priviléges et hypothèques sont des sûretés qui garantissent les créances auquelles elles s'appliquent. Au seuil de ce titre si important et si pratique, nous éprouvons, comme le législateur, le besoin de poser quelques principes généraux qui dominent la matière.

Deux idées se détachent de notre chapitre premier. Les voici :

1° « Quiconque s'est obligé personnellement (*art.* 2092) est tenu de remplir son engagement sur tous ses biens mobiliers et immobiliers, présents et à venir. »

Quiconque s'est obligé *personnellement*; ce mot est mis par opposition à celui-ci qui est obligé *à cause d'une chose*. Je m'explique : on peut être tenu d'une dette qui n'est pas *sienne*, qui n'est pas *personnelle*, parce qu'on a entre ses mains l'objet qui devait en garantir le paiement. Tel est à l'égard des créanciers hypothécaires, le cas de celui qui achète un immeuble grevé d'hypothèques.

Il n'est point tenu des dettes personnellement, mais seulement à cause de l'immeuble hypothéqué qu'il a en sa possession.

C'est ce débiteur que la loi a voulu écarter en se servant du mot personnellement. Tous les autres débiteurs qui se sont obligés ou qui sont obligés, car les termes de la loi ne sont pas assez généraux, rentrent dans la règle générale.

Cette règle se formule ainsi : ils sont tenus de remplir leurs engagements sur tous leurs biens mobiliers et immobiliers, présents et à venir. Tous leurs biens répondent de leurs dettes et les créanciers peuvent les transformer en argent pour se faire payer, ou prendre sur eux des mesures conservatoires de leurs droits. Ainsi, pour les biens mobiliers, les saisir et les faire vendre; pour les biens immobiliers, prendre hypothèque sur eux. Comme application du principe que les biens présents et à venir garantissent le paiement des dettes, remarquons que, dès à présent, on peut prendre hypothèque sur les biens à venir de son débiteur situés dans tel arrondissement, de manière à frapper d'hypothèque les biens immobiliers qui pourraient lui échoir dans dix ou vingt ans.

2° « Les biens du débiteur sont le gage commun de ses créanciers ; et le prix s'en distribue entre eux par contribution, à moins qu'il n'y ait entre les créanciers des causes légitimes de préférence. Les causes légitimes de préférence sont les priviléges et hypothèques (*Art.* 2093 *et* 2094). »

Nous avons vu que le créancier pouvait poursuivre son débiteur sur tous ses biens. Maintenant, la loi suppose que, ces poursuites ayant eu lieu, il s'agit de distribuer le prix des biens vendus.

Ou bien, il n'y a que des créanciers ordinaires, c'est-à-dire qui n'ont à invoquer aucune cause de préférence à leur profit (on les appelle chirographaires). Dans ce cas, chacun d'eux reçoit au marc le franc de ce qui lui est dû, ou toute la somme, si le prix est suffisant.

Ou bien, il y a des créanciers chirographaires et des créanciers munis d'un privilége ou d'une hypothèque. Dans ce cas, la répartition a lieu suivant le degré de faveur accordé à la nature de chaque créance.

Dès maintenant, nous pouvons indiquer quel est cet ordre : les créanciers privilégiés sont payés en premier lieu intégralement, s'il se peut ; les créanciers hypothécaires ensuite, et, enfin, les créanciers chirographaires.

Si le prix ne suffit qu'à payer les premiers, les créanciers hypothécaires et les créanciers chirographaires ne recevront rien. S'il suffit à désintéresser seulement les créanciers privilégiés et les créanciers hypothécaires, les créanciers chirographaires ne recevront rien.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DES PRIVILÉGES.

Le Code définit le privilége « un droit que la qualité de la créance donne à un créancier d'être préféré aux autres créanciers, même hypothécaires. »

Le législateur a pensé que certaines créances méritaient une faveur plus

grande que certaines autres, et il leur a donné une *qualité supérieure*, pour parler comme le Code.

Les considérations qui ont guidé le législateur dans ce choix, sont de nature diverse. Tantôt il a obéi à un principe d'équité, comme lorsqu'il a déclaré privilégiés les frais de justice, qui ont permis aux créanciers de se faire payer ; tantôt à un sentiment d'humanité, comme lorsqu'il a pensé que le meilleur moyen donné aux malades d'être bien soignés, était de déclarer privilégiées les créances résultant de soins à eux donnés. Enfin, rien n'était plus juste que de déclarer privilégiée la créance du locateur contre son locataire, de celui qui a fait les frais funéraires, etc.

Entre les créanciers privilégiés, la préférence se règle par les différentes qualités du privilége. Ceux qui sont dans le même rang sont payés par concurrence.

Nous verrons plus loin que la loi, en créant les priviléges, leur a indiqué un rang à l'égard les uns des autres; c'est ainsi que les frais de justice sont préférés aux frais funéraires, bien que les uns et les autres soient privilégiés. Nous verrons aussi que certaines créances méritaient le même degré de faveur et qu'elles ont reçu le même rang. Aussi, en présence de créanciers privilégiés, et s'il s'agit de déterminer dans quel ordre ils doivent être payés, il faut se poser cette question : Leur privilége est-il de *même qualité*, dans le même rang ? Est-il d'un rang différent ? Dans le premier cas, le paiement se fait par concurrence ; dans le second cas, il se fait en commençant par le privilége du premier rang.

Les particuliers peuvent consentir des droits d'hypothèques sur leurs biens ; *la loi seule* peut créer un privilége.

Ajoutons que le privilége peut porter sur les meubles et sur les immeubles, et que les immeubles seuls sont susceptibles d'hypothèque.

Le Trésor a un privilége à raison de ce qui lui est dû par les contribuables. Son privilége est régi par des lois spéciales; mais, en aucun cas, il ne peut porter atteinte aux droits des tiers antérieurement acquis.

Notre chapitre se divise en quatre sections qui traitent :

1° Des priviléges sur les meubles;
2° Des priviléges sur les immeubles ;
3° Des priviléges qui embrassent les meubles et les immeubles ;
4° De la manière dont se conservent les priviléges.

SECTION Ire.

DES PRIVILÉGES SUR LES MEUBLES.

Il y a des priviléges qui s'étendent à tous les meubles du débiteur ; il y en a d'autres qui ne s'appliquent qu'à certains meubles déterminés. De là deux paragraphes.

§ 1er. — *Des priviléges généraux sur les meubles.*

Ces priviléges généraux sur les meubles, c'est-à-dire qui s'étendent à tous les meubles, sont énumérés dans l'article 2101, ainsi conçu : « Les créances privilégiées sur la généralité des meubles sont celles ci-après exprimées, et s'exercent dans l'ordre suivant : 1° les frais de justice; 2° les frais funéraires ; 3° les frais quelconques de la dernière maladie, concurremment entre ceux à qui ils sont dûs; 4° les salaires des gens de service, pour l'année échue et ce qui est dû sur l'année courante; 5° les fournitures de subsistances faites au débiteur et à sa famille; savoir : pendant les six derniers mois, par les marchands en détail, tels que boulangers, bouchers et autres, et, pendant la dernière année, par les maîtres de pension et marchands en gros. »

Reprenons cette énumération.

1° *Les frais judiciaires.* — On entend ici par frais judiciaires, ceux qui ont été faits dans l'intérêt commun de tous les créanciers, ceux qui ont servi à conserver les biens du débiteur ou à les transformer en argent. Rien de plus juste : ces frais-là ont été utiles à tout le monde, il est très-raisonnable que celui qui les a avancés les recouvre.

Mais ce ne sont que les frais qui ont été utiles à tout le monde qui ont droit à cette faveur; et s'ils ne l'ont pas été à l'un des créanciers, ils ne seront pas privilégiés à son égard. Voici l'exemple : les frais faits pour apposer les scellés chez une personne sont utiles à la masse des créanciers, puisqu'ils conservent les meubles, mais ils ne le sont pas au propriétaire qui a les meubles dans ses appartements et qui, par conséquent, n'a pas à craindre les soustractions. Donc, le créancier pour frais d'apposition de scellés sera payé après le propriétaire et avant tous les autres créanciers.

Pour savoir, parmi les frais de justice, lesquels sont privilégiés et lesquels ne le sont pas, il faut se demander : quels sont les frais qui ont profité à tout le monde et quels sont ceux qui n'ont profité qu'à quelques-uns.

2° *Les frais funéraires.* — Ce privilége a été introduit dans l'intérêt des mœurs publiques, qui demandent qu'un corps ne reste pas sans sépulture.

Il est bien entendu qu'il ne s'étend qu'aux dépenses jugées conformes à la condition du défunt, et que si elles étaient exagérées le privilége ne pourrait s'appliquer qu'à celles qui seraient jugées raisonnables.

Ici s'élève une question controversée : ce privilége est-il restreint aux funérailles du débiteur, ou bien s'étend-il à celles de ses parents qui n'auraient pas encore été payées ? C'est ce qu'il est difficile de dire.

3° *Les frais quelconques de la dernière maladie.* — Ce privilége a été introduit dans l'intérêt des médecins, pharmaciens, garde-malades, etc., afin qu'ils prêtent leur concours plus facilement et ne laissent point le malade privé de leurs soins. Ces différentes personnes ayant un privilége du même rang, concourent entre elles.

On s'est demandé, et les auteurs sont encore divisés sur ce point, ce qu'il faut entendre par dernière maladie : est-ce la dernière maladie qui a précédé la vente des biens d'une personne par suite de faillite, déconfiture ou décès, ou bien ne s'agit-il que de la dernière maladie qui a précédé le décès? Nous pensons, malgré la controverse élevée à cet égard, que ce privilége s'applique non-seulement à la vente après décès, mais encore à la vente après faillite ou déconfiture.

Ce qu'il y a de certain, c'est que ce ne sont que les frais de la dernière maladie qui sont privilégiés, et non pas tous les autres qui ont pu les précéder.

4° *Les salaires des gens de service, pour l'année échue, et ce qui est dû pour l'année courante.* — On entend par gens de service ce que dans la langue usuelle on appelle des *domestiques*, et on ne saurait appliquer ce privilége aux commis, employés, clercs, etc.

Il semble bien que la loi n'ait eu en vue que les domestiques qui se louent à l'année, puisqu'elle accorde un privilége pour l'année échue et ce qui est dû de l'année courante; cependant, on décide généralement qu'il s'agit aussi des domestiques qui se louent au mois :

Les ouvriers qui travaillent à la journée, les commis qui travaillent au mois, jouissent, du reste, d'un privilége qui a été inscrit au Code de commerce : les premiers, pour le mois qui a précédé la faillite; les seconds, pour les six mois qui l'ont précédée.

5° *Les fournitures de subsistances faites au débiteur et à sa famille, savoir : pendant les six derniers mois, pour les marchands en détail, tels que boulan-*

gers, bouchers et autres; pendant la dernière année, pour les maîtres de pension et marchands en gros. — On entend par subsistances, non-seulement les comestibles, mais encore les choses qui se consomment au jour le jour dans le ménage, tels que le bois, le charbon, la chandelle, etc. Il ne faut point l'étendre aux fournitures d'habillement ou autres de ce genre.

La famille d'une personne se compose des gens qui vivent avec lui, parents ou domestiques, ce qu'on appelle, en termes usuels, *sa maison*.

Pour savoir si une fourniture était une fourniture en gros garantie par un privilége *d'un an* ou une fourniture en détail garantie par un privilége de six mois, il faut plutôt s'attacher à la nature de la fourniture qu'à l'enseigne du marchand. Tel marchand en gros peut quelquefois faire des fournitures en détail, et réciproquement.

§ 2. *Des priviléges sur certains meubles.*

Les priviléges sur certains meubles sont :

1° « Les loyers et fermages des immeubles, sur les fruits de la récolte de l'année et sur le prix de tout ce qui garnit la maison louée ou la ferme, et de tout ce qui sert à l'exploitation de la ferme; savoir : pour tout ce qui est échu et pour tout ce qui est à échoir, si les baux sont authentiques, ou si, étant sous signature privée, ils ont une date certaine; et, dans ces deux cas, les autres créanciers ont le droit de relouer la maison ou la ferme pour le restant du bail, et de faire leur profit des baux ou fermages, à la charge, toutefois, de payer au propriétaire tout ce qui lui serait encore dû; et, à défaut de baux authentiques, ou lorsqu'étant sous signature privée, ils n'ont pas une date certaine pour une année, à partir de l'expiration de l'année courante.

Le même privilége a lieu pour les réparations locatives et pour tout ce qui concerne l'exécution du bail; néanmoins, les sommes dues pour les semences ou pour les frais de la récolte de l'année, sont payées sur le prix de la récolte, et celles dues pour ustensiles, sur le prix de ces ustensiles, par préférence au propriétaire, dans l'un et l'autre cas.

Le propriétaire peut saisir les meubles qui garnissent sa maison ou sa ferme, lorsqu'ils ont été déplacés sans son consentement, et il conserve sur eux son privilége, pourvu qu'il ait fait la revendication, savoir : lorsqu'il s'agit du mobilier qui garnissait une ferme, dans le délai de quarante jours; et dans celui de quinzaine, s'il s'agit des meubles garnissant une maison. »

La loi accorde un privilége au propriétaire, afin d'encourager les locations et de procurer facilement un abri à ceux qui sont déshérités de la fortune. Il protége aussi le propriétaire qui a donné ses biens à ferme.

Ce privilége étant d'une application journalière, il convient de l'expliquer en détail.

I. Quelles créances sont privilégiées. — Sont privilégiées toutes créances pour ce qui concerne l'exécution du bail, ce qui comprend non-seulement les obligations ordinaires du louage, telles que de payer les loyers ou fermages, de faire les réparations locatives, etc., mais encore les obligations qui ont été ajoutées au contrat, comme de faire telles améliorations, telles réparations, etc.

II. Sur quels objets porte le privilége. — Il faut faire une distinction, selon qu'il s'agit d'un locataire ou d'un fermier.

— S'agit-il d'un locataire, le privilége s'exerce sur les objets qui garnissent les lieux. La loi suppose qu'il a été entendu *tacitement* entre le locataire et le propriétaire que les objets *garnissants* seront le gage de celui-ci, c'est-à-dire seront affectés spécialement à sa créance.

Mais qu'entend-on par objets *garnissants?* La loi n'en ayant pas donné la dé-

finition, les auteurs ne s'entendent pas sur la portée de cette expression. Elle comprend, sans aucun doute : les meubles meublants, les choses apportées pour la consommation, les objets mis en évidence et le linge. Mais faut-il aussi comprendre les bijoux ? Il y a des doutes sur ce point. Toujours est-il que l'argent comptant, les titres de créance sont en dehors de cette énumération, car le propriétaire n'a pu compter sur eux en louant son immeuble.

Qu'arrivera-t-il si les objets *garnissants* ou quelques-uns n'appartiennent pas au locataire ? Il faut distinguer : le propriétaire savait-il que tous les objets n'appartenaient pas au locataire ; il ne pourra exercer son privilége sur le bien d'autrui. Ignorait-il ce fait, il a un privilége même sur ces meubles : tant pis pour celui qui a eu l'imprudence de les déposer entre les mains du locataire.

Toutefois, le propriétaire sera présumé avoir su que les objets mobiliers n'appartenaient pas à son locataire, s'ils sont une conséquence de son industrie : ainsi, il n'aura point de privilége sur le linge déposé chez une blanchisseuse.

En aucun cas, il ne peut avoir un privilége sur les objets *volés* ou *perdus* qui sont revendiqués dans les trois ans du vol ou de la perte.

La procédure pour exercer le privilége du propriétaire soit contre le locataire, soit contre le fermier, consiste dans un commandement de payer dans les vingt-quatre heures, suivi, après ce délai, d'une saisie-gagerie que l'on fait valider ensuite par le tribunal.

Le propriétaire a une action contre le sous-locataire pour *tout ce qui reste dû par lui au locataire*. Ainsi, j'ai loué ma maison à Paul, qui en a sous-loué une partie à Pierre. Je puis agir contre Pierre, le saisir pour tout ce qu'il doit à Paul, et non pas, remarquons-le bien, pour tout ce que Paul peut me devoir. Mais Pierre peut arrêter mes poursuites en prouvant qu'il a payé sans fraude le locataire.

Pour agir contre son sous-locataire, le propriétaire peut prendre la même voie qu'à l'égard du locataire, mais il peut aussi former une saisie-arrêt entre les mains du sous-locataire.

Le locataire a les mêmes droits contre son sous-locataire que s'il était propriétaire de la maison.

— S'agit-il d'un fermier, le privilége porte sur les objets *garnissants*, sur ceux qui servent à l'exploitation et sur les fruits de la récolte de l'année.

III. Quel est le temps de bail ou de location privilégié. — Sous l'empire du Code, on distinguait ainsi, article 2102, 1° : « Le privilége du propriétaire a lieu pour tout ce qui est échu et pour tout ce qui est à échoir, si les baux sont authentiques, ou si, étant sous signature privée, ils ont date certaine ; et, dans ces deux cas, les autres créanciers ont le droit de relouer la maison ou la ferme pour le restant du bail, et de faire leur profit des baux ou fermages, à la charge, toutefois, de payer au propriétaire tout ce qui lui serait encore dû.

Ce privilége du propriétaire était, il faut bien le dire, excessif.

Une loi du 12 février 1872, modifiant l'article 450 du Code de commerce, est venu restreindre le droit du propriétaire en cas de faillite. Nous y renvoyons le lecteur.

IV. De la revendication des objets détournés. — Pour donner plus d'efficacité au privilége du propriétaire, la loi lui accorde le droit de revendiquer les objets qui auraient été frauduleusement détournés soit des appartements, soit de la ferme, pendant une période, pour les premiers, de quinze jours, pour les seconds, de quarante jours.

Le point de départ de ces délais est la date de l'enlèvement, à moins qu'il ne soit prouve que le locataire ou le fermier a pratiqué, *de concert avec le déten-*

teur, des manœuvres frauduleuses pour cacher l'enlèvement au propriétaire, auquel cas il a trente ans pour la revendication.

Si les objets détournés ont été achetés de bonne foi, soit d'un marchand de choses pareilles, soit de toute autre personne, en foire ou en vente publique, le propriétaire peut encore revendiquer ces objets, mais à la charge de payer à l'acheteur ses déboursés.

V. Des privilèges qui priment celui du propriétaire. — Le prix des semences et les frais de la récolte sont privilégiés, comme le prix du bail; mais, si ces trois créances existent simultanément, l'ordre dans lequel elles devront être acquittées est celui-ci : les frais pour faire la récolte d'abord, ensuite le prix des semences, enfin le prix du bail.

2° *La créance sur l'objet donné en gage.* — Nous avons étudié ce privilège à propos du gage, et nous nous contentons d'y renvoyer.

3° *Les frais faits pour la conservation de la chose.* — Ainsi, l'ouvrier qui a réparé ma pendule est privilégié sur le prix de la pendule.

Il n'en est pas de même des frais d'amélioration, bien qu'il y eût là les mêmes motifs d'accorder un privilége; mais celui qui détient un objet qu'il a amélioré a un droit de *rétention*, c'est-à-dire qu'il peut en rester possesseur jusqu'à ce qu'il ait été entièrement payé. Ce droit peut remplacer le privilége qui lui a été refusé.

4° *La créance du prix d'effets mobiliers vendus et non payés sur les objets qui sont restés en la possession de l'acheteur.* — Le vendeur de meubles a deux garanties pour le paiement du prix : un privilége et un droit de revendication.

I. Privilége. — Le vendeur d'effets mobiliers a un privilége sur le prix de ces meubles, à condition qu'ils soient encore en la possession de l'acheteur et dans le même état. Toutefois, on pense généralement que, dans le cas d'une revente faite par l'acheteur, si le vendeur primitif fait une saisie-arrêt entre les mains du nouvel acquéreur, il conserve son privilége sur ce prix, bien que les meubles ne soient plus, dans l'espèce, en la possession du premier acheteur.

II. Revendication. — Le privilége s'exerce, quelle que soit la modalité qui accompagne la vente; la revendication ne profite pas au vendeur à terme. Pour l'exercice de ce droit, il faut, outre les deux conditions ci-dessus, que la revendication ait lieu dans la *huitaine* de la délivrance.

J'ai vendu une armoire à Pierre, sans terme; je lui ai livré l'armoire le 1er du mois. Si je n'ai pas été payé, je puis, du 1er au 9 inclusivement, revendiquer mon armoire, pourvu quelle soit en la possession de Pierre et dans le même état.

5° *Les fournitures d'un aubergiste sur les effets du voyageur qui ont été transportés dans son auberge.* — Le principe de ce privilége est une constitution tacite de gage; le voyageur, en apportant des meubles chez l'aubergiste, est censé lui dire : vous pouvez me faire crédit, voilà des meubles qui répondent du paiement.

La loi dit que le privilége de l'aubergiste s'applique aux *effets* apportés dans l'auberge. Il faut comprendre par là même les animaux mis dans les écuries.

L'aubergiste jouit encore d'un droit de *rétention* sur les effets transportés chez lui par les voyageurs jusqu'au paiement intégral de ce qui lui est dû.

6° *Les frais de voitures et les dépenses accessoires sur la chose voiturée.* — Par frais de voiture, il faut entendre les frais quelconques de transport, et par dépenses accessoires, par exemple, les droits d'entrée, de douane, etc.

Le chemin de fer a transporté, de Marseille à Paris, une caisse de savon. Sur le prix de vente de cette caisse, il doit être payé en premier lieu comme créancier privilégié.

7° *Les créances résultant d'abus et prévarications commis par les fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions sur les fonds de leur cautionnement et sur les intérêts qui en peuvent être dûs.* — On fait verser un cautionnement à certains fonctionnaires publics; cela a pour but de garantir soit l'Etat, soit les particuliers, contre les abus par eux commis dans l'exercice de leurs fonctions. Ceux qui ont été victimes d'un de ces abus ont un privilége sur ce cautionnement.

DU CLASSEMENT DES PRIVILÉGES ENTRE EUX. — La loi n'ayant pas déterminé dans quel rang les priviléges s'exercent, les auteurs ont longuement discuté pour arriver à une classification légale.

Sans rapporter ici les dissertations plus ou moins ingénieuses des jurisconsultes; voici l'ordre qui est suivi généralement.

Les priviléges généraux suivent entre eux l'ordre dans lequel ils sont énumérés dans l'article 2101 : les frais de justice d'abord; les frais funéraires ensuite, etc.

Lorsque les priviléges généraux sont en concours avec les priviléges spéciaux sur les immeubles, les premiers l'emportent sur les seconds.

C'est la loi elle-même qui a assigné ce rang aux deux catégories de priviléges dont nous venons de parler; mais elle a omis de prévoir le conflit entre les priviléges généraux et les priviléges spéciaux sur les meubles, d'une part, et de l'autre le conflit des priviléges spéciaux entre eux.

Sur le premier point, c'est-à-dire lorsque des priviléges généraux, sont en concurrence avec des priviléges spéciaux sur les meubles, on décide *généralement* que les premiers doivent être préférés au second. Ainsi, un propriétaire qui a un privilége spécial sur les meubles de son locataire fait vendre ces meubles, et le médecin, qui a un privilége général sur tous les biens du locataire, demande à être payé avant le propriétaire. C'est le privilége général qui l'emportera; c'est donc le médecin qui sera payé d'abord, le propriétaire ensuite.

Toutefois, on fait une exception en faveur des frais de justice. Le privilége général que ces frais font naître est préféré à tous les autres priviléges, quels qu'ils soient.

Rien n'est plus juste. Si, en faisant vendre les biens de notre débiteur commun, j'ai transformé son patrimoine en argent et ai mis ainsi les créanciers en mesure d'être payés, il est convenable que je sois remboursé de mes avances.

Il est bon, cependant, de remarquer que les créanciers privilégiés pour frais de justice ne doivent primer que ceux auxquels ces frais ont été utiles. Si vous supposez un locataire dont un créancier fait vendre les meubles, les frais qu'il aura faits ne seront point utiles au propriétaire, qui pourra toujours lui dire : « Les frais que vous avez faits ne m'ont pas profité, car j'avais les meubles dans ma maison, je n'avais aucun risque à courir, la loi me donnant le droit de les retenir jusqu'à parfait paiement; par conséquent, vous ne serez payé de vos frais qu'après moi. »

Sur le second point, c'est-à-dire lorsque plusieurs priviléges spéciaux sont en concours entre eux, la difficulté est encore plus considérable. La loi s'est exprimée sur trois cas; de l'esprit qui se dégage de ces trois cas, on a essayé de résoudre tous les autres.

Lorsque le locateur est en concours avec le vendeur non payé des objets

garnissant les lieux loués, le locateur est préféré s'il ignorait, au moment de la location, que le prix des objets mobiliers fût encore dû; c'est le vendeur, dans le cas contraire.

Lorsque, sur le prix des ustensiles apportés à la ferme, il y a concours entre le vendeur et le bailleur, c'est le vendeur qui est payé en premier lieu.

Enfin, sur le prix de la récolte de l'année, sont en concours : le bailleur, celui qui a vendu la semence, celui qui a fait la récolte. C'est ce dernier qui est préféré, le vendeur ensuite, et, enfin, le bailleur.

Les autres cas se résolvent d'après les mêmes principes : Entre deux créanciers gagistes, celui-là est préféré qui a conservé plus récemment la chose; entre deux vendeurs successifs, c'est le premier, au contraire, qui est préféré; entre le vendeur et l'ouvrier qui a conservé la chose, après la vente, c'est l'ouvrier.

SECTION II.

DES PRIVILÉGES SUR LES IMMEUBLES.

Il y a cinq priviléges sur les immeubles, nous allons les étudier successivement.

1° *Privilége du vendeur.* — Le vendeur d'un immeuble a un privilége pour le paiement du prix. Ce prix, c'est la somme portée au contrat de vente; en aucun cas, il ne serait permis de prouver que ce prix était fictif et de réclamer privilége pour une somme supérieure. Ce serait tromper les tiers. De même, si le titre porte quittance du prix, le privilége, n'ayant pas d'objet, n'existe pas.

Entre plusieurs créanciers privilégiés à titre de vendeurs, en d'autres termes, entre plusieurs vendeurs successifs du même immeuble, celui qui est payé tout d'abord c'est le plus ancien, car l'immeuble n'a pu passer aux plus récents que déjà grevé des priviléges des précédents propriétaires.

Par la même raison, il faut remarquer que, bien que les priviléges priment, en général, les hypothèques, celles-ci, néanmoins, primeront le privilége du vendeur, si elles existaient avant la vente. Soit une vente que Paul fait aujourd'hui d'une maison sur laquelle existent deux hypothèques au profit de Pierre et Jacques. Paul aura un privilége pour le paiement du prix, mais il ne sera payé qu'après désintéressement complet de Pierre et Jacques.

Dans le cas d'échange avec soulte, le co-échangiste a-t-il un privilége pour le paiement de la soulte? On n'est pas bien d'accord là-dessus. Voici généralement ce qu'on décide.

La soulte est-elle à peu près égale ou supérieure à la valeur de l'immeuble échangé, on considère que l'opération est plutôt une vente qu'un échange, et que, par conséquent, le privilége existe.

La soulte est-elle inférieure à la valeur de l'immeuble, on considère que l'opération est un véritable échange dont la soulte ne forme que l'accessoire, et on n'accorde point de privilége.

Exemple : J'échange ma maison contre votre champ, qui vaut 50,000 francs, et je fournis, en outre, une soulte de 25,000 francs. J'ai un privilége pour le paiement de 25,000 francs. Si, au contraire, la soulte n'est que de 10,000 fr., je n'ai aucun privilége.

2° *Privilége des prêteurs qui ont fourni à l'acheteur les deniers avec lesquels il a payé le vendeur.* — Deux conditions sont nécessaires pour l'existence de ce privilége : 1° que l'acte d'emprunt soit fait devant notaire et contienne la mention que les fonds sont destinés à payer le vendeur; 2° que la quittance du vendeur à l'acheteur soit aussi faite par-devant notaire et constate la provenance des fonds.

3° *Privilége des cohéritiers.* — Ce privilége reçoit son application dans plusieurs cas.

D'abord, il s'applique pour la garantie du partage. On sait que chacun des héritiers se porte garant de l'éviction qui peut être subie par l'un d'eux : le cohéritier évincé a une créance privilégiée contre ses cohéritiers.

Lorsqu'un immeuble est mis dans le lot d'un héritier, à la condition qu'il paie une somme d'argent, cette somme s'appelle *soulte*, et celui qui en profite a une créance privilégiée pour le paiement de cette soulte.

4° *Privilége des architectes, entrepreneurs et ouvriers.* — Sont privilégiés sur les immeubles : « les architectes, entrepreneurs, maçons et autres ouvriers employés pour édifier, reconstruire ou réparer des bâtiments, canaux ou autres ouvrages quelconques, pourvu, néanmoins, que, par un expert nommé d'office par le tribunal de première instance, dans le ressort duquel les bâtiments sont situés, il ait été dressé préalablement un procès-verbal à l'effet de constater l'état des lieux, relativement aux ouvrages que le propriétaire déclarera avoir dessein de faire, et que les ouvrages aient été, dans les six mois au plus de leur perfection, reçus par un expert également nommé d'office. Mais, le montant du privilége ne peut excéder les valeurs constatées par le second procès-verbal, et il se réduit à la plus-value existant, à l'époque de l'aliénation de l'immeuble et résultant des travaux qui y ont été faits. »

Ce privilége a son principe dans cette idée, assurément fort équitable, que ceux qui ont créé une plus-value doivent en profiter. Les architectes, les entrepreneurs, les ouvriers créent une valeur pour le propriétaire, ils doivent avoir un privilége sur cette valeur.

Aussi la loi exige-t-elle des précautions pour constater la plus-value mise par ces créanciers dans le patrimoine du propriétaire : ces précautions consistent dans les deux procès-verbaux dont elle parle.

Les ouvriers ne traitent souvent pas directement avec le propriétaire, mais avec l'entrepreneur, ce qui n'empêche pas qu'ils jouissent du privilége, jusqu'à concurrence de ce qui est dû par le propriétaire à l'entrepreneur.

5° *Privilége des prêteurs qui ont fourni les deniers pour payer les travaux.* — « Ceux qui ont prêté les deniers pour payer ou rembourser les ouvriers, jouissent du même privilége, pourvu que cet emploi soit authentiquement constaté par l'acte d'emprunt et par la quittance des ouvriers, ainsi qu'il a été dit ci-dessus pour ceux qui ont prêté les deniers pour l'acquisition d'un immeuble ».

SECTION III.

DES PRIVILÉGES QUI S'ÉTENDENT SUR LES MEUBLES ET SUR LES IMMEUBLES.

Les priviléges qui s'étendent aux meubles et aux immeubles sont ceux énumérés à l'article 2101 du Code civil, que nous avons énoncé plus haut : le créancier pour frais de justice, frais funéraires, etc.

Nous disons qu'ils s'étendent aux meubles et aux immeubles. Ainsi, si j'ai payé pour frais funéraires cent francs, j'ai un recours d'abord sur les meubles ; et si je ne suis pas complétement désintéressé, sur les immeubles. Si les immeubles ont été vendus en premier lieu, les créanciers de l'article 2101 seront colloqués *provisoirement* comme privilégiés, et ils devront faire vendre les meubles. Tout ce qu'ils auront touché sur le produit des meubles devra être retranché de la collocation provisoire. Si j'ai touché 50 francs sur le produit de la vente des meubles, ma collocation provisoire de 100 francs doit être réduite d'autant.

SECTION IV.

COMMENT SE CONSERVENT LES PRIVILÉGES.

Il y a des priviléges portant sur les meubles : ils se conservent sans aucune inscription et par eux-mêmes.

Il y a des priviléges qui portent en même temps sur les meubles et sur les immeubles : ce sont ceux de l'article 2101. Ces priviléges se conservent aussi sans aucune formalité.

Enfin, il y a les priviléges sur les immeubles seulement. Pour la conservation de ces priviléges, uneformalité est nécessaire, en règle générale : la formalité de l'*inscription*.

Il importe beaucoup, pour la sûreté des opérations civiles et commerciales, de pouvoir connaître la situation de fortune de celui avec qui on traite. La loi n'a pas jugé qu'il fût possible d'organiser un moyen de porter à la connaissance de tout le monde la fortune mobilière; mais quant à la fortune immobilière, elle a organisé le moyen suivant.

Au chef-lieu de l'arrondissement se trouve un *conservateur des hypothèques* qui tient un registre où il inscrit tous les priviléges ou hypothèques affectant les immeubles situés dans l'arrondissement. Quiconque veut connaître la situation d'une personne, au point de vue de ses immeubles, adresse une demande au conservateur des hypothèques de son arrondissement, et, sur cette demande, le conservateur lui adresse le certificat des priviléges et hypothèques pris contre cette personne (1).

Mais, comme nous l'avons dit, et comme nous allons le voir, il y a des priviléges qui ne sont jamais inscrits, et il y en a d'autres qui ont un effet *rétroactif*, comme nous le verrons tout à l'heure. Il faudra donc, si on est prudent, même après le certificat du conservateur, se défier de ces inscriptions que l'on est convenu d'appeler *occultes*. Nous pouvons même dire que ce caractère d'occulte, attaché à beaucoup de priviléges, qui permet de les exercer alors que les tiers ne les ont pas connus et n'ont pas pu les connaître, est vivement critiqué par les hommes pratiques.

Nous avons dit que les priviléges sur les immeubles devraient, en général, être inscrits. L'article 2106, qui contient cette disposition, porte, en effet, « que les priviléges sur les immeubles ne produisent d'effet entre créanciers qu'autant qu'ils sont rendus publics par une inscription et à compter de la date de cette inscription, sauf les exceptions qui suivent (2). »

Étudions donc ces exceptions. Elle sont au nombre de quatre :

1re *exception*. — Les priviléges généraux, qui s'appliquent aux meubles et immeubles de l'article 2101 sont exceptés de la formalité de l'inscription. Le législateur a pensé qu'ils étaient de trop peu d'importance pour les soumettre à cette formalité.

2e *exception*. — Le vendeur d'un immeuble conserve son privilége par la transcription de l'acte de vente. La transcription de l'acte, c'est-à-dire la copie entière de cet acte sur un registre spécial tenu par le conservateur des hypothèques de chaque arrondissement, suffit pour conserver le droit de privilége du vendeur. Néanmoins, le conservateur doit prendre une inscription à son profit sur le registre des inscriptions; mais cette prescription ne concerne que le conservateur et n'engage que sa responsabilité : le privilége du vendeur est garanti par la transcription.

---

(1) Voy. FORMULAIRE nº 94.
(2) Voy. FORMULAIRE nº 95.

3e *exception.* — Le privilége des copartageants *pour les soultes* ou *pour le prix de licitation* doit être rendu public par une inscription; mais les effets de cette inscription remontent au jour de la vente ou du partage, pourvu que l'inscription ait eu lieu dans les soixante jours. Passé ce délai, le privilége se transforme en hypothéque, qui ne prend rang que du jour de l'inscription.

4e *exception.* — Article 2110 : « Les architectes, entrepreneurs, maçons et autres ouvriers employés pour édifier, reconstruire ou réparer les bâtiments, canaux et autres ouvrages, et ceux qui ont, pour les payer et rembourser, prêté les deniers dont l'emploi a été constaté, conservent, par la double inscription faite : 1° du procès-verbal qui constate l'état des lieux; 2° du procès-verbal de réception, leur privilége à la date de l'inscription du premier procès-verbal (3). »

5e *exception.* — Artible 2111 : « Les créanciers et légataires qui demandent la séparation du patrimoine du défunt, conformément à l'article 878, au titre *Des successions*, conservent, à l'égard des créanciers des héritiers ou représentants du défunt, leur privilége sur les immeubles de la succession, par les inscriptions faites sur chacun de ces biens, dans les six mois à compter de l'ouverture de la succession. Avant l'expiration de ce délai, aucune hypothèque ne peut être établie avec effet sur ces biens par les héritiers ou représentants au préjudice de ces créanciers ou légataires. »

Les priviléges que nous venons d'étudier, à l'égard desquels les conditions d'inscription n'auraient pas été accomplies, se transformeraient en simples hypothèques, qui n'ont leur effet que du jour de l'inscription.

CHAPITRE TROISIÈME.

DES HYPOTHÈQUES.

L'hypothèque est définie par la loi : *un droit réel sur les immeubles affectés à l'acquittement d'une obligation.*

L'hypothèque, comme le privilége, comprend deux droits : *un droit de préférence*, c'est-à-dire le droit d'être payé sur le prix de l'immeuble avant d'autres créanciers; *un droit de suite*, c'est-à-dire le droit de faire vendre, en quelques mains qu'il se trouve, l'immeuble hypothéqué.

Tous les immeubles, en général, sont susceptibles d'hypothèque. Par là, il faut entendre les immeubles, soit par leur nature, soit par leur destination, soit l'usufruit des biens immobiliers, etc.

Les immeubles qui ne peuvent pas être vendus aux enchères ne peuvent pas être hypothéqués. Tels sont : les droits d'usage, d'habitation, les droits de servitude.

Les meubles ne sont pas susceptibles d'hypothèque. C'est ce qu'exprime, dans un langage un peu inexact, l'article 2119. Il y a là une différence avec les priviléges qui peuvent s'appliquer aux meubles.

On a pensé qu'accorder le droit d'hypothèque sur les meubles, ce serait mettre une grave entrave au commerce.

Des lois particulières régissent la manière d'acquérir et de conserver les hypothèques sur les navires et bâtiments de mer.

On distingue trois sortes d'hypothèques : les hypothèques légales, les hypothèques judiciaires et les hypothèques conventionnelles.

---

(3) Voy. FORMULAIRE n° 96 et 97.

SECTION Ire.

DES HYPOTHÈQUES LÉGALES.

La loi reconnaît plusieurs hypothèques légales, dont les plus connues sont celles qui frappent sur les biens du mari et celles qui grèvent les biens du tuteur.

I. Hypothèque légale de la femme mariée. — La femme mariée a, sur les biens de son mari, une hypothèque légale pour la garantie *de tout ce que peut lui devoir son mari*. Le mari sera le débiteur de sa femme la plupart du temps pour le recouvrement de sa dot.

L'hypothèque légale de la femme frappe sur tous les immeubles du mari, avons-nous dit. Il importe de bien préciser ce point. L'hypothèque frappe-t-elle notamment le bien acquis pendant la communauté? Oui, s'ils sont aliénés après la communauté; s'ils sont aliénés pendant la communauté, l'hypothèque frappe aussi, que la femme accepte ou répudie la communauté. Toutefois, cette dernière opinion est contreversée.

II. De l'hypothèque légale du mineur ou de l'interdit. — Le mineur, l'interdit ont une hypothèque légale sur tous les immeubles de leur tuteur. Cette mesure s'applique aux cotuteurs, tuteurs officieux, tuteurs datifs, etc. Elle ne s'applique pas : 1° au subrogé-tuteur, au curateur, au conseil judiciaire, au père administrateur des biens de son enfant.

L'hypothèque légale, dans ce cas, a pour cause le tort que peut avoir causé au mineur ou à l'interdit le tuteur dans l'exercice de ses fonctions.

III. Hypothèque de l'État, des communes et des établissements publics sur les biens des administrateurs comptables. — L'État ou les communes ont une hypothèque légale sur les biens des administrateurs *comptables*, c'est-à-dire qui ont le dépôt et la manutention des deniers. Ces administrateurs sont : les trésoriers-payeurs généraux, les receveurs d'arrondissement, les payeurs de département, des port et des armées, et les administrateurs d'établissements publics.

L'hypothèque porte sur tous les immeubles de l'administrateur, soit qu'ils aient été acquis avant son entrée en fonctions ou depuis, soit qu'ils aient été acquis par lui ou par sa femme, au cours du mariage, à moins que la femme ne prouve que l'immeuble a été acheté de ses propres deniers.

Les percepteurs des contributions directes sont-ils soumis à l'hypothèque légale? On décide, en général, la négative.

— Il y a encore les hypothèques légales des légataires sur les immeubles de la succession et les priviléges dégénérés en simples hypothèques, dont nous avons parlé ailleurs.

Nous étudierons plus loin les effets des hypothèques de la femme mariée, du mineur et de l'interdit.

SECTION II.

DES HYPOTHÈQUES JUDICIAIRES.

On entend par hypothèques *judiciaires*, celles qui résultent de jugements ou d'*actes judiciaires*.

Un jugement est la décision d'un tribunal sur un différend qui lui est soumis. Un acte judiciaire est, au contraire, la constatation d'un fait par un tribunal. Je suis condamné à payer 500 francs, c'est un jugement; je nie la signature qui est sur une obligation sous seing-privé, le jugemeut qui intervient et

qui déclare que c'est bien mon écriture est un acte judiciaire simplement, car il n'est que la constatation matérielle d'un fait.

Le jugement et l'acte judiciaire emportent l'une et l'autre hypothèque.

On peut prendre hypothèque en vertu de tout jugement portant condamnatoire, soit à payer une somme d'argent, soit à faire ou à ne pas faire quelque chose : il n'y a pas à distinguer si le jugement est en premier ou en dernier ressort, s'il est frappé d'appel ou d'opposition, s'il est par défaut ou contradiction, passé en force jugée ou encore attaquable par quelque voie judiciaire, pourvu qu'il y ait jugement; celui qui l'a obtenu a le droit de prendre hypothèque sur les biens de son débiteur.

Il est bien entendu, au reste, que cette hypothèque restera sans aucun effet au cas où le jugement attaqué sera réformé, soit en appel, soit en cassation, etc.

Une sentence arbitrale emporte hypothèque quand elle a été revêtue de l'ordonnance du président du tribunal civil.

Quant aux jugements rendus à l'étranger, ils ne donnent droit à hypothèque que s'il existe spécialement des lois ou des traités conférant à ces jugements la force exécutoire de plein droit et sans aucune formalité. Dans le cas contraire. qui est le plus habituel, ces jugements n'emportent hypothèque que s'ils ont reçu la force exécutoire par un tribunal français.

Un acte judiciaire, avons-nous dit, permet de prendre hypothèque. Cet effet attribué à l'acte judiciaire peut amener des résultats bizarres. Voici le cas: Paul souscrit à Pierre une obligation sous seing-privé aux termes de laquelle il se reconnaît débiteur d'une somme de mille francs à l'échéance d'un an. Le lendemain, Paul assigne Pierre en reconnaissance de l'écriture de l'obligation. Pierre ne nie pas; il intervient un jugement qui donne acte à ce dernier de ce qu'il reconnaît l'écriture. Ce jugement, ou plutôt cet acte judiciaire, emporte hypothèque. Il faut avouer que c'est là un résultat bizarre, car Paul obtient le lendemain ce que la veille on lui avait refusé : un droit d'hypothèque.

Aussi, une loi de 1807 est-elle venue pallier un peu les inconvénients d'un pareil résultat, en déclarant que l'hypothèque résultant de cet acte ne pourrait être inscrite qu'à l'échéance du terme stipulé dans l'obligation.

SECTION III.

DES HYPOTHÈQUES CONVENTIONNELLES.

Les hypothèques conventionnelles sont celles, dit l'article 2117, qui résultent des conventions et de la forme extérieure des actes et des contrats.

Deux choses à considérer, par conséquent : la convention elle-même, la forme dans laquelle elle doit se manifester.

I. CONVENTION. — Sont capables de consentir valablement une hypothèque, ceux qui ont le droit d'aliéner les immeubles, voilà la règle de la capacité.

Il faut donc comprendre au nombre des personnes qui ne peuvent pas consentir valablement une hypothèque sur leurs biens : 1° les femmes mariées; 2° les mineurs, même émancipés; 3° les interdits.

Les tuteurs peuvent, au nom des mineurs et des interdits, et après une autorisation du conseil de famille, homologuée par le tribunal, permettre une hypothèque sur les biens de ceux dont ils gérent les intérêts.

Les mineurs émancipés peuvent-ils valablement hypothéquer leurs biens pour la garantie des obligations que la loi leur permet de contracter seuls? Nous ne le pensons point. Il y a cependant controverse sur ce point.

Un mineur a consenti une hypothèque en temps de minorité; cette hypothèque n'est pas valable, mais le mineur peut lui rendre toute sa force en la ratifiant lorsqu'il sera arrivé à sa majorité. Dans ce cas, cette ratification sera-t-elle opposable à celui qui a déjà pris hypothèque sur les biens du mineur

avant cette ratification? Nous ne le pensons pas davantage; mais la question est controversée.

On se demande aussi, et les auteurs ne s'accordent pas là-dessus, si l'hypothèque consentie sur un immeuble appartenant à autrui devient valable au cas où cet immeuble devient plus tard la propriété du constituant.

Dans le cas d'absence, les envoyés en possession provisoire doivent se faire autoriser par justice à hypothéquer les biens des absents, tandis que les envoyés en possession définitive ont seuls ce droit.

II. Forme des hypothèques conventionnelles. — L'acte constitutif de l'hypothèque conventionnelle est toujours un acte notarié. Pour resteindre ou étendre une hypothèque, pour la faire radier ou en faire donner mainlevée, c'est toujours un acte notarié qui est nécessaire.

Nous avons vu, à la section précédente, qu'en vertu d'un jugement rendu en pays étranger, on peut toujours prendre hypothèque, soit sans formalités, soit après la formalité qui consiste à le faire rendre exécutoire en France par un tribunal français, selon le cas. En ce qui concerne les contrats ou actes passés à l'étranger, ils n'emportent hypothèque que si les lois politiques ou les traités leur reconnaissent cette force. Dans le cas contraire, on ne peut ici, comme pour les jugements, avoir recours à un tribunal français pour faire attribuer à ces actes la force exécutoire.

Les hypothèques *légales* et les hypothèques *judiciaires* portent sur tous les biens du débiteur; elles sont générales. Les hypothèques conventionnelles sont, au contraire, spéciales, et ne portent que sur les immeubles expressément désignés.

Ainsi, si je veux consentir une hypothèque sur tous mes biens dans un acte notarié, je le puis, mais à la condition de dire que je consens hypothèque sur tel bien situé en tel endroit, sur tel autre, etc., jusqu'à ce que j'aie épuisé la liste de mes immeubles. S'il y a des immeubles situés dans des arrondissements différents, il faut avoir soin de les désigner aussi, et le créancier devra, à son tour, comme nous le verrons plus loin, faire inscrire ces hypothèques dans les divers arrondissements de la situation des biens.

Les biens à venir ne peuvent pas faire l'objet des hypothèques conventionnelles, tandis qu'ils sont atteints par les hypothèques légales et judiciaires.

Néanmoins, dit l'article 2130, si les biens présents et libres du débiteur sont insuffisants pour la sûreté de la créance, le débiteur peut, en exprimant cette insuffisance, consentir que chacun des biens qu'il acquerra, par la suite, y demeure affecté à mesure des acquisitions.

Et l'article suivant ajoute : « Pareillement, en cas que l'immeuble ou les immeubles présents, assujettis à l'hypothèque, eussent péri ou éprouvé des dégradations, de manière qu'ils fussent devenus insuffisants pour la sûreté du créancier, celui-ci pourra ou poursuivre dès à présent son remboursement, ou obtenir un supplément d'hypothèque. »

Outre que les immeubles hypothéqués doivent avoir été énoncés expressément dans l'acte, une autre condition est nécessaire : il faut que l'inscription porte quel est le chiffre pour lequel l'immeuble est hypothéqué.

Si ce chiffre n'est pas déterminé dans l'acte et que les éléments du calcul y soient seulement exprimés, le créancier fera, à son gré, cette évaluation, sauf au débiteur à la faire réduire, s'il l'estime exagérée.

Si la créance est conditionnelle, le créancier pourra prendre hypothèque pour le montant de la créance, mais en ayant soin d'énoncer qu'elle est conditionnelle.

SECTION IV.

DU RANG QUE LES HYPOTHÈQUES ONT ENTRE ELLES.

I. De la préférence. — Les hypothèques, il ne faut le perdre de vue,

donnent deux droits : un droit de *préférence*, c'est-à-dire d'être payé avant tout autre créancier qui n'est pas lui-même hypothécaire ou privilégié sur le prix d'un immeuble ; et un droit de *suite*, c'est-à-dire de suivre partout où il se trouve l'immeuble hypothéqué, et de le faire vendre en quelques mains qu'on le rencontre. C'est du droit de préférence seulement que nous nous occuperons ici.

Un immeuble est vendu ; le prix en doit être distribué entre les créanciers hypothécaires. Dans quel rang doivent-ils venir et quels sont ceux qui doivent être payés les premiers? C'est ce que nous allons voir.

Le plus souvent, les créanciers ne s'entendront pas, il y aura lieu à ce qu'on appelle un *ordre*, c'est-à-dire une *distribution judiciaire* en suivant *l'ordre* des inscriptions.

Entre les créanciers, dit l'article 2134, l'hypothèque, soit légale, soit judiciaire, soit conventionnelle, n'a de rang que du jour de l'inscription prise par le créancier sur les registre du conservateur dans les forme et manière prescrites par la loi, sauf les exceptions portées en l'article suivant.

Donc, rien de plus simple que d'assigner le rang d'une inscription, c'est-à-dire l'ordre dans lequel le créancier devra être payé : il n'y aura qu'à suivre la date des inscriptions. Le conservateur des hypothèques délivrera l'état des inscriptions grevant l'immeuble, et le créancier qui figurera comme étant inscrit le premier en date sera le premier payé, viendra ensuite le deuxième, etc., et ainsi de suite.

Mais il y a deux classes de personnes qui sont dispensées de la formalité de l'inscription, qui pourront, par conséquent, ne pas se trouver sur cet état et qui, néanmoins, devront venir *avant* les créanciers inscrits, le plus souvent même en première ligne : ce sont les mineurs et interdits, d'une part ; et les femmes mariées, d'autre part.

Etudions donc ces deux exceptions :

1° *Hypothèque légale du mineur ou de l'interdit.* — Cette hypothèque frappe *tous* les immeubles du tuteur ; son effet remonte *au jour de l'acceptation de la tutelle*, que l'hypothèque ait *été ou non* inscrite.

C'est à raison de la gestion du tuteur et des fautes qu'il peut commettre au cours de sa gestion que le législateur a cru devoir prendre des précautions en faveur du mineur ou de l'interdit. Pour que ces précautions fussent efficaces, il fallait que leur effet remontât au jour où avait commencé la responsabilité, c'est-à-dire au jour de l'acceptation ou du commencement de la tutelle. Aussi, dès ce jour-là, tous les biens du tuteur sont grevés de l'hypothèque légale du mineur ou de l'interdit, aussi bien ceux qu'il possède dès maintenant que ceux qu'il acquerra par la suite. Et cette hypothèque n'a pas besoin d'être inscrite : le législateur a pensé que si on la soumettait à la formalité de l'inscription, cette formalité serait omise très souvent et son but serait manqué.

2° *Hypothèque légale de la femme mariée.* — Les femmes mariées ont aussi sur les biens de leurs maris une hypothèque, *non soumise à l'inscription*, et dont l'effet remonte, en général, au jour de la célébration du mariage.

L'hypothèque légale des femmes mariées a pour objet de les garantir des pertes qu'elles peuvent éprouver par suite de l'administration de leur mari.

L'époque à laquelle prennent rang les hypothèques des femmes mariées varie avec les événements qui y ont donné lieu. Nous pouvons dire, en général, que cette époque est *celle de la célébration* du mariage.

Ainsi, s'agit-il de la restitution de la dot ou de l'exécution des conventions matrimoniales, l'hypothèque court du jour de la célébration du mariage.

S'il s'agit de la restitution des sommes échues à la femme pendant le ma-

riage par donation ou succession, l'hypothèque court du jour où la succession s'est ouverte, où la donation a eu son effet.

S'il s'agit de la restitution des sommes payées par la femme, pour des dettes qu'elle a contractées afin de servir de caution à son mari à l'égard d'un tiers, c'est du jour où elle a contracté l'obligation que commence la garantie créée en faveur de la femme, et qui s'appelle hypothèque légale.

Enfin, pour la restitution des sommes provenant de la vente des propres de la femme, lorsqu'il n'y a pas eu de remploi, l'hypothèque court du jour de la vente.

L'hypothèque légale du mineur, de l'interdit ou de la femme mariée conserve son effet sans inscription. Mais si le mineur devenu majeur, l'interdit relevé d'interdiction, la veuve, leurs héritiers ou ayant-cause n'ont pas pris inscription *dans l'année* qui suit la dissolution du mariage ou la cessation de la tutelle, leur hypothèque ne date plus que du jour de son inscription.

II. Des personnes chargées de prendre inscription. — Sont chargées par la loi de prendre inscription : pour les femmes, les maris (1) ; pour les mineurs et interdits, leurs tuteurs. Faute par eux d'avoir accompli ce devoir, et au cas où ils auraient consenti ou laissé prendre des priviléges ou des hypothèques sur leurs immeubles, sans déclarer expressément les hypothèques légales, ils seraient réputés « stellionataires, et, comme tels, contraignables par corps » (2).

Les subrogés-tuteurs sont aussi tenus, mais seulement sous leur responsabilité personnelle, et sous peine de dommages-intérêts, de veiller à que les inscriptions des mineurs ou interdits soient prises, et, au besoin, à requérir eux-mêmes cette inscription (3).

III. Des personnes qui peuvent prendre inscription. — A côté des personnes que la loi charge de prendre inscription sous leur responsabilité plus ou moins étendue, il y a des personnes qui *peuvent* la requérir.

En premier lieu, nous voyons figurer le Procureur de la République de l'arrondissement de la situation des biens.

Viennent ensuite les parents, soit du mari, soit de la femme, ou, à défaut des parents, leurs amis. Les mineurs eux-mêmes et les femmes mariées peuvent prendre cette inscription.

IV. De la restriction des hypothèques légales. — Lorsque la fortune de la femme, ou celle du mineur ou de l'interdit est de peu d'importance, il faut que l'hypothèque légale puisse être restreinte à certains immeubles, afin de ne pas ruiner inutilement le crédit du mari ou du tuteur. Voyons donc comment la loi a autorisé la restriction de ces hypothèques.

1° *Restriction de l'hypothèque de la femme.* — Les parties *majeures* peuvent convenir, soit qu'il ne sera pris d'inscription que sur un ou certains immeubles, soit qu'il ne sera pris aucune inscription sur certains immeubles déterminés.

En aucun cas, la femme, en se mariant, ne peut *renoncer* à son hypothèque.

Pour que la restriction au cours du mariage ait lieu. il faut :

1° Que l'hypothèque n'ait pas été restreinte dans le contrat de mariage;

2° Que la femme, *majeure*, consente à la restriction;

---

(1) Voy. Formulaire n° 98.

(2) On sait que la contrainte par corps est abolie en matière civile.

(3) Voy. Formulaire, n° 99.

3° Que la valeur des immeubles du mari excède notoirement la fortune de la femme ;

4° Que les quatre plus proches parents de la femme aient été consultés; mais leur opinion n'est qu'un simple avis.

Ce n'est que dans ces conditions que l'on peut demander au tribunal civil d'autoriser la restriction de l'hypothèque légale. La procédure est dirigée contre le Procureur de la République, qui est, en principe, opposé à cette mesure.

2° *Restriction de l'hypothèque du mineur ou de l'interdit.* — Le tuteur peut demander, soit au moment de sa nomination, soit au cours de la tutelle, que l'hypothèque légale du mineur ou de l'interdit soit réduite à certains immeubles, si ces immeubles suffisent amplement à couvrir les risques d'une mauvaise administration. Dans le premier cas, le conseil de famille a un pouvoir souverain ; dans le second cas, il faut obtenir un jugement, après avis du conseil de famille. On dirige alors l'action contre le subrogé-tuteur.

CHAPITRE QUATRIÈME.

DU MODE DE L'INSCRIPTION DES PRIVILÉGES ET HYPOTHÈQUES.

Ce chapitre est très-important à cause de son utilité pratique. Il renferme des principes et des prescriptions qui doivent être connus de tous.

I. ÉPOQUE A PARTIR DE LAQUELLE UNE INSCRIPTION NE PEUT PLUS ÊTRE PRISE. — Les inscriptions sont prises au bureau des hypothèques de l'arrondissement dans lequel sont situés les biens.

Deux remarques doivent être faites ici, l'une concernant les faillites, l'autre les successions acceptées sous bénéfice d'inventaire.

En cas de faillite, aucune inscription ne peut plus être utilement prise à partir du jugement qui la déclare. Il y a même une période qui a précédé le jugement, pendant laquelle les inscriptions ne peuvent être prises que sous certaines conditions. Voyez Code de commerce, à la *Faillite*.

Quand une succession est acceptée sous bénéfice d'inventaire seulement, toutes les inscriptions prises du jour de l'ouverture de la succession, c'est-à-dire de la mort du défunt, sont nulles.

II. DES INSCRIPTIONS PRISES LE MÊME JOUR. — Les inscriptions prises le même jour concourent ensemble, quel que soit l'ordre dans lequel elle figurent sur le registre du conservateur. On a voulu, par là, empêcher le conservateur de favoriser un créancier au préjudice d'un autre.

III. DE LA RÉDACTION DES INSCRIPTIONS ET DES PIÈCES QUI L'ACCOMPAGNENT. — L'article que l'on doit toujours avoir sous les yeux quand on veut prendre inscription, tant ces prescriptions sont importantes, est ainsi conçu : « Pour opérer l'inscription, le créancier représente, soit par lui-même, soit par un tiers, au conservateur des hypothèques, l'original en brevet ou une expédition authentique du jugement ou de l'acte qui donne naissance au privilége ou à l'hypothèque. Il y joint deux bordereaux écrits sur papier timbré, dont l'un peut être porté sur l'expédition du titre; ils contiennent : 1° les nom, prénoms, domicile du créancier, sa profession, s'il en a une, et l'élection d'un domicile pour lui dans un lieu quelconque de l'arrondissement du bureau; 2° les nom, prénoms, domicile du débiteur, sa profession, s'il en a une connue, ou une désignation individuelle et spéciale, telle que le conservateur puisse reconnaître et distinguer dans tous les cas l'individu grevé d'hypothèques; 3 la date et la nature du titre; 4° le montant du capital des créances expri-

mées dans le titre ou évaluées par l'inscrivant, pour les rentes et prestations, ou pour les droits éventuels, conditionnels ou indéterminés, dans le cas où cette évaluation est ordonnée; comme aussi le montant des accessoires de ces capitaux et l'époque de l'exigibilité; 5° l'indication de l'espèce et de la situation des biens sur lesquels il entend conserver son privilége ou son hypothèque. Cette dernière disposition n'est pas nécessaire dans le cas des hypothèques légales ou judiciaires : à défaut de convention, une seule inscription, pour ces hypothèques, frappe tous les immeubles compris dans l'arrondissement du bureau.

Cette énumération se passe à peu près absolument de commentaire (1). Mais quelles sont les énonciations essentielles dont l'omission entraîne la nullité de l'inscription? C'est ce que la loi n'indique pas; c'est une question laissée à l'appréciation des tribunaux.

Remarquons, toutefois, que l'indication spéciale des immeubles n'est demandée que dans les hypothèques conventionnelles; les hypothèques judiciaires (2) et légales (3) s'étendent à tous les immeubles de l'arrondissement. Les créances éventuelles, non déterminées quant aux chiffres, doivent être évaluées par le créancier.

IV. Des intérêts. — La loi dit que le créancier ne pourra réclamer le rang de son hypothèque pour les intérêts que pour deux ans et l'année courante. Si donc on veut garantir le paiement des intérêts pour une période plus étendue, par exemple pour cinq ans, il faudra obtenir un jugement condamnant à payer cinq ans d'intérêts ou obtenir une reconnaissance *authentique* de ces cinq ans; et ce jugement ou cette reconnaissance permettra de prendre inscription pour la sûreté de ces cinq ans d'intérêts. Cette inscription prendra le rang que lui assigne sa date.

V. Des frais de l'inscription. — Les frais de l'inscription, qui consistent en papier timbré pour les bordereaux, honoraires du conservateur et un droit fiscal, sont l'accessoire de la créance et sont colloqués en même temps que la créance principale, garantie par l'inscription. Ils figurent sous l'appellation de frais de conservation, qui forment ordinairement le dernier paragraphe du bordereau.

VI. De la péremption et du renouvellement de l'inscription. — Les inscriptions ne conservent leur rang d'hypothèque ou de privilége que pendant dix ans. Il faut donc, avant l'expiration des dix ans, renouveler son inscription. Le conservateur n'est pas chargé de renouveler d'office les inscriptions, mais il opère le renouvellement sur la demande du créancier, accompagnée des pièces (4).

Que devient une inscription non renouvelée? Elle perd son rang, et la date de la nouvelle inscription est celle du renouvellement.

Il y a un très-grand danger à ne pas renouveler l'inscription avant les dix ans. Ainsi, supposons qu'au jour du renouvellement le débiteur soit en faillite, qu'il soit mort et que sa succession ne soit acceptée que sous bénéfice d'inventaire; l'inscription serait absolument nulle, et le créancier ne pourrait se prévaloir d'aucune hypothèque.

Remarquons qu'aux termes de la loi du 23 mars 1855, l'hypothèque légale des femmes, des mineurs et interdits, doit être inscrite dans l'année de la dis-

---

(1) Voy. Formulaire n° 100.
(2) Voy Formulaire, n° 101.
(3) Voy. Formulaire n° 102.
(4) Voy. Formulaire n° 103.

solution du mariage ou de la fin de la tutelle; sinon, elle ne prend rang, à l'égard des tiers, qu'à partir du jour de l'inscription nouvelle.

VII. — DES ACTIONS AUXQUELLES LES INSCRIPTIONS PEUVENT DONNER LIEU. — Les actions auxquelles les inscriptions d'hypothèque peuvent donner lieu, sont portées devant le tribunal du lieu où elles sont prises; et les actes sont signifiés au domicile élu dans l'inscription.

Ces actions seront, la plupart du temps, des demandes en nullité, en réduction ou en radiation. Par exemple : demandes en nullité, toutes les fois qu'une des formalités essentielles aura été omise; en réduction, toutes les fois que les sommes portées dans les bordereaux seront exagérées; en radiation, toutes les fois que le créancier, ayant été payé, laisserait subsister l'inscription qui n'a plus aucun objet.

Une observation qui s'applique à ce que nous venons de dire ci-dessus, c'est que, en règle générale, tous les actes qui sont des radiations, réductions ou constitutions d'hypothèque, ou, plus généralement encore, qui concernent des hypothèques, doivent être des actes authentiques.

CHAPITRE CINQUIÈME.

DE LA RADIATION ET DE LA RÉDUCTION DES INSCRIPTIONS.

I. DE LA RADIATION DES INSCRIPTIONS. — Des inscriptions sont rayées lorsque le conservateur met en marge : « *L'inscription ci-contre est rayée en vertu de tel acte.* ».

La radiation est volontaire ou judiciaire.

La radiation volontaire ne peut résulter que d'un acte authentique. Un créancier hypothécaire est payé intégralement; il consent quittance devant notaire, et on ajoute à l'acte une clause par laquelle il renonce à son hypothèque. Cette clause est nécessaire pour obtenir la radiation du conservateur.

Il faut aussi que le créancier qui consent la radiation de l'hypothèque ait capacité de la consentir. En général, toute personne capable de disposer de la créance garantie par l'hypothèque a le droit de consentir la radiation de l'inscription.

La radiation judiciaire est celle qui résulte d'un jugement en dernier ressort ou passé en force de chose jugée.

La loi entend ici, par un jugement passé en force de chose jugée, un jugement qui ne peut plus être attaqué que par la voie de la requête civile ou du recours en cassation. Tel est le cas d'un jugement en premier ressort dont le délai pour faire appel est expiré, d'un jugement par défaut que l'on ne peut attaquer ni par voie d'opposition, ni par voie d'appel.

C'est, comme nous l'avions dit plus haut, le tribunal civil de la situation des biens qui est compétent pour ordonner la radiation d'une hypothèque.

Le conservateur opère la radiation sur le vu d'une expédition de l'acte authentique ou du jugement et des pièces qui constatent que le jugement est passé en force de chose jugée. Il conserve même ces pièces pour sa garantie personnelle.

II. DE LA RÉDUCTION DES INSCRIPTIONS. — Réduire une inscription, c'est la radier en partie. Aussi appliquerons-nous ici la plupart des observations que nous avons faites sur la radiation.

Ainsi la réduction est ou volontaire ou judiciaire.

Quand la réduction est volontaire, elle peut s'appliquer à toute sorte d'inscriptions, pourvu que celui qui l'accorde ait la capacité de le faire.

Quand elle est judiciaire, elle ne s'applique qu'à certaines inscriptions et dans de certaines conditions.

D'abord, un tribunal ne peut jamais réduire une hypothèque conventionnelle, ni une hypothèque légale ou judiciaire qui aurait déjà fait l'objet d'une réduction amiable, car elle est considérée alors comme étant devenue conventionnelle.

Voyons donc quelles sont les hypothèques qui peuvent être réduites judiciairement. Ce sont :

1° Les hypothèques légales qui n'ont pas été restreintes dans le principe. Si la demande est formée par un comptable, l'action est portée devant la Cour des comptes.

2° Les hypothèques judiciaires qui n'ont point fait l'objet d'une réduction conventionnelle.

Le motif d'une demande en réduction, la raison qui pourra la faire admettre par le tribunal, c'est que l'hypothèque porte sur plus d'immeubles qu'il ne faut pour garantir la créance. On compare la valeur des immeubles au moment de la créance, et si cette valeur est bien supérieure à la créance, le tribunal ordonne la réduction.

Comment les juges apprécieront-ils la valeur des immeubles? Par une expertise? Ce serait peut-être le meilleur moyen, mais il est coûteux. La loi leur donne un pouvoir souverain d'appréciation. Toutefois, ils doivent se baser sur les règles de l'article 2165, ainsi conçu : « La valeur des immeubles dont la comparaison est à faire avec celle des créances et le tiers en sus est déterminée par quinze fois la valeur du revenu déclaré par la matrice du rôle de la contribution foncière, ou indiqué par la cote de contribution sur le rôle, selon la proportion qui existe dans les communes de la situation, entre cette matrice ou cette cote et le revenu, pour les immeubles non sujets à dépérissement, et dix fois cette valeur pour ceux qui y sont sujets. Pourront, néanmoins, les juges s'aider, en outre, des éclaircissements qui peuvent résulter des baux non suspects, des procès-verbaux d'estimation qui ont pu être dressés précédemment à des époques rapprochées, et autres actes semblables, et évaluer le revenu au taux moyen entre les résultats de divers renseignements. »

On peut aussi faire réduire une inscription, quant au chiffre de la créance garantie, si le chiffre est exagéré. Ici, les juges ont un pouvoir discrétionnaire pour apprécier si le chiffre de la créance est ou non exagéré.

CHAPITRE SIXIÈME.

DE L'EFFET DES PRIVILÉGES ET HYPOTHÈQUES CONTRE LES TIERS DÉTENTEURS.

1. DU DROIT DE SUITE. — Nous avons dit plusieurs fois que les priviléges et hypothèques donnent deux droits principaux : un droit de préférence sur le prix et un droit de suite sur l'immeuble. C'est de ce dernier droit que nous nous occuperons dans ce chapitre; nous verrons ce qu'il signifie et à quelles conditions il est soumis.

Avoir un droit de suite sur un immeuble, c'est avoir le droit de *suivre* cet immeuble, le saisir entre les mains de qui on le trouve, soit un premier ou un second acquéreur, soit un détenteur, et le faire vendre pour se faire payer selon son rang sur le produit de la vente. C'est le contraire qui a lieu en fait de meubles. Voici un exemple : Je vends une maison à Pierre, qui la revend à Paul. Je puis, si je suis créancier privilégié ou hypothécaire de Pierre, saisir cette maison, bien que Paul en soit propriétaire. Si, au contraire, j'avais vendu un objet mobilier, un tableau à Pierre, et que Pierre l'eût revendu à Paul, si Paul était de bonne foi, je ne pourrais pas saisir le tableau.

Les créanciers qui ont un droit de suite, sont ceux qui ont un privilége ou une hypothèque inscrite avant la transcription d'une nouvelle aliénation. Ainsi, l'inscription du privilége ou de l'hypothèque avant la transcription de tout acte translatif de propriété par un tiers, telle est la condition de l'exercice du droit de suite.

Il y a des exceptions à ce principe.

Ainsi, le vendeur et le copartageant ont soixante jours pour inscrire leur privilége, et cette inscription, fût-elle prise le soixantième jour, remonte au jour de la vente ou du partage. Par conséquent, si, dans ces soixante jours, le propriétaire de l'immeuble le revend, le copartageant ou le vendeur *suivront* l'immeuble entre les mains de l'acquéreur.

Les hypothèques légales, quoique non inscrites, donnent un droit de suite à ceux qui en sont bénéficiaires, tant qu'on n'a pas fait à leur égard la purge des hypothèques légales dont nous nous occuperons dans le chapitre neuvième ci-après.

C'est ici le cas de donner entièrement le texte de la loi du 25 mars 1855, concernant la transcription des actes translatifs de propriété, et qui est venue introduire des principes nouveaux dans cette matière des priviléges et hypothèques si compliquée (1).

II. Que doit faire le tiers acquéreur soumis au droit de suite. — Le tiers acquéreur qui est poursuivi par des créanciers inscrits sans être lui-même, à aucun point de vue, tenu personnellement de la dette pour laquelle on exerce des poursuites, a le choix entre cinq partis à prendre. Il peut : 1° délaisser l'immeuble ; 2° payer intégralement toutes les créances inscrites; 3° payer les créances inscrites jusqu'à concurrence de son prix d'acquisition; 4° purger; 5° se laisser exproprier de l'immeuble.

1° *Il peut délaisser l'immeuble.* — Délaisser, c'est dire au créancier poursuivant : voilà l'immeuble sur lequel vous avez hypothèque, vendez-le si vous voulez, je vous le délaisse. Mais ceci n'a pour but que de soustraire le délaissant aux ennuis d'une saisie faite sur lui, et il reste propriétaire de l'immeuble délaissé, en sorte que lorsque les créanciers inscrits auront été payés sur le produit de la vente, le reliquat, s'il y en a un, reviendra au délaissant.

---

(1) *Loi du 23 mars 1855 sur la transcription en matière hypothécaire.*—Art. 1er.—Sont transcrits au bureau des hypothèques de la situation des biens : 1° Tout acte entre-vifs, translatif de propriété immobilière ou de droits réels susceptibles d'hypothèque ; 2° Tout acte portant renonciation à ces mêmes droits ; 3° Tout jugement qui déclare l'existence d'une convention verbale de la nature ci-dessus exprimée ; 4° Tout jugement d'adjudication, autre que celui rendu sur licitation au profit d'un cohéritier ou d'un copartageant.

2. Sont également transcrits : 1° Tout acte constitutif d'antichrèse, de servitude, d'usage et d'habitation ; 2° Tout acte portant renonciation à ces mêmes droits ; 3° Tout jugement qui en déclare l'existence en vertu d'une convention verbale ; 4° Les baux d'une durée de plus de dix-huit années ; 5° Tout acte ou jugement constatant, pour bail de moindre durée, quittance ou cession d'une somme équivalente à trois années de loyers ou fermages non échus.

3. Jusqu'à la transcription, les droits résultant des actes et jugements énoncés aux articles précédents ne peuvent être opposés aux tiers qui ont des droits sur l'immeuble et qui les ont conservés en se conformant aux lois. Les baux qui n'ont point été transcrits ne peuvent jamais leur être opposés pour une durée de plus de dix-huit ans.

4. Tout jugement prononçant la résolution, nullité ou rescision d'un acte transcrit, doit, dans le mois à dater du jour où il a acquis l'autorité de la chose jugée, être mentionné en marge de la transcription faite sur le registre. L'avoué qui a obtenu ce jugement est tenu, sous peine de cent francs d'amende, de faire opérer cette mention, en remettant un bordereau rédigé et signé par lui au conservateur, qui lui en donne récépissé.

Toutefois, remarquons-le bien, le délaissant, quoique propriétaire, a le droit de faire valoir les droits de servitude et autres qu'il avait avant son acquisition sur l'immeuble.

Le délaissement se fait par une déclaration au greffe du tribunal civil avec l'assistance d'un avoué. Ensuite, le créancier poursuivant fait nommer par le tribunal civil un *curateur à la vente* et il poursuit la vente contre ce curateur.

2° *Il peut payer intégralement les créanciers inscrits.* — Si le montant des créances inscrites n'est pas supérieur au prix d'acquisition, l'acquéreur a un grand intérêt à payer intégralement les créanciers inscrits, car il consacre ainsi, d'une manière irrévocable, son acquisition et se délivre de tous soucis pour l'avenir.

Ce parti serait encore avantageux à l'acquéreur si les créanciers qu'il désintéressera ont d'autres garanties sérieuses, car ces garanties lui profiteront; en effet, il sera subrogé de plein droit au lieu et place de ces créanciers.

3° *Il peut payer les créanciers inscrits jusqu'à concurrence de son prix.* — Mais il reste toujours exposé aux poursuites des créanciers non désintéressés. Si ces créanciers font vendre l'immeuble, il se remboursera d'abord sur le prix de la vente de tout ce qu'il a payé aux créanciers premiers inscrits, car il a été mis en leur lieu et place.

4° *Il peut remplir les formalités de purge.* — Nous étudions plus loin, en détail, ces formalités. Dès ce moment, nous pouvons dire que la purge est un moyen, pour l'acquéreur, de rendre libre son immeuble de toutes charges hypothécaires sans bourse délier. L'acquéreur dit à tous les créanciers inscrits : j'ai acheté, moyennant une somme de 10,000 francs, que je tiens à votre disposition. Si d'ici quarante jours vous ne m'avez pas signifié que vous désirez remettre en vente ce bien, espérant en tirer meilleur parti, je vous paierai ces 10,000 francs et mon bien sera libre.

5° *Il peut se laisser exproprier.* — Se laisser exproprier, c'est se soumettre à des embarras, à des ennuis et des frais inutiles. Aussi, est-il préférable de

---

5. Le conservateur, lorsqu'il en est requis, délivre, sous sa responsabilité, l'état spécial ou général des transcriptions et mentions prescrites par les articles précédents.

6. A partir de la transcription, les créanciers privilégiés ou ayant hypothèque, aux termes des articles 2123, 2127 et 2128 du Code civil, ne peuvent prendre utilement inscription sur le précédent propriétaire. Néanmoins, le vendeur ou le copartageant peuvent utilement inscrire les priviléges à eux conférés par les articles 2108 et 2109 du Code civil, dans les quarante-cinq jours de l'acte de vente ou de partage, nonobstant toute transcription d'actes faits dans ce délai. — Les articles 834 et 835 du Code de procédure civile sont abrogés.

7. L'action résolutoire établie par l'article 1654 du Code civil ne peut être exercée après l'extinction du privilége du vendeur, au préjudice des tiers qui ont acquis des droits sur l'immeuble du chef de l'acquéreur et qui se sont conformés aux lois pour les conserver.

8. Si la veuve, le mineur devenu majeur, l'interdit relevé de l'interdiction, leurs héritiers ou ayants cause, n'ont pas pris inscription dans l'année qui suit la dissolution du mariage ou la cessation de la tutelle, leur hypothèque ne date, à l'égard des tiers, que du jour des inscriptions prises ultérieurement.

9. Dans le cas où les femmes peuvent céder leur hypothèque légale ou y renoncer, cette cession ou cette renonciation doit être faite par acte authentique; et les cessionnaires n'en sont saisis à l'égard des tiers que par l'inscription de cette hypothèque prise à leur profit, ou par la mention de la subrogation en marge de l'inscription préexistante. Les dates des inscriptions ou mentions déterminent l'ordre dans lequel ceux qui ont obtenu des cessions ou renonciations exercent les droits hypothécaires de la femme.

délaisser. Toutefois, la loi autorise l'acquéreur à laisser diriger contre lui l'expropriation ou saisie.

Il en sera, du reste, prévenu par une sommation de délaisser ou de payer, faite trente jours avant la saisie. Le véritable débiteur sera, au contraire, prévenu trente jours avant la saisie, par un commandement. Or, comme un commandement ne peut être fait qu'en vertu d'un titre exécutoire, il s'ensuit que la femme, le mineur, l'interdit qui ont une hypothèque légale, sans titre, devront, avant de pouvoir procéder à une saisie, obtenir un jugement du tribunal civil.

Dans certains cas, le tiers acquéreur a un autre parti à prendre. Il oppose le bénéfice de *discussion*.

III. Bénéfice de discussion. — Une personne possède une maison grevée de plusieurs hypothèques. Un des créanciers qui ont ces hypothèques saisit la maison et veut la faire vendre pour se payer. Le détenteur lui dit : Commencez par faire vendre tel autre immeuble qui est resté en la possession de votre débiteur, et si le prix n'est pas suffisant pour vous désintéresser, vous reviendrez à ma maison, et alors seulement je permettrai que vous la mettiez aux enchères. Voilà ce qu'est le droit de *discussion*. Il permet de faire suspendre les poursuites, au moins provisoirement.

Mais ce bénéfice introduit en faveur des tiers n'est guère pratique pour plusieurs raisons.

Le bénéfice de discussion n'est opposable qu'à ceux qui ont une hypothèque judiciaire ou légale; par conséquent, jamais aux créanciers privilégiés ou garantis par une hypothèque spéciale. Il ne s'applique qu'aux immeubles sur lesquels il y a une hypothèque et qui sont restés en la possession du principal ou des principaux obligés.

La condition la plus onéreuse pour le tiers détenteur, c'est qu'il indique les biens à discuter et qu'il fasse l'avance des frais nécessaires à la vente.

IV. Des diverses sortes d'aliénations relativement au droit de suite. — Il y a, sous ce rapport, trois sortes d'aliénations : 1° l'aliénation volontaire; 2° l'aliénation sur saisie; 3° l'aliénation par suite d'expropriation pour cause d'utilité publique.

1° *Aliénation volontaire.* — Est volontaire toute aliénation qui n'est pas la suite d'une saisie ou d'une expropriation pour cause d'utilité publique. Telle est l'aliénation par suite de communauté, d'indivision, de vente, de donation, etc.

Ces sortes d'aliénations laissent prise au droit de suite.

Les baux de plus de dix-huit ans ne sont opposables aux tiers que lorsqu'ils ont été transcrits avant l'aliénation; il en est de même des paiements des loyers ou fermages non échus pour plus de trois ans. Ils doivent être transcrits avant l'aliénation pour être opposables.

2° *Aliénation sur saisie.* — Après la transcription du jugement d'adjudication, l'adjudicataire sur saisie n'a rien à craindre des créanciers hypothécaires : il est et reste à jamais propriétaire de l'immeuble, et les droits des créanciers hypothécaires sont reportés sur le prix d'adjudication.

3° *Aliénation sur expropriation pour cause d'utilité publique.* — Il faut appliquer ici ce que nous avons dit relativement à l'aliénation sur saisie.

V. Des restitutions a faire par le tiers détenteur aux créanciers hypothécaires ou réciproquement. — L'immeuble, pendant le temps qu'il est resté aux mains du tiers détenteur, peut avoir été détérioré ou amélioré par lui. Il y aura donc lieu, dans l'un et l'autre cas, à un règlement de compte avec les créanciers hypothécaires ou privilégiés.

Si l'immmeuble a été détérioré par le fait ou la négligence du détenteur, il devra une indemnité qui sera fixée par le tribunal avec ou sans expertise.

Si, au contraire, l'immeuble s'est amélioré par suite des réparations faites, le détenteur se fera rembourser, par les créanciers hypothécaires, la *plus-value* donnée par lui à l'immeuble.

Par quel moyen obtiendra-t-il le prix de la plus-value? A-t-il un privilége sur le prix ? Nous ne le pensons pas. A-t-il un droit de rétention, c'est-à-dire le droit de conserver la possession de l'objet jusqu'à ce qu'il soit remboursé ? Il serait difficile de le soutenir Il ne paraît avoir que le droit de former saisie-arrêt entre les mains de l'acquéreur.

Il faut bien le remarquer, ce n'est que dans les rapports du détenteur avec les créanciers que les choses se passent ainsi ; mais il n'en est pas de même au regard du vendeur.

Si, par exemple, le détenteur a payé une indemnité pour ses dégradations, il peut se faire rembourser par son vendeur, car ce dernier lui avait transmis la propriété de l'immeuble, c'est-à-dire le droit d'en user à sa guise, et, par conséquent, de le détériorer.

De même, si le détenteur n'a été remboursé que de la plus-value, il peut réclamer au vendeur la différence entre cette plus-value et la somme qu'il a dépensée.

Quant aux fruits, les créanciers y ont droit du jour de la *sommation*, si ce n'est pas leur débiteur qui détient, et du jour de la transcription de la saisie au bureau des hypothèques si l'immeuble est entre les mains du débiteur.

Au bout de trois ans, les poursuites sont périmées, et le débiteur ne doit plus compte des fruits perçus. Mais il faudra que la péremption soit formellement invoquée par lui ; car c'est là la condition essentielle pour pouvoir profiter de la péremption.

CHAPITRE SEPTIÈME.

DE L'EXTINCTION DES PRIVILÉGES ET HYPOTHÈQUES.

I. Extinction par voie de conséquence. — Les hypothèques (tout ce que nous dirons des hypothèques s'applique aux priviléges) sont des garanties accessoires d'une créance. Elles s'éteignent donc avec elles, mais elles ne varient pas avec elles. En effet, l'hypothèque étant indivisible, si la dette est payée en partie, l'hypothèque n'en subsiste pas moins sur l'immeuble tout entier.

II. Extinction par voie principale. — Les hypothèques s'éteignent par voie principale : 1° par la renonciation ; 2° par la purge ; 3° par la prescription.

1° *Renonciation.* — La renonciation peut être expresse ou tacite. Elle est expresse quand elle résulte d'un acte sous seing-privé (1) ou authentique; elle est tacite quand le créancier hypothécaire a consenti à la vente de l'immeuble, en donnant sa signature à l'acte de vente, à moins qu'il n'y ait eu fraude ou escroquerie.

Notons que la femme qui renonce à son hypothèque légale ne peut le faire que par acte authentique.

2° *Purge.* — Le Code s'en occupe au chapitre suivant.

---

(1) Voy. Formulaire n° 104.

3° *Prescription.* — Il faut distinguer le cas où l'immeuble est entre les mains du débiteur et le cas où il est entre les mains d'un tiers détenteur.

Lorsque l'immeuble est entre les mains du débiteur, l'hypothèque suit le sort de l'obligation principale, relativement à la prescription. Ainsi, j'ai pris hypothèque en vertu d'un jugement qui me déclare votre créancier de 10,000 fr., l'hypothèque ne sera prescrite que par le laps de temps après lequel le jugement sera prescrit, c'est-à-dire trente ans, et tous les actes interruptifs ou suspensifs de la prescription, s'appliqueront à l'hypothèque et à l'obligation.

Lorsque l'immeuble est entre les mains d'un tiers détenteur, la prescription de l'hypothèque est indépendante de celle de l'obligation principale : le tiers détenteur prescrit l'hypothèque comme il prescrirait la propriété de l'immeuble. C'est comme un démembrement de la propriété (la *franchise* de l'immeuble) qu'il acquiert ainsi.

Or, comment s'opère la prescription des immeubles ? Par dix ou vingt ans, si le possesseur est muni d'un juste titre et est de bonne foi ; par dix ans, si le propriétaire demeure dans le ressort de la Cour d'appel de la situation des biens; par vingt ans, dans le cas contraire.

Lorsqu'il n'y a ni juste titre, ni bonne foi, la prescription est de trente ans.

Appliquons ces principes à l'hypothèque. Le tiers détenteur ayant juste titre et bonne foi acquerra la franchise de l'immeuble par dix ans, si le créancier hypothécaire réside dans le ressort de la Cour d'appel; par vingt ans, dans le cas contraire. Le point de départ est la transcription du titre.

Il y aura juste titre quand l'immeuble aura été livré comme franc et libre; bonne foi, lorsque le détenteur aura cru à cette déclaration. Ces deux conditions ne se rencontrent que rarement, car la plupart du temps le tiers détenteur demandera un état des inscriptions prises sur l'immeuble, et il aura ainsi connaissance des hypothèques.

Le créancier qui voudra empêcher la prescription devra faire un des actes qui l'interrompent, par exemple, faire une sommation de délaisser ou de payer dans les trente jours.

La simple inscription de l'hypothèque ou le renouvellement de celle qui est prise ne suffisent pas pour cette interruption.

CHAPITRE HUITIÈME.

DU MODE DE PURGER LES PROPRIÉTÉS DES PRIVILÉGES ET HYPOTHÈQUES.

Il y a deux sortes de purges : la purge des hypothèques inscrites et la purge des hypothèques non inscrites. La première est traitée dans le présent chapitre ; la seconde figure au chapitre suivant. La logique demandait, au contraire, que la purge des hypothèques non inscrites précédât celle du chapitre huitième. Nous verrons, en effet, que la purge des hypothèques non inscrites n'a pour objet que de les faire inscrire, s'il y a lieu, et que ce n'est qu'après que les délais pour faire cette inscription sont expirés, que l'on entreprend la purge des hypothèques inscrites. Dans la pratique, on appelle quelquefois la première *purge inscrite*, et la seconde *purge légale*.

Occupons-nous, dans ce chapitre, de la purge des hypothèques inscrites.

Une personne est devenue propriétaire d'un immeuble : maison, champ, pré, etc., par suite de vente, donation, legs particulier, échange ou tout autre mode d'acquérir à titre particulier. Sur cet immeuble existent des inscriptions d'hypothèque ou de privilége : le conservateur en a délivré un état soit sur la réquisition simple de cette personne, soit sur la réquisition qu'elle lui en a faite en faisant transcrire son titre translatif de propriété.

Que doit faire cette personne ? Si elle laisse subsister sur son bien ces charges, il se trouve exposé à tout moment, de la part de chaque créancier inscrit,

à cette sommation dont nous parlions dans le chapitre précédent de *délaisser* dans trente jours l'immeuble ou de payer la dette, en d'autres termes à une dépossession par voie de saisie-immobilière.

Or, il est bien certain que cet état de choses est fâcheux. Cette menace perpétuelle n'est pas faite pour encourager l'acquéreur à soigner son immeuble, à le faire prospérer et à l'améliorer. Le législateur devait donc trouver un moyen de rendre cette personne propriétaire incommutable de son bien : pour cela, il a organisé la purge des hypothèques inscrites.

Nous allons voir en quoi consistent ces formalités, qui sont ordinairement faites par le ministère d'un avoué, mais qui peuvent être faites par un notaire, ou par le propriétaire lui-même. Disons d'abord que ce chapitre se divise en quatre objets principaux, qui sont : 1° la transcription ; 2° les notifications aux créanciers inscrits ; 3° les réquisitions de mise aux enchères de la part des créanciers inscrits ; 4° les effets de l'adjudication sur surenchère.

I. Transcription. — Tout contrat translatif de propriété d'immeubles ou droits réels immobiliers seront transcrits en entier par le conservateur des hypothèques dans l'arrondissement duquel les biens sont situés. Cette transcription se fera sur un registre à ce destiné, et le conservateur sera tenu d'en donner reconnaissance au requérant. Voyez la loi du 23 mars 1855 ci-dessus, concernant la transcription.

La transcription est utile à l'acquéreur pour enlever à l'aliénateur le droit de disposer une seconde fois valablement de l'immeuble ou pour consentir sur lui des hypothèques ou des servitudes ; elle est aussi utile à l'aliénateur pour lui assurer, quand il est vendeur et que le prix ne lui a pas été payé le jour même de la vente, l'inscription du privilége que la loi accorde au vendeur.

II. Notifications aux créanciers inscrits. — Celui qui veut purger se procure d'abord un état des inscriptions grevant son immeuble en en faisant la demande au conservateur des hypothèques. Quand il a cet état, il faut qu'il fasse aux créanciers qui figurent dans cet état les notifications prescrites par les articles 2183 et 2184, dont voici le texte :

Art. 2183 : « Si le nouveau propriétaire veut se garantir de l'effet des poursuites autorisées dans le chapitre sixième du présent titre, il est tenu, soit avant les poursuites, soit dans le mois, au plus tard, à compter de la première sommation qui lui est faite, de notifier aux créanciers, aux domiciles par eux élus dans leurs inscriptions : 1° Extrait de son titre, contenant seulement la date et la qualité de l'acte, le nom et la désignation précise du vendeur ou du donateur, la nature de la situation de la chose vendue ou donnée ; et, s'il s'agit d'un corps de biens, la dénomination générale seulement du domaine et des arrondissements dans lesquels il est situé, le prix et les charges faisant partie du prix de la vente ou l'évaluation de la chose, si elle a été donnée ; 2° Extrait de la transcription de l'acte de vente ; 3° Un tableau sur trois colonnes, dont la première contiendra la date des hypothèques et celles des inscriptions ; la seconde, le nom des créanciers ; la troisième, le montant des créances inscrites (1). »

Art. 2184 : « L'acquéreur ou le donataire déclarera, par le même acte, qu'il est prêt à acquitter, sur-le-champ, les dettes et charges hypothécaires, jusqu'à concurrence seulement du prix, sans distinction des dettes exigibles ou non exigibles. »

Comme on le voit, ces notifications ont pour objet de mettre les créanciers en état d'apprécier s'ils ont intérêt à considérer ce prix comme suffisant ou bien s'ils doivent provoquer une mise aux enchères publiques.

---

(1) Voy. Formulaire n° 105.

Dans les quarante jours qui suivent les notifications, il faut que les créanciers inscrits aient adopté un parti entre les deux qui s'offrent à eux.

Réquisition de mise aux enchères. — Si les créanciers demandent la mise aux enchères publiques, cette réquisition sera valable sous les conditions suivantes : « 1° Que cette réquisition sera signifiée au nouveau propriétaire dans quarante jours, au plus tard, de la notification faite à la requête de ce dernier, en y ajoutant deux jours par cinq myriamètres de distance entre le domicile élu et le domicile réel de chaque créancier requérant; 2° Qu'elle contiendra soumission du requérant, de porter ou faire porter le prix à un dixième en sus de celui qui aura été stipulé dans le contrat ou déclaré par le nouveau propriétaire ; 3° Que la même signification sera faite dans le même délai au précédent propriétaire, débiteur principal ; 4° Que l'original et les copies de ces exploits seront signés par le créancier requérant ou par son fondé de procuration expresse, lequel, en ce cas, est tenu de donner copie de sa procuration; 5° Qu'il offrira de donner caution jusqu'à concurrence du prix et des charges. Le tout à peine de nullité. »

Si aucun des créanciers n'a requis la mise aux enchères dans la forme et les délais voulus, la valeur de l'immeuble demeure définitivement fixée au prix stipulé dans le contrat ou déclaré par le nouveau propriétaire, lequel est, en conséquence, libéré de tout privilége et hypothèque en payant le dit prix aux créanciers qui seront en ordre de recevoir, ou en le consignant.

La quittance devra toujours être notariée, parce qu'il faudra avoir soin, en payant les créanciers inscrits, d'exiger d'eux la main-levée de leur inscription et que cette main-levée ne peut être donnée que par acte authentique.

Si les créanciers ne sont pas en mesure de recevoir, l'acquéreur de l'immeuble peut suivre, pour se libérer, la voie de la consignation (*Voyez ci-dessus livre* III, *titre* III, *chapitre* V, § 4).

Les frais que nécessitera cette procédure seront prélevés sur le prix consigné; et ainsi l'acquéreur de l'immeuble n'a rien à craindre de l'employer.

Il peut aussi, dans d'autres cas, *ouvrir l'ordre*, c'est-à-dire provoquer entre les créanciers inscrits la distribution judiciaire par voie d'ordre. Il n'aura pas besoin d'attendre le règlement définitif de l'ordre et pourra obtenir, s'il a consigné, d'être libéré par une ordonnance du juge-commissaire chargé de l'ordre.

Effets de l'adjudication sur surenchère. — Le créancier qui a requis l'adjudication sur enchères, qui a formé une surenchère du dixième, comme on dit en pratique, remplit les formalités ordinaires de la vente en justice. S'il y a négligence de sa part, l'acquéreur qui est dépossédé intervient pour hâter la mise en vente.

L'adjudicataire est tenu, au delà du prix de son adjudication, de restituer à l'acquéreur ou au donataire dépossédé les frais et loyaux coûts de son contrat, ceux de la transcription sur les registres du conservateur, ceux de notification, ceux faits par lui pour parvenir à la revente.

Si le détenteur de l'immeuble, qui a fait les notifications, s'est porté adjudicataire dans la vente aux enchères publiques, il a un recours contre son vendeur à l'effet de se faire rembourser ce qui excède le prix stipulé par son titre, et pour l'intérêt de cet exédant, à compter du jour de chaque paiement.

Le créancier qui a demandé la mise aux enchères, ne peut se désister de cette demande que du consentement de tous les créanciers inscrits, car chacun de ceux-ci pourrait dire : « Je n'ai pas fait de réquisition de mise aux enchères publiques, parce que je savais qu'il y en avait une de formée. »

Il est évident que si le détenteur s'est porté adjudicataire, il n'aura pas besoin de faire transcrire une seconde fois son titre.

Hypothèses particulières. — L'article 2192 règle plusieurs hypothèses particulières qu'il est bon de connaître :

1° L'acquéreur a reçu en même temps des immeubles et des meubles. — Il doit, dans son extrait, signifier pour quelle somme il a acquis l'immeuble.

2° L'acquéreur a reçu des immeubles situés dans différents arrondissements. — Il doit déclarer le prix qu'il donne à chacun d'eux.

3° L'acquéreur a reçu des immeubles hypothéqués et des immeubles non hypothéqués. — Il doit également indiquer quel est le prix de chacun d'eux.

CHAPITRE NEUVIÈME.

DU MODE DE PURGER LES HYPOTHÈQUES QUAND IL EXISTE PAS D'INSCRIPTION SUR LES BIENS DES MARIS OU DES TUTEURS OU DE LA PURGE LÉGALE.

Nous savons ce que la loi entend par hypothèque légale. C'est une hypothèque qu'elle donne de plein droit au mineur ou à l'interdit, et à la femme mariée sur les biens du tuteur ou du mari. Cette hypothèque date de l'entrée en fonctions du tuteur ou du contrat de mariage, et conserve sa valeur *sans aucune inscription.*

Il faut cependant que les acquéreurs d'un immeuble appartenant à un tuteur et à un mari, aient le droit de *purger* cet immeuble de ces hypothèques légales, appelées aussi *occultes.*

Voici les formalités qu'ils ont à remplir :

Art. 2194 : « Les acquéreurs qui voudront faire la purge légale déposeront à cet effet copie dûment collationnée du contrat translatif de propriété, au greffe du tribunal civil du lieu de la situation des biens, et ils certifieront, par acte signifié, tant à la femme ou au subrogé-tuteur qu'au Procureur de la République près le tribunal, le dépôt qu'ils auront fait. Extrait de ce contrat, contenant sa date, les noms, prénoms, professions et domiciles des contractants, la désignation de la nature et de la situation des biens, le prix et les autres charges de la vente, sera et restera affiché pendant deux mois dans l'auditoire du tribunal : pendant lequel temps, les femmes, les maris, tuteurs, subrogés-tuteurs, mineurs, interdits, parents ou amis, et le Procureur de la République seront reçus à requérir, s'il y a lieu, et à faire faire, au bureau du Conservateur des hypothèques, des inscriptions sur l'immeuble aliéné, qui auront le même effet que si elles avaient été prises le jour du contrat de mariage ou le jour de l'entrée en gestion du tuteur; sans préjudice des poursuites qui pourraient avoir lieu contre les maris et les tuteurs, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, pour hypothèques par eux consenties au profit de tierces personnes, sans leur avoir déclaré que les immeubles étaient déjà grevés d'hypothèques, en raison du mariage ou de la tutelle. »

Art. 2195 : « Si, dans le cours des deux mois de l'exposition du contrat, il n'a pas été pris d'inscription du chef des femmes, mineurs, ou interdits, sur les immeubles vendus, ils passent à l'acquéreur sans aucune charge, à raison des dot, reprises et conventions matrimoniales de la femme, ou de la gestion du tuteur, et sauf le recours, s'il y a lieu, contre le mari et le tuteur. »

S'il a été pris des inscriptions du chef des dites femmes, mineurs ou interdits, et s'il existe des créanciers antérieurs qui absorbent le prix en totalité ou en partie, l'acquéreur est libéré du prix ou de la portion du prix par lui payé aux créanciers en ordre utile; et les inscriptions du chef des femmes, mineurs ou interdits, seront rayées, ou en totalité, ou jusqu'à due concurrence.

Si les inscriptions du chef des femmes, mineurs ou interdits, sont les plus anciennes, l'acquéreur ne pourra faire aucun paiement du prix au préjudice des dites inscriptions, qui auront toujours, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, la

date du contrat de mariage, ou de l'entrée en gestion du tuteur; et, dans ce cas, les inscriptions des autres créanciers qui ne viennent pas en ordre utile seront rayées.

Ainsi, celui à qui on fait la notification dont il est parlé ci-dessus devra se dire : ai-je intérêt, pour sauvegarder les droits du mineur ou de la femme mariée, à prendre inscription d'hypothèque légale sur l'immeuble vendu ? Si oui, l'inscription doit être prise, et elle remonte, quant à ses effets, au jour du mariage ou de l'entrée en fonctions du tuteur. Le mineur ou la femme mariée sera appelée à son rang pour la distribution du prix.

S'il n'y a pas lieu de prendre inscription d'hypothèque légale, l'immeuble passe aux mains de l'acquéreur, libre de toutes charges de cette espèce non inscrites. Mais le droit de suite seul est perdu par cette non-inscription, c'est-à-dire le droit de faire revendre l'immeuble : le droit de préférence sur le prix reste, et il peut être exercé tant que la somme est à distribuer.

Un acquéreur qui ne connaît pas l'état civil de ses vendeurs, qui ignore notamment si quelqu'un d'eux n'est pas marié ou tuteur, doit néanmoins, s'il est prudent, faire la purge des hypothèques légales. Il ne notifie alors qu'au Procureur de la République, et rend publique son acquisition par une insertion dans un journal judiciaire du département.

OBSERVATION. — Il y a plusieurs sortes d'aliénations dans lesquelles la purge des hypothèques légales, comme du reste celle des hypothèques inscrites, est opérée de plein droit et sans les formalités des notifications; ce sont :

1° L'adjudication sur saisie immobilière. L'acquéreur n'a aucune formalité à remplir sur son acquisition que la transcription de son titre. Du jour où il est acquéreur, son droit est incommutable, sauf un droit de surenchère du sixième qui appartient pendant huit jours à toute personne.

2° L'adjudication sur délaissement. On applique ici ce que nous venons de dire pour la saisie-immobilière.

3° L'adjudication sur conversion de saisie, dans le cas où la conversion a eu lieu après les sommations faites aux créanciers inscrits.

4° L'adjudication par suite d'expropriation pour cause d'utilité publique.

CHAPITRE DIXIÈME.

DE LA PUBLICITÉ DES REGISTRES ET DE LA RESPONSABILITÉ DES CONSERVATEURS.

Tout conservateur est obligé, sur une réquisition écrite, de fournir l'état des inscriptions et charges qui grèvent un immeuble.

L'acquéreur d'un immeuble devra attendre, pour demander cet état, qu'il ait fait transcrire son titre, parce que ce n'est que depuis ce moment qu'il ne peut plus être valablement inscrit d'hypothèque.

Le conservateur a trois registres : celui des *inscriptions*; le *registre-journal*, où il inscrit par ordre d'arrivée les diverses remises qui lui sont faites, et le livre des *transcriptions*. Il donne un état qui comprend tout ce qui se trouve dans les trois registres. Il est responsable d'une omission ou d'une erreur.

Art. 2198. « L'immeuble à l'égard duquel le conservateur aurait omis dans ses certificats une ou plusieurs des charges inscrites, en demeure, sauf la responsabilité du conservateur, affranchi dans les mains du nouveau possesseur, pourvu qu'il ait requis le certificat depuis la transcription de son titre; sans préjudice, néanmoins, du droit des créanciers de se faire colloquer suivant l'ordre qui leur appartient, tant que le prix n'a pas été payé par l'acquéreur, ou tant que l'ordre fait entre les créanciers n'a pas été homologué.

Art. 2199. « Dans aucun cas, les conservateurs ne peuvent refuser ni retarder la transcription des actes de mutation, l'inscription des droits hypothécaires, ni la délivrance des certificats requis, sous peine des dommages et intérêts des parties ; à l'effet de quoi, procès-verbaux des refus ou retardements seront, à la diligence des requérants, dressés sur-le-champ, soit par un juge de paix, soit par un huissier-audiencier du tribunal, soit par un autre huissier ou un notaire, assisté de deux témoins.

TITRE DIX-NEUVIÈME

De l'expropriation forcée et des ordres entre les créanciers.

CHAPITRE PREMIER.

DE L'EXPROPRIATION FORCÉE OU DE LA VENTE SUR SAISIE-IMMOBILIÈRE.

Cette matière, que nous étudierons en détail au Code de procédure civile, est néanmoins l'objet de ce chapitre. Il s'agit d'une expropriation poursuivie par un créancier et non pas d'une expropriation pour cause d'utilité publique. Nous examinerons plutôt ici la question au point de vue du droit pur, qu'au point de vue de la procédure à suivre, qui est celui du Code de procédure civile.

I. Immeubles qu'on peut saisir. — Tout créancier peut saisir : 1° les immeubles par leur nature et leurs accessoires réputés immeubles, qui appartiennent à son débiteur ou à ses représentants ; 2° l'usufruit des immeubles appartenant aussi à son débiteur ou à ses représentants.

Ne peuvent être saisis : les droits d'usage, d'habitation, de servitude, et, en général, les droits personnels.

Par exception au principe que le créancier peut saisir tous les immeubles par leur nature et l'usufruit de ces immeubles :

1° La part indivise d'un débiteur dans une succession ne peut être saisie avant le partage ou la licitation. Si le créancier veut hâter ce partage, il peut le provoquer et le faire faire, puisqu'il peut exercer toutes les actions de son débiteur, et que son débiteur a une action afin de faire procéder au partage.

2° Les immeubles d'un mineur ou d'un interdit ne peuvent être saisis qu'après discussion du mobilier, c'est-à-dire que le créancier doit saisir d'abord et faire vendre tous les meubles ou objets mobiliers du mineur ou de l'interdit, et que ce n'est que dans la cas où il n'est pas désintéressé par le produit qu'il peut saisir ses immeubles.

Par exception, la discussion du mobilier n'est pas requise avant l'expropriation des immeubles, possédés par indivis entre un majeur et un mineur ou interdit, si la dette leur est commune, ni dans le cas où les poursuites ont été commencées contre un majeur, ou avant l'interdiction.

3° Le créancier ne peut poursuivre la vente des biens non hypothéqués qu'en cas *d'insuffisance* des biens hypothéqués. Cette insuffisance est appréciée par le tribunal devant lequel est poursuivie la vente.

4° Le débiteur peut arrêter l'effet d'une saisie en prouvant, par baux authentiques, que le revenu net et libre de ses immeubles pendant un an suffit pour désintéresser le créancier, et en offrant de le déléguer à son créancier. Mais,

bien entendu, cette suspension ne peut profiter au débiteur s'il survient une opposition ou un obstacle au paiement.

II. Titres en vertu desquels on peut saisir. — La vente forcée d'un immeuble ne peut avoir lieu qu'en vertu d'un titre authentique et exécutoire, pour une dette certaine et liquide. Si la créance a pour objet des espèces non appréciées en argent, le commandement peut être fait; mais la vente ne pourra s'opérer qu'après liquidation par jugement de la créance.

Quant aux jugements rendus en premier ressort, les poursuites peuvent être commencées durant les délais d'appel, mais l'adjudication ne peut se faire que lorsque le jugement est devenu définitif. On ne peut commencer les poursuites en vertu d'un jugement par défaut, *faute de conclure* pendant les délais de l'opposition.

III. Effets de la saisie. — Le principal effet de la saisie est d'immobiliser les fruits civils ou naturels échus ou à échoir. Ces fruits ou leur produit seront distribués en même temps que le prix de l'immeuble et dans la même forme. Par exemple, l'immeuble a été vendu 10,000 francs; les fruits qu'il a produits depuis le jour de la saisie jusqu'au jour de la vente s'élèvent à 100 francs; c'est 10,100 francs que l'on distribuera.

La saisie a encore pour résultat de permettre aux juges d'annuler les baux faits par le saisi, lorsqu'ils n'ont pas date certaine avant le commandement; enfin, elle rend nulles les aliénations faites postérieurement à la transcription de la saisie.

L'adjudicataire sur saisie n'a pas à craindre d'être évincé par un précédent vendeur non payé. Ce dernier devait user de son droit de résolution avant l'adjudication.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DE L'ORDRE ET DE LA DISTRIBUTION DU PRIX ENTRE LES CRÉANCIERS.

Un *ordre* est la distribution du prix d'un immeuble entre les créanciers privilégiés ou hypothécaires.

Une *contribution*, au contraire, est la distribution au *marc le franc* d'une somme provenant de la vente de meubles ou d'immeubles non grevés de priviléges et hypothèques.

Supposons un immeuble vendu 100,000 francs et des créanciers inscrits pour 80,000 francs. Ces 80,000 francs feront l'objet d'un ordre; et les 20,000 francs restants seront distribués par contribution, s'il reste des créanciers pour plus que cette somme.

Ces procédures, que nous étudierons plus en détail au Code de procédure civile, ont un inconvénient fort grave : c'est qu'elles sont d'une longueur désespérante et qu'elles sont très-onéreuses pour les petites créances.

TITRE VINGTIÈME.

De la prescription.

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

I. DIVERSES ESPÈCES.—La prescription est définie par les auteurs *un mode d'acquérir ou de se libérer par un certain laps de temps, et dans les autres conditions déterminées par la loi.*

Ainsi, acquérir ou se libérer, tel est l'objet de la prescription, qui, pour cette raison-là, se divise en prescription *acquisitive* et en prescription *libératoire.*

Vous êtes propriétaire d'un champ qui vous a été légué par testament; pendant une absence de deux ou trois ans, un voisin s'empare de votre champ et prétend ensuite en être propriétaire. Si vous avez le testament dans lequel ce champ vous a été donné, rien ne sera plus facile que de confondre votre usurpateur; mais si ce titre est perdu, vous n'aurez qu'un moyen, ce sera de prouver que vous l'avez possédé par vous ou vos prédécesseurs pendant le temps exigé par la loi pour acquérir par prescription les immeubles. C'est là un cas de prescription *acquisitive* très-légitime et très-moral.

Vous aviez souscrit un billet de mille francs, et vous avez payé cette dette sans retirer le billet, ou bien, vous l'avez égaré après l'avoir payé. Plus de trente ans après le paiement, on vous actionne en paiement de ces mille francs. Vous répondez que le temps exigé par la loi pour opérer la prescription *libératoire* est expiré, et que, par conséquent, vous ne devez rien. Ici encore la morale et la prescription sont d'accord pour vous permettre ce moyen de défense.

Mais quelquefois il n'en est pas ainsi : la prescription peut autoriser des infractions à la morale. Il est facile de le démontrer en reprenant les deux exemples cités plus haut.

Dans l'exemple du champ, supposez que l'absence ait duré trente ans et que le voisin ait joui paisiblement pendant ce temps du champ qu'il a usurpé, la loi lui permet de le conserver en opposant la prescription. Il peut dire : il y a trente ans que je possède ce champ paisiblement, donc il m'appartient et vous n'avez aucun droit sur lui. C'est parfaitement immoral, mais c'est légal.

Si nous prenons le cas du billet de mille francs, et que nous supposions que vous ne l'avez jamais payé, et que, néanmoins, le créancier ait laissé s'écouler trente ans sans vous en demander le paiement, vous pouvez lui répondre *légalement*, ce qui sera pourtant *malhonnête* : Je vous ai payé; je ne vous dois rien. Il y a prescription.

Donc, en certains cas, la prescription peut conduire à des résultats contraires à la morale. Mais l'intérêt général commandait cette règle de la prescription si salutaire et si utile, qui empêche tant de contestations et de procès pour des affaires remontant à une date très-éloignée. Et, en définitive, ce ne sont que les négligents qui auront quelquefois à souffrir de la prescription.

Le Code distingue encore les *longues* prescriptions des *courtes* prescriptions.

Les premières sont celles qui exigent plus de cinq ans et qui sont suspendues pendant la minorité ou l'interdiction.

Les secondes s'accomplissent par cinq ans au plus, et sont subordonnées très-souvent à la prestation du serment par le débiteur.

La prescription acquisitive s'applique :

1° A la pleine propriété; — 2° Aux servitudes réelles, continues et apparentes; — 3° Aux droits d'usufruit, d'usage, d'habitation; — 4° Aux droits d'hérédité, etc.

Elle ne s'applique pas :

1° Aux servitudes qui ne sont pas apparentes; — 2° Aux créances et aux rentes, etc.;

La prescription libératoire s'applique :

1° Aux créances et aux rentes; — 2° Aux servitudes personnelles; — 3° Au droit de succession, etc.

II. Biens imprescriptibles. — Il y a des biens qui sont frappés d'imprescriptibilité. Ce sont, en général, ceux qui sont inaliénables. Il faut citer, à titre d'exemple, les biens *du domaine public*, les biens des départements et des communes, etc.

III. Renonciation a prescription. — On peut renoncer à une prescription, mais cette renonciation a des effets différents, selon les temps où elle a lieu.

Si elle est faite avant le commencement de la prescription, par exemple, dans le billet souscrit, cette renonciation est sans effet et non avenue; la prescription court.

A-t-elle lieu pendant la prescription; elle n'est valable que pour le passé, et à partir de ce moment recommence à courir une prescription qui pourra valablement être opposée plus tard.

Enfin, la renonciation à une prescription *déjà acquise* est parfaitement valable.

La renonciation à une prescription peut se faire par acte sous-seing privé (1), à l'exception de la renonciation par la femme à son hypothèque légale qui doit être authentique; elle peut être tacite et résulter des circonstances.

Comme la prescription est un moyen qui peut être immoral dans certains cas, le législateur a voulu forcer celui qui veut l'invoquer à en prendre la responsabilité; aussi les juges ne sont-ils pas autorisés à la suppléer d'office, et ne doivent la viser que sur la demande expresse des parties. Au reste, elle peut être opposée en tout état de cause, même en appel, à moins que la partie qui ne l'a pas opposée jusqu'alors ne doive, par les circonstances, être présumée y avoir renoncé.

Ce n'est pas seulement le défendeur et ses créanciers qui peuvent opposer la prescription, mais encore tous ceux qui ont intérêt à le faire : tels que caution, codébiteurs solidaires, etc.

Étudions, maintenant que nous avons ces notions sur la prescription, les éléments de chaque espèce de prescription. Et, d'abord, la *possession*, qui est le principal élément de la prescription acquisitive.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DE LA POSSESSION.

La possession, en général, présente plusieurs avantages :

1° Elle fait présumer la propriété, et c'est à celui qui se prétend propriétaire à prouver son droit. S'il ne peut y arriver, le possesseur conservera la chose en litige ;

---

(1) Voy. Formulaire n° 106.

2° Elle permet, quand elle a duré un an paisiblement, de conserver la possession ou de se faire remettre en possession, quand on est troublé ;

3° Enfin, elle permet d'acquérir par prescription. C'est à ce point de vue que nous étudions la possession.

La possession, quand elle s'applique aux choses corporelles, est définie « la détention d'une chose que nous tenons par nous-même ou par un autre qui la tient en notre nom. »

Quand elle a pour objet un démembrement de la propriété, une chose incorporelle, elle prend le nom de quasi-possession et on la définit : « la jouissance d'un droit que nous exerçons par nous-même ou par un autre qui l'exerce en notre nom. »

Comme on le voit par ces définitions, on peut détenir une chose ou exercer un droit par soi-même ou par autrui. Le propriétaire qui a loué sa maison possède par son locataire. De même, l'usufruitier *possède* son droit d'usufruit par le fermier qu'il a établi.

La possession, pour être valable, doit présenter les caractères suivants : elle doit être continue, non interrompue, paisible, publique, à titre de propriétaire et non équivoque.

On est toujours présumé posséder pour soi, et à titre de propriétaire, s'il n'est prouvé qu'on a commencé à posséder pour un autre.

Quand on a commencé à posséder pour autrui, on est censé posséder au même titre, s'il n'y a preuve du contraire.

Les biens immobiliers étant susceptibles de passer en des mains différentes, il fallait savoir ce que devient par le fait d'un changement de propriété une prescription commencée. A cet égard, l'article 2235 répond : « Pour compléter la prescription on peut joindre à sa possession celle de son *auteur*, de quelque manière qu'on lui ait succédé, soit à titre universel ou particulier, soit à titre lucratif ou onéreux. »

On appelle *auteur* celui de qui l'on tient un bien. Pour l'héritier, son auteur est le défunt; pour un acheteur ou un donataire, c'est le vendeur ou le donateur. Celui, au contraire, qui a reçu un bien de quelqu'un, l'héritier, l'acheteur ou le donataire prend le nom de *successeur* ou *ayant-cause*.

Ainsi, de quelque manière que l'on ait succédé à son auteur, soit à titre universel comme l'héritier, soit à titre particulier comme le légataire particulier, soit à titre lucratif comme le donataire, soit à titre onéreux comme l'acheteur, on peut toujours continuer la prescription commencée par son auteur.

Mais il y a une différence entre celui qui succède à titre universel et celui qui succède à titre particulier. Le premier représente le défunt, et, par conséquent, continue nécessairement la prescription par lui commencée, prescription de dix ou de vingt ans; le second peut bien continuer la prescription commencée, mais il peut aussi en commencer une à lui-même du jour où il possède l'immeuble, si son intérêt le demande.

Le possesseur actuel qui prouve avoir possédé anciennement est présumé avoir possédé dans le temps intermédiaire sans aucune interruption. C'est à celui qui est intéressé à prouver qu'il y a eu interruption à faire cette preuve.

CHAPITRE TROISIÈME.

DES CAUSES QUI EMPÊCHENT LA PRESCRIPTION.

La seule cause énoncée dans ce chapitre, qui empêche la prescription, c'est la *précarité* : « Ceux qui possèdent pour autrui, ne prescrivent jamais par quelque laps de temps que ce soit. Ainsi, l'usufruitier, le fermier, le dé-

positaire et tous autres qui détiennent *précairement* la chose du propriétaire ne peuvent prescrire (*Art.* 2236). — Les héritiers de ceux qui tenaient la chose à quelqu'un des titres désignés par l'article précédent, ne peuvent non plus prescrire (*Art.* 2237). »

Détenir précairement un objet, c'est le détenir à un des titres énoncés plus haut, c'est-à-dire avec la conviction que l'on ne possède pas pour soi, mais pour le propriétaire. Or, la première condition pour la prescription, c'est d'avoir une possession à titre de propriétaire.

Mais ceux à qui les détenteurs précaires ont transmis l'immeuble peuvent les prescrire à juste titre, car ils exercent sur eux les droits de propriétaires.

Le titre en vertu duquel on possède peut changer et de précaire devenir stable. Par exemple, jusqu'ici j'avais agi comme le locataire de Paul ; par suite d'une circonstance particulière, j'ai refusé de lui payer mon loyer, en me conduisant comme propriétaire de la maison. Dès maintenant, le titre étant changé, je puis prescrire.

CHAPITRE QUATRIÈME.

DES CAUSES QUI INTERROMPENT OU QUI SUSPENDENT LE COURS DE LA PRESCRIPTION.

SECTION Ire

DES CAUSES QUI INTERROMPENT LA PRESCRIPTION.

L'interruption de la prescription est un fait qui se produit au cours de la prescription, d'où il résulte que le temps de prescription déjà couru est non avenu et ne compte plus pour la prescription. Mais une nouvelle prescription peut commencer du jour de l'interruption.

L'interruption est naturelle ou civile.

1° *Interruption naturelle.* — Il y a interruption naturelle :

1° Lorsque le possesseur abandonne *volontairement* sa possession, du jour de l'abandon ;

2° Lorsqu'il est privé, pendant plus d'un an, de la possession par le propriétaire ou par un tiers. Ici, la cessation de la possession n'est pas volontaire. Aussi, le possesseur jouit-il du privilége suivant : pourvu qu'il réclame judiciairement sa possession dans l'année où elle a cessé, l'interruption sera nulle et non avenue.

2° *Interruption civile.* — L'interruption civile a lieu : 1° par une citation en justice; 2° par un commandement ; 3° par une saisie ; 4° par une citation en conciliation devant le juge de paix, pourvu que la citation soit suivie, dans le mois, d'une demande en justice ; 5° par la reconnaissance par le possesseur ou le débiteur du droit du propriétaire ou du créancier.

Un mot sur chacune de ces causes d'interruption.

1° Citation en justice. — Une citation en justice est l'acte d'huissier par lequel une personne en appelle une autre devant un Tribunal pour faire trancher un différend. Cet acte d'huissier conserve le nom de *citation*, si c est une affaire de justice de paix, et prend le nom d'*ajournement* ou *assignation* quand c'est le tribunal de première instance qui est compétent.

La citation en justice interrompt la prescription, quand même elle serait

formée devant un juge incompétent, la compétence étant souvent chose fort difficile à déterminer.

Mais l'interruption de la prescription résultant d'une citation en justice sera non avenue dans les cas suivants :

1° Lorsque l'assignation sera nulle pour défaut de formes, par exemple, s'il n'y a pas de constitution d'avoué là où elle est obligatoire ;

2° Lorsque le demandeur se désiste de sa demande, c'est-à-dire renonce à continuer le procès engagé ;

3° Lorsqu'il laisse périmer l'instance. Une instance est périmé par le fait d'avoir passé trois ans sans faire un acte de procédure. Mais il faut que le défendeur ait manifesté expressément l'intention de profiter de la péremption avant la reprise de l'affaire, pour qu'elle soit prononcée ;

4° Lorsque sa demande est rejetée par le tribunal.

2° Citation en conciliation. — Certaines demandes, du ressort du tribunal civil de première instance, ne peuvent y venir qu'après une tentative de conciliation devant le juge de paix du domicile du défendeur. Cette citation en conciliation interrompt la prescription, à condition que l'assignation devant le tribunal civil la suive dans le mois.

3° Commandement. — Un commandement est une injonction, soit de payer une somme, soit de faire un acte, injonction faite en vertu d'un titre exécutoire dont on est porteur.

La simple sommation n'interrompt point la prescription.

4° Saisie. — La saisie, soit des meubles, soit des immeubles, interrompt la prescription, de même que le commandement ;

5° Reconnaissance. — Cette reconnaissance peut être expresse ou tacite, faite par acte authentique ou sous seing-privé (1). Une foule de circonstances peuvent être considérées comme la reconnaissance de la dette ou du droit, par exemple, le paiement d'un à-compte, l'offre d'une caution, etc.

SECTION II.

DES CAUSES QUI SUSPENDENT LA PRESCRIPTION.

Le principe, en cette matière, est celui-ci : « La prescription court contre toutes personnes, à moins qu'elles ne soient dans quelque exception établie par la loi. »

Etudions ces exceptions.

La prescription ne court pas :

1° Contre les mineurs et les interdits. Il n'y a que les petites prescriptions (cinq ans et au-dessous) qui courent contre eux. Mais ceux qui sont pourvus d'un conseil judiciaire ne sont pas dans ce cas ;

2° Contre les femmes mariées dans les cas suivants :

Premier cas. — Lorsque la femme a fait un contrat sans demander l'autorisation de son mari, la prescription pour attaquer ce contrat ne commence à courir que du jour de la dissolution du mariage.

Deuxième cas. — En aucun cas, la prescription contre la femme mariée ne court, lorsque son action, si elle l'exerçait, réfléchirait contre son mari. Ainsi,

---

(1) Voy. FORMULAIRE n° 107.

supposons que la maison de la femme ait été vendue par son mari sans son consentement, l'acquéreur ne pourra prescrire que par un délai qui commencera au jour de la dissolution du mariage. Jusque-là, la femme est considérée comme n'étant pas libre d'agir ; car si elle faisait résilier la vente, le mari serait exposé à une demande de dommages-intérêts de la part de l'acquéreur. C'est ce qu'on exprime en disant que l'action de la femme *réfléchirait* contre son mari.

Troisième cas. — Lorsque l'action de la femme, au cas de communauté, est subordonnée à l'acceptation ou à la renonciation de la communauté par la femme. Le délai ne court alors que du jour de la dissolution.

Quatrième cas. — En cas de régime dotal, pour l'aliénation des immeubles dotaux non stipulés aliénables par le contrat de mariage.

Dans tous autres cas énoncés ci-dessus, la prescription court contre les femmes mariées.

3° Contre l'héritier bénéficiaire, à l'égard des créances qu'il a contre la succession. Cette mesure de l'interruption de la prescription vient de ce que l'héritier ayant entre les mains les biens de la succession négligerait très-souvent d'exercer des poursuites ;

4° A l'égard d'une créance conditionnelle, jusqu'à la réalisation de la condition ;

5° A l'égard d'une action en garantie, jusqu'à ce que l'éviction ait lieu. C'est, en effet, l'acte qui lui donne naissance.

6° A l'égard d'une créance à terme, jusqu'à ce que le terme soit échu.

Mais la prescription court contre la succession, en faveur des tiers, soit pendant les trois mois et quarante jours accordés à l'héritier pour faire inventaire et délibérer, soit pendant que la succession est vacante ; car rien n'empêche, dans ces cas-là, de faire des actes interruptifs de prescription. Cependant, si l'héritier qui accepte ensuite est un mineur ou un interdit, comme les effets de son acceptation remontent au jour de l'ouverture de la succession, la prescription n'a couru contre lui ni pendant les trois mois et quarante jours, ni pendant la vacance.

CHAPITRE CINQUIÈME.

DU TEMPS REQUIS POUR PRESCRIRE.

SECTION Ire.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Deux idées générales sont mises en tête de ce chapitre : « La prescription se compte par jours et non par heures. — Elle est acquise lorsque le dernier jour du terme est accompli. »

Ces idées ont pour but d'indiquer nettement comment doit se compter le délai légal pour prescrire.

D'abord, la prescription se compte par jours et non par heures ; si j'ai commencé à prescrire le 1er janvier 1870 à dix heures, ce n'est pas à pareille heure dans dix, vingt ans, par exemple, que j'aurai prescrit, mais à la fin du jour, c'est-à-dire à minuit. Si la loi avait été autrement conçue, il aurait pu naître une foule de procès à propos du moment précis où aurait commencé la prescription.

En second lieu, les fractions de jour ne comptent pas ; la prescription n'est acquise que lorsque le dernier jour du terme est accompli. Un jour n'est ac-

compli qu'à minuit. Ce n'est donc qu'après minuit du dernier jour que celui qui prescrit n'a plus à craindre l'interruption ou la suspension de la prescription : elle lui est acquise.

Le jour qui sert de point de départ à la prescription doit-il être compté ou rejeté ? On décide généralement qu'il ne compte pas. Ainsi, une prescription de dix ans a commencé le premier janvier 1870. Ce jour-là ne compte pas ; le premier janvier 1880, à minuit, celui qui prescrit aura réalisé la prescription.

Remarquons que les jours fériés comptent d'une manière absolue, même lorsque le dernier jour du terme est un jour férié, sauf à celui qui a à craindre l'expiration du délai pour prescrire à se faire autoriser par le juge à interrompre la prescription même un jour férié. De même que les années se comptent du 20 janvier, au 20 janvier de l'année suivante, les mois se comptent aussi du 20 janvier au 20 février, par exemple, quel que soit le nombre de jours du mois.

SECTION II.

DE LA PRESCRIPTION TRENTENAIRE.

Art. 2262 : « Toutes les actions, tant réelles que personnelles, sont prescrites par trente ans, sans que celui qui allégue cette prescription soit obligé d'en rapporter un titre, ou qu'on puisse lui opposer l'exception déduite de la mauvaise foi. »

Cette règle très générale s'applique à tous les droits, à toutes les actions que l'on peut avoir. Si on ne les a pas fait valoir pendant trente ans, il y a prescription.

Il va sans dire que l'article 2262 n'est fait que pour les droits ou actions pour lesquels le Code n'a pas fixé de délai plus court.

Les derniers mots de la fin sont à remarquer : celui qui oppose une prescription de trente ans n'a pas à présenter un titre, ni à prouver qu'il est de bonne foi. Ainsi, j'ai possédé pendant trente ans un immeuble, à titre de propriétaire et paisiblement. Il ne s'agit pas de savoir quel est mon titre, ou si je suis de bonne ou de mauvaise foi : j'ai prescrit.

Une rente soit viagère, soit perpétuelle, doit être considérée au point de vue des arrérages ou au point de vue de la rente elle-même ou *capital*. Les arrérages sont prescrits par cinq ans, comme nous verrons à la section IV; le *capital*, c'est-à-dire le droit d'exiger annuellement des arrérages, est un titre susceptible, comme tous les droits, d'être prescrit par trente ans, conformément à l'article 2262. Si donc la loi n'y avait pris garde, voici ce qui serait souvent arrivé si le débiteur de la rente eût été de mauvaise foi. Pierre fait à Paul une rente viagère de 1,000 francs par an le 1er janvier 1830. En 1862, c'est-à-dire trente-deux ans plus tard, lorsque Paul serait venu réclamer les arrérages de la rente, Pierre lui aurait dit : Il y a trente-deux ans que je ne vous paie pas d'arrérages, j'ai donc prescrit la rente. Il eût été très-difficile à Paul de prouver qu'il avait reçu des arrérages pendant ces trente-deux ans, attendu que Pierre aurait gardé toutes les quittances.

La loi a donc dit, article 2263 : « Après vingt-huit ans de la date du dernier titre, le débiteur d'une rente peut être contraint de fournir un titre nouveau (1) à son créancier ou à ses ayants cause ».

S'il ne délivre pas volontairement ce titre, il y a lieu de prendre contre lui un jugement qui reconnaîtra le droit du rentier et lui tiendra lieu de titre nouvel.

---

(1) Le titre nouvel dont il s'agit ici est absolument semblable au premier, sauf la date.

SECTION III.

DE LA PRESCRIPTION PAR DIX OU VINGT ANS,

Si la loi, dans un intérêt supérieur, et pour couper court à d'innombrables procès, a déclaré prescrits, après trente ans, tous droits et actions, en général, elle a néanmoins favorisé ceux qui sont de bonne foi. C'est pour eux qu'elle a édicté la prescription de dix et vingt ans.

La prescription de dix et vingt ans ne s'applique qu'aux acquisitions d'immeubles. Elle suppose : 1° la bonne foi; 2° un juste titre; 3° une possession de dix ou vingt ans.

1° *La bonne foi.* — La bonne foi, c'est la croyance que nous sommes propriétaire. Elle doit exister au commencement de la possession; peu importe qu'elle ait cessé dans la suite.

2° *Un juste titre.* — Un juste titre est celui qui est de sa nature translatif de propriété et qui aurait transmis la propriété de l'immeuble, s'il eût été fait par le véritable propriétaire.

3° *Une possession de dix ou vingt ans.* — Le propriétaire habite-t-il dans le ressort de la Cour d'appel dans l'étendue duquel se trouve l'immeuble, la prescription a lieu par dix ans. Il est, pour ainsi dire, sur les lieux; il peut donc, dans un court délai, s'apercevoir de la possession d'un autre, et s'il ne la fait pas cesser, il n'a qu'à s'en prendre à lui-même d'avoir laissé s'opérer la prescription.

Si, au contraire, le propriétaire est en dehors du ressort de la Cour, la loi lui accorde vingt ans pour interrompre la prescription, qui ne sera acquise qu'après ce laps de temps.

Si le véritable propriétaire a eu son domicile en différents temps dans le ressort et hors du ressort, il faut, pour compléter la prescription, ajouter à ce qui manque aux dix ans de présence, un nombre d'années d'absence double celui qui manque pour compléter les dix ans de présence.

Comme on le voit, la possession est de dix ou vingt ans, selon le domicile du propriétaire, quel que soit, au reste, celui du possesseur.

A la fin de la section, le Code rappelle que les architectes et entrepreneurs sont, après le délai de dix ans, déchargés de la garantie des ouvrages qu'ils ont faits ou dirigés.

SECTION IV.

DE QUELQUES PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES.

Les prescriptions qui demandent plus de cinq ans pour leur accomplissement sont appelées, en pratique, *longues prescriptions*; celles qui ne demandent que cinq ans ou moins de cinq ans portent le nom de *courtes prescriptions*. Le principal intérêt attaché à leur distinction, c'est que les premières ne courent jamais contre les mineurs et interdits tandis que les secondes courent au préjudice de ces derniers.

Les prescriptions inscrites sous cette section sont nombreuses.

PRESCRIPTIONS DE SIX MOIS. — Se prescrivent par six mois, art. 2271 : « 1° L'action des maîtres et instituteurs des sciences et arts, pour les leçons qu'ils donnent au mois; 2° celle des hôteliers et traiteurs, à raison du logement et de la nourriture qu'ils fournissent; 3° celle des ouvriers et gens de travail, pour le paiement de leurs journées, fournitures et salaires. »

Deux remarques seulement sont nécessaires.

D'abord, sur l'action des maîtres et instituteurs, on se demande quelle prescription il faudra appliquer si les leçons sont payées à l'année. Parmi les auteurs, les uns appliquent la prescription de cinq ans et les autres celle de trente ans.

Par *gens de travail*, le Code entend tous ceux qui louent leurs services, moyennant un salaire soit fixé par journée, ce qui sera le cas le plus habituel, soit fixé par mois ou même par trimestre. Ce terme comprend les personnes habituées à des travaux manuels, tels que les laboureurs, hommes de peine, serruriers, maçons, etc., et ne s'applique ni à des gens occupés plus spécialement à des travaux de l'esprit, tels que des employés, des architectes.

PRESCRIPTIONS D'UN AN. — Se prescrivent par un an, art. 2272 : « 1° L'action des médecins, chirurgiens et apothicaires, pour leurs visites, opérations et médicaments; 2° celle des huissiers, pour le salaire des actes qu'ils signifient et des commissions qu'ils exécutent; 3° celle des marchands, pour les marchandises qu'ils vendent aux particuliers non marchands; 4° celle des maîtres de pension, pour le prix de la pension de leurs élèves; et des autres maîtres pour le prix de l'apprentissage; 5° celle des domestiques qui se louent à l'année, pour le paiement de leur salaire. »

Ces diverses prescriptions nécessitent quelques courtes explications.

Actions des médecins, etc. — C'est un an à partir de la dernière visite ou fourniture faites que courra la prescription d'un an, si la maladie dure quelque temps et si le médecin ou le pharmacien est dans l'habitude de régler ses comptes seulement à la fin de la maladie.

Les sages-femmes sont assimilées aux médecins pour le paiement de leurs honoraires.

Action des marchands. — Il faut bien distinguer le sens et la portée de ces mots : pour les marchandises qu'ils vendent aux particuliers non marchands. On veut dire par là que l'action des marchands à l'égard d'autres marchands pour les fournitures des objets de leur commerce, échappe à la prescription d'un an; mais l'article 2272 est applicable, s'il ne s'agit pas de ces objets. Par exemple, un marchand de vins livre du vin à un marchand de nouveautés, son action sera prescrite par un an, parce que le marchand de nouveautés agit ici et doit être regardé comme un simple particulier.

Action des maîtres de pension. — Les fournitures faites aux élèves pour livres, papiers et autres menues dépenses sont des accessoires de la pension et sont soumises à la même prescription.

Cette prescription ne s'applique pas à ceux qui tiennent pension ou table d'hôte, sans donner d'instruction. Leur action est prescrite par six mois conformément à l'article 2271.

Action des domestiques. — Il n'est pas possible de faire rentrer dans la catégorie des domestiques, auxquels il y a lieu d'appliquer la prescription d'un an, les employés, secrétaires, trésoriers, etc; il faut appliquer ce terme seulement à ceux que, dans l'usage, on est convenu d'appeler des domestiques.

OBSERVATION. — Nous faisons ici deux remarques importantes applicables à toutes les prescriptions de six mois et d'un an.

I. Bien souvent, un créancier, soit traiteur, soit marchand, soit médecin, etc., se laisse aller à faire crédit à son débiteur ou néglige de lui faire payer ce qui lui est dû pour conserver sa clientèle, et lorsque, plus tard, il veut réclamer le montant de sa créance, on lui répond en lui opposant la prescription de six mois ou d'un an. Pour se mettre à l'abri, le créancier prudent ne

saurait trop insister pour obtenir au bout des six mois ou de l'année une reconnaissance écrite de la dette, soit dans un acte fait uniquement dans ce but (1), soit au bas de son compte (2). A partir de cette reconnaissance, la prescription ne serait plus acquise que par trente ans.

Le créancier pourrait aussi avoir recours à une citation en justice avant l'expiration des six mois ou de l'année.

II. Les créanciers auxquels on oppose la prescription de six mois ou d'un an ont toujours la ressource de déférer à leur débiteur le serment. S'il jure « qu'il ne doit rien, » les créanciers perdent leur procès.

Le serment peut être déféré à la veuve et aux héritiers, mais alors la formule du serment change. Ils sont seulement tenus de jurer « qu'ils ne savent pas que la chose soit due. »

PRESCRIPTIONS DE DEUX ANS. — Article 2273 : « L'action des avoués, pour le paiement de leurs frais et salaires, se prescrit par deux ans. à compter du jugement des procès, ou de la conciliation des parties, ou depuis la révocation des dits avoués. A l'égard des affaires non terminées, ils ne peuvent former de demandes pour leurs frais et salaires qui remonteraient à plus de cinq ans.

La loi n'a point établi de prescription pour les salaires, frais ou honoraires des greffiers, des notaires et des avocats. On en conclut qu'ils ont trente ans pour se faire payer.

PRESCRIPTIONS DE CINQ ANS. — Se prescrivent par cinq ans, articles 2277 : « 1° Les arrérages de rentes perpétuelles et viagères; 2° Ceux des pensions alimentaires; 3° Les loyers des maisons et le prix de ferme des biens ruraux; 4° Les intérêts de sommes prêtées, et, généralement, tout ce qui est payable par année ou à des termes périodiques plus courts. »

Deux motifs ont conduit le législateur à édicter la prescription de cinq ans : une présomption de paiement et l'intérêt du débiteur. D'une part, il a pensé que l'on néglige rarement pendant cinq ans de toucher ses revenus; d'autre part, qu'il fallait prévenir la ruine du débiteur, qui dépenserait les intérêts ou arrérages qu'il doit et qui pourrait se trouver tout à coup exposé à une demande de dix et vingt ans d'intérêts.

Ces deux considérations nous permettent d'expliquer les derniers mots de l'article 2277 : *et généralement tout ce qui est payable par année ou à des termes périodiques plus courts*. Deux exemples nous feront bien comprendre la pensée du législateur.

Je vous vends un fonds de commerce, moyennant 10,000 francs payables en dix annuités de 1,000 francs. Voilà bien une somme *payable par année*, mais la prescription de cinq ans ne s'appliquera pas ici, et pendant trente ans je pourrais vous réclamer le paiement des annuités. Pourquoi la prescription de cinq ans ne s'applique-t-elle pas ? Parce qu'on n'a pas à craindre ici l'accumulation des sommes pouvant amener la ruine du débiteur : c'est toujours la somme invariable de 10,000 francs qu'il doit.

Si, au contraire, il s'agit d'une rente viagère de 1,000 francs que je me suis engagé à vous payer, et que vous avez négligé de m'en faire payer les arrérages pendant dix ans, je ne vous dois que les arrérages des cinq dernières années.

Il est à remarquer que si la prescription de cinq années court contre les mineurs et les interdits, comme pour les autres courtes prescriptions, on ne sau-

---

(1) Voy. FORMULAIRE n° 108.

(1) Par exemple, le débiteur mettra : *approuvé le compte ci-dessus à la somme de..... et signera.*

rait jamais appliquer ici la délation du serment. En effet, cette prescription est basée sur l'intérêt du débiteur, à ne pas être ruiné par une longue négligence du créancier, et ce motif dispense de toute prestation de serment.

PRESCRIPTION INSTANTANÉE, *ou de la règle* EN FAIT DE MEUBLES, POSSESSION VAUT TITRE. — Il est un principe fondamental dans notre droit, relativement à l'acquisition des choses mobilières : c'est qu'on les prescrit à l'instant même où on les acquiert. C'est ce qu'expriment les deux articles suivants :

Article 2279 : « En fait de meubles, possession vaut titre. Néanmoins, celui qui a perdu ou auquel a été volée une chose, peut la revendiquer pendant trois ans, à compter du jour de la perte ou du vol, contre celui dans les mains duquel il la trouve; sauf à celui-ci son recours contre celui duquel il la tient. »

Article 2280 : « Si le possesseur actuel de la chose volée ou perdue l'a achetée dans une foire ou dans un marché, ou dans une vente publique, ou d'un marchand vendant des choses pareilles, le propriétaire originaire ne peut se la faire rendre qu'en remboursant au possesseur le prix qu'elle lui a coûté. »

Notre règle, *en fait de meubles, possession vaut titre*, signifie que les meubles ne peuvent pas être revendiqués, que celui qui les possède ne peut pas être inquiété par le véritable propriétaire. Tel est le principe. Une seule exception a été faite pour le cas de perte ou de vol.

Cette règle a pour fondement un motif d'équité et un motif d'ordre public, parce que celui qui achète un objet mobilier quelconque ne peut guère savoir si son vendeur est réellement ou non propriétaire, et qu'ainsi il est de bonne foi et mérite protection; un motif d'ordre public en ce que la revendication des meubles, si elle était autorisée, ferait naître une multitude de procès qu'il est d'un intérêt supérieur d'empêcher.

La règle, en fait de meubles... ne s'applique pas :

1° *Aux meubles incorporels*, tels que créances, rentes, etc. Les ventes et échanges de ces meubles incorporels sont, du reste, l'objet d'explications plus détaillées ci-dessus. Voyez *Transport ou cession des créances*.

2° *Aux universalités de meubles corporels ou incorporels*. — Par là, il faut entendre une succession, une donation universelle, un legs universel ou à titre universel, un ensemble, enfin, d'objets mobiliers ou immobiliers dont l'identité est toujours facile à constater.

L'application de la règle : en fait de meubles possession vaut titre, est subordonnée aux trois conditions suivantes :

1° Que le possesseur soit de bonne foi, c'est-à-dire qu'il ait cru acquérir d'un véritable propriétaire;

2° Qu'il possède en vertu d'un juste titre, c'est-à-dire à titre d'achat, de don, etc., en vertu d'un titre qui fait acquérir le droit de propriété;

3° Qu'il ne soit pas personnellement obligé à la restitution de la chose qu'il possède. Si mon héritier trouve dans une succession un meuble que je vous ai donné, mais dont vous n'avez pas encore demandé la délivrance, il ne pourra vous empêcher de réclamer cet objet en vous disant : en fait de meubles possession vaut titre, et je possède, car il est *personnellement obligé* à la reconstitution de l'objet.

EXCEPTION A LA RÈGLE : EN FAIT DE MEUBLES POSSESSION VAUT TITRE. — Une exception bien légitime a été faite à la règle : *en fait de meubles possession vaut titre*, en cas de *perte* et de *vol*.

En cas de perte ou de vol, le propriétaire n'a rien à se reprocher; il est digne de tout intérêt. De plus, ce serait favoriser les mauvais actes que de permettre aux voleurs de vendre les objets dérobés : le Code a donc bien fait de permettre la revendication des choses perdues ou volées.

L'objet est-il entre les mains du voleur ou de celui qui l'a trouvé, la pres-

cription ne peut courir; il est de mauvaise *foi*. Est-il entre les mains d'un tiers acquéreur, le propriétaire peut reprendre son objet, à la condition qu'il ne se soit pas écoulé trois ans entre la perte ou le vol. Mais tantôt il est obligé de rembourser son prix à l'acquéreur et tantôt il ne doit rien lui payer.

L'acquéreur a-t-il acheté dans une foire, dans un marché, dans une vente publique ou de marchands vendant des choses pareilles; il est évident qu'il est de bonne foi : le propriétaire doit lui rembourser son prix, s'il veut rentrer en possession de l'objet. Dans tous les autres cas, le propriétaire n'a rien à donner au possesseur en le dépossédant.

FIN DU CODE CIVIL.

CODE

DE

COMMERCE

NOTIONS PRÉLIMINAIRES

Le Code Commercial repose entièrement sur l'équité et la bonne foi; il est favorable au crédit et à la célérité des transactions.

En l'absence d'une loi commerciale, on a recours à l'usage, c'est-à-dire à ce qui se pratique entre commerçants : si l'usage est général, il s'applique dans toute la France; s'il est local, son empire ne s'étend pas au-delà de la place de commerce où il règne. Mais pour que l'usage ait cette autorité, il faut qu'il soit : 1° uniforme; 2° multiplié; 3° réitéré pendant un long espace de temps. Ce sont les Chambres de commerce qui donnent leur avis sur les usages commerciaux. Faut-il aller plus loin et dire qu'un usage commercial doit l'emporter sur la loi elle-même ? A l'égard d'un usage local, non; mais bien des auteurs le soutiennent quant aux usages généraux,

pourvu toutefois que cet usage n'ait pas été expressément prohibé par une loi et qu'il ne s'agisse pas d'ordre public.

S'il n'existe ni loi commerciale, ni usage sur un cas à résoudre, on s'accorde généralement à dire que c'est dans les principes du Code civil qu'il faudra chercher la solution.

Le Code de Commerce, décrété et promulgué en 1807, fut déclaré exécutoire à partir du 1er janvier 1808. Depuis cette époque, des lois très-importantes sont venues le compléter ou le modifier : la loi du 28 mai 1838 sur les faillites; les lois du 17 juillet 1856 et du 24 juillet 1867 sur les sociétés, etc., que nous étudierons à leur place.

Le Code de Commerce se divise en quatre livres :

Le premier livre est consacré au commerce en général;

Le deuxième au commerce maritime ;

Le troisième traite des faillites et banqueroutes ;

Le quatrième, de la juridiction commerciale.

LIVRE PREMIER

DU COMMERCE EN GÉNÉRAL

Le livre premier embrasse neuf titres particuliers, que nous allons étudier dans l'ordre du Code.

TITRE PREMIER.

Des Commerçants.

ARTICLE PREMIER. — Sont commerçants ceux qui exercent des actes de commerce, et en font leur profession habituelle. — Co. 2 s., 85, 632 s.

2. — Tout mineur émancipé de l'un et de l'autre sexe, âgé de dix-huit ans accomplis, qui voudra profiter de la faculté que lui accorde l'article 487 du Code civil, de faire le commerce, ne pourra en commencer les opérations, ni être réputé majeur, quant aux engagements par lui contractés pour faits de commerce : 1° s'il n'a été préalablement autorisé par son père, ou par sa mère, en cas de décès, interdiction ou absence du père, ou, à défaut du père ou de la mère, par une délibération du conseil de famille, homologuée par le tribunal civil ; 2° si, en outre, l'acte d'autorisation n'a été enregistré et affiché au tribunal de commerce du lieu où le mineur veut établir son domicile.

— ARTICLE PREMIER —

QUI EST COMMERÇANT? — Celui, dit l'article 1er, qui exerce des actes de commerce et en fait sa profession habituelle.

Ainsi, deux conditions sont exigées pour acquérir la qualité de commerçant : 1° L'exercice d'actes de commerce; 2° La profession habituelle.

1° *Exercice d'actes de commerce.* — On entend par acte de commerce, dit M. Bravard, une spéculation qui a pour but de profiter de la différence entre le prix de revient d'une chose mobilière et le prix de revente. Le Code de commerce en contient l'énumération dans ses articles 632 et 633. Cette énumération est complète, selon la majorité des auteurs, et il ne saurait y avoir d'autres actes de commerce que ceux que le législateur a reconnus comme tels dans ces articles (1).

L'artisan n'est pas considéré comme commerçant, même lorsqu'il fournit la matière sur laquelle il travaille, car il cherche plutôt à vivre de son travail qu'à spéculer sur la revente de la marchandise achetée. Mais s'il confectionnait à l'avance, et sans commande, des objets qu'il exposerait ensuite en vente, il serait vrai de dire qu'il spécule sur l'achat et la revente de matières premières, et. à ce titre, il serait commerçant. On ne range pas non plus parmi

(1) Voyez l'explication de ces articles, plus loin.

les commerçants, les artistes qui vendent des statues ou des tableaux et non la matière première qui leur a servi à les faire, ni les débitants de tabac, qui ne sont que des préposés de l'Administration, ni les chefs d'institution, dont le but est l'éducation et l'instruction des enfants et non la revente des denrées consommées pour leur nourriture; ni enfin les pharmaciens, dont la profession exige des conditions de capacité et qui mettent plutôt leurs services à la disposition de l'acheteur qu'ils ne lui vendent des remèdes. D'après ces quelques idées, il est facile de voir qu'un acte de commerce doit avoir en soi l'idée d'achat et de revente pour spéculer.

2° *La profession habituelle.* — Des actes de commerce isolés et accidentels rendent celui qui les a faits justiciable des tribunaux de commerce (*art.* 631, 3°), mais ne lui conférent point la qualité de commerçant. Des actes réitérés et habituels seraient aussi impuissants à attribuer à leur auteur cette même qualité, s'il ne s'y joignait la profession. La profession consiste à s'offrir au public comme spéculant sur des actes de commerce. Ainsi, le banquier, qui ne fait guère que tirer, accepter ou endosser des lettres de change, est essentiellement commerçant, car ces divers actes ne sont pour lui que l'exercice d'une profession, tandis que le propriétaire qui aurait l'habitude de régler ses comptes avec ses fournisseurs par lettres de change ou billets à ordre ne serait pas pour cela commerçant.

Remarquons bien que la loi n'exige pas que la profession soit *unique*, ou *principale* ou *notoire*. Aussi un notaire qui se livre au commerce, bien que cela lui soit interdit, peut être reconnu avoir été commerçant, et, par suite, déclaré en faillite. Remarquons aussi que la patente n'est pas un caractère distinctif de la qualité de commerçant, car, d'une part, toute personne exerçant non-seulement un commerce, mais une industrie ou une profession quelconque, paye cet impôt, à moins d'une exemption formelle; d'autre part, il y a des personnes auxquelles il est interdit de faire le commerce, comme les avocats, notaires, etc., et qui sont néanmoins soumises à la patente.

Mais quel nombre d'actes suffira pour constituer la profession habituelle? C'est une question laissée à l'appréciation souveraine du Juge.

Il est très-important de distinguer les commerçants des non commerçants à plusieurs point de vue. Nous indiquerons les principaux : 1° Les commerçants sont obligés de tenir certains livres (*art.* 8 *et* 9, *C. Com.*) et de publier leur régime matrimonial (*art.* 67, 68 *et* 69 *C. Com.*); — 2° La qualité de commmerçant rend justiciable des tribunaux de commerce (*art.* 631 *C. Com.*) et fait présumer commerciaux les actes émanés du commerçant (*art.* 638, 2°); — 3° Elle expose à la faillite et par là à la banqueroute simple ou frauduleuse (*art.* 437, 585, 586, 591, *C. com.*); — 4° L'action des marchands pour marchandises vendues à un non marchand se prescrit par un an (*art.* 2272, *C. civ.*); — 5° Les marchands en gros ou en détail ont un privilége général, c'est-à-dire qui s'étend à tous les meubles et à tous les immeubles de leur débiteur pour les fournitures de subsistances faites au débiteur ou à sa famille, les premiers pendant la dernière année, les autres pendant les six derniers mois (*art.* 2101, 5° *C. civ.*); — 6° La qualité de commerçant ou d'ancien commerçant est indispensable pour avoir droit d'élection et d'éligibilité aux tribunaux de commerce.

Il n'est pas moins intéressant, à bien des points de vue, de savoir si un acte fait par un non commerçant est commercial ou non; car si l'acte est commercial, ce sont les tribunaux de commerce qui doivent en connaître (*art.* 631, 3° *C. com.*); et c'est la loi commerciale qui doit être appliquée. Or, la loi commerciale diffère, en bien des points, de la loi civile; soit quant à la preuve testimoniale, qui est toujours admise devant les tribunaux de commerce, et que les tribunaux civils ne permettent pas *au-dessus de* 150 *francs*; soit quant au taux des intérêts, qui est de 5 % en matière civile et de 6 % en matière commerciale; soit quant à la peine du faux, qui est plus grave chez

un commerçant (*art. 147 et* 150 *du Code pénal*); soit, enfin, au point de vue du gage et de la vente, comme nous le verrons plus loin.

II. Personnes capables de faire le commerce. — Des prohibitions. — Toute personne qui est capable de contracter peut faire des actes de commerce et devenir commerçante. Or, tout le monde, en général, est capable de contracter (*art.*, 1123 *C. civ.*). Il faut donc une prohibition spéciale du législateur pour priver un individu du droit de faire le commerce.

Les convenances sociales ou l'intérêt public ont fait édicter cette prohibition contre : 1° Les Magistrats, à l'exception des Juges des tribunaux de commerce; 2° Les Avocats, Avoués, Greffiers, Huissiers et Notaires; 3° Les Consuls, et, suivant l'opinion générale, les Ecclésiastiques. Quant aux Agents de change, l'article 85 du Code de com. leur défend de faire aucun acte de commerce pour leur propre compte.

Les articles 175 et 176 du Code pénal vont plus loin et prononcent des peines sévères, le premier contre les fonctionnaires publics qui ont pris quelque intérêt dans les affaires ou entreprises dont ils ont l'administration; le second contre les Commandants militaires, les Préfets, les Sous-Préfets, qui, dans l'étendue des lieux où ils exercent leur autorité, ont fait le commerce des grains, grenailles, etc.

Mais, il ne faut pas s'y tromper : les actes faits par les personnes que nous venons de nommer sont parfaitement valables. Elles étaient capables de contracter; la prohibition n'a point porté atteinte à leur capacité. Mais ils ont contrevenu à une loi ou à un règlement, et ils subiront la peine de leur délit. Quant à l'acte commercial fait au mépris de la prohibition, ni les coupables, ni ceux qui ont traité avec eux ne peuvent en demander la nullité. Nous verrons qu'il en est autrement des actes faits par un incapable.

III. Incapacité. — Tous ceux qui peuvent contracter, avons nous dit plus haut, peuvent faire des actes de commerce. Quels sont donc ceux qui ne peuvent contracter ? Ce sont : 1° Les mineurs; 2° Les femmes mariées; 3° Les interdits judiciaires; 4° Les individus pourvus d'un conseil judiciaire.

La loi ayant voulu protéger les incapables, les actes faits par eux sont nuls à leur égard, en ce sens, qu'ils en peuvent demander la nullité, tandis que les capables qui ont traité avec eux n'ont aucun moyen de les faire annuler.

Mais parmi ces incapables, il en est qui ne peuvent être relevés de leur incapacité : ce sont les interdits. Les individus pourvus d'un conseil judiciaire, qu'on appelle aussi demi-interdits, peuvent faire des actes isolés de commerce, avec l'assistance de leur conseil, mais ils ne sauraient devenir commerçants. Au contraire, les mineurs, les femmes mariées peuvent devenir commerçants, en remplissant certaines formalités que nous allons étudier.

— Art. 2 —

Mineur commerçant. — En permettant au mineur de faire le commerce, le législateur avait le devoir de prendre des précautions contre sa jeunesse et son inexpérience. Aussi a-t-il subordonné son autorisation aux quatre conditions suivantes :

1° *Émancipation.* — L'émancipation peut être expresse ou résulter du mariage du mineur. Pour que le mineur commerçant puisse bien gérer ses affaires commerciales, il faut qu'il n'ait point d'entraves et que son administration soit libre. C'est ce que la loi a voulu obtenir en exigeant que le mineur fût préalablement émancipé.

2° *Age de dix-huit ans.* — L'émancipation peut avoir lieu à quinze ans ou à dix-huit ans, selon les cas (*art. 477 C. civ.*). Que le mineur qui n'est point commerçant soit émancipé à quinze ans, on le conçoit aisément; il ne prend que l'administration de ses biens, et l'œil vigilant du curateur veille sur ses

actes; mais quand il s'agit d'accorder à une personne le titre de commerçante, qui la rend maîtresse d'elle-même et exposée aux chances nombreuses des spéculations, susceptible de faillite et de banqueroute, la loi devait exiger comme minimum l'âge de dix-huit ans.

3° *Autorisation de la famille.* — Le mineur qui veut devenir commerçant doit en obtenir l'autorisation de son père; à défaut de son père, soit qu'il soit décédé, interdit ou absent, il doit être autorisé par sa mère, et, à défaut de l'un et de l'autre, par le conseil de famille; mais comme la délibération de ce conseil ne présente pas les mêmes garanties que l'autorité paternelle ou maternelle, la délibération devra être homologuée par le Tribunal civil.

L'autorisation doit toujours être spéciale et expresse. Elle ne peut être donnée par le père ou par la mère qu'en forme authentique, c'est-à-dire devant Notaire ou devant le Juge de Paix assisté de son Greffier (1).

4° *Enregistrement et affiche de l'autorisation.* — L'acte d'autorisation doit être enregistré au greffe du Tribunal de commerce du lieu où le mineur veut établir son domicile, ou, s'il n'y a point de Tribunal de commerce, au greffe du Tribunal civil. En outre, un extrait doit en être affiché sur un tableau exposé dans l'auditoire de ce Tribunal. Cette formalité a pour objet de dispenser le mineur de produire, à chaque opération, l'acte en vertu duquel il est autorisé à faire le commerce.

Quand les quatre conditions que nous venons d'analyser ont été remplies, le mineur est réputé majeur pour tous les actes qui concernent son commerce. Jusque là, il est régi par le droit commun des mineurs : ses actes sont infectés d'une nullité qu'il peut invoquer avec succès. Après ces formalités, il peut seul et valablement emprunter, vendre son mobilier, souscrire des lettres de change, en endosser, en accepter ou contracter une société commerciale.

Il très-important de ne pas oublier que le mineur commerçant n'est réputé majeur et pleinement capable que pour les actes de commerce, et encore ne l'est-il pas pour tous les actes indistinctement, mais seulement pour ceux qui se rattachent au genre de commerce qu'il a été spécialement autorisé à faire.

Si donc celui qui traite avec un mineur commerçant veut prévenir toutes les difficultés qui pourraient naître sur ce point, il doit se demander si cet acte concerne le commerce du mineur et exiger alors que le contrat en fasse mention. Car lorsque l'engagement souscrit par le mineur ne porte pas en lui-même la preuve qu'il est commmercial, si c'est, par exemple, un billet sans *cause*, on n'est point d'accord sur le point de savoir si l'engagement doit être présumé civil ou commercial. Et la question est très-grave, car si l'obligation est civile, le mineur peut l'attaquer et en faire prononcer la nullité; si elle est commerciale, il en est tenu comme s'il eût été majeur.

On s'est demandé si le mineur commerçant pouvait s'associer une autre personne pour l'exploitation de son commerce. Nous croyons, avec la majorité des auteurs, que ce serait là, de la part du mineur, dépasser le but qu'on s'est proposé en l'autorisant à faire le commerce.

Sur la question de savoir si l'autorisation de faire le commerce peut être retirée au mineur quand l'expérience a demontré son inaptitude aux affaires, les auteurs se divisent. Il est bien certain qu'elle peut l'être indirectement par le retrait de l'émancipation (485 *C. civ.*); mais peut-elle l'être directement? C'est un point plus délicat, car aucun texte ne permet de le faire.

---

(1) Les pièces à présenter à l'Officier ministériel sont : l'acte de naissance du mineur, et, de plus, si c'est la mère qui émancipe, l'acte de décès du père ou un acte d'où résulte son absence ou son interdiction.

Néanmoins, il nous semble plus raisonnable d'accorder, dans l'intérêt même du mineur, à celui qui avait donné l'autorisation, le droit de la retirer, sauf à en prévenir les tiers par les moyens indiqués pour la publicité de l'autorisation.

— Art. 3 —

Si un mineur, au lieu de demander la qualité de commmerçant, veut seulement faire un de ces actes isolés que les articles 632 et 633 appellent actes de commerce, la loi exige du mineur les mêmes garanties et le soumet aux mêmes conditions. Cette sévérité ne se justifie qu'en partie par les chances que renferme toujours une opération commerciale. Quoi qu'il en soit, aux termes de l'article 3 (C. com.), le mineur non commerçant, pour se faire habiliter à faire un acte de commerce isolé doit: être émancipé, avoir dix-huit ans, être autorisé par sa famille, et faire publier cette autorisation comme il est dit à l'article précédent.

— Art. 6 —

Spécialement au point de vue des immeubles, si on se demande quelle est la capacité réelle du mineur commerçant. Nous voyons qu'elle est la même que celle du majeur, sauf pour l'aliénation, qui a paru un acte trop grave pour le permettre à un mineur. Mais il peut hypothéquer ses immeubles pour ses dettes commerciales et les engager, ce qui signifie les donner en antichrèse, c'est-à-dire accorder à ses créanciers le droit d'en percevoir les revenus, en les imputant d'abord sur les intérêts et ensuite sur le capital.

— Art. 4 —

Femme commerçante. — La femme ne peut être marchande publique sans le consentement de son mari. Cette incapacité résulte de la soumission de la femme à la puissance maritale, et non pas de son sexe ou de son inexpérience comme pour le mineur. Aussi le mari peut-il, par son consentement, la faire entièrement disparaître. Et ce consentement peut être *exprès*, c'est-à-dire contenu dans un écrit (peu importe la forme de cet écrit), ou *tacite*, c'est-à-dire résulter de cette circonstance que le mari a connu le commerce de la femme et ne s'y est point opposé.

Les termes de l'article 4 sont bien formels, et si on les prend à la lettre, tant que le mari existera, ce sera lui qui devra autoriser la femme; et s'il ne veut ou ne peut pas le faire, la femme ne pourra devenir commerçante. Quelques auteurs soutiennent cette théorie absolue.

D'autres, non moins absolus, veulent que la justice ait toujours le droit d'accorder à la femme l'autorisation de faire le commerce, à défaut ou sur le refus du mari. Cette opinion supprime l'article 4, qui est formel, et la précédente lui donne une portée exagérée.

Nous pensons que toutes les fois que le mari peut donner son consentement, la justice ne peut intervenir; mais que dès que le mari ne peut pas le donner, soit qu'il soit absent, soit qu'il soit interdit ou pourvu d'un conseil judiciaire, nous ne sommes plus dans le cas prévu par l'article 4; nous devons donc appliquer les principes généraux qui veulent que la justice puisse suppléer l'autorisation maritale (*art. 222 C. civ.*).

Nous avons supposé jusqu'ici que le mari est majeur. S'il était mineur, il paraît bien incontestable qu'il ne pourrait accorder un pouvoir qu'il n'a pas lui-même; le consentement du mari devra alors être approuvé par le conseil de famille de la femme et recevoir la confirmation du Tribunal. Mais si, au contraire, c'est la femme qui est mineure et le mari majeur, la femme devra se conformer aux règles prescrites par les articles 2 et 4, c'est-à-dire remplir les formalités exigées des mineurs et obtenir le consentement de son mari.

Quand le mari à autorisé sa femme à faire le commerce et qu'elle l'a exercé pendant un certain temps, on se demande s'il peut lui enlever la capacité

commerciale qu'il lui a conférée. L'affirmative ne semble pas douteuse. La femme ne pouvait être marchande publique sans le consentement de son mari, il s'ensuit que ce consentement peut être retiré, sans quoi la femme serait commerçante contre le consentement de son mari.

Mais, dit-on généralement, ce retrait d'autorisation ne pourrait être arbitraire, et la femme, victime de la mauvaise volonté de son mari, pourrait s'adresser à la justice, surtout au cas de séparation de biens ou de corps, pour se faire maintenir dans sa capacité commerciale.

Comment se fera cette révocation ? Le Code est muet sur ce point : Elle aura donc lieu sans aucune formalité, mais elle ne sera opposable aux tiers que lorsque le mari l'aura rendue publique. Or la publicité peut résulter d'une déclaration du mari enregistrée au greffe du Tribunal de commerce et affichée, d'insertions dans les journaux, etc. Les Juges apprécieront si la publicité a été ou non assez étendue.

Si la femme mariée demande à faire des actes de commerce isolés, on doit lui appliquer le droit commun. Elle doit avoir le consentement par écrit ou le concours du mari (*art.* 217 *C. civ*), ou, sur son refus, l'autorisation de la justice (*art.* 219 *C. civ.*).

— ART. 5 et 7 —

Voyons maintenant quelle est la capacité de la femme commerçante. —

Quand la femme a rempli les formalités voulues par la loi pour obtenir le droit de faire le commerce, elle peut, seule et sans nouvelle autorisation, faire chacun des actes de son négoce, tels que les ventes et les achats de marchandises, les louages d'employés ou d'ouvriers, les souscriptions, endossements ou acceptations de lettres de change. Elle est tenue, dès lors, pour ses dettes commerciales sur tous ses biens, meubles et immeubles, présents et à venir.

Pour les actes relatifs à un objet étranger à son commerce, elle ne peut s'engager sans le concours ou le consentement spécial de son mari, ou l'autorisation de la justice.

Si l'obligation n'énonce point de cause, on se demande si elle doit être présumée commerciale ou civile. C'est la difficulté que nous avons rencontrée à l'égard des mineurs commerçants. On pense généralement, en se fondant sur l'article 638 du Code de commerce, que l'engagement est toujours présumé commercial, sauf à la femme mariée ou au mineur à établir le contraire.

Une autre question, que nous avons également résolue pour les mineurs, est celle de savoir si la femme mariée commerçante peut s'associer une personne pour la gestion de son commerce. Nous ne le pensons pas.

Dans tous les cas, et qu'il s'agisse d'une affaire civile ou d'une affaire commerciale, la femme mariée, même commerçante, ne peut plaider sans l'autorisation de son mari ou de justice (*art.* 205 *C. civ.*). Mais elle peut seule faire les actes conservatoires de ses droits : une saisie-arrêt, un protêt ; prendre hypothèque, etc. Au surplus, les poursuites commencées par la femme commerçante non autorisée ne sont pas nulles ; seulement le défendeur a le droit de faire surseoir au jugement de l'affaire, jusqu'à ce que la femme ait obtenu une autorisation régulière.

Non-seulement la femme commerçante peut librement se livrer aux actes de son négoce, mais encore elle peut engager, hypothéquer ses immeubles, les aliéner même, et en ceci elle a été plus favorisée que le mineur. Mais cette faculté est subordonnée à ces deux conditions : que l'obligation soit commerciale et la femme majeure. Encore faut-il ne pas étendre cette disposition de la loi aux immeubles dotaux, qui sont inaliénables, sauf dans quelques cas énumérés dans les articles 1554 et suivants du Code civil, et, dans ces hypothèses même, la vente n'est valable que si elle a été ordonnée par le Tribunal civil et effectuée après affiches et aux enchères publiques.

Mais à l'égard du mari, quels sont les effets des actes commerciaux de sa

femme? A cette grave et importante question, il convient de répondre en étudiant spécialement chacun des régimes que les époux peuvent avoir adopté.

1° *Régime de communauté.* — Le mari est chef de la communauté; en cette qualité il recueille les bénéfices du commerce de sa femme. Il était donc juste qu'il fût tenu comme elle-même. C'est, du reste, un principe général et de droit commun, que le mari soit obligé quand la communauté l'est elle-même (*art.* 5 *C. com.*; 220 et 1426 *C. civ.*). Donc les créanciers commerciaux de la femme commerçante peuvent diriger leurs poursuites soit sur les biens personnels de la femme, soit sur ceux du mari, soit, enfin, sur les biens de la communauté. Mais quand les époux feront la liquidation de leurs droits, les dettes commerciales de la femme resteront à la charge de la communauté, car il est juste qu'elle supporte les pertes puisqu'elle recueillait les bénéfices.

Les mêmes principes sont applicables au cas de communauté réduite aux acquêts.

On aurait tort de croire que le mari pouvant être poursuivi à cause des dettes commerciales de sa femme, peut être déclaré en faillite comme elle. En effet, l'obligation du mari est essentiellement civile. Comment donc une cause civile pourrait-elle produire des effets commerciaux, comme la faillite?

2° *Régime de séparation de biens.*—Sous ce régime, qu'il ait été adopté par les époux dans le contrat de mariage ou qu'il résulte d'un jugement, la femme a des intérêts distincts de ceux de son mari. Elle profite de tous les gains; elle supporte seule toutes les pertes. Son mari reste complétement étranger à ses engagements.

3° *Régime sans communauté.* — Lorsque les époux ont adopté le régime sans communauté (*art.* 1530 *et suiv. du C. civ.*), c'est le mari qui a l'administration et la jouissance des biens de la femme. A-t-il aussi droit au produit de son travail ou de son commerce? Nous ne le pensons pas. Nous croyons que l'industrie de la femme n'est pas un bien, et que les produits acquis par son industrie ne peuvent être considérés comme des *fruits* appartenant au mari. Si donc le mari ne profite pas des produits de l'industrie, il ne saurait être tenu des obligations contractées par sa femme à l'occasion de son commerce. L'article 5 du Code de commerce, corrobore cette opinion, en disant formellement que la femme commerçante n'engage son mari qu'en cas de communauté. Mais cette interprétation ne satisfait pas tous les auteurs.

4° *Régime dotal.* — Deux cas sont à distinguer sous ce régime : le cas où la femme s'est constitué en dot tous ses biens présents et à venir, et celui où elle n'a frappé de dotalité qu'une partie de ses biens.

Si tous les biens présents et à venir sont stipulés dotaux, les produits de l'industrie ou du commerce de la femme porteront-ils ce caractère? Nous répondons ici, comme plus haut, que l'industrie commerciale est une aptitude de la femme qui ne saurait être dotale, que le mari, par conséquent, n'a aucun droit aux bénéfices qu'elle fait et ne saurait être tenu de ses dettes.

Le créancier de la femme peut donc agir seulement contre la femme, et comme ses biens présents et à venir ont été stipulés dotaux, c'est-à-dire inaliénables, ses poursuites n'auront souvent que peu d'effet; mais la loi semble formelle, et ils ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes d'avoir traité avec une femme dotale.

Si, au contraire, la femme n'a constitué en dot qu'une partie de ses biens, et si elle fait son commerce avec ses biens non dotaux, c'est-à-dire paraphernaux, elle est assimilable à la femme séparée de biens. Comme c'est elle qui profite de tous les bénéfices, à l'exclusion de son mari, c'est aussi elle seule qui doit répondre de ses dettes.

D'après le dernier alinéa de l'article 5, la femme n'est point marchande

publique si elle ne fait que détailler les marchandises de son mari. Elle ne saurait être, dans ce cas, que la préposée de son mari, et les actes commerciaux qu'elle ferait, autorisée spécialement par son mari, obligeraient seulement ce dernier. La femme, dans cette hypothèse, doit, pour être commerçante, exercer un commerce séparé.

TITRE II.

Des Livres de Commerce.

8. — Tout commerçant est tenu d'avoir un livre-journal qui *présente*, jour par jour, ses dettes actives et passives, les opérations de son commerce, ses négociations, acceptations ou endossements d'effets, et généralement tout ce qu'il reçoit et païe, à quelque titre que ce soit; et qui *énonce*, mois par mois, les sommes employées à la dépense de sa maison : le tout indépendamment des autres livres usités dans le commerce, mais qui ne sont pas indispensables. — Il est tenu de mettre en liasse les lettres missives qu'il reçoit, et de copier sur un registre celles qu'il envoie. — Co. 9 s., 84, 96, 102, 109, 224, 586 6°, 591. — C. 1329, 1330, 1785.

9. — Il est tenu de faire, tous les ans, sous seing privé, un inventaire de ses effets mobiliers et immobiliers, et de ses dettes actives et passives, et de le copier, année par année, sur un registre spécial à ce destiné. — Co. 10 s., 586 6°, 591.

10. — Le livre-journal et le livre des inventaires seront paraphés et visés une fois par année. — Le livre de copies de lettres ne sera pas soumis à cette formalité. — Tous seront tenus par ordre de dates, sans blancs, lacunes ni transports en marge. — Co. 8, 9, 11.

11. — Les livres dont la tenue est ordonnée par les articles 8 et 9 ci-dessus seront cotés, paraphés et visés soit par un des juges des tribunaux de commerce, soit par le maire ou un adjoint, dans la forme ordinaire et sans frais. Les commerçants seront tenus de conserver ces livres pendant dix ans. — Co. 10, 84.

12. — Les livres de commerce, régulièrement tenus, peuvent être admis par le juge pour faire preuve entre commerçants pour faits de commerce. — Co. 1, 8, 13 s., 109, 632 s. — C. 1329, 1330.

13. — Les livres que les individus faisant le commerce sont obligés de tenir, et pour lesquels ils n'auront pas observé les formalités ci-dessus prescrites, ne pourront être représentés ni faire foi en justice, au profit de ceux qui les auront tenus ; sans préjudice de ce qui sera réglé au livre *des Faillites et banqueroutes*. — Co. 8, 9, 17, 586 6°, 591. — C. 1331.

14. — La communication des livres et inventaires ne peut être ordonnée en justice que dans les affaires de succession, communauté, partage de société, et en cas de faillite. — Co. 18 s., 51 s., 437 s. — C. 815, 1476, 1872.

15. — Dans le cours d'une contestation, la représentation des livres peut être ordonnée par le juge, même d'office, à l'effet d'en extraire ce qui concerne le différend. — Co. 12, 13, 16, 17, 109, 496. —

16. — En cas que les livres dont la représentation est offerte, requise ou ordonnée, soient dans des lieux éloignés du tribunal saisi de l'affaire, les juges peuvent adresser une commission rogatoire au tribunal de commerce du lieu, ou déléguer un juge de paix pour en prendre connaissance, dresser un procès-verbal du contenu, et l'envoyer au tribunal saisi de l'affaire. — Co. 15. — Pr. 1035.

17. — Si la partie aux livres de laquelle on offre d'ajouter foi refuse de les représenter, le juge peut déférer le serment à l'autre partie. — Co. 11, 12. — C. 1366 s. — Pr. 120, 121. — P. 366.

— Art. 8 et 9 —

I. Personnes tenues d'avoir des livres. — Avantages. — Sanction. — La loi, en imposant aux commerçants la nécessité de tenir des livres, s'est mon-

trée sage et prévoyante. Les livres, en effet, ont pour les marchands l'avantage de mettre chaque jour sous leurs yeux l'état de leurs affaires, et pour les tiers celui de permettre de contrôler chez le commerçant même le bien fondé de ses demandes.

Aussi le législateur n'a point laissé sans une sanction sérieuse une prescription aussi salutaire. Le commerçant qui n'a point tenu de livres ou qui les a irrégulièrement tenus, s'expose : 1° à perdre ses procès (*art.* 13. *C. com.*); 2° à être déclaré banqueroutier simple et puni correctionnellement (*art.* 586. — 6° *C. com et* 402 *C. pén.*).

L'obligation de tenir des livres s'applique à tous les commerçants, mais non pas à ceux qui font des actes de commerce isolés, ni aux artisans, qui ne sont point considérés comme commerçants. Les sociétés de commerce, constituant des personnes morales; sont astreintes comme telles à la tenue des livres.

II. Livres obligatoires. — Les livres exigés de tout commerçant sont au nombre de trois : Le livre-journal, le livre des copies de lettres et le livre des inventaires.

On appelle *livre-journal*, le livre sur lequel le commerçant porte les différentes opérations de son négoce. L'article 8 nous dit que ce livre doit *présenter* jour par jour ses dettes actives et passives, les opérations de son commerce, ses négociations, acceptations ou endossements d'effets, et généralement tout ce qu'il reçoit et paie à quelque titre que ce soit. Ces derniers mots signifient qu'il doit relater tout ce qui entre dans sa caisse ou en sort, soit à titre commercial, soit à titre d'opération civile. Ainsi, la valeur des successions qui lui échoient, des donations qu'il reçoit; la dot qu'il constitue à ses enfants, le prix des immeubles qu'il acquiert, etc., sont autant d'actes civils qui doivent figurer sur ses livres. En un mot, il faut qu'en prévision d'une faillite, le commerçant ne puisse, à l'aide de simulations, soustraire son actif à ses créanciers. Mais, comme il est dit dans la suite de l'article, le livre-journal *énonce*, en bloc seulement, mois par mois, les sommes employées à la dépense de la maison du marchand. Par là, on a épargné au commerçant un travail trop minutieux et quotidien, et on s'est néanmoins assuré le moyen de connaître si ses dépenses étaient modérées ou excessives, ce qui est très-important en cas de faillite. (1)

Le livre des *copies de lettres* est la reproduction des lettres qu'envoie le commerçant. Toute sorte de preuve étant admise en matière commerciale, la preuve par la correspondance des parties sera souvent invoquée. La loi a donc bien fait d'édicter cette sage prescription destinée à éclairer la justice. Quant aux lettres que le commerçant a reçues, il est tenu de les mettre en liasse. (2)

Le commerçant doit, en outre, avoir un troisième livre qui porte le nom de *livre des inventaires*. C'est là qu'il transcrit, tous les ans, l'état, le relevé, l'inventaire de ses biens, meubles et immeubles, de ses dettes actives et passives, afin de mieux embrasser, par un coup d'œil d'ensemble, sa situation commerciale et imprimer à ses affaires une direction plus sûre et plus prudente, selon les circonstances. L'inventaire est fait par le commerçant et il est sous-seing privé, à la différence des actes qui portent d'ordinaire le nom d'inventaires et qui émanent de notaires (3).

Voilà les trois livres dont la tenue est exigée de tous ceux que la loi appelle commerçants; mais il en est beaucoup d'autres, qui, pour n'être pas obliga-

---

(1) Voy. Formulaire N° 1.
(2) Voy. Formulaire N° 2
(3) Voy. Formulaire N° 3

toires, sont néanmoins de précieux *auxiliaires* de ces derniers. Tels sont, par exemple :

1° Le *brouillard*, *main-courante* ou *mémorial*. Ce livre, sur lequel on inscrit immédiatement toutes les opérations pour les reporter en suite sur le journal, permet de tenir ce dernier avec la netteté et l'ordre que la loi exige impérieusement (*art.* 10 *C. com.*).

2° Le *grand-livre*. Le grand-livre présente l'avantage de centraliser les opérations du commerçant par rapport à chacun de ceux avec qui il est en relation d'affaires. Tandis qu'avec le brouillard ou le livre-journal, il doit se soumettre à des recherches considérables pour établir sa situation à l'égard de ses clients, au moyen du grand-livre, au contraire, il l'embrasse dans son ensemble et sans travail.

Cette recherche est encore facilitée par la disposition même du grand-livre. Tout compte, en effet, occupe ordinairement deux pages en regard : sur la page du côté gauche figurent les articles de débit, et, sur la page du côté droit, les articles de crédit. D'où il est facile de voir qu'en balançant le *doit* et l'*avoir* de chacun des comptes particuliers de ses clients, le commerçant connaît sans peine sa situation vis-à-vis d'eux. Quand le grand-livre n'aurait que cet avantage, son usage serait d'un précieux secours ; mais il offre, en outre, le tableau des rapports de chacune des branches du commerce entre elles. Le commerçant, en ouvrant dans le livre-journal des comptes généraux aux divers éléments de son négoce, connaît bien vite sa situation envers lui-même. (1)

3° *Le livre de caisse.*—Il est tenu spécialement pour permettre de savoir facilement la somme qui reste en caisse. On porte d'un côté l'argent que l'on reçoit, de l'autre celui qu'on donne, et la différence des totaux représente la situation pécuniaire du commerçant (2).

4° *Le livre d'entrée et de sortie*, appelé aussi *livre des numéros*, sert à inscrire, avec leur numéro d'ordre, dans une colonne, les marchandises qui entrent; dans une autre, celles qui sortent, et d'avoir ainsi, par la différence des deux totaux, celui des marchandises en magasin (3).

Il y a encore un grand nombre d'autres livres fréquemment employés par les commerçants. Il est inutile d'insister sur leur utilité pratique. Il y a notamment le *livre des traites et billets*, sur lequel on inscrit les effets de commerce que l'on reçoit ou que l'on fournit; le *livre d'échéance*, qui permet de prévoir les payements à faire aux diverses époques de l'année; le *livre de commandes*, où on inscrit les commandes, etc., etc.

— Art. 10 et 11 —

III. Formalités auxquelles les livres sont soumis. — Temps pendant lequel ils doivent être conservés. — Les livres de commerce sont dispensés du timbre par une loi du 20 juillet 1837; mais, pour remplacer ce droit, il a été ajouté 3 centimes additionnels au principal de la contribution des patentes.

Ils sont soumis à diverses formalités qui ont toutes pour but d'en assurer l'exactitude et la sincérité.

1° Ils doivent être tenus sans blancs, lacunes ni transports en marge, par ordre de date; d'où il suit que les rectifications mises en marge ou entre les lignes sont nulles à l'égard des tiers. Aussi est-on dans l'usage, quand on découvre une erreur, de la faire figurer au jour de la découverte en simulant

---

(1) Voy. Formulaire N° 4.
(2) Voy. Formulaire N° 5.
(3) Voy. Formulaire N° 6.

une opération avec la personne qui a donné lieu à l'erreur et en portant sur les livres la somme qui forme la différence, avec ces mots : Pour contre-passement de l'erreur du...

2° Ils doivent être cotés, c'est-à-dire numérotés, paraphés et visés soit par un des juges des tribunaux de commerce, soit par le Maire ou un Adjoint, dans la forme ordinaire et sans frais. Le numérotage a pour but d'empêcher la suppression d'un feuillet, et le paraphe la substitution d'un feuillet à un autre. Le visa, dans ce cas, n'est que la sanction et le complément des précédentes formalités.

3° Spécialement, le livre-journal et le livre des inventaires seront paraphés et visés une fois par année (*art.* 10). Cette formalité, qui diffère de la précédente en ce qu'elle doit être accomplie dans l'intérieur du registre et une fois par an, empêche le commerçant de se servir d'un livre coté et paraphé à l'avance sur lequel il y aurait des blancs qu'il pourrait remplir, en fraude de ses créanciers, à la veille d'une faillite. Cette fraude n'étant point à craindre pour les copies de lettres, puisqu'on peut toujours voir les originaux, le livre qui les contient a été dispensé de ce visa spécial.

Les livres de commerce doivent, en général, être écrits en français.

L'article 11 nous indique le temps pendant lequel les commerçants sont tenus de conserver leurs livres. Mais il ne faut pas oublier qu'après ces dix ans, les livres ont la même valeur juridique qu'auparavant, et, qu'en conséquence, le commerçant peut toujours les produire, s'il y a intérêt, de même qu'on pourrait le forcer, même après cette période, à les représenter, si on était sûr qu'il les a encore entre ses mains.

IV. FORCE PROBANTE DES LIVRES. — SANCTION DE LA MAUVAISE TENUE. — Les registres et papiers domestiques tenus par des personnes non commerçantes ne font jamais preuve à leur profit, car nul ne saurait se faire un titre à soi-même ; mais ils font preuve contre elles dans les deux cas suivants : 1° lorsqu'ils énoncent un payement reçu ; 2° lorsqu'ils contiennent la mention expresse que la note a été faite pour suppléer le défaut du titre en faveur de celui au profit duquel ils énoncent une obligation (*art.* 1331 *C. civ*).

En matière commerciale, une première règle, qu'il faut bien retenir, c'est que les livres du marchand font toujours preuve contre lui, sauf à celui qui les invoque de ne pas les diviser en ce qu'ils ont de contraire à sa prétention (*art.* 330 *C. civ.*). Cette règle s'applique même au cas où les livres seraient irrégulièrement tenus.

Mais le commerçant peut-il invoquer ses livres en sa faveur ? Distinguons deux hypothèses, selon qu'il s'agit de deux commerçants ou d'un commerçant et d'un non commerçant.

Première hypothèse. — La contestation s'élève entre deux commerçants. Ici encore nous sommes obligés de faire une sous-distinction et de dire : s'il est question de faits de commerce, point de difficulté. C'est bien là l'espèce prévue par l'article 12 que nous étudions : les livres de commerce feront alors preuve, car le contrôle peut avoir lieu par la comparaison des livres des deux parties. S'il s'agit, au contraire, de faits étrangers au commerce, soit pour une partie, soit pour les deux, nous sortons alors du cas prévu par l'article 12; nous rentrons dans le domaine général, et, par conséquent, les livres de commerce ne peuvent faire foi en justice. En effet, si la loi s'est montrée si favorable à la preuve par les livres entre deux commerçants pour faits de commerce, c'est, nous l'avons dit, à cause du contrôle facile par l'examen des livres. Or, s'il s'agit d'un acte non commercial de la part d'une partie, d'une pièce de drap, par exemple, qu'un marchand vend à un banquier, il n'y a rien qui oblige ce dernier à faire

figurer cette dépense sur ses livres. Elle sera portée en bloc à la fin du mois sous l'article général de *dépenses de la maison*.

Toutefois, pour quelques auteurs dont nous ne saurions partager les idées, il suffit que l'acte soit commercial d'un seul côté pour pouvoir appliquer l'article 12.

Deuxième hypothèse. — La contestation existe entre un commerçant et un non commerçant. Les livres de commerce ne font point contre les non marchands preuve des fournitures qui y sont portées, dit l'article 1329 C. civ.; et ce même article ajoute: Sauf ce qui sera dit à l'égard du serment, Or, que dit la loi du serment? Il dit (*art. 1367 C. civ.*) que le Juge pourra déférer d'office, c'est-à-dire de son propre mouvement, le serment quand la demande n'est ni entièrement prouvée ni entièrement dénuée de fondement; quand il y a, pourrait-on dire, une demi-preuve. Eh bien! les livres d'un commerçant peuvent servir de cette demi-preuve, et si le marchand jouit d'une bonne réputation, le Juge peut l'admettre au serment *supplétoire*. Cela signifie qu'il peut lui dire: Votre demande est fondée; mais il peut encore s'élever quelques doutes dans mon esprit; si vous jurez que votre prétention est juste, tous mes doutes disparaîtront et votre procès sera gagné.

Ce serment diffère d'un autre serment qu'on appelle *décisoire*, et que chaque partie peut déférer à l'autre dans n'importe quelle contestation, en lui disant: Si vous jurez que votre prétention est juste, je me soumets à votre parole et je la tiens pour vraie.

Mais, ce qui est hors de doute, c'est qu'il faut, pour que les livres commerciaux aient l'autorité que nous leur avons reconnue, qu'il s'agisse d'un fait de commerce et non pas d'un acte civil.

Nous ne pensons pas qu'on puisse prouver par témoins une dette inscrite sur les livres du commerçant et s'élevant à plus de 150 francs. La loi (*art. 1347 C. civ.*) exige, pour que la preuve testimoniale soit admissible au-dessus de 150 francs, qu'il y ait un commencement de preuve par écrit. Et elle entend par ces derniers mots tout acte par écrit qui est émané de celui contre lequel la demande est formée et qui rend vraisemblable le fait allégué. L'inscription sur les livres d'un marchand d'une créance sur un non commerçant ne saurait donc constituer, au profit du détenteur du livre, un commencement de preuve par écrit. Il ne pourrait être admis à corroborer par le témoignage le bien fondé de sa demande. C'est ainsi que se formule et se justifie l'opinion d'un grand nombre d'auteurs.

Une idée, qui domine tout ce que nous venons de dire sur la force probante des livres de commerce, c'est qu'en matière commerciale, les Juges sont entièrement libres de permettre et de refuser toute preuve. Et, de même qu'ils peuvent ajouter foi à des livres tenus irrégulièrement, ils peuvent aussi repousser leur témoignage, quand ils en suspectent la sincérité.

L'irrégularité de la tenue des livres exigés par la loi présente plusieurs sanctions. D'abord, le commerçant ne peut s'en prévaloir pour prouver des faits qui lui seraient favorables. Ensuite, en cas de faillite, il peut encourir la banqueroute simple et les peines correctionnelles qu'elle entraîne. S'il allait jusqu'à soustraire ses livres, il y aurait là une présomption de fraude qui le rendrait passible des travaux forcés.

— ART. 14, 15, 16 et 17 —

V. COMMUNICATION. — REPRÉSENTATION DES LIVRES. — Les Juges sont autorisés par la loi à ordonner la communication ou la représentation des livres. La communication est la remise du livre entre les mains de son adversaire pour être compulsé et examiné dans son entier. On comprend que la loi ait été avare de ces sortes de preuves, car le commerçant ne peut livrer à chaque instant le secret de ses opérations. Cependant elle a pensé qu'elle était nécessaire dans certains cas (*art. 14*). En effet, il était bien indispensable que

les héritiers, la femme commune, les associés eussent la faculté de connaître l'ensemble des opérations, puisqu'ils ont une véritable co-propriété. Quant au cas de faillite, il ne peut plus y avoir rien de caché au public et aux créanciers du failli surtout.

La représentation, bien différente de la communication, est l'exhibition du livre pour être consulté sur un point spécial, afin d'en extraire ce qui concerne le différend. Les extraits ne peuvent être faits qu'en présence du propriétaire du livre ou lui dûment appelé. Il y aura lieu à représentation dans les trois cas suivants : 1° Un commerçant offre de produire ses pièces (1) : le tribunal peut autoriser la production; 2° Le Tribunal ordonne d'office la représentation des livres (*art.* 15 *et* 16); 3° Un commerçant prétend que la preuve de sa créance résulte des livres de son adversaires : les Juges peuvent alors encore demander la représentation (2).

Quelquefois le Juge ordonne le dépôt au greffe des livres du commerçant. Il ne faudrait voir là qu'une représentation et non une communication de livres.

Si le commerçant, aux livres duquel on offre d'ajouter foi, refuse de les représenter, le Tribunal lui peut déférer le serment supplétoire. Un pareil refus, en effet, élève contre lui une forte présomption de mauvaise foi. Et si le propriétaire des livres ne vient point donner les raisons de sa résistance, c'est qu'il les considère comme insuffisantes. La loi accorde alors aux Juges le droit de déférer le serment supplétoire à la partie victime de ce refus. Le juge dira au défendeur : Jurez-vous que vous ne devez rien à X... S'il jure, il aura obtenu le gain de son procès (*art.* 15).

L'article 16 qui termine notre titre prévoit le cas où les livres à consulter sont dans des lieux éloignés du siége du Tribunal, et il permet alors aux Juges saisis de l'affaire d'envoyer une commission rogatoire soit à un Juge du Tribunal de Commerce du lieu, soit au Juge de Paix, à l'effet de se faire représenter les livres et d'en prendre des extraits pour les lui renvoyer. Les Juges ne pourraient donner de commission rogatoire pour la *communication* des livres; la loi ne l'a pas autorisé, et, en cette matière, il serait dangereux d'aller plus loin que la loi ne le permet.

TITRE III.

Des Sociétés.

18. Le contrat de société se règle par le droit civil, par les lois particulières au commerce et par les conventions des parties. — Co. 14, 19 s. — C. 1107, 1134, 1308, 1341, 1873.

19. La loi reconnaît trois espèces de sociétés commerciales : — La société en nom collectif. — Co. 20 s., 39, 41 s. — La société en commandite. — Co. 23 s. — La société anonyme. — Co. 29 s., 47 s. — L. 24 juillet 1867.

20. La *société en nom collectif* est celle que contractent deux personnes ou un plus grand nombre et qui a pour objet de faire le commerce sous une raison sociale. — Co. 24, 39, 41-44, 46.

21. Les noms des associés peuvent seuls faire partie de la raison sociale. — Co. 25, 46.

22. Les associés en nom collectif indiqués dans l'acte de société sont solidaires pour tous les

---

(1) Voir le FORMULAIRE n° 7.

(2) Voir le FORMULAIRE n° 8.

engagements de la société, encore qu'un seul des associés ait signé, pourvu que ce soit sous la raison sociale. — Co. 20, 26, 33, 39, 41 s., 46. — C. 1200 s., 1862.

23. La *société en commandite* se contracte entre un ou plusieurs associés responsables et solidaires, et un ou plusieurs associés simples bailleurs de fonds, que l'on nomme *commanditaires* ou *associés en commandite*. — Elle est régie sous un nom social, qui doit être nécessairement celui d'un ou plusieurs des associés responsables et solidaires. — Co. 20 s., 24 s., 38, 39, 41 s., 46. — C. 1200 s.

24. Lorsqu'il y a plusieurs associés solidaires et en nom, soit que tous gèrent ensemble, soit qu'un ou plusieurs gèrent pour tous, la société est, à la fois, société en nom collectif à leur égard et société en commandite à l'égard des simples bailleurs de fonds. — Co. 20 s.

25. Le nom d'un associé commanditaire ne peut faire partie de la raison sociale. — Co. 23, 26-28.

26. L'associé commanditaire n'est passible des pertes que jusqu'à concurrence des fonds qu'il a mis ou dû mettre dans la société. — Co. 27, 28, 33, 64.

27. (*Ainsi modifié*, L. 6 mai 1863.) L'associé commanditaire ne peut faire aucun acte de gestion, même en vertu de procuration. — Co. 23, 25, 26, 28.

28. (*Ainsi modifié*, L. 6 mai 1863.) En cas de contravention à la prohibition mentionnée dans l'article précédent, l'associé commanditaire est obligé, solidairement avec les associés en nom collectif, pour les dettes et engagements de la société qui dérivent des actes de gestion qu'il a faits, et il peut, suivant le nombre ou la gravité de ces actes, être déclaré solidairement obligé pour tous les engagements de la société ou pour quelques-uns seulement. — Les avis et conseils, les actes de contrôle et de surveillance, n'engagent point l'associé commanditaire. — Co. 23 s. — C. 1200.

29. La *société anonyme* n'existe point sous un nom social : elle n'est désignée par le nom d'aucun des associés. — Co. 30-37, 40, 45.

30. Elle est qualifiée par la désignation de l'objet de son entreprise.

31. — *Abrogé*, L. 24 juillet 1867.

32. Les administrateurs ne sont responsables que de l'exécution du mandat qu'ils ont reçu. — Ils ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle ni solidaire relativement aux engagements de la société. — C. 1991 s., 1998.

33. Les associés ne sont passibles que de la perte du montant de leur intérêt dans la société. — Co. 26,

34. Le capital de la société anonyme se divise en actions et même en coupons d'actions d'une valeur égale. — Co. 35, 36.

35. L'action peut être établie sous la forme d'un titre au porteur. — Dans ce cas, la cession s'opère par la tradition du titre. — C. 1607, 1689, 1690.

36. La propriété des actions peut être établie par une inscription sur les registres de la société. — Dans ce cas, la cession s'opère par une déclaration de transfert inscrite sur les registres et signée de celui qui fait le transport ou d'un fondé de pouvoir. — C. 1689, 1690.

37. *Abrogé*, L. 24 juillet 1867.

38. Le capital des sociétés en commandite pourra être aussi divisé en actions, sans aucune autre dérogation aux règles établies pour ce genre de société. — Co. 23 s., 34 s.

39. Les sociétés en nom collectif ou en commandite doivent être constatées par des actes publics ou sous signature privée, en se conformant, dans ce dernier cas, à l'article 1325 du Code civil. — Co. 20, 23, 41 s., 49. — C. 1317 s., 1322 s., 1341, 1834.

40. *Abrogé*, L. 24 juillet 1867.

41. Aucune preuve par témoins ne peut être admise contre et outre le contenu dans les actes de société, ni sur ce qui serait allégué avoir été dit avant l'acte, lors de l'acte ou depuis, encore qu'il s'agisse d'une somme au-dessous de cent cinquante francs. — Co. 39, 40. — C. 1341, 1834, 1866.

42. *Abrogé*, L. 24 juillet 1867.

43. *Abrogé*, L. 24 juillet 1867.

44. *Abrogé*, L. 24 juillet 1867.

45. *Abrogé*, L. 24 juillet 1867.

46. *Abrogé*, L. 24 juillet 1867.

47. Indépendamment des trois espèces de sociétés ci-dessus, la loi reconnaît les *associations commerciales en participation*. — Co. 48 s.

48. Les associations sont relatives à une ou plusieurs *opérations de commerce ;* elles ont lieu pour les objets, dans les formes, avec les proportions d'intérêt et aux conditions convenues entre les participants. — Co. 49 s. — C. 1134.

49. Les associations en participation peuvent être constatées par la représentation des livres, de la correspondance ou par la preuve testimoniale, si le tribunal juge qu'elle peut être admise. — Co. 8, 15, 17, 109. — C. 1353.

50. Les associations commerciales en participation ne sont pas sujettes aux formalités prescrites pour les autres sociétés. — Co. 39, 46.

SECTION Ire.

DES DIVERSES SOCIÉTÉS ET DE LEURS RÈGLES

— Art. 18 —

Notions générales. — Les sociétés commerciales, aux termes de l'article 18, sont réglées par le droit civil, par les lois particulières au commerce et par la convention des parties. L'article 1873 du Code civil ajoute même qu'on pourra se référer aux usages du commerce.

Quelques notions générales sont nécessaires avant d'aborder l'étude des diverses sociétés commerciales. L'article que nous venons de citer nous y invite en nous renvoyant au Code civil. C'est là, en effet, que nous trouverons les principes généraux applicables à toutes les sociétés commerciales ou civiles.

La société, dit l'article 1832 du Code civil, est « un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun, dans la vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter. » L'article 1833 ajoute à ces caractères généraux les deux suivants: « Toute société doit avoir un objet licite et être contractée dans l'intérêt commun des parties. »

Reprenons en quelques mots cette définition, en en faisant ressortir les points principaux.

1° La société est un contrat. Donc, pour que la société soit valable, il faut qu'elle réunisse les conditions essentielles à toute convention (consentement, capacité, objet et cause licites). De plus, comme c'est une convention synallagmatique, c'est-à-dire qui engage chacune des parties qui entrent en société, le contrat devra être fait en autant d'originaux que d'associés, s'il résulte d'un acte sous seing privé. Enfin, comme la société est faite en considération des personnes, il s'ensuit que la mort d'un associé, son interdiction ou sa faillite entraînent fatalement la dissolution de la société (art. 1865 C. civ.). Cependant il y a des sociétés (la société anonyme notamment) où, par exception, la considération des personnes n'exerçant aucune influence sur les contractants, ces causes de dissolution ne s'appliquent pas.

2° La société est un contrat « par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun. » Cet apport peut être ou la propriété d'une chose, ou la jouissance d'un objet, ou l'industrie du contractant. Si c'est la pleine propriété d'une chose, elle est immédiatement acquise à la *personne morale* société, comme elle le serait à une autre personne. S'il s'agit de l'usufruit d'un objet ou de l'industrie de l'associé, c'est un apport successif et de tous les instants, de sorte que (et ceci est très-important) si l'associé ne rend pas compte de tous les gains qu'il a faits par son industrie, s'il ne procure pas à la société la jouissance de la chose, le contrat ne peut plus exister. Il est dissous parce qu'il y manque une condition essentielle : l'apport successif auquel est subordonné l'existence même de la société.

On pense généralement que le *crédit commercial* d'un individu peut figurer valablement comme apport de sa part.

Si l'apport consiste en argent, signalons deux dérogations au droit commun:

1° L'intérêt court de plein droit du jour où l'apport devait être fait;

2° L'associé en retard peut être condamné à des dommages-intérêts autres que l'intérêt de la somme promise.

3° La société est un contrat formé « en vue de bénéfices qui pourraient en résulter. » C'est ce qui la distingue du contrat d'assurances mutuelles, par exemple, où les parties ne se proposent pas un gain à faire, mais une perte à éviter. C'est ce qui la distingue aussi de ces associations appelées *tontines*, dans lesquelles plusieurs personnes mettent en commun des capitaux, avec stipulation que la part des prémourants profitera aux survivants. Il ne peut là y avoir société, car les bénéfices ne *résultent* pas de l'apport réciproque des parties, mais d'un fait particulier, accidentel : la mort d'un associé.

Quelle sera la part dans les bénéfices revenant à chacun? Ce sera celle fixée par la convention des parties ou l'arbitre qu'elles auront choisi A défaut de convention et d'arbitre, c'est la loi qui a pris soin de régler les droits des associés: Chacun aura *en raison de sa mise* dans la societé. L'apport en industrie est estimé à la valeur de la mise de celui qui a le moins apporté (art. 1853 et 1854 C. civ.), s'il n'y a eu convention contraire.

4° La société doit être contractée dans un intérêt *commun*. Aussi ne peut-il être convenu que l'un des associés n'aura aucune part aux bénéfices, de même qu'il est défendu d'affranchir de toute contribution aux pertes les sommes ou objets apportés dans la société (art. 1855 C. civ.). Il a été encore jugé, et avec raison, qu'il n'y avait point société dans le contrat de deux personnes qui conviennent *qu'alternativement* elles se serviront d'une somme commune.

Déjà, par ces quatre caractères généraux de la société, nous pouvons la distinguer nettement de l'état qu'on appelle *communauté* ou *indivision*.

La société est un *contrat* favorable à l'intérêt général; la communauté est un *fait*, un état de copropriété engendrant une gêne considérable. La société est contractée en vue des personnes, et finit avec chacun des associés; la communauté ou indivision continue avec les héritiers. La société est un être, une personne morale, au moins dans la plupart des cas; la communauté n'a point ce caractère.

Avant d'entrer dans l'explication des textes, il convient de signaler deux questions de la plus haute importance qui divisent les auteurs.

1° La société constitue-t- elle une personne morale? Cette question, qui soulève de vives controverses pour les sociétés civiles, est presque universellement résolue pour les sociétés commerciales dans un sens affirmatif: presque tous les auteurs s'accordent à reconnaître à la société commerciale le caractère de personne morale.

De là de graves conséquences qu'il ne faut pas oublier: 1° La société, être moral, est seul propriétaire des objets mis en commun; les droits des co-associés n'est qu'un droit *mobilier*, tombant dans la communauté légale, en cas de mariage, mais ne pouvant faire l'objet d'une hypothèque à l'égard des immeubles possédés par la société; 2° L'actif social est le *gage exclusif* des créanciers de la société, qui écarteront le concours des créanciers des associés. 3° La compensation ne peut s'opérer entre un associé débiteur d'un tiers qui est débiteur à son tour de la société; 4° La société est assignée valablement dans la personne de son gérant, au siége social; 5° Elle peut être déclarée en faillite.

2° Comment distinguer si une société est civile ou commerciale? Par sa forme, répondent quelques auteurs. — Par la nature de ses actes, dit M. Bravard, et avec lui la doctrine et la jurisprudence en général. — Quoi qu'il en soit, la distinction des sociétés commerciales et des sociétés civiles présente

de l'intérêt à plusieurs points de vue, comme nous le verrons dans la suite de ces explications.

L'extension qu'ont prise, dans ces dernières années, les sociétés commerciales, ont nécessité, de la part du législateur, une attention spéciale. La loi du 24 juillet, notamment, est devenue fondamentale en matière de société; nous aurons à l'étudier avec soin.

— Art. 19 —

II. Sociétés commerciales. — La loi reconnaît trois grandes sortes de sociétés: la société en nom collectif; la société en commandite et la société anonyme.

Mais, indépendamment de ces trois espèces de sociétés, qui sont les *types* de toutes les autres, la loi en reconnaît plusieurs d'une importance moindre, mais dont il n'est point permis d'ignorer les règles: les associations en participation (art. 47 et s. C. com.); les sociétés à capital variable introduites par la loi du 24 juillet 1867; enfin, et quoique ce ne soient point des sociétés commerciales, comme nous l'avons vu plus haut, nous dirons un mot des *tontines* et des *contrats d'assurance mutuelle*.

Il n'y a pas lieu de s'occuper de la société à responsabilité limitée, sorte de société anonyme établie en 1863 et supprimée par la loi du 24 juillet 1867.

— Art. 20, 21, 22 —

SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF.

Caractères et constitution (1). La société en nom collectif est celle que contractent deux personnes ou un plus grand nombre et qui a pour objet de faire le commerce sous une *raison sociale*. On appelle raison sociale le nom sous lequel elle s'offre au public et qui doit être nécessairement composé d'un ou de plusieurs noms des associés. Par là, on a voulu éviter le danger qu'il y aurait pour les tiers à croire traiter avec un grand nom, tel que celui de M. Rothschild, tandis qu'en réalité ce grand financier ne serait nullement engagé dans la société.

Il ne faut point confondre la raison sociale de la société avec le titre qui indique la nature de ses opérations.

La société en nom collectif ne peut pas être prouvée par témoins. C'est là, du reste, un caractère propre à toutes les sociétés cemmerciales. Elle doit être constatée par un acte, que la loi laisse aux parties la faculté de rédiger sous seing privé, mais à la charge, bien entendu, de le faire en autant d'originaux que de parties, ou dans la forme authentique.

La société en nom collectif est assignée par une seule copie et sous la raison sociale au domicile de la société, ou au domicile d'un des associés.

Solidarité. — Administration. — Ce qui distingue la société en nom collectif, c'est la solidarité de ses membres, solidarité absolue, et tellement appropriée au caractère de cette société, qu'il ne paraît pas qu'on puisse s'y soustraire, même par une clause insérée dans l'acte constitutif

Cependant tous les auteurs ne partagent pas cette dernière opinion. Quoi qu'il en soit, si, dans un acte particulier, l'associé en nom collectif a déclaré ne pas engager la responsabilité de ses co-associés, cette convention devra être respectée.

Celui qui a traité avec une société en nom collectif peut donc poursuivre le payement de ses créances, non-seulement sur les biens de la société, qui lui sont spécialement affectés, mais encore sur les biens particuliers et person-

(1) Voy. Formulaire n° 9.

nels de chaque associé. On conçoit, dès lors, quels éléments de crédit la société en nom collectif puise dans ce caractère de solidarité.

Le droit des associés s'appelle *intérêt* et non pas *action*. Cet intérêt n'est pas cessible, en ce sens que l'un des associés ne peut pas, sans le consentement de ses co-associés, se substituer un tiers. Il peut, néanmoins, se donner ce qu'on appelle un *croupier*, c'est-à-dire une personne qui partage avec lui ses bénéfices et contribue à ses pertes, sans être pour cela membre de la société.

L'intérêt peut être égal pour tous les associés. Il peut aussi être inégal; par exemple, d'un tiers pour l'un et des deux tiers pour l'autre. L'acte de société fait loi entre les parties à cet égard. A défaut de convention spéciale, les gains sont répartis uniformément entre tous les associés, quel qu'ait été leur apport réciproque. Et c'est justice que chacun d'eux participe également aux bénéfices, puisque chacun d'eux contribue également aux dettes.

L'administration de la société appartient à chacun des associés, s'il n'a rien été dit à cet égard dans l'acte de société, en ce sens que les actes de chacun faits sous la raison sociale engagent tous les autres, sauf le droit pour ceux-ci de s'opposer formellement à l'opération avant qu'elle soit conclue (art. 1859 1° C. civ.).

Mais, en général, les associés chargent l'un d'eux de l'administration. Ils le nomment *gérant* de la société.

Il faut alors distinguer avec soin s'il a été élu dans l'acte de société ou dans un acte postérieur. Dans le premier cas, il est *statutaire*; sa nomination est une des conditions du contrat. La majorité ne peut le révoquer: ce droit n'appartient qu'aux tribunaux et pour une cause légitime. Si, au contraire, son choix résulte d'un acte postérieur, ce n'est qu'un *mandataire*, auquel la majorité (en nombre) peut retirer tous ses pouvoirs quand il lui plaît et sans avoir à rendre compte à personne de ses motifs (art. 1856 C. civ.).

Le gérant, dont le mandat n'a pas été restreint, a des pouvoirs généraux pour faire tout ce qui concerne le genre de commerce que la société se propose. Il n'a nullement besoin d'un consentement spécial de chacun de ses co-associés pour administrer les biens sociaux, et ses actes engagent tous les associés, à ces deux conditions toutefois: 1° Que l'engagement ait été pris par le gérant; 2° Qu'il ait été contracté sous la *raison sociale*, ou au moins pour le compte de la société.

Il ne faudrait pas croire que les pouvoirs du gérant soient illimités : ils ne s'étendent pas au-delà d'une large administration du fonds social. Or, aliéner un immeuble appartenant à la société, l'hypothéquer, etc., ce n'est point là administrer. Aussi, pour faire ces actes, le gérant a-t-il besoin d'un pouvoir spécial, tandis que pour les actes de pure administration, tels que aliénations d'objets mobiliers, emprunts légers, etc., ses pouvoirs généraux sont suffisants.

Quand le gérant excède son mandat, ou qu'il contracte en son nom, il ne saurait engager que lui-même, et ses créanciers ne pourraient avoir d'action contre la société que jusqu'à concurrence du profit qu'elle en a retiré et en exerçant les droits du gérant (art. 1166 C. civ.).

Le soin que l'associé chargé de l'administration doit apporter aux affaires communes est le même que celui qu'il apporte à ses propres affaires. Il peut réclamer contre la société toutes les sommes qu'il a déboursées pour elle; mais il ne peut compenser le dommage causé par sa négligence ou par sa faute dans une affaire par les profits considérables qu'il a acquis à la société dans d'autres affaires.

On se demande si, quand le gérant abusant de la signature sociale, l'emploie, par exemple, à payer ses dettes, la société sera tenue par ses engagements? Les tribunaux ont eu à juger la question, et ils l'ont résolue affirmativement, sauf à la société à se faire indemniser par l'administrateur frauduleux.

Nous indiquerons plus loin les conditions de publicité auxquelles la loi a soumis les sociétés en nom collectif.

Société en commandite.

Les sociétés en commandite, dont le nombre s'est considérablement accru depuis un demi-siècle et qui ont rendu d'immenses services aux grandes entreprises industrielles et commerciales, ont une origine très-ancienne. La société en commandite, dit à ce sujet M Bravard, a pris naissance dans les préjugés de la noblesse : celle-ci aurait cru déroger en se livrant ouvertement au commerce, dont cependant elle ne dédaignait pas les profits. Elle confiait donc à un marchand, soit une somme d'argent, soit une pacotille (ballot de marchandises) pour faire le commerce et partager avec elle les bénéfices, sans pouvoir être tenue au-delà de sa mise. Le contrat qui intervenait entre le bailleur et le marchand s'appelait contrat de *commande*. De là le nom des sociétés que nous étudions.

Aujourd'hui que ces préjugés ont complétement disparu, ces sociétés présentent des avantages incontestables pour ceux qui ne veulent ou ne peuvent devenir commerçants, parce qu'elles leur permettent d'espérer des bénéfices illimités, sans pouvoir jamais perdre au-delà de leur mise.

La société en commandite est simple ou par intérêt, ou bien elle est par actions. Cette dernière, que le Code avait seulement prévue, a pris une telle importance dans nos derniers temps, que le législateur a cru devoir en faire l'objet de deux lois spéciales : celle du 17 juillet 1856, remplacée par la loi du 24 juillet 1867, aujourd'hui en vigueur.

Nous étudierons successivement les règles qui concernent chacune de ces deux sortes de sociétés en commandite.

1° *Société en commandite simple ou par intérêt* (1).

— Art. 23 à 28 inclus. —

Caractères et constitution. — La société en commandite simple ou par intérêt, est celle qui se forme entre un ou plusieurs associés *responsables* et *solidaires*, appelés *commandités* ou *complimentaires* et un ou plusieurs associés simples *bailleurs de fonds*, que l'on nomme *commanditaires* ou *associés en commandite*. — Elle est régie sous un nom social qui doit être celui d'un ou de plusieurs associés responsables et solidaires.

Comme on le voit, il y a dans cette société deux classes distinctes d'associés : les commandités, tenus indéfiniment des dettes sociales; les commanditaires, tenus seulement jusqu'à concurrence de leur apport.

L'apport du commanditaire consiste en argent, en meubles ou en immeubles.

Son crédit ne saurait jamais figurer comme un apport sérieux.

On comprend que le législateur ait exigé comme nom social celui d'un ou de plusieurs commandités dans l'intérêt des tiers. Il importe, en effet, que ceux qui traitent avec la société puissent compter absolument sur la responsabilité de ceux avec qui ils entrent en relation.

Si le nom d'un commanditaire, malgré la défense de la loi, se trouvait dans la raison sociale, il serait réputé associé solidaire et il répondrait de toutes les dettes de la société.

Lorsqu'il y a plusieurs associés solidaires et en nom, soit que tous gèrent ensemble, soit qu'un ou plusieurs gèrent pour tous, la société est à la fois en nom collectif à leur égard, et en commandite à l'égard des simples bailleurs de fonds.

Les commanditaires, quoique qualifiés de bailleurs de fonds, sont néanmoins de véritables associés (*art.* 25 *et* 27). D'où il résulte que : 1° Les créan-

---

(1) Voy. Formulaire n° 10.

ciers de la société ont une action *directe* contre le commanditaire pour exiger son apport promis et non effectué; 2° La mise du commanditaire fait partie du fonds social, et il ne peut la réclamer vis-à-vis des créanciers de la société, auxqnels elle sert de gage comme les autres biens de la société; 3° Les contestations entre commandités et commanditaires seront jugées par les tribunaux de commerce.

La qualité de commanditaire dans une société n'entraîne point celle de commerçant; car, pour être commerçant, il faut faire sa profession habituelle des actes de commerce. Or, telle n'est point la profession habituelle du commanditaire; mais le fait de s'obliger à verser des fonds ou de souscrire des actions dans une société commerciale est-il *un acte de commerce* qui rende celui qui en est l'auteur, justiciable des tribunaux de commerce? C'est ce qui soulève de vives controverses. Nous pensons qu'il faut voir là un véritable acte de commerce, qui relève par conséquent de la juridiction commerciale.

On aurait tort de confondre le *prêteur de sommes* avec le *bailleur de fonds*. Le premier a son capital absolument invariable; le capital du second suit, au contraire, les variations de fortune de la société, augmentant ou diminuant, selon que la société fait de bonnes ou de mauvaises affaires.

La société en commandite par intérêt, de même que la société en nom collectif, peut être constatée par un acte authentique ou sous signatures privées; mais, dans ce dernier cas, l'acte doit être fait en autant d'originaux que de commandités.

ADMINISTRATION. — L'administration de la société doit appartenir à ceux qui en sont responsables. Aussi la loi exige-t-elle que les gérants soient pris parmi les commandités.

L'associé commanditaire ne peut faire *aucun acte de gestion*. S'il en était autrement, deux dangers seraient à craindre : 1° Les tiers seraient induits en erreur en voyant le commanditaire gérer les affaires sociales, ils le confondraient avec les autres associés indéfinitivement responsables; 2° Le commanditaire ne courant que des risques limités, et ayant l'espoir de bénéfices illimités, ne garderait ni mesures ni prudence, et se livrerait aux opérations les plus aventureuses.

La loi ne se contente point de cette défense. Elle ne veut même pas que le commanditaire puisse agir au nom des gérants en vertu d'une *procuration*.

La prohibition est rigoureuse, mais nécessaire. Car s'il était permis au commanditaire d'agir par procuration, il s'associerait avec un gérant insolvable, et il pourrait se livrer, au grand détriment des tiers, aux spéculations les plus chanceuses. En effet, comme il ne pourrait être tenu que jusqu'à concurrence de sa mise, qui serait souvent peu importante et que le gérant serait insolvable, les tiers se trouveraient dans l'impossibilité de poursuivre avec succès une société aussi frauduleusement constituée.

Le Code de commerce, engagé dans cette voie de crainte et de mesures prudentes, avait été trop loin. Il défendait au commanditaire d'être *employé* pour les affaires de la société, sous peine d'être tenu *solidairement* de *toutes* les dettes de la société. Une loi du 6 mai 1863 (*art. 27 et 28 du Code*) est venue tempérer la rigueur du législateur sur ce point.

Elle contient deux innovations :

1° Elle supprime, dans l'article 27, la prohibition, pour le commanditaire, d'être employé dans les affaires de la société, et, tout en maintenant la prohibition de faire aucun acte de gestion, même en vertu d'une procuration, elle déclare expressément que les *avis* et *conseils*, les *actes de contrôle* et de *surveillance* n'engagent point l'associé commanditaire;

2° En cas de contravention à la prohibition mentionnée dans l'article 27, elle établit deux sortes de responsabilité : l'une *forcée*, que les tribunaux de commerce *devront* nécessairement prononcer, pour les dettes et engagements de la société qui *dérivent* des actes de gestion qu'il a faits; l'autre *facultative*,

que les tribunaux apprécieront souverainement et qu'ils *pourront* prononcer, pour *tous* les engagements de la société ou pour *quelques-uns*.

Ce n'est que dans l'intérêt des tiers, comme on le voit, que la loi se montre sévère à l'égard du commanditaire qui s'est immiscé dans les affaires de la société. Par conséquent, s'il est tenu indéfiniment, vis-à-vis des tiers, des engagements qu'il a pris, de l'aveu et comme instrument du gérant, de son côté, il a un recours contre le gérant et les commandités pour se faire rembourser de tout ce qu'il a payé au-delà de sa mise. Rien ne l'empêche de faire pour son compte personnel, avec la société, telles affaires qu'il lui convient. Il peut lui vendre, acheter d'elle ou lui prêter des capitaux, de même qu'il peut être employé dans la maison commerciale en qualité de commis.

Le commanditaire, en raison des actes qu'il a faits avec les tiers, malgré la défense de la loi, est justiciable de la juridiction commerciale; mais il n'est point pour cela commerçant. On se souvient de la définition que nous avons donnée des commerçants (*art.* 1er). Il manque ici la profession habituelle d'actes de commerce. Si, cependant, les actes étaient graves et réitérés, les tribunaux auraient à juger s'il y a lieu de rendre le commanditaire responsable de toutes les dettes de la société, et même de le déclarer commerçant. Dès lors il serait susceptible de faillite et de banqueroute.

2° *Société en commandite par actions* (1).

— ART. 38 C. Com. —

Loi du 24 juillet 1867 (titre Ier).

ARTICLE PREMIER. — Les sociétés en commandite ne peuvent diviser leur capital en actions ou coupons d'actions de moins de cent francs, lorsque ce capital n'excède pas deux cent mille francs, et de moins de cinq cents francs, lorsqu'il est supérieur. — Elles ne peuvent être définitivement constituées qu'après la souscription de la totalité du capital social et le versement, par chaque actionnaire, du quart au moins du montant des actions par lui souscrites. — Cette souscription et ces versements sont constatés par une déclaration du gérant dans un acte notarié. — A cette déclaration sont annexés la liste des souscripteurs, l'état des versements effectués, l'un des doubles de l'acte de société, s'il est sous seing privé, et une expédition, s'il est notarié et s'il a été passé devant un notaire autre que celui qui a reçu la déclaration. — L'acte sous seing privé, quel que soit le nombre des associés, sera fait en double original, dont l'un sera annexé, comme il est dit au paragraphe qui précède, à la déclaration de souscription du capital et de versement du quart, et l'autre restera déposé au siége social.

2. — Les actions ou coupons d'actions sont négociables après le versement du quart.

3. — Il peut être stipulé, mais seulement par les statuts constitutifs de la société, que les actions ou coupons d'actions pourront, après avoir été libérés de moitié, être convertis en actions au porteur par délibération de l'assemblée générale. — Soit que les actions restent nominatives après cette déclaration, soit qu'elles aient été converties en actions au porteur, les souscripteurs primitifs qui ont aliéné les actions et ceux auxquels ils les ont cédées avant le versement de moitié restent tenus au payement du montant de leurs actions pendant un délai de deux ans, à partir de la délibération de l'assemblée générale.

4. — Lorsqu'un associé fait un apport qui ne consiste pas en numéraire, ou stipule à son profit des avantages particuliers, la première assemblée générale fait apprécier la valeur de l'apport ou la cause des avantages stipulés. — La société n'est définitivement constituée qu'après l'approbation de l'apport ou des avantages, donnée par une autre assemblée générale, après une nouvelle convocation. — La seconde assemblée générale ne pourra statuer sur l'approbation de l'apport ou des avantages qu'après un rapport qui sera imprimé et tenu à la disposition des actionnaires, cinq jours au moins avant la réunion de cette assemblée. — Les délibérations sont prises par la majorité des actionnaires présents. Cette majorité doit compren-

---

(1) Voy. FORMULAIRE n° 11.

dre le quart des actionnaires et représenter le quart du capital social en numéraire. — Les associés qui ont fait l'apport ou stipulé des avantages particuliers soumis à l'appréciation de l'assemblée n'ont pas voix délibérative. — A défaut d'approbation, la société reste sans effet à l'égard de toutes les parties. — L'approbation ne fait pas obstacle à l'exercice ultérieur de l'action qui peut être intentée pour cause de dol ou de fraude. — Les dispositions du présent article relatives à la vérification de l'apport qui ne consiste pas en numéraire ne sont pas applicable au cas où la société à laquelle est fait le dit apport est formée entre ceux seulement qui en étaient propriétaires par indivis.

5. — Un conseil de surveillance, composé de trois actionnaires au moins, est établi dans chaque société en commandite par actions. — Ce conseil est nommé par l'assemblée générale des actionnaires immédiatement après la constitution définitive de la société et avant toute opération sociale. — Il est soumis à la réélection aux époques et suivant les conditions déterminées par les statuts. — Toutefois, le premier conseil n'est nommé que pour une année.

6. — Ce premier conseil doit, immédiatement après sa nomination, vérifier si toutes les dispositions contenues dans les articles qui précèdent ont été observées.

7. — Est nulle et de nul effet, à l'égard des intéressés, toute société en commandite par actions constituée contrairement aux prescriptions des articles 1er, 2, 3, 4 et 5 de la présente loi. — Cette nullité ne peut être opposée aux tiers par les associés.

8. — Lorsque la société est annulée, aux termes de l'article précédent, les membres du premier conseil de surveillance peuvent être déclarés responsables, avec le gérant, du dommage résultant, pour la société ou pour les tiers, de l'annulation de la société. — La même responsabilité peut être prononcée contre ceux des associés dont les apports ou les avantages n'auraient pas été vérifiés et approuvés conformément à l'article 4 ci-dessus.

9. — Les membres du conseil de surveillance n'encourent aucune responsabilité en raison des actes de la gestion et de leurs résultats. — Chaque membre du conseil de surveillance est responsable de ses fautes personnelles, dans l'exécution de son mandat, conformément aux règles du droit commun.

10. — Les membres du conseil de surveillance vérifient les livres, la caisse, le portefeuille et les valeurs de la société. — Ils font, chaque année, à l'assemblée générale, un rapport dans lequel ils doivent signaler les irrégularités et inexactitudes qu'ils ont reconnues dans les inventaires, et constater, s'il y a lieu, les motifs qui s'opposent aux distributions des dividendes proposés par le gérant. — Aucune répétition de dividendes ne peut être exercée contre les actionnaires, si ce n'est dans le cas où la distribution en aura été faite en l'absence de tout inventaire ou en dehors des résultats constatés par l'inventaire. — L'action en répétition, dans le cas où elle est ouverte, se prescrit par cinq ans, à partir du jour fixé pour la distribution des dividendes. — Les prescriptions commencées à l'époque de la promulgation de la présente loi, et pour lesquelles il faudrait encore, suivant les lois anciennes, plus de cinq ans, à partir de la même époque, seront accomplies par ce laps de temps.

11. Le conseil de surveillance peut convoquer l'assemblée générale et, conformément à son avis, provoquer la dissolution de la société.

12. — Quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée générale, tout actionnaire peut prendre par lui ou par un fondé de pouvoir, au siége social, communication du bilan, des inventaires et du rapport du conseil de surveillance.

13. — L'émission d'actions ou de coupons d'actions d'une société constituée contrairement aux prescriptions des articles 1er, 2 et 3 de la présente loi, est punie d'une amende de cinq cents à dix mille francs. — Sont punis de la même peine : — Le gérant qui commence les opérations sociales avant l'entrée en fonctions du conseil de surveillance; — Ceux qui, en se présentant comme propriétaires d'actions ou de coupons d'actions qui ne leur appartiennent pas, ont créé frauduleusement une majorité factice dans une assemblée générale, sans préjudice de tous dommages-intérêts, s'il y a lieu, envers la société ou envers les tiers; — Ceux qui ont remis les actions pour en faire l'usage frauduleux. — Dans les cas prévus par les deux paragraphes précédents, la peine de l'emprisonnement de quinze jours à six mois peut, en outre, être prononcée.

14. — La négociation d'actions ou de coupons d'actions dont la valeur ou la forme serait contraire aux dispositions des articles 1er, 2 et 3 de la présente loi, ou pour lesquels le versement du quart n'aurait pas été effectué conformément à l'article 2 ci-dessus, est punie d'une

amende de cinq cents à dix mille francs. — Sont punies de la même peine toute participation à ces négociations et toute publication de la valeur des dites actions.

15. — Sont punis des peines portées par l'article 405 du Code Pénal, sans préjudice de l'application de cet article à tous les faits constitutifs du délit d'escroquerie : — 1° Ceux qui, par simulation de souscriptions ou de versements ou par publication faite de mauvaise foi, de souscriptions ou de versements qui n'existent pas, ou de tous autres faits faux, ont obtenu ou tenté d'obtenir des souscriptions ou des versements ; — 2° Ceux qui, pour provoquer des souscriptions ou des versements, ont, de mauvaise foi, publié les noms de personnes désignées, contrairement à la vérité, comme étant ou devant être attachées à la société à un titre quelconque; — 3° Les gérants qui, en l'absence d'inventaires ou au moyen d'inventaires frauduleux, ont opéré entre les actionnaires la répartition de dividendes fictifs. — Les membres du conseil de surveillance ne sont pas civilement responsables des délits commis par le gérant.

16. — L'article 463 du Code Pénal est applicable aux faits prévus par les trois articles qui précèdent.

17. — Des actionnaires représentant le vingtième au moins du capital social peuvent, dans un intérêt commun, charger à leurs frais un ou plusieurs mandataires de soutenir, tant en demandant qu'en défendant, une action contre les gérants ou contre les membres du conseil de surveillance, et de les représenter, en ce cas, en justice, sans préjudice de l'action que chaque actionnaire peut intenter individuellement en son nom personnel.

18. — Les sociétés antérieures à la loi du 17 juillet 1856, et qui ne se seraient pas conformées à l'article 15 de cette loi, seront tenues, dans un délai de six mois, de constituer un conseil de surveillance, conformément aux dispositions qui précèdent. — A défaut de constitution du conseil de surveillance dans le délai ci-dessus fixé, chaque actionnaire a le droit de faire prononcer la dissolution de la société.

19. — Les sociétés en commandite par actions antérieures à la présente loi, dont les statuts permettent la transformation en société anonyme autorisée par le Gouvernement, pourront se convertir en société anonyme dans les termes déterminés par le titre II de la présente loi, en se conformant aux conditions stipulées dans les statuts pour la transformation.

20. — Est abrogée la loi du 17 juillet 1856.

CARAGTÈRES ET CONSTITUTION. — La société en commandite par intérêt malgré de nombreux avantages incontestables, présente des inconvénients assez graves.

D'abord, elle suppose, entre les commandités et les commanditaires même, des rapports tellement personnels que la mort d'un seul ou son changement d'état détruit la société tout entière. Comment, avec de pareilles chances d'interruption faire des entreprises de longue durée ?

En second lieu, la nécessité de rester associé jusqu'à la dissolution de la société, de la suivre dans toutes les variations de la fortune, doit effrayer beaucoup de personnes qui ne veulent point se dessaisir pour une trop longue période de temps de leurs capitaux.

Il y avait un moyen bien simple de faire disparaître ces inconvénients et de les remplacer par des avantages. Il fallait donner aux commanditaires la facilité de pouvoir se retirer de la société, sans que celle-ci fût ébranlée, briser les liens personnels qui pouvaient réunir les commanditaires à la société et ne laisser subsister que le rapport matériel.

Néanmoins, ce n'est que bien tard qu'on a compris toute l'importance de ces mesures. Le Code de commerce, dans l'article 38, prévoyait la commandite par actions, mais il ne l'avait pas organisée. C'est une loi du 17 juillet 1856 d'abord, et, plus récemment, une loi du 24 juillet 1867, abrogeant la première (*art. 20 de la loi*), qui ont réglementé tour à tour la matière.

En ne traçant pas les règles de la commandite par actions, le Code la laissait soumise à la liberté des conventions. Qu'arriva-t-il ? Une foule d'abus.

Les fondateurs de la société faisaient des apports en nature qu'ils estimaient à un prix supérieur à leur valeur. — Ils divisaient le capital en actions ou coupons d'actions d'une somme minime pour les faire souscrire plus facile-

ment. — On se livrait, avant un versement suffisant, aux opérations du commerce et, pour entretenir les illusions, on distribuait des bénéfices pris sur le le capital.—Le désastre éclatait sans tarder et les souscripteurs étaient ruinés.

Nous allons voir ce qu'a fait le législateur de 1867 pour prévenir le retour de pareilles manœuvres. Mais, auparavant, il convient, pour savoir ce que c'est qu'une action, de la distinguer d'une part de l'*intérêt*, d'autre part, de l'obligation.

D'abord, quelle différence y a-t-il entre l'intérêt et l'action ? Ils ont cela de commun, qu'ils constituent une part d'associé, un droit mobilier tant que dure la société (*art.* 529 *C. civ.*). Mais ils diffèrent entre eux, en ce que l'intérêt est essentiellement *incessible*, et l'action, au contraire, essentiellement *cessible*, c'est-à-dire que l'associé qui a un intérêt dans la societé, ne peut se substituer un tiers, tandis qu'il n'y a rien de plus simple que de céder une action.

L'action peut être *libérée* ou *non libérée*, suivant que la somme qui y est indiquée a été versée ou non.

L'action est de *somme fixe* ou de *quotité*, suivant que la somme est déterminée, comme 500 francs, ou indéterminée, comme un tiers, un quart.

Considérée à un autre point de vue, l'action est *au porteur*, *nominative*, ou *à ordre*.

Elle est *au porteur*, lorsqu'elle est payable au porteur du titre. La cession s'opère alors par la simple tradition du titre. La forme *au porteur* est la plus habituelle.

L'action est *nominative*, si elle contient le nom de l'actionnaire. Dans ce cas, la propriété ne s'acquiert que par un *transfert* opéré sur les registres de la société, par le propriétaire ou son fondé de pouvoir.

La procuration donnée au fondé de pouvoir peut être sous-seing privé. Dans les cessions de créances ordinaires, il y a lieu de notifier la cession au débiteur cédé (*art.* 1690 *C. civ.*). Cette formalité n'est point ici nécessaire : le débiteur cédé, la société, est suffisamment prévenue par l'inscription sur ses registres.

Il ne faut pas confondre ce transfert *réel*, qui est une véritable mutation de propriété, avec le transfert de *forme* et *d'ordre*.

Le transfert de forme est celui qui est fait au nom de l'héritier, après le décès de l'actionnaire.

Le transfert d'ordre, est celui que fait un agent de change, en son propre nom, pour le changer ensuite au nom de son client.

L'action est *à ordre*, lorsqu'elle est payable à une personne dénommée ou à son ordre. Elle se transmet par une cession mise au *dos* du titre, et qu'on appelle, pour cette raison, *endossement*. Cette forme de l'action est assez rare.

L'action, qu'elle soit nominative, à ordre ou au porteur (ce n'est qu'une question de forme), donne droit à un coupon d'*intérêt* et à un coupon de *dividende*; à un coupon d'intérêt, c'est-à-dire à 3, 4, 5 0/0 du montant de l'action; à un coupon de dividende, c'est-à-dire à une part dans les bénéfices réalisés et dont la répartition se fait par dividendes.

C'est là la règle générale. Cependant il y a des cas où l'actionnaire ne profite que d'un de ces deux avantages.

Ainsi, que la société qui a fait ses preuves devant le public et dont la prospérité est connue, émette de nouvelles actions. Elle peut dire : Celui qui souscrira les nouvelles actions, n'aura droit, pendant un certain temps, qu'à un *coupon d'intérêt*. Quelquefois même, ces nouvelles actions sont réservées exclusivement aux anciens actionnaires, et, dans ce cas, on *estampille* les actions de ceux qui ont profité de cette faveur, pour indiquer qu'ils ont usé de la faculté de souscrire de nouvelles actions.

D'autre part, si la société, pour amortir son capital, procède au tirage au sort d'un certain nombre d'actions qu'il rembourse, ces actions remboursées,

qui ne donnent plus d'intérêt, donneront encore droit à un *coupon de dividende*. Il est juste, en effet, que l'actionnaire, qui avait engagé ses capitaux pour toute la durée de la société, et s'était ainsi exposé à les perdre, *jouisse*, pendant toute sa durée, des bénéfices qu'elle peut procurer. C'est pour cette raison qu'on appelle cette action remboursée, *action de jouissance*.

Il ne faut pas confondre l'action avec l'obligation. Leurs caractères sont très-différents, et il est très-important de les distinguer à plusieurs points de vue, dont voici les principaux :

1° L'action est une part d'associé, donnant droit à des bénéfices qui varient suivant la prospérité ou la mauvaise fortune de la société ; l'obligation est un prêt d'argent donnant droit à un intérêt fixe ;

2° L'action figure à l'actif de la société ; l'obligation au passif. Car le montant de l'action est l'avoir de la société, et le montant de l'obligation est une somme qui lui a été prêtée et qu'elle doit rendre ; c'est une dette sociale. Aussi, dans la répartition des biens de la société, les porteurs d'obligations sont-ils toujours payés avant les actionnaires, dont ils sont les créanciers ?

3° L'actionnaire (et ceci découle de sa qualité d'associé) est appelé dans les conseils de la société ; le porteur d'obligations n'y est jamais admis.

4° Souscrire une action, c'est faire un acte de commerce, être, par conséquent, à cet égard justiciable des tribunaux de commerce. Telle est du moins l'opinion générale. Au contraire, souscrire une obligation, c'est faire un prêt d'argent ordinaire, un acte purement civil, à raison duquel les tribunaux civils seuls ont compétence.

5° Ajoutons encore que les obligations sont émises le plus souvent par les villes et les départements ; qu'elles sont généralement de 300 francs, remboursables à 500 francs en quatre-vingt-dix ans, avec intérêt à 3 0/0 du capital nominal 500 francs.

Ici se place une question délicate. Les obligations ont été émises à 300 francs, remboursables à 500 francs, par une société qui est en faillite. Qu'est-il dû au porteur d'obligations ? La Cour de cassation a décidé que l'action était seulement remboursable à 300 francs.

Ces notions sur la forme des actions, sur les caractères distinctifs qui ne permettent point de les confondre avec l'intérêt et l'obligation, nous permettront d'étudier avec plus de fruit les dispositions législatives qui les concernent.

CONSTITUTION. — La société en commandite par actions se constate par acte authentique ou sous-seing privé, Dans ce dernier cas, il n'y a pas lieu, comme dans la société en nom collectif, de faire autant d'originaux que d'associés : un acte fait en double suffit (*art.* 1er, *loi de* 1867).

Les conditions exigées par la loi de 1867 pour la constitution définitive de la société, sont les suivantes :

1° Que le capital social soit divisé en actions ou coupons d'action de 100 francs au moins, lorsque ce capital ne dépasse pas 200,000 francs, et d'au moins 500 francs quand le capital excède cette somme de 200,000 francs. Autrefois, on permettait le morcellement, pour ainsi dire, des actions. Il arrivait que les artisans, les ouvriers se laissaient allécher par les offres brillantes, et si la société sombrait, c'était la ruine pour un grand nombre de familles peu aisées.

On a voulu prévenir le retour de pareilles catastrophes en limitant la division des actions.

2° Que la totalité du capital social ait été souscrit. (1)

2° Que chaque actionnaire ait versé au moins le quart du montant des actions qu'il a souscrites ;

---

(1) Voy. FORMULAIRE N° 12.

4° Que la souscription et les versements aient été constatés par une déclaration du gérant dans un *acte notarié*. A cette déclaration sont annexés la liste des souscripteurs, l'état des versements effectués, l'un des doubles de l'acte de société (l'autre restant déposé au siége social), s'il est sous seing-privé; et une expédition de l'acte, s'il est authentique et passé devant un autre notaire que celui qui reçoit la déclaration (*art.* 1er, *loi de* 1867).

5° Que les apports qui ne consistent pas en numéraire et les avantages particuliers stipulés au profit d'un associé, soient appréciés dans une première assemblée générale d'actionnaires et approuvés par une seconde assemblée générale. La majorité doit comprendre, pour engager tous les actionnaires, le quart du nombre des associés représentant au moins le quart du capital en numéraire (*art. 4 de la loi de* 1867).

6° Qu'un conseil de surveillance, composé de trois actionnaires au moins, ait été choisi par l'assemblée générale des actionnaires, immédiatement après la constitution définitive de la société et avant toute opération sociale (*art.* 5, *loi de* 1867).

La majorité nécessaire pour la nomination du conseil n'étant point indiquée par l'article 5 de la loi, il convient de rentrer dans le droit commun et de dire que la majorité *en nombre* des voix est suffisante.

La société est constituée lorsque les actionnaires ont accompli les prescriptions dont nous venons de parler. Mais les actions sont-elles encore négociables? Non. Il faut pour cela (*art* 2 *de la loi de* 1867) qu'il y ait eu versement, par *chaque* actionnaire, du quart du montant des obligations qu'il a souscrites. Ainsi, si les actions sont de 500 francs, c'est 125 francs qui auront dû être versés par chaque possesseur d'une action.

Remarquez que la loi ne serait point satisfaite quand même le quart en numéraire serait versé dans la caisse de la société, par des versements inégaux faits par les associés. Il faut que *chaque* actionnaire (*art.* 1er *de la loi*) ait fait le versement du quart.

Du reste, il ne s'agit ici que de prohibition de transmission par les voies commerciales, transfert, endossement, etc. Il est toujours permis de consentir une cession-transport, une donation, etc., de l'action, avec les formalités que la loi civile exige pour ces sortes d'actes.

D'après la loi de 1867, il peut être stipulé, mais seulement par l'acte constitutif de la société, que les actions pourront, après avoir été libérées de moitié, être converties en actions au porteur par délibération de l'assemblée générale (*art.* 3, 1er *alinéa*); si donc cette liberté de convertir les actions en actions au porteur n'était point expressément réservée par les actionnaires dans les statuts, les actions resteraient toujours nominatives ou à ordre.

Le second alinéa a donné lieu à diverses interprétations. M. Beudant le paraphrase ainsi :

« Les souscripteurs d'actions sont tenus personnellement, et sur tous leurs biens, au payement total des actions par eux souscrites; en cas de cession, les cessionnaires successifs et le porteur sont tenus concurremment avec les souscripteurs. Les actions doivent rester nominatives jusqu'à leur complète libération.

« Néanmoins il peut être stipulé, mais seulement dans les statuts constitutifs de la société, que l'assemblée générale pourra, par un vote spécial, après versement de la première moitié, autoriser la conversion des actions en actions au porteur.

« A partir du vote qui autorise la conversion, soit que les actions restent nominatives, soit que les actionnaires se fassent délivrer des titres au porteur, les actions seules sont débitrices des versements non effectués. Toutefois, les souscripteurs primitifs et les cessionnaires auxquels les actions auront été cédées avant le vote de conversion, resteront encore personnellement tenus pendant un délai de deux ans. »

Les articles 5, 6, 9, 10, 11, 12, contiennent les règles de l'administration,

de l'organisation et du fonctionnement des conseils de surveillance. Nous y reviendrons tout à l'heure.

Demandons-nous maintenant quelle est la sanction de ces diverses prescriptions de la loi (art. 7, 8, 13, 14, 15, 16 de la loi de 1867).

La sanction est double: civile et pénale.

Elle est civile, par la nullité de la société prononcée par l'article 7 de la loi, à l'égard des intéressés, sans qu'elle puisse être opposée aux tiers par les associés

Les associés peuvent l'opposer aux autres associés pour être dispensés, par exemple, de faire l'apport promis; ils ne peuvent s'en prévaloir contre ceux qui ont traité avec eux de bonne foi.

Selon les cas, ce sera le gérant ou le conseil de surveillance qui sera déclaré responsable de la nullité de la société; mais cette responsabilité ne sera jamais prononcée *solidairement*, c'est-à-dire que si le conseil de surveillance est déclaré responsable, la condamnation sera divisée entre chacun des trois membres qui le composent, sans que l'insolvabilité de l'un des membres puisse aggraver la situation des autres. C'est là un principe introduit par la loi de 1867.

La même responsabilité peut être prononcée centre ceux des associés dont les apports ou les avantages n'auraient pas été vérifiés et approuvés conformément à ce que nous avons dit plus haut.

La sanction pénale consiste dans l'application d'une amende de 500 à 10,000 francs prononcée par les articles 13 et 14 de la loi de 1867 dans certains cas, et, dans le cas prévu par l'article 15, d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus, et d'une amende de 50 francs à 3,000 francs; sauf, dit l'article 16, l'application de l'article 463 du Code pénal sur les circonstances atténuantes.

ADMINISTRATION. — L'administration de la société en commandite par actions appartient, comme dans la société en commandite par intérêt, à un ou plusieurs gérants responsables. Mais, à côté du gérant, et pour le contrôler et l'éclairer, fonctionnent les *conseils de surveillance* et les *assemblées d'actionnaires*.

Il convient d'étudier séparément chacun de ces trois éléments qui viennent concourir à l'administration de la société en commandite par actions.

1° *Gérant*.—Le gérant ou les gérants sont nommés ou dans l'acte constitutif de la société ou dans un acte postérieur. Au premier cas, ce gérant est irrévocable, car sa nomination à cette fonction est peut-être le seul motif que beaucoup d'actionnaires ont pris en considération pour adhérer à la société, et il serait injuste de les priver de cette garantie si essentielle pour eux. Dans le second cas, il peut être révoqué comme un mandataire ordinaire.

Quelle que soit, au reste, l'origine ou plutôt la date de ses pouvoirs, le gérant exerce ses fonctions d'administrateur avec les mêmes devoirs, sous les mêmes contrôles et la même responsabilité. Il personnifie la société, lui donne son nom, agit pour elle dans tous les actes de son négoce, et engage, par ses actes sociaux, non-seulement tous ses biens, mais encore la responsabilité et la solidarité de ceux qui l'ont élevé à cette fonction : les commandités.

Les pouvoirs du gérant sont considérables, et on comprend à merveille que la loi ait armé les actionnaires, dont la fortune est confiée au gérant, d'un droit de contrôle sérieux par l'institution des conseils de surveillance.

2° *Conseil de surveillance*. — Le conseil de surveillance, qui se composait autrefois de cinq actionnaires, n'en compte plus aujourd'hui, depuis la loi de 1867, que trois. Ce sont les statuts qui indiquent les époques et les conditions du renouvellement des conseils de surveillance. Toutefois, il est à remarquer que le premier ne peut être élu pour plus d'une année, parce qu'à ce moment les actionnaires ne se connaissent pas encore assez.

La premier devoir des membres du conseil, en entrant en fonctions, est

tracé dans l'article 6 de la loi: ils doivent vérifier si toutes les conditions exigées par la loi pour la constitution de la société ont été accomplies. On sait que leur négligence à cet égard est punie sévèrement (*Art.* 8).

Ce premier devoir rempli, d'autres devoirs s'imposent à chacun des membres du conseil de surveillance. L'article 10 de notre loi en fait une longue énumération : ils vérifient les livres, la caisse, le portefeuille et les valeurs de la société. Ils font *chaque année*, à l'assemblée générale, un rapport dans lequel ils sont tenus de signaler les irrégularités et inexactitudes qu'ils ont reconnues dans les inventaires, et constater, s'il y a lieu, les motifs qui s'opposent à la distribution des dividendes proposés par le gérant.

Les dividendes doivent toujours être pris sur les bénéfices, et le capital doit rester intact.

C'est ici que le législateur a tranché une question très-contreversée : celle du rapport des dividendes *fictifs*, c'est-à-dire qui ne proviennent pas des revenus sociaux. La société, dans la personne de sont gérant, ne pourra jajamais répéter, recouvrer les dividendes ainsi répartis à tort que dans deux cas : 1° S'il n'y a pas eu d'inventaire; 2° Si la distribution en a été faite *en dehors* des résultats constatés par l'inventaire. Et encore, dans les deux cas, faut-il que l'action en répétition soit intentée dans les cinq ans du jour fixé pour la distribution des dividendes. Après ce délai, il y a prescription.

La loi punit des peines de l'escroquerie (un an à cinq ans d'emprisonnement et amende) les gérants qui, en l'absence d'inventaires ou au moyen d'inventaires frauduleux, ont opéré entre les actionnaires la répartition de dividendes fictifs.

Afin de préparer l'assemblée générale des actionnaires à entendre avec fruit le rapport annuel du conseil de surveillance et d'éclairer son vote, la loi permet à tout actionnaire de prendre par lui-même ou par son fondé de pouvoir, quinze jours au moins avant la réunion, communication, au siége social, du bilan, des inventaires et du rapport du conseil de surveillance (*art.* 12 *de la loi de* 1867).

Une autre prérogative des conseils de surveillance consiste dans le pouvoir que leur donne l'article 11 de la même loi de convoquer l'assemblés générale, quand ils le jugent urgent, et de provoquer, conformément à l'avis de l'assemblée, la dissolution de la société.

Maintenant précisons la responsabilité des membres du conseil de surveillance.

La loi de 1856, abrogée par celle de 1867, considérait les membres du conseil de surveillance comme des mandataires, et leur appliquait toutes les conséquences de cette idée. Il y avait, dans ce principe, une exagération de la qualité de membre du conseil de surveillance et une sévérité excessive. La nouvelle loi (*art.* 9) est plus juste à leur endroit. Elle porte que les membres des conseils de surveillance n'encourent aucune responsabilité en raison des actes de la gestion et de leurs résultats; mais que chacun d'eux est responsable de ses *fautes personnelles*, dans l'exécution de son mandat, conformément aux règles du droit commun.

Avant 1867, on se demandait si les membres des conseils de surveillance pouvaient être appelés devant les Tribunaux correctionnels, comme *civilement responsables* des délits commis par le gérant. La Cour de cassation, par application de l'article 1384 du Code civil, décidait l'affirmative.

La loi nouvelle tranche la question dans un sens différent. Elle décide que les membres des conseils de surveillance ne sont pas *civilement responsables* des délits commis par les gérants; qu'on ne saurait donc les poursuivre devant les Tribunaux correctionnels, même pour réparations *civiles*.

Le législateur a pensé, avec raison, qu'il n'y a aucune assimilation entre les personnes dont parle l'article 1384 (pères de familles, maîtres, instituteurs) et les membres d'un conseil de surveillance, qui n'ont aucune autorité sur le

gérant: leur rôle ne va pas au-delà d'une mission de contrôle et de surveillance.

3° *Assemblée des actionnaires.* — Nous rencontrons dans la société en commandite par actions, les actionnaires dans toutes les circonstances graves et même périodiquement.

Au début de la société, c'est l'assemblée générale des actionnaires qui intervient pour apprécier et approuver les apports en nature et les faveurs stipulées au profit d'un associé; c'est encore elle qui nomme, avant toute opération, le conseil de surveillance, sur la vigilance duquel elle se reposera, après sa séparation, du soin de contrôler l'administration du gérant.

Au cours des opérations sociales, l'assemblée générale se réunit aux époques fixées par les statuts.

Chaque année, elle est tenue de se réunir pour entendre le rapport du conseil de surveillance et prendre un parti sur les questions qui lui sont soumises par le gérant.

A quelque époque que ce soit, elle peut avoir à répondre à l'appel du conseil de surveillance et donner son *avis* sur la dissolution de la société, que le conseil a l'intention de provoquer. Si l'avis de l'assemblée est favorable, la dissolution pourra être demandée par le conseil de surveillance.

Dans une assemblée composée d'éléments si divers, et où le seul titre de propriétaire d'une action donnait accès, la fraude était à craindre. La loi l'a sanctionnée fortement. Elle punit notamment d'une amende de 500 francs à 10,000 francs, d'un emprisonnement facultatif de six jours à six mois:

1° Ceux qui, en se présentant comme propriétaires d'actions ou coupons d'actions qui ne leur appartiennent pas, ont créé frauduleusement une majorité factice dans une assemblée générale, sans préjudice de tous dommages-intérêts, s'il y a lieu, envers la société ou envers les tiers;

2° Ceux qui ont remis les actions pour en faire l'usage frauduleux.

Marche à suivre par les actionnaires pour intenter une action collective et dans un intérêt commun. — Les derniers articles de la loi de 1867 prévoient et tranchent des difficultés de procédure qui s'étaient autrefois élevées entre gérant et actionnaires, agissant dans un intérêt commun.

S'agit-il, par exemple, d'une demande que le gérant veut introduire contre tous les actionnaires ou contre un grand nombre d'entre eux. Assignera-t-il tous les actionnaires ? Mais ce serait créer des frais énormes, des retards incalculables, et si les actions étaient au porteur, s'exposer à une impossibilité absolue. Il faut donc trouver un moyen plus simple.

Les rédacteurs de 1867 ont édicté cette loi: lorsque des actionnaires représentant le *vingtième* au moins du capital social ont, *dans un intérêt commun*, à soutenir, tant en *demandant qu'en défendant*, un procès contre les gérants ou contre les membres du conseil de surveillance, ils peuvent charger, *à leurs frais*, un ou plusieurs mandataires de les représenter en justice, sans préjudice de l'action que chaque actionnaire peut intenter individuellement en son nom personnel.

S'il s'agissait d'une contestation élevée entre une catégorie d'actionnaires et une autre catégorie, y aurait-il lieu d'appliquer le système de mandataires dont nous venons de parler? L'opinion est controversée. Nous pensons, avec M. Bravard, qu'il y aurait lieu de procéder, dans ce cas, de la même manière que dans le cas précédent : les raisons sont les mêmes, par conséquent même solution.

Société anonyme (1).

— Art. 29 à 40 inclus. C. com —

Loi du 24 juillet 1867. — Titre II.

21. — A l'avenir, les sociétés anonymes pourront se former sans l'autorisation du gouvernement. — Elles pourront, quel que soit le nombre des associés, être formées par un acte sous-seing privé fait en double original. — Elles seront soumises aux dispositions des articles 29, 30, 32, 33, 34 et 36 du Code de commerce et aux dispositions contenues dans le présent titre.

22. — Les sociétés anonymes sont administrées par un ou plusieurs mandataires à temps, révocables, salariés ou gratuits, pris parmi les associés. — Ces mandataires peuvent choisir parmi eux un directeur, ou, si les statuts le permettent, se substituer un mandataire étranger à la société et dont ils sont responsables envers elle.

23. — La société ne peut être constituée si le nombre des associés est inférieur à sept.

24. — Les dispositions des articles 1er, 2, 3 et 4 de la présente loi sont applicables aux sociétés anonymes. — La déclaration imposée au gérant par l'article 1er est faite par les fondateurs de la société anonyme : elle est soumise, avec les pièces à l'appui, à la première assemblée générale, qui en vérifie la sincérité.

25. — Une assemblée générale est, dans tous les cas, convoquée à la diligence des fondateurs, postérieurement à l'acte qui constate la souscription du capital social et le versement du quart du capital, qui consiste en numéraire. Cette assemblée nomme les premiers administrateurs; elle nomme également, pour la première année, les commissaires institués par l'article 32 ci après. — Ces administrateurs ne peuvent être nommés pour plus de six ans; ils sont rééligibles, sauf stipulatiou contraire. — Toutefois, il peuvent être désignés par les statuts, avec stipulation formelle que leur nomination ne sera point soumise à l'approbation de l'assemblée générale. En ce cas, ils ne peuvent être nommés pour plus de trois ans. — Le procès-verbal de la séance constate l'acceptation des administrateurs et des commissaires présents à la réunion. — La société est constituée à partir de cette acceptation.

26. — Les administrateurs doiveut être propriétaires d'un nombre d'actions déterminé par les statuts. — Ces actions sont affectées en totalité à la garantie de tous les actes de la gestion, même de ceux qui seraient exclusivement personnels à l'un des administrateurs. — Elles sont nominatives, inaliénables, frappées d'un timbre indiquant l'inaliénabilité et déposées dans la caisse sociale.

27. — Il est tenu, chaque année au moins, une assemblée générale à l'époque fixée par les statuts. Les statuts déterminent le nombre d'actions qu'il est nécessaire de posséder, soit à titre de propriétaire, soit à titre de mandataire, pour être admis dans l'assemblée, et le nombre de voix appartenant à chaque actionnaire, eu égard au nombre d'actions dont il est porteur. — Néanmoins, dans les assemblées générales appelées à vérifier les apports, à nommer les premiers administrateurs et à vérifier la sincérité de la déclaration des fondateurs de la société, prescrite par le deuxième paragraphe de l'article 24, tout actionnaire, quel que soit le nombre des actions dont il est porteur, peut prendre part aux délibérations avec le nombre de voix déterminé par les statuts sans qu'il puisse être supérieur à dix.

28. — Dans toutes les assemblées générales, les délibérations sont prises à la majorité des voix. — Il est tenu une feuille de présence; elle contient les noms et domicile des actionnaires et le nombre d'actions dont chacun d'eux est porteur. — Cette feuille, certifiée par le bureau de l'assemblée, est déposée au siége social et doit être communiquée à tout requérant.

29. — Les assemblées générales qui ont à délibérer dans des cas autres que ceux qui sont prévus par les deux articles qui suivent, doivent être composées d'un nombre d'actionnaires représentant le quart au moins du capital social. — Si l'assemblée générale ne réunit pas ce nombre, une nouvelle assemblée est convoquée dans les formes et avec les délais prescrits par

---

(1) Voy. Formulaire N° 13.

les statuts, et elle délibère valablement, quelle que soit la portion du capital représenté par les actionnaires présents.

30. — Les assemblées qui ont à délibérer sur la vérification des apports, sur la nomination des premiers administrateurs, sur la sincérité de la déclaration faite par les fondateurs, aux termes du paragraphe 2 de l'article 24, doivent être composées d'un nombre d'actionnaires représentant la moitié au moins du capital social. — Le capital social, dont la moitié doit être représentée pour la vérification de l'apport, se compose seulement des apports non soumis à vérification. — Si l'assemblée générale ne réunit pas un nombre d'actionnaires représentant la moitié du capital social, elle ne peut prendre qu'une délibération provisoire. Dans ce cas, une nouvelle assemblée générale est convoquée. Deux avis, publiés à huit jours d'intervalle, au moins un mois à l'avance, dans l'un des journaux désignés pour recevoir les annonces légales, font connaître aux actionnaires les résolutions provisoires adoptées par la première assemblée, et ces résolutions deviennent définitives si elles sont approuvées par la nouvelle assemblée composée d'un nombre d'actionnaires représentant le cinquième au moins du capital social.

31. — Les assemblées qui ont à délibérer sur des modifications aux statuts ou sur des propositions de continuation de la société au delà du terme fixé pour sa durée, ou de dissolution avant ce terme, ne sont régulièrement constituées et ne délibèrent valablement qu'autant qu'elles sont composées d'un nombre d'actionnaires représentant la moitié au moins du capital social.

32. — L'assemblée générale annuelle désigne un ou plusieurs commissaires, associés ou non, chargés de faire un rapport à l'assemblée générale de l'année suivante sur la situation de la société, sur le bilan et sur les comptes présentés par les administrateurs. — La délibération contenant approbation du bilan et des comptes est nulle si elle n'a été précédée du rapport des commissaires. — A défaut de nomination des commissaires par l'assemblée générale, ou en cas d'empêchement ou de refus d'un ou plusieurs des commissaires nommés, il est procédé à leur nomination ou à leur remplacement par ordonnance du président du tribunal de commerce du siége de la société, à la requête de tout intéressé, les administrateurs dûment appelés.

33. — Pendant le trimestre qui précède l'époque fixée par les statuts pour la réunion de l'assemblée générale, les commissaires ont droit, toutes les fois qu'ils le jugent convenable dans l'intérêt social, de prendre communication des livres et d'examiner les opérations de la société. — Ils peuvent toujours, en cas d'urgence, convoquer l'assemblée générale.

34. — Toute société anonyme doit dresser, chaque semestre, un état sommaire de sa situation active et passive. — Cet état est mis à la disposition des commissaires. — Il est, en outre, établi chaque année, conformément à l'article 9 du Code de commerce, un inventaire contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières, et de toutes les dettes actives et passives de la société. — L'inventaire, le bilan et le compte des profits et pertes sont mis à la disposition des commissaires le quarantième jour, au plus tard, avant l'assemblée générale. Ils sont présentés à cette assemblée.

35. — Quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée générale, tout actionnaire peut prendre, au siége social, communication de l'inventaire et de la liste des actionnaires, et se faire délivrer copie du bilan résumant l'inventaire et du rapport des commissaires.

36. — Il est fait annuellement, sur les bénéfices nets, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un fonds de réserve. — Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint le dixième du capital social.

37. — En cas de perte des trois quarts du capital social, les administrateurs sont tenus de provoquer la réunion de l'assemblée générale de tous les actionnaires, à l'effet de statuer sur la question de savoir s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la société. — La résolution de l'assemblée est, dans tous les cas, rendue publique. — A défaut, par les administrateurs, de réunir l'assemblée générale, comme dans le cas où cette assemblée n'aurait pu se constituer régulièrement, tout intéressé peut demander la dissolution de la société devant les tribunaux.

38. — La dissolution peut être prononcée sur la demande de toute partie intéressée lorsqu'un an s'est écoulé depuis l'époque où le nombre des associés est réduit à moins de sept.

39. — L'article 17 est applicable aux sociétés anonymes.

Il est interdit aux administrateurs de prendre ou de conserver un intérêt direct ou indirect dans une entreprise ou dans un marché fait avec la société ou pour son compte, à moins qu'ils n'y soient autorisés par l'assemblée générale. — Il est, chaque année, rendu à l'assemblée

générale un compte spécial de l'exécution des marchés ou entreprises par elle autorisés aux termes du paragraphe précédent.

41. — Est nulle et de nul effet, à l'égard des intéressés, toute société anonyme pour laquelle n'ont pas été observées les dispositions des articles 22, 23, 24 et 25 ci-dessus.

42. — Lorsque la nullité de la société ou des actes et délibérations a été prononcée aux termes de l'article précédent, les fondateurs auxquels la nullité est imputable et les administrateurs en fonctions au moment où elle a été encourue, sont responsables solidairement envers les tiers, sans préjudice des droits des actionnaires. — La même responsabilité solidaire peut être prononcée contre ceux des associés dont les apports ou les avantages n'auraient pas été vérifiés et approuvés conformément à l'article 24.

43. — L'étendue et les effets de la responsabilité des commissaires envers la société sont déterminés d'après les règles générales du mandat.

44. — Les administrateurs sont responsables, conformément aux règles du droit commun, individuellement ou solidairement suivant le cas, envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions de la présente loi, soit des fautes qu'ils auraient commises dans leur gestion, notamment en distribuant ou en laissant distribuer, sans opposition, des dividendes fictifs.

45. — Les dispositions des articles 13, 14, 15 et 16 de la présente loi sont applicables en matière de sociétés anonymes, sans distinction entre celles qui sont actuellement existantes et celles qui se constitueront sous l'empire de la présente loi.

Les administrateurs qui, en l'absence d'inventaire ou au moyen d'inventaire frauduleux, auront opéré des dividendes fictifs, seront punis de la peine qui est prononcée dans ce cas par le n° 3 de l'article 15 contre les gérants des sociétés en commandite. — Sont également applicables en matière de sociétés anonymes les dispositions des trois derniers paragraphes de l'article 10.

46. — Les societés anonymes actuellement existantes continueront à être soumises, pendant toute leur durée, aux dispositions qui les régissent. — Elles pourront se transformer en sociétés anonymes dans les termes de la présente loi, en obtenant l'autorisation du Gouvernement et en observant les formes prescrites pour la modification de leurs statuts.

47. — Les sociétés à responsabilité limitée pourront se convertir en sociétés anonymes dans les termes de la présente loi, en se conformant aux conditions stipulées pour la modification de leurs statuts. — Sont abrogés les articles 31, 37 et 40 du Code de commerce et la loi du 23 mai 1863, sur les sociétés à responsabilité limitée.

CARACTÈRE ET CONSTITUTION. — La société anonyme est celle dans laquelle tous les associés sont inconnus et n'engagent que leur mise. Aucun d'eux n'est responsable au-delà de son apport. C'est donc une société de capitaux plutôt qu'une société de personnes. L'élément réel est tout; l'élément personnel n'est rien.

C'est le caractère opposé qui domine dans la Société en nom collectif où règne l'élément personnel, la responsabilité indéfinie et solidaire de tous les associés.

La société anonyme s'éloigne encore de la société en commandite, parce que celle-ci a des associés tenus à l'infini de toutes les dettes; et elle s'en rapproche en ce que les commanditaires, de même que les membres de la société anonyme, ne sont point obligés au-delà de leur mise.

Il résulte de ce que la considération des personnes n'entre pour rien dans la constitution des sociétés anonymes:

1° Que le capital social est toujours divisé en actions ou coupons d'action d'une valeur égale (*Art. 34, C. com.*);

2° Qu'il n'y a point de raison sociale. La société tire son nom de l'objet de l'entreprise : Chemins de fer d'Orléans, Banque de France.

Tout ce que nous avons dit sous la rubrique des sociétés en commandite par actions relativement aux actions, à leur forme, à leur transfert, est applicable ici.

Deux grandes innovations ressortent de la loi de 1867. Le Code de commerce

exigeait, pour la formation de la société, *l'autorisation du Gouvernement* manifestée par un décret en Conseil d'État. La société devait, en outre, être constatée par acte public. Aucune de ces nécessités de s'impose aujourd'hui. La loi dc 1867 a levé ces obstacles.

Une loi de 1863 avait créé, sous le nom de *Société à responsabilité limitée*, une sorte de société anonyme dispensée de l'autorisation du Gouvernement ; mais il fallait que le capital social n'excédât pas 20 millions et qu'il y eût au moins sept associés. Cette société n'existe plus : la loi de 1867 l'a supprimée.

La dispense d'autorisation du Gouvernement ne profite point aux tontines ni aux Sociétés d'assurances sur la *vie* mutuelles ou à prime.

L'article 21 de la loi de 1867 permet aussi de constater, par un acte sous seing privé fait en double original, la constitution d'une société anonyme.

Dans la société anonyme, ce sont les fondateurs qui prennent les mesures nécessaires pour arriver à la constitution de la société. Ils font la déclaration dans un acte notarié de la souscription totale du capital et du versement du quart; ils provoquent la réunion de l'assemblée générale des actionnaires à l'effet de faire vérifier la sincérité de leurs déclarations et de procéder à la nomination des administrateurs.

Les articles 13 et 16 de la société en commandite par actions, qui édictent une sanction pénale contre la fraude, sont applicables ici. La sanction civile consiste dans la nullité de la société à l'égard des intéressés sans que les associés puissent s'en prévaloir contre les tiers (*Art. 41 de la loi de* 1867).

Deux questions vivement controversées méritent d'attirer ici notre attention.

Peut-on stipuler dans les statuts d'une société anonyme que les actions ne seront *cessibles* que du consentement de la société? Nous pensons qu'il n'y a là rien que de licite. Il y a même un exemple dans la loi (*Art. 50 de la loi de* 1867) où l'on applique ce principe.

Peut-on, même dans l'acte constitutif de la société, déclarer que les actions seront absolument *incessibles*? Nous pensons, avec M. Bravard et la majorité des auteurs, qu'une telle clause n'a rien de contraire à l'ordre public et qu'elle est valable.

Trois éléments concourent à l'administration de la société anonyme : les *Actionnaires*, les *Administrateurs* et les *Commissaires*. Les actionnaires ont la véritable direction de la société et lui donnent l'impulsion. Les administrateurs exécutent la volonté des actionnaires. Les commissaires surveillent.

Ainsi se trouvent combinées les trois idées de délibération, d'action et de contrôle.

Étudions le rôle distinct de chacun des Agents de l'administration.

Actionnaires.—Les actionnaires prennent part à l'administration de la société par des délibérations prises en assemblée générale. Ils pourraient aussi, dans certains cas, agir individuellement; enfin, s'il s'agit d'une action collective à intenter contre les administrateurs ou les commissaires, ils peuvent se faire représenter par un mandataire de leur choix, à la condition de représenter au moins le vingtième du capital social.

La *majorité*, dans les assemblées générales, est une majorité spéciale. Les voix ne se comptent pas par tête, mais proportionnellement à l'intérêt qu'a chaque votant.

Il y a des assemblées générales au moment de la constitution de la société; il y en a d'*annuelles* et *ordinaires*; enfin, il y a des assemblées extraordinaires.

Il ne faut point les confondre.

Les premières sont appelées à apprécier les apports, à nommer les premiers administrateurs et à vérifier la sincérité de la déclaration des fondateurs.

Les assemblées *ordinaires* et *annuelles* entendent le compte-rendu des administrateurs et le rapport des commissaires.

Dans les assemblées extraordinaires, il s'agit de mesures beaucoup plus

graves, telles que : modifications aux statuts; continuation de la société au-delà du terme fixé ; dissolution avant le terme.

Le Code de commerce avait bien prévu la société anonyme. Il en avait donné les règles et les principes; mais il avait laissé bien des lacunes que la pratique avait découvertes et qu'il était urgent de combler.

C'est ce qu'a fait heureusement la loi du 24 juillet 1867. Le titre II de cette loi, que nous reproduisons en entier plus haut, a été consacré entièrement aux réformes que réclamait l'état actuel du commerce.

Nous en indiquerons suffisamment l'esprit et les dispositions en répondant aux quatre questions suivantes :

L'assemblée générale est-elle ouverte indistinctement à tout porteur d'actions ?

A quel nombre de voix chaque votant a-t-il droit?

Quelle part du capital social doivent représenter les actionnaires réunis en assemblée générale pour que la délibération soit valable?

Enfin, que doit-on faire quand les actionnaires réunis ne représentent point la portion du capital exigée pour la validité de la délibération ?

Et d'abord, l'assemblée est-elle ouverte indistinctement à tout porteur d'actions ?

Pour répondre à cette question, il faut distinguer :

S'agit-il d'une délibération à prendre pour arriver à la constitution définitive de la société, par exemple, de l'approbation des apports et des faveurs stipulées au profit d'un actionnaire, de la nomination des administrateurs et des actionnaires, tout porteur d'actions est appelé à donner son opinion et son vote (*Art. 27 de la loi, 2e alinéa*).

Mais quand la société est définitivement constituée, ce sont les statuts qu'on doit consulter à cet égard. La loi (*Art.* 27, 1er *alinéa*) fait un devoir aux fondateurs de mettre une clause concernant le nombre d'actions qu'il faudra posséder en qualité de propriétaire ou de mandataire pour avoir accès dans les assemblées. C'est donc aux statuts qu'il faut se reporter pour résoudre notre question. L'acte de société pourrait porter cette disposition : Tout porteur d'actions aura droit d'entrée et de vote dans les assemblées générales. Mais, en pratique, on restreint cette faculté à ceux qui possèdent un certain nombre d'actions.

A quel nombre de voix chaque votant a-t-il droit ?

En principe, ce sont les statuts qui déterminent la valeur du vote de chaque actionnaire. Par exemple, les statuts contiennent cette règle : Chaque actionnaire a autant de voix qu'il possède de fois dix actions. Néanmoins, le même actionnaire ne peut réunir plus de cinq voix, soit par lui-même, soit par son fondé de pouvoir. Une restriction de ce genre se rencontre souvent dans les statuts.

Il y a cependant une circonstance dans laquelle la loi n'accorde pas toute liberté pour stipuler le nombre de voix que pourra posséder chaque votant. C'est lorsqu'il s'agit de ces opérations préliminaires : approbation des apports, etc. Alors, pour ne point laisser écraser les petits capitaux par les gros, la loi défend de donner plus de dix voix à un actionnaire.

Relativement à la portion du capital social que doivent représenter les actionnaires réunis, pour la validité de la délibération, une distinction devient également nécessaire.

L'assemblée est-elle réunie pour les opérations qui précèdent la constitution définitive de la société, ou bien est-elle convoquée pour une réunion *extraordinaire*, il faut un nombre d'actionnaires représentant au moins la *moitié* du capital social pour que la délibération soit valable (*Art.* 30 *et* 31 *de la loi de* 1867).

L'assemblée est-elle convoquée en réunion *ordinaire*, le *quart* seulement du capital social doit être representé.

Enfin, trois hypothèses sont à parcourir pour répondre à notre quatrième question :

1° Il s'agit d'une assemblée convoquée *avant la constitution définitive de la société*, pour la vérification et l'approbation des apports, pour la vérification de la sincérité des déclarations des fondateurs, pour la nomination des administrateurs ou des commissaires. La moitié du capital social doit être représentée; elle ne l'est pas.

Les actionnaires présents ne peuvent prendre qu'une délibération provisoire. Deux avis publiés à huit jours d'intervalle, au moins un mois à l'avance, dans l'un des journaux désignés pour recevoir les annonces légales, font connaître aux actionnaires les résolutions provisoires prises par la première assemblée. La nouvelle assemblée, qui se réunit sur cet appel et qui doit représenter au moins le *cinquième* du capital social, statue sur les résolutions déjà adoptées provisoirement (*Art.* 30 *de la loi de* 1867, à la fin).

Si l'on ne pouvait réunir un nombre d'actionnaires représentant le *cinquième* du capital social exigé par la loi, la société ne pourrait se constituer.

2° Une assemblée générale *annuelle* ou *ordinaire* est convoquée. Pour la validité de ses délibérations, il faut que le *quart* du capital soit représenté, et les actionnaires présents ne représentent point cette quotité.

Il y a lieu de convoquer une nouvelle assemblée dans les formes tracées par l'acte de société, et elle délibère valablement quelle que soit la portion du capital représentée par les actionnaires présents (*Art.* 29, 2e *alinéa*);

3° Il s'agit de modifier les statuts, ou de restreindre la durée de la société, ou bien encore d'en prolonger la durée.

Dans ce cas, la *moitié* du capital social doit nécessairement être représentée.

Si la première assemblée n'aboutit pas, faute de représenter la portion du capital indiquée, on pourra sans doute provoquer la réunion d'une seconde assemblée; mais celle-ci ne saurait prendre de résolution efficace que si elle réunit un nombre d'actionnaires représentant la *moitié* du capital social.

ADMINISTRATEURS. — Dans la Société anonyme, les administrateurs ne sont que des mandataires *révocables* (*Art.* 22, *loi de* 1867).

Cette révocabilité existe toujours, et il n'y a point à s'occuper de savoir si la nomination remonte à l'origine de la société ou si elle a une date plus récente. Il est de l'*essence* même de la société anonyme d'avoir des administrateurs révocables. On ne pourrait déroger à ce principe, même dans l'acte de société, et stipuler que les administrateurs ne seront pas révocables. Car ce serait mettre la société sous la dépendance des administrateurs, tandis que ce sont eux qui doivent être soumis à la société.

La révocation peut avoir lieu sans *cause légitime* approuvée par la justice, même à l'égard des administrateurs *statutaires*. C'est là une dérogation à la règle contenue dans l'article 1856, 2° C. civ., qui n'autorise que pour des causes légitimes la révocation de ces administrateurs.

Toutefois, cette opinion n'est point professée par tous les commentateurs. Il y a des auteurs, en effet, qui soutiennent que les administrateurs *statutaires* ne peuvent être révoqués que pour une cause dont la justice apprécie la légimité.

La loi ajoute (*Art.* 22, *loi de* 1867) que les administrateurs sont des mandataires *à temps*, c'est-à-dire dont les pouvoirs sont limités à une certaine durée. C'est une sage mesure qui permet de ne pas imposer aux actionnaires nouveaux l'administration élue par les anciens actionnaires, et qui, par la nécessité où il met les administrateurs de se représenter périodiquement aux suffrages des associés, les oblige à surveiller leurs opérations et à sauvegarder les intérêts de la société.

Les administrateurs, outre qu'ils sont révocables et mandataires *à temps*, sont encore, ajoute l'article 22 de la même loi *salariés* ou *gratuits*, ce qui

était, du reste, inutile à dire, car tout mandat est salarié ou gratuit, à la volonté des parties, et nous avons vu que l'administrateur a un mandat.

Le Code de commerce permettait de choisir les administrateurs en dehors de la société. La loi de 1867 exige qu'ils soient pris parmi les associés (*Art.* 22 *à la fin*).

Toutefois, pour ne point priver la société du concours et des lumières d'un administrateur distingué, la loi ajoute immédiatement : Les mandataires peuvent choisir parmi eux un directeur, ou, si les statuts le permettent, se substituer un mandataire étranger à la société et dontils sont responsables envers elle.

Ainsi spécifiés et limités, les pouvoirs des administrateurs sont ceux qui appartiennent à des mandataires ordinaires. Ils représentent la société dans les différents actes de son commerce et l'engagent, sans s'obliger eux-mêmes personnellement ni solidairement. C'est contre la société que devront agir les tiers ; jamais ni directement ni indirectement contre les administrateurs.

Les administrateurs sont choisis dans la seconde assemblée générale qui précède la constitution définitive de la société.

Ils ne peuvent être nommés pour plus de six ans. Leur réélection est toujours possible, si les statuts ne s'y opposent.

Il serait toujours permis aux fondateurs de les désigner dans l'acte de société, avec stipulation formelle que leur nomination ne sera point soumise à la ratification de l'assemblée générale.

Toutefois, les pouvoirs des administrateurs ainsi nommés ne peuvent s'étendre au-delà de trois ans (*Art.* 25 *de la loi de* 1867).

Les administrateurs doivent être propriétaires d'un nombre d'actions déterminé par les statuts.

Les actions des administrateurs forment un fonds de garantie pour les tiers et pour la société.

Elles sont *nominatives*, *inaliénables*, frappées d'un timbre indiquant l'inaliénabilité, et déposées dans la caisse sociale.

Elles sont affectées en totalité à la garantie de tous les actes de la gestion. même de ceux qui seraient exclusivement personnels à l'un des administrateurs (*Art.* 26 *de la loi de* 1864).

Le législateur ne voulant pas placer l'administrateur entre son intérêt et celui de la société, déclare, dans l'article 40 de la loi de 1867, qu'il lui est interdit de prendre un intérêt direct ou indirect dans les *entreprises* ou *marchés* faits pour le compte de la société.

Il est à remarquer que la loi exige, pour que la prohibition soit applicable, qu'il y ait eu, de la part de l'administrateur, un certain nombre d'actes ; une entreprise, un marché, en effet, se décompose toujours en plusieurs opérations.

Chaque année, du reste, à l'assemblée *annuelle*, il sera rendu compte de l'exécution des entreprises ou des marchés que l'assemblée générale aura autorisés.

Il ne faudrait pas croire que le mandat donné aux administateurs les met à l'abri de toute poursuite sur leurs biens particuliers. Sans doute, s'ils ne sortent pas des bornes de leur mandat, ils n'engagent que leur mise ; mais dès qu'ils outrepassent leurs pouvoirs, ils deviennent personnellement et indéfiniment responsables, soit à l'égard de la société, soit envers les tiers.

La loi les rend encore responsables sur tous leurs biens de leurs *fautes* personnelles et des fautes des co-administrateurs. L'article 44 de la loi de 1867 cite, comme exemple, le cas d'administrateurs qui ont distribué ou laissé distribuer des dividendes fictifs.

Qu'ils soient de bonne foi ou de mauvaise foi ; qu'ils aient été parties actives dans la distribution ou simplement passives, peu importe : leur responsabilité est engagée et ils ne peuvent s'y soustraire. Ils devaient, pour se mettre à l'abri de tout soupçon, former opposition à cet acte frauduleux.

Les devoirs des administrateurs sont multiples. A ceux que nous avons déjà signalés, il convient d'ajouter les suivants, qui ne sont point les moins importants :

1° *Au début de la société,* ils doivent s'assurer qu'elle a été régulièrement constituée et qu'elle fonctionne bien. Et cette obligation est fortement sanctionnée (*Art. 42 de la loi de* 1867) par le législateur. En effet, ils sont responsables indéfiniment et solidairement envers les tiers et envers les actionnaires des conséquences de la nullité qui résulterait de leur négligence à cet égard.

2° *Chaque semestre,* il doit être dressé un état sommaire de la situation active et passive de la société, pour être mis à la disposition des commissaires (*Art.* 34, *loi de* 1867). Ce sont les administrateurs qui sont chargés du soin de faire dresser cet état.

3° *Chaque année,* ils font faire un inventaire des valeurs mobilières et immobilières, et de toutes les dettes actives et passives de la société, conformément aux dispositions de l'article 9 du Code de commerce (*Art.* 34, *loi de* 1867).

En outre, les administrateurs ont une mission spéciale dans certaines circonstances.

En cas de perte des *trois quarts* du capital social, les administrateurs sont tenus de réunir l'assemblée générale des actionnaires pour savoir s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la société.

S'agit-il du capital *réalisé* ou du capital *souscrit?* La loi est muette; mais la discussion que provoqua à la Chambre la loi de 1867 ne nous laisse pas de doute : il s'agit des *trois quarts* du capital *souscrit.*

La disposition de la loi est très-sage; car, d'un côté, elle fait un devoir à l'assemblée d'examiner la situation gravement comprise de la société; d'un autre, elle lui laisse la faculté pleine et entière de se dissoudre ou de continuer ses opérations.

Dans tous les cas, la résolution de l'assemblée doit être rendue publique.

Si les administrateurs ne réunissent pas l'assemblée générale, ou si l'assemblée ne peut prendre de résolution, faute d'avoir la majorité requise par la loi, il appartient à tout intéressé de provoquer devant les tribunaux la dissolution de la société (*Art.* 34, *loi de* 1867).

A cet effet, celui qui veut demander la dissolution de la société met les administrateurs en demeure, au moyen d'une sommation par huissier, de réunir l'assemblée générale dans un délai fixé, et, ce délai passé, si les administrateurs n'ont pas obtempéré à cette sommation, il les assigne devant le tribunal de commerce *pour voir prononcer la dissolution de la société.*

Une autre circonstance où les tiers peuvent provoquer directement et sans mise en demeure la dissolution, c'est lorsque le nombre des actionnaires est réduit à moins de sept (*Art.* 38, *loi de* 1867) depuis un an au moins.

Les administrateurs doivent encore veiller à ce qu'il soit prélevé tous les ans, sur les bénéfices nets, un vingtième au moins affecté à un fonds de réserve, jusqu'à ce que le fonds de réserve ait atteint le dixième du capital social (*Art.* 36, *loi de* 1867).

Commissaires. — Dans la société anonyme, la surveillance des intérêts appartient à un ou plusieurs commissaires élus par les actionnaires réunis en assemblée générale.

Ils sont pris, en général, parmi les associés; mais ils peuvent l'être parmi les personnes étrangères à la société.

A défaut de nomination des commissaires par l'assemblée, ou en cas d'empêchement ou de refus des personnes choisies, il est pourvu à leur nomination ou à leur remplacement par ordonnance du président du tribunal de commerce du siége de la société, à la requête de tout intéressé, les administrateurs appelés.

Pendant le trimestre qui précède l'époque fixée par les statuts pour la

réunion de l'assemblée générale, les commissaires ont le droit, quand ils le jugent convenable dans l'intérêt social, de prendre communication des livres et d'examiner les opérations de la société.

Ils font tous les ans un rapport sur la situation de la société, sur le bilan et sur les comptes présentés par les administrateurs.

L'approbation du bilan et des comptes par l'assemblée doit être précédée, pour être valable, du rapport des commissaires.

Dans les circonstances graves où il est utile que les actionnaires se réunissent, les commissaires sont chargés de provoquer la réunion des actionnaires.

Comme on le voit, les pouvoirs des commissaires sont de courte durée, puisqu'ils sont élus seulement pour un an, et la période de leur contrôle sérieux se réduit au trimestre qui précède la réunion de l'assemblée annuelle.

L'étendue et les effets de leur responsabilité envers la société sont déterminés d'après les règles générales du mandat.

Les articles 41, 42 et 45 nous renvoient aux règles de la commandite par actions pour savoir dans quels cas la société est nulle et quelles sont les conséquences civiles et pénales de la nullité encourue.

Aux cas de nullité de la société en commandite par actions, il faut ajouter les suivants, qui sont spéciaux à la société anonyme :

1° Lorsque les administrateurs ne seront pas des mandataires *à temps*, *révocables* ou *associés ;*

2° Lorsque le nombre des associés ne sera pas de sept au moins;

3° Lorsque les formalités pour la nomination des administrateurs et des commissaires édictées par l'article 25 n'auront pas été observées.

4° Lorsque la société se sera constituée avant l'acceptation de leurs fonctions, contrairement aux dispositions contenues dans le même article.

Maintenant, sur qui retombe la responsabilité de cette nullité? Évidemment sur ceux à qui elle peut être imputée : sur les administrateurs qui étaient en fonctions au moment où elle a été encourue.

Cette responsabilité est prononcée solidairement entre tous les administrateurs à l'égard des tiers, parce que pouvant empêcher l'infraction ils l'ont laissée s'accomplir.

La responsabilité pénale est la même que dans la société en commandite par actions : les peines prononcées contre les gérants dans celle-ci s'appliquent aux administrateurs dans la société anonyme.

Les articles 46 et 47 de la loi de 1867 consacrent des mesures transitoires qui n'ont guère d'intérêt à l'heure actuelle.

Les sociétés anonymes existant avant 1867 ont conservé leurs statuts : la loi n'a pas eu d'effet rétroactif à leur égard, et elles ont pu subsister comme par le passé. Mais on ne pouvait pas leur refuser le droit de se changer en société anonyme telle que la loi venait de la régler. C'est ce qu'a formellement exprimé l'article 46.

D'un autre côté, les sociétés à responsabilité limitée, introduites par une loi du 23 mai 1863, dans le seul but de corriger la rigueur de la loi, qui exigeait l'autorisation du Gouvernement pour la constitution d'une société anonyme, n'avait plus sa raison d'être alors que la nouvelle loi levait cet obstacle.

Aussi l'article 47 supprime-t-il la société à responsabilité limitée.

— *Principales différences entre la société en commandite par actions et la société anonyme.*— La société en commandite par actions a ce point commun avec la société anonyme qu'elles sont toutes deux des sociétés par actions et non par intérêt, ce qui est le caractère distinctif des deux premières sociétés (en nom collectif et en commandite simple) que nous avons étudiées. Mais elles diffèrent à plusieurs points de vue qu'il n'est pas inutile de faire ressortir :

1° Dans la société en commandite, il y a une raison sociale. — Il n'y en a pas dans la société anonyme;

2° Dans la société en commandite, il n'y a pas de *minimum* fixé au nombre des associés. Dans la société anonyme, il doit y avoir au moins sept associés;

3° Dans la société en commandite par actions, il y a deux classes d'associés; les commandités et les actionnaires. — Il n'y a que des actionnaires dans la société anonyme;

4° Dans la commandite, l'administration appartient à un gérant responsable et irrévocable. — Dans la société anonyme, l'administrateur est un mandataire révocable et qui n'engage que sa mise;

5° Dans la société en commandite par actions, point de fonds de réserve obligatoire; point de nécessité, en cas de perte de trois quarts du capital social, de faire statuer sur la dissolution de la société. — Tous ces devoirs incombent à l'administrateur dans la société anonyme.

Nous examinons plus loin les conditions de publicité auxquelles sont soumises les sociétés anonymes.

Association en participation (1).

— Art. 47, 48, 49, 50 Code de com. —

Le Code de commerce a posé les principes qui régissent les associations en participation dans les articles 47, 48, 49 et 50. Quatre articles lui ont suffi pour régler cette matière; mais ici la brièveté a été l'obscurité. Les caractères de la société sont mal définis, et il en résulte que les auteurs, en les recherchant, ont soulevé de nombreuses controverses qui ne sont pas encore résolues.

Le législateur de 1867, qui s'est montré si soucieux à l'égard des autres sociétés, ne s'est point occupé des associations en participation.

Quoi qu'il en soit, et sans entrer dans les théories spécieuses ou savantes que les auteurs ont créées pour découvrir l'esprit de la loi, nous allons donner la doctrine qui est généralement enseignée par les commentateurs.

Qu'est-ce qu'une association en participation ? Le Code ne définit point cette société. De là deux opinions.

On la reconnaît, dit M. Bravard, à ce caractère qui lui est particulier : c'est qu'elle est limitée à *une* ou *plusieurs* opérations déterminées et qu'elle n'est assujettie à aucune formalité.

Il ne suffit point, répondent les adversaires de ce système, que la société soit bornée à *une* ou *plusieurs* opérations et qu'elle n'ait point de formalité à remplir, il faut y joindre ce caractère : que les opérations soient faites sous le nom de l'*un* des participants et non pas en *nom commun*; qu'en conséquence, celui qui agit s'oblige *seul* envers les tiers ou devienne *seul* leur créancier.

En l'absence de définition donnée par la loi, les Juges décideront si, d'après les faits, ils estiment qu'il y a eu association en participation.

Remarquons bien qu'ils devront s'appuyer sur les faits et les circonstances pour asseoir leur conviction, plutôt que sur le nom qu'il a plu aux intéressés de donner à leur association.

Plusieurs personnes s'associent pour exploiter une coupe de bois, pour faire des fournitures; il y aura là une association en participation, mais il arrivera souvent, en pratique, qu'il ne sera point facile de distinguer si la société appelée en participation n'est pas une vraie société en nom collectif. Les conséquences, cependant, sont bien différentes : S'il y a société en nom col-

---

(1) Voy. Formulaire N° 14.

lectif, tous les associés sont responsables; s'il y a association en participation, les tiers ne peuvent s'adresser qu'à celui avec lequel ils ont traité.

La société, ou, pour mieux dire, l'association en participation, forme-t-elle une personne morale ? On n'est pas non plus d'accord sur ce point. Néanmoins la majorité des auteurs pense qu'elle ne forme pas une personne juridique. La Cour de cassation s'est ralliée plusieurs fois à cette opinion.

Ce qu'il y a d'incontestable, c'est que l'association en participation est un contrat purement *consensuel*, c'est-à-dire qui n'exige aucune forme essentielle pour sa formation; qu'elle peut être constatée (*Art.* 49) par toute sorte de preuve que le tribunal voudra admettre : représentation des livres, correspondance, etc.

En outre, cette association n'est pas soumise aux règles de publicité des des sociétés commerciales en général.

En ce qui concerne l'administration, comme du reste pour ce qui a trait aux rapports des associés entre eux, c'est la convention seule qu'il faut étudier.

Comme nous l'avons dit, l'administrateur ou gérant qui s'offre au public et traite avec lui est le *seul* auquel le public fasse confiance, et c'est lui *seul* qui devient créancier ou débiteur.

Si plusieurs *participants* ont concouru à un acte fait avec un tiers, seront-ils tenus solidairement envers le tiers des suites de l'acte ? L'affirmative ne semble point douteuse : la solidarité est le droit commun en matière commerciale.

Maintenant, dans leur rapport entre eux, les associés en participation se rendront compte réciproquement des profits et des pertes selon les règles par eux tracées dans leur convention.

Pour nous résumer, nous dirons de la société en participation :

1° Qu'elle est un contrat purement consensuel, non soumis aux formes de la publicité ordinaire;

2° Qu'elle ne forme point une personne morale;

3° Que ses caractères distinctifs sont : sa limitation à un ou plusieurs objets, et cette considération qu'un ou plusieurs participants deviennent seuls créanciers ou débiteurs à l'égard des tiers.

On a dit que ce n'était qu'une société *entre associés*, et le mot est très-juste.

Société a capital variable.

Loi du 24 juillet 1867. — Titre III.

48. — Il peut être stipulé, dans les statuts de toute société, que le capital social sera susceptible d'augmentation par des versements successifs faits par les associés ou l'admission d'associés nouveaux, et de diminution par la reprise totale ou partielle des apports effectués. — Les sociétés dont les statuts contiendront la stipulation ci-dessus seront soumises, indépendamment des règles générales qui leur sont propres suivant leur forme spéciale, aux dispositions des articles suivants.

49. — Le capital social ne pourra être porté par les statuts constitutifs de la société au-dessus de la somme de deux cent mille francs. — Il pourra être augmenté par des délibérations de l'assemblée générale prises d'année en année; chacune des augmentations ne pourra être supérieure à deux cent mille francs.

50. — Les actions ou coupons d'actions seront nominatifs, même après leur entière libération; ils ne pourront être inférieurs à cinquante francs. — Ils ne seront négociables qu'après la constitution définitive de la société. — La négociation ne pourra avoir lieu que par voie de transfert sur les registres de la société, et les statuts pourront donner, soit au conseil d'administration, soit à l'assemblée générale, le droit de s'opposer au transfert.

51. — Les statuts détermineront une somme au-dessous de laquelle le capital ne pourra être

réduit par les reprises des apports autorisées par l'article 48. — Cette somme ne pourra être inférieure au dixième du capital social. — La société ne sera définitivement constituée qu'après le versement du dixième.

52. — Chaque associé pourra se retirer de la société lorsqu'il le jugera convenable, à moins de conventions contraires et sauf l'application du paragraphe 1er de l'article précédent. — Il pourra être stipulé que l'assemblée générale aura le droit de décider à la majorité, fixée pour la modification des statuts, que l'un ou plusieurs des associés cesseront de faire partie de la société. — L'associé qui cessera de faire partie de la société, soit par l'effet de sa volonté, soit par suite de décision de l'assemblée générale, restera tenu, pendant cinq ans, envers les associés et envers les tiers, de toutes les obligations existant au moment de sa retraite.

53. — La société, quelle que soit sa forme, sera valablement représentée en justice par ses administrateurs.

53. — La société ne sera point dissoute par la mort, la retraite, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés; elle continuera de plein droit entre les autres associés.

La loi du 24 juillet 1867 a introduit en France des sociétés très-répandues en Allemagne et en Angleterre, et connues sous le nom de sociétés de *coopération*.

Les difficultés matérielles de la vie, la concurrence écrasante ouverte par les grands capitaux contre les petites ressources ont fait comprendre à l'ouvrier qu'il devait s'associer pour se procurer à meilleur marché les objets nécessaires à la vie et s'assurer de son travail une rémunération directe et par conséquent plus avantageuse. C'est sous l'empire de ces idées fécondes en heureux résultats que se sont formées les sociétés de *consommation*, de *crédit mutuel* et de *production*. C'est là, dans l'idée sagement comprise d'association, de mise en commun des épargnes, du travail et des intérêts, que les ouvriers trouveront une amélioration sensible de leur condition physique et morale.

Toutes ces diverses sociétés ont été réglementées sous le nom de sociétés à capital variable par le législateur de 1867.

Étudions les principes qui régissent ces sociétés.

On peut définir, dit M. Rivière, la *société à capital variable*, celle dans les statuts de laquelle il est stipulé que le capital social sera susceptible d'être augmenté par des versements successifs des associés ou l'admission de nouveaux membres, et d'être diminué par la reprise totale ou partielle des apports (*Art. 48 de la loi de* 1867).

Ce qu'il fallait avant tout garantir, ce que la loi devait contenir pour être utile et pratique, c'était la facilité pour les associés d'augmenter ou de diminuer les capitaux mis en commun; de les retirer même, dans un moment de crise, sans que la société en souffrît; car les membres de ces sociétés, ouvriers le plus souvent, sont exposés à des éventualités de ce genre.

C'est aussi le but que s'est proposé le législateur dans les dispositions que nous étudions.

La société à capital variable est la seule où le capital ne soit pas *fixe* et où il soit, comme l'indique son nom, *variable*. Cependant les statuts déterminent la somme au-dessous de laquelle le capital ne pourra être réduit. Cette somme ne pourra être inférieure au dixième du capital.

La société à capital variable doit revêtir une des formes des autres sociétés : elle doit être ou en nom collectif, ou en commandite ou anonyme. Elle est soumise aux règles qui sont propres aux sociétés dont elle a emprunté la forme, et, en outre, aux dispositions spéciales qui concernent les sociétés à capital variable.

Ces règles sont les suivantes :

1° Le capital social, à l'origine de la société, ne pourra être de plus de 200,000 francs. Mais, tous les ans, l'assemblée générale pourra l'augmenter de pareille somme (*Art. 49, loi de* 1867).

La loi a voulu par là multiplier les sociétés et initier progressivement les associés au maniement des gros capitaux.

2° Les actions ou coupons d'actions sont nominatifs, même après leur entière libération.

Il fallait, par crainte de l'agiotage, prohiber la forme des actions au porteur.

Les actions ou coupons d'actions ne pourront être inférieurs à 50 francs.

On se souvient que les actions sont émises dans les autres sociétés à un taux plus élevé. C'est en considération de la modicité des ressources dont disposent les ouvriers que le législateur a permis d'émettre des actions à 50 francs.

3° Les actions ou coupons d'actions ne sont négociables qu'après la constitution définitive de la société.

La négociation ne peut s'effectuer que par la voie du transfert sur les livres de la société; et les statuts peuvent donner à l'assemblée générale ou aux administrateurs le droit de s'opposer au transfert (*Art.* 50, *loi de* 1867).

4° Celui qui fait partie d'une société à capital variable peut se retirer quand il le juge convenable, pourvu qu'en se retirant il ne réduise pas le capital social au-dessous du minimum fixé par les statuts ou du dixième, car alors sa retraite amènerait la dissolution de la société.

L'associé qui a retiré sa mise cesse évidemment de faire partie de la société.

Non-seulement l'associé peut se retirer librement sans que la société soit atteinte dans son existence et dans sa marche, mais encore les statuts peuvent décider que l'assemblée générale pourra écarter de la société tout membre qui lui paraîtrait indigne d'en faire partie.

Cette délibération ne pourra être prise qu'à la majorité fixée pour la modification des statuts (*Art.* 52, *loi de* 1867).

Dans tous les cas, que l'associé se retire volontairement ou qu'il soit exclu, il reste tenu, pendant *cinq* ans, envers la société et les tiers, de toutes les obligations existant au moment de sa retraite.

5° Que la société à capital variable soit civile ou commerciale (elle peut avoir l'un ou l'autre de ces caractères), la société sera valablement représentée en justice par ses administrateurs (*Art.* 53, *loi de* 1867).

6° La société à capital variable n'est dissoute ni par la mort, ni par la retraite, ni par l'interdiction, ni par la faillite, ni par la déconfiture de l'un des associés; elle continue de plein droit entre les autres associés (*Art.* 54, *loi de* 1867).

Tous ces événements ont pour effet, en général, de mettre fin aux sociétés. La société à capital variable, par la nature même de ses opérations, devait rester debout malgré tous ces changements. C'est ce que dit la loi.

Mais le contraire pourrait être stipulé dans les statuts.

SECTION II.

PREUVE ET PUBLICITÉ DES SOCIÉTÉS.

— Art. 39, 40, 31 Code de com. —

Loi du 24 juillet 1867. — Titre IV.

55. — Dans le mois de la constitution de toute société commerciale, un double de l'acte constitutif, s'il est sous-seing privé, ou une expédition, s'il est notarié, est déposé aux greffes de la justice de paix et du tribunal de commerce du lieu dans lequel est établie la société. — A l'acte constitutif des sociétés en commandite par actions et des sociétés anonymes sont annexées : 1° une expédition de l'acte notarié constatant la souscription du capital social et le versement du quart; 2° une copie certifiée des délibérations prises par l'assemblée générale dans les cas prévus par les articles 4 et 24. — En outre, lorsque la société est anonyme, on doit annexer à l'acte constitutif la liste nominative, dûment certifiée, des souscripteurs, contenant les nom, prénoms, qualités, demeure et le nombre d'actions de chacun d'eux.

56. — Dans le même délai d'un mois, un extrait de l'acte constitutif et des pièces annexées est publié dans l'un des journaux désignés pour recevoir les annonces légales. — Il sera justifié de l'insertion par un exemplaire du journal certifié par l'imprimeur, légalisé par le maire et enregistré dans les trois mois de sa date. — Les formalités prescrites par l'article précédent et par le présent article seront observées, à peine de nullité, à l'égard des intéressés; mais le défaut d'aucune d'elles ne pourra être opposé aux tiers par les associés.

57. — L'extrait doit contenir les noms des associés autres que les actionnaires ou commanditaires; la raison de commerce ou la dénomination adoptée par la société et l'indication du siége social; la désignation des associés autorisés à gérer, administrer et signer pour la société; le montant du capital social et le montant des valeurs fournies ou à fournir par les actionnaires ou commanditaires; l'époque où la société commence, celle où elle doit finir et la date du dépôt fait aux greffes de la justice de paix et du tribunal de commerce.

58. — L'extrait doit énoncer que la société est en nom collectif ou en commandite simple, ou en commandite par actions, ou anonyme, ou à capital variable. — Si la société est anonyme, l'extrait doit énoncer le montant du capital social en numéraire et en autres objets, la quotité à prélever sur les bénéfices pour composer le fonds de réserve. — Enfin, si la société est à capital variable, l'extrait doit contenir l'indication de la somme au-dessous de laquelle le capital social ne peut être réduit.

59. — Si la société a plusieurs maisons de commerce situées dans divers arrondissements, le dépôt prescrit par l'article 55 et la publication prescrite par l'article 56 ont lieu dans chacun des arrondissements, le dépôt sera fait seulement au greffe de la justice de paix du principal établissement.

60. — L'extrait des actes et pièces déposées est signé, pour les actes publics, par le notaire, et, pour les actes sous-seing privé, par les associés, en nom collectif, par les gérants des sociétés en commandite ou par les administrateurs des sociétés anonymes.

61. — Sont soumis aux formalités et aux pénalités prescrites par les articles 55 et 56 : — Tous actes et délibérations ayant pour objet la modification des statuts, la continuation de la société au-delà du terme fixé pour sa durée, la dissolution avant ce terme et le mode de liquidation, tout changement ou retraite d'associés et tout changement à la raison sociale. — Sont également soumises aux dispositions des articles 55 et 56 les délibérations prises dans les cas prévus par les articles 19, 37, 46, 47 et 49 ci-dessus.

62. — Ne sont pas assujettis aux formalités de dépôt et de publication les actes constatant les augmentations ou les diminutions du capital social opérées dans les termes de l'article 48, ou les retraites d'associés, autres que les gérants ou administrateurs, qui auraient lieu conformément à l'article 52.

63. — Lorsqu'il s'agit d'une société en commandite par actions ou d'une société anonyme, toute personne a le droit de prendre communication des pièces déposées aux greffes de la justice de paix et du tribunal de commerce, ou même de s'en faire délivrer à ses frais expédition ou extrait par le greffier ou par le notaire détenteur de la minute. — Toute personne peut exiger qu'il lui soit délivré au siége de la société une copie certifiée des statuts, moyennant payement d'une somme qui ne pourra excéder un franc. Enfin, les pièces déposées doivent être affichées d'une manière apparente dans les bureaux de la société.

64. — Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents *imprimés* ou *autographiés*, émanés des sociétés anonymes ou des sociétés en commandite par actions, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie immédiatement de ces mots, écrits lisiblement en toutes lettres : *Société anonyme* ou *Société en commandite par actions*, et de l'énonciation du montant du capital social. Si la société a usé de la faculté accordée par l'article 40, cette circonstance doit être mentionnée par l'addition de ces mots : *à capital variable*. Toute contravention aux dispositions qui précèdent est punie d'une amende de cinquante à mille francs.

65. — Sont abrogées les dispositions des articles 42, 43, 44, 45 et 46 du Code de commerce.

PREUVE DES SOCIÉTÉS. — Toutes les sociétés commerciales, en nom collectif, en commandite ou anonymes, doivent être constatées par écrit, lors même que l'objet de la société serait d'une valeur inférieure à cent cinquante francs.

Les associations en participation, nous l'avons vu, font seules exception à ce principe.

Mais les associés sont libres de faire l'acte de société sous-seing privé ou par-devant notaire.

Le Code de commerce ne permettait de former la société anonyme que par acte authentique; mais la loi de 1867 a consacré, à l'égard de cette societé, le droit qui avait été reconnu jusqu'alors aux autres de se constituer par acte privé ou par acte public, à la volonté des parties.

Les règles précédentes et celles qui vont suivre sont applicables à la société à capital variable, suivant qu'elle emprunte l'une ou l'autre des formes des sociétés commerciales.

L'intérêt de savoir si une société a été constituée par acte sous-seing privé ou par acte notarié ne se présente qu'au point de vue du nombre d'*originaux* qu'on a dû faire.

Prenons d'abord les sociétés à *intérêt* : la société en nom collectif et la société en commandite simple. Si l'acte de société est fait par devant notaire, un seul acte suffit. C'est la *minute*, qui reste entre les mains du notaire et dont on peut toujours avoir expédition. Si l'acte est sous-seing privé, il doit être fait en autant d'*originaux* qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct, c'est-à-dire d'associés.

Nous avons vu que, dans la société en commandite simple ou par intérêt, les commanditaires étaient de véritables associés. Il faudra donc un *original* de l'acte de société pour chacun des commanditaires.

Toutefois, cette dernière opinion n'est pas partagée par tous les auteurs. Quelques-uns prétendent que dans la société en commandite par intérêt il n'est besoin que de deux originaux : l'un pour les commandités, l'autre pour les commanditaires.

Quoi qu'il en soit, il est absolument nécessaire, pour être à l'abri de toute difficulté, de rédiger l'acte de société en commandite par intérêt en autant d'originaux que d'associés, par conséquent un original pour chaque commandité et un original pour chaque commanditaire.

S'il s'agit d'un acte de société en commandite par actions ou anonyme, un seul acte suffit s'il est notarié; il faut deux originaux, si l'acte est sous-seing privé. Nous avons un texte formel à cet égard (*Art.* 1er, 5me *al. et art.* 21, 2me *al.*, *loi du 24 juillet* 1867). L'un demeure annexé à la déclaration notariée de souscription du capital social; l'autre est déposé au siége social.

Une question des plus controversées est celle de savoir si, dans les sociétés commerciales, l'écrit est exigé *ad solemnitatem* ou seulement *ad probationem*.

Je m'explique : si un écrit est exigé *ad solemnitatem*, aucune société ne peut avoir d'*existence* que par un écrit et rien ne peut suppléer cet écrit : ni correspondance, ni livres. — Si, au contraire, l'écrit n'est exigé qu'*ad probationem*, comme *preuve*, l'existence de la société pourra être prouvée non pas par témoins (c'est là ce qu'on a voulu éviter quand on a exigé un écrit), mais par les autres moyens de preuve : aveu, registres, etc.

L'article 41 ajoute qu'aucune preuve *par témoins* ne peut être admise contre et outre le contenu dans les actes de société, ni sur ce qui serait allégué avoir été dit avant l'acte, lors de l'acte ou depuis, encore qu'il s'agisse d'une somme au-dessous de cent cinquante francs.

Ce qu'on veut éviter, on le voit, c'est que l'on puisse élever des contestations légères au sujet de certains faits ou certaines paroles dont la mémoire n'a gardé qu'imparfaitement le souvenir. Mais rien n'empêcherait, par exemple, de prouver une modification faite aux statuts, d'après les livres de la société, la correspondance ou les actes privés.

Loi du 24 juillet 1867. — Titre IV.

PUBLICITÉ DES SOCIÉTÉS. — La publicité à donner aux actes de société

présente l'avantage de faire connaître la société, les ressources dont elle dispose, l'objet de son commerce.

Les formalités relatives à la publication des actes de société étaient autrefois réglées par les articles 42 à 46 du Code de commerce. La loi de 1867 les a abrogés et a introduit un nouveau régime de publicité.

Ce nouveau régime a au moins l'avantage d'être uniforme pour les différentes sociétés.

Il consiste :

1° Dans le dépôt aux Greffes de la justice de paix et du tribunal de commerce du lieu dans lequel est établie la société, dans le mois de sa constitution, d'un double de l'acte constitutif, s'il est sous seing-privé, d'une expédition, s'il est notarié (*Art.* 55, *loi de* 1867) (1).

A l'acte constitutif de la société doivent être jointes certaines pièces pour être annexées.

Quand la société est en commandite par actions, on doit joindre :

1° Une expédition de l'acte notarié constatant la souscription totale du capital et le versement du quart (du dixième, s'il s'agit d'une société à capital variable) ;

2° Une copie certifiée des délibérations prises par l'assemblée générale relativement aux apports et aux avantages (*Art.* 55, *loi de* 1867) (2).

Quand la société est anonyme, en outre des actes ci-dessus énoncés, il faut présenter la liste nominative, dûment certifiée, des souscripteurs, contenant les noms, prénoms, qualités, et le nombre d'actions de chacun d'eux (*Art.* 55, *loi de* 1867) (3).

3° Dans la publication, faite dans le même délai d'un mois, dans l'un des journaux désignés pour recevoir les annonces légales, d'un extrait de l'acte constitutif et des pièces annexées (4).

Il doit être justifié de l'insertion par un exemplaire du journal, certifié par l'imprimeur, légalisé par le Maire et enregistré dans les trois mois de sa date (*Art.* 56, *loi de* 1867).

Les articles 57 et 58 de la loi de 1867 nous indiquent ce que contiendra l'extrait, selon l'espèce de société dont il s'agit.

L'extrait doit contenir :

1° Les noms des associés, autres que les actionnaires ou commanditaires. Cette prescription ne s'applique point à la société anonyme, où il n'existe que des actionnaires ;

2° La raison de commerce ou la dénomination adoptée par la société et l'indication du siége social. Cette règle concerne toutes les sociétés ;

3° La désignation des associés autorisés à gérer, administrer ou signer pour la société ;

4° Le montant du capital social et le montant des valeurs fournies et à fournir par les actionnaires ou commanditaires. Cette énonciation n'est point applicable aux sociétés en nom collectif.

5° L'époque où la société commence, celle où elle finit, et la date du dépôt fait aux Greffes de la justice de paix et du tribunal de commerce ;

L'extrait énonce, en outre, quelle est la forme de la société : en nom collectit, en commandite, etc.

Spécialement, pour la société anonyme, l'extrait doit énoncer le montant du capital social en numéraire et en autres objets, la quotité à prélever pour composer le fonds de réserve; et pour la société à capital variable, l'indication de la somme au-delà de laquelle le capital social ne pourra subir de réduction.

---

(1) Voy. FORMULAIRE n° 15.

(2 et 3) Voy. FORMULAIRE n° 16.

(4) Voy. FORMULAIRE n°s 17, 18, 19, 20.

Si la société a plusieurs maisons de commerce, situées dans divers arrondissements, les formalités que nous venons d'étudier devront être faites dans chacun d'eux. Toutefois, dans les villes divisées en plusieurs arrondisssments, le dépôt sera fait seulement au Greffe de la justice de paix du principal établissement (*Art.* 59, *loi de* 1867)

L'article 60 indique ceux qui devront signer les extraits dont nous venons de parler : ce sont, pour les extraits d'actes publics, les notaires; pour les extraits d'actes sous-seing privé, les associés en nom collectif, les gérants pour les sociétés en commmandite, ou les administrateurs pour les sociétés anonymes (*Art.* 60, *loi de* 1867).

Sont soumis aux mêmes formalités de dépôt et de publication dans le même délai (*Art.* 61, *loi de* 1867) :

1° *Toute modification aux statuts.* — Toutes conventions, toutes clauses portant modification à quelqu'un des statuts de la société doivent être publiées. Ceci ne s'applique qu'aux points des statuts que la loi fait un devoir de rendre publics, Quant aux autres, il est évident que, puisqu'on n'est point obligé de les publier, on doit avoir la même liberté à l'égard des modifications qu'ils peuvent subir.

2° *La continuation de la société au-delà du terme fixé pour sa durée.* — En effet, une société qui continue d'exister après l'époque fixée pour sa dissolution est, en quelque sorte, une nouvelle société qui commence. Il faut donc en prévenir les intéressés.

3° *La dissolution de la société avant le terme fixé.* — C'est encore là un point qui intéresse vivement tous ceux qui sont appelés à traiter avec la société : il y a donc lieu de le rendre public.

Mais faut-il publier tout *fait* emportant avec lui la dissolution de la société? Nous ne le pensons pas. La loi dit (*Art.* 61, *loi de* 1867) : Tous *actes* et *délibérations* ayant pour objet la dissolution de la société avant le terme fixé pour sa durée. Il ne nous paraît pas que ces mots *actes* et *délibérations* signifient autre chose que les *résolutions* prises par les associés pour hâter la dissolution de la société.

Quelques commentateurs donnent au mot *acte* le sens de *fait* et veulent que tout ce qui amène la dissolution de la société : décès, faillite, interdiction d'un associé, soit publié dans les formes que nous avons indiquées plus haut.

La prudence exige donc que tous les *faits* et toutes les *délibérations* tendant à la dissolution anticipée de la société soient publiés.

4° *Le mode de liquidation.* — Nous expliquons plus loin, au titre des *liquidations* des sociétés, ce que signifie ce mot.

5° *Tout changement ou retraite d'associés.* — Ceci n'est vrai que dans les sociétés où il importe essentiellement au public de connaître les noms des associés, puisque ce n'est qu'à eux, à leur crédit qu'il fait confiance (sociétés en nom collectif et en commandite simple).

Mais s'il s'agit de société en commandite par actions ou anonyme, il importe peu aux tiers de savoir quels sont ceux qui possèdent les actions, et, par conséquent, toute publicité à cet égard est inutile.

6° *Tout changement à la raison sociale.* — On conçoit aisément l'intérêt qui s'attache à la publication d'un point aussi capital de la société; le nom sous lequel elle est connue dans le monde.

7° *Toute transformation de société.* — Quand une société se transforme, que de société en commandite par actions elle devient anonyme (*Art.* 19, *loi de* 1867), il y a lieu de publier ce changement, parce que, à proprement parler, il y a naissance d'une société nouvelle qu'il s'agit de faire connaître au public .

8° *La résolution prise par la société anonyme relativement à la dissolution.* — On sait que le capital social étant réduit aux trois quarts du capital souscrit, les Administrateurs de la société ont le devoir de réunir l'assemblée

générale des actionnaires pour lui poser cette question : Faut-il dissoudre la société ? C'est la réponse, quelle qu'elle soit, qui doit être publiée.

9° *L'augmentation de capital d'une société à capital variable*. — Il faut distinguer dans les augmentations de capital des sociétés à capital variable, celles qui résultent d'apports successifs faits par les associés ou de l'admission d'associés nouveaux, et celles qui ont été l'objet d'une délibération de l'assemblée générale. Ces dernières doivent être rendues publiques (*Art.* 61 *à la fin et* 49, *loi de* 1867). La publicité n'est pas exigée pour les premières (*Art.* 62, 48, *loi de* 1867).

La loi n'a pas non plus assujetti aux formalités de dépôt et de publication les retraites soit volontaires soit forcées d'associés, autres que les gérants ou administrateurs (*Art.* 62, 52, *loi de* 1867).

En ce qui concerne la publicité à donner aux sociétés en commandite par actions et aux sociétés anonymes, la loi a été encore plus loin. Les articles 63 et 64 de la loi de 1867 contiennent les dispositions suivantes à cet égard :

Toute personne, intéressée ou non, peut se présenter aux greffes de la justice de paix ou du Tribuual de Commerce où sont déposés l'acte de société et les pièces annexées et en prendre connaissance sur les lieux mêmes. — Il peut, s'il le préfère, en exiger, à ses frais, une expédition ou un extrait du greffier ou du notaire détenteur de la minute.

Toute personne, intéressée ou non, peut se présenter au siége social et avoir une copie *certifiée* des statuts, moyennant une petite rétribution qui ne peut excéder un franc.

Enfin, les pièces déposées doivent être affichées d'une manière apparente dans les bureaux de la société.

De plus : dans tous les actes, factures, etc., *autographiés* ou *imprimés*, émanés de ces sociétés, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie *immédiatement* de ces mots, écrits lisiblement en toutes lettres : *société anonyme* ou *société en commandite par actions*, et de l'énonciation du montant du capital social.

Si la société a usé de la faculté accordée par l'article 48 de la loi de 1867, cette circonstance doit être mentionnée par l'addition de ces mots : *à capital variable.*

Toute contravention aux dispositions qui précèdent est punie d'une amende de cinquante francs à mille francs.

Sanction des formalités de dépôt et de publication. — L'article 56 de la loi de 1867, qui sanctionne le défaut de publicité, s'exprime ainsi : Les formalités de dépôt et de publication seront observées, à peine de nullité, à l'égard des *intéressés* ; mais le défaut d'aucune d'elles ne pourra être opposé aux tiers par les associés.

Il y a peu d'articles qui aient donné prise à plus de discussions et qui aient fait naître plus de controverses.

Il est hors de doute que le défaut de dépôt et de publication peut être opposé par les tiers aux associés. Prenons un exemple : l'acte de société n'a pas été publié et je traite avec un associé qui signe de la raison sociale sans en avoir le droit. Si l'acte de société avait été porté à la connaissance du public par les moyens que la loi indique, je serais en faute, parce qu'il m'était facile de savoir qui avait le droit de signer de la raison sociale. Mais comme il n'y a pas eu de publicité, je n'ai aucune faute à me reprocher, et la société sera tenue, à mon égard comme si j'avais traité avec le véritable fondé de pouvoir.

Maintenant, faut-il aller plus loin et dire que les *associés* peuvent opposer à leurs *co-associés* la nullité résultant du défaut de publicité ? C'est un point sur lequel on ne tombe pas d'accord. Il nous semble que les termes de la loi autorisent les associés, qui sont de vrais *intéressés*, à opposer cette nullité aux autres co-associés, qui ne sont point des *tiers* par rapport à eux (*Art.* 56 *de la loi de* 1867).

En second lieu, les créanciers *personnels* des associés peuvent-ils opposer

cette nullité aux *créanciers de la société?* C'est ce qui est encore très-controversé.

L'intérêt de la question est celui-ci : Si les *créanciers personnels* des associés peuvent opposer la nullité aux *créanciers de la société*, ils viendront en concours avec ces derniers dans la distribution des biens composant le patrimoine social. Si, au contraire, ils ne peuvent s'en prévaloir, cette masse de biens sera distribuée seulement entre les *créanciers de la société*, sans que les *créanciers personnels* des associés puissent concourir.

Enfin, quant au passé, et par rapport aux associés, quelle sera, vis-à-vis l'un de l'autre, la situation résultant du défaut de publicité ? Dans une opinion, que nous ne saurions admettre, on prétend que l'acte de société est *radicalement* nul pour le passé et pour l'avenir ; qu'il n'y a pas à en tenir compte. — Nous pensons, au contraire, qu'au regard des associés, et dans leurs rapports respectifs, l'acte de société doit être considéré comme valable *pour le passé* et que c'est d'après cette base qu'il faut distribuer les biens mis en commun.

On considère généralement comme d'ordre public, la prescription de publier l'acte de société dans le délai d'un mois. Une publication faite après ce délai n'effacerait point la nullité encourue.

SECTION III.

DISSOLUTION. — LIQUIDATION. — PARTAGE DES SOCIÉTÉS COMMERCIALES.

Les règles concernant la dissolution, la liquidation et le partage des sociétés n'ont point été insérées dans le Code de commerce : elles font l'objet d'un chapitre spécial dans le Code civil (Voy. SOCIÉTÉS au *C. civ.*)

Nous ne pouvons, néanmoins, laisser dans l'ombre des points aussi importants de notre étude sur les sociétés.

I. DISSOLUTION. — Les auteurs distinguent les causes de dissolution *de plein droit* et les causes de dissolution *par voie d'action* Les premières entraînent la dissolution par elles-mêmes et à leur date, les autres donnent lieu seulement à une demande de dissolution et elles n'ont leur effet que du jour où le tribunal les a reconnues.

Les causes de dissolution de *plein droit* sont :

1° *L'expiration du temps pour lequel la société a été contractée.* — Que la société ait fait des bénéfices ou qu'elle soit en perte; qu'elle ait ou non atteint son but, la dissolution a lieu de plein droit par l'arrivée du terme fixé pour la dissolution ;

2° *L'extinction de la chose ou la consommation de la négociation.* — Il y a extinction de la chose, par exemple, quand un brevet d'invention qui constituait le fonds social a été annulé. Il y a consommation de la négociation, quand la société a atteint le but qu'elle s'était proposé;

3° *La perte d'un apport promis et non réalisé.*— Il faut bien comprendre ces expressions :

S'il s'agit d'un objet dont la propriété n'a été promise que dans un an à la société, si, avant l'expiration de l'année, l'objet a péri, la société est dissoute par le *fait même*, cet associé n'ayant fait aucun apport.

Si la chose n'a péri qu'après l'expiration de l'année, comme l'associé a fait un véritable apport, cette perte n'entraînera point la dissolution de la société (*Art.* 1867, *C. civ., à la fin*).

Un apport qui consiste dans la jouissance d'une chose, qu'un associé a apportée à la société comme mise, étant un apport *successif* et de tous les

instants, il en résulte que la perte de cette chose enlevant à l'associé son apport, la société sera dissoute ;

5° *La mort naturelle ou civile* (1) *de l'un des associés ; l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un d'eux.* — La déconfiture est l'état d'un non commerçant dont le passif est supérieur à l'actif.

Tous ces événements n'entraînent avec eux la dissolution de la société que lorsque la société repose sur la considération des personnes qui en font partie : société en nom collectif ; société en commandite simple.

Mais ils ne sauraient être une cause de dissolution, s'ils se produisent en la personne d'un actionnaire dans la société en commandite par actions ou anonyme. Car ce fait est absolument indifférent aux autres porteurs d'actions.

Du reste, il peut être stipulé que la société continuera de plein droit, dans tous les cas, malgré ces événements, entre les autres associés ou même avec les héritiers d'un associé décédé (*Art.* 1868, *C. civ.*);

6° *Le consentement de tous les associés* ;

7° *La volonté qu'un seul ou plusieurs expriment de n'être plus en société.* — Cette cause de dissolution ne s'applique qu'aux sociétés d'une durée *illimitée* ; encore faut-il que la renonciation soit de bonne foi, notifiée aux autres associés et qu'elle ne soit pas faite à contre-temps (*art.* 1879 *et* 1870, *C. civ.*).

Dans les sociétés par actions, rien de plus simple que de n'être plus en société : on cède ses actions à une autre personne.

Quant aux sociétés à capital variable, nous savons qu'un associé peut se retirer sans que la société en souffre.

Les causes de dissolution *par voie d'action* sont :

1° *L'inexécution des engagements contractés envers la société dans le contrat qui la constitue.* La société est un contrat *synallagmatique*, c'est-à-dire qui engage toutes les parties. Si l'une d'elles manque à son engagement, le contrat est résolu, mais la dissolution de la société ne datera que du jour où le Tribunal l'aura prononcée ;

2° *Les justes motifs de dissolution.* — L'article 1871 C. civ. appelle ainsi tout événement, tout fait postérieur à la formation de la société et qui ne lui permet plus de fonctionner utilement : une grande inimitié entre deux associés, une infirmité arrivée à l'un des gérants, etc. Le Tribunal apprécie la gravité du motif.

Nous rappelons seulement ici que la loi de 1867 (*Art.* 61) soumet la dissolution de la société avant le terme fixé pour sa durée aux formalités de publicité exigées pour leur constitution.

II. LIQUIDATION. — La liquidation est, dit M. Rivière, une opération qui a pour but de reconnaître et de constater le montant de l'actif et du passif ; de vérifier l'actif, et, s'il excède le passif, de le partager entre les divers intéressés ; enfin, de faire, pour atteindre ce double but, tous les actes nécessaires, notamment en convertissant en argent toutes les valeurs de la société, en procédant à la vente des marchandises ou des autres biens destinés à être vendus, en faisant le recouvrement des créances et en soldant les dettes.

Ces diverses opérations sont confiées à un ou plusieurs *mandataires* de la société appelés *liquidateurs*, qui sont nommés soit dans l'acte de société, soit dans un acte postérieur.

Si la nomination des liquidateurs a été faite dans l'acte même de société, ils ont dû réunir l'unanimité des suffrages des associés.

En est-il de même quand le *liquidateur* est nommé dans un acte postérieur à l'acte de société ? Nous estimons qu'ici encore l'unanimité des voix des associés doit se porter sur la même personne ; et que, si on ne peut l'obtenir,

---

(1) La mort civile est abolie depuis 1854.

il faut s'adresser au Tribunal de commerce du lieu, qui nommera d'office un liquidateur.

Cependant M. Bravard pense qu'il suffit de la majorité des voix pour nommer valablement les liquidateurs.

Les liquidateurs peuvent être ou des associés ou des personnes étrangères à la société.

Ils ne sont que des *mandataires* des associés à l'effet de faire une situation nette à la société. Comme tels, ils ne s'engagent jamais eux-mêmes, mais ceux qui leur ont confié le mandat d'agir pour eux : les associés.

Leur premier devoir consiste à faire inventaire des biens mobiliers composant la masse des *biens sociaux*, et à dresser l'état de situation des immeubles.

Ils font ensuite les actes *conservatoires*, c'est-à-dire les inscriptions d'hypothèques, les interruptions de prescription, etc.

Rentrant alors dans leurs véritables fonctions de liquidateurs, ils payent les dettes de la société et recouvrent ses créances, exercent les poursuites qui leur paraissent nécessaires, répondent à celles qui sont rédigées contre la société, et font, en général, tout ce qui est utile pour arriver à la liquidation.

Pourraient-ils *transiger* ou *compromettre* ? Nous ne le pensons pas. Ce sont des actes trop graves qu'une *transaction* ou un *compromis*, et il serait trop facile d'y léser les droits des associés ?

Ils ne pourraient pas davantage, selon la Cour de cassation, *emprunter* ou *hypothéquer*.

Cependant ces deux solutions ne sont pas adoptées par tous les auteurs. Il y en a qui accordent tous ces droits de transiger, d'emprunter, etc., aux liquidateurs.

III. Partage. — Lorsque la liquidation est faite, on procède au partage, c'est-à-dire à la répartition entre les associés, proportionnellement à leur intérêt, de l'actif de la société.

Le Code civil (*Art.* 1872) nous dit qu'il faut appliquer au partage des sociétés les règles établies pour le partage des successions.

Parmi ces règles, toutefois, il en est dont l'application au partage des sociétés offre quelques difficultés très-délicates.

Ainsi, par exemple, aucun associé n'est tenu de rester dans l'indivision, et toute convention contraire ne serait valable que pour cinq ans (*Art.* 815 *C. civ.*). Ceci ne fait pas de difficulté.

Mais à quelle époque remontent les effets du partage : Au jour de la constitution de la société ou de la dissolution ?

Nous ne saurions hésiter entre ces deux opinions qui partagent les auteurs : L'effet du partage remonte seulement au jour de la dissolution. Jusque-là les *biens sociaux* étaient possédés par un être moral parfaitement distinct : la *société*.

Il en résulte que les créanciers de la société seront toujours préférés, quelle que soit la date de leur créance, aux créanciers personnels des associés. Un exemple : Je prend hypothèque contre un associé, pendant que la société existe encore, sur tous les biens présents et à venir de cet associé. La liquidation arrive et un immeuble de la société tombe dans le lot de l'associé mon débiteur. Qu'arrive-t-il d'après notre opinion ? C'est que l'immeuble passe entre les mains de l'associé grevé de toutes les hypothèques prises contre la société. Et si un créancier social a une hypothèque sur cet immeuble, cette hypothèque, bien qu'elle soit postérieure en date à la mienne, lui sera préférée et la créance qu'elle garantit sera payée avant la mienne.

Si, au contraire, l'effet du partage remonte à la formation de la société, ce que nous ne pouvons admettre, l'immeuble qui est échu à un associé est considéré comme lui ayant toujours appartenu et, par conséquent, c'est par ordre de date des hypothèques que se règleront les droits des créanciers inscrits,

que les inscriptions aient été prises contre la société ou contre l'associé aujourd'hui propriétaire de l'immeuble.

Dans l'opinion la plus générale, on pense que chacun des associés peut exiger sa part en nature dans les biens composant la masse commune, comme cela a lieu entre co-héritiers (*Art.* 827 *C. civ.*).

Le *retrait successoral*, c'est-à-dire le droit qu'ont les co-héritiers d'écarter de la succession, en lui remboursant le prix de la cession, le cessionnaire d'un co-héritier, étranger à la succession, s'applique-t-il au partage d'une société? Nous ne le pensons pas. Le *retrait successoral* est une exception qu'on ne doit pas étendre au-delà de l'hypothèse prévue par la loi.

Mais on n'est point d'accord là-dessus.

On pense aussi, généralement, qu'il ne faut pas appliquer aux sociétés ce principe des successions que le co-héritier qui a *diverti* (détourné) ou recélé des objets de la succession ne peut plus prétendre à aucune *part* dans ces objets. C'est là une pénalité qu'il ne faut point étendre d'un cas à un autre.

Mais il faut appliquer aux sociétés les règles ordinaires relatives, soit au droit qu'ont les créanciers d'intervenir au partage, pour qu'il ne soit pas fait en fraude de leurs droits (*Art.* 882 *C. civ*), soit à la garantie des lots (*Art.* 885 *C. civ.*), soit au privilége des co-partageants pour garantie d'éviction, soulte(1) ou prix de licitation (*Art.* 2103 *et* 2109 *C. civ.*).

SECTION IV.

CONTESTATIONS ENTRE ASSOCIÉS. — PRESCRIPTION.

Loi du 17 juillet 1856.

ARTICLE PREMIER. — Les articles 51 à 63 du Code de commerce sont abrogés.

2. — L'article 631 du même Code est modifié ainsi qu'il suit :

« 631. Les tribunaux de commerce connaîtront : 1°.... 2° des contestations entre associés, pour raison d'une société de commerce.

64. — C. com. — Toutes actions contre les associés non liquidateurs et leurs veuves, héritiers ou ayant-cause, sont prescrites cinq ans après la fin ou la dissolution de la société, si l'acte de société qui en énonce la durée ou l'acte de dissolution a été affiché et enregistré conformément aux articles 42, 43, 44 et 46, et si, depuis cette formalité remplie, la prescription n'a été interrompue à leur égard par aucune poursuite judiciaire. — C. 2219, 2244, s.; 2264.

I. CONTESTATIONS ENTRE ASSOCIÉS. — Le Code de commerce ordonnait que les contestations entre associés fussent jugées par des arbitres.

On avait pensé que la nature de ces contestations et l'intimité des rapports qui existait souvent entre les parties exigeaient plutôt le secret et la conciliation qu'un débat à l'audience.

L'expérience a démontré que l'arbitrage forcé ne donnait pas les avantages qu'on en avait espérés, et une loi de 1856 l'a abrogé.

Désormais ce sont les Tribunaux de commerce qui statuent sur les contestations entre associés, en raison d'une société de commerce.

Il est bien entendu, au reste, que les associés pourront toujours s'en remettre à l'appréciation d'un arbitre, qui terminera amiablement leur différent.

Ils feront à cet effet un *compromis*, lequel, pour être valable, devra énon-

---

(1). On appelle soulte ce qu'un des co-partageants doit payer aux autres pour rétablir l'égalité des lots lorsqu'il a reçu un objet d'une valeur supérieure à sa part.

cer, sous peine de nullité, l'objet du litige et le nom de l'arbitre ou des arbitres (*Art. 1003 et suiv. C. pr. civ.*) (1).

Les décisions de l'arbitre ainsi nommé seront rendues exécutoires par une ordonnance *du Président du Tribunal civil* ou même de la Cour d'appel, si le compromis a eu lieu sur l'appel d'un jugement du Tribunal de commerce (2).

Lorsque l'ordonnance d'exécution a été rendue, les décisions arbitrales ont la même force que les jugements.

Il ne faut point confondre ces arbitres choisis par les parties pour *terminer* leurs difficultés avec les *arbitres rapporteurs*, devant lesquels les Tribunaux de commerce renvoient l'examen de questions spéciales ou minutieuses.

Les arbitres-rapporteurs remplissent une mission de conciliateurs et non pas de juges, comme les premiers arbitres : ils entendent les parties, étudient leurs comptes, tâchent de les concilier, et, s'ils ne peuvent y arriver, déposent un rapport dans lequel ils donnent leur *avis*.

Les juges ont tels égard qu'il leur plaît à l'*avis* des arbitres-rapporteurs, et se décident d'après leur conscience.

On se demande si ce qu'on est convenu d'appeler la *clause commissoire* est valable. On appelle *clause commissoire* l'engagement pris par les associés dans l'acte constitutif de soumettre à des arbitres qu'on nommera plus tard le jugement des contestations qui pourraient survenir à l'ocasion de la société.

Les auteurs se divisent sur cette question. Quant à nous, nous ne pensons pas qu'un tel engagement puisse être pris valablement au début de la société.

II. PRESCRIPTION EN MATIÈRE DE SOCIÉTÉ. — L'article 64 du Code de commerce établit, au profit des associés *non liquidateurs*, une prescription particulière de cinq ans.

Deux motifs sérieux on fait introduire ce bénéfice au profit des associés *non liquidateurs* : d'abord le crédit commercial, qui exige que des associés n'aient point à craindre d'être inquiétés après un long temps et puissent ainsi se livrer sans danger à de nouvelles transactions; ensuite l'équité, qui demande qu'on ne puisse pas poursuivre indéfiniment une personne qui, en raison de la cessation de ses rapports avec les autres associés, manquerait souvent de moyens de justification. Ajoutons que, pour les associés en nom et les commandités, c'est un tempérament nécessaire à la solidarité qui pèse sur eux.

Cette prescription court du jour de la dissolution de la société, si l'acte de société qui en énonce la durée ou l'acte de dissolution a été publié conformément à la loi de 1867.

La publicité, voilà donc la condition à laquelle on a subordonné la prescription. Il faut bien, en effet, que les tiers auxquels les associés opposeront la prescription aient pu être prévenus de la dissolution de la société.

La loi restreint la généralité de sa règle par les derniers mots de l'article 64 : la prescription de cinq ans ne pourra être opposée si elle a été interrompue par une poursuite judiciaire.

On entend par là une demande en justice, c'est-à-dire une assignation devant le tribunal compétent.

Mais il ne faut pas que croire que ce soit là la seule interruption de la prescription : toutes les autres causes d'interruption, la reconnaissance de la dette par l'associé, par exemple, seraient aussi applicables. C'est, du moins, la doctrine de la Cour de cassation.

La prescription édictée par notre article court même contre les mineurs ou

---

(1) Voy. FORMULAIRE n°s 21 et 22.
(2) Voy. FORMULAIRE n°s 23 et 24.

les interdits : on sait, en effet, que les prescriptions de cinq ans et au-dessous courent toujours contre eux (*Art.* 2278, *C. civ.*).

La prescription de cinq ans, qui est une faveur pour les associés, ne saurait les empêcher d'opposer une prescription plus courte. Si, au moment de la dissolution de la société, un tiers était créancier de la société depuis vingt-sept ans, il est évident que, trois ans après, son action serait prescrite et que cette prescription profiterait aux associés.

La loi dit : *Toutes actions* contre les associés *non liquidateurs*, sont prescrites, etc., M. Bravard paraphrase ainsi ces expressions :

« Entre les associés liquidateurs et les associés non liquidateurs, il y a cette différence, mais cette unique différence, que *toutes actions* sont prescrites à l'égard des associés non liquidateurs, tandisque *toutes actions* ne sont pas prescrites à l'égard des associés liquidateurs. En effet, les actions relatives à leur qualité de *liquidateurs* subsistent, et subsistent seules, les actions relatives à leur qualité d'associés sont prescrites par cinq ans, comme pour les autres associés. »

Cette opinion, que nous acceptons entièrement, n'est point partagée par quelques auteurs, qui répondent que l'article 64 C. com., n'indique point la distinction que nous faisons entre les liquidateurs poursuivis en cette qualité et les liquidateurs poursuivis comme associés.

Si l'on en croit MM. Bravard, Demangeat et Rataud, le *commanditaire* et l'*actionnaire* ne peuvent, pas plus que l'associé liquidateur, bénéficier de la prescription quinquennale. Ils ne peuvent opposer que la prescription ordinaire, qui est de trente ans.

Cependant à ces grandes autorités on répond, et avec beaucoup de raison selon nous, que l'article 64 est général et s'applique à tous les associés non liquidateurs ; que les *commanditaires* et les *actionnaires* sont des associés ; que, par conséquent, le législateur les a admis à se prévaloir de la prescription de cinq ans.

Il ne faut pas l'oublier : cette prescription est uniquement destinée aux rapports des tiers avec les associés ; quant aux associés entre eux, ils ne peuvent s'opposer réciproquement que la prescription ordinaire.

SECTION V.

DES TONTINES ET DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES.

— Art. 66 et 67 —

Loi du 27 juillet 1867 et décret du 22 janvier 1868

Les tontines sont des associations dans lesquelles chacun des membres met en commun toute ou partie de sa fortune, avec stipulation qu'elle restera, après sa mort, entre les mains des associés survivants, au détriment des héritiers du sang.

Dans les assurances mutuelles on met en commun la chance de pertes de chaque individu et la promesse de tous d'en supporter la répartition.

Ni les tontines, ni les assurances mutuelles ne sont, à parler juridiquement, des sociétés : il y manque un des éléments que nous avons signalés en traçant les caractères de la société : le but de réaliser des bénéfices par des actes commerciaux. Si on les confond souvent dans le langage vulgaire avec les sociétés, et si la loi les a rangées au titre des sociétés, c'est parce qu'elles ont de grands rapports avec les sociétés anonymes, dont les règles étaient complétement modifiées par la loi de 1867.

Pour la fondations des tontines et des assurances *sur la vie*, *mutuelles* ou *à*

primes, l'autorisation du Gouvernement est nécessaire. Le législateur, qui a dispensé les sociétés anonymes de cette formalité dans la loi du 24 juillet 1867, n'a pas cru devoir se montrer aussi large à l'égard des associations que nous étudions.

Mais, remarquons-le bien : La loi ne s'est montrée si sévère que pour les assurances *sur la vie*, et les *tontines*. Quant aux autres assurances, soit contre l'incendie, soit contre les divers accidents, elles conservent la liberté de s'établir sans permission et elle s'administrent elles-mêmes.

Les sociétés d'assurances à primes sont celles dans lesquelles l'assuré est garanti des pertes que peut lui occasionner un accident prévu moyennant le payement d'une somme annuelle, *d'une prime* à la société.

Dans les sociétés mutuelles, les associés versent, plus ou moins chaque année, suivant la somme à donner pour couvrir les associés victimes de quelque malheur en vue duquel s'était formée l'association.

Les sociétés d'assurances, dont les services sont signalés, qui préviennent la ruine d'un grand nombre de malheureux, exigent la plus grande circonspection de la part de ceux qui veulent se confier à elles. Outre l'organisation défectueuse de quelques-unes, il y en a beaucoup qui imposent à leurs assurés, dans l'*imprimé* de leurs polices, des conditions onéreuses pour les assurés, que ceux-ci sont tout étonnés de se voir opposer à un moment donné. On ne saurait assez s'attacher à connaître tous les engagements que l'on prend en s'assurant.

La compagnie qui assure un propriétaire et qui l'indemnise après incendie, par exemple, est-elle subrogée aux droits de ce dernier, c'est-à-dire a-t-elle le drois d'exercer les actions que pouvait avoir le propriétaire contre l'auteur de l'accident? Nous croyons que la société a tous les droits de celui qu'il désintéresse ; mais nous devons prévenir le lecteur que c'est un point qui n'est point admis sans conteste ni dans la jurisprudence, ni parmi les auteurs. Il naît de nombreux procès sur cette question.

SECTION VI.

LOIS FISCALES.

Les titres ou certificats d'actions délivrés par une compagnie, société ou entreprise quelconque sont assujettis à des lois fiscales dont le malheur des dernières années est venu augmenter la rigueur.

Les rentes sur l'État ont seules le privilége d'échapper à tout impôt. Les autres valeurs sont soumises à des impôts de *timbre*, de *transmission* et de *revenu*.

Timbre. — Les titres émis par les sociétés, les villes, etc., sont assujettis à un timbre proportionnel de 1 0/0 de leur valeur *nominale*, c'est-à-dire de la valeur portée au titre. Les compagnies, sociétés, etc., peuvent, si elles le préfèrent, contracter avec l'État un abonnement au taux de 6 centimes 0/0,

Transmission. — Le changement de propriété des valeurs mobilières donne droit à des perceptions d'impôt. Si les titres sont nominatifs, l'impôt est de 50 centimes 0/0 du prix de la *négociation;* s'ils sont au porteur, comme les transmissions de propriété ne peuvent être constatées, la société paye annuellement 20 centimes 0/0 sur les revenus, en prenant pour base ceux de l'année précédente.

Impôt sur le revenu. — Enfin, une loi du 29 juin 1872 a frappé d'un impôt de 3 0/0 le revenu annuel des sociétés, emprunts, obligations, parts d'intérêts et commandites dans les sociétés, etc. Le montant en est avancé par les sociétés, villes, etc., qui en font la retenue aux intéressés.

OBSERVATIONS TRÈS-IMPORTANTES. — Une loi du 15 juin 1872 donne aux porteurs de valeurs mobilières, autres que les rentes sur l'État et les billets de banque, volées ou détournées, les moyens de rentrer en possession de leurs valeurs. Ces notions sont très-utiles.

Comment toucher les sommes payables sur un titre volé. — On fait une opposition par exploit d'huissier entre les mains de la compagnie ou société. Un an après cette opposition, et pourvu toutefois que deux distributions de revenus aient eu lieu dans l'intervalle, on adresse une requête au Président du Tribunal civil de son domicile pour être autorisé à toucher les dividendes échus et à échoir. L'autorisation est donnée moyennant caution pour les annuités échues et celles à échoir les deux années suivantes. Le dépôt à la Caisse des consignations de ces sommes peut tenir valablement lieu de caution.

Comment sauvegarder la propriété d'un titre qu'on a perdu. — On forme une opposition par exploit d'huissier au syndicat des agents de change, avec réquisition de faire publier cette opposition. La publication est faite dans un bulletin destiné à cet objet et le titre est *intransmissible* du jour où ce bulletin a pu être connu, c'est-à-dire que ce titre ne pourrait valablement être acquis par un tiers, même de bonne foi, *s'il a pu* connaître l'opposition par la voie de ce bulletin, lors même qu'en réalité il n'en eût pas eu connaissance.

Enfin, comment se procurer un titre nouveau. — La société, compagnie etc., ne peut se refuser, sur la demande des parties, de délivrer un nouveau titre dix ans après l'ordonnance du Président autorisant à toucher les arrérages.

TITRE IV.

Du contrat de mariage des commerçants et des séparations de biens.

65. — Toute demande en séparation de biens sera poursuivie, instruite et jugée conformément à ce qui est prescrit au Code civil, livre III, titre V, chapitre II, section III, et au Code de procédure civile, deuxième partie, livre Ier, titre VIII. — Co. 66. — C. 1443, s. — Pr. 49, 70, 865, s.

66. — Tout jugement qui prononcera une séparation de corps ou un *divorce* (1) entre mari et femme, dont l'un serait commmerçant, sera soumis aux formalités prescrites par l'article 872 du Code de procédure civile ; à défaut de quoi, les créanciers seront toujours admis à s'y opposer, pour ce qui touche leurs intérêts, et à contredire toute liquidation qui en serait la suite. — C. 321, 1167, 1445-1447.

67. — Tout contrat de mariage entre époux dont l'un sera commerçant sera transmis par extrait, dans le mois de sa date, aux greffes et chambres désignés par l'article 872 du Code de procédure civile, pour être exposé au tableau, conformément au même article. — Cet extrait annoncera si les époux sont mariés en communauté, s'ils sont séparés de biens, ou s'ils ont contracté sous le régime dotal. — Co. 1, 68, s. — C. 1391, 1392, 1399, s., 1530, s., 1536, s., 1540. s.

---

(1) Loi du 8 msi 1816 :
ARTICLE PREMIER. — Le divorce est aboli.

68. — Le notaire qui aura reçu le contrat de mariage sera tenu de faire la remise ordonnée par l'article précédent, sous peine de cent francs d'amende (1), et même de destitution et de responsabilité envers les créanciers, s'il est prouvé que l'omission soit la suite d'une collusion. — C. 1149, 1382, 1394, 2102 7°. — Pr. 126, 128.

69. — L'époux séparé de biens, ou marié sous le régime dotal, qui embrasserait la profession de commerçant postérieurement à son mariage. sera tenu de faire pareille remise dans le mois du jour où il aura ouvert son commerce : à défaut de cette remise, il pourra être, en cas de faillite, condamné comme banqueroutier simple. — Co. 67, 438, 856 3°. — C. 1536, s., 1540, s. — P. 402.

70. — La même remise sera faite, sous les mêmes peines, dans l'année de la publication de la présente loi, par tout époux séparé de biens ou marié sous le régime dotal, qui, au moment de la dite publication, exercerait la profession de commerçant. — Co. 1, 67, 69. — Pr. 872, s.

Ce titre a pour objet l'obligation imposée aux commerçants de publier : 1° le régime de leur mariage; 2° les jugements de séparation de corps ou de biens qui les concernent.

— Art. 67, 68 et 69 —

I. Publication du régime de mariage. — Il importe beaucoup de connaître le régime matrimonial des commerçants avec qui on traite, car on a plus ou moins de garanties, selon le régime adopté par eux.

En effet, si les époux sont mariés, par exemple, sous le régime de la communauté, le tiers qui traite avec eux a un recours pour se faire payer contre le mari et contre la communauté dans tous les cas, et, en outre, contre la femme quand c'est elle qui s'est engagée en qualité de commerçante (*Art.* 5, *C. com.*). S'ils sont séparés de biens, les dettes de l'un des époux ne rejaillissent pas sur l'autre : elles restent personnelles à chacun d'eux.

Combien de fois dans les poursuites qu'exerce un commerçant contre un mari et une femme, se voit-il dans l'impossibilité de réussir par suite du régime matrimonial des époux! Le domicile conjugal respire le luxe; l'ameublement est somptueux, le marchand espère recouvrer toute sa créance. Qu'arrive-t-il? L'huissier se présente au nom du commerçant pour saisir les meubles : les époux sont séparés de biens et les meubles appartiennent à la femme. Vous avez traité avec le mari; le mari seul est votre débiteur. Ou bien encore, l'huissier veut saisir un immeuble, on l'arrête en lui présentant un contrat de mariage contenant régime dotal, c'est-à-dire *inaliénabilité* absolue des immeubles dotaux.

Ces quelques explications suffisent pour démontrer qu'il y avait là un danger à éviter, et que la loi a bien fait d'obliger les commerçants à publier leur contrat de mariage.

Maintenant, examinons dans quels cas la publication doit être faite. Pour cela, il faut distinguer deux cas : 1° celui où l'époux était déjà commerçant au moment du mariage; 2° celui où l'époux n'est devenu commerçant que postérieurement au mariage.

Premier cas. — L'époux était déjà commerçant au moment du mariage. — Dans ce cas, le régime matrimonial, *s'il a été fait un contrat*, doit être publié, dans le mois de sa date, par *extraits* affichés : 1° au greffe du tribunal civil; 2° au greffe du tribunal de commerce, et, à défaut de tribunal de commerce, au secrétariat de la maison commune du domicile du mari; 3° à la chambre des avoués; 4° à la chambre des notaires (2).

---

(1) Une loi de 1824 a réduit cette amende à 20 francs.

(2) Voy. Formulaire n° 25.

Lorsqu'il n'a pas été fait de contrat, on sait que les époux sont mariés sous le régime de la communauté légale de biens. Il était donc inutile de faire publier ce régime qui sera toujours, à l'égard des tiers, le régime de ceux qui n'en auront pas publié d'autre.

Une loi du 10 juillet 1850, modifiant les articles 75, 76, 1391 et 1394 du Code civil, a complété la publicité à donner aux contrats de mariage. Aux termes de cette loi, l'officier de l'état civil qui dresse l'acte de célébration du mariage doit interpeller les futurs époux et leurs parents d'avoir à déclarer s'il a été fait un contrat de mariage. S'il y a eu un contrat, il en demande la date, et les noms et lieux de résidence du notaire qui l'a reçu. Ces renseignements ont dû être fournis aux futurs époux par le notaire sur une feuille de papier libre.

Les personnes qui traitent avec des époux commerçants doivent donc se faire représenter l'acte de célébration du mariage. S'il porte les mentions précédentes, elles n'auront qu'à consulter chez le notaire le contrat de leur mariage pour savoir comment ils doivent traiter avec eux.

S'il n'y a point de mention relative au contrat de mariage, la loi de 1850 (*art.* 1391, *C. civ.*) porte que « la femme sera réputée, à l'égard des tiers, capable de contracter dans les termes du droit commun, à moins que, dans l'acte qui contiendra son engagement, elle n'ait déclaré avoir fait un contrat de mariage. »

Ainsi donc, dans tous les cas, grâce à l'innovation introduite par la loi de 1850, il sera facile de connaître le régime matrimonial des époux. L'acte de célébration du mariage porte-t-il qu'il y a eu un contrat, on le consulte; mentionne-t-il qu'il n'en a point été fait, la femme est, à l'égard des tiers, considérée comme mariée en communauté légale.

Si la mention mise dans l'acte de célébration du mariage est mensongère, s'il porte qu'il n'y a pas eu de contrat et qu'il en ait été dressé un, ce contrat n'aura aucune valeur pour les tiers, et les époux seuls pourront s'en prévaloir pour le règlement de leurs rapports respectifs.

Les extraits destinés à être publiés, dont nous parlons plus haut, doivent être remis par le notaire qui a reçu le contrat, sous peine d'amende et même de destitution et de responsabilité envers les créanciers, s'il est prouvé que l'omission soit la suite d'une collusion (*Art.* 68, *C. com.*).

Deuxième cas. — L'époux n'est devenu commerçant que postérieurement au mariage. — Dans ce cas, la publication du régime matrimonial est exigée dans le même délai d'un mois de l'ouverture du commerce toutes les fois que le régime n'est pas la communauté de biens.

Ainsi, que les époux soient mariés sous le régime de la séparation de biens, sous le régime dotal, sous le régime sans communauté, il y a lieu à publication.

L'article 69 ne comprend pas expressément le régime sans communauté; mais il paraît incontestable que l'esprit de la loi commande cette publicité.

S'agit-il de communauté soit *tacite*, soit *expresse*, aucune publication n'est exigée. On comprend que, sous ce régime, la publicité ne soit pas imposée, puisque cette publicité est exclusivement dans l'intérêt des époux.

Le législateur ne pouvait ici charger le notaire du soin de remplir les formalités voulues par la loi; car le notaire peut ignorer le mariage de son client. Ce sont les époux eux-mêmes qui en sont chargés.

La sanction de cette formalité consiste dans les peines de la banqueroute simple auxquelles s'expose l'époux commerçant qui ne satisfait pas aux règles de publicité que nous avons indiquées.

II. Publication des jugements de séparation de biens ou de corps. — Les demandes en séparation de biens sont soumises à des formalités de

publicité, quelle que soit la profession des parties : il y avait donc lieu de renvoyer simplement à ces formalités les commerçants. C'est ce que fait l'article 65.

Ces formalités sont les suivantes :

1° La demande est publiée par *extraits* affichés aux greffes des tribunaux civil et de commerce et aux chambres des avoués et notaires, comme il a été dit pour la publication du régime matrimonial.

2° Un *extrait* semblable est inséré dans un journal d'annonces judiciaires désigné pour les recevoir. Ce n'est qu'un mois après la dernière de ces publications que la femme peut reprendre sa demande ;

3° Des *extraits* des jugements prononçant la séparation de biens doivent être affichés pendant un an aux lieux indiqués plus haut, et ce jugement doit être lu à l'audience publique du tribunal de commerce du domicile du commerçant.

Ces dernières formalités (3°) doivent être seules observées pour les séparations de corps. La *demande* en séparation de corps n'est soumise à aucune publicité.

Dans la pratique, on ajoute à la publicité des jugements de séparation de biens ou de corps une insertion d'un *extrait du jugement* dans un journal d'annonces judiciaires du département. C'est là une formalité fort coûteuse et que rien dans la loi n'ordonne : on peut donc s'en dispenser.

L'effet de la séparation de biens remonte au jour de la demande, c'est-à-dire que si la séparation de biens est prononcée, il faudra la considérer comme prononcée le jour de la demande. C'est pourquoi on soumet cette demande à la publicité. Pendant le mois qui suit la publication de la demande en séparation de biens, les créanciers de la femme ou du mari qui se croiraient lésés par cette demande pourraient intervenir pour s'y opposer.

La séparation de corps entraîne toujours la séparation de biens. Faut-il dire aussi que, dans ce cas, l'effet de la séparation de biens remonte au jour de la demande? Nous ne le pensons pas : presque tous les auteurs n'admettent point la rétroactivité; mais la Cour de cassation s'est prononcée pour la rétroactivité dans un arrêt célèbre.

TITRE V.

Des bourses de commerce, agents de change et courtiers.

71. — La bourse de commerce est la réunion qui a lieu, sous l'autorité du Chef de l'État, des commerçants, capitaines de navire, agents de change et courtiers. — Co. 1, 92, s., 613.

72. — Le résultat des négociations et des transactions qui s'opèrent dans la bourse détermine le cours du change, des marchandises, des assurances, du fret ou nolis, du prix des transports par terre ou par eau, des effets publics et autres dont le cours est susceptible d'être coté. — Co. 73, 75, 78. — P. 419.

73. — Ces divers cours sont constatés par les agents de change et courtiers, dans la forme prescrite par les règlements de police généraux ou particuliers. — Co. 76, 78.

74. — (Ainsi modifié, L. 2 juillet 1862). La loi reconnaît, pour les actes de commerce, des agents intermédiaires, savoir : les agents de change et les courtiers. — Il y en a dans toutes les villes qui ont une bourse de commerce. — Ils sont nommés par le gouvernement. — Co. 71, s., 75, s., 81, 83, 85, 632. — Pr. 404.

75. — (Ainsi modifié, L. 2 juillet 1862). Les agents de change près des bourses pourvues d'un parquet pourront s'adjoindre des bailleurs de fonds intéressés, participant aux bénéfices et aux pertes résultant de l'exploitation de l'office et de la liquidation de sa valeur. Ces bailleurs de fonds ne seront passibles des pertes que jusqu'à concurrence des capitaux qu'ils auront engagés. — Le titulaire de l'office doit toujours être propriétaire en son nom personnel du quart au moins de la somme représentant le prix de l'office et le montant du cautionnement, — L'extrait de l'acte et les modifications qui pourront intervenir seront publiés, à peine de nullité à l'égard des intéressés, sans que ceux-ci puissent opposer aux tiers le défaut de publication. — Co. 23, s.

76. — Les agents de change, constitués de la manière prescrite par la loi, ont seuls le droit de faire les négociations des effets publics et autres susceptibles d'être cotés; de faire pour le compte d'autrui les négociations des lettres de change ou billets, et de tous papiers commerçables, et d'en constater le cours. — Les agents de change pourront faire, concurremment avec les courtiers de marchandises, les négociations et le courtage des ventes ou achats des matières métalliques. Ils ont seuls le droit d'en constater le cours. — Co. 73, 78, 81, 85, s., 109. 181. 186.

77. — Il y a des courtiers de marchandises, — Des courtiers d'assurances, — Des courtiers interprètes et conducteurs de navires, — des courtiers de transport par terre et par eau. — Co. 73, 78, s., 85, s.

78. — Les courtiers de marchandises, constitués de la manière prescrite par la loi, ont seuls le droit de faire le courtage des marchandises, d'en constater le cours; ils exercent, concurremment avec les agents de change, le courtage des matières métalliques. — Co. 73, 78, 85, s., 109.

79. — Les courtiers d'assurances rédigent les contrats ou polices d'assurances, concurremment avec les notaires; ils en attestent la vérité par leur signature, certifient le taux des primes pour tous les voyageurs de mer ou de rivière. — Co. 92, s., 85, s., 332, s.

80. — Les courtiers interprètes et conducteurs de navires font le courtage des affrétements : ils ont, en outre, seuls le droit de traduire, en cas de contestations portées devant les tribunaux, les déclarations, chartes-parties, connaissements, contrats et tous actes de commerce dont la traduction serait nécessaire; enfin, de constater le cours du fret ou du nolis. — Dans les affaires contentieuses de commerce, et pour le service des douanes, ils serviront seuls de truchement à tous étrangers, maîtres de navire, marchands, équipages de vaisseau et autres personnes de mer. — Co. 81, 85, s.

81. — Le même individu peut, si l'acte du gouvernement l'y autorise, cumuler les fonctions d'agent de change, de courtier de marchandises ou d'assurances, et de courtier interprète et conducteur de navires. — Co. 76, s.

82. — Les courtiers de transport par terre et par eau, constitués selon la loi, ont seuls, dans les lieux où ils sont établis, le droit de faire le courtage des transports par terre et par eau : ils ne peuvent cumuler, dans aucun cas et sous aucun prétexte, les fonctions de courtiers de marchandises, d'assurances, ou de courtiers conducteurs de navires, désignées aux articles 78, 79 et 80. — Co. 96, s.

83. — Ceux qui ont fait faillite ne peuvent être agents de change ni courtiers, s'ils n'ont été réhabilités. — Co. 89, 437, 602, s.

84. — Les agents de change et courtiers sont tenus d'avoir un livre revêtu des formes prescrites par l'article 11. — Ils sont tenus de consigner dans ce livre, jour par jour, et par ordre de dates, sans ratures, interlignes ni transpositions et sans abréviations ni chiffres, toutes les conditions des ventes, achats, assurances négociations, et, en général, de toutes les opérations faites par leur ministère.

85. — Un agent de change ou courtier ne peut, dans aucun cas et sous aucun prétexte, faire des opérations de commerce ou de banque pour son compte. — Il ne peut s'intéresser directement ni indirectement, sous son nom ou sous un nom interposé, dans aucune entreprise commerciale. — Il ne peut recevoir ni payer pour le compte de ses commettants Co. 74, 86, s.

86. — Il ne peut se rendre garant de l'exécution des marchés dans lesquels il s'entremet. — Co. 85, 87.

87. — Toute contravention aux dispositions énoncées dans les deux articles précédents entraîne la peine de destitution et une condamnation d'amende qui sera prononcée par le tribunal de police correctionnelle, et qui ne peut être au-dessus de trois mille francs, sans préjudice de l'action des parties en dommages et intérêts. — Co. 88. — C. 1149, 1382. — Pr. 126, 128.

88. — Tout agent de change ou courtier destitué en vertu de l'article précédent ne peut être réintégré dans ses fonctions.

89. — En cas de faillite, tout agent de change ou courtier est poursuivi comme banqueroutier. — Co. 83, 85, 437, 584, s. — P. 404.

98. — (Ainsi modifié, L. 2 juillet 1862). Il sera pourvu par des règlements d'administration publique à ce qui est relatif : 1° Aux taux des cautionnements sans que le maximum puisse dépasser deux cent cinquante mille francs; 2° à la négociation et à la transmission de la propriété des effets publics et généralement à l'exécution des dispositions contenues au présent titre. — P. 419, 422.

SECTION Ire.

DES BOURSES DE COMMERCE.

I. Origine. Utilité des bourses. — Le mot *bourse* s'emploie dans des acceptions différentes dans le langage vulgaire et dans le Code.

Tantôt il signifie le local où se réunissent les commerçants : aller à la Bourse.

Tantôt c'est la réunion elle-même qui porte ce nom. C'est le sens dans lequel il est pris dans l'article 7 C. com.

Tantôt, enfin, on désigne ainsi l'ensemble des opérations commerciales qui se sont faites pendant la réunion : la Bourse a monté aujourd'hui.

Les bourses, dont l'origine est fort ancienne, puisque celle de Lyon date d'avant 1549, sont très-utiles aux commerçants. Pour vendre et pour acheter; pour négocier les effets commerciaux; pour connaître les variations dans le prix des marchandises, des transports par terre et par eau, etc., les commerçants doivent avoir des rapprochements prompts et fréquents : c'est à la Bourse qu'ils pourront se voir et s'entretenir sur tout ce qui intéresse leur commerce.

En outre, c'est à la Bourse que se font les négociations d'*effets publics et semi-publics*.

Les réunions de la Bourse offrent encore à ceux qui n'ont pu s'y trouver l'avantage de les tenir au courant des diverses négociations qui les concernent. En effet, il est publié tous les jours un *cours de la Bourse*, c'est-à-dire le prix courant moyennant lequel les marchandises se sont vendues, les effets de commerce négociés, et, pour les *effets publics*, les divers taux des négociations de la journée

Le Gouvernement a l'administration et la police des Bourses : il en établit partout où il croit que les besoins du commerce le réclament, et il a le droit de les supprimer.

L'entrée des Bourses est absolument interdite aux mineurs non commerçants, aux femmes et aux faillis non réhabilités. Un règlement de la Bourse de Paris en interdit également l'entrée aux individus condamnés à une peine criminelle.

Un lieu spécial à la Bourse est réservé aux agents de change et aux courtiers. C'est ce qu'on appelle, pour les agents de change, le *parquet* (1).

On distingue deux sortes de Bourses : la Bourse des effets publics et la Bourse des marchandises.

II. Bourse des effets publics. — On entend par *effets publics* proprements dits : les *rentes sur l'Etat* et *les bons du Trésor*.

---

(1) Le parquet est entoure d'une grille à hauteur d'appui. Au milieu du parquet se trouve une enceinte plus étroite, entourée aussi d'une grille : c'est la *corbeille*. Les agents de change rangés en cercle autour de la corbeille se proposent à haute voix les achats et ventes d'effets publics.

Les rentes sur l'Etat sont des arrérages payés par l'État aux particuliers en échange de capitaux qui lui ont été donnés à différentes époques. Les créanciers de l'Etat ne peuvent jamais exiger le remboursement de leur capital, et l'Etat a toujours le droit de se libérer en remboursant le capital.

Les rentes sur l'Etat sont inscrites sur le *grand-livre de la dette publique :* de là le nom d'*inscriptions de rentes* qu'on leur donne souvent. C'est sur ce registre, dont la création est due à la Convention nationale, que sont constatés les changements de propriété des rentes.

Les rentes sur l'Etat proviennent de divers emprunts faits par le Gouvernement.

Le 5 p. 100 *consolidé*, ainsi appelé parce qu'il représente un revenu fixe et invariable, a son origine dans la conversion qu'opéra la Convention, en 1793, des dettes de l'Etat en rentes perpétuelles. On le nomme aussi *tiers consolidé*, parce qu'en l'an VI l'Etat se libéra des deux tiers de sa dette au moyen de bons payables en biens nationaux.

Il y a aussi le 5 p. 100 provenant des emprunts de cinq milliards de 1871 et 1872.

Les rentes 4 1/2 p. 100 datent en partie de 1824 et en partie de 1852 et des années suivantes.

En 1828, pour subvenir aux frais de la guerre d'Espagne, on fit un emprunt à 4 p. 100.

Le 3 p. 100 est plus important au point de vue de la spéculation. Il se rattache :

1° A la loi de 1825, qui accordait aux émigrés une indemnité de 30 millions de rente 3 p. 100 au capital d'un milliard ;

2° A une opération très-ingénieuse par laquelle M. de Villèle, sous la Restauration, changea une partie des rentes 5 p. 100 en 3 p. 100.

En 1862, dans le but de réduire à l'unité les divers titres de rente, on a proposé aux porteurs de rentes 4 1/2 et 4 p. 100 la combinaison suivante, qu'ils étaient parfaitement libres d'accepter ou de refuser : s'ils consentaient à la conversion de leurs titres en 3 p. 100, l'Etat renonçait à son droit de remboursement et promettait de payer les arrérages par trimestre ; mais les rentiers payaient une soulte à l'Etat pour l'indemniser de sa renonciation. Beaucoup de rentiers ont accepté cette conversion, et les rentes 4 et 4 1/2 p. 100 sont devenues rares.

Les *bons du Trésor* sont des effets à ordre ou au porteur, créés par l'Etat en vertu d'une loi, pour subvenir aux divers besoins de la trésorerie.

Les bons du Trésor sont remboursables en capital et intérêts, à des échéances assez courtes ; par exemple, à trois mois, à six mois.

Ils diffèrent des rentes en ce que : 1° ils ne sont pas insaisissables comme elles ; 2° ils sont remboursables en *capital* et intérêts, tandis que les rentes ne donnent droit qu'à des intérêts. Les bons du Trésor forment la *dette flottante*, par opposition aux rentes sur l'Etat qui constituent la *dette perpétuelle ou inscrite*.

Une loi de 1857 a autorisé l'émission d'*obligations trentenaires*, c'est-à-dire de bons du Trésor remboursables en trente années par la voie du tirage au sort.

En outre des effets publics dont nous venons de parler, les auteurs distinguent des effets *semi-publics*, parce qu'ils sont émis non par l'Etat, mais avec son autorisation et sous sa surveillance, par les villes, les départements, certaines compagnies ; telles sont les *obligations* de la ville de Paris, les actions et obligations des chemins de fer, les actions de la Banque de France, etc. (1).

---

(1) La Banque de France est une société anonyme placée sous la surveillance de l'État et jouissant *seule* du *privilége* d'émettre des billets payables *à vue et au porteur*. Ces billets font l'office

Les titres émis par les gouvernements étrangers ou par les sociétés aûtres que celles qui sont placées sous la surveillance de l'Etat sont encore une source de spéculation dont le théâtre principal est la Bourse; mais ils ne pòrtent pas le nom d'effets publics ou semi-publics.

III. Bourse des marchandises. — La Bourse des marchandises suit immédiatement celle des effets publics. On y traite, entre commerçants, de transports par terre et par eau, de ventes et achats de marchandises, d'assurances maritimes, etc. C'est encore à ce moment que s'opèrent les transactions sur le change et la vente ou l'achat des matières métalliques.

Ces diverses opérations ne nécessitent point l'intervention d'agents de change ou courtiers. Cependant, en fait, on s'adresse à eux pour ces sortes d'affaires.

Les courtiers dressent le bulletin officiel des diverses négociations qui se sont faites dans le jour à la Bourse des marchandises, à l'exception du cours du change et des matières métalliques. Cette dernière constatation est faite exclusivement par les agents de change.

Une remarque à faire ici, c'est que le cours des marchandises n'est point l'expression *exacte* des négociations de la journée. En effet, toutes les transactions ne se font pas à la Bourse, et les courtiers ne sont pas au courant de toutes celles qui ont ce lieu pour théâtre; mais c'est un taux moyen qui résulte des opérations connues de la Bourse dans une journée.

Pour les rentes sur l'Etat, comme les négociations ne peuvent avoir lieu qu'à la Bourse et par le ministère des agents de change, on a exactement la vérité sur le cours.

Il convient de placer ici quelques explications sur les opérations de Bourse.

Opérations de Bourse. — Les opérations de Bourse se font *au comptant* ou *à terme*.

L'opération au comptant est celle où il y a livraison et payement au moment même du contrat. On comprend alors que la personne qui voudra faire une opération au comptant devra remettre, avant l'ouverture de la Bourse, soit le titre de rente qu'il veut réaliser, soit l'argent nécessaire à l'achat qu'il a l'intention de faire (1).

Les marchés à terme sont ceux dans lesquels l'acheteur stipule un terme pour prendre livraison. Ce terme est uniquement en sa faveur; il peut y renoncer et exiger la livraison avant l'époque convenue.

Ces opérations se font ordinairement *fin courant* ou *fin prochain* (2). Le terme ne peut excéder deux mois.

Parmi les marchés à terme, on distingue les marchés *fermes* et les marchés *libres* ou *à prime*.

---

de monnaie, mais ils n'ont pas cours forcé, du moins en temps ordinaire. Néanmoins, telle est la confiance du public en cette société, qu'en fait les *billets de banque* sont acceptés dans le commerce comme l'or et l'argent.

Son rôle principal est d'escompter les effets de commerce payables à quatre vingt-dix jours et revêtus de trois signatures. Le paiement en billets lui permet de faire les négociations à un taux moins élevé que les autres banques.

Elle fait aussi souvent des avances aux commerçants ou autres personnes moyennant le dépôt préalable d'effets publics, d'actions ou obligations.

(1) En fait l'agent de change se borne à exiger à l'avance du client *une couverture*, c'est-à-dire une faible somme d'argent à titre de garantie. Si le client ne remplit pas ses obligations, l'agent de change l'*exécute :* s'il a vendu pour son sompte, il rachète à ses risques et périls, et, s'il a acheté, il revend.

2) Pour certaines valeurs, il y a deux liquidations : cellee du 16 et celle du 31 de chaque mois.

L'opération est ferme lorsqu'aucune des parties contractantes ne s'est réservé le droit de renoncer au contrat.

L'opération est à prime ou libre lorsque l'acheteur stipule qu'à l'arrivée du terme il pourra se départir du marché moyennant une prime qu'il paye immédiatement. C'est ainsi qu'on dit acheter 1,500 francs de rente à 75 francs dont 50 centimes, dont un franc pour 100 francs.

C'est à la dernière Bourse du mois, qui est l'époque fixée pour la *réponse des primes*, que l'acheteur doit déclarer son intention de *lever la prime*, c'est-à-dire exécuter le contrat, ou d'*abandonner la prime*, c'est-à-dire considérer le marché comme non avenu.

On a longtemps discuté pour savoir quelle est la valeur juridique de la vente à terme *libre*. La jurisprudence la plus récente la considère comme un véritable contrat; mais il faut que l'opération soit sérieuse.

Il y a, en effet, une opération de Bourse très-fréquente, qu'on appelle le pari sur la *hausse* et sur la *baisse*, et que la loi ne reconnaît pas. C'est une convention où, de part et d'autre, on promet de se payer la différence entre le cours actuel et le cours à une autre époque.

Ce pari est un jeu; les dettes contractées à cette occasion sont des dettes de jeu, et la loi ne sanctionne point ces conventions : on ne peut, en justice, réclamer ce qui est dû pour une opération de ce genre, de même que si on a payé à tort, on n'a aucune action pour se faire rembourser.

Si l'opération a eu pour objet des effets publics, les joueurs sont passibles d'un emprisonnement de un mois à un an (*Art. 420, C. pén.*).

Il y a une autre spéculation ingénieuse qu'on appelle le report. Elle consiste à acheter de la rente comptant et à la revendre au même moment à terme. La différence entre le prix de la revente et de l'achat s'appelle *le prix du report* ou simplement *le report*.

Cette opération, parfaitement licite, est utile à celui qui a des capitaux actuellement disponibles. La rente s'augmentant chaque jour des intérêts, il est certain qu'elle vaut plus à la fin du mois qu'au commencement. En achetant donc au comptant de la rente et en la revendant à terme, on a un bénéfice de 0,50, 0,75 p. 100, qui représente l'intérêt que doit produire la rente dans l'intervalle de deux opérations.

Les bornes de cet ouvrage ne nous permettent pas de donner plus de développements aux opérations de Bourse; mais ces notions suffisent pour faire comprendre la suite de nos explications.

SECTION II.

DES AGENTS DE CHANGE ET COURTIERS.

— Art. 74, 75, 76, 77, 83. —

I. DES AGENTS DE CHANGE ET COURTIERS DE MARCHANDISES. — De tout temps les besoins du commerce ont nécessité l'intervention d'*agents médiateurs*, recevant les offres et les demandes, et facilitant ainsi les transactions commerciales.

Le législateur aurait pu déclarer libre la profession d'*agent intermédiaire* (agent de change, courtier de marchandises, d'assurances, etc.); il ne l'a fait qu'en 1866 à l'égard des courtiers de marchandises.

Les agents de change et les courtiers (excepté les courtiers de marchandises) sont donc des officiers publics, nommés par le Gouvernement, et ayant le monopole du genre d'opérations auquel ils se livrent. Ils ont le privilége de la transmission de leurs offices au même titre que les officiers ministériels, sous l'agrément du Gouvernement.

Un cautionnement est exigé avant l'entrée en fonctions de ces divers agents; c'est une garantie pour ceux qui les emploient, en cas de faillite ou d'improbité. Le cautionnement des agents de change est, à Paris, de 250,000 francs; en province, de 40,000 francs à 12,000 francs. Celui des courtiers est bien moindre.

En 1859, les agents de change près la Bourse de Paris ont été autorisés à s'adjoindre un ou deux commis principaux, agissant au nom et pour le compte de ces agents et sous leur responsabilité.

En 1862, une loi, devenue l'article 75 du Code, leur a permis de se donner un ou plusieurs *bailleurs de fonds intéressés*, qui participent aux bénéfices et aux pertes des agents de change, sans pouvoir être tenus au-delà de leur mise.

Cette loi avait été nécessitée par la valeur toujours croissante des offices d'agents de change; mais on a dû prendre des précautions pour que cette mesure n'ouvrît pas la porte aux spéculations aventureuses.

En effet, l'article 75 contient cette sage prescription : que l'agent de change sera tenu d'être propriétaire d'un *quart* au moins de la somme représentant le montant de l'office et du cautionnement.

L'extrait de l'acte par lequel un agent de change s'adjoint des bailleurs de fonds intéressés doit être publié, ainsi que les modifications qui peuvent y être apportées, sous peine de nullité à l'égard des intéressés.

On ne peut être courtier ni agent de change si on a été destitué (*Art* 88) ou en faillite et qu'il n'y ait pas eu réhabilitation (*Art.* 83).

Voyons maintenant quelles sont les attributions de ces divers agents.

Les unes sont communes aux agents de change et aux courtiers; les autres sont spéciales à chacun d'eux.

Attributions communes. — Les agents de change peuvent faire, concurremment avec les courtiers de marchandises, les négociations de matières métalliques. Eux seuls néanmoins en constatent le cours.

En fait, à Paris, les agents de change ne font guère le courtage des matières métalliques.

Il faut entendre par cette expression l'or et l'argent seulement : les autres matières : plomb, étain, fer, rentrent dans la classe des marchandises.

Cette spéculation sur les matières métalliques s'appelle l'*agio*. Le change est au pair quand les deux monnaies (or et argent) se valent; il est haut ou bas, suivant que l'une gagne ou perd sur l'autre. Si l'argent est préféré à l'or, on dit que l'*agio* est pour l'argent contre l'or.

C'est là la seule attribution commune aux agents de change et aux courtiers.

Attributions spéciales aux agents de change. — Les agents de change ont *seuls* le droit :

1° De faire les négociations des effets publics et autres susceptibles d'être cotés.

C'est la plus importante de leurs attributions; c'est même la seule à Paris.

Dans les villes où il n'existe pas d'agent de change, les négociations peuvent être faites par les notaires.

Nous avons vu plus haut ce qu'il faut entendre par effets publics. Quant aux effets qui sont susceptibles d'être cotés, ce sont ceux que nous avons appelés *semi-publics* et ceux qui sont émis soit par des États étrangers, soit par des sociétés qui se sont formées sans l'autorisation du Gouvernement.

Leur ministère, pour tout ce qui a trait à ces opérations, est forcé, en ce sens qu'ils ne peuvent refuser de faire une opération de ce genre quand on leur a donné des garanties convenables.

2° De faire, pour le compte d'autrui, les négociations des lettres de change ou billets et de tous papiers commerçables.

Il faut bien interpréter les termes de l'article 76 qui contient cette prescrip-

tion. Ce mots « pourront faire pour le compte d'autrui » signifient que l'on peut toujours par soi-même faire des négociations concernant ces effets ; mais que dès que l'on veut prendre un intermédiaire, on n'a pas le choix : il faut toujours prendre un agent de change.

3° De constater le *cours*, soit des effets publics ou autres susceptibles d'être cotés, soit du change, c'est-à-dire la valeur relative de l'argent et du papier. soit des matières métalliques.

L'article 181 du Code de commerce leur accorde également le droit de certifier le compte de retour en matière de lettre de change, ce qui est fait dans les villes où il n'existe pas d'agents de change par deux commerçants.

Attributions spéciales aux courtiers. — Elles varient suivant l'espèce. On distingue : les courtiers de marchandises ; les courtiers d'assurances ; les courtiers interprètes et conducteurs de navires ; les courtiers de transport par terre et par mer.

Un mot sur chacun de ces agents et sur leurs attributions.

— Art. 78. —

Courtiers de marchandises. — Une loi du 14 juillet 1866 a déclaré libre la profession de courtier de marchandises. Toute personne peut donc être courtier de marchandises, c'est-à-dire faire les négociations et le courtage relatifs aux marchandises. Toutefois, le législateur a conservé des courtiers avec certains priviléges. Ce sont les courtiers *inscrits* par opposition aux autres courtiers qu'on appelle courtiers *non inscrits*.

Les courtiers inscrits prêtent serment devant le tribunal de commerce et sont soumis au règlement professionnel de leur chambre syndicale.

Ils ont sur les autres courtiers les avantages suivants :

1° Ils procèdent seuls aux ventes publiques des marchandises, aux enchères et en gros, lorsque ces ventes, dans les cas prévus par la loi, doivent être faites par un courtier;

2° Ils peuvent être requis, à défaut d'experts désignés d'accord entre les parties, pour l'estimation des marchandises déposées dans un magasin général;

3° Dans chaque ville où il existe une Bourse de commerce, ils contatent seuls ou avec des courtiers non inscrits le cours des marchandises.

— Art. 79. —

Courtiers d'assurances. — Les courtiers d'assurances s'entremettent pour tous les contrats qui ont pour objet d'indemniser l'assuré des pertes éventuelles qu'il peut subir moyennant le payement d'une *prime*.

Les courtiers d'assurances rédigent les polices, c'est-à-dire les contrats relatifs à ces assurances pour ceux qui ne veulent ou ne peuvent pas écrire. Ils certifient, par leur signature, la vérité des polices rédigées par les particuliers.

Les notaires partagent ce privilége avec eux; mais les courtiers d'assurances peuvent seuls certifier le taux des primes pour les voyages de terre ou de rivière.

— Art. 80. —

Courtiers interprètes et conducteurs de navires. — Ce sont ceux qui négocient les conventions relatives aux locations des navires, connues sous le nom d'*affrètement* ou *nolissement* (affrètement dans la Méditerranée, nolissement dans l'Océan).

Ils constatent le prix des locations de navires.

En cas de contestations portées devant les tribunaux, ils traduisent les déclarations, chartes-parties, connaissements, contrats et tous actes de com-

merce dont la traduction serait nécessaire; mais ces traductions ne font foi que lorsque le courtier a été nommé par le juge ou choisi par les parties.

Ce sont encore eux qui servent de truchements aux étrangers qui ont des contestations à élever devant les tribunaux français.

Remarquons bien qu'il ne s'agit ici que d'assurances maritimes. Le courtage des assurances terrestres est parfaitement libre.

— Art. 82. —

Courtiers de transport par terre et par eau. — Ces courtiers, qui avaient cela de particulier, qu'ils ne pouvaient cumuler d'autres courtages, n'existent plus guère dans la pratique. Ils intervenaïent entre le commissionnaire de transport et le marchand qui voulait faire opérer des transports par terre ou par rivières et canaux.

Courtiers-gourmets-piqueurs de vin. — Ces courtiers sont spéciaux à Paris, où ils servent, à l'entrepôt, d'intermédiaires entre vendeurs et acheteurs, à l'effet de dire le vin et la qualité des boissons.

Ils peuvent aussi être choisis comme experts dans des contestations relatives à la qualité des vins.

— Art. 82. —

La même personne peut, si l'acte du Gouvernement qui le nomme en contient l'autorisation, cumuler les différentes fonctions d'agent de change, de courtier de marchandises, etc., à l'exception des fonctions d'entrepreneur de transport,

Dans certaines villes où le Gouvernement n'a établi que des courtiers de commerce, cette autorisation n'a même pas besoin d'être expresse : elle résulte de l'acte qui nomme courtier de commerce.

— Art. 84 à 89. —

II. Obligations des agents de change et courtiers. — Les agents de change et les courtiers (autres que les courtiers de marchandises) ont de nombreuses obligations communes qui ont pour but de garantir les commerçants contre l'insolvabilité de leurs intermédiaires.

Ils sont tenus de consigner sur un carnet, au fur et à mesure de leur confection, les opérations qu'ils ont faites et de les porter dans le jour au livre-journal, qui doivent être tenus avec le plus grand soin, sans *ratures*, ni *abréviations*, ni *chiffres*.

Il leur est absolument interdit de faire des avances à leurs clients ou de leur ouvrir des crédits, et ils ne peuvent s'intéresser dans aucune opération commerciale soit directement soit par personnes interposées.

Ils ne doivent pas davantage garantir l'exécution des marchés faits par leur entremise.

Toute infraction à ces règles si sages est punie par la destitution et une amende qui ne peut dépasser 3,000 francs, prononcée par le tribunal correctionnel, sans préjudice des dommages-intérêts que peuvent réclamer les parties. En cas de faillite, les agents de change et les courtiers sont poursuivis comme banqueroutiers et punis de peines plus sévères que les autres commerçants.

En ce qui concerne spécialement les agents de change, ils doivent : 1° se faire remettre les effets qu'ils ont mission de vendre et les sommes nécessaires aux achats. On sait qu'en réalité ils ne se font verser qu'une *couverture* à titre de garantie; 2° garder le secret sur leurs opérations; 3° délivrer reçu des sommes qu'ils reçoivent, si les parties en manifestent l'intention.

Les courtiers de marchandises, inscrits ou non inscrits, doivent prévenir les parties quand ils ont un intérêt dans une affaire dont ils sont chargés, sous peine, s'ils étaient inscrits, d'être rayés, et, dans tous les cas, d'une amende

de 500 francs à 3,000 francs, sans préjudice de l'action en dommages-intérêts de la part des parties.

Quant au courtier *inscrit*, chargé de procéder à une vente publique ou requis pour l'estimation de marchandises déposées dans un magasin général, il lui est interdit également de se rendre acquéreur pour son compte des marchandises dont la vente ou l'estimation lui a été confiée.

TITRE VI.

Du Gage et des Commissionnaires.

91 — Le gage constitué soit par un commerçant, soit par un individu non commerçant, pour un acte de commerce, se constate à l'égard des tiers comme à l'égard des parties contractantes, conformément aux dispositions de l'article 109 du Code de commerce. — Le gage, à l'égard des valeurs négociables, peut aussi être établi par un endossement régulier, indiquant que les valeurs ont été remises en garantie. — A l'égard des actions, des parts d'intérêt et des obligations nominatives des sociétés financières, industrielles, commerciales ou civiles, dont la transmission s'opère par un transfert sur les registres de la société, le gage peut également être établi par un transfert à titre de garantie inscrit sur les dits registres. — Il n'est pas dérogé aux dispositions de l'article 2075 du Code civil en ce qui concerne les créances mobilières, dont le cessionnaire ne peut être saisi à l'égard des tiers que par la signification du transport faite au débiteur. — Les effets de commerce donnés en gage sont recouvrables par le créancier gagiste. — Co. 92, 93. — C. 2073, s.. 2102.

92. — Dans tous les cas, le privilége ne subsiste sur le gage qu'autant que ce gage a été mis et est resté en la possesion du créancier ou d'un tiers convenu entre les parties. — Le créancier est réputé avoir les marchandises en sa possession lorsqu'elles sont à sa disposition dans ses magasins ou navires, à la douane ou dans un dépôt public, ou si, avant qu'elles soient arrivées, il en est saisi par un connaissement ou par une lettre de voiture. — Co. 95. — C. 2076, 2102, 2°.

93. — A défaut de payement à l'échéance, le créancier peut, huit jours après une simple signification faite au débiteur et au tiers bailleur de gage, s'il y en a un, faire procéder à la vente publique des objets donnés en gage. — Les ventes autres que celles dont les agents de change peuvent seuls être chargés sont faites par le ministère des courtiers. Toutefois, sur la requête des parties, le président du tribunal de commerce peut désigner, pour y procéder, une autre classe d'officiers publics. Dans ce cas, l'officier public, quel qu'il soit, chargé de la vente, est soumis aux dispositions qui régissent les courtiers, relativement aux formes, aux tarifs et à la responsabilité. — Les dispositions des articles 2 à 7 inclusivement de la loi du 28 mai 1858, sur les ventes publiques, sont applicables aux ventes prévues par le paragraphe précédent. — Toute clause qui autoriserait le créancier à s'approprier le gage ou à en disposer sans les formalités ci-dessus prescrites est nulle. — Co. 2278, s.

SECTION Ire.

DU GAGE.

Le *gage* est un contrat par lequel un débiteur remet une chose *mobilière* à son créancier pour sûreté de la dette.

Il faut distinguer avec soin le gage commercial du gage civil. Le gage est commercial quand il est constitué soit par un commerçant, soit par un non commerçant pour un acte de commerce; il est civil dans tous les autres cas.

Le gage commercial peut se prouver par toutes sortes de preuves. Il n'est pas besoin d'écrit; et, s'il y en a un, il n'est pas nécessaire qu'il soit enregistré.

Toute chose mobilière peut être donnée en gage : meubles, valeurs, créances sur un tiers, etc.; mais il faut observer quelques formalités relativement à certaines choses mobilières.

S'il s'agit d'une créance sur un tiers donnée en gage, le créancier gagiste, c'est-à-dire qui a entre ses mains la créance cédée en gage, doit signifier par exploit d'huissier au débiteur *cédé* que c'est lui, créancier gagiste, qu'il devra payer et non plus celui avec lequel il avait traité d'abord. Cette signification, enregistrée comme tous les actes d'huissier, empêche le débiteur *cédé* de payer valablement son créancier primitif.

Les valeurs transmissibles par endossement, telles que lettres de change, billets à ordre, se donnent en gage par les moyens que les parties jugent à propos d'employer et, en outre, par un moyen particulier : un endossement ordinaire auquel on ajoute quelques mots (*à titre de garantie*, par exemple) pour qu'il soit bien entendu que ce n'est pas la propriété de la valeur qui a été transmise, mais seulement un droit de gage sur elle.

Les *titres au porteur* sont aussi donnés en gage dans n'importe quelle forme.

Quant aux *titres nominatifs*, ils doivent faire l'objet d'une remarque importante.

Si les compagnies ou sociétés qui les ont émis admettent la transmission à titre de gage de ces titres par l'inscription sur le livre social, cette inscription sera suffisante pour la constitution du gage à l'égard des parties et à l'égard des tiers.

Si les statuts de la société n'admettent point le transfert à titre de garantie, on aura recours à une autre combinaison. L'emprunteur autorisera le transfert des titres sur les livres de la société au nom du prêteur, et, par une convention particulière, il sera entendu entre eux que ce transfert ne sera qu'un gage et non pas un véritable changement de propriété.

Les avantages du gage sont de deux sortes. Le créancier gagiste a le droit de vendre l'objet donné en garantie huit jours après une signification (par exploit d'huissier) faite au débiteur et au tiers bailleur du gage, s'il y en a un. En second lieu, il a le droit de conserver sur le prix du gage, par privilége à tous autres créanciers, le montant de sa créance.

La validité du gage est subordonnée à cette condition, que l'objet donné en garantie soit en la possession du créancier ou, du moins, à sa disposition dans ses magasins, en douane, etc.

C'est une loi de 1863 qui a créé pour le gage commercial cette procédure rapide dont le commerce n'a qu'à se louer. Avant cette époque, on suivait les formalités longues et coûteuses du gage civil (Voy. *Code civil* au mot : *Nantissement*).

Pour procéder à la vente du gage, le créancier s'adresse à son agent de change, s'il s'agit d'effets publics ou de valeurs susceptibles d'être cotées, et à son courtier pour tous autres objets. Toutefois, sur la requête des parties, le Président du Tribunal de commerce peut commettre une autre classe d'Officiers publics pour faire la vente.

Une remarque très-importante sur le gage est celle-ci. La loi ne veut pas que le débiteur puisse être à la merci de son créancier. Aussi, le créancier peut-il convenir qu'il ne pourra vendre l'objet donné en gage que quinze jours ou un mois après l'échéance; mais jamais il ne peut, quelles que soient les conventions des parties à cet égard, vendre l'objet avant les huit jours depuis la signification, ni sans signification.

Une autre observation, c'est que bien que l'effet donné en gage reste en réalité la propriété du débiteur et ne soit qu'à titre de dépôt dans les mains du créancier, celui-ci peut, néanmoins, exiger le payement des signataires, en-

dosseurs, etc., du billet, à son échéance, sans que les signataires ou endosseurs puissent être inquiétés à raison de ce payement.

Les droits d'enregistrement de la vente d'un objet mis en gage sont de 10 centimes pour 100 francs.

APPENDICE.

MAGASINS GÉNÉRAUX. — RÉCÉPISSÉS. — WARRANTS.

Nous devons parler ici d'une grande institution de crédit introduite en 1848 en France, à l'imitation des *docks* de l'Angleterre, et réglementée par une loi du 28 mai 1858 : les négociations concernant les marchandises déposées dans les magasins généraux.

Une société ou une personne ouvre, avec l'autorisation du Gouvernement, un magasin général, où elle reçoit en dépôt des marchandises moyennant une rétribution.

Au reçu de la marchandise, elle donne au propriétaire un *récépissé*, destiné à transférer la propriété de la marchandise, et un *bulletin de gage* ou *warrant*, qui doit servir à placer la marchandise à titre de gage entre les mains d'un prêteur.

Si le propriétaire veut emprunter, il passe le warrant par un endossement à l'ordre du prêteur. Celui-ci a sur la marchandise tous les droits d'un créancier gagiste.

Veut-il vendre l'objet en dépôt : il cède à l'acheteur par endossement le récépissé et le warrant. S'il l'a déjà remis en gage, il endosse seulement le récépissé. Mais alors le nouveau propriétaire doit respecter les droits du créancier gagiste et effectuer le payement de la somme qui lui est due, s'il ne veut s'exposer à voir vendre la marchandise.

Les énonciations contenues au récépissé sont : les nom, profession et domicile du déposant, la nature de la marchandise et les indications propres à en établir l'identité, et à en déterminer la valeur. La valeur en est évaluée par l'administration du magasin général.

Le warrant contient les mêmes mentions que le récépissé.

L'endossement du récépissé ou du warrant, fait séparément ou simultanément, doit être *daté*. Celui du warrant séparé doit, en outre, énoncer le montant de la créance garantie, la date de l'échéance et les nom, profession et domicile du créancier. Cette dernière mention existe aussi dans la pratique, sur les endossements des récépissés.

La formule d'endossement d'un warrant peut être celle-ci, que l'on met au dos du titre : *Bon pour transfert du présent warrant, à l'ordre de M... demeurant à..... pour garantie de la somme de..... payable le..... valeur reçue en....*

Paris le.....

(*Signature.*)

L'endossement du récépissé est ordinairement conçu en ces termes : *Livrez à l'ordre de M..... demeurant* à.....

Paris le.....

(*Signature.*)

Le premier cessionnaire du warrant doit faire transcrire l'endossement sur les registres du magasin, et une mention de cette transcription est mise à la suite de la formule d'endossement.

Le porteur du récépissé séparé du warrant a toujours le droit de prendre livraison de la marchandise, sauf à payer au porteur du warrant, s'il est connu, ou à consigner à l'administration des magasins généraux le montant de ce qui lui est dû en capital et intérêts.

Si le porteur du warrant n'est pas payé à l'échéance, il peut vendre l'objet

donné en gage huit jours après une signification faite par exploit d'huissier, comme nous avons dit plus haut.

Si le premier propriétaire qui a transmis son récépissé a payé à l'échéance le porteur du warrant, il doit pouvoir recouvrer cette somme. La loi lui accorde le droit de faire vendre la marchandise huit jours après l'échéance et sans signification préalable.

Le prêteur doit d'abord vendre le gage, et il n'a le droit d'exercer des poursuites contre les emprunteurs ou les endosseurs que s'il n'est pas entièrement désintéressé par le prix de la vente.

Pour conserver ses droits contre les endosseurs, le porteur de warrant doit procéder, dans le délai d'un mois, à partir du protêt, à la vente de l'objet et assigner les endosseurs, s'il y a lieu, dans les quinze jours qui suivent celui de la vente.

Le porteur de warrant est payé par privilége à tous autres sur le prix de la marchandise faisant l'objet de la garantie. Il a un privilége semblable, en cas de sinistre, sur les indemnités versées par les assureurs.

Celui qui a perdu un récépissé peut demander et obtenir par ordonnance du juge, en justifiant de sa propriété et en donnant caution, un duplicata s'il s'agit du récépissé, ou le payement de la créance garantie s'il s'agit d'un warrant.

La loi de 1858 assujettit le récépissé et le warrant aux droits de timbre et d'enregistrement.

Le récépissé est soumis au timbre de dimension; mais l'enregistrement ne perçoit qu'un droit fixe de 1 franc.

Le warrant, endossé séparément du récépissé, est assimilé à un effet de commerce et soumis au timbre proportionnel de 50 centimes par 1,000 francs, et donne lieu à un droit proportionnel d'enregistrement de 50 centimes par 100 francs.

Nous devons ajouter que les warrants sont des valeurs très-sûres et très-estimées dans le commerce. Les comptoirs d'escompte peuvent les recevoir avec une signature; la Banque de France avec deux.

SECTION II.

DES COMMISSIONNAIRES EN GÉNÉRAL.

94. — Le commissionnaire est celui qui agit en son propre nom ou sous un nom social pour le compte d'un commettant. — Les devoirs et les droits du commissionnaire qui agit au nom d'un commettant sont déterminés par le Code civil, livre III, titre XIII. — Co. 95, 332, 576. — C. 1119, 1251, 3°, 137, 1984-2010.

95. — Tout commissionnaire a privilége sur la valeur des marchandises à lui expédiées, déposées ou consignées, par le fait seul de l'expédition, du dépôt ou de la consignation, pour tous les prêts, avances ou payement faits par lui, soit avant la réception des marchandises, soit pendant le temps qu'elles sont en sa possession. — Ce privilége ne subsiste que sous la condition prescrite par l'article 92 qui précède. — Dans la créance privilégiée du commissionnaire sont compris, avec le principal, les intérêts, commissions et frais. — Si les marchandises ont été vendues et livrées pour le compte du commettant, le commissionnaire se rembourse, sur le produit de la vente, du montant de sa créance, par préférence aux créanciers du commettant. — Co. 576. — Civ. 1947, s., 2095, 2102, 2°, 3°, 6°.

CARACTÈRES DU CONTRAT DE COMMISSION — (1). Le commissionnaire est le mandataire en matière commerciale. Le mandant s'appelle *commettant* et le

---

(1) Voy. FORMULAIRE n° 26.

mandataire *commissionnaire*. Aussi devons-uous appliquer ici les principes du mandat (Voy. MANDAT *au Code civil*), en tenant compte des règles spéciales que nous allons étudier.

J'ai besoin d'acheter des marchandises. J'écris à un commissionnaire de faire cet achat pour moi, moyennant un droit de commission de 1, 2 p. 100. Il intervient alors entre lui et moi un contrat de commission. Le commissionnaire a deux moyens d'arriver à son but : ou bien il fait l'achat *en son propre nom*, de sorte que le vendeur ne connaît que lui, sauf ensuite à me repasser le marché en me réclamant le droit de commission que je lui ai promis. C'est ainsi que traitent, en général, les commissionnaires. Ou bien, il se présente au vendeur comme mon mandataire et ne me sert, pour ainsi dire, que de porte-voix. Dans ce cas, il ne s'engage pas lui-même; c'est moi qui contracte par son intermédiaire. C'est moi qui serai tenu de payer le prix au vendeur, et c'est contre moi seul que le vendeur a le droit d'agir. Il en serait de même si, au lieu d'avoir à acheter, je voulais vendre.

Le commissionnaire se rapproche, par certains caractères, de plusieurs autres agents dont il importe néanmoins de les distinguer.

Le commissionnaire se distingue du mandataire, même lorsqu'il n'agit pas *en son propre nom*, en ce que : 1° il a toujours droit à un salaire, qu'il y ait eu convention ou non à cet égard; 2° il a un privilége, comme nous allons le voir, sur les marchandises qui ont fait l'objet de la commission; 3° il est chargé d'une seule opération ou de plusieurs opérations déterminées. Il ne pourrait recevoir commission dans des termes généraux : ce serait alors un mandat.

Le commissionnaire se distingue encore :

Soit de l'*agent d'affaires*, qui loue ses services pour toutes sortes d'affaires civiles ou commerciales;

Soit du *préposé*, qui loue ses services à un seul homme et non au public, moyennant des appointements convenus;

Soit de l'*agent de change* ou du *courtier*, qui sont, à l'exception des courtiers de marchandises, des Officiers publics investis d'un monopole et n'agissant jamais pour leur compte.

Spécialement en ce qui concerne les courtiers, la différence entre leurs fonctions et celles des commissionnaires sera souvent délicate. Cependant les fonctions de courtier se distinguent surtout par ce caractère spécial : ils sont intermédiaires entre les parties; ils portent et reportent les offres et les demandes des parties et reçoivent un salaire de chacune d'elles. Au reste, le commissionnaire peut être courtier de marchandises et réciproquement depuis la loi de 1866.

Il y a des commissionnaires *vendeurs*, des commissionnaires *acheteurs* et des commissionnaires de *transport*. Le législateur a consacré une section spéciale à ces derniers.

La commission peut être donnée à un non commerçant aussi bien qu'à un commerçant; à une société aussi bien qu'à un individu seul. Elle peut être tacite, c'est-à-dire résulter de la correspondance, des livres, etc.

II. EFFETS DE LA COMMISSION. — Les effets du contrat de commission doivent être considérés à deux points de vue : dans les rapports du commettant avec le commissionnaire et dans les rapports du commettant et du commissionnaire avec les tiers. — Au regard du commettant et du commissionnaire, la commission est un mandat. Le commissionnaire est tenu d'apporter aux marchandises qui lui sont confiées le même soin qu'à ses marchandises. Il ne peut ni vendre au-dessous du prix indiqué par le commettant, ni au-dessus; il ne peut acheter à un prix supérieur, mais il peut acheter à un prix inférieur à celui qui lui a été proposé par le commettant.

Quant au droit de commission dû au com nissionnaire, il faut s'en rapporter à la convention des parties, s'il y en a eu une; sinon, à l'usage.

Ce droit, outre les frais et déboursés qui lui sont payés à part, est ordinaire-

ment de 2, 3, 4, etc. pour 100 de l'opération commerciale ; mais il est simple ou double.

Il est simple, s'il est seulement la récompense du travail du commissionnaire, comme nous l'avons supposé jusqu'ici. Il est double, lorsqu'à la commission se joint une convention appelée *du croire*, par laquelle le commissionnaire *assure* son commettant contre l'insolvabilité de la personne avec laquelle il a traité.

Les commissionnaires ont encore un moyen d'augmenter leur rétribution : ils achètent, par exemple, une marchandise à 100 et se font donner par le vendeur deux reçus, un de 100 francs pour eux et un de 102 qu'ils présentent au commettant.

Dans les rapports du commettant et du commissionnaire avec les tiers, il faut distinguer si le commissionnaire a traité au nom du commettant ou en son propre nom.

Dans le premier cas, l'opération terminée, le commissionnaire s'efface; tous les effets de la vente ou de l'achat se passent entre le commettant et le tiers qui a traité avec le commissionnaire.

Dans le second cas, qui est le plus fréquent, c'est-à-dire quand le commissionnaire a traité en son propre nom, tous les effets de l'achat ou de la vente se produisent entre le commissionnaire et le tiers qui a vendu ou acheté. Celui-ci ne connaît que le commissionnaire; c'est à lui qu'il paye la marchandise ou la livre; en un mot, les choses se passent au regard du tiers comme si le commissionnaire avait agi pour son compte personnel.

III. Privilége du commissionnaire. — Dans le but d'encourager les commissionnaires à faire des avances à leurs commettants, et de favoriser ainsi les transactions commerciales, le Code de commerce accorde au commissionnaire un privilége sur les marchandises qui lui ont été expédiées, déposées ou consignées.

Le privilége comprend tout ce qui est l'accessoire de la commission : prêts, avances au commettant, paiements faits à sa décharge, frais de transport, etc. Il est subordonné aux conditions suivantes. Il faut : 1° que les avances aient été réellement faites; 2° que les marchandises soient restées en la possession du commissionnaire; 3° qu'elles y aient été mises au moment où le commettant pouvait valablement en disposer. Le commissionnaire est réputé avoir la marchandise en sa possession lorsqu'elle est à sa disposition dans ses magasins ou navires, à la douane ou dans un dépôt public, ou si, avant qu'elle ne soit arrivée, il en est saisi par un connaissement ou par une lettre de voiture.

On comprend l'intérêt qu'a le commissionnaire à exercer son droit de privilége, en cas de faillite du commettant. Je suis commissionnaire, et il m'est dû par Pierre 100 francs pour frais, droits de commission, etc., à l'occasion de marchandises que j'ai achetées pour son compte et qui sont dans mes magasins. Pierre tombe en faillite. Les marchandises sont vendues. Si je n'avais pas un droit de privilége, je devrais venir au marc le franc avec tous les autres créanciers, tandis qu'avec le droit de privilége, je reçois intégralement les 100 francs.

SECTION III.

DES COMMISSIONNAIRES POUR LES TRANSPORTS PAR TERRE ET PAR EAU.

96. Le commissionnaire qui se charge d'un transport par terre ou par eau, est tenu d'inscrire, sur son livre-journal, la déclaration de la nature et de la quantité des marchandises, et, s'il en est requis, de leur valeur. — Co. 85, 91 s. — C. 1785. — P. 386 4°, 387.

97. Il est garant de l'arrivée des marchandises et effets dans le délai déterminé par la lettre de voiture, hors les cas de la force majeure légalement constatée. — Co. 99, 101-104. — C. 1302, 1315.

98. Il est garant des avaries ou pertes de marchandises et effets, s'il n'y a stipulation contraire dans la lettre de voiture, ou force majeure. — Co. 99, 101 s., 103, 108. — C. 1137, 1302 s., 1784.

99. Il est garant des faits du commissionnaire intermédiaire auquel on adresse les marchandises. — Co. 97 s., 108. — N°. 1384, 1994.

100. La marchandise sortie du magasin du vendeur ou de l'expéditeur voyage, s'il n'y a convention contraire, aux risques et périls de celui à qui elle appartient, sauf son recours contre le commissionnaire et le voiturier chargés du transport. — Co. 97 s., 103, 108. — C. 1134, 1138.

101. La lettre de voiture forme un contrat entre l'expéditeur et le voiturier, ou entre l'expéditeur, le commissionnaire et le voiturier. — Co. 102. — C. 1101, 1102, 1184, 1183, 1326.

102. La lettre de voiture doit être datée. — Elle doit exprimer. — La nature et le poids ou la contenance des objets à transporter. — Le délai dans lequel le transport doit être effectué. — Elle indique. — Le nom et le domicile du commissionnaire par l'entreprise duquel le transport s'opère, s'il y en a un. — Le nom de celui à qui la marchandise est adressée. — Le nom et le domicile du voiturier. — Elle énonce. — Le prix de la voiture. — L'indemnité due pour cause de retard. — Elle est signée par l'expéditeur ou le commissionnaire. — Elle présente en marge les marques et numéros des objets à transporter. — La lettre de voiture est copiée par le commissionnaire sur un registre côté et paraphé, sans intervalle et de suite. — Co. 96, 101, 224, 281 s. — C. 1785.

I. Des commissionnaires de transports. — Le transport des marchandises est un élément très-important du commerce en général. Il est essentiel qu'il se fasse à peu de frais et avec rapidité.

Or, le moyen le plus pratique pour arriver à ce double résultat, surtout lorsque le lieu d'arrivée est très-éloigné, c'est de s'adresser à des commissionnaires de transports.

En effet, par leurs nombreuses relations avec des entrepreneurs de transports, et par la quantité de marchandises qu'ils peuvent réunir pour un seul envoi, ils sont en mesure de procurer la célérité dans le transport et une diminution plus ou moins considérable du prix.

On peut définir les commissionnaires de transports, ceux qui, moyennant un droit de commission, se chargent du transport de marchandises d'un lieu dans un autre, par l'intermédiaire d'un voiturier, pour le compte de l'expéditeur.

Nous disons pour le compte de l'expéditeur, car son caractère propre, c'est de n'être qu'un intermédiaire entre l'expéditeur, d'une part, et le voiturier, d'autre part.

Si le commissionnaire de transports traite *à forfait* avec l'expéditeur, il perd son caractère propre et devient *entrepreneur de transports*, s'il s'adresse à d'autres agents pour faire le transport, ou *entrepreneur de roulage* s'il s'en charge lui-même.

Si le commissionnaire de transports traite *en son propre nom* avec le voiturier, ce n'est plus un intermédiaire, c'est un mandataire.

Il ne s'agit, dans cette section, que du commissionnaire qui traite pour le compte de son commettant.

II. Responsabilité du commissionnaire. — Le commissionnaire est garant :

1° De l'arrivée de la marchandise au lieu et au temps convenus. S'il n'a pas été fixé d'avance un délai, les juges apprécient si le temps mis pour le transport est exagéré ou convenable.

En cas de retard, il est dans l'usage de consentir une réduction du tiers du prix de la voiture.

Cette réduction pourrait être plus considérable. Dans certains cas même, la jurisprudence décide que les marchandises pourraient être laissées pour compte à l'agent de transport;

2° Des avaries ou pertes de marchandises et effets, s'il y a force majeure.

On appelle avaries, les détériorations survenues aux marchandises durant le voyage.

Il est à remarquer que le commissionnaire peut s'affranchir de toute responsabilité, en le stipulant, soit dans la lettre de voiture, soit autrement. Il n'en est pas ainsi du voiturier, qui ne saurait ainsi se soustraire à la responsabilité de ses faits.

Le commissionnaire est garant des faits de ceux qu'il emploie, et, par exemple, du sous-commissionnaire à qui il donne mission de le remplacer, sauf son recours contre le sous-commissionnaire.

III. Preuve du contrat de transport. — Ce qui sert le plus souvent de preuve du contrat de transport, c'est la lettre de voiture (1), ainsi appelée parce qu'elle est envoyée par l'expéditeur ou destinaire. Les diverses mentions qu'elle doit contenir sont énumérées dans l'art. 102, elles ont été dictées par le désir de prévenir les contestations qui pouvaient naître de ce contrat.

Si, dans les transports par chemin de fer, on appliquait dans la lettre de voiture un tarif au lieu d'un autre, la rectification peut toujours être réclamée soit par la compagnie, soit par les particuliers.

En matière de transport maritime, nous trouverons un mode de preuve absolument semblable. C'est le *connaissement*.

Le commissionnaire doit transcrire la lettre de voiture sur son livre-journal, de même qu'il a dû préalablement y mentionner l'entrée des marchandises dans ses magasins.

IV. Des risques. — La marchandise voyage aux risques et périls du propriétaire. Tel est le principe. Or, c'est le destinataire qui est ordinairement propriétaire : c'est donc à ses risques et périls que voyage la marchandise, en sorte que si elle est perdue ou détruite, le destinataire ne pourra s'en prendre qu'au voiturier ou au commissionnaire.

Il n'en sera pas ainsi :

1° S'il y avait convention expresse à cet égard.

2° Si la chose avait été vendue livrable, franc de port *chez l'acheteur*, car alors l'expéditeur s'est engagé à prendre les risques à sa charge.

SECTION IV.

DU VOITURIER.

103. Le voiturier est garant de la perte des objets à transporter, hors le cas de la force majeure. Il est garant des avaries autres que celles qui proviennent du vice propre de la chose ou de la force majeure.

104. Si, par l'effet de la force majeure, le transport n'est pas effectué dans le délai convenu, il n'y a pas lieu à indemnité contre le voiturier pour cause de retard. — Co. 97, 105. — C., 1315,

105. La réception des objets transportés et le paiement du prix de la voiture éteignent toute action contre le voiturier. — Co. 101 s., 106, 108,

106. En cas de refus ou contestation pour la réception des objets transportés, leur état est vérifié et constaté par des experts nommés par le président du tribunal de commerce, ou, à son défaut, par le juge de paix, et par ordonnance au pied d'une requête. Le dépôt ou séquestre, et ensuite le transport dans un dépôt public, peut en être ordonné. — La vente peut en être or-

(1) Voy. Formulaire, n° 27.

donnée en faveur du voiturier, jusqu'à concurrence du prix de la voiture. — Co. 93, 94. — C. 1361 s., 2078, 2102 6°.

107. Les dispositions contenues dans le présent titre sont communes aux maîtres de bateaux, entrepreneurs de diligences et voitures publiques.

108. Toutes actions contre le commissionnaire et le voiturier, à raison de la perte ou de l'avarie des marchandises, sont prescrites, après six mois pour les expéditions faites dans l'intérieur de la France, et après un an, pour celles faites à l'étranger ; le tout à compter, pour les cas de perte, du jour où le transport des marchandises aurait dû être effectué, et pour les cas d'avarie, du jour où la remise des marchandises aura été faite; sans préjudice des cas de fraude ou d'infidélité. — Co. 97, 98, 103. — C. 2219.

I. Caractères du voiturier. — Le voiturier est celui qui, moyennant un prix convenu, se charge de transporter une personne ou une chose d'un lieu à un autre. Si le voyage a lieu par terre, le voiturier conserve son nom; il s'appelle batelier, s'il a lieu par eau. Dans le sens large du mot, les compagnies de transport maritime, les entrepreneurs de roulage, les chemins de fer sont voituriers.

Si celui qui se charge d'un transport le fait accidentellement, c'est un louage de services qu'il fait; il faudra lui appliquer les règles propres au louage et non pas celles du voiturier.

Il est évident qu'il ne s'agit pas ici de l'État qui exerce les fonctions de voiturier, par exemple, pour la correspondance. L'Etat a ses règles spéciales.

II. Obligations du voiturier. — Les obligations du voiturier sont nombreuses. Il doit tenir registre de tout ce qu'il reçoit. Il répond des objets qui lui sont confiés, du moment qu'ils ont été déposés dans son entrepôt ou sur le pont, pour être placés dans sa voiture ou dans son bâtiment.

Le voiturier est garant :

1° De la perte et des avaries des objets à transporter, à moins de force majeure, telle que guerre, naufrage, etc. Les voituriers ne pourraient s'affranchir par aucune clause de cette responsabilité;

2° Du retard dans le transport. Il est stipulé, en général, pour tout retard, une réduction d'un tiers du prix de transport.

Les compagnies mettent très-souvent sur leurs bulletins qu'ils ne répondent de la perte des objets que jusqu'à concurrence d'une certaine somme. Il ne faut pas s'y tromper : cette clause n'est pas absolument obligatoire pour l'expéditeur, et il pourra réclamer des dommages-intérêts plus élevés.

Néanmoins, il faudra se conformer souvent aux prescriptions de ces compagnies, qui veulent qu'on déclare les objets précieux et de prix que l'on peut avoir dans ses malles ou caisses.

De deux voituriers qui ont eu l'objet à transport successivement, lequel est responsable d'une avarie survenue au cours du voyage? Cette question est controversée. La Cour de cassation la résout en faveur du second, à moins que l'avarie ne soit apparente, cas auquel le second en est responsable.

III. Droits du voiturier. — Le voiturier a une action contre l'expéditeur qui fait avec lui un contrat pour le transport. Il a aussi une action contre le destinataire, si celui-ci accepte la marchandise, comme lui étant, en effet, destinée.

Il a aussi un privilége sur le prix des marchandises transportées. Mais ce privilége est-il subordonné à la condition que l'objet soit resté en la possession du voiturier? C'est ce qu'on décide généralement. Toutefois, si le voiturier est un capitaine de navire, il est préféré pendant quinzaine après livraison sur le prix des marchandises.

Qu'arrive-t-il si le destinataire refuse de recevoir les marchandises? Si le

destinataire refuse de recevoir les marchandises, prétextant qu'il ne les a point achetées ou qu'elles sont avariées, le voiturier adresse une requête (1) au président du tribunal de commerce ou au juge de paix du lieu, à l'effet de faire commettre trois experts pour visiter les marchandises, dire leur état, les estimer. Puis il demande au tribunal l'autorisation de les mettre en dépôt dans un lieu et de les faire vendre pour prélever ses frais de voiture et accessoires. Ce qui reste est laissé entre les mains de l'Etat, à charge de le rendre à qui de droit.

IV. PRESCRIPTION EN MATIÈRE DE VOITURE. — Le destinataire doit examiner avec le plus grand soin l'état des marchandises qui lui sont envoyées, au moment où il en prend livraison du voiturier. Si elles sont avariées, il peut faire constater, par un *procès-verbal de constat* d'un huissier, l'état des marchandises et faire toutes réserves en payant le prix du transport. S'il reçoit et paie sans réserve, le voiturier n'a plus rien à craindre du destinataire, à moins de fraude ou d'infidélité.

Dans le cas où le voiturier et le commissionnaire ont encouru une responsabilité, il importe qu'en raison du grand nombre de leurs relations commerciales, ils puissent se considérer dans un bref délai à l'abri de toute responsabilité. Aussi, la loi édicte-t-elle en leur faveur une prescription de six mois ou d'un an, selon que les marchandises étaient expédiées en France ou à l'étranger, après lesquels ils n'ont plus rien à craindre en raison du transport.

TITRE SEPTIÈME

Des achats et ventes. — Des comptes courants.

109. Les achats et ventes se constatent : par actes publics, — par actes sous signature privée, — par le bordereau ou arrêté d'un agent de change ou courtier, dûment signé par les parties, — par une facture acceptée, — par la correspondance, — par les livres des parties, — par la preuve testimoniale, dans le cas où le tribunal croira devoir l'admettre.—Co. 8, 12, 76, 80, etc.

Quelle que soit la généralité des termes de ce titre, il ne s'agit que des *preuves* des achats et ventes en matière commerciale.

Ces preuves sont énumérées dans l'article 109 que nous citons. Un mot sur chacune d'elles.

1° *Actes publics.* — On entend ici par acte public, un acte par-devant notaire. C'est un moyen de preuve très-sûr, qui fait pleine foi de la convention qu'il renferme.

A l'étranger, les actes publics sont reçus par un employé du consulat appelé *chancelier*, et les actes ont en France la valeur d'actes notariés, pourvu que la signature du consul soit légalisée au ministère.

2° *Actes sous signature privée.* — L'acte sous signature privée, est celui qui est écrit par les parties ou par un tiers, sans l'intervention d'un officier public compétent (2).

---

(1) Voy. FORMULAIRE, n° 28.
(2) Voy. FORMULAIRE, n° 29 et 30.

Si l'acte contient des obligations réciproques, il doit être fait en autant d'originaux que de parties ayant un intérêt distinct, et on doit avoir soin d'en faire mention à la fin de l'acte : *fait en autant d'originaux que de parties, le.....*

Il peut n'être fait qu'un acte pour plusieurs personnes ayant un même intérêt : exemple, mari et femme, héritiers d'une personne.

Si l'acte ne contient qu'un engagement, il doit être écrit en entier par celui qui s'engage, ou porter cette mention : *approuvé l'écriture ci-dessus*, et la signature. Si l'engagement est d'une somme d'argent, il doit ajouter : *bon pour la somme de.....*

Si le mari et la femme signent l'acte, le mari doit ajouter : *et bon pour autoriser ma femme.*

Toutes ces mentions essentielles dans les matières du droit civil, entre personnes non commerçantes, ne sont pas absolument indispensables en matière commerciale, où toute sorte de preuves est admise en général; mais ces précautions, néanmoins, ne doivent pas être négligées.

Enfin, dans les affaires civiles, un acte sous-seing privé n'a de date certaine à l'égard des tiers que par son enregistrement, son insertion dans un acte authentique ou par la mort d'un des signataires. Entre commerçants, la date de l'acte fait pleine foi, sauf la preuve de la fraude.

3° *Bordereau ou arrêté d'un agent de chance ou courtier.* — Ce bordereau est signé des parties, et il fait pleine foi ; c'est un acte sous-seing privé d'une nature spéciale, ayant plus de force qu'un acte ordinaire, et en ayant moins qu'un acte notarié.

A défaut de bordereau, les carnets des agents de change et de courtier, feraient preuve, sauf aux juges à y avoir tels égards qu'il leur plairait.

4° *Facture acceptée.*(1)—Une facture est l'état détaillé des marchandises vendues, qui indique leur nombre, qualité et prix. Elle ne fait preuve du contrat que si elle a été acceptée.

Mais l'acceptation n'est pas nécessairement expresse; elle se tire de toutes les circonstances propres à la prouver : correspondances, livres, etc.

5° *Correspondance.* — Chacun des correspondants, celui qui propose et celui qui accepte, est obligé de conserver copie de ces lettres; on peut donc trouver dans le rapprochement des correspondances la preuve de la vente.

La vente par correspondance sera parfaite lorsque la proposition de l'une des parties aura été acceptée par l'autre, quoique la lettre d'acceptation ne soit pas encore arrivée. De même, jusqu'à l'acceptation, celui qui a fait l'offre peut la retirer.

6° *Livres des parties.* — Nous savons que les commerçants sont tenus d'avoir des livres qui font foi, voyez ci-dessus *Livres de commerce.*

7° *Preuve testimoniale.* — Dans toutes les affaires commerciales, s'agirait-il d'un million, le tribunal *peut* autoriser l'une des parties à faire preuve d'un fait par témoins, En matière civile, au contraire, la preuve testimoniale n'est pas admise *au-dessus de* 150 *francs.*

Les conventions entre commerçants étant toujours très-rapides, souvent verbales, il faudra appliquer les usages commerciaux pour tout ce qui n'est pas prévu et qui est sujet à contestation.

La loi du 13 juillet 1866, que nous publions sous le nom d'*usages commerciaux* aux *lois diverses*, a réglé ces usages auxquels nous renvoyons.

---

(1) Voy. FORMULAIRE, n° 31.

Enfin, il est évident que toutes les autres preuves admises en matière civile sont applicables en matière commerciale : tels sont l'aveu, le serment, les présomptions.

Du compte courant. — Le compte courant est celui qui a, comme son nom l'indique, un cours, une durée, qui ne se règle pas à chaque opération. Deux commerçants ayant des relations nombreuses d'affaires, qui leur permettent de s'acheter et de se vendre réciproquement, trouvent là un moyen de se créditer et de se débiter, de se payer sans bourse délier, sans règlement ultérieur Ce règlement se fera soit à époque fixe, soit au moment où cesseront ces relations. Chaque commerçant fera alors le total de ce qui lui est dû, et le total de ce qu'il doit, de la comparaison des deux chiffres naîtra pour lui une créance ou une dette sur l'autre partie.

Ce contrat a des règles spéciales, qu'il est indispensable de connaître. Ainsi :

1° Les sommes remises en compte courant portent intérêt de plein droit du jour où elles ont été remises jusqu'à l'arrêté de compte.

2° Une somme remise en compte courant ne devient liquide et exigible qu'à l'époque de l'arrêté de compte.

3° La créance passée en compte courant est éteinte par novation.

TITRE HUITIEME

De la lettre de change, du billet à ordre et de la prescription

SECTION 1re.

DE LA LETTRE DE CHANGE

110. La lettre de change est tirée d'un lieu sur un autre. — Elle est datée. — Elle énonce : La somme à payer, — Le nom de celui qui doit payer, — L'époque et le lieu où le payement doit s'effectuer, la valeur fournie en espèces, en marchandises, en compte, ou de toute autre manière. — Elle est à l'ordre d'un tiers, ou à l'ordre du tireur lui-même. — Si elle est par 1e, 2e, 3e, 4e, etc., elle l'exprime.

111. Une lettre de change peut être tirée sur un individu, et payable au domicile d'un tiers. — Elle peut être tirée par ordre et pour le compte d'un tiers.

112. Sont réputées simples promesses, toutes lettres de change contenant supposition soit de nom, soit de qualité, soit de domicile, soit des lieux d'où elles sont tirées ou dans lesquels elles sont payables.

113. La signature des femmes et des filles non négociantes ou marchandes publiques sur lettres de change ne vaut, à leur égard, que comme simple promesse.

114. Les lettres de change souscrites par des mineurs non négociants sont nulles à leur égard, sauf les droits respectifs des parties, conformément à l'article 1312 du Code civil.

Notions générales. — Paul aura besoin de 10,000 francs à Londres le premier du mois prochain. Au lieu d'avoir à emporter une somme considérable, ce qui est gênant et même dangereux, au lieu d'arriver à Londres avec 10,000 francs de valeurs françaises, qui seraient peut-être d'un écoulement difficile, il va trouver un banquier à Paris. Celui-ci lui promet de lui faire toucher cette somme chez un correspondant de Londres, moyennant le versement d'une certaine somme.

Le banquier remet à Paul une lettre pour son correspondant, revêtue d'une

forme spéciale, et lorsque l'échéance arrive, Paul n'a qu'à se rendre chez la personne indiquée à Londres, et on lui compte 10,000 francs.

Voilà l'application la plus simple du change et de la lettre de change.

Le contrat de change est donc une convention par laquelle une personne s'engage, à l'égard d'une autre, dont elle reçoit une certaine valeur, à lui faire toucher telle somme à l'époque fixée dans un lieu autre que celui où intervient la convention.

La lettre de change est l'écrit revêtu de formes solennelles, en forme de lettre, par lequel celui qui a promis de faire toucher une somme mande à un tiers de verser à sa place cette somme à celui qui est indiqué dans la lettre ou à son cessionnaire.

Le banquier souscripteur de la lettre s'appelle *souscripteur*; celui au profit de qui la lettre est souscrite, *preneur* (quelquefois *bénéficiare* ou *donneur de valeur*); celui qui doit payer, *tiré*.

Plusieurs autres personnes peuvent figurer dans une lettre de change.

La lettre de change peut être tirée pour le compte de quelqu'un, qui s'appelle alors *donneur d'ordre* ou *ordonnateur*; le tireur devient alors *tireur pour compte*. Si le preneur cède la lettre de change, il est *endosseur* et le cessionnaire *porteur*.

Lorsqu'il a accepté, il est *accepteur*.

On appelle *domiciliataire* ou *besoin*, celui qui doit payer au besoin, si le tiré ne pouvait payer; et domiciliaire, celui au domicile duquel le paiement doit être effectué.

Si quelqu'un accepte ou paie par intervention, il est appelé *payeur ou accepteur par intervention*. On peut donner son aval sur la lettre de change et devenir *donneur d'aval*.

La lettre de change offre une double utilité :

1° Elle permet de payer et de recevoir sans avoir recours aux transports en numéraire, qui sont coûteux et dangereux. Ainsi, Pierre, de Paris, doit 1,000 francs à Paul, de Lyon; Jacques, de Lyon, doit 1,000 francs à Jean, de Paris. Jean tire une lettre de change de 1,000 francs sur son débiteur de Lyon, Jacques, et la passe à l'ordre de Pierre, qui lui donne 1,000 francs en échange, un peu plus ou un peu moins, selon le cours, et ainsi voilà la créance de Jean recouvrée. Pierre la passe à l'ordre de son créancier de Lyon, Paul, et éteint ainsi sa dette envers lui. Celui-ci se rend chez son compatriote Jacques et se fait payer le montant de la lettre de change. Ainsi est recouvrée la créance de Paul, et éteinte la dette de Jacques.

Ce mécanisme est très-simple et très-utile. Grâce à lui, nous venons de voir deux créances recouvrées et deux dettes éteintes, sans déplacement de numéraire ni de personnes.

2° La lettre de change est un papier-monnaie en quelque-sorte. En effet, reportons-nous à l'exemple précédent. Pierre est créancier de 1,000 francs de Paul, qui demeure à Lyon. Il peut acheter d'un négociant des marchandises pour la valeur de 1,000 francs et le payer en une lettre de change qu'il tire sur Paul. Si le négociant n'a pas assez de confiance en Pierre, celui-ci se rend chez un banquier, passe la lettre à son ordre et touche les 1,000 francs.

Les opérations de change sont de deux sortes : le change des matières métalliques et le change des lettres de change.

1° Le change de l'or et de l'argent se fait à la Bourse. Il prend le nom d'*agio*. On dit que l'agio est *au pair*, si les deux valeurs s'égalent, haut ou bas, suivant que l'une l'emporte sur l'autre.

2° L'échange des lettres de change se fait aussi à la Bourse, mais il peut se faire chez des banquiers. C'est l'échange des billets ou de lettres de change : il est pair, haut ou bas, selon que le papier vaut autant, plus ou moins que l'argent comptant.

Ce qui fait la hausse ou la baisse des lettres de change, c'est le plus ou le moins d'offres et de demandes.

Tout Parisien débiteur de Lyon a intérêt à se procurer une lettre de change sur Lyon, afin de passer à l'ordre de son créancier de Lyon, et se libérer ainsi. Tout Parisien, créancier de Lyon, a intérêt à toucher immédiatement et sans aucun déplacement son argent.

Cela étant, supposons qu'il y ait à Paris 100 créanciers de Lyon et dix débiteurs Les dix débiteurs auront à choisir entre les 100 lettres de change que les créanciers auront tirées, ce qui fera la *baisse* des lettres de change. Si nous supposons le contraire, nous aurons 100 débiteurs demandant des lettres de change et dix créanciers pour en offrir, ce qui fera *hausser* les lettres de change. Si, à un moment donné, Paris était autant créancier que débiteur de Lyon, les lettres de change seraient *au pair*, c'est-à-dire à leur valeur nominative.

DE LA NÉGOCIATION DES LETTRES DE CHANGE ET AUTRES EFFETS DE COMMERCE. — DE L'ESCOMPTE. — Le crédit, qui est la base de tout commerce, a nécessité parmi les commerçants l'usage des effets de commerce; lettres de change, billets à ordre, comme papier monnaie. J'achète, par exemple, pour 10,000 francs de draps, je paie en donnant une lettre de change de pareille somme sur un de nos débiteurs. Le marchand de draps à qui je donne cette valeur veut la réaliser. Il se rend chez un banquier, et là, moyennant un escompte, il change son effet en argent comptant.

Si le marchand de drap a vendu à crédit et à terme, il peut faire *traite* sur l'acheteur, c'est-à-dire créer une lettre de change sur lui et la négocier chez un banquier.

Le banquier retient un *escompte*, c'est-à-dire les intérêts à 6 pour cent du montant nominal du titre depuis le moment de la négociation jusqu'à l'échéance du terme.

Il retient aussi un droit de commission proportionnel. Ce droit est assez souvent de 0 fr. 25 cent. pour cent.

Quelquefois aussi, il retient un droit de change, si l'effet est payable sur une autre place de commerce.

Nous avons dit que le banquier escompteur retenait 6 pour cent pour les intérêts de la somme jusqu'à l'échéance. La jurisprudence décide que s'il retenait plus de 6 pour cent, il enfreindrait les lois rigoureuses sur le prêt; mais elle permet au banquier de faire son escompte *en dedans*. Ainsi, j'ai un billet de 100 francs à l'échéance de 90 jours; un banquier, qui me l'escompte, me donne seulement 98 fr. 50 cent. et retient 1 fr. 50 pour les intérêts pendant 90 jours de 100 francs.

Les banquiers, pour faire leurs opérations, ont très-souvent recours à la Banque de France (1).

§ 1er. — *De la forme de la lettre de change.*

Une lettre de change est faite par acte sous seing privé (2) et selon des formes solennelles. Elle doit être faite par-devant notaire, si le souscripteur ne sait pas écrire.

Elle est régie, pour la forme, par la loi du pays où elle est créée, et non pas celle du lieu où elle est payable.

Une lettre de change soumet toujours les souscripteurs solidairement au

---

(1) Voy. LOIS DIVERSES, au mot BANQUE DE FRANCE.

(2) Voy. FORMULAIRE, nº 32.

paiement ; elle est par elle-même, et quelle qu'en soit la cause, un acte de commerce relevant des tribunaux de commerce et non des tribunaux civils.

Certaines énonciations sont exigées pour la validité d'une lettre de change ; quelques-unes ne sont que facultatives.

I. ÉNONCIATIONS ESSENTIELLES. — On peut trouver huit énonciations obligatoires dans la lettre de change. Telles sont :

1° *La remise d'un lieu sur un autre.* — Il faut remarquer que la loi n'exige pas qu'il y ait remise de place à place ; par conséquent une lettre de change tirée d'un village sur un autre village suffisamment éloigné, répond au vœu de la loi et est valable.

Pour qu'il soit constaté s'il y a bien eu remise d'un lieu sur un autre, la lettre de change énoncera le lieu de la souscription et le lieu du payement.

2° *La date.* — La date est utile à connaître à plusieurs points de vue : elle permet de savoir si le souscripteur était capable ou non au moment de la création de la lettre ; elle peut l'être pour fixer l'époque d'exigibilité quand elle est payable à un certain délai de date.

L'antidate des endossements est punie des peines du faux ; celle des lettres de change n'est point soumise à cette sévérité ; mais la date des lettres de change est réputée vraie à l'égard des tiers porteurs d'une manière absolue.

3° *Somme à payer.* — Cette somme peut être énoncée en toutes lettres ou en chiffre ; mais, en général, on l'énonce en chiffres en tête de la lettre et en lettres dans le corps de l'acte.

Toute autre chose qu'une somme d'argent ne saurait faire l'objet du contrat de change.

Si la lettre de change doit être payée en valeurs spéciales, par exemple, en livres sterling, il faut l'exprimer.

4° *Le nom de celui qui doit payer.* — Celui qui doit payer porte le nom de *tiré*. Il figure au bas de la lettre avec ses nom, prénoms et domicile, de manière à être facilement reconnu du porteur.

Le tiré ne doit pas être le tireur lui-même ; ce serait alors un billet à domicile, et nous verrons plus loin qu'il y a une grande différence entre ce billet et la lettre de change.

Quelquefois à côté du tiré se place un *recommandataire* ou un *domiciliataire*. Le recommandataire ou *besoin* est un tiers qui est chargé de payer, à défaut du tiré.

Le domiciliataire est un tiers au domicile duquel la lettre est payable.

Voici à quelle difficulté répond le domiciliataire. Le tiré craint de ne pouvoir payer. Il indique un tiers au domicile duquel sera fait le protêt en cas de non payement : il évite ainsi de porter atteinte à son crédit.

De même, si je veux faire toucher dans une petite ville, près de Toulouse, une certaine somme, je tire sur mon banquier correspondant de Toulouse une lettre payable chez Mr. . . , dans cette petite ville. Si le tireur ne connaît pas la personne chez laquelle son correspondant doit payer, il laisse un blanc, que le tiré remplit.

5° *L'époque et le lieu du payement.* — L'époque du payement peut, lors de l'acceptation, être fixé de plusieurs manières. La lettre peut être payable à vue, à jour fixe, en foire, à plusieurs semaines ou jours de date, à un certain nombre d'*usances* (1) de date.

---

(1) On entend par usance une période de trente jours.

Quand l'indication de l'époque manque, la nature de l'écrit change : ce n'est plus qu'un contrat civil, pour lequel on observe les règles du droit civil.

On ne peut subordonner à un événement incertain l'époque du payement d'une lettre de change : en effet, ce serait détruire tout le crédit d'une lettre de change qui doit valoir presque comme papier-monnaie. Ajoutons que le porteur ne pourrait remplir son devoir, qui est de faire le protêt le lendemain de l'échéance d'une lettre de change non payée.

Le lieu du payement est ordinairement au domicile du tiré; la lettre peut être payable chez un tiers appelé domiciliataire.

6° *La déclaration de la valeur fournie.* — Cette valeur fournie par le preneur ou tireur peut consister en argent, en marchandises, en compte. Quand le tireur se sert de l'expression *valeur reçue en compte*, cela suppose au regard des tiers que le preneur est créancier du tireur et qu'il portera cette somme à son crédit.

On s'accorde généralement à dire que ces expressions : *valeur entendue*, *valeur entre nous*, *valeur en contractant*, *valeur reçue*, sont insuffisantes, et que, dès lors, il n'y a plus lettre de change.

La mention *valeur en moi-même* est valable. Voici dans quels cas elle se pratique.

Je dois aller à Nancy acheter une certaine quantité de marchandises que je veux payer en lettres de change sur Paris. Au lieu d'attendre d'être à Nancy et de souscrire au fur et à mesure de mes besoins des lettres de change, je les souscris dès maintenant *à mon ordre* et avec la mention *valeur en moi-même*. Je les fais accepter par le tiré, ce qui augmente considérablement mon crédit, parce que le tiré sera ordinairement un banquier plus connu que moi.

7° *Le nom de celui à l'ordre de qui elle est.* — La lettre de change est nécessairement à l'ordre de quelqu'un. Une lettre au porteur ne serait plus une lettre de change.

C'est à l'ordre d'un tiers généralement qu'est payable la lettre de change; elle pourrait être à l'ordre du tireur. Cette clause permet de céder la lettre pas la voie de l'endossement, dont nous parlerons plus loin. Le tireur, qui a déjà fait accepter la lettre par le tiré, met au dos : « Payez à l'ordre de. . . »

8° *La signature du tireur.* — La signature du tireur est nécessaire, bien que la loi ne le dise pas expressément. Cependant, si la lettre de change a été faite par acte notarié, la signature n'est pas *indispensable*.

Le tireur peut employer un *mandataire* et un *commissionnaire*.

Le mandataire est celui qui tire une lettre au nom du mandant sans s'obliger lui-même, conformément au principe que les effets du mandat se produisent dans la personne du mandant. Souvent les banquiers donnent ainsi procuration à leurs employés.

Le commissionnaire est celui qui, agissant en son propre nom, tire une lettre pour le compte d'un commettant. Il s'appelle tireur pour compte, et le commettant se nomme *donneur d'ordre* ou *ordonnateur*.

Le tireur pour compte est très-utile dans certains cas, entr'autres dans celui-ci :

Un négociant ne veut pas porter atteinte à son crédit en mettant trop de billets en circulation. Il prie un ami de tirer un certain nombre de lettres à sa place; cet ami est responsable au regard du porteur; dans ses rapports avec le négociant ordonnateur, il n'est que mandataire. En même temps qu'il donne commission à un ami de tirer à sa place, il en prévient le tiré.

II. Énonciations facultatives. — Les énonciations facultatives sont celles qui ajoutent quelque chose à son texte, mais dont l'omission ne vicie pas la lettre de change. Les principales sont les suivantes :

1° *Pluralité d'exemplaires.* — Quand on a à envoyer une lettre de change fort loin, qu'il y a des traversées à faire, pour plus de sûreté ou de rapidité, on peut créer plusieurs lettres, que l'on envoie par des courriers différents.

De même, si l'on a créé une lettre *à son ordre*, comme nous disions plus haut, il est très-utile d'avoir un second exemplaire qui permet de négocier la lettre de change pendant que le premier est envoyé au tiré pour l'acceptation En pratique, voici ce qui se passe dans ce cas-là. Le tireur envoie à un ami, qui se trouve dans le même lieu que le tiré, le premier exemplaire. Cet ami se charge de le présenter à l'acceptation du tiré, et de le remettre ainsi accepté au porteur du second exemplaire.

Ce qui est facultatif, c'est l'emploi de plusieurs exemplaires; mais si, en fait, il y en a plusieurs, chaque lettre doit l'exprimer. C'est ce que dit l'article 110, à la fin : « si elle est par première (1), deuxième (2), troisième (3), elle l'exprime. »

2° *Clause suivant avis.* — Cette clause (4) est assez fréquente dans les lettres de change. Elle signifie que le tireur, avant l'échéance de la lettre, en donnera avis au tiré, en lui indiquant la somme à payer, l'époque du payement, etc.

Le tiré qui payerait une lettre de change avec cette mention sans avoir reçu l'avis annoncé, serait responsable du payement.

3° *Clause sans autre avis.* — Cette clause (5) n'ajoute rien à la lettre de change. Elle signifie que le tiré aura à payer la lettre à l'échéance sans attendre de nouvel ordre du tireur.

4° *Clause sans garantie.* — Tirer une lettre de change, en mettant au bas la clause de *sans garantie*, c'est dire que l'on ne répond pas du payement; que le porteur ne pourra s'adresser qu'au tiré, et que, s'il n'est pas payé par lui, il n'aura aucun recours. Ces effets ne se produisent que si le tireur a fait *provision*. Cette clause est très-rare, car elle fait perdre tout son crédit à la lettre de change.

5° *Clause, retour sans frais.* — Les commerçants ont l'habitude de mettre cette clause pour de petites sommes, afin d'éviter les frais du protêt. Le porteur qui ferait un protêt malgré les termes de cette clause, serait responsable des frais.

Si la clause figure dans le corps de l'acte, elle engage tous les endosseurs; si elle est dans un endos, elle ne s'applique qu'aux cessionnaires de cet endosseur.

La loi du 5 juin 1850 (6) déclare (art. 8) nulle : « Toute mention ou convention de retour sans frais, soit sur le titre, soit en dehors du titre, si elle est relative, à des effets non timbrés ou non visés pour timbre. »

III. Cas dans lesquels la lettre de change dégénère en simple promesse. — Si la lettre de change ne contient pas une des énonciations essentielles que nous avons vues plus haut, elle n'est pas une lettre de change, mais simplement un contrat ordinaire, civil ou commercial, selon la cause,

---

(1) Voy. Formulaire, n° 33.
(2) Voy. Formulaire, n° 34.
(3) Voy. Formulaire, n° 35.
(4) Voy. Formulaire, n° 36.
(5) Voy. Formulaire, n° 37.
(6) Voyez les lois fiscales concernant les lettres de change aux *Lois nouvelles*, v° *Lettres de change*.

qui ne sera valable comme tel que s'il répond aux conditions d'un acte de cette nature.

S'il y a supposition, c'est-à-dire fraude, mensonge sur une des énonciations essentielles, la lettre ne vaudra que comme simple promesse à l'égard de tous ceux qui auront connu la supposition. La bonne foi des tiers porteurs (au moins dans l'opinion de la jurisprudence) les protégera contre les effets de ce vice caché : la lettre conservera en leur faveur les effets d'une lettre de change valable.

La supposition a lieu s'il y a fraude sur un des quatre points suivants :

1° *Soit sur le nom*, si le tireur usurpe le nom d'une personne honorablement connue, pour tromper la bonne foi du preneur. Cet acte constitue un faux.

2° *Soit sur la qualité*, en prenant un titre, une profession empruntée, afin d'augmenter son crédit.

3° *Soit sur le lieu*, quand le tireur indique, par exemple, comme tirée à Lyon sur Paris, une lettre faite à Paris et tirée sur Paris. Cette fraude a pour but d'éviter cette condition essentielle de toute lettre de change: remise d'argent d'une place sur une autre place.

4° *Soit sur le domicile,* s'il y a indication mensongère du domicile du tireur ou du tiré.

La lettre de change ne vaut encore que comme simple promesse lorsqu'elle porte la signature d'une femme ou d'une fille non commerçante.

Cette prescription de la loi, dénuée d'une grande partie de son intérêt depuis l'abolition de la contrainte par corps en matière commerciale, avait surtout pour objet de soustraire la femme à cette contrainte.

Il faut supposer, bien entendu, que, dans le cas qui nous occupe, la femme mariée était autorisée de son mari, et que la fille était majeure et capable de contracter, sans quoi l'engagement ne vaudrait même pas comme promesse.

IV. DES LETTRES DE CHANGE SIGNÉES PAR DES MINEURS. — Les lettres de change signées par des mineurs sont nulles à leur égard. Néanmoins, comme personne ne doit s'enrichir aux dépens d'un autre, si le mineur a *profité* de la création de la lettre de change, si elle a été pour lui la cause d'un *gain*, il est responsable jusqu'à concurrence du profit qu'il a fait.

Il en est de même des lettres signées d'un incapable : tels sont les interdits, les prodigues pourvus d'un conseil, les femmes mariées.

Certaines lois ou certains règlements interdisent à des catégories de personnes, comme les magistrats, les avocats, les officiers ministériels, les agents de change, etc., de signer, tirer ou endosser des lettres de change. Mais ces prohibitions ne concernent que ces personnes, qui sont passibles de peines disciplinaires ; elles n'ôtent rien à la valeur de la lettre de change.

§ 2. — *De la provision.*

115. La provision doit être faite par le tireur, ou par celui pour le compte de qui la lettre de change sera tirée, sans que le tireur pour compte d'autrui cesse d'être personnellement obligé envers les endosseurs et le porteur seulement. — Co. 111.

116. Il y a provision si, à l'échéance de la lettre de change, celui sur qui elle est fournie est redevable au tireur, ou à celui pour compte de qui elle est tirée, d'une somme au moins égale au montant de la lettre de change.

117. L'acceptation suppose la provision. — Elle en établit la preuve à l'égard des endosseurs — Soit qu'il y ait ou non acceptation, le tireur seul est tenu de prouver, en cas de dénégation, que ceux sur qui la lettre était tirée avaient provision à l'échéance ; sinon, il est tenu de la garantir, quoique le protêt ait été fait après les délais fixés. — Co. 170, 173, s.

I. DE LA PROVISION. — La provision est la valeur fournie par le tireur au tiré, destinée à payer la lettre de change.

Elle consiste soit dans une somme d'argent que le tireur fait parvenir au tiré, soit dans une créance sur le tiré existant déjà au moment de la lettre, soit dans des effets à recouvrer, des marchandises à vendre, etc.

Il y aura provision toutes les fois qu'à l'échéance le tiré sera redevable à l'égard du tireur ou de celui pour le compte de qui la lettre est tirée d'une somme au moins égale au montant de la lettre.

II. Qui doit faire provision. — C'est le tireur qui doit faire provision. Mais quelquefois le tireur n'est que le mandataire d'un tiers, d'un *donneur d'ordre*; dans ce cas, c'est ce dernier qui doit faire provision.

Toutefois, comme les endosseurs ont suivi la foi du tireur pour compte inscrit sur la lettre de change, comme ils n'ont pu savoir si c'était pour son compte personnel ou pour un autre qu'il tirait, le tireur pour compte sera responsable de la provision à l'égard des endosseurs et du porteur seulement. Il ne sera pas engagé à l'égard du tiré, qui a dû connaître le rôle du tireur pour compte.

Il y a un grand intérêt à savoir si la provision existe ou non, à deux points de vue,

Dans les rapports du tireur avec le tiré. — S'il y a provision, le tiré doit payer; et s'il ne le fait pas, il est responsable de ce refus à l'égard du tireur. S'il n'y a pas provision, le tiré peut ne pas payer, à moins qu'il n'ait *accepté*; et s'il paie, comme c'est de ses deniers, il a un recours contre le tireur.

Dans les rapports du tireur et du porteur.—S'il y a provision, et que le porteur non payé ne fasse pas son protêt le lendemain en le dénonçant dans la quinzaine à tous les intéressés, il perd son recours contre les endosseurs et le tireur. S'il n'y avait pas provision, il conserve tous ses droits vis-à-vis du tireur.

Ce que nous disons du tireur, il faut le dire du donneur d'ordre lorsqu'il y en a un.

III. Preuve légale de la provision,— L'intérêt considérable qu'il y a à savoir quand il y a provision et quand il n'y a pas provision, a amené le législateur à s'occuper de la preuve de la provision.

L'acceptation suppose la provision et en établit la preuve à l'égard des endosseurs.

Avant d'étudier les effets de l'acceptation, demandons-nous quand on est obligé d'accepter une lettre de change. Vous êtes créancier do 1,000 francs de Paul, qui demeure à Lyon, tandis que vous êtes à Paris. Vous tirez une lettre de change sur lui à trois mois. Est-il obligé de l'accepter ? Non, si c'est une dette civile; oui, si c'est une dette commerciale. Paul aurait beau dire que par là il aggrave sa position, puisqu'il ne pourra se libérer avant cette époque, qu'il sera soumis à un protêt avec ses conséquences, s'il ne peut payer : l'usage du commerce de faire traite ou de tirer une lettre de change est si général qu'il tient lieu de loi, et si Paul n'acceptait pas, il serait passible de dommages-intérêts.

Maintenant, quels sont les effets de l'acceptation ?

Dans les rapports du tireur et du tiré, *elle suppose la provision.* Dans l'opinion générale, ces mots ne sont applicables qu'entre tireur et tiré; en d'autres termes, ils signifient que si le tiré a payé après avoir accepté, c'est à lui à prouver qu'il a payé à découvert, sans avoir reçu de quoi acquitter la lettre, car l'acceptation qu'il en a faite fait présumer qu'il avait provision.

Dans les rapports des endosseurs et du porteur, *l'acceptation fait preuve de la provision.*

IV. A qui appartient la provision. — Dans deux hypothèses surtout, en cas de faillite du tireur ou en cas de faillite du tiré, il est très-important de sa-

voir à qui appartient la provision, Or, cette question n'est point résolue dans le même sens par tout le monde.

1er *cas* : *Faillite du tireur*. — Si le tiré a accepté la lettre au moment où le tireur tombe en faillite, il est certain que la propriété de la provision est passée au porteur. Mais s'il n'y a pas encore eu d'acceptation, la propriété en reste encore au tireur, selon les uns ; elle est passée au tiré, selon les autres, d'après la création seule de la lettre de change.

Dans le premier cas, le syndic du tireur peut se faire mettre en possession de la provision ; dans le second. il ne le peut pas. Cette dernière opinion est celle de la jurisprudence de la Cour de cassation.

2me *cas* : *Faillite du tiré*. — Si la provision consiste en objets encore connaissables dans le patrimoine du tiré tombé en faillite, ils peuvent être retirés par le tireur qui en est resté propriétaire.

Si, au contraire, la provision était en argent ou en objets réalisés, le porteur n'aura droit qu'à un dividende dans la faillite, comme un créancier ordinaire.

§ 3. *De l'acceptation.*

118. Le tireur et les endosseurs d'une lettre de change sont garants solidaires de l'acceptation et du payement à l'échéance. Co. 1200.

119. Le refus d'acceptation est constaté par un acte que l'on nomme *protêt faute d'acceptation*.

120. Sur la notification du protêt faute d'acceptation, les endosseurs et le tireur sont respectivement tenus de donner caution pour assurer le payement de la lettre de change à son échéance, ou d'en effectuer le remboursement avec les frais de protêt et de rechange. — La caution, soit du tireur, soit de l'endosseur, n'est solidaire qu'avec celui qu'elle a cautionné.

121. Celui qui accepte une lettre de change, contracte l'obligation d'en payer le montant. — L'accepteur n'est pas restituable contre son acceptation, quand même le tireur aurait failli à son insu avant qu'il eût accepté.

122. L'acceptation d'une lettre de change doit être signée. — L'acceptation est exprimée par le mot *accepté*. — Elle est datée, si la lettre est à un ou plusieurs jours ou mois de vue; — Et, dans ce dernier cas, le défaut de date de l'acceptation rend la lettre exigible au terme y exprimé, à compter de sa date.

123. L'acceptation d'une lettre de change payable dans un autre lieu que celui de la résidence de l'accepteur, indique le domicile où le payement doit être effectué ou les diligences faites.

124. L'acceptation ne peut être conditionnelle; mais elle peut être restreinte quant à la somme acceptée. — Dans ce cas, le porteur est tenu de faire protester la lettre de change pour le surplus.

125. Une lettre de change doit être acceptée à sa présentation, ou, au plus tard, dans les vingt-quatre heures de la présentation. — Après les vingt-quatre heures, si elle n'est pas rendue acceptée ou non acceptée, celui qui l'a retenue est passible de dommages-intérêts envers le porteur.

I. *De l'acceptation*. — L'acceptation est l'engagement personnel pris par le tiré de payer la lettre de change à son échéance. On comprend dès lors dequel crédit s'augmente la lettre de change par l'acceptation.

Tout tireur s'engage, comme conséquence, de faire payer la somme à l'échéance de la lettre, à procurer l'acceptation du tiré. Mais il peut se soustraire à cette obligation en stipulant qu'il ne prend pas cet engagement, en mettant, par exemple, non acceptable (1). Il sera prudent d'agir ainsi toutes

---

(1) Voy. FORMULAIRE, nº 38 .

les fois qu'on n'est pas sûr de pouvoir procurer la provision immédiatement.

C'est, en général, une pure faculté pour le porteur de demander l'acceptation, faculté dont il peut user ou ne pas user. C'est une obligation :

1° Si le tireur l'a exigé. Quelquefois le tireur a intérêt à savoir promptement si le tiré se reconnaît débiteur; il exige que le porteur demande l'acceptation;

2° Si la lettre est payable à un délai de vue. Pour faire courir ce délai de vue, il faut présenter la lettre au tiré;

3° Si la lettre est payable au domicile d'un tiers. En effet, dans ce cas, il faut connaître le domicile de ce tiers, pour aller le jour de l'échéance faire payer la lettre. C'est dans l'acceptation que le tiré l'indiquera.

Lorsque la lettre est payable à vue, le droit de demander l'acceptation se confond avec le droit d'exiger le payement.

II. De la forme de l'acceptation. — L'acceptation d'une lettre de change se donne habituellement sur la lettre par ce mot : *accepté*, et au-dessous la signature de l'acceptant (1). La date n'est nécessaire que lorsque la lettre est payable à un délai de vue, afin de déterminer ce délai. Dans ce cas, s'il n'y avait pas de date, le délai courrait du jour de la souscription.

Une acceptation donnée par lettre ou autrement serait-elle valable? C'est une question controversée.

Le porteur se présente, pour l'acceptation, au domicile du tiré et lui laisse la lettre, au besoin, vingt-quatre heures. Il repasse au bout de ce temps et reprend sa lettre acceptée ou non acceptée. Le tiré ne pourrait garder plus longtemps l'écrit entre ses mains sans s'exposer à des dommages intérêts.

Le tiré peut n'accepter que pour une somme. Il doit, dans ce cas, indiquer cette somme.

III. Effets de l'acceptation. — *Qui accepte paie*, est un brocard bien connu. Il s'applique bien à l'accepteur d'une lettre de change : son acceptation est l'engagement de payer. Le porteur pourra donc agir contre lui, en cas de non paiement.

L'accepteur ne pourra invoquer la négligence du porteur, comme s'il n'eût pas accepté, et il restera, pendant cinq ans, exposé à ses poursuites.

Enfin, l'acceptation fait présumer que l'on a provision. Ce sera donc au tiré à prouver qu'il a payé sans provision, et que, par conséquent, le tireur doit le rembourser.

IV. De la non acceptation. — Soit qu'il y ait refus formel d'accepter, soit qu'il y ait acceptation pour une partie de la somme seulement, ou acceptation condi ionnelle, le porteur *doit* faire, dès le lendemain, par ministère d'huissier, un protêt faute d'acceptation qu'il *dénonce* dans la quinzaine aux endosseurs et au tireur.

Le porteur peut se considérer comme privé d'une des principales garanties de paiement et exiger des endosseurs et du tireur qu'ils lui donnent caution pour assurer le paiement de la lettre à son échéance, si mieux ils n'aiment, dès maintenant, rembourser le porteur de la lettre.

Celui des endosseurs qui aurait remboursé, peut agir, à l'égard de ceux qui le précèdent, comme le porteur de la lettre : exiger caution ou remboursement.

La caution fournie par un des endosseurs n'est solidaire qu'avec celui qu'elle cautionne.

Voy. Formulaire, n° 39.

§ 4. *De l'acceptation par intervention.*

136. Lors du protêt faute d'acceptation, la lettre de change peut être acceptée par un tiers intervenant pour le tireur ou pour l'un des endosseurs. — L'intervention est mentionnée dans l'acte du protêt; elle est signée par l'intervenant.

137. L'intervenant est tenu de notifier sans délai son intervention à celui pour qui il est intervenu.

138. Le porteur de la lettre de change conserve tous ses droits contre le tireur et les endosseurs, à raison du défaut d'acceptation par celui sur qui la lettre était tirée, nonobstant toutes acceptations par intervention. — Co. 118, 160 c.

I. Forme et conditions. — L'acceptation par intervention est l'engagement officieux (1) pris par un tiers de payer la lettre de change que le tiré a refusé d'accepter.

On peut accepter par intervention pour le tiré ou pour un endosseur.

On appelle cette acceptation, acceptation *par honneur* ou *sous-protêt*, parce qu'elle est destinée à faire honneur à la signature de celui pour lequel on intervient et qu'elle ne peut se faire qu'après le protêt.

Toute personne peut accepter par intervention, si elle n'est pas déjà tenue au paiement de la lettre; le tiré lui-même, qui, ayant refusé d'accepter purement et simplement pour ne pas faire présumer avoir reçu provision, veut bien néanmoins faire *honneur* à la signature d'un des endosseurs ou du tireur.

Dans ce cas, le porteur doit se tenir pour satisfait; il a obtenu l'engagement du tiré de payer à l'échéance. Que ce soit pour lui-même ou pour un autre qu'il accepte, l'effet de l'acceptation est le même à l'égard du porteur.

Dans tous les autres cas, au contraire, le porteur, malgré l'acceptation d'un tiers, conserve tous ses droits, à raison du défaut d'acceptation du tiré, Il peut exiger caution, et les endosseurs et le tireur ne peuvent se dispenser d'en fournir une que s'il prouve que l'accepteur par intervention est lui-même une caution très-solvable.

L'accepteur par intervention sera ordinairement un tiers indiqué sur la lettre de change comme devant payer *au besoin*.

De plusieurs personnes qui se présentent pour accepter par intervention, celle qui libère le plus de débiteurs doit être préférée. Ainsi, Pierre accepte par intervention pour le tireur; il doit être préféré à tout autre qui se présente pour un des endosseurs.

L'acceptation par intervention exige la réunion des cinq conditions suivantes : 1° Que le tiré ait refusé d'accepter; 2° que, sur son refus, il y ait eu un protêt; 3° que l'intervenant soit un tiers, parce que s'il était signataire ou endosseur, il est déjà tenu de payer la lettre; 4° que l'intervention soit mentionnée au protêt; 5° que l'acceptation soit signée.

Suivant l'opinion générale, l'acceptation doit être mise sur la lettre même et non pas sur le protêt.

Les effets de l'acceptation par intervention sont de constituer l'accepteur débiteur solidaire du montant de la lettre de change avec celui pour lequel il accepte.

L'intervenant notifie *sans délai* son acceptation à celui dont il a honoré la signature; cette nodification se fait de toute sorte de manières.

§ 5. *De l'échéance.*

119. Une lettre de change peut être tirée :

A vue, — à un ou plusieurs jours, — à un ou plusieurs mois, — à une ou plusieurs usances de vue, — à un ou plusieurs jours, — à un ou plusieurs mois, — à une ou plusieurs usances de date, — à jour fixe ou déterminé, — en foire.

---

(1) Voy. Formulaire, n° 40.

130. La lettre de change à vue est payable à sa présentation. — Co. 129.

131. L'échéance d'une lettre de change. — A un ou plusieurs jours, — à un ou plusieurs mois, — à une ou plusieurs usances de vue, — est fixée par la date de l'acceptation, ou par celle du protêt faute d'acceptation. — Co. 119, 122.

132. L'usance est de trente jours, qui courent du lendemain de la date de la lettre de change. — Les mois sont tels qu'ils sont fixés par le calendrier grégorien.

133. Une lettre de change payable en foire est échue la veille du jour fixé pour la clôture de la foire, ou le jour de la foire si elle ne dure qu'un jour. — Co. 129.

134. Si l'échéance d'une lettre de change est à un jour férié légal, elle est payable la veille. — Co. 162.

135. Tous les délais de grâce, de faveur, d'usage ou d'habitude locale, pour le payement des lettres de change, sont abrogés.

L'échéance d'une lettre de change est l'époque où elle doit être payée.

Le paiement ne peut jamais être subordonné à l'arrivée d'une condition; il ne peut pas dépendre davantage d'un terme incertain. Ainsi, mettre sur une lettre de change la mention qu'elle sera payable si tel événement s'accomplit, ou à la mort d'une personne, c'est la rendre nulle.

Mais l'époque d'exigibilité peut être indéterminée, comme nous le verrons.

L'époque de l'échéance est indiquée de bien des manières.

Ainsi, la lettre peut être payable *à vue*. Cela veut dire, dès qu'elle sera présentée (1).

Elle peut l'être à plusieurs jours ou à plusieurs mois de *vue*, c'est-à-dire plusieurs jours ou plusieurs mois à compter de la présentation (2).

Elle peut être payable à une ou plusieurs *usances* de vue (3).

L'usance est un espace de trente jours, tandis que le mois est un espace de 28, 29, 30 ou 31 jours. Une usance de vue, c'est une espace de 30 jours à compter de la présentation.

On peut encore la tirer à jour fixe ou à jour déterminé, ce qui sera le plus ordinaire par exemple, à la *saint-Martin*, au 25 juillet.

Celle qui est payable *en foire*, c'est le jour de la foire, s'il n'y en a qu'un; la veille de clôture, s'il y en a plusieurs.

La lettre de change peut porter qu'elle sera payable à un ou plusieurs jours, à un ou plusieurs mois, à une ou plusieurs usances *de date*. Le délai, dans tous ces cas-là, court du jour de la signature de la lettre.

Si le jour de l'échéance est un jour férié (3), la lettre est payable la veille. Les caisses étant fermées, en général ces jours-là, il était nécessaire de déclarer que les paiements n'auraient pas lieu ces jours-là. Mais le protêt ne sera fait que le lendemain du jour férié.

Quand la lettre est payable à un mois ou plusieurs mois de date, elle est payable au quantième correspondant du jour de l'échéance. Soit une lettre tirée le 20 janvier à deux mois de date, l'échéance sera au 20 mars.

Si le mois de l'échéance n'a pas un quantième correspondant, c'est le dernier jour du mois qu'il faut prendre. Ainsi, une lettre tirée le 31 décembre à deux mois, est payable le 28 au 29 février suivant.

Les observations qui précèdent sont très utiles à connaître, car nous ver-

---

(1) Voy. FORMULAIRE, n° 41.

(2) Voy. FORMULAIRE, n° 42.

(3) Voy. FORMULAIRE, n° 43.

(4) Les jours fériés sont, outre les dimanches : 1° Le jour de Noël; 2° Le jour de l'Ascension; 3° Le jour de l'Assomption; 4° Le jour de la Toussaint; 5° Le 1er Janvier.

rons que le porteur diligent a des devoirs très-sérieux à remplir le lendemain de l'échéance; il faut donc qu'il connaisse le jour de l'échéance.

Autrefois, on accordait dix jours au porteur pour faire protester. Il y avait aussi certains délais introduits par l'usage. Le Code a abrogé tous ces délais.

§ 6. *De l'endossement.*

136. La propriété d'une lettre de change se transmet par la voie de l'endossement. — Co. 137 s., 187.

137. L'endossement est daté. — Il exprime la valeur fournie. — Il énonce le nom de celui à l'ordre de qui il est passé. — Co. 138 s.

138. Si l'endossement n'est pas conforme aux dispositions de l'article précédent, il n'opère pas le transport; il n'est qu'une procuration. — Co. 137, 574.

139. Il est défendu d'antidater les ordres, à peine de faux.

L'endossement est un mode de transmission de la lettre de change et des effets à ordre. Il est ainsi appelé parce qu'il consiste en une mention mise au *dos* du titre.

Les auteurs distinguent trois sortes d'endossemnnt : l'endossement régulier, qui transfère la propriété de l'effet; l'endossement irrégulier, ou à titre de mandat; et l'endossement à titre de gage.

I. ENDOSSEMENT RÉGULIER. — L'endossement régulier (1) est celui qui est daté, qui contient la valeur fournie et qui exprime le nom de celui à l'ordre duquel elle est payable. Il faut ajouter que l'endossement doit être signé.

L'indication du lieu où se fait l'endossement n'est pas nécessaire. Elle est utile quelquefois, et il vaut mieux la mettre. Elle est même nécessaire si la lettre est *à l'ordre de moi-même*.

La loi attache une importance capitale à la date de l'endossement. C'est là, en effet, un renseignement important pour savoir, d'une part, si l'endosseur était capable de disposer, et, d'autre part, l'ordre dans lequel les endossements se sont effectués. Aussi la loi punit-elle de la peine des travaux forcés à temps ceux qui antidatent les endossements des effets de commerce.

Il faut remarquer que cette sévérité ne s'applique qu'aux dates des endossements et non à celles du titre même.

L'endossement, nous l'avons vu, est un mode de transférer la propriété d'un effet à ordre. C'est là un moyen facile, simple et aussi expéditif que possible : les besoins du commerce exigent cette célérité.

Celui au profit duquel est fait l'endossement devient *porteur* de la lettre et a tous les droits que confère ce titre, outre que l'endosseur reste personnellement responsable du paiement le jour de l'échéance.

On se demande si, après l'échéance, une lettre de change est transmissible par endossement. Cette question ne paraît pas faire de doute en jurisprudence : la Cour de cassation a déclaré qu'elle était négociable par endossement, après l'échéance.

II. ENDOSSEMENT IRRÉGULIER OU A TITRE DE PROCURATION. — La loi veut que si une des mentions manque à l'endossement (date, valeur, nom du bénéficiaire, signature) l'endosseur n'ait plus voulu transférer la propriété de la lettre, mais seulement donner procuration de la faire accepter et toucher à sa place.

Le porteur d'une lettre ainsi endossée peut, dans ses rapports avec le tiré,

---

(1) Voy. FORMULAIRE, n° 44.

exiger de lui l'acceptation, le paiement à l'échéance, etc ; mais, dans ses rapports avec l'endosseur, il est tenu de rendre compte.

L'endosseur reste propriétaire de la lettre, ce qui est très-important. En effet, s'il tombe en faillite, son syndic la revendiquera dans les mains de celui qui la détient en vertu de cet endossement irrégulier; si c'est, au contraire, celui-ci qui tombe en faillite, l'endosseur aura le droit de la réclamer comme un bien dont il n'a jamais cessé d'être propriétaire.

Néanmoins (et ceci paraît contraire à ces principes), l'usage s'est établi de permettre au porteur d'un endossement irrégulier de transmettre la propriété de la lettre de change par un endossement régulier.

On se demande si le porteur d'un endossement irrégulier ne peut pas prouver que l'endosseur a bien voulu lui donner la propriété de la lettre et non une simple procuration. Il paraît bien que, dans ses rapports avec l'endosseur, le porteur pourra faire cette preuve ; mais, dans ses rapports avec les tiers, il ne peut se faire considérer que comme mandataire.

Endossement en blanc. — L'endossement en blanc, assez usité dans la pratique, est encore plus irrégulier : il consiste dans la simple signature de l'endosseur au dos du titre.

Le porteur d'un endossement en blanc peut remplir la mention d'un endossement régulier, et il devient propriétaire de la lettre de change ; il peut se créer un endossement irrégulier ou à titre de procuration, à son choix et quand il lui plaît. Toutefois, il faut qu'il fasse cet endossement avant la mort ou la faillite du signataire.

III. ENDOSSEMENT PIGNORATIF. — L'endossement pignoratif ou à titre de gage, est celui qui a pour objet de transmettre une lettre de change à titre de garantie Il contient les énonciations ordinaires d'un endossement, et l'on ajoute : « *A titre de garantie de telle somme* (1). » Le porteur de cette lettre a sur elle tous les droits que confère un droit de gage sur un objet en matière commerciale.

§ 7. *De la solidarité.*

140. Tous ceux qui ont signé, accepté ou endossé une lettre de change, sont tenus à la garantie solidaire envers le portenr.

Cet article, qui constitue tous les signataires d'une lettre de change débiteurs solidaires à l'égard du porteur, fait la force, le crédit de la lettre de change. Elle la transforme, pour ainsi dire, en papier-monnaie.

§ 8. *De l'aval.*

142. Cette garantie est fournie, par un tiers, sur la lettre même ou par acte séparé. — Le donneur d'aval est tenu solidairement, et par les mêmes voies que les tireurs et endosseurs, sauf les conventions différentes des parties.

141. Le payement d'une lettre de change, indépendamment de l'acceptation et de l'endossement, peut être garanti par un aval.

L'aval est le cautionnement d'un tiers qui n'est engagé au paiement de la lettre à aucun titre. C'est une garantie de paiement de plus. Et il est à remarquer que l'engagement du donneur d'aval est, aussi bien que celui de l'endosseur, un engagement solidaire.

---

(1) Voy. FORMULAIRE, n° 45.

L'aval ne peut être donné par une personne incapable de signer une lettre de change. par exemple. une femme non marchande publique.

L'aval est fourni soit par une mention mise sur la lettre de change (1) soit par acte séparé (2).

On convient généralement que la seule signature d'une personne au bas d'une lettre de change équivaut à un aval.

Il est avantageux d'avoir recours à un acte séparé pour donner un aval, lorsqu'on ne veut pas discréditer la signature du tireur.

L'aval peut être donné soit pour le tireur, ce sera pour le cas habituel, soit pour un endosseur.

Le donneur d'aval est responsable solidairement du paiement de la lettre à son échéance.

§ 9. *Du paiement.*

143. Une lettre de change doit être payée dans la monnaie qu'elle indique.

144. Celui qui paye une lettre de change avant son échéance est responsable de la validité du paiement.

145. Celui qui paye une lettre de change à son échéance et sans opposition est présumé valablement libéré.

146. Le porteur d'une lettre de change ne peut être contraint d'en recevoir le paiement avant l'échéance.

147. Le payement d'une lettre de change fait sur une seconde, troisième, quatrième, etc., est valable, lorsque la seconde, troisième, quatrième, etc., porte que ce paiement annule l'effet des autres.

148. Celui qui paye une lettre de change sur une seconde, troisième, quatrième, etc., sans retirer celle sur laquelle se trouve son acceptation, n'opère point sa libération à l'égard du tiers porteur de son acceptation.

149. Il n'est admis d'opposition au payement qu'en cas de perte de la lettre de change, ou de la faillite du porteur.

150. En cas de perte d'une lettre de change *non acceptée*, celui auquel elle appartient peut en poursuivre le payement sur une seconde, troisième, quatrième, etc.

151. Si la lettre de change perdue est revêtue de l'acceptation, le paiement ne peut en être exigé sur une seconde, troisième, quatrième, etc., que par ordonnance du juge, et en donnant caution.

152. Si celui qui a perdu la lettre de change, qu'elle soit acceptée ou non, ne peut représenter la seconde, troisième, quatrième, etc., il peut demander le payement de la lettre de change perdue, et l'obtenir par l'ordonnance du juge, en justifiant de sa propriété par ses livres, et en donnant caution.

153. En cas de refus de payement, sur la demande formée en vertu des deux articles précédents, le propriétaire de la lettre de change perdue conserve tous ses droits par un acte de protestation. — Cet acte doit être fait le lendemain de l'échéance de la lettre de change perdue. — Il doit être notifié aux tireur et endosseurs, dans les formes et délais prescrits ci-après pour la notification du protêt.

154. Le propriétaire de la lettre de change égarée doit, pour s'en procurer une seconde, s'adresser à son endosseur immédiat, qui est tenu de lui prêter son nom et ses soins pour agir envers son propre endosseur; et ainsi, en remontant d'endosseur en endosseur, jusqu'au tireur de la lettre. Le propriétaire de la lettre de change égarée supportera les frais.

155. L'engagement de la caution, mentionné dans les articles 151 et 152, est éteint après trois ans, si, pendant ce temps, il n'y a eu ni demandes ni poursuites juridiques.

156. Les payements faits à compte sur le montant d'une lettre de change sont à la décharge

---

(1) Voy. FORMULAIRE nº 46.
(2) Voy. FORMULAIRE nº 47.

des tireur et endosseurs. — Le porteur est tenu de faire protester la lettre de change pour le surplus.

157. Les juges ne peuvent accorder aucun délai pour le payement d'une lettre de change.

Le paiement d'une lettre de change doit avoir lieu le jour de l'échéance. Nous verrons plus loin ce qui arrive lorsque ce paiement n'a pas lieu.

Il doit se faire en la monnaie qu'elle indique, en pièces d'or, s'il est ainsi spécifié. S'il n'a rien été dit, le payement peut avoir lieu en billets de la Banque de France, quand ils ont cours forcé.

On ne doit pas payer avant l'échéance. Celui qui paye s'expose, s'il se trompe, s'il paie à un faussaire, par exemple, à s'entendre dire, par le porteur, au jour de l'échéance : tant pis pour vous, si vous avez mal payé ; payez une seconde fois.

Au contraire, celui qui paye le jour de l'échéance est présumé valablement libéré, quoique, en fait, il ait payé à tout autre qu'au portenr. Il doit se refuser à payer, bien entendu, s'il a une opposition entre les mains.

Quand le tiré paie sans opposition le jour de l'échéance, il n'est responsable que s'il avait commis une grande négligence en faisant ce paiement.

Le terme porté dans la lettre de change est dans l'intérêt de toutes les parties : aussi le tiré ne peut-il forcer le porteur à recevoir payement avant l'échéance.

Lorsqu'il a été fait plusieurs exemplaires d'une lettre de change, on a dû mettre sur chacune que le paiement de l'une d'elles annule l'effet des autres. Dans ces conditions, il n'y a aucun inconvénient à payer sur la présentation de l'une et à laisser les autres en circulation : mais si le tiré a apposé sa signature, son acceptation sur l'une d'elles, il doit avoir soin de ne payer que sur la présentation de celle-là, sinon, il reste responsable à l'égard du porteur de la lettre acceptée.

S'il était permis à tout créancier du porteur de former saisie-arrêt entre les mains du tiré, la circulation des lettres de change, si utile au commerce, serait immédiatement arrêtée.

On n'a donc autorisé la saisie-arrêt que dans deux cas : la perte ou le vol de la lettre et la faillite du porteur.

Vous avez une lettre de change tirée sur Paul, de Lyon, et, à un moment donné, cette lettre n'est plus chez vous; il y a lieu de former immédiatement saisie-arrêt entre les mains de Paul par ministère d'huissier.

De même, vous avez, au moment de la faillite, des lettres de change en portefeuille; votre syndic doit, sans retard, former saisie-arrêt entre les mains du tiré.

Mais, en cas de perte, s'il y avait plusieurs exemplaires, il faut distinguer : si elle n'a pas été acceptée, le tiré doit payer sur la présentation d'une première, deuxième ou troisième, etc; mais s'il a accepté et que ce soit celle qui a été acceptée qui n'est point représentée, il ne doit payer que sur ordonnance du juge et sous caution.

Si le porteur n'a même pas la ressource d'une première, deuxième, etc., il doit obtenir une ordonnance du juge, en justifiant de sa propriété par ses livres et en donnant caution.

L'ordonnance du juge dont il s'agit ici, est un jugement du tribunal de commerce.

En cas de non paiement à l'échéance, dans les conditions que nous venons d'examiner, le porteur fait faire, par huissier, un acte de protestation, qu'il fait ensuite dénoncer dans la forme et les délais des protêts ordinaires. Nous verrons, au paragraphe suivant, quels sont ces délais et formes.

Si le porteur, qui a perdu sa lettre, a le temps de la reconstituer, rien de plus facile à faire. Il s'adresse d'abord à son endosseur et lui demande un endos semblable au premier sur une nouvelle lettre de change; celui-ci le de-

mande à son propre endosseur, et ainsi de suite, jusqu'au tireur, et la lettre est reconstituée. Quant aux frais de cette reconstitution, c'est le porteur qui les a occasionnés, c'est lui qui les supporte.

La caution dont nous avons parlé plus haut est une personne solvable, qui s'engage à payer au cas où celui qu'il cautionne ne paierait pas. Cette caution est déchargée, au bout de trois années, de toute responsabilité.

On a fait remarquer, avec raison, que le payement d'une lettre de change pouvait être exigé pendant cinq ans après son échéance, et qu'ainsi la caution aurait dû être engagée aussi pour cinq ans.

Contrairement à ce qui est la loi commune, le tiré peut forcer le porteur à recevoir un à-compte sur la lettre de change; mais le porteur doit faire faire le protêt avec ses dénonciations pour le surplus.

Les affaires commerciales ne souffrent aucun retard dans le paiement. Aussi, les juges n'ont-ils pas la faculté d'accorder un délai pour le paiemeut d'une lettre de change.

§ 10. *Du payement par intervention.*

158. Une lettre de change protestée peut être payée par tout intervenant pour le tireur ou pour l'un des endosseurs. — L'intervention et le payement seront constatés dans l'acte de protêt ou à la suite de l'acte.

159. Celui qui paye une lettre de change par intervention est subrogé aux droits du porteur, et tenu des mêmes devoirs pour les formalités à remplir. — Si le payement par intervention est fait pour le compte du tireur, tous les endosseurs sont libérés. S'il est fait pour un endosseur, les endosseurs subséquents sont libérés. — S'il y a concurrence pour le payement d'une lettre de change par intervention, celui qui opère le plus de libérations est préféré. — Si celui sur qui la lettre était originairement tirée, et sur qui a été fait le protêt faute d'acceptation, se présente pour la payer, il sera préféré à tous autres.

Le payement par intervention est celui qui est fait par un tiers. étranger à la lettre de change, pour le compte de l'un des obligés, tireur ou endosseur, après un protêt faute de payement.

Ce n'est qu'après le protêt que peut se produire le payement par intervention avec les conséquences que nous allons voir.

Ce n'est aussi que par une personne qui n'est obligée à aucun titre au payement de la lettre, que cette intervention produit ses effets. Le tiré est dans ce cas, s'il n'a point accepté, et il peut, quoique ne payant pas pour son compte, faire honneur à la signature du tireur, et payer par intervention.

Le principal effet du payement par intervention est que le payeur par intervention est subrogé de plein droit et par l'effet de la loi à tous les droits et actions de celui pour lequel il intervient.

Habituellement, c'est chez l'huissier que se font les interventions : comme elles ne peuvent avoir lieu qu'après protêt, l'intervenant se rend chez l'huissier qui a fait le protêt, se déclare intervenant, paye et retire le billet. Sa déclaration est inscrite à la suite du protêt.

Lorsque plusieurs intervenants se présentent, c'est celui dont le payement détruit le plus grand nombre de dettes qui est préféré. L'article 159 est très-clair et très-détaillé sur ce point.

§ 11. *Des droits et devoirs du porteur.*

160. Le porteur d'une lettre de change tirée du continent et des îles de l'Europe ou de l'Algérie, et payable dans les possessions européennes de la France ou dans l'Algérie, soit à vue, soit à un ou plusieurs jours, mois ou usances de vue, doit en exiger le payement ou l'acceptation dans les trois mois de sa date, sous peine de perdre son recours sur les endosseurs et même sur le tireur, si celui-ci a fait provision.

Le délai est de quatre mois pour les lettres de change tirées des États du littoral de la mer Noire sur les possessions européennes de la France, et réciproquement du continent et des îles de l'Europe sur les établissements français de la Méditerranée et de la mer Noire. Le délai est de six mois pour les lettres de change tirées des États d'Afrique en deçà du cap de Bonne-Espérance, et des États d'Amérique en deçà du cap Horn, sur les possessions européennes de la France, et réciproquement du continent et des îles de l'Europe sur les possessions françaises ou établissements français dans les États d'Afrique en deçà du cap de Bonne-Espérance, et dans les États d'Amérique en deçà du cap Horn. — Le délai est d'un an pour les lettres de change tirées de toute autre partie du monde sur les possessions européennes de la France, et réciproquement du continent et des îles de l'Europe sur les possessions françaises et les établissements français dans toute autre partie du monde. — La même déchéance aura lieu contre le porteur d'une lettre de change à vue, à un ou plusieurs jours, mois ou usances de vue, tirée de la France, des possessions ou établissements français et payable dans les pays étrangers, qui n'en exigera pas le payement ou l'acceptation dans les délais ci-dessus prescrits pour chacune des distances respectives. Les délais ci-dessus seront doublés en temps de guerre maritime pour les pays d'outremer. — Les dispositions ci-dessus ne préjudicieront néanmoins pas aux stipulations contraires qui pourraient intervenir entre le preneur, le tireur et même les endosseurs.

161. Le porteur d'une lettre de change doit en exiger le payement le jour de son échéance.

162. Le refus de payement doit être constaté, le lendemain du jour de l'échéance, par un acte que l'on nomme *protêt faute de payement*. — Si ce jour est jour férié légal, le protêt est fait le jour suivant.

163. Le porteur n'est dispensé du protêt faute de paiement, ni par le protêt faute d'acceptation, ni par la mort ou faillite de celui sur qui la lettre de change est tirée. — Dans le cas de faillite de l'accepteur avant l'échéance, le porteur peut faire protester, et exercer son recours.

164. Le porteur d'une lettre de change protestée faute de payement peut exercer son action en garantie. — Ou individuellement contre le tireur et chacun des endosseurs. — Ou collectivement contre les endosseurs et le tireur. — La même faculté existe pour chacun des endosseurs, à l'égard du tireur et des endosseurs qui le précèdent.

165. Si le porteur exerce le recours individuellement contre son cédant, il doit lui faire notifier le protêt, et, à défaut de remboursement, le faire citer en jugement dans les quinze jours qui suivent la date du protêt, si celui-ci réside dans la distance de cinq myriamètres. — Ce délai, à l'égard du cédant domicilié à plus de cinq myriamètres de l'endroit où la lettre de change était payable, sera augmenté d'un jour par deux myriamètres et demi excédant les cinq myriamètres.

166. Les lettres de change tirées de France et payables hors du territoire continental de la France en Europe étant protestées, les tireurs et endosseurs résidant en France, seront poursuivis dans les délais ci-après : — D'un mois pour celles qui étaient payables en Corse, en Algérie, dans les îles Britanniques, en Italie, dans le royaume des Pays-Bas et dans les États ou confédérations limitrophes de la France; — De deux mois pour celles qui étaient payables dans les autres États, soit de l'Europe, soit du littoral de la Méditerranée et de celui de la mer Noire; — De cinq mois pour celles qui étaient payables hors de l'Europe en deçà des détroits de Malacca et de la Sonde et en deçà du cap Horn ; — De huit mois pour celles qui étaient payables au delà des détroits de Malacca et de la Sonde au delà du cap Horn. Ces délais seront observés dans les mêmes proportions pour le recours à exercer contre les tireurs et endosseurs résidant dans les possessions françaises hors de la France continentale. — Les délais ci-dessus seront doublés, pour les pays d'outre-mer, en cas de guerre maritime.

167. Si le porteur exerce son recours collectivement contre les endosseurs et le tireur, il jouit, à l'égard de chacun d'eux, du délai déterminé par les articles précédents. — Chacun des endosseurs a le droit d'exercer le même recours, ou individuellement, ou collectivement, dans le même délai. — A leur égard, le délai court du lendemain de la date de la citation en justice.

168. Après l'expiration des délais ci-dessus. — Pour la présentation de la lettre de change à vue, à un ou plusieurs jours ou mois ou usances de vue. — Pour le protêt faute de payement Pour l'exercice de l'action en garantie. Le porteur de la lettre de change est déchu de tous droits contre les endosseurs.

169. Les endosseurs sont également déchus de toute action en garantie contre leurs cédants, après les délais ci-dessus prescrits, chacun en ce qui le concerne.

170. La même déchéance a lieu contre le porteur et les endosseurs, à l'égard du tireur lui-même, si ce dernier justifie qu'il y avait provision à l'échéance de la lettre de change. — Le porteur, en ce cas, ne conserve d'action que contre celui sur qui la lettre était tirée.

171. Les effets de la déchéance prononcée par les trois articles précédents cessent en faveur du porteur, contre le tireur ou contre celui des endosseurs qui, après l'expiration des délais fixés pour le protêt, la notification du protêt ou la citation en jugement, a reçu par compte, compensation ou autrement, les fonds destinés au payement de la lettre de change.

172. Indépendamment des formalités prescrites pour l'exercice de l'action en garantie, le porteur d'une lettre de change protestée faute de payement peut, en obtenant la permission du juge, saisir conservatoirement les effets mobiliers du tireur, des accepteurs et endosseurs.

Ce paragraphe, qui contient les droits et devoirs du porteur, est le plus important, sans contredit, de tous ceux qui concernent la lettre de change. Etes-vous diligent, observez-vous les délais, faites-vous les actes nécessaires, tous vos droits vous sont conservés; au contraire, montrez-vous de la négligence, vous arrivez trop tard, et toutes vos garanties sont perdues.

C'est que la célérité est indispensables dans les actes de commerce. Il faut que chacun des intéressés dans une lettre de change, tireur, endosseurs, connaisse promptement s'il est à l'abri de toute poursuite à cet égard ou s'il est tenu de payer; en d'autres termes, que la situation se liquide au plus tôt.

Nous décomposerons les droits et devoirs du porteur et nous examinerons quels sont ses devoirs à l'égard du tiré, à l'égard du tireur et à l'égard des endosseurs.

D'abord, et en règle générale, le porteur d'une lettre de change payable à vue ou à un certain délai de vue doit présenter sa lettre, soit pour l'acceptation, soit pour le payement, dans les délais indiqués dans l'article 160 cité plus haut.

Comme le délai porté sur la lettre de change est indéterminé, il fallait mettre une limite extrême à ce délai. Sans l'article 160, il aurait été permis au porteur de faire payer ou accepter sa lettre à deux ans, trois ans de sa date, à une époque où ni le tiré, ni les endosseurs n'auraient plus souvenir, pour ainsi dire, de cet engagement. C'est pourquoi la date de trois mois, six mois ou un an a été mise dans la loi.

Mais les parties peuvent évidemment changer ces délais, en l'indiquant expressément dans la lettre de change.

Quand la lettre est payable à un délai de vue, le porteur se présente chez le tiré et lui laisse, au besoin, la lettre pendant 24 heures; passé ce délai, si le tiré n'a pas mis son *vu* avec la date et la signature, il y a lieu à protêt.

Les articles 161, 162, 163 ci-dessus comprennent des dispositions strictes, qu'il faut prendre et exécuter très-soigneusement, sous peine de déchéances graves, que nous allons rappeler tout-à-l'heure.

L'action en garantie, c'est-à-dire l'acte par lequel le porteur ou un endosseur demande, après un protêt, à ceux qui sont responsables à son égard, le payement de la lettre de change, peut être dirigée soit contre tous soit contre chacun d'eux, au choix du poursuivant.

Cette procédure peut donner lieu à la situation suivante : *premier*, *deuxième*, *troisième* sont trois endosseurs successifs d'une lettre de change dont *quatrième* est porteur. Celui-ci fait protester à l'échéance faute de payement, et notifie, dans la quinzaine, le protêt à son cédant troisième qui, par le fait même qu'il a cédé cette lettre, s'est engagé à en solder le montant, en cas de non payement. Troisième à son tour appelle en garantie son cédant deuxième, et ainsi de suite jusqu'au tireur. C'est l'application de ce qui a lieu lorsque celui qui a protesté exerce son recours individuellement contre chacun des responsables.

Mais il peut en être autrement, et comme tous les signataires d'une lettre

de change (et par là j'entends même les endosseurs) sont solidairement responsables du payement, le porteur peut appeler par le même acte en garantie tous les endosseurs, ce qui n'ôte aucun recours à chacun de ces derniers à l'égard l'un de l'autre, de manière qu'en définitive ce soit le tireur qui supporte la condamnation.

Le délai dans lequel doit s'exercer l'action en garantie est indiqué dans les articles 164, 165, 166 et 167 cités ci-dessus.

La sanction de ces obligations imposées au porteur, d'une part, d'exiger payement à l'échéance, de faire protester en cas de non payement et de dénoncer le protêt avec assignation en garantie contre les intéressés, et, d'autre part, aux endosseurs ainsi appelés en garantie, de recourir à leur tour contre leur cédant dans un délai fixe, est certainement très-sévère, puisqu'elle prive le porteur négligent de toute garantie envers les endosseurs, et l'endosseur négligent également de son recours envers ceux qui le précèdent.

Le tireur lui-même est, dans ce cas de négligence du porteur ou de l'endosseur, à l'abri de toute poursuite, s'il prouve qu'il avait fait provision à l'échéance.

Disposition, au reste, très-juste : puisque somme suffisante était déposée par le tireur entre les mains du tiré à échéance, le porteur ne doit s'imputer qu'à lui-même de n'avoir pas été diligent.

Il est évident, ainsi que le dit l'article 171, que l'effet de ces déchéances n'atteint point le porteur ou l'endosseur qui pendant ces délais a reçu d'une manière quelconque le payement de la lettre de change.

SAISIE CONSERVATOIRE. — L'article 172, mis à la fin de notre paragraphe, et qui semble devoir passer inaperçu, est cependant digne de la plus grande attention : il proclame, pour le porteur de la lettre de change protestée faute de payement, le droit de saisir conservatoirement les effets mobiliers du tireur, des accepteurs et endosseurs. A cet effet, il présente une requête (1) au Président du Tribunal de commerce, qui l'autorise à faire cette saisie par une ordonnance mise à la suite.

Comme l'article 172 s'exprime dans des termes généraux (ordonnance du *juge*), on s'est demandé longtemps si le Président du Tribunal civil n'avait point aussi le droit d'autoriser cette saisie ? La Cour de cassation décide que le Président du Tribunal de commerce seul a ce pouvoir, au moins partout où se trouve le Tribunal de commerce.

§ 12. *Des protêts.*

173. Les protêts faute d'acceptation ou de payement sont faits par deux notaires ou par un notaire et deux témoins, ou par un huissier et deux témoins. — Le protêt doit être fait au domicile de celui sur qui la lettre de change était payable, ou à son dernier domicile connu. Au domicile des personnes indiquées par la lettre de change pour la payer au besoin. — Au domicile du tiers qui a accepté par intervention; — Le tout par un seul et même acte. — En cas de fausse indication de domicile, le protêt est précédé d'un acte de perquisition.

174. L'acte de protêt contient. — La transcription littérale de la lettre de change de l'acceptation, des endossements et des recommandations qui y sont indiquées. — La sommation de payer le montant de la lettre de change. — Il énonce. — La présence ou l'absence de celui qui doit payer. — Les motifs du refus de payer, et l'impuissance ou le refus de signer.

175. Nul acte de la part du porteur de la lettre de change ne peut suppléer l'acte de protêt, hors le cas prévu par les articles 150 et suivants, touchant la perte de la lettre de change.

176. Les notaires et les huissiers sont tenus, à peine de destitution, dépens, dommages-in-

(1) Voy. FORMULAIRE, n° 48.

térêts envers les parties, de laisser copie exacte des protêts, et de les inscrire en entier, jour par jour et par ordre de dates, dans un registre particulier, côté, paraphé, et tenu dans les formes prescrites pour les répertoires.

Il y a deux sortes de protêt : le protêt faute d'acceptation et le protêt faute de payement ; mais il y a plusieurs différences entre eux. Le second est fait à une date fixe, à l'époque de l'échéance ; le premier peut être fait à n'importe quelle époque. Il en est de même de la notification aux intéressés : en cas de non payement, c'est dans la quinzaine qu'elle doit avoir lieu ; en cas de non acceptation, il n'y a pas de délai fixé.

L'acte de perquisition dont parle l'article 173, est un acte émané de l'huissier ou du notaire constatant que toutes ses recherches ont été inutiles pour découvrir le domicile du tiré.

S'il y a une personne indiquée *au besoin*, le protêt doit être fait chez elle, si c'est le tireur qui l'a indiqué ; mais si c'est un endosseur qui l'a indiqué, il n'est pas nécessaire de signifier le protêt chez lui.

Les énonciations que doit contenir le protêt sont énumérées en l'article 174 qui précède. L'acte de protêt doit les contenir toutes ; mais le Code de commerce n'a prononcé de nullité pour l'omission d'aucun d'elles et les nullités ne se suppléent point. Ce sera aux tribunaux à juger si un protêt est nul ou non, pour omission d'énonciations exigées par la loi.

Le législateur a pensé qu'il était utile, vu l'importance de cet acte, qu'il en restât trace ailleurs que dans l'exploit de protêt : il a voulu que les officiers instrumentaires copiassent entièrement, sur un registre spécial, tous les protêts qu'ils auraient dressés.

Il n'y a qu'un seul cas où il n'est pas, à proprement parler, dressé de protêt, c'est lorsque la lettre de change a été perdue ou volée. Dans ce cas, un acte de protestation est dressé, qui ne diffère guère du protêt que par la transcription de la lettre qui manque ici, tandis qu'elle se trouve en tête du protêt.

§ 13. — *Du rechange.*

177. Le rechange s'effectue par une retraite.

178. La retraite est une nouvelle lettre de change, au moyen de laquelle le porteur se rembourse sur le tireur, ou sur l'un des endosseurs, du principal de la lettre protestée, de ses frais, et du nouveau change qu'il paye.

179. Le rechange se règle, à l'égard du tireur, par le cours du change du lieu où la lettre de change était payable, sur le lieu d'où elle a été tirée. — Il se règle, à l'égard des endosseurs, par le cours du change du lieu où la lettre de change a été remise ou négociée par eux, sur le lieu où le remboursement s'effectue.

180. La retraite est accompagnée d'un compte de retour.

181. Le compte de retour comprend : — Le principal de la lettre de change protestée, — Les frais de protêt et autres frais légitimes, tels que commission de banque, courtage, timbre et ports de lettres. — il énonce le nom de celui sur qui la retraite est faite, et le prix du change auquel elle est négociée. — Il est certifié par un agent de change. — Dans les lieux où il n'y a pas d'agent de change, il est certifié par deux commerçants. — Il est accompagné de la lettre de change protestée, du protêt, ou d'une expédition de l'acte de protêt. — Dans le cas où la retraite est faite sur l'un des endosseurs, elle est accompagnée, en outre, d'un certificat qui constate le cours du change du lieu où la lettre de change était payable, sur le lieu d'où elle a été tirée.

182 Il ne peut être fait plusieurs comptes de retour sur une même lettre de change. — Ce compte de retour est remboursé d'endosseur à endosseur respectivement, et définitivement par le tireur.

183 Les rechanges ne peuvent être cumulés. Chaque endosseur n'en supporte qu'un seul, ainsi que le tireur.

184. L'intérêt du principal de la lettre de change protestée faute de payement est dû à compter du jour du protêt.

185. L'intérêt des frais de protêt, rechange et autres frais légitimes, n'est dû qu'à compter du jour de la demande en justice.

186. Il n'est point dû de rechange, si le compte de retour n'est pas accompagné des certificats d'agents de change ou de commerçants, prescrits par l'article 181.

Le rechange a été introduit pour permettre à un commerçant, qui comptait sur le payement d'une lettre de change, qui n'a pas été payée, de réaliser promptement une somme à peu près égale à celle sur laquelle il avait basé ses calculs. Il fait *retraite*, c'est-à-dire, il tire une nouvelle lettre de change sur l'un des endosseurs, à son choix, ou sur le tireur, en l'accompagnant du compte des frais accessoires que nous allons voir, et la donne soit au banquier du lieu, moyennant argent comptant, soit à ses créanciers.

Ainsi, le porteur d'une lettre de change non payée doit la faire protester le lendemain de l'échéance, et notifier le protêt aux endosseurs et au porteur. Il peut, de plus, faire une retraite sur eux; mais même dans ce cas, remarquons-le bien, il n'est dispensé ni du protêt ni de la dénonciation du protêt.

Le *rechange*, dans notre section, signifie tantôt l'opération que nous venons d'indiquer, et tantôt le prix du nouveau change.

Le rechange s'effectue par une retraite.

Qu'est-ce qu'une retraite ? (1) C'est une nouvelle *lettre* de change tirée par le porteur sur l'un des endosseurs ou sur le tireur. Le porteur reste garant à l'égard de celui qui prend la lettre du payement et devient à son tour, tireur, en prenant les engagements qu'entraîne cette qualité.

Ce n'est pas seulement au porteur qu'appartient le droit de faire une retraite; toute personne ayant droit au remboursement de la lettre de change, le payeur par intervention, le donneur d'aval, par exemple, peuvent avoir recours au rechange.

La retraite comprend le prix principal du protêt; une somme représentant le prix du rechange et un compte de retour.

Un mot sur chacun des deux derniers points.

Le prix du rechange se détermine sans difficulté si la retraite est faite sur le tireur primitif. En effet, le rechange se règle alors, conformément à l'article 179, « par le cours du change du lieu où la lettre était payable sur le lieu d'où elle a été tirée. » Soit une lettre tirée de Paris sur Orléans, le rechange sera réglé par le cours du change d'Orléans sur Paris.

Mais si la retraite se fait sur un des endosseurs, on ne s'accorde plus pour savoir comment doit se régler le rechange.

Selon les uns, le rechange se règle par le cours du lieu où la lettre était payable sur le lieu où elle a été négociée.

Selon d'autres, le rechange se règle d'après le cours du lieu de la résidence du cessionnaire de l'endosseur sur lequel la retraite est faite sur le lieu de la résidence de ce dernier.

Enfin, suivant M. Bravard, le change ne sera jamais *plus élevé* que celui qu'aurait eu à payer le tireur. Or, le tireur, nous l'avons vu, quand on fait retraite sur lui, n'a à payer que le change du lieu où la lettre était payable sur le lieu de la création de la lettre. Si donc, le change du lieu de la retraite sur celui du lieu de l'endosseur sur qui l'on tire était plus élevé que celui qu'avait à payer le tireur, il faudrait l'abaisser jusqu'à celui-ci.

Il est inutile d'insister sur cette difficulté, il suffit de la connaître.

Maintenant, qu'est-ce que le compte de retour ? C'est le détail du montant de la retraite (2). Il comprend : 1° le principal de la lettre protestée; 2° les in-

(1) Voy. FORMULAIRE, n° 49.

(2) Voy. FORMULAIRE, n° 50.

térêts qui sont dûs de plein droit à compter du jour du protêt ; 3° les frais de protêt et autres frais accessoires, tels que commission, rechange, ports de lettres, etc.

SECTION II

DU BILLET A ORDRE

187. Toutes les dispositions relatives aux lettres de change, et concernant — l'échéance — l'endossement — la solidarité — l'aval — le payement — le payement par intervention — le protêt — les droits et devoirs du porteur — le rechange ou les intérêts — sont applicables aux billets à ordre, sans préjudice des dispositions relatives aux cas prévus par les articles 636, 637 et 638 du Code de commerce.

188. Le billet à ordre est daté. Il énonce — la somme à payer — le nom de celui à l'ordre de qui il est souscrit — l'époque à laquelle le payement doit s'effectuer — la valeur qui a été fournie en espèces, en marchandises, en compte ou de toute autre manière.

Tout ce que nous avons dit plus haut relativement aux lettres de change touchant l'échéance, l'endossement, etc., devrait être répété ici. Il nous suffit de renvoyer le lecteur aux explications qui ont été données dans les divers paragraphes applicables à la lettre de change, ainsi que le fait, du reste, le Code de commerce.

On peut définir, avec M. Rivière le billet à ordre, « un billet par lequel un individu promet à un autre de payer, à une époque déterminée, une certaine somme à lui ou *à son ordre* c'est-à-dire à celui auquel il aura cédé le titre par la voie de l'endossement. »

On voit donc tout d'abord combien le billet à ordre, quoique soumis aux règle de la lettre de change en beaucoup de points, diffère cependant de celle-ci. Dans la lettre de change, c'est la formule : *payez* ou *veuillez payer* ; dans le billet à ordre, c'est : *je payerai* ou je *m'engage à payer*. Dans la lettre de change, il y a une idée de change, c'est-à-dire de payement du titre ailleurs que dans le lieu où il est créé ; dans le billet à ordre, on ne retrouve pas cette idée. Enfin, la lettre de change suppose le concours de trois personnes ; le billet à ordre de deux.

Une autre différence très-importante mérite d'être signalée : c'est que la lettre de change est un acte commercial par lui-même, qui rend justiciable des tribunaux de commerce même ceux qui ne sont pas commerçants ; le billet à ordre est civil par lui-même, et les tribunaux de commerce ne sont appelés à juger les questions qu'il soulève qu'autant qu'il a pour *cause* un acte de commerce. La mention : *valeur en marchandises*, n'est pas suffisante pour entraîner la compétence des juges du commerce ; il faut encore prouver que ces marchandises étaient destinées à être revendues, en d'autres termes, que la *cause* du billet est un acte de commerce.

Le billet à ordre (1) renferme la clause *à ordre*. C'est là la mention essentielle et caractéristique : « Je payerai à M.... ou à son ordre. » Si cette énonciation fait défaut, l'acte est une promesse de payer régie par les lois civiles, et non pas un billet à ordre régi par notre section,

Si le billet n'est pas écrit en entier de la main du souscripteur, celui-ci doit faire précéder sa signature de ces mots : « Bon ou approuvé pour la somme de (la somme en toutes lettres). » Quelques auteurs prétendent que la signature seule suffit, même dans ce cas, pour la régularité du titre ; néanmoins, il est prudent de se conformer à ce que nous disons.

---

(1) Voy. FORMULAIRE.

Le billet à ordre est daté — il énonce la somme à payer, etc., comme le dit l'article 188 transcrit plus haut.

L'énonciation de la valeur est absolument nécessaire. Elle peut consister, du reste, en toutes sortes de choses : en frais, en marchandises, etc.

Dans la pratique, l'endossement *en blanc* est en vigueur, c'est-à-dire que le bénéficiaire du billet met simplement son nom au dos, sans autre mention. Cet endossement permet au porteur de toucher le montant de l'effet, comme s'il était *au porteur*.

Billet à domicile.

Le billet *à domicile* (1) est une variété de billet à ordre, Ce qui le distingue de celui-ci, et le rapproche de la lettre de change, c'est qu'il n'est pas payable dans le lieu où il a été créé; mais il diffère de la lettre de change en ce qu'il ne suppose le concours que de deux personnes.

Un négociant de Paris crée un effet à ordre ainsi conçu : *A l'ordre de M.... je payerai*, etc. (la formule ordinaire), c'est un billet à ordre, Il ajoute : *Je payerai au domicile de M.... à Orléans*, c'est un billet à domicile.

On se demande si ce billet à domicile doit, comme la lettre de change, être considéré comme un acte commercial par lui-même, ou si, comme le billet à ordre, il n'est commercial que si la cause du billet est un acte de commerce. C'est une question controversée. Le jurisprudence tient, en général, pour la première opinion.

Billet au porteur.

Le billet *au porteur* (2) est celui par lequel un individu s'engage à payer une somme au porteur du billet, sans autre désignation de personne.

Ces sortes de billets se transmettent de la main à la main, et c'est celui qui l'a entre les mains au jour de l'échéance qui en touche le montant.

Mandat. — Assignation. — Rescription.

Dans quelques places de commerce, au lieu de dire : *Veuillez payer par la présente lettre de change*, on dit : *Payez par le présent mandat* (3).

Selon l'usage de certaines de ces places, ce changement de nom a une très-grande importance : ainsi, le preneur n'a pas le droit de demander l'acceptation, et il ne doit pas faire protester faute de paiement.

Selon l'usage d'autres places, ce changement de nom n'a aucune importance, et l'effet conserve toujours les effets d'une lettre de change, susceptible de protêt faute d'acceptation et faute de payement.

Il faut consulter, à cet égard, l'usage du lieu où l'effet est créé.

Chèque.

(*Loi du 14 juin* 1865),

ART. 1er. Le chèque est l'écrit qui, sous la forme d'un mandat de payement, sert au tireur à effectuer le retrait, à son profit ou au profit d'un tiers, de tout ou partie de fonds portés au cré-

---

(1) Voy. FORMULAIRE, nº 52.
(2) Voy. FORMULAIRE, nº 53.
(3) Voy. FORMULAIRE, nº 54.

dit de son compte chez le tiré, et disponibles. — Il est signé du tireur et porte la date du jour où il est tiré. — Il ne peut être tiré qu'à vue. — Il peut être souscrit au porteur ou au profit d'une personne dénommée. — Il peut être souscrit à ordre et transmis même par voie d'ondossement en blanc.

2. Le chèque ne peut être tiré que sur un tiers ayant provision préalable ; il est payable à présentation.

3. Le chèque peut être tiré d'un lieu sur un autre ou sur la même place.

4. L'émission d'un chèque, même lorsqu'il est tiré d'un lieu sur un autre, ne constitue pas, par sa nature, un acte de commerce. Toutefois, les dispositions du Code de commerce relatives à la garantie solidaire du tireur et des endosseurs, au protêt et à l'exercice de l'action en garantie, en matière de lettres de change, sont applicables aux chèques.

5. Le porteur d'un chèque doit en réclamer le payement dans les cinq jours, y compris le jour de la date, si le chèque est tiré de la place où il est payable, et dans le délai de huit jours y compris le jour de la date, s'il est tiré d'un autre lieu. Le porteur d'un chèque qui n'en réclame pas le payement dans les délais ci-dessus, perd son recours contre les endosseurs ; il perd aussi son recours contre le tireur, si la provision a péri par le fait du tiré, après les dits délais.

6. (Ainsi remplacé par l'article 6 de la loi du 19 février 1874). Le tireur qui émet un chèque sans date, ou non daté en toutes lettres, s'il s'agit d'un chèque de plan à plan ; celui qui revêt un chèque d'une fausse date ou d'une fausse énonciation du lieu d'où il est tiré, est passible d'une amende de 6 pour 100 de la somme pour laquelle le chèque est tiré, sans que cette amende puisse être inférieure à cent francs. La même amende est due personnellement et sans recours, par le premier endosseur ou le porteur d'un chèque sans date ou non daté en toutes lettres, s'il est tiré de place à place, ou portant une date postérieure à l'époque à laquelle il est endossé ou présenté. Cette amende est due, en outre, par celui qui paye ou reçoit en compensation un chèque sans date, ou présenté au payement avant la date d'émission. Celui qui émet un chèque sans provision préalable et disponible est passible de la même amende, sans préjudice des peines correctionnelles, s'il y a lieu (1).

L'emploi des chèques a été usité longtemps en France sans que le législateur l'ait réglementé. Ce n'est qu'en 1865 qu'est intervenue une loi sur la matière, loi très-complète, très-claire, que nous publions en entier ci-dessus et qui nous dispensera d'entrer dans de longs détails.

Il y a deux sortes de chèques : le *chèque mandat, et le chèque récépissé*. Le premier seul est régi par la loi de 1865 ; le chèque-récépissé n'est réglementé que par l'usage.

I. Chèque-mandat.—Un particulier, commerçant ou non-commerçant, dépose chez un tiers (ordinairement un banquier ou une société financière) des sommes qui rapportent un intérêt convenu d'avance. Ce banquier ou cette société ouvre un compte courant à ce particulier.

Chaque fois que ce dernier a une somme disponible, il s'empresse de la verser, et chaque fois qu'il a besoin de retirer une somme, il le fait au moyen d'un chèque-mandat.

On voit par là combien l'usage des chèques doit être utile aux particuliers et aux capitalistes.

Par ce moyen, toute somme, aussi minime qu'elle soit, rapporte immédiatement intérêt, et cependant on peut conserver les fonds comme dans sa caisse, puisqu'il suffit de créer un chèque pour les avoir à sa disposition.

A un autre point de vue, les chèques ne sont pas moins utiles. C'est à Londres surtout, à l'immense salle appelée Clearing-House, que se révèle toute l'importance de l'emploi des chèques à cet égard.

« Le Clearing-House, dit M. Rivière, est une immense salle, dans laquelle tous les banquiers par association de Londres envoient un de leurs commis ou

---

(1) Pour les droits de timbre établis sur les chèques, voyez plus loin aux *Lois nouvelles*.

préposés, Chacun de ces commis a son bureau, et, à mesure que les chèques arrivent, les comptes se règlent. Quand les porteurs de chèques les ont échangés, l'opération est ensuite soldée par une simple passation d'écritures. Les virements opérés dans la Clearing-House sont, chaque année, d'une somme énorme, et il ne faut pour le solde qu'environ 7 p. 100 du montant de cette somme.

« Ainsi les Anglais, qui opèrent sur un capital d'affaires commerciales quatre ou cinq fois plus important qu'en France, le font avec un capital en numéraire trois fois moindre que le nôtre. »

Le banquier qui aura un compte-courant avec un particulier, lui donne deux carnets : un *carnet de compte* et un *carnet de chèque*.

Le carnet de compte est destiné à recevoir l'état des opérations intervenues, soit en versements, soit en retraits.

Le carnet de chèque, appelé aussi *chéquier*, comprend plusieurs feuillets divisés en deux parties, dont l'une reste au carnet et forme souche, et dont l'autre est le chèque proprement dit et reçoit les énonciations qui sont nécessaires à la validité des chèques.

La forme du chèque (1) est, à peu de chose près, celle de la lettre de change, au moins quand le chèque n'est pas payable dans le lieu où il est créé. Toutefois, il y a entre eux de nombreuses différences, dont une est celle-ci : dans la lettre de change, il est nécessaire d'indiquer en quoi la valeur a été fournie; dans le chèque, cette énonciation ne se retrouve pas.

II. *Chèque-récépissé*. — Le chèque-récépissé est ainsi appelé parce qu'il affecte la forme d'un récépissé. Le créancier donne reçu de la somme qui lui est due par son débiteur, et passe ce reçu à un tiers chargé de faire le recouvrement.

Le chèque-récépissé est transmissible de la main à la main,

Dans les rapports du créancier souscripteur avec le tiers preneur du récépissé, l'opération consiste en un mandat de toucher donné par le premier au second, avec dispense de rendre compte. Si le premier n'est pas payé, il se retourne vers le souscripteur ou son cédant immédiat et lui réclame le montant du chèque.

Ce chèque, comme nous l'avons dit, est essentiellement régi par l'usage du commerce. La loi de 1865 ne lui est pas applicable, pas plus que les règles sur les protêts à défaut de payement.

SECTION III

DE LA PRESCRIPTION

189. Toutes actions relatives aux lettres de change, et à ceux des billets à ordre souscrits par des négociants, marchands ou banquiers, ou pour faits de commerce, se prescrivent par cinq ans, à compter du jour du protêt, ou de la dernière poursuite juridique, s'il n'y a eu condamnation, ou si la dette n'a été reconnue par acte séparé. Néanmoins, les prétendus débiteurs seront tenus, s'ils en sont requis, d'affirmer, sous serment, qu'ils ne sont plus redevables; et leurs veuves, héritiers ou ayant cause, qu'ils estiment de bonne foi qu'il n'est plus rien dû.

Cet article répond à trois questions.

1° Quelles actions sont soumises à la prescription de cinq ans ? Ce sont celles relatives aux lettres de change, aux billets à ordre souscrits par des négociants, marchands ou banquiers, ou pour faits de commerce.

---

(1) Voy. FORMULAIRE, nº 55.

Il faut donc, pour que les effets soient prescriptibles par cinq ans, qu'ils soient commerciaux : un billet à ordre, un chèque, qui n'auraient pas une cause commerciale, ne seraient prescriptibles que par trente ans.

2° Quel est le point de départ de la prescription et par quoi est-elle interrompue ? Le point de départ de la prescription est le jour du protêt, voilà la règle générale.

Il faut bien se garder de croire que la prescription n'aura pas son cours s'il n'y a pas d'acte de protêt, comme semble le dire la loi. Peu importe que l'effet soit protesté ou qu'il ne le soit pas, que le protêt ait lieu à l'époque où il devrait être fait ou plus tard, la prescription court du jour du protêt, c'est-à-dire du jour où le protêt aurait dû être fait, par conséquent du lendemain de l'échéance.

Si le protêt a lieu non plus le lendemain de l'échéance, mais plus tard, un mois après, par exemple, cet acte sera-t-il interruptif de la prescription et faudra-t-il faire courir les cinq ans de ce jour ? Non, car le protêt, dans ce cas, équivaut à une simple sommation de payer, qui ne peut jamais être considérée comme une de ces poursuites juridiques dont l'effet est d'interrompre la prescription,

Les poursuites juridiques dont il est question ici sont : une assignation, une saisie conservatoire, etc. Dans le cas où la prescription est interrompue, il faut une nouvelle période de cinq ans accomplie, depuis le jour de l'interruption, pour que la prescription soit acquise.

La prescription de cinq ans, pour les effets de commerce, a lieu, comme toutes les prescriptions de cinq ans et au-dessous, contre les mineurs et les interdits.

S'il y a eu condamnation, si la dette a été reconnue, il y a novation, et la prescription de cinq ans ne peut recevoir son application.

3° Que peut faire le créancier auquel on oppose la prescription de cinq ans ? Celui auquel on oppose la prescription de cinq ans pour un effet de commerce, n'a qu'une ressource, pourvu, toutefois, que le débiteur soit bien dans les termes de notre article 189 : *déférer le serment* à son débiteur. Si c'est le débiteur même, il devra jurer devant le tribunal *qu'il ne doit rien au créancier* ; si le débiteur est représenté par sa veuve ou ses héritiers, ces derniers devront jurer *qu'ils ne savent pas qu'il soit dû quelque chose au créancier*. Si le serment est fait, le créancier a perdu son procès, et le débiteur ou ses représentants sont libérés ; s'il n'est pas fait, le créancier obtient un jugement de condamnation.

LIVRE DEUXIÈME

DU COMMERCE MARITIME

La navigation, qui est une des sources de la richesse d'une nation, demande une législation spéciale. Les lois maritimes de la France ont été consignées dans une célèbre ordonnance de 1681, qui a été reproduite presque textuellement dans le Code de commerce de 1807. Nous ne reproduirons pas ici le texte même des articles du Code de commerce qui concernent le droit maritime, mais nous donnerons, néanmoins, toutes les explications nécessaires pour faire bien comprendre cette matière si importante.

TITRE PREMIER

Des navires et autres bâtiments de mer

On appelle *navire*, en général, tout bâtiment de mer destiné au commerce; et, plus particulièrement, *vaisseau*, tout bâtiment de l'État.

Les navires prennent différents noms selon leur force : c'est ainsi qu'on dit un brick, un lougre, une cutter, une chaloupe. Les lois maritimes s'appliquent également à chacun de ces bâtiments.

On détermine la capacité d'un navire par le *jaugeage*, et l'unité de mesure est le *tonneau*. Le tonneau consiste dans un espace d'un stère 404 millièmes, ou quarante-deux pieds cubes. Quand on dit d'un navire qu'il est de 25 tonneaux, cela signifiie qu'il contient l'espace de 25 fois quarante pieds cubes.

Le mot navire comprend les *agrès*. Par agrès, on entend les objets accessoires, tels que cordages, ancres, chaloupes.

Par opposition aux *facultés* d'un bâtiment, c'est-à-dire ses marchandises, le bâtiment lui-même s'appelle le *corps*.

Les navires sont considérés comme meubles, dit l'article 190 du Code de commerce. Néanmoins, une loi récente, la loi du 10 décembre 1874, est venue rendre les navires, de 20 tonneaux et au-dessus, susceptibles d'hypothèque, comme le sont les immeubles ordinaires.

Cette loi a déclaré qu'on pouvait constituer une hypothèque sur un navire par acte sous-seing privé ou notarié. L'inscription est prise au bureau des douanes du lieu où le navire est en construction ou de celui où il est immatriculé; elle conserve l'hypothèque pendant trois ans, après lesquels un renouvellement est nécessaire, et les intérêts de la créance pendant deux ans et l'année courante.

Les navires n'en restent pas moins soumis aux priviléges des articles 191 et 192.

191. Sont privilégiées, dans l'ordre où elles sont rangées, les dettes ci-après désignées : 1° Les frais de justice et autres, faits pour parvenir à la vente et à la distribution du prix; 2° Les droits de pilotage, tonnage, cale, amarrages et bassin ou avant-bassin; 3° Les gages du gardien et les frais de garde du bâtiment, depuis son entrée dans le port jusqu'à la vente; 4° Le loyer des magasins où se trouvent déposés les agrès et les apparaux; 5° Les frais d'entretien du bâtiment et de ses agrès et apparaux, depuis son dernier voyage et son entrée dans le port; 6° Les gages et loyers du capitaine et autres gens de l'équipage employés au dernier voyage; 7° Les sommes prêtées au capitaine pour les besoins du bâtiment pendant le dernier voyage, et le remboursement du prix des marchandises par lui vendues pour le même objet; 8° Les sommes dues aux vendeurs, aux fournisseurs et ouvriers employés à la construction, si le navire n'a point encore fait de voyage; et les sommes dues aux créanciers pour fournitures, travaux, main-d'œuvre, pour radoub, victuailles, armement et équipement, avant le départ du navire, s'il a déjà navigué; 9° *Abrogé;* 10° Le montant des primes d'assurances faites sur le corps, quille, agrès, apparaux, et sur armement et équipement du navire, dues pour le dernier voyage, 11° Les dommages-intérêts dus aux affréteurs, pour le défaut de délivrance des marchandises qu'ils ont chargées, ou pour remboursement des avaries souffertes par les dites marchandises, par la faute du capitaine ou de l'équipage.

Les créanciers hypothécaires sur le navire viendront, dans leur ordre d'inscription, après les créances privilégiées.

192. Le privilége accordé aux dettes énoncées dans le précédent article ne peut être exercé qu'autant qu'elles seront justifiées dans les formes suivantes : 1° Les frais de justice seront constatés par les états de frais arrêtés par les tribunaux compétents ; 2° Les droits de tonnage et autres, par les quittances légales des receveurs; 3° Les dettes désignées par les numéros 1, 3, 4 et 5 de l'article 191 seront constatées par des états arrêtés par le président du tribunal de commerce; 4° Les gages et loyers de l'équipage, par les rôles d'armement et désarmement arrêtés dans les bureaux de l'inscription maritime ; 5° Les sommes prêtées et la valeur des marchandises vendues pour les besoins du navire pendant le dernier voyage, par des états arrêtés par le capitaine, appuyés de procès-verbaux signés par le capitaine et les principaux de l'équipage, constatant la nécessité des emprunts ; 6° La vente du navire par un acte ayant date certaine, et les fournitures pour l'armement, équipement et victuailles du navire, seront constatées par les mémoires, factures ou états visés par le capitaine et arrêtés par l'armateur, dont un double sera déposé au greffe du tribunal de commerce avant le départ du navire, ou, au plus tard, dans les dix jours après son départ; 7° *Abrogé;* 8° Les primes d'assurances seront constatées par les Polices ou par les extraits des livres; 9° Les dommages-intérêts dus aux affréteurs seront constatés par les jugements, ou par les décisions arbitrales qui seront intervenues.

Que doit faire le créancier privilégié sur un navire, qui apprend que le navire est vendu ? Il forme opposition entre les mains de l'acquéreur, sans aucun retard. Car, après un certain délai à partir de la vente, le privilége ne s'exerce plus.

Ainsi le privilége est éteint : — Lorsqu'après une vente volontaire, le navire a fait un voyage en mer sous le nom et aux risques de l'acquéreur. Un navire est censé avoir fait un voyage en mer, dit l'article 193, lorsque son départ et son arrivée auront été constatés dans deux ports différents et trente jours après le départ; — Lorsque, sans être arrivé dans un autre port, il s'est écoulé plus de soixante jours entre le départ et le retour dans le même port, ou lorsque le navire, parti pour un voyage de long cours, a été plus de soixante jours en voyage, sans réclamation de la part des créanciers du vendeur.

Au reste, la vente d'un navire peut se faire par acte passé devant notaire ou par acte sous seing privé (1).

---

(1) Voy. FORMULAIRE, n° 56.

TITRE DEUXIÈME

De la saisie et vente des navires

Les navires sont susceptibles d'être saisis et vendus en justice, comme tout autre meuble. Les formalités de la vente sont très-simples, d'une exécution rapide ; les difficultés qui surgissent sont tranchées d'une manière sommaire.

Tout créancier peut, vingt-quatre heures après un commandement resté infructueux, faire saisir le navire de son débiteur.

La publicité qui précède la vente consiste dans des criées et publications, faites à la Bourse du lieu où le bâtiment est amarré, et dans un des papiers publics imprimés dans le lieu où siége le tribunal qui doit connaître de la poursuite.

Des affiches sont apposées sur la place publique, au grand mât du bâtiment, etc.

L'adjudication du navire a lieu à l'audience publique, à l'extinction des feux.

Cette adjudication met fin aux fonctions du capitaine, sauf à lui à demander à qui de droit des dommages-intérêts pour avoir été privé de sa place.

Les adjudicataires des navires de tout tonnage seront tenus de payer le prix de leur adjudication dans le délai de vingt-quatre heures, ou de consigner sans frais, au greffe du tribunal de commerce. A défaut de paiement ou consignation, le bâtiment serait remis en vente à la folle enchère.

Les créanciers, privilégiés ou non privilégiés, n'ont que trois jours, à partir de l'adjudication, pour former des oppositions. Mais les créanciers hypothécaires n'ont aucune formalité à remplir : ils sont connus par leur inscription au bureau des Douanes.

La distribution a lieu dans l'ordre suivant : les créanciers privilégiés sont d'abord payés ; puis les créanciers hypothécaires, à leur rang d'inscription ; enfin, les créanciers simplement chirographaires. Ces derniers, si les fonds ne sont pas suffisants pour les payer tous, viennent au marc le franc.

Le bâtiment prêt à faire voile n'est pas saisissable, si ce n'est à raison des dettes contractées pour le voyage qu'il va faire, et même, dans ce cas, le cautionnement de ces dettes empêche la saisie. Le bâtiment est censé prêt à faire voile lorsque le capitaine est muni de ses expéditions pour le voyage.

TITRE TROISIÈME

Des propriétaires de navires.

Un navire est construit. Avant qu'il puisse mettre à la voile, il subit plusieurs phases : il reçoit un nom ; il est *jaugé* ; le nom du propriétaire ou des propriétaires est déclaré à la douane, puis il est *francisé*, c'est-à-dire baptisé français, rangé dans la famille des bâtiments français. Après l'accomplissement de ces formalités, le navire peut voyager et remplir sa destination.

Pour le mode de transmission de la propriété des bâtiments de mer, ils sont, à peu de chose près, les mêmes que ceux par lesquels se transmet ordinairement la propriété.

Le propriétaire du navire est responsable civilement des faits du capitaine et tenu des engagements contractés par ce dernier pour ce qui est relatif au navire et à l'expédition.

Cette responsabilité a sa source dans ce principe de notre Code civil, que le maître répond de ses employés pendant le temps qu'ils sont à son service et pour les faits relatifs à ce service.

Mais la responsabilité du propriétaire du navire va plus loin : il répond civilement des faits et engagements du capitaine, même lorsqu'il n'est pas lui-même armateur, c'est-à-dire lorsque ce n'est pas lui-même qui a choisi son capitaine, et s'il a loué son bateau à un autre, sauf son recours contre l'armateur.

Le propriétaire peut toujours se soustraire aux engagements contractés par le capitaine en abandonnant le navire.

Toutefois, cette faculté n'est pas accordée au propriétaire ou co-propriétaire qui exerce les fonctions de capitaine.

Il est à remarquer que si le capitaine n'est que co-propriétaire, il ne sera engagé que proportionnellement à son intérêt ; car il est considéré comme le mandataire de tous les co-propriétaires.

Autrefois les navires marchands se livraient, en temps de guerre, à la *course*, et des règles spéciales avaient été faites pour déterminer la responsabilité des bâtiments qui se livraient à la course. Aujourd'hui *la course est abolie*.

Le capitaine n'étant que le mandataire *salarié* du propriétaire, peut être renvoyé sur-le-champ, sans indemnité, s'il n'y a convention contraire. Mais le capitaine a toujours droit aux frais de retour, si la révocation a lieu au cours d'un voyage.

Quand le capitaine est co-propriétaire et qu'il est congédié, il peut exiger le remboursement du capital qui représente ses droits dans le bâtiment. Il est probable qu'il n'avait mis des fonds pour l'exploitation du navire qu'en considération de cette fonction qu'on lui avait confiée ; il est donc juste qu'en la lui retirant on l'autorise à reprendre ces fonds. L'estimation du capital représentant ses droits est fait par experts.

Deux autres règles sont applicables au cas où le navire appartient à plusieurs personnes, ce qui arrive souvent, à cause de l'importance et du prix d'un navire. Ces deux règles sont les suivantes :

1° L'avis de la majorité est suivi pour tout ce qui concerne l'intérêt commun des propriétaires, et la majorité se détermine par une portion d'intérêt dans le navire, excédant la moitié de sa valeur.

2° Sur la demande de la majorité calculée ainsi, la licitation du navire peut être demandée.

Tout cela, à défaut de convention contraire.

TITRE QUATRIÈME

Du capitaine.

Le capitaine est celui auquel est confiée la conduite d'un navire. S'il s'agit d'un navire *au long cours*, c'est-à-dire qui fait les voyages des Indes orientales ou occidentales, par exemple, il conserve le nom de capitaine ; s'il s'agit de tout autre bâtiment, il prend plus spécialement les noms de *maître* ou *patron* ; mais les règles concernant le capitaine sont applicables au maître et au patron.

Le capitaine est choisi parmi ceux qui ont subi avec succès des examens spéciaux, par le propriétaire ou par l'armateur. On appelle armateur celui qui loue un navire.

Le capitaine a sur son navire un pouvoir très-étendu ; sa responsabilité est aussi très-grande.

Il est garant de ses fautes, *même légères*, dans l'exercice de ses fonctions.

Il répond des marchandises dont il se charge et dont il fournit une reconnaissance appelée *connaissement* (1); s'il n'a pas été délivré de connaissement, la preuve du chargement pourra être faite par tous les moyens de preuve.

Le capitaine choisit et loue les hommes de l'équipage; mais de concert avec le propriétaire ou l'armateur, s'il est sur les lieux.

Le capitaine doit avoir à bord : 1° le *congé* ou passeport du navire (2); 2° le *manifeste*, ou état général de la garnison ; 3° la *patente de santé* ou certificat de santé des gens de l'équipage et du lieu de départ.

Le capitaine est tenu d'être en personne sur son navire, à l'entrée et à la sortie des ports, hâvres ou rivières.

En cas de contravention aux prescriptions qui précèdent, il est responsable de tous les événements à l'égard des intéressés au navire et au chargement.

Il est aussi responsable du dommage causé aux marchandises déposées sur le *tillac*, c'est-à-dire sur le pont supérieur du navire, sans la permission du chargeur. Cette disposition ne s'applique point au petit cabotage.

Cette responsabilité qui pèse sur le capitaine ne cesse qu'en cas de force majeure.

Lorsqu'un navire est prêt à faire voile, il importe que tout l'équipage soit à son poste; l'absence de plusieurs hommes pourrait retarder le départ, ce qui serait très-préjudiciable au propriétaire, à l'armateur et aux chargeurs. Aussi est-il dit dans la loi « que le capitaine et les gens de l'équipage qui sont à bord, ou qui sont sur les chaloupes pour se rendre à bord et faire voile, ne peuvent être arrêtés pour dettes civiles, si ce n'est à raison de celles qu'ils auront contractées pour le voyage; et même, dans ce dernier cas, ils ne peuvent être arrêtés, s'ils donnent caution. »

Lorsque le capitaine se trouve dans le lieu de la demeure du propriétaire ou de son fondé de pouvoir, il ne doit rien faire concernant les achats de voiles, cordages et radoubs, sans l'avoir prévenu et en avoir obtenu l'autorisation. Mais, remarquons-le bien, s'il agit sans autorisation, ce n'est que sa propre responsabilité qui est engagée; les tiers, fournisseurs ou ouvriers, ont action contre lui et contre le propriétaire.

Si le bâtiment est frêté du consentement des propriétaires, et que quelques-uns d'eux fassent refus de contribuer aux frais nécessaires pour l'expédier, le capitaine peut, vingt-quatre heures après une sommation faite aux refusants de fournir leur contingent, emprunter à la grosse pour leur compte sur leur part d'intérêt dans le navire, avec autorisation du juge.

Si, pendant le cours du voyage, dit l'article 234 du Code de de commerce, « il y a nécessité de radoub, ou d'achat de victuailles, le capitaine, après l'avoir constaté par un procès-verbal signé des principaux de l'équipage, pourra, en se faisant autoriser, en France par le Tribunal de commerce, ou, à défaut, par le juge de paix; chez l'étranger par le consul français, ou, à défaut, par le magistrat des lieux, emprunter sur le corps et quille du vaisseau, mettre en gage ou vendre des marchandises jusqu'à concurrence de la somme que les besoins constatés exigent. — Les propriétaires, ou le capitaine qui les représente, tiendront compte des marchandises vendues, d'après le cours des marchandises de mêmes nature et qualité dans le lieu de la décharge du navire, à l'époque de son arrivée. — L'affréteur unique ou les chargeurs divers, qui seront tous d'accord, pourront s'opposer à la vente ou à la mise en gage de leurs marchandises, en les déchargeant et en payant le fret en proportion de ce que le voyage est avancé. A défaut du consentement d'une partie des char-

---

(1) Voy. FORMULAIRE, n° 57.
(2) Voy. FORMULAIRE, n° 58.

geurs, celui qui voudra user de la faculté de déchargement sera tenu du fret entier sur ses marchandises. »

Le capitaine tient un registre coté et parafé par le Maire, à défaut de Tribunal de commerce, contenant tous les renseignements qui peuvent servir à sa justification, comme les recettes et les dépenses, etc.

Avant de sortir du port, il doit remplir plusieurs formalités ou se procurer certaines pièces importantes.

Il doit faire visiter le navire et il garde un double du procès-verbal de visite, tandis que l'autre est déposé au greffe du Tribunal de commerce. C'est là une mesure de sûreté publique qui a pour but de constater si le navire est en état de faire le voyage auquel on le destine.

Le capitaine doit avoir à bord : 1° l'*acte de propriété* du navire, c'est-à-dire les titres constatant la construction ou l'achat du navire ; 2° l'*acte de francisation* (1), c'est-à-dire l'écrit constatant que le navire est français ; 3° le *rôle d'équipage* (2), c'est-à-dire la liste par nom, prénoms, appointements des hommes de l'équipage et des passagers ; 4° les *connaissements* (voy. ci-dessus) ; 5° les *chartes-parties*, contenant les conventions relatives au transport des marchandises ; 6° les *procès-verbaux de visite*, dont nons parlons ci-dessus ; 7° les *acquits de payement* ou à *caution* (3) des douanes. L'acquit de payement constate le payement des droits de douane ; l'acquit à caution constate la caution donnée aux douanes comme garantie, que telle marchandise sera transportée à l'endroit qui a été déclaré, les droits étant perçus sur cette déclaration.

Avant un départ pour retourner au port, le capitaine envoie aux propriétaires le compte contenant l'état du chargement, le prix des marchandises, les sommes par lui empruntées, les noms et demeure des prêteurs.

Ce compte a pour but d'empêcher le capitaine de commettre en route des fraudes au préjudice des propriétaires.

Le capitaine, ajoute l'article 236, qui aura, sans nécessité, pris de l'argent sur le corps, avitaillement ou équipement du navire, engagé ou vendu des marchandises ou des victuailles, ou qui aura employé dans ses comptes des avaries et des dépenses supposées, sera responsable envers l'armement (c'est-à-dire envers les armateurs), et personnellement tenu du remboursement de l'argent ou du payement des objets, sans préjudice de la poursuite criminelle, s'il y a lieu.

Le navire appartenant à autrui, le capitaine ne peut en disposer sans un pouvoir spécial des propriétaires. Cependant, si le bâtiment ne peut plus tenir la mer ou du moins fournir la course à laquelle il est destiné, le capitaine fait constater, par des experts que nomment soit les juges, soit le consul du lieu où il se trouve, l'état d'innavigabilité du navire, et si les experts, ainsi que les principaux de l'équipage concluent à l'innavigabilité, le capitaine peut vendre le navire. Le capitaine engagé pour un voyage, ne peut se dispenser de le commencer ou de l'achever, à peine de dommages-intérêts envers les propriétaires et les affréteurs.

Lorsque le capitaine navigue *à frais communs* sur le navire, c'est-à-dire, lorsqu'il est associé avec les chargeurs pour les bénéfices et pertes à résulter du chargement, il ne peut faire aucun trafic pour son compte particulier, à moins de convention contraire.

La sanction de cette défense est la confiscation des marchandises ainsi trafiquées au profit des autres co-intéressés.

Le capitaine, en cas de danger, ne doit quitter son navire que le dernier et

---

(1) Voy. FORMULAIRE, n° 59.
(2) Voy. FORMULAIRE, n° 60.
(3) Voy. FORMULAIRE, n° 61.

sur l'avis des principaux de l'équipage. Il doit sauver avec lui l'argent et ce qu'il pourra des marchandises les plus précieuses de son chargement, sous peine d'en répondre en son propre nom.

Si le capitaine relâche à un port autre que celui de sa destination, il fait la déclaration des causes de sa relâche au président du Tribunal de commerce ou au juge de paix du lieu, et si c'est au port étranger, au consul français du lieu.

En cas de naufrage, voici ce qui a lieu : « Le capitaine qui a fait naufrage et qui s'est sauvé seul ou avec partie de son equipage, est tenu de se présenter devant le juge du lieu, ou, à défaut de juge, devant toute autre autorité civile, d'y faire son rapport, de le faire vérifier par ceux de son équipage qui se seraient sauvés et se trouveraient avec lui, et d'en lever expédition.

Pour vérifier le rapport du capitaine, le juge reçoit l'interrogatoire des gens de l'équipage, et, s'il est possible, des passagers, sans préjudice des autres preuves. — Les rapports non vérifiés ne sont point admis à la décharge du capitaine et ne font point foi en justice, excepté dans le cas où le capitaine naufragé s'est sauvé seul dans le lieu où il a fait son rapport. La preuve des faits contraires est réservée aux parties.

Pendant le voyage, il peut se faire que les victuailles du bâtiment fassent défaut. Dans ce cas, le capitaine, après avoir pris l'avis des principaux de l'équipage, pourra contraindre ceux qui auront des vivres en particulier de les mettre en commun, à la charge de leur en payer la valeur.

Le capitaine a deux obligations en arrivant au port de destination : 1° Il fait viser son registre de bord par le président du tribunal de commerce, ou, à défaut, par le juge de paix du lieu; 2° il fait au même magistrat un rapport sur les points principaux de son voyage (1). Ce rapport énonce : le lieu et le temps du départ; la route qu'il a tenue; les hasards qu'il a courus; les désordres arrivés dans le navire, et toutes les circonstances remarquables du voyage.

Hors le cas de péril imminent, le capitaine ne peut décharger aucune marchandise avant d'avoir fait son rapport, à peine de poursuites extraordinaires contre lui.

TITRE CINQUIÈME

De l'enregistrement et des loyers des matelots et gens de l'équipage

Sous ce titre, nous étudierons le contrat par lequel les gens de l'équipage s'engagent à suivre un navire, et les modifications que subit ce contrat par suite de certains événements.

L'engagement se fait au voyage, au mois, au profit, au frêt.

Il se fait au voyage, lorsque le matelot reçoit une somme fixée à forfait.

Il se fait au mois, lorsque le capitaine s'engage à donner tant par mois.

Il se fait au profit, quand le matelot reçoit une part dans les profits de l'expédition.

Il se fait au frêt, quand le matelot reçoit, pour salaire, une partie du frêt, c'est-à-dire une partie de la location du navire.

L'engagement (2) doit être écrit. Les conditions en sont constatées quelquefois par le rôle d'équipage.

L'engagement formé, plusieurs circonstances peuvent venir le modifier. Telles sont :

---

(1) Voy. FORMULAIRE n° 62.

(1) Voy. FORMULAIRE, n° 63.

1° *La rupture du voyage.* — Si la rupture du voyage a lieu par le fait de l'armateur, du capitaine ou de l'affrêteur, *si c'est avant son départ*, les matelots loués *au voyage* et *au mois* recevront le prix des journées par eux employées et conserveront les avances qu'ils ont reçues. S'ils n'en ont pas reçu, ils auront droit à un mois de gages.

Si c'est après le départ, les matelots loués au voyage reçoivent en entier la somme stipulée; les matelots au mois, la moitié de leur salaire pour la durée présumée du voyage. Mais, dans tous les cas, le chef du navire est obligé de payer le retour dans sa patrie à tous ceux qu'il ne peut plus employer. C'est une obligation à laquelle il ne peut se soustraire, même alors que le matelot aurait renoncé à ce droit dans son acte d'engagement.

Si c'est par le fait de l'affréteur que le voyage est rompu, les matelots n'en ont pas moins les droits ci-dessus contre le capitaine ou l'armateur, sauf le recours de ceux-ci contre l'affréteur.

Si la rupture a lieu par force majeure, avant le départ, il n'est dû aucun loyer; et si c'est pendant le voyage, les loyers courus seulement sont dus aux matelots.

2° *Retardement.* — Ceux qui sont loués au voyage ne reçoivent aucune augmentation pour un retard, un arrêt temporaire; ceux qui sont loués au mois reçoivent moitié de leur salaire habituel.

3° *Prolongation.* — En cas de prolongation, les matelots engagés au mois continuent à être payés au prix de loyer convenu, et ceux qui sont payés au voyage reçoivent une augmentation proportionnelle.

4° *Abréviation.* — Si le voyage est abrégé *volontairement*, les matelots engagés au voyage recevront intégralement leur salaire.

Quant aux matelots engagés au profit ou au frêt, des règles particulières les concernent.

S'il y a force majeure dans les divers cas de rupture, retardement, prolongation dont nous venons de parler, comme ils sont associés, ils subissent toutes les chances du voyage : il ne leur est dû aucun dédommagement.

S'il y a rupture, retardement, prolongation, par le fait des chargeurs ou affréteurs, et qu'une indemnité soit accordée au navire, les matelots au frêt ou au profit prennent part à la répartition de l'indemnité.

Si la cause du retard, de la rupture ou de la prolongation provient du capitaine ou de l'armateur, les matelots ont droit de demander des dommages-intérêts contre ceux-ci.

5° *Prise, bris ou naufrage.* — Si le navire est pris, brisé ou fait naufrage et que les marchandises soient perdues entièrement, il n'y a lieu à aucun loyer.

S'il reste quelques débris de navire ou des marchandises, les matelots sont payés par privilége sur leur produit.

Ceux qui sont engagés au frêt sont payés sur le produit du frêt, et ceux qui sont engagés au profit ne reçoivent rien, puisqu'il n'y a pas de profit.

6° *Maladies et blessures.* — Le matelot est payé de ses loyers, traité et pansé aux dépens du navire, s'il tombe malade pendant le voyage, ou s'il est blessé au service du navire.

7° *Mort.* — En cas de mort pendant le voyage, les loyers qui seraient dûs au matelot, au jour de son décès, profitent à ses héritiers. Ceux qui étaient loués au voyage ont droit à la totalité du prix, à quelque moment que survienne le décès.

8° *Captivité.* — Le matelot pris et fait esclave a droit à une indemnité pour son rachat, en outre de ses loyers. Cette indemnité est fixée à 600 francs, quels que soient le grade du prisonnier et le prix de la rançon.

9° *Congé.* — Tout matelot qui justifie qu'il est congédié sans cause valable a droit à une indemnité contre le capitaine. L'indemnité est fixée au tiers des loyers si le congé a lieu avant le voyage commencé, et à la totalité des loyers et aux frais du retour, si le congé a lieu au cours du voyage.

Dans aucun cas, le capitaine ne peut congédier un matelot en pays étranger.

Le capitaine a droit d'exiger un reçu de toute personne qui se présente avec le connaissement pour recevoir les marchandises.

TITRE HUITIÈME

Du frêt ou nolis

Le frêt ou nolis (frêt sur l'Océan, nolis sur la Méditerranée) est le prix du loyer d'un navire.

Le louage du *navire entier* se fait : 1° *au voyage*, c'est-à-dire à forfait pour une somme déterminée; 2° *au mois*, à tant par mois; 3° *pour un temps limité*, par exemple, pour trois mois.

Le louage d'*une partie* du navire se fait : 1° *au tonneau*, si l'on est convenu d'un prix pour chaque tonneau occupé par les marchandises : le tonneau est un espace de quarante-deux pieds cubes; 2° *au quintal*, si le prix est fixé par quintal; 3° *à forfait*, s'il s'agit d'une somme fixe pour une quantité de marchandises.

L'affrêtement est *pur et simple* ou *à cueillette*. Il est pur et simple, lorsque le frêteur est obligé de mettre à la voile au jour indiqué; il est à cueillette, lorsqu'il se réserve de rompre son engagement s'il n'arrive point à avoir le chargement des trois-quarts au moins de son navire.

Lorsque le navire est loué en entier, l'affrêteur a le droit de jouir de tout le navire. Aussi, le capitaine n'a-t-il pas le droit, même lorsque le navire n'est pas suffisamment chargé, d'y ajouter quoi que ce soit, sans la permission de l'affrêteur.

Le capitaine qui a déclaré le navire d'un plus grand port qu'il n'est, est tenu de dommages-intérêts, à moins, toutefois, que l'erreur n'excède pas un quarantième ou que sa déclaration soit conforme au certificat de jauge.

Si l'affrêteur ne charge pas la quantité de marchandises portée dans la charte-partie, il paye néanmoins, le frêt entier. S'il charge davantage, il paie en raison de l'excédant de marchandises. Si l'affrêteur rompt le voyage avant le départ, il payera en indemnité, au capitaine, la moitié du frêt convenu par la charte-partie pour la totalité du chargement qu'il devait faire. Si le navire a reçu une partie de son chargement et qu'il parte à non-charge, le frêt entier sera dû au capitaine.

Le chargeur qui retire ses marchandises pendant le voyage, est tenu de payer le frêt en entier et tous les frais de déplacement occasionnés par le déchargement : si les marchandises sont retirées pour cause des faits ou des fautes du capitaine, celui-ci est responsable de tous les frais.

Si le navire est arrêté au départ, pendant la route, ou au lieu de sa décharge, par le fait de l'affréteur, les frais du retardement sont dûs par l'affrêteur. Si, ayant été frêté pour l'aller et le retour, le navire fait son retour sans chargement ou avec un chargement incomplet, le frêt entier est dû au capitaine, ainsi que l'intérêt du retardement.

Si le capitaine est contraint de faire radouber le navire pendant le voyage, l'affréteur est tenu d'attendre, ou de payer le frêt en entier. Dans le cas où le navire ne pourrait être radoubé, le capitaine est tenu d'en louer un autre. Si le capitaine n'a pu louer un autre navire, le fret n'est dû qu'à proportion de ce que le voyage est avancé.

Le capitaine perd son fret, et répond des dommages-intérêts de l'affréteur, si celui-ci prouve que, lorsque le navire a fait voile, il était hors d'état de naviguer. La preuve est admissible, nonobstant et contre les certificats de visite au départ.

Le fret est dû pour les marchandises que le capitaine a été contraint de vendre pour subvenir aux victuailles, radoub et autres nécessités pressantes du navire, en tenant par lui compte de leur valeur au prix que le reste, ou autre pareille marchandise de même qualité sera vendue au lieu de la décharge, si le navire arrive à bon port. Si le navire se perd, le capitaine tiendra compte des marchandises sur le pied qu'il les aura vendues, en retenant également le fret porté aux connaissements.

Lorsque de l'exercice de ce droit, résultera une perte pour ceux dont les marchandises auront été vendues ou mises en gage, elle sera répartie au marc le franc sur la valeur de ces marchandises et de toutes celles qui sont arrivées à leur destination ou qui ont été sauvées du naufrage, postérieurement aux événements de mer qui ont nécessité la vente ou la mise en gage.

TITRE SEPTIÈME.

Des connaissements.

Le connaissement est la mise à exécution de la charte-partie. Par la charte-partie, on loue un navire; par le connaissement, on charge le navire de marchandises.

Le connaissement est l'acte par lequel le capitaine déclare avoir reçu des marchandises pour en opérer le transport. C'est ce qui correspond à la lettre de voiture pour les voyages par terre.

Le connaissement peut énoncer le nom du destinataire (1) ou bien être *à ordre* (2), ou bien être *au porteur* (3). La clause à ordre ou au porteur permet au chargeur de faire réclamer les marchandises par qui il veut, au lieu de destination.

Pour les énonciations que doit contenir le connaissement, il faut se reporter à l'article 281 : « Le connaissement doit exprimer la nature et la quantité, ainsi que les espèces ou qualités des objets à transporter. Il indique : le nom du chargeur; le nom et l'adresse de celui à qui l'expédition est faite; le nom et le domicile du capitaine; le nom et le tonnage du navire; le lieu du départ et celui de la destination. Il énonce le prix du fret. Il présente en marge les marques et numéros des objets à transporter. »

Il est rédigé quatre exemplaires du connaissement : un pour le chargeur, un pour celui à qui les marchandises sont expédiées, un pour l'armateur du bâtiment, un pour le capitaine.

Les quatre originaux sont signés par le chargeur et par le capitaine, dans les

---

(1) Voy. FORMULAIRE, nº 65.
(2) Voy. FORMULAIRE, nº 66.
(3) Voy. FORMULAIRE, nº 67.

vingt-quatre heures après le chargement. Le tout est sur papier timbré, à peine d'amende.

En cas de diversité d'énonciations entre l'écrit du capitaine et celui du chargeur, celui qui se trouvera entre les mains du capitaine fera foi, s'il est rempli de la main du chargeur, et réciproquement.

TITRE SIXIÈME

Des chartes-parties, des affrêtements et des nolissements

Le contrat qui a pour objet la location totale ou partielle d'un navire, prend le nom de charte-partie, affrétement ou nolissement. Ces trois expressions désignent le même objet ; mais le mot affrétement sert plutôt aux habitants des côtes de l'Océan, tandis que sur les bords de la Méditerranée on dit de préférence nolissement. On désigne aussi par charte-partie l'écrit même qui contient le contrat.

Ce contrat de louage doit être rédigé par écrit ; mais il peut l'être soit par un notaire, soit par un courtier conducteur de navire, soit par les parties seules qui font entre elles un acte sous seing privé (1). Il énonce, dit l'article 273, «les noms du fréteur et de l'affréteur, le lieu et le temps convenu pour la charge et pour la décharge, le prix du fret ou nolis, si l'affrétement est partiel, l'indemnité convenue pour les cas de retard ».

Si, avant le départ du navire, il y a interdiction de commerce avec le pays pour lequel il est destiné, les conventions sont résolues de plein droit sans dommages-intérêts de part ni d'autre.

Si le voyage est retardé par force majeure, soit avant, soit après le départ, les conventions subsistent sans dommages-intérêts.

Le navire, les agrès et apparaux, le fret et les marchandises chargées, sont respectivement affectés à l'exécution des conventions des parties.

S'il arrive interdiction de commerce avec le pays pour lequel le navire est en route, et qu'il soit obligé de revenir avec son chargement, il n'est dû au capitaine que le fret de l'aller, quoique le vaisseau ait été affrété pour l'aller et le retour.

Si le vaisseau est arrêté dans le cours de son voyage, par l'ordre d'une puissance, il n'est dû aucun fret pour le temps de sa détention, si le navire est affrété au mois ; ni augmentation de fret, s'il est loué au voyage. La nourriture et les loyers de l'équipage, pendant la détention du navire, sont réputés avaries.

Le capitaine est payé du fret des marchandises jetées à la mer pour le salut commun, à la charge de contribution.

Il n'est dû aucun fret pour les marchandises perdues par naufrage ou échouement, pillées par des pirates ou prises par les ennemis. Le capitaine est tenu de restituer le fret qui lui aura été avancé, s'il n'y a convention contraire.

Si le navire et les marchandises sont rachetés, ou si les marchandises sont sauvées du naufrage, le capitaine est payé du fret jusqu'au lieu de la prise ou du naufrage ; il est payé du fret entier en contribuant au rachat, s'il conduit les marchandises au lieu de leur destination.

La contribution pour le rachat se fait sur le prix courant des marchandises

(1) Voy. FORMULAIRE, nº 68.

au lieu de leur décharge, déduction faite des frais, et sur la moitié du navire et du fret. Les loyers des matelots n'entrent point en contribution.

Si le consignataire refuse de recevoir les marchandises, le capitaine peut, par autorité de justice, en faire vendre pour le payement de son fret, et faire ordonner le dépôt du surplus. S'il y a insuffisance, il conserve son recours contre le chargeur.

Le capitaine ne peut retenir les marchandises dans son navire, faute de payement de son fret. Il peut, dans le temps de la décharge, demander le dépôt en mains tierces jusqu'au payement de son fret.

Le capitaine est préféré, pour son fret, sur les marchandises de son chargement, pendant quinzaine après leur délivrance, si elles n'ont passé en mains tierces.

En cas de faillite des chargeurs ou réclamateurs avant l'expiration de la quinzaine, le capitaine est privilégié sur tous les créanciers pour le payement de son fret et des avaries qui lui sont dues.

En aucun cas, le chargeur ne peut demander de diminution sur le prix du fret.

Le chargeur ne peut abondonner pour le fret les marchandises diminuées de prix ou détoriées par leur vice propre ou par cas fortuit.

Si toutefois des futailles contenant vin, huile, miel et autres liquides, ont tellement coulé qu'elles soient vides, les dites futailles pourront être abondonnées pour le fret.

TITRE NEUVIÉME.

Des contrats à la grosse.

Le contrat *à la grosse* ou *à grosse aventure*, est celui par lequel une personne prête une somme à une autre sur des objets exposés à des risques maritimes, à condition que s'ils périssent ou sont détériorés, celui qui a prêté la somme ne pourra la répéter que jusqu'à concurrence de ce que valent encore ces objets, et que s'ils arrivent heureusement, la somme prêtée sera rendue avec un profit convenu, qu'on nomme *profit maritime*.

Qui peut emprunter à la grosse ? Le propriétaire des marchandises seulement, puisqu'il les affecte, en empruntant, à la sûreté du prêteur. Ainsi, c'est le marchand pour les objets qu'il envoie dans un autre port, c'est le propriétaire du navire pour les emprunts faits sur le navire et ses accessoires. Dans certains cas, le capitaine est autorisé à faire des emprunts de ce genre.

On peut emprunter sur tout ce qui est exposé à des accidents maritimes : sur *le corps et la quille* du navire; sur les *agrès et apparaux*, c'est-à-dire les cordages, voiles, etc.; sur *l'armement*, c'est-à-dire les armes, canons, munitions de guerre, etc; sur les *victuailles*; sur le *chargement*. — Sur la totalité de ces objets conjointement ou sur une partie de chacun d'eux.

On ne peut prêter à la grosse sur le *fret à faire*, ou sur le *profit espéré* des marchandises, non plus que sur les loyers des matelots.

Le contrat est fait par-devant notaire ou sous signature privée (1). Il énonce : Le capital prêté et la somme convenue pour le profit maritime : Les objets sur lesquels le prêt est affecté : Les noms du navire et du capitaine : Ceux du prêteur et de l'emprunteur : Si le prêt a lieu pour un voyage : Pour quel voyage, et pour quel temps ; L'époque du remboursement.

---

(1) Voy. FORMULAIRE, nº 69.

Le contrat est enregistré, dans les dix jours de sa date, au greffe du tribunal de commerce. Si l'emprunt est contracté à l'étranger, il faut une autorisation du consul de la place.

Tout acte de prêt à la grosse peut être négocié par la voie de l'endossement, s'il est à ordre. En ce cas, la négociation de cet acte a les mêmes effets et produit les mêmes actions en garantie que celle des autres effets de commerce.

L'emprunt fait pour une somme excédant la valeur des objets sur lesquels il est affecté, peut être déclaré nul, à la demande du prêteur, s'il est prouvé qu'il y a fraude de la part de l'emprunteur ; et si la fraude ne peut pas être établie, le contrat est valable jusqu'à concurrence de la valeur des effets affectés à l'emprunt, d'après l'estimation qui en est faite ou convenue. Le surplus de la somme empruntée est remboursée avec intérêt au cours de la place.

Le capitaine ne peut faire un emprunt à la grosse dans le lieu où demeure le propriétaire du navire, sans en avoir l'autorisation. S'il contracte sans autorisation, il n'engage que la part qu'il peut avoir lui-même au navire et au frêt.

Mais s'il s'agit de radoub ou de victuailles indispensables pour faire voile, et que les propriétaires ne veuillent pas fournir les fonds, le capitaine peut, après une sommation restée infructueuse, se faire autoriser en justice à contracter un emprunt à la grosse pour couvrir cette dépense.

Les emprunts faits pour le dernier voyage du navire sont remboursés par préférence aux sommes prêtées pour un précédant voyage, quand même il serait déclaré qu'elles sont laissées par continuation ou renouvellement.

Les sommes empruntées pendant le voyage sont préférées à celles qui auraient été empruntées avant le départ du navire ; et s'il y a plusieurs emprunts faits pendant le même voyage, le dernier emprunt sera toujours préféré à celui qui l'aura précédé.

Le prêteur à la grosse sur marchandises chargées dans un navire désigné au contrat, ne supporte pas la perte des marchandises, même par fortune de mer, si elles ont été chargées sur un autre navire, à moins qu'il ne soit légalement constaté que ce chargement a eu lieu par force majeure.

Si les effets sur lesquels le prêt à la grosse a eu lieu, sont entièrement perdus, et que la perte soit arrivée par cas fortuit, dans le temps et dans le lieu des risques, la somme prêtée ne peut être réclamée.

C'est dans ce cas que le contrat à la grosse reçoit tout son effet : les objets sur lesquels le prêt était fait ont péri par cas fortuit ; il n'y a pas faute de la part du capitaine, ni des propriétaires, par conséquent la somme prêtée reste entièrement aux mains de l'emprunteur.

S'il y a seulement perte ou dégradation partielle, en cas de naufrage, le payement des sommes empruntées est réduit à la valeur des effets sauvés, déduction faite des frais de sauvetage.

Les déchets, diminutions et pertes qui arrivent par le vice propre de la chose, et les dommages causés par le fait de l'emprunteur, ne sont point à la charge du prêteur.

Le temps des risques peut être déterminé par le contrat ainsi que les parties l'entendent ; mais si les parties n'ont point fixé d'époque, ce temps court à l'égard du navire, des agrès, apparaux, armement et victuailles, du jour que le navire a fait voile, jusqu'au jour où il est ancré ou amarré au port ou lieu de sa destination. — A l'égard des marchandises, le temps des risques court du jour qu'elles ont été chargées dans le navire, ou dans les gabares pour les y porter, jusqu'au jour où elles sont délivrées à terre.

L'emprunteur doit, ainsi que nous l'avons vu, charger le navire de marchandises pour une valeur égale au moins au montant du prêt. Aussi, ne suffit-il pas pour l'emprunteur de prouver que le navire ou le chargement est perdu, il doit encore justifier qu'il y avait, pour son compte, des effets jusqu'à concurrence de la somme empruntée.

Les prêteurs à la grosse contribuent, à la décharge des emprunteurs, aux

avaries communes. Les avaries simples sont aussi à la décharge des prêteurs, s'il n'y a convention contraire.

On appelle avarie *commune*, celle qui est soufferte volontairement pour le salut commun du navire et des marchandises, et avarie simple, celle qui est faite involontairement et qui profite soit au navire seul, soit aux marchandises seules.

S'il y a contrat à la grosse et assurance sur le même navire ou sur le même chargement, le produit des effets sauvés du naufrage est partagé entre le prêteur à la grosse pour son capital seulement, et l'assureur pour les sommes assurées, au marc le franc de leur intérêt respectif, sans préjudice des priviléges créés par la loi.

Soit, par exemple, des marchandises d'une valeur de 100,000 francs; un emprunt pour 40,000 francs et une assurance pour 60,000 francs. En cas de naufrage, l'assureur et le prêteur concourent au marc le franc sur le prodnit des effets sauvés.

TITRE DIXIÈME

Des assurances

SECTION Ire.

DU CONTRAT D'ASSURANCE, DE SA FORME, DE SON OBJET.

Le contrat d'assurance se fait par acte authentique ou par acte sous-signature privée (1). Les énonciations que doit contenir l'acte sont les suivantes, aux termes de l'article 332 :

« Le contrat d'assurance est rédigé par écrit. Il est daté du jour auquel il est souscrit. — Il y est énoncé si c'est avant ou après midi. — Il peut être fait sous signature privée. — Il ne peut contenir aucun blanc. — Il exprime — Le nom et le domicile de celui qui fait assurer, sa qualité de propriétaire ou de commissionnaire; — Le nom et la désignation du navire, — Le nom du capitaine, — Le lieu où les marchandises ont été ou doivent être chargées, — Le port d'où ce navire a dû ou doit partir, — Les ports ou rades dans lesquels il doit charger ou décharger, — Ceux dans lesquels il doit entrer, — La nature et la valeur ou l'estimation des marchandises ou objets que l'on fait assurer, — Les temps auxquels les risques doivent commencer et finir, — La somme assurée, — La prime ou le coût de l'assurance, — La soumission des parties à des arbitres en cas de contestation si elle a été convenue, — Et généralement toutes les autres conditions dont les parties sont convenues. »

La même police peut contenir plusieurs assurances, soit à raison des marchandises, soit à raison du prix de la prime, soit à raison de différents assureurs.

L'assurance peut avoir pour objet : Le corps et quille du vaisseau, vide ou chargé, armé ou non armé, seul ou accompagné, — Les agrès et apparaux, — Les armements, — Les victuailles, — Les sommes prêtées à la grosse, — Les marchandises ou chargement, et toutes autres choses ou valeurs estimables à prix d'argent, sujettes aux risques de la navigation.

L'assurance peut être faite sur le tout ou sur une partie des dits objets, con-

---

(1) Voy. FORMULAIRE, n° 70.

jointement ou séparément. Elle peut être faite en temps de paix ou en temps de guerre, avant ou pendant le voyage du vaisseau. Elle peut être faite pour l'aller et le retour, ou seulement pour l'un des deux, pour le voyage entier ou pour un temps limité; — Pour tous voyages et transports par mer, rivières et canaux navigables.

On dit que l'assurance est faite conjointement sur le tout, lorsqu'elle est faite sur *corps et facultés*, c'est-à-dire sur le navire et le chargement.

Les chargements faits aux échelles du Levant, aux côtes d'Afrique et autres parties du monde, pour l'Europe, peuvent être assurés sur quelque navire qu'ils aient lieu, sans désignation du navire ni du capitaine. Les marchandises elles-mêmes peuvent, en ce cas, être assurées sans désignation de leur nature et espèce. Mais la police doit indiquer celui à qui l'expédition est faite ou doit être consignée, s'il n'y a convention contraire dans la police d'assurance.

Tout effet dont le prix est stipulé dans le contrat en monnaie étrangère est évalué au prix que la monnaie stipulée vaut en monnaie de France, suivant le cours à l'époque de la signature de la police.

Si la valeur des marchandises n'est point fixée par le contrat, elle peut être justifiée par les factures ou par les livres : à défaut, l'estimation en est faite suivant le prix courant au temps et au lieu du chargement, y compris tous les droits payés et les frais faits jusqu'à bord.

Si l'assurance est faite sur le retour d'un pays où le commerce ne se fait que par troc, et que l'estimation des marchandises ne soit pas faite par la police, elle sera réglée sur le pied de la valeur de celles qui ont été données en échange, en y joignant les frais de transport.

On appelle commerce par troc, celui qui consiste dans le simple échange de marchandises. Les pays où se fait cette sorte de commerce sont très-rares.

L'assureur répond des risques pendant le temps fixé au contrat, et si un temps n'y est pas fixé, c'est pour le navire depuis le jour où il fait voile jusqu'au jour où il est amarré ou ancré au port de destination, et pour les marchandises, depuis le jour où elles sont chargées sur des bagarres pour être transportées au navire, jusqu'à celui où elles sont débarquées.

L'assureur court le risque, en cas de perte ou de dégradation de l'objet assuré, de payer le montant des pertes subies. Il peut lui-même, de ce chef, contracter une assurance.

De même, l'assuré étant exposé à une forte prime, a tout intérêt à ne pas la payer : il peut contracter une nouvelle assurance sur ce point, et la prime de réassurance est moindre ou plus forte que celle de l'assurance.

La circonstance d'une guerre survenue pendant le temps des risques, ne donne point droit à une augmentation de prime, à moins que cela ne soit spécifié dans la police d'assurance. Et si, dans ce cas, la quotité n'avait pas été déterminée, il appartiendrait aux tribunaux de le faire.

C'est le capitaine qui certifie pour les chargeurs, à l'égard des compagnies d'assurance, l'existence des marchandises et leur valeur ; mais s'il est lui-même chargeur, il doit fournir un connaissement signé par deux des principaux de l'équipage.

Pour empêcher les fraudes sur la valeur des marchandises chargées, la loi veut que tout homme de l'équipage et tout passager qui apportent des pays étrangers des marchandises assurées en France soient tenus d'en laisser un connaissement dans les lieux où le chargement s'effectue, entre les mains du consul de France, et, à défaut, entre les mains d'un Français notable négociant, ou du magistrat du lieu.

En cas de faillite de l'assureur ou de l'assuré pendant le temps des risques, la partie qui n'est point en faillite peut demander la résiliation du contrat, à moins qu'on ne lui donne une caution suffisante.

Toute réticence, toute fausse déclaration de la part de l'assuré, toute diffé-

rence entre le contrat d'assurance et le connaissement, qui diminueraient l'opinion du risque ou en changeraient le sujet, annulent l'assurance.

L'assurance est nulle, même dans le cas où la réticence, la fausse déclaration ou la différence n'auraient pas influé sur le dommage ou la perte de l'objet assuré.

L'assureur ne répond pas du fait des chargeurs. Ainsi, il ne répond pas des dommages ou pertes provenant du fait de l'assuré, des changements de route, de voyage ou de vaisseau; de déchets, diminution ou pertes qui arrivent par le vice propre de la chose; des prévarications ou fautes du capitaine connues sous le nom de *barâterie* du patron, c'est-à-dire des prévarications et révoltes de l'équipage.

Il n'est pas tenu non plus des dépenses suivantes, qui sont la conséquence de la navigation : droits de pilotage, touage et amarrage, à moins que ces frais ne soient la conséquence de quelque accident maritime.

L'assureur est déchargé des risques, et la prime lui est acquise, si l'assuré envoie le vaisseau en un lieu plus éloigné que celui qui est désignée dans le contrat, quoique sur la même route. L'assurance a son entier effet, si le voyage est raccourci.

Toutefois, il est évident que le montant de la prime serait plus ou moins élevé, selon la longueur du voyage si la prime était fixée à tant par jour ou par mois.

Si l'assurance a lieu divisément pour des marchandises qui doivent être chargées sur plusieurs vaisseaux désignés, avec énonciation de la somme assurée sur chacun, et si le chargement entier est mis sur un seul vaisseau, ou sur un moindre nombre qu'il en est designé dans le contrat, l'assureur n'est tenu que de la somme qu'il a assurée sur le vaisseau ou sur les vaisseaux qui ont reçu le chargement, nonobstant la perte de tous les vaisseaux désignés ; et il recevra néanmoins demi pour cent des sommes dont les assurances se trouvent annulées.

Toute assurance faite après la perte ou l'arrivée des objets assurés, est nulle, s'il y a présomption qu'avant la signature du contrat l'assuré a pu être informé de la perte ou l'assureur de l'arrivée des objets assurés.

Si plusieurs personnes ont donné des assurances séparées et successives, mais à la même date, et que le montant de toutes les polices n'excède pas la valeur des effets chargés, les assureurs, en cas de perte partielle, sont tous tenus au marc le franc de leur intérêt.

SECTION II

DES OBLIGATIONS DE L'ASSUREUR ET DE L'ASSURÉ

I. Obligations de l'assuré. — La principale obligation de l'assuré consiste à payer la prime. Il y a des cas où la prime entière n'est pas due.

Si le voyage est rompu avant le départ du vaisseau, même par le fait de l'assuré, l'assurance est annulée ; l'assureur reçoit, à titre d'indemnité, demi pour cent de la somme assurée.

Si l'assurance a lieu pour l'aller et le retour, moyennant une prime unique, qui prend le nom, dans ce cas, de *peine liée*, et si le vaisseau, étant parvenu à sa destination, il ne se fait point de chargement en retour, ou si le chargement en retour n'est pas complet, l'assureur reçoit seulement les deux tiers proportionnels de la prime convenue, s'il n'y a stipulation contraire.

Supposons que la prime est de 300 francs si le navire fait retour sans marchandises, l'assureur a droit à la moitié de la prime pour l'aller, puisque le navire était chargé, soit 150 francs, et aux deux tiers de l'autre moitié, soit 100 francs, en tout 250 francs.

Une autre obligation de l'assuré consiste à signifier à l'assureur, dans les trois jours de leur réception, les avis qu'il a reçus touchant les accidents du navire. Cette signification se fait par acte d'huissier.

II. Obligations de l'assureur. — Les obligations de l'assureur sont nombreuses. La principale consiste soit à payer la somme assurée en cas de perte des objets assurés, soit à indemniser l'assuré des avaries arrivées au navire.

Sont aux risques des assureurs, toutes pertes et dommages qui arrivent aux objets assurés, par tempête, naufrage, échouement, abordage fortuit, changements forcés de route, de voyage ou de vaisseau, par jet, feu, prise, pillage, arrêt par ordre de puissance, déclaration de guerre, représailles, et généralement par toutes les autres fortunes de mer.

Tantôt l'assuré a droit à la totalité de la somme assurée, par cela seul qu'il y a eu perte totale. Tantôt, c'est par suite de délaissement. Tantôt, il n'y a lieu qu'à une indemnité par suite d'avaries.

Nous verrons, ci-après, ce qu'on entend par délaissement et avaries.

SECTION III.

DU DÉLAISSEMENT.

Le délaissement est l'abandon à l'assureur par l'assuré de ce qui reste des objets assurés et de tous les droits relativement à ces objets, à la charge, par lui, de payer la somme entière portée dans la police.

Le délaissement se fait généralement par acte d'huissier.

Il n'a lieu que dans les cas spécialement désignés par la loi : en cas de prise, de naufrage, d'échouement avec bris, d'innavigabilité par fortune de mer; en cas d'arrêt d'une puissance étrangère, autrement dit *embargo*; en cas de perte ou détérioration des effets assurés, si la perte ou la détérioration va au moins à trois quarts. Il peut être fait, en cas d'arrêt de la part du gouvernement, après le voyage commencé.

Il ne peut être fait avant le voyage commencé, c'est-à-dire avant le commencement des risques du voyage.

Tous autres dommages que ceux énumérés plus haut sont réputés avaries, et se règlent entre les assureurs et les assurés, à raison de leurs intérêts

Le délaissement ne s'étend qu'aux effets qui sont l'objet de l'assurance et du risque. Il ne peut être partiel, c'est-à-dire s'appliquer à certains objets seulement, ni conditionnel, c'est-à-dire subordonné à une condition.

Le délaissement doit être fait aux assureurs dans le terme de six mois à partir du jour de la réception de la nouvelle de la perte arrivée aux ports ou côtes d'Europe ou sur celles d'Asie et d'Afrique dans la Méditerranée, ou bien, en cas de prise, de la réception de celle de la conduite du navire dans l'un des ports ou lieux situés aux côtes ci-dessus mentionnées; — Dans le délai d'un an après la réception de la nouvelle ou de la perte arrivée, ou de la prise conduite en Afrique en deçà du cap de Bonne-Espérance, ou en Amérique en deçà du cap Horn; — Dans le délai de dix-huit mois après la nouvelle des pertes arrivées ou des prises conduites dans toutes les autres parties du monde; — Et, ces délais passés, les assurés ne seront plus recevables à faire le délaissement.

Lorsque le navire est présumé perdu, le délaissement peut avoir lieu. Ainsi, si, après six mois expirés, à compter du jour du départ du navire ou du jour auquel se rapportent les dernières nouvelles reçues, pour les voyages ordinaires, — Après un an, pour les voyages de long cours, — L'assuré déclare n'avoir reçu aucune nouvelle de son navire, il peut faire le délaissement à l'assureur et demander le payement de l'assurance, sans qu'il soit besoin de l'attes-

tation de la perte. — Après l'expiration de six mois ou de l'an, l'assuré a, pour agir, les délais établis plus haut.

Dans le cas où le navire est assuré pour un temps limité, après l'expiration des délais établis comme ci-dessus pour les voyages ordinaires et pour ceux de long cours, la perte du navire est présumée arrivée dans le temps de l'assurance.

Sont réputés voyages de long cours, ceux qui se font aux Indes orientales; au Canada, à Terre-Neuve, etc.

Dans les trois jours des avis que l'assuré a reçus des accidents du navire, il est tenu de les signifier à l'assureur. Cette signification se fait par acte d'huissier.

L'assuré peut ajouter à cette signification qu'il entend faire le délaissement ou qu'il se réserve de le faire dans les délais légaux.

L'assuré est tenu, en faisant le délaissement, de déclarer toutes les assurances qu'il a faites ou fait faire, même celles qu'il a ordonnées, et l'argent qu'il a pris à la grosse, soit sur le navire, soit sur les marchandises; faute de quoi, le délai du payement, qui doit commencer à courir du jour du délaissement, sera suspendu jusqu'au jour où il fera notifier la dite déclaration, sans qu'il en résulte aucune prorogation du délai établi pour former l'action en délaissement.

En cas de déclaration frauduleuse, l'assuré est privé des effets de l'assurance : il est tenu de payer les sommes empruntées, nonobstant la perte ou la prise du navire.

Il est à craindre que l'assuré, en cas d'accident, ne fasse pas tous ses efforts pour sauver les objets assurés. On a dû lui assurer le recouvrement des frais occasionnés pour le sauvetage.

L'assurance est payable dans les trois mois de la signification du délaissement, à moins de convention contraire.

Les actes justificatifs du chargement, tels que connaissements, factures, etc., et ceux qui justifient de la perte, doivent être signifiés à l'assureur avant qu'il puisse être poursuivi pour le payement des sommes assurées.

Si l'assureur n'admet point les déclarations de l'assureur ou de l'assuré, il est admis. par le tribunal, à prouver, par toute sorte de moyens, que ces déclarations ne sont pas exactes; mais. en attendant, il paie la somme assurée, sauf à l'assuré de donner caution.

Le délaissement signifié et accepté volontairement par l'assurance, ou déclaré valable par le tribunal, produit des effets définitifs. L'assuré ne peut, sous aucun prétexte, pas même de l'arrivée du navire, réclamer les effets délaissés; de même, l'assureur ne peut se dispenser de payer la somme assurée,

Le fret des marchandises sauvées fait partie du délaissement et appartient à l'assureur.

En cas d'arrêt de la part d'une puissance, l'assuré est tenu de faire la signification, à l'assureur, dans les trois jours de la réception de la nouvelle.

Le délaissement des objets arrêtés ne peut être fait qu'après un délai de six mois de la signification, si l'arrêt a eu lieu dans les mers d'Europe, dans la Méditerranée ou dans la Baltique; Qu'après le délai d'un an, si l'arrêt a eu lieu en pays plus éloigné. — Ces délais ne courent que du jour de la signification de l'arrêt.

Dans le cas où les marchandises arrêtées seraient périssables, les délais ci-dessus mentionnés sont réduits à un mois et demi pour le premier cas, et à trois mois pour le second cas.

Pendant les délais portés par l'article précédent, les assurés sont tenus de faire toutes diligences qui peuvent dépendre d'eux, à l'effet d'obtenir la main-levée des effets arrêtés; pourront, de leur côté, les assureurs, ou de concert avec les assurés, ou séparément, faire toutes démarches à la même fin.

Le délaissement à titre d'innavigabilité ne peut être fait, si le navire échoué

peut être relevé, réparé et mis en état de continuer sa route pour le lieu de sa destination.

Dans ce cas, l'assuré conserve son recours sur les assureurs, pour les frais et avaries occasionnés par l'échouement.

Si le navire est *condamné*, c'est-à-dire s'il est déclaré innavigable par le juge du lieu où il est arrêté, l'assuré en donne connaissance à l'assureur par acte d'huissier dans les trois jours de l'avis qu'il a reçu.

Le capitaine est tenu. dans ce cas, de faire toutes diligences pour se procurer un autre navire à l'effet de transporter les marchandises au lieu de leur destination,

L'assureur court les risques des marchandises chargées sur un autre navire, dans le cas prévu par l'article précédent, jusqu'à leur arrivée et leur déchargement.

L'assureur est tenu, en outre, des avaries, frais de déchargement, magasinage, rembarquement, de l'excédant du fret, et de tous autres frais qui auront été faits pour sauver les marchandises, jusqu'à concurrence de la somme assurée.

Si, dans les délais de six mois ou d'un an, selon la distinction que nous avons faite plus haut, le capitaine n'a pu trouver un autre navire pour continuer sa route, le délaissement peut être fait.

Qu'arrive-t-il en cas de prise ? En cas de prise, si l'assuré n'a pu en donner avis à l'assureur, il peut racheter les effets sans attendre son ordre. L'assuré est tenu de signifier à l'assureur, aussitôt qu'il en aura les moyens, la *composition* qu'il aura faite, c'est-à-dire les conditions du rachat.

L'assureur a le choix de prendre la composition à son compte ou d'y renoncer; il est tenu de notifier son choix à l'assuré, dans les vingt-quatre heures qui suivent la signification de la composition. S'il déclare prendre la composition à son profit, il est tenu de contribuer, sans délai, au payement du rachat, dans les termes de la convention, et à proportion de son intérêt; et il continue de courir les risques du voyage, conformément au contrat d'assurance. S'il déclare renoncer au profit de la composition, il est tenu au payede la somme assurée, sans pouvoir rien prétendre aux effets rachetés. Lorsque l'assureur n'a pas notifié son choix dans le délai susdit. il est censé avoir renoncé au profit de la composition.

TITRE ONZIÈME

Des avaries.

Les avaries sont toutes dépenses extraordinaires faites pour le navire et les marchandises, conjointement ou séparément, et tout dommage arrivé au navire ou aux marchandises depuis leur départ et chargement jusqu'à leur retour et déchargemeut.

Il y a deux sortes d'avaries : les avaries grosses ou communes et les avaries simples ou particulières, et elles sont réglées comme nous allons le voir, à défaut de convention contraire des parties.

Sont avaries communes : 1° Les choses données par composition et à titre de rachat du navire et des marchandises; 2° Celles qui sont jetées à la mer; 3° Les câbles ou mâts rompus ou coupés; 4° Les ancres et autres effets abandonnés pour le salut commun; 5° Les dommages occasionnés par le jet aux marchandises restées dans le navire; 6° Les pansement et nourriture des matelots blessés en défendant le navire, les loyer et nourriture des matelots pendant la détention, quand le navire est arrêté en voyage par ordre d'une puis-

sance, et pendant les réparations des dommages volontairement soufferts pour le salut commun, si le navire est affrété au mois; 7° Les frais du déchargement pour alléger le navire et entrer dans un havre ou dans une rivière, quand le navire est contraint de le faire par tempête ou par la poursuite de l'ennemi; 8° Les frais faits pour remettre à flot le navire échoué dans l'intention d'éviter la perte totale ou la prise; Et, en général, les dommages soufferts volontairement et les dépenses faites d'après délibérations motivées, pour le bien et salut commun du navire et des marchandises, depuis leur déchargement.

Les avaries communes sont supportées par les marchandises et par la moitié du navire et du fret, au marc le franc de la valeur.

Le prix des marchandises se calcule d'après la valeur au lieu du déchargement.

Sont avaries particulières : 1° Le dommage arrivé aux marchandises par leur vice propre, par tempête, prise, naufrage ou échouement; 2° Les frais faits pour les sauver; 3° La perte des câbles, ancres, voiles, mâts, cordages, causée par tempête ou autre accident de mer; Les dépenses résultant de toutes relâches occasionnées soit par la perte fortuite de ces objets, soit par le besoin d'avitaillement, soit par voie d'eau à réparer; 4° La nourriture et les loyers des matelots pendant la détention, quand le navire est arrêté en voyage par ordre d'une puissance, et pendant les réparations qu'on est obligé d'y faire, si le navire est affrété au voyage; 5° La nourriture et le loyer des matelots pendant la quarantaine, que le navire soit loué au voyage ou au mois; Et, en général, les dépenses faites et le dommage souffert pour le navire seul, ou pour les marchandises seules, depuis leur chargement et départ jusqu'à leur retour et déchargement.

Ces avaries sont supportées et payées par le propriétaire de la chose qui a essuyé le dommage ou occasionné la dépense. Ainsi, si c'est le navire qui a été détérioré, c'est le propriétaire du navire qui devra supporter l'avarie, et il n'y aura plus lieu ici à une contribution entre le navire, les marchandises et le fret, comme s'il s'agissait de grosses avaries.

Le propriétaire du navire est responsable des avaries causées par la faute du capitaine, sauf son recours contre celui-ci.

Les lamanages, touages, pilotages, pour entrer dans les havres ou rivières. ou pour en sortir, les droits de congés, visites, rapports, tonnes, balises, ancrages et autres droits de navigation, ne sont point avaries; mais ils sont de simples frais à la charge du navire.

En cas d'abordage de navires, si l'événement a été purement fortuit, le dommage est supporté, sans répétition, par celui des navires qui l'a éprouvé. — Si l'abordage a été fait par la faute de l'un des capitaines, le dommage est payé par celui des navires qui l'a causé. — S'il y a doute dans les causes de l'abordage, le dommage est réparé à frais communs, et par égale portion, par les navires qui l'on fait et souffert. — Dans ces deux derniers cas, l'estimation du dommage est faite par experts.

Pour que la demande d'avaries soit recevable, il faut, s'il s'agit d'une avarie commune, qu'elle soit de plus de un pour cent de la valeur cumulative du navire et des marchandises, et, s'il s'agit d'une avarie particulière, qu'elle soit aussi de plus de un pour cent de la valeur endommagée.

La clause par laquelle l'assureur stipule qu'il sera *franc d'avaries*, c'est-à-dire qu'il ne répond des avaries communes ou particulières que dans les cas où elles donnent lieu au délaissement, est régulière. Mais, dans le cas où le délaissement est autorisé, les assurés ont droit ou de faire le délaissement ou d'agir par voie d'action d'avarie.

TITRE DOUZIÈME

Du jet et de la contribution.

I. DU JET. — On appelle *jet*, l'action de jeter dans la mer des objets chargés sur un navire, lorsque le navire est en danger de périr par tempête ou d'être pris par l'ennemi.

Il est juste qu'une pareille mesure ne soit pas prise à la légère, et il convient aussi que ce sacrifice fait dans un intérêt commun, soit supporté par chacun des intéressés proportionnellement. Nous allons voir comment la loi a pris soin de ces deux intérêts.

Si, par tempête ou par la chasse de l'ennemi, dit l'article 410, le capitaine se croit obligé, pour le salut du navire, de jeter en mer une partie de son chargement, de couper ses mâts ou d'abandonner ses ancres, il prend l'avis des intéressés au chargement qui se trouvent dans le vaisseau, et des principaux de l'équipage, — S'il y a diversité d'avis, celui du capitaine et des principaux de l'équipage est suivi (1).

Les choses les moins nécessaires, les plus pesantes et de moindre prix, sont jetées les premières, et ensuite les marchandises du premier pont, au choix du capitaine, et par l'avis des principaux de l'équipage.

Le capitaine est tenu de rédiger par écrit la délibération aussitôt qu'il en a les moyens. La délibération exprime. — Les motifs qui ont déterminé le jet. — Les objets jetés ou endommagés. — Elle présente la signature des délibérants ou les motifs de leur refus de signer. — Elle est transcrite sur le registre.

Au premier port où le navire abordera, le capitaine est tenu, dans les vingt-quatre heures de son arrivée, d'affirmer les faits contenus dans la délibération transcrite sur le registre.

Ici on n'appelle pas à la délibération les intéressés au chargement, parce qu'aucune d'eux ne voudrait faire le sacrifice de sa marchandise.

II. DE LA CONTRIBUTION. — La justice demande que les sacrifices faits pour le salut commun soient réparés par tous ceux qui en ont profité d'après une répartition proportionnelle.

Voici comment on procède à cette répartition.

L'état des pertes et dommages est fait dans le lieu du déchargement du navire, à la diligence du capitaine et par experts. Les experts sont nommés par le tribunal de commerce, si le déchargement se fait dans un port français.

Dans les lieux où il n'y a pas de tribunal de commerce, les experts sont nommés par le juge de paix. Ils sont nommés par le consul de France, et, à son défaut, par le magistrat du lieu, si la décharge se fait dans un port étranger.

Les experts prêtent serment avant de commencer leurs opérations.

Les marchandises jetées sont estimées suivant le prix courant du lieu du déchargement; leur qualité est constatée par la production des connaissements et des factures s'il y en a.

Les experts font la répartition des pertes et dommages. La répartition est rendue exécutoire par l'homologation du tribunal. Dans les ports étrangers, la répartition est rendue exécutoire par le consul de France, ou, à son défaut, par tout tribunal compétent sur les lieux.

La répartition pour le paiement des pertes et dommages est faite sur les ef-

---

(1) Voy. FORMULAIRE, n° 71.

fets jetés et sauvés, et sur moitié du navire et du fret, à proportion de leur valeur au lieu du déchargement.

On ne fait contribuer le navire que pour la moitié de sa valeur, parce qu'il faut tenir compte des réparations qu'il nécessite dans tous ces cas-là. On ne fait entrer en ligne de compte que la moitié du fret, parce que le fret n'est pas un pur bénéfice; il faut ôter le paiement des matelots, du capitaine, etc.

Si la qualité des marchandises a été déguisée par le connaissement et qu'elles se trouvent d'une plus grande valeur, elles contribuent sur le pied de leur estimation. si elles sont sauvées. Elles sont payées d'après la qualité désignée par le connaissement, si elles sont perdues. Si les marchandises déclarées sont d'une qualité inférieure à celle qui est indiquée par le connaissement, elles contribuent d'après la qualité indiquée par le connaissement, si elles sont sauvées. Elles sont payées sur le pied de leur valeur, si elles sont jetées ou endommagées.

Les munitions de guerre et de bouche, et les hardes des gens de l'équipage, ne contribuent point au jet; la valeur de celles qui auront été jetées sera payée par contribution sur tous les autres effets.

Les effets dont il n'y a pas de connaissement ou déclaration du capitaine ne sont pas payés s'ils sont jetés; ils contribuent s'ils sont sauvés.

Les effets chargés sur le tillac du navire contribuent s'ils sont sauvés. S'ils sont jetés, ou endommagés par le jet, le propriétaire n'est point admis à former une demande en contribution : il ne peut exercer son recours que contre le capitaine.

Il n'y a lieu à contribution pour raison du dommage arrivé au navire que dans le cas où le dommage a été fait pour faciliter le jet.

Si le jet ne sauve pas le navire il n'y a lieu à aucune contribution. Les marchandises sauvées ne sont point tenues du paiement ni du dédommagement de celles qui ont été jetées ou endommagées.

Si le jet sauve le navire, et si le navire, en continuant sa route, vient à se perdre, les effets sauvés contribuent au jet sur le pied de leur valeur en l'état où ils se trouvent, déduction faite des frais de sauvetage.

Les effets jetés ne contribuent en aucun cas au paiement des dommages arrivés depuis le jet aux marchandises sauvées. Les marchandises ne contribuent point au paiement du navire perdu, ou réduit à l'état d'innavigabilité.

Si, en vertu d'une délibération, le navire a été ouvert pour en extraire les marchandises, elles contribuent à la réparation du dommage causé au navire,

En cas de perte des marchandises mises dans des barques pour alléger le navire entrant dans un port ou une rivière, la répartition en est faite sur le navire et son chargement en entier. Si le navire part avec le reste de son chargement, il n'est fait aucune répartition sur les marchandises mises dans les alléges, quoiqu'elles arrivent à bon port.

Dans tous les cas ci-dessus exprimés, le capitaine et l'équipage sont privilégiés sur les marchandises ou le prix en provenant pour le montant de la contribution.

Si, depuis la répartition, les effets jetés sont recouvrés par les propriétaires, ils sont tenus de rapporter au capitaine et aux intéressés ce qu'ils ont reçu dans la contribution, déduction faite des dommages causés par le jet et des frais de recouvrement.

TITRE TREIZIÈME.

Des prescriptions.

Plusieurs prescriptions ont été édictées par la loi sur les opérations de commerce maritime, afin que chacun voie dans un très-bref délai où en sont ses affaires et puisse se livrer à d'autres spéculations.

Les prescriptions ordinaires sont de trente ans Tous les actes pour lesquels un plus court délai n'aura pas été indiqué, ne se prescriront que par cet espace de temps.

D'abord le capitaine ne peut, en aucun cas, acquérir la propriété du navire par prescription.

L'action en délaissement se prescrit par six mois, un an ou dix-huit mois, selon les distinctions que nous avons indiquées au chapitre du *délaissement.*

Toute action dérivant d'un contrat à la grosse, ou d'une police d'assurance, est prescrite après cinq ans, à compter de la date du contrat.

Sont prescrites un an après l'arrivée du navire : 1° Toutes actions en payement pour fret de navire, gages et loyers des officiers, matelots et autres gens de l'équipage, un an après le voyage fini ; 2° Pour nourriture fournie aux matelots par l'ordre du capitaine, un an après la livraison ; 3° Pour fournitures de bois et autres choses nécessaires aux constructions, équipement et avitaillement du navire, un an après ces fournitures faites ; 4° Pour salaires d'ouvriers, et pour ouvrages faits, un an après la réception des ouvrages ; 5° Toute demande en délivrance de marchandises, un an après livraison.

Mais ceux à qui on oppose la prescription d'un an peuvent déférer le serment à ceux qui l'opposent, sur la question de savoir s'il y a eu paiement.

Ici, comme partout ailleurs, la prescription peut être interrompue et notamment par une cédule, une obligation, un arrêté de compte,

On appelle *cédule* un écrit du débiteur par lequel il reconnaît la dette ; *obligation,* l'écrit du débiteur reconnaissant la dette par acte notarié ; *arrêté de compte,* l'écrit par lequel une personne reconnait que son compte, avec un autre, se solde au jour de l'arrêté par telle somme en avoir ou en débet.

Quand il y a eu dans l'année où court la prescription un de ces trois écrits, la prescription n'est plus alors que de trente ans à partir de l'écrit.

TITRE QUATORZIÈME

Des fins de non-recevoir

On entend par *fin de non-recevoir,* certains faits qui permettent de repousser l'action du demandeur, sens en apprécier le mérite. Ainsi :

Le chargeur doit examiner les marchandises qu'on lui délivre. S'il les croit avariées. il faut, sous peine d'être déclaré non-redevable contre le capitaine, ou, en cas d'assurance, contre les assureurs, qu'il signifie une protestation dans les vingt-quatre heures, et qu'il intente son action en justice dans le mois qui suit la protestation,

Si le capitaine a livré les marchandises et reçu son fret sans avoir protesté, et assigné, dans les délais ci-dessus indiqués, toutes actions contre l'affréteur pour avaries sont non-recevables.

Enfin, c'est dans les mêmes délais que doivent être faites toutes demandes en indemnité pour dommages causés par l'abordage, dans un lieu où le capitaine a pu agir,

---

LIVRE TROISIEME

DES FAILLITES ET BANQUEROUTES

(Loi du 28 mai 1838)

TITRE PREMIER

De la faillite

DISPOSITIONS GÉNÉRALES. — 437. Tout commerçant qui cesse ses paiements est en état de faillite. La faillite d'un commerçant peut être déclarée après son décès, lorsqu'il est mort en état de cessation de paiements. La déclaration de la faillite ne pourra être, soit prononcée d'office, soit demandée par les créanciers, que dans l'année qui suivra le décès.

Les deux conditions essentielles pour qu'il y ait faillite sont les suivantes à la qualité de commerçant, la cessation de paiements.

Les non-commerçants ne pourront jamais tomber en faillite; la position dans laquelle ils peuvent se trouver prend le nom de *déconfiture*.

Remarquons tout de suite la différence entre ces deux situations : dans la faillite, c'est un état de cessation de paiements, qui n'implique pas toujours un passif supérieur à l'actif; au contraire, dans la déconfiture, le passif dépasse toujours l'actif.

Il importe peu que ceux qui sont, *en fait*, commerçants, soient capables ou incapables, majeurs ou mineurs, français ou étrangers; qu'il s'agisse d'une société anonyme ou en nom collectif, etc.. du moment qu'ils font habituellement des actes de commerce, ils devront être déclarés en faillite.

Il sera difficile quelquefois de savoir si une telle profession est réellement commerciale ou civile, et si, par conséquent, ceux qui l'exercent, sont exposés à une faillite. C'est une question de fait que le tribunal de commerce aura à apprécier.

Quand un commerçant est-il en état de cessation de paiements ? Autre grave question, laissée à l'appréciation des tribunaux.

Mais ce qu'on peut bien dire, dès maintenant, c'est qu'il faut qu'il s'agisse d'engagements commerciaux, et non pas civils (1), et que ces engagements ne soient pas méconnus par le commerçant, pour qu'il y ait lieu à faillite. En d'autres termes. les créanciers d'un commerçant pour dettes civiles, les fournisseurs de sa maison particulière, le boulanger, le boucher, etc., ne pourraient pas faire mettre en faillite un commerçant, leur débiteur. En second lieu, le commerçant ne pourra être mis en faillite s'il proteste de nullité contre les créances en raison desquelles on le poursuit.

Le commerçant qui n'a qu'un créancier peut-il être mis en faillite, s'il cesse ses paiements ? Nul doute qu'une faillite ne puisse être déclarée, même dans ce cas-là.

---

(1) C'est, du moins, l'opinion la plus générale de la doctrine et de la jurisprudence; mais il y a controverse sur la question.

Avant la loi de 1838, on se demandait si la faillite pouvait être déclarée après le décès du commerçant Aucun doute ne peut s'élever aujourd'hui; mais il faut que la demande soit formée dans l'année du décès.

La faillite n'est pas la banqueroute. La faillite est souvent honorable, c'est la situation d'un commerçant honnête, mais malheureux. La banqueroute est la faillite accompagnée de fautes graves et d'actes coupables, qui exigent les sévérités des tribunaux criminels.

CHAPITRE PREMIER.

DE LA DÉCLARATION DE FAILLITE ET DE SES EFFETS.

438. Tout failli sera tenu, dans les trois jours de la cessation de ses payements, d'en faire la déclaration au greffe du tribunal de commerce de son domicile. Le jour de la cessation de payements sera compris dans les trois jours. — En cas de faillite d'une société en nom collectif, la déclaration contiendra le nom et l'indication du domicile de chacun des associés solidaires. Elle sera faite au greffe du tribunal dans le ressort duquel se trouve le siége du principal établissement de la société.

439. La déclaration du failli devra être accompagnée du dépôt du bilan, ou contenir l'indication des motifs qui empêcheraient le failli de le déposer. Le bilan contiendra l'énumération et l'évaluation de tous les biens mobiliers et immobiliers du débiteur, l'état des dettes actives et passives, le tableau des profits et pertes, le tableau des dépenses; il devra être certifié véritable, daté et signé par le débiteur.

440. — La faillite est déclarée par jugement du tribunal de commerce, rendu, soit sur la déclaration du failli, soit à la requête d'un ou de plusieurs créanciers, soit d'office. Ce jugement sera exécutoire provisoirement.

441. Par le jugement déclaratif de la faillite, ou par jugement ultérieur rendu sur le rapport du juge-commissaire, le tribunal déterminera, soit d'office, soit sur la poursuite de toute partie intéressée, l'époque à laquelle a eu lieu la cessation de payements. A défaut de détermination spéciale, la cessation de payements sera réputée avoir eu lieu à partir du jugement déclaratif de la faillite.

442. — Les jugements rendus en vertu des deux articles précédents, seront affichés et insérés par extraits dans les journaux, tant du lieu où la faillite aura été déclarée que de tous les lieux où le failli aura des établissements commerciaux, suivant le mode établi par l'article 42 du présent Code.

443. Le jugement déclaratif de la faillite emporte de plein droit, à partir de sa date, dessaisissement pour le failli de l'administration de tous ses biens, même de ceux qui peuvent lui échoir tant qu'il est en état de faillite. — A partir de ce jugement, toute action mobilière ou immobilière ne pourra être suivie ou intentée que contre les syndics. — Il en sera de même de toute voie d'exécution tant sur les meubles que sur les immeubles. — Le tribunal, lorsqu'il le jugera convenable, pourra recevoir le failli partie intervenante.

444. — Le jugement déclaratif de faillite rend exigibles, à l'égard du failli, les dettes passives non échues. — En cas de faillite du souscripteur d'un billet à ordre, de l'accepteur d'une lettre de change, ou du tireur à défaut d'acceptation, les autres obligés seront tenus de donner caution pour le payement à l'échéance, s'ils n'aiment mieux payer immédiatement.

445. Le jugement déclaratif de faillite arrête, à l'égard de la masse seulement, le cours des intérêts de toute créance non garantie par un privilége, par un nantissement ou par une hypothèque. — Les intérêts des créances garanties ne pourront être réclamés que sur les sommes provenant des biens affectés au privilége, à l'hypothèque ou au nantissement.

446. — Sont nuls et sans effet, relativement à la masse, lorsqu'ils auront été faits par le débiteur depuis l'époque déterminée par le tribunal comme étant celle de la cessation de ses payements, ou dans les dix jours qui auront précédé cette époque : Tous actes translatifs de propriétés mobilière ou immobilière à titre gratuit; — Tous payements, soit en espèces, soit par transport, vente, compensation ou autrement, pour dettes non échues, et pour dettes échues tous payements faits autrement qu'en espèces ou effets de commerce; — Toute hypothèque

conventionnelle ou judiciaire, et tous droits d'antichrèse ou de nantissement constitués sur les biens du débiteur pour dettes antérierement contractées.

447. Tous autres payements faits par le débiteur pour dettes échues, et tous autres actes à titre onéreux par lui passés après la cessation de ses payements et avant le jugement déclaratif de faillite, pourront être annulés si, de la part de ceux qui ont reçu du débiteur ou qui ont traité avec lui, ils ont eu lieu avec connaissance de la cessation de ses payements.

448. Les droits d'hypothèque et de privilége valablement acquis pourront être inscrits jusqu'au jour du jugement déclaratif de la faillite. — Néanmoins, les inscriptions prises après l'époque de la cessation de payements, ou dans les dix jours qui précèdent, pourront être déclarées nulles, s'il s'est écoulé plus de quinze jours entre la date de l'acte constitutif de l'hypothèque ou du privilége et celle de l'inscription. — Ce délai sera augmenté d'un jour, à raison de cinq myriamètres de distance entre le lieu où le droit d'hypothèque aura été acquis et le lieu où l'inscription sera prise.

449. Dans le cas où des lettres de change auraient été payées après l'époque fixée comme étant celle de la cessation de payements et avant le jugement déclaratif de faillite, l'action en rapport ne pourra être intentée que contre celui pour compte duquel la lettre de change aura été fournie. — S'il s'agit d'un billet à ordre, l'action ne pourra être exercée que contre le premier endosseur. Dans l'un et l'autre cas, la preuve que celui à qui on demande le rapport avait connaissance de la cessation de payements à l'époque de l'émission du titre devra être fournie.

450 (Ainsi modifié, par la loi du 12 février 1872). Les syndics auront, pour les baux des immeubles affectés à l'industrie ou au commerce du failli, y compris les locaux dépendant de ces immeubles et servant à l'habitation du failli et de sa famille, huit jours, à partir de l'expiration du délai accordé par l'article 492 du Code de commerce aux créanciers domiciliés en France pour la vérification de leurs créances, pendant lesquels ils pourront notifier au propriétaire leur intention de continuer le bail, à la charge de satisfaire à toutes les obligations des locataires.

Cette notification ne pourra avoir lieu qu'avec l'autorisation du juge-commissaire et le failli entendu.

Jusqu'à l'expiration de ces huit jours, toutes voies d'exécution sur les effets mobiliers servant à l'exploitation du commerce et de l'industrie du failli et toutes actions en résiliation du bail seront suspendues, sans préjudice de toutes mesures conservatoires et du droit qui serait acquis au propriétaire de reprendre possession des lieux loués.

Dans ce cas, la suspension des voies d'exécution établie au présent article cessera de plein droit.

Le bailleur devra, dans les quinze jours qui suivront la notification qui lui sera faite par les syndics, former sa demande en résiliation.

Faute par lui de l'avoir formée dans le dit délai, il sera réputé avoir renoncé à se prévaloir des causes de résiliation déjà existantes à son profit.

I. DÉCLARATION DE FAILLITE. — Tout commerçant qui cesse ses payements doit en faire la déclaration au greffe du tribunal de commerce ou civil de son domicile, dans les trois jours de la cessation Ce délai, très-court, a été fixé pour que les tiers fussent prévenus le plus tôt possible d'un état qui les intéresse.

On se demande si une société anonyme peut être déclarée en faillite. La raison de douter est que la loi a omis de dire qui devrait faire le dépôt du bilan et ce qu'il devrait contenir; mais nous pensons qu'une si légère omission n'est pas suffisante pour soustraire les sociétés anonymes à une déclaration de faillite, lorsqn'elles auront cessé leurs payements.

La loi veut que le commerçant, en déclarant qu'il a cessé ses payements, dépose son bilan.

Qu'est-ce que le bilan d'un commerçant (1) ? C'est un tableau destiné à éclairer le tribunal et les créanciers de la faillite sur les causes de cette situa-

---

(3) Voy. FORMULAIRE, nº 72.

tion malheureuse, les circonstances où elle s'est produite. Ce tableau doit permettre aux juges de fixer l'époque de la cessation des payements.

Les commerçants doivent-ils, pour établir leur bilan, remonter jusqu'à l'époque où ils ont commencé leur commerce, ou seulement jusqu'aux dix ans du jour de la cessation de payements, puisque la loi commerciale ne les astreint à garder leurs livres que pendant dix ans.

C'est une question controversée. Nous pensons que le commerçant doit remonter aussi haut que possible dans les années qui précèdent.

Si, dans les trois jours de la cessation de ses payements, le commerçant ne peut établir son bilan, il fait une déclaration dans ce sens au même greffe (1).

Quand ce dépôt a été fait, le tribunal rend un jugement qui déclare la faillite.

Au reste, la faillite peut être déclarée d'office par le tribunal, ou sur la poursuite d'un créancier.

Ce jugement, qui déclare la faillite, est exécutoire provisoirement, c'est-à-dire bien qu'il soit attaqué par la voie de l'opposition, de l'appel ou de toute autre manière.

Le tribunal a non-seulement la mission de déclarer la faillite, mais encore de déterminer l'époque de la cessation de payements. Il le fait ordinairement dans le jugement déclaratif de faillite. S'il n'en a pas indiqué, la cessation de payements est censée avoir eu lieu à partir du jugement déclara tif de faillite.

Ces jugements sont connus des tiers par des insertions faites dans les journaux du domicile du failli.

EFFETS DE LA DÉCLARATION DE FAILLITE A L'ÉGARD DE LA FORTUNE DU FAILLI. — La déclaration de faillite produit quatre effets principaux relativement à la fortune du failli.

1° *Dessaisissement.* — A partir du jugement qui déclare la faillite, le failli est dessaisi de l'administration de tous ses biens. C'est le syndic qui agit dans l'intérêt de la masse des créanciers, et tous les actes qui pourraient préjudicier à la masse des créanciers, et qui seraient faits par le failli, seraient nuls et non avenus, quelle que fût la bonne foi de ceux qui auraient traité avec le failli.

C'est contre le syndic que les créanciers agissent, de même que c'est le syndic qui agit en justice pour exercer les actions que rend nécessaire le recouvrement des créances du failli.

Mais le failli conserve et exerce seul les droits attachés à la personne, comme celui de former une demande en séparation de corps, une demande en désaveu, etc.

2° *Suspcnsion des poursuites.* — Le jugement déclaratif de faillite a un autre effet : celui de suspendre les poursuites contre le failli. Aucune poursuite ne peut plus être faite contre lui; toutes les réclamations sont concentrées entre les mains des syndics auxquels les créanciers déposent l'état de leur créance, ce qui évite des frais considérables.

Mais il y a uue exception en faveur des créanciers privilégiés, hypothécaires, ou garantis par un nantissement. Ces créanciers peuvent exercer le recouvrement de leur créance, si elle est exigible, mais seulement sur l'immeuble grevé de privilége ou d'hypothèque ou l'objet donné en nantissement.

3° *Exigibilité des créances contre le failli.* — Le jugement déclaratif de faillite rend exigibles les dettes du failli, civiles ou commerciales. Ainsi, un billet

---

(1) Voy. FORMULAIRE n° 73.

à ordre souscrit par le failli à l'échéance du premier janvier devient exigible le premier décembre, si la faillite est déclarée ce jour-là.

Mais ce n'est qu'au regard du failli que l'exigibilité a lieu; si un autre débiteur est engagé solidairement avec le failli au payement du billet à ordre, ce n'est qu'au jour de l'échéance, au premier janvier, que le payement pourra lui en être réclamé.

4° Cessation du cours des intérêts.—Il est juste que, dans une situation aussi malheureuse pour les créanciers, que la faillite de leur débiteur, la position de tous ceux qui ne sont point privilégiés, soit égale. Tel ne serait pas le résultat, si les intérêts continuaient à courir : les grosses créances absorberaient l'actif au détriment des petites.

C'est en considération de ces éventualités, que le législateur a décrété que les intérêts ne courraient plus à partir de la déclaration de faillite.

Mais il faut bien entendre cette règle : ce n'est que dans le rapport des créanciers entre eux ou, pour parler le langage juridique, à *l'égard de la masse* (1) *des créanciers* que cesse le cours des intérêts. Vis-à-vis du failli, ils courent toujours, et ils pourront lui être réclamés s'il revient dans une position meilleure, soit qu'on soit obligé de le poursuivre pour se faire payer, soit que, pour se réhabiliter, il se présente comme prêt à désintéresser entièrement ses créanciers.

Voilà les quatre effets principaux du jugement déclaratif de faillite qui atteignent plus spécialement sa fortune. Voyons maintenant quels sont les effets de ce jugement relativement aux actes qui l'ont précédé.

III. — Effets de la déclaration de faillite relativement aux actes qui l'ont précédée. — Quand un commerçant est sur le point de cesser ses payements, et qu'il lutte en désespéré pour éviter la faillite, pour peu que son honnêteté chancelle, il est sollicité par les plus coupables desseins : il peut avoir les complaisances les plus frauduleuses. La loi a prévu cette situation, et elle se défie de la validité, de la sincérité des actes ainsi passés à la veille d'une catastrophe. Elle déclare nuls de plein droit certains d'entre eux, et laisse aux juges le soin d'apprécier la valeur des autres.

Ceux que la loi déclare nuls et non avenus de plein droit, relativement à la masse, lorsqu'ils ont eu lieu après l'époque de la cessation de payements ou dans les dix jours qui l'ont précédée, sont les suivants :

1° *Tous actes translatifs de propriété mobilière ou immobilière à titre gratuit.* — Celui qui ne peut payer ses débiteurs et qui est obligé de se déclarer en faillite, ne doit pas avoir le droit de disposer de ses biens à titre gratuit, c'est-à-dire de les donner. Ce serait la spoliation la plus odieuse de ceux qui ont eu confiance en lui.

2° *Le payement de toutes dettes non-échues.* — Le failli a payé une dette non échue pendant la cessation de ses payements. Pourquoi? Pourquoi a-t-il payé un créancier dont la dette n'est pas échue, alors que les autres, dont la dette était échue, n'ont pu l'être? Ceci paraît bien une fraude, et, en tous cas, la loi considère ce payement comme nul et non aveu.

Il en est ainsi, quelque soit le mode employé pour le failli pour payer, qu'il ait payé par effets de commerce, argent comptant ou de toute autre manière.

---

(1) Cette expression, que nous retrouverons souvent, signifie les intérêts collectifs de tous les créanciers réunis entre les mains du syndic.

3° *Le payement de dettes échues, s'il a été fait autrement qu'en espèces ou effets de commerce.* — On suppose que si le créancier a accepté des bijoux, des meubles, etc., en payement, ce qui est extraordinaire, c'est qu'il connaissait la situation précaire du débiteur, sa cessation de payement qui existait en fait ou allait avoir lieu dans quelques jours, et, par conséquent, que ce payement n'est point régulier.

Les warrants peuvent-ils être considérés comme effets de commerce servant à opérer un payement valable ? Nous pensons que ce sont bien de vrais effets de commerce ; mais il en est autrement des récépissés. Dans ce dernier cas, il y aurait eu réalité payement par cession de marchandises, et ce payement est frappé de nullité.

4° Les hypothèques conventionnelles ou judiciaires. et les droits d'antichrèse ou de nantissement constitués sur les biens du débiteur pour dettes antérieurement contractées. — C'est le même motif que pour le payement des dettes non échues qui a fait déclarer nuls les actes que nous venons d'énumérer. En effet, au moment où les dettes ont été contractées, le créancier n'avait exigé aucune de ces garanties ; aujourd'hui que les affaires de son débiteur vont plus mal, il se les fait accorder. C'est qu'évidemment il connaît la situation de ce débiteur.

Maintenant, quels sont les actes qui *peuvent* être annulés par les tribunaux, à la condition qu'il soit prouvé que les créanciers qui ont traité avec le failli avaient connaissance de la cessation de payement ? Les articles 447 et 448 répondent à cette question Ce sont :

1° Tous payements autres que ceux nuls de plein droit dont nous avons parlé, et passés depuis la cessation de payements ;

2° Les priviléges ou hypothèques pour lesquels on n'a pris inscription, depuis la cessation de payements ou dans les dix jours précédents, que plus de quinze jours après la date de l'acte qui les constate.

Mais les droits d'hypothèque et de privilége valablement acquis pourront être inscrits jusqu'au jour de la déclaration de faillite.

IV. Droits du propriétaire, en cas de faillite. — Ces droits ont été parfaitement déterminés par la loi du 12 février 1872 que nous citons plus haut sous l'article 450.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DE LA NOMINATION DU JUGE-COMMISSAIRE.

451. Par le jugement qui déclarera la faillite, le tribunal de commerce désignera l'un de ses membres pour juge commissaire.

452. Le juge-commissaire sera chargé spécialement d'accélérer et de surveiller les opérations et la gestion de la faillite. — Il fera au tribunal de commerce le rapport de toutes les contestations que la faillite pourra faire naître, et qui seront de la compétence de ce tribunal.

453. Les ordonnances du juge-commissaire ne seront susceptibles de recours que dans les cas prévus par la loi. Ces recours seront portés devant le tribunal de commerce.

454. Le tribunal de commerce pourra, à toutes les époques, remplacer le juge-commissaire de la faillite par un autre de ses membres.

Le jugement déclaratif de faillite confie à un des membres du tribunal le soin de *surveiller* et *accélérer* les opérations de la faillite : c'est le juge-commissaire. Ce magistrat connaît de toutes les difficultés qui naissent au cours des opérations. Il en tranche quelques-unes, et fait le rapport des autres au tribunal, en demandant une décision. Ses ordonnances sont, en général, sans appel, car elles concernent des mesures provisoires et conservatoires. Cepen-

dant nous verrons plus loin que des recours sont admis quelquefois contre les décisions du juge-commissaire, et ces recours sont alors portés devant le tribunal.

Le tribunal peut changer à tout époque le juge commissaire.

CHAPITRE TROISIÈME.

DE L'APPOSITION DES SCELLÉS ET DES PREMIÈRES DISPOSITIONS A L'ÉGARD DE LA PERSONNE DU FAILLI.

455. Par le jugement qui déclarera la faillite, le tribunal ordonnera l'apposition des scellés et le dépôt de la personne du failli dans la maison d'arrêt pour dettes, ou la garde de sa personne par un officier de police ou de justice, ou par uu gendarme. — Néanmoins, si le juge-commissaire estime que l'actif du failli peut être inventorié en un seul jour, il ne sera point apposé de scellés et il devra être immédiatement procédé à l'inventaire. — Il ne pourra, en cet état, être reçu contre le failli d'écrou ou recommandation pour aucune espèce de dette.

456. Lorsque le failli se sera conformé aux articles 438 et 439, et ne sera point, au moment de la déclaration, incarcéré pour dette ou pour autre cause, le tribunal pourra l'affranchir du dépôt ou de la garde de sa personne. La disposition du jugement qui affranchirait le failli du dépôt ou de la garde de sa personne pourra toujours, suivant les circonstances, être ultérieurement rapportée par le tribunal de commerce, s'il y a lieu,

457. Le greffier du tribunal de commerce adressera sur-le-champ, au juge de paix, avis de la disposition du jugement qui aura ordonné l'apposition des scellés, — Le juge de paix pourra, même avant ce jugement, apposer les scellés, soit d'office, soit sur la réquisition d'un ou plusieurs créanciers, mais seulement dans le cas de disparition du débiteur ou de détournement de tout ou partie de son actif.

458. Les scellés seront apposés sur les magasins, comptoirs, caisses, portefeuilles, livres, papiers, meubles et effets du failli. — En cas de faillite d'une société en nom collectif, les scellés seront apposés, non seulement dans le siége principal de la société, mais encore dans le domicile séparé de chacun des associés solidaires. Dans tous les cas, le juge de paix donnera, sans délai, au président du tribunal de commerce, avis de l'apposition des scellés.

459. Le greffier du tribunal de commerce adressera, dans les vingt-quatre heures, au procureur dela République du ressort, extrait des jugements déclaratifs de la faillite mentionnant les principales indications et dispositions qu'ils contiennent.

460. Les dispositions qui ordonneront le dépôt de la personne du failli dans une maison d'arrêt pour dettes, ou la garde de sa personne, seront exécutées à la diligence, soit du ministère public, soit des syndics de la faillite.

461. Lorsque les deniers appartenant à la faillite ne pourront suffire immédiatement aux frais du jugement de déclaration de la faillite, d'affiche et d'insertion de ce jugement dans les journaux, d'apposition des scellés, d'arrestation et d'incarcération du failli, l'avance de ces frais sera faite sur ordonnance du juge-commissaire, par le trésor public, qui en sera remboursé par priviége sur les premiers recouvrements, sans préjudice du privilége du propriétaire.

Deux mesures principales peuvent être prises, en cas de faillite, contre la personne du failli : 1° l'apposition des scellés; 2° l'arrestation du failli.

1° *Apposition des scellés.* — Par le jugement déclaratif de faillite, l'apposition des scellés est ordonnée. Le juge-commissaire ne pourra se dispenser de les faire apposer que s'il estime que l'actif du failli peut être inventorié en un seul jour

Le greffier du tribunal prévient immédiatement le juge de paix du domicile du failli, qui doit apposer les scellés.

Du reste, le juge de paix peut procéder à cette apposition soit de lui-même, soit sur la demande d'un creancier, si le failli a disparu ou s'il a détourné tout ou partie de l'actif.

Les scellés sont apposés dans l'établissement commercial et dans les appartements du failli. S'il s'agit d'une société en nom collectif, les scellés sont apposés chez tous les associés; si c'est une société en commandite, chez les associés solidaires seulement.

Après cette apposition des scellés, il est procédé à l'inventaire.

2° *Arrestation du failli.* — Lorsque le tribunal juge qu'il peut y avoir fraude ou imprudence dans une faillite, il ordonne que le failli sera déposé dans une maison d'arrêt pour dettes ou qu'il sera confié à la garde soit d'un officier de police ou de justice, soit d'un gendarme.

Quand la contrainte par corps existait encore, on pouvait, dès le moment de la déclaration de faillite, faire écrouer ou *recommander* le failli

Quand le failli a fait lui même sa déclaration de faillite et son dépôt de bilan, le tribunal peut l'affranchir de la garde de sa personne et du dépôt.

Si, cependant, un dépôt avait été ordonné, ce dépôt cesse sur la proposition soit du juge-commissaire ou du syndic, soit du failli, dès qu'il ne paraît plus nécessaire. sauf à être ordonné plus tard, si on trouve des fraudes. Un créancier peut former opposition à l'élargissement du failli, à la délivrance d'un *sauf-conduit* : il expose ses raisons au tribunal, qui apprécie (1).

CHAPITRE QUATRIÈME.

DE LA NOMINATION ET DES REMPLACEMENTS DES SYNDICS PROVISOIRES.

462. Par le jugement qui déclarera la faillite, le tribunal de commerce nommera un ou plusieurs syndics provisoires. — Le juge-commissaire convoquera immédiatement les créanciers présumés à se réunir dans un délai qui n'excédera pas quinze jours. Il consultera les créanciers présents à cette réunion, tant sur la composition de l'état des créanciers présumés que sur la nomination de nouveaux syndics. Il sera dressé procès-verbal de leurs dires et observations, lequel sera représenté au tribunal. — Sur le vu de ce procès-verbal et de l'état des créanciers présumés, et sur le rapport du juge-commissaire, le tribunal nommera de nouveaux syndics ou continuera les premiers dans leurs fonctions. — Les syndics ainsi institués sont définitifs; cependant ils peuvent être remplacés par le tribunal de commerce, dans les cas et suivant les formes qui seront déterminés. — Le nombre des syndics pourra être, à toute époque, porté jusqu'à trois; ils pourront être choisis parmi les personnes étrangères à la masse, et recevoir, quelle que soit leur qualité, après avoir rendu compte de leur gestion, une indemnité que le tribunal arbitrera sur le rapport du juge commissaire.

463 Aucun parent ou allié du failli, jusqu'au quatrième degré inclusivement, ne pourra être nommé syndic.

464. Lorsqu'il y aura lieu de procéder à l'adjonction ou au remplacement d'un ou plusieurs syndics, il en sera référé, par le juge-commissaire, au tribunal de commerce, qui procédera à la nomination suivant les formes établies par l'article 462.

465. S'il a été nommé plusieurs syndics, ils ne pourront agir que collectivement; néanmoins, le juge-commissaire peut donner à un ou plusieurs d'entre eux des autorisations spéciales à l'effet de faire séparément certains actes d'administrations; dans ce dernier cas, les syndics autorisés seront seuls responsables.

466. S'il s'élève des réclamations contre quelqu'une des opérations des syndics, le juge-commissaire statuera, dans le délai de trois jours, sauf recours devant le tribunal de commerce. Les décisions du juge-commissaire sont exécutoires par provision.

467. Le juge-commissaire pourra, soit sur les réclamations à lui adressées par le failli ou par des créanciers, soit même d'office, proposer la révocation d'un ou plusieurs des syndics.

---

(1) Voy. FORMULAIRE, n° 74.

Si, dans les huit jours, le juge-commissaire n'a pas fait droit aux réclamations qui lui ont été adressées, ces réclamations pourront être portées devant le tribunal. Le tribunal, en chambre du conseil, entendra le rapport du juge-commissaire et les explications des syndics, et prononcera à l'audience sur la révocation.

Le dessaisissement qu'emporte le jugement déclaratif de faillite, nécessite la nomination d'un syndic, qui devra administrer à la place du failli. — Ses fonctions sont provisoires et ne deviendront définitives qu'après ratification par les créanciers du choix fait par le tribunal. Aussi porte-t-il le nom de syndic provisoire.

Il s'occupe des premières mesures à prendre, comme arrestation du failli, apposition des scellés et inventaires.

Aussitôt après l'accomplissement de ces premières formalités, le juge-commissaire appelle les créanciers en assemblée générale et leur demande les renseignements utiles pour connaître l'importance de l'actif et du passif; il les consulte sur le maintien ou le remplacement du syndic provisoire. Le syndic, soit qu'il soit maintenu, soit qu'il soit remplacé, prend alors le nom de syndic définitif.

Les créanciers, même non convoqués, peuvent se rendre à l'assemblée et prendre part aux délibérations.

Les créanciers d'un failli peuvent s'y rendre en personne ou se faire représenter par un mandataire spécial, auxquels ils donnent un pouvoir (1) qui lui permet de suivre la faillite jusqu'au bout.

Il peut être nommé un ou plusieurs syndics, jusqu'à trois syndics.

Lorsqu'ils sont plusieurs, ils ne peuvent agir que collectivement, et ils sont solidairement responsables, à moins que l'un deux ne soit spécialement chargé de certains actes d'administration par le juge-commissaire.

Le failli et les créanciers ont le droit de critiquer un acte fait par le syndic. La réclamation est portée devant le juge-commissaire, qui statue dans les trois jours Sa décision est exécutoire par provision, à cause de l'urgence; mais on peut en faire appel au tribunal de commerce.

Ils ont aussi le droit de proposer la révocation des syndics. Leurs plaintes sont portées devant le juge-commissaire, qui statue dans les huit jours. S'il n'a pas statué dans le délai, la réclamation est portée au tribunal même.

CHAPITRE CINQUIÈME

DES FONCTIONS DES SYNDICS.

SECTION 1re.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

468. Si l'apposition des scellés n'avait point eu lieu avant la nomination des syndics, ils requerront le juge de paix d'y procéder.

469. Le juge-commissaire pourra également, sur la demande des syndics, les dispenser de faire placer sous les scellés, ou les autoriser à en faire extraire : — 1° Les vêtements, hardes, meubles et effets nécessaires au failli et à sa famille, et dont la délivrance sera autorisée par le juge-commissaire sur l'état que lui en soumettront les syndics; — 2° Les objets sujets à dépérissement prochain ou à dépréciation imminente ; — 3° Les objets servant à l'exploitation du

---

(1) Voy. FORMULAIRE, n° 75.

fonds de commerce, lorsque cette exploitation ne pourrait être interrompue sans préjudice pour les créanciers. — Les objets compris dans les deux paragraphes précédents seront de suite inventoriés avec prisée par les syndics, en présence du juge de paix, qui signera le procès-verbal.

470. La vente des objets sujets à dépérissement ou à dépréciation imminente, ou dispendieux à conserver, et l'exploitation du fonds de commerce, auront lieu à la diligence des syndics, sur l'autorisation du juge-commissaire.

471. Les livres seront extraits des scellés et remis, par le juge de paix, aux syndics, après avoir été arrêtés par lui; il constatera sommairement, par son procès-verbal, l'état dans lequel ils se trouveront. Les effets de portefeuille à courte échéance ou susceptibles d'acceptation, ou pour lesquels il faudra faire des actes conservatoires, seront aussi extraits des scellés par le juge de paix, décrits et remis aux syndics pour en faire le recouvrement. Le bordereau en sera remis au juge-commissaire. — Les autres créances seront recouvrées par les syndics sur leurs quittances. Les lettres adressées au failli seront remises aux syndics, qui les ouvriront; il pourra, s'il est présent, assister à l'ouverture.

472. Le juge-commissaire, d'après l'état apparent des affaires du failli, pourra proposer sa mise en liberté, avec sauf-conduit provisoire de sa personne. Si le tribunal acorde le sauf-conduit, il pourra obliger le failli à fournir caution de se représenter, sous peine de payement d'une somme que le tribunal arbitrera, et qui sera dévolue à la masse.

473. A défaut, par le juge commissaire, de proposer un sauf-conduit pour le failli, ce dernier pourra présenter sa demande au tribunal de commerce, qui statuera, en audience publique, après avoir entendu le juge-commissaire.

474. Le failli pourra obtenir pour lui et sa famille, sur l'actif de sa faillite, des secours alimentaires, qui seront fixés, sur la proposition des syndics, par le juge-commissaire, sauf appel au tribunal, en cas de contestation.

475. Les syndics appelleront le failli auprès d'eux pour clore et arrêter les livres en sa présence. — S'il ne se rend pas à l'invitation, il sera sommé de comparaître dans les quarante-huit heures, au plus tard. — Soit qu'il ait ou non obtenu un sauf-conduit, il pourra comparaître par fondé de pouvoirs, s'il justifie de causes d'empêchement reconnues valables par le juge-commissaire.

476. Dans le cas où le bilan n'aurait pas été déposé par le failli, les syndics le dresseront immédiatement à l'aide des livres et papiers du failli, et des renseignements qu'ils se procureront, et il le déposeront au greffe du tribunal de commerce.

477. Le juge-commissaire est autorisé à entendre le failli, ses commis et employés et toute autre personne, tant sur ce qui concerne la formation du bilan que sur les causes et les circonstances de la faillite.

478. Lorsqu'un commerçant aura été déclaré en faillite après son décès, ou lorsque le failli viendra à décéder après la déclaration de la faillite, sa veuve, ses enfants et ses héritiers pourront se présenter ou se faire représenter pour le suppléer dans la formation du bilan, ainsi que dans toutes les autres opérations de la faillite.

Nous allons parler des fonctions des syndics dans la faillite. Ces fonctions sont diverses, et ont été développées dans un certain nombre de sections, que nous allons expliquer successivement.

La première section est consacrée aux idées générales qui dominent toute la matière.

Les syndics feront tout d'abord procéder à l'apposition des scellés, si elle n'a déjà eu lieu, et à l'inventaire de l'actif et du passif du failli.

S'il y a des objets dispendieux à conserver, ou sujets à dépérissement, ils se feront autoriser, par le juge-commissaire, à les vendre.

S'il y a lieu de continuer l'exploitation du fonds de commerce, les syndics en obtiendront également l'autorisation du juge-commissaire.

Les livres sont remis aux syndics après avoir été arrêtés par le juge-commissaire.

Les effets de commerce sont remis aux syndics pour les faire accepter ou pour les faire payer.

Ce qui est à remarquer, c'est que la personne du failli disparaît, et que le syndic le remplace complétement. C'est le syndic qui poursuit les débiteurs du failli; c'est le syndic qui répond aux demandes formées par ses créanciers. Le failli ne peut ester en justice par lui-même, c'est le syndic qui agit en son nom. Bien plus, les lettres du failli sont remises à son syndic, qui les ouvre; le failli pourra seulement, s'il est présent, assister à leur ouverture. Cette prescription, un peu sévère, a pour objet de fournir au syndic tous les éléments pour connaître la situation de la faillite. Du reste, ces lettres peuvent contenir de l'argent, qui revient à la masse.

Cependant il y a des droits tellement personnels, tellement liés à la personne, que le failli en conserve l'exercice. Tels sont : le droit d'autoriser sa femme à ester en justice, le droit de défendre à une demande en séparation de corps, etc.

Si le bilan n'a pas été déposé par le failli, les syndics sont chargés de le dresser. Ils s'entourent, à cet effet, de tous les renseignements propres à les éclairer; ils interrogent les livres, ils s'adressent aux employés.

Le juge commissaire entend aussi le failli et ses commis pour s'enquérir des causes de la faillite, afin d'être éclairé complétement sur la situation; mais il n'a aucun moyen de les forcer à se rendre en son cabinet.

Il peut être accordé un sauf-conduit au failli par le tribunal de commerce, en tout état de faillite, sur la proposition, soit du syndic, soit du juge-commissaire, soit du failli lui-même, qui adresse à cet effet une requête au tribunal (1).

Il peut aussi être accordé des secours alimentaires au failli et à la famille par le juge-commissaire. Si ce dernier s'y refuse, le failli peut s'adresser au tribunal.

Les livres et les comptes sont arrêtés par les syndics. Comme le failli est plus à même que personne de donner des renseignements utiles pour ces arrêtés de compte, il y est appelé, et, s'il ne comparaît pas sur la demande amiable qui lui est faite, le syndic lui fait une sommation par huissier de comparaître dans les quarante-huit heures, afin de bien faire constater sa mauvaise volonté.

Si la faillite a été déclarée après le décès du failli, sa veuve ou ses héritiers doivent dresser le bilan, ou, du moins, en fournir les éléments au syndic.

SECTION II

DE LA LEVÉE DES SCELLÉS ET DE L'INVENTAIRE.

479. Dans les trois jours, les syndics requerront la levée des scellés et procéderont à l'inventaire des bien du failli, lequel sera présent ou dûment appelé.

480. L'inventaire sera dressé en double minute par les syndics, à mesure que les scellés seront levés, et en présence du juge de paix, qui le signera à chaque vacation. L'une de ses minutes sera déposée au greffe du tribunal de commerce, dans les vingt-quatre heures; l'autre restera entre les mains des syndics. — Les syndics seront libres de se faire aider, pour sa rédaction, comme pour l'estimation des objets, par qui ils jugeront convenable. — Il sera fait récolement des objets qui, conformément à l'article 469, n'auraient pas été mis sous les scellés et auraient déjà été inventoriés et prisés.

481. En cas de déclaration de faillite après décès, lorsqu'il n'aura point été fait d'inventaire, il y sera procédé immédiatement, dans les formes du précédent article, et en présence des héritiers, ou eux dûment appelés.

---

(1) Voy. FORMULAIRE, nº 76.

482. En toute faillite, les syndics, dans la quinzaine de leur entrée ou de leur maintien en fonctions, seront tenus de remettre au juge-commissaire un mémoire ou compte sommaire de l'état apparent de la faillite, de ses principales causes et circonstances, et des caractères qu'elle parait avoir. — Le juge-commissaire transmettra immédiatement les mémoires, avec ses observations, au procurenr de la République. S'ils ne lui ont pas été remis dans les délais prescrits, il devra en prévenir le procureur de la République et lui indiquer les caúses du retard.

483. Les officiers du ministère public pourront se transporter au domicile du failli et assister à l'inventaire. — Ils auront, à toute époque, le droit de requérir communication de tous les actes, livres ou papiers relatifs à la faillite.

Si les syndics ne requéraient point, dans les trois jours de leur nomination, la levée des scellés et l'inventaire, tout créancier ou le failli même pourrait s'adresser au tribunal pour les y faire contraindre.

Il est dressé deux doubles de l'inventaire, et l'un des deux est déposé au greffe du tribunal de commerce du failli, où chacun peut aller le consulter. Cette formalité a pour but de porter à la connaissance de tous les intéressés la constitution et la valeur des biens mobiliers trouvés dans la faillite.

Cette formalité de levée de scellés et d'inventaire, aura lieu dans la forme de l'article 480, bien que le failli soit décédé, et bien qu'il ait laissé des héritiers mineurs. Ceux-ci ne seront point représentés autrement que par leur représentant naturel : leur tuteur.

Comme toute faillite peut contenir une banqueroute, le Procureur de la République, chargé de rechercher les délits et les crimes, se fait remettre, en tout état de faillite, les pièces qu'il juge convenable. Il assiste même à l'inventaire, s'il le juge utile.

SECTION III

DE LA VENTE DES MARCHANDISES ET DES RECOUVREMENTS.

484. L'inventaire terminé, les marchandises, l'argent, les titres actifs, les livres et papiers, meubles et effets du débiteur, seront remis aux syndics, qui s'en chargeront au bas du dit inventaire.

485. Les syndics continueront de procéder, sous la surveillance du juge-commissaire, au recouvrement des dettes actives.

486. Le juge-commissaire pourra, le failli entendu ou dûment appelé, autoriser les syndics à procéder à la vente des effet mobiliers ou marchandises. — Il décidera si la vente se fera, soit à l'amiable soit aux enchères publiques, par l'entremise de courtiers ou de tous autres officiers publics préposés à cet eflet. — Les syndics choisiront, dans la classe d'officiers publics déterminée par le juge-commissaire, celui dont ils voudront employer le ministère.

187. Les syndics pourront, avec l'autorisation du juge-commissaire, et le failli dûment appelé, transiger sur toutes contestations qui intéressent la masse, même sur celles qui sont relatives à des droits et actions immobiliers. — Si l'objet de la transaction est d'une valeur déterminée ou qui excéde trois cents francs, la transaction ne sera obligatoire qu'après avoir été homologuée, savoir : par le tribunal de commerce pour les transactions relatives à des droits mobiliers. et par le tribunal civil pour les transactions relatives à des droits immobiliers. — Le failli sera appelé à l'homologation; il aura, dans tous les cas, la faculté de s'y opposer. Son opposition suffira pour empêcher la transaction, si elle a pour objet des biens immobiliers.

488. Si le failli a été affranchi du dépôt, ou s'il a obtenu un sauf-conduit, les syndics pourront l'employer pour faciliter et éclairer leur gestion; le juge-commissaire fixera les conditions de son travail.

489. Les deniers provenant des ventes et des recouvrements seront, sous la déduction des sommes arbitrées par le juge-commissaire, pour le montant des dépenses et frais, versés immédiatement à la Caisse des dépôts et consignations, dans les trois jours des recettes, il sera justifié au juge-commissaire des dits versements ; en cas de retard, les syndics devront les intérêts

des sommes qu'ils n'auront point versées. Les deniers versés par les syndics, et tous autres consignés par des tiers, pour compte de la faillite, ne pourront être retirés qu'en vertu d'une ordonnance du juge-commissaire. S'il existe des oppositions, les syndics devront préalablement en obtenir la main-levée. — Le juge-commissaire pourra ordonner que le versement sera fait par la caisse directement entre les mains des créanciers de la faillite, sur un état de répartition dressé par les syndics et ordonnancé par lui.

Jusqu'au moment où les créanciers sont appelés à prendre un parti sur la faillite, c'est-à-dire à consentir un concordat ou à se déclarer en état d'union, le principal objet des syndics doit être de recouvrer l'actif. Pour cela, il faudra vendre des meubles ou des marchandises, faire des recouvrements, etc.; c'est, en effet, ce que notre section prescrit aux syndics, et ce qu'ils doivent faire, soit d'eux-mêmes, soit avec l'autorisation du juge-commissaire ou du tribunal, suivant la gravité de l'acte.

La vente peut être faite à l'amiable, ou aux enchères publiques, par officiers ministériels compétents, et dont le choix appartient aux syndics.

Quand le failli a un long bail, et qu'il y a intérêt à mettre en vente le droit au bail, les syndics peuvent le faire mettre en vente, soit avant la vente détaillée des marchandises, soit en les y comprenant. La vente a lieu ordinairement, dans ce cas, chez un notaire, après affiches et publicité. Si cette vente ne réussit pas, les syndics peuvent rechercher un amateur à l'amiable.

Les syndics pourront même transiger, et transiger sur tout, sauf à demander l'homologation du tribunal de commerce, pour les transactions sur droits mobiliers, et celle du tribunal civil pour les transactions sur droits immobiliers.

Le failli sera nécessairement appelé à donner son avis sur les transactions, et son opposition suffira pour empêcher toute transaction sur droits immobiliers.

Le failli peut devenir l'employé à gages du syndic, et sa rémunération est alors fixée par le juge-commissaire.

L'argent provenant des ventes est versé à la Caisse des consignations dans les trois jours de la réception. C'est là que les créanciers le retireront plus tard sur des bordereaux de répartition dressés par les syndics et signés du juge-commissaire.

Les créanciers du failli qui auraient formé des oppositions entre les mains de débiteurs du failli pour sûreté de leur créance, doivent en donner main-levée, parce que ces oppositions entravent les opérations du syndic qui agit dans l'intérêt de tous les créanciers.

SECTION IV.

DES ACTES CONSERVATOIRES.

490. A compter de leur entrée en fonctions, les syndics seront tenus de faire tous actes pour la conservation des droits du failli, contre ses débiteurs. Ils seront aussi tenus de requérir l'inscription aux hypothèques sur les immeubles des débiteurs du failli. Si elle n'a pas été requise par lui, l'inscription sera prise au nom de la masse par les syndics, qui joindront à leurs bordereaux un certificat constatant leur nomination. — Ils seront tenus aussi de prendre inscription, au nom de la masse des créanciers, sur les immeubles du failli dont ils connaîtront l'existence. L'inscription sera reçue sur un simple bordereau énonçant qu'il y a faillite, et relatant la date du jugement par lequel ils auront été nommés.

On entend par actes conservatoires, ceux qui ont pour objet de conserver les droits de quelqu'un. Dans l'espèce, il s'agit, pour les syndics, de conserver les droits de la masse des créanciers.

Les mesures conservatoires dont la loi s'occupe dans notre section sont les

deux suivantes : prendre inscription sur les immeubles des débiteurs du failli, et prendre une inscription sur les immeubles mêmes du failli, au nom de la masse.

Le failli peut avoir négligé de prendre une inscription d'hypothèque sur les immeubles de ses débiteurs. Plus vigilants que lui, les syndics s'empressent de le faire.

On sait que les inscriptions d'hypothèques sont périmées au bout de dix ans, faute de renouvellement. Les syndics ont le devoir de les renouveler à temps.

Les syndics doivent encore prendre une inscription d'hypothèque sur les immeubles du failli, au nom de la masse des créanciers, afin de donner un rang utile à la masse, au cas de vente des immeubles, après un concordat non encore exécuté.

SECTION V.

DE LA VÉRIFICATION DES CRÉANCES.

§ 1er. — *Vérification et affirmation.*

491. A partir du jugement déclaratif de la faillite, les créanciers pourront remettre au greffier leurs titres, avec un bordereau indicatif des sommes par eux réclamées. Le greffier devra en tenir état et en donner récépissé. — Il ne sera responsable des titres que pendant cinq années, à partir du jour de l'ouverture du procès-verbal de vérification.

492. Les créanciers qui, à l'époque du maintien ou du remplacement des syndics, en exécution du troisième paragraphe de l'article 462, n'auront pas remis leurs titres, seront immédiatement avertis, par des insertions dans les journaux et par lettre du greffier, qu'ils doivent se présenter en personne ou par fondés de pouvoirs, dans le délai de vingt jours, à partir desdites insertions, aux syndics de la faillite, et leur remettre leurs titres accompagnés d'un bordereau indicatif des sommes par eux réclamées, si mieux il n'aiment en faire le dépôt au greffe du tribunal de commerce; il leur en sera donné récépissé. — A l'égard des créanciers domiciliés en France, hors du lieu où siége le tribunal saisi de l'instruction de la faillite, le délai sera augmenté d'un jour par cinq myriamètres de distance entre le lieu où siége le tribunal et le domicile du créancier. — A l'égard des créanciers domiciliés hors du territoire continental de la France, ce délai sera augmenté conformément aux règles de l'article 73 du Code de procédure civile.

493. La vérification des créances commencera dans les trois jours de l'expiration des délais, déterminés par les premier et deuxième paragr. de l'art. 492. Elle sera continuée sans interruption Elle se fera aux lieu, jour et heure indiqués par le juge-commissaire. L'avertissement aux créanciers ordonné par l'article précédent contiendra mention de cette indication. Néanmoins, les créanciers seront de nouveau convoqués à cet effet, tant par lettre du greffier que par insertions dans les journaux. — Les créances des syndics seront vérifiées par le juge-commissaire ; les autres le seront contradictoirement entre le créancier ou son fondé de pouvoir et les syndics, en présence du juge-commissaire, qui en dressera procès-verbal.

495 Tout créancier vérifié ou porté au bilan pourra assister à la vérification des créances, et fournir des contredits aux vérifications faites et à faire. Le failli aura le même droit.

495. Le procès-verbal de vérification indiquera le domicile des créanciers et de leurs fondés de pouvoirs. — Il contiendra la description sommaire des titres, mentionnera les surcharges, ratures et interlignes, et exprimera si la créance est admise ou contestée.

496. Dans tous les cas, le juge-commissaire pourra, même d'office, ordonner la représentation des livres du créancier, ou demander, en vertu d'un compulsoire, qu'il en soit rapporté un extrait par les juges du lieu.

497. Si la créance est admise, les syndics signeront, sur chacun des titres, la déclaration suivante : *Admis au passif de la faillite de , pour la somme de , le .* — Le juge-commissaire visera la déclaration. — Chaque créancier, dans la huitaine au plus tard, après que sa créance aura été vérifiée, sera tenu d'affirmer, entre les mains du juge-commissaire, que la dite créance est sincère et véritable.

La vérification des créances est la plus importante des opérations de la faillite. C'est d'elle que dépend une répartition juste et équitable des biens de la faillite. Aussi, les syndics ne sont-ils pas chargés de ce travail sans contrôle : chaque créancier est appelé à contrôler les prétentions de ses co-créanciers.

D'abord, il faut s'occuper de connaître le chiffre de chaque créance. Pour cela, les créanciers font une production à la faillite, c'est-à-dire déposent au greffe leurs titres de créance, en établissant le compte de leur créance sur un bordereau joint aux pièces (1). Le greffier est responsable des pièces pendant cinq ans.

Tous les créanciers sans distinction, à terme ou sans terme, avec condition ou sans condition, hypothécaires ou simples chirographiques, doivent produire à la faillite.

La production est faite dans les délais des articles 492 et suivants.

Dans les trois jours qui suivent l'expiration des délais de production accordés aux créanciers domiciliés en France, et sans attendre l'expiration de ceux qui sont concédés aux étrangers, la vérification des créances commence. Elle a lieu conformément aux articles 493 et suivants.

Toutes preuves sont admises à l'appui d'une créance. Les syndics doivent, dans l'intérêt de la masse, critiquer toute demande exagérée, et le juge-commissaire doit s'entourer de tous renseignements pour fixer le chiffre de l'admission à la faillite de la manière la plus exacte possible. Au besoin, il se fait représenter les livres de commerce des produisants à la faillite.

Tout créancier est admis à présenter ses observations contre les réclamations d'un co-créancier.

Le syndic dresse un procès-verbal de vérification des créances. Ce tableau, divisé en plusieurs colonnes, en contient une où, vérification faite, on mentionne soit le rejet de la créance, soit son admission pour la somme de.... Ce chiffre est celui qui servira de base plus tard à une répartition entre les créanciers du failli du produit de son actif.

La production et la vérification faites, il reste une troisième formalité : l'affirmation.

La loi exige, pour éviter, autant que possible, les manœuvres frauduleuses, que chaque créancier vienne affirmer lui-même la sincérité de sa créance. Cependant on peut faire affirmer sa créance par un mandataire.

Dans la pratique, on donne pouvoir à une personne de représenter à tous les actes que nécessitera la faillite; ce pouvoir permet au mandataire d'affirmer la créance.

Dans la huitaine de la vérification, l'affirmation doit avoir lieu. Ce délai est fatal, selon quelques auteurs, en ce sens qu'il ferait perdre à un créancier qui n'aurait pas affirmé à temps, tous ses droits dans la faillite.

§ 2. — *Contestations et déchéances.*

498. Si la créance est contestée, le juge-commissaire pourra, sans qu'il soit besoin de citation, envoyer à bref délai devant le tribunal de commerce, qui jugera sur son rapport. — Le tribunal de commerce pourra ordonner qu'il soit fait, devant le juge-commissaire, enquête sur les faits, et que les personnes qui pourront fournir des renseignements soient, à cet effet, citées par devant lui.

499. Lorsque la contestation sur l'admission d'une créance aura été portée devant le tribunal de commerce, ce tribunal, si la cause n'est point en état de recevoir jugement définitif avant l'expiration des délais fixés, à l'égard des personnes domiciliés en France, par les articles 492

---

(1) Voy. FORMULAIRE, n° 77.

et 497, ordonnera selon les circonstances, qu'il sera sursis ou passé outre à la convocation de l'assemblée pour la formation du concordat. — Si le tribunal ordonne qu'il sera passé outre, il pourra décider, par provision, que le créancier contesté sera admis dans les délibérations pour une somme que le même jugement déterminera.

500. Lorsque la contestation sera portée devant un tribunal civil, le tribunal de commerce décidera s'il sera sursis ou passé outre; dans ce dernier cas, le tribunal civil saisi de la contestation jugera à bref délai, sur requête des syndics, signifié au créancier contesté et sans autre procédure, si la créance sera admise par provision, et pour quelle somme. — Dans le cas où une créance serait l'objet d'une instruction criminelle ou correctionnelle, le tribunal de commerce pourra également prononcer le sursis; s'il ordonne de passer outre, il ne pourra accorder l'admission par provision, et le créancier contesté ne pourra prendre part aux opérations de la faillite tant que les tribunaux compétents n'auront pas statué.

501. Le créancier dont le privilége ou l'hypothèque seulement serait contesté, sera admis dans les délibérations de la faillite comme créancier ordinaire.

502. A l'expiration des délais déterminés par les articles 492 et 497, à l'égard des personnes domiciliées en France, il sera passé outre à la formation du concordat et à toutes les opérations de la faillite, sous l'exception portée aux articles 567 et 568 en faveur des créanciers domiciliés hors du territoire continental de la France.

503. A défaut de comparution et affirmation dans les délais qui leur sont applicables, les défaillants, connus ou inconnus, ne seront pas compris dans les répartitions à faire : toutefois, la voie de l'opposition leur sera ouverte jusqu'à la distribution des deniers inclusivement; les frais de l'opposition demeureront toujours à leur charge. — Leur opposition ne pourra suspendre l'exécution des répartitions ordonnancées par le juge-commissaire; mais s'il est procédé à des répartitions nouvelles avant qu'il ait été statué sur leur opposition, ils seront compris pour la somme qui sera provisoirement déterminée par le tribunal, et qui sera tenue en réserve jusqu'au jugement de leur opposition. — S'ils se font ultérieurement reconnaître créanciers, ils ne pourront rien réclamer sur les répartitions ordonnancées par le juge-commissaire; mais ils auront le droit de prélever, sur l'actif non encore réparti, les dividendes afférents à leurs créances dans les premières répartitions.

Quand une créance sur le failli paraît contestable, le devoir du syndic est de la contester. Dans ce cas, le juge-commissaire renverra au tribunal compétent pour faire juger la question.

Il pourra alors arriver que la créance soit commerciale, et alors ce sera le tribunal commercial qui jugera, sur le rapport du juge-commissaire, de la faillite.

Il pourra arriver que la créance soit civile, et alors les tribunaux civils en connaîtront.

Dans l'un et l'autre cas, s'il y a urgence, le tribunal pourra être requis de fixer, avant le jugement définitif, une somme pour laquelle le créancier contesté sera admis provisoirement dans la faillite.

Si la créance est l'objet d'une instance correctionnelle ou criminelle, il ne peut être question d'admission provisoire pour une somme : si le tribunal de commerce décide qu'il sera passé outre, le créancier contesté ne prendra part à aucune répartition avant le jugement final.

Après les délais accordés aux créanciers résidant en France pour produire, les opérations de la faillite suivent leur cours. Il est procédé, soit à un concordat, soit à toute autre opération, en mettant en réserve une somme pour tous les créanciers étrangers, ce que nous verrons plus loin.

Dès ce moment, les syndics ne peuvent être arrêtés par les créances nouvelles, qui se font connaître. Ces créances seront prises en considération jusqu'à la distribution des deniers; mais elles ne recevront un dividende que sur les sommes non encore réparties au moment de leur apparition.

Pour sauvegarder ses droits, le créancier retardataire fait une opposition entre les mains des syndics, par acte d'huissier.

CHAPITRE SIXIÈME

DU CONCORDAT ET DE L'UNION

SECTION Ire.

DE LA CONVOCATION ET DE L'ASSEMBLÉE DES CRÉANCIERS

504. Dans les trois jours qui suivront les délais prescrits pour l'affirmation, le juge-commissaire fera convoquer par le greffier, à l'effet de délibérer sur la formation du concordat, les créanciers dont les créances auront été vérifiées et affirmées, ou admises par provision. Les insertions dans les journaux et les lettres de convocation indiqueront l'objet de l'assemblée.

505. Aux lieu, jour et heure qui seront fixés par le juge-commissaire, l'assemblée se formera sous sa présidence; les créanciers vérifiés et affirmés, ou admis par provision, pourront s'y présenter ou en personne ou par fondés de pouvoirs. — Le failli sera appelé à cette assemblée; il devra s'y présenter en personne, s'il a été dispensé de la mise en dépôt, ou s'il a obtenu un sauf-conduit, et il ne pourra s'y faire représenter que pour des motifs valables et approuvés par le juge-commissaire.

506. Les syndics feront à l'assemblée un rapport sur l'état de la faillite, sur les formalités qui auront été remplies et les opérations qui auront eu lieu; le failli sera entendu. — Le rapport des syndics sera remis, signé d'eux, au juge-commissaire, qui dressera procès-verbal de ce qui aura été dit et décidé dans l'assemblée.

Si la convocation n'avait pas lieu dans le délai fixé par l'article 504, le failli et les créanciers pourraient adresser au tribunal une requête pour s'en plaindre.

Les créanciers admis seulement par provision n'ont pas besoin d'affirmer leur créance, puisqu'elle n'est pas fixée définitivement.

Tout créancier peut s'y faire représenter par un mandataire. Il arrive souvent qu'un mandataire représente plusieurs créanciers, et nous verrons qu'il a autant de voix dans l'assemblée que de personnes à représenter; il pourra ainsi, au nom de l'un, accorder un concordat; au nom de l'autre, le refuser.

Le failli doit se présenter en personne à l'assemblée, qui doit décider s'il lui sera accordé un concordat ou non. S'il fait défaut, la première fois, le juge-commissaire peut renvoyer à un jour ultérieur, et s'il ne se présente pas encore ou ne fait pas des excuses valables de son absence, comme un concordat ne peut lui être accordé malgré lui, le juge-commissaire déclare les créanciers en état d'union.

Si le failli se présente, les créanciers réunis en assemblée, après avoir entendu le rapport du syndic et les observations du failli et des créanciers, délibèrent sur le parti à prendre et accordent un concordat ou se déclarent en état d'union.

SECTION II.

DU CONCORDAT

§ 1er. — *De la formation du concordat.*

507. Il ne pourra être consenti de traité entre les créanciers délibérants et le débiteur failli, qu'après l'accomplissement des formalités ci-dessus prescrites. — Ce traité ne s'établira que par le concours d'un nombre de créanciers formant la majorité, et représentant, en

outre, les trois quarts de la totalité des créances vérifiées et affirmées, ou admises par provision, conformément à la section V du chapitre V (491 à 503) : le tout à peine de nullité.

508. Les créanciers hypothécaires inscrits ou dispensés d'inscription, et les créanciers privilégiés ou nantis d'un gage, n'auront pas voix dans les opérations relatives au concordat pour lesdites créances, et elles n'y seront comptées que s'ils renonçent à leurs hypothèques, gages ou priviléges. — Le vote au concordat emportera de plein droit cette renonciation.

509. Le concordat sera, à peine de nullité, signé séance tenante. S'il est consenti seulement par la majorité en nombre, ou pour la majorité des trois quarts en somme, la délibération sera remise à huitaine pour tout délai ; dans ce cas, les résolutions prises et les adhésions données lors de la première assemblée demeureront sans effet.

510. Si le failli a été condamné comme banqueroutier frauduleux, le concordat ne pourra être formé. — Lorsqu'une instruction en banqueroute frauduleuse aura été commencée, les créanciers seront convoqués à l'effet de décider s'ils se réservent de délibérer sur un concordat, en cas d'acquitement, et si, en conséquence, il surseoient à statuer jusqu'après l'issue des poursuites. — Ce sursis ne pourra être prononcé qu'à la majorité en nombre et en somme déterminé par l'article 507. Si, à l'expiration du sursis, il y a lieu à délibérer sur le concordat, les règles établies par le précédent article seront applicables aux nouvelles délibérations.

511. Si le failli a été condamné comme banqueroutier simple, le concordat pourra être formé. Néanmoins, en cas de poursuites commencées, les créanciers pourront surseoir à délibérer jusqu'après l'issue des poursuites, en se conformant aux dispositions de l'article précédent.

512. Tous les créanciers ayant eu droit de concourir au concordat, ou dont les droits auront été reconnus depuis, pourront y former opposition. — L'opposition sera motivée, et devra être signifiée aux syndics et au failli, à peine de nullité, dans les huit jours qui suivront le concordat ; elle contiendra assignation à la première audience du tribunal de commerce. — S'il n'a été nommé qu'un seul syndic, et s'il se rend opposant au concordat, il devra provoquer la nomination d'un nouveau syndic, vis-à-vis duquel il sera tenu de remplir les formes prescrites au présent article. — Si le jugement de l'opposition est subordonné à la solution de questions étrangères, à raison de la matière, à la compétence du tribunal de commerce, le tribunal sursoiera à prononcer jusqu'après la décision de ces questions. — Il fixera un bref délai, dans lequel le créancier opposant devra saisir les juges compétents et justifier de ses diligences.

513. L'homologation du concordat sera poursuivie devant le tribunal de commerce, à la requête de la partie la plus diligente ; le tribunal ne pourra statuer avant l'expiration du délai de huitaine, fixé par l'article précédent.—Si, pendant ce délai, il a été formé des oppositions, le tribunal statuera sur ces oppositions et sur l'homologation par un seul ét même jugement — Si l'opposition est admise, l'annulation du concordat sera prononcée à l'égard de tous les intéressés.

514. Dans tous les cas, avant qu'il soit statué sur l'homologation, le juge-commissaire fera au tribunal de commerce un rapport sur les caractères de la faillite et sur l'admissibilité du concordat.

515. En cas d'inobservation des règles ci-dessus prescrites, ou lorsque des motifs tirés, soit de l'intérêt public, soit de l'intérêt des créanciers, paraîtront de nature à empêcher le concordat, le tribunal en refusera l'homologation.

Le concordat est un traité entre le failli et ses créanciers, par lequel ces derniers, prenant en considération la bonne foi du failli, consentent à réduire leur créance à un dividende et conviennent de remettre le failli à la tête de ses affaires.

Pour la validité du concordat, il faut la majorité en nombre des voix et la majorité des trois quarts en sommes : la première majorité, afin d'éviter qu'un fort créancier fasse la loi à tous les autres ; la seconde majorité, afin que les petits créanciers ne fassent pas la loi aux forts.

Est-ce la majorité des créanciers présents à l'assemblée qu'il faut regarder, ou bien la majorité de tous les créanciers vérifiés et affirmés, ou admis pro-

visoirement? On n'est pas d'accord sur cette question. Tandis que la Cour de Paris pense que la majorité en nombre et en chiffre, dont parle la loi, est celle de tous les créanciers, qu'ils soient présents ou absents, les Cours de Rouen et de Caen tiennent pour l'opinion contraire. La Cour de cassation ne s'est pas encore prononcée,

Le créancier qui s'est rendu cessionnaire de plusieurs créances contre le failli, figure bien pour le montant des sommes qui lui sont dues; mais il ne compte que pour une voix dans la supputation du nombre des créanciers.

Mais si, au contraire, un créancier cède quelques parties de sa créance à diverses personnes, qu'arrivera-t-il? Il faut distinguer : si les cessions sont antérieures à la faillite, on ne peut supposer la fraude, et il faut accorder une voix à chaque créancier pour partie. Les cessions sont-elles postérieures à la déclaration de faillite, tous ces créanciers ne comptent que pour une voix.

Les créanciers hypothécaires ou privilégiés étant garantis par une sûreté particulière, sont moins bien placés que les créanciers ordinaires pour accorder ou refuser un concordat. Aussi la loi leur défend-elle de prendre part au vote, sous peine de déchéance de leur hypothèque ou privilége.

C'est une imprudence contre laquelle on ne saurait assez prémunir les créanciers munis d'une hypothèque ou d'un privilége.

Mais si la même personne est créancière ordinaire pour une somme et privilégiée pour une autre, il pourra être présent au concordat, et donner sa voix, à raison de sa créance ordinaire.

La loi, en disant que le concordat serait noté séance tenante, veut empêcher le failli de colporter son concordat chez ses créanciers, et leur arracher, par faiblesse, leur signature. Mais cela ne veut pas dire que l'on ne pourra consacrer plusieurs séances pour délibérer.

Quand le failli obtient les deux majorités, il a un concordat; quand il n'en obtient qu'une, on renvoie à huitaine, et si, à huitaine, il n'a point les deux majorités, les créanciers sont en état d'*union;* nous verrons plus loin ce que signifie cette expression.

Un banqueroutier frauduleux ne peut être concordataire; si la poursuite est seulement commencée, la majorité fixée comme plus haut peut surseoir à prendre un parti.

Un banqueroutier simple peut avoir son concordat, mais, si l'instance est seulement commencée, un sursis peut être demandé par la majorité, jusqu'à l'issue de la poursuite en banqueroute.

Tout créancier non privilégié ou hypothécaire pourra former opposition au concordat dans les huit jours. Si le jugement sur l'opposition est arrêté par la solution d'une question à faire trancher par un autre tribunal, le tribunal de commerce surseoit à statuer sur l'opposition. Et, pour ne pas retarder indéfiniment sa décision, il fixe un délai au créancier pour saisir les juges compétents.

Aussitôt après la huitaine, s'il n'y a pas d'opposition, ou après le jugement de l'opposition, le concordat est soumis à l'homologation du tribunal de commerce. Ce n'est qu'à partir de ce moment que le concordat est parfait et doit recevoir sa pleine et entière exécution.

Le jugement qui homologue un concordat ne peut être rendu que sur le rapport du juge-commissaire, afin qu'il connaisse bien exactement le caractère de la faillite.

Le tribunal a une grande liberté d'appréciation. Si les formes n'ont point été observées, si l'intérêt public ou celui des créanciers paraissent s'opposer à un concordat, le tribunal refuse purement et simplement de l'homologuer.

Mais le tribunal ne saurait s'attribuer le droit de modifier le concordat, en y ajoutant ou en y retranchant une clause.

Non susceptible d'opposition, le jugement qui homologue un concordat peut être frappé d'appel. L'appel est fait dans la quinzaine de sa prononciation.

§ 2. — *Des effets du concordat.*

516. L'homologation du concordat le rendra obligatoire pour tous les créanciers portés ou non portés au bilan, vérifiés ou non vérifiés, et même pour les créanciers domiciliés hors du territoire continental de la France, ainsi que pour ceux qui, en vertu des articles 499 et 500, auraient été admis par provision à délibérer, quelle que soit la somme que le jugement définitif leur attribuerait ultérieurement.

517. L'homologation conservera à chacun des créanciers, sur les immeubles du failli, l'hypothèque inscrite en vertu du troisième paragraphe de l'article 490. A cet effet, les syndics feront inscrire aux hypothèques le jugement d'homologation, à moins qu'il n'en ait été décidé autrement par le concordat.

518. Aucune action en nullité du concordat ne sera recevable, après l'homologation, que pour cause de dol découvert depuis cette homologation, et résultant, soit de la dissimulation de l'actif, soit de l'exagération du passif,

519. Aussitôt après que le jugement d'homologation sera passé en force de chose jugée, les fonctions des syndics cesseront.

Les syndics rendront au failli leur compte définitif, en présence du juge-commissaire; ce compte sera débattu et arrêté. Ils remettront au failli l'universalité de ses biens, livres, papiers et effets. Le failli en donnera décharge.

Il sera dressé du tout procès-verbal par le juge commissaire, dont les fonctions cesseront. — En cas de contestation, le tribunal de commerce prononcera.

Le concordat est un traité entre un failli et ses créanciers, aux termes duquel le failli s'engage à payer à ses créanciers un dividende de 30, 40, 50 %, à des époques déterminées, et, à cette condition, il est replacé à la tête de ses affaires. Moyennant ce paiement, il ne pourra être inquiété pour le surplus de ses dettes.

Toutefois, s'il veut effacer la tache de la faillite et obtenir sa réhabilitation, il est nécessaire qu'il paie le montant total de ce qu'il doit.

Ce qu'il y a de remarquable dans ce contrat, c'est, comme nous l'avons vu, qu'une majorité peut lier une minorité. Ainsi, quel que soit le nombre des créanciers qui ont accepté le concordat, s'il est régulier tous seront tenus de l'observer.

Mais que devra-t-on décider pour ceux dont les créances ont été annulées parce qu'elles sont nées dans la période de la cessation de paiements? Il faut ne pas perdre de vue que cette annulation n'est prononcée que vis-à-vis de la masse; par conséquent, ces créances existent, elles auront leur effet, mais seulement lorsque le failli concordataire aura entièrement payé le dividende promis aux créanciers qui lui ont accordé un concordat.

Les créanciers qui avaient comme débiteur solidaire ou comme caution un autre que le failli, continuent à avoir ces garanties comme s'ils n'avaient point consenti de concordat.

Le concordat sera homologué par le tribunal de commerce, et, dès ce moment, il sera obligatoire pour tout le monde. Le jugement d'homologation conserve l'inscription prise au profit de la masse, au commencement de la faillite. A cet effet, les syndics font transcrire le jugement au bureau des hypothèques, au nom de la masse des créanciers, et ils prennent inscription d'hypothèque au profit de la masse.

Le concordat est irrévocable; il fait la loi des parties. Il est annulable pour une seule cause : pour dol découvert après l'homologation du concordat. Le délai, à partir de la découverte du dol, pour demander la nullité, est de dix ans.

Le jugement d'homologation ne peut être frappé d'appel que dans les quinze jours qui suivent sa signification.

Quand le jugement d'homologation a acquis force de chose jugée, c'est-à-

dire ne peut être attaqué par aucune voie, le rôle du syndic n'a directement plus d'objet : il rend donc ses comptes, et c'est au failli que les créanciers doivent désormais s'adresser.

§. 3. — *De l'annulation et de la résolution du concordat.*

520. L'annulation du concordat, soit pour dol, soit par suite de condamnation pour banqueroute frauduleuse intervenue après son homologation, libère de plein droit les cautions. — En cas d'inexécution, par le failli, des conditions de ce concordat, la résolution de ce traité pourra être poursuivie contre lui devant le tribunal de commerce, en présence des cautions, s'il en existe, ou elles dûment appelées. — La résolution du concordat ne libérera pas les cautions qui y seront intervenues pour en garantir l'exécution totale ou partielle.

521. Lorsque, après l'homologation du concordat, le failli sera poursuivi pour banqueroute frauduleuse, et placé sous mandat de dépôt ou d'arrêt, le tribunal de commerce pourra prescrire telles mesures conservatoires qu'il appartiendra. Ces mesures cesseront de plein droit du jour de la déclaration qu'il n'y a lieu à suivre, de l'ordonnance d'acquittement ou de l'arrêt d'absolution.

523. Il sera procédé, sans retard, à la vérification des titres de créances produits en vertu de l'article précédent. — Il n'y aura pas lieu à nouvelle vérification des créances antérieurement admises et affirmées, sans préjudice, néanmoins, du rejet ou de la réduction de celles qui, depuis, auraient été payées en tout ou en partie.

524. Ces opérations mises à fin, s'il n'intervient pas de nouveau concordat, les créanciers seront convoqués, à l'effet de donner leur avis sur le maintien des syndics. Il ne sera procédé aux répartitions qu'après l'expiration, à l'égard des créanciers nouveaux, des délais accordés aux personnes domiciliées en France, par les articles 492 et 497.

525. Les actes faits par le failli, postérieurement au jugement d'homologation, et antérieurement à l'annulation ou à la résolution du concordat, ne seront annulés qu'en cas de fraude aux droits des créanciers.

526. Les créanciers antérieurs au concordat rentreront dans l'intégralité de leurs droits à l'égard du failli seulement; mais ils ne pourront figurer dans la masse que pour les proportions suivantes, savoir : — S'ils n'ont touché aucune part du dividende, pour l'intégralité de leurs créances ; s'ils ont reçu une partie du dividende, pour la portion de leurs créances primitives correspondante à la portion du dividende promis qu'ils n'auront pas touchée. — Les dispositions du présent article seront applicables au cas où une seconde faillite viendra à s'ouvrir, sans qu'il y ait eu préalablement annulation ou résolution du concordat.

Nous avons dit que le concordat pourrait être annulé pour cause de dol découvert depuis l'homologation, et nous savons qu'il ne peut y avoir de concordat quand il y a banqueroute frauduleuse.

Si donc, il y a banqueroute frauduleuse découverte et prononcée après le jugement d'homologation, le concordat sera annulé de plein droit.

L'annulation a donc lieu dans les deux cas que nous signalons : dol, ou banqueroute frauduleuse.

La résolution du concordat a lieu lorsque le failli n'exécute pas les obligations du contrat. C'est le tribunal de commerce qui prononce la résolution, sur la poursuite d'un ou plusieurs créanciers.

Quelquefois un tiers s'est porté caution du failli dans le concordat, c'est-à-dire a promis de payer le dividende de *tant* pour cent, si le failli ne payait pas. La résolution du concordat ne libère point ce tiers.

Nous pensons, comme nous venons de le dire, que, sur la demande d'un seul créancier, le tribunal de commerce peut prononcer la résolution du concordat à l'égard de tout le monde. Cependant quelques auteurs, en petit nombre, croient que la résolution profite seulement à celui qui l'a demandée, que celui-là rentre bien dans la plénitude de ses droits, mais que les autres sont encore obligés de s'en tenir au concordat.

En cas d'annulation ou de résolution de concordat, les opérations de la faillite se rouvrent au point où elles avaient déjà commencé : nomination de syndics et de juges-commissaires, apposition et levée des scellés, inventaire, affiches pour faire connaître l'ouverture de la faillite, production des créanciers, vérification et affirmation des créances non admises précédemment, tout cela se fait comme la première fois et conformément aux articles 522 et suivants.

Les créanciers, une fois les affirmations faites, se réuniront, sur l'invitation du juge commissaire, pour changer le syndic, s'il y a lieu, et accorder ou refuser un nouveau concordat.

Les répartitions de dividende ne pourront avoir lieu qu'après les délais ordinaires de production (art. 492 et 493), pour donner à tous les créanciers le temps de se révéler.

Il n'y aura pas ici d'époque de cessation de paiements, par conséquent tous les actes faits par le failli depuis le contrat seront parfaitement valables, à moins que l'on ne prouve qu'il y a eu fraude.

En cas d'annulation ou de résolution de concordat, voici comment se trouvent les créanciers qui avaient déjà produit à la faillite. Prenons un exemple : Paul est créancier de 50,000 fr. de Pierre. Celui-ci tombe en faillite et obtient un concordat de 10 0/0, ce qui donne 5,000 francs pour la créance de Paul. Il verse un premier paiement de 1,000 francs, et l'annulation ou la résolution est prononcée. Eh bien! dans les rapports de Paul à Pierre, Paul n'a reçu que 1,000 francs à-compte et il lui reste dû 49,000 francs. Dans les rapports de Paul à la masse des créanciers, il n'est créancier et ne se porte comme tel que pour la part de sa créance primitive, correspondante à la portion de dividende promis qu'il n'a point touché, c'est-à-dire, dans l'espèce, pour 40,000 francs.

SECTION III.

DE LA CLOTURE EN CAS D'INSUFFISANCE DE L'ACTIF

527. Si, à quelque époque que ce soit, avant l'homologation du concordat ou la formation de l'union, le cours des opérations de la faillite se trouve arrêté par insuffisance de l'actif, le tribunal de commerce pourra, sur le rapport du juge-commissaire, prononcer, même d'office, la clôture des opérations de la faillite. Ce jugement fera rentrer chaque créancier dans l'exercice de ses actions individuelles, tant contre les biens que contre la personne du failli. — Pendant un mois, à partir de sa date, l'exécution de ce jugement sera suspendue.

528. Le failli, ou tout autre intéressé, pourra, à toute époque, le faire rapporter par le tribunal, en justifiant qu'il existe des fonds pour faire face aux frais des opérations de la faillite, ou en faisant consigner, entre les mains des syndics, somme suffisante pour y pourvoir. — Dans tous les cas, les frais des poursuites exercées en vertu de l'article précédent devront être préalablement acquittés.

La clôture d'une faillite par insuffisance d'actif s'opère souvent dans les petites faillites : elle a pour but de rendre à chaque créancier l'exercice de ses actions contre le failli, qui reste toujours, néanmoins, en état de faillite, avec un syndic et un juge-commissaire.

Le ministère public peut poursuivre le failli pour banqueroute simple ou frauduleuse.

Le jugement de clôture ne sera exécuté qu'un mois après sa date, afin de donner au failli le temps de trouver les ressources nécessaires pour faire rouvrir la faillite.

Si le jugement de clôture a reçu son exécution, les créanciers et le failli pourront le faire rapporter *à toute époque* par le tribunal, en justifiant de

somme suffisante pour faire face aux opérations de la faillite, ou d'un actif suffisant à cet effet. Mais si, depuis le jugement de clôture, des créanciers ont fait des poursuites individuelles contre le failli, les frais de ces créanciers devront être préalablement payés.

SECTION IV.

DE L'UNION DES CRÉANCIERS

529. S'il n'intervient point de concordat, les créanciers seront de plein droit en état d'union — Le juge-commissaire les consultera immédiatement, tant sur les faits de la gestion que sur l'utilité du maintien ou du remplacement des syndics. Les créanciers privilégiés, hypothécaires ou nantis d'un gage, seront admis à cette délibération. — Il sera dressé procès-verbal des dires et observations des créanciers, et, sur le vu de cette pièce, le tribunal de commerce statuera, comme il est dit à l'article 462.

Les syndics qui ne seraient pas maintenus, devront rendre leur compte aux nouveaux syndics en présence du juge-commissaire, le failli dûment appelé.

530. — Les créanciers seront consultés sur la question de savoir si un secours pourra être accordé au failli sur l'actif de la faillite. — Lorsque la majorité des créanciers présents y aura consenti, une somme pourra être accordée au failli, à titre de secours, sur l'actif de la faillite. Les syndics en proposeront la quotité, qui sera fixée par le juge-commissaire, sauf recours au tribunal de commerce, de la part des syndics seulement.

531. Lorsqu'une société de commerce sera en faillite, les créanciers pourront ne consentir de concordat qu'en faveur d'un ou de plusieurs des associés. — En ce cas, tout l'actif social demeurera sous le régime de l'union. Les biens personnels de ceux avec lesquels le concordat aura été consenti en seront exclus, et le traité particulier passé avec eux ne pourra contenir l'engagement de payer un dividende que sur des valeurs étrangères à l'actif social. — L'associé qui aura obtenu un concordat particulier sera déchargé de toute solidarité.

532. Les syndics représentent la masse des créanciers et sont chargés de procéder à la liquidation.

Néanmoins les créanciers pourront leur donner mandat pour continuer l'exploitation de l'actif. — La délibération qui leur conférera ce mandat en déterminera la durée et l'étendue, et fixera les sommes qu'ils pourront garder entre leurs mains, à l'effet de pourvoir aux frais et dépenses. Elle ne pourra être prise qu'en présence du juge-commissaire, et à la majorité des trois quarts des créanciers en nombre et en somme.

La voie de l'opposition sera ouverte contre cette délibération au failli et aux créanciers dissidents. — Cette opposition ne sera pas suspensive de l'exécution.

533. Lorsque les opérations des syndics entraîneront des engagements qui excéderaient l'actif de l'union, les créanciers qui auront autorisé ces opérations seront seuls tenus personnellement au-delà de leur part dans l'actif, mais seulement dans les limites du mandat qu'ils auront donné ; ils contribueront au prorata de leurs créances.

534. Les syndics sont chargés de poursuivre la vente des immeubles, marchandises et effets mobiliers du failli, et la liquidatien de ses dettes actives et passives ; le tout sous la surveillance du juge-commissaire et sans qu'il soit besoin d'appeler le failli.

535. — Les syndics pourront, en se conformant aux règles prescrites par l'article 487, transiger sur toute espèce de droits appartenant au failli, nonobstant toute opposition de sa part.

536. Les créanciers en état d'union seront convoqués au moins une fois dans la première année, et, s'il y a lieu, dans les années suivantes, par le juge-commissaire.

Dans ces assemblées, les syndics devront rendre compte de leur gestion.

Ils seront continués ou remplacés dans l'exercice de leurs fonctions, suivant les formes prescrites par les articles 462 et 529.

537. Lorsque la liquidation de la faillite sera terminée, les créanciers seront convoqués par le juge-commissaire.

Dans cette dernière assemblée, les syndics rendront leur compte. Le failli sera présent ou dûment appelé.

Les créanciers donneront leur avis sur l'excusabilité du failli. Il sera dressé, à cet effet, un procès-verbal, dans lequel chacun des créanciers pourra consigner ses dires et observations.

Après la clôture de cette assemblée, l'union sera dissoute de plein droit.

538. Le juge-commissaire présentera au tribunal la délibération des créanciers relative a l'excusabilité du failli, et un rapport sur les caractères et les circonstances de la faillite. — Le tribunal prononcera si le failli est ou non excusable.

539. Si le failli n'est pas déclaré excusable, les créanciers rentreront dans l'exercice de leurs actions individuelles, tant contre sa personne que sur ses biens.

S'il est déclaré excusable, il demeurera affranchi de la contrainte par corps à l'égard des créanciers de sa faillite, et ne pourra plus être poursuivi par eux que sur ses biens, sauf les exceptions prononcées par les lois spéciales.

540 Ne pourront être déclarés excusables : les banqueroutiers frauduleux, les stellionataires, les personnes condamnées pour vol, escroquerie ou abus de confiance, les comptables de deniers publics.

Deux solutions peuvent terminer la faillite, quand il y a des fonds pour couvrir les frais : le concordat ou l'union. Nous avons parlé du concordat. Voyons maintenant ce que c'est que l'union.

L'union c'est l'état des créanciers d'un failli qui s'entendent pour opérer la réalisation de l'actif et se le distribuer proportionnellement à leur créance.

Cette réalisation s'opère par l'intermédiaire de leur mandataire : le syndic de la faillite.

Une nouvelle réunion a lieu par convocation spéciale, on y traite du maintien ou du changement du syndic et des moyens à prendre pour la réalisation des biens du failli. Tous les créanciers, mêmes hypothécaires ou gagistes, sont admis à la réunion.

Une seconde question que l'on a à résoudre, est celle de savoir si un secours sera accordé au failli et à sa famille. Si la majorité y consent c'est au juge-commissaire à en fixer le chiffre sur les indications du failli. Si la majorité n'y consent pas, le failli n'aura pas de secours.

Enfin, si c'est une société qui est en faillite, et qu'un concordat n'ait pu réussir, il s'agira de savoir s'il n'en sera pas accordé à quelques-uns des associés solidaires. C'est la majorité des créanciers qui le décidera.

S'il n'y a pas de distinction entre les membres de la société (je parle seulement des associés solidaires), leurs biens personnels seront réalisés en même temps que les biens de la faillite. Mais si quelques-uns obtiennent un concordat, l'effet de cette faveur sera pour eux non-seulement l'honneur d'être concordataires, mais aussi de conserver leurs biens personnels entre leurs mains. Il n'y aura plus de solidarité entre eux et leurs anciens associés.

Quelquefois, il faudra statuer sur la destination du fonds de commerce du failli : Sera-t-il vendu? Sera-t-il conservé, et, dans ce cas, donnera-t-on mission au syndic de le faire gérer? Une résolution des trois quarts en nombre et en chiffre des créanciers de la faillite est nécessaire pour la conservation du fonds. Encore, tout créancier et le failli peuvent-ils se pourvoir contre cette décision devant le tribunal de commerce.

Pendant les opérations de la faillite, des engagemeuts peuvent avoir été pris par les syndics, après délibération de l'assemblée des créanciers, lesquels engagements excèdent l'actif de l'union. Ce sont les créanciers qui ont pris part à la délibération, qui contribuent seuls, au marc le franc de leur créance, au paiement de ce qui reste dû, après versement de l'actif de l'union.

Le syndic réalise l'actif. Cette opération dure quelquefois plusieurs années. Il est nécessaire que les créanciers soient tenus au courant des actes du syndic, aussi seront-ils réunis au moins une fois tous les ans.

Quand la liquidation sera terminée, le syndic convoque une dernière fois l'assemblée et s'occupe ensuite de répartir définitivement les fonds de la faillite.

Autrefois, c'est-à-dire avant l'abolition de la contrainte par corps, l'assemblée délibérait sur l'excusabilité ou la non excusabilité du failli. Aujourd'hui ce serait sans objet.

Concordat par abandon d'actif

511. Aucun débiteur commerçant n'est recevable à demander son admission au bénéfice de la cession de biens. Néanmoins, un concordat par abandon total ou partiel de l'actif du failli peut être formé suivant les règles prescrites par la section II du présent chapitre. — Ce concordat produit les mêmes effets que les autres concordats; il est annulé ou résolu de la même manière. — La liquidation de l'actif abandonné est faite conformément aux paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 529, aux articles 532, 533, 534, 535 et 536, et aux paragraphes 1 et 2 de l'article 537. — Le concordat par abandon est assimilé à l'union pour la perception des droits d'enregistrement (Loi sur les concordats par abandon, du 17 juillet 1856).

La loi du 17 juillet 1856 a fait naître une nouvelle solution dans la faillite, solution qui tient à la cession de biens, au concordat, à l'union.

Dans le concordat par abandon d'actif, une partie des biens du failli est donnée au syndic, qui le liquide dans l'intérêt de la masse, et en distribue le produit proportionnellement à la créance de chacun. Le reste des biens est laissé au failli, qui, néanmoins, se trouve libéré.

C'est une cession de biens, en ce sens que les biens dont le failli se dessaisit sont livrés entre les mains du syndic, représentant les masses des créances; c'est un concordat, en ce sens que cette cession libère le failli; et c'est un contrat d'union, parce que les créanciers sont, en effet, en union pour liquider l'actif délaissé.

Il faut se reporter, pour les règles qui concernent ce concordat, aux règles du concordat ordinaire (section II ci-dessus).

CHAPITRE SEPTIÈME.

DES DIFFÉRENTES ESPÈCES DE CRÉANCIERS ET DE LEURS DROITS EN CAS DE FAILLITE.

SECTION Ire.

DES COOBLIGÉS ET DES CAUTIONS.

542. Le créancier porteur d'engagements souscrits, endossés ou garantis solidairement par le failli et d'autres coobligés, qui sont en faillite, participera aux distributions dans toutes les masses, et y figurera pour la valeur nominale de son titre, jusqu'à parfait payement.

543. Aucun recours, pour raison des dividendes payés, n'est ouvert aux faillites des coobligés les unes contre les autres, si ce n'est lorsque la réunion des dividendes que donneraient ces faillites excéderait le montant total de la créance, en principal et accessoires, auquel cas cet excédant sera dévolu, suivant l'ordre des engagements, à ceux des coobligés qui auraient les autres pour garants.

544. Si le créancier porteur d'engagements solidaires entre le failli et d'autres coobligés a reçu, avant la faillite, un à-compte sur sa créance, il ne sera compris dans la masse que sous la déduction de cet à-compte, et conservera, pour ce qui lui restera dû, ses droits contre le coobligé ou la caution. — Le coobligé ou la caution qui aura fait le payement partiel sera compris dans la même masse pour tout ce qu'il aura payé à la décharge du failli.

545. Nonobstant le concordat, les créanciers conservent leur action pour la totalité de leur créance contre les coobligés du failli.

Notre section résout des questions très-intéressantes et qui avaient donné lieu avant la loi de 1838 sur les faillites, aux plus vives controverses.

Pierre et Paul sont solidaires envers moi du paiement d'un billet de cent francs. La solidarité peut résulter, soit de ce que Pierre a endossé le billet à Paul, qui me l'a endossé, soit que Pierre et Paul l'aient signé, etc. Tous deux tombant en faillite, comment devrai-je être payé? Je produirai à chaque faillite pour cent francs.

Si, en produisant à chaque faillite pour cent francs, je touchais plus qu'il ne m'est dû, 60 0/0 à la faillite de Pierre, 50 0/0 à la faillite de Paul, les 10 fr. que j'aurais reçus en trop devraient être versés dans la faillite de celui qui a l'autre pour garant. Dans l'espèce, si nous supposons que Pierre ait endossé à Paul, c'est ce dernier qui est garanti, c'est lui qui a Pierre pour garant, et c'est dans la faillite de Paul que devra être remis l'excédant.

Maintenant, les faillites auront-elles recours l'une contre l'autre? Je m'explique : Supposons le billet dont je suis porteur souscrit par Pierre et par Paul. Ils sont tenus solidairement envers moi; mais, dans leurs rapports entre eux, ils doivent payer chacun 50 francs, et si l'un d'eux paie 60 francs, et l'autre 40 francs, il a recours contre l'autre pour les 10 francs qu'il a payés de surplus.

Au cas de faillite de Pierre et de Paul, en sera-t-il de même? La faillite de Pierre m'ayant donné 60 0/0, c'est-à-dire de 10 francs de plus qu'il n'était tenu à l'égard de Paul, se portera-t-elle créancière de 10 francs à la faillite de Paul? Ce serait juste? mais la loi a voulu éviter entre faillites, des recours qui auraient amené des complications, et elle a déclaré, art 543 : « qu'aucun recours pour dividendes payés n'est ouvert aux faillites des coobligés les unes contre les autres.

Une autre situation peut se présenter : Je suis porteur d'un billet de cent francs souscrit par Pierre et Paul. Pierre seul est en faillite, et j'ai reçu 40 francs à-compte de Paul. Je me porterai créancier à la faillite de Pierre pour 60 francs, et Paul se dira créancier également dans la faillite pour 40 fr. Il est bien entendu que je ne perds aucun de mes droits contre Paul, que je peux, si le billet est échu, lui demander dès maintenant le paiement total des 60 francs, ou attendre la solution de la faillite et lui réclamer ce qui me restera dû à cette époque.

Et il en est ainsi, même lorsqu'il y a un concordat en faveur du failli.

SECTION II.

DES CRÉANCIERS NANTIS DE GAGES, ET DES CRÉANCIERS PRIVILÉGIÉS SUR LES BIENS MEUBLES

546. Les créanciers du failli qui seront valablement nantis de gages ne seront inscrits dans la masse que pour mémoire.

547. Les syndics pourront, à toute époque, avec l'autorisation du juge-commissaire, retirer les gages au profit de la faillite, en remboursant la dette.

548. Dans le cas où le gage ne sera pas retiré par les syndics, s'il est vendu par le créancier moyennant un prix qui excède la créance, le surplus sera recouvré par les syndics; si le prix est moindre que la créance, le créancier nanti viendra à contribution pour le surplus, dans la masse, comme créancier ordinaire.

549. Le salaire acquis aux ouvriers employés directement par le failli, pendant le mois qui aura précédé la déclaration de faillite, sera admis au nombre des créances privilégiées, au même rang que le privilége établi par l'article 2101 du Code civil pour le salaire des gens de service. — Les salaires dus aux commis pour les six mois qui auront précédé la déclaration de faillite seront admis au même rang.

550. Le privilége et le droit de revendication établis par le nº 4 de l'article 2102 du Code civil au profit du vendeur d'effets mobiliers, ne seront point admis en cas de faillite.

551. Les syndics présenteront au juge-commissaire l'état des créanciers se prétendant privilégiés sur les biens meubles, et le juge-commissaire autorisera, s'il y a lieu, le paiement de ces créanciers sur les premiers deniers rentrés. — Si le privilége est contesté, le tribunal prononcera.

1° *Créanciers nantis d'un gage.* — Le droit de gage donne à celui qui en bénéficie le droit de faire vendre l'objet du gage et de prélever le montant de sa créance sur le produit de la vente, par préférence à tout autre.

Le créancier gagiste, s'il n'a pas fait vendre l'objet mobilier constitué en gage, ne figure au passif de la faillite que pour mémoire.

Dans la pratique, le syndic désintéresse le créancier gagiste et conserve, dans les biens de la faillite, l'objet donné en gage.

Si, cependant, la vente a lieu, l'excédant du prix, après désintéressement du créancier gagiste, est versé dans la faillite. Si le prix ne suffit pas à payer le créancier gagiste, il se porte créancier ordinaire pour le surplus dans la faillite.

2° *Créanciers privilégiés sur les meubles.* — Le titre de cette section nous dit assez qu'il s'agit seulement des créanciers qui ont un privilége *sur les meubles*.

Les créanciers privilégiés sur les meubles sont très-nombreux : l'art. 2101 du Code civil en contient une énumération assez longue. Nous ne nous occupons ici que de quelques-uns.

D'abord les ouvriers employés directement par le failli ont un privilége pour le salaire acquis pendant le mois qui précède la déclaration de faillite. Le rang du privilége est celui des gens de service dans l'art. 2101 du Code civil 4°, c'est-à-dire qu'il vient après les frais de justice, les frais funéraires et ceux de dernière maladie.

Les commis, c'est-à-dire ceux qui sont moins occupés à un travail manuel qu'à un travail de plume, ont privilége pour les six mois qui précèdent la déclaration de faillite.

La revendication est un privilége qui consiste dans le droit de reprendre un objet dont on était dessaisi

Le vendeur conserve toujours le droit, en cas de faillite, de reprendre les objets par lui vendus, mais non encore entrés dans les magasins du failli.

Mais le droit, qui existe en règle ordinaire, que, pendant les huit jours de la livraison, faite sans terme, le vendeur peut revendiquer les objets vendus, pourvu qu'ils se retrouvent dans le même état, n'existe pas en matière de faillite.

Le tribunal décide, si l'un ou plusieurs créanciers sont contestés.

SECTION III.

DES DROITS DES CRÉANCIERS HYPOTHÉCAIRES ET PRIVILÉGIÉS SUR LES IMMEUBLES

552. Lorsque la distribution du prix des immeubles sera faite antérieurement à celle du prix des biens meubles, ou simultanément, les créanciers privilégiés ou hypothécaires, non remplis sur le prix des immeubles, concourront à proportion de ce qui leur restera dû, avec les créanciers chirographaires, sur les deniers appartenant à la masse chirographaire, pourvu toutefois, que leurs créances aient été vérifiées et affirmées suivant les formes ci-dessus établies.

553. Si une ou plusieurs distributions des deniers mobiliers précèdent la distribution du prix des immeubles, les créanciers privilégiés et hypothécaires vérifiés et affirmés concourront aux répartitions dans la proportion de leurs créances totales, et sauf, le cas échéant, les distractions dont il sera ci-après parlé.

554. Après la vente des immeubles et le règlement définitif de l'ordre entre les créanciers hypothécaires et privilégiés, ceux d'entre eux qui viendront en ordre utile sur le prix des im-

meubles pour la totalité de leur créance, ne toucheront le montant de leur collocation hypothécaire que sous la déduction des sommes par eux perçues dans la masse chirographaire. — Les sommes ainsi déduites ne resteront point dans la masse hypothécaire, mais retourneront à la masse chirographaire, au profit de laquelle il en sera fait distraction.

555. A l'égard des créanciers hypothécaires qui ne seront colloqués que partiellement dans la distribution du prix des immeubles, il sera procédé comme il suit : leur droits sur la masse chirographaire seront définitivement réglés d'après les sommes dont ils resteront créanciers après leur collocation immobilière, et les deniers qu'ils auront touchés au-delà de cette proportion, dans la distribution antérieure, leur seront retenus sur le montant de leur collocation hypothécaire, et reversés dans la masse chirographaire.

Pour régler les diverses situations dans lesquelles peut se trouver un créancier hypothécaire ou privilégié sur les immeubles, il faut faire les distinctions suivantes :

Je suis créancier de Paul, tombé en faillite, de 100,000 francs. Je fais vendre ou le syndic fait vendre un immeuble appartenant à Paul, sur lequel j'ai pris inscription d'hypothèque.

Il peut arriver qu'aucune répartition n'ait encore été faite des deniers de la faillite. Je touche dans le prix de l'immeuble, soit la somme entière, ce qui me dispense de produire à la faillite, soit une partie, 50,000 francs par exemple, et je me porte créancier pour le surplus.

Si déjà une ou plusieurs répartitions ont eu lieu lorsque survient la vente de l'immeuble, je suis colloqué dans la distribution du prix pour la somme entière qui m'est due, mes 100,000 francs, par exemple, mais je ne les touche pas; il est fait déduction du chiffre des dividendes touchés, pour être versé à la masse des créanciers.

Si, dans cette même hypothèse d'une vente d'immeuble après un ou plusieurs dividendes touchés, je ne suis colloqué que pour une partie de ma créance, 50,000 francs, je suppose, j'aurai à reverser à la faillite une partie de mes dividendes. Voici comment on raisonne : si la distribution du prix de l'immeuble avait été faite avant la répartition des dividendes, j'aurai eu touché 50,000, et je ne me serais porté créancier à la faillite que pour 50,000. Or, comme je ne savais point quelle somme je toucherais dans la distribution du prix de l'immeuble, je me suis dit créancier de 100,000 francs, et ai touché un dividende à raison de cette somme. C'est donc un dividende double de celui auquel j'avais droit que j'ai touché; c'est la moitié de ce dividende qui me sera retenu pour être versé dans la masse.

SECTION IV.

DES DROITS DES FEMMES

557. En cas de faillite du mari, la femme dont les apports en immeubles ne se trouveraient pas mis en communauté reprendra en nature lesdits immeubles et ceux qui lui seront survenus par succession ou par donation entre-vifs ou testamentaire.

558. La femme reprendra pareillement les immeubles acquis par elle et en son nom des deniers provenant des dites successions et donations, pourvu que la déclaration d'emploi soit expressément stipulée au contrat d'acquisition, et que l'origine des deniers soit constatée par inventaire ou par tout autre acte authentique.

559. Sous quelque régime qu'ait été formé le contrat de mariage, hors le cas prévu par l'article précédent, la présomption légale est que les biens acquis par la femme du failli appartiennent à son mari, ont été payés de ses deniers et doivent être réunis à la masse de son actif, sauf à la femme à fournir la preuve du contraire.

560. La femme pourra reprendre en nature les effets mobiliers qu'elle s'est constitué par contrat de mariage, ou qui lui sont advenus par succession, donation, entre-vifs ou testamen-

taire, et qui ne seront pas rentrés en communauté, toutes les fois que l'identité en sera prouvée par inventaire ou tout autre acte authentique. — A défaut, par la femme, de faire cette preuve, tous les effets mobiliers, tant à l'usage du mari qu'à celui de la femme, sous quelque régime qu'ait été contracté le mariage, seront acquis aux créanciers, sauf aux syndics à lui remettre, avec l'autorisation du juge-commissaire, les habits et linges nécessaires à son usage.

561. L'action en reprise résultant des dispositions des articles 557 et 558 ne sera exercée par la femme qu'à la charge des dettes et hypothèques dont les biens sont légalement grevés, soit que la femme s'y soit obligée volontairement, soit qu'elle y ait été condamnée.

562. Si la femme a payé des dettes pour son mari, la présomption légale est qu'elle l'a fait des deniers de celui-ci, et elle ne pourra, en conséquence, exercer aucune action dans la faillite, sauf la preuve contraire, comme il est dit à l'article 559.

563. Lorsque le mari sera commerçant au moment de la célébration du mariage, ou lorsque n'ayant pas alors d'autre profession déterminée, il sera devenu commerçant dans l'année, les immeubles qui lui appartiendraient à l'époque de la célébration du mariage, ou qui lui seraient advenus depuis, soit par succession, soit par donation entre-vifs ou testamentaire, seront seuls soumis à l'hypothèque de la femme : — 1° Pour les deniers et effets mobiliers qu'elle aura apporté en dot, ou qui lui seront advenus depuis le mariage par succession ou donation entre-vifs ou testamentaire et dont elle prouvera la délivrance ou le payement par acte ayant date certaine; 2° pour le remploi de ses biens aliénés pendant le mariage; 3° pour l'indemnité des dettes par elle contractées avec son mari.

564. La femme dont le mari était commerçant à l'époque de la célébration du mariage ou dont le mari, n'ayant pas alors d'autre profession déterminée, sera devenu commerçant dans l'année qui suivra cette célébration, ne pourra exercer dans la faillite aucune action à raison des avantages portés au contrat de mariage, et, dans ce cas, les créanciers ne pourront, de leur côté, se prévaloir des avantages faits par la femme au mari dans ce même contrat.

Cette section a pour but de prévenir des abus considérables qui avaient lieu autrefois. Le mari était en faillite, et, néanmoins, la maison respirait le luxe ! Par des combinaisons malhonnêtes, la femme du failli se trouvait absorber presque tout l'actif de la faillite. On trouve encore quelques faillites de ce genre; mais les règles suivantes tendent à en diminuer le nombre.

En principe, tous les biens du failli, sous quelque régime qu'il soit marié, lui appartiennent à lui-même. C'est à la femme à prouver que la propriété est à elle, et toute sortes de preuves n'est pas admise : un acte authentique sera indispensable, en général.

Sous le régime de communauté, la femme reprend, en nature, les immeubles qu'elle possédait avant le mariage, et ceux qu'elle a acquis par donations ou successions pendant le mariage. Elle a droit aussi aux immeubles acquis en remploi de sommes acquises par successions ou donations, pourvu que l'origine des deniers et la déclaration d'emploi résultent d'inventaire ou de tout autre acte authentique. Hors de là, la présomption est en faveur du mari, c'est-à-dire que la femme est présumée avoir acheté des fonds du mari, à qui l'immeuble appartient.

Il arrive assez souvent, dans le commerce, que la femme se porte caution de son mari. Si, comme cautionnement, elle a consenti des hypothèques sur ses immeubles, ou si, à raison de ses engagements pour son mari, des jugements ont été pris contre elle, et, ensuite, des inscriptions hypothécaires sur ses biens, la femme ne reprend ses immeubles que grevés de ces charges.

Les objets mobiliers qui ne sont point tombés en communauté et qui se retrouvent en nature sont repris par la femme, à la condition de prouver leur origine par acte authentique.

Si la femme a payé des dettes pour son mari, elle est présumée l'avoir fait des deniers de ce dernier, sauf à elle de prouver le contraire.

Lorsque le mari était commerçant au moment du mariage, ou l'est devenu dans l'année qui l'a suivi, l'hypothèque légale de la femme est restreinte à

deux points de vue ; quant aux immeubles sur lesquels elle porte, et quand aux créances qu'elle garantit.

Les immeubles sur lesquels porte l'hypothèque légale sont ceux qu'il possédait lors du mariage et ceux qui lui sont survenus par donation ou testament. En ce qui concerne ces deniers, il n'y avait aucun inconvénient à attacher un droit d'hypothèque légale sur des biens dont les créanciers ne pourraient prévoir l'arrivée.

Les créances garanties sont, entre autres, les deniers et effets mobiliers que la femme aura apportés en dot, ou qui lui seront survenus par succession ou donation, dont le paiement ou la délivrance sera prouvé par un acte ayant date certaine, lorsqu'il est enregistré, lorsque l'un des signataires est mort, etc.

Dans le même cas, c'est-à-dire lorsque le mari était commerçant lors du mariage ou l'est devenu dans l'année qu'il l'a suivi, les avantages matrimoniaux portés au contrat du mariage, soit en faveur du mari, soit en faveur de la femme, seront nuls et non avenus au cas de faillite.

CHAPITRE HUITIÈME.

DE LA RÉPARTITION ENTRE LES CRÉANCIERS ET DE LA LIQUIDATION DU MOBILIER

565. Le montant de l'actif mobilier, distraction faite des frais et dépenses de l'administration de la faillite, des secours qui auraient été accordés au failli ou à sa famille, et des sommes payées aux créanciers privilégiés, sera réparti entre tous les créanciers au marc le franc de leurs créances vérifiées et affirmées.

566. A cet effet, les syndics remettront tous les mois, au juge-commissaire, un état de situation de la faillite et des deniers déposés à la Caisse des dépôts et consignations ; le juge-commissaire ordonnera, s'il y a lieu, une répartition entre les créanciers, en fixera la quotité et veillera à ce que tous les créanciers en soient avertis.

567. Il ne sera procédé à aucune répartition entre les créanciers domiciliés en France, qu'après la mise en réserve de la part correspondante aux créances pour lesquelles les créanciers domiciliés hors du territoire continental de la France seront portés sur le bilan. — Lorsque ces créances ne paraîtront pas portées sur le bilan d'une manière exacte, le juge-commissaire pourra décider que la réserve sera augmentée, sauf aux syndics à se pourvoir contre cette décision devant le tribunal de commerce.

568. — Cette part sera mise en réserve et demeurera à la Caisse des dépôts et consignations jusqu'à l'expiration du délai déterminé par le dernier paragraphe de l'article 492; elle sera répartie entre les créanciers reconnus, si les créanciers domiciliés en pays étranger n'ont pas fait vérifier leurs créances, conformément aux dispositions de la présente loi. — Une pareille réserve sera faite pour raison de créances sur l'admission desquelles il n'aurait pas été statué définitivement.

569. Nul payement ne sera fait par les syndics que sur la représentation du titre constitutif de la créance. — Les syndics mentionneront sur le titre la somme payée par eux ou ordonnancée conformément à l'article 489. — Néanmoins, en cas d'impossibilité de représenter le titre, le juge-commissaire pourra autoriser le payement sur le vu du procès-verbal de vérification. — Dans tous les cas, le créancier donnera la quittance en marge de l'état de répartition.

570. L'union pourra se faire autoriser par le tribunal de commerce, le failli dûment appelé, à traiter à forfait de tout ou partie des droits et actions dont le recouvrement n'aurait pas été opéré, et à les aliéner; en ce cas, les syndics feront tous les actes nécessaires. — Tout créancier pourra s'adresser au juge-commissaire pour provoquer une délibération de l'union à cet égard

Les syndics ont un devoir des plus urgents : celui de réaliser l'actif mobilier, afin d'en répartir le produit entre les créanciers de la faillite et au marc le franc de leur créance, déduction faite des frais de syndicat et des créances privilégiées, qui doivent être payées intégralement.

Les syndics font autant de répartitions qu'il paraît utile. Toutes les sommes qu'ils reçoivent, ils les versent à la Caisse des consignations où elles rapportent un intérêt qui grossit d'autant l'actif à distribuer.

Les créanciers d'une faillite domiciliés à l'étranger ont des délais considérables pour produire et affirmer; comme il serait trop long d'attendre ces délais, les syndics, en faisant leurs répartitions, laissent en réserve, à la Caisse des consignations, les sommes pour lesquelles ces créanciers sont portés dans le bilan.

Il en sera de même pour les créances non admises définitivement : il sera constitué une réserve pour la garantie de ces créances.

A qui profitent les intérêts servis par la Caisse des consignations des sommes réservées. Est-ce à la masse des créanciers ou aux créanciers réservataires? On n'est pas d'accord sur ce point.

Nul paiement n'aura lieu chez les syndics que sur la représentation des titres de créance. Si, cependant, les titres étaient égarés, le juge-commissaire pourrait autoriser à toucher sur le vu du procès-verbal de vérification. Il est clair, en effet, que ces titres ont été montrés au moment de la vérification, et cela suffit pour permettre de payer valablement.

Il existe souvent, dans les faillites, des créances sur des débiteurs presque insolvables. Il faudrait beaucoup de temps et de frais pour en opérer le recouvrement, et il est de l'intérêt de tout le monde de transiger sur la créance; l'union peut-elle demander au tribunal de commerce l'autorisation de traiter à forfait de tout ou partie de ces droits ou actions d'un recouvrement incertain?

La majorité des créanciers présents à la délibération suffit pour prendre une décision à cet égard.

CHAPITRE NEUVIÈME.

DE LA VENTE DES IMMEUBLES DU FAILLI.

571. A partir du jugement qui déclarera la faillite, les créanciers ne pourront poursuivre l'expropriation des immeubles sur lesquels ils n'auront pas d'hypothèques.

572. S'il n'y a pas de poursuite en expropriation des immeubles commencée avant l'époque de l'union, les syndics seuls seront admis à poursuivre la vente; ils seront tenus d'y procéder dans la huitaine, sous l'autorisation du juge-commissaire, suivant les formes prescrites pour la vente des biens mineurs.

573. La surenchère, après adjudication des immeubles du failli sur la poursuite des syndics, n'aura lieu qu'aux conditions et dans les formes suivantes : — La surenchère devra être faite dans la quinzaine. — Elle ne pourra être au-dessous du dixième du prix principal de l'adjudication. Elle sera faite au greffe du tribunal civil, suivant les formes prescrites par les articles 710 et 711 du Code de procédure civile; toute personne sera admise à surenchérir. — Tonte personne sera également admise à concourir à l'adjudication par suite de surenchère. Cette adjudication demeurera définitive et ne pourra être suivie d'aucuue autre enchère.

Ce chapitre a pour but d'indiquer à qui appartient, en cas de faillite, le droit d'expropriation, c'est-à-dire de vente forcée des immeubles du failli, et dans quelle forme il y est procédé.

La loi dit qu'après le jugement déclaratif de faillite, les créanciers ne pourront faire vendre les immeubles sur lesquels ils n'auront point d'hypothèques. Par cette dernière expression, on entend les créanciers hypothécaires et privilégiés.

Si un créancier, qui n'a ni hypothèque ni privilége, qui est, par conséquent, simplement chirographaire, a commencé l'expropriation d'un immeuble avant la faillite, a-t-il le droit de la mener à fin ? Nous pensons que oui. Cependant il est des auteurs et des arrêts qui adoptent le système contraire.

Mais il reste hors de doute, et c'est inscrit dans la loi, que ceux qui sont privilégiés ou hypothécaires peuvent, à toute époque de la faillite, exproprier les immeubles du failli sur lesquels ils sont inscrits.

Ont-ils même ce droit si la créance n'est pas encore exigible? La solution de la question dépend de celle de savoir si l'art. 444, C. com., d'après lequel la déclaration de faillite rend les créances du failli immédiatement exigibles s'applique aussi aux créanciers privilégiés et hypothécaires; c'est encore une question controversée.

L'union proclamée, une nouvelle période s'ouvre pour la faillite. Cette période est consacrée à la réalisation, par le syndic, de tous les biens, meubles et immeubles dépendant de la faillite. Dès lors, les syndics seuls ont le droit de poursuivre l'expropriation, s'il n'y a pas de poursuite commencée, et ils le font dans les huit jours de l'union.

Les formes de la vente sont celles de la vente des biens de mineurs (Voyez au Code de Procédure civile); les délais et les formes de la surenchère sont indiqués à l'art. 573 qui précède.

CHAPITRE DIXIÈME

DE LA REVENDICATION

574. Pourront être revendiquées, en cas de faillite, les remises en effets de commerce ou autres titres non encore payés, et qui se trouveront en nature dans le portefeuille du failli à l'époque de sa faillite, lorsque ces remises auront été faites par le propriétaire, avec le simple mandat d'en faire le recouvrement et d'en garder la valeur à sa disposition, ou lorsqu'elles auront été, de sa part, spécialement affectées à des paiements déterminés.

575. Pourront être également revendiquées, aussi longtemps qu'elles existeront en nature, en tout ou en partie, les marchandises consignées au failli à titre de dépôt, ou pour être vendues pour le compte du propriétaire. — Pourra même être revendiqué le prix ou la partie du prix desdites marchandises qui n'aura été ni payé, ni réglé en valeur, ni compensé en compte courant entre le failli et l'acheteur.

576. Pourront être revendiquées les marchandises expédiées au failli, tant que la tradition n'en aura point été effectuée dans ses magasins, ou dans ceux du commissionnaire chargé de les vendre pour le compte du failli. — Néanmoins, la revendication ne sera pas recevable si, avant leur arrivée, les marchandises ont été vendues sans fraude, sur factures et connaissements ou lettres de voiture signées par l'expéditeur.— Le revendiquant sera tenu de rembourser à la masse les à-comptes par lui reçus, ainsi que toutes avances faites pour fret ou voiture, commission, assurances ou autres frais, et de payer les sommes qui seraient dues pour mêmes causes.

577. Pourront être retenues par le vendeur les marchandises, par lui vendues, qui ne seront pas délivrées au failli, ou qui n'auront pas encore été expédiées, soit à lui, soit à un tiers pour son compte.

578. Dans le cas prévu par les deux articles précédents, et sous l'autorisation du juge-commissaire, les syndics auront la faculté d'exiger la livraison des marchandisos, en payant au vendeur le prix convenu entre lui et le failli,

579. Les syndics pourront, avec l'approbation du juge-commissaire, admettre les demandes en revendication : s'il y a lieu à contestation, le tribunal prononcera après avoir entendu le juge-commissaire.

Dans une faillite, où, en règle générale, tous les créanciers sont égaux et touchent un dividende de *tant* pour cent au lieu de la totalité de la créance,

la loi a dû chercher à faire une situation favorable à ceux qui n'ont fait qu'un dépôt chez le failli, ou qui ont traité avec lui à la dernière heure.

Ainsi, j'ai confié à un commerçant des effets à recouvrer, avec ordre de me transmettre les fonds, à l'échéance; mais, avant ce jour-là, ce commerçant tombe en faillite. Les effets sont là, dans le portefeuille du failli, tels que je les ai envoyés. Ce serait une véritable injustice de ne pas m'autoriser à les reprendre.

Il en est de même si le failli les avait transmis à un autre *par un endossement en blanc*. Cette sorte d'endossement ne vaut, en effet, que comme *procuration* pour toucher.

Mais tout autre serait la solution si les fonds étaient touchés. Dans ce cas, il n'y a plus d'effets à recouvrer : c'est une somme d'argent mêlée aux autres, et le propriétaire n'a qu'à se porter créancier ordinaire dans la faillite.

Pour les marchandises déposées ou consignées chez le failli pour être vendues, il est encore clair que le propriétaire qui les a envoyées en est resté et restera propriétaire exclusif jusqu'au moment de la vente; ce n'est qu'à ce moment que ces marchandises étant passées dans les mains de l'acheteur, ne peuvent plus être revendiquées.

Après la vente même, si le prix est encore dû, l'action en paiement que le failli avait contre l'acheteur est donnée au propriétaire, qui peut ainsi toucher, à l'exclusion de la masse, le prix de ces marchandises.

Mais si le prix en a été touché par le failli, c'est une somme d'argent mêlée aux autres fonds de la faillite, et le propriétaire n'a que le droit de se porter créancier dans la faillite pour cette somme et de recevoir un dividende.

Si ces marchandises vendues au failli ne sont pas entrées dans ses magasins au moment de la faillite, soit qu'il ne les eût pas reçues, soit qu'elles eussent été déposées chez un tiers pour son compte, la revendication est autorisée.

Toutefois, il en serait autrement si elles avaient été revendues par le failli, sans fraude, sur factures et connaissements signés de l'expéditeur, ou sur lettres de voiture, signées également par l'expéditeur. Il y a là un tiers dont il faut respecter les droits acquis.

A plus forte raison, le propriétaire a-t-il le droit de retenir les marchandises, lorsqu'elles n'ont point encore été expédiées.

Dans les divers cas de vente de marchandises que nous venons de voir, le syndic peut toujours exiger la remise des marchandises, sauf à en payer le prix intégral.

C'est le juge-commissaire qui fait droit à la demande en revendication ; en cas de difficultés, c'est le tribunal de commerce qui statue.

La revendicationpeut faire l'objet d'une réclamation adressée au syndic (1).

CHAPITRE ONZIÈME

DES VOIES DE RECOURS CONTRE LES JUGEMENTS RENDUS EN MATIÈRE DE FAILLITE

580 Le jugement déclaratif de la faillite, et celui qui fixera à une date antérieure l'époque de la cessation de paiements, seront susceptibles d'opposition, de la part du failli, dans la huitaine, et de la part de toute autre partie intéressée, pendant un mois. Ces délais courront à partir des jours où les formalités de l'affiche et de l'insertion énoncées dans l'article 442 auront été accomplies.

581. Aucune demande des créanciers tendant à faire fixer la date de la cessation des paiements à une époque autre que celle qui résulterait du jugement déclaratif de faillite, ou d'un

---

(3) Voy. FORMULAIRE, nº 77.

jugement postérieur, ne sera recevable après l'expiration des délais pour la vérification et l'affirmation des créances. Ces délais expirés, l'époque de la cessation de paiements demeurera irrévocablement déterminée à l'égard des créanciers.

582. Le délai d'appel, pour tout jugement rendu en matière de faillite, sera de quinze jours seulement à compter de la signification. — Ce délai sera augmenté à raison d'un jour par cinq myriamètres pour les parties qui seront domiciliées à une distance excédant cinq myriamètres du lieu où siége le tribunal.

583. — Ne seront susceptibles ni d'opposition, ni d'appel, ni de recours en cassation : — 1° Les jugements relatifs à la nomination ou au remplacement du juge-commissaire, à la nomination ou à la révocation des syndics; — 2° Les jugements qui statuent sur les demandes de sauf-conduit et sur celles de secours pour le failli et sa famille; 3° Les jugements qui autorisent à vendre les effets ou marchandises appartenant à la faillite; 4° Les jugements qui prononcent sursis au concordat, ou admission provisionnelle de créanciers contestés; 5° Les jugements par lesquels le tribunal de commerce statue sur les recours formés contre les ordonnances rendues par le juge-commissaire dans les limites de ses attributions.

Le législateur s'est préoccupé de cette idée que les opérations de la faillite étaient des plus urgentes et qu'il fallait les mener à fin dans le plus bref délai. Il a abrégé, en conséquence, les délais ordinaires du recours contre les jugements.

Ainsi en est-il des délais pour attaquer les jugements qui déclarent la faillite, et ceux qui fixent l'époque de la cessation des paiements (art. 580 et 581).

Ces délais courent du jour de l'insertion prescrite par la loi dans un des journaux judiciaires du département, qu'il y ait eu ou non signification de ces jugements.

L'opposition doit être signifiée au syndic par exploit d'huissier contenant assignation devant le tribunal de commerce (1).

Pour les délais d'appel, ils courent *du jour de la signification*, augmenté d'un jour par cinq myriamètres de distance.

On se demande si ce délai s'applique non-seulement aux jugements commerciaux, mais encore aux jugements civils rendus au cours d'une faillite; c'est aux jugements commerciaux seulement d'après la Cour de cassation.

L'article 583 contient l'énumération des jugements qui ne sont susceptibles d'aucun recours. Il s'agit, en effet, de ces mesures urgentes, et que le juge-commissaire ou le tribunal peuvent apprécier souverainement.

Le jugement qui fixe l'indemnité due aux syndics, et celui qui statue sur l'homologation du concordat, n'étant pas compris dans l'énumération de l'article 583, ces jugements sont susceptibles d'appel.

TITRE DEUXIÈME

Des banqueroutes

CHAPITRE PREMIER

DE LA BANQUEROUTE SIMPLE

584. Les cas de banqueroute simple seront punis des peines portés au Code pénal, et jugés par les tribunaux de police correctionnelle, sur la poursuite des syndics, de tout créancier, ou du ministère public.

---

(3) Voy. FORMULAIRE, n° 72

585. Sera déclaré banqueroutier simple tout commerçant failli qui se trouvera dans un des cas suivants : — 1° Si ses dépenses personnelles ou les dépenses de sa maison sont jugées excessives; — 2° S'il a consommé de fortes sommes, soit à des opérations de pur hasard, soit à des opérations fictives de bourse ou sur marchandises; 3° Si, dans l'intention de retarder sa faillite, il a fait des achats pour revendre au-dessous du cours; si, dans la même intention, il s'est livré à des emprunts, circulation d'effets, ou autres moyens ruineux de se procurer des fonds; — 4° Si, après une cessation de ses paiements, il a payé un créancier au préjudice de la masse.

586. Pourra être déclaré banqueroutier simple tout commerçant failli qui se trouvera dans un des cas suivants : — 1° S'il a contracté, pour le compte d'autrui, sans recevoir des valeurs en échange, des engagements jugés trop considérables eu égard à sa situation lorsqu'il les a contractés; — 2° S'il est de nouveau déclaré en faillite sans avoir satisfait aux obligations d'un précédent concordat; 3° Si, étant marié sous le régime dotal, ou séparé de biens, il ne s'est pas conformé aux articles 69 et 70; — 4° Si, dans les trois jours de la cessation de ses paiements, il n'a pas fait au greffe la déclaration exigée par les articles 438 et 439, ou si cette déclaration ne contient pas les noms de tous les associés solidaires; — 5° Si, sans empêchement légitime, il ne s'est pas présenté en personne aux syndics dans les cas et dans les délais fixés, ou si, après avoir obtenu un sauf-conduit, il ne s'est pas représenté à justice; — 6° S'il n'a pas tenu de livres et fait exactement inventaire; si ses livres ou inventaires sont incomplets ou irrégulièrement tenus, ou s'ils n'offrent pas sa véritable situation active ou passive, sans néanmoins qu'il y ait fraude.

587. Les frais de poursuite en banqueroute simple intentée par le ministère public ne pourront, en aucun cas, être mis à la charge de la masse. — En cas de concordat, le recours du trésor public contre le failli pour ces frais ne pourra être exercé qu'après l'expiration des termes accordés par ce traité.

588. Les frais de poursuite intentée par les syndics, au nom des créanciers, seront supportés, s'il y a acquittement, par la masse, et s'il y a condamnation, par le Trésor public, sauf son recours contre le failli, conformément à l'article précédent.

589. Les syndics ne pourront intenter de poursuite en banqueroute simple, ni se porter partie civile au nom de la masse, qu'après y avoir été autorisés par une délibération prise à la majorité individuelle des créanciers présents.

590. Les frais de poursuite intentée par un créancier seront supportés, s'il y a condamnation, par le Trésor public; s'il y a acquittement, par le créancier poursuivant.

On peut dire qu'il y a trois sortes de faillis : le failli *simple*, auquel on ne peut reprocher aucune imprudence, aucune faute; le failli banqueroutier *simple*, auquel on reproche son imprudence ou son inconduite; le failli banqueroutier *frauduleux*, qui a voulu tromper ses créanciers.

Les banqueroutes soit simple, soit frauduleuse, sont des aggravations de la faillite; elles sont le côté pénal de cette situation embarrassée qu'on a appelé faillite. Ce sont les tribunaux correctionnels qui connaissent de la banqueroute simple, à laquelle est attachée la prison; ce sont les Cours d'assises qui prononcent la banqueroute frauduleuse, punie des travaux forcés à temps.

Dans ce chapitre, nous nous occupons spécialement de la banqueroute simple. Ce qui la caractérise, c'est la faute du failli, son imprudence.

Il y a des faits qui l'entraînent de plein droit; c'est-à-dire que si les juges les rencontrent dans une faillite, ils seront tenus de dire qu'il y a banqueroute simple. Ce sont les faits énumérés dans l'article. 585.

Il y a des faits qui, même constatés, n'entraînent pas nécessairement la banqueroute. Tels sont ceux qui se trouvent dans l'article 586. Ainsi, un failli n'a point publié son contrat de mariage en temps et lieu, lorsqu'il est marié sous le régime de la séparation de biens ou sous le régime dotal, le tribunal peut, pour ce fait, le déclarer banqueroutier simple, mais il n'y est pas obligé.

C'est le tribunal de police correctionnelle qui connaît des poursuites en banqueroute simple. La peine est de un mois à deux ans d'emprisonnement.

Tous les intéressés peuvent poursuivre le failli pour le faire déclarer en banqueroute simple : procureur de la République, syndic, créanciers.

Qui supportera les frais d'une poursuite en banqueroute simple? En cas de condamnation, les frais seront toujours, et quel que soit le poursuivant, supportés par le Trésor, qui ne pourra se faire rembourser que s'il survient un concordat. En cas d'acquittement, c'est encore le Trésor, si le ministère public poursuivait; la masse, si c'était le syndic autorisé; le poursuivant, si c'était un simple créancier.

CHAPITRE DEUXIÈME

DE LA BANQUEROUTE FRAUDULEUSE

591. Sera déclaré banqueroutier frauduleux, et puni des peines portées au Code pénal, tout commerçant failli qui aura soustrait ses livres, détourné ou dissimulé une partie de son actif, ou qui, soit dans ses écritures, soit par des actes publics ou des engagements sous signature privée, soit par son bilan, se sera frauduleusement reconnu débiteur de sommes qu'il ne devait pas.

592. Les frais de poursuite en banqueroute frauduleuse ne pourront, en aucun cas, être mis à la charge de la masse. — Si un ou plusieurs créanciers se seront rendus parties civiles en leur nom personnel, les frais, en cas d'acquittement, demeureront à leur charge.

La banqueroute frauduleuse résulte des trois hypothèses prévues, article 591. La peine des travaux forcés à temps est portée au Code pénal contre ceux qui se sont rendus coupables de banqueroute frauduleuse.

Les agents de change et les courtiers qui tombent en faillite sont, par cela seul, banqueroutiers simples; ils sont punis des travaux forcés à temps, et s'ils sont convaincus de banqueroute frauduleuse, ils subissent les travaux forcés à perpétuité.

Dans un seul cas, les frais d'une demande en déclaration de banqueroute, peut être à la charge de celui qui l'a provoquée; c'est lorsque c'est un créancier ordinaire qui a demandé cette mesure, et que le tribunal a prononcé l'acquittement, contrairement à la demande.

Dans tous les autres cas, les frais restent à la charge de l'Etat.

CHAPITRE TROISIÈME

DES CRIMES ET DES DÉLITS COMMIS DANS LES FAILLITES PAR D'AUTRES QUE PAR LES FAILLIS

593. Seront condamnés aux peines de la banqueroute frauduleuse : — 1° Les individus convaincus d'avoir, dans l'intérêt du failli, soustrait, recélé ou dissimulé tout ou partie de ses biens, meubles ou immeubles, le tout sans préjudice des autres cas prévus par l'article 60 du Code pénal; — 2° Les individus convaincus d'avoir frauduleusement présenté dans la faillite et affirmé, soit en leur nom, soit par interposition de personnes, des créances supposées; — 3° Les individus qui, faisant le commerce sous le nom d'autrui ou sous un nom supposé, se seront rendus coupables de faits prévus en l'article 591.

594. Le conjoint, les descendants ou les ascendants du failli, ou ses alliés aux mêmes degrés, qui auraient détourné, diverti ou recélé des effets appartenant à la faillite, sans avoir agi de complicité avec le failli seront punis des peines du vol.

595. Dans les cas prévus par les articles précédents, la cour ou le tribunal saisis statueront, lors même qu'il y aurait acquittement : 1° d'office sur la réintégration à la masse des créan-

ciers de tous biens, droits ou actions frauduleusement soustraits; 2° sur les dommages-intérêts qui seraient demandés, et que le jugement ou l'arrêt arbitrera.

596. Tout syndic qui se sera rendu coupable de malversation dans sa gestion sera puni correctionnellement des peines portées en l'article 406 du Code pénal.

597. Le créancier qui aura stipulé, soit avec le failli, soit avec toutes autres personnes, des avantages particuliers à raison de son vote dans les délibérations de la faillite, ou qui aura fait un traité particulier duquel résulterait en sa faveur un avantage à la charge de l'actif du failli, sera puni correctionnellement d'un emprisonnement qui ne pourra excéder une année, et d'une amende qui ne pourra être au-dessus de deux mille francs. — L'emprisonnement pourra être porté à deux ans, si le créancier est syndic de la faillite.

598. Les conventions seront, en outre, déclarées nulles à l'égard du fallli. — Le créancier sera tenu de rapporter à qui de droit les sommes ou valeurs qu'il aura reçues en vertu des conventions annulées.

599. Dans le cas où l'annulation des conventions serait poursuivie par la voie civile, l'action sera portée devant les tribunaux de commerce.

600. Tous arrêts et jugements de condamnation rendus, tant en vertu du présent chapitre que des deux chapitres précédents, seront affichés et publiés suivant les formes établies par l'article 42 du Code de commerce, aux frais des condamnés.

La loi punit très-sévèrement les fraudes, malheureusement très-fréquentes, commises dans les faillites.

Ainsi, ceux qui sont convaincus d'avoir, *dans l'intérêt du failli*, soustrait, recélé, dissimulé tout ou partie des biens du failli, sont condamnés aux peines de la banqueroute frauduleuse.

C'est l'application de l'article 59 du Code pénal, d'après lequel les complices d'un crime sont punis des mêmes peines que les auteurs mêmes du crime. Toutefois, il faut bien remarquer qu'en général, et au cas de complicité, il est nécessaire d'établir qu'il y a eu une entente, un concert entre l'auteur du crime et le complice, tandis qu'ici, il suffit que la fraude ait eu lieu dans l'intérêt du failli, Il peut se faire même que ce dernier n'en sache rien, ce qui arrivera toutefois bien rarement.

Une situation particulière est faite aux ascendants, descendants et conjoints. S'ils agissent de concert avec le failli dans un détournement, ils sont complices et punis comme tels. S'ils détournent à l'insu du failli, ils sont voleurs et punis des peines du vol.

Si le coupable est le syndic de la faillite, les peines sont plus sévères.

Les avantages particuliers stipulés frauduleusement, par le failli, au profit d'un créancier ou des syndics, comme conditions de son vote dans les délibérations, sont nuls de plein droit et entraînent condamnation à des peines correctionnelles.

L'action en nullité peut être portée en même temps que l'action cprrectionnelle devant les tribunaux correctionnels; sinon, devant le tribunal de commerce qui a connu de la faillite.

CHAPITRE QUATRIÈME

DE L'ADMINISTRATION DES BIENS EN CAS DE BANQUEROUTE

601. Dans tous les cas de poursuite et de condamnation pour banqueronte simple ou frauduleuse, les actions civiles autres que celles dont il est parlé dans l'article 595, resteront séparées, et toutes les dispositions relatives aux biens, prescrites pour la faillite, seront exécutées sans qu'elles puissent être attribuées ni évoquées aux tribunaux de police correctionnelle, ni aux cours d'assises.

602. Seront cependant tenus, les syndics de la faillite, de remettre au ministère public les pièces, titres, papiers et renseignements qui leur seront demandés.

603. Les pièces, titres et papiers délivrés par les syndics seront, pendant le cours de l'instruction, tenus en état de communication par la voie du greffe; cette communication aura lieu sur la réquisition des syndics qui pourront y prendre des extraits privés ou en requérir d'authentiques, qui leur seront expédiés par le greffier. — Les pièces, titres et papiers, dont le dépôt judiciaire n'aurait pas été ordonné, seront, après l'arrêt ou le jugement, remis aux syndics, qui en donneront décharge.

Ce chapitre a pour but de proclamer la complète indépendance des tribunaux commerciaux et correctionnels en matière de faillite et de banqueroute. Chacun d'eux a ses attributions parfaitement distinctes ; aux premiers appartient le soin de veiller aux intérêts matériels de la masse des créanciers; les seconds poursuivent l'application de la loi pénale.

Il n'y a qu'un cas où, par exception, les tribunaux correctionnels connaissent d'affaires civiles : en effet, nous avons vu, au chapitre précédent, que la juridiction criminelle peut statuer sur la restitution des objets détournés et sur les actions en dommages intérêts qui résultent du détournement.

Les syndics étant détenteurs de tous titres et documents pouvant éclairer le Procureur de la République sur le point de savoir s'il y a banqueroute ou non, s'il y a des crimes commis dans la faillite, c'est à eux que s'adressera le Procureur de la République. Les registres sont déposés au greffe aussi longtemps que le ministère public l'exige.

TITRE TROISIÈME

De la Réhabilitation

604. Le failli qui aura intégralement acquitté, en principal, intérêts et frais, toutes les sommes par lui dues, pourra obtenir sa réhabilitation. — Il ne pourra l'obtenir, s'il est l'associé d'une maison de commerce tombée en faillite, qu'après avoir justifié que toutes les dettes de la société ont été intégralement acquittées en principal, intérêts et frais, lors même qu'un concordat particulier lui aurait été consenti.

605. Toute demande en réhabilitation sera adressée à la Cour d'appel dans le ressort de laquelle le failli sera domicilié. Le demandeur devra joindre à sa requête les quittances et autres pièces justificatives.

606. Le procureur général près la cour d'appel, sur la communication qui lui aura été faite de la requête, en adressera des expéditions certifiées de lui au procureur de la République et au président du tribunal de commerce du domicile du demandeur, et si celui-ci a changé de domicile depuis la faillite, au procureur de la République et au président du tribunal de commerce de l'arrondissement où elle a eu lieu, en les chargeant de recueillir tous les renseignements qu'ils pourront se procurer sur la vérité des faits exposés.

607. A cet effet, à la diligence tant du procureur de la République que du président du tribunal de commerce, copie de ladite requête sera affichée pendant un délai de deux mois, tant dans les salles d'audience de chaque tribunal, qu'à la bourse et à la maison commune, et sera insérée par extrait dans les papiers publics.

608. Tout créancier qui n'aura pas été payé intégralement de sa créance en principal, intérêts et frais et toute autre partie intéressée, pourra, pendant la durée de l'affiche, former opposition à la réhabilitation par simple acte au greffe, appuyé des pièces justificatives. Le créancier opposant ne pourra jamais être partie dans la procédure de réhabilitation.

609. Après l'expiration de deux mois, le procureur de la République et le président du tribunal de commerce transmettront, chacun séparément, au procureur général près la cour d'appel, les renseignements qu'ils auront recueillis et les oppositions qui auront pu être formées. Ils y joindront leurs avis sur la demande.

610. Le procureur général près la cour d'appel fera rendre arrêts portant admission ou rejet de la demande en réhabilitation. Si la demande est rejetée, elle ne pourra être reproduite qu'après une année d'intervalle.

611. L'arrêt portant réhabilitation sera transmis aux procureurs de la République et aux présidents des tribunaux auxquels la demande aura été adressée. Ces tribunaux en feront faire la lecture publique et la transcription sur leurs registres.

612. Ne seront point admis à la réhabilitation les banqueroutiers frauduleux, les personnes condamnées pour vol, escroquerie ou abus de confiance, les stellionataires, ni les tuteurs, administrateurs ou autres comptables qui n'auront pas rendu et soldé leurs comptes. — Pourra être admis à la réhabilitation le banqueroutier simple qui aura subi la peine à laquelle il aura été condamné.

613. Nul commerçant failli ne pourra se présenter à la Bourse, à moins qu'il n'ait obtenu sa réhabilitation.

614 Le failli pourra être réhabilité après sa mort.

La faillite est une tache dans la vie d'un commerçant; l'état de faillite prive d'un certain nombre de droits, tels que de se présenter à la Bourse, d'être électeur pour certaines fonctions, et, à plus forte raison, éligible.

Une seule voie est ouverte pour effacer entièrement la trace de la faillite : c'est la réhabilitation.

La réhabilitation ne peut être obtenue qu'à la condition *expresse que toutes les dettes du failli en capital, intérêts et frais* aient été acquittées. Peu importe qu'il y ait eu soit concordat, soit remise de sommes, le failli doit prouver qu'il a tout payé, même les sommes dont on lui a fait remise par concordat ou autrement.

Bien plus, si la réhabilitation était prononcée, alors qu'il reste dû quelque chose à un créancier de la faillite, celui-ci pourra en demander paiement après la réhabilitation prononcée, et le réhabilité ne peut se dispenser de le payer.

Celui qui faisait partie d'une société qui a été déclarée en faillite, ne sera admis à la réhabilitation qu'après avoir justifié de l'acquittement, en principal, intérêts et frais, des dettes sociales, quand même il lui aurait été consenti un concordat particulier à lui-même.

La procédure de réhabilitation est indiquée dans les articles 605 et suivants transcrits ci-dessus.

La requête (1) adressée à la Cour d'appel de son domicile par le failli, est présentée par un avoué près cette Cour.

L'opposition que l'un des créanciers peut faire à la réhabilitation consiste dans une déclaration inscrite au greffe (2).

La Cour apprécie le bien ou mal fondé de cette opposition et statue en conséquence.

La publicité qui est donnée à la demande de réhabilitation, et à l'arrêt qui la prononce, a pour but de porter ce fait à la connaissance des intéressés, afin qu'ils y forment opposition ou en soient désormais prévenus.

Il faut remarquer que le failli qui n'est point banqueroutier a un droit acquis à obtenir sa réhabilitation, pourvu qu'il prouve qu'il a désintéressé ses créanciers, tandis que le banqueroutier simple *peut seulement* la demander à la Cour, qui, selon les circonstances, peut la refuser.

---

(1) Voy. FORMULAIRE nº 79.
(2) Voy. FORMULAIRE, nº 80.

LIVRE QUATRIÈME

DE LA JURIDICTION COMMERCIALE

TITRE PREMIER

De l'organisation des tribunaux de commerce

Il y a, en général, un tribunal de commerce par arrondissement; mais le gouvernement peut en créer d'autres si les besoins du commerce l'exigent. Il peut être établi au chef-lieu d'arrondissement ou dans une autre ville plus commerçante.

Lorsqu'il n'y a pas de tribunal de commerce dans un arrondissement, c'est le tribunal civil qui en fait les fonctions à des jours qu'il indique, et alors il juge selon les formes commerciales.

Les juges au tribunal de commerce sont élus par les commerçants inscrits sur des listes électorale spéciales (1). Leurs fonctions sont purement honorifiques.

TITRE DEUXIÈME

De la compétence des Tribunaux de commerce

631 (*Ainsi modifié*, L. 17 juillet 1856) : Les tribunaux de commerce connaîtront, 1° des contestations relatives aux engagements et transactions entre négociants, marchands et banquiers; 2e des contestations entre associés, pour raison d'une société de commerce; 3° de celles relatives aux actes de commercé entre toutes personnes.

632. La loi répute actes de commerce : 1° Tout achat de denrées et marchandises pour les revendre soit en nature, soit après les avoir travaillées et mises en œuvre; ou même pour en louer simplement l'usage; 2° Toute entreprise de manufactures, de commission, de transport par terre ou par eau; 3° Toute entreprise de fournitures, d'agences, bureaux d'affaires, établissements de ventes à l'encan, de spectacles publics; 4° Toute opération de change, banque et courtage; 5° Toutes les opérations des banques publiques; 6° Toutes obligations entre négociants, marchands et banquiers; 7° Entre toutes personnes, les lettres de change, ou remises d'argent faites de place en place.

633. — La loi répute pareillement actes de commerce. — Toute entreprise de constructions et tous achats, ventes et reventes de bâtiments pour la navigation intérieure et extérieure; — Toutes expéditions maritimes; Tout achat ou vente d'agrès, apparaux et avitaillements; — Tout affrétement ou nolissement, emprunt ou prêt à la grosse; toutes assurances et autres contrats concernant le commerce de mer; — Tous accords et conventions pour salaires e loyers d'équipages; — Tous engagements de gens de mer pour le service de bâtiments de commerce.

634. Les tribunaux de commerce connaîtront également, — 1° Des actions contre les facteurs, commis des marchands ou leurs serviteurs, pour le fait seulement du trafic du marchand auquel ils sont attachés; — 2° Des billets faits par les receveurs, payeurs, percepteurs ou autres comptables des deniers publics.

---

(1) Voy. aux *Lois diverses* le mode d'élection des juges au tribunal de commerce.

635. Les tribunaux de commerce connaîtront de tout ce qui concerne les faillites, conformément à ce qui est prescrit au livre troisième du présent Code.

636 — Lorsque les lettres de change ne seront réputées que simples promesses, aux termes, de l'article 112, ou lorsque les billets à ordre ne porteront que des signatures d'individus non négociants, et n'auront pas pour occasion des opérations de commerce, trafic, change, banque ou courtage, le tribunal de commerce sera tenu de renvoyer au tribunal civil, s'il en est requis par le défendeur.

637. Lorsque ces lettres de change et ces billets à ordre porteront en même temps des signatures d'individus négociants et d'individus non négociants, le tribunal de commerce en connaîtra ; mais il ne pourra prononcer la contrainte par corps contre les individus non négociants, à moins qu'ils ne soient engagés à l'occasion d'opérations de commeree, trafic, change, banque ou courtage.

637. Ne seront point de la compétence des tribunaux de commerce les actions intentées contre un propriétaire, cultivateur ou vigneron, pour vente de denrées provenant de son crû, les actions intentées contre un commerçant, pour paiement de denrées et marchandises achetées pour son usage particulier. — Néanmoins, les billets souscrits par un commerçant seront censés faits pour son commerce, et ceux des receveurs, payeurs, percepteurs ou autres comptables de deniers publics, seront censés faits pour leur gestion, lorsqu'une autre cause n'y sera pas énoncée.

639. Les tribunaux de commerce jugeront en dernier ressort, — 1° Toutes les demandes dans lesquelles les parties justiciables de ces tribunaux, et usant de leurs droits, auront déclaré vouloir être jugées définitivement et sans appel; — 2° Toutes les demandes dont le principal n'excédera pas la valeur de quinze cents francs; — 3° Les demandes réconventionnelles ou en compensation, lors même que, réunies à la demande principale, elles excéderaient quinze cents francs. — Si l'une des demandes principale ou reconventionnelle s'élève au-dessus des limites ci-dessus indiquées, le tribunal ne prononcera sur toutes qu'en premier ressort. —Néanmoins, il sera statué en dernier ressort sur les demandes en dommages-intérêts, lorsqu'elles seront fondées exclusivement sur la demande principale elle-même.

640. Dans les arrondissements où il n'y aura pas de tribunaux de commerce, les juges du tribunal civil exerceront les fonctions et connaîtront des matières attribuées aux juges de commerce par la présente loi.

641. L'instruction, dans ce cas, aura lieu dans la même forme que devant les tribunaux de commerce, et les jugements produiront les mêmes effets.

I. Compétence générale. — Au début d'une affaire, la première question à se poser doit être : quelle est la juridiction compétente ? A quel ordre du tribunaux dois-je m'adresser : au tribunal civil ou au tribunal commercial? Cette question a d'autant plus d'intérêt que si le tribunal que l'on saisit est incompétent, on est condamné aux frais de l'instance, et la solution de litige est retardée d'autant.

Cette première question résolue, il s'agira de trouver dans la juridiction compétente le tribunal qui doit connaître de la contestation. Le Code de procédure civile (art. 420) nous indique quel est le tribunal compétent, en matière commerciale. C'est, au choix du demandeur : le tribunal du domicile du défendeur, — celui dans l'arrondissement duquel la promesse a été faite et la marchandise livrée, — celui dans l'arrondissement duquel le payement devait être effectué.

C'est de la première question qu'il s'agit ici. Nous allons l'étudier avec soin.

En thèse générale, voici ce que l'on décide sur la compétence en matière commerciale :

Tous engagements ou obligations *entre* commerçants pour une *cause commerciale* rentre dans la compétence des tribunaux de commerce. Si la cause est inconnue, elle est présumée commerciale, et, à moins que le contraire ne soit prouvé, les tribunaux commerciaux restent compétents. Les billets, notamment, souscrits par des commerçants, *non causés* pour faits de com-

merce, sont *censés* pour cette cause et entraînent la juridiction commerciale, sauf preuve contraire.

Mais s'il est constant que la cause de l'obligation est civile, ou s'il s'agit d'un acte essentiellement civil, tel qu'un partage de succession, quelle que soit la profession des parties, la juridiction civile est seule compétente.

Si l'acte est civil pour une partie, commercial pour l'autre, qu'arrive-t-il ? Un exemple : un marchand vend une barrique de vin à Paul, qui est ou n'est pas commerçant, peu importe, pour son usage particulier. Le marchand de vins fait un acte commercial, Paul un acte civil, parce que c'est pour la consommation personnelle et non pour la revendre qu'il a acheté la marchandise. Si le marchand soulève une difficulté à raison de cette vente, c'est le tribunal civil qu'il doit saisir ; si c'est Paul, il saisira soit le tribunal civil, soit le tribunal de commmerce, à son choix.

Tous actes de commerce, entre toutes personnes, rendent justiciable de la juridiction consulaire.

On se demande si les engagements qui naissent d'un quasi-délit peuvent avoir un caractère commercial. Evidemment oui, si le quasi-délit a lieu à l'occasion d'engagements commerciaux, et les tribunaux de commerce devront en connaître.

Le fait d'être membre d'une société commerciale rend également justiciable du même tribunal.

L'incompétence peut-elle être opposée en tout état de cause, ou bien doit-elle l'être fatalement au début de l'affaire ? D'après la Cour de cassation, c'est au commencement même de l'instance que doit être proposée l'incompétence, si non, le tribunal saisi reste valablement saisi jusqu'à la fin. Cette opinion est combattue par des auteurs qui estiment que l'incompétence peut être opposée à quelque moment que ce soit du procès.

II. Actes de commerce. — La loi répute actes de commerce (art. 632).

1° *Tout achat de denrées et marchandises pour les revendre soit en nature, soit après les avoir travaillées ou mises en œuvre ou même pour en louer simplement l'usage.* Qu'appelle-t-on denrées ? Qu'appelle-t-ou marchandises ? On entend par denrées les productions destinées à la nourriture soit des hommes, soit des animaux. On entend par marchandises toutes choses mobilières faisant l'objet des spéculations des marchands ou des négociants.

Bien des questions délicates se posent à propos du paragraphe que nous expliquons.

Celui qui achète des terrains pour les revendre, après y avoir élevé des constructions, fait-il acte de commerce ? Oui, dit-on dans une opinion, car cet achat n'est qu'un accessoire d'une opération commerciale, qui consiste dans l'achat de matériaux pour les revendre après les avoir transformés en immeuble. Mais cette opinion est combattue.

Celui qui achète soit des rentes sur l'État, soit des créances sur particuliers, avec l'intention de les revendre, fait-il acte de commerce ? C'est encore une question controversée.

A l'égard d'un fonds de commerce, l'achat en est-il toujours commercial, qu'il y ait ou non des marchandises comprises dans la vente ? Oui, dit-on dans une opinion ; non, dit-on dans une autre, s'il n'y a pas de marchandises, l'achat du fonds est un acte civil. La cour de Paris a des arrêts dans ce dernier sens.

La loi dit *achat* de denrées et des marchandises ; mais il est évident que l'échange rentre dans les mêmes règles.

Comme on peut le voir par les exemples que nous donnons plus haut, la condition fondamentale de l'acte commercial, c'est l'*intention* d'acheter pour revendre. Cette intention doit exister au moment de l'achat ; mais peu importe qu'elle cesse plus tard. Par exemple, j'achète des bois avec l'intention de les revendre. Au lieu de les revendre, je les consomme : l'acte n'en a pas moins été commercial.

La loi dit simplement l'*achat* des denrées et des marchandises pour être revendues. Mais le fait même de la revente n'est il pas aussi un acte commercial ? C'est un point débattu entre les auteurs.

On ne fait pas acte de commerce toutes les fois que l'on achète des marchandises ou denrées pour les revendre; une distinction est nécessaire.

Un maître de pension achète bien des denrées qu'il revend ensuite à ses élèves ; mais il ne fait point par là acte de commerce, parce que cet achat constitue seulement un accessoire d'une profession essentiellement civile : l'éducation.

Un peintre qui achète les divers ustensiles nécessaires à sa profession ne fait pas acte de commerce, parce que ce n'est là que l'accessoire du travail de son intelligence.

Encore un autre exemple : le propriétaire achète des tonneaux vides pour les revendre pleins du vin de ses récoltes. Ce n'est pas là non plus faire un acte de commerce, parce qu'en achetant, le propriétaire ne se proposait pas de spéculer sur la revente des barriques, mais, au contraire, ne faisait de cet achat que l'accessoire de la vente du vin.

2° *Toute entreprise de manufactures. de commission, de transport par terre et par eau.* — Une entreprise de manufacture consiste dans le travail de matières premières que l'en revend ensuite, soit que le manufacturier achète lui-même les matières pour les faire travailler, soit que le travail soit pour le compte d'un autre.

Ici, comme plus haut, il faut distinguer une opération principale d'une opération accessoire, et savoir attribuer à celle-ci le caractère de celle-là, suivant une opinion ancienne que l'*accessoire suit le principal*. Ainsi, le propriétaire qui fait de l'eau-de-vie destinée au commerce de ses marcs de raisin ne ait pas là une opération de commerce, car c'est là un accessoire de l'exploitation de ses vignes, qui est un acte essentiellement civil.

Le contrat de commission est aussi un acte de commerce, qu'il soit un acte isolé ou que ce soit une entreprise d'actes de ce genre. C'est du moins l'opinion générale.

Les entrepreneurs de transport devaient nécessairement rentrer dans la catégorie des commerçants. Que font-ils, en effet ? Ils louent au public soit des voitures, des navires, soit le travail d'hommes sous leurs ordres. C'est une spéculation évidemment commerciale.

Toutefois, remarquons qu'aux termes de la loi du 25 mai 1838, la connaissance des contestations entre les voyageurs et les voituriers ou bateliers, pour retards, frais de route et pertes ou avaries d'effets accompagnant les voyageurs, appartient au tribunal de pair.

3° *Toute entreprise de fournitures, d'agence, bureaux d'affaires, établissements de ventes à l'encan, de spectacles publics.*

Faire une entreprise de fournitures, s'est s'engager à livrer soit des marchandises, soit des denrées à des particuliers ou à l'État dans des conditions déterminées, c'est donc s'obliger à acheter pour revendre, ce qui constitue une opération essentiellement commerciale. Et cela est si vrai, que si un propriétaire prend un engagement de ce genre, qu'il doit remplir avec les produits de sa récolte, l'acte n'est pas commercial. Mais rarement ce cas se produira.

L'entreprise d'agence, de bureaux d'affaires, de ventes à l'encan renferme un certain nombre d'opérations commerciales par elles-mêmes qui font de l'entreprise même un commerce, et de chacune des opérations un acte de commerce rendant justiciable des tribunaux consulaires.

L'entreprise de spectacles publics renferme des questions plus délicates.

Un directeur de théâtre est certainement un commerçant, car il spécule sur la location d'une salle, sur le talent de ses artistes, etc ; mais en est-il de même des acteurs, de ceux qui collaborent avec lui au succès de l'entreprise.

La jurisprudence n'est pas absolument fixée sur ce point. Cependant aujourd'hui on considère généralement que l'engagement d'un acteur et toutes les contestations qu'il peut faire naître ne constitue pas un acte commercial : qu'il y a là un acte civil, parce que les acteurs ne sont pas intéressés directement à l'exploitation du théâtre.

L'exploitation d'une maison de danse n'est pas un commerce, si le directeur se borne à donner des leçons ; c'est là le simple exercice d'une profession. Mais s'il ne se borne pas à ces leçons, et s'il donne des soirées, il devient insensiblement entrepreneur de spectacles publics et, à ce titre, commerçant.

4° Toute opération de change, banque ou courtage. — Il est à remarquer que toute opération, faite par un banquier, un changeur, un courtier, constitue un acte de commerce. Par là on entend, bien entendu, toute opération rentrant dans l'exercice de sa profession. Ainsi, par exemple, un courtier, dont la profession consiste à rapprocher les personnes, à leur servir d'intermédiaire, fait un acte de commerce en mettant en rapport un propriétaire et celui qui lui achète son vin, bien que l'un et l'autre ne soient pas commerçants.

5° *Toutes entreprises maritimes et les contrats qui en dépendent.* — A titre d'exemple, on peut citer : une entreprise de construction d'un navire, un emprunt à la grosse, un louage de matelots, etc.

6° *Entre toutes personnes. les lettres de change ou remises d'argent de place à place.* — Quiconque a signé une lettre de change, ou l'a endossé, a par là même, et quelle que soit sa profession, fait un acte de commerce qui le rend justiciable des tribunaux de commerce.

Le billet à domicile est-il dans le même cas ? Il y a là une remise d'argent de place à place ; cependant plusieurs auteurs pensent qu'il ne faut pas appliquer ici la même solution que pour les lettres de change.

Quand les lettres de change dégénèrent en simples promesses par supposition ou autrement, quand les billets à ordre ne sont *signés d'aucun commerçant* et n'ont pour cause aucune opération commerciale, le tribunal civil est bien plus apte à apprécier des difficultés qui peuvent surgir, et c'est à lui qu'il faut s'adresser.

Mais si la lettre de change ou le billet à ordre contiennent des signatures de commerçants et des signatures de non-commerçants, ce sont les tribunaux de commerce qui sont compétents à l'égard de tout le monde. Ainsi le non-commerçant assigné seul en payement de la lettre ou du billet devant le tribunal de commerce ne peut se faire renvoyer devant les juges civils.

ACTIONS CONTRE LES FACTEURS, COMMIS OU SERVITEURS DES MARCHANDS. — L'article 634, qui prévoit ce cas dans sa première partie, est bien vague et a fait naître bien des discussions.

En effet, dire que les actions contre les facteurs, commis ou serviteurs des marchands seront portées devant le tribunal de commerce, est-ce dire qu'il en sera ainsi, soit que la demande vienne du patron ou de toute autre personne ? Oui assurément, semble-t-il, d'après le texte ; cependant cette opinion est combattue. — Est-ce dire réciproquement que les actions des facteurs, commis ou serviteurs contre les commerçants seront portées devant le tribunal civil ? Oui, pourrait-on dire d'après le texte ; cependant on décide assez souvent le contraire.

IV. ACTION CONTRE LES COMPTABLES DE DENIERS PUBLICS. — La loi parle de billets fait par les comptables. En serait-il de même si la dette ne résultait pas de billets, mais de toute autre obligation ? On adopte, en général, la négative.

V. COMPÉTENCE EN DERNIER RESSORT DES TRIBUNAUX DE COMMERCE. — Les tribunaux de commerca ne jugent point toutes les affaires de leur compétence sans appel. La règle générale est, au contraire, que leurs décisions sont susceptibles d'être attaquées devant la Cour d'appel.

Ainsi, on peut dire que les jugements des tribunaux civils sont susceptibles d'appel, sauf dans les cas prévus par l'article 639 du Code de commerce cité plus haut.

C'est le chiffre de *la demande* qu'il faut considérer pour savoir si le jugement sera en premier ou en dernier ressort. Ce chiffre est porté dans l'assignation ; mais il peut être erroné et réduit ou augmenté au cours de l'instance. Il est évident que c'est le dernier chiffre qui est le vrai, celui d'après lequel on peut raisonner.

Si la demande est indéterminée, l'appel est toujours ouvert.

Si sur une demande le tribunal de commerce se déclare incompétent, le jugement sera en premier ressort et susceptible d'appel, quelle que soit l'importance du procès.

Il aurait été facile à celui qui est actionné pour une affaire que doit connaître le tribunal de commere en dernier ressort, de rendre le jugement susceptible d'appel, en formant de son côté une demande en dommages-intérêts de plus de 1,500 fr. La loi ne l'a pas voulu et a déclaré que, même dans ce cas, le jugement serait en dernier ressort.

TITRE TROISIÈME

De la forme de procéder devant les tribunaux de commerce

642. La forme de procéder devant les tribunaux de commerce sera suivie telle qu'elle a été réglée par le le titre V, du livre II de la première partie du Code de procédure civile.

643. Néanmoins les articles 157, 158 et 159 du même Code, relatifs aux jugements par défaut rendus par les tribunaux inférieurs seront applicables aux jugements par défaut rendus par les tribunaux de commerce.

644. Les appels des jugements des tribunaux de commerce seront portés devant les cours dans le ressort desquelles ces tribunaux sont situés.

La procédure commerciale a été indiquée au Code de procédure civile. Les règles qui la concernent visent la célérité et l'économie.

L'instance est engagée par une assignation au tribunal de commerce compétent. Le délai entre le jour de l'assignation et celui de la comparution est d'un jour franc. Ainsi, on assigne le 10 pour le 12, le 1er pour le 3, etc.

En cas d'urgence, on présente au président du tribunal de commerce une requête pour être autorisé à assigner pour le lendemain et quelquefois pour le jour même (1).

Le tribunal compétent est celui du domicile de l'assigné, comme en matière civile. De plus, c'est encore celui dans l'arrondissement duquel la promesse a été faite et la marchandise livrée (il faut le concours de ces deux circonstances), et, enfin, celui dans l'arrondissement duquel le payement devait être effectué.

Si le défendeur ne comparaît pas, le tribunal donne défaut contre lui et prononce la condamnation demandée, si la demande paraît juste.

Si, de plusieurs assignés, les uns comparaissent, les autres font défaut, le tribunal donne défaut contre ceux-ci et surseoit à statuer à l'égard des autres jusqu'à ce que les défaillants aient été réassignés. La réassignation contient signification de ce jugement.

Lorsque l'une des parties propose l'incompétence du tribunal saisi, elle doit

---

(3) Voy. FORMULAIRE, n° 81.

le faire au début de l'affaire, avant de discuter la demande. Si elle ne le fait pas au début, elle n'est pas recevable à le faire dans la suite.

Si l'incompétence est fondée sur ce que l'affaire n'est point commerciale, le tribunal de commerce devra de lui même refuser de juger. Si elle est fondée, le faire au début de l'affaire, avant de discuter la demande. Si elle ne le fait sur tout autre motif, il ne peut se déclarer incompétent que sur la demande expresse de l'une des parties.

On peut se présenter soi-même, en demandant ou en défendant, au tribunal de commerce. Le ministère des avoués n'existe pas en matière commerciale.

On peut cependant se faire représenter par un mandataire quelconque, avocat, avoué, agréé, agent d'affaires, etc. Les mandataires doivent être munis d'un pouvoir sur papier timbré original, enregistré. Quelquefois, le pouvoir est donné à la suite de l'assignation ; ce pouvoir est valable.

Dans les villes un peu importantes se sont établis des agréés, c'est-à-dire des personnes privées dont les fonctions consistent à représenter les plaideurs en matière commerciale. Leur ministère est absolument facultatif; mais, à raison de leurs connaissances spéciales, ils sont ordinairement choisis comme mandataires par ceux qui ne veulent pas plaider eux-mêmes leurs affaires.

L'avis des experts ou des arbitres reste pour le tribunal un simple avis, qu'il peut ne pas suivre.

Il peut ordonner une enquête; mais l'enquête consiste à entendre à la barre du tribunal les témoins que les parties ont fait citer.

Les jugements par défaut en matière commerciale doivent être exécutés dans les six mois de leur obtention, comme en matière civile, sous peine de péremption.

L'exécution provisoire est de droit en matière commerciale, nonobstant appel, quoique le jugement n'en dise rien; mais une caution est nécessaire avant de commencer l'exécution, si on n'en a été dispensé par le jugement.

Si, au cours d'une instance commerciale, surgit une de ces questions de pur droit civil dont le tribunal de commerce ne peut connaître, comme une vérification d'écritures, il est sursis à statuer et renvoyé devant le tribunal civil.

C'est un principe important en pratique que celui qui défend aux tribunaux de commerce de connaître de l'exécution de leurs jugements. Par exemple, en vertu d'un jugement commercial, je fais une saisie de meubles ou d'immeubles ; cette saisie présente des difficultés. C'est le tribunal civil qui les règlera.

L'appel des jugements de commerce, quand il est autorisé, se porte devant la Cour d'appel dans le ressort de laquelle est situé le tribunal de commerce.

TITRE QUATRIÈME

De la forme de procéder devant les cours d'appel

645. Le délai pour interjeter appel des jugements des tribunaux de commerce sera de deux mois, à compter du jour de la signification du jugement, pour ceux qui auront été rendus contradictoirement, et du jour de l'expiration du délai de l'opposition, pour ceux qui auront été rendus par défaut : l'appel pourra être interjeté du jour même du jugement.

646. Dans les limites de la compétence fixée par l'article 639 pour le dernier ressort, l'appel ne sera pas reçu, encore que le jugement n'énonce pas qu'il est rendu en dernier ressort et même quand il énoncerait qu'il est rendu à la charge d'appel.

647. Les cours d'appel ne pourront, en aucun cas, à peine de nullité, et même des dommages et intérêts des parties, s'il y a lieu, accorder des défenses ni surseoir à l'exécution des jugements des tribunaux de commerce, quand même ils seraient attaqués d'incompétence; mais elles pourront, suivant l'exigence des cas, accorder la permission de citer extraordinairement à jour et heures fixes, pour plaider sur l'appel.

648. Les appels des jugements des tribunaux de commerce seront instruits et jugés dans les cours, comme appels de jugements rendus en matière sommaire. La procédure, jusques et y compris l'arrêt définitif, sera conforme à celle qui est prescrite, pour les causes d'appel en matière civile, au livre III de la première partie du Code de procédure civile.

Le délai d'appel en matière commerciale n'a lieu, en règle générale, que pour les affaires d'une valeur supérieure à 1,500 francs. La circonstance qu'un jugement serait qualifié par erreur *en dernier ressort* n'empêchera pas l'appel, de même que s'il était qualifié par erreur *en premier ressort*, elle ne pourrait rendre l'appel recevable.

Le délai pour faire appel est de deux mois. En matière de faillite, le délai est seulement de quinze jours.

Ce qu'il y a de remarquable, c'est que le jour où le jugement commercial est prononcé, on peut le frapper d'appel. L'urgence que réclament ces sortes d'affaires demande qu'il en soit ainsi.

C'est dans le même ordre d'idées que s'est placé le législateur, en voulant que les appels fussent jugés comme matières *sommaires*, c'est-à-dire comme affaires exigeant une prompte solution.

L'appel est formé par un exploit d'huissier contenant constitution d'un avoué à la Cour d'appel, qui doit occuper pour l'appelant jusqu'à l'arrêt.

CODE
DE PROCÉDURE CIVILE

PROLÉGOMÈNES

On aurait tort de croire que le Code de procédure civile intéresse uniquement et exclusivement les hommes de loi, et que les particuliers ne peuvent y trouver que des matières obscures et incompréhensibles. Si plusieurs parties de ce Code s'adressent spécialement à ces hommes de loi, il en est cependant un très-grand nombre dont le public doit être instruit. C'est cette connaissance qui lui permettra de suivre attentivement et avec intelligence les diverses phases d'un procès, de lui donner une bonne direction et d'arriver au triomphe.

Croit-on, par exemple, qu'il est inutile de connaître les lois de la compétence ? Le plus souvent, un procès commence par un acte d'huissier. Ces sortes d'officiers ministériels n'ont pas fait des études juridiques très-avancées, en général, et peuvent laisser introduire une instance devant un tribunal incompétent. Le tribunal déclarera que c'est à tort que l'on a porté l'affaire devant lui et condamnera aux frais celui qui a commis cette imprudence.

Il n'est pas moins utile d'être initié aux formes de la procédure pour pouvoir suivre pas à pas son procès, en voir les développements et en compter par avance la durée.

Et, pour le résultat final, l'exécution d'une sentence obtenue, que de fois néglige-t-on par ignorance une occasion qui se présente? Quand on a affaire à un adversaire rusé, il n'est pas trop de bien connaître toutes les vois d'exécution que la loi ouvre contre lui.

Ainsi, bien engager un procès, le suivre avec intelligence, mettre à bonne exécution un jugement obtenu, tels sont les trois points sur lesquels un plaideur doit être instruit. Bien des détails pourront lui échapper dans cette foulə de formules anciennes, de procédures diverses; mais au moins aura-t-il des notions générales qui lui permettront de jeter un coup d'œil d'ensemble sur tout ce qui se dit ou se fait pour ou contre lui.

Celui qui veut intenter une action doit d'abord se demander : quel est le tribunal compétent ? Est-ce un tribunal civil ? Est-ce un tribunal de commerce ? Est-ce une cour d'appel ? Et, ce premier point résolu, il s'agit de savoir à quel juge de paix, à quel tribunal d'arrondissement, à quel tribunal de commerce, à quelle cour il s'adressera. Toutes questions un peu délicates, sur lesquelles nous reviendrons.

Mais, auparavant, il est indispensable de connaître notre organisation judiciaire.

ORGANISATION JUDICIAIRE

Le vice principal de notre organisation judiciaire avant la révolution de 1789, n'était pas seulement la lenteur désespérante, la corruption de la magistrature, mais encore le nombre exagéré de degrés de juridictions qu'avait à subir successivement celui qui avait affaire à un homme puissant.

Le nombre de ces degrés est aujourd'hui restreint; quelques affaires sont jugées sans appel, et d'autres, qui sont en plus grand nombre, sont susceptibles d'un appel. Il n'y a donc au plus que deux degrés de juridiction.

En matière civile, nous trouvons au bas de l'échelle judiciaire les juges de paix, juges et conciliateurs à la fois; juges pour les affaires minimes, conciliateurs pour les affaires plus importantes; juges sans appel quelquefois, et d'autres fois avec facultés d'appel devant le tribunal d'arrondissement.

Le tribunal d'arrondissement, juge d'appel des justices de paix, est chargé de toutes les affaires civiles en général, mais sans appel ou avec appel selon l'importance de l'affaire.

L'appel, quand il peut avoir lieu, se porte devant la Cour d'appel du ressort du tribunal qui a rendu le jugement. La Cour statue toujours en dernier ressort, c'est-à-dire sans nouveau recours possible qu'au recours en cassation, dont nous allons parler.

En matière commerciale, le tribunal de commerce juge en premier ou en dernier ressort, selon l'importance de l'affaire. L'appel est porté devant la Cour d'appel.

Le tribunal de commerce est composé de juges élus par les notables commerçants.

Il n'y a pas de tribunal de commerce dans chaque arrondissement. Dans ce cas, c'est le tribunal civil qui en fait les fonctions; mais il juge alors dans les formes commerciales.

Nous ne dirons rien ici du conseil des prud'hommes, qui juge les constestations entre patrons et ouvriers.

Il ne convient point de parler des tribunaux spéciaux, tels que les tribunaux administratifs, les tribunaux correctionnels, etc.

Mais au-dessus de tous les tribunaux et de toutes les cours, se place la Cour suprême ou Cour de cassation, à laquelle on ne peut avoir recours qu'en cas de violation de la loi. Le recours en cassation n'arrête point l'exécution de la la sentence frappée de recours, contrairement à l'appel, qui est suspensif de l'exécution.

Il convient ici, après avoir étudié notre organisation judiciaire actuelle, de la compléter par quelques mots sur les divers officiers ministériels qtui contribuent à faire rendre la justice.

Le *ministère public* se compose de magistrats placés près des tribunaux et des Cours, chargés de surveiller l'application des lois, de la requérir quelquefois, et ayant toujours le droit de dire leur opinion sur les affaires qui se jugent en leur présence.

Ils s'appellent Procureur de la République et substituts du Procureur de la République devant les tribunaux d'arrondissement. Ils prennent devant les cours d'appel et de cassation, les noms de procureurs généraux et avocats généraux.

Le ministère public ne siége pas en matière commerciale.

Les *avocats* sont les conseils des parties, chargés de porter la parole à l'audience pour elles.

Les *avoués* font les écritures et la procédure pour mettre l'affaire en état d'être plaidée par les avocats.

Les *greffiers* tiennent la plume aux audiences et écrivent les jugements sur des feuilles destinées à cet usage.

Les *huissiers* signifient les actes que les parties ont à se signifier à domicile. Ils donnent un caractère authentique à ce qu'ils consignent dans leurs exploits.

Les *Commissaires priseurs* sont des officiers ministériels institués dans les villes et chargés de faire les prisées et estimations d'objets mobiliers, et de procéder aux ventes publiques de meubles. Tantôt ils partagent ces droits avec les huissiers, les notaires, les greffiers; tantôt ils l'ont exclusivement.

PREMIÈRE PARTIE

PROCÉDURE

DEVANT LES TRIBUNAUX

LIVRE PREMIER

DE LA JUSTICE DE PAIX

TITRE PREMIER

Compétence des juges de paix

Il est très-important de connaître les limites de la compétence des juges de paix. Ces limites ont été déterminées dans la loi du 25 mai 1838, fondamentale en cette matière, que l'on peut citer à peu près entièrement et textuellement.

Les juges de paix connaissent de toutes actions purement personnelles ou mobilières, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de cent francs, et, à charge d'appel, jusqu'à la valeur de deux cents francs.

On appelle action purement personnelle, celle qui résulte d'un droit ou d'une obligation contre une personne. Je m'explique : quand je réclame une pièce de terre que je prétends m'appartenir, je n'exerce pas une action purement personnelle; tandis que si je réclame un salaire, c'est là une action purement personnelle.

Les juges de paix prononcent, sans appel, jusqu'à la valeur de cent francs, et, à charge d'appel, jusqu'au taux de la compétence en dernier ressort des tribunaux de première instance (1,500 fr.) : —Sur les contestations entre les hôteliers, aubergistes ou logeurs, et les voyageurs ou locataires en garni, pour dépense d'hôtellerie et perte et avarie d'effets déposés dans l'auberge ou dans l'hôtel; — Entre les voyageurs et les voituriers ou bateliers pour retards, frais de route et perte ou avarie d'effets accompagnant les voyageurs; — Entre les voyageurs et les carrossiers ou autres ouvriers, pour fournitures, salaires ou réparations faites aux voitures de voyage.

Les juges de paix connaissent sans appel, jusqu'à la valeur de cent francs, et, à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, des actions en payement de loyers ou fermages, des congés, des demandes en résiliation de baux, fondées sur le seul défaut de payement des loyers en fermages; des expulsions de lieux et des demandes en validité de saisie gagerie; le tout lorsque les locations verbales ou par écrit n'excèdent pas annuellement quatre cents francs.

Si le prix principal du bail consiste en denrées ou prestations en nature,

appréciables d'après les mercuriales, l'évaluation sera faite sur celles du jour de l'échéance, lorsqu'il s'agira du payement des fermages. Dans tous les autres cas, elle aura lieu suivant les mercuriales du mois qui aura précédé la demande. Si le prix principal du bail consiste en prestations non appréciables d'après les mercuriales, ou s'il s'agit de baux à colons partiaires, le juge de paix déterminera la compétence, en prenant pour base du revenu de la propriété le principal de la contribution foncière de l'année courante, multiplié par cinq.

Les juges de paix connaissent, sans appel, jusqu'à la valeur de cent francs, et, à charge d'appel, jusqu'au taux de la compétence en dernier ressort des tribunaux de première instance (1,500) : 1° Des indemnités réclamées par le locataire ou fermier pour non-jouissance provenant du fait du propriétaire, lorsque le droit à une indemnité n'est pas contesté; 2° Des dégradations et pertes, dans les cas prévus par les articles 1732 et 1735 du Code civil, c'est-à-dire quand les dégradations ou pertes sont le fait de la résidence et proviennent soit du locataire, soit de ses employés ou sous-locataires.

Néanmoins, le juge de paix ne connaît des pertes causées par incendie ou inondation que quand elles ne s'élèvent pas à plus de 200 francs.

Les juges de paix connaissent également, sans appel, jusqu'à la valeur de cent francs, et, à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever : — 1° Des actions pour dommages faits aux champs, fruits et récoltes, soit par l'homme, soit par les animaux, et de celles relatives à l'élagage des arbres ou baies, et au curage, soit des canaux servant à l'irrigation des propriétés ou au mouvement des usines, lorsque les droits de propriété ou de servitude ne sont pas contestés;— 2° Des réparations locatives des maisons ou fermes, mises par la loi à la charge du locataire; — 3° Des contestations relatives aux engagements respectifs des gens de travail au jour, au mois et à l'année, et de ceux qui les emploient; des maîtres et des domestiques ou gens de service à gages; des maîtres et de leurs ouvriers ou apprentis, sans néanmoins qu'il soit dérogé aux lois et règlements relatifs à la juridiction des prud'hommes; 4° Des contestations relatives au payement des nourrices, sauf ce qui est prescrit par les lois et règlements d'administration publique à l'égard des bureaux de nourrices de la ville de Paris et de toutes les autres villes; 5° Des actions civiles pour diffamation verbale et pour injures publiques ou non publiques, verbales ou par écrit, autrement que par la voie de la presse; des mêmes actions pour rixes ou voies de fait; le tout lorsque les parties ne se sont pas pourvues par la voie criminelle.

Les juges de paix connaissent, en outre, à charge d'appel :

1° Des entreprises commises dans l'année, sur les cours d'eau servant à l'irrigation des propriétés et au mouvement des usines et moulins, sans préjudice des attributions de l'autorité administrative dans les cas déterminés par les lois et par les règlements, des dénonciations de nouvel œuvre, complaintes, actions en réintégrande et autres actions possessoires fondées sur des faits également commis dans l'année.

On appelle *action possessoire*, celle qui tend à faire procurer un droit de possession sur la chose. Si la chose n'est plus entre vos mains, l'action possessoire que vous intenterez s'appellera action de *réintégrande*, afin de vous faire réintégrer dans votre possession. Si la chose est restée entre vos mains, et si vous avez été seulement inquiété, molesté, l'action s'appelle de *complainte*. Vous voyez qu'il ne s'agit que d'obtenir la paisible *possession* d'une chose. S'il était question d'un droit de *propriété*, le juge de paix ne serait plus compétent;

2° Des actions en bornage et de celles relatives à la distance prescrite par la loi, les règlements particuliers et l'usage des lieux, pour les plantations d'arbres ou de haies, lorsque la propriété ou les titres qui l'établissent ne sont pas contestés. Si les titres sont contestés, le tribunal d'arrondissement devient compétent;

3° Des actions relatives aux constructions et travaux, énoncés dans l'article 674 du Code civil lorsque la propriété ou la mitoyenneté du mur ne sont pas contestées;

4° Des demandes en pension alimentaire n'excédant pas cinquante francs par an, et seulement lorsqu'elles seront formées en vertu des articles 205, 206 et 207 du Code civil, c'est-à-dire entre père, mère, acendants et enfants ou descendants d'eux.

Les juges de paix connaissent de toutes les demandes reconventionnelles ou en compensation qui, par leur nature ou leur valeur, sont dans les limites de leur compétence, alors même que ces demandes, réunies à la demande principale, s'élèveraient au-dessus de deux cents francs. Ils connaissent, en outre, à quelques sommes qu'elles puissent monter, des demandes reconventionnelles en dommages-intérêts fondées exclusivement sur la demande principale elle-même.

Lorsque chacune des demandes principales, reconventionnelles ou en compensation, sera dans les limites de la compétence du juge de paix en dernier ressort, il prononcera sans qu'il y ait lieu à appel.— Si l'une de ces demandes n'est susceptible d'être jugée qu'à charge d'appel, le juge de paix ne prononcera sur toutes qu'en premier ressort. — Si la demande reconventionnelle ou en compensation excède les limites de sa compétence, il pourra, soit retenir le jugement de la demande principale, soit renvoyer, sur le tout, les parties à se pourvoir devant le tribunal de première instance, sans préliminaire de première instance, sans préliminaire de conciliation.

Lorsque plusieurs demandes formées par la même partie seront réunies dans une même instance, le juge de paix ne prononcera qu'en premier ressort, si leur valeur totale s'élève au-dessus de cent francs, lors même que quelqu'une de ces demandes serait inférieure à cette somme. Il sera incompétent sur le tout, si ces demandes excèdent, par leur réunion, les limites de sa juridiction.

Ainsi, par exemple, je vous assigne en paiement de cinquante francs pour argent prêté et de soixante francs pour fournitures. Les demandes dépassent cent francs, l'affaire sera jugée en premier ressort. Si elles dépassaient deux cents francs, le juge de paix serait incompétent; on viendrait *en conciliation* seulement à la justice de paix et le tribunal civil statuerait au fond.

Dans le cas ou la saisie-gagerie ne peut avoir lieu qu'en vertu de permission de justice, cette permission sera accordée par le juge de paix du lieu où la saisie devra être faite toutes les fois que les causes rentreront dans sa compétence. — S'il y a opposition de la part des tiers, pour des causes et pour des sommes qui, réunies, excéderaient cette compétence, le jugement en sera déféré au tribunaux de première instance.

L'exécution provisoire des jugements sera ordonnée dans tous les cas où il y a titre authentique, promesse reconnue, ou condamnation précédente dont il n'y a point eu appel. — Dans tous les autres cas, le juge pourra ordonner l'exécution provisoire, nonobstant appel sans caution, lorsqu'il s'agira de pension alimentaire, ou lorsque la somme n'excédera pas trois cents francs, et avec caution au-dessus de cette somme. — La caution sera reçue par le juge de paix.

S'il y a péril en la demeure, l'exécution provisoire pourra être ordonnée sur la minute du jugement avec ou sans caution, conformément aux dispositions de l'article précédent.

L'appel des jugements des juges de paix ne sera recevable ni avant les trois jours qui suivront celui de la prononciation des jugements, à moins qu'il n'y ait lieu à exécution provisoire, ni après les trente jours qui suivront la signification à l'égard des personnes domiciliées dans le canton. — Les personnes domiciliées hors du canton auront, pour interjeter appel, outre le délai de trente jours, le délai réglé par les articles 73 et 1033 du Code de procédure

civile, c'est-à-dire, pour ceux domicilié en France, un délai calculé par cinq myriamètres de distance du lieu du domicile, au chef lieu de canton où le jugement a été rendu.

Ne sera pas recevable l'appel des jugements mal à propos qualifié en premier ressort, ou qui, étant en dernier ressort, n'auraient point été qualifiés.

Le juge de paix qualifie ces jugements, et dit tantôt qu'il a jugé en premier ressort, c'est-à-dire à charge d'appel, tantôt en dernier ressort, c'est-à-dire sans appel. Une erreur de sa part sur ce point ne fait rien à la question de savoir si un jugement est ou non susceptible d'appel.

Seront sujets à l'appel, les jugements qualifiés en dernier ressort, s'ils ont statué, soit sur des questions de compétence, soit sur des matières dont le juge de paix ne pouvait connaître qu'en premier ressort. Néanmoins, si le juge de paix s'est déclaré compétent, l'appel ne pourra être interjeté qu'après le jugement définitif.

Les jugements rendus par les juges de paix ne pourront être attaqués par la voie du recours en cassation que pour excès de pouvoir.

Il s'agit des jugements rendus en dernier ressort, car il n'y a que ceux-là qui soient susceptibles d'un recours en cassation.

Tous les huissiers d'un même canton auront le droit de donner toutes les citations et de faire tous les actes devant la justice de paix. Dans les villes où il y a plusieurs justices de paix les huissiers exploitent concurremment dans le ressort de la juridiction assignée à leur résidence. Tous les huissiers du même canton seront tenus de faire le service des audiences et d'assister le juge de paix toutes les fois qu'ils en seront requis; les juges de paix choisiront leurs huissiers audienciers.

Dans toutes les causes, excepté celles qui requièrent célérité, et celles dans lesquelles le défendeur serait domicilié hors du canton ou des cantons de la même ville, il est interdit aux huissiers de donner aucune citation en justice, sans qu'au préalable le juge de paix n'ait appelé les parties devant lui, au moyen d'un avertissement sur papier non timbré, rédigé et délivré par le greffier, au nom et sous la surveillance du juge de paix, et expédié par la poste, sous bande simple, scellée du sceau de la justice de paix, avec affranchissement. — A cet effet, il sera tenu par le greffier un registre sur papier non timbré, constatant l'envoi et le résultat des avertissements; ce registre sera coté et paraphé par le juge de paix. Le greffier recevra, pour tout droit et par chaque avertissement, une rétribution de vingt-cinq centimes, y compris l'affranchissement, qui sera, dans tous les cas, de dix centimes.

S'il y a conciliation, le juge de paix, sur la demande de l'une des parties, peut dresser procès-verbal des conditions de l'arrangement; ce procès-verbal aura force d'obligation privée.

Dans les cas qui requièrent célérité, il ne sera remis de citation non précédée d'avertissement, qu'en vertu d'une permission donnée sans frais, par le juge de paix, sur l'original de l'exploit.

Dans les causes portées devant la justice de paix, aucun huissier ne pourra ni assister comme conseil, ni représenter les parties en qualité de procureur fondé, à peine d'une amende de vingt-cinq à cinquante francs, qui sera prononcée sans appel par le juge de paix. — Ces dispositions ne seront pas applicables aux huissiers qui se trouveront dans l'un des cas prévus par l'article 86 du Code de procédure civile.

En cas d'infraction aux dispositions des articles 16, 17 et 18, le juge de paix pourra défendre aux huissiers du canton de citer devant lui, pendant un délai de quinze jours à trois mois, sans appel et sans préjudice de l'action disciplinaire des tribunaux et des dommages-intérêts des parties s'il y a lieu.

Les actions concernant les brevets d'invention seront portées, s'il s'agit de nullité ou de déchéance des brevets, devant les tribunaux civils de première instance; s'il s'agit de contrefaçon, devant les tribunaux correctionnels.

Toutes les dispositions des lois antérieures contraires à la présente loi sont abrogées.

I. — DES CITATIONS. — La citation devant le juge de paix est l'appel fait devant ce magistrat par exploit d'huissier, ou nom du demandeur.

Tous les huissiers du canton peuvent délivrer cet exploit, après toutefois qu'il a été envoyé une lettre par le greffier ainsi que nous l'avons vu plus haut.

On sait qu'en cas d'urgence on peut être dispensé par ordonnance du juge de paix de l'envoi de cette lettre et autorisé à citer directement, on appelle cette ordonnance une *cédule*

La citation sera donnée au moins un jour franc avant la comparution, c'est-à-dire le lundi pour le mercredi, le mercredi pour le vendredi, etc., si le défendeur est domicilié dans la distance de trois myriamètres.

Quel est le juge de paix compétent ? C'est celui du domicile de la partie à citer en justice, en matière personnelle et mobilière, ou, à défaut de domicile, de la résidence. C'est celui de la situation de l'objet litigieux, lorsqu'il s'agira : 1° Des actions pour dommages aux champs, fruits et récoltes ; 2° Des déplacements de bornes, des usurpations de terres, arbres, haies, fossés et autres clôtures, commis dans l'année ; des entreprises sur les cours d'eau, commises pareillement dans l'année, et de toutes autres actions possessoires; 3° Des réparations locatives; 4° Des indemnités prétendues par le fermier ou locataire pour non jouissance, lorsque le droit au bail ne sera pas contesté; et des dégradations alléguées par le propriétaire.

Les parties peuvent toujours comparaître devant un juge de paix et lui soumettre leur différend ; elles peuvent le *constituer* juge en dernier ressort, quelle que soit l'importance de l'affaire.

II. DES AUDIENCES.— Les juges de paix sont tenu d'indiquer au moins deux jours par semaine pour leurs audiences.

Pour se présenter aux audiences à l'effet d'y représenter quelqu'un, il faut être porteur d'un pouvoir (1) enregistré.

III. DES JUGEMENTS. — Les jugements sont prononcés par le juge de paix et inscrits sur la feuille par le greffier,

Si la partie citée fait défaut, c'est-à-dire ne se présente pas, le demandeur requiert un jugement contre lui. Ce jugement est signifié par un huissier commis par le juge de paix, et le défaillant a trois jours, pour y former opposition, à moins qu'il ne prouve qu'à raison de circonstances graves, son opposition doit être recevable après les trois jours.

Si, après avoir formé opposition, il se laisse juger une seconde fois par défaut, il ne pourra plus s'opposer à l'exécution du jugement.

IV. — DES JUGEMENTS SUR LES ACTIONS POSSESSOIRES. — Les actions possessoires, très-fréquentes dans les campagnes, sont celles par lesquelles on demande la *possession paisible* d'un immeuble (maison ou terrain), parce que, déjà on le *possède* depuis un certain temps. Autre chose serait, si l'on réclamait la propriété de l'immeuble : ce serait alors une action pétitoire, et il ne faut pas confondre ces deux actions.

Le juge de paix doit connaître des actions *possessoires*; il ne pourrait jamais connaître des actions pétitoires.

Je possède un champ depuis une année au moins; j'en recueille les fruits

---

Voy. FORMULAIRE n° 1.

paisiblement, lorsque tout-à-coup vous venez me troubler, dans ma possession, en vous prétendant propriétaire. Je vous assigne immédiatement devant le juge de paix; c'est une action possessoire en complainte, c'est-à-dire pour me plaindre des réclamations que vous me faites.

Si vous ne vous contentez pas de réclamations, et si vous vous mettez à travailler le champ, mon action s'appellera action possessoire *réintégrande*, c'est-à-dire à l'effet d'être réintégré dans la possession que vous m'avez enlevée.

Mais quelle que soit la décision du juge de paix, elle ne peut influer sur la question de propriété. Si vous êtes condamné à me laisser la paisible possession du champ, rien ne nous empêche d'intenter devant le tribunal civil une instance pour vous faire déclarer propriétaire; et ainsi cessera ma possession.

La condition pour pouvoir intenter une action possessoire, c'est qu'on ait possédé paisiblement pendant un an.

Les meubles ne sont pas susceptibles d'une action possessoire,

V. — DES JUGEMENTS NON DÉFINITIFS. — On appelle jugements non définitifs, ceux qui ne tranchent point la difficulté, mais qui ordonnent une mesure préparatoire, telle qu'une enquête, une descente sur les lieux.

Si l'affaire est contradictoire, ces jugements ne sont pas levés, pour éviter des frais.

S'il y a lieu de citer des personnes, par exemple, en cas d'enquête ordonnée par un de ces jugements, on prend une ordonnance ou *cédule* du juge de paix.

VI. — DE LA MISE EN CAUSE DES GARANTS. — Celui qui est cité en justice de paix et qui veut appeler un tiers en garantie, doit le révéler le jour où il comparaît devant le juge de paix, et alors il obtiendra un délai pour le faire citer et le jugement statuera sur le tout : sinon, la demande en garantie formera l'objet d'une affaire spéciale et réclamera un jugement séparé.

VII. — DES ENQUÊTES. — Si les parties énoncent des faits importants et susceptibles d'être prouvés par témoins, le juge de paix ordonne une enquête qui se fait à l'audience, au jour indiqué, ou bien sur les lieux litigieux, si c'est nécessaire. Les témoins entendus, le juge de paix sera tenu de prononcer son jugement immédiatement ou à la première nouvelle audience.

VIII. — DE LA VISITE DES LIEUX ET DES APPRÉCIATIONS. — Lorsqu'une visite des lieux sera jugée utile pour éclairer le magistrat, le juge de paix l'ordonnera, et s'il a besoin des lumières d'un homme spécial, il le convoquera pour le jour où il se rendra sur les lieux. L'appréciation de l'expert n'est qu'un avis que le juge peut suivre ou rejeter.

IX. DE LA RÉCUSATION DES JUGES DE PAIX. — Voici les cas ou l'on peut récuser les juges de paix, c'est-à-dire refuser d'être jugé par eux : 1° quand ils auront intérêt personnel à la contestation ; 2° quand ils seront parents ou alliés d'une des parties jusqu'aux degré de cousin germain inclusivement ; 3° si dans l'année qui a précédé la récusation, il y a eu procès criminel entre eux et l'une des parties, ou son conjoint, ou ses parents et alliés en ligne directe ; 4° s'il y a procès civil existant entre eux et l'une des parties, ou son conjoint ; 5° s'ils ont donné un avis écrit dans l'affaire.

La récusation se fait par un acte d'huissier signifié au greffe de la justice de paix. Le juge est tenu de répondre dans les deux jours s'il reconnaît la contestation fondée ; s'il n'acquiesce pas ou ne répond pas, le greffier envoie, sur la réquisition de l'une des parties, les pièces au Procureur de la République, qui fait juger la question par le tribunal civil, sans être obligé d'appeler les parties.

LIVRE DEUXIÈME

DES TRIBUNAUX CIVILS D'ARRONDISSEMENT

TITRE PREMIER

Procédure régulière

Il y a longtemps que l'on a dit que « *mauvais accommodement vaut mieux que bon procès.* » Sous l'empire de cette maxime, et obéissant aux idées généreuses qui animaient les hommes de la Révolution Française, l'assemblée constituante de 1790 ordonna qu'avant de commencer un procès, les parties seraient tenues de comparaître devant un conciliateur, le juge de paix, chargé de les éclairer sur les conséquences de leur procès, et de les amener à un arrangement. Cette institution a continué à exister jusqu'à nos jours et a rendu les plus grand services, dans les campagnes surtout où l'empire du magistrat peut s'exercer avec plus de succès. Dans les villes, où les plaideurs se connaissent moins, et surtout connaissent moins leur juge de paix, cette formalité ne produit pas souvent de bons résultats. A Paris, la tentative de conciliation amène rarement un arrangement : aussi le président du tribunal civil permet-il toujours par une ordonnance d'éviter la conciliation, quand cette autorisation lui esi demandée. Quoi qn'il en soit la loi est formelle.

Il est certain que si la demande à former n'est pas *introductive* d'instance, c'est-à-dire ne commence pas un procès (par exemple une demande en dommages intérêts fondée sur une demande pour laquelle vous devez vous présenter devant le juge de paix), la conciliation ne peut avoir un bon résultat.

Il est tout aussi inutile d'essayer une transaction ou une conciliation sur des choses qui n'en sont pas susceptibles.

Les exceptions à la règle générale sont fondées en grande partie sur ces deux idées :

Le juge de paix compétent pour la conciliation, c'est celui du domicile du cité, du défendeur. S'il y a deux défendeurs, c'est le juge du domicile de l'un deux, au choix du demandeur. En matière de succession, c'est le juge de paix du domicile de la personne décédée, et, en matière de société civile, celui du siége de la société.

La citation est donnée par un huissier quelconque de la justice de paix du défendeur. Il y a trois *jours francs* entre celui de l'acte et de la comparution.

On peut comparaître par soi-même ou par un fondé de pouvoir (1).

Si les parties comparaissent, ou bien elles se concilient et le juge dresse procès-verval de la conciliation, ou bien elles ne s'arrangent pas et le juge constate en quelques mots qu'il n'a pu les concilier.

Si le défendeur ne comparaît pas, il encourt une amende de 10 francs. Dans ce cas, le défaut est constaté par une mention mise sur l'acte de citation.

La citation en conciliation devant le juge de paix a deux effet principaux, à la condition que la demande devant le tribunal civil soit formée dans le mois qui suit la non comparution ou la non conciliation : elle interrompt la prescription, et elle fait courir les intérêts.

Le tribunal civil ou de première instance est le tribunal de droit commun,

---

(1) Voy. FORMULAIRE n° 1.

c'est-à-dire celui qui doit juger toutes les affaires autres que celles dont la connaissance a spécialement été attribuée à un autre genre de tribunaux. Il est juge d'appel des tribunaux de paix.

II. De la compétence. — Les tribunaux civils de première instance connaissent en dernier ressort des actions personnelles et mobilières, jusqu'à la valeur de 1,500 fr. de principal, et des actions immobilières, jusqu'à 60 fr. de revenu, déterminé soit par prix de bail, soit en rentes.

Ils connaîtront de toutes les autres affaires en premier ressort, à quelque chiffre que s'élève la demande ou de quelque importance qu'elle soit.

III. Des ajournements ou assignations. — Un procès devant un tribunal civil est introduit par un exploit d'huissier appelé ajournement ou assignation.

Devant quel tribunal civil doit-on assigner? L'article 59 répond à cette question capitale en matière de procédure.

Le délai d'ajournement est de huitaine. Mais ce délai sera augmenté d'un jour à raison de cinq myriamètres de distance. Les fractions de moins de quatre myriamètres ne devant point être comptées; les fractions de quatre myriamètres et au-dessus augmenteront le délai d'un jour entier. Si le dernier jour du délai est un jour férié, le délai sera prorogé au lendemain.

Dans les cas urgents, on obtient facilement du président du tribunal civil une ordonnance permettant d'assigner à bref délai, c'est-à-dire à trois jours francs ou à tout autre délai.

Si celui qui est assigné demeure hors du territoire continental de la France, il aura, outre le délai de huitaine, un délai de un mois, deux mois, etc., selon la distance de ce pays. Les copies des exploits destinées à ceux qui résident à l'étranger lui sont envoyées par l'entremise des consuls. L'huissier les dépose au parquet du Procureur de la République, qui se charge de les faire transmettre.

IV. Des constitutions d'avoué et des défenses ou conclusions. — Quand on dit que l'assignation ou l'ajournement est pour tel jour, cela signifie qu'à l'expiration de la huitaine ou au jour indiqué, le défendeur doit avoir constitué avoué, c'est-à-dire chargé un avoué, car on ne peut plaider par soi-même de- le tribunal civil. L'intermédiaire d'un avoué est absolument nécessaire.

Cette observation est d'autant plus utile, que l'expression de l'exploit d'ajournement à ce sujet conduit bien souvent à l'erreur. En effet, l'huissier dit qu'il a donné *assignation à comparaître le..... devant le tribunal civil de.....* Or il n'est pas rare de voir bien des gens prendre cette expression au pied de la lettre et venir en personne au jour indiqué *comparaître devant le tribunal*, alors que cela veut seulement dire qu'un avoué doit être constitué.

Des défenses ou conclusions, c'est-à-dire un acte avoué à avoué contenant les moyens invoqués par le défendeur sont échangées dans la quinzaine jour du jour de la constitution, et le demandeur peut à son tour y répondre par des défenses et l'affaire est en état d'être plaidée, si son tour vient.

V. Des audiences, de leur publicité et de leur police. — Les audiences des tribunaux sont publiques : c'est une condition essentielle de la validité de leur décisions; cependant dans certains cas, où il y aurait scandale à livrer au public des débats d'une gravité exceptionnelle, les tribunaux peuvent prononcer le huit-clos.

Le Président a la police des audiences.

Les parties peuvent s'y présenter et plaider elles-mêmes leurs affaires avec l'assistance de leur avoué, à moins que le tribunal ne l'interdise. Mais la plupart du temps ce sont les avocats qui portent la parole pour leur client.

VI. Des jugements. — Les jugements sont de plusieurs sortes. Il y a d'abord les jugements *contradictoires* et les jugements *par défaut*.

Un jugement contradictoire est celui qui est rendu, lorsque toutes les parties sont représentées par leur avoué qui présente leur défense.

Un jugement par défaut est celui où l'une des parties ne comparaît pas par voué, c'est-à-dire fait défaut. La loi est favorable à cette partie ; elle suppose : ou qu'elle n'a pas eu connaissance de l'assignation, ou que des nécessités impérieuses l'ont empêchée de se défendre, et elle lui donne le droit de former *opposition* au jugement par défaut.

Former opposition à un jugement par défaut, c'est s'opposer à son exécution et demander que le tribunal juge de nouveau après avoir entendu les explications du défendeur. L'opposition se fait soit par une déclaration à l'huissier qui se présente pour exécuter le jugement, soit par exploit d'huissier spécial signifié au demandeur. Dans tous les cas, l'opposition doit-être renouvelée dans les huit jours par l'avoué que le défendeur veut constituer.

L'opposition est recevable, c'est-à-dire doit être accueillie, au moins en la forme, jusqu'à ce que le jugement ait été exécuté. Or, il est réputé exécuté et une opposition n'est plus possible : 1° Lorsque les meubles du défendeur ont été saisis et vendus ; 2° Lorsque la saisie d'un ou de plusieurs immeubles lui a été notifiée ; 3° Lorsque les frais ont été payés ; 4° Ou, enfin, lorsqu'il y a quelque acte duquel il résulte nécessairement que l'exécution du jugement a été connue de la partie défaillante.

Lorsque sur l'opposition, l'affaire est de nouveau portée devant le tribunal, et que le défendeur fait de nouveau défaut, en ne faisant pas poser de conclusion par son avoué, il n'est plus possible de former opposition au jugement qui intervient. C'est ce qu'on exprime en disant qu'*opposition sur opposition ne vaut*.

Les jugements sont des jugements *avant faire droit* ou des jugements *définitifs*.

Un jugement avant faire droit est celui qui ordonne préalablement une mesure destinée le plus souvent à éclairer le tribunal et lui permettre de porter un jugement définitif plus réfléchi et plus étudié. Ainsi, un jugement qui ordonne une enquête.

Le jugement définitif est celui qui est la décision de justice sur le procès qui était soumis au tribunal.

Les jugements sont *en premier ressort* ou *en dernier ressort*.

Un jugement en premier ressort est celui qui est susceptible d'appel, et un jugement en dernier ressort est celui qui n'en est pas susceptible.

TITRE DEUXIÈME

Des exceptions

Un procès est rarement aussi simple qu'on le supposait d'abord. Il peut surgir à chaque instant un incident qui retarde le jugement définitif et complique la question.

Aussi ne faut-il pas s'étonner si, au début d'une instance, un homme de loi hésite à fixer une date à laquelle elle doit être terminée et le chiffre des frais qu'elle nécessitera.

Ainsi, dès le commencement, nous rencontrons les exceptions.

Une exception est un moyen de défense qui a pour but de faire déclarer qu'une partie ne peut actuellement, et pour un motif que l'on indique, obtenir un jugement définitif sur la question. La partie qui oppose une exception ne dit pas que son adversaire ait tort au fond, mais il l'empêche d'avoir im-

médiatement un jugement sur le fond de l'affaire, soit qu'il réclame un délai, soit qu'il exige l'accomplissement d'une formalité voulue par la loi.

1° *De la caution des étrangers*. — La loi prête son appui à tout le monde, sans exception de nationalité. L'étranger a droit à sa protection, comme il est soumis à ses prescriptions.

Mais il y aurait danger de permettre à un étranger de faire à des Français des procès dont ils fuiraient les conséquences en reprenant le chemin de leur pays. Une précaution a paru nécessaire au législateur : une caution de payer les frais et les dommages-intérêts.

Tous étrangers, dit l'article 166, demandeurs principaux ou intervenants, seront tenus, si le défendeur le requiert, de fournir caution de payer les frais et dommages-intérêts auxquels ils pourraient être condamnés.

Ce n'est que lorsqu'ils sont demandeurs, il faut bien le remarquer, que l'on est en droit de leur demander cette caution. C'est au début de l'affaire que la caution doit être demandée.

La caution exigée par la loi consiste soit dans une somme ou une valeur déposée au greffe du tribunal, soit, le plus souvent, dans la garantie que présente un Français solvable, qui s'engage à répondre des frais et dommages-intérêts pour l'étranger.

Il y a exception à notre règle lorsque l'étranger est défendeur, et aussi quand il a en France des immeubles suffisants pour répondre des frais.

2° *Des renvois*. — On peut demander le renvoi d'une affaire lorsque le tribunal saisi est incompétent, ou lorsque l'affaire est connexe avec une autre affaire pendante ailleurs. Cette demande ne peut être admise que si elle est présentée au début de l'affaire.

3e *Des nullités*. — Les nullités des actes de procédure ou d'exploit sont encore des exceptions qui doivent être opposées avant la discussion du fond, sous peine de ne pas être recevable.

Exceptions dilatoires. — Les exceptions dilatoires sont celles qui tendent à obtenir un délai. Il y en a trois principales :

1° *Exception de l'héritier*. — L'héritier, dit l'article 174, la veuve, la femme séparée de biens, assignée comme commune, auront trois mois, du jour de l'ouverture de la succession ou dissolution de la communauté, pour faire inventaire, et quarante jours pour délibérer ; si l'inventaire a été fait avant les trois mois, le délai de quarante jours commencera du jour qu'il aura été parachevé. S'ils justifient que l'inventaire n'a pu être fait dans les trois mois, il leur sera accordé un délai convenable pour le faire, et quarante jours pour délibérer ; ce qui sera réglé sommairement.

L'héritier conserve néanmoins, après l'expiration des délais ci-dessus accordés, la faculté de faire encore inventaire et de se porter héritier bénéficiaire, s'il n'a pas fait d'ailleurs acte d'héritier, ou s'il n'existe pas contre lui de jugement passé en force de chose jugée qui le condamne en qualité d'héritier pur et simple.

Ce qu'il y aura surtout de changé pour l'héritier, la veuve ou la femme séparée de biens, après l'expiration de ce délai, c'est qu'ils seront obligés de répondre immédiatement à une assignation, et de prendre un parti relativement à la succession ou à la communauté.

2° *Exception de garantie*, — Si une personne est assignée devant un tribunal civil et qu'elle ait le droit de se faire garantir par une autre, elle peut, dans les délais qui lui sont donnés pour comparaître, faire cet appel en garantie, et alors les deux procès marcheront ensemble, et recevront une solution en même temps.

Il y a deux sortes de garantie : la garantie *simple* et la garantie *formelle*.

Il y a garantie simple lorsque le demandeur poursuit l'exécution d'une obligation personnelle. Ainsi, je suis poursuivi comme caution, comme ayant ré-

pondu pour quelqu'un, il y a lieu de ma part à former une demande en garantie simple contre le débiteur principal.

Il y a lieu à garantie formelle, lorsque le demandeur réclame des droits réels ou hypothécaires. — Il y a alors ceci de remarquable que celui qui a droit à se faire garantir peut appeler son garant et se faire mettre purement et simplement hors de cause. Ainsi j'ai acheté de Pierre une maison dont Paul revendique la propriété. J'ai le droit non-seulement de dire à Pierre de me garantir et de l'appeler dans le procès, mais encore de me retirer complétement du procès, en laissant à Pierre le soin de défendre ses intérêts qui sont les miens. Mais que je reste partie au procès, ou mis hors de cause, je n'en conserve pas moins mon droit de réclamer des dommages-intérêts à mon garant, pour le cas où Paul triompherait dans son action en revendication.

TITRE TROISIÈME

Des Enquêtes

Lorsque le tribunal n'est pas suffisamment éclairé par les explications des parties, et qu'il est énoncé par une partie des faits que l'autre dénie, le tribunal peut ordonner une enquête.

Il y a deux sortes d'enquêtes : l'enquête sommaire, qui se fait à l'audience, et l'enquête ordinaire, qui se fait dans la chambre du conseil, en présence d'un juge.

Les témoins qui ne comparaissent pas peuvent être condamnés à 10 francs d'amende et 100 francs de dommages-intérêts. Ils sont réassignés à leurs frais.

Si le témoin requiert taxe, après sa déposition, le juge lui délivre une ordonnance contenant fixation de la taxe.

Les parents ou alliés de l'une ou l'autre des parties jusqu'au degré de cousin issu de germain inclusivement pourront être reprochés. Le reproche doit être proposé avant le commencement de la déposition.

TITRE QUATRIÈME

Des expertises

Les expertises sont aussi des moyens que le tribuual emploie pour s'éclairer sur les affaires qu'il a à juger. Ils les ordonne surtout lorsqu'il s'agit de matières spéciales sur lesquelles il est nécessaire qu'il ait l'avis d'hommes compétents.

Il est nommé un ou trois experts désignés par le tribunal, à moins que les parties ne s'entendent sur le choix; ils prêtent serment avant de commencer leur expertise, à moins d'une dispense de serment par les parties.

L'opinion des experts insérée dans un procès-verbal est un simple avis qui aura toujours certainement un grand poids sur l'esprit des juges, mais qui n'est cependant qu'un avis que le tribunal peut suivre ou ne pas suivre.

TITRE CINQUIÈME

Procédure devant les tribunaux de commerce

La procédure devant les tribunaux de commerce se fait sans le ministère des avoués.

Les parties peuvent elles-mêmes se défendre en tout état de cause ; mais elles peuvent aussi se faire représenter par des intermédiaires, auxquels ils donnent un pouvoir (1). Ces intermédiaires sont ordinairement des agréés, surtout dans les villes commerciales ; ou des avoués, ou des personnes quelconques.

L'assignation est délivrée à un jour franc, au moins, et devant l'un des tribunaux suivants, au choix du demandeur : le tribunal du domicile du défendeur : celui dans l'arrondissement duquel la promesse a été faite et la marchandise livrée ; celui dans l'arrondissement duquel le paiement devait être effectué.

Si une pièce produite est méconnue, déviée ou arguée de faux, le tribunal renverra devant les juges qui doivent connaître de ces affaires, et surseoira à son jugement définitif.

Si le tribunal a besoin d'entendre des témoins ou les parties, ils seront entendus soit à l'audience, soit en chambre du conseil.

Il arrivera très-souvent que le tribunal nommera des arbitres, chargés de voir les parties, les interroger, les concilier autant que possible, sinon présenter un rapport sur l'affaire.

Il peut y avoir lieu aussi à nomination d'experts pour visiter des travaux, estimer des marchandises, régler des mémoires, etc.

L'avis des arbitres et des experts n'est qu'une opinion, et les juges peuvent ne pas la suivre.

Il y a, en matière commerciale, deux sortes de jugements par défaut : faute de conclure et faute de comparaître. Faute de conclure, quand la partie ou son mandataire n'oppose aucun moyen de défense ; faute de comparaître, quand il ne se présente pas. L'opposition au premier jugement est possible seulement pendant les huit jours qui suivent la signification ; l'opposition au second jugement est recevable jusqu'à ce que l'exécution en soit connue du défaillant.

L'opposition, dans l'un et l'autre cas, doit contenir assignation devant le même tribunal au délai de un jour franc, au moins.

Les tribunaux de commerce peuvent toujours ordonner l'exécution provisoire de leurs jugements, avec ou sans caution, suivant les cas.

TITRE SIXIÈME

Des appels des jugements

En général, l'appel des jugements, soit des tribunaux civils, soit des tribunaux de commerce, qui sont susceptibles d'appel, est formé dans les deux mois de la signification du jugement attaqué.

Si le domicile de celui à qui il est signifié n'est pas sur le territoire de la France continentale, ce délai est augmenté.

L'appel est porté devant la Cour d'appel dont ressort le tribunal qui a rendu le jugement.

Le principal effet de l'appel est d'empêcher l'exécution du jugement frappé d'appel, à moins que l'exécution provisoire n'ait été ordonnée.

---

(1) Voy. FORMULAIRE, n° 2.

LIVRE DEUXIÈME

DE L'EXÉCUTION DES DÉCISIONS JUDICIAIRES ET DES ACTES AUTHENTIQUES

TITRE PREMIER

Des règles générales

Tous jugements et arrêts, en un mot toutes décisions de justice et tous actes, devront, pour être mis à exécution, être revêtus de la formule exécutoire. Ces jugements ou actes portent alors le nom de *grosses*.

La formule exécutoire consiste dans quelques mots sacramentels mis au commencement et à la fin des jugements ou actes. Elle varie un peu suivant les régimes. En république, la phrase du commencement est celle-ci : *Au nom du peuple Français*, (ici on insère le jugement ou l'acte), et la fin se termine de la façon suivante :

En conséquence, le Président de la République mande et ordonne, etc

En général, les décisions de tribunaux étrangers et les actes reçus hors de France ne sont exécutoires sur le territoire français qu'après avoir été revus par les tribunaux français.

Les jugements qui ordonnent quelque chose à faire par un tiers ne peuvent être exécutés par ce tiers que sur la présentation d'un certificat délivré par le greffier du tribunal constatant que le jugement n'a pas été frappé d'opposition ou d'appel dans les délais utiles. Ainsi en est-il des jugements qui ordonnent la radiation d'une hypothèque, un paiement à opérer par un tiers saisi.

Voici un exemple assez fréquent où cette prescription devra être observée. Pierre est débiteur de Paul. Un créancier de Paul fait défense à Pierre de se libérer envers Paul par l'acte bien connu de la saisie-arrêt ou opposition. A la suite de la saisie-arrêt intervient un jugement qui déclare valable la saisie-arrêt formée entre les mains de Pierre, et dit que celui-ci devra payer au créancier saisissant tout ce qu'il doit à Paul. Que devra faire Pierre ? S'il est prudent, il ne paiera que sur le vu de ce certificat de non appel ni opposition dont nous parlons.

TITRE DEUXIÈME

Des saisies-arrêts ou oppositions

La saisie-arrêt est une mesure très-facile et très-pratique. Le cas le plus simple où elle a lieu est celui-ci : Pierre vous doit une somme de 10,000 fr., et vous savez que Paul doit à Pierre une certaine somme. Vous faites défense à Pierre de se libérer envers Paul, et vous obtenez un jugement qui déclare que Pierre devra vous payer vous-même au lieu de payer Paul. Voilà la saisie-arrêt et ses effets.

Pour former une saisie-arrêt, il n'est pas nécessaire d'avoir un jugement ou un acte authentique, en d'autres termes un acte revêtu de la formule exécu-

toire, une grosse. Il suffit d'avoir un titre quelconque d'où résulte la preuve que l'on est créancier. Ainsi un billet, un effet de commerce, une reconnaissance, un acte sous-seing privé. Celui qui veut former saisie-arrêt en vertu d'un de ces titres, le fait d'abord régulariser, c'est-à-dire timbrer et enregistrer, s'il y a lieu, et fait la saisie-arrêt au même instant.

Celui qui est créancier, mais qui n'a pas un acte constatant sa créance, peut se faire autoriser à faire opposition par une ordonnance du Président du tribunal civil.

La requête qui précède l'ordonnance et qui énonce la nature de la créance est rédigée et signée par un avoué. Le président compétent pour donner cette ordonnance est celui du domicile du débiteur ou du domicile de celui entre les mains duquel la saisie doit être faite. Ce dernier prend le nom de tiers-saisi dans la pratique.

La procédure de la saisie-arrêt consiste dans trois exploits d'huissier faits à huit jours d'intervalle. Après quoi le créancier demande au tribunal de dire que la saisie-arrêt est valable et fondée, et qu'il sera autorisé à toucher du tiers-saisi les sommes qu'il doit à son débiteur, en déduction ou jusqu'à concurrence de sa créance. Si le jugement est favorable, et les délais d'appel expirés, le créancier pourra toucher du tiers saisi.

Il y a des sommes qui ne peuvent être frappées de saisie-arrêt; il y en a d'autres qui ne peuvent l'être que pour une portion.

Sont insaisissables, dit l'article 581 du Code de procédure civile : 1° les choses déclarées insaisissables par la loi; 2° les provisions alimentaires adjugées par justice; 3° les sommes et objets disponibles déclarés insaisissables par le testateur ou donateur; 4° les sommes et pensions pour aliments, encore que le testament ou l'acte de donation ne les déclare pas insaisissables.

Ainsi, les meubles essentiels à la subsistance, à l'entretien, à la vie d'une personne, par exemple, ses vêtements, les meubles à son usage journalier et personnel, ses instruments de travail, les outils nécessaires à sa profession, sont autant d'objets qu'on ne peut pas plus saisir-arrêter entre les mains d'un tiers qu'on ne peut les saisir chez le débiteur lui-même.

Les rentes sur l'État ne peuvent pas être l'objet de saisies-arrêts.

Les cautionnements déposés au Trésor par les officiers ministériels, destinés à garantir les faits de charge de ces derniers, ne peuvent être frappés de saisie-arrêt que pour cette cause.

Les traitements et pensions dûs par l'État. ne pourront être saisis que pour la portion déterminée par les lois ou les règlements.

Ainsi, les traitements des militaires ne sont saisissables que pour un cinquième; ceux des ecclésiastiques sont complétement insaisissables.

Déclaration affirmative. — Toute personne entre les mains de laquelle on a fait une opposition ou saisie-arrêt, peut être assignée en déclaration affirmative, c'est-à-dire mise en demeure par le créancier qui a fait la saisie-arrêt, de déclarer au greffe du tribunal civil tout ce qu'il doit au débiteur du créancier saisissant.

La déclaration se fait par l'intermédiaire d'un avoué; les frais faits par le tiers saisi doivent être payés par le créancier saisissant.

TITRE TROISIÈME

Des saisies-exécutions

La saisie-arrêt ou opposition est une mesure conservatoire, au moins dans son principe ; en défendant à un tiers de payer son débiteur, le créancier a

pour but de conserver, de mettre en réserve ce que le tiers peut devoir à son débiteur, et ce n'est que plus tard qu'il fait condamner ce tiers à le payer lui-même directement.

La saisie-exécution est un moyen plus violent : il consiste à saisir les meubles de celui qui doit et à les faire vendre aux enchères publiques.

Pour saisir-exécuter, il faut être porteur d'un titre authentique et avoir, un jour au moins avant, fait un commandement de payer, resté infructueux.

La saisie faite, l'huissier la signifie au débiteur en lui indiquant le jour qu'il se propose de vendre soit sur place, soit sur le marché du lieu, soit dans un hôtel de ventes ordinaire. Le délai entre cette signification est de huit jours, au moins.

C'est alors que doivent se produire les demandes de délai, les oppositions aux jugements en vertu desquels on agit, les appels de ces jugements, les demandes en revendication des objets saisis par un tiers qui en serait resté propriétaire.

Les objets déclarés insaisissables par la loi sont : 1° le coucher nécessaire des saisis ; ceux de leurs enfants vivant avec eux; les habits dont les saisis sont vêtus et couverts; 2° les livres relatifs à la profession du saisi, jusqu'à concurrence de trois cents francs, à son choix; 3° les marchandises et instruments servant à l'enseignement pratique ou exercice des sciences et arts, jusqu'à concurrence de la même somme ; 4° les équipements des militaires suivant l'ordonnance et le grade; 5° les outils des artisans nécessaires à leurs occupations personnelles ; 6° les farines et mêmes denrées nécessaires à la consommation du saisi et de sa famille pendant un mois ; 7° enfin, une vache ou trois brebis, ou deux chèvres au choix du saisi, avec paille, fourrages et grains nécessaires pour la litière et la nourriture des dits animanx pendant un mois.

Les autres créanciers du saisi n'ont pas le droit de s'opposer à la vente des meubles; mais ils peuvent et doivent former saisie-arrêt entre les mains de l'officier ministériel qui a vendu. Par là ils obtiennent d'être appelés à la répartition des fonds.

TITRE QUATRIÈME

Des distributions par contribution

Si les deniers saisis-arrêtés entre les mains d'un tiers ou le prix de ventes ne suffisent pas pour payer les créanciers, le saisi et les créanciers seront tenus, dans le mois, de convenir de la distribution par contribution.

Faute par eux de s'être entendus dans ce délai, le tiers détenteur des fonds les consignera, et une distribution par contribution sera ouverte entre les créanciers.

Cette procédure est simple ; néanmoins, il arrive souvent que les créanciers attendent très-longtemps avant de pouvoir toucher leur dividende.

Le créancier qui poursuit la distribution par contribution somme les autres créanciers de produire dans le mois, au greffe du tribunal, leurs titres de créance entre les mains du juge commis à cet effet. Ce juge, le mois expiré, fait un règlement provisoire que chacun des intéressés peut consulter et critiquer. S'il y a des contestations, le juge renvoie au tribunal, qui juge la question et ordonne le maintien du règlement provisoire ou sa réformation. Immédiatement après la confection du règlement provisoire, s'il n'est pas contesté, ou après le jugement qui a statué sur les contestations, le juge déclare définitif le règlement qui n'était que provisoire, et le greffier délivre aux intéressés des bordereaux qui leur permettent de toucher ce qui leur revient,

TITRE CINQUIÈME

De la saisie des immeubles

Tout créancier, muni d'un titre authentique, soit jugement, soit acte notarié, peut saisir les immeubles de son débiteur et les faire vendre en justice, pour être payé sur le prix.

La vente a lieu devant le tribunal, au plus offrant et dernier enchérisseur, après publicité et dépôt d'un cahier des charges. Le ministère des avoués est indispensable pour se rendre adjudicataire des immeubles mis en vente.

TITRE SIXIÈME

De l'Ordre

Un ordre est la distribution du prix d'un immeuble grevé d'hypothèques.

L'ordre est ouvert soit par l'adjudicataire, soit par un créancier. L'un et l'autre sont intéressés à l'ouvrir : le premier pour se débarrasser des inscriptions qui grèvent son immeuble, le second pour toucher sa créance.

Un juge est commis pour faire la distribution du prix selon les droits de chacun des créanciers.

Avant de procéder à un règlement, il envoie des lettres recommandées à chacun des intéressés pour tenter un ordre amiable.

Celui qui, appelé par lettre recommandée, ne se rend pas en personne ou ne se fait pas présenter par un mandataire ou un avoué, encourt une amende de 25 francs.

Si un seul intéressé ne consent pas à un ordre amiable, il faut procéder à un règlement judiciaire.

Le juge fait un règlement provisoire que chacun est appelé à voir et à critiquer.

Les créanciers sont colloqués suivant la date de leurs inscriptions. S'il n'y a pas de contestation, il devient définitif ; sinon, le tribunal est saisi des contestations et le règlement est maintenu ou réformé selon sa décision.

Lorsque le règlement définitif a eu lieu, le greffier délivre des bordereaux de collocation qui permettent aux créanciers de toucher leur créance.

Les créanciers, en touchant, donnent main-levée de leur inscription.

LIVRE TROISÈME

PROCÉDURES DIVERSES

TITRE PREMIER

Des Référés

On se plaint de la longueur des procédures, et ces plaintes sont bien fondées presque toujours. C'est là un des ennuis les plus fréquents et les plus réels des plaideurs. Il faut chercher la cause de ces relards dans le petit nombre de magistrats, et aussi quelquefois dans le genre de procédure employé.

A Paris, on a organisé sur une large échelle les référés, grâce au zèle de deux magistrats distingués : Me Debelleyme et Me Aubépin, dont le premier a été et le second est encore Président du Tribunal civil de la Seine.

Rien n'est plus aisé, et cependant plus utile et plus rapide, que cette procédure.

Elle a lieu dans deux cas : 1° en cas d'urgence ; 2° en cas de difficulté sur l'exécution d'un jugement ou d'un titre authentique.

1° *En cas d'urgence.* — Voici plusieurs cas d'urgence qui donnent lieu le plus souvent à des référés.

Vous avez chargé un architecte de vous construire une maison. Au cours des travaux, vous vous apercevez que la maison n'est pas d'aplomb, qu'on ne peut continuer à élever les murs ; immédiatement vous assignez votre architecte à comparaître devant le Président du tribunal civil, en référé, et vous faites nommer un expert chargé de vérifier si vos déclarations sont vraies, et, en ce cas, de faire faire lui-même les travaux, sauf à savoir qui en supportera les frais.

Ce sera une question à soumettre plus tard, si l'expert n'arrive pas à vous concilier, au tribunal tout entier.

—Un incendie éclate dans un atelier et détruit les machines et les bâtiments. Il y aura peut-être à cette occasion de nombreux procès entre les particuliers et les compagnies d'assurance ; des jugements interviendront deux ans après l'incendie et seront frappés d'appel. Il n'y aura peut-être de solution à ces procès que dans trois ou quatre ans.

Eh bien ! dans ce cas, un plaideur diligent appellera en référé les divers intéressés et demandera la nomination d'un expert, chargé de visiter les lieux incendiés, indiquer la cause de l'incendie, et faire refaire dès maintenant les murs et les machines, pour permettre de marcher immédiatement sans attendre l'issue du procès, sauf au tribunal plus tard à statuer sur les différentes questions de responsabilité, de garantie qui naîtront nécessairement à cette occasion.

—Autre exemple. Un employé s'est vu saisir-arrêter tous ses appointements, et il n'a que cela pour vivre. S'il était obligé d'appeler son créancier devant le tribunal pour obtenir une réduction de la saisie-arrêt, il aurait le temps de mourir de faim avant de se faire rendre justice. Il y a donc la plus grande urgence. C'est le cas d'introduire un référé et de demander au Président du tribunal civil de réduire l'effet de cette opposition, et, par exemple, de dire (c'est

ce qui a lieu le plus souvent) que le patron ne retiendra qu'un cinquième des appointements de son employé.

Voilà des exemples où les référés rendent des services exceptionnels.

Et la procédures en est si simple et si rapide ! Elle consiste dans une assignation par huissier à un jour franc, c'est-à-dire le mardi pour le jeudi, le jeudi pour le samedi. Et si l'urgence est extrême, le Président du tribunal autorise à assigner du jour au lendemain et même d'heure à heure.

Les parties peuvent comparaître en personne devant le Président, au moins celles qui sont défenderesses.

L'ordonnance du Président est levée très-rapidement en deux ou trois jours, et quelquefois on peut se faire autoriser à l'exécuter à l'instant même, sur minute.

2° *En cas de difficultés sur l'exécution d'un jugement ou d'un titre authentique.* — Quand un huissier se présente pour saisir des meubles afin d'arriver à la vente, ou fait un acte quelconque d'exécution, il est rare que ceux qui sont poursuivis ne soulèvent pas une foule de difficultés pour faire cesser les poursuites. L'huissier est porteur d'un jugement ou d'un acte authentique, et s'il fallait aller devant le tribunal pour faire statuer sur toutes les difficultés qui se présentent, il n'arriverait pas à mettre à exécution ces titres. C'est donc le cas d'aller en référé pour avoir une solution rapide.

Ainsi, un huissier saisit les meubles qui garnissent un appartement occupé par le mari et la femme. Le premier seul est poursuivi. La femme se présente et fait défense à l'huissier de continuer ses opérations, disant que ces meubles saisis lui appartiennent en propre L'huissier, obligé de s'incliner devant cette défense, donne dans son procès-verbal même assignation à cette dernière devant le Président des référés, et lui laisse à cet effet copie de procès-verbal. La décision qui intervient est exécutoire sur minute et à l'instant. Ainsi on a raison en quelques jours d'une difficulté qui pourrait empêcher l'exécution pendant des années, si on n'était obligé de s'adresser aux juges ordinaires.

Un débiteur malheureux est saisi et va être vendu. Il peut demander à aller en référé et le juge a le droit de lui accorder un court délai pour payer.

Ou bien l'huissier saisit plus que les objets qu'il est autorisé par la loi à saisir. C'est le cas de s'adresser au juge des référés et de lui demander de distraire de la saisie les objets qui y ont été compris à tort.

Ces sortes de référés ont lieu, comme nous l'avons vu, sur la demande soit de l'officier ministériel, soit de la partie, et les assignations en sont données par l'huissier à la suite de l'acte qu'il rédige au moment où cette mesure paraît nécessaire.

TITRE DEUXIÈME

Des rapports des propriétaires avec les locataires.

On peut considérer ces rapports surtout à deux points de vue : au point de vue du congé et au point de vue du paiement des loyers.

1° *Congé.* — S'il y a bail écrit, ce bail fait la loi des parties. Il faut le respecter d'une manière absolue, tant qu'il existe. Ce n'est pas de ce cas que nous nous occupons.

Quand il n'y a pas bail, le congé donné soit par le propriétaire, soit par le locataire, doit l'être un temps à l'avance qui est fixé par l'usage des lieux. Cet usage est extrêmemunt varié : Paris a des usages différents de la province, et dans Paris même les usages changent avec les quartiers.

Le congé se donne par tous les moyens : par une lettre, par une déclaration orale ou par un acte d'huissier. Il est facile de voir que cette dernière manière est préférable, puisque c'est un acte qui reste et qui sert de preuve indiscutable.

2° *Paiement des loyers.* — Les meubles et objets mobiliers garnissant les lieux loués à un locataire sont affectés par privilége à la garantie des loyers. Cette garantie consiste en ce que les meubles étant vendus soit par le propriétaire, soit par un autre, il est payé d'abord et avant tout autre créancier.

Quand il veut faire vendre lui-même, il fait un commandement par huissier de payer les loyers, et un jour après il saisit les meubles. S'il craint l'enlèvement des objets dans l'intervalle du commandemont à la saisie, il peut se faire dispenser du commandement et saisir immédiatement en vertu d'une ordonnance du Président du tribunal civil ou du juge de paix.

Les meubles saisis-gagés, le propriétaire prend un jugement qui déclare valable la saisie-gagerie et autorise la vente. Il fait ensuite une opposition entre les mains du Commissaire-priseur ou de tout autre officier ministériel qui a fait la vente et touché les fonds. Cet officier ministériel paie le propriétaire, s'il n'a pas eu d'autre opposition; sinon, il verse l'argent à la Caisse des consignations et laisse aux intéressés le soin de faire ouvrir une distribution par contribution de la somme.

Le propriétaire a aussi le droit de faire saisir-gager les meubles de ses sous-locataires, pour les loyers dûs par son principal locataire, mais ils obtiendront main-levée en prouvant qu'ils ont payé sans fraude et sans anticipation.

Ce que nous disons des propriétaires à l'égard des locataires s'applique également aux mêmes à l'égard des fermiers.

Le principal locataire et le locataire qui sous-loue une partie de son appartement ont absolument les mêmes droits sur le sous-locataire que s'ils étaient propriétaires.

TITRE TROISIÈME

De la saisie-foraine

Les étrangers, ou plutôt ceux qui sont étrangers au lieu qu'ils habitent momentanément, peuvent être l'objet, de la part de tout créancier, d'une saisie que l'on nomme saisie-foraine. Cette saisie a lieu en vertu d'une ordonnance du Juge de paix (1) ou du Président du Tribunal civil.

Cette saisie doit être validée par un jugement, qui autorise en même temps la vente des objets saisis.

TITRE QUATRIÈME

De la saisie-revendication

On appelle ainsi, en règle générale, la saisie que fait pratiquer un propriétaire de maison ou de ferme sur les objets qui ont été portés de chez lui, chez

---

(3) Voy. FORMULAIRE, n° 4.

tre personne. Le propriétaire a alors à craindre que celui qui possède l'immeuble où ont été déposés les objets déposés ne profite du bénéfice de la loi qui lui accorde privilége, pour les objets déposés chez lui par son locataire, au préjudice de son propre privilége antérieur. Pour cela, il se fait autoriser par une ordonnance, et son privilége est garant pourvu qu'il fasse la revendication dans les quarante jours du détournement, si ce sont des objets de ferme, et quinze jours si ce sont des meubles de maison.

TITRE CINQUIÈME

Des mesures à prendre après décès

1° *Apposition de scellés* — L'article 909 du Code de procédure nous indique par qui l'apposition des scellés peut être requise : 1° par tous ceux qui prétendront droit dans la succession ou la communauté; 2° par tous créanciers fondés en titre exécutoire, ou autorisés par une permission soit du Président du tribunal de première instance, soit du juge de paix du canton où le scellé doit être apposé; et, en cas d'absence, soit du conjoint, soit des héritiers ou de l'un d'eux, par les personnes qui demeuraient avec le défunt, et par ses serviteurs et domestiques.

Cette apposition devra même être faite par le juge de paix d'office ou à la diligence du ministère public, du maire ou adjoint dans les deux cas suivants : 1° si le mineur est sans tuteur et que le scellé ne soit pas demandé par un parent : 2° si le conjoint ou si les héritiers ou l'un d'eux sont absents ; 3° si le défunt était dépositaire public, auquel cas le scellé ne sera apposé que pour raison de ce dépôt et sur les objets qui le composent.

L'apposition est faite par le juge de paix du lieu ou par son suppléant.

Comme on le voit plus haut, les créanciers peuvent faire apposer les scellés pour éviter la disparition des biens du défunt, sur lesquels ils doivent être payés. S'ils n'ont point un titre exécutoire, ils se font autoriser par une ordonnance du juge de paix ou du président du tribunal civil (1).

2° *Levée des scellés.* — Les scellés ne pourront être levés et l'inventaire fait que trois jours après l'inhumation, s'ils ont été apposés auparavant, et trois jours après l'apposition, si elle a été faite depuis l'inhumation.

Tous ceux qui ont intérêt à assister à la levée peuvent le faire. Pour cela, ils n'ont qu'à faire signifier par acte d'huissier au greffier du juge de paix qu'ils lui font défense de procéder hors leur présence. Ainsi, ils devront être appelés à assister aux opérations.

Dès la première vacation, tous les opposants, autres que ceux qui sont héritiers ou légataires, ou communs en biens, doivent s'entendre pour se faire représenter par un mandataire. Ce mandataire est de droit l'avoué le plus ancien qui représente un créancier fondé en titre authentique, sinon il est choisi par les opposants ou par le juge de paix. Ce mandataire représentera seul tous les apposants; mais ceux-ci peuvent encore y assister personnellement, à *leurs propres frais.*

3° *Inventaire.* — La levée des scellés se fait par le juge de paix assisté de son greffier. Il y a encore un notaire et un Commissaire-priseur, là où il y en a : un notaire, pour faire l'inventaire, c'est-à-dire la description, l'énumé-

---

(1) Voy. FORMULAIRE n° 5.

tion de tous les objets mobiliers, un Commissaire-priseur pour en faire l'estimation.

S'il s'élève des difficultés au cours de la levée des scellés, le notaire pourra appeler immédiatement, par une inscription sur son procès-verbal, les parties en référé devant le président du tribunal civil, pour les faire trancher.

Il en sera de même s'il y a lieu de nommer un administrateur provisoire soit de la succession, soit de la communauté, et que les parties ne s'entendent pas entre elles sur le choix.

5° *Vente de mobilier.* — S'il y a dans la succession des objets susceptibles de dépérir, de se déprécier par le temps ou dispendieux à conserver, il est dans l'intérêt de toutes les parties de les faires vendre. A cet effet, un des héritiers présente au président du tribunal civil une requête dans laquelle il expose les faits. Le président lui accorde une ordonnance qui l'autorise à vendre les objets, sans que cet héritier fasse par là acte d'héritier pur et simple, mais au contraire en restant libre d'accepter ou de répudier la succession.

La vente du mobilier aura lieu après les formalités ordinaires des ventes de meubles par autorité de justice.

Si tous les héritiers sont majeurs et présents, ils sont absolument libres d'agir comme ils l'entendent soit pour la vente des meubles, soit pour les autres opérations.

6° *Liquidation.* — Une fois l'inventaire clos, celle des parties intéressées qui est la plus diligente peut former une demande en partage et liquidation.

Le créancier même peut former cette demande, si les héritiers négligent de le faire.

Sur la demande intervient un jugement qui ordonne préalablement la vente des immeubles, s'il en existe, et qui commet un notaire pour faire la liquidation.

Le notaire, après avoir réuni les parties dans son étude, fait son travail de liquidation, le lit aux intéressés et leur demande de l'approuver ou de le critiquer.

Si tout le monde l'approuve et que tous les héritiers soient majeurs et présents, la liquidation est terminée et on peut l'exécuter à l'instant même.

S'il y a des mineurs ou des absents, ou si des contestations sont élevées par une partie, la liquidation doit être homologuée par le tribunal, c'est-à-dire soumise au tribunal qui peut la modifier, et qui, en tous cas, statue sur les contestations.

Et dans ce cas, ce n'est qu'à l'expiration du délai d'appel (deux mois après la signification à domicile) du jugement intervenu, et s'il n'y a pas appel, que la liquidation soit confirmée, soit modifiée, peut recevoir son exécution.

7° *Formalités concernant les mineurs.* — Toutes les fois que se produit une minorité, il est nécessaire de remplir certaines formalités dans l'intérêt des mineurs. Il faut, notamment, réunir le conseil de famille de ces mineurs.

S'il n'y a pas de tuteur, le conseil de famille en nommera un ; et, en tous cas, il nommera un subrogé-tuteur.

S'il doit y avoir dans une liquidation à faire, un intérêt opposé entre le tuteur et le mineur, c'est le subrogé-tuteur qui remplira les fonctions de tuteur *ad hoc* pour remplacer le subrogé-tuteur.

S'il y a une succession à laquelle soit appelé le mineur, le conseil de famille se demandera si la succession doit être répudiée ou acceptée. En tous cas, elle ne peut être acceptée que bénéficiairement. Le Conseil de famille autorisera le tuteur soit à accepter sous bénéfice d'inventaire, soit à répudier.

8° *De la vente des biens de mineurs et en général des ventes faites devant le tribunal.* — Les ventes faites devant les tribunaux ne se font qu'à la suite d'une publicité assez considérable qui consiste en insertions dans les journaux, appositions de placards, distribution d'affiches. Il y a plusieurs points à

remarquer et à connaître dans ces sortes de ventes. Nous donnerons les principaux et les plus utiles :

1° D'abord, les frais sont ordinairement mis à la charge de l'adjudicataire, en sus de son prix. Et ces frais sont d'autant plus considérables relativement que l'immeuble est de moindre valeur.

2° On ne peut mettre des enchères que par le ministère d'un avoué près le tribunal où se fait la vente.

3° C'est l'avoué qui achète et non pas le client.

Mais l'avoué peut à l'audience même, ou dans les trois jours, déclarer pour qui il achète. Celui qui achète, Paul, par exemple, a, même après la déclaration faite par l'avoué que Paul est adjudicataire, vingt-quatre heures, pour *déclarer command* au profit d'un autre. Déclarer command signifie que Paul n'a pas acheté pour lui, mais pour le compte d'un autre qui lui avait donné mandat d'acheter.

Ainsi, remarquons-le bien. Paul peut acheter le lundi et ne faire connaître le véritable acquéreur que vendredi. Il peut donc, pendant ces quatre jours, s'entendre avec un autre, lui revendre l'immeuble qu'il a acheté lundi, et arriver vendredi au greffe du tribunal déclarer que l'adjudication du lundi était pour le comte de Pierre, à qui il en a réalité revendu dans l'intervalle que lui donne la loi.

L'acquéreur n'obtiendra ces quatre jours qu'à la condition de ne pas se faire connaître le jour de l'adjudication, mais seulement dans les trois jours et que son avoué, en déclarant le troisième jour que l'adjudication est pour Paul, lui réserve le droit de déclarer command dans les vingt-quatre heures.

Bien entendu, Paul, dans l'espèce, sera considéré comme n'ayant jamais eu un seul instant l'immeuble, et il n'y aura qu'un droit de mutation à percevoir.

CODE
D'INSTRUCTION CRIMINELLE & PÉNAL

PREMIÈRE PARTIE
CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE

TITRE PREMIER
Des juridictions pénales

La juridiction pénale comporte plusieurs divisions.

— On rencontre d'abord les tribunaux de simple police, composés du juge de paix seul, faisant fonction du magistrat, et du maire, ou du commissaire de police faisant fonction de ministère public.

— Le tribunal de police correctionnelle vient ensuite. Il est placé au chef-lieu d'arrondissement et fait partie du tribunal de première instance. Quelquefois ce sont les mêmes juges qui composent le tribunal civil et le tribunal correctionnel ; quelquefois aussi chacune de ces juridictions est composée d'une Chambre spéciale. Il est tribunal d'appel des jugements de simple police dont l'appel est autorisé.

— La Chambre des appels correctionnels statue sur l'appel des jugements de police correctionnelle rendus en premier ressort. Ce n'est qu'une des Chambres de la cour d'appel, et elle est au siége de la cour d'appel.

— La Cour d'assises se compose de deux éléments : la magistrature; le jury.

La magistrature comprend un conseiller de la cour d'appel, président, et deux juges du tribunal de première instance du chef-lieu de département où elle se tient.

Le jury est composé de douze citoyens pris sur des listes spéciales dont nous allons donner la formation.

Les magistrats appliquent la peine ; le jury apprécie la culpabilité. Les derniers disent si l'accusé est ou non coupable, s'il l'est avec ou sans circonstan-

ces atténuantes . . . les premiers tirent la conclusion légale des déclarations du jury et appliquent la loi pénale en conséquence.

Pour être apte à être juré, il suffit d'avoir trente ans et de jouir de ses droits civils, politiques et de famille. Ce sont là les conditions générales ; mais il y a telles fonctions avec lesquelles est incompatible la mission de juré, telles situations qui dispensent de ces fonctions.

La liste des jurés pour chaque affaire est réduite à douze membres; pour arriver à former cette liste, on passe par la liste annuelle et la liste de session.

La liste annuelle est faite par des commissions de canton et d'arrondissement et définitivement arrêtée par les Préfets.

La liste de session comprend trente six jurés tirés au sort dans l'urne qui contient tous les noms de la liste annuelle et quatre jurés suppléants. Cette liste devra être envoyée à chaque accusé la veille du jour où devra être faite la liste spéciale à son affaire.

La liste de chaque affaire se prend au sort parmi les trente-six de la session. A ce tirage au sort sont présents, notamment, le ministère public et l'accusé : l'un et l'autre peuvent récuser, c'est-à-dire refuser d'avoir pour jurés, sans donner de motifs, tous ceux dont les noms sortent de l'urne, jusqu'à ce qu'il n'en reste plus que douze.

—La Cour de cassation se compose de trois Chambres, dont une Chambre criminelle. C'est cette Chambre qui est chargé de connaître des pourvois en matière pénale.

—Il y a encore d'autres magistrats qui concourent à faire rendre la justice : ce sont les juges d'instruction et les Chambres de mise en accusation.

Auprès de chaque tribunal correctionnel se trouve un juge chargé de l'instruction des affaires correctionnelles . C'est lui qui prépare les éléments pour le ministère public et pour le tribunal, et qui, l'instruction terminée, renvoie le prévenu soit devant le tribunal correctionnel, s'il s'agit d'un délit, soit devant la Chambre des mises en accusation, s'il s'agit d'un crime.

La Chambre des mises en accusation est placée à côté de la cour d'assises et remplit auprès d'elle l'office du juge d'instruction près le tribunal correctionnel. Elle juge l'appel des décisions du juge d'instruction.

La procédure devant le juge d'instruction et la Chambre des mises en accusation est secrète : Elle se fait sans débat oral et contradictoire, hors la présence de l'inculpé.

TITRE DEUXIÈME

Voies de recours contre les décisions pénales

—Les voies de recours contre les décisions pénales se divisent en voies ordinaires et voies extraordinaires.

1° *Voies ordinaires.* — Les voies ordinaires sont l'opposition et l'appel : l'opposition pour les jugements par défaut, l'appel pour les jugements contradictoires.

L'opposition est formée à un jugement par défaut du tribunal de simple police dans les trois jours de la signification de ce jugement, et pour un jugement par défaut de police correctionnelle, dans les cinq jours de la signification.

Le même délai a lieu pour les arrêts par défaut rendus par la Chambre des appels correctionnels.

Il y a un défaut tout spéclal qui porte le nom de *contumace*. La contumace est régie par des règles spéciales.

Est en état de contumace quiconque accusé d'un crime ne se présente pas.

Il est jugé sans jurés, sans défenseur, sur l'instruction écrite par les magistrats de la Cour d'assises. Il peut être reconnu coupable et condamné comme tel, ou innocent et déclaré non coupable.

S'il est reconnu coupable et condamné, le jour où il se présentera soit de lui-même, soit après avoir été pris par la justice, sa condamnation par contumace tombe de plein droit. Il est nécessairement jugé de nouveau, selon les formes ordinaires, avec défense et jury.

L'appel est une voie de recours par laquelle une personne s'adresse à une juridiction supérieure à celle qui l'a jugée et lui demande la révision d'une première décision.

Certaines ordonnances du juge d'instruction, certains jugements de simple police sont sujets à appel. Tous les jugements rendus en matière correctionnelle sont susceptibles d'appel.

2° *Voies extraordinaires.* — Les voies extraordinaires sont au nombre de deux : les pourvois en cassation, formés devant la Chambre criminelle de la Cour de Cassation pour les erreurs de droit, et les pourvois en révision portés devant la même Cour et fondés sur une erreur de fait.

L'un et l'autre pourvoi ont pour objet l'annulation d'une première décision de justice. Il n'y a que les jugements ou arrêts rendus en dernier ressort qui en soient susceptibles.

TITRE TROISIÈME

Amnistie — Grâce — Réhabilitation

1° *Amnistie.* — L'amnistie est la mise en oubli des faits. Elle s'applique toujours à une catégorie de gens ou à une certaine nature de délits. Par exemple, l'amnistie s'appliquant à tous les délits ou crimes purement politiques de la Commune de 1871, c'est l'effacement complet de ces crimes et délits et des condamnations qui les ont suivies. Les individus amnistiés sont considérés comme n'ayant jamais encouru de condamnation, et l'amnistie embrasse même ceux qui n'ont pas encore été poursuivis.

Le droit d'amnistie appartient exclusivement au chef de l'État.

2° *Grâce.* — La grâce n'est point, comme l'amnistie, l'effacement de la condamnation, et de toutes ses conséquences, c'est la remise du droit d'exécution des peines matérielles. Le condamné étant frappé et ayant fait plus ou moins de sa peine, on le dispense du surplus. Toutes les conséquences de sa condamnation, notamment les incapacités, restent attachées à lui.

La grâce, dans les cas ordinaires, ne se donne qu'après que le condamné a subi la moitié de sa peine et comme récompense de la conduite qu'il a eue dans cette première moitié.

Par extraordinaire, il est accordé des grâces sans attendre que le condamné ait fait la moitié de sa peine ou même que l'exécution de la peine soit commencée. Mais cela se voit très-rarement et dans des circonstances exceptionnelles.

Le droit de grâce appartient aussi au chef de l'État.

Il faut comprendre dans les grâces les commutations de peine.

3° *Réhabilitation.* — Nous avons dit que la grâce n'efface pas les incapacités qui résultent des condamnations. Toutes les fois qu'un condamné qui a fait l'objet d'une grâce ou a subi sa peine veut enlever la note infamante qui résulte de la condamnation, il fait une demande au Procureur de la République, qui la transmet au procureur général près la Cour d'appel, et celui-ci au Ministre de la justice, qui est chargé de soumettre à la signature du Président de la République la proposition de réhabilitation.

Les conditions de la réhabilitation sont : qu'il se soit écoulé cinq ans pour les crimes, trois ans pour les délits depuis le jour où la peine matérielle a été subie entièrement ou la grâce accordée; que le condamné justifie du paiement des frais, de l'amende et des dommages-intérêts.

Il ne faut pas confondre la réhabilitation commerciale avec la réhabilitation pénale. Ces mesures correspondent à des situations différentes.

DEUXIÈME PARTIE

CODE PÉNAL

TITRE PREMIER

Notions historiques

— Il est intéressant de suivre sur le terrain des lois pénales les progrès apportés par l'adoucissement des mœurs et la civilisation. Peu à peu les lois sont moins dures; les procédures pénales moins mystérieuses et plus ouvertes; les peines cruelles disparaissent,

La loi pénale n'a qu'une cause, qu'une raison d'être : la sauvegarde de la société. Là où la société est sauvegardée, la loi pénale a rempli son but. Elle ne saurait aller plus loin.

C'est ainsi que, petit à petit, la douceur des mœurs la ramène à son origine et à son principe. Les grandes modifications apportées depuis la confection du Code ont été inspirées par cet esprit.

Ces modifications méritent d'être citées :

En 1812, abolition de la confiscation générale.

En 1827, organisation du jury sur des bases libérales.

Sous le gouvernement de 1830, abolition de certaines peines cruelles, telles que le carcan, la marque, la mutilation du poignet, extension des circonstances atténuantes aux crimes, délits et contraventions.

Sous la République de 1848, abolition de la peine de mort en matière politique, abolition de l'exposition publique, abolition de la mort civile en matière politique, établissement de colonies pénitentiaires pour les jeunes détenus.

Sous le second Empire, abolition de la mort civile d'une manière générale, suppression de la chambre du Conseil et remplacement par le juge d'instruction actuel, mesures destinées à procurer la mise en liberté provisoire des prisonniers non jugés.

De très-bons esprits, des jurisconsultes très-distingués se demandent si la France ne couronnera pas bientôt cet édifice de la loi adoucie, en imitant plusieurs États voisins, en abolissant la peine de mort.

Si nous nous en tenons à notre principe, qui est : la sécurité de la société, rien de plus, nous aurons bien de la peine à justifier ce supplice. En effet, un individu est reconnu assassin; nul doute que la société ne puisse et ne doive se garantir de cet homme et le mettre dans l'impuissance de lui nuire de nouveau. Sans doute, lui trancher la tête est le meilleur moyen d'empêcher tout nouveau crime. Mais si la société se trompe sur le coupable ? Mais si toute autre peine, celle des travaux forcés à perpétuité, obtient la même sécurité pour la société, pourquoi la société aurait-elle le droit d'aller plus loin ? Sa sécurité, c'est tout ce qu'elle peut exiger, et il n'est point besoin du supplice capital pour garantir sa sécurité.

Voilà ce que des jurisconsultes consommés, des hommes éminents disent et écrivent, et il est facile de dire dès à présent que le procès de l'abolition de la peine de mort est fait, et qu'il ne tardera pas à recevoir sa solution.

TITRE DEUXIÈME

Des délits

Le mot délit comprend, en général, toute infraction à la loi pénale, mais il s'emploie aussi spécialement pour désigner une de ces infractions particulières à la loi pénale.

Les délits se divisent en *crimes*, *délits*, *contraventions*.

Le crime est l'infraction que les lois punissent d'une peine aflictive ou infamante;

Le délit proprement dit est l'infraction que lois punissent de peines correctionnelles;

La contravention est l'infraction que la loi punit de peines de simple police.

Cette division correspond aux trois classes de peines et aux trois ordres de tribunaux chargés de les appliquer.

Les crimes sont punis de peines criminelles et jugés par les cour d'assises. Les délits sont punis de peines correctionnelles et jugés par les tribunaux de police correctionnelle. Les contraventions sont punies de peines de police et jugées par les tribunaux de simple police.

A d'autres points de vue, on établit encore d'autres distinctions entre les délits. C'est ainsi qu'on distingue les délits non militaires et les délits militaires, dont les derniers sont jugés par les conseils de guerre; les délits intentionnels et les délits non intentionnels, les délits politiques et les délits non politiques, les délits instantanés et les délits continus, les délits simples et les délits d'habitude ou collectifs, enfin les flagrants délits et les délits non flagrants. Mais ces distinctions n'ont aucun intérêt pour nous et nous ne nous y arrêterons pas.

TITRE TROISIÈME

Des peines

Nous conserverons ici la division des peines adoptée par le Code en peines criminelles, correctionnelles et de simple police.

1° *Peines criminelles.* — Les peines criminelles, afflictives et infamantes sont:

La mort;
Les travaux forcés à perpétuité;
La déportation;
Les travaux forcés à temps;
La détention;
La réclusion.
Les peines infamantes seulement, sont:
Le bannissement;
La dégradation civique.
Un mot sur chacune de ces peines.

Mort. — On sait qu'elle consiste à avoir la tête tranchée par la guillotine. Nous disons un peu plus haut les raisons qui militent en faveur de son aboli-

tion. En cas de parricide, le condamné est conduit sur le lieu d'exécution en chemise, nu-pieds et la tête couverte d'un voile noir.

Travaux forcés à perpétuité ou à temps. — Autrefois, les condamnés aux travaux forcés étaient occupés à nos ports de Brest, Rochefort et Toulon aux travaux les plus pénibles, attachés deux à deux par une corde ou traînant des boulets à leurs pieds. Aujourd'hui il n'en est plus de même : les anciens bagnes de Brest et Rochefort n'existent plus, et celui de Toulon ne sert que de lieu de passage. Cette peine est changée en transportation dans une colonie française, avec travaux forcés de colonisation et d'utilité publique. Le boulet et la chaîne n'y sont appliqués qu'à titre de punition disciplinaire. C'est la Guyane française qui a d'abord été désignée pour recevoir les condamnés aux travaux forcés. Depuis, ils sont envoyés en Nouvelle-Calédonie.

Après l'expiration de leur peine, les condamnés à moins de huit ans doivent rester dans la colonie un temps égal à celui de leur peine. Les condamnés à huit ans et au-dessus sont obligés, même après l'expiration de leur peine, de résider dans la colonie, où on leur procure des terres à cultiver.

Déportation simple — Cette peine appartient à l'ordre politique. Elle consiste à être transporté et à demeurer à perpétuité dans un lieu déterminé, hors de France. C'est aujourd'hui l'île de Noukaïva, l'une des Marquises, qui est déclarée lieu de déportation simple.

Déportation dans une enceinte fortifiée — Cette peine est, comme la précédente, une peine de l'ordre politique. Elle remplace même, en matière politique, la peine de mort qui a été abolie.

On aurait tort de croire qu'elle est beaucoup plus grave que la déportation simple : en réalité ces deux peines sont pour ainsi dire identiques. La déportation dans une enceinte fortifiée consiste dans le transport du condamné à l'île de Tahuta, l'une des Marquises, pour y rester toujours.

Détention. — La détention est encore une peine politique qui consiste à enfermer le condamné dans une forteresse située sur le territoire de la France. Doullens et Belle-Isle-en-Mer ont été successivement lieux de détention : aujourd'hui, c'est la citadelle de Corte, (en Corse).

Réclusion — L'article 21 du Code pénal nous dit que la réclusion consiste à être enfermé dans une maison de force et employé à des travaux dont le produit peut être appliqué, en partie, au profit du condamné.

Cette peine se subit dans les *maisons centrales* qui n'ont pas seulement la destination de recevoir des condamnés à la réclusion, mais encore des condamnés à plus d'un an de prison par la police correctionnelle.

Le travail est obligatoire dans les maisons centrales. Il se fait en commun, mais dans le silence le plus absolu. Ce travail peut être manufacturier, mais il peut être aussi agricole, comme à Belle-Isle-en-Mer et Fontevrault.

Bannissement — Le condamné au bannissement est transporté hors de France, par ordre du Gouvernement, pour un temps plus ou moins long. S'il rentre en France, sa peine est augmentée et changée en détention. C'est une peine de l'ordre politique.

Dégradation civique. — Autrefois, la dégradation civique, dont nous allons voir les effets, était soumise à certaines formalités. Le coupable était conduit sur la place publique, et là le greffier lui disait à haute voix : « Votre pays vous a trouvé convaincu d'une action infâme ; la loi et le tribunal vous dégradent de la qualité de citoyen français. » Il subissait ensuite pendant une heure les regards du peuple. Aucune de ces formalités n'a lieu aujourd'hui.

La dégradation civique consiste (art. 34 du Code pénal) : « 1° dans la destitution

et l'exclusion des condamnés de toutes fonctions, emplois ou services publics; 2° dans la privation du droit de vote, d'élection, d'éligibifité, et, en général, de tous les droits civiques ou politiques, et des droits de porter aucune décoration; 3° dans l'incapacité d'être juré, expert, d'être employé comme témoin dans des actes, et de déposer en justice, autrement que pour y donner de simples renseignements; 4° dans l'incapacité de faire partie d'aucun conseil de famille et d'être tuteur, curateur, subrogé-tuteur ou conseil judiciaire, si ce n'est de ses propres enfants et sur l'avis conforme de la famille; 5° dans la privation du droit de port d'armes, du droit de faire partie de la garde nationale, de servir dans les armées françaises, de tenir école ou d'enseigner, et d'être employé dans aucun établissement d'instruction, à titre de professeur, maître ou surveillant. »

La dégradation civique est tantôt une peine principale, et tantôt une peine accessoire à une autre peine.

En certains cas, les peines criminelles comprennent encore :

L'incapacité de disposer et recevoir par donation de testament ;

L'interdiction légale;

Et l'assignation d'un domicile spécial après la prescription de la peine.

2° ***Peines correctionnelles.*** — Les peines exclusivement applicables aux matières correctionnelles sont l'emprisonnement et la privation de certains droits civiques, civils ou de famille.

Emprisonnement correctionnel. — Il se subit dans les prisons départementales, quand il est de moins d'un an, et dans les maisons centrales, lorsqu'il est de plus d'un an. Les condamnés sont astreints au travail, et le produit en est employé, partie à adoucir son sort, et partie à leur faire un fonds de réserve pour la sortie.

Interdiction de certains droits civiques, civils ou de famille. — Cette peine est tantôt impérative, tantôt facultative pour le tribunal, c'est-à-dire que le tribunal a le plus souvent la faculté de l'appliquer ou de ne pas l'appliquer, selon les circonstances du délit imputé à une personne.

3° *Peines de simple police.* — La seule peine de simple police est l'emprisonnement de un à cinq jours, qui doit être subi dans une prison du chef-lieu du canton ou d'une commune. Le travail n'y est pas exigible.

De quelques peines spéciales. — Il faut citer quelques peines spéciales, qui sont.

1° *La surveillance de la haute police.* — Cette surveillance a varié beaucoup depuis le Code, avec les différents gouvernements. Elle consiste aujourd'hui dans la résidence forcée dans un lieu déterminé par le gouvernement, avec interdiction générale de séjour à Paris et dans la banlieue.

Elle s'applique aux condamnés libérés, contre lesquels on croit devoir se mettre en garde à cause de leur conduite passée.

2° *La confiscation spéciale.* — Nous disons confiscation spéciale, parce que, sous l'ancien droit, il existait une confiscation générale de tous les biens du condamné. Cette confiscation générale n'existe plus ; mais, dans certains cas, la loi prononce la confiscation de tels ou tels objets : des matières d'or ou d'argent sur le titre desquelles l'acheteur a été trompé, des objets fabriqués en contrefaçon d'un brevet d'invention, des engins de pêche et des armes de chasse.

3° *Les amendes.* — Les amendes sont fréquemment prononcées comme peines principales ou accessoires, dans les crimes, les délits et les contraventions. Elles profitent soit à l'État, soit au département, soit à l'un et à l'autre, d'après une proportion indiquée.

CODE

FORESTIER

Observation.— Le régime forestier s'applique : 1° Aux bois et forêts qui font partie du domaine de l'Etat ; 2° A ceux qui font partie du domaine de la couronne; 3° A ceux qui sont possédés à titre d'apanages et de majorats reversibles à l'Etat; 4° Aux bois et forêts des communes et sections de communes; 5° Aux bois et forêts des établissements publics ; 6° Aux bois et forêts dans lesquelles l'Etat, la couronne, les communes et les établissements publics ont des droits de propriétés indivis avec des particuliers.

Il n'est point question des forêts appartenant exclusivement à des particuliers. Ceux-ci peuvent gérer avec la liberté la plus absolue les forêts, comme le reste de leur propriété.

TITRE PREMIER

Des bois et forêts qui font partie des Domaines de l'État

I. — De la délimitation et du bornage. — La séparation entre les bois et forêts de l'Etat et les propriétés riveraines pourra être demandée soit par l'Etat soit par les riverains.

Quand elle sera demandée par les riverains, leur demande ne sera pas admise si l'Etat offre de faire procéder à une délimitation générale dans les six mois.

Ce projet de délimitation sera annoncé deux mois à l'avance. Les propriétaires riverains seront appelés aux opérations de délimitation et pourront y faire telles observations qu'ils jugeront convenable.

La délimitation faite par les employés de l'Administration forestière, si l'Etat l'approuve ainsi que les particuliers intéressés, on procède au bornage.

Si le bornage est simple, il est fait à frais communs ; s'il consiste dans des fossés de clôture, le bornage est entièrement aux frais de celui qui le demande et le terrain pris en entier de son côté,

II. — DES ADJUDICATIONS DE COUPES. — Les ventes des coupes de bois font l'objet de prescriptions spéciales, qui ont toutes pour but d'empêcher la vente à vil prix.

La vente est d'abord annoncée quinze jours à l'avance par des affiches apposées dans la commune où se fera la vente, dans les communes environnantes et au chef-lieu du département. C'est absolument nécessaire. Une vente faite sans affiches ou à un jour différent de celui qui était annoncé, est nulle, et, en outre, donne lieu à une amende considérable contre l'acquéreur des bois et le fonctionnaire qui a fait faire la vente.

Toutes les contestations qui s'élèvent au moment de l'adjudication sont tranchées à l'instant même par le fonctionnaire qui préside la séance d'adjudication.

Il est défendu aux agents de l'administration financière, ainsi qu'à leurs parents et alliés, d'acheter des coupes de bois, sous peine de nullité de la vente et de dommages-intérêts.

Toute entente entre les divers acquéreurs pour les avoir à *vil prix* est sévèrement punie.

III. — DES EXPLOITATIONS. — Les mesures les plus minutieuses sont prises par la loi pour empêcher l'adjudicataire d'une coupe d'abuser de l'autorisation qui lui est donnée d'entrer dans la forêt pour la réalisation de la coupe.

Aucune coupe ni enlèvement de bois n'a lieu avant le lever ni après le coucher du soleil, à peine d'amende.

Les arbres qui doivent rester sont désignés et marqués, et l'adjudicataire qui les abat encourt amende et dommages-intérêts.

Il y a encore une foule d'autres prescriptions qu'il est inutile d'aborder ici et qui sont consignées, du reste, dans le cahier des charges qui précède la vente.

IV. — DES RÉARPENTAGES ET DES RÉCOLEMENTS. — Un délai est donné à l'adjudicataire pour faire la coupe et la vidange de sa coupe.

Quand son travail est fait, il importe qu'une vérification ait lieu et qu'il soit constaté si l'adjudicataire n'a pas dépassé son droit et est bien libéré, ou si l'administration a des griefs contre lui.

A cet effet, si trois mois se sont écoulés depuis l'expiration du délai accordé à l'acheteur pour la vidange, ce dernier fait une sommation à l'agent forestier local d'avoir à faire procéder dans le mois au réarpentage et récolement. Faute par l'Administration fait d'avoir satisfait à cette sommation, l'adjudicataire est libéré.

Si l'administration fait procéder à ces opérations, elle y appelle toujours l'adjudicataire.

Si les arpenteurs se trompent d'un vingtième sur l'arpentage de l'étendue de la coupe, ils sont passibles de dommages-intérêts.

V. — DES ADJUDICATIONS DE GLANDÉE, PACCAGE ET PAISSON. — Les adjudications de glandée, paccage et paisson seront faites de la même manière que les coupes de bois dont nous venons de parler ci-dessus.

Les adjudicataires ne pourront introduire que le nombre de porcs indiqué dans le cahier des charges, sous peine d'amende. Ces porcs devront être marqués d'un fer rouge, dont l'empreinte sera déposée au tribunal.

Si les porcs sont trouvés hors des cantons loués, l'adjudicataire encourra une forte amende, et, en cas de récidive, le berger sera condamné à la prison.

TITRE DEUXIÈME

Des bois des communes et des établissements publics

Ces bois sont soumis au régime forestier, et, par conséquent, à toutes les lois qui concernent les forêts de l'Etat. Il y a lieu de signaler les particularités suivantes.

La propriété des bois communaux appartient à cet être collectif, la commune, mais non aux habitants qui la composent, en ce sens que jamais ces bois ne pourront faire l'objet d'un partage entre les habitants de la commune. Mais si deux communes ou deux sections de commune possèdent indivisément un bois communal, chaque commune ou section conserve le droit de provoquer le partage.

Les gardes forestiers des communes ou des établissements publics sont nommés par le maire ou un administrateur, sauf ratification du choix par l'administration forestière. Lorsque des gardes font en même temps le service des bois de l'Etat et celui des autres bois, soit communaux, soit d'établissements publics, le choix en appartient exclusivement à l'administration forestière.

Toute vente de coupes soit ordinaires, soit extraordinaires doivent être faites à la diligence des agents forestiers dans les mêmes formes que pour les bois de l'Etat, et en présence du maire ou de l'adjoint, pour les bois des communes, et d'un des administrateurs pour ceux des établissements publics; sans toutefois que l'absence des maires ou administrateurs, dûment appelés, entraîne la nullité des opérations.

Lors des adjudications des coupes ordinaires et extraordinaires des bois des établissements publics, il sera fait réserve en faveur de ces établissements et suivant les formes prescrites, tant de la quantité de bois de chauffage que de construction nécessaire pour leur propre usage. Ces bois ne pourront être vendus ni échangés.

Quand les coupes de bois communaux sont destinées à être partagées aux habitants, voici comment se fait la répartition, à moins d'usage contraire.

Le partage des bois d'affouage se fait par feu, c'est-à-dire par chef de famille ou de maison ayant domicile réel ou fixe dans la commune; de même, la valeur des arbres délivrés pour constructions ou réparations est estimée à dire d'experts et payée à la commune.

Pour indemniser l'Etat des frais d'administration des bois des communes et des établissements publics, il sera prélevé, au profit du Trésor, sur les produits tant principaux qu'accessoires de ces bois, cinq centimes par franc en sus du prix principal de leur adjudication ou cession. Quant aux produits délivrés en nature, il sera perçu, par le Trésor, le vingtième de leur valeur, laquelle sera fixée définitivement par le Préfet sur les propositions des agents forestiers et les observations des conseils municipaux et administrateurs

Ces prélèvements ont pour but d'indemniser l'Etat de tous les frais que nécessite l'emploi d'une administration forestière, dont les fonctions se partagent entre les forêts de l'Etat et celles des communes ou établissements publics.

Les coupes ordinaires et extraordinaires sont principalement affectées au paiement des frais de garde, de la contribution foncière et des sommes qui reviennent au Trésor en exécution de l'article 106. Si les coupes sont délivrées en nature par l'affouage, et que les communes n'aient pas d'autres ressources, il sera distrait quantité suffisante de bois pour être vendue aux enchères et le prix en être employé au paiement de ces diverses charges.

L'État a le droit d'affranchir les forêts qui lui appartiennent des droits d'usage et généralement des charges qui les grévent, sous certaines conditions, notamment de payer une indemnité à ceux qu'il dépossède. Il en est de même des communes et des établissements publics.

TITRE TROISIÈME

Des bois des particuliers

Les propriétaires qui voudront avoir, pour la conservation de leurs bois, des gardes particuliers, devront les faire agréer par le sous-préfet de l'arrondissement, sauf recours au préfet, en cas de refus. Ces gardes prêtent serment devant le tribunal civil d'arrondissement.

Les particuliers affranchiront leurs forêts de tous les droits d'usage de la même manière que l'État.

Les droits de pâturage, parcours, paccage et glandée dans les bois des particuliers ne pourront être exercés que dans les parties de bois déclarées défensables par l'administration forestière, et suivant l'état et la possibilité des forêts, reconnus et constatés par la même administration. Les chemins par lesquels les bestiaux devront passer pour aller aux pâturages et pour en revenir seront indiqués par le propriétaire.

En cas de contestation entre les propriétaires de bois particuliers et des usagers sur ses bois, ce sont les tribunaux qui statuent.

TITRE QUATRIÈME

Affectations spéciales des bois à des services publics

Pour assurer les services publics, notamment celui de la marine, la loi a fait certaines prescriptions qu'il est bon de connaître (1).

Dans tous les bois soumis au régime forestier, lorsque des coupes devront avoir lieu, le Ministère de la Marine pourra faire choisir et marteler les arbres propres aux constructions navales, parmi ceux qui n'auront pas été marqués en réserve par les agents forestiers.

Les propriétaires seront tenus, hors le cas de besoins personnels, pour réparations et constructions, de faire, six mois d'avance, à la sous-préfecture, la déclaration des arbres qu'ils ont l'intention d'abattre et les lieux où ils sont situés. Le défaut de déclaration sera puni d'une amende de dix-huit francs par mètre de tour pour chaque arbre susceptible d'être déclaré.

Les particuliers pourront disposer librement des arbres déclarés, si la marine ne les a pas fait marquer pour son service, dans les six mois à compter du jour de l'enregistrement de la déclaration à la sous-préfecture.

---

(1) Ce titre n'a plus grand intérêt aujourd'hui. Une loi du 1er août 1837 a fait cesser le droit de martelage.

Les agents de la marine seront tenus, à peine de nullité de leur opération, de dresser des procès-verbaux de martelage des arbres dans les bois de l'État, des communes, des établissements publics et des particuliers, de faire viser ces procès-verbaux par le maire dans la huitaine, et d'en déposer immédiatement une expédition à la mairie de la commune où le martelage aura lieu. Aussitôt après ce dépôt, les adjudicataires, communes, établissements ou propriétaires pourront disposer des bois qui n'auront pas été marqués.

Les adjudicataires des bois soumis au régime forestier, les maires des communes, ainsi que les administrateurs des établissements publics, pour les exploitations faites sans adjudication, et les particuliers, traiteront de gré à gré du prix de leur bois avec la marine. En cas de contestation le prix sera réglé par experts nommés contradictoirement, et, s'il y a partage entre les experts, il en sera nommé un d'office par le président du tribunal de première instance, à la requête de la partie la plus diligente; les frais de l'expertise seront supportés en commun.

Les adjudicataires des bois soumis au régime forestier, les maires des communes, ainsi que les administrateurs des établissements publics pour les exploitations faites sans adjudication, et les particuliers pourront disposer librement des arbres marqués pour la marine, si, dans les trois mois après qu'ils en auront fait notifier à la sous-préfecture l'abatage, la marine n'a pas pris livraison de la totalité des arbres marqués appartenant au même propriétaire, et n'en a pas acquitté le prix.

La marine aura, jusqu'à l'abatage des arbres, la faculté d'annuler les martelages opérés pour son service; mais, comme nous le disons plus haut, elle devra prendre tous les arbres marqués qui auront été abattus ou les abandonner en totalité.

Lorsque les propriétaires de bois n'auront pas fait abattre les arbres déclarés dans le délai d'un an à dater du jour de leur déclaration, elle sera considérée comme non avenue, et ils seront tenus d'en faire une nouvelle.

Ceux qui, dans les cas de besoins personnels, pour réparations ou constructions, voudront faire abattre des arbres sujets à déclaration, ne pourront procéder à l'abattage qu'après avoir fait préalablement constater ces besoins par le maire de la commune. — Tout propriétaire convaincu d'avoir, sans motifs valable, donné, en tout ou en partie, à ses arbres, une destination autre que celle qui aura été énoncée dans le procès-verbal constatant les besoins personnels, sera passible d'amende.

Les arbres qui auront été marqués pour le service de la marine, dans les bois soumis au régime forestier comme sur toute propriété privée, ne pourront être distraits de leur destination, sous peine d'une amende de 45 francs par mètre de tour de chaque arbre. Les arbres marqués pour le service de la marine ne pourront être équarris avant la livraison, ni détériorés par ses agents avec des haches, scies, sondes ou autres instruments, à peine de la même amende.

Les délits et contraventions concernant le service de la marine, seront constatés, dans tous les bois, par procès-verbaux, soit des agents et gardes forestiers, soit des maîtres, contre-maîtres et aides contre-maîtres assermentés de la marine ; en conséquence, les procès-verbaux de ces maîtres, contre-maîtres et aides contre-maîtres feront foi en justice, comme ceux des gardes forestiers, pourvu qu'ils soient dressés et affirmés dans les mêmes formes et dans les mêmes délais.

Les dispositions du présent titre ne sont applicables qu'aux localités où le droit de martelage sera jugé indispensable pour le service de la marine, et pourra être utilement exercé par elle.

A l'époque de la promulgation du Code forestier, on avait organisé un service des bois destinés aux ponts-et-chaussées pour les travaux du Rhin. Ces règles ne peuvent plus, aujourd'hui, recevoir d'application.

TITRE CINQUIÈME

Police et conservation des bois et forêts

I. Bois et Forêts en général. — Toute extraction ou enlèvement non autorisé de pierre, sable, minerai, terre ou gazon, tourbe, bruyères, genêts, herbages, feuilles vertes ou mortes, engrais existant sur le sol des forêts, glands, faînes et autres fruits ou semences des bois et forêts; donnera lieu à des amendes qui seront fixées ainsi qu'il suit : par charretée ou tombereau, de dix à trente francs pour chaque bête attelée; par chaque charge de bête de somme, de cinq à quinze francs; par chaque charge d'homme de deux à six francs.

Il n'est point dérogé aux droits conférés à l'administration des ponts et chaussées, d'indiquer les lieux où doivent être faites les extractions de matériaux pour les travaux publics; néanmoins, les entrepreneurs seront tenus, envers l'Etat, les communes et les établissements publics, comme envers les particuliers, de payer toutes les indemnités de droit et d'observer toutes les formes prescrites par les lois et règlements en cette matière.

Quiconque sera trouvé dans les bois et forêts hors des routes et chemins ordinaires avec serpes, cognées, haches, scies et autres instruments de même nature, sora condamné à une amende de dix francs et à la confiscation desdits instruments.

Ceux dont les voitures, bestiaux, animaux de charge ou de monture seront trouvés dans les forêts, hors des routes et chemins ordinaires, seront condamnés, savoir : Par chaque voiture à une amende de dix francs pour les bois de dix ans et au-dessus, et de vingt francs pour les bois au-dessous de cet âge ; Par chaque tête ou espèce de bestiaux non attelés, aux amendes fixées pour délit de pâturage.

Il est défendu de porter ou allumer du feu dans l'intérieur et à la distance de deux cents mètres des bois et forêts, sous peine d'une amende de vingt à cent francs ; sans préjudice, en cas d'incendie, des peines portées par le Code pénal, et de tous dommages-intérêts, s'il y a lieu.

Tous usagers qui, en cas d'incendie, refuseront de porter des secours dans les bois soumis à leur droit d'usage, seront traduits en police correctionnelle, privés de ce droit pendant un an au moins, et cinq ans au plus, et condamnés, en outre, aux peines portées en l'article 475 du Code pénal.

Les propriétaires riverains des bois et forêts ne peuvent se prévaloir de l'article 672 du Code civil pour l'étalage des lisières des dits bois et forêts, si ces arbres de lisière ont plus de trente ans. Tout étalage qui serait exécuté sans l'autorisation des propriétaires des bois et forêts, donnera lieu à l'application des peines portées par l'article 196.

II. Bois et Forêts soumis au régime forestier. — Aucun four à chaux ou à à plâtre, soit temporaire, soit permanent, aucune briqueterie et tuilerie, ne pourront être établis dans l'intérieur et à moins d'un kilomètre des forêts, sans l'autorisation du gouvernement, à peine d'une amende de cent à cinq cents francs, et de démolition des établissements.

Il ne pourra être établi sans l'autorisation du gouvernement, sous quelque prétexte que ce soit, aucune maison sur perches, loge, baraque ou hangar, dans l'enceinte et à moins d'un kilomètre des bois et forêts, sous peine de cinquante francs d'amende, et de la démolition dans le mois, à dater du jour du jugement qui l'aura ordonnée.

Aucune construction de maisons ou fermes ne pourra être effectuée, sans l'autorisation du gouvernement, à la distance de cinq cents mètres des bois et forêts soumis au régime forestier, sous peine de démolition.

Il sera statué dans le délai de six mois sur les demandes en autorisation ; passé ce délai, la construction pourra être effectuée.

Nul individu habitant les maisons ou fermes existantes au moment de la confection du Code, près des forêts, dont la construction y aura été autorisé en vertu de l'article précédent, ne pourra établir dans les dites maisons ou fermes aucun atelier à façonner le bois, aucun chantier ou magasin pour faire le commerce de bois, sans la permission spéciale du gouvernement, sous peine de cinquante francs d'amende et de la confiscation des bois.

Lorsque les individus qui auront obtenu cette permission auront subi une condamnation pour délits forestiers, le gouvernement pourra leur retirer la dite permission.

Aucune usine à scier le bois ne pourra être établie dans l'enceinte et à moins de deux kilomètres de distance des bois et forêts, qu'avec l'autorisation du gouvernement, sous peine d'une amende de cent à cinq cents francs et de la démolition dans le mois, à dater du jugement qui l'aura ordonnée.

Sont exceptées des dispositions des articles précédents les maisons et usines qui font partie des villes, villages ou hameaux formant une population agglomérée, bien qu'elles se trouvent dans les distances ci-dessus fixées des bois et forêts.

Les usines, hangars et autres établissements autorisés en vertu des articles précédents, seront soumis aux visites des agents et gardes forestiers, qui pourront y faire toutes perquisitions sans l'assistance d'un officier public, pourvu qu'ils se présentent au nombre de deux au moins, ou que l'agent ou garde forestier soit accompagné de deux témoins domiciliés dans la commune.

Aucun arbre, bille ou tranche, ne pourra être reçu dans les scieries dont il est fait mention en l'article 155, sans avoir été préalablement reconnu par le garde forestier du canton et marqué de son marteau ; ce qui devra avoir lieu dans les cinq jours de la déclaration qui en aura été faite, sous peine, contre les exploitants des dites scieries, d'une amende de cinquante à trois cents francs. En cas de récidive, l'amende sera double, et la suppression de l'usine pourra être ordonnée par le tribunal.

TITRE SIXIÈME

Des poursuites en réparation de délits et contraventions

I. Bois soumis au régime forestier. — C'est l'administration forestière qui exerce les poursuites des délits et contraventions en matière forestière. Elle est autorisée à transiger avant le jugement.

Après le jugement, la transaction ne peut porter que sur les peines et réparations pécuniaires.

Les gardes sont autorisés à saisir les bestiaux trouvés en délit, et les instruments, voitures et attelages des délinquants et à les mettre en séquestre. Ils suivront les objets enlevés par les délinquants jusque dans les lieux où ils auront été transportés et les mettront également en séquestre. Ils ne pourront néanmoins s'introduire dans les maisons, bâtiments, cours adjacentes et enclos, si ce n'est en présence soit du juge de paix ou de son suppléant, soit du maire du lieu ou de son adjoint, soit du Commissaire de Police.

Les gardes arrêteront et conduiront devant le juge de paix ou devant le maire tout inconnu qu'ils auront surpris en flagrant délit. Ils ont le droit de requérir la force publique.

Les gardes écrivent eux-mêmes leurs procès-verbaux et les affirment devant le juge de paix ou le maire le lendemain au plus tard.

Dans le cas où le procès-verbal portera saisie, il en sera fait aussitôt après l'affirmation une expédition qui sera déposée dans les vingt-quatre heures au greffe de la justice de paix, pourqu'il puisse en être donné communication à ceux qui réclameraient les objets saisis.

Les juges de paix pourront donner main levée provisoire des objets saisis, à la charge du paiement des frais de séquestre et moyennant une bonne et valable caution. — En cas de contestation sur la solvabilité de la caution, il sera statué par le juge de paix.

Si les bestiaux saisis ne sont pas réclamés dans les cinq jours qui suivront le séquestre, ou s'il n'est pas fourni bonne et valable caution, le juge de paix en ordonnera la vente à l'enchère, au marché le plus voisin. Il y sera procédé à la diligence du receveur des domaines, qui la fera publier vingt-quatre heures d'avance. — Les frais de séquestre et de vente seront taxés par le juge de paix et prélevés sur le produit de la vente; le surplus restera déposé entre les mains du receveur des domaines jusqu'à ce qu'il ait été statué en dernier ressort sur le procès-verbal.

Si la réclamation n'a lieu qu'après la vente des bestiaux saisis, le propriétaire n'aura droit qu'à la restitution du produit net de la vente, tous frais déduits, dans le cas où cette restitution serait ordonnée par le jugement.

Toutes les actions et poursuites exercées au nom de l'administration générale des forêts. et à la requête de ses agents, en répartition de délits ou contraventions en matière forestière, sont portées devant les tribunaux correctionnels, lesquels sont seuls cempétents pour en connaître.

L'acte de citation doit, à peine de nullité, contenir la copie du procès-verbal et de l'acte d'affirmation.

Les procès-verbaux revêtus de toutes les formalités prescrites, et qui sont dressés et signés par deux agents ou gardes forestiers, font preuve, jusqu'à inscription de faux, des faits matériels relatifs aux délits et contraventions qu'ils constatent. quelles que soient les condamnations auxquelles ces délits et contraventions peuvent donner lieu. Il ne sera. en conséquence, admis aucune preuve outre ou contre le contenu de ces procès-verbaux, à moins qu'il n'existe une cause légale de récusation contre l'un des signataires.

Les procès-verbaux revêtus de toutes les formalités prescrites, mais qui ne seront dressés et signés que par un seul agent ou garde, feront de même preuve suffisante jusqu'à inscription de faux, mais seulement lorsque le délit ou la contravention n'entraînera pas une condamnation de plus de cent fr., tant pour amende que pour dommages-intérêts. Lorsqu'un de ces procès-verbaux constatera à la fois contre divers individus des délits ou contraventions distincts et séparés, il n'en fera pas moins foi, aux termes du présent article, pour chaque délit ou contravention qui n'entraînerait pas une condamnation de plus de cent francs, tant pour amende que pour dommages-intérêts, quelle que soit la quotité à laquelle pourraient s'élever toutes les condamnations réunies.

Le prévenu qui voudra s'inscrire en faux contre le procès-verbal sera tenu d'en faire, par écrit et en personne, ou par un fondé de pouvoirs spécial par acte notarié, la déclaration au greffe du tribunal, avant l'audience par la citation.

Cette déclaration sera reçue par le greffier du tribunal : elle sera signée par le prévenu ou son fondé de pouvoirs, et, dans le cas où il ne saurait ou ne pourrait signer, il en sera fait mention expresse.

Au jour indiqué pour l'audience, le tribunal donnera acte de la déclaration, et fixera un délai de trois jours au moins et de huit jours au plus, pendant lequel le prévenu sera tenu de faire au greffe le dépôt des moyens de faux, et des noms, qualités et demeures des témoins qu'il voudra faire entendre.

Le prévenu contre lequel aura été rendu un jugement par défaut, sera encore admissible à faire sa déclaration d'inscription de faux pendant le délai qui lui est accordé par la loi pour se présenter à l'audience sur l'opposition par lui formée.

Les agents de l'administration des forêts peuvent, en son nom, interjeter appel des jugements, et se pourvoir contre les arrêts et jugements en dernier ressort; mais ils ne peuvent se désister de leurs appels sans son autorisation spéciale.

Les actions en réparation de délits et contraventions en matière forestière se prescrivent par trois mois, à compter du jour où les délits et contraventions ont été constatés, lorsque les prévenus sont désignés par les procès-verbaux. Dans le cas contraire, le délai de prescription est de six mois, à compter du même jour.

Les dispositions précédentes ne sont point applicables aux contraventions, délits et malversations commis par des agents, préposés ou gardes de l'administration forestière dans l'exercice de leurs fonctions; les délais de prescription à l'égard de ces préposés et de leurs complices seront les mêmes qui sont déterminés par le Code d'instruction criminelle.

II. — Bois non soumis au régime forestier. — Les délits et contraventions commis dans les bois non soumis au régime forestier sont recherchés non-seulement par les gardes des particuliers, mais encore par les gardes champêtres des communes. Leurs procès-verbaux sont affirmés et envoyés dans le délai d'un mois après l'affirmation soit au juge de paix, soit au Procureur de la République, suivant la compétence.

TITRE SEPTIÉME

Des peines et condamnations pour tous les bois en général

La coupe ou l'enlèvement d'arbres, ayant deux mètres de tour et au-dessus, donnera lieu à des amendes qui seront déterminées dans les proportions suivantes, d'après l'essence et la circonférence de ces arbres.

Les arbres sont divisés en deux classes. La première comprend les chênes, hêtres, charmes, ormes, frênes, érables, platanes, pins, sapins, mélèzes, châtaigniers, noyers, aliziers, sorbiers, cormiers, merisiers et autres arbres fruitiers. La seconde se compose des aulnes, tilleuls, bouleaux, trembles, peupliers, saules, et de toutes les espèces non comprises dans la première classe. Si les arbres de la première classe ont deux décimètres de tour, l'amende sera d'un franc par chacun de ces deux décimètres, et s'accroîtra ensuite progressivement de dix centimètres par chacun des autres décimètres. Si les arbres de la seconde classe ont deux décimètres de tour, l'amende sera de cinquante centimes par chacun de ces deux décimètres, et s'accroîtra ensuite progressivement de cinq centimes par chacun des autres décimètres.

Un tableau indiquant ce tarif est annexé à la loi.

La circonférence sera mesurée à un mètre du sol, sur la souche. A défaut de souche, elle sera estimée à l'aide de tous renseignements.

Les divers délits et contraventions pour avoir arraché des plants, coupé, écorché ou mutilé des arbres, sont aussi punis d'amende et quelquefois de prison.

Les propriétaires d'animaux trouvés de jour en délit dans les bois de dix

ans et au-dessus, seront condamnés à une amende de : — Un franc pour un cochon. — Deux francs pour une bête à laine, — Trois francs pour un cheval ou autre bête de somme, — Quatre francs pour une chèvre, — Cinq francs pour un bœuf, une vache ou un veau. — L'amende sera double si les bois ont moins de dix ans; sans préjudice, s'il y a lieu, des dommages-intérêts.

TITRE HUITIÈME

Défrichements des bois des particuliers

Ce titre a été ajouté au Code forestier par une loi du 18 juin 1859. Il a paru au législateur que le défrichement des bois était tellement grave, que l'Etat devait s'en préoccuper et au besoin l'empêcher.

Aucun particulier, dit cette loi, ne peut user du droit d'arracher ou défricher ses bois qu'après en avoir fait la déclaration à la sous-préfecture, au moins quatre mois d'avance, durant lesquels l'administration peut faire signifier au propriétaire son opposition au défrichement Cette déclaration contient élection de domicile dans le canton de la situation des bois.

Avant la signification de l'opposition, et huit jours au moins après avertissement donné à la partie intéressée, l'inspecteur ou le sous-inspecteur, ou un des gardes généraux de la circonscription, procède à la reconnaissance de l'état et de la situation des bois et en dresse un procès-verbal détaillé, lequel est notifié à la partie, avec invitation de présenter ses observations.

Le Préfet, en conseil de Préfecture, donne son avis sur cette opposition.

L'avis notifié à l'agent forestier du département, ainsi qu'au propriétaire des bois, est transmis au Ministre des finances, qui prononce administrativement, la section des finances du conseil d'État préalablement entendue.

Si, dans les six mois qui suivent la signification de l'opposition, la décision du ministre n'est pas rendue et signifiée au propriétaire des bois, le défrichement peut être effectué.

L'opposition au défrichement ne peut être formée que pour les bois dont la conservation est reconnue nécessaire : 1° Au maintien des terres sur les pentes ; 2° A la défense du sol contre les érosions et les envahissement des fleuves, rivières ou torrents ; 3° A l'existence des sources et cours d'eau ; 4° A la protection des dunes et côtes contre les érosions de la mer et l'envahissement des sables ; 5° A la défense du territoire dans la partie de la zone frontière qui est déterminée par un réglement d'administration publique; 6° A la salubrité publique.

En cas de contravention à ces prescriptions, le propriétaire est condamné à une amende calculée à raison de cinq cent francs au moins et quinze cents francs au plus par hectare de bois défriché. Il doit, en outre, s'il en est ainsi ordonné par le ministère des finances, rétablir les biens défrichés en nature de bois, dans un délai qui ne peut excéder trois années.

Faute par le propriétaire d'effectuer la plantation ou le semis dans le délai prescrit par la décision ministérielle, il y est pourvu à ses frais par l'administration forestière, sur l'autorisation préalable du Préfet, qui arrête le mémoire des travaux faits et le rend exécutoire contre le propriétaire.

Sont exceptés des disposition précédentes : 1° Les jeunes bois pendant les vingt premières années après leurs semis ou plantation ; 2° Les parcs ou jardins clos ou attenants aux habitations; 3° Les bois non clos d'une étendue

au-dessous de dix hectares, lorsqu'ils ne font pas partie d'un autre bois qui compléterait une contenance de dix hectares, ou qu'ils ne sont pas situés sur le sommet ou la pente d'une montagne.

Il y a prescription au bout de deux ans, à dater de l'époque ou le défrichement a été consommé, pour toutes les contraventions et délits ci-dessus.

Les semis et plantations de bois sur le sommet et le penchant des montagnes, sur les dunes et dans les bandes, seront exempts de tout impôt pendant trente ans.

CODE RURAL

Voir page 763

LOIS DIVERSES

Lois politiques, administratives, d'intérêt général et particulier

---

Actes de l'état civil.

I. DES PRÉNOMS. — Les noms en usage dans les différents calendriers, et ceux des personnages connus de l'histoire ancienne, pourront seuls être reçus, comme prénoms, sur les registres de l'état civil destinés à constater la naissance des enfants ; et il est interdit aux officiers publics d'en admettre aucun autre dans leurs actes.

Toute personne qui porte actuellement comme prénom, soit le nom d'une famille existante, soit un nom quelconque qui ne se trouve pas compris dans la désignation précédente, pourra en demander le changement en se conformant aux dispositions suivantes.

Le changement aura lieu d'après un jugement du tribunal d'arrondissement, qui prescrira la rectification de l'acte de l'état civil. — Ce jugement sera rendu, le ministère public entendu, sur simple requête présentée par celui qui demandera le changement, s'il est majeur ou émancipé, et par ses père et mère ou tuteur, s'il est mineur.

II. DES CHANGEMENTS DE NOMS. — Toute personne qui aura quelque raison de changer de nom, en adressera la demande motivée au gouvernement.

Le gouvernement prononcera dans la forme prescrite pour les règlements d'administration publique.

S'il admet la demande, il autorisera le changement de nom par un arrêté rendu dans la même forme, mais qui n'aura son exécution qu'après la révolution d'une année, à compter du jour de son insertion, au *Journal officiel*.

Pendant le cours de cette année, toute personne y ayant droit sera admise à présenter requête au gouvernement pour obtenir la révocation de l'arrêté autorisant le changement de nom ; et cette révocation sera prononcée par le gouvernement, s'il juge l'opposition fondée.

S'il n'y a pas eu d'opposition, ou si celles qui ont été faites n'ont point été admises, l'arrêté autorisant le changement de nom aura son plein et entier effet à l'expiration de l'année.

III. Tables alphabétiques de l'état civil. — Les tables alphabétiques des actes de l'état civil doivent être faites annuellement et refondues tous les dix ans pour n'en faire qu'une seule, par commune.

Les tables annuelles seront faites par les officiers de l'état civil, dans le mois qui suivra la clôture du registre de l'année précédente ; elles seront annexées à chacun des doubles registres ; et, à cet effet, les procureurs de la République veilleront à ce qu'une double expédition soit adressée par les maires au greffe du tribunal, dans les trois mois de délai.

Les tables décennales seront faites dans les six premiers mois de la onzième année, par les greffiers des tribunaux de première instance.

Les tables annuelles et décennales seront faites sur papier timbré et certifiées par les dépositaires respectifs.

Les tables décennales seront faites en triple expédition pour chaque commune ; l'une restera au greffe ; la seconde sera adressée au préfet du département, et la troisième à chaque mairie du ressort du tribunal.

Les expéditions faites pour la préfecture seront payées aux greffiers des tribunaux, sur les fonds destinés aux dépenses administratives du département, à raison d'un centime par nom, non compris le prix du timbre. Chaque feuille contiendra quatre-vingt-seize noms ou lignes.

Les expéditions destinées aux communes seront payées par chacune d'elles et seront conformes aux autres.

Pour l'expédition de celle qui doit rester au tribunal, il ne sera remboursé au greffier, à titre de frais judiciaires, que le prix du papier timbré.

Il sera fait des tables distinctives, mais à la suite les unes des autres, des actes de naissance, de mariage, de décès, soit annuelles, soit décennales.

Le Procureur de la République est chargé de vérifier si les prescriptions précédentes sont observées dans le ressort de son tribunal.

Algérie.

L'Algérie a été, depuis ces dernières années, l'objet de l'attention particulière du législateur français. Il a pensé qu'il fallait, en amenant sur ce territoire de nombreux colons, reconstituer au midi une puissance que l'on perdait au nord C'est dans cet esprit qu'il a facilité aux indigènes musulmans les moyens de devenir citoyens français, et aux Européens les moyens d'avoir un patrimoine.

Un décret du Gouvernement provisoire dn 4 septembre a déclaré les israélites indigènes citoyens français.

Le même décret permet aux indigènes musulmans d'acquérir la même qualité, en en faisant la demande au Juge de paix de leur domicile.

Concessions de terres en Algérie. — Nous verrons tout à l'heure que la loi a fait une situation à part aux Alsaciens-Lorrains. Pour le moment, nous nous occupons de toute autre personne que ces derniers.

Tout Français qui veut aller se fixer en Algérie reçoit de l'État, en location, un lot de terre variant de trois à dix hectares par tête, homme, femme ou enfant. Pour avoir droit à cette concession, on n'a besoin que de justifier de ressources suffisantes pour vivre une année. Au bout de cinq ans, la location est convertie en propriété définitive, sans droit de mutation ou de transcription; mais le nouveau propriétaire s'engage à ne point vendre, pendant une nouvelle période de cinq ans, à tous indigènes non naturalisés.

Les Alsaciens-Lorrains sont bien plus favorisès. Une concession de 100,000 hectares. des meilleures terres dont l'Etat dispose, est attribuée, à titre gratuit, aux habitants de l'Alsace-Lorraine qui voudraient conserver la nationalité française et qui prendraient l'engagement de se rendre en Algérie. L'Etat se charge du transport par mer des émigrants, A leur arrivée en Afrique, ils doivent justifier d'une somme disponible de 5,000 francs au moins. Ils deviennent propriétaires définitifs par arrêté préfectoral, enregistré et transcrit gratis. Pendant trois ans le concessionnaire est affranchi de tout impôt sur la propriété foncière.

Aliénés.

I. Des établissements d'aliénés. — Chaque département est tenu d'avoir un établissement public spécialement destiné à recevoir et soigner les aliénés, ou de traiter, à cet effet, avec un établissement public ou privé, soit de ce département, soit d'un autre département. Les traités passés avec les établissements publics ou privés devront être approuvés par le ministre de l'intérieur.

Les établissements publics consacrés aux aliénés sont placés sous la direction de l'autorité publique.

Les établissements privés consacrés aux aliénés sont placés sous la surveillance de l'autorité publique.

Le préfet et les personnes spécialement déléguées à cet effet par lui ou par le ministre de l'intérieur, le président du tribunal, le procureur de la République, le juge de paix, le maire de la commune, sont chargés de visiter les établissements publics ou privés consacrés aux aliénés. Ils recevront les réclamations des personnes qui y seront placées, et prendront, à leur égard, tous renseignements propres à faire connaître leur position. Les établissements privés seront visités, à des jours indéterminés, une fois au moins chaque trimestre, par le procureur de la République de l'arrondissement. Les établissements publics le seront de la même manière, une fois au moins par semestre.

Nul ne pourra diriger ni former un établissement privé consacré aux aliénés sans l'autorisation du gouvernement.

Les établissements privés consacrés au traitement d'autres maladies ne pourront recevoir les personnes atteintes d'aliénation mentale, à moins qu'elles ne soient placées dans un local entièrement séparé. Ces établissements devront être, à cet effet, spécialement autorisés par le gouvernement, et seront soumis, en ce qui concerne les aliénés, à toutes les obligations prescrites ci-dessous.

Des règlements d'administration publique détermineront les conditions auxquelles seront accordées les autorisations précédentes, les cas où elles pourront être retirées et les obligations auxquelles seront soumis les établissements autorisés.

Les règlements intérieurs des établissements publics consacrés, en tout ou en partie, au service des aliénés, seront, dans les dispositions relatives à ce service, soumis à l'approbation du ministre.

II. Des placements volontaires. — Les chefs ou préposés responsables des établissements publics et les directeurs des établissements privés et consacrés aux aliénés ne pourront recevoir une personne atteinte d'aliénation mentale, s'il ne leur est remis :

1° Une demande d'admission contenant les nom, profession, âge et domicile, tant de la personne qui la formera que de celle dont le placement sera réclamé, et l'indication du degré de parenté, ou, à défaut de la nature des re-

lations qui existent entre elles. — La demande sera écrite et signée par celui qui la formera, et, s'il ne sait pas écrire, elle sera reçue par le maire ou le commissaire de police, qui en donnera acte. — Les chefs préposés ou directeurs devront s'assurer, sous leur responsabilité, de l'individualité de la personne qui aura formé la demande, lorsque cette demande n'aura pas été reçue par le maire ou le commissaire de police. — Si la demande d'admission est formée par le tuteur d'un interdit, il devra fournir, à l'appui, un extrait du jugement d'interdiction;

2° Un certificat de médecin constatant l'état mental de la personne à placer, et indiquant les particularités de sa maladie et la nécessité de faire traiter la personne désignée dans un établissement d'aliénés et de l'y tenir renfermée. — Ce certificat ne pourra être admis, s'il a été délivré plus de quinze jours avant sa remise au chef ou directeur, s'il est signé d'un médecin attaché à l'établissement, ou si le médecin signataire est parent ou allié au second degré inclusivement, des chefs ou propriétaires de l'établissement, ou de la personne qui fera effectuer le placement. — En cas d'urgence, les chefs des établissements publics pourront se dispenser d'exiger le certificat du médecin;

3° Le passe-port ou toute autre pièce propre à constater l'individualité de la personne à placer. — Il sera fait mention de toutes les pièces produites dans un bulletin d'entrée, qui sera renvoyé dans les vingt-quatre heures, avec un certificat du médecin de l'établissement, et la copie de celui ci-dessus mentionné, au préfet de Police, à Paris, au préfet ou au sous-préfet, dans les communes, chefs-lieux de département ou d'arrondissement, et aux maires dans les autres communes. Le sous-préfet ou le maire en fera immédiatement l'envoi au préfet.

Si le placement est fait dans un établissement privé, le préfet, dans les trois jours de la réception du bulletin, chargera un ou plusieurs hommes de l'art de visiter la personne désignée dans ce bulletin, à l'effet de constater son état mental et d'en faire rapport sur-le-champ. Il pourra leur adjoindre telle autre personne qu'il désignera.

Dans le même délai, le préfet notifiera administrativement les nom, profession et domicile. tant de la personne placée que de celle qui aura demandé le placement : 1° au procureur de la République de l'arrondissement du domicile de la personne placée; 2° au procureur de la République de l'arrondissement de la situation de l'établissement : ces dispositions seront communes aux établissements publics et privés.

Quinze jours après le placement d'une personne dans un établissement public ou privé, il sera adressé au préfet, un nouveau certificat du médecin de l'établissement; ce certificat confirmera ou rectifiera, s'il y a lieu, les observations contenues dans le premier certificat, en indiquant le retour plus ou moins fréquent des accès ou des actes de démence.

Il y aura, dans chaque établissement, un registre coté et paraphé par le maire, sur lequel seront immédiatement inscrits les nom, profession, âge et domicile des personnes placées dans les établissements; la mention du jugement d'interdiction, si elle a été prononcée, et le nom de leur tuteur; la date de leur placement; les nom, profession et demeure de la personne parente ou non parente qui l'aura demandé. Seront également transcrits sur ce registre : 1° le certificat du médecin joint à la demande d'admission; 2° ceux que le médecin de l'établissement devra adresser à l'autorité, Le médecin sera tenu de consigner sur ce registre, au moins tous les mois, les changements survenus dans l'état mental de chaque malade. Ce registre constatera également les sorties et les décès.

Toute personne placée dans un établissement d'aliénés cessera d'y être retenue aussitôt que les médecins de l'établissement auront déclaré sur le registre que la guérison est obtenue. S'il s'agit d'un mineur ou d'un interdit, il

sera donné imédiatement avis de la déclaration des médecins aux personnes auxquelles il devra être remis, et au procureur de la République.

Avant même que les médecins aient déclaré la guérison, toute personne placée dans un établissement d'aliénés cessera également d'y être retenue dès que la sortie sera requise par l'une des personnes ci-après désignées, savoir : 1° le curateur nommé en exécution de la présente loi; 2° l'époux ou l'épouse; 3° s'il n'y a pas d'époux ou d'épouse, les ascendants; 4° s'il n'y a pas d'ascendants, les descendants; 5° la personne qui aura signé la demande d'admission, à moins qu'un parent n'ait déclaré s'opposer à ce qu'elle use de cette faculté sans l'assentiment du conseil de famille; 6° toute personne à ce autorisée par le conseil de famille.

S'il résulte d'une opposition notifiée au chef de l'établissement par un ayant-droit, qu'il y a dissentiment, soit entre les ascendants, soit entre les descendants, le conseil de famille prononcera. Néanmoins, si le médecin de l'établissement est d'avis que l'état mental du malade pourrait compromettre l'ordre public ou la sûreté des personnes, il en sera donné préalablement connaissance au maire, qui pourra ordonner immédiatement un sursis provisoire à la sortie, à la charge d'en référer, dans les vingt-quatre heures, au préfet. Ce sursis provisoire cessera de plein droit à l'expiration de la quinzaine, si le préfet n'a pas, dans ce délai, donné d'ordres contraires. L'ordre du maire sera transcrit sur le registre. En cas de minorité ou d'interdiction, le tuteur pourra seul requérir la sortie de l'établissement. Dans les vingt-quatre heures de la sortie, les chefs préposés ou directeurs en donneront avis aux fonctionnaires désignés plus haut et leur feront connaître le nom et la résidence des personnes qui auront retiré le malade, son état mental au moment de sa sortie, et, autant que possible, l'indication du lieu où il aura été conduit.

Le préfet pourra toujours ordonner la sortie immédiate des personnes placées volontairement dans les établissements d'aliénés.

En aucun cas, l'interdit ne pourra être remis qu'à son tuteur, et le mineur qu'à ceux sous l'autorité desquels il est placé par la loi.

III. Des placements ordonnés par l'autorité publique.—A Paris, le Préfet de Police, et dans les départements, les Préfets ordonneront d'office le placement, dans un établissement d'aliénés, de toute personne interdite ou non interdite dont l'état d'aliénation compromettrait l'ordre public ou la sûreté des personnes. —Les ordres des Préfets seront motivés et devront énoncer les circonstances qui les auront rendus nécessaires. Ces ordres seront inscrits sur un registre semblable à celui qui est prescrit ci-dessus, dont toutes les dispositions seront applicables aux individus placés d'office.

En cas de danger imminent, attesté par le certificat d'un médecin ou par la notoriété publique, les commissaires de police à Paris, et les maires dans les autres communes, ordonneront, à l'égard des personnes atteintes d'aliénation mentale, toutes les mesures provisoires nécessaires, à la charge d'en référer dans les vingt-quatre heures au Préfet, qui statuera sans délai.

Les chefs, directeurs ou préposés responsables des établissements, seront tenus d'adresser aux Préfets, dans le premier mois de chaque semestre, un rapport rédigé par le médecin de l'établissement sur l'état de chaque personne qui y sera retenue, sur la nature de sa maladie et les résultats du traitement. Le Préfet prononcera sur chacune individuellement, ordonnera sa maintenue dans l'établissement ou sa sortie.

A l'égard des personnes dont le placement aura été volontaire, et dans le cas où leur état mental pourrait compromettre l'ordre public ou la sûreté des personnes, le Préfet pourra, dans les formes tracées, décerner un ordre spécial, à l'effet d'empêcher qu'elles ne sortent de l'établissement sans son autorisation, si ce n'est pour être placées dans un autre établissement. — Les chefs, directeurs ou préposés responsables seront tenus de se conformer à cet ordre.

Les procureurs de la République seront informés de tous les ordres donnés. Ces ordres seront notifiés au maire du domicile des personnes soumises au placement, qui en donnera immédiatement avis aux familles.

Si, dans l'intervalle qui s'écoulera entre les rapports ordonnés, les médecins déclarent, sur le registre, que la sortie peut être ordonnée, les chefs, directeurs ou préposés responsables des établissements seront tenus, sous peine d'être poursuivis, d'en référer aussitôt au préfet, qui statuera sans délai.

Les hospices et hôpitaux civils seront tenus de recevoir provisoirement les personnes qui leur seront adressées jusqu'à ce qu'elles soient dirigées sur l'établissement spécial destiné à les recevoir ou pendant le trajet qu'elles feront pour s'y rendre. Dans toutes les communes où il existe des hospices ou hôpitaux, les aliénés ne pourront être déposés ailleurs que dans ces hospices ou hôpitaux. Dans les lieux où il n'en existe pas, les maires devront pourvoir à leur logement, soit dans une hôtellerie, soit dans un local loué à cet effet, Dans aucun cas, les aliénés ne pourront être ni conduits avec les condamnés ou les prévenus, ni déposés dans une prison. Ces dispositions sont applicables à tous les aliénés dirigés par l'administration sur un établissement public ou privé.

IV. Dépenses du service des aliénés. — Les aliénés dont le placement aura été ordonné par le préfet, et dont les familles n'auront pas demandé l'admission dans un établissement privé, seront conduits dans l'établissement appartenant au département ou avec lequel il aura traité. — Les aliénés dont l'état mental ne compromettrait pas l'ordre public ou la sûreté des personnes y seront également admis, dans les circonstances et aux conditions qui seront réglées par le conseil général, sur la proposition du préfet, et approuvées par le ministre.

La dépense du transport des personnes dirigées par l'administration sur les établissements d'aliénés sera arrêtée par le préfet sur le mémoire des agents préposés à ce transport. La dépense de l'entretien, du séjour et du traitement des personnes placées dans les hospices ou établissements publics d'aliénés sera réglée d'après un tarif arrêté par le préfet. La dépense de l'entretien, du séjour et du traitement des personnes placées par les départements dans les établissements privés sera fixée par les traités passés par le département.

Ces dépenses seront à la charge des personnes placées; à défaut, à la charge de ceux auxquels il peut être demandé des aliments, aux termes des articles 305 et suivants du Code civil. S'il y a contestation sur l'obligation de fournir des aliments, ou sur leur quotité, il sera statué par le tribunal compétent, à la diligence de l'administrateur désigné en exécution de la présente loi. Le recouvrement des sommes dues sera poursuivi et opéré à la diligence de l'administration de l'enregistrement et des domaines.

A défaut, ou en cas d'insuffisance des ressources précédentes, il y sera pourvu sur les centimes affectés, par la loi des finances, aux dépenses ordinaires du département auquel l'aliéné appartient, sans préjudice du concours de la commune du domicile de l'aliéné, d'après les bases proposées par le conseil général sur l'avis du préfet, et approuvées par le gouvernement. Les hospices seront tenus à une indemnité proportionnée au nombre des aliénés dont le traitement ou l'entretien était à leur charge et qui seraient placés dans un établissement spécial d'aliénés. En cas de contestation, il sera statué par le conseil de préfecture.

V. Dispositions communes a toutes les personnes placées dans les établissements d'aliénés. — Toute personne placée ou retenue dans un établissement d'aliénés, son tuteur, si elle est mineure, son curateur, tout parent ou ami, pourront, à quelque époque que ce soit, se pourvoir devant le tribunal du lieu de la situation de l'établissement, qui après les vérifica-

tions nécessaires, ordonnera, s'il y a lieu, la sortie immédiate. — Les personnes qui auront demandé le placement, et le procureur de la République, d'office, pourront se pourvoir aux mêmes fins. Dans le cas d'interdiction, cette demande ne pourra être formée que par le tuteur de l'interdit.

La décision sera rendue sur simple requête en chambre du conseil et sans délai ; elle ne sera point motivée. La requête, le jugement et les autres actes auxquels la réclamation pourrait donner lieu seront visés pour timbre et enregistrés en débet. Aucunes requêtes, aucunes réclamations adressées, soit à l'autorité judiciaire, soit à l'autorité administrative, ne pourront être supprimées ou retenues par les chefs d'établissements, sous les peines portées ci-après.

Les chefs, directeurs ou préposés responsables ne pourront, sous les peines portées par l'article 120 du Code pénal, retenir une personne placée dans un établissement d'aliénés, dès que sa sortie aura été ordonnée par le Préfet ou par le tribunal, ni lorsque cette personne se trouvera dans le cas où les médecins auraient déclaré que la guérison est obtenue, ou bien dans le cas où elle serait réclamée par le curateur, le conjoint, etc.

Les commissions administratives ou de surveillance des hospices ou établissements publics d'aliénés exerceront, à l'égard des personnes non interdites qui y seront placées, les fonctions d'administrateurs provisoires. Elles désigneront un de leurs membres pour les remplir : l'administrateur, ainsi désigné, procédera au recouvrement des sommes dues à la personne placée dans l'établissement et à l'acquittement de ses dettes ; passera des baux qui ne pourront excéder trois ans, et pourra même, en vertu d'une autorisation spéciale accordée par le Président du tribunal civil, faire vendre le mobilier. Les sommes provenant, soit de la vente, soit des autres recouvrements, seront versées directement dans la caisse de l'établissement, et seront employées, s'il y a lieu, au profit de la personne placée dans l'établissement.

Le cautionnement du receveur sera affecté à la garantie desdits deniers, par privilége aux créances de toute autre nature. Néanmoins les parents, l'époux ou l'épouse des personnes placées dans des établissements d'aliénés dirigés ou surveillés par des commissions administratives, ces commissions elles-mêmes, ainsi que le procureur de la Républiqne, pourront toujours recourir aux dispositions suivantes.

Sur la demande des parents, de l'époux ou de l'épouse, sur celle de la commission administrative ou sur la provocation, d'office, du procureur de la République, le tribunal civil du lieu du domicile pourra, conformément à l'article 497 du Code civil, nommer, en chambre du conseil, un administrateur provisoire aux biens de toute personne non interdite placée dans un établissement d'aliénés. Cette nomination n'aura lieu qu'après délibération du conseil de famille et sur les conclusions du procureur de la République. Elle ne sera pas sujette à l'appel.

Le tribunal, sur la demande de l'administrateur provisoire, ou à la diligence du procureur de la République, désignera un mandataire spécial à l'effet de représenter en justice tout individu non interdit et placé ou retenu dans un établissement d'aliénés, qui serait engagé dans une contestation judiciaire au moment du placement, ou contre lequel une action serait intentée postérieurement. — Le tribunal pourra aussi, dans le cas d'urgence, désigner un mandataire spécial à l'effet d'intenter, au nom des mêmes individus, une action mobilière ou immobilière. L'administrateur pourra, dans les deux cas, être désigné pour mandataire spécial.

Les dispositions du Code civil, sur les causes qui dispensent de la tutelle, sur les incapacités, les exclusions ou les destitutions des tuteurs, sont applicables aux administrateurs provisoires nommés par le tribunal. Sur la demande des parties intéressées, ou sur celle du procureur de la République, le jugement qui nommera l'administrateur provisoire pourra en même temps

constituer sur ses biens une hypothèque générale ou spéciale, jusqu'à concurrence d'une somme déterminée par ledit jugement. — Le procureur de la République devra, dans le délai de quinzaine, faire inscrire cette hypothèque au bureau de la conservation ; elle ne datera que du jour de l'inscription.

Dans le cas où un administrateur provisoire aura été nommé par jugement, les significations à faire à la personne placée dans un établissement d'aliénés seront faites à cet administrateur. Les significations faites au domicile pourront, suivant les circonstances, être annulées par les tribunaux. Il n'est point dérogé aux dispositions de l'article 173 du Code de commerce.

A défaut d'administrateur provisoire, le Président, à la requête de la partie la plus diligente, commettra un notaire pour représenter les personnes non interdites placées dans les établissements d'aliénés, dans les inventaires, comptes, partages et liquidations dans lesquels elles seraient intéressées.

Les pouvoirs du notaire cesseront de plein droit dès que la personne placée dans un établissement d'aliénés n'y sera plus retenue. Les pouvoirs conférés par le tribunal cesseront de plein droit à l'expiration d'un délai de trois ans : ils pourront être renouvelés. Cette disposition n'est pas applicable aux administrateurs provisoires qui seront donnés aux personnes entretenues par l'administration dans des établissements privés.

Sur la demande de l'intéressé, de l'un de ses parents, de l'époux ou de l'épouse, d'un ami ou sur la provocation d'office du procureur de la République, le tribunal pourra nommer en chambre de conseil, par jugement non susceptible d'appel, en outre de l'administrateur provisoire, un curateur à la personne de tout individu non interdit placé dons un établissement d'aliénés, lequel devra veiller : 1° à ce que ses revenus soient employés à adoucir son sort et à accélérer sa guérison ; 2° à ce que ledit individu soit rendu au libre exercice de ses droits aussitôt que sa situation le permettra. — Ce curateur ne pourra pas être choisi parmi les héritiers présomptifs de la personne placée dans un établissement d'aliénés.

Les actes faits par une personne placée dans un établissement d'aliénés, pendant le temps qu'elle y aura été retenue, sans que son interdiction ait été prononcée ni provoquée, pourront être attaqués pour cause de la démence, conformément à l'article 1304 du Code civil. Les dix ans de l'action en nullité courront, à l'égard de la personne retenue qui aura souscrit les actes, à dater de la signification qui lui en aura été faite, ou de la connaissance qu'elle en aura eue après sa sortie définitive de la maison d'aliénés ; et, à l'égard de ses héritiers, à dater de la signification qui leur en aura été faite ou de la connaissance qu'ils en auront eue depuis la mort de leur auteur. — Lorsque les dix ans auront commencé de courir contre celui-ci, ils continueront de courir contre les héritiers.

Le ministère public sera entendu dans toutes les affaires qui intéresseront les personnes placées dans un établissement d'aliénés, lors même qu'elles ne seraient pas interdites.

Alignement.

L'alignement est l'acte par lequel l'administration détermine, pour chaque riverain de la voie publique, la ligne sur laquelle il peut établir des constructions, plantations ou clôtures. L'alignement doit être délivré par écrit, dans la forme des actes administratifs. Une autorisation verbale ne suffirait pas.

En matière de grande voirie, l'alignement est donné par les sous-préfets, s'il y a des plans généraux d'alignement régulièrement approuvés. A défaut de plans généraux, les Préfets le délivrent d'après les limites actuelles de la voie publique.

En matière de voirie urbaine, ce sont les maires qui délivrent l'alignement, d'après les plans, s'il en existe; sinon, ils sont tenus de respecter la limite actuelle des propriétés riveraines.

Pour les chemins vicinaux de grande communication, l'alignement est donné par les sous-préfets, s'il existe un plan; par les Préfets, s'il n'en existe pas. Quant aux chemins vicinaux ordinaires et d'intérêt commun, les Préfets peuvent déléguer aux maires, sous l'approbation des sous-préfets, le droit de délivrer les alignements.

Les alignements sont généralement délivrés sans frais.

Il faut. dans tous les cas, adresser une pétition sur papier timbré, soit au Préfet, soit au sous-préfet ou au maire. selon les distinctions qui précèdent (1).

Prenons le cas où la demande doit être adressée au Préfet et voyons la filière qu'elle suit avant de revenir avec une autorisation. La demande, disons-nous, est adressée au Préfet; le Préfet la soumet à l'ingénieur en chef, qui la transmet à l'ingénieur de l'arrondissement, lequel l'envoie au conducteur sur les lieux. Le conducteur fait son rapport à l'ingénieur, qui le transmet à l'ingénieur en chef, qui le communique au Préfet. Et tout n'est pas fini ! Le Préfet prend bien alors un arrêté, mais cet arrêté ne saurait être notifié directement à l'intéressé, il repasse nécessairement par la ligne des intermédiaires.

Et, pendant ce temps, qui dure, au minimum, trois ou quatre mois, le propriétaire attend avec impatience l'avis de l'administration. C'est un des exemples les plus frappants des inconvénients d'une centralisation excessive.

Avant 1836, il paraissait constant que, pour les chemins vicinaux, il n'y aurait point de servitude d'alignement, et qu'on ne pourait être exproprié pour cause d'alignement. La loi du 21 mai 1836 est venue faire cesser cet état de choses, et aujourd'hui, pour bâtir, se clôre ou faire des plantations, le propriétaire aboutissant à un chemin vicinal doit demander l'alignement; de même. si la commission départementale a décidé l'ouverture d'un chemin vicinal et en a fixé la largeur, les propriétaires sur les terres desquels doit passer le chemin doivent subir l'expropriation, sauf indemnité. Cette indemnité n'est pas fixée selon le mode ordinaire : elle est fixée par le juge de paix, sur rapport d'experts.

Allumettes

La loi du 2 août 1872 a créé, au profit de l'État, le monopole de la fabrication des allumettes. Désormais, c'est l'État, dans la personne du Ministre des Finances, qui exploitera cette branche de l'industrie, soit directement dans les manufactures nationales, soit par voie d'adjudication publique ou de concession amiable.

Une compagnie générale des allumettes chimiques a obtenu de l'Administration le monopole de la fabrication des allumettes. Elle paye à l'État 16 millions par année.

On ne peut avoir chez soi, à titre de provision, plus d'un kilogramme d'allumettes, à moins qu'elles ne soient revêtues des marques légales.

Cette limite n'est pas applicable aux débitants de boissons, cafetiers aubergistes, hôteliers, ni aux commerçants qui mettent gratuitement des allumettes à la disposition de leurs clients.

Tout détenteur d'allumettes de provenance frauduleuse est puni de graves peines ; le fabricant d'allumettes frauduleuses encourt une amende de 300 fr.

---

(1) Voy. Formules diverses, nº 1.

à 1,000 francs, et, en cas de récidive, six jours à six mois de prison, sans préjudice de la confiscation des objets saisis et du remboursement du droit fraudé.

Animaux domestiques

(Loi du 2 juillet 1850) Article unique. — Seront punis d'une amende de cinq à 15 francs, et pourront l'être d'un à cinq jours de prison, ceux qui auront exercé publiquement et abusivement de mauvais traitements envers les animaux domestiques.

La peine de la prison sera toujours appliquée en cas de récidive,

L'art. 483 du Code pénal sera toujours applicable. — Cet article dit qu'il y a récidive lorsqu'il a été rendu contre le contrevenant, dans les douze mois précédents, un premier jugement pour contravention de police commis dans le ressort du même tribunal.

Apprentissage (contrat d')

I. Nature et forme du contrat. — Le contrat d'apprentissage est celui par lequel un fabricant, un chef d'atelier ou un ouvrier s'oblige à enseigner la pratique de sa profession à une autre personne, qui s'engage, en retour, à travailler pour lui; le tout à des conditions et pendant un temps convenus.

Le contrat d'apprentissage est fait par acte public ou par acte sous seing-privé.

Il peut aussi être fait verbalement; mais la preuve testimoniale n'en est reçue que conformément au titre du Code civil : *Des contrats ou des obligations conventionnelles en général.*

Les notaires, les secrétaires des conseils de prud'hommes et les greffiers de justice de paix peuvent recevoir l'acte d'apprentissage.

Cet acte est soumis pour l'enregistrement au droit fixe de 1 franc, lors même qu'il contiendrait des obligations de sommes ou valeurs mobilières, ou des quittances. Les honoraires dus aux officiers publics sont fixés à deux francs.

L'acte d'apprentissage contiendra : 1° les nom, prénoms, âge, profession et domicile du maître; 2° les nom, prénoms, âge et domicile de l'apprenti; 3° les noms, prénoms, profession et domicile de ses père et mère, de son tuteur ou de la personne autorisée par les parents, et, à leur défaut, par le juge de paix; 4° la date et la durée du contrat; 5° les conditions de logement, de nourriture, de prix, et toutes autres arrêtées entre les parties. Il devra être signé par le maître et par les représentants de l'apprenti (1).

II. Des conditions du contrat. — Nul ne peut recevoir des apprentis mineurs s'il n'est âgé de vingt et un ans au moins.

Aucun maître, s'il est célibataire ou en état de veuvage, ne peut loger, comme apprenti, des jeunes filles mineures.

Sont incapables de recevoir des apprentis : les individus qui ont subi une condamnation pour crime; ceux qui ont été condamnés pour attentat aux mœurs; ceux qui ont été condamnés à plus de trois mois d'emprisonnement pour les délits prévus par les articles 388, 401, 405, 406, 407, 408, 423 du Code pénal.

---

(1) Voy. Formules diverses, n° 2.

L'incapacité résultant de l'article précédent pourra être levée par le préfet, sur l'avis du maire, quand le condamné, après l'expiration de sa peine, aura résidé pendant trois ans dans la même commune. A Paris, les incapacités seront levées par le préfet de police.

III. Devoirs des maitres et des apprentis. — Le maître doit se conduire envers l'apprenti en bon père de famille, surveiller sa conduite et ses mœurs, soit dans la maison, soit au-dehors, et avertir ses parents ou leurs représentants des fautes graves qu'il pourrait commettre ou des penchants vicieux qu'il pourrait manifester. — Il doit aussi les prévenir, sans retard, en cas de maladie, d'absence ou de tout fait de nature à motiver leur intervention. Il n'emploiera l'apprenti, sauf conventions contraires, qu'aux travaux et services qui se rattachent à l'exercice de sa profession. Il ne l'emploiera jamais à ceux qui seraient insalubres ou au-dessus de ses forces.

La durée du travail effectif des apprentis âgés de moins de quatorze ans ne pourra dépasser dix heures par jour.

Pour les apprentis âgés de quatorze à seize ans, elle ne pourra dépasser douze heures. Aucun travail de nuit ne peut être imposé aux apprentis âgés de moins de seize ans.

Est considéré comme travail de nuit, tout travail fait entre neuf heures du soir et cinq heures du matin.

Les dimanches et jours de fêtes reconnues ou légales, les apprentis, dans aucun cas, ne peuvent être tenus, vis-à-vis de leur maître, à aucun travail de leur profession. Dans le cas où l'apprenti serait obligé, par suite des conventions ou conformément à l'usage, de ranger l'atelier aux jours ci-dessus marqués, ce travail ne pourra se prolonger au-delà de dix heures du matin. — Il ne pourra être dérogé aux dispositions ci-dessus que par un arrêté rendu par le Préfet, sur l'avis du maire.

Si l'apprenti, âgé de moins de seize ans, ne savait pas lire, écrire et compter, ou s'il n'a pas encore terminé sa première éducation religieuse, le maître est tenu de lui laisser prendre, sur la journée de travail, le temps et la liberté nécessaires pour son instruction. Néanmoins, ce temps ne pourra excéder deux heures par jour.

L'apprenti doit à son maître fidélité, obéissance et respect; il doit l'aider, par son travail, dans la mesure de son aptitude et de ses forces.

Il est tenu de remplacer, à la fin de l'apprentissage, le temps qu'il n'a pu employer par suite de maladie ou d'absence ayant duré plus de quinze jours.

Le maître doit enseigner à l'apprenti, progressivement et complétement, le métier ou la profession spéciale qui fait l'objet du contrat. Il lui délivrera, à la fin de l'apprentissage, un congé d'acquit ou certificat constatant l'exécution du contrat.

Tout fabricant, chef d'atelier ou ouvrier convaincu d'avoir détourné un apprenti de chez son maître, pour l'employer en qualité d'apprenti ou d'ouvrier, pourra être passible de tout ou partie de l'indemnité à prononcer au profit du maître abandonné.

IV. De la résolution du contrat. — Les deux premiers mois de l'apprentissage sont considérés comme un temps d'essai, pendant lequel le contrat peut être annulé par la seule volonté de l'une des parties. Dans ce cas, aucune indemnité ne sera allouée à l'une ou à l'autre partie, à moins de conventions expresses.

Le contrat d'apprentissage sera résolu de plein droit : 1° par la mort du maître ou de l'apprenti; 2° si l'apprenti ou le maître est appelé au service militaire; 3° si le maître ou l'apprenti vient à être frappé d'une des condamnations prévues daus la présente loi; 4° pour les filles mineures, dans le cas de décès de l'épouse du maître, ou de toute autre femme de la famille qui dirigeait la maison à l'époque du contrat.

Le contrat peut être résolu sur la demande des parties ou de l'une d'elles : 1° dans le cas où l'une des parties manquerait aux stipulations du contrat; 2° pour cause d'infraction grave ou habituelle aux prescriptions de la présente loi; 3° dans le cas d'inconduite habituelle de la part de l'apprenti; 4° si le maître transporte sa résidence dans une autre commune que celle qu'il habitait lors de la convention. Néanmoins, la demande en résolution de contrat fondée sur ce motif ne sera recevable que pendant trois mois à compter du jour où le maître aura changé de résidence; 5° si le maître ou l'apprenti encourait une condamnation emportant un emprisonnement de plus d'un mois; 6° dans le cas où l'apprenti viendrait à contracter mariage.

Si le temps convenu pour la durée de l'apprentissage dépasse le maximum de la durée consacrée par les usages locaux, ce temps peut être réduit ou le contrat résolu.

V. De la compétence. — Toute demande à fin d'exécution ou de résolution de contrat sera jugée par le conseil de prud'hommes dont le maître est justiciable, et, à défaut, par le juge de paix du canton. Les réclamations qui pourraient être dirigées contre les tiers qui auraient détourné des apprentis seront portées devant les conseils des prud'hommes ou devant les juges de paix du lieu de leur domicile.

Dans les divers cas de résolution prévus, les indemnités ou les restitutions qui pourraient être dues à l'une ou à l'autre des parties seront, à défaut de stipulations expresses, réglées par le conseil des prud'hommes ou par le juge de paix, dans les cantons qui ne ressortissent point à la juridiction d'un conseil de prud'hommes.

Toute contravention aux paragraphes I et II ci-dessus est poursuivie devant devant le tribunal de simple police (justice de paix), et punie d'une amende de cinq à quinze francs. Quelquefois la peine peut être celle d'un à cinq jours de prison.

Assistance judiciaire.

L'assistance judiciaire est accordée aux indigents. On entend par ce mot non pas ceux qui sont dans une indigence absolue, mais ceux dont les ressources ne sont pas assez fortes pour faire triompher leur droit en justice.

C'est une loi du 22 janvier 1851 qui a organisé l'assistance judiciaire.

L'assistance judiciaire n'est pas, d'une manière absolue, la gratuité acquise. C'est, dit la loi, une dispense provisoire du paiement des sommes dues au Trésor pour droit de timbre, d'enregistrement, de greffe, ainsi que de toute consignation d'amende. L'assisté est ainsi dispensé provisoirement du paiement des sommes dues aux greffiers, aux officiers ministériels et aux avocats, pour émoluments ordinaires. En fait, c'est une gratuité absolue, car jamais ou presque jamais on ne réclame à l'assisté, après le jugement définitif, même au cas où son indigence cesse, le paiment des avances faites pour lui.

Les actes de procédure sont tous sur papier libre, et timbrés et enregistrés en débet par le receveur.

En cas de condamnation de l'adversaire de l'assisté aux dépens, le receveur de l'enregistrement se charge de le poursuivre pour tâcher de recouvrer au nom de tous les intéressés, sauf à leur rendre compte, le montant de leurs frais.

Auprès de chaque tribunal ou cour siége un bureau d'assistance judiciaire, qui accorde ou refuse les demandes qui lui sont faites, après avoir entendu les parties, autant que possible.

Toute personne qui réclame l'assistance judiciaire adresse sa demande sur

papier libre au Procureur de la République du tribunal de son domicile (1). Ce magistrat en fait la remise au bureau établi près de ce tribunal. Si le tribunal n'est pas compétent pour statuer sur le litige, le bureau se borne à recueillir des renseignements, tant sur l'indigence que sur le fond de l'affaire. Il peut entendre les parties. Si elles ne sont pas accordées, il transmet, par l'intermédiaire du Procureur de la République, la demande, le résultat de ses informations et les pièces, au bureau établi près de la juridiction compétente.

Si la juridiction devant laquelle l'assistance judiciaire a été admise, se déclare incompétente, et que, par suite de cette décision, l'affaire soit portée devant une autre juridiction de même nature et de même ordre, le bénéfice de l'assistance subsiste devant cette dernière juridiction. — Celui qui a été admis à l'assistance judiciaire devant une première juridiction continue à en jouir sur l'appel interjeté contre lui, dans le cas même où il se rendrait incidemment appelant. Il continue pareillement à en jouir sur le pourvoi en cassation formé contre lui. Lorsque c'est l'assisté qui émet un appel principal ou qui forme un pourvoi en cassation, il ne peut, sur cet appel ou sur ce pourvoi, jouir de l'assistance qu'autant qu'il est admis par une décision nouvelle. Pour y parvenir, il doit adresser sa demande, savoir : — S'il s'agit d'un appel à porter devant le tribunal civil, au Procureur de la République près ce tribunal ; — S'il s'agit d'un appel à porter devant la cour d'appel, au procureur général près cette cour ; — S'il s'agit d'un pourvoi en cassation, au procureur général près la cour de cassation. — Le magistrat auquel la demande est adressée en fait la remise au bureau compétent.

Quiconque demande à être admis à l'assistance judiciaire doit fournir : 1° Un extrait du rôle de ses contributions ou un certificat du percepteur de son domicile constatant qu'il n'est pas imposé ; 2° Une déclaration attestant qu'il est, à raison de son indigence, dans l'impossibilité d'exercer ses droits en justice, et contenant l'énumération détaillée de ses moyens d'existence, quels qu'ils soient. Le réclamant affirme la sincérité de sa déclaration devant le maire de la commune de son domicile ; le maire lui en donne acte au bas de la déclaration.

Le bureau prend toutes les informations nécessaires pour s'éclairer sur l'indigence du demandeur.

S'il accorde l'assistance, le bâtonnier des avocats désigne d'office un avocat, le Président de la Chambre des avoués un avoué, le syndic des huissiers un huissier. Ces diverses personnes devront prêter leur ministère à l'assisté.

Armée.

Le territoire de la France est divisé, pour l'organisation de l'armée active, de la réserve de l'armée active, de l'armée territoriale et de sa réserve en 18 régions. qui forment les 18 corps d'armée entre lesquels se répartit la force générale de la nation. A la tête de chaque corps d'armée se trouve un général, qui ne peut rester que trois ans à la tête de ce corps d'armée, à moins d'une disposition spéciale rendue en sa faveur en conseil des ministres. Cette dernière disposition a pour objet de permettre à beauconp de généraux d'apprendre par la pratique le maniement des armées nombreuses et dispersées.

La loi fondamentale aujourd'hui est la loi sur le recrutement de l'armée du 27 juillet 1872.

---

(1) Voy. Formules diverses, n° 3.

Nous la donnons presque en entier, en raison de son importance capitale en cette matière.

I. Dispositions générales. — Article premier. Tout Français doit le service militaire personnel.

Art. 2 Il n'y a dans les troupes françaises ni prime en argent, ni prix quelconque d'engagement.

Art. 3. Tout Français qui n'est pas déclaré impropre à tout service militaire peut être appelé, depuis l'âge de vingt ans jusqu'à celui de quarante ans, à faire partie de l'armée active et des réserves, selon le mode déterminé par la loi.

Art. 4. Le remplacement est supprimé. Les dispenses de service, dans les conditions spécifiées par la loi, ne sont pas accordées à titre de libération définitive.

Art. 5. Les hommes sous les drapeaux ne prennent part à aucun vote.

Art. 6. Tout corps organisé en armes est soumis aux lois militaires, fait partie de l'armée et relève soit du ministre de la guerre, soit du ministre de la marine,

Art. 7. Nul n'est admis dans les troupes françaises s'il n'est Français.

Sont exclus du service militaire et ne peuvent, à aucun titre, servir dans l'armée.

1° Les individus qui ont été condamnés à une peine afflictive ou infamante ;

2° Ceux qui, ayant été condamnés à une peine correctionnelle de *deux ans* d'emprisonnement et au-dessus, ont, en outre, été placés par le jugement de condamnation sous la surveillance de la haute police, et interdits en tout ou en partie des droits civiques, civils ou de famille.

II. Des appels. — 1° *Recensement et tirage au sort.* — Art. 8. Chaque année le tableau de recensement des jeunes gens ayant atteint l'âge de vingt ans révolus dans l'année précédente et domiciliés dans le canton est dressé par les maires :

1° Sur la déclaration à laquelle sont tenus les jeunes gens, leurs parents ou leurs tuteurs ;

2° D'office d'après les registres de l'état civil et tous autres documents et renseignements.

Ces tableaux mentionnent, dans une colonne d'observations, la profession de chacun des jeunes gens inscrits.

Ces tableaux sont publiés et affichés dans chaque commune et dans les formes prescrites par les articles 63 et 64 du Code civil.

La dernière publication doit avoir lieu au plus tard le 15 janvier.

Un avis, publié dans les mêmes formes, indique le lieu et le jour où il sera procédé à l'examen des dits tableaux et à la désignation, par le sort, du numéro assigné à chaque jeune homme inscrit.

Art. 9. Les individus nés en France de parents étrangers, et les individus nés à l'étranger de parents étrangers naturalisés Français, et mineurs au moment de la naturalisation de leurs parents, concourent, dans les cantons où ils sont domiciliés, au tirage qui suit la déclaration par eux faite en vertu de l'article 9 du Code civil, et de l'article 2 de la loi du 7 février 1851.

Les individus déclarés Français en vertu de l'article premier de la loi du 7 février 1851, concourent également, dans le canton où ils sont domiciliés, au tirage qui suit l'année de leur majorité, s'il n'ont pas réclamé leur qualité d'étrangers, conformément à la dite loi.

Les uns et les autres ne sont assujettis qu'aux obligations de service de la classe à laquelle ils appartiennent par leur âge.

Art. 10. Sont considérés comme légalement domiciliés dans le canton :

1° Les jeunes gens, même émancipés, engagés, établis au dehors, expatriés, absents ou en état d'emprisonnement, si d'ailleurs leurs père, mère ou tuteur ont leur domicile dans une des communes du canton, ou si leur père expatrié avait son domicile dans une des dites communes ;

2° Les jeunes mariés dont le père, ou la mère à défaut de père, son domiciliés dans le canton, à moins qu'ils ne justifient de leur domicile réel dans un autre canton ;

3° Les jeunes gens mariés domicilés dans le canton, alors que leur père ou leur mère n'y seraient pas domiciliés ;

4° Les jeunes gens résidant dans le canton, qui n'auraient ni leur père, ni leur mère, ni tuteur :

5° Les jeunes gens résidant dans le canton, qui ne seraient dans aucun des cas précédents, et qui ne justifieraient pas de leur inscription dans un canton.

Art. 11. Sont, d'après la notorité publique, considérés comme ayant l'âge requis pour le tirage, les jeunes gens qui ne peuvent produire ou n'ont pas produit avant le tirage un extrait des registres de l'état civil constatant un âge différent, ou qui, à défaut de registres, ne peuvent prouver, ou n'ont pas prouvé leur âge, conformément à l'article 46 du Code civil.

Art. 12. Si dans les tableaux de rencensement, ou dans les tirages des années précédentes, les jeunes gens ont été omis, ils sont inscrits sur les tableaux de recensement de la classe qui est appelée après la découverte de l'omission, à moins qu'ils n'aient trente ans accomplis à l'époque de la clôture des tableaux.

Après cette âge, ils sont soumis aux obligations de la classe à laquelle ils appartiennent.

Art. 13. Dans les cantons composés de plusieurs communes, l'examen des tableaux de recencement et le tirage au sort ont lieu dans le chef-lieu de canton, en séance publique, devant le sous-préfet, assisté des maires du canton.

Dans les communes qui forment un ou plusieurs cantons, le sous-préfet est assisté du Maire et de ses adjoints.

Dans les villes divisées en plusieurs arrondissements, le Préfet ou son délégué est assisté d'un officier municipal de l'arrondissement.

Le tableau est lu à haute voix. Les jeunes gens, leurs parents ou ayant-cause sont entendus dans leurs observations. Le sous-préfet statue après avoir pris l'avis des maires. Le tableau rectifié, s'il y a lieu, est définitivement arrêté et revêtu de leurs signatures.

Dans les cantons composés de plusieurs communes, l'ordre dans lequel elles seront appelées pour le tirage est chaque fois indiqué par le sort.

Art. 14. Le sous-préfet inscrit en tête de la liste de tirage les noms des jeunes gens qui se trouveront dans les cas prévus par l'article 60 de la présente loi.

Les premiers numéros leur sont attribués de droit.

Ces numéros sont, en conséquence, extraits de l'urne avant l'opération du tirage.

Art. 15. Avant de commencer l'opération du tirage, le sous-préfet compte publiquement les numéros et les dépose dans l'urne, après s'être assuré que leur nombre est égal à celui des jeunes gens appelés à y concourir ; il en fait la déclaration à haute voix.

Aussitôt, chacun des jeunes gens appelés dans l'ordre du tableau prend dans l'urne un numéro qui est immédiatement proclamé et inscrit. Les parents des absents, ou, à leur défaut, le maire de la commune, tirent à leur place.

L'opération du tirage achevée est définitve.

Elle ne peut, sous aucun prétexte, être recommencée, et chacun garde le numéro qu'il a tiré ou qu'on a tiré pour lui.

Les jeunes gens qui ne se trouveraient pas pourvus de numéros, sontinscrits à la suite des numéros suplémentaires et tireront entre eux pour déterminer l'ordre suivant lequel ils seront inscrits.

La liste. par ordre de numéros, est dressée à mesure que les numéros sont tirés de l'urne. Il y est fait mention des cas et des motifs d'exemption et de dispenses que les jeunes gens ou leurs parents, ou les maires des communes se proposent de faire valoir devant le conseil de révision mentionné en l'article 27.

Le sous-préfet y ajoute ses observations.

La liste du tirage est ensuite lue, arrêtée et signée de la même manière que le tableau de recensement, et annexée avec le dit tableau au procès-verbal des opérations. Elle est publiée et affichée dans chaque commune du canton

2° *Des exemptions. — Des dispenses et des sursis d'appel.* — Art. 16. Sont exemptés du service militaire, les jeunes gens que leurs infirmités rendent impropres à tout service actif ou auxiliaire dans l'armée.

Art. 17. Sont dispensés du service dans l'armée active :

1° L'aîné d'orphelins de père et mère;

2° Le fils unique ou l'aîné des fils, ou, à défaut de fils ou de gendre, le petit-fils unique ou l'aîné des petits fils d'une femme actuellement veuve. ou d'une femme dont le mari a été légalement déclaré absent, ou d'un père aveugle ou entré dans sa soixante-dixième année.

Dans les cas prévus par les deux paragraphes précédents, le frère puîné jouira de la dispense si le frère aîné est aveugle ou atteint de toute autre infirmité incurable qui le rendent impotent ;

3° Le plus âgé des deux frères appelés à faire partie du même tirage, si le plus jeune est reconnu propre au service ;

4° Celui dont un frère sera dans l'armée active;

5° Celui dont un frère sera mort en activité de service ou aura été réformé ou admis à la retraite pour blessures reçues dans un service commandé ou pour infirmités contractées dans les armées de terre et de mer.

La dispense accordée conformément aux paragraphes 4 et 5 ci-dessus ne sera appliquée qu'à un seul frère pour un même cas, mais elle se répétera dans la même famillle autant de fois que les mêmes droits s'y reproduiront.

Le jeune homme omis, qui ne s'est pas présenté par lui ou ses ayants cause au tirage de la classe à laquelle il appartient, ne peut réclamer le bénéfice des dispenses indiquées par le présent article, si les causes de ces dispenses ne sont survenues que postérieurement à la clôture des listes.

Les causes de ces dispenses doivent, pour produire leur effet, exister un jour où le conseil de révision est appelé à statuer.

Celles qui surviennent entre la décision du conseil de révision et le 1er juillet point de départ de la durée du service de chaque classe, ne modifient pas la position légale des jeunes gens désignés pour en faire définitivement partie.

Néanmoins, l'appelé qui. postérieurement soit à la décision du conseil de révision, soit au 1er juillet, devient l'aîné d'orphelins de père et de mère, le fils unique ou l'aîné des fils, ou à défaut du fils ou gendre, le petit-fils unique ou l'aîné des petits-fils d'une femme veuve, d'une femme dont le mari a été légalement déclaré absent, ou d'un père aveugle, est, sur sa demande et pour le temps qu'il a encore à servir, renvoyé dans ses foyers en disponibilité.

Le bénéfice de la disposition du paragraphe précédent s'étend au militaire devenu fils ou petit-fils de septuagénaire par suite du décès d'un frère.

Les dispositions du présent article ne sont applicables qu'aux enfants légitimes.

Art. 18. Peuvent être ajournés deux années de suite à un nouvel examen, les jeunes gens qui, au moment de la réunion du conseil de révision, n'ont pas la taille de un mètre cinquante-quatre centimètres ou sont reconnus d'une complexion trop faible pour un service armé,

Les jeunes gens ajournés à un nouvel examen du conseil de révision sont tenus, à moins d'une autorisation spéciale, de se présenter au conseil de révision du canton devant lequel ils ont comparu.

Après l'examen définitif, ils sont classés, et ceux de ces jeunes gens reconnus propres soit au service armé, soit à un service auxiliaire, sont soumis, selon la catégorie dans laquelle ils sont placés, à toutes les obligations de la classe à laquelle ils appartiennent.

Art. 19. Les élèves de l'Ecole polytechnique et de l'École forestière sont considérés comme présents sous les drapeaux dans l'armée active pendant tout le temps passé dans les dites Écoles.

Les lois d'organisation prévues par l'article 45 de la présente loi déterminent, pour ceux de ces jeunes gens qui ont satisfait aux examens de sortie, et ne sont point placés dans les armées de terre et de mer, les emplois auxquels ils peuvent être appelés soit dans la disponibilité, soit dans la réserve de l'armée active, soit dans l'armée territoriale ou dans les services auxiliaires.

Les élèves de l'Ecole polytechnique et de l'Ecole forestière qui ne satisfont pas aux examens de sortie de ces écoles, suivent les conditions de la classe de recrutement à laquelle ils appartiennent par leur âge ; le temps passé par eux à l'Ecole polytechnique ou à l'Ecole forestière est déduit des années de service déterminées par l'article 36 de la présente loi.

Art. 20. Sont, à titre conditionnel, dispensés du service militaire :

1° Les membres de l'instruction publique, les élèves de l'Ecole normale supérieure de Paris, dont l'engagement de se vouer pendant dix ans à la carrière de l'enseignement aura été accepté par le recteur de l'Académie avant le tirage au sort et s'ils réalisent cet engagement ;

2° Les professeurs des institutions nationales des sourds-muets et des institutions nationales des jeunes aveugles, aux mêmes conditions que les membres de l'instruction publique ;

3° Les artistes qui ont remporté les grands prix de l'Institut, à condition qu'ils passeront à l'école de Rome les années réglementaires et rempliront toutes leurs obligations envers l'Etat ;

4° Les élèves pensionnaires de l Ecole des langues orientales vivantes et les élèves de l'Ecole des Chartes nommés après examen, à condition de passer dix ans tant dans les dites écoles que dans un service public ;

5° Les membres et novices des associations religieuses vouées à l'enseignement ou reconnues comme établissements d'utilité publique, et les directeurs maîtres-adjoints, élèves maîtres des écoles fondées ou entretenues par les associations laïques, lorsqu'elles remplissent les mêmes conditions; pourvu, toutefois, que les uns et les autres, avant le tirage au sort, aient pris, devant le recteur de l'Académie, l'engagement de se consacrer pendant dix ans à l'enseignement, et s'ils réalisent cet engagement dans un des établissements de l'association religieuse laïque, à condition que cet établissement existe depuis plus de deux ans ou renferme trente élèves au moins ;

6° Les jeunes gens qui, sans être compris dans les paragraphes précédents, se trouvent dans les cas prévus par l'article 79 de la loi du 15 mars 1850 et par l'article 18 de la loi du 10 avril 1867, et ont, avant l'époque fixée pour le tirage, contracté devant le recteur le même engagement et aux mêmes conditions.

L'engagement de se vouer pendant dix ans à l'enseignement peut être réalisé par les instituteurs et par les instituteurs-adjoints mentionnés au paragraphe 6, tant dans les écoles publiques que dans les écoles libres désignées à cet effet par le ministre de l'instruction publique, après avis du conseil départemental ;

7° Les élèves ecclésiastiques désignés à cet effet par les archevêques et par les évêques, et les jeunes gens autorisés à continuer leurs études pour se vouer au ministère dans les cultes salariés par l'État, sous la condition qu'ils

seront assujettis au service militaire s'ils cessent les études en vue desquelles ils auront été dispensés, ou si, à vingt-six ans, les premiers ne sont pas entrés dans les ordres majeurs, et les seconds n'ont pas reçu la consécration.

Art. 21. Les jeunes gens liés au service dans les armées de terre ou de mer en vertu d'un brevet ou d'une commission et qui cessent leur service.

Les jeunes marins portés sur les registres matricules de l'inscription maritimes, conformément aux règles prescrites par les articles 1, 2, 3, 4 et 5 de la loi du 25 octobre 1795 (3 brumaire an IV) qui se font rayer de l'inscription maritime.

Les jeunes gens désignés en l'article 20 ci-dessus, qui cessent d'être dans une des positions indiquées au dit article avant d'avoir accompli les conditions qu'il leur impose, sont tenus :

1° D'en faire la déclaration au maire de la commune dans les deux mois, et de retirer expédition de leur déclaration;

2° D'accomplir dans l'armée active le service prescrit par la présente loi, et de faire ensuite partie des réserves selon la classe à laquelle ils appartiennent.

Faute par eux de faire la déclaration ci-dessus et la soumettre au visa du préfet du département, dans le délai d'un mois, ils seront passibles des peines portées par l'article 60 de la présente loi.

Ils sont rétablis dans la première classe appelée après la cessation de leurs service, fonctions ou études. Mais le temps écoulé, depuis la cessation de leurs service, fonctions ou études, jusqu'au moment de la déclaration, ne compte pas dans les années de service exigées par la présente loi.

Toutefois, est déduit du nombre d'années pendant lesquelles tout Français fait partie de l'armée active le temps déjà passé au service de l'État par les marins inscrits et par les jeunes gens liés au service dans les armées de terre et de mer en vertu d'un brevet et d'une commission.

Art. 22. Peuvent être dispensés à titre provisoire, comme soutiens indispensables de famille et s'ils en remplissent effectivement les devoirs, les jeunes gens désignés par le conseil municipal de la commune où ils sont domiciliés.

La liste est présentée au conseil de révision par le maire.

Ces dispenses peuvent être accordées par département jusqu'à concurrence de 4 0/0 du nombre des jeunes gens reconnus propres au service et compris dans la première partie des listes de recrutemeni cantonal.

Tous les ans, le maire de chaque commune fait connaître au conseil de révision la situation des jeunes gens qui ont obtenu des dispenses à titre de soutiens de famille pendant les années précédentes.

Art. 23. En temps de paix, il peut être accordé des sursis d'appel aux jeunes gens qui, avant le tirage au sort, en auront fait la demande.

A cet effet, ils doivent établir que, soit pour leur apprentissage, soit pour les besoins de l'exploitation agricole, industrielle ou commerciale à laquelle ils se livrent pour leur compte ou pour celui de leurs parents, il est indispensable qu'ils ne soient pas enlevés immédiatement à leurs travaux.

Ce sursis d'appel ne confère ni exemption ni dispense. Il n'est accordé que pour un an, et peut être néanmoins renouvelé pour une seconde année.

Le jeune homme qui a obtenu un sursis d'appel, conserve le numéro qui lui était échu au tirage au sort, et, à l'expiration de son sursis, il est tenu de satisfaire à toutes les obligations que lui impose la loi en vertu de son numéro.

Art. 24. Les demandes de sursis adressées au maire sont instruites par lui; le conseil municipal donne son avis. Elles sont remises au conseil de révision et envoyées, par duplicata, au sous-préfet qui les transmet au préfet avec ses observations, et y joint tous les documents nécessaires.

Il peut être accordé, pour tout le département et par chaque classe, des

sursis d'appel jusqu'à concurrence de 4 pour 100 du nombre des jeunes gens reconnus propres au service militaire dans la dite classe et compris dans la la première partie des listes du recrutement cantonal.

Art. 25. Les jeunes gens dispensés du service dans l'armée active, aux termes de l'article 17 de la présente loi, les jeunes gens dispensés à titre de soutiens de famille, ainsi que les jeunes gens auxquels il est accordé sursis d'appel, sont astreints par un règlement du ministre de la guerre, à certains exercices.

Quand les causes de dispenses viennent à cesser, ils sont soumis à toutes les obligations de la classe à laquelle ils appartiennent.

Art. 26. Les jeunes gens dispensés du service de l'armée active, aux termes de l'article 17 ci-dessus, les jeunes gens dispensés à titre de soutiens de famille, ainsi que ceux qui ont obtenu des sursis d'appel, sont appelés, en cas de guerre, comme les hommes de leur classe.

L'autorité militaire en dispose alors selon les besoins des différents services.

3° *Des conseils de révision et des listes de recrutement cantonal.* — Art. 27. Les opérations de recrutement sont revues, les réclamations auxquelles ces opérations peuvent donner lieu sont entendues, les causes d'exemption et de dispense prévues par les articles 16, 17 et 20 de la présente loi sont jugées en séance publique par un conseil de révision composé :

Du préfet, président, ou, à son défaut, du secrétaire général ou du conseiller de préfecture délégué par le préfet ;

D'un conseiller de préfecture désigné par le préfet ;

D'un membre du conseil général du département autre que le représentant élu dans le canton où la révision a lieu ;

D'un membre du Conseil d'arrondissement, autre que celui qui a été élu dans le canton où a lieu la révision.

Tous deux désignés par la commission permanente du conseil général, conformément à l'article 82 de la loi du 10 août 1871 ;

D'un officier général ou supérieur désigné par l'autorité militaire.

Un membre de l'intendance, le commandant du recrutement, un médecin militaire, ou, à défaut, un médecin civil désigné par l'autorité militaire, assistent aux opérations du conseil de révision. Le membre de l'intendance est entendu dans l'intérêt de la loi, toutes les fois qu'il le demande, et peut faire consigner ses observations au registre des délibérations.

Le conseil de révision se transporte dans les divers cantons. Toutefois, suivant les localités, le préfet peut exceptionnellement réunir dans le même lieu plusieurs cantons pour les opérations du conseil.

Le sous-préfet ou le fonctionnaire par lequel il aura été suppléé pour les opérations du tirage assiste aux séances que le conseil de révision tient dans son arrondissement.

Il a voix consultative.

Les maires des communes auxquelles appartiennent les jeunes gens appelés devant le conseil de révision assistent aux séances et peuvent être entendus.

Si, par suite d'une absence, le conseil de révision ne se compose que de quatre membres, il peut délibérer; mais la voix du président n'est pas prépondérante. La décision ne peut être prise qu'à la majorité de trois voix. En cas de partage, elle est ajournée.

Les jeunes gens portés sur le tableau de recensement, ainsi que ceux des classes précédentes, qui ont été ajournés conformément à l'article 18 ci-dessus, sont convoqués, examinés et entendus par le conseil de révision. Ils peuvent alors faire connaître l'arme dans laquelle ils désirent être placés.

S'ils ne se rendent pas à la convocation, ou s'ils ne se font pas représenter, ou s'ils n'obtiennent pas un délai, il est procédé comme s'ils étaient présents.

Dans le cas d'exemption pour infirmités, le conseil de révision ne prononce qu'après avoir entendu le médecin qui assiste le conseil.

Les cas de dispenses sont jugés sur la production de documents authentiques et sur les certificats signés de trois pères de famille domiciliés dans le même canton, dont les fils sont soumis à l'appel ou ont été appelés. Ces certificats doivent, en outre, être signés et approuvés par le maire de la commune du réclamant.

La substitution de numéros peut avoir lieu entre frères, si celui qui se présente comme substituant est reconnu propre au service par le conseil de révision

Art. 29. Lorsque les jeunes gens portés sur les tableaux de recensement ont fait des réclamations dont l'admission ou le rejet dépend de la décision à intervenir sur des questions judiciaires relatives à leur état ou à leurs droits civils, le conseil de révision ajourne sa décision ou ne prend qu'une décision conditionnelle.

Les questions sont jugées contradictoirement avec le préfet, à la requête de la partie la plus diligente. Les tribunaux statuent sans délai, le ministère public entendu.

Art. 30 Hors les cas prévus par l'article précédent, les décisions du conseil de révision sont définitives. Elles peuvent, néanmoins, être attaquées devant le conseil d'État, pour incompétence et excès de pouvoir. Elles peuvent aussi être attaquées pour violation de la loi, mais par le ministre de la guerre seulement et dans l'intérêt de la loi. Toutefois, l'annulation profite aux parties lésées.

Art. 31. Après que le conseil de révision a statué sur les cas d'exemption et sur ceux de dispenses, ainsi que sur toutes les réclamations auxquelles les opérations peuvent donner lieu, la liste du recrutement cantonal est définitivement arrêtée et signée par le conseil de révision.

Cette liste, divisée en cinq parties, comprend :

1° Par ordre de numéros de tirage, tous les jeunes gens déclarés propres au service militaire et qui ne doivent pas être classés dans les catégories suivantes .

2° Tous les jeunes gens dispensés en exécution de l'article 17 de la présente loi ;

3° Tous les jeunes gens conditionnellement dispensés en vertu de l'article 20, ainsi que les jeunes gens liés au service en vertu d'un engagement volontaire, d'un brevet ou d'une commission, et les jeunes marins inscrits ;

4° Les jeunes gens qui, pour défaut de taille ou pour toute autre cause, ont été reconnus aptes à faire partie d'un des services auxiliaires de l'armée ;

5° Enfin, les jeunes gens qui ont été ajournés à un nouvel examen du conseil de révision.

Art. 32. Quand les listes du recrutement de tous les cantons du département ont été arrêtées conformément aux prescriptions de l'article précédent, le conseil de révision, auquel sont adjoints deux autres membres du conseil général également désignés par la commission permanente, et réuni au chef-lieu du département, prononce sur les demandes de dispenses pour soutiens de famille, sur les demandes de sursis d'appel.

III. Du service militaire. — Art. 36. Tout Français qui n'est pas déclaré impropre à tout service militaire fait partie :

De l'armée active pendant cinq ans ;

De la réserve de l'armée active pendant quatre ans ;

De l'armée territoriale pendant cinq ans ;

De la réserve de l'armée territoriale pendant six ans.

1° L'armée active est composée, indépendamment des hommes qui ne se recrutent pas par les appels, de tous les jeunes gens déclarés propres à un des services de l'armée et compris dans les cinq dernières classes appelées ;

2° La réserve de l'armée active est composée de tous les hommes égale-

ment déclarés propres à un des services de l'armée, et compris dans les quatre classes appelées immédiatement avant celles qui forment l'armée active ;

3° L'armée territoriale est composée de tous les hommes qui ont accompli le temps de service prescrit pour l'armée active et la réserve ;

4° La réserve de l'armée territoriale est composée des hommes qui ont accompli le temps de service pour cette armée.

L'armée territoriale et la deuxième réserve sont formées par régions déterminées par un règlement d'administration publique ; elles comprennent, pour chaque région, les hommes ci-dessus désignés aux paragraphes 3 et 4 et qui sont domiciliés dans la région.

Art. 37. L'armée de mer est composée, indépendamment des hommes fournis par l'inscription maritime :

1° Des hommes qui auront été admis à s'engager volontairement ou à se rengager dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique ;

2° Des jeunes gens qui, au moment de la révision, auront demandé à entrer dans un corps de la marine et auront été reconnus propres à ce service ;

3° Enfin. et à défaut d'un nombre suffisant d hommes compris dans les deux catégories précédentes, du contingent du recrutement affecté par décision du ministre de la guerre, à l'armée de mer.

Ce contingent, fourni par chaque canton, dans la proportion fixée par la dite décision, est composé des jeunes gens compris dans la première partie de la liste de recrutement cantonal et auxquels seront échus les premiers numéros sortis au tirage au sort.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles pourront avoir lieu les permutations entre les jeunes gens affectés à l'armée de mer et à ceux de la même classe affectés à l'armée de terre.

Pour les hommes qui ne proviennnent pas de l'inscription maritime, le temps de service actif dans l'armée de mer est de cinq ans, et de quatre ans dans la réserve. Après ce temps ils passent dans la réserve de l'armée territoriale jusqu'à 40 ans.

Art 38. La durée du service compte du 1er juillet de l'année du tirage au sort.

Chaque année, au 30 juin, en temps de paix, les militaires qui ont achevé le temps de service prescrit dans l'armée active. ceux qui ont accompli le temps de service prescrit dans la réserve dé l'armée active, ceux qui ont terminé le temps de service prescrit pour l'armée territoriale, enfin ceux qui ont terminé le temps de service pour la réserve de cette armée reçoivent un certificat constatant :

Pour les premiers, leur envoi dans la première réserve;

Pour les seconds, leur envoi dans l'armée territoriale ;

Pour les troisièmes, leur envoi dans la deuxième réserve;

Et, à l'expiration du temps de service dans cette réserve, les hommes reçoivent un congé définitif.

En temps de guerre, ils reçoivent ces certificats immédiatement après l'arrivée au corps des hommes de la classe destinée à remplacer celle à laquelle ils appartiennent.

Cette dernière disposition est applicable, en tout temps, aux hommes appartenant aux équipages de la flotte en cours de campagne.

Art. 39. Tous les jeunes gens de la classe appelée qui ne sont pas exemptés pour cause d'infirmités, ou ne sont pas dispensés en application des dispositions de la présente loi, ou n'ont pas obtenu de sursis d'appel, ou ne sont pas affectés à l'armée de mer, font partie de l'armée active et sont mis à la disposition du ministre de la guerre

Ces jeunes soldats sont tous immatriculés dans les divers corps de l'armée et envoyés, soit dans les dits corps, soit dans des bataillons et écoles d'instructions.

Art. 40. Après une année de service des jeunes soldats dans les conditions indiquées en l'article précédent, ne sont plus maintenus sous les drapeaux que les hommes dont le chiffre est fixé, chaque année, par le ministre de la guerre.

Ils sont pris, par ordre de numéro, sur la première partie de la liste de recrutement de chaque canton et dans la proportion déterminée par la décision du ministre : cette loi est rendue aussitôt après que toutes les opérations du recrutement sont terminées.

Art. 41. Nonobstant les dispositions de l'article précédent, le militaire compris dans la catégorie de ceux ne devant pas rester sous les drapeaux, mais qui, après l'année de service mentionnée au dit article, ne sait pas lire et écrire et ne satisfait pas aux examens déterminés par le ministre de la guerre, peut être maintenu au corps pendant une seconde année.

Le militaire placé dans la même catégorie qui, par l'instruction acquise antérieurement à son entrée au service, et par celle reçue sous les drapeaux, remplit toutes les conditions exigées, peut, après six mois, à des époques fixées par le ministre de la guerre, et avant l'expiration de l'année, être envoyé en disponibilité dans ses foyers, conformément à l'article suivant.

Art. 42. Les jeunes gens qui, après le temps de service prescrit par les articles 40 et 41, ne sont pas maintenus sous les drapeaux, restent en disponibilité de l'armée active dans leurs foyers et à la disposition du ministre de la guerre.

Ils sont, par un règlement du ministre, soumis à des revues et à des exercices.

Art. 43. Les hommes envoyés dans la réserve de l'armée active restent immatriculés d'après le mode prescrit par la loi d'organisation.

Le rappel de la réserve de l'armée active peut être fait d'une manière distincte et indépendante pour l'armée de terre et pour l'armée de mer ; il peut également être fait par classe, en commençant par la moins ancienne.

Les hommes de la réserve de l'armée active sont assujettis, pendant le temps de service de la dite réserve, à prendre prendre part à deux manœuvres.

La durée de chacune de ces manœuvres ne peut dépasser quatre semaines.

Art. 44. Les hommes en disponibilité de l'armée active et les hommes de la réserve peuvent se marier sans autorisation.

Les hommes mariés restent soumis aux obligations de service imposées aux classes auxquels ils appartiennent.

Toutefois, les hommes en disponibilité ou en réserve, qui sont pères de quatre enfants vivants, passent de droit dans l'armée territoriale.

Art. 45. Des lois spéciales détermineront les bases de l'organisation de l'armée territoriale ainsi que des réserves.

IV. DES ENGAGEMENTS. — DES RENGAGEMENTS ET DES ENGAGEMENTS CONDITIONNELS D'UN AN. — 1° *Des engagements.* — Art. 46. Tout Français peut être autorisé à contracter un engagement volontaire aux conditions suivantes :

L'engagé volontaire doit :

1° S'il entre dans l'armée de mer, avoir seize ans accomplis, sans être tenu d'avoir la taille prescrite par la loi, mais sous la condition qu'à l'âge de dix-huit ans il ne pourra être reçu s'il n'a pas cette taille.

2° S'il entre dans l'armée de terre, avoir dix-huit ans accomplis et au moins la taille de 1 mètre 54 centimètres ;

3° Savoir lire et écrire ;

4° Jouir de ses droits civils ;

5° N'être ni marié, ni veuf avec énfants ;

6° Etre porteur d'un certificat de bonne vie et mœurs délivré par le maire de la commune de son dernier domicile, et, s'il ne compte pas au moins une an-

née de séjour dans cette commune, il doit également produire un autre certificat du maire des communes où il a été domicilié dans le cours de cette année.

Le certificat doit contenir le signalement du jeune homme qui veut s'engager, mentionner la durée du temps pendant lequel il a été domicilié dans la commune et attester :

Qu'il jouit de ses droits civils;

Qu'il n'a jamais été condamné à une peine correctionnelle pour vol, escroquerie, abus de confiance ou attentat aux mœurs.

Si l'engagé a moins de vingt ans, il doit justifier du consentement de ses père, mère ou tuteur.

Ce dernier doit être autorisé par une délibération du conseil de famille.

Les conditions relatives, soit à l'aptitude militaire, soit à l'admissibilité dans les différents corps de l'armée, sont déterminées par un décret inséré au *Bulletin des Lois*.

Art. 47. La durée de l'engagement volontaire est de cinq ans.

Les années de l'engagement volontaire comptent dans la durée du service militaire fixée par l'article 36 ci-dessus.

En cas de guerre, tout Français qui a accompli le temps de service prescrit pour l'armée active et la réserve de la dite armée, est admis à contracter, dans l'armée active, un engagement pour la durée de la guerre.

Cet engagement ne donne pas lieu aux dispenses prévues par le paragraphe 4 de l'article 47 de la présente loi.

Les hommes qui, après avoir satisfait aux conditions des articles 40 et 41 de la présente loi, vont être renvoyés en disponibilité, peuvent être admis à rester dans la dite armée, de manière à compléter cinq années de service.

Les hommes renvoyés en disponibilité peuvent être autorisés à compléter cinq années de service sous les drapeaux.

Art. 49. Les engagés volontaires, les hommes admis à rester dans l'armée active, ainsi que ceux qui, en disponibilité, ont été autorisés à compléter cinq années de service dans la dite armée, ne peuvent être envoyés en congé sans leur consentement.

Art. 50. Les engagements volontaires sont contractés dans les formes prescrites par les articles 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 42 et 44 du Code civil, devant les maires des chefs-lieux du canton.

Les conditions relatives à la durée des engagements sont insérées dans l'acte même,

Les autres conditions sont lues aux contractants avant la signature, et mention en est faite à la fin de l'acte, le tout sous peine de nullité.

2° *Des rengagements.* — Art. 51. Des rengagements peuvent être reçus pour un an au moins et cinq ans au plus.

Ces rengagements ne peuvent être reçus que pendant le cours de la dernière année de service sous les drapeaux.

Ils sont renouvelables jusqu'à l'âge de vingt-neuf ans acomplis pour les caporaux et soldats, et jusqu'à l'âge de trente-deux ans accomplis pour les sous-officiers.

Les autres conditions sont déterminées par un règlement inséré au *Bulletin des Lois*.

Les rengagements, après cinq ans de service sous les drapeaux, donnent droit à une haute paye.

Art. 52. Les engagements prévus à l'article 48 de la présente loi et les rengagements sont contractés devant les intendants ou sous-intendants militaires dans la forme prescrite dans l'article 50 ci-dessus, sur la preuve que le contractant peut rester ou être admis dans le corps pour lequel il se présente;

3° *Des engagements conditionnels d'un an.* — Art. 53. Les jeunes gens qui ont obtenu des diplômes de bacheliers ès-lettres, de bacheliers ès-sciences, des diplômes de fin d'études ou des brevets de capacité, institués par les arti-

cles 4 et 6 de la loi du 21 juin 1865; Ceux qui font partie de l'Ecole centrale des Arts et Manufactures, des Ecoles nationales des Arts-et-Métiers. des Ecoles nationales des Beaux-Arts, du Conservatoire de Musique, les élèves des Ecoles nationales vétérinaires et des Ecoles nationales d'agriculture; les élèves externes de l'Ecole des mines, de l'Ecole des Ponts-et-Chaussées, de l'Ecole du génie maritime et les élèves de l'Ecole des mineurs de St-Étienne sont admis, avant le tirage au sort, lorsqu'ils présentent des certificats d'études émanés des autorités désignées par un règlement inséré au *Bulletin des Lois*, à contracter dans l'armée de terre des engagements conditionnels d'un an, selon le mode déterminé par le dit règlement.

Art. 54. Indépendamment des jeunes gens indiqués en l'article précédent, sont admis, avant le tirage au sort, à contracter un semblable engagement ceux qui satisfont à un des examens exigés par les différents programmes publiés par le ministre de la guerre et approuvés par décret rendus dans la forme des règlements d'administration publique.

Les décrets seront insérés au *Bulletin des Lois*.

Le nombre des engagements conditionnels d'un an spécifié au présent article est fixé chaque année, par département, en proportion du contingent. Le nombre de ces admissions est fixé chaque année par le ministre.

Si, au moment où les jeunes gens mentionnés au présent article et à l'article précédent se présentent pour contracter un engagement d'un an, ils ne sont pas reconnus propres au service, ils sont ajournés et ne peuvent être incorporés que lorsqu'ils remplissent toutes les conditions voulues.

L'engagé volontaire d'un an est habillé, monté, équipé et entretenu à ses frais.

Toutefois, le ministre de la guerre peut exempter de tout ou partie des obligations déterminées par le paragraphe précédent, les jeunes gens qui ont donné dans leur examen des preuves de capacité et qui justifient, dans les formes prescrites par le règlement, être dans l'impossibilité de subvenir aux frais résultant de ces opérations.

Art. 56. L'engagé volontaire d'un an est incorporé et soumis à toutes les obligations de service imposées aux hommes présents sous les drapeaux.

Il est astreint aux examens prescrits par le ministre de la guerre.

Si, après un an de service, l'engagé volontaire d'un an ne satisfait pas à ces examens, il est obligé de rester une seconde année au service, aux conditions déterminées dans le règlement prévu à l'article 53.

Si, après cette seconde année, l'engagé volontaire ne satisfait pas à ces examens, il est déclaré déchu des avantages réservés aux volontaires d'un an, et il reste soumis aux mêmes obligations que celles imposées aux hommes de la première partie de la classe à laquelle il appartient par son engagement.

Il en est de même pour le volontaire qui, pendant la première ou la seconde année, a commis des fautes graves et répétées contre la discipline

Dans tous les cas, le temps passé dans le volontariat compte en déduction de la duré du service prescrit par l'article 36 de la présente loi.

En temps de guerre, l'engagé volontaire d'un an est maintenu au service.

En cas de mobilisation, l'engagé volontaire d'un an marche avec la première partie de la classe à laquelle il appartient par son engagement.

Art. 57. Dans l'année qui précède l'appel de leur classe, les jeunes gens mentionnés dans l'article 53 qui n'auraient pas terminé les études de la Faculté ou des Ecoles auxquelles ils appartiennent, mais qui voudraient les achever dans un laps de temps déterminé, peuvent, tout en contractant l'engagement d'un an obtenir de l'autorité militaire un sursis de se rendre au corps pour lequel ils se sont engagés. Le sursis pourra leur être accordé jusqu'à l'âge de vingt-quatre ans accomplis.

Art. 58. Après que les engagés volontaires d'un an ont satisfait à tous les examens exigés par l'article 56, ils peuvent obtenir des brevets de sous-officier ou des commissions au moins équivalentes.

Les lois spéciales prévues par l'article 45 déterminent l'emploi de ces jeunes gens, soit dans l'armée active, soit dans la disponibilité, soit dans la réserve de l'armée active, soit dans l'armée territoriale, ou dans les différents services auxquels leurs études les ont plus spécialement destinés.

Une loi du 24 juillet 1873, se préoccupant de la pénurie des cadres de sous-officiers dans l'armée, a cherché à les maintenir dans les rangs pendant de longues années par la perspective d'une place dans l'administration après leur sortie. A cet effet, de nombreuses fonctions dans l'administration ont été réservées soigneusement aux anciens sous-officiers de terre ou de mer.

Un décret du 28 octobre 1874 détermine positivement les emplois réservés à ces sous-officiers, selon le degré d'instruction qu'ils auront reçue. Ceux qui ont une certaine instruction peuvent concourir entre eux pour certains emplois plus rémunérés.

Associations

Nulle association de plus de vingt personnes, dont le but sera de se réunir tous les jours ou à certains jours marqués pour s'occuper d'objets religieux, littéraires, politiques ou autres, ne pourra se former qu'avec l'agrément du gouvernement et sous les conditions qu'il plaira à l'autorité publique d'imposer à la société.

Il en est de même des associations de plus de vingt personnes (loi du 10 avril 1834), alors même que ces associations seraient partagées en sections d'un nombre moindre et qu'elles ne se réuniraient pas tous les jours ou à des jours marqués.

L'autorisation donnée par le gouvernement est toujours révocable.

Quiconque fait partie d'une association non-autorisée sera puni de deux mois à un an d'emprisonnement et de 50 à 1,000 fr. d'amende. En cas de récidive, les peines pourront être portées au double. Le condamné pourra, dans ce dernier cas, être placé sous la surveillance de la haute police pendant un temps qui n'excédera pas le double du maximum de la peine.

Seront considérés comme complices et punis comme tels, ceux qui auront prêté ou loué sciemment leur maison ou appartement pour une ou plusieurs réunions d'une association non autorisée.

Association internationale.

Toute association internationale (loi du 14 mars 1872) qui, sous quelque dénomination que ce soit, et notamment celle d'*association internationale des travailleurs*, aura pour but de provoquer à la suspension du travail, à l'abolition du droit de propriété, de la famille, de la patrie, de la religion ou du libre exercice du culte, constituera, par le seul fait de son existence et de ses ramifications sur le territoire français, un attentat contre la paix publique.

La sanction de cette loi est un emprisonnement de trois mois à deux ans et une amende de 50 à 1,000 francs; en cas de récidive, ou en cas d'acceptation de fonctions dans une association de ce genre, la peine est aggravée.

Ceux qui auront prêté ou loué sciemment un local pour une ou plusieurs réunions seront punis d'un à six mois de prison et d'une amende de 50 à 500 fr.

Asoociations syndicales

Les associations syndicales sont celles qui sont formées entre les propriétaires intéressés aux entreprises collectives d'*amélioration agricole*. Elles ont pour objet exclusivement l'exécution et l'entretien des travaux d'intérêt géné-

ral agricole. Les administrateurs des associations s'appellent syndics, et leur réunion syndicat.

Les principaux de ces travaux sont :

1° Le desséchement des marais;

2° L'assainissement des terres humides et insalubres;

3° Le drainage ;

4° Les chemins d'exploitation agricole;

5° Les curage, approfondissement, redressement et régularisation des canaux et cours d'eau non navigables, ni flottables, et des canaux de desséchement et d'irrigation, etc., etc.

Il y a les associations syndicales libres et les associations syndicales autorisées.

Les associations libres sont régies par les règles générales des sociétés. Un certain nombre de propriétaires se constituent en société dans un but particulier d'intérêt agricole. Ils dressent un acte d'association soit devant notaire, soit par acte privé ; ils le publient dans un journal d'annonces légales de l'arrondissement et en transmettent une copie au Préfet : l'association syndicale existe et a tous ses effets.

Les associations *autorisées* sont celles qui sont faites pour certains travaux d'utilité générale urgente. Le Préfet soit de sa propre initiative, soit sur la demande de quelques-uns des propriétaires, convoque en assemblée générale tous les propriétaires intéressés à un travail collectif d'intérêt agricole, et s'il a l'adhésion de plus de la moitié en nombre des intéressés, représentant au moins la superficie de plus des deux tiers de la superficie des terrains; ou des deux tiers des intéressés représentant plus de la moitié de la superficie, il forme une association syndicale par un arrêté spécial, Les propriétaires qui n'ont pas voulu adhérer à la formation de l'association n'en font pas moins *forcément* partie et supporteront les charges de l'entreprise proportionnellement.

Les deux points par lesquels se ressemblent l'association libre et l'association autorisée sont les suivants :

1° Elles sont l'une et l'autre *personne civile*, c'est-à-dire qu'elles ont le droit d'acquérir, échanger, vendre, transiger, emprunter, hypothéquer, comme les particuliers.

2° L'adhésion aux unes et aux autres est valablement donnée pour les biens des incapables et ceux frappés d'indisponibilité, tels que les immeubles dotaux et les majorats, par les réprésentants légaux de ces biens, sous la simple autorisation du tribunal civil de l'arrondissement réuni en chambre du conseil.

Ce qui distingue l'association syndicale autorisée, c'est qu'elle dépend de l'administration, qui l'a formée, qui lui prête son appui, la dirige, pour ainsi dire. C'est, en outre, le caractère de *forcée* qu'elle a à l'égard de la minorité qui n'a pas adhéré à la formation.

Elle jouit de priviléges incontestables que ne saurait posséder une association privée : 1° Les taxes ou cotisations sont recouvrés sur des rôles approuvés et rendus exécutoires par le préfet. Le recouvrement des rôles a lieu comme en matière de contributions directes; 2° Les expropriations de terrains se font d'une manière plus rapide encore qu'en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, etc.

Il arrive souvent qu'une association libre désire être convertie en association autorisée. Deux conditions seulement sont exigées : 1° qu'il n'y ait rien de contraire à cela dans l'acte de l'association primitif; 2° que la majorité, telle que nous l'avons indiquée plus haut, ait manifesté ce désir. Dans ce cas, un arrêté préfectoral donne le caractère d'association autorisée à cette association libre.

Baccalauréat

Voyez *Instruction publique.*

Banque de France

La Banque de France est une société financière privilégiée, dont la création remonte à l'année 1803. Ses actions, primitivement émises à 1,000 francs, n'ont cessé d'augmenter de valeur et sont côtées aujourd'hui a plus de 3,000 fr.

Le privilége de la Banque de France consiste à émettre seule des billets payables *au porteur et à vue*, qui font l'office de monnaie, mais qui n'ont pas cours forcé, sauf dans des circonstances très-rares dans lesquelle le gouvernement croit devoir décréter le cours forcé.

Elle a été principalement instituée pour faire l'escompte; sa principale attribution consiste à escompter les effets de commerce payables à quatre-vingt dix jours et revêtus de trois signatures.

Elle fait aussi des avances aux commerçants, aux industriels et aux autres personnes qui lui déposent des effets publics, des titres, des actions ou obligations.

Elle reçoit aussi des comptes-courants.

Elle reçoit les dépôts volontaires de titres, actions, valeurs quelconques, se chargeant d'en toucher les coupons ou les dividendes moyennant une légère rétribution. On a recours à ce dépôt volontaire, quand en veut être en sécurité sur des valeurs ou titres pour lesquels on a des craintes chez soi, et qu'on veut se débarasser du soin d'aller toucher des dividendes ou des coupons dans différentes sociétés ou compagnies.

Un décret du 26 mars 1848 a permis à la Banque de France d'admettre à l'escompte, en remplacement de la troisième signature, des récépissés de dépôt sur marchandises.

Une loi du 27 janvier 1873 a permis à la Banque de France de créer des succursales dans les principales villes de France.

Ce privilége de la Banque de France a été d'abord accordé pour quinze ans, et a été renouvelée successivemeni depuis l'expiration de ces quinze ans.

Bestiaux

Voyez *Épizooties.*

Billards

Voyez *Contributions indirectes.*

Boissons

Les boissons forment une branche très-importante des impôts indirects. C'est une loi du 28 avril 1816, qui a régularisé l'impôt sur les boissons et qui estencore la loi fond amentale en cette matière, qui, cependant, a subi de nombreux changements,

Les droits sur les boissons sont au nombre de six :

1° Le droit de circulation, perçu à chaque déplacement ou enlèvement.

2° Le droit d'entrée, perçu dans les villes et communes ayant une population agglomérée de 4,000 habitants et au-dessus.

3° Le droit de vente en détail, perçu lors de cette vente.

4° Le droit général de consommation, perçu sur toute quantité d'eau-de-vie, d'esprit ou de liqueur qui est adressée à une personne non assujettie aux exercices des employés de la régie.

5° Le droit de fabrication applicable seulement aux brasseries.

6° Le droit de licence, exigible de tous ceux qui se livrent à un commerce quelconque de boissons.

La loi du 1er septembre 1871 détermine plusieurs de ces droits, ainsi qu'il suit :

Ce sont les tribunaux civils d'arrondissement qui statuent sur les difficultés relatives à la perception des droits. Ils statuent, sans plaidoirie, sur mémoires échangés entre les particuliers et l'administration.

Ce sont les tribunaux de police correctionnelle qui connaissent des délits et contraventions en cette matière.

Débitants de boissons. — Tout individu qui veut exercer la profession de débitant de boisson, aubergiste, maître d'hôtel, doit adresser une demande au Préfet de son département. Cette demande est remise au maire de la commune, qui y ajoute son avis et l'expédie à la préfecture (1).

Les aubergistes et les maîtres d'hôtel sont tenus d'avoir un registre sur lequel ils inscrivent les noms de tous leurs clients.

Ils répondent, en général, des objets déposés chez eux par les voyageurs; mais ils ont sur ces objets tous les droits du propriétaire contre les meubles de son locataire. L'action des débitants, aubergistes, maîtres d'hôtel se prescrit par six mois.

Article premier. Le droit de circulation sur les vins, cidres, poirés et hydromels sera perçu, en principal et par chaque hectolitre, conformément au tarif ci-après : vins en cercle à destination des départements : première classe, 1 fr. 20 ; deuxième classe, 1 fr. 60 ; troisième classe, 2 francs ; quatrième classe, 2 fr. 40. Vins en bouteille, quel que soit le département : 15 francs. Cidres, poirés et hydromels, 1 franc.

Art. 2. Le droit général de consommation par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie et esprits en cercles, par hectolitre d'eaux-de-vie et esprits en bouteilles, de liqueurs et absinthes en cercles et en bouteilles, et de fruits à l'eau-de-vie est fixée à 125 francs en principal.

Les débitants établis dans les villes qui sont soumises à une taxe *unique*, les débitants établis en tous autres lieux et qui paient le droit général de consommation à l'arrivée, conformément à l'article 41 de la loi du 21 avril 1832, seront tenus d'acquitter, par hectolitre, un complément de 50 francs en principal sur les qualités qu'ils auront en leur possesion à l'époque où les dispositions du présent article seront exécutoires et qui seront constatées par voie d'inventaire.

A dater de la même époque, la taxe de remplacement aux entrées de Paris sera portée à 141 francs, en principal, par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie et esprits en cercles, par hectolitre d'eaux-de-vie et esprits en bouteilles, de liqueurs et absinthes en cercles et en bouteille, et de fruits à l'eau-de-vie.

Art. 3. Les vins présentant une force alcoolique supérieure à 15 degrés sont passibles du double droit de consommation, d'entrée ou d'octroi pour la quantité d'alcool pur.

Art. 4. Le droit à la fabrication des bières sera porté, pour la bière forte, à 3 fr. 60 l'hectolitre, décimes compris; pour la petite bière : 1 fr. 20.

---

(1) Voy. formules diverses, n° 4.

Art. 5. A partir du 1er octobre 1871, les droits de licence seront perçus, d'après le tarif suivant, sur les assujettis qui y sont dénommés : débitants de boissons : dans les communes au-dessous de 4,000 âmes, 12 francs; dans celles de 4 à 6.000 âmes, 16 francs ; dans celles de 6 à 10,000 âmes, 20 francs ; dans celles de 10 à 15 000 âmes, 24 francs : dans celles de 15 à 20,000 âmes, 28 francs; dans celles de 20 à 30,000 âmes, 32 francs ; dans celles de 30 à 50,000 âmes 36 francs ; dans celles de 50,000 âmes et au-dessus (Paris excepté), 40 francs. Brasseurs : dans les départements de l'Aisne, des Ardennes, de la Côte-d'Or, de la Meurthe, du Nord, du Pas-de-Calais. du Rhône, de la Seine, de la Seine-Inférieure, de Seine-et-Oise et de la Somme, 100 francs ; dans les autres départements, 60 francs. Bouilleurs distillateurs de profession : dans tous les lieux, 20 francs. Marchands en gros de boissons . dans tous les lieux, 100 fr.

Une loi du 31 décembre 1873 porte les changements suivants :

1. Le coût des acquits-à-caution et passavants de toute sorte est élevé à 50 centimes, y compris le timbre.

2. Le droit d'entrée sur les vins, cidres, poirés et hydromels est perçu conformément au tarif ci-après :

POPULATION des COMMUNES.	DROIT EN PRINCIPAL PAR HECTOLITRE DE VINS EN CERCLES ET EN BOUTEILLES dans les départements.				Droit en principal par hectolitre de cidre, poiré ou hydromel
	1e classe.	2e classe.	3e classe.	4e classe.	
De 4,000 à 6,000	» 45	» 60	» 75	» 90	» 40
6,001 à 10,000	» 70	» 90	1 15	1 35	» 60
10,001 à 15,000	» 90	1 20	1 50	1 80	» 75
15,001 à 20,000	1 15	1 50	1 90	2 25	1 »
20,001 à 30,000	1 35	1 80	2 25	2 70	1 15
30,001 à 50,000	1 60	2 10	2 65	3 15	1 35
50,001 et au-dessus. .	1 80	2 40	3 »	3 60	1 50

La taxe de remplacement perçue aux entrée de Paris sera portée en principal par hectolitre : Pour les vins en cercle, à 9 fr. 50 ; pour les vins en bouteilles, à 16 francs ; pour les cidres en cercles et en bouteilles, 4 fr. 75. Dans les autres villes rédimées, la taxe de remplacement est accrue du montant de l'élévation des droits d'entrée.

3. A moins qu'une loi spéciale n'en décide autrement, les taxes d'octroi sur les vins, cidres, poirés et hydromels ne peuvent excéder de plus d'un tiers les droits d'entrée perçus pour le Trésor public. Dans les communes de moins de 4,000 âmes, les taxes d'octroi peuvent atteindre, mais non pas dépasser la limite fixée pour les communes de 4,000 à 6,000 âmes.

Loi du 4 mars 1875 sur les manquants. — Art. 1er. Les quantités d'alcool reconnues manquantes chez les marchands en gros, bouilleurs et distillateurs de profession, au-delà de la déduction légale allouée pour ouillage, coulage, soutirage, affaiblissement de degrés et pour tous autres déchets, seront frappées du droit général de consommation d'après le tarif applicable aux eaux-de-vie en bouteille (176 fr.) en principal par hectolitre d'alcool pur.

Art. 2. Les quantités de vins reconnues manquantes chez les marchands de vins en gros, en sus de la déduction légale, seront frappées du droit de circulation à raison de 15 francs par hectolitre en principal sur les vins en bouteille par l'article premier de la loi du 1er septembre 1871,

Art. 3. Ces droits seront perçus, indépendamment des droits d'entrée, dans les villes placées sous le régime ordinaire et du montant de la taxe unique dans les rédimées.

Art. 4. Dans les entrepôts de Paris, les quantités reconnues manquantes supporteront, au lieu des droits fixés par les articles précédents : 1° pour les vins, la taxe de remplacement applicable aux vins en bouteille en vertu de la loi de 1873 rapportée plus haut, soit 16 francs en principal par hectolitre ; conformément à la loi du 26 mars 1872, 2° pour les alcools, la taxe de 199 francs par hectolitre en principal.

Loi du 9 juin 1875. — Art. 1er. A partir du 1er juillet 1875, le régime de l'exercice des débits de boissons cessera d'être appliqué dans toutes les agglomérations de dix mille âmes et au-dessus, et les droits d'entrée et de détail sur les vins, cidres, poirés et hydromels y seront, par nature de boisson, convertis en une taxe unique, payable à l'introduction dans le lieu sujet ou à la sortie des entrepôts intérieurs. Cette taxe unique sera fixée d'après les bases et dans les conditions déterminées par les lois du 24 avril 1832 et du 25 juin 1841.

Art. 2. Les débitants des agglomérations soumises à la taxe seront tenus d'acquitter les nouveaux droits ou suppléments de droits sur toute les quantités qu'ils auront en leur possession au moment du changement de régime.

Art. 3. Les tarifs de villes déjà rédimées seront immédiatement révisés d'après les prix moyens de la vente en détail dans l'arrondissement durant les années 1872, 1873, 1874.

Le tarif de la taxe unique sera révisé périodiquement, dans toutes les villes rédimées, d'après le prix moyen de la vente en détail et d'après les quantités vendues par des débitants, Le prix moyen sera celui constaté dans l'arrondissement pendant les trois années précédentes.

Art. 5. La première révision périodique des taxes uniques aura lieu à la fin de 1878, et des nouveaux tarifs en résultant seront appliquées à partir 1er janvier 1879. Les révisions auront ensuite lieu de cinq ans en cinq ans.

Art. 6. Les vins, cidres, poirés et hydromels expédiés du dehors à destination des villes placées sous le régime de la taxe unique ne pourront circuler qu'en vertu d'acquits-à-caution

Brevets de capacité.

Voyez *Instruction publique*.

Brevets d'invention.

On appelle *brevet d'invention*, un titre conféré par l'autorité publique, en vertu duquel l'inventeur s'assure, pour un temps déterminé, la jouissance exclusive des produits de son invention.

C'est l'Assemblée constituante de 1790 qui a créé les brevets d'invention et sanctionné ainsi les droits du travail libre et personnel, dont elle avait proclamé le principe, en abolissant les maîtrises et les jurandes. La loi du 5 juillet 1844 est aujourd'hui fondamentale en cette matière.

La durée des brevets est de cinq, dix ou quinze ans. Il est payé une taxe de cent francs par chaque année de la durée du brevet;

La demande de brevet est adressée au Ministre de l'Agriculture et du Com-

merce (1). L'inventeur dépose au secrétariat de la préfecture de son département la description de son invention, avec les pièces nécessaires à l'intelligence de son procédé.

On peut prendre un brevet ordinaire ou un brevet pour changement à une découverte déjà brevetée, mais seulement un an après l'obtention du brevet principal à moins que ce ne soit le premier breveté qui ait fait un changement. Il peut aussi, le breveté principal, prendre un certificat d'addition qui aura la même durée que le brevet et dont les droits fiscaux sont moindres que ceux d'un brevet.

Un individu breveté à l'étranger peut se faire breveter en France. L'étranger est admis au brevet comme le Français.

Le brevet peut être cédé soit à titre onéreux, soit à titre gratuit; mais toute cession doit en être faite, *par acte notarié* et enregistrée au secrétariat de la préfecture.

Les poursuites contre les contrefacteurs se font devant les tribunaux correctionnels; mais s'il s'agit de nullité ou de déchéance d'un brevet, d'une question de propriété de brevet, ce sont les tribunaux civils d'arrondissement qui doivent en connaître.

Cadastre

On appelle cadastre le registre où se trouve inscrit, dans chaque commune, l'état et l'évaluation des biens-fonds de la commune. Le cadastre sert de base à l'impôt foncier.

Comme la valeur des biens-fonds varie avec le temps, l'évaluation du cadastre ne se trouve pas juste au bout d'un certain temps. Pour la renouveler et refaire le cadastre, il est nécessaire qu'intervienne une décision du Conseil municipal, approuvée par le Conseil général. La commune paie les frais du renouvellement du cadastre.

Le cadastre est déposé dans les mairies, où chacun des intéressés peut en prendre connaissance. Il est défendu d'en prendre copie soi-même; mais l'administration délivre des extraits de plans ou de la matrice cadastrale, toutes les fois qu'on le désire, moyennant une légère rétribution.

Tous les changements de propriétaires doivent être déclarés à la mairie de la situation de l'immeuble.

Caisse des Dépôts et Consignations.

La Caisse des Dépôts et Consignations à Paris, et ses préposés en province, sont chargés de recevoir, en général, toutes les consignations judiciaires, les deniers offerts à un créancier et que ce dernier a refusés, les sommes qu'entend verser quiconque veut se libérer, etc., etc.

L'intérêt servi par la Caisse des Consignations de toute somme versée est de 3 p. 100 à partir du soixante-unième jour du dépôt. Si les fonds ne restent que 60 jours ou moins à la Caisse, il n'est pas payé d'intérêt.

La Caisse reçoit aussi des dépôts volontaires des particuliers et leur paie un intérêt à partir du trentième jour du dépôt.

Caisses d'épargne.

Les Caisses d'épargne ont pour but de procurer un placement avantageux à tous ceux qui n'ont que des sommes minimes à faire fructifier.

---

(1) Voy. Formules diverses, nº 5

Nul ne pourra avoir plus d'un livret dans la même caisse ou dans des caisses différentes, sous peine de perdre l'intérêt de la totalité des sommes déposées

Tout déposant dont le crédit sera de somme suffisante pour acheter une rente de 10 francs au moins, pourra obtenir, sur sa demande, par l'intermédiaire de la Caisse d'épargne, et sans frais, la conversion de sa créance en une inscription au Grand-Livre de la dette publique.

La somme que l'on peut déposer peut être de un franc à trois cents francs par semaine, jusqu'à ce que le compte ait atteint une certaine somme qu'il ne doit pas dépasser.

Chaque déposant a un livret qui constate ses opérations avec la Caisse d'épargne. Ces livrets sont exempts des droits de timbre.

Caisses de retraites.

La Caisse des retraites est instituée pour procurer des ressources aux vieillards. Elle reçoit les versements que lui font les particuliers, soit périodiquement, soit à n'importe quelle époque; elle fait fructifier les sommes ainsi reçues, et lorsque vient la vieillesse, elle sert à ceux qui lui ont déposé des fonds, une rente annuelle plus ou moins considérable, selon les sommes versées.

On a fait le calcul suivant, qui est plus éloquent par ses résultats que tout ce que l'on pourrait faire valoir en faveur de la caisse de retraites :

Un enfant de trois ans pour qui l'on verserait à la Caisse 15 francs, et qui continuerait le versement de pareille somme, soit 5 centimes par jour de travail (300 jours par an), jusqu'à l'âge de cinquante ans, aurait droit à une rente viagère de 343 francs.

S'il continuait ses versements à cinquante-cinq ans, il aurait droit à 543 francs, et à soixante ans il aurait dépassé 600 francs.

Si on voulait assurer à un enfant de trois ans une rente à venir de 299 francs payable à l'âge de cinquante ans, il suffirait de verser en une seule fois une somme de 200 francs. L'on voit que 400 francs, déposés en un seul versement pour un enfant de trois ans, assureraient une rente de 598 francs à cinquante ans.

Cautionnements.

Certains employés du Gouvernement, ceux, en particulier, qui manient les fonds appartenant à l'Etat, les officiers ministériels et un certain nombre de personnes sont, par le fait de leurs fonctions, astreints à donner un cautionnement. Ce cautionnement consiste en une somme d'argent plus ou moins forte versée à l'Etat, avec la destination spéciale de répondre des faits de charge.

Ainsi, un avoué encourt une responsabilité à l'égard d'un client dans une affaire. Son cautionnement sert de garantie à ce client, en ce sens que si ce dernier le fait condamner à des dommages-intérêts, ils seront prélevés sur le cautionnement, de préférence à toute autre créance.

Le cautionnement est plus ou moins élevé, selon la position que l'on occupe.

L'Etat paie l'intérêt de l'argent versé à titre de cautionnement.

Quiconque paie la somme nécessaire à un cautionnement fait par un autre et au profit d'un autre, peut acquérir le privilége de second ordre, c'est-à-dire le droit d'être payé immédiatement après les créanciers pour faits de charge et par privilége. Il faut à cela une condition : c'est que le prêt de la somme ait été fait spécialement dans ce but, et qu'il résulte clairement de l'acte que les fonds ont été fournis pour cet objet.

Une loi du 22 décembre 1812 contient même le modèle de la déclaration à exiger à cet effet devant le notaire qui rédige l'acte de prêt (1).

Cercles.

Une loi du 16 septembre 1871 a ordonné que, dès le 1er octobre suivant, les abonnés des cercles, sociétés et lieux de réunion où se paient des cotisations supporteront une taxe de 20 pour 100 des dites cotisations payées par les membres ou associés. Cette taxe sera acquittée par les gérants, secrétaires ou trésoriers.

Ne sont pas assujetties à la taxe, les sociétés de bienfaisance et de secours mutuels, ainsi que celles exclusivement scientifiques, littéraires, agricoles, musicales, dont les réunions ne sont pas quotidiennes.

Certificats de vie.

Tous ceux qui ont à toucher des pensions ou des rentes viagères de l'État doivent se munir, chaque fois qu'ils ont à toucher des arrérages, d'un certificat de vie, c'est-à-dire d'une attestation d'un notaire qu'ils sont bien encore vivants et sont, par conséquent, en droit de toucher leurs arrérages.

Tous les notaires, indistinctement, sont autorisés à délivrer des certificats de vie.

Si les rentiers-viagers et pensionnaires de l'Etat ne peuvent se transporter chez le notaire, pour cause de maladie ou d'infirmités, ce dernier pourra délivrer des certificats de vie sur l'attestation du maire de la commune, visée du sous-préfet ou du juge de paix constatant l'existence, la maladie ou l'infirmité des pensionnnaires ou rentiers (2).

Chambres de commerce.

Les Chambres de commerce sont des assemblées de commerçants, d'un nombre qui varie entre neuf et vingt et un, qui sont particulièrement chargés d'éclairer le gouvernement sur les choses d'intérêt général concernant le commerce.

Ainsi, elles ont pour attributions : 1° de donner au Gouvernement les avis qui leur sont demandés sur les intérêts industriels et commerciaux; 2° de donner leurs vues sur le moyen d'accroître la prospérité du commerce et de l'industrie; 3° de dire quelles seraient, à leurs yeux, les améliorations à introduire dans les divers tarifs; 4° de donner leur avis sur les créations de bourses, de chemins de fer, et, en général, de travaux d'utilité publique, etc., etc.

Les fonctions de membres d'une chambre de commerce sont entièrement gratuites. Le choix en est fait à l'élection par les commerçants.

Les Chambres correspondent directement avec le ministre de l'Agriculture et du Commerce, et, dans les cérémonies publiques, elles marchent immédiatement après le tribunal de commerce.

---

(1) Voy. Formules diverses, nº 6.
(2) Voy. Formules diverses, nº 7.

Chambres consultatives des arts et manufactures.

Les Chambres consultatives des arts et manufactures se composent de douze membres pris parmi les commerçants ou anciens commerçants. Pour être éligible, il suffit d'avoir trente ans et exercer ou avoir exercé un art ou une industrie.

Les Chambres consultatives fonctionnent, en général, comme les Chambres de commerce. Elles ont plus spécialement pour mission d'éclairer le Gouvernement sur les points qui intéressent les arts et les industries manufacturières.

Les fonctions en sont également gratuites.

Chasse.

Le droit de chasse est un accessoire du droit de propriété. Par conséquent, le propriétaire peut seul chasser sur ses terres, ou celui à qui il a loué sa chasse, sauf, bien entendu, à l'un et à l'autre à ne chasser que dans le temps où la chasse est ouverte et à se munir d'un permis de chasse. Voilà, en deux mots, la théorie du droit de chasse. Il ne suffit donc pas d'avoir un permis de chasse pour se croire autorisé à parcourir les terres et les bois d'autrui, en chassant.

C'est la loi du 3 mai 1844, qui est fondamentale en cette matière :

SECTION Ire.

DE L'EXERCICE DU DROIT DE CHASSE

Article premier. Nul ne pourra chasser, sauf les exceptions ci-après, si la chasse n'est pas ouverte et s'il ne lui a pas été délivré un permis de chasse par l'autorité compétente (1).

Nul n'aura la faculté de chasser sur la propriété d'autrui sans le consentement du propriétaire ou de ses ayants-droit.

2. Le propriétaire ou possesseur peut chasser ou faire chasser en tout temps, sans permis de chasse, dans ses possessions attenant à une habitation et entourées d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins.

3. Les préfets détermineront, par des arrêts publiés au moins dix jours à l'avance, l'époque de l'ouverture et celle de la clôture de la chasse, soit à courre, soit à tir, soit à cor et à cris, dans chaque département.

4. Dans chaque département, il est interdit de mettre en vente, de vendre, d'acheter, de transporter et de colporter du gibier pendant le temps où la chasse n'y est pas permise.

En cas d'infraction à cette disposition, le gibier sera saisi et immédiatement livré à l'établissement de bienfaisance le plus voisin, en vertu soit d'une ordonnance du juge de paix, si la saisie a eu lieu, au chef-lieu de canton, soit d'une autorisation du maire, si le juge ne paix est absent ou si la saisie a été faite dans une commune autre que celle du chef-lieu. Cette ordonnance ou

---

(1) Voy. Formules diverses, nº 8.

cette autorisation sera délivrée sur la requête des agents ou gardes qui auront opéré la saisie et sur la présentation du procès-verbal régulièrement dressé.

La recherche du gibier ne pourra être faite à domicile que chez les aubergistes, chez les marchands de comestibles et dans les lieux ouverts au public.

Il est interdit de prendre ou de détruire, sur le terrain d'autrui, des œufs et des couvées de faisans, de perdrix et de cailles.

5. Les permis de chasse seront délivrés, sur l'avis du maire et du sous-préfet, par le préfet du département dans lequel celui qui en fera la demande aura sa résidence ou son domicile.

La délivrance des permis de chasse donnera lieu au paiement d'un droit de quinze francs (15 fr.) au profit de l'Etat, et de dix francs (10 fr.) au profit de la commune dont le maire aura donné l'avis énoncé au paragraphe précédent.

Les permis de chasse seront personnels; ils seront valables pour tout le territoire de la République et pour un an seulement.

6. Le préfet pourra refuser le permis de chasse : 1° A tout individu majeur qui ne sera point personnellement inscrit, ou dont le père ou la mère ne serait pas inscrit au rôle des contributions; 2° A tout individu qui, par une condamnation judiciaire, a été privé de l'un ou de plusieurs des droits énumérés dans l'article 42 du Code pénal, autre que le droit de port d'armes; 3° A tout condamné à un emprisonnement à plus de six mois pour rébellion ou violence envers les agents de l'autorité publique; 4° A tout condamné pour délit d'association illicite, de fabrication, débit, distribution de poudre, armes ou autres munitions de guerre; de menaces écrites ou de menaces verbales avec ordres ou sous condition; d'entraves à la circulation des grains; de dévastations d'arbres ou de récoltes sur pied de plants venus naturellement ou faits de main d'homme; 5° A ceux qui auront été condamnés pour vagabondage, mendicité, vol, escroquerie ou abus de confiance. La faculté de refuser les permis de chasse aux condamnés dont il est question dans les paragraphes 3, 4 et 5, cessera cinq ans après l'expiration de la peine.

7. Le permis de chasse ne sera pas délivré : 1° Aux mineurs qui n'auront pas seize ans accomplis; 2° Aux mineurs de seize à vingt et un ans, à moins que le permis ne soit demandé pour eux par leurs père, mère, tuteur ou curateur, porté au rôle des contributions; 3° Aux interdits; 4° Au gardes-champêtres ou forestiers des communes et établissements publics, ainsi qu'aux gardes forestiers de l'Etat et aux gardes-pêche.

8. Le permis de chasse ne sera pas accordé : 1° A ceux qui, par suite de condamnation, sont privés du droit de port d'armes; 2° A ceux qui n'auront pas exécuté les condamnations prononcées contre eux pour l'un des délits prévus par la présente loi; 3° A tout condamné placé sous la surveillance de la haute police.

9. Dans le temps où la chasse est ouverte, le permis donne, à celui qui l'a obtenu, le droit de chasser de jour, à tir et à courre, sur ses propres terres et sur les terres d'autrui, avec le consentement de celui à qui le droit de chasse appartient.

Tous autres moyens de chasse, à l'exception des furets et des bourses destinés à prendre le lapin, sont formellement prohibés.

Néanmoins, les préfets des départements, sur l'avis des conseils généraux, prendront des arrêtés pour déterminer : 1° L'époque de la chasse des oiseaux de passage autres que la caille, et les modes et procédés de cette chasse; 2° Le temps pendant lequel il sera permis de chasser le gibier d'eau, dans les marais, sur les étangs, fleuves et rivières; 3° Les espèces d'animaux malfaisants ou nuisibles que le possesseur ou fermier pourra, en tout temps, détruire sur ses terres, et les conditions de l'exercice de ce droit, sans préjudice du droit appartenant au propriétaire ou au fermier de repousser ou de détruire, même avec des armes à feu, les bêtes fauves qui porteraient dommage à ses propriétés.

Ils pourront prendre également des arrêtés : 1° Pour prévenir la destruction des oiseaux ; 2° Pour autoriser l'emploi des chiens lévriers pour la destruction des animaux malfaisans ou nuisibles ; 3° Pour interdire la chasse pendant les temps de neige.

10. Des ordonnances détermineront la gratification qui sera accordée aux gardes et gendarmes rédacteurs des procès-verbaux ayant pour objet de constater les délits.

SECTION II.

DES PEINES.

11. Seront punis d'une amende de seize à cent francs :

1° Ceux qui auront chassé sans permis de chasse ;

2° Ceux qui auront chassé sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire.

L'amende pourra être portée au double si le délit a été commis sur des terres non dépouillées de leurs fruits, ou s'il a été commis sur un terrain entouré d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins, mais non attenant à une habitation.

Pourra ne pas être considéré comme délit de chasse, le fait du passage des chiens courants sur l'héritage d'autrui, lorsque ces chiens seront à la suite d'un gibier lancé sur la propriété de leurs maîtres, sauf l'action civile, s'il y a lieu, en cas de dommage ;

3° Ceux qui auront contrevenu aux arrêtés des préfets concernant les oiseaux de passage, le gibier d'eau, la chasse en temps de neige, l'emploi des chiens lévriers ou aux arrêtés concernant la destruction des oiseaux et celle des animaux nuisibles ou malfaisants ;

4° Ceux qui ont pris ou détruit, sur le terrain d'autrui, des œufs ou couvées de faisans, de perdrix ou de cailles ;

5° Les fermiers de la chasse, soit dans les bois soumis au régime forestier, soit sur les propriétés dont la chasse est louée au profit des communes ou établissements publics qui auront contrevenu aux clauses et conditions de leur cahier de charges relatives à la chasse.

12. Seront punis d'une amende de cinquante à deux cents francs, et pourront, en outre, l'être d'un emprisonnement de six jours à deux mois :

1° Ceux qui auront chassé en temps prohibé ; 2° ceux qui auront chassé pendant la nuit ou à l'aide d'engins et d'instruments prohibés, ou par d'autres moyens que ceux qui sont autorisés par l'article 9 ; 3° ceux qui seront détenteurs ou ceux qui seront trouvés munis ou porteurs, hors de leur domicile, de filets, engins ou autres instruments de chasse prohibés ; 4° ceux qui, en temps où la chasse est prohibée, auront mis en vente, vendu, acheté, transporté ou colporté du gibier ; 5° ceux qui auront employé des drogues ou appâts qui sont de nature à enivrer le gibier ou à le détruire ; 6° ceux qui auront chassé avec appeaux, appelants ou chanterelles.

Les peines déterminées par le présent article pourront être portées au double contre ceux qui auront chassé pendant la nuit sur le terrain d'autrui et par l'un des moyens spécifiés au paragraphe 2, si les chasseurs étaient munis d'une arme apparente ou cachée.

Les peines déterminées par l'article 11 et par le présent article seront toujours portées au maximum, lorsque les délits auront été commis par les gardes champêtres ou forestiers des communes, ainsi que par les gardes forestiers de l'État et des établissements publics.

13. Celui qui aura chassé sur le terrain d'autrui sans son consentement, si ce terrain est attenant à une maison habitée ou servant à l'habitation, et s'il

est entouré d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins, sera puni d'une amende de cinquante à trois cents francs, et pourra l'être d'un emprisonnement de six jours à trois mois.

Si le délit a été commis pendant la nuit, le délinquant sera puni d'une amende de cent francs à mille francs, et pourra l'être d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, sans préjudice, dans l'un et dans l'autre cas, s'il y a lieu, de plus fortes peines prononcées par le Code pénal.

14. Les peines déterminées par les trois articles qui précèdent pourront être portées au double si le délinquant était en état de récidive, et s'il était déguisé ou masqué, s'il a pris un faux nom, s'il a usé de violence envers les personnes, ou s'il a fait des menaces, sans préjudice, s'il y a lieu, de plus fortes peines prononcées par la loi.

Lorsqu'il y aura récidive, dans les cas prévus en l'article 11, la peine de l'emprisonnement de six jours à trois mois pourra être appliquée si le délinquant n'a pas satisfait aux condamnations précédentes.

15. Il y a récidive lorsque, dans les douze mois qui ont précédé l'infraction, le délinquant a été condamné en vertu de la présente loi.

16. Tout jugement de condamnation prononcera la confiscation des filets, engins et autres instruments de chasse. Il ordonnera, en outre, la destruction des instruments de chasse prohibés.

Il prononcera également la confiscation des armes, excepté dans le cas où le délit aura été commis par un individu muni d'un permis de chasse, dans le temps où la chasse est autorisée.

Si les armes, filets, engins ou autres instruments de chasse n'ont pas été saisis, le délinquant sera condamné à les représenter ou à en payer la valeur, suivant la fixation qui en sera faite par le jugement, sans qu'elle puisse être au-dessous de cinquante francs.

Les armes, engins ou autres instruments de chasse, abandonnés par les délinquants restés inconnus, seront saisis et déposés au greffe du tribunal compétent. La confiscation et, s'il y a lieu, la destruction en seront ordonnées sur le vu du procès-verbal.

Dans tous les cas, la quotité des dommages-intérêts est laissée à l'appréciation des tribunaux.

17. En cas de conviction de plusieurs délits prévus par la présente loi, par le Code pénal ordinaire ou par les lois spéciales, la peine la plus forte sera seule prononcée.

Les peines encourues pour des faits postérieurs à la déclaration du procès-verbal de contravention pourront être cumulées, s'il y a lieu, sans préjudice des peines de la récidive.

18. En cas de condamnation pour délits prévus par la présente loi, les tribunaux pourront priver le délinquant du droit d'obtenir un permis de chasse pour un temps qui n'excédera pas cinq ans.

19. La gratification mentionnée en l'article 10 sera prélevée sur le produit des amendes.

Le surplus des dites amendes sera attribué aux communes sur le territoire desquelles les infractions auront été commises.

20. L'article 463 du Code pénal ne sera pas applicable aux délits prévus par la présente loi.

SECTION III.

DE LA POURSUITE ET DU JUGEMENT

21. Les délits prévus par la présente loi seront prouvés, soit par procès-verbaux ou rapports, soit par témoins, à défaut de rapports et procès-verbaux, ou à leur appui.

22. Les procès-verbaux des maires et adjoints, commissaires de police, officier, maréchal des logis ou brigadier de gendarmerie, gendarmes, gardes forestiers, gardes-pêche, gardes champêtres, ou gardes assermentés des particuliers, feront foi jusqu'à preuve contraire.

23. Les procès-verbaux des employés des contributions indirectes et des octrois feront également foi jusqu'à preuve contraire, lorsque, dans la limite de leurs attributions respectives, ces gens rechercheront et constateront les délits prévus par le paragraphe 1er de l'article 4.

24. Dans les vingt-quatre heures du délit, les procès-verbaux des gardes seront, à peine de nullité, affirmés par les rédacteurs devant le juge de paix ou l'un de ses suppléants, ou devant le maire ou l'adjoint soit de la commune de leur résidence, soit de celle où le délit aura été commis.

25. Les délinquants ne pourront être saisis ni désarmés ; néanmoins, s'ils sont déguisés ou masqués, s'ils refusent de leur faire connaître leurs noms, ou s'ils n'ont pas de domicile connu, ils seront conduits immédiatement devant le maire ou le juge de paix, lequel s'assurera de leur individualité.

26. Tous les délits prévus par la présente loi seront poursuivis d'office par le ministère public, sans préjudice du droit conféré aux parties lésées par l'article 182 du Code d'instruction criminelle.

Néanmoins, dans le cas de chasse sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire, la poursuite d'office ne pourra être exercée par le ministère public, sans une plainte de la partie intéressée, qu'autant que le délit aura été commis dans un terrain clos, suivant les termes de l'article 2, et attenant à une habitation ou sur des terres non encore dépouillées de leurs fruits.

27. Ceux qui auront commis conjointement les délits de chasse seront condamnés solidairement aux amendes, dommages-intérêts et frais.

28. Le père, la mère, le tuteur, les maîtres et commettants sont civilement responsables des délits de chasse commis par leurs enfants mineurs non mariés, pupilles demeurant avec eux, domestiques ou préposés, sauf tout recours de droit.

Cette responsabilité sera réglée conformément à l'article 1384 du Code civil et ne s'appliquera qu'aux dommages-intérêts et frais, sans pouvoir, toutefois, donner lieu à la contrainte par corps.

29. Toute action relative aux délits prévus par la présente loi sera prescrite par le laps de trois mois à compter du jour du délit.

SECTION IV.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

30. Les dispositions de la présente loi relatives à l'exercice du droit de chasse ne sont pas applicables aux propriétés de l'Etat. Ceux qui commettraient des délits de chasse dans ces propriétés seront poursuivis et punis conformément aux sections II et III.

31. Le décret du 4 mai 1812 et la loi du 30 avril 1790 sont abrogés. — Sont et demeurent également abrogés les lois, arrêtés, décrets et ordonnances intervenus sur les matières réglées par la présente loi en tout ce qui est contraire à ses dispositions.

Ordonnance du 5 mai 1845.

Article premier. La gratification accordée aux gendarmes, gardes forestiers, gardes-champêtres, gardes-pêches et gardes assermentés des particuliers, qui constateront des infractions à la loi du 3 mai 1844 sur la police de la chasse,

est fixée ainsi qu'il suit : Huit francs pour les délits prévus par l'article 11; — Quinze francs pour les délits prévus par l'article 12 et l'article 13, paragraphe 1er; — Vingt-cinq francs pour les délits prévus par l'article 13, paragraphe 2.

2. La gratification est due pour chaque amende prononcée; elle sera acquittée par les receveurs de l'enregistrement, suivant le mode actuel et les règles de la comptabilité ordinaire.

Il sera tenu un compte spécial, par commune, du recouvrement des amendes; ce compte sera réglé chaque année. Après prélèvement des gratifications et de cinq pour cent pour frais de régie, le produit restant des amendes recouvrées sera compté à la commune sur le territoire de laquelle l'infraction aura été commise. — En cas d'insuffisance de l'amende pour le paiement de la gratification, il ne sera, pour cet excédant, exercé aucun recours contre la commune. — Les frais de poursuites tombés en non-valeurs seront remboursés conformément à l'article 6 de l'ordonnance du 30 décembre 1823.

4. Il ne pourra être alloué qu'une seule gratification, lors même que plusieurs agents auraient concouru à la rédaction du procès-verbal constatant le délit.

5. La présente ordonnance est applicable aux amendes qui auront été déjà prononcées en vertu de la loi du 3 mai 1844.

Chemins de fer.

La législation des chemins de fer est des plus utiles à connaître, parce qu'elle est des plus usuelles. Avant de donner la loi fondamentale sur la police des chemins de fer, il est utile de connaître certaines lois générales.

On ne voyage dans un chemin de fer que muni d'une carte que délivre le bureau de la gare de départ, moyennant le payement du prix du voyage déclaré.

Cette carte est personnelle et ne peut se transmettre à titre onéreux ou gratuit.

Chaque voyageur a droit à mettre à ses bagages gratis 30 kilog. — On s'est demandé, à cette occasion, si celui qui a pris un billet pour une ville peut se faire prêter un autre billet pour la même ville et profiter de 60 kilog. gratis. En d'autres termes, je prends à Bordeaux le train pour Paris et j'ai 50 kilog.; puis-je me servir de la carte d'une personne quelconque allant aussi à Paris par le même train et me présenter au guichet pour faire enregistrer mes bagages avec les deux cartes donnant droit à 60 kilog. ? Si je me présente avec ma carte, celle de parents ou amis, que j'amène avec moi, évidemment, j'ai ce droit; mais si la carte, qui n'est pas la mienne, est celle d'un étranger, d'une personne qui n'est pas liée à moi, alors on n'est pas d'accord sur la question. Les Compagnies disent que je n'ai pas ce droit, et elles ont fait plaider plusieurs fois. Les décisions des tribunaux et cours ne sont pas unanimes. Les unes donnent raison aux compagnies, les autres aux particuliers.

Les enfants au dessous de trois ans ne paient pas; mais ils doivent être sur les genoux de leurs parents. A partir de trois ans jusqu'à sept, ils ne paient que demi-place.

La Compagnie est responsable des objets qui lui sont confiés soit dans des malles, soit ailleurs. En cas de perte, le voyageur est sommé de déclarer la valeur de la chose contenue. Il la déclare et la Compagnie lui en paye le montant.

Les réclamations se font partout où est installé un commissaire de surveillance, qui tient un livre spécial où toutes les réclamations sont insérées.

Voici la loi fondamentale du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer.

SECTION Ire.

MESURES RELATIVES A LA CONSERVATION DES CHEMINS DE FER

Article premier. Les chemins de fer construits ou concédés par l'Etat font partie de la grande voirie.

2. Sont applicables aux chemins de fer, les lois et règlements sur la grande voirie qui ont pour objet d'assurer la conservation des fossés, talus, levées et ouvrages d'art dépendant des routes, et d'interdire, sur toute leur étendue, le pacage des bestiaux et les dépôts de terre et autres objets quelconques.

3. Sont applicables aux propriétés riveraines des chemins de fer, les servitudes imposées par les lois et règlements sur la grande voirie et qui concernent : l'alignement, — l'écoulement des eaux, — l'occupation temporaire des terrains en cas de réparation, — la distance à observer pour les plantations et l'élagage des arbres plantés, —le mode d'exploitation des mines, minières, tourbières, carrières et sablières, dans la zone déterminée à cet effet. — Sont également applicables à la confection et à l'entretien des chemins de fer, les lois et règlements sur l'extraction des matériaux nécessaires aux travaux publics.

4. Tout chemin de fer sera clos des deux côtés et sur toute l'étendue de la voie. — L'administration déterminera, pour chaque ligne, le mode de cette clôture, et, pour ceux des chemins de fer qui n'y sont pas assujettis, l'époque à laquelle elle devra être effectuée. — Partout où les chemins de fer croiseront de niveau les routes de terre, des barrières seront établies et tenues fermées conformément aux règlements.

5. A l'avenir, aucune construction autre qu'un mur de clôture ne pourra être établie dans une distance de deux mètres d'un chemin de fer.

Cette distance sera mesurée soit de l'arête supérieure du déblai, soit de l'arête inférieure du talus du remblai, soit du bord extérieur des fossés du chemin, et, à défaut, d'une ligne tracée, à un mètre cinquante centimètres, à partir des rails extérieurs de la voie de fer.

Les constructions existantes au moment de la promulgation de la présente loi, ou lors de l'établissement d'un nouveau chemin de fer, pourront être entretenues dans l'état où elles se trouveront à cette époque.

Un règlement d'administration publique déterminera les formalités à remplir par les propriétaires pour faire constater l'état des dites constructions, et fixera le délai dans lequel ces formalités devront être remplies.

6. Dans les localités où le chemin de fer se trouvera en remblai de plus de trois mètres au-dessus du terrain naturel, il est interdit aux riverains de pratiquer, sans autorisation préalable, des excavations dans une zone de largeur égale à la hauteur verticale du remblai, mesurée à partir du pied du talus.

Cette autorisation ne pourra être accordée sans que les concessionnaires ou fermiers de l'exploitation du chemin de fer aient été entendus ou dûment appelés.

7. Il est défendu d'établir, à une distance de moins de vingt mètres d'un chemin de fer desservi par des machines à feu, des couvertures en chaume, des meules de paille, de foin, et aucun autre dépôt de matières inflammables.

Cette prohibition ne s'étend pas aux dépôts de récoltes faits seulement pour le temps de la moisson.

8. Dans une distance de moins de cinq mètres d'un chemin de fer, aucun dépôt de pierre, ou objets non inflammables, ne peut être établi sans l'autorisation préalable du préfet.

Cette autorisation sera toujours révocable. — L'autorisation n'est pas nécessaire : — 1° pour former, dans les localités où le chemin de fer est en rem-

blai, des dépôts de matières non inflammables, dont la hauteur n'excède pas celle du remblai du chemin; 2° pour former des dépôts temporaires d'engrais et autres objets nécessaires à la culture des terres.

9. Lorsque la sûreté publique, la conservation du chemin et la disposition des lieux le permettront, les distances déterminées par les articles précédents pourront être diminuées en vertu d'ordonnances royales rendues après enquêtes.

10. Si, hors des cas d'urgence prévus par la loi des 16-24 août 1790, la sûreté publique ou la conservation du chemin de fer l'exige, l'administration pourra faire supprimer, moyennant une juste indemnité, les constructions, plantations, excavations, couvertures en chaume, amas de matériaux, combustibles ou autres, existant, dans les zones ci-dessus spécifiées, au moment de la promulgation de la présente loi, et, pour l'avenir, lors de l'établissement du chemin de fer. — L'indemnité sera réglée, pour la suppression des constructions, conformément aux titres IV et suivants de la loi du 3 mai 1841, et, pour tous les autres cas, conformément à la loi du 16 septembre 1807.

11. Les contraventions aux dispositions du présent titre seront constatées, poursuivies et réprimées comme en matière de grande voirie. — Elles seront punies d'une amende de seize à trois cents francs, sans préjudice, s'il y a lieu, des peines portées au Code pénal et au titre III de la présente loi. Les contrevenants seront, en outre, condamnés à supprimer, dans le délai déterminé par l'arrêté du conseil de préfecture, les excavations, couvertures, meules ou dépôts faits contrairement aux dispositions précédentes. — A défaut, par eux, de satisfaire à cette condamnation dans le délai fixé, la suppression aura lieu d'office, et le montant de la dépense sera recouvré contre eux par voie de contrainte, comme en matière de contributions publiques.

SECTION II

DES CONTRAVENTIONS DE VOIRIE COMMISES PAR LES CONCESSIONNAIRES OU FERMIERS DE CHEMINS DE FER

12. Lorsque le concessionnaire ou le fermier de l'exploitation d'un chemin de fer contreviendra aux clauses du cahier des charges ou aux décisons rendues en exécution de ces clauses, en ce qui concerne le service de la navigation, la viabilité des routes nationales, départementales et vicinales, ou le libre écoulement des eaux, procès-verbal sera dressé de la contravention, soit par les ingénieurs des ponts et chaussées ou des mines, soit par les conducteurs, gardes-mines et piqueurs, dûment assermentés.

13. Les procès-verbaux, dans les quinze jours de leur date, seront notifiés administrativement au domicile élu par le concessionnaire ou le fermier, à la diligence du préfet, et transmis, dans le même délai, au conseil de préfecture du lieu de la contravention.

14. Les contraventions prévues à l'article 12 seront punies d'une amende de trois cents francs à trois mille francs.

15. L'administration pourra, d'ailleurs, prendre immédiatement toutes mesures provisoires pour faire cesser le dommage, ainsi qu'il est procédé en matière de grande voirie. — Les frais qu'entraînera l'exécution de ces mesures seront recouvrés, contre le concessionnaire ou fermier, par voie de contrainte, comme en matière de contributions publiques.

SECTION III

DES MESURES RELATIVES A LA SURETÉ DE LA CIRCULATION SUR LES CHEMINS DE FER

16. Quiconque aura volontairement détruit ou dérangé la voie de fer, placé sur la voie un objet faisant obstacle à la circulation, ou employé un moyen quelconque pour entraver la marche des convois ou les faire sortir des rails, sera puni de la réclusion.—S'il y a eu homicide ou blessures, le coupable sera, dans le premier cas, puni de mort, et, dans le second, de la peine des travaux forcés à temps.

17. Si le crime prévu par l'article 16 a été commis en réunion séditieuse, avec rébellion ou pillage, il sera imputable aux chefs, auteurs, instigateurs et provocateurs de ces réunions, qui seront punis comme coupables du crime et condamnés aux mêmes peines que ceux qui l'auront personnellement commis, lors même que la réunion séditieuse n'aurait pas eu pour but direct et principal la destruction de la voie de fer. — Toutefois, dans ce dernier cas, lorsque la peine de mort sera applicable aux auteurs du crime, elle sera remplacée, à l'égard des chefs, auteurs, instigateurs et provocateurs de ces réunions, par la peine des travaux forcés à perpétuité.

18. Quiconque aura menacé, par écrit anonyme ou signé, de commettre un des crimes prévus en l'article 16, sera puni d'un emprisonnement de trois à cinq ans, dans le cas où la menace aurait été faite avec ordre de déposer une somme d'argent dans un lieu indiqué ou de remplir toute autre condition. — Si la menace n'a été accompagnée d'aucun ordre ou condition, la peine sera d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, et d'une amende de cent à cinq cents francs.— Si la menace avec ordre ou condition a été verbale, le coupable sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à six mois, de vingt-cinq à trois cents francs. — Dans tous les cas, le coupable pourra être mis par le jugement sous la surveillance de la haute police, pour un temps qui ne pourra être moindre de deux ans ni excéder cinq ans.

19. Quiconque par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des lois ou règlements, aura involontairement causé sur un chemin de fer, ou dans les gares ou stations, un accident qui aura occasionné des blessures, sera puni de huit jours à six mois d'emprisonnement, et d'une amende de cinquante à mille francs. — Si l'accident a occasionné la mort d'une ou plusieurs personnes, l'emprisonnement sera de six mois à cinq ans, et l'amende de trois cents à trois mille francs.

20. Sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans tout mécanicien ou conducteur garde-frein qui aura abondonné son poste pendant la marche du convoi.

21. Toute contravention aux ordonnances portant règlement d'administration publique sur la police, la sûreté et l'exploitation du chemin de fer, et aux arrêtés pris par les préfets, sous l'approbation du Ministre des travaux publics, pour l'exécution des dites ordonnances, sera puni d'une amende de seize à trois mille francs.— En cas de récidive dans l'année, l'amende sera portée au double et le tribunal pourra, selon les circonstances, prononcer, en outre, un emprisonnement de trois jours à un mois.

22. Les concessionnaires ou fermiers d'un chemin de fer seront responsables soit envers l'Etat, soit envers les particuliers, du dommage causé par les administrateurs, directeurs ou employés à un titre quélconque au service de l'exploitation du chemin de fer. — L'Etat sera soumis à la même responsalité envers les particuliers, si le chemin de fer est exploité à ses frais et pour son compte.

23. Les crimes, délits ou contraventions prévus dans les sections 1re et III de la présente loi, pourront être constatés par des procès-verbaux dressés concurremment par les officiers de police judiciaire, les ingénieurs des ponts-et-chaussées et des mines, les conducteurs gardes-mines, agents de surveillance et gardes nommés ou agréés par l'administration et dûment assermentés. — Les procès-verbaux des délits et contraventions feront foi jusqu'à preuve contraire. — Au moyen du serment prêté devant le tribunal de première instance de leur domicile, les agents de surveillance de l'administration et des concessionnaires ou fermiers pourront verbaliser sur toute la ligne du chemin de fer auquel ils seront attachés.

24. Les procès-verbaux dressés en vertu de l'article précédent seront visés pour timbre et enregistrés en débet. — Ceux qui auront été dressés par des agents de surveillance et gardes assermentés devront être affirmés dans les trois jours, à peine de nullité, devant le juge de paix ou le maire, soit du lieu du délit ou de la contravention, soit de la résidence de l'agent.

25. Toute attaque, toute résistance avec violence et voies de fait envers les agents des chemins de fer, dans l'exercice de leurs fonctions, sera punie des peines appliquées à la rébellion, suivant les distinctions faites par le Code pénal.

26. L'article 463 du Code pénal est applicable aux condamnations qui seront prononcées en exécution de la présente loi.

27. En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits prévus par la présente loi ou par le Code pénal, la peine la plus forte sera seule prononcée. — Les peines encourues pour des faits postérieurs à la poursuite pourront être cumulées, sans préjudice des peines de la récidive.

Chemins.

On distingue les chemins en chemins *vicinaux* et chemins *ruraux*.

1° *Chemins vicinaux*. — Les chemins vicinaux se subdivisent encore en plusieurs autres.

Il y a les chemins vicinaux de *grande communication*, qui traversent plusieurs communes et même plusieurs cantons, et vont rejoindre les voies de communication des départements voisins. Ils sont entretenus proportionnellement par les communes auxquelles ils sont utiles. Le conseil général peut accorder des subventions.

Viennent ensuite les chemins *vicinaux d'intérêt commun*, qui se distinguent des précédents en ce qu'ils sont moins importants et intéressent seulement plusieurs communes voisines. Ils sont entretenus par les communes intéressées d'après une proportion indiquée par le Préfet.

Enfin, les chemins *vicinaux de petite communication*, qui partent d'une commune et vont aux portes d'une autre, et s'arrêtent là.

Il faut ici expliquer trois expressions qui sont très-souvent employées en style administratif On parle très-souvent de la *reconnaissance*, de la *déclaration de vicinalité*, de l'*ouverture* ou le redressement d'un chemin. Que signifient ces expressions ?

La reconnaissance d'un chemin vicinal suppose un fait ancien, une existence qui se perd dans la nuit des temps. Le Préfet, par un arrêté, *reconnaît* que ce chemin corrrespond bien aux règles qui caractérisent le chemin vicinal, et le classe parmi ce genre de voies de communication.

Quand le préfet prend un arrêté pour *déclarer* un chemin vicinal, c'est qu'il s'agit d'un chemin récent que l'on vient de terminer ou dont on peut fixer la date du commencement. La déclaration est alors en quelque sorte l'inauguration du chemin.

L'ouverture et le redressement d'un chemin sont précédés d'une expropria-

tion des terrains sur lesquels il doit passer. Cette expropriation a lieu par arrêté préfectoral, et l'indemnité en est fixée par un jury de quatre personnes, ayant à leur tête un juge du tribunal ou le juge de paix. L'ouverture d'un chemin, c'est la déclaration qu'un chemin va être commencé; le redressement est la déclaration qu'il sera fait sur d'autres plans que ceux sur lesquels il est fait, qu'il sera élargi ou retréci.

Tous les terrains occupés par un chemin vicinal sont imprescriptibles.

2° *Chemins ruraux.* — Les chemins ruraux sont ceux qui servent à l'exploitation rurale de plusieurs terrains, et, par conséquent, sont à la charge des divers propriétaires de ces terrains, ou bien encore ce sont ceux qui servent à conduire les bestiaux à un abreuvoir public, à un pâturage communal, et, dans ce cas, ils sont à la charge de la commune entière.

On subvient à toutes les dépenses concernant les chemins divers au moyen des centimes additionnels que votent les communes, et de subventions du département ou du gouvernement.

Chevaux.

Une loi du 1er août 1874 a organisé pour les chevaux un système de conscription appelé à rendre les plus grands services en cas de mobilisation rapide des troupes.

Une commission militaire se transporte successivement dans les diverses communes du département. Les propriétaires de chevaux et juments de six ans et au-dessus, et de mulets et mules de quatre ans et au-dessus, les réunissent au jour fixé par le maire, et la commission procède à l'inspection et au classement des animaux, suivant les catégories établies au budget pour les achats annuels de la remonte.

Au cas de mobilisation, les animaux sont amenés à un point de l'arrondissement indiqué par l'autorité militaire. On procède au tirage au sort, et les numéros de tirage représentent l'ordre dans lequel les animaux seront requis.

Tout propriétaire qui ne se serait pas conformé aux ordres de l'autorité militaire concernant la réunion des chevaux dans un même lieu, serait puni d'une amende de 50 à 1,000 francs.

Ceux qui auront fait sciemment de fausses déclarations encourront une amende de 200 à 2,000 francs.

Une loi du 16 septembre 1871 a remis en vigueur la loi du 2 juillet 1862 concernant les impôts sur les chevaux et les voitures.

Voici le tableau de la loi de 1862 applicable aujourd'hui.

VILLES, COMMUNES OU LOCALITÉS dans lesquelles le tarif est applicable.	SOMME A PAYER non compris les fonds de non-valenr par chaque		
	voiture		Cheval de selle ou d'attelage
	à 4 roues	à 2 roues	
Paris	60	40	25
Les communes autres que Paris, ayant plus de 40,000 âmes de population	50	25	20
Les communes de 20,001 âmes à 40,000 âmes	40	20	15
Les communes de 3,001 âmes à 20,000 âmes	25	10	10
Les communes de 3,000 âmes et au-dessous.	10	5	5

Ne donnent pas lieu au paiement de la taxe :

Les juments et étalons exclusivement consacrés à la reproduction.

Si le contribuable a plusieurs résidences, il sera, pour les chevaux et les voitures qui le suivent habituellement, imposé dans la commune où il est soumis à la contribution personnelle, conformément à l'article 13 de la loi du 21 avril 1832; mais la contribution sera établie suivant la taxe de la commune dont la population est la plus élevée. Pour les chevaux et les voitures qui restent habituellement attachés à l'une de ces résidences, le contribuable sera imposé dans la commune de cette résidence et suivant la taxe afférente à la population de cette commune.

Les contribuables sont tenus de faire la déclaration des voitures et des chevaux à raison desquels ils sont imposables et d'indiquer les différentes communes où ils ont des habitations, en désignant celles où ils ont des éléments de cotisation en permanence.

Les déclarations sont valables pour toute la durée des faits qui y ont donné lieu; elles doivent être modifiées dans le cas de changement de résidence hors de la commune ou du ressort de la perception, et dans le cas de modifications survenues dans les bases de cotisation.

Les déclarations seront faites ou modifiées, s'il y a lieu, le 15 janvier au plus tard de chaque année, à la mairie de l'une des communes où les contribuables ont leur résidence.

Si les déclarations ne sont pas faites dans le délai ci-dessus, ou si elles sont inexactes ou incomplètes, il y sera suppléé d'office par le contrôleur des contributions directes, qui est chargé de rédiger, de concert avec le maire et les répartiteurs, l'état matrice destiné à servir de base à la confection du rôle.

En cas de contestation entre le maire et les répartiteurs, il sera, sur le rapport du directeur des contributions directes, statué par le préfet, sauf référé au ministre des finances, si la décision était contraire à la proposition du directeur, et, dans tous les cas, sans préjudice pour le contribuable du droit de réclamer après la mise en recouvrement.

Les taxes seront doublées pour les voitures et les chevaux qui n'auront pas été déclarés ou qui auront été déclarés d'une manière inexacte.

Il est ajouté à l'impôt cinq centimes par franc pour couvrir les décharges, réductions, remises ou modérations, ainsi que les frais de l'assiette de l'impôt et ceux de la confection des rôles, qui seront établis, arrêtés, publiés et recouvrés comme en matière de contributions directes.

En cas d'insuffisance, il sera pourvu au déficit par un prélèvement sur le montant de l'impôt.

Chiens.

La taxe sur les chiens remonte à la loi du 2 mai 1855.

Elle profite aux communes.

Les chiens sont rangés dans deux catégories: la première, taxée à 10 francs par animal, comprend les chiens de luxe et de chasse; la seconde, taxée à 1 franc, comprend les chiens utiles, comme ceux qui gardent les troupeaux, les habitations, etc.

Les déclarations de chiens se font du 1er octobre au 15 janvier de l'année suivante. La taxe est due pour tous les chiens possédés au premier janvier, à l'exception de ceux qui, à cette époque, sont encore nourris par la mère.

Il est inutile de renouveler une première déclaration pour la nouvelle année, s'il n'y a eu aucun changement pouvant donner lieu à augmentation ou diminution de taxe.

Commissaires-priseurs.

Dans les villes, chefs-lieux d'arrondissement, ou qui sont le siége d'un tribunal de première instance, et dans celles qui, n'ayant ni sous-préfecture, ni tribunal, renferment une population de cinq mille âmes et au-dessus, il existe des officiers ministériels, appelés commissaires-priseurs, dont les fonctions consistent à faire les ventes, ordonnées par justice, de meubles ou objets mobiliers. Ils sont aussi chargés de la prisée et estimation de toute chose mobilière trouvée dans une succession, au cours d'un inventaire judiciaire.

Il existe, à Paris, 80 commissaires-priseurs, ayant une Chambre et une organisation spéciale. Ils ont le monopole des ventes judiciaires de meubles, tableaux, objets mobiliers. Ils mettent en communauté, pour être partagées entre eux tous, la moitié des sommes qui leur sont allouées sur chaque vente. Les ventes de meubles se font, à Paris, à l'hôtel des ventes, rue Drouot, à moins d'une permission expresse de justice de vendre ailleurs.

Commissions départementales.

Voyez *Conseils généraux*.

Communautés religieuses

Voyez *Congrégations religieuses*.

Communes

La commune est représentée par le maire et le conseil municipal. Nous reviendrons à chacun de ces mots sur les attributions des maires et celles des conseils, le mode d'élection, etc; quant à présent, il convient plus spécialement de s'occuper des communes elles-mêmes.

Une commune a des biens qui lui appartiennent; elle a aussi des charges.

Comme biens, elle peut avoir des maisons ou des bois et forêts. L'administration de ces biens appartient au maire, chef et représentant de la commune; c'est lui qui passe les baux et contrats de vente ou d'échange, mais avec certaines autorisations, soit du conseil municipal, soit du préfet.

Les dépenses des communes sont obligatoires ou facultatives.

Elles sont obligatoires, lorsqu'elles peuvent êtres inscrites de droit par le préfet sur le budget communal; elles sont facultatives, lorsque le conseil municipal peut les admettre ou les rejeter.

A ces dépenses, la commune subvient par les recettes ordinaires et extraordinaires et par les *centimes additionnels*.

Il y a plusieurs sortes de centimes additionnels :

1° Les *centimes législatifs*, votés chaque année par les Chambres sur le budget général;

2° Les *centimes spéciaux*, dont l'imposition est autorisée par les conseils municipaux, notamment dans l'intérêt de l'instruction publique, des chemins vicinaux, etc.

3° Les *centimes extraordinaires*, qui ne peuvent être perçus qu'en vertu d'une délibération du conseil municipal approuvée par l'administration supérieure.

On peut plaider contre les communes, comme contre les particuliers; mais

il est nécessaire de soumettre auparavant l'objet du procès par écrit au préfet, et d'attendre un délai de deux mois après le dépôt du projet.

Les communes de Paris et de Lyon ont une organisation particulière :

Paris est divisé en 20 arrondissements, à la tête desquels se trouvent autant de maires. Chaque arrondissement se subdivise en quatre quartiers. Le préfet de la Seine est maire de Paris; il en remplit toutes les fonctions. Un conseil municipal de 80 membres, à raison d'un par quartier, complète l'organisation municipale de la ville.

Les sections de communes sont une partie de la circonscription communale séparée du reste et ayant des droits propres, des biens particuliers et séparés. Ces sections de communes dépendent bien de la commune et n'ont qu'une même organisation politique et administrative avec elle, mais elles jouissent exclusivement des monuments ou des bois et forêts qui sont leur propriété personnelle. Le préfet nomme une commission, prise parmi les électeurs municipaux de la section, pour soutenir ses intérêts quand ils sont en opposition avec ceux de la commune.

Concordat.

Le concordat est un acte solennel passé entre Napoléon Ier et le pape d'alors, réglant les rapports du gouvernement français avec le Saint-Siége et l'Eglise catholique de France.

Les articles organiques qui furent joints au Concordat portent les règles suivantes :

Il y aura recours au conseil d'État, dans tous les cas d'abus de la part des supérieurs et autres personnes ecclésiastiques.

Les cas d'abus sont : l'usurpation ou l'excès de pouvoir, la contravention aux lois et règlements de la République, l'infraction aux règles consacrées par les canons reçus en France, l'attentat aux libertés, franchises et coutumes de l'Eglise gallicane, et toute entreprise ou tout procédé qui, dans l'exercice du culte, peut compromettre l'honneur des citoyens, troubler arbitrairement leur conscience, dégénérer contre eux en oppression ou en injure, ou en scandale public.

Il y aura pareillement recours au conseil d'État, s'il est porté atteinte à l'exercice public du culte et à la liberté que les lois et les règlements garantissent à ses ministres.

Le recours compétera à toute personne intéressée à défaut de plainte particulière; il sera exercé d'office par les préfets. Le fonctionnaire public, l'ecclésiastique ou la personne qui voudra exercer ce recours, adressera un mémoire détaillé et signé au conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes, lequel sera tenu de prendre, dans le plus court délai, tous les renseignements convenables, et, sur son rapport, l'affaire sera suivie et définitivement terminée dans la forme administrative, ou renvoyée, selon l'exigenee des cas, aux autorités compétentes.

Congrégations religieuses.

En principe, aucun établissement religieux, d'hommes ou de femmes, n'a la capacité d'acquérir qu'autant qu'il a été reconnu par la loi.

Il est reconnu, en général, par une loi, c'est-à-dire par une décision de la Chambre et du Sénat. Par exception, les congrégations religieuses de femmes peuvent être reconnues par un décret du Président de la République dans les quatre cas suivants : 1° Lorsqu'elles déclareront adopter, quelle que soit l'épo-

que de leur fondation, des statuts déjà vérifiés et enregistrés au conseil d'Etat, et approuvés pour d'autres communautés religieuses; 2° Lorsqu'il sera attesté par l'évêque diocésain que les congrégations qui présenteront des statuts nouveaux au conseil d'Etat existaient antérieurement au 1er janvier 1825; 3° lorsqu'il y aura nécessité de réunir plusieurs communautés qui ne pourraient plus subsister séparément; 4° Lorsqu'une association religieuse de femmes, après avoir été reconnue comme communauté régie par une supérieure locale, justifiera qu'elle était réellement dirigée à l'époque de son autorisation par une supérieure générale, et qu'elle avait formé à cette époque des établissements sous sa dépendance.

Lorsque les établissements religieux sont légalement établis, ils peuvent acquérir à titre gratuit ou onéreux, avec l'autorisation du chef de l'État. Cependant les congrégations religieuses de femmes ne peuvent recevoir que des dons ou legs à titre particulier, jamais à titre universel ou universels. Les donations à des établissements religieux, avec réserve d'usufruit, sont prohibées.

Nul membre d'une communauté religieuse ne peut disposer par donation entre vifs ou par testament, au profit de la communauté ou d'un membre de la communauté, au-delà du quart de ses biens, à moins que le quart ne soit inférieur à 10,000 fr.

Conseil d'arrondissement et Conseil général

— Conseil d'arrondissement —

Le conseil d'arrondissement est régi, au point de vue de son organisation, par la loi du 22 juin 1833, modifiée en 1848, en 1852 et en 1870, et, au point de vue de ses attributions, par celle du 10 mai 1838.

I. — Organisation. — Le conseil se compose d'un membre par canton; si cependant le nombre des cantons n'atteignait pas 9, le Gouvernement indique les cantons qui doivent élire plusieurs membres.

Il y a, en général, les mêmes incompatibilités, les mêmes conditions d'éligibilité, en matière de conseil d'arrondissement qu'en matière de conseil général.

C'est le conseil de préfecture qui statue sur les réclamations faites sur les élections. Ces réclamations, lorsqu'elles ne sont pas consignées au procès-verbal, doivent arriver à la préfecture dans les cinq jours de l'élection, au plus tard. Elles sont sur papier libre.

La décision du conseil de préfecture est susceptible d'appel devant le conseil d'Etat.

Les membres du conseil d'arrondissement sont nommés pour six ans, et renouvelables par moitié tous les trois ans.

Le conseil n'a qu'une session ordinaire par an; mais elle se divise en deux : l'une qui se tient avant la session du mois d'août du conseil général, l'autre qui se tient après. Nous verrons plus loin le motif de cette division.

La suspension du conseil est prononcée par le préfet; la dissolution ne peut être prononcée que par un décret du Président de la République.

II. Attributions. — Le conseil d'arrondissement prend des délibérations ordinaires, et émet des avis ou des vœux.

Les délibérations concernent les impôts directs de répartition.

Dans la première partie de la session qui précède celle du Conseil général,

le Conseil d'arrondissement statue sur les réclamations auxquelles peut donner lieu la fixation du contingent de l'arrondissement dans les impôts directs de répartition, et sur les demandes en réduction du contingent des mêmes impôts formées par les communes.

Dans la seconde partie de la session, lorsque le conseil général a statué définitivement sur ces deux points et a assigné le contingent des impôts directs afférants à l'arrondissement; les conseillers d'arrondissement en font la répartition entre les communes.

Les principaux avis que donne le Conseil d'arrondissement sont demandés par l'administration. Ils ont rapport notamment : aux changements proposés à la circonscription du territoire de l'arrondissement, des cantons et des communes, et à la désignation de leurs chefs-lieux; au classement des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun, à la désignation des communes qui doivent concourir à leur construction et à leur entretien.

Il peut donner des avis spontanés en toutes les matières qui intéressent l'arrondissement.

La loi autorise le Conseil d'arrondissement à formuler des vœux pour faire connaître son opinion sur les besoins des divers services publics de l'arrondissement. Ces vœux sont directement transmis au Préfet par le Président du Conseil.

— Conseil général —

Au chef-lieu de chaque département siége un Conseil général, composé d'un membre par canton.

Son organisation et ses attributions sont régies par des lois différentes.

I. Organisation. — L'élection des conseillers généraux se fait au suffrage universel, sur les listes électorales municipales.

Les conditions d'éligibilité sont : 1° d'être inscrit sur les listes électorales; 2° d'avoir vingt-cinq ans accomplis; 3° d'être domicilié dans le département ou de justifier qu'on y est inscrit sur les rôles des contributions directes.

Sont incapables d'être élues, les personnes pourvues d'un conseil judiciaire.

Sont incapables, seulement dans les pays qu'ils administrent : les préfets, sous-préfets, juges, etc., en général, tous ceux qui pourraient abuser de leur situation officielle pour influencer les électeurs.

Les élections peuvent être arguées de nullité par tout électeur du canton. Si sa réclamation n'a pas été insérée au procès-verbal, elle doit être déposée au secrétariat général de la préfecture et il en est donné récépissé.

Aujourd'hui c'est le conseil d'État qui statue sur les réclamations relatives aux élections des conseillers généraux. Avant cette loi, c'étaient les conseillers généraux eux-mêmes qui vérifiaient leur élection, comme le fait encore la Chambre des députés.

C'est cependant le conseil général qui élit ses président, vice-présidents et secrétaires, au scrutin secret et à la majorité absolue.

Les conseillers généraux sont élus pour six ans et renouvelables par moitié tous les trois ans. Ils sont indéfiniment rééligibles. En cas de renouvellement intégral, il est formé deux séries avec les chefs-lieux de canton, et il est tiré au sort pour savoir laquelle sortira la première.

Lorsqu'il y a vacance d'un membre par décès, démission ou option, une élection doit avoir lieu dans les trois mois, à moins que ce conseiller n'appartienne à la série renouvelable avant la première session ordinaire de l'année.

Il y a deux sortes de sessions pour le conseil général : les sessions ordinaires et les sessions extraordinaires.

Il tient tous les ans deux sessions ordinaires : l'une, le premier lundi qui

suit le 15 août ; l'autre, dans le mois d'avril. La première est, de beaucoup, la plus importante, parce qu'on y fait la répartition entre les divers arrondissements du contingent du département dans les impôts directs de répartition.

Les assemblées sont publiques. Du reste, un compte-rendu sommaire doit être officiellement tenu à la disposition des journaux dans les quarante-huit heures qui suivent la séance.

Tout électeur ou contribuable du département a le droit de demander la publication sans déplacement et de prendre copie de toutes les délibérations du conseil général.

La dissolution du conseil général peut être prononcée par décret du Président de la République.

II. ATTRIBUTIONS. — C'est la loi du 10 août 1871 qui contient les attributions des conseils généraux. Elles sont nombreuses et de la plus haute importance.

Le conseil général prend des délibérations exécutoires à moins d'annulation. Telles sont celles qui se rapportent : 1° à la répartition des impôts directs ; 2° aux centimes additionnels départementaux ; 3° à certains emprunts du département ; 4° à la fixation du maximum des centimes extraordinaires communaux ; 5° à la révision des sections électorales dans les communes ; 6° aux chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun ; 7° à la nomination ou la révocation des *bourses* entretenues sur les fonds départementaux, etc., etc.

Le conseil général prend des délibérations qui ne deviennent exécutoires qu'après un certain délai, à moins de suspension. Telles sont les délibérations : 1° Sur l'acquisition, l'aliénation et l'échange des propriétés départementales affectées aux hôtels de préfecture et de sous-préfecture, aux écoles normales, aux cours d'assises et tribunaux, au casernement de la gendarmerie et aux prisons ; 2° Sur le changement de destination des propriétés départementales affectées à l'un des services ci-dessus énumérés ; 3° Sur la part contributive à imposer au département dans les travaux exécutés par l'État qui intéressent le département ; 4° Sur les demandes des conseils municipaux : pour l'établissement ou le renouvellement d'une taxe d'octroi sur les matières non comprises dans le tarif général indiqué à l'article 46 pour l'établissement ou le renouvellement d'une taxe excédant le maximum fixé par le dit tarif pour l'assujettissement à la taxe d'objets non encore imposés dans le tarif local, pour les modifications aux règlements ou aux périmètres existants ; 5° Sur les délibérations des conseils municipaux, relatives à l'aménagement au mode d'exploitation, à l'aliénation et au défrichement des bois communaux, et généralement sur tous les objets sur lesquels il est appelé à donner son avis en vertu des lois et règlements, ou sur lesquels il est consulté par les ministres.

51. Le conseil général peut adresser directement au ministre compétent par l'intermédiaire de son président, les réclamations qu'il aurait à présenter dans l'intérêt spécial du département, ainsi que son opinion sur l'état et les besoins des différents services publics, en ce qui touche le département. Il peut charger un ou plusieurs de ses membres de recueillir sur les lieux les renseignements qui lui sont nécessaires pour statuer sur les affaires qui sont placées dans ses attributions. Tous vœux politiques lui sont interdits. Néanmoins, il peut émettre des vœux sur toutes les questions économiques et d'administration générale.

Le préfet accepte ou refuse les dons et legs faits au département, en vertu, soit de la décision du Conseil général, s'il n'y a pas de réclamations de la part des familles, soit de la décision du gouvernement, quand il y a réclamation. Le préfet peut toujours, à titre conservatoire, accepter les dons et legs. La déci-

sion du conseil général ou du gouvernement, qui intervient ensuite, a effet du jour de cette acceptation.

Le préfet intente les actions en vertu de la décision du conseil général, et il peut, sur l'avis conforme de la commission départementale, défendre à toute action intentée contre le département. Il fait tous actes conservatoires et interruptifs de déchéance. En cas de litige entre l'État et le département, l'action est intentée ou soutenue, au nom du département, par un membre de la commission départementale désigné par elle. Le préfet, sur l'avis conforme de la commission départementale, passe les contrats au nom du département.

Aucune action judiciaire, autre que les actions possessoires, ne peut, à peine de nullité, être intentée contre un département, qu'autant que le demandeur a préalablement adressé au préfet un mémoire exposant l'objet et les motifs de sa réclamation. Il lui en est donné récépissé. L'action ne peut être portée devant les tribunaux que deux mois après la date du récépissé, sans préjudice des actes conservatoires. — La remise du mémoire interrompra la prescription, si elle est suivie d'une demande en justice dans le délai de trois mois.

Le Conseil général arrête, en outre, avec le concours du préfet, le budget, les comptes du département.

Commission départementale. — L'innovation la plus importante de la loi de 1871 a été la création d'une commission départementale, à l'exemple de la législation belge. C'est la commission de permanence du conseil général; elle continue la surveillance et le contrôle de cette assemblée, dans la limite même de ses pouvoirs.

Chaque année, à la fin de la session d'août, le Conseil général nomme de de quatre à sept de ses membres pour composer la commission départementale. Ces fonctions sont absolument gratuites.

La Commission départementale se réunit au moins une fois par mois à la préfecture.

Elle prend des décisions qui sont tantôt définitives, tantôt susceptibles de recours devant le Conseil général et le Conseil d'Etat.

Sa principale mission est de contrôler les actes du préfet, en ce qui concerne le budget et la comptabilité du département.

A l'ouverture de chaque session du Conseil général, la Commission présente un rapport sur l'ensemble de ses travaux; spécialement à l'ouverture de celle d'août, elle présente les observations que soulève le budget déposé par le préfet.

Conseil d'État.

Le Conseil d'Etat est le tribunal le plus élevé dans l'ordre administratif; mais ce n'est point là sa seule fonction, et il est en quelque sorte placé près du gouvernement pour l'éclairer, préparer avec lui des réformes et les appuyer.

Le Conseil d'État, après avoir subi, dans son organisation et ses attributions, de nombreuses modifications, se trouve aujourd'hui régi par la loi du 24 mai 1872, que nous allons résumer.

Le Conseil d'Etat se compose :

1° De 22 conseillers d'Etat en service ordinaire;
2° De 15 conseillers d'Etat en service extaordinaire;
3° De 24 maîtres des requêtes;
4° De 30 auditeurs, dont 10 de première classe et 20 de deuxième classe;
5° D'un secrétaire général, ayant rang et titre de maître des requêtes;
6° D'un secrétaire spécial attaché au contentieux.

Les ministres ont rang et séance à l'assemblée générale du Conseil d'Etat.

Chacun d'eux a voix délibérative, en matière non contentieuse, pour les affaires qui dépendent de son ministère.

Les conseillers d'Etat en service ordinaire étaient nommés, aux termes de la loi de 1872, par l'Assemblée nationale, et les conseillers en service extraordinaire, par le président de la République.

Les conseillers d'Etat sont renouvelés par tiers tous les trois ans, de sorte qu'un tiers reste en fonction pendant neuf ans.

Il y a dans le Conseil d'Etat trois sections, qui se partagent les services des divers ministères, et une section du contentieux, qui est le véritable tribunal administratif. C'est cette dernière surtout qui nous intéresse. Il est important pour les citoyens de savoir quand ils doivent s'adresser au Conseil d'Etat, et quelle est la marche à suivre. Or, ils n'ont guère que des affaires contentieuses à soumettre au Conseil d'Etat.

La section du contentieux connaît :

1° Des recours pour incompétence ou excès de pouvoir contre des actes de l'autorité administrative;

2° Des recours fondés sur la violation de la loi contre les décisions des tribunaux administratifs rendues en *dernier ressort*;

3° Des appels formés contre les arrêtés de préfecture;

4° Des appels formés contre les arrêtés des ministres;

5° Des appels formés contre les arrêtés des préfets, lorque la loi dit : *sauf recours au Conseil d'Etat.*

La procédure devant la section du contentieux n'est pas compliquée, mais il est nécessaire, sauf dans quelques exceptions que nous allons citer, d'avoir un avocat près le Conseil d'Etat. Les avocats au Conseil d'Etat sont des avocats qui ont le *privilége exclusif* de plaider devant ce conseil et la Cour de cassation.

Les cas dans lesquels les particuliers sont dispensés d'avoir un avocat et peuvent adresser directement une requête au Conseil d'Etat, sont les suivants :

1° En matière d'impôts directs;

2° En matière d'élection, soit au conseil d'arrondissement ou au conseil général, soit au conseil municipal;

3° En cas de recours pour incompétence ou excès de pouvoir;

4° En cas de recours relativement aux liquidations de pensions;

5° En cas de recours contre les arrêtés des conseils de préfecture, relatifs aux contraventions dont la répression leur a été confiée, spécialement en matière de police du roulage et de grande voirie.

Conseil de préfecture.

Au chef-lieu de chaque département se trouve un conseil de préfecture, composé de trois ou quatre membres, suivant l'importance du département.

Il est présidé par le préfet, ou, à son défaut, par un conseiller désigné par le gouvernement.

Le conseil de préfecture a de très-nombreuses attributions. Il statue : — Sur les demandes des particuliers, qui tendent à obtenir la décharge ou la réduction de leur cote de contributions directes; — Sur les difficultés qui pourraient s'élever entre les entrepreneurs des travaux publics et l'administration, concernant le sens ou l'exécution des clauses de leurs marchés; — Sur les réclamations des particuliers qui se plaindront des torts et dommages procédant du fait personnel des entrepreneurs; — Sur des demandes et contestations concernant les indemnités dues aux particuliers à raison des terrains pris ou fouillés pour la confection des chemins, canaux et autres ouvrages publics; — Sur les difficultés qui pourront s'élever en matière de grande voirie;

— Sur les demandes qui seront présentées par les communautés des villes, bourgs ou villages, pour être autorisées à plaider; — Enfin, sur le contentieux des domaines nationaux.

Le conseil de préfecture est encore investi d'une mission contentieuse, pour statuer :

1° Sur les contestations entre les communes et les régisseurs des octrois en régie intéressée, relativement à la perception et à l'administration des droits d'octroi, et entre les communes et les fermiers des octrois sur le sens des clauses du bail;

2° Sur les contestations entre la régie des impôts indirects et les débitants de boissons, relativement à l'exactitude de la déclaration du prix de vente en détail;

3° Sur les difficultés entre ces mêmes personnes, relativement au montant de l'abonnement destiné à remplacer le droit de détail.

En matière d'établissements dangereux, incommodes et insalubles, il a aussi des fonctions administratives et contentieuses, comme nous le verrons à ce mot.

C'est le conseil de préfecture qui remplit les fonctions, en premier ressort, de cour des comptes, pour les communes et les établissements publics dont le revenu n'excède pas 30,000 fr., et, à cet effet, il vérifie les comptes des revenus municipaux, des trésoriers des hôpitaux et autres établissements de bienfaisance, etc.

Les réclamations relatives aux élections au conseil d'arrondissement et au conseil municipal sont portées au conseil de préfecture.

Les audiences des conseils de préfectures sont publiques. Les parties y plaident par elles-mêmes ou par le ministère d'avocats. Le secrétaire général tient la place de ministère public et peut donner ses conclusions dans chaque affaire.

Les décisions des conseils de préfecture sont de véritables jugements exécutoires, même sans la formule exécutoire et emportant hypothèque.

Le conseil de préfecture ne statue jamais qu'en premier ressort, c'est-à-dire qu'il est toujours possible de faire appel de ses décisions, soit devant le Conseil d'État, soit devant la Cour des Comptes. L'appel n'est porté à cette dernière Cour que lorsqu'il s'agit des comptes des receveurs et administrateurs d'établissements publics.

Lorsque la décision du conseil de préfecture est par défaut, il peut y être formé opposition jusqu'à l'exécution.

Celui qui se prétendrait lésé par un arrêté du conseil de préfecture, intervenu entre deux personnes, peut y former *tierce opposition*.

Conseils municipaux.

I. Organisation. — Les conseils municipaux sont composés d'un certain nombre de membres élus par le suffrage universel de la commune. Le nombre des conseillers change avec l'importance de la commune. Voici le tableau de ces changements :

10	Conseillers	dans les communes	qui n'ont pas plus de		500	habit.
12	—	—	—	501 à	1.500	—
16	—	—	—	1.500 à	2.500	—
21	—	—	—	2.501 à	3.500	—
23	—	—	—	3.501 à	10.000	—
27	—	—	—	10.001 à	30.000	—
30	—	—	—	30.001 à	40.000	—
32	—	—	—	40.001 à	50.000	—
34	—	—	—	50.001 à	60.000	—
36	—	—	—	60.001	et au-dessus.	

L'article 5 de la loi du 7 juillet 1874 indique les conditions exigées pour être électeur municipal.

7. Sont inscrits sur la liste des électeurs municipaux tous les citoyens âgés de vingt-un ans, jouissant de leurs droits civils et politiques, et n'étant dans aucun cas d'impossibilité prévu par la loi :

1° Qui sont nés dans la commune où y ont satisfait à la loi du recrutement, et, s'ils n'y ont pas conservé leur résidence, sont venus s'y établir de nouveau depuis six mois au moins ;

2° Qui, même n'étant pas nés dans la commune, y auront été inscrits depuis un an au rôle d'une des quatre contributions directes ou au rôle des prestations en nature, et, s'ils ne résident pas dans la commune, auront déclaré vouloir y exercer leurs droits électoraux. Seront également inscrits, aux termes du présent paragraphe, les membres de la famille des mêmes électeurs compris dans la cote de la prestation en nature, alors même qu'ils n'y sont pas personnellement portés, et les habitants qui, en raison de leur âge ou de leur santé, auront cessé d'être soumis à cet impôt;

3° Qui se sont mariés dans la commune et justifieront qu'ils y résident depuis un an au moins;

4° Qui, ne se trouvant pas dans un des cas ci-dessus, demanderont à être inscrits sur la liste électorale et justifieront d'une résidence consécutive de deux années dans la commune. Ils devront déclarer le lieu et la date de leur naissance. Tout électeur inscrit sur la liste électorale pourra réclamer la radiation ou l'inscription d'un individu omis ou indûment inscrit ;

5° Qui, en vertu de l'article 2 du traité de paix du 10 août 1871, ont opté pour la nationalité française et déclaré fixer leur résidence dans la commune;

6° Qui sont assujettis à une résidence obligatoire dans la commune en qualité de ministres des cultes reconnus par l'Etat, soit de fonctionnaires publics. Seront également inscrits les citoyens qui, ne remplissant pas les conditions d'âge et de résidence ci-dessus indiquées lors de la formation des listes, les rempliront avant la clôture définitive. L'absence de la commune résultant du service militaire ne portera aucune atteinte aux règles ci-dessus indiquées pour l'inscription sur les listes électorales.

L'élection a lieu au scrutin de liste. Les conseils municipaux nomment les maires et les adjoints dans les communes qui ne sont ni chefs-lieux de canton, ni chefs-lieux d'arrondissement ou de département, ou qui n'ont pas 20,000 habitants. Dans ces dernières, c'est le gouvernement qui nomme les maires et les adjoints.

Les conseils municipaux sont nommés pour trois ans. Ils peuvent être suspendus par le préfet pour deux mois; mais le ministre de l'intérieur peut prolonger la suspension jusqu'à une année. Ils ne peuvent être dissous que par le chef du pouvoir exécutif.

En cas de suspension, le conseil est remplacé par une commission municipale.

En cas de dissolution, une commission municipale est nommée ou il est procédé à des élections générales.

II. ATTRIBUTIONS. — Les attributions des conseils municipaux sont de la plus haute importance. Elles sont contenues dans la loi du 24 juillet 1867.

Article 1er. Les conseils municipaux règlent, par leurs délibérations, les affaires ci-après-désignées, savoir :

1° Les acquisitions d'immeubles, lorsque la dépense, totalisée avec celle des autres acquisitions déjà votées dans le même exercice, ne dépasse pas le dixième des revenus ordinaires de la commune;

2° Les conditions des baux à loyer des maisons et bâtiments appartenant à la commune, pourvu que la durée du bail ne dépasse pas dix-huit ans;

3° Les projets, plans et devis de grosses réparations et d'entretien, lorsque la dépense totale afférente à ces projets et aux autres projets de la même nature, adoptés dans le même exercice, ne dépasse pas le cinquième des revenus ordinaires de la commune, ni, en aucun cas, une somme de cinquante mille francs ;

4° Le tarif des droits de place à percevoir dans les halles, foires et marchés ;

5° Les droits à percevoir pour permis de stationnement et de location sur les rues, places et autres lieux dépendant du domaine public communal ;

6° Le tarif des concessions dans les cimetières ;

7° Les assurances des bâtiments communaux ;

8° L'affectation d'une propriété communale à un service communal, lorsque cette propriété n'est encore affectée à aucun service public, sauf les règles prescrites par des lois particulières ;

9° L'acceptation ou le refus de dons ou legs faits à la commune sans charges, conditions ni affectation immobilière, lorsque ces dons et legs ne donnent pas lieu à réclamation ;

En cas de désaccord entre le maire et le conseil municipal, la délibération ne sera exécutoire qu'après approbation du préfet.

2. Lorsque le budget communal pourvoit à toutes les dépenses obligatoires et qu'il n'applique aucune recette extraordinaire aux dépenses, soit obligatoires, soit facultatives, les allocations portées audit budget par le conseil municipal, pour des dépenses facultatives, ne peuvent être ni changées ni modifiées par l'arrêté du préfet ou par le décret du président de la République, qui règle le budget.

3. Les conseils municipaux peuvent voter, dans la limite du maximum fixé chaque année par le conseil général, des contributions extraordinaires n'excédant pas cinq centimes pendant cinq années, pour en affecter le produit à des dépenses extraordinaires d'utilité communale.

Ils peuvent aussi voter trois centimes extraordinaires, exclusivement affectés aux chemins vicinaux ordinaires.

Les conseils municipaux votent et règlent, par leurs délibérations, les emprunts communaux, remboursables sur les centimes extraordinaires votés comme il vient d'être dit au premier paragraphe du présent article, ou sur les ressources ordinaires, quand l'amortissement, en ce dernier cas, ne dépasse pas douze années.

En cas de désaccord entre le maire et le conseil municipal, la délibération ne sera exécutoire qu'après approbation du préfet.

4. A l'avenir, les forêts et les bois de l'Etat acquitteront les centimes additionnels ordinaires et extraordinaires affectés aux dépenses des communes, dans la proportion de la moitié de leur valeur imposable, le tout sans préjudice des dispositions de l'article 13 de la loi du 21 mai 1836, de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1865 et du paragraphe 2 de l'article 3 de la présente loi.

5. Les conseils municipaux votent, sauf approbation du préfet :

1° Les contributions extraordinaires qui dépasseraient cinq centimes, sans excéder le maximum fixé par le conseil général, et dont la durée ne serait pas supérieure à douze années ;

2° Les emprunts remboursables sur ces mêmes contributions extraordinaires ou sur les revenus ordinaires dans un délai excédant douze années.

6. L'article 18 de la loi du 18 juillet 1837 est applicable aux délibérations prises par les conseils municipaux, en exécution des articles 1er, 2 et 3 qui précèdent.

L'article 43 de la même loi est applicable aux contributions extraordinaires et aux emprunts votés par les conseils municipaux en exécution des articles 3 et 5.

7 Toute contribution extraordinaire dépassant le maximum fixé par le

conseil général, et tout emprunt remboursable sur ressources extraordinaires, dans un délai excédant douze années sont autorisés par décret du président de la République. Le décret est rendu en Conseil d'Etat, s'il s'agit d'une commune ayant un revenu supérieur à cent mille francs. Il est statué par une loi si la somme à emprunter dépasse un million ou si ladite somme, réunie au chiffre d'autres emprunts non encore remboursés, dépasse un million.

8. L'établissement des taxes d'octroi votées par les conseils municipaux, ainsi que les règlements relatifs à leur perception, sont autorisés par décrets du président de la République, rendus sur l'avis du Conseil d'Etat.

Il en sera de même en ce qui concerne :

1° Les modifications aux règlements ou aux périmètres existants;

2° L'assujettissement à la taxe d'objets non encore imposés dans le tarif local;

3° L'établissement ou le revouvellement d'une taxe sur des objets non compris dans le tarif général indiqué ci-après;

4° L'établissement ou le renouvellement d'une taxe excédant le maximum fixé par le dit tarif général.

9. Sont exécutoires, dans les conditions déterminées par l'article 18 de la loi du 18 juillet 1837, les délibérations prises par les conseils municipaux, concernant :

1° La suppresion ou la diminution des taxes d'octroi;

2° La prorogation des taxes principales d'octroi pour cinq ans au plus;

3° L'augmentation des taxes jusqu'à concurrence d'un décime, pour cinq ans au plus; — Sous la condition toutefois qu'aucune des taxes ainsi maintenues ou modifiées n'excédera le maximum déterminé dans un tarif général qui aura été établi, après avis des conseils généraux, par un règlement d'administration publique, ou qu'aucune desdites taxes ne portera sur des objets non compris dans ce tarif.

En cas de désaccord entre le maire et le conseil municipal, la délibération ne sera exécutoire qu'après approbation du préfet.

10. Sont exécutoires, sur l'approbation du préfet, les dites délibérations ayant pour but :

1° La prorogation des taxes additionnelles actuellement existantes;

2° L'augmentation des taxes principales au-delà d'un décime; le tout dans les limites du maximum des droits et de la nomenclature des objets fixés par le tarif général.

11. Les conseils municipaux délibèrent sur l'établissement des marchés d'approvisionnement dans leur commune.

12. Les délibérations des commissions administratives des hospices, hôpitaux et autres établissements charitables communaux, concernant un emprunt, sont exécutoires en vertu d'un arrêté du préfet, sur avis conforme du conseil municipal, lorsque la somme à emprunter ne dépasse pas le chiffre des revenus ordinaires de l'établissement, et que le remboursement doit être effectué dans un délai de douze années. Si la somme à emprunter dépasse le dit chiffre, ou si le délai de remboursement est supérieur à douze années, l'emprunt ne peut être autorisé que par un décret du président de la République.

Le décret d'autorisation est rendu dans la forme des règlements d'administration publique, si l'avis du conseil municipal est contraire ou s'il s'agit d'un établissement ayant plus de cent mille francs de revenus.

L'emprunt ne peut être autorisé que par une loi, lorsque la somme à emprunter dépasse cinq cent mille francs, ou lorsque la dite somme, réunie au chiffre d'autres emprunts non encore remboursés, dépasse cinq cent mille francs.

13. Les changements dans la circonscription territoriale des communes

faisant partie du même canton sont définitivement approuvés par les préfets, après accomplissement des formalités prévues au titre Ier de la loi du 18 juillet 1837, en cas de consentement des conseils municipaux et sur l'avis conforme du conseil général.

Si l'avis du conseil général est contraire, ou si les changements proposés dans les circonscriptions communales modifient la composition d'un département, d'un arrondissement ou d'un canton, il est statué par une loi.

Tous autres changements dans la circonscription territoriale des communes sont autorisés par des décrets rendus dans la forme des règlements d'administration publique.

La création de bureaux de bienfaisance est autorisée par les préfets, sur l'avis des conseils municipaux.

15. Les budgets des villes et des établisseemnts de bienfaisance ayant trois millions au moins de revenus, sont soumis à l'approbation du président de la République, sur la proposition du ministre de l'intérieur.

16. Les traités à passer pour l'exécution, par entreprises, des travaux d'ouverture des nouvelles voies publiques et de tous autres travaux communaux déclarés d'utilité publique, dans les dites villes, sont approuvés par décrets rendus en Conseil d'Etat. — Il en est de même des traités portant concession, à titre exclusif ou pour une durée de plus de trente années, des grands services municipaux des dites villes, ainsi que des tarifs et traités relatifs aux pompes funèbres.

17. Les dispositions de la présente loi et celles de la loi du 18 juillet 1837 et du décret du 25 mars 1852, qui sont encore en vigueur, sont applicables à l'administration de la ville de Paris et de la ville de Lyon. Les délibérations prises par les conseils municipaux des dites villes, sur les objets énumérés dans les articles 1er et 9 de la présente loi, ne sont exécutoires, en cas de désaccord entre le préfet et le conseil municipal, qu'en vertu d'une approbation donnée par décret du président de la République.

Aucune imposition extraordinaire ne peut être établie dans ces villes, aucun emprunt ne peut être contracté par elles, sans qu'elles y soient autorisées par une loi.

Il n'est pas dérogé aux dispositions spéciales concernant l'organisation des administrations de l'assistance publique, du Mont-de-Piété et de l'octroi de Paris.

Conservateurs des hypothèques.

Il est établi, dans chaque chef-lieu d'arrondissemcnt, ou plutôt dans chaque ville où siége le tribunal civil d'arrondissement, un conservateur des hypothèques. Il est chargé de prendre les mesures nécessaires pour conserver, au profit des individus, les hypothèques qu'ils prennent contre leurs débiteurs; ils perçoivent aussi, et en même temps, au profit du Trésor, les droits établis pour chacune de ces formalités.

Les conservateurs des hypothèques sont tenus de fournir un cautionnement proportionné à l'importance de l'arrondissement. Ce cautionnement, qui est toujours assez important, est affecté aux dommages-intérêts que peuvent obtenir contre les conservateurs les particuliers qui ont à se plaindre d'une erreur ou d'une omission commise par eux.

Il y a au bureau des hypothèques plusieurs registres. Il y a les registres servant à recevoir les actes qui doivent être transcrits littéralement. Il y a aussi un registre sur papier libre, dans lequel sont portés, par extrait, au fur et à mesure des actes, sous le nom du grevé, et à la case qui lui sera destinée, les inscriptions à sa charge, les transcriptions, les radiations et les autres actes qui le concernent, ainsi que l'indication des registres où chacun

de ces actes sera porté, et les numéros sous lesquels ils y seront consignés.

Les salaires des conservateurs des hypothèques, pour les fonctions dont ils sont chargés, sont fixés par le décret du 21 septembre 1810, d'après le tarif suivant :

Pour l'enregistrement et la reconnaissance des dépôts d'actes de mutations, pour être transcrits, ou de bordereaux pour être inscrits . . . . . 0 fr. 25

Pour l'inscription de chaque droit d'hypothèque ou privilége, quel que soit le nombre des créanciers, si la formalité est requise par le même bordereau. . . . . 1 fr. 00

Pour chaque inscription faite d'office par le conservateur, en vertu d'un acte translatif de propriété soumis à la transcription. 1 fr. 00

Pour chaque déclaration, soit de changement de domicile, soit de subrogation, soit de tous les deux par le même acte . . . . . 0 fr. 50

Pour chaque radiation d'inscription . . . . . 1 fr. 00

Pour chaque extrait d'inscription ou certificat, qu'il n'en existe aucune. . . . . 1 fr. 00

Pour la transcription de chaque acte de mutation, par rôle d'écriture du conservateur, contenant 30 lignes à la page et 18 syllables à la ligne. . . . . 1 fr. 00

Pour chaque certificat de nom, transcription d'acte de mutation. 1 fr. 00

Pour les copies collationnées des actes déposés ou transcrits dans les bureaux des hypothèques, par rôle d'écriture du conservateur, vingt-cinq lignes à la page et dix-huit syllables à la ligne . . . . . 1 fr. 00

Pour chaque duplicata de quittance . . . . . 0 fr. 25

Constitution.

Voyez *Lois constitutionnelles.*

Consuls.

Dans les villes industrielles, notamment dans les villes ports de mer, les puissances étrangères établissent d'ordinaire un consul. C'est souvent un commerçant national, établi depuis longtemps dans cette ville.

Le consul est chargé de protéger les nationaux du pays qui l'a nommé, de leur faire rendre justice et de prendre leurs intérêts en toute occasion.

Les fonctions du consul sont diverses : il est administrateur et il fait les règlements qu'il juge utiles à la sûreté de ses nationaux; il est officier public et il dresse les actes de l'état civil, même les actes de mariage des nationaux; il est juge, et il rend des décisions dans les contestations entre nationaux.

Le consul fait aussi de fréquents rapports à son gouvernement sur ce qui intéresse le commerce et l'industrie de son pays.

Contributions directes et indirectes.

(Voyez *Impôts directs et indirects.*)

Cour de cassation.

La Cour de Cassation est placée au sommet des juridictions civiles et commerciales. C'est une Cour unique, siégeant à Paris, composée de 49

membres. Elle se divise en trois sections ou chambres : chambre civile, chambre des requêtes, chambre criminelle.

La Cour de Cassation n'est pas un degré dans la juridiction. Il n'y a, en règle très-générale, que deux degrés de juridiction, qui sont, suivant les cas, les juges de paix, les tribunaux civils d'arrondissement ou de commerce, comme premier degré, et les Cours d'appel, comme deuxième degré. Quand la Cour d'appel a statué, tous les degrés sont épuisés. Toutefois, on peut recourir en cassation, mais pour deux motifs seulement : 1° pour violation de la loi ; 2° pour vice de forme, c'est-à-dire omission d'une formalité essentielle.

Un pourvoi en cassation ne peut être formé que contre une décision qui n'est pas susceptible d'appel.

Voici la procédure qui est suivie devant la Cour de cassation.

Paul veut se pourvoir contre un arrêt de la Cour de Paris qui, selon lui, a mal interprété la loi ou a omis une formalité nécessaire. Il choisit un avocat près la Cour de Cassation ; cet avocat rédige un mémoire et le présente à la Chambre des requêtes. Si cette chambre pense que les griefs formulés contre l'arrêt attaqué sont assez graves, il renvoie devant la chambre civile. S'il juge que ces griefs ne sont pas sérieux, il maintient l'arrêt. Si la chambre civile croit que le pourvoi est fondé, elle casse l'arrêt de la Cour de Paris, et renvoie devant une autre cour, par exemple la Cour de Rouen.

La Cour de Rouen juge de nouveau l'affaire, et elle peut juger comme le premier arrêt cassé. Alors, si un nouveau pourvoi est introduit contre l'arrêt de la Cour de Rouen, comme il faut que la Cour de Cassation triomphe en définitive, les trois chambres se réunissent, et si elles cassent l'arrêt de la Cour de Rouen, la nouvelle Cour à laquelle sera renvoyée l'affaire devra se conformer à l'opinion de la Cour de cassation.

Comme on le voit, la procédure devant la Cour de cassation peut être longue et coûteuse ; et lorsque l'on a obtenu gain de cause contre un plaideur riche, en première instance et à la Cour d'appel, on peut être encore loin du jour où l'adversaire s'exécutera.

Cour des comptes.

La Cour des comptes est chargée d'examiner les comptes des recettes et des dépenses des comptables publics et de tous ceux qui, à un titre quelconque, font le maniement des fonds de l'Etat. Elle se divise en trois chambres : la première est chargée du jugement des comptes relatifs aux recettes publiques ; la deuxième, du jugement relatif aux dépenses publiques ; la troisième, de celui des comptes de recettes et de dépenses des communes et établissements publics. Son organisation participe de la Cour de Cassation et du Conseil d'Etat. Il y a des auditeurs de première et de deuxième classe comme au Conseil d'Etat, et il y a des référendaires qui correspondent aux maîtres de requêtes du Conseil d'Etat.

La Cour des Comptes est tribunal en matière administrative, et rend de véritables décisions judiciaires. Elles les rend en premier et dernier ressort, s'il s'agit des comptes des fonds généraux du Trésor, de ceux des fonds spéciaux rattachés au budget général, et sur ceux des communes, hospices, établissements de bienfaisance et associations syndicales autorisées, lorsque le revenu dépasse 30,000 fr. Elle statue en dernier ressort seulement, lorsque, dans le délai de trois mois, il est formé des recours contre les arrêtés des conseils de préfecture sur les comptes des communes, hospices, établissements de bienfaisance et associations syndicales autorisées, dont le revenu n'excède pas 30,000 francs.

Les arrêtés de la Cour des Comptes, à l'égard des comptables de deniers publics, déclarent qu'ils sont *quittes*, en *débet* ou *en avance*. Dans le premier

cas, *ils* sont déchargés; dans le second, ils sont condamnés à payer; dans le troisième, c'est une pure constatation de fait qui n'intéresse directement ni l'Etat, ni le comptable.

Les voies de recours contre les arrêts de la Cour des Comptes sont :

1° La *révision*, lorsque de nouvelles pièces sont trouvées, qui auraient eu une influence considérable sur l'arrêt, conformément à la maxime : qu'erreur n'est pas compte. Il n'y a pas de délai pour le pourvoi en révision.

2° Le recours en cassation devant le Conseil d'Etat, pour excès de pouvoir, incompétence, violation des formes ou de la loi. Il doit être formé dans les trois mois de la notification de la décision.

Cours d'appel.

Les Cours d'appel sont établies dans les différentes régions de la France, de manière à comprendre quatre ou cinq départements. Elles sont au nombre de 27.

Les Cours d'appel se composent de 40 à 60 conseillers, et se divisent ordinairement en plusieurs chambres : chambre civile, chambre des appels correctionnels et chambre des mises en accusation. La chambre civile s'occupe des appels formés contre les jugements des tribunaux civils de première instance et des tribunaux de commerce; la chambre des appels correctionnels, des appels contre les jugements rendus en matière correctionnelle; enfin la chambre des mises en accusation, des renvois faits à elle par le juge d'instruction des individus qui doivent passer en cours d'assises.

La procédure devant la Cour d'appel est faite par des avoués près cette cour.

Crédit foncier.

Les sociétés de crédit foncier ont pour objet de fournir aux propriétaires d'immeubles qui veulent emprunter sur hypothèque la possibilité de se libérer à long terme.

L'organisation des sociétés de crédit foncier date de 1852. Elles sont au nombre de trois : le Crédit foncier de France, celui de Nevers et celui de Marseille. A l'origine, elles ont été subventionnées par l'Etat, qui leur a distribué une somme de 10 millions.

Le Crédit foncier de France, établi à Paris, est beaucoup plus important qne les autres sociétés de ce genre; mais les mêmes principes régissent toutes les sociétés de crédit foncier. Tout ce que nous disons du Crédit foncier de France peut être dit des autres sociétés.

I. Prêt. — Le Crédit foncier fait aux particuliers des prêts sur première hypothèque. Cependant, un propriétaire, qui aurait des inscriptions d'hypothèque sur son immeuble, pourrait néanmoins emprunter au Crédit foncier, à condition que la valeur de l'immeuble fût de beaucoup supérieure au montant de l'inscription et du prêt du Crédit foncier. Dans ce cas, le Crédit foncier désintéresse le créancier déjà inscrit, et prend sa place. Il se trouve ainsi premier inscrit sur l'immeuble. Il est autorisé aussi à faire la purge légale, s'il le juge utile, avant la réalisation du prêt.

Le montant du prêt que fait le Crédit foncier ne peut jamais dépasser la moitié de la valeur de l'immeuble. Il court ainsi peu de chance de perdre.

Le Crédit foncier est autorisé à payer, non en espèces, mais en obligations ou lettres de gage; mais l'emprunteur se procure des fonds immédiatement en les réalisant.

L'emprunteur se libère de la somme prêtée à long terme. C'est là l'avan-

tage incontestable du Crédit foncier. En payant une petite somme en sus de l'intérêt de l'argent, l'emprunteur, au bout de 50, 60 ou 80 ans, à son choix, se trouve complétement libéré. Et, ce qu'il y a de précieux, c'est qu'il peut se libérer par anticipation et quand il lui plaît.

L'annuité, c'est-à-dire la somme à payer tous les ans, se décompose ainsi : 1° l'intérêt à 5 °/₀ de la somme prêtée; 2° la somme affectée à l'amortissement du capital, entre 1 et 2 °/₀; 3° la somme fixée par les statuts du Crédit foncier pour les frais d'administration et les taxes.

II. Moyen d'exécution pour le crédit foncier. — Le Crédit foncier a des moyens rapides pour se faire payer les annuités.

D'abord, les juges ne peuvent accorder un délai pour payer les annuités échues, et le paiement des annuités ne peut être arrêté par aucune saisie-arrêt.

Les annuités non payées portent intérêt de plein droit du jour de l'échéance.

Qninze jours après un commandement resté infructueux, le Crédit foncier peut se faire nommer séquestre de l'immeuble, par ordonnance du président du tribunal civil de la situation de l'immeuble.

Dans la quinzaine qui suit ce commandement, le Crédit foncier peut mettre en vente l'immeuble. Pour cela, il fait transcrire le commandement au bureau des hypothèques, et, dans les six semaines qui suivent la transcription, il fait trois insertions dans les journaux, deux appositions d'affiches à quinze jours d'intervalle, et la vente a lieu au jour indiqué, sans autre procédure.

Cultes.

Les cultes reconnus en France sont au nombre de cinq : 1° la religion catholique ou romaine; 2° l'Eglise réformée; 3° l'Eglise de la confession d'Ausbourg; 4° la religion israélite; 5° le culte musulman, en Algérie.

Ces cinq cultes sont reconnus par l'Etat qui les subventionne et en paie les ministres ou prêtres.

D'autres croyances peuvent se former et s'organiser en France; mais elles ne seraient point reconnues formellement par l'Etat, et ne jouiraient pas du bénéfice des subventions et traitements.

Il est bien entendu que, sous le rapport des idées religieuses, les cultes n'ont rien à redouter de l'ingérance de l'Etat; mais, sous le rapport des manifestations extérieures du culte, ces différentes religions sont obligées de se conformer aux prescriptions de police et de sûreté générale insérées dans la loi.

En ce qui concerne spécialement le culte catholique, il doit obéir aux articles organiques du 18 germinal an X, mis à la suite du Concordat passé entre Pie VII et le premier Consul, pour déterminer les rapports de l'Etat avec la religion catholique.

Tous les cultes ont un service distinct, qui fait partie du ministère de la justice.

Dépêches télégraphiques.

D'après les nouveaux tarifs, les dépêches télégraphiques sont envoyées à un prix réduit. Toute dépêche coûte au minimum 0 fr. 50 centimes. Au-dessus de dix mots, il y a une augmentation sur les 0 fr. 50 centimes de 0,05 par mot.

Dépens.

Voyez *Tarifs.*

Douanes.

Les tarifs des douanes ont subi, comme les autres tarifs, bien des changements depuis la guerre. Voici les principaux changements introduits par la loi du 8 juillet 1871.

Les droits sur les sucres sont augmentés de trois dixièmes.

Les sucres extraits par les procédés barytiques, des mélasses dites *épuisées*, sont augmentés d'un droit de 15 francs pour 100 kilogrammes, décimes compris.

Glucoses en sirop ou concrets, 10 fr. les 100 kilogrammes, décimes compris.

Cafés en fèves, des pays hors d'Europe, y compris les colonies françaises, 50 fr. les 100 kilogr.; des autres pays, 170 fr. les 100 kilog. Café torréfié ou moulu, 200 francs les 100 kilog.

Chicorée brûlée ou moulue, 55 fr. les 100 kilog.

Thé des pays hors d'Europe, 300 francs les 100 kilog.; d'Europe, 260 fr. les 100 kilog.

Cacao en fèves des pays hors d'Europe, 100 francs les 100 kilog.; d'Europe, 120 fr. les 100 kilog.

Chocolat et cacao broyé, 160 fraucs les 100 kilog.

Poivre, piment, girofle, canelle, cassia lignea, muscade en coque, des pays hors d'Europe, 250 francs les 100 kilog.; des pays européens, 240 francs les 100 kilog.

Muscades sans coques et macis, des pays hors d'Europe, 300 francs les 100 kilog.; d'Europe, 350 francs.

Vanille, 4 fr. le kilog.

Vins non liquoreux, 5 francs l'hectolitre; liquoreux, 20 francs.

Eaux-de-vie en bouteilles, 30 francs les 100 litres de liquide; en fûts, 53 fr. les 100 litres d'alcool pur. Autres alcools, 80 francs l'hectolitre d'alcool pur.

Liqueurs, 35 francs l'hectolitre de liquide.

Tabacs et cigarettes dont l'importation est autorisée pour le compte des des particuliers, 36 francs le kilog.

Huiles de pétrole et de schiste à l'état brut, venant des pays hors d'Europe, 50 fr. les 100 kilog.; d'Europe, 25 francs. Epurées, des pays hors d'Europe, 32 francs; d'Europe, 37 francs. Essence de pétrole, des pays hors d'Europe, 40 fr.; d'Europe, 45 fr.

Drainage.

Le drainage est une opération qui consiste à établir des conduits souterrains, destinés à assécher les terrains trop humides. On appelle *drains* les tuyaux par lesquels s'écoule l'eau; de là le mot drainage.

Une loi du 10 juin 1854 établit, sur les fonds voisins de la terre où se fait le drainage, une servitude dite d'aqueduc. Ainsi, les voisins seront tenus de laisser continuer sur leurs fonds les travaux de drainage opérés sur le fonds voisin, jusqu'au débouché le plus proche, mais seulement moyennant une indemnité fixée par le juge de paix.

Le Crédit foncier est autorisé à faire des prêts destinés à faciliter le drainage.

Elections.

Voyez *Lois Constitutionnelles*.

Enfants en bas-âge

Loi *du 23 décembre 1874-8 janvier 1875, relative à la protection des enfants du premier âge, et, en particulier, des nourissons.*

ARTICLE PREMIER. Tout enfant âgé de moins de deux ans, qui est placé, moyennant salaire, en nourrice, en sevrage ou en garde hors du domicile de ses parents, devient, par ce fait, l'objet d'une surveillance de l'autorité publique, ayant pour but de protéger sa vie et sa santé.

2. La surveillance instituée par la présente loi est confiée, dans le département de la Seine, au préfet de police, et, dans les autres départements, aux préfets.

Ces fonctionnaires sont assistés d'un comité ayant pour mission d'étudier et de proposer les mesures à prendre, et composé comme il suit :

Deux membres du conseil général, désignés par ce conseil;

Dans le département de la Seine, le directeur de l'Assistance publique, et, dans les autres départements, l'inspecteur du service des enfants assistés;

Six autres membres nommés par le préfet, dont un pris parmi les médecins membres du conseil départemental d'hygiène publique et trois pris parmi les administrateurs des sociétés légalement reconnues qui s'occupent de l'enfance, notamment des sociétés protectrices de l'enfance, des sociétés de charité maternelle, des crèches ou des sociétés des crèches, ou, à leur défaut, parmi les membres des commissions administratives des hospices et des bureaux de bienfaisance.

Des commissions locales sont instituées par un arrêté du préfet, après avis du comité départemental, dans les parties du département où l'utilité en sera reconnue, pour concourir à l'application des mesures de protection des enfants et de surveillance des nourrices et gardeuses d'enfants.

Deux mères de famille font partie de chaque commission locale.

Les fonctions instituées par le présent article sont gratuites.

3. Il est institué, près le ministère de l'intérieur, un comité supérieur de protection des enfants du premier âge, qui a pour mission de réunir et coordonner les documents transmis par les comités départementaux, d'adresser chaque année au ministre un rapport sur les travaux de ces comités, sur la mortalité des enfants et sur les mesures les plus propres à assurer et étendre les bienfaits de la loi, et de proposer, s'il y a lieu, d'accorder des récompenses honorifiques aux personnes qui se sont distinguées par leur dévouement et leurs services.

Un membre de l'Académie de médecine, désigné par cette Académie, les présidents de la Société protectrice de l'enfance de Paris, de la Société de charité maternelle et de la Société des crèches font partie de ce comité.

Les autres membres, au nombre de sept, sont nommés par décret du Président de la République.

Les fonctions de membre du comité supérieur sont gratuites.

4. Il est publié chaque année, par les soins du ministre de l'intérieur, une statistique détaillée de la mortalité des enfants du premier âge, et spécialement des enfants placés en nourrice, en sevrage ou en garde.

Le ministre adresse, en outre, chaque année, au Président de la République, un rapport officiel sur l'exécution de la présente loi.

5. Dans les départements où l'utilité d'établir une inspection médicale des enfants en nourrice, en sevrage ou en garde, est reconnu par le ministre de l'intérieur, le comité supérieur consulté, un ou plusieurs médecins sont chargés de cette inspection.

La nomination de ces inspecteurs appartient aux préfets.

6. Sont soumis à la surveillance instituée par la présente loi : toute personne ayant un nourrisson ou un ou plusieurs enfants en sevrage ou en garde, placé chez elle, moyennant salaire; les bureaux de placement et tous les intermédiaires qui s'emploient au placement des enfants en nourrice, en sevrage ou en garde.

Le refus de recevoir la visite du médecin inspecteur, du maire de la commune ou de toutes autres personnes déléguées ou autorisées en vertu de la présente loi est puni d'une amende de cinq à quinze francs (5 francs à 15 francs).

Un emprisonnement de un à cinq jours peut être prononcé si le refus dont il s'agit est accompagné d'injures ou de violences.

7. Toute personne qui place un enfant en nourrice, en sevrage ou en garde, moyennant salaire, est tenue, sous les peines portées par l'article 346 du Code pénal, d'en faire la déclaration à la mairie de la commune où a été faite la déclaration de naissance de l'enfant, ou à la mairie de la résidence actuelle du déclarant, en indiquant, dans ce cas, le lieu de la naissance de l'enfant, et de remettre à la nourrice ou à la gardeuse un bulletin contenant un extrait de l'acte de naissance de l'enfant qui lui est confié.

8. Toute personne qui veut se procurer un nourrisson ou un ou plusieurs enfants en sevrage ou en garde, est tenue de se munir préalablement des certificats exigés par les règlements pour indiquer son état civil et justifier de son aptitude à nourrir ou à recevoir des enfants en sevrage ou en garde.

Toute personne qui veut se placer comme nourrice sur lieu est tenue de se munir d'un certificat du Maire de sa résidence, indiquant si son dernier enfant est vivant et constatant qu'il est âgé de sept mois révolus, ou, s'il n'a pas atteint cet âge, qu'il est allaité par une autre femme remplissant les conditions qui seront déterminées par le règlement d'aministration publique prescrit par l'article 12 de la présente loi.

Toute déclaration ou énonciation reconnue fausse dans les dits certificats, entraîne l'application au certificateur des peines portées au paragraphe premier de l'article 155 du Code pénal.

9. Toute personne qui a reçu chez elle, moyennant salaire, un nourrisson ou un enfant en sevrage ou en garde, est tenue, sous les peines portées à l'article 346 du Code pénal :

1° D'en faire la déclaration à la mairie de la commune de son domicile dans les trois jours de l'arrivée de l'enfant et de remettre le bulletin mentionné en l'article 7 ;

2° De faire, en cas de changement de résidence, la même déclaration à la mairie de sa nouvelle résidence ;

3° De déclarer, dans le même délai, le retrait de l'enfant par ses parents ou la remise de cet enfant à une autre personne, pour quelque cause que cette remise ait lieu;

4° En cas de décès de l'enfant, de déclarer ce décès dans les vingt-quatre heures.

Après avoir inscrit ces déclarations au registre mentionné à l'artice suivant, le maire en donne avis, dans le délai de trois jours, au maire de la commune où a été faite la déclaration prescrite par l'article 7.

Le maire de cette dernière commune donne avis, dans le même délai, des déclarations prescrites par les nos 2, 3, 4 ci-dessus, aux auteurs de la déclaration de mise en nourrice, en sevrage ou en garde.

10. Il est ouvert dans les mairies un registre spécial pour les déclarations ci-dessus prescrites.

Ce registre est coté, paraphé et vérifié tous les ans par le juge de paix. Ce magistrat fait un rapport annuel au procureur de la République, qui le transmet au préfet, sur les résultats de cette vérification.

En cas d'absence ou de tenue irrégulière du registre, le maire est passible de la peine édictée à l'article 50 du Code Civil.

11. Nul ne peut ouvrir ou diriger un bureau de nourrices, ni exercer la profession d'intermédiaire pour le placement des enfants en nourrice, sevrage ou en garde, et le louage des nourrices, sans en avoir obtenu l'autorisation préalable du préfet de police dans le département de la Seine, ou du préfet, dans les autres départements.

Toute personne qui exerce sans autorisation l'une ou l'autre de ces professions, ou qui néglige de se conformer aux conditions de l'autorisation ou aux prescriptions des règlements, est punie d'une amende de seize francs à cent francs (16 francs à 100 francs). En cas de récidive, la peine d'emprisonnement prévue par l'article 480 du Code pénal peut être prononcée.

Ces mêmes peines sont applicables à toute sage-femme et à tout autre intermédiaire qui entreprend, sans autorisation, de placer des enfants en nourrice, en sevrage ou en garde.

Si, par suite de la contravention ou par suite d'une négligence de la part d'une nourrice ou d'une gardeuse, il est résulté un dommage pour la santé d'un ou plusieurs enfants, la peine d'emprisonnement de un à cinq jours peut être prononcée.

En cas de décès d'un enfant, l'application des peines portées à l'article 319 du Code pénal peut être prononcée.

12. Un règlement d'administration publique déterminera :

1° Les modes d'organisation du service de surveillance institué par la présente loi; l'organisation de l'inspection médicale, les attributions et les devoirs des médecins inspecteurs, le traitement de ces inspecteurs, les attributions et devoirs de toutes les personnes chargées des visites;

2° Les obligations imposées aux nourrices, aux directeurs des bureaux de placement et à tous les intermédiaires du placement des enfants;

3° La forme des déclarations, registres, certificats des maires et des médecins, et autres pièces exigées par les règlements.

Le préfet peut, après avis du comité départemental, prescrire, par un règlement particulier, des dispositions en rapport avec les circonstances et les besoins locaux.

13. En dehors des pénalités spécifiées dans les articles précédents, toute infraction aux dispositions de la présente loi et des règlements d'administration publique qui s'y rattachent est punie d'une amende de cinq à quinze francs (5 francs à 15 fr.).

Sont applicables à tous les cas prévus par la présente loi le dernier paragraphe de l'article 463 du Code pénal et les articles 482, 483 du même Code.

14. Les mois de nourrice dus par les parents ou par toute autre personne font partie des créances privilégiées, et prennent rang entre les nos 3 et 4 de l'article 2101 du Code civil.

15. Les dépenses auxquelles l'exécution de la présente loi donnera lieu, sont mises. par moitié, à la charge de l'État et des départements intéressés.

La portion à la charge des départements est supportée par les départements d'origine des enfants et par ceux où les enfants sont placés en nourrice, en sevrage ou en garde, proportionnellement au nombre des dits enfants.

Les bases de cette répartition sont arrêtées tous les trois ans par le ministre de l'intérieur.

Pour la première fois, la répartition sera faite d'après le nombre des enfants en nourrice, en sevrage ou en garde, existant dans chaque département au moment de la promulgation de la présente loi.

Enfants employés dans les professions ambulantes.

(*Loi du 7-20 décembre 1874*). — ARTICLE PREMIER. Tout individu qui fera exécuter, par des enfants de moins de seize ans, des tours de force périlleux, sera puni de six mois à deux ans de prison et d'une amende.

2. Les pères, mères, tuteurs ou patrons qui auront livré, soit gratuitement, soit à prix d'argent, leurs enfants, pupilles, ou apprentis âgés de moins de seize ans, aux individus exerçant les professions ci-dessus spécifiées, ou qui les auront placés sous la conduite de vagabonds, de gens sans aveu ou faisant métier de la mendicité, seront punis des peines portées en l'article premier.

La même peine sera applicable à quiconque aura déterminé des enfants âgés de moins de seize ans à quitter le domicile de leurs parents ou tuteur pour suivre des individus des professions sus-désignées.

La condamnation entraînera de plein droit, pour les tuteurs, la destitution de la tutelle; les pères et mères pourront être privés des droits de la puissance paternelle.

3. Quiconque emploiera des enfants âgés de moins de seize ans à la mendicité habituelle, soit ouvertement, soit sous l'apparence d'une profession, sera considéré comme auteur ou complice de délit de mendicité en réunion, prévu par l'article 276 du Code pénal, et sera puni des peines portées au dit article.

Dans le cas où le délit aurait été commis par les pères, mères ou tuteurs, ils pourront être privés des droits de la puissance paternelle ou être destitués de la tutelle.

4. Tout individu exerçant l'une des professions spécifiées à l'article premier de la présente loi, devra être porteur de l'extrait des actes de naissance des enfants placés sous sa conduite, et justifier de leur origine et de leur identité par la production d'un livret ou d'un passeport.

Toute infraction à cette disposition sera punie d'un emprisonnement de un mois à six mois et d'une amende de seize à cinquante francs.

5. En cas d'infraction à l'une des dispositions de la présente loi, les autorités municipales seront tenues d'interdire toutes représentations aux individus désignés en l'article premier.

Ces dites autorités seront également tenues de requérir la justification, conformément aux dispositions de l'article 4, de l'origine et de l'identité de tous les enfants placés sous la conduite des individus sus-désignés. A défaut de cette justification, il en sera donné avis immédiatement au parquet.

Toute infraction à la présente loi commise à l'étranger, à l'égard des Français, devra être dénoncée, dans le plus bref délai, par nos agents consulaires aux autorités françaises, ou aux autorités locales, si les lois du pays en assurent le répression.

Ces agents devront, en outre, prendre les mesures nécessaires pous assurer le rapatriement en France des enfants d'origine française.

6. L'article 463 du Code pénal est applicable aux délits prévus et punis par la présente loi.

Enfants et filles mineures employés dans l'industrie

ART. 1er. Les enfants et les filles mineures ne peuvent être emplòyés à un travail industriel dans les manufactures, fabriques, usines, mines, chantiers et ateliers que sous les conditions déterminées par la présente loi.

2. Les enfants ne pourront être employés par des patrons ni être admis dans les manufactures, usines, ateliers ou chantiers avant l'âge de douze ans révolus.

Ils pourront être, toutefois, employés à l'âge de dix ans révolus dans les industries spécialement déterminées par un réglement d'administration publique rendu sur l'avis conforme de la commission supérieure ci-dessous instituée.

3. Les enfants, jusqu'à l'âge de douze ans révolus, ne pourront être assu-

jettis à une durée de travail de plus de six heures par jour, divisée par un repos.

A partir de douze ans, ils ne pourront être employés plus de douze heures par jour, divisées par un repos.

4. Les enfants ne pourront être employés à aucun travail de nuit jusqu'à l'âge de seize ans révolus.

La même interdiction est appliquée à l'emploi des filles mineures, de seize à vingt et un ans, mais seulement dans les usines et manufactures.

Tout travail entre neuf heures du soir et cinq heures du matin est considéré comme travail de nuit.

Toutefois, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle et de force majeure, l'interdiction ci-dessus pourra être temporairement levée, et pour un délai déterminé par la commission locale ou l'inspecteur ci-dessous institués, sans que l'on puisse employer au travail de nuit des enfants âgés de moins de douze ans.

5. Les enfants âgés de moins de seize ans et les filles âgées de moins de vingt et un ans ne pourront être employés à aucun travail, par leurs patrons, les dimanches et fêtes reconnus par la loi, même pour rangement de l'atelier.

6. Néanmoins, dans les usines à feu continu, les enfants pourront être employés la nuit ou les dimanches et jours fériés aux travaux indispensables

Les travaux tolérés et le laps de temps pendant lequel ils devront être exécutés seront déterminés par des règlements d'administration publique.

Ces travaux ne seront, dans aucun cas, autorisés que pour des enfants âgés de douze ans au moins.

On devra, en outre, leur assurer le temps et la liberté nécessaires pour l'accomplissement des devoirs religieux.

7. Aucun enfant ne peut être admis dans les travaux souterrains des mines minières et carrières avant l'âge de douze ans révolus.

Les filles et femmes ne peuvent être admises dans ces travaux.

Les conditions spéciales du travail des enfants de douze à seize ans, dans les galeries souterraines, seront déterminées par des règlements d'administration publique.

8. Nul enfant, ayant moins de douze ans révolus, ne peut être employé par un patron qu'autant que ses parents ou tuteur justifient qu'il fréquente actuellement une école publique ou privée.

Tout enfant admis avant douze ans dans un atelier devra, jusqu'à cet âge, suivre les classes d'une école pendant le temps libre du travail.

Il devra recevoir l'instruction pendant deux heures au moins, si une école spéciale est attachée à l'établissement industriel.

La fréquentation de l'école sera constatée au moyen d'une feuille de présence dressée par l'instituteur et remise chaque semaine au patron.

9. Aucun enfant ne pourra, avant l'âge de quinze ans accomplis, être admis à travailler plus de six heures par jour, s'il ne justifie pas la production d'un certificat de l'instituteur ou de l'inspecteur primaire, visé par le maire, qu'il a acquis l'instruction primaire élémentaire.

Ce certificat sera délivré sur papier libre et gratuitement.

10. Les maires sont tenus de délivrer aux père, mère ou tuteur, un livret sur lequel sont portés les nom et prénoms de l'enfant, la date et le lieu de sa naissance, son domicile, le temps pendant lequel il a suivi l'école.

Les chefs d'industrie ou patrons inscriront sur le livret la date de l'entrée dans l'atelier ou établissement, et celle de la sortie.

Ils devront également tenir un registre sur lequel sont mentionnées toutes les indications insérées au présent article.

11. Les patrons ou chefs d'industrie seront tenus de faire afficher, dans chaque atelier, les dispositions de la présente loi et les règlements d'administration publique relatifs à son exécution.

12. Des règlements d'administration publique détermineront les différents

genres de travaux présentant des causes de danger ou excédant leurs forces, qui seront interdits aux enfants dans les ateliers où ils seront admis.

13. Les enfants ne pourront être employés dans les fabriques et ateliers indiqués au tableau officiel des établissements insalubres ou dangereux que sous les conditions spéciales déterminées par un réglement d'administration publique. Ce règlement est le décret du 14-15 mai 1875.

14. Les ateliers doivent être tenus dans un état constant de propreté et convenablement ventilés.

Ils doivent présenter toutes les conditions de sécurité et de salubrité nécessaires à la santé des enfants.

Dans les usines à moteurs mécaniques, les courroies, les engrenages ou tout autre appareil, dans le cas où il aura été constaté qu'ils présentent une cause de danger, seront séparés des ouvriers de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service.

Les puits, trappes et ouvertures de descente doivent être clôturés.

15. Les patrons ou chefs d'établissements doivent, en outre, veiller au maintien des bonnes mœurs et à l'observation de la décence publique dans leurs ateliers.

16. Pour assurer l'exécution de la présente loi, il sera nommé quinze inspecteurs divisionnaires. La nomination des Inspecteurs sera faite par le gouvernement, sur une liste de présentation dressée par la commission supérieure ci-dessous instituée et portant trois candidats pour chaque emploi disponible.

17. Les manufacturiers, directeurs ou gérants d'établissements industriels et les patrons qui auront contrevenu aux prescriptions de la présente loi et des règlements d'adminisiration publique relatifs à son exécution, seront poursuivis devant le tribunal correctionnel et punis d'une amende de seize à cinquante francs.

L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y a eu de personnes employées dans des conditions contraires à la loi, sans que son chiffre total puisse excéder cinq cents francs.

Toutefois, la peine ne sera pas applicable si les manufacturiers, directeurs ou gérants d'établissements iudustriels et les patrons établissent que l'infraction à la loi a été le résultat d'une erreur provenant de la production d'actes de naissance, livrets ou certificats contenant de fausses énonciations ou délivrés pour une autre personne.

Les dispositions des articles 12 et 13 de la loi du 22 juin 1854, sur les livrets d'ouvriers, seront, dans ce cas, applicables aux auteurs des falsifications.

Les chefs d'industrie sont civilement responsables des condamnations prononcée contre leurs directeurs ou gérants.

18. S'il y a récidive, les manufacturiers, directeurs ou gérants d'établissements industriels et les patrons seront condamnés à une amende de cinquante à deux cents francs.

La totalité des amendes réunies ne pourra, toutefois, excéder mille francs.

Il y a récidive lorsque le contrevenant a été frappé, dans les douze mois qui ont précédé le fait qui est l'objet de la poursuite, d'un premier jugement pour infraction à la présente loi ou aux règlements d'administration publique relatifs à son exécution.

19. L'affichage du jugement pourra, suivant les circonstances et en cas de récidive seulement, être ordonné par le tribunal de police correctionnelle.

Le tribunal pourra également ordonner, dans le même cas, l'insertion du la sentence, aux frais du contrevenant, dans un ou plusieurs journaux du département.

20. Seront punis d'une amende de seize à cent francs, les propriétaires d'établissements industriels et les patrons qui auront mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur, des membre des commissions ou

des médecins, ingénieurs et experts délégués pour une visite ou une constatation.

21. L'article 463 du Code pénal est opplicable aux condamnations prononcées en vertu de la présente loi.

Le montant des amendes résultant de ces condamnations sera versé au fonds de subvention affecté à l'enseignement primaire dans le budget de l'instruction publique.

Décret du 12-15 *mai* 1875. — ARTICLE PREMIER. — La durée du travail effectif des enfants du sexe masculin, de douze à seize ans, dans les galeries souterraines des mines, minières et carrières, ne peut excéder huit heures sur vingt-quatre heures, coupées par un repos d'une heure au moins.

2. Les enfants de douze à seize ans ne peuvent être occupés aux travaux proprement dits du mineur, tels que l'abattage, le forage, le boisage, etc.

Il ne peuvent être employés qu'au triage et au chargement du minerai, à la manœuvre et au roulage des wagonnets, à la garde et à la manœuvre des portes d'aérage, à la manœuvre des ventilateurs à bras et autres travaux accessoires n'excédant pas leurs forces.

Les enfants employés à faire tourner les ventilateurs ne pourront y être occupés pendant plus de quatre heures, coupées par un repos d'une demi-heure au moins.

Décret du 13-15 *mai* 1875. — ARTICLE PREMIER. — Il est interdit d'employer les enfants au-dessous de seize ans au graissage, au nettoyage, à la visite ou à la réparation des machines ou mécanismes en marche.

Il est interdit de les employer aux mêmes opérations lorsque, les mécanismes étant arrêtés, les transmissions marchent encore, à moins que le débrayage ou le volant n'aient été préalablement calés.

2. Il est interdit d'employer des enfants au-dessous de seize ans dans les ateliers qui mettent en jeu des machines dont les parties dangereuses et pièces saillantes mobiles ne sont point couvertes de couvre-engrenage ou garde-main, ou autres organes protecteurs.

3. Les enfants de dix à douze ans, exceptionnellement autorisés par le règlement du 27 mars 1875 à participer aux travaux de certaines industries, ne pourront être employés ni à porter, ni à traîner des fardeaux.

Les enfants depuis l'âge de douze ans, jusqu'à celui de quatorze ans révolus, ne pourront être chargés sur la tête ou sur le dos au-delà du poids de dix kilogrammes. Les enfants depuis l'âge de quatorze ans jusqu'à celui de seize ans révolus ne pourront, dans les mêmes conditions, recevoir une charge supérieure à quinze kilogrammes.

Il est interdit de faire traîner aux enfants de douze à seize ans des charges exigeant des efforts supérieurs à ceux qui correspondent aux poids indiqués au paragraphe précédent.

4. Il est interdit d'employer les enfants au-dessous de seize ans à faire tourner des appareils en sautillant sur une pédale.

Il est également interdit de les employer à faire tourner des roues horizontales.

5. Les enfants au-dessous de seize ans ne pourront être employés à tourner des roues verticales ou utilisés comme producteurs de force motrice que pendant une durée d'une demi-journée de travail, divisée par un repos d'une demi-heure au moins.

6. Dans les usines ou ateliers employant des scies circulaires ou des scies à ruban, les enfants au-dessous de seize ans ne pourront être employés à pousser la matière à scier contre la scie.

7. Les enfants au-dessous de seize ans ne pourront être employés au travail des cisailles et autres lames tranchantes mécaniques.

8. Les enfants, depuis l'âge de dix ans jusqu'à celui de quatorze ans révolus, ne pourront, dans les verreries, être employés à cueillir le verre dans les creusets.

9. Il est interdit de proposer des enfants au-dessous de seize ans au service des robinets de vapeur.

Décret du 22 mai 1875. — ARTICLE PREMIER. — Les enfants du sexe masculin de douze à seize ans peuvent être employés la nuit dans les usines à feu continu dont la nomenclature suit :

Papeteries ;
Sucreries ;
Verreries ;
Usines métallurgiques.

Dans les papeteries, les enfants peuvent être employés à aider les surveillants des machines et appareils ainsi qu'aux opérations qui ont pour objet de couper, trier, ranger, rouler et apprêter le papier.

Dans les sucreries, les enfants sont admis à coopérer aux travaux de râperie suivants : alimenter le lavoir, secouer les sacs de pulpe; porter les sacs vides, présenter les sacs et les claies, Ils peuvent être chargés de la manœuvre de robinets à jus et à eau, et être appelés à aider les ouvriers d'état en cas de réparations urgentes.

Dans les verreries, les enfants ne sont employés qu'aux travaux suivants : aider l'ouvrier qui moule et qui souffle le verre, porter les objets dans les fours à recuire, présenter les outils.

Dans les usines métallurgiques, les enfants peuvent être employés comme aides aux opérations des fours à puddler et à réchauffer, à celles des fours d'affinerie et des fours de réduction, aux travaux du laminage et du martelage, à la fabrication du fer machine et des objets en fonte moulée de première fusion.

2. Lorsque les enfants sont employés toute la nuit, leur travail doit être coupé par des intervalles de repos représentant un temps total de repos au moins égal à deux heures.

La durée totale du travail, y compris le temps de repos, ne peut, d'ailleurs, dépasser douze heures par vingt-quatre heures.

Les enfants ne peuvent être employés plus de six nuits par quinzaine, sauf dans les verreries où l'on travaille à la fonte.

3. Le travail est autorisé, aux conditions fixées par l'article premier, le dimanche et les jours fériés, dans les sucreries et les verreries, sauf de six heures du matin à midi.

Dans les papeteries et usines métallurgiques, il est également autorisé, sauf de six heures du matin à six heures du soir.

4. L'ordre du travail du dimanche, dans les usines dénommées à l'article 3, sera toujours distribué de manière à permettre l'application du paragraphe 4 de l'article 6 de la loi susvisée, et concernant l'accomplissement des devoirs religieux.

5. Les chefs des industries dénommées au présent règlement doivent afficher dans leurs ateliers un tableau de l'emploi du temps des enfants, faisant connaître les heures de reprises et le système d'alternance des équipes, ainsi que les suspensions de travail.

Ce tableau de l'emploi du temps doit être revêtu de la signature de l'inspecteur institué par l'article 16 de la loi susvisée.

Enregistrement

Nature des droits. — Mode de perception.

Les droits d'enregistrement établis par la loi du 22 frimaire an VII sont *fixes* ou *proportionnels*, selon la nature des actes.

Ils se perçoivent : dans tous les bureaux indistinctement pour les actes sous-seing privés ou passés à l'étranger; au bureau de la situation des biens pour les mutations d'immeubles par décès, et au bureau du domicile du décédé pour les rentes et autres meubles.

Il sont, au minimum, de 25 centimes pour les actes de mutations ne produisant pas 25 c. de droit proportionnel.

Il doivent être acquittés avant la formalité.

Le droit *fixe* s'applique aux actes soit civils, soit judiciaires, qui ne contiennent ni obligation, ni libération, ni condamnation, ni collocation ou liquidation de sommes et valeurs, ni transmission de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens, meubles ou immeubles.

Un droit *fixe gradué* a été créé sur divers actes par la loi du 28 février 1872, art. 1 et 2.

Pour la perception de ce droit, si les sommes et valeurs ne sont pas déterminées dans l'acte, il y est suppléé conformément à l'article 16 de la loi du 22 frimaire an VII, c'est-à-dire par une évalutiation faite par les parties.

Le droit *proportionnel* est établi pour les obligations, libérations, condamnations, collocations ou liquidations de sommes et valeurs, et pour toute transmission de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles et immeubles, soit entre-vifs, soit par décès. — Il est assis sur les valeurs.

La perception du droit proportionnel suit les sommes et valeurs de 20 fr. en 20 francs inclusivement et sans fraction.

Dans tous les cas où, conformément à l'article 51 de la loi du 22 frimaire an VII, le revenu devait être multiplié par 20 et par 10, il est maintenant multiplié par 25 et par 12 1/2; c'est-à-dire que lorsqu'il s'agit d'une toute propriété on doit capitaliser au denier 25, et que lorsqu'il s'agit seulement d'un usufruit on capitalise au denier 12,50 (L. 21 juin 1875, art. 2.).

Cette disposition ne s'applique qu'aux immeubles ruraux (même article.)

On entend par immeubles *ruraux* (d'après le rapport de la commission sur le projet de la loi du 21 juin 1875), les immeubles principalement affectés à la production de récoltes agricoles, à la production des fruits naturels ou artificiels, prairies, terres labourables ou vignobles..... Contrairement aux immeubles *urbains*, qui sont principalement affectés à l'habitation ou à un usage, soit industriel, soit commercial.

La valeur de la propriété de l'usufruit et de la jouissance des biens, meubles et immeubles, est déterminée pour la liquidation et le paiement du droit de mutation par décès :

1° Par l'estimation contenue dans les inventaires ou autres actes passés dans les deux années du décès ;

2° Par le prix exprimé dans les actes de vente, lorsque cette vente a eu lieu publiquement et dans les deux années qui suivent le décès. Cette disposition s'applique aux objets inventoriés et estimés conformément à ce qui vient d'être dit, et dont l'évaluation serait inférieur aux prix de la vente;

3° Enfin, à défaut d'inventaire, d'acte ou de vente, par la déclaration faite conformément au paragraphe 8 de l'article 14 de la loi du 22 frimaire an VII, c'est-à-dire par une déclaration estimative des parties, sans distraction des charges (L. 21 juin 1875, art. 3).

De même, si les sommes et valeurs ne sont pas déterminées dans un acte ou un jugement donnant lieu au droit proportionnel, les parties sont tenues d'y suppléer avant l'enregistrement par une déclaration estimative certifiée et signée au pied de l'acte.

Il est dû un droit particulier pour chacune des dispositions indépendantes contenues dans un même acte et ne dérivant pas nécessairement les unes des autres.

Pour les rentes et les baux stipulés payables en quantité fixe de grains et denrées dont la valeur est déterminée par des mercuriales, et pour les dona-

tions entre-vifs et les transmissisons par décès de biens dont les baux sont également stipulés payables en quantité fixe de grains et denrées dont la valeur est aussi déterminée par des mercuriales, la liquidation du droit proportionnel est faite d'après l'évaluation du montant des rentes ou du prix des baux résultant d'une année commune de la valeur des grains ou autres denrées, selon les mercuriales du marché le plus voisin. — On forme l'année commune d'après les quatorze dernières années antérieures à celle de l'ouverture du droit : on retranche les deux plus fortes et les deux plus faibles; l'année commune est établie sur les dix années restantes.

2° Délais des formalités.

Les délais sont les suivants :

24 heures. — Déclaration de command et la notification au receveur de l'enregistrement.

Résiliement d'actes.

3 Jours. — Déclaration par l'avoué dernier surenchérisseur (devant le notaire commis) de la personne au nom de laquelle il s'est rendu adjudicataire.

Notificatiou ou enregistrement de la déclaration de command sur adjudication de biens nationaux.

Procès-verbaux de contravention en matière de police de roulage.

4 Jours. — Protêts par les notaires. Actes des huissiers et autres ayant pouvoir de faire des exploits et procès-verbaux des commissaires de police, courtiers de commerce, gardes champêtres et forestiers, gardes du génie, porteurs de contraintes, préposés des contributions indirectes, préposés des douanes, des octrois, préposés de l'enregistrement. — en comptant le délai du jour de l'affirmation. — Ventes aux enchères par les commissaires-priseurs.

10 *Jours.* — Actes des notaires résidant dans la commune du bureau. — Actes des courtiers de commerce. — Remise, par les greffiers des tribunaux et les secrétaires des administrations, des extraits des actes et jugements dont les droits n'ont pas été acquittés — à partir de l'expiration du délai d'enregistrement de la minute

15 *Jours.* — Actes des notaires résidant hors de la commune du bureau.

Baux des hospices et autres établissements publics de bienfaisance, devant notaire — du jour de la remise au notaire, par le maire, de l'approbation du préfet.

20 Jours. — Actes notariés soumis à l'approbation administrative. — Actes judiciaires, ventes de meubles par les greffiers. — Actes des administrations centrales et municipales. — Actes des autorités administratives et des établissements publics portant transmission de propriété, d'usufruit et de jouissance — adjudications ou marchés de toute nature aux enchères, au rabais ou par soumission, — cautionnement relatifs à ces actes. — Ventes de navires et et débris de navires par les officiers de l'administration de la marine.

Locations et baux verbaux (Déclaration de). — La déclaration doit être faite dans les trois mois de l'entrée en jouissance, mais le droit n'est exigible que dans les vingt jours qui suivent l'échéance de chaque terme.

Procès-verbaux d'assiettes d'arpentage, de balivage, de martelage, de récolement des bois de réserve, de délivrance de menus produits dressés par les agents forestiers.

Taxe sur le revenu des valeurs mobilières. Le paiement de la taxe annuelle 3 p. 100 édictée par la loi du 29 juin 1872 sur le revenu de valeurs mobilières doit être effectué en quatre termes trimestriels, dans les 20 premiers jours des mois de janvier, avril, juillet et octobre, sous peine d'une amende de retard de 100 à 5,000 fr., outre les décimes.

1 mois. — A compter de leur délivrance, par les ordonnances qui, au cas

de suppression d'un titre d'office, fixent, à défaut de traité, une indemnité à payer au titulaire de l'office supprimé ou à ses héritiers.

A compter de leur constitution définitive pour la déclaration à faire par les sociétés, compagnies ou entreprises, du nombre et du montant des titres, d'actions ou d'obligations émis par elle.

Délai de faveur accordé à l'ancien possesseur et au bailleur, en dehors de celui prescrit pour faire la déclaration indiquée par la loi du 25 août 1871.

2 mois. — Procès-verbaux de récolement et autres par les agents forestiers, rédigés postérieurement à la délivrance en nature.

3 mois. — Testaments déposés chez les notaires ou par eux reçus, à compter du décès du testateur.

Actes sous-seing privé, contenant mutation de propriété de fonds de commerce ou de clientèle.

A défaut d'acte constatant la mutation, il y est suppléé par des déclarations détaillées et estimatives faites au bureau de l'enregistrement de la situation du fonds de commerce ou de clientèle, dans les trois mois de l'entrée en possession.

Actes sous-seing privé contenant transmission de propriété ou d'usufruit d'immeubles et baux à ferme ou à loyers, sous-beaux, cession et subrogation de baux, engagements d'immeubles.

« Pour ceux des actes de ces espèces passés en pays étrangers ou dans les « îles ou colonies françaises, le délai est : de six mois s'ils sont faits en Europe, « d'une année si c'est en Angleterre, et de deux années si c'est en Asie ou en « Afrique. »

Il n'y a point de délai de rigueur pour l'enregistrement des actes sous-seings privés autres que ceux susindiqués. Mais il ne peut en être fait usage soit par acte public, soit en justice ou devant toute autorité constituée, sans qu'ils aient été enregistrés.

Déclarations de locations et baux verbaux.

Mutation entre-vifs de propriétés ou d'usufruit d'immeubles sans conventions écrites, d'après les déclarations détaillées et estimatives.

Quittances finales du quart de la valeur des domaines engagés.

1 an. — A compter de la promulgation de la loi du 21 juin 1875, pour présenter à la transcription, moyennant le droit réduit à 50 p. 100, les donations à titre de partage anticipé, ou partages d'ascendants faits antérieurement à cette promulgation, conformément aux dispositions des article 1075 et 1076, C. civ.

6 mois. — 8 mois. — 1 an. — 2 ans. — 6 mois à compter du jour du décès pour les déclarations de successions ouvertes en France.

« Le délai est : de huit mois pour déclaration de successions ouvertes dans « toute autre partie de l'Europe; d'une année pour les successions ouvertes « en Amérique, et de deux années pour celles ouvertes en Afrique ou en « Asie. — Mêmes délais pour l'enregistrement des actes portant transmis- « sion de biens situés en France, passés en ces pays. »

Le délai de six mois court, pour la succession d'un absent, soit de la mise en possession, soit du jour de l'envoi en possession provisoire.

Dans ces délais, le jour de la date de l'acte ou de l'ouverture de la succession n'est pas compté non plus que le dernier jour, si c'est un dimanche ou jour de fête légale.

Du paiement des droits et de ceux qui doivent les acquitter.

Les droits sont acquittés avant l'enregistrement, savoir : par les notaires, *pour les actes passés devant eux;* — par les huissiers et autres ayant pouvoir de faire des exploits et procès-verbaux, *pour ceux de leur ministère;* — Par les greffiers, *pour les actes et jugements;* — par les secrétaires des administra-

tions centrales et municipales (préfectures, sous-préfectures et mairies), pour les actes de ces administrations qui sont soumis à la formalité de l'enregistrement; — par les parties, pour les actes sous-seings privés et ceux passés en pays étranger, pour les ordonnances sur requêtes ou mémoires et les certificats immédiatement délivrés par les juges; et pour les actes et décisions arbitrales. — Et par les héritiers, légataires et donataires, leurs tuteurs et curateurs, et les exécuteurs testamentaires, pour les testaments et autres actes de libéralité à cause de mort.

Les droits des actes civils et judiciaires emportant obligation, libération ou translation de propriété, ou d'usufruit de meubles ou immeubles, sont supportés par les débiteurs ou nouveaux possesseurs; et ceux de tous les autres actes par les parties auxquelles les actes profitent, lorsque, dans ces divers cas, il n'a pas été stipulé de dispositions contraires dans les actes.

Les droits des déclarations de mutations par décès sont payés par les héritiers, donataires ou légataires. — Les cohéritiers sont solidaires.

L'héritier bénéficiaire est tenu, personnellement, aussi bien que l'héritier pur et simple, du paiement des droits de mutation par décès.

Les droits doivent être payés et les déclarations doivent être faites pour les locations et baux verbaux d'immeubles par le bailleur seul, sauf son recours contre le preneur. Néanmoins, les parties restent solidaires pour le paiement du droit simple.

Les baux sous-seing privé peuvent être enregistrés et les déclarations de locations peuvent être faites dans tous les bureaux d'enregistrement indistinctement. Dans les communes où il n'existe pas de bureaux d'enregistrement, les déclarations sont reçues par les percepteurs des contributions directes. Les déclarations sont rédigées sur formules imprimées que les receveurs et les percepteurs mettent à la disposition du public. Si le déclarant ne sait pas signer, la déclaration est signée par le receveur ou le percepteur. Lorsque la location a été consentie suivant l'usage des lieux, il est nécessaire d'en faire mention. Les parties peuvent se faire représenter par un mandataire muni d'une simple procuration sous-seing privé, sur timbre, exempt d'enregistrement.

Les receveurs ne peuvent, sous aucun prétexte, différer l'enregistrement des actes et mutations dont les droits ont été payés aux taux réglés par la loi. — Ils ne peuvent non plus suspendre ou arrêter le cours des procédures en retenant des actes ou exploits; cependant, si un acte dont il n'y a pas de minute ou un exploit contient des renseignements dont la trace puisse être utile pour la découverte des droits dûs, le receveur a la faculté d'en tirer copie et de la faire certifier conforme à l'original par l'officier qui l'a présenté. En cas de refus, il peut réserver l'acte pendant vingt-quatre heures seulement, pour s'en procurer une collation en forme, à ses frais, sauf répétition s'il y a lieu. — Cette disposition est applicable aux actes sous signature privée qui sont présentés à l'enregistrement.

Les taxe et droits établis par les lois des 23 juin 1857, 16 septembre 1871 et 30 mars 1872, pour les cessions d'actions et d'obligations des compagnies, et sur les intérêts, dividendes, revenus et produits des sociétés, compagnies, entreprises, villes, départements ou établissements publics, sont avancés par ceux-ci.

Nul ne peut atténuer ni différer le paiement des droits avant l'enregistrement, sous le prétexte de contestation sur la quotité, ni pour quelque autre motif que ce soit, sauf à se pourvoir en restitution s'il y a lieu.

Bureaux où les droits doivent être payés.

Les notaires ne peuvent faire enregistrer leurs actes qu'aux bureaux dans l'arrondissement duquel ils résident. Toutefois, il y a des exceptions.

Les inventaires peuvent être présentés à l'enregistrement aux bureaux dans l'arrondissement desquels ils sont faits, sauf la dernière vacation, qui doit être enregistrée au bureau d'où dépend la résidence du notaire.

Les actes en double minute sont enregistrés tant sur la première que sur la seconde, au bureau de la résidence de chacun des notaires qui les ont reçus, et l'enregistrement, dans le bureau où il y a lieu à perception, doit être fait pour mémoire, avec désignation du bureau où les droits ont dû être payés.

Les actes passés devant les notaires qui suppléent leurs collègues, en cas d'absence ou de maladie, doivent être enregistrés au bureau de la résidence du notaire suppléé.

Les procès-verbeaux de ventes publiques de meubles doivent être soumis à l'enregistrement au bureau de la déclaration préalable, c'est-à-dire au bureau dans l'arrondissement duquel se trouve la commune où la vente a eu lieu.

Les huissiers et tous autres ayant pouvoir de faire des exploits, procès-verbaux ou rapports, font enregistrer leurs actes soit au bureau de leur résidence, soit au bureau du lieu où ils les ont faits.

Les greffiers et les secrétaires des administrations centrales et municipales doivent faire enregistrer leurs actes aux bureaux dans l'arrondissement desquels ils exercent leurs fonctions.

Les commissaires de police et autres fonctionnaires doivent faire enregistrer leurs procès-verbaux, pour faits de police judiciaire ou administrative, soit au bureau de leur résidence, soit à celui de l'arrondissement dans lequel ils procèdent.

Les actes sous-seing privé et ceux passés en pays étranger peuvent être enregistrés dans tous les bureaux indistinctement.

Les mutations de propriété ou d'usufruit par décès de biens immeubles sont enregistrés au bureau de la situation des biens. — Les héritiers, donataires ou légataires, leurs tuteurs ou curateurs doivent en passer déclaration détaillée, et la signer sur le registre. — S'il s'agit d'une mutation, au même titre, des biens meubles, la déclaration en est faite au bureau de l'arrondissement duquel ils se sont trouvés au décès de l'auteur de la succession. — Les rentes et autres biens meubles sans assiette déterminée lors du décès sont déclarés au bureau du domicile du décédé. — Les rentes, créances, actions et autres valeurs sans assiette déterminée dépendant de successions d'étrangers, doivent être déclarées au bureau du domicile du débiteur ou du siége de la société; spécialement les rentes sur l'Etat à Paris, au bureau de l'arrondissement où se trouve le ministère des finances.

Les directeurs et gérants des sociétés doivent faire, au bureau du lieu où ces sociétés ont leur siége social ou leur principal établissement : 1° la déclaration d'existence et de constitution prescrites par l'article 1^er^ du décret du 17 juillet 1857 ; 2° le paiement des droits de cession et de la taxe établie par la loi du 25 juin 1857.

Les déclarations prescrites par l'article 10 de la loi du 25 août 1871 pour les locations et baux verbaux doivent, autant que posssible, être faites au bureau du lieu de situation des biens. Cependant, en droit strict, ces déclarations peuvent être faites indistinctement dans tous les bureaux.

Ces déclarations doivent être faites par le bailleur seul, qui est tenu du paiement des droits, sauf son recours contre le preneur.

Les testaments fait en pays étrangers ne peuvent être exécutés sur les biens situés en France qu'après avoir été enregistrés au bureau du domicile du testateur, s'il en a conservé un, sinon au bureau de son domicile connu en France; et, dans le cas où le testament contiendrait des dispositions d'immeubles qui y seraient situés, il doit être, en outre, enregistré au bureau de la situation de ces meubles, sans qu'il puisse être exigé un double droit.

Droit de l'Etat. — Poursuites.

L'Etat a une action sur les revenus des biens à déclarer, en quelques mains qu'ils se trouvent, pour le paiement des droits dont il faut poursuivre le recouvrement.

Cette action donne à l'administration un privilége sur les revenus des biens à déclarer ou les intérêts qui les représentent.

Le premier acte de poursuite est une contrainte, qui ne peut être décernée que lorsque les droits sont exigibles.

Les poursuites peuvent être exercées contre l'héritier bénéficiaire aussi bien que contre l'héritier pur et simple.

Elles peuvent l'être contre l'héritier présomptif, avant qu'il ait pris qualité et tant qu'il n'a pas renoncé.

La régie n'a point d'action contre le cessionnaire de droit successifs, lors même qu'il aurait été chargé par l'héritier d'acquitter les droits de mutation.

Les cohéritiers étant solidaires pour le paiement des droits de mutation, les poursuites peuvent valablement être dirigées contre un seul d'entre eux.

Restitution de droits.

En principe général, les droits d'enregistrement régulièrement perçus ne peuvent être restitués, quels que soient les événements ultérieurs, sauf les cas prévus par la loi.

Cependant les erreurs commises dans les déclarations peuvent être rectifiées et donner lieu à des restitutions; mais il faut qu'elles existent en faits matériels et qu'elles soient prouvées.

Voici les principaux cas qui donnent lieu à restitution :

Lorsqu'à défaut de mention d'enregistrement d'un acte dans un jugement rendu ou un arrêté pris en conséquence, le droit dû pour cet acte ayant été exigé sur le jugement ou l'arrêté, il est ensuite justifié de cet enregistrement.

Lorsqu'un droit d'obligation ayant été perçu sur une délégation de prix dans un contrat, pour acquitter des créances à termes, envers un tiers, sans énonciation de titre enregistré, il est justifié de l'enregistrement de ce titre.

Lorsque les droits ont été acquittés par un héritier et qu'un héritier plus proche se présente et recueille la succession au lieu du premier ;

Lorsque l'absent dont les droits de succession ont été payés vient à reparaître ;

Lorsqu'une adjudication prononcée judiciairement a été annulée par les voies légales ;

Lorsqu'un contrat de mariage n'a pas été suivi de la célébration du mariage ;

Lorsque des héritiers comprennent dans leur déclaration des biens qui n'appartiennent pas à la succession ;

Lorsqu'il y a eu erreur évidente dans les qualités prises par les parties ;

Lorsqu'un droit a été perçu sur un jugement constatant libération, s'il est justifié que cette libération résultait d'un acte antérieur et enregistré ;

Ou si le bien a été déclaré à deux bureaux ;

Lorsque la transmission d'un office n'a été suivie d'aucun effet, ou en cas de réduction de prix sur l'excédant.

Le délai pour les demandes en restitution est de deux ans à partir de l'enregistrement de l'acte et de la déclaration, ou, si la demande en restitution est fondée sur une circonstance postérieure à la déclaration, à partir du jour où la restitution a pu être demandée.

Prescriptions des droits.

Il y a prescription :

Après trois mois à compter du jour de l'enregistrement de l'acte ou de la déclaration de la mutation, pour constater par expertise l'insuffisance du prix de vente des fonds de commerce ou des clientèles.

Après un an à compter du jour de l'enregistrement du contrat pour requérir l'expertise si le prix énoncé dans un acte de vente de propriété ou d'usufruit de biens immeubles paraît inférieur à leur valeur véritable à l'époque de l'aliénation.

Après 2 ans pour la demande d'un droit non perçu sur une disposition particulière d'un acte ; — d'un supplément de perception insuffisamment faite ; — d'une expertise destinée à constater une fausse déclaration ; — des amendes de contravention à l'enregistrement, aux lois sur le timbre et sur les ventes de meubles.

Cette prescription s'applique tant aux amendes de contravention à l'enregistrement qu'aux amendes pour contraventions aux lois sur le timbre et sur les ventes de meubles. Elle court du jour où les préposés ont été mis à portée de constater les contraventions, au vu de chaque acte soumis à l'enregistrement ou du jour de la présentation des répertoires à leur *visa*. — Dans tous les cas, la prescription pour le recouvrement des droits simples d'enregistrement et des droits de timbre dus, indépendamment des amendes, reste réglée par les lois existantes. — L'action pour faire condamner aux amendes se prescrit après *deux* ans, à compter du jour où les contraventions ont été commises dans les cas déterminés : — 1° par l'article 1 de la loi du 16 flor. an IV, sur le dépôt des répertoires ; — 2° par la loi du 25 vent. an XI contenant organisation du notariat ; — 3° par l'article 68 du Code de commerce, pour la publication des contrats de mariage des commerçants.

Le délai est aussi de deux années pour établir la dissimulation de sommes ou valeurs ayant servi de base à la perception du droit fixe gradué, créé sur divers actes par la loi du 28 février 1872, article 1 et 2. — Ce délai de deux années court du jour de l'enregistrement des actes sujets à ce droit. — La dissimulation ne peut être établie que par des actes ou écrits émanés des parties ou par des jugements.

Les parties sont non recevables, après le même délai (*deux ans*), pour toute demande en restitution de droits perçus.

Ce délai, pour la restitution des droits, se compte du jour de l'enregistrement de l'acte ou de la déclaration ;

Après 5 ans pour omission de biens autres que les inscriptions de rente sur l'Etat, dans une déclaration après décès ;

Après 10 ans pour les successions non déclarées ;

Après 30 ans en cas de retard ou d'omission d'inscription de rentes sur l'Etat dans la déclaration des héritiers légataires ou donataires.

En matière d'enregistrement la minorité ne suspend pas la prescription.

Les prescriptions sont suspendues par des demandes signifiées et enregistrées avant l'expiration des délais, mais elles sont acquises irrévocablement si les poursuites commencées sont interrompues pendant une année sans qu'il y ait d'instance devant les juges compétents, quand même le 1er délai pour la prescription ne serait pas expiré.

La date des actes sous seing-privé ne peut cependant être opposée à l'Etat pour la prescription des droits et peines encourues, à moins que ces actes n'aient acquis une date certaine par le décès de l'une des parties, ou autrement.

Tarif.

Le tarif des divers actes est le suivant, par lettre alphabétique:

Abandonnements de biens, soit volontaires, soit forcés, pour être vendus en direction. 7 fr. 50, droit fixe.

— *pour fait d'assurance* ou grosse aventure en temps de guerre. 50 cent. par 100 fr. En temps de paix, 1 fr. par 100 fr. Le droit est perçu sur la valeur des objets abandonnés.

Acceptations pures et simples de successions, de successions sous bénéfice d'inventaire, de legs ou communautés, quand l'acte est passé au greffe.

« Un droit par chaque acceptant et par chaque « succession ».

— répudiations et renonciations de successions, legs ou communauté, lorsqu'elles sont pures et simples et qu'elles ne sont pas faites en justice, « il est « dû un droit par chaque renonçant et par chaque succession. 3 fr., droit fixe » 4 fr. 50 lorsqu'elles sont faites au greffe

— *de délégation* de créances à terme expresses ou tacites, lorque le droit n'a pas été perçu sur la délégation ou l'indication de paiement, 1 franc par 100 fr.

— *de lettres de change* et autres effets négociables. Exempts d'enregistrement.

— *de transport* ou délégations de créances. 3 fr., fixe. — Il est dû un droit par chaque acceptant non solidaire.

Acceptilations ou remises de dettes. 50 cent. par 100 fr.

Acquiescements purs et simples à l'exécution d'un jugement ou d'un acte. Droit fixe, 3 fr.

Acquisitions et échanges faits par l'Etat. — partage de biens entre lui et les particuliers — et actes à ce sujet. Gratis.

Acquits des lettres de change et autres effets négociables. Exempts.

Acquits à caution. Exempts.

Actes administratifs autres que ceux portant marché, transmission de propriété d'usufruit et de jouissance. Exempts. d'enregist.

— *au greffe* du trib. civil portant dépôt, décharge, affirmation, communication de pièces sans déplacement, dépôt des sommes et pièces et tous autres actes de formalités. 4 fr. 50 c., fixe.

— *de commerce*. Les marchés et traités réputés actes de commerce par les art. 632, 633 et 634, n° 1 du C. comm., *faits ou passés sous signature privée*, et donnant lieu au droit proportionnel de 1 ou de 2 p. 100, suivant l'art 69, § 3, n° 1, et § 5, n° 1, de la loi du 22 frimaire an VII, sont enregistrés *provisoirement* moyennant le droit fixe de 2 fr. (3 fr.). — Les droits proportionnels sont perçus lorsqu'un jugement portant condamnation, liquidation, collocation ou reconnaissance, intervient sur ces marchés, ou qu'un acte public est fait ou rédigé en conséquence, mais seulement sur la partie des prix ou des sommes faisant l'objet, soit de la condamnation, liquidation ou reconnaissance, soit des dispositions de l'acte public.

— *de complément* d'exécution, c'est-à-dire les actes qui ne contiennent que l'exécution, le complément et la consommation d'actes antérieurs enregistrés. 3 fr., fixe

— *de l'état civil*, naissance, mariage, etc., reçus par les officiers de l'état civil. Exempts d'enregistr. (sauf ceux portant reconnaissance d'enfants naturels, — il est dû, dans ce cas, un droit de 3 fr.)

— *de notoriété*. Droit fixe, 3 fr.

— *de notoriété* et procès-verbaux relatifs à la disparition des militaires et à l'indigence de leurs veuves et orphelins. Exempts.

— *de notoriété* délivrés pour l'exécution de la loi du 20 déc. 1850, relative au mariage des indigents, à la légitimation de leurs enfants et au retrait de ces enfants déposés dans les hospices. Gratis.

— *de notoriété* nécessaires à l'exécution de la loi sur les caisses de retraite pour la vieillesse ou à l'exécution de la loi sur les sociétés de secours mutuels. Exempts d'enregist.

— *de notoriété* passés en France devant les juges de paix, pour constater

les ressources des demandeurs en concession de terre, en Algérie, 1 fr. 50. fixe.

— *de notoriété* produits par les indigènes musulmans ou israélites, soit par les étrangers ayant préalablement justifié de leur indigence, pour les demandes de naturalisation en Algérie. Gratis.

— *de recours* en cassation ou devant le Conseil d'Etat, soit par requête, mémoire ou déclaration, en matières civiles, de police simple ou de police correctionnelle. 37 fr. 50, fixe.

— *de tutelle* officieuse. 75 fr., fixe.

— *d'émancipation*. — 15 fr.

— *des huissiers* et des gendarmes, concernant la police générale et de sûreté et la vindicte publique. Gratis.

— *des juges de paix* (les cédules exceptées) et jugements préparatoires, interlocutoires ou d'instruction des juges de paix. — Certificats d'individualité, oppositions à levée de scellés par comparance personnelle dans le procès-verbal. — Tous autres actes des juges de paix et leurs jugements définitifs portant condamnation de sommes dont le droit proportionnel ne s'élèverait pas à 1 fr. 50 c. Droit fixe, 1 fr. 50.

— *du Gouvernement* et de l'Assemblée nationale. Exempts d'enregist.

— *et jugements* de la police ordinaire des tribunaux de police correctionnelle et criminelle, soit entre parties, soit sur la poursuite du ministère public avec partie civile, sans condamnation de sommes et valeurs ou dont le droit proportionnel ne s'élèverait pas à 1 fr. 50 c. et les dépôts et décharges aux greffes desdits tribunaux, s'il y a partie civile. 1 fr. 50, fixe.

— *et jugements* des prud'hommes si la somme n'excède pas 25 fr. Gratis.

— *et jugements* préparatoires ou d'instruction des tribunaux de première instance, de commerce ou des arbitres. 4 fr. 50.

— *et jugements* qui interviennent sur les actes et procès-verbaux des juges de paix pour faits de police, des commissaires de police, des gardes ruraux et forestiers. Enregist. en débet.

— *et procès-verbaux* des huissiers, gendarmes, préposés, gardes champêtres ou forestiers (autres que ceux des particuliers), et généralement tous actes et procès-verbaux concernant la police ordinaire, et qui ont pour objet la poursuite et la répression des délits et contraventions aux règlements généraux de police et d'impositions, lorsqu'il n'y a pas de partie civile. Enregist. en débet.

Sont compris dans ces actes :

Procès-verbaux des *gardes du génie*, — des *agents voyers* et autres *officiers de police judiciaire* constatant délits et contraventions sur les *chemins vicinaux*, — des vérificateurs des *poids et mesures*, des *gardes* et *agents préposés aux chemins de fer*, quand ces agents sont nommés par l'Etat pour remplir les fonctions de commissaire de police ou de préposé de la grande voirie.

— *innommés* non tarifés et qui ne peuvent donner lieu au droit proportionnel. 3 fr., fixe.

S'il s'agit d'actes judiciaires. 1 fr. 50, fixe.

— *refaits* pour nullité, sans aucun changement. 3 fr., fixe.

— *respectueux*. 3 fr., fixe.

— *sous seing privé* tendant uniquement à la liquidation de la dette publique. Exempts d'enregist.

Actions et obligations. (*V. Taxe sur les valeurs*).

Adjudications, ventes, reventes, cessions, rétrocessions et tous autres actes civils et judiciaires, translatifs de propriété et d'usufruit de biens immeubles à titre onéreux (droit de transcription compris) 5 fr. 50. p. 100.

Adoptions. — Acte déclaratif devant le juge de paix. Fixe, 1 fr. 50.

— Jugement déclarant qu'il y a lieu à adoption. Fixe, 75 fr. — Arrêts des Cours d'appel confirmant l'adoption. 150 fr.

Adjudications à la folle enchère de biens meubles, mais seulement sur ce

qui excède le prix de la précédente adjudication, si le droit en a été acquitté. 2 fr. par 100 fr.

— *à la folle enchère* d'immeubles, lorsque le prix n'est pas supérieur à celui de la précédente adjudication. 4 fr. 50, fixe.

— *à la folle enchère* d' immeubles, mais seulement en ce qui excède le prix de la précédente adjudication si le droit en a été acquitté. 5 fr. 50 par 100 fr.

— *au rabais* et marchés pour constructions, réparations et entretien, dont le prix doit être payé par les administrations locales ou par des établissements publics. 1 fr. par 100 fr.

— *au rabais* et marchés pour constructions, réparations et entretien, et tous autres objets mobiliers susceptibles d'estimation, faits entre particuliers et ne contenant ni vente ni promesse de livrer des marchandises, denrées ou autres objets mobiliers, 1 fr. par 100 fr.

— *judiciaires* devant notaire d'immeubles d'une succession aux héritiers mineurs. 3 fr. fixe, plus le droit de transcription. (Jurisp. de la C. de cass.).

— *judiciaires* d'immeubles d'une succession aux héritiers mineurs. 7 fr. 50. Plus le droit de transcription.

— *judiciaires* d'immeubles d'une succession aux héritiers sous bénéfice d'inventaire. 7 fr. 50. Plus le droit de transcription.

— *judiciaires*, devant notaire, d'immeubles d'une succession aux héritiers sous bénéfice d'inventaire. 3 fr.— plus le droit de transcription.

— *marchés* ayant pour objet le travail dans les prisons. 3 fr., fixe.

Affectation d'hypothèque par les débiteurs — postérieurement à leur obligation. Fixe : 3 fr.

Affirmations de procès-verbaux des employés, gardes, etc. Exemptes d'enregistr.

Aliénés. La requête, le jugement et les autres actes auquels donne lieu la réclamation contre le placement d'une personne dans un établissement d'aliénés. — En débet.

Aliments. (Voir ci-après *Pensions alimentaires*).

Antichrèses. (V. ci-après *Engagements* d'immeubles.)

Apprentissage (Contrat d'). Lors même qu'il contient des obligations de sommes ou valeurs mobilières ou des quittances. 1 fr. 50. Fixe.

Arrêts des Cours d'appel dont le droit proportionnel ne s'élèverait pas à 15 fr., fixe.

— *des Cours d'appel* portant interdiction ou prononçant séparation de corps entre mari et femme. — Fixe : 37 fr. 50.

— *interlocutoires* ou préparatoires des Cours d'appel non susceptibles d'un droit plus élevé et les ordonnances et actes devant les mêmes Cours. 7 fr. 50, fixe.

— *interlocutoires* ou préparatoires de la Cour de cassation et du Conseil d'Etat. 15 fr., fixe.

Arrêtés de compte, portant obligation de sommes. 1 fr. par 100 fr.

— *Assignations et exploits* devant les prud'hommes, s'il s'agit d'une contestation sur un chiffre supérieur à 25 fr. — Débet.

Assistance judiciaire. — Actes de la procédure faits à la requête de l'assisté, — et titres produits par lui. — Débet

Assurances (actes et contrats d') autres que les actes d'assurance maritime non produits en justice en temps de guerre. 50 c. par 100 fr.

— *contre l'incendie*. Taxe de 8 pour 100 du montant des primes, ou, en cas d'assurances mutuelles, de 8 pour 100 des cotisations ou des contributions. Cette taxe est perçue pour le compte du Trésor par les compagnies, sociétés et tous autres assureurs, courtiers ou notaires qui auraient rédigé les contrats.

— *maritimes*. Taxe de 50 c., plus 4 p. 100 de ce droit (sans décimes), sur le montant des primes et accessoires des primes. Cette taxe est perçue pour

le compte du Trésor par les compagnies, sociétés, et tous autres assureurs, courtiers ou notaires qui auraient rédigé les contrats.

— *maritimes* (Actes et contrat d'), non produits en justice, 3 fr. fixe.

Assurances sur la vie. — Sont considérés, pour la perception du droit de mutation par décès, comme faisant partie de la succession d'un assuré, sous la réserve des droits de communauté, s'il en existe une, les sommes, rentes ou émoluments quelconque dus par l'assureur, à raison du décès de l'assuré. — Les bénéficiaires à titre gratuit de ces sommes, rentes ou émoluments sont soumis aux droits de mutation, suivant la nature de leurs titres et leurs relations avec le défunt, conformément au droit commun.

Atermoiements entre débiteurs et créanciers. 50 cent. par 100 fr.

— *et concordats* en matière de faillite, quelle que soit la somme que le failli s'oblige à payer. — Fixe : 4 fr. 50.

Attestations pures et simples. 3 fr., fixe.

Autorisations pures et simples. 3 fr., fixe.

Avis de parents. — Fixe : 6 fr.

— autorisant l'engagement volontaire des mineurs. — Gratis.

Baux à ferme ou à loyer de biens meubles et immeubles — de pâturage d'animaux — à cheptel ou reconnaissance de bestiaux — à nourriture lorsque la durée est limitée (droit perçu sur le prix cumulé de toutes les années). Sous-baux, subrogations, cessions et rétrocessions de baux (droit perçu sur les années à courir).

Baux verbaux. — Locations verbales. — Mutations de jouissance de biens immeubles, sur les déclarations à faire conformément aux dispositions de la loi du 25 août 1871, art. 10. — 20 cent. par 100 fr.

Le droit est exigible dans les vingt jours qui suivent l'échéance de chaque terme, et la perception en est continuée jusqu'à ce qu'il ait été déclaré que le bail a cessé ou qu'il a été résilié. Les locations verbales ne dépassant pas trois ans et dont le prix annuel n'excède pas cent francs, ne sont pas assujetties à la déclaration. Toutefois, si le bailleur a consenti plusieurs locations verbales de cette catégorie, mais dont le prix cumulé excède cent fr. annuellement, il est tenu d'en faire la déclaration. Si le bail est de plus de trois ans et si les parties le requièrent, le montant du droit peut être fractionné en autant de paiements égaux qu'il y aura de périodes triennales. Le paiement des droits afférents à la première période est seul acquitté lors de l'enregistrement ou de la déclaration, et celui des périodes subséquentes a lieu dans le premier mois de l'année qui commence chaque période. — En cas de location verbale, c'est le bailleur qui est tenu du paiement des droits, sauf son recours contre le preneur.

— *à rentes* perpétuelles de biens immeubles ; ceux dont la durée est illimitée. 5 fr. 50 c. par 100 fr. (y compris le droit de transcription).

— *à vie* d'immeubles, s'ils restent dans les termes d'un louage. 4 fr. par 100 fr.

— *de biens* meubles pour un temps illimité. 2 fr. par 100 fr.

— *d'immeubles* à durée illimitée, s'ils restent dans les termes d'un louage. 4 fr. par 100 fr.

— *d'immeubles* dans lesquels l'État est preneur. — Gratis.

— *d'ouvrages* ou d'industrie. 1 fr. par 100 fr.

— *emphytéotiques*, cessions ou rétrocessions de ces baux. 5 fr. 50 c. par 100 fr.

Bilan. Fixe : 3 fr.

Billets à ordre. 50 cent. par 100 fr. Lettres de change et effets négociables de particuliers.

— *au porteur.* 50 c. par 100 fr.

— *simples.* 1 fr. par 100 fr.

Cahiers de charges dressés à la requête ou dans l'intérêt des particuliers. Fixe, 3 fr.

— rédigés administrativement dans l'intérêt de l'État, des communes, des administrations publiques. Exempt. d'enregist.

Caisse de retraite pour la vieillesse. — Certificats, actes de notoriété et autres pièces exclusivement relatives à l'exécution de la loi du 18 juin 1850. Gratis.

— *des consignations.* — Quittances et décharges des parties. Gratis.

— *d'épargne.* — Pouvoirs à donner par les porteurs de livrets qui veulent vendre leurs inscriptions sur le grand-livre, — autres pièces à fournir pour la vente, certificats de propriété, intitulés d'inventaire, etc. Exempt. d'enregist.

Cautionnements de se représenter ou de représenter un tiers en cas de liberté provisoire, soit en matière civile, soit en matière correctionnelle ou criminelle. 50 cent. par 100 fr.

— *de sommes* et objets mobiliers, garanties mobilières et indemnités de même nature. 50 cent. par 100 fr.

— *des baux* de toute nature. 10 cent. par 100 fr.

—*des comptables* envers l'Etat. — 25 cent. par 100 fr.

— *des notaires* et autres officiers publics et ministériels. — Les récépissés de ces cautionnements sont exempts d'enregist.

— *des receveurs* particuliers de la navigation. Fixe : 3 fr.

— *en immeubles* ou en rentes, fournis par les conservateurs des hypothèques. 3 fr. fixe.

— relatifs aux adjudications et marchés dont le prix doit être payé par le Trésor public. 3 fr. fixe.

Cédules des juges de paix. Exemptes d'enregist.

Certificats de caution et de cautionnement. 3 fr. fixe.

Certificats de changement de domicile délivrés aux rentiers et aux pensionnaires de l'Etat par les notaires certificateurs. Exempts d'enregist.

— *de propriété* de rentes sur l'Etat. 3 fr. fixe.

— *de vie* délivrés aux rentiers et pensionnaires de l'État et aux pensionnaires de la liste civile. Exempts d'enregist.

— *des avoués* et des greffiers. 1 fr. 50 cent.

— *purs et simples* de vie ou de résidence. — Il est dû un droit par chaque individu. 1 fr. 50 cent. fixe.

Cessions d'actions ou promesse d'actions et obligations nominatives dans une société, compagnie ou entreprise quelconque, financière, industrielle, commerciale ou civile, française ou étrangère, et dans les obligations des départements, des communes et des établissements publics, 50 centimes par 100 fr. sans décime.

Pour les titres au porteur et ceux dont la transmission peut s'opérer sans un transfert, ce droit est converti en une taxe annuelle de 20 centimes par 100 francs.

Cessions d'immeubles à titre onéreux. — V. *Adjudications d'immeubles.*

Cessions d'office. — V. *Offices.*

Cessions des contrats hypothécaires, consenties à la société du Crédit foncier de France. 3 fr. fixe.

— *d'intérêts* dans les compagnies ou sociétés dont le capital n'est pas divisé en actions ou parts d'intérêts, 2 fr. par 100 francs.

— *et transport*, délégation de créances à terme, subrogations conventionnelles. 1 fr. par 100 francs.

— *et transport*, délégation de rentes de toute nature, sauf les rentes foncières dont le titre est antérieur à la loi du 11 brumaire, an VII, art 69. 2 fr. par 100 francs.

— *et transport* de rentes foncières créées avant la loi du 11 brumaire an VII (droit de transcription compris), 3 fr. 50 par 100 francs.

Chambres de discipline. — Délibérations et actes d'administration, d'ordre

et discipline intérieure, des notaires, avoués, huissiers, commissaires-priseurs. Exempt. d'enregist.

Chemins vicinaux. — Marchés, adjudication de travaux ayant pour objet la construction, l'entretien ou la réparation de ces chemins. Plans, procès-verbaux, pièces, jugements, etc., concernant l'acquisition et l'expropriation de terrains pour la construction et la réparation de ces chemins. Gratis.

Chèques, 50 cent. par 100 francs.

Codicilles (V. ci-après *Testament*).

Collations d'actes et pièces, 3 fr. fixe. Un droit par chaque acte en pièce.

Colonies. — Actes judiciaires ou extrajudiciaires et actes notariés, relatifs à l'indemnité accordée aux colons par suite de l'affranchissement des esclaves. Gratis.

Compromis ne contenant aucune obligation de sommes et valeurs, 4 fr. 50 fixe.

Comptes de bénéfices d'inventaire. 3 fr, fixe,

— *de recettes* ou gestions publiques: Exempt d'enregist.

Compulsoires. 3 fr. fixe.

Concessions de terrains dans les cimetières, perpétuelles ou illimitées, 4 fr. par 100 fr. — Temporaires. 20 cent. par 100 fr.

Connaissements ou reconnaissances de chargements par mer. 4 fr. 50. Un droit par chaque personne.

Consentements purs et simples, 3 fr. fixe.

Constitutions de rentes, soit viagères, soit perpétuelles et de pensions à titre onéreux

Contrats. transcriptions, promesses de payer, billets-mandats, transports, cessions et délégations de créance à terme, délégations de prix stipulés dans un contrat pour acquitter des créances à terme envers un tiers, sans énonciation de titre enregistré; — enfin, tous actes ou écrits qui contiennent obligation de sommes sans libéralité. 1 fr. par 100 fr.

— *d'apprentissage*, lors même qu'ils contiendraient des obligations de sommes ou valeurs mobilières, 1 fr. 50 fixe.

de mariage. — Droit gradué dû sur le montant net des apports personnels de futur époux. — V. *Droits gradués*

Cotes et paraphes des registres de négociants et autres 1 fr. 50 c. fixe.

Décharges de prix de vente de meubles. 3 fr. fixe.

— *de sommes* et effets mobiliers déposés chez les officiers publics. 3 fr. fixe.

— *pures et simples* et récépissés de pièces. 3 fr. fixe.

Déclaration d'abatage, en vertu des art. 131 et 132, C. forest. — Exemptes d'enregistrement.

— *changement de domicile*, en exécution de l'article 104 C. civ. Exempts d'enregistrement.

— *de command* remplissant les conditions prescrites. — 3 fr. fixe.

— *d'appel* des jugements rendus en matière de police correctionnelle lorsqu'il y a partie civile en cause et si l'appelant est en liberté. Fixe : 1 fr. 50 c.

Lorsqu'il n'y a pas de partie civile ou lorsque l'appelant est emprisonné. En débet.

— *et significations d'appel* des jugements des juges de paix aux tribunaux civils. — Fixe 7 fr. 50.

— *par des enfants* qu'ils se soumettent à fournir des aliments à leur père et mère ou ascendants, *sans fixation de cautionnement.* — 3 fr. fixe.

— *par les titulaires de cautionnements* versés au Trésor, en faveur des bailleurs de fonds, pour leur assurer le privilége du second ordre. — Fixe, 3 fr.

— *pures et simples* en matière civile et de commerce — Fixe, 3 fr.

Délaissement par hypothèque. — Fixe, 3 fr.

Délégations (V. *suprà*, *Cessions*, et ci-après *Transports.*)

Delivrance de legs. — Droit gradué sur le montant des sommes ou sur la valeur des objets légués. — V. *Droits gradués.*

Dépôts d'actes et pièces chez les officiers publics. — Fixe, 3 fr.
—*de sommes* chez les particuliers, 1 fr. par 100 fr.
— *et consignations* de sommes et effets mobiliers chez les officiers publics. 3 fr. fixe.

Désaveu fait au greffe des trib. de 1re instance, 4 fr. 50 fixe; au greffe des Cours d'appel, 7 fr. 50 fixe.

Désistements purs et simples. 3 fr. fixe.

Devis simples d'ouvrages et d'entreprises, ne contenant ancune obligation de sommes, ni quittances. 3 fr. fixe

Diplômes conférant un grade. — Exempts d'enregistrement.

Dispenses d'âge pour le mariage, 30 fr. fixe.

— délivrées aux personnes reconnues indigentes. — Gratis.

— *de parenté* pour le mariage. 60 fr. fixe. Celles délivrées aux personnes reconnues indigentes. — Gratis.

Domicile Autorisation de l'établir en France. 30 fr. fixe.

Dommages-intérêts prononcés par les tribunaux en matière civile et par les tribunaux criminels, correctionnels et de police. — 2 fr. par 100 fr.

— sur transaction. — 1 fr. par 100 fr.

Don manuel. — Il donne lieu, lorsqu'il est reconnu ou contaté, aux droits de donation. V. *Donation entre-vifs.*

Donations entre époux par contrat de mariage et pendant le mariage, soumises à l'événement du décès. Fixe 7 fr. 50 c. — Le droit n'est dû que dans les trois mois du décès du donateur pour les donations faites hors contrat de mariage.

— *entre-vifs* de biens meubles et immeubles faites par les père et mère et autres ascendants, lorsqu'elles contiennent partage entre leurs enfants et descendants (art. 1075 et 1076 C. civ.). — 1 fr. par 100 fr. plus le droit de transcription réduit à 50 c. pour 100 et payable lors de l'enregistrement de l'acte de donation. Mais lors de la transcription au bureau des hypothèques, la formalité ne donne plus lieu qu'au droit fixe de 1 fr. déterminé par l'article 61 de la loi du 28 avril 1816.

— en propriété ou usufruit de biens meubles et immeubles en ligne directe par contrat de mariage. 1 fr. 25 par 100 fr. Plus 1 fr. 50 c. sur les immeubles pour transcription.

— entre époux, de biens meubles, par contrat de mariage. 1 fr. 50 c. par 100 fr.

— hors contrat de mariage, en propriété ou en usufruit, de biens meubles en ligne directe. 2 fr. 50 c. par 100 fr.

— de propriété ou d'usufruit de biens immeubles en ligne directe, faite par contrat de mariage au futur, y compris le droit de transcription auquel la réduction de moitié n'est pas applicable. 2 fr. 75 c. par 100 fr.

— actuelles, de propriété ou d'usufruit de biens immeubles, faites par contrat de mariage entre futurs époux, y compris le droit de transcription. 3 fr. par 100 fr.

— entre époux de biens meubles hors contrat de mariage 3 fr. par 100. — De biens immeubles 4 fr. 50 y compris le droit de transcription.

— de biens immeubles en ligne directe, hors contrat de mariage et lorsque l'acte ne contient pas partage (y compris le droit de transcription).

— de biens meubles. 2 fr. par 100 fr.

Réunion de l'usufruit à la propriété, lorsque la réunion s'opère par acte de cessions. 4 fr. 50 fixe.

Reventes à la folle enchère. — V. adjud. à la folle enchère.

Rôles d'équipages et engagements de matelots et gens de mer, de la marine marchande et des armements en course. Exempts d'enregistrement.

Saisies (Exploits de), par chaque partie d'un procès-verbal. — 3 fr. fixe.

Serment. — V. *Prestation de serment.*

Significations d'appel des jugements des tribunaux civils, de commerce, d'arbitrage. 15 fr. fixe.

— d'avocat à avocat, dans les instances à la Cour de cassation et au conseil d'Etat. 4 fr. 50 fixe.

— d'avoué à avoué, devant les tribunaux de première instance. 75 c. fixe.

Sociétés (V. *Droit gradué*, *Taxe annuelle*).

Sociétés de Secours mutuels. — Actes intéressant ces sociétés. — Gratis. « L'exemption ne s'applique pas aux transmissions de biens, même lorsqu'elles sont constatées par des actes. »

Soultes d'échanges de propriétés rurales contigües. 1 fr. par 100 fr., y compris transcription.

— et retours de partage de biens immeubles, en vertu des articles 1075 et 1076, C. civ. 4 fr. par 100 fr.

— et retour de partage de biens meubles. 2 fr. par 100 fr.

Subrogations conventionnelles (V. *Transports* de créances.)

Subrogations légales résultant du paiement par un créancier hypothécaire à un autre créancier qui le prime. 50 c. par 100 fr.

Taxes annuelles sur le revenu des valeurs mobilières. — 3 fr. par 100 fr. sans décimes (L. 29 juin 1872, et décret du 6 décembre 1872.) — Le droit doit être avancé par les sociétés, compagnies, entreprises, départements, communes et établissements publics et payables en termes égaux.

Taxes faites par le juge, conformément à l'article 701, C. p. 1 fr. 50 fixe. ou fraction de 20,000 fr.

Si les sommes ou valeurs ne sont pas déterminées dans l'article, il y est suppléé conformément à l'article 16 de la loi du 22 frimaire an VII, c'est-à-dire par une évaluation faite par les parties.

La quotité du droit fixe gradué est déterminé ainsi qu'il suit, savoir :

1° Les *actes de formation* et de *propagation de société*, qui ne contiennent ni obligation, ni libération, ni transmission de biens meubles ou immeubles, entre les associés ou autres personnes, par le montant total des rapports mobiliers et immobiliers, déduction faite du passif;

2° Les *actes translatifs de propriété, d'usufruit et de jouissance de biens immeubles, situés en pays étranger ou dans les colonies françaises,* dans lesquels le droit d'enregistrement n'est pas établi, par le prix exprimé en y ajoutant toutes les charges en capital;

3° Les *actes ou procès-verbaux de vente de marchandises avariées* par suite d'événements de mer, et de *débris de navires naufragés,* par le prix exprimé, en y ajoutant toutes les charges en capital;

4° Les *contrats de mariage* qui étaient soumis au droit fixe de 5 francs, par le montant net des apports personnels des futurs époux;

5° Les *partages de biens meubles et immeubles* entre copropriétaires, cohéritiers et coassociés, à quelque titre que ce soit, par le montant de l'actif net partagé;

6° Les *délivrances des legs*, par le montant des sommes ou par la valeur des objets légués ;

7° Les consentements à *mainlevées totales ou partielles d'hypothèques*, par le montant des sommes faisant l'objet de la main levée, — s'il y a seulement *réduction de l'inscription*, il ne sera perçu qu'un droit de 5 francs par chaque acte;

8° Les *prorogations de délais* pures et simples, par le montant de la créance dont le terme d'exigibilité est prorogé;

9° Les *adjudications et marchés pour constructions, entretien, approvisionnements et fournitures* dont le prix doit être payé directement par le trésor public et les *cautionnements* relatifs à ces adjudications et marchés, par le prix exprimé ou par l'évaluation des objets.

10° Les *titres nouvels et reconnaissances de rentes* dont les actes constitutifs ont été enregistrés, par le capital des rentes.

Echanges des biens meubles, y compris le droit de transcription. 3 fr. 50 par 100 fr. Le droit est perçu sur la valeur d'une des deux parts seulement. S'il y a soulte, le droit de vente à 5 fr. 50 c. p. 100 est dû sur le montant de la soulte.

Echange d'immeubles contigus, 20 c. p. 100 (y compris le droit de transcription.

Effets de commerce. — V. Billets, Lettres de change.

Elections, tous les actes judiciaires en matière électorale. Gratis.

Emancipation. — V. Acte d'émancipation.

Emprunt. — V. Obligation.

Endossements et acquits de lettres de change et effets négociables et de rescription, mandats et ordonnances de paiement sur les caisses publiques. Exempt. d'enregistrement.

Engagements, enrôlement congés, certificats, etc., tant pour le service de mer. Exempt. d'enregist.

Engagements de biens immeubles, antichrèse. 2 fr. par 100.

Envoi en possession. — V. Délivrance de legs. — Droit gradué.

Etats de dettes. 3 fr. fixe.

Etats joints aux donations ou autres actes. 3 fr. fixe.

— *de mobilier* pour les déclarations de succession. Exempt. d'enregistrement.

Exécutoires de dépens, 50 cent par 100 fr., et lorsque le droit proportionnel de 50 c. p. 100 n'atteint pas 1 fr. 50.

Expéditions, extraits ou copies d'actes enregistrés. Exempt. d'enregistrement.

Exploits et significations ayant pour objet le recouvrement des contributions directes et indirectes, dont la somme principale n'excède pas 100 francs. Fixe, 1 fr. 50.

— relatifs aux procédures devant les juges de paix, jusques et y compris les significations des jugements définitifs. 2 fr. 25 fixe.

— des huissiers, ne pouvant donner lieu à un droit proportionnel à l'exception de ceux nommément tarifés à 75 cent., à 2 fr. 25, et à 4 fr. 50 et au-dessus. 3 fr. fixe.

— des huissiers, relatifs aux procédures devant les Cours d'appel jusques et y compris la signification des arrêts définitis. 4 fr. 50 fixe.

— des huissiers, relatifs aux procédures devant la Cour de cassation et le Conseil d'État, jusques et y compris les significations des arrêts définitifs ; le premier acte de recours excepté. 7 fr. 50 fixe.

— et autres actes, tant en action qu'en défense, pour le recouvrement des contributions dues au Trésor, à quelque titre et pour qualque objet que ce soit, même de contributions locales, lorsqu'il s'agit de cotes et créances n'excédant pas au total la somme de 100 fr. Gratis.

Expropriation pour cause d'utilité publique. — Plans, procès-verbaux, certificats, significations, jugements, contrats, quittances et tous autres actes en vertu de la loi sur l'expropriation. Gratis.

Extraits délivrés par les avoués, pour être remis aux greffes et aux secrétariats des Chambres, des demandes en séparation de biens et des jugements de séparation de corps et de biens. 1 fr. 50 fixe.

Factures signées seulement du marchand ou négociant. Fixe 3 fr.

Faillite (Déclaration de) faite au greffe. 4 fr. 50 fixe.

Gage. — V. *Nantissement*.

Garanties mobilières. et indemnités de même nature. 50 cent. par 100 fr.

Grandes lettres de naturalisation. Gratis.

Huissiers (Actes des). — V. *Exploits*.

Indemnités attribuées aux anciens colons de Saint-Domingue. — Titres et actes de tous genres qui sont produits par les réclamants ou leurs créanciers pour justifier de leurs droits et qualités. Exempt. d'enregistrement.

Indemnités de sommes et objets mobiliers. 50 cent. par 100 fr. — Voir *Dommages-intérêts*.

Indigents. — Mariage des indigents, légitimation de leurs enfants, — tous actes y relatifs. Gratis.

Inscriptions sur le grand-livre de la dette publique, leurs transfert, les quittances des intérêts qui en sont payés et tous les effets de la dette publique inscrits ou à inscrire définitivement Exempt. d'enregistrement.

Institution contractuelle par contrat de mariage. 7 fr. 50 fixe.

Intérêts, dividendes, revenus et tous autres produits des actions de toute nature des sociétés, compagnies et entreprises quelconques, financières, industrielles, commerciales ou civiles, quelque soit l'époque de leur création. Intérêts et arrérages annuels des emprunts et obligations des départements, communes et établissements publics. Intérêts, produits et bénéfices annuels des parts d'intérêt et commandites dans les sociétés, compagnies et entreprises dont le capital n'est pas divisé en actions. — Taxe annelle de 3 fr. par 100 fr. — Quatre arrêts de cass. du 28 août 1875 ont décidé que les dispositions de cette loi de 1872, relatives à la perception de la taxe de 3 p. 100 sur le revenu des valeurs mobilières, atteignent sans exception ni réserve toutes les actions et toutes les parts d'intérêts dans les sociétés quels qu'en soient le caractère et la nature. En conséquence, la taxe doit être acquittée, même sur le produit des parts d'intérêts, dans les sociétés en nom collectif, et, en cas de société en commandite, sur le produit des parts afférentes aux associés responsables aussi bien que sur celui de la commandite elle-même. Le revenu passible de la taxe annuelle de 3. p. 100 est déterminé par les parts d'intérêts et commandites, soit par les délibérations des conseils d'administration des intéressés, soit, à défaut de délibération, par l'évaluation à raison de 5 p. 100 du capital social ou de la commandite, ou du prix moyen des cessions de parts d'intérêts consenties pendant l'année précédente.

Inventaires de meubles et objets mobiliers, titres et papiers. 3 fr. fixe. — un droit par chaque vacation.

Les inventaires après faillite ne sont assujettis qu'à un seul droit, quel que soit le nombre des vacations.

— En matière de douane. Gratis.

Jugements de radiation et de remise de cause (purs et simples). Exempts d'enregistrement.

— de résolution de contrat de vente pour défaut de paiement quelconque sur le prix de l'acquisition, lorsque l'acquéreur n'est point entré en jouissance. 7 fr. 50 fixe.

— des justices de paix. Jugements préparatoires, interlocutoires ou d'instruction et leurs jugements définitifs portant condamnation de sommes dont le droit proportionnel ne s'élèverait pas à 1 fr. 50. Droit fixe, 1 fr. 50.

— des juges de paix portant renvoi ou décharge de demande, débouté d'opposition, validité de congé, expulsion et généralement tous ceux qui, contenant des dispositions définitives, ne donnent pas ouverture au droit proportionnel. 3 fr. fixe.

— des juges de paix, rendus en dernier ressort, sur la demande des parties lorsqu'ils ne contiennent pas de dispositions donnant ouverture à un droit proportionnel supérieur. 4 fr. 50 fixe.

— des tribunaux civils prononçant sur l'appel des juges de paix, ceux des tribunaux de commerce ou d'arbitres rendus en premier ressort contenant des dispositions définitives qui ne donnent pas lieu à un droit plus élevé. 7 fr. 50 fixe.

— des tribunaux de première instance portant interdiction ; ceux prononçant séparation de biens entre époux, lorsque le droit proportionnel ne s'élève pas à 22 fr. 50 — fixe 22 fr. 50.

— En dernier ressort par les tribunaux de première instance, ou les arbi-

tres, d'après le consentement des parties, lorsque la matière ne comprenait pas le dernier ressort. 15 fr.

— et arrêts contradictoires ou par défaut des juges de paix des tribunaux civils, de commerce ou d'arbitrage, de la police ordinaire, de la police correctionnelle, des Cours d'assises, portant condamnation de sommes et valeurs mobilières, intérêts et dépens, excepté les dommages-intérêts. 50 cent. par 100 fr. Dommages-intérêts, 2 fr. par 100 fr.

— d'homologation d'actes liquidatifs, d'union et d'atermoiements, contenant des dispositions définitives, ne donnant pas ouverture à un droit proportionnet plus élevé. 7 fr. 50 fixe.

Jury. Actes judiciaires auxquels peuvent donner lieu les réclamations relatives à la composition de la liste. Exempt. d'enregist.

Lettres d'autorisation pour se faire naturaliser ou pour servir à l'étranger. 150 fr. fixe.

— *de change* et tous autres effets négociables. 50 cent. par 100 fr.

— *de déclaration* de nationalité. Fixe, 30 fr.

— *de voiture*. 3 fr. fixe.

— *missives* ne contenant ni obligation, ni quittance, ni aucune autre convention donnant lieu au droit proportionnel. 3 fr. fixe.

— *patentes* de réintégration dans la qualité de Français. 30 fr. fixe.

Licitations de biens immeubles entre copropriétaire, sur les parts et portions acquises, lorsque l'indivision cesse, 4 fr. par 100 fr.

Majorats. Actes et consentement qui les concernent. 3 fr. fixe.

Mainlevée d'incription. — V. *Droits gradués, réduction d'inscription*.

Marais desséchés et délaissement par les propriétaires. 3 fr. fixe.

Marchandises neuves garnissant les fonds de commerce, à condition qu'il sera stipulé pour elles un prix particulier et qu'elles seront désignées et estimées, article par article, dans le contrat ou dans la déclaration. 50 centimes par 100 fr.

Marchés entre particuliers pour constructions, réparations et entretien, et tous autres objets non relatifs à des marchandises, denrées ou objets mobiliers. 1 fr. par 100 fr.

— Et adjudications pour constructions, réparations entretien, approvisionnement et fournitures dont le prix doit être payé directement par le Trésor public, et les cautionnement relatifs à ces adjudications et marchés. — Droit gradué sur le prix exprimé ou sur l'évaluation des objets. — V. Droits gradués.

V. aussi *Adjudications et Marchés*.

— de biens meubles. 2 fr. par 100 fr.

Mont-de-Piété. — Obligations, reconnaissances et tous actes concernant l'administration de ces établissements. Exempt. d'enregistrement.

Mutations à titre onéreux de valeurs mobilières et meubles situés à l'étranger, lorsque la transmission s'opère en France. 2 p. 100.

— de propriété à titre onéreux de fonds de commerce ou de clientèle. 2 p. 100. — Ce droit est perçu sur le prix de la vente de l'achalandage, de la cession du droit au bail et des objets mobiliers ou autres, servant à l'exploitation du fonds, à la seule exception des marchandises neuves garnissant le fonds, lesquelles ne sont assujettis qu'à un droit de 50 pour 100 — V. *Marchandises neuves*.

— de propriétés de navires, soit totales, soit partielles. 2 p. 100. Le droit est perçu soit sur l'acte ou le procès-verbal de vente, soit sur la déclaration faite pour obtenir la francisation ou l'immatriculation au nom du nouveau possesseur.

Mutations par décès de biens meubles et immeubles.

— En ligne directe. 1 fr. par 100 fr.

« Lorsque l'époux survivant est appelé à la succession, à défaut de parent

« successible, il est considéré, quant à la quotité du droit, comme personne « non parente. »

— Entre frères et sœurs, oncles et tantes, neveux et nièces. 6 fr. 50 par 100 fr.

— Entre grands-oncles et grand'tantes, petits neveux et petites nièces, cousins germains. 7 fr. par 100 fr.

Entre parents au 4e degré et jusqu'au 12e. 8 fr. par 100 fr.

— Entre personnes non parentes, 9 fr. par 100 fr.

Mutations par décès de biens, meubles et immeubles, droits de créances opérées en Algérie, — ne sont assujettis dans cette colonie à aucun droit, ni soumises à aucune déclaration.

Nantissements ou *gages* de choses mobilières dans les termes des articles 2070 et suiv., C. civ.

Nantissements au profit des comptoirs et sous-comptoirs d'escompte. 3 fr. fixe.

Nominations de conseil de tutelle. — Nomination de tuteur. 3 fr. fixe.

— *d'experts*. 3 fr. fixe.

Notoriétés. 3 fr. fixe.

Obligations et effets publics. — V. *Taxes annuelles, Intérêts, dividende, Primes et Lots*.

Obligations ou prêts à la grosse aventure ou pour retour de voyages, 50 cent. par 100 fr.

— de sommes (V. ci-dessus : *Contrats*).

Offices (transmissions d') à titre onéreux ou par décès, et celles qui s'opèrent par suite de dispositions gratuites entre vifs ou à cause de mort, *lorsque les droits établis pour les donations de biens meubles ne produisent pas* 2 *pour* 100, 2. fr. par 100 fr.

Les décrets de nomination, en cas de création nouvelle de charges ou d'offices, ou de nomination de nouveaux titulaires sans présentation, par suite de destitution ou par tout autre motif, *si ces nouveaux titulaires sont soumis, comme condition de leur nomination, à payer une somme déterminée pour la valeur de l'office*, sont sujets au même tarif.

Dans aucun cas, le droit de 2 pour 100 ne pourra être inférieur au dixième du cautionnement attaché à la fonction ou à l'emploi.

Les *indemnités* fixées en cas de suppression d'office, et à défaut de traité, par le décret qui prononce l'extinction, sont également passibles du droit de 2 pour 100. — Le droit sera perçu en enregistrant l'expédition du décret.

— (décrets de nomination à des), en cas de création nouvelle ou de nomination de nouveaux titulaires sans présentation, par suite de destitution ou par tout autre motif, lorsque les nouveaux titulaires ne sont pas soumis à payer une somme pour la valeur de l'office. 20 p. 100. Le droit est établi sur le cautionnement.

— (transmission d') et décret de nomination, lorsque les droits soit à 2 pour 100, soit au taux établi pour les donations, sont d'un produit inférieur au dixième du cautionnement. 10 p. 100. Le droit est établi sur le cautionnement.

Ordonnances devant les Cours d'appels, sur requêtes, mémoires, etc. 7 fr. 50 c. fixe.

— de décharges ou de réduction, remises ou modération d'impositions, les extraits de rôles, quittances, etc. Exempt. d'enregistrement.

— de référé et de compulsoire. fixe 4 fr. 50.

Ordres, collocations et distribution de sommes, quelle que soit leur forme et qui ne contiennent ni obligation ni transport par le débiteur. 50 centimes par 100 fr.

Ouvertures de crédits. En attendant la réalisation ultérieure. 50 centimes par 100 fr.

Lors de la réalisation du crédit, déduction faite du droit payé lors de l'enregistrement de l'acte, en vertu de l'article 5 de la loi du 25 août 1871. 1 fr. par 100 fr.

Partages d'ascendants.— — V. *Donation entre-vifs.*

Partages de biens meubles et immeubles entre co-propriétaires, cohéritiers et coassociés, à qeulque titre que ce soit. — Droit gradué sur le montant de l'actif net partagé. — V. *Droit gradué.*

Pensions alimentaires, constituées par ceux qui, d'après la loi, doivent des aliments. 20 cent. par 100 fr.

Prestations de serment des débitants de tabac. Fixe 3 fr.

— Des gardes des particuliers et des agents salariés par l'Etat, les départements et les communes dont le traitement et ses accessoires n'excèdent pas 1,500 fr. Fixe 4 fr. 50.

— des gardes messiers et des gardes vente. 1 fr. 50.

— Des inspecteurs chargés du travail des enfants dans les manufactures. Gratis.

— des magistrats, procureurs de la République, avocats généraux et de la République, des commissaires de police, des membres du corps de la gendarmerie. Exempt. d'enregistrement.

— Des notaires, avoués, avocats, greffiers et huissiers des tribunauux civils et de tous les employés salariés par l'Etat, dont le traitement excède 1,500 fr. Fixe 22 fr. 50.

Prêts. — V. *Contrats.*

Prêts à la grosse aventures. — V. *Obligation à la grosse.*

Prêts sur dépôts ou consignations de marchandises, fonds publics et actions de compagnies d'industrie et de finances, au profit des commerçants. 3 fr. fixe.

Primes et lots de remboursements payés aux créanciers et aux porteurs d'obligations, effets publics et tous autres titres d'emprunt. — Taxe de 3 pour 100.

La valeur est déterminée pour la perception de la taxe, savoir : 1° pour les lots, par le montant même du lot en monnaie française; 2° pour les primes, par la différence entre la somme remboursée et le taux d'émission des emprunts.

Prisées de meubles. 3 fr.

Prises de possession en vertu d'actes enregistrés. 3 fr. fixe.

Procès-verbaux d'apposition, de reconnaissance et de levée de scellés. 6 fr. fixe. Il est dû un droit par chaque vacation.

— D'apposition et de levée de scellés sur les biens d'un failli. 3 fr. fixe. — Un seul droit, quel que soit le nombre de vacations.

— de bornage. 3 fr. fixe.

— de délits et de contraventions aux règlements généraux de police et d'imposition, 1 fr. 50.

— de délivrance de seconde grosse. 3 fr. fixe.

— de nomination de tuteurs et curateurs. 6 fr. fixe.

— de vente des effets de marins et passagers morts en mer, quand la vente a lieu d'office. Gratis.

— de vérification de régie des employés de l'enregistrement. Exempts d'enregistrement.

— dressés par les préposés des douanes, pour constater la destruction, opérée en leur présence, de marchandises avariées. Fixe 4 fr. 50.

— et rapports d'employés, gardes, commissaires, séquestres, experts et arpenteurs. Fixe 3 fr.

— en matière forestière, d'assiette, d'arpentage, de balivage, réarpentage et récolement de coupes de bois communaux, de délivrance de harts, rouettes et perches dans les forêts de l'Etat. En débet.

Procurations ou pouvoirs simples. 3 fr. fixe.

— Des sous-officiers et soldats en retraite pour toucher leurs arrérages. Exempt. d'enregistrement.

Production (Actes de) mentionnés dans l'art. 754, C. pr. 1 fr. 50 fixe.

Promesses d'indemnité indéterminées et non susceptibles d'estimation. 3 fr. fixe.

Prorogation de délai pure et simple. — Droit gradué sur le montant de la créance dont l'exigibilité est prorogée. — V. *Droit gradué*.

Protêts et dénonciations de protêts. Fixe 1 fr. 50.

Prud'hommes (actes et jugements des) en débet, lorsque la contestation excède 25 fr. — Lorque l'objet de la contestation n'excède pas 25 fr. Gratis.

Quittances et tous autres actes et écrits portant libération ou remboursement de sommes, rentes et valeurs mobilières. 50 cent. pour 100 fr.

— de fournisseurs, ouvriers, maîtres, produites comme pièces justificatives d'un compte. Exempte d'enregistrement. Cette exception s'applique aux comptes amiables et devant notaire, comme aux comptes judiciaires.

— de prix de vente consenties dans l'acte même de vente. Non passibles du droit.

— De répartition par les créanciers au syndic de la faillite, quel que soit le nombre d'émargements sur chaque répartition. 3 fr. fixe.

— des contributions, droits, créances et revenus payés à l'Etat. Exemptes d'enregistrement.

— Notariées par un particulier ne sachant pas signer, à l'Etat, pour prix de fournitures. Gratis.

— ou acquis de lettres de change, billets à ordre ou autres effets négociables. Exempts d'enregistrement.

Rapports en matières de faillite par juge-commissaire. Exempts d'enregistrement.

Ratifications pures et simples. 3 fr. fixe.

Récépissés délivrés aux collecteurs, aux receveurs de deniers publics et de contributions locales. Exempts d'enregistrement.

— de marchandises déposées dans les magasins généraux établis en vertu du décret du 21 mars 1848 et de la loi du 28 mai 1858. 1 fr. 50 fixe.

— de pièces. 3 fr. fixe.

Récolement.. — Même droit que pour les inventaires.

Récoltes (vente de). — V. *Vente de meubles*.

Reconnaissance d'enfants naturels appartenant à des indigents. Gratis.

— par acte de mariage. 3 fr. fixe.

— autrement que par acte de mariage. 7 fr. 50 fixe.

Reconnaissances de rentes et titres nouvels dont les actes constitutifs ont été enregistrés. — Droit gradué établi sur le capital des rentes. — V. *Droit gradué établi sur le capital des rentes*. — V. *Droit gradué*.

Réduction d'inscriptions pures et simples. fixe, 3 fr. — *Droit gradué et mainlevée d'inscriptions*.

Remboursements de rentes. — V. *Quittance*.

Réméré — V. *Retraites de réméré*.

Remise de dettes. — V. *Acceptilation*.

Remplacements militaires. 1 fr. par 100 fr.

Renonciations à legs ou commnauté — pures et simples. Droit fixe, 3 fr. par acte civil; 4 fr. 50 par acte au greffe.

— à succession. Même tarif. Il est dû un droit par chaque renonciation et pour chaque succession ou legs auquel on renonce.

Rentes. — V. *Constitutions de rentes; Reconnaissance*.

Résiliation de bail. — Droit fixe 3 fr. (Sol. Régie 14 nov.-4 décemb. 1871; 30 juillet 1872).

Résiliements purs et simples dans les vingt-quatre heures de l'acte résilié. 3 fr. fixe.

Résolutions amiables de contrats de ventes d'immeubles. 5 fr. 50 par 100 fr.

— par jugements, de ventes d'immeubles, pour cause de nullité radicale. 7 fr. 50 fixe ; sur appel, 15 fr.

— Par jugement, de ventes d'mmeubles, pour défaut de paiement quelconque sur le prix de l'adjudication lorsque l'acquéreur n'est point entré en jouissance. 7 fr. 50 fixe. — En appel : 15 fr.

— Pour défaut de paiement quelconque sur le prix de l'adjudication, lorsque l'acquéreur est entré en jouissance. — Droit : 4 fr. par 100 fr. sans transcription si la résolution est prononcée au profit du vendeur même ; Droit de vente (transcription comprise) : 5 fr. 50 c. — si la résolution est prononcée au profit d'un cessionnaire.

Résolution de bail. — V. *Bail.*

Retrait de rémérés dans le délai voulu. — 50 c. par 100 fr.

— exercés après le délai voulu. — 5 fr. 50 c. par 100 fr.

Rétrocessions de biens immeubles. — 5 fr. 50 c.

— de biens meubles et immeubles par contrat de mariage entre frères et sœurs, oncles et tantes, neveux et nièces, y compris droit de transcription.

— de meubles et immeubles, par contrat de mariage entre grands--oncles, grand'tantes, petits-neveux, petites-nièces et cousins germains, y compris le droit de transcription. 5 fr. par 100 fr.

— de biens meubles et immeubles par contrat de mariage entre parents au delà du 4e degré et jusqu'au 12e. 5 fr. 50 par 100 francs (y compris le droit de transcription).

— de biens meubles ou immeubles entre personnes non parentes par contrat de mariage. 6 fr. par 100 fr. (y compris le droit de transcription).

— de biens meubles ou immeubles entre frères et sœurs, oncles et tantes, neveux et nièces, hors contrat de mariage 6 francs 50 par 100 fr. (y compris le droit de transcription).

— hors contrat de mariage, de biens meubles et immeubles entre grands-oncles et grands'tantes, petits-neveux et petites-nièces, cousins-germains. 7 fr. par 100 fr. (y compris le droit de transcription).

— hors contrat de mariage, entre parents au 4e degré et juqu'au 12e, meubles et immeubles (y compris le droit de transcription (8 fr. par 100 fr.)

— hors contrat de mariage, entre personnes non parentes, meubles et immeubles 9 fr. par 100 fr. (y compris le droit de transcription).

Donations non acceptées par le donataire. 3 fr.

Droit fixe gradué créé par la loi du 28 février 1872.

5 francs pour les sommes ou valeurs de 5,000 francs, et au-dessous et pour les actes ne contenant aucune énonciation de sommes et valeurs, ni dispositions susceptibles d'évaluation.

10 francs pour les sommes ou valeurs supérieures à 5,000 francs, mais n'excédant pas 10,000 francs.

20 francs pour les sommes ou valeurs supérieures à 10,000 francs, mais n'exédant pas 20,000 francs.

Et ensuite à raison de 20 francs par chaque somme ou valeur de 20,000 fr.

Testaments et autres actes de libéralité qui ne contiennent que des dispositions soumises à l'événement du décès. 7 fr. fixe.

Titres au porteur français ou étranger. — Droit annuel de transmission, 20 cent. pour 100 de la valeur négociée, déduction faite des versements à effectuer pour libérer le titre, sans décimes.

Titres nominatifs. Droit de transm. 50 c. pour 100, sans décimes.

Titres nouvels et reconnaissances de rentes dont les actes constitutifs ont été enregistrés. — Droit gradué sur le capital des rentes.

Transactions en matière de douanes. Fixe, 3 fr.

— en quelque matière que ce soit, qui ne contiennent aucune stipulation de somme et valeurs, ni dispositions soumises à un plus fort droit d'enregistrement. 1 fr. 50 fixe.

Transcriptions (droits de).— 1 fr. 50 c. par 100 fr. — Pour les donations à titre de partage anticipé, ou partage d'ascendants, 50 c. p. 100 seulement, perçus lors de l'enregistrement de l'acte.

— même droit réduit de 50 cent. p. 100 pour les partages d'ascendants faits avant la promulgation de la loi du 21 juin 1875, et qui seront présentés à la transcription dans l'année de la promulgation de cette loi.

Translations d'hypothèques. 5 francs fixe par 100 francs.

Transmissions à titre onéreux de créances situées à l'étranger, lorsque la cession s'opère en France. 1 fr. par 100 fr.

Transports, cessions et délégations de créances à termes, subrogations conventionnelles. 1 fr. par 100 fr.

Unions et directions de créanciers. Fixe, 3 fr.

Valeurs mobilières. — V. *Taxes sur le revenu des valeurs mobilières*

Ventes de biens meubles et immeubles situés en pays étrangers ou dans les colonies françaises où le droit d'enregistrement n'est pas établi. — Droit gradué sur le prix exprimé, en y ajoutant toutes les charges en capital.

— *de marchandises* aux enchères et en gros, après décès ou cessation de commerce ou en cas de nécessité, en vertu d'autorisation du tribunal, par les officiers publics désignés. 10 cent. par 100 fr.

— *de marchandises neuves* autres que celles assujetties au droit de 50 p. 100. 2 fr. par 100 fr.

— *de marchandises avariées* pas suite d'événements de mer et de débris de navires naufragés. — Droit gradué sur le prix exprimé, en y ajoutant toutes les charges en capital.

— *de marchandises* et objets donnés en gage dans les cas prévus par l'article 93. Code comm. — 10 cent. 160 fr.

— *de meubles*, récoltes sur pied, coupes de bois et autres objets mobiliers. 2 fr. par 100 fr.

— *de meubles et marchandises* faites conformément à l'article 486, Code comm., après faillite, et celles du mobilier du failli aux enchères. — 50 cent.

— *de poissons* de mer, publiquement et aux marchés. Exempts. d'enregistrement.

— *d'immeubles* consenties au nom de l'Etat par les préfets et autres agents de l'autorité publique. 2 fr. par 100 fr.

— *d'immeubles*, et transmission de biens immeubles à titre onéreux. V. *Adjudication.*

— *d'immeubles situés en Corse.* — 3 fr. 50 par 100 fr.

— *publiques* de marchandises, à la Bourse et aux enchères, par les courtiers de commerce. — 50 c. par 100 fr.

Et celle de même espèce faites dans les lieux où il n'y a point de courtiers de commerce, par les commissaires-priseurs, notaire, greffiers et huissiers. — 50 cent. par 100 fr.

— *sous seings-privés* d'immeubles, antérieurs à la loi du 28 avril 1816. 4 fr. par 100 fr.

— *volontaires aux enchères*, en gros, de marchandises, faites par le ministère des courtiers sans autorisation du tribunal de commerce dans les locaux spécialement déterminés à cet effet. 10 cent par 100 fr.

Warrants ou bulletins de gage (endossement des). Exempts d'enregistr.

— séparés du récépissé de marchandises déposées dans les magasins généraux. 50 cent. par 100 fr.

TIMBRE.

Dispositions générales — Le droit de timbre a été établi comme contribution sur les papiers destinés aux actes civils et judiciaires, publics et privés, sauf les exceptions exprimées dans la loi.

La loi du 13 brumaire an VII, qui a abrogé la législation antérieure sur le timbre, contient les dispositions générales en vertu desquelles, sauf quelques modifications ultérieurement apportées, cette matière est régie.

La contribution du timbre est, en dehors de certains droits fixes sur les quittances, les connaissements, etc., de deux sortes :

La première est le droit de timbre imposé et tarifié en raison de la *dimension* du papier dont il est fait usage;

La deuxième est le droit de timbre créé pour les effets négociables et gradué en *proportion* des sommes à y exprimer, sans égard à la dimension du papier, 6 prairial an VII, article 6; 5 juin 1850; 25 août 1872.

Les particuliers et les administrations publiques qui veulent se servir de papiers autres que ceux débités par la régie, sont admis à les faire timbrer avant d'en faire usage.

Le timbre ainsi apposé sur les papiers fournis par les particuliers, est appelé *à l'extraordinaire*, par opposition à celui des papiers débités par la régie, qui se nomme *timbre ordinaire*.

L'empreinte du timbre ne peut être couverte d'écriture ni altérée.

Le papier timbré qui a été employé à un acte quelconque, ne peut servir pour un autre acte, quand bien même le premier n'aurait pas été achevé.

Aucune expédition, copie ou extrait d'actes reçus par les notaires, greffiers ou autres dépositaires publics, ne peut être délivrée que sur papier de 1 fr. 50 (1 fr. 80, décimes compris).

Il ne peut être fait ni expédié deux *actes à la suite* l'un de l'autre sur la même feuille de papier timbré, nonobstant tout usage ou règlement contraire. — Sont exceptées : les ratifications des actes passés en l'absence des parties; les quittances de prix de ventes et celles de remboursement de contrats de constitution ou obligation; les inventaires, procès-verbaux et autres actes qui ne peuvent être consommés dans le même jour et dans la même vacation; les procès-verbaux de reconnaissance et levée de scellés qu'on peut faire à la suite du procès-verbal d'apposition, et les significations des huissiers qui peuvent également être écrites à la suite des jugements et autres pièces dont il est délivré copie. — Il peut aussi être donné plusieurs quittances sur une même feuille de papier timbré pour à-compte d'une seule et même créance, ou d'un seul terme de fermage ou loyer. — Toutes autres quittances données sur une même feuille de papier timbré n'ont pas plus d'effet que si elles étaient sur papier timbré.

Les préposés de la régie sont autorisés à retenir les actes, registres ou effets en contravention à la loi du timbre, qui lui sont présentés, pour les joindre aux procès-verbaux qu'ils en rapportent, à moins que les contrevenants ne consentent à signer les dits proces-verbaux ou à acquitter sur-le-champ l'amende encourue et le droit du timbre.

Sont assujettis au timbre de *dimension* tous les papiers à employer pour les actes et écritures, soit publics, soit privés;

Toutes les affiches autres que celles émanant de l'autorité publique. — Le papier ne peut être de couleur blanche.

Elles peuvent être timbrées après l'impression, pourvu que le timbre y soit appliqué avant l'affichage. Elles peuvent être également timbrées au moyen de timbres mobiles.

Double décime. — En vertu des dispositions de l'article 2 de la loi du 25 août 1871, il est ajouté deux décimes au principal des droits de timbre de toute nature.

Ne sont pas soumis à ces deux décimes :

Les *effets de commerce* spécifiés article 1er de la loi du 5 juin 1850, dont le tarif fixé par le dit article et par l'article 2 de la même loi a été triplé par le dit article 2 de la loi du 23 août 1871 et par l'article 3 de la loi du 19 février 1874; ainsi que les effets tirés de l'étranger sur l'étranger, négociés,

endossés ou acquittés en France, qui ont été soumis aux mêmes droits par cette loi de 1871.

Les *récépissés* des chemins de fer, les quittances de produits et revenus délivrés par les comptables de deniers publics, conformément à l'article 4 de la loi du 8 juillet 1865, les reconnaissances de valeurs cotées, les quittances envoyées par la poste, les permis de chasse.

Nous ne présenterons pas ici la nomenclature des nombeux actes ou écrits de toute espèce qui sont soumis au timbre; nous indiqueron seulement quelques dispositions extraites des lois et décisions les plus récentes.

Sont également soumis au timbre de dimension :

1° *Bordereaux et arrêtés* des agents de change et courtiers.

2° *Contrats d'assurances*, ainsi que toutes conventions postérieures contenant prolongation de l'assurance, augmentation dans la prime ou le capital assuré. — Lorsque la police contient une clause de tacite réconduction, elle est en outre soumise au visa pour timbre dans le délai de cinq jours de sa date.

Les contrats d'assurances *maritimes*, ainsi que toutes conventions postérieures contenant prolongation de l'assurance, augmentation dans la prime ou dans le capital assuré; (en cas de police flottante) portant désignation d'une somme en risque ou d'une prime à payer. — Ces conventions postérieures peuvent être inscrites à la suite de la police, à charge, pour chacune, d'un visa pour timbre au même droit que celui de la police.— Le visa pour timbre doit être apposé dans les deux jours de la date des nouvelles conventions.

Le livre que les courtiers de commerce et les notaires doivent tenir pour la transcription des polices des assurances fais par leur ministère.

3° *Effets négociables* soumis au droit en raison des sommes et valeurs, c'est-à-dire au droit de *timbre proportionnel*, les lettres de change, les billets à ordre ou au porteur, les rescriptions, mandats, retraites, mandements, ordonnances et tous autres effets négociables ou de commerce et ceux faits en France et payables chez l'étranger, ceux venant de l'étranger ou des îles et colonies françaises où le *timbre* n'aurait pas encore été établi, *et payables en France*, doivent, avant qu'ils puissent y être négociés, acceptés ou acquittés, être soumis au timbre ou au *visa pour timbre.*

Ce droit peut être acquitté par l'apposition sur ces effets d'un timbre mobile. — Ce timbre mobile doit être apposé avant tout usage des effets en France; il doit être collé sur l'effet, savoir : avant les endossements, si l'effet n'a pas encore été négocié, et, s'il y a eu négociation, immédiatement après le dernier endossement souscrit en pays étranger. Le signataire de l'acceptation, de l'aval, de l'endossement et de l'acquit, après avoir apposé le timbre, l'annulera immédiatement, en y inscrivant la date de l'apposition et sa signature. Si un effet de commerce venant de l'étranger est protesté faute d'acceptation, il y a lieu de faire annuler le timbre mobile qui y a été opposé, par le receveur chargé de l'enregistrement du protet.

4° Les *lettres de change* tirées par seconde, troisième ou quatrième peuvent, quoique étant écrites sur papier non timbré, être enregistrées, dans le cas de protêt, *sans qu'il y ait lieu au droit de timbre et à l'amende, pourvu que la première, écrite sur papier au timbre prop.*, soit représentée en même temps au receveur de l'enregist.

Si la première timbrée, ou visée pour timbre, n'est pas jointe à celle mise en circulation et destinée à recevoir les endossements, le timbre et le visa pour timbre doit toujours être apposé sur cette dernière.

Celui qui reçoit du souscripteur un effet non timbré est tenu de le faire viser pour timbre dans les 15 jours de sa date, et dans tous les cas, avant toute négociation. — Ce visa pour timbre est soumis à un droit de 15 cent. par 100 fr., ou fraction de 100 fr., qui s'ajoute au montant de l'effet, nonobstant toute stipulation contraire.

Le porteur d'une lettre de change non timbrée ou non visée pour timbre,

n'a d'action, en cas de non acceptation, que contre le tireur; en cas d'acceptation, il a seulement action contre l'accepteur et contre le tireur, si ce dernier ne justifie pas qu'il y avait provision à l'échéance. — Le porteur de tout autre effet sujet au timbre ou non visé pour timbre, n'a d'action que contre le souscripteur. — Toutes stipulations contraires sont nulles.

Toute mention ou convention de *retour sans frais*, soit sous le titre, soit en dehors du titre, est nulle, si elle est relative à des effets non timbrés ou non visés pour timbre.

Si le *chèque* tiré hors de France n'a pas été timbré, le bénéficiaire, le premier endosseur, le porteur ou le tiré sont tenus de le faire timbrer avant tout usage en France.

Si le chèque tiré hors de France n'est pas souscrit conformément aux prescriptions de l'article 1[er] de la loi du 14 juin 1865 et de l'article 5 de la loi du 19 juillet 1874, il est assujetti au droit de timbre des effets de commerce. Dans ce cas, le bénéficiaire, le premier endosseur, le porteur ou le tiré sont obligés de le faire timbrer avant tout usage en France.

Il est interdit à toutes personnes, à toutes sociétés, à tous établissements publics d'encaisser ou de faire encaisser, pour leur compte ou pour le compte d'autrui, même sans leur acquit, des effets de commerce non timbrés ou non visés pour timbre.

5° *Journaux ou écrits périodiques* ou les recueils périodiques de gravures ou lithographies politiques.

Le droit de timbre établi sur les journaux et écrits périodiques peut être acquitté par l'apposition, sur les papiers destinés à leur publication, de timbres mobiles que l'administration des domaines et du timbre est autorisée à vendre et à faire vendre.

Un décret du 19 décembre 1868 règle le mode et les conditions d'emploi des timbres mobiles, en ce qui concerne leur application sur les journaux et écrits périodiques.

6° *Les écrits non périodiques* traitant de matières politiques ou d'économie sociale, qui, antérieurement au décret du 17 février 1852, ne sont pas tombés dans le domaine public, s'ils sont publiés en une ou plusieurs livraisons contenant moins de six feuilles de 25 à 32 décimètres carrés.

7° *Les pétitions, réclamations* et *demandes* adressées, même en forme de lettres au Gouvernement, aux ministres, à toutes autorités constituées, excepté des lettres qui n'ont d'autre but et d'autre effet que d'annoncer officiellement la transmission de pièces justificatives des droits de l'héritier d'un pensionnaire décédé, et celles relatives au visa ou au vu *bon à payer* aux administrations et établissements publics, sont sujets aux timbres de dimension.

8° *Warrants*. — Le droit de timbre auquel les *warrants* endossés séparément des récépissés sont soumis, par l'article 13 de la loi du 28 mai 1858, sur les négociations relatives aux marchandises déposées dans les magasins généraux, peut être acquitté par l'apposition de timbres mobiles sur ces effets.

Sont exceptés ou exempts de la formalité du timbre :

Les actes de l'Assemblée nationale et ceux du Gouvernement; les minutes de tous les actes, arrêtés, décisions et délibérations de l'administration publique en général; de tous les établissements publics, dans tous les cas où aucun de ces actes n'est sujet à l'enregistrement; et les extraits, copies et expéditions qui s'expédient ou se délivrent par une administration ou un fonctionnaire public à une autre administration ou à un fonctionnaire public, lorsqu'il est fait mention de cette destination;

Les inscriptions sur le grand-livre et les effets publics;

Tous les comptes-rendus par les comptables publics;

Les doubles, autres que celui du comptable, de chaque compte de recette ou gestion particulière et privée;

Les quittances de traitements et émoluments des fonctionnaires ou employés salariés par l'Etat; les quittances et récépissés délivrés aux collecteurs et receveurs des deniers publics, celles que les collecteurs des contributions di-

rectes peuvent délivrer aux contribuables, celles des contributions indirectes qui s'expédient sur les actes, et celles de toutes les autres contributions qui se délivrent sur feuilles particulières, et qui n'excèdent pas 10 francs;

Les quittances des secours payés aux indigents, et des indemnités payées pour incendie, inondations, épizooties et autres cas fortuits ;

Les engagements, enrôlements, congés et certificats, cartouches, passe-ports, quittances pour prêts et fournitures, et autres pièces concernant les gens de guerre ;

Les pétitions qui ont pour objet des demandes de congés absolus, limités et de secours, et les pétitions des déportés et refugiés des colonies, tendant à obtenir des certificats de résidence, passe-ports et passages pour retourner dans leurs pays ;

Les certificats d'indigence ;

Les expéditions des actes de l'état civil demandées par les autorités d'Alsace-Lorraine et délivrées en France;

Les rôles fournis pour l'appel des causes;

Les actes de police générale et de vindicte publique, et ceux du ministère public, non soumis à la formalité de l'enregistrement, et les copies des pièces de procédure criminelle qui doivent être délivrées sans frais;

Les registres des administrations et établissements publics, pour ordre et administration générale; ceux des tribunaux, etc., où il ne se transcrit aucune minute d'acte soumis à la formalité de l'enregistrement; ceux des receveurs des contributions publiques et autres préposés publics.

Les minutes de tous les actes, arrêtés, décisions des autorités administratives et des établissements publics autres que ceux qui portent transmission de propriété d'usufruit ou de jouissance, adjudications ou marchés de toute nature, ou cautionnements relatifs à ces actes.

Les registres et livrets à l'usage des caisses d'épargne.

Pouvoirs donnés par les porteurs de livrets des caisses d'épargne, qui veulent vendre leurs inscriptions sur le grand-livre; autres pièces à produire pour la vente : certificats de propriété, intitulés d'inventaires, etc.

Les certificats de vie pour l'inscription des rentes viagères de la vieillesse et le paiment des arrérages.

Tous les actes intéressant les sociétés de secours mutuels dûment autorisées.

Tous les actes judiciaires en matière de composition de la liste générale du jury.

Tous les actes judiciaires en matière électorale.

Les affiches électorales d'un candidat contenant sa profession de foi, une circulaire signée de lui, ou seulement son nom.

Les avis imprimés qui se crient et se distribuent dans les lieux publics, ou que l'on fait circuler de toute autre manière.

Les obligations, reconnaissances et tous actes concernant l'administration des monts-de-piété.

Les journaux et écrits périodiques et non périodiques exclusivement relatifs aux lettres, aux sciences, aux arts et à l'agriculture, et ceux qui sont exclusivement consacrés à la publication des débats législatifs, des rapports des commissions et des documents officiels déposés sur le bureau de l'Assemblée nationale, les suppléments de journaux assujettis au cautionnement, lorsque ces suppléments ne comprennent aucune annonce, et que la moitié au moins de la supercifie est consacrée à la reproduction des documents énumérés ci-dessus, les journaux ou publications imprimés en France en langues étrangères.

Les œuvres de musique.

Les livres de commerce.

Les copies ou expéditions d'actes notariés à faire approuver aux préfets.

Les déclarations préalables de ventes mobilières aux enchères.

Tarif. — Voici le tarif des différents droits :

Plus le double décime, ainsi qu'il est dit ci-devant :

Pour les *actes*, écritures, extraits, copies et expéditions. (Les deux décimes compris)

Demi-feuille de petit papier	» fr.	60 c.
Feuille de petit papier	1	20
— de moyen papier	1	80
— de grand papier	2	40
— de dimension supérieure	3	60

Affiches (y compris les deux décimes); feuille de 12 décimètres et demi carrés et au-dessous. . . . . 06 c.

Feuille au-dessus de 12 décimètres et demi, jusqu'à 25 décim. carrés 12

Feuille au-dessus de 25 décimètres, jusqu'à 50 décimètres carrés. . 15

Feuille au-dessus de 50 décimètres carrés 20

Si une affiche contient plusieurs annonces distinctes, le maximum de 24 cent. est exigible, quelle que soit la dimension de l'affiche, et si l'affiche contient plus de cinq annonces, ce maximum est doublé.

Chèques, sur place, 10 c.; de place en place, 20 c.

Connaissements. Original remis au capitaine, 2 fr., réduit à 1 fr. pour les expéditions par le petit cabotage de port français à port français.

Journaux et écrits périodiques et les recueils de gravure et lithographies politiques.

Dans les départements de *la Seine* et *de Seine-et-Oise*	» fr.	06 c.
Partout ailleurs	»	04

Une remise de *un pour cent* est accordée aux éditeurs de journaux et d'écrits périodiques pour *déchets de maculature.*

Pour les écrits non périodiques traitant de matières politiques ou d'économie sociale qui sont publiés en une ou plusieurs livraisons ayant moins de 6 feuilles d'impression de 25 à 32 décim. carrés, par feuille, 04 cent.

Le droit de timbre établi sur les journaux et écrits périodiques peut être acquitté par l'apposition, sur les papiers destinés à leur publication, de timbres mobiles que l'administration de l'enregistrement, du domaine et du timbre est autorisée à vendre et à faire vendre.

Quittances de produits et revenus de toute nature délivrés par des comptables de deniers publics, lorsque la somme s'élève à plus de 10 fr., 25 c. sans décime.

Quittances ou acquits donnés au pied des factures et mémoires ; quittances pures et simples; reçus ou décharges de sommes, titres, valeurs ou objets, et généralement tous les titres de quelque nature qu'ils soient, signés ou non signés, qui emporteraient libération, reçu ou décharge, 10 c. (sans décimes).

Récépissés délivrés par les compagnies de chemins de fer aux expéditeurs. 70 c. y compris le droit de décharge (ce droit n'est pas assujetti aux décimes pour chaque transport effectué autrement qu'en grande vitesse).

Reconnaissances de valeurs cotées ou de sommes au-dessus de 10 fr. envoyées par l'administration des postes, 25 c. sans décime.

Timbre proportionnel. — S'appliquant aux effets négociables ou du commerce, billets à ordre ou au porteur, lettre de change, autre que ceux tirés de l'étranger sur l'étranger et circulant en France (sans décimes).

De 100 fr. et au-dessous	0 fr.	15 c.
De 100 à 200	0	30
De 200 à 300	0	45
De 300 à 400	0	60
De 400 à 500	0	75
De 500 à 1,000 (gradué de 100 en 100 fr. sans fraction à raison de 15 c. p. 100 fr., soit p. 1000 fr	1	50
De 1,000 à 2,000	3	00
De 2,000 à 3,000	4	50

Et ainsi de suite, de 1,000 francs en 1.000 francs jusqu'à 20.000 francs, à raison de 1 franc 50 centimes par 1,000 francs.

Au-dessus de 20,000 francs, les papiers sont visés pour timbre à raison de 1 fr. 50 par 1,000 francs, sans fraction.

Sont soumis au même droit de timbre proportionnel, les *billets, obligations, délégation et tous mandats non négociables*, quelle que soit, d'ailleurs, leur forme ou leur dénomination, servant à procurer une remise de fonds de place en place. — Cette disposition est applicable aux écrits souscrits en France et payables hors de France et réciproquement.

Les effets de commerce tirés de l'étranger et circulant en France ne sont sujets qu'au timbre proportionnel de 50 centimes par 2,000 francs par fraction de 2,000 francs.

En ce qui concerne les actions dans les sociétés, compagnies ou entreprises quelconques, financières, commerciales, industrielles ou civiles, *émises à partir du 1er janvier* 1851, les droits sont fixés, savoir :

Compagnies dont la durée n'excède pas dix ans . . . . . 0 fr. 50 c. p. 0/0
Celles dont la durée excède dix ans . . . . . 1 00 p. 0/0

A défaut du capital nominal, le droit se calcule sur le capital réel, dont la valeur est déterminée d'après les règles établies par les lois sur l'enregistrement. — L'avance en est faite par la compagnie, quels que soient les statuts. — La perception du droit suit les sommes et valeurs de 20 fr. en 20 fr. inclusivement et sans fractions.

En ce qui concerne les obligations négociables des départements, communes, établissements publics et compagnies, souscrites à compter du 1er janvier 1851. (L. 5 juin 1850, art. 27). . . . . 1 fr. 00 p. 0/0

L'avance du droit est faite par les départements, communes, établissements publics et compagnies. — La perception suit les sommes et valeurs de 20 fr. en 20 fr. inclusivement et sans fractions.

Les *actions* et *obligations* émises par les sociétés, compagnies ou entreprises *étrangères*, dont les titres sont admis aux négociations de la Bourse en France, sont soumises aux mêmes droits que celles des sociétés et compagnies françaises.

En ce qui concerne les *titres de rentes, emprunts et autres effets publics* des gouvernements étrangers, le droit de timbre est fixé comme suit : à 75 cent. pour chaque titre de 500 fr. et au-dessous ; à 1 fr. 50 c. pour chaque titre de 500 fr. jusqu'à 1,000 ; à 3 fr. pour chaque titre au-dessus de 1,000 fr. jusqu'à 2,000 et ainsi de suite, à raison de 1 fr. 50 par 1,000 fr. ou fraction de 1,000 f. — Ce droit n'est pas assujetti aux décimes.

Abonnements. — Actions dans les sociétés : Les sociétés, compagnies ou entreprises peuvent s'affranchir du paiement des droits de timbre des titres ou certificats d'actions en contractant avec l'État un abonnement pour toute la durée de la société. — Le droit est annuel et de *cinq centimes par cent francs* du capital de chaque action émise à défaut du capital nominal, il est de *cinq centimes par cent francs* du capital réel, dont la valeur est déterminée conformément aux règles établies par les lois sur l'enregistrement. — Le paiement du droit est fait, à la fin de chaque trimestre, au bureau de l'enregistrement du lieu où se trouve le siége de la société, de la compagnie ou de l'entreprise.

Bordereaux et arrêtés des agents de change et courtiers. — Les bordereaux sont assujettis au droit de 50 centimes lorsque les sommes employées sont de 10,000 fr. et au-dessous ; le droit est de 1 fr. 50 c. lorsque les sommes employées sont de plus de 10,000 francs.

Lettres de gage et d'obligations du Crédit foncier, cinq centimes par 1,000 francs.

Obligations négociables des départements, communes, établissements publics et compagnies. — Les départements communes, établissements, etc., peuvent s'affranchir du droit de timbre de leurs obligations commerciales, en contractant avec l'État un abonnement pour toute la durée des titres. — Le droit est

annuel et de 05 c. par cent francs du montant de chaque titre.— Le paiement du droit est fait à la fin de chaque trimestre au bureau de l'enregistrement du lieu où les départements, communes. etc., ont leur siége d'administration.

Polices d'assurances autres que les assurances maritimes. — Les sociétés, compagnies d'assurances et assureurs peuvent s'affranchir du paiement des droits de timbre et de visa pour timbre de leurs polices en contractant avec l'Etat un abonnement annuel, savoir : les compagnies et assureurs contre l'*incendie* et contre la *grêle* à raison de *trois centimes par mille francs* du total des sommes assurées; d'après les polices ou contrats en cours d'exècution,— les caisses départementales administrées gratuitement, ayant pour but d'indemniser ou de secourir les *incendiés* au moyen de collectes, à raison d'*un pour cent* du total des collectes de l'année; — les compagnies et tous assureurs *sur la vie*, à raison de *trois francs par mille* du total des versements qui leur sont faits chaque année. — L'abonnement de l'année courante se calcule sur le chiffre total des opérations de l'année précédente. — Le paiement du droit est fait, par moitié et par semestre, au bureau de l'enregistrement du lieu où se trouve le siége de l'établissement.

Les papiers destinés aux polices d'assurances et aux feuilles de collectes sont frappés, dans tous les chefs-lieux de département, d'un timbre spécial d'abonnement.

Les *sociétés*, compagnies et tous autres assureurs contre la mortalité des bestiaux, contre la gelée, les inondations et autres risques agricoles peuvent aussi s'affranchir du paiement des droits de timbre de leurs polices en contractant avec l'Etat un abonnement annuel à raison de 3 cent. par 1,000 fr. du total des sommes assurées, d'après les polices ou contrats en cours d'exécution. L'abonnement de l'année courante se calcule sur le chiffre total des opérations de l'année précédente.

5° *Visa pour timbre. — Timbres mobiles.* — Lorsque les actes ou écrits ne sont pas sur papier timbré, soit qu'il y ait contravention à la loi, soit qu'ils ne fussent pas par leur usage assujettis au timbre et qu'ils n'y deviennent sujets qu'à cause de l'usage que l'on veut en faire, ils sont visés pour timbre.

Sont visés pour timbre : 1° *au comptant*, dans les localités autres que le chef-lieu, les papiers susceptibles d'être timbrés à l'extraordinaire ;

2° *en débet* ou *gratis*, les papiers destinés à la rédaction des actes pouvant recevoir de la même manière la formalité de l'enregistrement.

Les timbres mobiles peuvent être employés par les particuliers pour :

1° Affiches (papier destiné à l'impression des).
2° Chèques sur place ou de place à place.
3° Connaissements.
4° Effets négociables venant de l'étranger.
5° Formules (papier destiné à l'impression des).
6° Journaux et écrits périodiques.
7° Mandats sur la poste.
8° Quittances ou acquits, reçus, décharges de sommes, titres, valeurs ou objets énumérés art. 18 de la loi du 23 août 1871.
9° Récépissé de chemin de fer.
10° Titres de rentes, emprunts et autres effets publics des gouvernements étrangers.
11° Warrants endossés séparément des récépissés de marchandises déposées dans les magasins généraux.

Les receveurs de l'enregistrement peuvent suppléer à la formalité du visa pour les timbres de dimension au moyen de l'apposition de timbres mobiles.

Le droit de timbre des *copies des exploits*, des notifications d'avoué à avoué et des significations de tous jugements, actes ou pièces, est acquitté au moyen de timbres mobiles apposés sur l'original de l'exploit. — Un papier spécial est délivré gratuitement par l'administration.

Le timbre mobile doit être apposé avant tout usage. Il est collé, savoir :

1° Pour les effets créés en France, au recto de l'effet, à côté de la signature du souscripteur ;

2° Pour les effets et chèques venant de l'étranger ou des colonies, au recto de l'effet, à côté de la mention d'acceptation ou de l'aval, au verso, avant tout endossement ou acquit.

Si l'effet n'a pas encore été négocié, et en cas de négociation, immédiatement après le dernier endossement souscrit en pays étranger ou dans les colonies ;

3° Pour les warrants, au dos des warrants et au-dessus du premier endossement.

Chaque timbre mobile est oblitéré au moment de son apposition, savoir :

Par le souscripteur pour les effets créés en France ;

Par le signataire de l'acceptation de l'aval, de l'endossement ou de l'acquit, s'il s'agit d'effets venant de l'étranger ou des colonies ;

Par le premier endosseur en ce qui concerne les warrants.

L'oblitération consiste dans l'inscription à l'encre noire usuelle et à la place réservée à cet effet sur le timbre mobile :

1° Du lieu où l'oblitération est opérée;

2° De la date (quantième, mois et millésime) à laquelle elle est effectuée ;

3° De la signature, suivant les cas prévus en l'article précédent, du signataire de l'effet, de l'acceptation de l'aval, de l'endossement ou de l'acquit.

En cas de protêt, faute d'acceptation d'un effet venant de l'étranger ou des colonies, le timbre est collé par le porteur et oblitéré par le receveur chargé de l'enregistrement du protêt. Il appose sur ce timbre la griffe de son bureau et sa signature.

Les sociétés, compagnies, maisons de banque ou de commerce peuvent, pour l'oblitération, faire usage d'une griffe apposée sur le timbre *à l'encre grasse* et faisant connaître le nom et la raison sociale, le lieu où l'oblitération est opérée, enfin la date (quantième, mois et millésime) à laquelle elle est effectuée.

L'empreinte de cette griffe, dont le modèle doit être agréé par l'administration, est déposée, préalablement à tout usage, au bureau de l'enregistrement de la résidence de celui qui veut en faire emploi.

Il est délivré un récépissé de ce dépôt.

Epizooties.

Les épizooties ou maladies des bestiaux, sont de grands malheurs publics que l'on doit s'attacher à restreindre le plus posssible.

Une maladie contagieuse se produit dans une écurie, il s'agit de la renfermer dans l'espace le plus restreint, dans l'écurie, si c'est possible, ou au moins dans la commune. Dès lors, l'autorité envoie des ordres formels pour empêcher la circulation des bestiaux des communes attaquées, et aussi pour empêcher ceux des communes voisines d'encourir le danger de la maladie en se rapprochant trop.

Il est inutile d'indiquer toutes les précautions à prendre dans une pareille circonstance : d'ailleurs, l'autorité publique ne manque pas de les rappeler par des affiches.

Les préfets envoient sur les lieux des vétérinaires chargés de visiter les étables et de reconnaître ceux des bestiaux attaqués qui doivent être abattus. Les propriétaires, ainsi privés de leurs animaux par l'abattage, dans un but d'utilité publique, reçoivent une indemnité des trois quarts de la valeur des bêtes.

Établissements et manufactures.

I. — ETABLISSEMENTS DANGEREUX, INCOMMODES ET INSALUBRES. — Un certain nombre d'ateliers, manufactures ou établissements ne doivent pas

être établis sans que certaines formalités aient été remplies, dans un but d'utilité publique.

Ces établissements ont été divisés en trois classes.

La première comprend : ceux qui doivent être éloignés des habitations (abattoirs, fabriques de poudre, d'acide sulfurique. etc.);

La seconde comprend ceux qui peuvent être rapprochés des maisons, en prenant des précautions (fabriques de chlore, raffineries, fabriques de sucre, tannerie, etc.);

La troisième comprend : ceux qui peuvent être établis sans inconvénient auprès des habitations. mais doivent être soumis à la surveillance de la police (brasseries, teintureries, etc.).

Un tableau annexé au décret du 31 décembre 1866, contient l'énumération complète, par classe, des établissements dangereux, incommodes ou insalubres.

Il y a un grand intérêt à distinguer ces trois classes d'établissements, au point de vue des autorisations, des moyens d'instruction, des réclamations.

1° *Autorisation.* — C'est le préfet qui autorise directement les établissements de première classe.

Les établissements de deuxième classe sont autorisés par les préfets, sur l'avis du sous-préfet.

Les établissements de troisième classe sont autorisés par le sous-préfet, sur l'avis du maire.

A Paris, c'est toujours le préfet de police qui accorde les autorisations de ce genre.

2° *Moyens d'instruction.* — Pour les établissements de première classe, la demande est adressée directement au préfet (1); le préfet la fait publier pendant un mois dans toutes les communes, à 5 kilomètres de rayon; il fait faire une enquête *de commodo et incommodo* dans les communes de ce rayon.

Pour les établissements de deuxième classe, la demande est adressée au sous-préfet (2), qui ne la fait point publier. et qui ne fait faire l'enquête que dans la commune où se trouvera l'établissement.

Aucune règle d'instruction n'est nécessaire pour les établissements de troisième classe, mais ordinairement il est procédé à une enquête.

3° *Réclamations.* — Pour les établissements des deux premières classes, les réclamations contre l'autorisation accordée par le préfet sont portées devant le Conseil d'Etat.

Pour les établissements de troisième classe, c'est le conseil de préfecture qui est compétent, sauf recours au Conseil d'Etat.

Maintenant, examinons une question pratique et cependant très-controversée.

Un établissement incommode, insalubre ou dangereux est établi, après l'accomplissement de toutes les formalités voulues. Il est complétement en règle avec la loi. S'ensuit-il que si nécessairement. et pour les besoins essentiels de sont ravail, il cause un préjudice grave, soit momentanné, soit continu à ses voisins, il ne leur devra pas une indemnité basée sur le préjudice éprouvé? D'après une opinion, il ne serait rien dû : l'autorisation administrative couvrirait ces établissements.

On répond avec raison: selon nous, que les voisins incommodés ne pourraient faire supprimer l'établissement, mais qu'ils sont toujours en droit de réclamer et d'obtenir des dommages-intérêts.

---

(1) Voy. FORMULAIRE nº 9.

(2) Voy. FORMULAIRE, nº 10.

État de siége.

L'état de siége ne peut être déclaré qu'en cas de péril imminent pour la sécurité intérieure ou extérieure.

Une loi peut seule déclarer l'état de siége, sauf les exceptions ci-après.

La déclaration de l'état de siége désigne les communes, les arrondissements ou départements auxquels il s'applique et pourra être étendu.

Dans le cas de prorogation des Chambres, le Président de la République peut déclarer l'état de siége, de l'avis du conseil des ministres.

Le Président, lorsqu'il a déclaré l'état de siége, doit immédiatement en informer la commission de permanence, et, selon la gravité des circonstances, convoquer les Chambres. — La prorogation des Chambres cesse de plein droit lorsque Paris est déclaré en état de siége. Les Chambres, dès qu'elles sont réunies, maintiennent ou lèvent l'état de siége.

Dans les colonies françaises, la déclaration de l'état de siége est faite par le gouverneur de la colonie. — Il doit en rendre compte immédiatement au gouvernement.

Dans les places de guerre et postes militaires, soit de la frontière, soit de l'intérieur, la déclaration de l'état de siége peut être faite par le commandant militaire, dans certains cas.

Dans le cas des deux articles précédents, si le Président de la République ne croit pas devoir lever l'état de siége, il en propose sans délai le maintien aux Chambres.

Aussitôt l'état de siége déclaré, les pouvoirs dont l'autorité civile était revêtue pour le maintien de l'ordre et de la police passent tout entiers à l'autorité militaire.

L'autorité civile continue néanmoins à exercer ceux de ces pouvoirs dont l'autorité militaire ne l'a pas dessaisie.

Les tribunaux militaires peuvent être saisis de la connaissance des crimes et délits contre la sûreté de la République, contre la Constitution, contre l'ordre et la paix publique, quelle que soit la qualité des auteurs principaux et des complices.

L'autorité militaire a le droit : — 1° De faire des perquisitions, de jour et de nuit, dans le domicile des citoyens; — 2° D'éloigner les repris de justice et les individus qui n'ont pas leur domicile dans les lieux soumis à l'état de siége; — 3° D'ordonner la remise des armes et munitions, et de procéder à leur recherche et leur enlèvement; — 4° D'interdire les publications et les réunions qu'elle juge de nature à exciter ou à entretenir le désordre.

Les Chambres ont seules le droit de lever l'état de siége, lorsqu'il a été déclaré ou maintenu par elles. Néanmoins, en cas de prorogation, ce droit appartiendra au Président de la République. — L'état de siége peut être levé par le Président de la République, tant qu'il n'a pas été maintenu par les Chambres. L'état de siége, déclaré conformément à l'article 4, pourra être levé par les gouverneurs des colonies aussitôt qu'ils croiront la tranquillité suffisamment rétablie.

Après la levée de l'état de siége, les tribunaux militaires continuent de connaître des crimes et délits dont la poursuite leur avait été déférée.

Expropriation pour cause d'utilité publique.

L'expropriation est une opération qui consiste à priver *de force*, pour une cause d'intérêt général, un propriétaire de son terrain ou de sa maison. Les cas les plus fréquents d'expropriation se présentent lorsqu'on trace une route, un chemin de fer ou une rue.

Le principe qui domine la matière, c'est qu'un propriétaire ne peut être forcé de céder sa propriété que sur une décision de justice, déclarant d'utilité publique l'expropriation de son terrain, et après avoir reçu une juste indemnité.

Cette indemnité est réglée, soit à l'amiable, soit par une décision d'un jury spécial qui s'appelle le jury d'expropriation.

L'indemnité est réglée à l'amiable, lorsque l'exproprié accepte la somme que lui offre l'administration.

L'acceptation doit être faite dans la quinzaine.

Elle est réglée par le jury lorsque cette offre est refusée. Un jury, composé de citoyens au nombre de douze pris sur une liste arrêtée tous les ans par le conseil général, entend les explications de l'administration et les réclamations des particuliers, et juge quelle est la somme qui doit être donnée à l'exproprié. La décision du jury est souveraine; elle ne peut être attaquée que par le recours en cassation et dans des cas très-rares.

Extradition.

L'extradition est le droit qu'a un gouvernement de faire rechercher sur le territoire voisin et ramener sur son propre territoire un individu qui s'est rendu coupable de certains crimes ou délits. Ainsi, lorsque le Gouvernement français soupçonne un malfaiteur de s'être enfui sur le territoire belge, il fait faire toutes les recherches voulues en Belgique, avec le secours de la police belge, et, s'il arrive à trouver le coupable, il le ramène en France pour y être jugé selon les lois. Il en est de même pour le Gouvernement belge qui aurait à faire des recherches sur le territoire français.

Pour que les Gouvernements se prêtent ainsi mutuellement appui, il faut qu'une convention réciproque existe entre les deux pays. La France a signé des conventions de ce genre avec la plupart des nations de l'Europe.

Il faut aussi que celui qui est recherché soit accusé des crimes ou délits prévus expressément dans cette convention.

Ainsi, pour la plupart des pays, l'extradition a lieu pour tous les crimes de droit commun, et elle n'a pas lieu, en général, pour les crimes ou délits politiques.

Fabriques.

Voyez *Établissements et manufactures.*

Fabriques d'églises.

La fabrique est à la *paroisse* ce que le conseil municipal est à la *commune* : c'est le conseil chargé des intérêts de la paroisse. Il est, pour ainsi dire, moitié religieux, moitié laïque. Il est composé de cinq membres si la population de la paroisse est de 5,000 habitants ou au-dessous, et de neuf membres dans le cas contraire.

Lors de la première organisation, l'évêque nomme cinq membres pour les fabriques qui en ont neuf, et trois pour celles qui en ont cinq. Le préfet nomme les autres membres. Le conseil se renouvelle lui-même dans la suite, d'après un ordre que le sort détermine. Tous les trois ans, la partie nommée soit par l'évêque, soit par le préfet, selon le sort, est renouvelée par la partie qui reste, et ainsi de suite.

Le maire et le curé font partie de droit du conseil de fabrique.

Le conseil nomme un bureau des marguilliers, qui est en quelque sorte le pouvoir exécutif du conseil. C'est lui qui prépare le budget, qui fait les recettes et les dépenses, et s'occupe spécialement des formalités à remplir pour faire obtenir aux conseils de fabrique les dons et legs qui leur sont faits par les particuliers. Le conseil de fabrique, en effet, peut recevoir des dons et des legs, étant une personne morale; mais il ne peut les accepter qu'avec l'autorisation administrative.

Facultés.

On appelle *faculté*, dans le sens où nous prenons ce mot, une branche de l'enseignement supérieur. C'est ainsi qu'on dit la Faculté de droit.

On distingue quatre grandes Facultés: la Faculté de droit, la Faculté de médecine, la Faculté des lettres, la Faculté des sciences.

Il y a des villes, comme Paris, où les quatre Facultés sont établies; d'autres où quelques-unes seulement sont installées. Il y a des villes où se trouvent des Facultés à l'état incomplet, en ce sens que les études y sont bien commencées, mais ne peuvent y être terminées, parce que la Faculté n'a pas le droit d'accorder de diplômes.

Aujourd'hui que l'enseignement supérieur est libre, il peut y avoir dans la même ville plusieurs Facultés, la Faculté de l'État et la Faculté libre.

Foires et marchés.

Les foires et marchés aux bestiaux sont établis, supprimés ou changés par les préfets, sur la demande que lui en font les communes intéressées. Les préfets ne statuent qu'après des enquêtes et l'avis des conseils municipaux des communes voisines.

Lorsque les enquêtes s'étendent sur le département voisin, le préfet de ce département est consulté. S'il ne fait pas d'opposition, la décision est prise par le préfet du département dans lequel se trouve la commune en instance pour obtenir la foire ou le marché aux bestiaux.

Si les deux préfets sont d'avis différents, c'est le ministre de l'agriculture, et du commerce qui statue.

Forts de Paris.

Après la désastreuse guerre de 1870-1871, et l'investissement de Paris, qui paraissait chose impossible jusque-là, il devint évident que les fortifications existantes, notamment autour de Paris, étaient insuffisantes pour garantir la capitale. Il doit donc être affecté aux travaux à faire aux environs de Paris une somme de soixante millions.

Les forts à construire seront faits aux points suivants, d'après la désignation du comité de défense :

Au nord ds Paris. — Cormeilles, Montlignon-Domont, Stains.

A l'ouest. — Saint-James, Marly.

Au sud-ouest et au sud. — Saint-Cyr, Haut-Buc, Villeras, Châtillon, Palaiseau.

A l'est. — Villeneuve-St-Georges, Vaujours, tête de pont sur la rive gauche de la Marne.

Paris n'est pas, du reste, le seul point de la France dont la faiblesse au point de vue militaire ait dû attirer l'attention du gouvernement. Le 17 juillet 1874, l'Assemblée nationale a voté une somme de quatre-vingt-huit millions cinq cent mille francs pour l'amélioration des frontières de l'est. Les villes qui bénéficieront de ces travaux sont : Belfort, Verdun, Toul, Epinal, etc.

Frais de Justice.

Voyez *Tarifs*.

Francfort (Traité de)

Le traité de Francfort porte la date du 26 février 1871, Il a terminé la guerre entre l'Empire d'Allemagne et la France. Il est trop important et trop douloureux pour que les Français ne le comnaissent pas en entier.

Par ce traité, la France renonce, en faveur de l'Allemagne, à tous les droits et titres sur les territoires situés à l'est de la frontière ci-après désignée.

Ligne de démarcation. — Elle commence à la frontière nord-ouest du canton de Cattenom, vers le grand-duché de Luxembourg; elle suit, au sud, les frontières occidentales des cantons de Cattenom et de Thionville; elle passe par le canton de Briey, en longeant les frontières occidentales des communes de Montois-la-Montagne et de Roucourt. ainsi que les frontières occidentales de Sainte-Marie-aux-Chênes, Saintail, Abouville; elle atteint la frontière du canton de Gorze, et elle traverse ce canton le long des frontières communales de Vionville, de Bouvières et d'Ouville; elle suit la frontière occidentale de l'arrondissement de Château-Salins jusqu'à la commune de Pettoncourt, dont elle embrasse les frontières occidentale et méridionale, pour suivre la crête des montagnes, entre la Seille et le Moncel, jusqu à la frontière de l'arrondissement de Sarrebourg, au sud de la Garde. La ligne de démarcation coïncide avec la frontière de l'arrondissement de Sarrebourg jusqu'à la commune de Tauconville, dont elle atteint la frontière au nord; de là elle suit la crête des montagnes entre les sources de la Sarre-Blanche et de la Vézouze, jusqu'à la frontière du canton de Schirmeck; elle longe la frontière occidentale de ce canton, embrasse les communes de Saales, Bourg-Bruche, Cobroy-la-Roche, Plaine, Ronrupt, Saulxures et Sainte-Blaise-la-Roche, du canton de Saales et coïncide avec la frontière du département du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, jusqu'au canton de Belfort, dont elle quitte la frontière méridionale, non loin de Vouvenans, pour traverser le canton de Delle, aux limites méridionales des communes de Bourgogne et de Froide-Fontaine, et atteindre la frontière suisse en longeant les frontières orientales des communes de Jouchery et de Delle.

L'Allemagne possédera ces territoires à perpétuité, en toute souveraineté et propriété.

Par une modification apportée à ce traité, les villages de Sainte-Marie-aux-Chênes et de Viouville ont été cédés à l'Allemagne, et le territoire de Belfort, ainsi que quelques communes environnantes, nous ont été rendus.

La France paiera *cinq milliards* d'indemnité à l'Allemagne : un en 1871 et le reste dans trois ans.

M. Thiers eut à cœur de délivrer promptement le pays de la présence des Allemands et solda l'indemnité avant l'expiration des trois ans.

Une mesure très-importante a été adoptée en ce qui cencerne les actes rédigés dans le territoire cédé pour être exécutés en France ou réciproquement. Il est dit : que les actes de l'état civil, les documents judiciaires et autres analogues délivrés en Alsace-Lorraine et produits en France, ou délivrés en France et produits en Alsace-Lorraine, seront, à l'avenir, admis par les autorités compétentes des deux pays, lorsqu'ils auront été légalisés, soit par le président d'un tribunal, soit par un juge de paix ou son suppléant. Aucune autre légalisation ne sera exigée, hormis le cas où il y aurait lieu de mettre en doute l'authenticité des pièces produites.

Garantie des ouvrages d'or et d'argent.

Tous les ouvrages d'orfévrerie et d'argenterie fabriqués en France doivent être conformés aux titres prescrits par la loi, respectivement suivant leur nature.

Ces titres ou la quantité de fin contenue dans chaque pièce s'exprimeront en millièmes. Les anciennes dénominations de karats et de deniers. pour exprimer le degré de pureté des métaux précieux, n'auront plus lieu.

Il y a trois titres légaux pour les ouvrages d'or, et deux pour les ouvrages d'argent : savoir, pour l'or, le premier de 920 millièmes (ou 22 karats 2 trente-deuxièmes et 1 demi environ) ; le second, de 840 millièmes (20 karats 5 trente-deuxièmes et 1 huitième) ; le troisième, de 750 millièmes (18 karats) ; et pour

l'argent, le premier de 950 millièmes (11 deniers, 9 grains, 7 dixièmes); le second, de 800 millièmes (9 deniers, 11 grains et demi).

La tolérance des titres pour l'or est de trois millièmes; celle des titres pour l'argent est de cinq millièmes.

Les fabricants peuvent employer à leur gré l'un des titres mentionnés plus haut, respectivement pour les ouvrages d'or et d'argent, quelle que soit la grosseur ou l'espèce des pièces fabriquées.

La garantie du titre des ouvrages et matières d'or et d'argent est assurée par des poinçons; ils sont appliqués sur chaque pièce, ensuite d'un essai de la matière.

Il y a, pour marquer les ouvrages tant en or qu'en argent, trois espèces principales de poinçons, savoir : celui du fabricant, celui du titre et celui du bureau de garantie. — Il y a, d'ailleurs, deux petits poinçons : l'un pour les menus ouvrages d'or, l'autre pour les menus ouvrages d'argent trop petits pour recevoir l'empreinte des trois espèces de poinçons précédentes. Il y a, de plus, un poinçon particulier pour les vieux ouvrages dits de hasard, un autre pour les ouvrages venant de l'étranger.

Il est perçu, au profit du Trésor, un droit de garantie sur les ouvrages d'or et d'argent de toute sorte fabriqués à neuf. Ce droit sera de 20 francs par hectogramme d'or, et de 1 franc par hectogramme d'argent, non compris les frais d'essai ou de touchau.

Ces bureaux de garantie sont placés dans les communes où ils sont le plus avantageux au commerce.

Le nombre en a été fixé provisoirement à 200 au plus pour toute la France, par un décret du directoire.

Les fabricants et marchands d'or et d'argent ouvrés ou non ouvrés doivent être munis d'un registre coté et paraphé, sur lequel ils inscrivent la nature, le nombre, le poids et le titre des matières d'or et d'argent qu'ils achèteront ou vendront, avec les nom et demeure de ceux à qui ils les auront achetées.

Ils ne peuvent acheter que de personnes connues ou des répondants à eux connus.

Ils sont tenus de représenter leurs registres à l'autorité publique, toutes les fois qu'ils en sont requis.

Gendarmerie.

La gendarmerie est un corps spécial, destiné à assurer le repos public et à rechercher les crimes et délits. Il est recruté parmi les anciens soldats qui ont dignement accompli le temps de service voulu par la loi.

Les fonctions des gendarmes sont multiples. Ils sont chargés notamment :

1° De déférer à toute réquisition émanée des autorités compétentes, telles que le maire d'une commune, le commissaire de police, etc.

2° De déférer spécialement aux réquisitions du procureur de la République, dont ils sont les auxiliaires dans la recherche des crimes et délits.

3° De faire des tournées, courses ou patrouilles dans l'étendue de leur ressort, et de s'y mettre à la disposition des autorités pour la recherche des crimes et délits.

4° En cas d'incendie, inondation ou autre malheur, ils se transportent sur les lieux pour porter secours, et y recueillent tous les renseignements propres à faire découvrir le coupable.

5° Ils dressent les procès-verbaux concernant les contraventions de pêche, de chasse et de grande et petite voirie.

6° Ils constatent, en outre, les infractions aux lois sur le colportage des livres et gravures, sur les douanes et les contributions indirectes.

Le procès-verbal d'un seul gendarme est valable et a toute sa force. Il fait foi jusqu'à preuve du contraire. Néanmoins, en général, les procès-verbaux sont dressés et signés par deux gendarmes.

Il y a une brigade de gendarmerie dans le chef-lieu de canton et dans tous les endroits où le besoin s'en fait sentir.

Greffiers

Voyez *Tarifs*.

Grêle (Indemnité).

Quand un fléau, la grêle, par exemple, s'est abattu sur une commune et en a ravagé les récoltes, le Gouvernement se fait un devoir de venir en aide à ceux qui ont été victimes du fléau. Les secours que peut accorder le Gouvernement peuvent être en argent; mais le plus souvent ils consistent dans un dégrèvement d'impôts.

Si presque tous les habitants de la commune ont été atteints, une pétition collective peut être rédigée par le maire; si, au contraire, c'est un petit nombre de propriétaires, les intéressés seuls signent la pétition.

Cette pétition est adressée au sous-préfet de l'arrondissement (1).

Halage

Les propriétaires riverains de cours d'eau navigables ou flottables sont tenus de laisser d'un côté un chemin de 7 m. 80 pour le passage des hommes ou animaux employés à tirer les bateaux; ils doivent également ne planter des arbres qu'à la distance de 2 mètres de ce chemin. Du côté opposé au chemin de halage, il est exigé un chemin de 3 m. 25, appelé marchepied.

C'est l'administration qui a le droit de déterminer, sans indemnité aux propriétaires, de quel côté sera le chemin de halage.

La servitude de halage imposée aux riverains de cours d'eau navigables ou flottables ne saurait jamais donner lieu à une indemnité de la part de l'administration, lors même que le mouvement des eaux, en corrodant la rive, forcerait à reculer sur le fonds.

Hospices et Établissements de bienfaisance.

Les hospices sont destinés à recevoir les malades pauvres et les aliénés indigents ou non indigents; mais ceux-ci paient une pension annuelle, tandis que les autres sont reçus gratis.

A la différence des bureaux de bienfaisance, qui distribuent des secours à domicile, les hospices et autres établissements de ce genre ne secourent les indigents que dans l'intérieur de leurs maisons. Cependant, il leur est permis d'affecter un cinquième de leurs ressources à l'assistance des vieillards laissés dans leurs familles.

Il y a des hospices qui appartiennent à l'Etat, d'autres au département, d'autres, enfin, à la commune.

Les hospices sont administrés par une *commission administrative*, composée de cinq membres nommés par le préfet. A Paris, c'est le directeur général de l'assistance publique qui est seul chargé, sous le contrôle d'un conseil de surveillance, des établissements de bienfaisance de la Seine.

Les commissions administratives ont pour mission de contrôler l'emploi des fonds, d'assurer le fonctionnement des divers services. Elles passent les baux, font les acquisitions ou les ventes ou échanges de terrains, en un mot administrent les biens de l'hospice comme leurs biens propres; mais, pour certains actes, ils ont besoin de l'autorisation, soit du préfet, soit du ministre.

Les bureaux de bienfaisance sont, en général, soumis aux règles des hospices, mais ils appartiennent toujours aux communes.

---

(3) Voy. FORMULES DIVERSES, nº 11.

Impôts directs et indirects.

Ce qui intéresse le plus les citoyens dans l'ordre administratif, ce sont les impôts, puisque ce sont des charges très-lourdes pour eux. Il est donc nécessaire qu'ils en comprennent l'utilité et le mécanisme, afin de les subir avec moins de peine. Il faut qu'ils sachent que l'impôt est uniquement destiné au profit social, et qu'il frappe tous les citoyens dans la proportion de leurs facultés.

Ainsi, aujourd'hui, les principes qui régissent les impôts sont ceux-ci : 1° Il n'y a d'impôts que ceux que le peuple vote tous les ans par l'intermédiaire de ses assemblées élues ; 2° Personne n'est exempté de l'impôt ; 3° L'impôt est proportionnel au revenu.

Il y a deux branches principales d'impôts; les impôts directs et les impôts indirects. Dans le budget de 1879,les premiers figurent pour plus de 500 millions, et les seconds pour plus de deux millards.

On distingue encore les impôts en impôts de *répartition* et en impôts de *quotité*. Les premiers comprennent ceux dont on fixe le chiffre dans le budget, comme la contribution foncière, personnelle et mobilière, des portes et fenêtres ; les seconds sont ceux qui ne peuvent qu'être évalués approximativement. Ce sont l'impôt des patentes et tous les impôts indirects.

Ainsi, en prenant pour exemple le budget de 1879, on a dit pour les impôts de répartition, ils donneront nécessairement une somme ce cinq cent millions (en chiffres ronds). Cela signifie que la Chambre et le Sénat vont faire la répartition de cette somme entre les départements; les conseils généraux, entre les arrondissements; les arrondissements entre les communes; et la commission des répartitions entre les citoyens de la commune.

Pour les impôts de quotité, on a dit : tel acte donnera droit à la perception de tel droit au profit du Trésor, et on ne peut savoir, par conséquent, que par évaluation le produit des impôts de quotité. L'évaluation, faite dans le budget de 1879, des impôts de quotité dépasse 2 milliards.

I. — Impots directs. — 1° *Contribution foncière.* — La contribution foncière repose sur le sol même, sur le terrain bâti, et a pour base le revenu net, c'est-à-dire le revenu, déduction faite des frais. Le cadastre est le registre-plan sur lequel sont reportées, avec leur contenance et leur qualité productive, les terres bâties et non bâties. Comme les terrains augmentent ou diminuent de rapport, selon le degré de culture, il serait nécessaire de refaire souvent le cadastre; mais cette opération coûterait, pour toute la France, environ 300 millions. Malgré cela, le cadastre va être refait incessamment dans toutes les communes.

2° *Contribution personnelle et mobilière.* — Ces deux impôts, qui n'en font qu'un, se décomposent ainsi : l'impôt personnel est fixé à la valeur de trois journées de travail, suivant le prix moyen de la journée établie par le conseil général, entre 1 fr. 50 et 0 fr. 50 c. On multiplie le nombre d'habitants par le prix de la journée ainsi fixé, et on a la somme que produira la contribution personnelle. Si on suppose que, toute répartition faite, une commune doit supporter, comme contribution personnelle et mobilière, 10,000 fr., et que la multiplication précédente ait produt 5,000 fr., il restera à porter sur la contribution mobilière les 5,000 fr. restants. La contribution mobilière repose sur la valeur locative des habitations. Chaque habitation devra donc supporter proportionnellement une partie de l'impôt de 5,000 fr.

3° *Contribution des portes et fenêtres.* — La contribution des portes et fenêtres est établie sur les ouvertures donnant sur les rues, cours ou jardins des bâtiments et usines, sur tout le territoire de la France. On tient compte dans la répartition, du nombre des ouvertures, de leur espèce, de l'élévation des étages où elles sont placées, et de la population.

4° *Contribution des patentes.* — Tout individu, Français ou étranger, dit la loi du 25 avril 1844, fondamentale en cette matière, qui exerce un commerce,

une industrie, une profession, non compris dans les exceptions déterminées par la présente loi, est assujetti à la contribution des patentes.

Cette loi, très-générale, reçoit cependant des exceptions, en ce qui concerne notamment : 1° les fonctionnaires publics, à raison de leurs fonctions administratives ; 2° un petit nombre de professions libérales, qui ne s'appliquent plus aujourd'hui qu'aux professeurs de belles-lettres, sciences et arts d'agrément, peintres, sculpteurs, dessinateurs, graveurs, artistes et auteurs dramatiques ; 3° les laboureurs et cultivateurs pour la vente et la manipulation des récoltes provenant de leurs terres ; 4° les commis ; toutes les personnes travaillant à gages, à façon ou à la journée, etc.

Il faut encore remarquer, dans la loi sur les patentes, les principes suivants, qui se trouvent soit dans la loi de 1844, soit dans les lois postérieures.

Les patentes sont personnelles et ne peuvent servir qu'à ceux à qui elles sont délivrées. Ainsi, les associés en nom collectif sont tous assujettis à la patente ; toutefois, l'associé principal paie seul le droit fixe en entier ; le même droit est divisé en autant de parts égales qu'il y a d'associés en nom collectif, et une de ces parts est imposée à chaque associé secondaire ; toutefois, cette part ne doit jamais dépasser le droit fixe imposable au nom de l'associé principal, pour les associés habituellement employés comme simples ouvriers dans les travaux de l'association.

La contribution des patentes est due, pour l'année entière, pour les individus exerçant au mois de janvier une profession imposable. En cas de cession d'établissement, la patente sera, sur la demande du cédant, transférée à son successeur ; la mutation de cote sera réglée par arrêté du préfet. En cas de fermeture des magasins, boutiques et ateliers, par suite de décès ou de faillite déclarée, les droits ne seront dûs que pour le passé et le mois courant ; sur la réclamation des parties intéressées, il sera accordé décharge du surplus de la taxe. Ceux qui entreprennent après le mois de janvier une profession sujette à patente, ne doivent la contribution qu'à partir du premier du mois dans lequel ils ont commencé d'exercer, à moins que, par sa nature, la profession ne puisse pas être exercée pendant toute l'année ; dans ce cas, la contribution sera due pour l'année entière, quelle que soit l'époque à laquelle la profession aura été entreprise.

Les patentés qui, dans le cours de l'année, entreprendront une profession d'une classe supérieure à celle qu'ils exerçaient d'abord ou qui transportent leur établissement dans une commune d'une plus forte population, sont tenus de payer au prorata un supplément de droit fixe.

Il est également dû un supplément de droit proportionnel par les patentables qui prennent des maisons ou locaux d'une valeur locative supérieure à celle des maisons ou locaux pour lesquels ils ont été primitivement imposés, et par ceux qui entreprennent une profession passible d'un droit proportionnel plus élevé.

Les suppléments seront dûs à compter du premier du mois dans lequel les changements prévus ci-dessus auront été opérés.

La patente se compose d'un droit fixe et d'un droit proportionnel.

Le droit fixe est payé par tous les patentables ; il n'y a d'exception que pour les professions libérales, assujetties par ce motif, en vertu de la loi de 1850, à une taxe proportionnelle plus élevée que pour tous autres, et fixée au quinzième du loyer d'habitation.

Le droit proportionnel n'est pas dû par tous les patentables ; mais ceux qui y sont assujettis sont taxés d'après la population de la commune, l'étendue de leur commerce ou industrie, etc.

Le patentable ayant plusieurs établissements, boutiques ou magasins de même espèce ou d'espèces différentes, est, quelle que soit la classe ou la catégorie à laquelle il appartient comme patentable passible d'un droit fixe entier en raison du commerce, de l'industrie ou de la profession exercée dans chacun de ces établissements, boutiques ou magasins. Les droits fixes sont imposables dans les communes où sont situés les établissements, boutiques ou magasins qui y donnent lieu.

II. *Taxes assimilées aux impôts directs.* — Les taxes dont nous allons parler sont assimilées aux impôts directs, au point de vue de la compétence des conseils de préfecture et de leur perception à l'aide d'un rôle nominatif; mais elles en diffèrent à plusieurs points de vue.

1° Taxe sur le revenu des valeurs mobilières. — Elle est de 3 °/₀ sur ce revenu et produit annuellement 35 millions de francs. Elle a été introduite, par la loi du 29 juin 1872.

2° Taxe sur les chevaux et les voitures. — Nous avons parlé de cet impôt plus haut, au mot *Chevaux*. Voyez ce mot.

3° Taxe sur les cercles, sociétés ou lieux de réunion. — Voyez plus haut au mot *Cercles*.

4° Taxe des biens de main-morte. — Les immeubles appartenant à des communautés religieuses, à des hospices, et, enfin, à des personnes morales, changent rarement de propriétaires. Il y aurait donc là beaucoup de terrains qui ne subiraient jamais ou presque jamais les droits de mutation auxquels les autres sont assujettis à chaque changement de propriété.

Pour y suppléer, la loi du 20 février 1849 a établi sur ces biens une taxe annuelle de 62 centimes et demi pour franc du principal de la contribution foncière.

En 1872, cette taxe a été élevée comme les autres impôts, et elle est aujourd'hui de 72 cent. par franc du principal de la contribution foncière, plus les décimes que supportent les droits d'enregistrement.

Cet impôt produit environ 4 millions et demi.

5° Redevance annuelle des mines. — Elle est de 10 fr. par kilomètre carré et d'une redevance proportionnelle au revenu net de la mine, sans que, toutefois, la redevance puisse dépasser 5 °/₀ du produit et de l'extraction.

Les administrations des mines peuvent faire un abonnement, et c'est ce qui se fait en général.

La redevance des mines produit environ 1 million et demi.

6° Droits de vérification des poids et des mesures — Les poids et mesures employés dans le commerce l'industries sont assujettis à une visite annuelle de vérificateurs. Cette opération donne lieu à une taxe annuelle portée au budget général. Elle produit environ 1 million et demi.

7° Frais de visite chez les pharmaciens, droguistes et épiciers tenant des substances réputées médicinales. — Cette taxe est de six francs par chaque pharmacien et de quatre francs par chaque épicier ou droguiste. Elle a sa cause dans les visites que doivent faire chaque année un ou plusieurs membres du conseil d'hygiène publique dans les dits établissements. Cette taxe produit environ 250,000 fr. par an.

Observations générales. — Les contributions directes sont exigibles par douzièmes, à la fin de chaque mois. Le contribuable qui n'aurait pas payé le premier du mois la cote du mois précédent pourrait être poursuivi après l'expiration d'un délai de dix jours, et huit jours après une sommation sans frais.

Par exception, les patentes des professions ambulantes sont exigibles en entier.

Le Trésor a un privilége pour le recouvrement des contributions directes. Il s'exerce avant tout autre : 1° pour la contribution foncière de l'année échue et et de l'année courante, sur les récoltes, fruits, loyers et revenus des biens immeubles sujets à la contribution; 2° pour l'année échue et l'année courante des contributions mobilières, des portes et fenêtres, des patentes, et toute autre contribution directe et personnelle, sur tous les meubles et autres effets mobiliers appartenant aux redevables, en quelque lieu qu'ils se trouvent.

Les réclamations auxquelles peut donner lieu la mise en recouvrement des contributions directes sont de deux sortes: des demandes en *décharge ou réduction*, et des demandes en *remise* ou *modération*.

Sur les premières, la loi du 21 avril 1832 s'exprime ainsi : « Tout contribuable qui se croira surchargé adressera au préfet ou au sous-préfet, dans les trois

mois de l'émission des rôles, sa demande en décharge ou réduction (1). Il y joindra la quittance des termes échus de sa cotisation, sans pouvoir, sous prétexte de réclamation, différer le paiement des termes à échoir pendant les trois mois qui suivront la réclamation dans lesquels elle devra être jugée définitivement. Le même délai est attribué au même contribuable qui réclamera contre son émission au rôle. Le montant des cotisations extraordinaires qui seront établies par suite de ces dernières réclamations, soit en contribution personnelle et mobilière, soit en portes et fenêtres, viendra en déduction du contingent de la commune pour l'année suivante. Ne sont point assujetties au droit de timbre les réclamations ayant pour objet une cote moindre de 30 fr. »

Le montant des décharges ou réductions sera réimposé au rôle de l'année suivante de la commune et supportée ainsi par tous les contribuables.

Les demandes en remise et modération sont adressées, à titre purement gracieux, au sous-préfet (1). Elles ont pour cause un malheur, une catastrophe, un ravage causé aux récoltes par la grêle ou un autre fléau. Le montant des remises ou modérations forme pour l'Etat une perte absolue, à laquelle il est pourvu par un fonds de non-valeur alloué tous les ans dans ce but.

II. CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — Les contributions indirectes sont variées presque à l'infini. Les événements de la guerre ont obligé le législateur à augmenter les tarifs existants et à chercher d'autres matières à imposer.

Ce sont les tribunaux correctionnels qui connaissent des contraventions et délits en cette matière ; mais ce sont les tribunaux civils qui décident, en cas de contestation, sur l'application des tarifs.

Il est à remarquer que l'administration des contributions indirectes n'est pas autorisée à transiger avant d'avoir saisi la justice et même obtenu une décision d'elle : alors, elle peut transiger sur le montant des condamnations.

Les principaux impôts indirects sont les droits sur les boissons, sur les cartes à jouer, sur les sels, sur le sucre indigène, de garantie sur les matières d'or et d'argent, de la vente des poudres et salpêtres et des tabacs, et les impôts plus nouveaux établis sur les allumettes, sur le papier, sur les savons, etc. Nous expliquons en détail les impôts dont il est ici question à chacun de ces mots.

Imprimeurs et Libraires.

Un décret du 10 septembre 1870 a rendu libres les professions d'imprimeur et de libraire. Il est ainsi conçu :

ART. 1er. — Les professions d'imprimeur et de libraire sont libres.

2. Toute personne qui voudra exercer l'une ou l'autre de ces professions sera tenue à une simple déclaration faite au ministère de l'intérieur (1).

3. Toute publication portera le nom de l'imprimeur.

4. Il sera ultérieurement statué sur les conséquences du présent décret à l'égard des titulaires actuels de brevets.

Indigents.

La loi, dans un but d'intérêt général et d'humanité, a dû faciliter aux indigents l'accomplissement de trois actes importants de leur vie : leur mariage, la légitimation de leurs enfants naturels, le retrait de ces enfants des hospices.

---

(1). Voy. FORMULES DIVERSES nº 12.
(1) Voy. FORMULES DIVERSES, nº 13
(1) Voy. FORMULES DIVERSES, nº 14.

C'est la loi du 10 décembre 1850 qui contient les mesures que l'on a cru devoir prendre dans un intérêt d'ordre public.

Les indigents sont ceux qui justifient d'un certificat d'indigence, à eux délivré par le commissaire de police ou le maire, à défaut de commissaire, sur le vu d'un extrait du rôle des contributions constatant que les parties intéressées paient moins de 10 francs, ou d'un certificat du percepteur portant qu'elles ne sont pas imposées. Ce certificat est visé par le juge de paix du canton.

Le privilége des indigents consiste en ceci : tous les papiers, toutes les pièces qui leur sont nécessaires pour ces trois actes leur sont délivrés gratis, et c'est le maire ou le Procureur de la République qui se chargent de les leur procurer.

Ainsi, toute personne payant moins de 10 fr. d'impôts directs peut demander un certificat d'indigence (1).

Dès lors, tous jugements de rectification ou d'inscription des actes de l'état civil, toutes homologations d'actes de notoriété, et généralement tous actes judiciaires ou procédures nécessaires sont poursuivis et exécutés d'office et gratis par le ministère public.

Les extraits des registres des actes de l'état civil, les actes de consentement des parents, de publication, etc., sont écrits sur papier libre et délivrés et enregistrés gratis.

Tout acte ainsi délivré ne peut servir que pour l'un des trois actes ci-dessus mentionnés. En cas de contravention, le délinquant encourt une amende de 25 francs.

Institut agronomique

Depuis longtemps les hommes qui se préoccupent d'agriculture en France demandaient la création d'une école supérieure d'agriculture. Satisfaction a été donnée à cette demande par une loi du 9 août 1876.

Une école, destinée à l'étude et à l'enseignement des ciences dans leur rapport avec l'agriculture, sera fondée au Conservatoire des Arts-et-Métiers, à Paris, sous le nom d'*Institut agronomique.*

Les professeurs et répétiteurs seront nommés au concours.

L'établissement recevra des élèves externes, payant une rétribution scolaire, et des auditeurs libres. Les élèves réguliers qui, à la suite des examens de fin d'étude, en auront été jugés dignes, recevront un diplôme.

Chaque année, quatre bourses de mille francs et deux de cinq cents francs, donnant, les unes et les autres, droit à l'enseignement gratuit, et dix bourses, consistant dans la remise de toute rétribution scolaire, seront mises au concours par moitié entre les élèves diplômés des écoles d'agriculture et les autres concurrents qui se présenteront.

Les deux premiers élèves sortant chaque année pourront recevoir, aux frais de l'État, une mission complémentaire d'études.

Cette mission durera trois ans et aura lieu tant en France qu'à l'étranger.

Un champ d'expériences, dont la contenance ne pourra dépasser cinquante hectares, sera affecté, avec les bâtiments nécessaires, au service de l'Institut agronomique.

Instruction publique.

Il n'y a pas eu, depuis la guerre Franco-Allemande, pour le législateur français, de préoccupation plus constante et plus légitime que celle de l'instruction publique en général. C'est le maître d'école allemand qui a vaincu la France, a-t-on dit de tous côtés, et cette expression si simple traduisait exac-

---

(1) Voy. FORMULES DIVERSES, nº 15.

tement la pensée de tout le monde. On a différé sur les moyens de la répandre, sur le personnel à employer, sur les matières à enseigner, mais on est d'accord sur un point : c'est qu'il y a beaucoup à faire. Il est donc bon de connaître exactement l'état de la question, puisque c'est un point capital pour la France.

Dans cette expression d'instruction publique, il faut nécessairement comprendre tous les degrés et tous les genres d'instruction, depuis celle qui est élémentaire jusqu'à celle qui est supérieure Il conviendra néanmoins d'insister sur l'enseignement élémentaire ou primaire, parce qu'il est celui du plus grand nombre et qu'il est la clef de tous les autres.

Les trois grandes divisions de l'instruction publique sont : l'instruction primaire, l'instruction secondaire et l'instruction spéciale supérieure appelée, enseignement supérieur. Ce seront également nos trois divisions.

Instruction primaire,

L'instruction primaire est donnée aux enfants des deux sexes par des instituteurs ou des institutrices. Ces instituteurs ou institutrices sont nommés par le recteur d'académie, qui préside à l'instruction primaire et secondaire du département, sur la demande des conseils municipaux.

A côté des instituteurs ou institutrices ainsi nommés, et qu'on appelle *communaux*, peuvent se fonder des établissements libres d'instruction primaire.

Pour être instituteur ou institutrice, il faut avoir un brevet de capacité. Pour les religieux, il est fait une exception : on n'exige aucune preuve de capacité.

L'enseignement primaire comprend, d'après la loi fondamentale du 15 mars 1850 : l'instruction morale et religieuse, la lecture, l'écriture, les éléments de la langue française, le calcul et le système légal des poids et mesures. Il peut comprendre, en outre, l'arithmétique appliquée aux opérations pratiques, les éléments de l'histoire et de la géographie, des notions des sciences physiques et de l'histoire naturelle, des instructions élémentaires sur l'agriculture, l'industrie et l'hygiène, l'arpentage, le nivellement, le dessin linéaire et la gymnastique.

Le programme est le même pour les écoles des filles Il faut y ajouter seulement les travaux d'aiguille.

L'enseignement primaire est donné gratuitement à tous les enfants dont les parents sont hors d'état de le payer.

La commune est chargée de pourvoir au traitement des instituteurs communaux au moyen de centimes additionnels aux contributions directes. Elle peut décider que l'instruction sera gratuite pour tout le monde.

On a provoqué en 1877, de la part de toutes les communes non pourvues de bâtiments convenables pour les écoles, la construction de ces maisons, et l'État accorde de fortes subventions à celles qui entreprennent ces édifices d'utilité communale.

L'instruction élémentaire est surveillée par le maire dans sa commune, un ou plusieurs délégués par canton, et un conseil académique, présidé par le recteur, par département.

Dans ces dernières années où l'on a tant fait pour l'instruction primaire, on a beaucoup parlé de l'instruction gratuite, obligatoire, laïque. Il convient de dire un mot de cette question.

Les partisans de l'instruction gratuite pour tout le monde sans exception disent que c'est là un service public par excellence, et que l'Etat doit y pourvoir de la même façon qu'il pourvoit à tous les autres services, ou que, du moins, c'est un service public incombant à la commune comme telles autres charges. Ils ajoutent, ce qui est vrai, que les communes tendent de plus en plus à établir la gratuité absolue dans les écoles, comme elles y sont autorisées par la loi de 1850.

Ceux qui pensent que l'instruction devrait être obligatoire, disent qu'il n'est pas plus permis à un père de famille d'empêcher le développement de l'esprit de son fils, qu'il ne lui est permis d'arrêter le développement de ses facultés physiques; qu'il est aussi coupable de séquestrer son intelligence que son corps; que l'article 385 du Code civil met sur le même rang et au même titre « la nourriture, l'entretien et l'éducation des enfants, » et qu'évidemment l'éducation ne se comprend pas sans l'instruction. Quand on objecte que c'est là un attentat contre la liberté individuelle du père de famille, ils renvoient à l'article 385 du Code civil, qui défend de refuser aux enfants « la nourriture, l'entretien et l'*éducation*. » Quand on ajoute qu'il faut laisser, à celui qui en a les moyens, la faculté de faire donner une instruction plus qu'élémentaire et plus soignée à son fils, ils répliquent que cette faculté serait certainement sauvegardée dans une loi qui établirait l'instruction obligatoire, que ce n'est là qu'une question de détail.

Enfin, il y a des partisans de l'instruction laïque. Ceux-là raisonnent ainsi. L'Etat, c'est un être fictif, qui n'a ni titre de noblesse, ni religion, qui est chargé d'intérêts multiples pour le compte d'hommes de mœurs, de religions différentes. Il n'a pas le droit d'imposer un dogme, soit de la religion catholique, soit de la religion protestante au premier homme ou au premier enfant venu. Il accorde le plus grand respect à toutes les religions, mais n'oblige personne à les pratiquer. Il faut laisser au père de famille le soin de diriger ou de faire diriger par qui il veut l'éducation religieuse de son fils, parce que les affaires de religion sont des affaires de conscience, dont personne n'a le droit de demander compte. Le père de famille enverra donc ses enfants au catéchisme, chez le curé, s'il est catholique; il les enverra chez le pasteur, s'il est protestant; chez le rabbin, s'il est juif; cela ne regarde que lui. Evidemment donc, d'après ceux qui raisonnent ainsi, l'instruction primaire publique doit être laïque, et ce n'est pas à l'école, mais au temple ou à l'église que se donnera l'instruction religieuse, et tout le monde y gagnera, la religion surtout, parce qu'elle sera mieux expliquée par ceux qui font profession de l'enseigner. Pour eux, il y aura autant d'enseignement religieux dans un cas que dans l'autre; ce n'est que le local où la religion sera enseignée qui changera.

Dans la pensée de ceux qui veulent l'instruction laïque, il est bien entendu qu'il ne s'agit que des écoles publiques dirigées par l'Etat. Quant aux écoles privées, établies à côté des écoles publiques les enfants recevraient telle instruction religieuse qu'il conviendrait et l'Etat n'aurait rien à dire.

Quoi qu'il en soit de tous ces systèmes, il n'en est pas moins à désirer que le gouvernement donne satisfaction à l'opinion publique, qui réclame des réformes considérables. Un projet de loi va être mis en discussion, qui deviendra la loi fondamentale de l'instruction primaire. Il est dû, en grande partie, à un homme très-distingué et bien au courant de ces matières, M. Paul Bert.

Intruction secondaire.

L'instruction secondaire comprend les études qui conduisent au baccalauréat ès-lettres et au baccalauréat ès-sciences. Elle est donnée, dans les lycées et colléges de l'Etat, par les professeurs de l'Université et dans les colléges communaux ou établissements particuliers, par des professeurs choisis par les directeurs.

L'enseignement secondaire comprend : le français, le latin, le grec, les langues vivantes et les sciences.

Le baccalauréat ès-lettres a subi, par le décret du 9 avril 1874, une profonde modification qu'il est important de connaître

L'examen du baccalauréat ès-lettres comprend deux séries d'épreuves : la première porte sur les lettres et sur les parties de l'histoire et de la géographie enseignées dans le cours des études classiques jusqu'à la rhétorique in-

clusivement. La deuxième porte sur la philosophie, sur les sciences et sur les parties de l'histoire et de la géographie enseignées dans la classe de philosophie et sur les langues vivantes.

Les épreuves de la deuxième série, et c'est en cela que consiste la réforme récente que nous analysons, ne peuvent être subies qu'un an après que le candidat a subi avec succès celles de la première série. Néanmoins, l'intervalle compris entre la session de novembre et celle de juillet compte pour une année. Le délai d'une année pourra être réduit à trois mois pour les candidats qui auraient dix-neuf ans accomplis à la date des épreuves de la deuxième série.

Le baccalauréat ès-sciences se divise en baccalauréat ès sciences complet et baccalauréat ès-sciences restreint. Ce dernier seul est exigé des étudiants en médecine.

Enseignement supérieur.

L'enseignement supérieur comprend le Droit, la Médecine, les Lettres et les Sciences, et la Pharmacie.

Jusqu'en 1875, l'Etat donnait seul l'enseignement supérieur par l'intermédiaire de l'Université. Depuis la loi du 12 juillet 1875, il n'en est pas ainsi. Nous en reproduirons les articles les plus essentiels ci-dessous :

Art. 1^er^ L'enseignement supérieur est libre.

Art. 2, Tout Français, âgé de vingt-cinq ans, n'ayant encouru aucune des incapacités prévues par l'article 8 de la présente loi, les associations formées légalement dans le dessein d'enseignement supérieur, pourront ouvrir librement des cours et des établissements d'enseignement supérieur, aux seules conditions prescrites par les articles suivants. Toutefois, pour l'enseignement de la médecine et de la pharmacie, il faudra justifier, en outre, des conditions requises pour l'exercice des professions de médecin ou de pharmacien. Les cours isolés dont la publicité ne sera pas restreinte aux auditeurs régulièrement inscrits, resteront soumis aux prescriptions des lois sur les réunions publiques.

3. L'ouverture de chaque cours devra être précédée d'une déclaration signée par l'auteur de ce cours.

Cette déclaration indiquera les noms, qualités et domiciles du déclarant, le local où seront faits les cours et l'objet ou les divers objets de l'enseignement qui y sera donné.

Elle sera remise au recteur dans les départements où est établi le chef-lieu de l'académie, et à l'inspecteur d'académie dans les autres départements. Il en sera donné immédiatement récépissé.

L'ouverture du cours ne pourra avoir lieu que dix jours francs après la délivrance du récépissé.

Toute modification aux points qui auront fait l'objet de la déclaration primitive devra être portée à la connaissance des autorités désignées dans le paragraphe précédent. Il ne pourra être donné suite aux modifications projetées que cinq jours après la délivrance du récépissé.

4° Les établissements libres d'enseignement supérieur devront âtre administrés par trois personnes au moins.

La déclaration prescrite par l'article 3 de la présente loi devra être signée par les administrateurs ci-dessus désignés; elle indiquera leur noms, qualités et domiciles, le siége et les statuts de l'établissement, ainsi que les autres énonciations mentionnées dans le dit article 3.

En cas de décès ou de retraite de l'un des administrateurs, il deva être procédé à son remplacement dans un délai de six mois.

Avis en sera donné au recteur ou à l'inspecteur d'académie.

La liste des professeurs et le programme des cours seront communiqués chaque année aux autorités désignées dans le paragraphe précédent.

Indépendamment des cours proprement dits, il pourra être fait, dans les

dits établissements, des conférences spéciales sans qu'il soit beoin d'autorisation péalable.

Les autres formalités prescrites par l'article 3 de la présente loi sont applicables à l'ouverture et à l'administration des établissements libres.

5, Les établissements d'enseignement supérieur ouverts conformément à l'article précédent. et comprenant au moins le même nombre de professeurs pourvus du grade de docteur que les facultés de l'Etat qui comptent le moins de chaires, pourront prendre le nom de *Faculté libre des lettres, des sciences; de droit, de médecine*, etc., s'ils appartiennent à des particuliers ou à des associations

Quand ils réuniront trois facultés, ils pourront prendre le nom d'*Université libre*.

6. Pour les facultés des lettres, des sciences et de droit, la déclaration signée par les administrateurs devra porter que les dites facultés ont des salles de cours, de conférences et de travail suffisantes pour cent étudiants au moins et une bibliothèque spéciale.

Pour une faculté de sciences, il devra être établi, en outre, qu'elle possède des laboratoires de physique et de chimie, des cabinets de physique et d'histoire naturelle en rapport avec les besoins de l'enseignement supérieur.

S'il s'agit d'une faculté de médecine, d'une faculté mixte de médecine et de pharmacie, ou d'une école de médecine ou de pharmacie, la déclaration signée par les administrateurs devra établir :

Que la dite faculté ou école dispose, dans un hôpital fondé par elle ou mis à sa disposition par l'Assistance publique, de cent vingt lits au moins, habituellement occupés, pour les trois enseignements cliniques principaux : médical, chirurgical, obstétrical;

Qu'elle est pouvue : 1° de salles de dissection, munies de tout ce qui est nécessaire aux exercices anatomiques des élèves; 2° des laboratoires nécessaires aux études de chimie, de physique et de physiologie; 3° de collections d'étude pour l'anatomie normale et pathologique, d'un cabinet de physique, d'une collection de matière médicale, d'une collection d'instruments et appareils de chirurgie;

Qu'elle met à la disposition des élèves un jardin de plantes médicinales et une bibliothèque spéciale.

S'il s'agit d'une école spéciale de pharmacie, les administrateurs de cet établissement devront déclarer qu'ils possèdent des laboratoires de physique, de chimie, de pharmacie et d'histoire naturelle, les collections nécessaires à l'enseignement de la pharmacie, un jardin de plantes médicinales et une bibliothèque spéciale.

7. Les cours et établissements libres d'enseignement supérieur seront toujours ouverts et accessibles aux délégués du ministre de l'instruction publique.

La surveillance ne pourra porter sur l'enseignement que pour vérifier s'il n'est pas contraire à la morale, à la constitution et aux lois.

8. Sont incapables d'ouvrir un cours et de remplir les fonctions d'administrateurs ou de professeur dans un établissement libre d'enseignement supérieur :

1° Les individus qui ne jouissent pas de leurs droits civils;

2° Ceux qui ont subi une condamnation pour crime ou délit contraire à la probité ou aux mœurs;

3° Ceux qui, par suite de jugement, se trouveront privés de tout ou partie des droits civils, civiques et de famille indiqués dans les nos 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 de l'article 42 du Code pénal;

4° Ceux contre lesquels l'incapacité aura été prononcée en vertu de l'article 16 de la présente loi.

9. Les étrangers pourront être autorisés à ouvrir des cours ou à diriger des établissements libres d'enseignement supérieur dans les conditions prescrites par l'article 78 de la loi du 15 mars 1850.

10. Les élèves des facultés libres pourront se présenter, pour l'obtention

des grades, devant les facultés de l'Etat, en justifiant qu'ils ont pris, dans la faculté dont ils ont suivi les cours, le nombre d'inscriptions voulu par les règlements. Les élèves des universités libres pourront se présenter, s'ils le préfèrent, devant un jury spécial formé dans les conditions déterminées par l'article 14.

Toutefois, le candidat ajourné devant une faculté de l'Etat ne pourra se présenter ensuite devant le jury spécial, et réciproquement, sans en avoir obteuu l'autorisation du ministre de l'instruction publique. L'infraction à cette disposition entraînerait la nullité du diplôme ou du certificat obtenu.

Le baccalauréat ès-lettres et le baccalauréat ès-sciences resteront exclusivement conférés par les facultés de l'Etat.

11. Le jury spécial sera formé de professeurs ou agrégés des facultés de l'Etat et de professeurs des universités libres, pourvus du diplôme de docteur. Ils seront désignés, pour chaque session, par le ministre de l'instruction publique, et, si le nombre des membres de la commission d'examen est pair, ils seront pris en nombre égal dans les facultés de l'Etat et dans l'université libre à laquelle appartiendront les candidats

La présidence, pour chaque commission, appartiendra à un membre de l'enseignement public.

Le lieu et les époques des sessions d'examen seront fixés chaque année par nn arrêté du ministre, après avis du conseil supérieur de l'instruction publique.

12. Les élèves des universités libres seront soumis aux mêmes régles que ceux des facultés de l'Etat, notamment en ce qui concerne les conditions préalables d'âge, de grades, d'inscriptions de stage dans les hôpitaux, le nombre des épreuves à subir devant le jury spécial pour l'obtention de chaque grade, les délais obligatoires entre chaque grade et les droits à percevoir.

Un règlement délibéré en conseil supérieur de l'instruction publique déterminera les conditions auxquelles un étudiant pourra passer d'une faculté dans une autre.

Intérêt (loi sur l')

L'intérêt conventionnel ne peut excéder en matière civile 5 pour 100, ni en matière commerciale, 6 pour 100, le tout sans retenue.

L'intérêt légal sera, en matière civile, de 5 pour 100; en matière de commerce, de 6 pour 100, sans retenue.

Lorsque, dans une instance civile ou commerciale, il sera prouvé que le prêt conventionnel a été fait à un taux supérieur à celui fixé par la loi, les perceptions excessives seront imputées, de plein droit, aux époques où elles auront eu lieu, sur les intérêts légaux alors échus, et subsidiairement sur le capital de la créance. Si la créance est éteinte en capital et intérêts, le prêteur sera condamné à la restitution des sommes indûment perçues, avec intérêt du jour où elles lui auront été payées.

Tout jugement civil ou commercial constatant un fait de cette nature sera transmis par le greffier au ministère public dans le délai d'un mois, sous peine d'une amende qui ne pourra être moindre de seize francs ni excéder cent francs.

Le délit d'habitude d'usure sera puni d'une amende qui pourra s'élever à la moitié des capitaux prêtés à usure et d'un emprisonnement de six jours à six mois.

En cas de nouveau délit d'usure, le coupable sera condamné au maximum des peines prononcées par l'article précédent, et elles pourront être élevées jusqu'au double, sans préjudice des cas généraux de récidive prévus par les articles 57 et 58 du Code pénal.— Après une première condamnation pour habitude d'usure, le nouveau délit résultera d'un fait postérieur, même unique, s'il est accompli dans les cinq ans à partir du jugement ou de l'arrêt de condamnation.

S'il y a eu escroquerie de la part du prêteur, il sera passible des peines prononcées par l'article 405 du Code pénal, sauf l'amende, qui demeurera réglée par la présente loi.

Dans tous les cas, et suivant la gravité des circonstances, les tribunaux pourront ordonner, aux frais du délinquant, l'affiche du jugement et son insertion par extrait dans un ou plusieurs journaux du département.

Ils pourront également appliquer, dans tous les cas, l'article 463 du Code pénal.

Internationale (loi sur l')

Voyez au mot *Association*.

Invasion

Une loi du 6 septembre 1871 a consacré le principe d'une indemnité en faveur de tous ceux qui, pendant l'invasion, avaient souffert soit des contributions de guerre, soit des réquisitions en nature ou en argent.

Ces dommages étaient fixés par des commissions cantonales, dont le travail était révisé par une commission départementale composée de conseillers généraux.

Par cette loi, une somme de cent millions était remise à la disposition du ministre de l'intérieur pour subvenir aux besoins les plus urgents.

En outre, une somme de six millions était remise au même ministre pour être répartie entre ceux qui ont le plus souffert des opérations d'attaques dirigées par l'armée française pour rentrer dans Paris.

Quand les travaux des diverses commissions ont été terminés, il a été accordé, par une loi du 7 avril 1873, à la ville de Paris, une somme de cent quarante millions, et aux départements envahis une somme de cent-vingt millions.

Irrigations (lois sur les).

Depuis la confection du Code civil, plusieurs lois ont été faites pour favoriser la culture, et en particulier sur les irrigations. Ce sont les lois du 29 avril 1845 et 11 juillet 1847.

Tout propriétaire qui voudra se servir, pour l'irrigation de ses propriétés, des eaux naturelles ou artificielles dont il a le droit de disposer, pourra obtenir le passage de ces eaux sur les fonds intermédiaires, à la charge d'une juste et préalable indemnité. Sont exceptés de cette servitude, les maisons, cours, jardins, parcs et enclos attenant aux habitations.

Les propriétaires des fonds inférieurs devront recevoir les eaux qui s'écouleront des terrains ainsi arrosés, sauf l'indemnité qui pourra leur être due. — Seront également exceptés de cette servitude, les maisons, cours, jardins, parcs et enclos attenant aux habitations.

La même faculté de passage sur les fonds intermédiaires pourra être accordée au propriétaire d'un terrain submergé en tout ou en partie, à l'effet de procurer aux eaux nuisibles leur écoulement.

Les contestations auxquelles pourront donner lieu l'établissement de la servitude, la fixation du parcours de la conduite d'eau, de ses dimensions et de sa forme, et les indemnités dues, soit au propriétaire du fonds traversé, soit à celui du fonds qui recevra l'écoulement des eaux, seront portées devant les tribunaux, qui, en prononçant, devront concilier l'intérêt de l'opération avec le respect dû à la propriété. Il sera procédé devant les tribunaux, comme en matière sommaire, et, s'il y a lieu à expertise, il pourra n'être nommé qu'un seul expert.

Il n'est aucunement dérogé par les présentes dispositions aux lois qui règlent la police des eaux.

Tout propriétaire qui voudra se servir, pour l'irrigation de ses propriétés, des eaux naturelles ou artificielles dont il a le droit de disposer, pourra obtenir la faculté d'appuyer sur la propriété du riverain opposé les ouvrages d'art nécessaires à sa prise d'eau, à la charge d'une juste et préalable indemnité. Sont exceptés de cette servitude les bâtiments, cours et jardins attenant aux habitations.

2. Le riverain sur le fonds duquel l'appui sera réclamé pourra toujours demander l'usage commun du barrage, en contribuant pour moitié aux frais d'établissement et d'entretien; aucune indemnité ne sera respectivement due dans ce cas, et celle qui aurait été payée devra être rendue.

Lorsque cet usage commun ne sera réclamé qu'après le commencement ou la confection des travaux, celui qui le demandera devra supporter seul l'excédant de dépense auquel donneront lieu les changements à faire au barrage pour le rendre propre à l'irrigation des deux rives.

Les contestations auxquelles pourra donner lieu l'application des deux articles ci-dessus seront portées devant les tribunaux.

Il sera procédé comme en matière sommaire, et, s'il y a lieu à expertise, le tribunal pourra ne nommer qu'un seul expert.

Ivresse publique.

Jne loi du 23 janvier 1873, tendant à réprimer l'ivresse publique et à arrêter les progrès de l'alcoolisme, se trouve aujourd'hui affichée dans la salle principale de tous les cabarets, cafés et autres débits de boisson.

Les principales dispositions de cette loi sont: la condamnation de 1 à 5 fr. d'amende pour la première fois, l'emprisonnement de six jours à un mois, et une amende de 16 fr. à 300 fr. en cas de récidive.

S'il s'agit d'un individu reconnu incorrigible par deux condamnations successives, le tribunal correctionnel peut ajouter à la peine principale la privation du droit d'élection ou d'éligibilité, de port d'armes, d'être juré.

Jeu et paris.

Les dettes de jeu et de paris ne sont pas reconnues par la loi comme donnant une action au créancier contre le débiteur; ce ne sont donc que des obligations naturelles et non pas légales.

Ainsi, les tribunaux ne donneront jamais d'action contre le débiteur; mais si celui-ci a volontairement payé, il n'a pas le droit de se faire rembourser.

On peut légalement se dispenser de payer un billet souscrit pour le règlement d'une dette de jeu; mais s'il s'agit d'un billet à ordre passé entre les mains d'un tiers, le souscripteur doit le payer, sauf à répéter contre le créancier originaire.

Jury.

Nous avons déjà indiqué, au Code d'instruction criminelle, quelles sont les fonctions du jury en matière criminelle et quel est le mode de recrutement aujourd'hui en usage. Voyons comment il vote dans la chambre de ses délibérations.

Le jury votera par bulletins écrits et par scrutins distincts et successifs, sur le fait principal d'abord, et, s'il y a lieu, sur chacune des circonstances aggravantes, sur chacun des faits d'excuse légale, sur la question de discernement, et, enfin, sur la question des circonstances atténuantes, que le chef du jury sera tenu de poser toutes les fois que la culpabilité de l'accusé aura été reconnue.

A cet effet, chacun des jurés appelé par le chef du jury, recevra de lui un bulletin ouvert, marqué du timbre de la Cour d'assises, et portant ces mots :

Sur mon honneur et ma conscience, ma déclaration est..... Il écrira de suite ou fera écrire par un juré de son choix le mot *oui* ou le mot *non*, sur une table disposée de manière à ce que personne ne puisse voir le vote inscrit au bulletin.

Il remettra le bulletin écrit et fermé au chef du jury, qui le déposera dans une urne ou boîte destinée à cet usage.

Le chef du jury dépouille chaque scrutin en présence des jurés, qui peuvent vérifier les bulletins. Il constate sur-le-champ le résultat du vote en marge ou à la suite de la question résolue. La déclaration du jury, en ce qui concerne les circonstances atténuantes, n'est exprimée que si le résultat du scrutin est affirmatif.

S'il arrivait que, dans le nombre des bulletins, il s'en trouvât sur lesquels aucun vote ne fût exprimé, ils seraient comptés comme portant une réponse favorable à l'accusé. Il en serait de même des bulletins que six jurés au moins auraient déclarés illisibles.

Immédiatement après le dépouillement de chaque scrutin, les bulletins seront brûlés en présence du jury.

Justices de paix

Voyez au CODE DE PROCÉDURE CIVILE, et, plus loin, au mot *Tarifs*, les développements que nous consacrons aux justices de paix.

Légalisation

La légalisation d'une signature est l'attestation par celui qui légalise que la signature apposée est bien celle de la personne qui a signé.

Tantôt la légalisation est utile seulement. Ainsi, quand il s'agit de faire valoir un certificat ou une lettre soit devant un particulier, soit en justice, il est beaucoup mieux que la signature soit légalisée. Tantôt elle est nécessaire, quand, par exemple, un acte notarié doit être produit loin du ressort du notaire qui l'a rédigé.

C'est le maire, dans chaque commune, qui légalise la signature des particuliers.

La signature des maires apposée sur les actes de l'état civil, celle des notaires sur leurs actes sont légalisées soit par le Président du tribunal civil, soit par le juge de paix du canton. Il est alloué aux greffiers de la justice de paix une rémunération de vingt-cinq centimes par légalisation. Néanmoins, cette rétribution n'est pas exigée si l'acte, la copie ou l'extrait sont dispensés du timbre.

En ce qui concerne les actes faits à l'étranger et qui doivent recevoir leur exécution en France, la légalisation est donnée par notre consul dans ce pays, et le ministre des affaires étrangères de France légalise la signature de ce consul.

Toutefois, en ce qui concerne la France et l'Allemagne, une exception a été admise pour l'Alsace-Lorraine. Elle est ainsi fixée par la déclaration du 14 juillet 1872 :

« Les actes de l'état civil, les documents judiciaires et autres analogues, délivrés en Alsace-Lorraine et produits en France, ou délivrés en France et produits en Alsace-Lorraine, seront, à l'avenir, admis par les autorités compétentes des deux pays, lorsqu'ils auront été légalisés, soit par le président d'un tribunal, soit par un juge de paix ou son suppléant. Aucune autre légalisation ne sera exigée, hormis le cas où il y aurait lieu de mettre en doute l'authenticité des pièces produites.

Le présent arrangement est conclu pour une période de cinq années à compter de ce jour; mais il sera renouvelé de plein droit et continuera d'être observé si aucune des deux parties n'a notifié une intention contraire trois mois au moins avant l'expiration de ce terme. »

Légion d'honneur

La Légion d'honneur a été instituée pour récompenser les services civils et militaires.

La Légion d'honneur est composée de chevaliers, d'officiers, de commandeurs, de grands-officiers et de grands-croix. On commence à être chevalier et on devient successivement officier, commandeur, etc. Bien peu arrivent au grade de grand-officier ou grand-croix, le nombre de ces légionnaires ne devant jamais dépasser un chiffre très-restreint.

D'après la loi du 14 mars 1852, tous les sous-officiers, soldats de terre et de mer et officiers, en activité de service, nommés ou promus dans l'ordre de la Légion d'honneur, postérieurement au décret du 22 janvier 1852, recevaient, selon leur grade dans la Légion, l'allocation suivante : les légionnaires 250 francs; les officiers, 500 francs; les commandeurs, 1,000 francs; les grands-officiers, 2,000 francs; les grands-croix, 3,000 francs.

Après avoir été aboli comme ordre civil, en 1870, l'ordre de la Légion d'honneur a été rétabli en 1873.

Légitimation

Voyez *Indigents*.

Librairie

Voyez *Imprimerie*.

Listes électorales

Voyez à la fin des *Lois diverses*, au mot *Constitution*.

Livrets d'ouvriers

Les ouvriers de l'un ou de l'autre sexe attachés aux manufactures, fabriques, usines, mines, minières, carrières, chantiers, ateliers et autres établissements industriels, ou travaillant chez eux pour un ou plusieurs patrons, sont tenus de se munir d'un livret.

Les livrets sont délivrés par les maires. Ils sont délivrés par le préfet de police, à Paris et dans le ressort de sa préfecture ; par le préfet du Rhône, à Lyon, et dans les autres communes où il remplit les fonctions de préfet de police. Il n'est perçu, pour la délivrance des livrets, que le prix de confection. Ce prix ne peut dépasser 25 centimes.

Les chefs ou directeurs des établissements spécifiés en l'artice premier ne peuvent employer un ouvrier soumis à l'obligation prescrite par cet article s'il n'est porteur d'un livret en règle.

Si l'ouvrier est attaché à l'établissement, le chef ou directeur doit, au moment où il le reçoit, inscrire sur son livret la date de son entrée. Il transcrit sur un registre, non timbré, qu'il doit tenir à cet effet, les nom et prénoms de l'ouvrier, le nom et le domicile du chef de l'établissement qui l'aura employé précédemment, et le montant des avances dont l'ouvrier serait resté débiteur envers celui-ci. Il inscrit sur le livret, à la sortie de l'ouvrier, la date de la sortie et l'acquit des engagements. Il y ajoute, s'il y a lieu, le montant des avances dont l'ouvrier resterait débiteur envers lui, dans les limites fixées par la loi du 14 mai 1851.

Si l'ouvrier travaille habituellement pour plusieurs patrons, chaque patron inscrit sur le livret le jour où il lui confie de l'ouvrage, et transcrit, sur le registre mentionné en l'article précédent, les nom et prénoms de l'ouvrier et son domicile. Lorsqu'il cesse d'employer l'ouvrier, il inscrit sur le livret l'acquit des engagements, sans aucune autre énonciation.

Locations verbales.

Voyez au mot *Enregistrement*, dans quel délai les droits d'enregistrement doivent être payés.

Logements insalubres.

Dans un intérêt général de santé publique, on a dû s'occuper de ces logements insalubres que l'on rencontre trop fréquemment, dans les villes surtout.

Une loi du 13 avril 1850 a ordonné des mesures à prendre par les conseils municipaux pour porter remède à cette situation.

Il ne s'agit que des maisons qui ne sont habitées ni par leur propriétaire, ni par un usufruitier ou usager, mais des maisons données en location.

Toutes les fois qu'il le juge utile, le conseil municipal nomme une commission de cinq à neuf membres, parmi lesquels un médecin et un architecte, et cette commission visite les maisons louées, signalées comme insalubres ; elle détermine l'état d'insalubrité et en indique les causes ainsi que les moyens d'y remédier. Elle désigne les logements qui ne seraient pas susceptible d'assainissement.

Les rapports de la commission sont déposés au secrétariat de la mairie, et les intéressés sont sommés de produire leurs observations dans le délai d'un mois.

Le conseil prend alors une décision sur les travaux à faire, et notifie sa décision au propriétaire. Un recours est ouvert contre la décision du conseil municipal, devant le conseil de préfecture et dans le mois qui suit la notification.

Ce délai expiré, le propriétaire est sommé de faire les travaux, et, s'il ne les fait pas, il est frappé d'une amende de 16 à 100 fr. Si, après cette condamnation, le propriétaire laisse écouler une année sans faire les travaux, il sera condamné à une amende équivalente à deux fois la valeur des travaux, et cette condamnation peut être portée au double.

S'il est reconnu que le logement n'est pas susceptible d'assainissement, et que les causes d'insalubrité sont dépendantes de l'habitation elle-même, l'autorité municipale pourra, dans le délai qu'elle fixera, en interdire provisoirement la location à titre d'habitation.

Lois constitutionnelles.

Voyez à la suite des *Lois Diverses*, au mot *Constitution*.

Loteries.

Les loteries de toutes espèces sont prohibées (loi du 21 mai 1836). On appelle loteries toutes opérations offertes au public pour faire naître l'espérance d'un gain qui serait acquis par voie du sort.

On fait une exception pour les loteries d'objets mobiliers, exclusivement destinées à des actes de bienfaisance ou à l'encouragement des arts, lorsqu'elles auront été autorisées dans les formes des règlements d'administration publique.

Les obligations à lots émises par les villes et les sociétés, participent du caractère des loteries. Elles doivent être autorisées par une loi.

La grande Loterie de l'Exposition universelle de 1878 a été autorisée par une loi.

Main-morte (Biens de).

Voyez au mot *Contributions indirectes.*

Maires et Adjoints

Les fonctions de maires et adjoints sont très-étendues. Le maire est chef de la commune, d'une part, et, de l'autre, il est représentant du Gouvernement dans la commune. De là vient que la Commune et le Gouvernement luttent pour avoir la nomination du maire. Les habitants de la commune disent : Comment voulez-vous que nous soyons bien administrés, si ce n'est pas notre candidat, notre élu qui nous administre. « Comment! disait M. Thiers, dans la séance du 8 avril 1871, où les partisans de l'élection du maire par la commune l'emportaient, vous nous demandez de maintenir l'ordre, et vous nous en ôtez les moyens, » entendant dire par là que pour être obéi, dans chaque commune, le Gouvernement doit avoir un maire de son choix à la tête de la cité.

La loi du 12 août 1876 a adopté une transaction entre ces deux opinions extrêmes. Cette loi est encore en vigueur. Voici l'article qui nous concerne :

« Provisoirement et jusqu'au vote de la loi organique municipale, il sera procédé à la nomination des maires et adjoints, conformément aux règles suivantes. Le conseil municipal élit le maire et les adjoints parmi ses membres, au scrutin secret et à la majorité absolue. Si, après deux scrutins, aucun des candidats n'a obtenu la majorité, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est nommé. La séance dans laquelle il est procédé à l'élection du maire est présidée par le plus âgé des membres du conseil municipal. Dans les communes chefs-lieux de département, d'arrondissement et de canton, les maires et adjoints sont nommés, parmi les membres du conseil municipal, par décret du Président de la République. »

Les maires et adjoints peuvent être suspendus de leurs fonctions par le préfet, et révoqués par le ministre.

Comme *agent et représentant de l'administration centrale*, le maire en reçoit des ordres et doit les exécuter. Il est chargé en cette qualité : 1° de la publication et de l'exécution des lois et réglements; 2° de l'exécution des mesures de sûreté générale; 3° des fonctions spéciales qui lui sont attribuées par les lois.

Comme *chef de l'association communale*, le maire a des fonctions qu'il exerce lui-même, seul, comme magistrat municipal, et des fonctions qu'il exerce avec le concours du conseil municipal et comme exécutant ses délibérations.

En tant que magistrat municipal, la loi de 1837 le charge de la police municipale, de la police rurale et de la voirie municipale : il doit de pourvoir à l'exécution des actes de l'autorité supérieure qui y sont relatifs.

Nous ne pouvons mieux indiquer les divers objets qu'embrasse la police municipale, qu'en citant le texte de l'article 3 de la loi du 24 août 1790 :

Les objets de police confiés à la vigilance et à l'autorité des corps municipaux sont : 1° tout ce qui intéresse la sûreté et la commodité du passage dans les rues, quais, places et voies publiques; ce qui comprend le nettoiement, l'illumination, l'enlèvement des encombrements, la démolition ou la réparation des bâtiments menaçant ruine, l'interdiction de rien exposer aux fenêtrs ou autre partie des bâtiments qui puisse nuire par sa chute, et celle de ne rien jeter qui puisse blesser ou endommager les passants, ou causer des exhalaisons nuisibles; 2° le soin de réprimer et de punir les délits contre la tranquillité publique, tels que les rixes et les disputes, accompagnées d'ameutement dans les rues, le tumulte excité dans les lieux d'assemblées publiques, les bruits et attroupements nocturnes qui troublent le repos des

citoyens; 3° le maintien du bon ordre dans les endroits où il se fait de grands rassemblements d'hommes, tels que les foires, marchés, réjouissances et cérémonies publiques, les bruits et attroupements nocturnes qui troublent le repos des citoyens ; 4° l'inspection sur la fidélité du débit des denrées qui se vendent au poids, à l'aune ou à la mesure, et sur la salubrité des comestibles exposés en vente publique ; 5° le soin de prévenir, par des précautions convenables, et le soin de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux, tels que les incendies, les épizooties, en provoquant aussi, dans ces deux derniers cas, l'autorité des administrations départementales; 6° Le soin d'obvier ou de remédier aux événements fâcheux qui pourraient être occasionnés par les insensés ou les furieux laissés en liberté, et par la divagation des animaux malfaisants ou féroces. »

Le maire est aussi chargé, comme magistrat municipal, de la police rurale. Il est même chargé, dans certains pays où l'usage s'en est conservé, de publier les bans des vendanges et de réglementer le glanage, le râtelage et le grapillage.

Nous venons de voir que, comme chef de l'association communale, le maire peut agir seul, sans le concours de personne. Voyons dans quel cas il n'est que l'agent exécutif du conseil municipal.

Le maire préside le conseil municipal et a voix prépondérante dans le vote. Il préside également toutes les commissions émanées du conseil municipal. Si le maire refuse d'exécuter une décision prise par le conseil municipal, le préfet peut-il la faire exécuter par un délégué? Non, disons-nous, avec la plupart des auteurs. Il ne reste alors de sanction que la révocation du maire. Cependant une circulaire minstérielle décidait le contraire.

Le maire est chargé d'administrer et de conserver les propriétés de la commune et de faire, en conséquence, tous actes conservatoires de ses droits; de la gestion des revenus, de la surveillance des établissements communaux et de la comptabilité communale ; de la proposition du budget et de l'ordonnancement des dépenses ; de la direction des travaux communaux; de souscrire les marchés, de passer les baux de biens et les adjudications de travaux communaux, dans les formes établies par les lois et règlements; de souscrire dans les mêmes formes les actes de vente, échanges, partage, acceptation de dons ou legs, acquisition, transaction, lorsque ces actes ont été autorisés conformément à la loi ; de représenter la commune en justice, soit en demandant, soit en défendant.

Les arrêtés que prend le maire dans sa commune se divisent en arrêtés individuels ou spéciaux, et en arrêtés généraux ou réglementaires.

Les arrêtés individuels ou spéciaux ne s'appliquent qu'à une ou plusieurs personnes déterminées, ou à une ou plusieurs choses également déterminées. Ils sont exécutoires par la force même de l'autorité qui les prend.

Les arrêtés réglementaires ou généraux s'étendent à toute la commune et ont, par cela même, un caractère général. Parmi ces arrêtés, ceux qui portent règlement *permanent*, ne sont exécutoires qu'un mois après la remise au sous-préfet de l'exemplaire de l'arrêté à prendre.

Les adjoints sont au nombre de un ou deux, excepté dans les grandes villes, où il peut en être nommé un grand nombre.

Le maire peut déléguer une partie de ces fonctions aux adjoints; mais ce qui est la vraie raison d'être des adjoints, c'est qu'ils remplacent le maire en cas de mort, de démission, de révocation. C'est le premier adjoint qui le remplace de droit; à défaut du premier adjoint, c'est le second; à défaut de second adjoint, le premier conseiller municipal inscrit.

Manufactures.

Voyez au mot *Enfants* et au mot *Etablissements et Manufactures.*

Marchés.

Voyez au mot *Foires et Marchés*.

Marine marchande.

Une des lois les plus récentes concernant la marine marchande est celle du 30 janvier 1872. Nous ne citerons que les articles que n'a pas abrogés une loi postérieure, celle du 28 juillet 1873.

Les marchandises des pays hors d'Europe seront passibles, à leur importation des entrepôts d'Europe, d'une surtaxe de 3 francs par 100 kilogrammes.

Cette disposition n'est pas applicable aux marchandises que les lois actuellement existantes assujétissent à des droits plus élevés.

Les droits à l'importation des bâtiments de mer sont fixés ainsi qu'il suit :

Bâtiments gréés et armés.

A voiles, en bois.....	40 fr.	par tonneau de jauge.
A voiles, en bois de fer..	50	(id.).
A voile, en fer.....	60	(id.).

A vapeur, droits ci-dessus, augmentés du droit afférent à la machine.

Coques de bâtiment de mer.

En bois.....	30 fr.	par tonneau de jauge.
En bois et en fer.....	40	(id.).
En fer.....	50	(id.).

Ces droits ne sont pas applicables aux navires étrangers dont l'achat antérieur à la promulgation de la présente loi sera justifié par des actes authentiques ou sous seing-privé ayant date certaine.

Les navires de tout pavillon, venant de l'étranger ou des colonies et possessions françaises, chargés en totalité ou en partie, acquitteront, pour frais de quai, une taxe fixée par tonneau de jauge, savoir : pour les provenances des pays d'Europe ou du bassin de la Méditerranée, 50 centimes; pour les arrivages de tout autre pays, 1 fr. En cas d'escales successives dans plusieurs ports pour le même voyage, le droit ne sera payé qu'à la douane de prim abord.

Marques de fabrique.

Voyez *Brevets d'invention*.

Matières dangereuses.

Les matières pouvant être une cause d'explosion ou d'incendie, sont divisées en deux catégories : 1° Les matières explosibles ou très-dangereuses et dont le transport exige les plus grandes précautions ; 2° Les matières inflammantes et comburantes ou moins dangereuses, mais dont il importe cependant de soumettre le transport à des précautions spéciales.

Les matières de la première catégorie sont contenues dans la nomenclature suivante: Nitroglycérine. — Dynamite.— Picrates.— Coton-poudre — Coton-poudre azotique (pour collodion). — Fulminates purs ou mélangés. — Amorces.— Mélanges de chlorates et d'une matière combustible.— Poudre et cartouches de chasse et de mine. — Pièces d'artillerie. — Mèches de mineurs munies d'amorces ou d'autres moyens d'inflammation.

Les matières de la deuxième catégorie sont désignées dans la nomenclature

suivante : Phosphore. — Allumettes. — Sulfures de Carbone. — Ether. — Collodions liquides. — Huiles brutes de pétrole, de schiste, de boghead de résine. — Essences et huiles lampantes de pétrole. — Essences et huiles lampantes de schistes, de boghead. — Essences et huiles lampantes de résine. — Essences de houille, benzine, toluéne. — Acide nitrique monohydraté.

Les substances de la première catégorie seront désignées par des marques de couleur rouge. Les substances de la deuxième catégorie seront désignées par des marques de couleur verte.

Ces marques seront ou bien tracées au pinceau, en couleur à l'huile, ou formées d'une peau ou étoffe solide quelconque. Leur surface sera au moins d'un décimètre carré. Les caisses renfermant les matières dangereuses de l'une ou de l'autre catégorie porteront une de ces marques sur chacune de leurs six surfaces. Si les colis ont moins d'un décimètre, une seule marque suffira et devra être visible sur deux des faces au moins. — Lorsque les matières seront renfermées dans des fûts, les marques seront peintes sur quatre points opposés et symétriques. — Lorsque les matières seront renfermées dans des touries, bonbonnes ou flacons emballés ou non dans des paniers, les marques seront en bois peint ou en étoffe, ou en peau, et appliquées en quatre points opposés et symétriques. — Dans les cas où les colis seraient extérieurement de couleur rouge ou verte, la marque rouge sera entourée d'un liséré vert, au moins de deux centimètres de largeur, et la marque verte d'un liseré rouge de même dimension.

Matières d'or et d'argent.

Voyez au mot *Garanties des matières d'or et d'argent*

Mesures (Poids et).

Il est de la plus grande importance pour un Etat que les poids et mesures soient exactement ce qu'ils doivent être, et il est à désirer que les poids et mesures soient uniformes sur toute l'étendue du territoire.

C'est une loi de 1795 qui établit l'uniformité des poids et mesures en France, et depuis lors cette uniformité tend à s'étendre à toute l'Europe.

Cette uniformité est maintenue par des inspecteurs qui vérifient annuellement, dans leurs visites, les poids et les mesures des commerçants. Ces derniers paient même à cette occasion une taxe qui prend le nom de *Droits de Vérification des poids et mesures*.

En 1875, une convention diplomatique a été signée entre la France et dix-sept autres Etats, pour la création, à Paris, d'un bureau international des poids et mesures, entretenu à frais communs par les parties contractantes. Ce bureau est chargé : 1° de toutes les comparaisons et vérifications des nouveaux prototypes du mètre et du kilogramme ; 2° de la conservation des prototypes internationaux ; des comparaisons périodiques des étalons nationaux, avec les prototypes internationaux et avec leurs témoins, ainsi que celles des thermomètres-étalons.

Mines, minières et carrières.

La loi fondamentale sur les mines, minières et carrières, est la loi du 21 avril 1810.

Sont considérées comme mines celles connues pour contenir en filons, en couches ou en amas, de l'or, de l'argent, du platine, du mercure, du plomb, du fer en filons ou couches, du cuivre, de l'étain, du zinc, de la calamine, du bismuth, du cobalt, de l'arsenic, du manganèse, de l'antimoine, du molybdène, de la plombagine ou autres matières métalliques, du soufre, du char-

bon de terre ou de pierre, du bois fossile, des bitumes, de l'alun et des sulfates à base métallique.

Les minières comprennent les minerais de fer dits d'alluvion, les terres pyriteuses propres à être converties en sulfate de fer, les terres alumineuses et les tourbes.

Les carrières renferment les ardoises, les grès, pierres à bâtir et autres, les marbres, granits, pierres à chaux, pierres à plâtre, les pouzzolanes, le trass, les basaltes, les laves, les marnes, craies, sables, pierres à fusil, argiles, kaolin, terres à foulon, terres à poterie, les substances terreuses et les cailloux de toute nature, les terres pyriteuses regardées comme engrais, le tout exploité à ciel ouvert ou avec des galeries souterraines.

La propriété du dessus emporte la propriété du dessous, dit un principe connu du Code civil. Le propriétaire de la surface est donc propriétair de l'intérieur, il peut y faire tous les travaux et fouilles qu'il jugera utiles. C'est dans cet esprit qu'a été conçue la loi de 1810, mais pas d'une manière absolue. Sous l'ancien régime, les mines appartenaient à l'Etat, et la nouvelle loi emprunte plusieurs règles à l'ancien régime. Actuellement, le droit du propriétaire du fonds s'affirme par les redevances qui lui sont nécessairement payées, et celui de l'Etat par la concession à qui il lui plaît de l'exploitation de la mine.

Aujourd'hui la propriété du tréfonds (de l'intérieur), en matière de mines, forme une propriété distincts de celle de la surface, si bien que le propriétaire du fonds, comme le propriétaire du tréfonds, peuvent consentir une hypothèque sur elle, sans grever la propriété de la surface.

Les dépenses considérables nécessaires, pour mener à bien une exploitation de mines, exigent la réunion de lourds capitaux, et il n'y a guère que des sociétés qui font de pareilles entreprises.

Celui qui veut obtenir une concession de mines en fait la demande au préfet de la situation de la mine à concéder. Le préfet l'enregistre et la fait publier dans les communes comprises dans la concession et dans les journaux de la contrée. Pendant quatre mois, des affiches resteront apposées, pour annoncer la demande, et ce n'est qu'à l'expiration de ce délai que le préfet transmet la demande au ministre de l'intérieur, en donnant son avis. Il est définitivement statué en Conseil d'État.

Les mines ne peuvent être exploitées qu'en vertu d'un acte de concession délibéré en Conseil d'Etat.

Cet acte règle les droits des propriétaires de la surface sur le produit des mines concédées.

Il donne la propriété perpétuelle de la mine, laquelle est dès lors disponible et transmissible comme tous autres biens, et dont on ne peut être exproprié que dans les cas et selon les formes prescrites pour les autres propriétés, conformément au Code civil et au Code de procédure civile.

Toutefois, une mine ne peut être vendue par lots ou partagée sans une autorisation préalable du Gouvernement, donnée dans les mêmes formes que la concession.

Les mines sont immeubles.

Sont aussi immeubles les bâtiments, machines, puits, galeries et autres travaux établis à demeure, conformément à l'article 524 du Code civil.

Sont aussi immeubles, par destination, les chevaux, agrès, outils et ustensiles servant à l'exploitation. Ne sont considérés comme chevaux attachés à l'exploitation que ceux qui sont exclusivement attachés aux travaux intérieurs des mines. — Néanmoins, les actions ou intérêts dans une société ou entreprise pour l'exploitation des mines seront réputés meubles, conformément à l'article 529 du Code civil.

Sont meubles les matières extraites, les approvisionnements et autres objets mobiliers.

Nul ne peut faire des recherches pour découvrir des mines, enfoncer des sondes ou tarières sur un terrain qui ne lui appartient pas, que du consente-

ment du propriétaire de la surface ou avec l'autorisation du Gouvernement, donnée après avoir consulté l'administration des mines, à la charge d'une préalable indemnité envers le propriétaire et après qu'il aura été entendu.

Nulle permission de recherche ni concession de mines ne pourra, sans le consentement formel du propriétaire de la surface, donner le droit de faire des sondes et d'ouvrir des puits ou galeries, ni celui d'établir des machines ou magasins dans les enclos murés, cours ou jardins, ni dans les terrains attenant aux habitations ou clôtures murées, dans la distance de cent mètres des dites clôtures ou des habitations.

Le propriétaire pourra faire des recherches, sans formalité préalable, dans les lieux réservés par le précédent article comme dans les autres parties de propriété; mais il sera obligé d'obtenir une concession avant d'y établir une exploitation. Dans aucun cas, les recherches ne pourront être autorisées dans un terrain déjà concédé.

Tout Français ou étranger peut obtenir une concession de mines. Ce n'est toujours pas l'inventeur qui obtient la concession, mais alors il lui est alloué une indemnité.

Pour l'exploitation des minières, quand elle doit avoir lieu à ciel ouvert, le propriétaire est tenu, avant de commencer à exploiter, d'en faire la déclaration au préfet (1). Le préfet donne acte de cette déclaration et l'exploitation a lieu sans autre formalité. Cette disposition s'applique aux minerais de fer en couches et filons, dans le cas où, conformément à l'article 69 de la loi du 9 mai 1866, ils ne sont pas concessibles.

Si l'exploitation doit être souterraine, elle ne peut avoir lieu qu'avec une permission du préfet. La permission détermine les conditions spéciales auxquelles l'exploitant est tenu de se conformer.

Dans les deux cas qui précèdent, l'exploitant doit observer les règlements généraux ou locaux concernant la sûreté et la salubrité publiques auxquelles est assujettie l'exploitation des minières.

Les carrières sont les lieux renfermant les ardoises, grès, pierres à bâtir et autres, les marbres, granits, pierres à chaux et à plâtre, etc.

L'exploitation des carrières se fait sans aucune autorisation ou déclaration, par le propriétaire ou par celui à qui il l'a cédée ; mais, si elle a des galeries souterraines, elle est soumise à la surveillance de l'administration des mines.

Ministères.

Voyez *Constitution*.

Mont-de-Piété.

Les Monts-de-Piété, ou maisons de prêt sur nantissement, sont institués comme établissements d'utilité publique, et avec l'assentiment des conseils municipaux par des décrets du Président de la République, selon les formes prescrites pour ces établissements.

Les conseils d'administration des monts-de-piété sont présidés par le maire de la commune; à Paris, par le préfet de la Seine. Leurs fonctions sont gratuites. Ils sont nommés, à Paris, par le ministre de l'intérieur; dans les départements, par le préfet, et devront être choisis ;

Un tiers dans le conseil municipal, un tiers parmi les administrateurs des établissements charitables, un tiers parmi les autres citoyens domiciliés dans la commune. Ils sont renouvelés par tiers chaque année. Les membres sortants

(1) Voy. FORMULES DIVERSES, n° 18.

sont rééligibles. Le décret d'institution déterminera l'organisation de chacun d'eux, et les conditions particulières de leur gestion.

Le directeur, dans les monts-de-piété où cet emploi existe, ou agent responsable, est nommé par le ministre de l'intérieur ou par le préfet, sur la présentation du conseil d'administration. En cas de refus motivé par le migistre ou par le préfet, le conseil d'administration est tenu de présenter un autre candidat. Il peut être révoqué, à Paris, par le ministre; dans les départements, par le préfet.

Les monts-de-piété sont, quant aux règles de comptabilité, assimilés aux établissements de bienfaisance.

La dotation de chaque mont-de-piété se compose : 1° Des biens meubles et immeubles affectés à sa fondation, et de ceux dont il est ou deviendra propriétaire, notamment par dons et legs ; 2° Des bénéfices et bonis constatés par les inventaires annuels, et capitalisés ; 3° Des subventions qui pourront leur être attribuées sur les fonds de la commune, du département ou de l'Etat.

Il est pourvu aux opérations des monts-de piété au moyen : 1° Des fonds disponibles sur leur dotation ; 1° De ceux qu'ils se procurent par voie d'emprunt, ou qui sont versés à intérêt dans leur caisse. Les conditions des emprunts sont réglées annuellement par l'administration sous l'approbation du ministre de l'intérieur ou du préfet.

Les monts-de-piété conserveront en tout ou partie, et dans les limites déterminées par le décret d'institution, leurs excédants de recette pour former ou accroître leur dotation. Lorsque la dotation suffira tant à couvrir les frais généraux qu'à abaisser l'intérêt au taux légal de cinq pour cent, les excédants de recette seront attribués aux hospices ou autres établissements de bienfaisance par arrêté du préfet, sur l'avis du conseil municipal.

Il sera pourvu, par règlement d'administration publique, à tout ce qui concerne l'institution et la surveillance des agents intermédiaires qui sont ou qui pourraient être accrédités près des monts-de piété.

Tout dépositaire, après un délai de trois mois à partir du jour du dépôt, pourra requérir, aux époques des ventes fixées par les règlements des monts-de-piété, la vente de son nantissement, avant même le terme fixé sur sa reconnaissance. Le prix de cet objet sera remis, sans délai, au propriétaire emprunteur, déduction faite des intérêts échus et du montant des frais fixés par les règlements. Les marchandises neuves données en nantissement ne pourront néanmoins être vendues qu'après l'expiration du délai d'une année.

Les obligations, reconnaissances et tous actes concernant l'administration des monts-de-piété sont exempts des droits de timbre et d'enregistrement.

C'est un décret du 24 mars 1852 qui a organisé l'administration du mont-de-piété de Paris.

Mort.

La peine de mort a été abolie en matière politique en 1848, et la mort civile l'a été par la loi du 31 mai 1854.

Mutations.

C'est à la mairie que doivent être faites les déclarations de mutations ou changements de propriété. Les intéressés doivent être munis des pièces qui constatent la mutation, tels que : acte de vente, d'échange, de partage.

Quant aux droits à payer à l'enregistrement, ils se paient au receveur de l'enregistrement. Voyez au mot *Enregistrement* la quotité des droits et les délais pour les payer.

Naturalisation.

La naturalisation donne à un étranger la qualité de Français. Avant la loi de 1867, un séjour assez long était exigé de l'étranger qui voulait acquérir cette qualité, et c'était, suivant nous, justice. Aujourd'hui, nous sommes régis par la loi du 29 juin 1867 qui abrége ces délais.

L'étranger qui, après l'âge de vingt et un ans accomplis, a, conformément à l'article 18 du Code civil, obtenu l'autorisation d'établir son domicile en France, et y a résidé pendant trois années, peut être admis à jouir de tous les droits de citoyen français.

Les trois années courront à partir du jour où la demande d'autorisation aura été enregistrée au ministère de la justice.

Est assimilé à la résidence en France le séjour en pays étranger pour l'exercice d'une fonction conférée par le Gouvernement français.

Il est statué sur la demande en naturalisation, après enquête sur la moralité de l'étranger, par un décret du Président de la République, rendu sur le rapport du ministre de la justice, le Conseil d'État entendu.

Le délai de trois ans, fixé par l'article précédent, pourra être réduit à une seule année en faveur des étrangers qui auront rendu à la France des services importants, qui auront introduit en France soit une industrie, soit des inventions utiles, qui y auront apporté des talents distingués, qui y auront formé de grands établissements ou créé de grandes exploitations agricoles.

L'étranger, naturalisé français, exerce non-seulement les droits civils, mais encore les droits politiques, et peut être élu député ou sénateur.

Navigation et Navires.

Voyez au Code de commerce le *Livre deuxième* consacré uniquement à la navigation et aux navires.

Nivellement.

Un décret du 26 mars 1852 a consacré une nouvelle servitude à imposer aux propriétaires à Paris, et peu à peu cette servitude s'est étendue à diverses autres villes ; c'est la servitude de nivellement. De même que jusque là il y avait la servitude d'alignement, de même à partir de cette époque il y a eu la servitude de nivellement.

A l'avenir, dit le décret de 1852, l'étude de tout plan d'alignement de rue devra nécessairement comprendre le nivellement ; celui-ci sera soumis à toutes les formalités qui régissent l'alignement. Tout constructeur de maisons, avant de se mettre à l'œuvre, devra demander l'alignement et le nivellement de la voie publique au-devant de son terrain.

Dans tout projet pour l'élargissement, le redressement ou la formation des rues, le plan soumis à l'enquête qui précède la déclaration d'utilité publique comprend un projet de nivellement.

Noms (Changement de).

Voyez au mot *Actes de l'état civil*.

Notaires.

Les notaires sont des fonctionnaires publics établis pour recevoir tous les actes et contrats auxquels les parties doivent ou peuvent donner le caractère d'authenticité attaché aux actes de l'autorité publique, et pour en assurer la date, en conserver le dépôt, en délivrer des grosses et expéditions.

Il y a des actes qui doivent nécessairement, et à peine de nullité, être faits par un notaire. Tels sont : les donations, les testaments authentiques et mystiques, etc.

Il y en a d'autres qui seraient valables sans être notariés, mais auxquels il est bon de faire donner la forme authentique : la vente d'immeubles, de fonds de commerce, etc.

Un avantage incontestable des actes notariés, c'est d'être exécutoires par eux-mêmes et sans le secours des tribunaux. Tout acte notarié délivré en *grosse*, c'est-à-dire avec la formule exécutoire, permet de saisir les meubles ou les immeubles de son débiteur, de faire des saisies-arrêts et tous autres actes d'exécution. Si, au contraire, on est porteur d'un titre sous-seing-privé, il faut prendre un jugement, susceptible souvent d'opposition ou d'appel, et pendant ce temps le débiteur peut devenir insolvable.

Les notaires ne peuvent se refuser de faire les actes qu'ils ont le devoir de faire.

Le tarif est fixé par des lois et règlements que nous étudions plus loin au mot *Tarifs*.

Nourrissons.

Voyez *Enfants en bas âge*.

Obligations du Trésor.

Les obligations du Trésor, appelées obligations *trentenaires*, sont des obligations émises par l'État dans deux ou trois circonstances spéciales, où l'État avait besoin de fonds considérables. Elles ont ceci de particulier qu'elles sont remboursables par tirages annuels, comme les obligations des villes ou des Compagnies.

Telles sont les obligations de l'emprunt *Morgan* de 1870, dont la conversion a été opérée en 1875 en rentes 3 p. %.

Octrois.

L'octroi est un impôt perçu au profit de la commune à l'entrée de la ville sur certaines denrées. C'est la source la plus féconde des revenus municipaux. A Paris, les octrois produisent plus de cent millions par an.

On a beaucoup parlé de leur suppression, mais le moment ne paraît pas venu de renoncer à un impôt communal si avantageux et si productif.

Un octroi, dit la loi du 28 avril 1816, ne peut être établi sur les consommations que sur la demande du Conseil municipal. La désignation des objets imposés, le tarif, le mode et les limites de la perception, seront délibérés par le Conseil municipal et réglés de la même manière que les dépenses et les revenus communaux. Le Conseil municipal décidera si le mode de perception sera la régie simple, la régie intéressée, le bail à ferme ou l'abonnement avec la régie des contributions indirectes; dans tous les cas, la perception du droit se fera sous la surveillance du maire, du sous-préfet et du préfet.

Dans toutes les communes où les produits annuels de l'octroi s'élèvent à vingt mille francs et au-dessus, il pourra être établi un préposé en chef de l'octroi. Ce préposé sera nommé par le ministre des finances, sur la présentation du maire, approuvée par le préfet, et sur le rapport du directeur général des contributions indirectes. Le traitement du préposé surveillant sera fixé par le ministre des finances, sur la proposition du Conseil, et fera partie des frais de perception de l'octroi.

Nous nous occupons, en outre, des octrois au mot *Conseil municipal*, auquel il faut se reporter.

Quand il s'agit seulement de traverser une ville, ou d'y séjourner seulement moins de vingt-quatre heures, il est nécessaire de se munir d'un passe-debout. Si le séjour est de plus de vingt-quatre heures, le passe-debout prend le nom de transit. Dans l'un et l'autre cas, on consigne le montant des droits, comme si l'on devait s'arrêter dans la ville, et au sortir de la cité on vous rend la consignation.

Les propriétaires et les commerçants sont autorisés à recevoir chez eux dans leurs magasins, à titre de dépôt et sans acquittement préalable des droits, les objets soumis à l'octroi.

Des sociétés même d'entrepôt se forment dans les villes et reçoivent des marchandises qui ne paient point le droit d'octroi.

Officiers ministériels.

On entend par officiers ministériels, les titulaires des fonctions suivantes : les avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, les notaires, les avoués, les huissiers, les commissaires-priseurs, les agents de change.

Ces fonctions sont des fonctions publiques, et cependant elles sont privées, en ce sens qu'elles peuvent faire non pas l'objet d'une vente, mais d'une *présentation* de successeur à l'agrément du Chef de l'Etat. Les officiers ministériels ne vendent pas leur étude ; ils présentent un successeur au Chef de l'Etat et reçoivent de leur successeur une indemnité, ce qui équivaut à une véritable vente.

Ce droit de présentation leur a été concédé à l'occasion d'une augmentation de cautionnement exigé d'eux, lorsqu'il s'agissait, en 1816, de payer l'indemnité de guerre stipulée dans le traité de paix de 1815.

« Les avocats à la cour de cassation, notaires, avoués, greffiers, huissiers, agents de change, courtiers, commissaires-priseurs pourront présenter à l'avenir des successeurs, pourvu qu'ils réunissent les qualités voulues par la loi » dit la loi de 1816.

Si donc, aujourd'hui, l'État voulait retirer le droit de présentation aux officiers ministériels, il serait obligé de leur donner une préalable et juste indemnité, comme il a fait, du reste, pour les courtiers en marchandises, dont la profession est devenue libre en 1866.

Paiements

Nous devons ici, sous cette rubrique, ranger plusieurs observations utiles.

Un avis du Conseil d'Etat du 30 frimaire an XIV porte que «le porteur d'une lettre de change a le droit d'exiger son paiement en numéraire. Les billets de la Banque, établis pour la commodité du commerce, ne sont que de simple confiance. »

La monnaie de cuivre et de billon de fabrication française ne sera reçue dans les paiements, si ce n'est de gré à gré, que pour l'appoint de la pièce de cinq francs.

Les pièces de cinq francs seront reçues par les caisses publiques en quelque nombre quelles soient. Entre particuliers, elles ne pourront être employées dans les paiements, si ce n'est de gré à gré, pour vingt francs et au-dessous.

Le décret du 17 novembre 1852, concernant la retenue qui se fait dans le commerce sous le nom de *passe des sacs*, porte : « qu'à l'avenir, le prélèvement fait par le débiteur sous le nom de passe des sacs dans les paiements en argent est de dix centimes par sac.

Passe-port.

Pour voyager en France ou à l'étranger, on doit, en général, être muni d'un

passe-port. Mais la police française n'est pas bien sévère sur ce point à l'égard des Français.

Le passe-port est délivré par le maire. Cependant, pour certains passe-ports, comme pour l'Algérie ou les colonies, il faut s'adresser au sous-préfet.

Les étrangers voyageant en France doivent être munis de leur passe-port.

Mais on fait une exception pour les Anglais, comme les Anglais font une exception pour nous : ils peuvent librement voyager en France sans passe-port.

Patentes.

Avant la Révolution française, le travail et l'industrie étaient emprisonnés dans une foule de prescriptions qui avaient toutes pour but de créer ces privilèges exorbitants qui s'appelaient les maîtrises et les jurandes, et qui étaient la mort même du travail et de l'industrie.

L'Assemblée constituante proclama le principe de la liberté du travail par la loi du 2-17 mars 1791 : « A partir du 1er avril prochain, il sera libre à toute personne de faire tel négoce et d'exercer telle profession, art ou métier qu'elle trouvera bon; mais elle sera tenue de se pourvoir auparavant d'une patente, d'en acquitter le prix suivant les taux déterminés, et de se conformer aux règlements de police qui sont ou pourront être faits.

Voyez, pour les développements, plus haut, au mot *Impôts directs et indirectes.*

Pauvres (Droit des.)

Le droit des pauvres est un impôt fixé au dixième du prix des billets d'entrée dans les spectacles et concerts quotidiens, et au quart de la vente brute des lieux de réunion ou de fêtes où l'on est admis en payant.

C'est là principale ressource des bureaux de bienfaisance, dans les grandes villes surtout, où cet impôt produit beaucoup.

On a attaqué cet impôt et on l'attaque tous les jours, en ce qu'il frappe arbitrairement une branche d'industrie, au risque de la ruiner. Le fait que les théâtres et concerts sont destinés aux plaisirs et à la distraction du public, n'autorise pas une taxe aussi considérable. Du reste, les théâtres et concerts ne sont pas les seuls objets de luxe qu'il faudrait frapper.

Le Conseil de préfecture juge, sauf recours au Conseil d'État, les difficultés qui s'élèvent entre le bureau de bienfaisance et le directeur du théâtre ou l'entrepreneur, sur la qualité de la recette et l'application de la taxe.

Les poursuites à faire pour recouvrer les droits des pauvres sont faites, comme en matière d'impôts directs, par la voie des contraintes.

Pavage.

Les frais de pavage des rues sont supportés, pour les parties qui sont grandes routes, par les mêmes qui l'entretiennent en dehors de la ville.

Pour les autres parties, les frais sont supportés par la commune et pris sur ses revenus. Si cependant un usage très-ancien, remontant au-delà de l'an VII, autorisait de faire supporter ces frais aux riverains, ou si les revenus ordinaires de la commune étaient insuffisants, ces travaux pourraient être mis à la charge des riverains des voies publiques.

Les mêmes principes s'appliquent à l'empierrement des routes.

Pêche fluviale.

I. Droit de Pêche. — Le droit de pêche sera exercé (loi du 15 avril 1829), au profit de l'Etat :

1° Dans les fleuves, rivières, canaux et contre-fossés navigables ou flottables avec bateaux, trains ou radeaux, et dont l'entretien est à la charge de l'Etat ou de ses ayants-cause;

2° Dans les bras, noues, boires et fossés qui tirent leurs eaux des fleuves et rivières navigables flottables dans lesquels on peut en tout temps passer ou pénétrer librement en bateau de pêcheur, et dont l'entretien est également à la charge de l'Etat.

Sont toutefois exceptés les canaux et fossés existants, ou qui serainet creusés dans les propriétés particulières et entretenus aux frais des propriétaires.

Dans toutes les rivières et canaux autres que ceux qui sont désignés dans l'article précédent, les propriétaires riverains auront, chacun de son côté, le droit de pêche jusqu'au milieu du cours de l'eau, sans préjudice des droits contraires établis par possession ou titres.

Des décrets rendus en Conseil d'Etat, insérés au *Bulletin des Lois*, détermineront, après une enquête *de commodo et incommodo*, quelles sont les parties des fleuves et rivières et quels sont les canaux désignés dans les deux premiers paragraphes de l'article 1er où le droit de pêche sera exercé au profit de l'Etat. De semblables décrets fixeront les limites entre la pêche fluviale et la pêche maritime dans les fleuves et rivières affluant à la mer. Ces limites seront les mêmes que celles de l'inscription maritime; mais la pêche, qui se fera au-dessus du point où les eaux cesseront d'être salées, sera soumise aux règles de police et de conservation établies pour la pêche fluviale.

Dans le cas où des cours d'eau seraient rendus ou déclarés navigables ou flottables, les propriétaires qui seront privés du droit de pêche auront droit à une indemnité préalable, qui sera réglée selon les formes prescrites par les articles 16, 17 et 18 de la loi du 18 mars 1810, compensation faite des avantages qu'ils pourraient retirer de la disposition prescrite par le gouvernement.

Les contestations entre l'administration et les adjudicataires relatives à l'interprétation et à l'exécution des conditions des baux et adjudications, et toutes celles qui s'élèveraient entre l'administration ou ses ayants cause et des tiers intéressés à raison de leurs droits ou de leurs propriétés, seront portées devant les tribunaux.

Tout individu qui se livrera à la pêche sur les fleuves et rivières navigables ou flottables, canaux, ruisseaux ou cours d'eau quelconques, sans la permission de celui à qui le droit de pêche appartient, sera condamné à une amende de vingt francs au moins, et de cent francs au plus, indépendamment des dommages-intérêts.

Il y aura lieu, en outre, à la restitution du prix du poisson qui aura été pêché en délit, et la confiscation des filets et engins de pêche pourra être prononcée.

Néanmoins, il est permis à tout individu de pêcher à la ligne flottante tenue à la main, dans les fleuves, rivières et canaux désignés dans les deux premiers paragraphes de l'article 1er présente loi, le temps du frai excepté.

II. Administration et régie de la pêche. — Il y aura des gardes-pêche chargés de rechercher les contraventions en cette matière.

III. — Adjudication et Cantonnement de pêche. — La pêche au profit de l'Etat sera exploitée, soit par voie d'adjudication publique, soit par concession de licences à prix d'argent.

Le mode de concession par licences ne sera employé que lorsque l'adjudication aura été tentée sans succès. Toutes les fois que l'adjudication d'un cantonnement de pêche n'aura pu avoir lieu, il sera fait mention, dans le procès-verbal de la séance, des mesures qui auront été prises pour donner

toute la publicité possible à la mise en adjudication, et des circonstances qui se seront opposées à la location.

L'adjudication publique devra être annoncée au moins quinze jours à l'avance par des affiches apposées dans le chef-lieu du département, dans les communes riveraines du cantonnement et dans les communes environnantes.

Toute location faite autrement que par adjudication publique sera considérée comme clandestine et déclarée nulle. Les fonctionnaires et agents qui l'auraient ordonnée ou effectuée seraient condamnés solidairement à une amende égale au double du fermage annuel du cantonnement de pêche. Sont exceptées les concessions par voie de licence.

Sera de même annulée toute adjudication qui n'aura point été précédée des publications et affiches prescrites par l'article 11, ou qui aura été effectuée dans d'autres lieux, à autres jour et heure que ceux qui auront été indiqués par les affiches ou les procès-verbaux de remise en location. Les fonctionnaires ou agents qui auraient contrevenu à ces dispositions seront condamnés solidairement à une amende égale à la valeur annuelle du cantonnement de pêche; et une amende pareille sera prononcée contre les adjudicataires en cas de complicité.

Toutes les contestations qui pourront s'élever pendant les opérations d'adjudication, soit sur la validité des dites opérations, soit sur la solvabilité de ceux qui auront fait des offres et de leurs cautions, seront décidées immédiatement par le fonctionnaire qui présidera la séance d'adjudication.

Ne pourront prendre part aux adjudications, ni par eux-mêmes, ni par personnes interposées, directement ou indirectement, soit comme parties principales, soit comme associés ou cautions : 1° Les agents et gardes forestiers et les gardes-pêche, dans toute l'étendue du territoire; les fonctionnaires chargés de concourir aux adjudications et les receveurs du produit de la pêche, dans toute l'étendue du territoire où ils exercent leurs fonctions. En cas de contravention, ils seront punis d'une amende qui ne pourra excéder le quart ni être moindre du douzième du montant de l'adjudication; et ils seront, en outre, passibles de l'emprisonnement et de l'interdiction qui sont prononcés par l'article 175 du Code pénal; 2° Les parents et alliés en ligne directe, les frères et beaux-frères, oncles et neveux des agents et gardes forestiers et gardes-pêche, dans toute l'étendue du territoire pour lequel ces agents ou gardes sont commissionnés. — En cas de contravention, ils seront punis d'une amende égale à celle qui est prononcée par le paragraphe précédent; 3° Les conseillers de préfecture, les juges, officiers du ministère public et greffiers des tribunaux de première instance, dans tout l'arrondissement de leur ressort; — En cas de contravention, ils seront passibles de tous dommages et intérêts, s'il y a lieu. — Toute adjudication qui sera faite en contravention aux dispositions du présent article sera déclarée nulle.

Toute association secrète, toute manœuvre entre les pêcheurs ou autres, tendant à nuire aux adjudications, à les troubler ou à obtenir les cantonnements de pêche à plus bas prix, donnera lieu à l'application des peines portées par l'article 412 du Code pénal, indépendamment de tous dommages-intérêts; et si l'adjudication a été faite au profit de l'association secrète ou des auteurs des dites manœuvres, elle sera déclarée nulle.

Toute adjudication sera définitive du moment où elle sera prononcée, sans que, dans aucun cas, il puisse y avoir lieu à surenchère.

Les divers modes d'adjudication seront déterminés par un règlement d'administration publique, Les adjudications auront toujours lieu avec publicité et concurrence.

Les adjudicataires seront tenus d'élire domicile dans le lieu où l'adjudication aura été faite; à défaut de quoi, tous les actes postérieurs leur seront valablement signifiés au secrétariat de la sous-préfecture.

IV. — CONSERVATION ET POLICE DE LA PÊCHE. — Nul ne pourra exercer le droit de pêche dans les fleuves et rivières navigables ou flottables, les canaux, ruisseaux ou cours d'eau quelconques, qu'en se conformant aux dispositions suivantes.

Il est interdit de placer dans les rivières navigables ou flottables, canaux et ruisseaux, aucun barrage, appareil ou établissement quelconque de pêcherie, ayant pour objet d'empêcher entièrement le passage du poisson. Les délinquants seront condamnés à une amende de cinquante francs à cinq cents francs, et, en outre, aux dommages-intérêts ; et les appareils ou établissements de pêche seront saisis et détruits.

Quiconque aura jeté dans les eaux des drogues ou appâts qui sont de nature à enivrer le poisson ou à le détruire sera puni d'une amende de trente francs à trois cents francs, et d'un emprisonnement d'un mois à trois mois.

Des décrets rendus en Conseil d'Etat détermineront : 1° Les temps, saisons et heures pendant lesquels la pêche sera interdite dans les rivières et cours d'eau quelconques ; 2° Les procédés et modes de pêche qui, étant de nature à nuire au repeuplement des rivières, devront être prohibés ; 3° Les filets, engins et instruments de pêche qui seront défendus comme étant aussi de nature à nuire au repeuplement des rivières ; 4° Les dimensions de ceux dont l'usage sera permis dans les divers départements pour la pêche des différentes espèces de poissons ; 5° Les dimensions au-dessous desquelles les poissons de certaines espèces, qui seront désignées, ne pourront être pêchés et devront être rejetés en rivières ; 6° Les espèces de poissons avec lesquelles il sera défendu d'appâter les hameçons, nasses, filets et autres engins.

Quiconque se livrera à la pêche pendant les temps, saisons et heures prohibés par les ordonnances, sera puni d'une amende de trente à deux cents francs.

Une amende de trente à cent francs sera prononcée contre ceux qui feront usage, en quelque temps et en quelque fleuve, rivière, canal ou ruisseau que ce soit, de l'un des procédés ou modes de pêche ou de l'un des instruments ou engins de pêche prohibés par les ordonnances. — Si le délit a eu lieu pendant le temps du frai, l'amende sera de soixante à deux cents francs.

Les mêmes peines seront prononcées contre ceux qui se serviront, pour une autre pêche, de filets permis seulement pour celle du poisson de petite espèce.

Ceux qui seront trouvés porteurs ou munis, hors de leur domicile, d'engins ou instruments de pêche prohibés, pourront être condamnés à une amende qui n'excédera pas vingt francs, et à la confiscation des engins ou instruments de pêche, à moins que ces engins ou instruments ne soient destinés à la pêche dans des étangs ou réservoirs.

Quiconque pêchera, colportera ou débitera des poissons qui n'auront point les dimensions déterminées par les ordonnances, sera puni d'une amende de vingt à cinquante francs, et de la confiscation des dits poissons. Sont néanmoins exceptées de cette disposition les ventes de poissons provenant des étangs ou réservoirs. Sont considérés comme des étangs ou réservoirs les fossés et canaux appartenant à des particuliers, dès que leurs eaux cessent naturellement de communiquer avec les rivières.

La même peine sera prononcée contre les pêcheurs qui appâteront leurs hameçons, nasses, filets ou autres engins avec des poissons des espèces prohibées qui seront désignées par les ordonnances.

Les fermiers de la pêche et porteurs de licences, leurs associés, compagnons et gens à gage, ne pourront faire usage d'aucun filet ou engin quelconque, qu'après qu'il aura été plombé ou marqué par les agents de l'administration de la police de la pêche. La même obligation s'étendra à tous autres pêcheurs compris dans les limites de l'inscription maritime, pour les engins et filets dont ils feront usage dans les cours d'eau désignés par les paragraphes 1er et 2 de l'article 1er de la présente loi. Les délinquants seront

punis d'une amende de vingt francs par chaque filet ou engin non plombé ou marqué.

Les contre-maîtres, les employés du balisage et les mariniers qui fréquentent les fleuves, rivières et canaux navigables ou flottables, ne pourront avoir dans leurs bateaux ou équipages aucun filet ou engin de pêche, même non prohibé, sous peine d'nne amende de cinquante francs et la confiscation des filets.

A cet effet, ils seront tenus de souffrir la visite, sur leurs bateaux et équipages, des agents chargés de la police de la pêche, aux lieux où ils aborderont. La même amende sera prononcée contre ceux qui s'opposeront à cette visite.

Les fermiers de la pêche et les porteurs de licences, et tous pêcheurs en général, dans les rivières et canaux désignés par les deux premiers paragraphes de l'article 1er de la présente loi, seront tenus d'amener leurs bateaux et de faire l'ouverture de leurs loges et hangards, bannetons, huches et autres réservoirs ou boutiques à poissons, sur leurs cantonnements, à toute réquisition des agents et préposés de l'administration de la pêche, à l'effet de constater les contraventions qui pourraient être par eux commises aux dispositions de la présente loi. Ceux qui s'opposeront à la visite ou refuseront l'ouverture de leurs boutiques à poisson, seront par ce seul fait, punis d'une amende de cinquante francs.

Les fermiers et porteurs de licences ne pourront user, sur les fleuves, rivières et canaux navigables, que du chemin de halage; sur les rivières et cours d'eau flottables, que du marche-pied. Ils traiteront de gré à gré avec les propriétaires riverains pour l'usage des terrains dont ils auront besoin pour retirer et asséner leurs filets.

V. — Des poursuites en réparation de délits. — 1° *Poursuites par l'administration.* — Le Gouvernement exerce la surveillance et la police de la pêche dans l'intérêt général. En conséquence, les agents spéciaux par lui institués à cet effet, ainsi que les gardes champêtres, éclusiers des canaux et autres officiers de police judiciaire, sont tenus de constater les délits qui sont spécifiés au titre IV de la présente loi, en quelques lieux qu'ils soient commis; et les dits agents spéciaux exerceront, conjointement avec les officiers du ministère public, toutes les poursuites et actions en réparation de ces délits. Les mêmes agents et gardes de l'administration, les gardes champêtres, les éclusiers, les officiers de police judiciaire, pourront constater également le délit de colportage de poisson en temps prohibé, et ils transmettront leurs procès-verbaux au procureur de la République.

Les gardes-pêche nommés par l'administration sont assimilés aux gardes forestiers.

Ils recherchent et constatent, par procès-verbaux, les délits dans l'arrondissement du tribunal près duquel ils sont assermentés.

Ils sont autorisés à saisir les *filets et autres instruments de pêche prohibés, ainsi que le poisson pêché en délit.*

Les gardes-pêche ne pourront, sous aucun prétexte, s'introduire dans les maisons et enclos y attenant pour la recherche des filets prohibés.

Les filets et engins de pêche qui auront été saisis comme prohibés ne pourront, dans aucun cas, être remis sous caution : ils seront déposés au greffe et y demeureront jusqu'après le jugement pour être ensuite détruits.

Les filets non prohibés, dont la confiscation aurait été prononcée en exécution de l'article 5, seront vendus au profit du Trésor.

En cas de refus, de la part des délinquants, de remettre immédiatement le filet déclaré prohibé après la sommation du garde-pêche, ils seront condamnés à une amende de cinquante francs.

Quant au poisson saisi pour cause de délit, il sera vendu sans délai dans la commune la plus voisine du lieu de la saisie, à son de trompe et aux enchères publiques, en vertu d'ordonnance du juge de paix ou de ses sup-

pléants, si la vente a lieu dans un chef-lieu de canton, ou, dans le cas contraire, d'après l'autorisation du maire de la commune : ces ordonnances ou autorisations seront délivrées sur la requête des agents ou gardes qui auront opéré la saisie, et sur la présentation du procès-verbal régulièrement dressé et affirmé par eux.

Dans tous les cas, la vente aura lieu en présence du receveur des domaines, et, à défaut, du maire ou adjoint de la commune ou du commissaire de police.

Les gardes-pêche ont le droit de requérir directement la force publique pour la répression des délits *en matière de pêche*, ainsi que pour la saisie des filets prohibés et du poisson *pêché en délit*.

Les procès-verbaux dressés par les agents forestiers, les gardes généraux et les gardes à cheval, soit isolément, soit avec le concours des gardes-pêche et des gardes champêtres, ne seront point soumis à l'affirmation.

Dans le cas où le procès-verbal portera saisie, il en sera fait une expédition qui sera déposée dans les vingt-quatre heures au greffe de la justice de paix, pour qu'il en puisse être donné communication à ceux qui réclameraient les objets saisis. Le délai ne courra que du moment de l'affirmation pour les procès-verbaux qui sont soumis à cette formalité.

Les procès-verbaux seront, sous peine de nullité, enregistrés dans les quatre jours qui suivront celui de l'affirmation, ou celui de la clôture du procès-verbal, s'il n'est pas sujet à l'affirmation. L'enregistrement s'en fera en débet.

Toutes les poursuites exercées en réparation de délits pour faits de pêche, seront portées devant les tribunaux correctionnels.

L'acte de citation doit, à peine de nullité, contenir la copie du procès-verbal et de l'acte d'affirmation.

Les gardes de l'administration *chargés de la surveillance de la pêche* pourront, dans les actions et poursuites exercées en son nom, faire toutes citations et significations d'exploits, sans pouvoir procéder aux saisies-exécutions. Leurs rétributions, pour les actes de ce genre, seront taxées comme pour les actes faits par les huissiers des juges de paix.

Les agents de cette administration ont le droit d'exposer l'affaire devant les tribunaux, et sont entendus à l'appui de leurs conclusions.

Les délits en matière de pêche seront prouvés, soit par procès-verbaux, soit par témoins à défaut de procès-verbaux ou en cas d'insuffisance de ces actes.

Les procès-verbaux revêtus de toutes les formalités prescrites par les articles ci-dessus, et qui sont dressés et signés par deux agents ou gardes-pêche, font preuve, jusqu'à inscription de faux, des faits matériels relatifs aux délits qu'ils constatent, quelle que soient les condamnations auxquelles ces délits peuvent donner lieu. Il ne sera, en conséquence, admis aucune preuve outre ou contre le contenu de ces procès-verbaux, à moins qu'il n'existe une cause légale de récusation contre l'un des signataires.

Les procès-verbaux revêtus de toutes les formalités prescrites, mais qui ne seront dressés et signés que par un seul agent ou *garde-pêche*, feront de même preuve suffisante jusqu'à inscription de faux, mais seulement lorsque le délit n'entraînera pas une condamnation de plus de cinquante francs, tant pour amende que pour dommages-intérêts.

Le prévenu qui voudra s'inscrire en faux contre le procès-verbal, sera tenu d'en faire par écrit, et en personne, ou par un fondé de pouvoir spécial par acte notarié, la déclaration au greffe du tribunal avant l'audience indiquée par la citation.

Si, dans une instance en réparation de délit. le prévenu excipe d'un droit de propriété ou de tout autre droit réel, le tribunal saisi de la plainte statuera sur l'incident.

Les agents de l'administration *chargés de la surveillance de la pêche* peuvent, en son nom, interjeter appel des jugements et se pourvoir contre les ar-

rêts et jugements en dernier dessort; mais ils ne peuvent se désister de leurs appels sans son autorisation spéciale.

Les actions en réparation de délits en matière de pêche se prescrivent par un mois à compter du jour où les délits ont été constatés, lorsque les prévenus sont désignés dans les procès-verbaux. Dans le cas contraire, le délai de prescription est de trois mois, à compter du même jour.

2° *Poursuites par les fermiers ou les particuliers.* — Les délits qui portent préjudice aux fermiers de la pêche, aux porteurs de licences et aux propriétaires riverains, seront constatés par leurs gardes, lesquels seront assimilés aux gardes-bois des particuliers.

Les procès-verbaux dressés par ces gardes feront foi jusqu'à preuve contraire.

Les poursuites et actions seront exercées au nom et à la diligence des parties intéressées.

Les dispositions de la présente loi qui concernent les poursuites exercées au nom de l'État, sont applicables aux poursuites exercées au nom et dans l'intérêt des particuliers et des fermiers de la pêche pour les délits commis à leur préjudice.

VI. Peines et condamnations. — Dans le cas de récidive, la peine sera toujours doublée.

Il y a récidive lorsque, dans les douze mois précédents, il a été rendu contre le délinquant un premier jugement pour délit en matière de pêche.

Les peines seront également doublées, lorsque les délits auront été commis la nuit.

Dans tous les cas prévus par la présente loi, si le préjudice causé n'excède pas vingt-cinq francs, et si les circonstances paraissent atténuantes, les tribunaux sont autorisés à réduire l'emprisonnement même au-dessous de six jours, et l'amende même au-dessous de seize francs : ils pourront aussi prononcer séparément l'une ou l'autre de ces peines, sans qu'en aucun cas elle puisse être au-dessous des peines de simple police.

Les restitutions et dommages-intérêts appartiennent aux fermiers, porteurs de licenees et propriétaires riverains, si le délit est commis à leur préjudice; mais, lorsque le délit a été commis par eux-mêmes au détriment de l'intérêt général, ces dommages-intérêts appartiennent à l'Etat. Appartiennent également à l'Etat toutes les amendes et confiscations.

Les maris, pères, mères, tuteurs, fermiers et porteurs de licences, ainsi que tous propriétaires, maîtres et commettants, seront civilement responsables des délits en matière de pêche commis par leurs femmes, enfants mineurs, pupilles, bateliers et compagnons, et tous autres subordonnés, sauf tout recours de droit. Cette responsabilité sera réglée conformément à l'art. 1384 du Code civil.

VII. De l'exécution des jugements. — Le recouvrement de toutes les amendes pour délits de pêche est confié aux receveurs de l'enregistrement et des domaines. Ces receveurs sont également chargés du recouvrement des restitutions, frais et dommages-intérêts résultant des jugements rendus en matière de pêche.

Les jugements contenant des condamnations en faveur des fermiers de la pêche, des porteurs de licences et des particuliers, pour réparation des délits commis *à leur préjudice,* seront, à leur diligence, signifiés et éxécutés suivant les mêmes formes et voies de contrainte que les jugements rendus à la rêquête de l'administration chargée de la surveillance de la pêche. Le recouvrement des amendes prononcées par les mêmes jugements sera opéré par les receveurs de l'enregistrement et des domaines.

Loi du 31 *mai* 1865 *relative à la pêche.* — Art. 1er. Les décrets rendus en Conseil d'Etat, après avis des conseils généraux du département, détermineront: 1° Les parties des fleuves, rivières, canaux, et cours d'eau réservées

pour la reproduction, et dans lesquelles la pêche des diverses espèces de poissons sera absolument interdite pendant l'année entière; 2° Les parties des fleuves, rivières. canaux et cours d'eau dans les barrages desquels il pourra être établi, après enquête, un passage appelée *échelle*, destinée à assurer la libre circulation du poisson.

2. L'interdiction de la pêche, pendant l'année entière, ne pourra être prononcée pour une période de plus de cinq ans. Cette interdiction pourra être renouvelée.

3. Les indemnités auxquelles auront droit les propriétaires riverains qui seront privés du droit de pêche par application de l'article précédent seront réglée par le conseil de préfecture, après expertise, conformément à la loi du 16 septembre 1807. Les indemnités auxquelles pourra donner lieu l'établissement d'échelles dans les barrages existants seront réglées dans les mêmes formes.

4. A partir du 1er janvier 1866, des décrets, rendus sur la proposition des ministres de la marine et de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, règleront d'une manière uniforme, pour la pêche fluviale et la pêche maritime, dans les fleuves, rivières, canaux, affluant à la mer :

1° Les époques pendant lesquelles la pêche des diverses espèces de poisson sera interdite;

2° Les dimensions au-dessous desquelles certaines espèces ne pourront être pêchées.

Dans chaque département, il est interdit de mettre en vente, de vendre, d'acheter, de transporter, de colporter, d'exporter et d'importer les diverses espèces de poissons pendant le temps où la pêche en est interdite, en exécution de l'art. 26 de la loi du 15 avril 1829.

Cette disposition n'est pas applicable aux poissons provenant des étangs ou réservoirs définis en l'article 30 de la loi précitée.

6. L'administration pourra donner l'autorisation de prendre et de transporter, pendant le temps de la prohibition, le poisson destiné à la reproduction.

7. L'infraction aux dispositons de l'article 1er et du premier paragraphe de l'article 5 de la présente loi sera punie des peines portées par l'article 27 de la loi du 15 avril 1829, et, en outre, le poisson sera saisi et vendu sans délai, dans les formes prescrites par l'article 42 de la dite loi. L'amende sera double et les délinquants pourront être condamnés à un emprisonnement de dix jours à un mois; 1° Dans les cas prévus par les articles 69 et 70 de la loi du 15 avril 1829; 2° Lorsqu'il sera constaté que le poisson a été enivré ou empoisonné; 3° Lorsque le transport aura lieu par bateaux, voitures ou bêtes de somme. La recherche du poisson pourra être faite, en temps prohibé, à domicile, chez les aubergistes, chez les marchands de denrées comestibles et dans les lieux ouverts au public.

8. Les dispositions relatives à la pêche et au transport des poissons s'appliquent au frai du poisson et à l'alevin.

9. L'article 32 de la loi du 15 avril 1802 est abrogé en ce qui concerne la marque ou le plombage des filets. Des décrets détermineront le mode de vérification de la dimension des mailles des filets autorisés pour la pêche de chaque espèce de poisson, en exécution de l'article 26 de la loi du 15 avril 1829.

10. Les infractions concernant la pêche, la vente, l'achat, le transport, le colportage, l'exportation et l'importation du poisson, seront recherchées et constatées par les agents des douanes, les employés des contributions indirectes et des octrois, ainsi que par les autres agents autorisés par la loi du 15 avril 1829 et par le décret du 9 janvier 1852. — Des décrets détermineront la gratification qui sera accordée aux rédacteurs des procès-verbaux ayant pour objet de constater les délits. Cette gratification sera prélevée sur le produit des amendes.

11. La poursuite des délits et contraventions et l'exécution des jugements pour infractions à la présente loi auront lieu conformément à la loi du 15 avril 1829 et au décret du 9 janvier 1852.

12. Les dispositions législatives antérieures sont abrogées en ce qu'elles peuvent avoir de contraire à la présente loi.

La gratification accordée aux agents qui auront constaté les délits en matière de pêche est fixée au tiers de l'amende prononcée contre les délinquants et recouvrée, sans pouvoir toutefois excéder, pour chaque condamnation, la somme de 50 francs.

La gratification sera directement acquittée entre les mains de l'ayant droit par le receveur de l'enregistrement, suivant le mode actuel et les règles de la comptabilité publique.

Les époques pendant lesquelles la pêche est interdite en vue de protéger la reproduction du poisson sont fixées comme il suit : — 1° Du 29 octobre au 31 janvier est interdite la pêche du saumon, de la truite et de l'ombre-chevalier. 2° Du 15 avril au 15 juin, est interdite la pêche de tous les autres poissons et et de l'écrevisse. Est comprise dans cette interdiction la pêche de l'ombre commun, de l'anguille et de la lamproie, mais non celle des autres poissons qui vivent alternativement dans les eaux douces et les eaux salées. Les interdictions prononcées dans les paragraphes précédents s'appliquent à tous les procédés de pêche, même à la pêche à la ligne flottante tenue à la main.

Les préfets pourront, chaque année, par des arrêts spéciaux, après avoir pris l'avis des conseils généraux, interdire exceptionnellement la pêche de toutes les espèces de poissons pendant l'une ou l'autre des dites périodes, lorsque cette interdiction sera nécessaire pour protéger l'espèce prédominante. Ces arrêts seront soumis à l'approbation de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Dans la semaine précédant chaque période d'interdiction de la pêche, des publications seront faites dans les communes pour rappeler les dates du commencement et de la fin de ces périodes.

Quiconque, pendant la période de l'interdiction de la pêche, transportera ou débitera des poissons provenant des étangs ou réservoirs, sera tenu de justifier de l'origine de ces poissons.

Les poissons saisis et vendus aux enchères, conformément à l'art. 42 de la loi du 15 avril 1829, ne pourront pas être exposés de nouveau en vente.

La pêche n'est permise que depuis le lever du jour jusqu'au coucher du soleil. Toutefois, la pêche de l'écrevisse et de l'anguille pourra être autorisée, après le coucher et avant le lever du soleil, aux heures fixées par un arrêté préfectoral. Cet arrêté déterminera, pour l'écrevisse, la nature et les dimensions des engins dont l'emploi sera permis.

Le séjour dans l'eau des filets et engins ayant les dimensions réglementaires est permis à toute heure, sous la condition qu'ils ne pourront être placés et relevés que depuis le lever jusqu'au coucher du soleil.

Les dimensions au-dessous desquelles les poissons et écrevisses ne pourront être pêchés et devront être immédiatement rejetés à l'eau sont déterminées comme il suit pour les diverses espèces : 1° Les saumons et anguilles, vingt-cinq centimètres de longueur; — 2° Les truites, ombres-chevaliers, ombres communs, carpes, brochets, barbeaux, brêmes, meuniers, muges, aloses, perches, gardons, tanches, lottes et lamproies, quatorze centimètres de longueur; 3° Les soles, plies et filets, dix centimètres de longueur; 4° Les écrevisses, huit centimètres de longueur. La longueur des poissons ci-dessus mentionnés sera mesurée de l'œil à la naissance de la queue; celle de l'écrevisse, de l'œil à l'extrémité de la queue déployée. Les prescriptions qui précèdent ne sont pas applicables aux poissons pris à la ligne flottante.

Les mailles des filets, mesurées de chaque côté, après leur séjour dans l'eau, et l'espacement des verges, des bires, nasses et autres engins employés à la pêche des poissons, auront les dimensions suivantes : 1° Pour les saumons, quarante millimètres au moins; 2° Pour les grandes espèces autres que le saumon et pour l'écrevisse, vingt-sept millimètres au moins; 3° Pour les petites espèces telles que goujons, loches, vérons, ablettes et autres, dix millimètres. — La mesure des mailles sera prise avec une tolérance d'un dixième

Les filets fixés ou flottants ne pourront excéder en longueur les deux tiers de la largeur mouillée des cours d'eau où on les manœuvrera. Plusieurs filets ne pourront être employés simultanément sur la même rive ou sur deux rives opposées qu'à une distance au moins triple de leur développement.

Les filets fixes employés à la pêche seront soulevés par le milieu pendant trente-six heures de chaque semaine, du samedi à six heures du soir au lundi à six heures du matin, sur une longueur équivalente au dixième de leur développement, et de manière à laisser entre le fond et la ralingue inférieure un espace libre de cinquante centimètres au moins de hauteur.

Sont prohibés tous les filets traînants, à l'exception du petit épervier jeté à la main et manœuvré par un seul homme. Est pareillement prohibé l'emploi des lacets ou collets.

Il est interdit : 1° D'établir dans les cours d'eau des appareils ayant pour objet de rassembler le poisson dans les noues, boires, fossés ou mares dont il ne pourrait plus sortir, ou de le contraindre à passer par une issue garnie de piéges; 2° D'accoler aux écluses, barrages, chutes naturelles, pertuis, vannages, coursiers d'usines et échelles à poissons, des nasses, paniers et filets à demeure ; 3° De pêcher, avec tout autre engin que la ligne flottante tenue à la main, dans l'intérieur des écluses, barrages, pertuis, vannages, coursiers d'usines et passages ou échelles à poissons, ainsi qu'à une distance moindre de trente mètres en amont et en aval de ces ouvrages; 4° De pêcher dans les parties des rivières, canaux ou cours d'eau, dont le niveau serait accidentellement abaissé soit pour y opérer des curages ou travaux quelconques, soit par suite du chômage des usines ou de la navigation.

Sur la demande des adjudicataires de la pêche des cours d'eau et canaux navigables et flottables, et sur la demande des propriétaires de la pêche des autres cours d'eau et canaux, les préfets pourront autoriser, dans les emplacements et à des époques déterminés, des manœuvres d'eau et des pêches extraordinaires pour détruire certaines espèces dans le but d'en propager d'autres plus précieuses.

Des arrêtés préfectoraux, rendus sur les avis des ingénieurs et des conseils de salubrité, détermineront : 1° La durée du rouissage du lin et du chanvre dans les cours d'eau et les emplacements où cette opération pourra être pratiquée avec le moins d'inconvénients pour le poisson; — 2° Les mesures à observer pour l'évacuation, dans les cours d'eau des matières et résidus susceptibles de nuire au poisson et provenant des fabriques et établissements industriels quelconques.

Pensions civiles.

Les pensions civiles sont dues à tous les fonctionnaires de l'Etat, remplissant certaines conditions que nous allons voir.

Il y a des règles générales qui s'appliquent à toutes les pensions civiles et même aux pensions militaires. Telles sont les suivantes :

Les pensions et secours annuels sont payés par trimestres; ils sont rayés des livres du Trésor après trois ans de non réclamation, sans que leur rétablissement donne lieu à aucun rappel d'arrérages antérieurs à la réclamation. La même déchéance est applicable aux héritiers ou ayants cause des pensionnaires qui n'auront pas produit la justification de leurs droits dans les trois ans qui suivront la date du décès de leur auteur.

Le cumul de deux pensions est autorisé dans la limite de six mille francs, pourvu qu'il n'y ait pas double emploi dans les années de service présentées pour la liquidation. La disposition qui précède n'est pas applicable aux pensions que les lois spéciales ont affranchies des prohibitions du cumul.

Les pensions de toute nature ont un caractère alimentaire. Aussi sont-elles payables par trimestre et au porteur du brevet d'inscription et d'un certificat de vie titulaire, — incessibles pour la totalité. — insaisissables, si ce n'est pour le cinquième ou le tiers dans des cas déterminés.

1° *Pensions civiles payables sur fonds de retenue.* — Les pensions civiles payables sur fonds de retenue ont été créées par la loi du 9 juin 1853, qui a substitué l'Etat aux diverses caisses de retraite qui s'étaient formées. Tous les fonctionnaires et employés de l'Etat laissent percevoir une retenue de 5 % sur leur traitement par l'Etat, et les fonds ainsi recueillis forment les fonds de retenue sur lesquels sont prises les pensions. L'Etat ajoute des fonds de subvention.

Pour avoir droit à cette pension, il faut deux conditions : avoir soixante ans d'âge et trente ans accomplis de services effectifs rétribués. Il y a des exceptions à cette règle, notamment en cas d'infirmités graves contractées au service de l'Etat et en cas de suppression d'emploi.

Le droit à la pension s'étend à la veuve et aux enfants. A la veuve, si elle existe, ou en cas de mort, aux enfants et à titre réversible jusqu'à ce que le plus jeune ait atteint vingt-un ans.

Les articles 14 et suivants de la loi du 9 juin 1853 s'exprime ainsi sur ce point :

Ont droit à pension : — 1° La veuve du fonctionnaire ou employé qui, dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions, a perdu la vie dans un naufrage ou dans un des cas spécifiés au paragraphe 1er de l'article 11, soit immédiatement, soit par suite de l'événement; — 2° La veuve dont le mari aura perdu la vie par un des accidents prévus au paragraphe 2 de l'article 11, ou par suite de cet accident. — Dans le premier cas, la pension est des deux tiers de celle que le mari aurait obtenu ou pu obtenir par application de l'article 12. — Dans le second cas, la pension est du tiers de celle que le mari aurait obtenue ou pu obtenir en vertu du dit article. Dans les cas spécifiés au présent article, il suffit que le mariage ait été contracté antérieurement à l'événement qui a amené la mort ou la mise à la retraite du mari.

Dans le cas où un employé, ayant servi alternativement dans la partie active et dans la partie sédentaire, décède avant d'avoir accompli les trente années de services exigées pour constituer le droit à pension de sa veuve, un cinquième de son temps de service dans la partie active est ajouté fictivement en sus du service effectif pour compléter les trente années nécessaires. La liquidation ne s'opère, néanmoins, que sur la durée des services.

L'orphelin ou les orphelins mineurs d'un fonctionnaire ou employé ayant obtenu sa pension, ou ayant accompli la durée de services exigée par l'article 5 de la présente loi, ou ayant perdu la vie dans un des cas prévus par les paragraphes 1° et 2° de l'article 14, ont droit à un secours annuel lorsque la mère est ou décédée, ou inhabile à recueillir la pension, ou déchue de ses droits. — Ce secours est, quel que soit le nombre des enfants, égal à la pension que la mère aurait obtenue ou pu obtenir conformément aux articles 13, 14 et 15. Il est partagé entre eux par égales portions, et payé jusqu'à ce que le plus jeune des enfants ait atteint l'âge de vingt et un ans accomplis, la part de ceux qui décéderaient ou celle des majeurs faisant retour aux mineurs. — S'il existe une veuve et un ou plusieurs orphelins mineurs provenant d'un mariage antérieur du fonctionnaire, il est prélevé sur la pension de la veuve, et, sauf réversibilité en sa faveur, un quart au profit de l'orphelin du premier lit s'il n'en existe qu'un en âge de minorité, et la moitié s'il en existe plusieurs.

Les pensions et secours annuels qui seront accordés conformémeut aux dispositions du présent titre sont inscrits au grand-livre de la dette publique.

Aucune pension n'est liquidée qu'autant que le fonctionnaire aura été préalablement admis à faire valoir ses droits à la retraite par le ministre au département duquel il ressortit.

Il ne peut être concédé annuellement de pension, en vertu de la loi, que dans la limite des extinctions réalisées sur les pensions inscrites. Dans le cas, toutefois, où cette limite devrait être dépassée, par suite de l'accroissement de liquidation auquel donneront lieu les nouvelles catégories de fonction-

naires soumis à la retenue et appelés à la pension par l'article 3, l'augmentation de crédit nécessaire sera l'objet d'une loi spéciale.

Il sera rendu compte annuellement, lors de la présentation de la loi du budget, des pensions de retraite concédées et inscrites en vertu de la présente loi, en distinguant les charges antérieures et celles postérieures au 1er janvier 1854.

Toute demande de pension est adressée au ministre du département auquel appartient le fonctionnaire. Cette demande doit, à peine de déchéance, être présentée avec les pièces à l'appui dans le délai de cinq ans à partir de la promulgation de la présente loi, pour les droits ouverts antérieurement, et, pour les droits qui s'ouvriront postérieuremet, à partir, savoir : pour le titulaire, du jour où il aura été admis à faire valoir ses droits à la retraite, ou du jour de la cessation de ses fonctions, s'il a été autorisé à les continuer après cette admission, et, pour la veuve, du jour du décès du fonctionnaire.

Les demandes de secours annuels pour les orphelins doivent être présentées dans le même délai à partir de la promulgation de la présente loi, ou du jour du décès de leur père ou de celui de leur mère.

Les pensions sont liquidées d'après la durée des services, en négligeant sur le résultat final du décompte les fractions de mois et de franc. Les services civils ne sont comptés que de la date du premier traitement d'activité et à partir de l'âge de vingt ans accomplis. Le temps de surnumérariat n'est compté dans aucun cas.

La liquidation est faite par le ministre compétent, qui la soumet au Conseil d'Etat avec l'avis du ministre des finances. Le décret de concession est rendu sur la proposition du ministre compétent. Il est contre-signé par lui et par le ministre des finances. Il est inséré au *Bulletiu des Lois*.

La jouissance de la pension commence du jour de la cessation du traitement, ou du lendemain du décès du fonctionnaire; celle du secours annuel, du lendemain du décès de la veuve. Il ne peut, en aucun cas, y avoir lieu au rappel de plus de trois années d'arrérages antérieurs à la date de l'insertion au *Bulletin des Lois* du décret de concession.

Les pensions sont incessibles. Aucune saisie ou retenue ne peut être opérée du vivant du pensionnaire, que jusqu'à concurrence d'un cinquième pour débet envers l'Etat, ou pour des créances privilégiées, aux termes de l'article 2101 du Code civil, et d'un tiers dans les circonstances prévues par les articles 203, 205, 206, 207 et 214 du même Code.

Tout fonctionnaire ou employé démissionnaire, destitué, révoqué d'emploi, perd ses droits à la pension. S'il est remis en activité, son premier service lui est compté. Celui qui est constitué en déficit pour détournement de deniers ou de matières, ou convaincu de malversations, perd ses droits à la pension, lors même qu'elle aurait été liquidée ou inscrite. La même disposition est applicable au fonctionnaire convaincu de s'être démis de son emploi à prix d'argent, et à celui qui aura été condamné à une peine afflictive ou infamante. Dans ce dernier cas, s'il y a réhabilitation, les droits à la pension seront rétablis.

Lorsqu'un pensionnaire est remis en activité dans le même service, le paiement de sa pension est suspendu. Lorsqu'il est remis en activité dans un service différent, il ne peut cumuler sa pension et son traitement que jusqu'à concurrence de quinze cents francs. Après la cessation de ses fonctions, il peut rentrer en jouissance de son ancienne pension, ou obtenir, s'il y a lieu, une nouvelle liquidation basée sur la généralité de ses services.

Le droit à l'obtention ou à la jouissance d'une pension est suspendu par les circonstances qui font perdre la qualité de Français, durant la privation de cette qualité. La liquidation ou le rétablissement de la pension ne peut donner lieu à aucun rappel pour les arrérages antérieurs.

La pension est basée sur la moyenne des traitements et émoluments de toute nature soumises à retenues dont l'ayant-droit a joui pendant les six dernières années d'exercice. Néanmoins, dans le cas prévu par l'artice 4, la

moyenne ne pourra excéder celle des traitements et émoluments dont le fonctionnaire aurait joui s'il eût été rétribué par l'Etat.

La pension est réglée, pour chaque année de service civils, à un soixantième du traitement moyen. Néanmoins, pour vingt-cinq ans de services entièrement rendus dans la partie active, elle est de la moitié du traitement moyen, avec accroissement, pour chaque année de service en sus, d'un cinquantième du traitement; en aucun cas, elle ne peut excéder les trois quarts du traitement moyen.

Les services dans les armées de terre et de mer, concourent avec les services civils pour établir le droit à la pension, et seront comptés pour leur durée effective, pourvu, toutefois, que la durée des services civils soient au moins de douze ans dans la partie sédentaire et de dix ans dans la partie active.

2° *Pensions payables sur les fonds généraux.* — Ce sont les pensions auxquelles ont droit les ministres, secrétaires d'Etat, conseillers d'Etat, préfets et sous-préfets. La mobilité de leurs fonctions ne permet pas, a-t-on dit, de faire des retenues sur le traitement; mais il est juste, cependant, qu'ils aient une pension, s'ils ont 60 ans accomplis et 30 ans de service.

La veuve et les enfants de ces fonctionnaires ne profitent pas de la pension; mais le gouvernement a la faculté de donner une pension alimentaire à la mère et l'éducation à ses enfants aux frais de l'Etat.

3° *Pensions militaires.* — Les pensions militaires sont prélevées sur les fonds généraux. Le temps requis est trente ans dans l'armée de terre, pour les officiers, et vingt-cinq ans pour les sous-officiers, caporaux et soldats; il est aussi de vingt-cinq ans dans la marine.

Les années de campagne comptent double pour la liquidation de la pension, mais ne font pas, en principe, acquérir le droit à la pension. La veuve, lorsque la célébration du mariage est antérieur de deux ans à la cessation du service, et s'il n'y a pas eu séparation de corps prononcée contre elle, et, à défaut de la veuve, les enfants considérés, même au cas de séparation, comme orphelins, ont droit, par réversibilité, à une quotité de la pension du mari ou du père; elle est fixée au quart du maximum d'ancienneté par les lois de 1831, et élevée par la loi du 26 avril 1856, à la moitié, en cas de mort sur le champ de bataille, de mort à l'armée par suite d'événements de guerre et de mort dans le délai d'une année, par suite de blessures reçues dans les mêmes circonstances.

Des droits à la pension. — Les blessures donnent droit à la pension de de retraite, lorsqu'elles sont graves et incurables, et qu'elles proviennent d'événements de guerre ou d'accidents éprouvés dans un service commandé.

Les infirmités donnent les mêmes droits, lorsqu'elles sont graves et incurables, et qu'elles sont reconnues provenir des fatigues ou des accidents du service. — Les causes, la nature et les suites des blessures ou infirmités seront justifiées dans les formes et dans les délais qui seront déterminés par un règlement d'administration publique.

Les blessures ou infirmités provenant des causes énoncées dans l'article précédent ouvrent un droit immédiat à la pension, si elles ont occasionné la cécité, l'amputation ou la perte absolue de l'usage d'un ou de plusieurs membres.

Dans les cas moins graves, elles ne donnent lieu à la pension que sous les conditions suivantes: 1° Pour l'officier, si elles le mettent hors d'état de rester en activité, et lui ôtent la possibilité d'y rentrer ultérieurement; 2° Pour tout individu au-dessous du rang d'officier, si elles le mettent hors d'état de servir et de pourvoir à sa subsistance.

Pour la cécité, l'amputation ou la perte absolue de l'usage de deux membres, la pension est fixée conformément au tarif annexé à la présente loi.

Les blessures ou infirmités qui occasionnent la perte absolue de l'usage d'un membre, ou qui y sont reconnues équivalentes, donnent droit au minimum de la pension d'ancienneté, quelle que soit la durée des services. Chaque année de service, y compris les campagnes, supputées selon les articles 7 et 8, ajoute à cette pension un vingtième de la différence du minimum au maximum d'ancienneté. Le maximum est acquis à vingt ans de service, campagnes comprises.

Pour les blessures ou infirmités qui mettent l'officier, marin ou autre, dans une des positions prévues par l'article 14, les pensions sont fixées pareillement au minimum d'ancienneté; mais elles ne sont augmentées, dans dans la proportion déterminée par l'article précédent, que pour chaque année de service au delà de vingt-cinq ans ou de trente ans, campagnes comprises. Le maximum est acquis, pour les officiers et marins, à quarante-cinq ans, et pour les individus des autres corps de l'armée de mer, à cinquante ans de service, y compris les campagnes.

La pension pour cause de blessures ou infirmités se règle sur le grade dont l'officier, marin ou autre, est titulaire. L'article ci-dessus est applicable à la pension pour cause de blessures ou d'infirmités.

Dans le courant de ces dernières années, et même en 1878, on a beaucoup discuté, dans les Chambres, sur la base et la quotité des pensions à accorder aux militaires et aux veuves et enfants des militaires.

Ces discussions doivent amener une augmentation sensible dans la quotité de la pension, mais une retenue sera imposée aux militaires en activité de service pour former un fonds de retenue.

Permis de Chasse.

Voyez *Chasse*.

Pétitions.

Toute personne, française ou étrangère, quelle que soit sa profession ou son âge, a le droit d'adresser une pétition, soit au président de la République, soit au président du Sénat ou au président de la Chambre des Députés.

Une pétition doit être rédigée par écrit et signée; elle doit, en outre, indiquer la demeure du pétitionnaire ou de l'un d'eux, si elle est revêtue de plusieurs signatures. Les signatures des pétitionnaires doivent être légalisées. Si la légalisation était refusée, le pétitionnaire ferait mention de ce refus à la suite de sa pétition.

Les pétitions ne sont pas sur papier timbré; mais il est convenable de se servir de papier libre grand format.

Les pétitions, dans leur ordre d'arrivée au Sénat ou à la Chambre des députés, sont inscrites sur un rôle général contenant le numéro d'ordre de la pétition, le nom et la demeure du pétitionnaire, ainsi que l'indication sommaire de l'objet de la demande, et, lorqu'elle n'aura pas été déposée directement, au président, le nom du député ou sénateur qui l'aura déposée. Ce rôle est imprimé ou distribué.

Les pétitions sont distribuées à la commission des pétitions, ou à telle autre commission à laquelle elle paraît devoir être soumise, ou renvoyée au ministre compétent. Avis est donné au pétitionnaire des conclusions de la commission qui a examiné sa demande. Il n'est porté à la Chambre ou au Sénat que les pétitions qui paraissent mériter la lecture et la discussion publiques. Néanmoins, un député ou un sénateur peut toujours demander qu'il soit déposé un rapport écrit sur une pétition.

Pharmacie.

L'exercice de la pharmacie n'est pas abandonné sans conditions à qui veut l'entreprendre. Dans l'intérêt de la santé publique, on a dû exiger des

candidats des aptitudes spéciales, qui sont révélées par des examens. En outre, les pharmacies sont soumises à des visites annuelles ou plus fréquentes d'inspecteurs.

Le règlement sur la profession de pharmacien, encore en vigueur pour tout ce qui n'a pas été expressément abrogé, est de l'année 1777.

Les pharmaciens sont tenus de suivre, dans la préparation de leurs remèdes, les prescriptions du *Codex medicamentarius*, fait en 1866, et devenu obligatoire à partir du 1er janvier 1867.

Une question très-importante et très-pratique est celle de savoir si un pharmacien est commerçant, au point de vue de la juridiction. On voit combien il est intéressant d'être fixé sur la question : S'il est commerçant, il doit être assigné devant le tribunal de commerce et jugé selon les usages et lois du commerce; s'il n'est pas commerçant, c'est le tribunal civil qui doit juger.

Nous pensons qu'un pharmacien n'est pas un commerçant, parce que le fait d'acheter pour revendre qui accompagne la profession de pharmacien, est ici primé par le talent de la personne; qu'il s'agit d'hommes exerçant leurs aptitudes sur des substances diverses, avec plus ou moins d'habileté, et dont on paie, non pas les marchandises, qui n'ont souvent qu'une valeur médiocre, mais le talent et la science.

Cependant la jurisprudence n'est pas fixée sur ce point. Tandis que des cours d'appel disent qu'il faut appliquer les lois du commerce aux pharmaciens, d'autres cours disent que les tribunaux civils sont seuls compétents. La Cour de cassation n'a pas eu à se prononcer.

Plan d'alignement.

Voyez *Alignement*.

Poids et Mesures

L'Assemblée constituante, en décrétant la liberté de l'industrie et du commerce, crut devoir prendre une mesure protectrice qui consistait dans l'uniformité des poids et mesures. Par suite de longues concessions faites aux anciennes coutumes, l'application générale du système des poids et mesures n'est devenue obligatoire qu'en 1837. A partir de ce moment, des vérificateurs ont été chargés de faire des visites chez les pharmaciens, épiciers, droguistes, pour s'assurer de l'uniformité des poids et mesures employés par eux. C'est cette visite qui donne lieu à une taxe que nous avons vue au mot *Impôts indirects*.

L'ordonnance royale du 17 avril 1839 contient, sous le rapport de cette taxe, les observations suivantes :

La vérification périodique des poids, mesures et instruments de pesage appartenant aux établissements publics désignés par l'article 24 (octrois, poids publics, poids à bascule, hospices, hôpitaux, prisons et établissement de bienfaisance) est faite gratuitement. Il en est de même pour les poids, mesures et instruments de pesage offerts volontairement à la vérification par des individus non assujettis.

Les taxes sont rénumérées de la même manière que les impôts directs au moyen de rôles rendus exécutoires par les préfets, et dont le recouvrement appartient au directeur des contributions directes.

Depuis 1875 fonctionne à Paris un bureau international des poids et mesures, composé de délégués de 17 Etats différents, chargé : 1° de toutes les comparaisons et vérifications des nouveaux prototypes du mètre et du kilogramme; 2° de la conservation des prototypes internationaux; 3° des comparaisons périodiques des étalons nationaux avec les prototypes internationaux et avec leurs témoins, ainsi que celle des thermomètres étalons.

Police rurale.

Voyez à la fin des *Lois diverses*, au mot *Code rural*.

Portes et Fenêtres.

Voyez au mot *Impôts indirects*.

Postes.

La direction générale des Postes relève du ministère des finances. L'Etat a donc le monopole du transport des lettres, comme il a le monopole des allumettes, et une foule d'autres monopoles.

Ce privilége trouve sa raison d'être dans l'intérêt public, qui demande que le service du transport des lettres se fasse promptement, fidèlement et avec la plus grande régularité. Il faut ajouter que c'est là pour l'Etat la source de produits très-importants.

L'administration des postes a été fusionnée, il y a quelque temps, avec l'administration des télégraphes, et cette mesure ne peut manquer de donner les meilleurs résultats.

Voici les tarifs généraux de postes et les instructions sur les divers objets que l'on confie à la poste.

Taxe. — La taxe des lettres affranchies est fixée à 15 centimes par 15 grammes ou fraction de 15 grammes, la taxe des lettres non affranhies est fixée à 30 centimes par 15 grammes ou fraction de 15 grammes.

Cartes postales. — La taxe des cartes postales est fixée à 10 centimes. Le recto des cartes postales ne doit contenir que l'adresse du destinataire, sauf l'indication facultative pour l'expéditeur et pouvant être effectuée par un procédé quelconque, de son nom, de sa profession et de son adresse; le verso est réservé aux mentions manuscrites imprimées qu'il peut convenir à l'expéditeur d'y porter, sans restriction aucune.

Il est défendu de joindre ou d'attacher aux cartes postales des objets quelconques.

Lettres et objets recommandés. — Le public est admis à recommander les lettres, les cartes postales, les échantillons, les papiers de commerce et d'affaires, les journaux, les imprimés, et généralement tous les objets rentrant dans le monopole de la poste ou dont le transport peut lui être confié en vertu des lois en vigueur.

Les lettres recommandées ne sont assujetties à aucun mode spécial de fermeture.

Les cartes postales, les échantillons, les papiers de commerce et d'affaires, les journaux et autres objets circulant à prix réduits restent, en cas de recommandation, soumis aux conditions spéciales qui leur sont imposées. — — Les lettres et objets recommandés sont déposés aux guichet des bureaux de poste. L'administration en est déchargée, en ce qui concerne les lettres, par leur remise contre reçu au destinataire ou à son fondé de pouvoirs; en ce qui concerne les autres objets, par leur remise contre reçu soit au destinataire, soit à une personne attachée au service du destinataire ou demeurant avec lui.

L'Administration des postes n'est tenue à aucune indemnité, soit pour détérioration, soit pour spoliation des objets recommandés. La perte, sauf le cas de force majeure, donne seule droit, au profit du destinataire, à une indemnité de 25 fr. — Les objets recommandés paient, en sus de la taxe qui leur est applicable, selon la classe à laquelle ils appartiennent, un droit fixe

qui est de 50 c. pour les lettres et de 25 c. pour les autres objets. Taxe et droit fixe sont acquittés par l'expéditeur.

La lettre recommandée est substituée au chargement sans déclaration de valeur, et la faculté qui était donnée relativement à l'insertion de valeur, payable au porteur, dans les lettres chargées, sans déduction de valeur, s'applique aux lettres recommandées.

Valeurs déclarées. — L'expéditeur qui veut s'assurer, en cas de perte, sauf le cas de force majeure, le remboursement des valeurs payables au porteur insérées dans une lettre, doit faire la déclaration du montant des valeurs que cette lettre contient.

La déclaration ne doit pas excéder 10,000 francs; elle est portée en toutes lettres à la partie supérieure de la suscription de l'enveloppe et énoncée, en francs et centimes, du montant des valeurs insérées. Elle doit être écrite d'avance par l'expéditeur lui-même, sans rature ni surcharge. — Une lettre contenant des valeurs déclarées est passible, outre le port de la lettre et le droit fixe de 50 c., d'un droit de 10 c. pour 100 fr. ou fraction de 100 fr. déclarés. Ces divers droits ou taxes sont représentés par des timbres-poste apposés sur les lettres.

Les bijoux ou objets précieux sont assimilés aux lettres renfermant des valeurs déclarées, quant aux formalités relatives au dépôt, à la déclaration, à la remise au destinataire, à la responsabilité de l'administration. — Ces objets acquittent le droit fixe de chargement de 50 c. et une taxe de 1 0/0 de leur valeur jusqu'à 100 fr., et de 50 c. par chaque 100 fr. ou fraction de 100 fr. en plus jusqu'à 10,000 fr., suivant la déclaration faite par l'expéditeur. Cette valeur ne peut être inférieure à 50 fr. — Ils sont déposés à la poste dans des boîtes closes d'avance, dont les parois doivent avoir une épaisseur d'au moins 8 millim. et dont les dimensions ne peuvent excéder 5 centimètres de hauteur, 8 centimètres de largeur et 10 centimètres de longueur. — En cas de perte ou de détérioration résultant de la fracture des boîtes ne réunissant pas ces conditions, la poste n'est tenue à aucune indemnité.

Demande d'avis de réception de chargements formée par l'expéditeur. — L'expéditeur d'une lettre ou d'un objet recommandé d'une lettre ou d'une boîte contenant des valeurs déclarées à destination de l'intérieur ou de l'Algérie, peut demander au moment du dépôt, moyennant le paiement d'un droit d'affranchissement de 10 cent., qu'il lui soit donné avis de la réception par le destinataire. La même faculté existe pour l'expéditeur d'un objet recommandé à destination de tous les pays faisant partie de l'Union générale des Postes, moins la Grande-Bretagne, ainsi que pour l'expéditeur d'une lettre chargée contenant des valeurs déclarées à destination de l'Allemagne, de la Belgique, du grand-duché de Luxembourg, des Pays-Bas et de la Suisse.

Articles d'argent. — La poste se charge, moyennant un droit de 1 0/0, du transport des sommes d'argent déposées à découvert dans ses bureaux, et délivré en échange des mandats payables à tout individu résidant en France, en Algérie et dans les colonies françaises, ainsi qu'à tout militaire, marin ou employé de l'Etat aux armées, sur les bâtiments de la flotte et dans les villes du Levant, de la Chine et du Japon, où la France entretient des bureaux de poste. Les envois originaires ou à destination des colonies françaises ne peuvent dépasser 500 fr. Le droit de 1 0/0 ne peut s'abaisser au-dessous de 25 centimes, quelle que soit la somms déposée jusqu'à 25 fr. Sont chargés de pourvoir à l'émission et au paiement des mandats : 1° En France, les receveurs des postes et les facteurs boîtiers; 2° en Algérie, les receveurs, les distributeurs des postes et les facteurs-boîtiers; 3° dans les colonies françaises, les trésoriers-payeurs, les trésoriers particuliers et les percepteurs; 4° les

payeurs aux armées ; 5° les receveurs des bureaux français établis dans les villes du Levant, à Shangaï et à Yokohama.

Des envois d'argent sont également reçus à destination savoir : de la Belgique et du grand duché de Luxembourg jusqu'à concurrence de 200 fr. ; de la Grande-Bretagne, jusqu'à concurrence de 252 fr., soit 10 livres sterling ; de l'Italie et de la Suisse, jusqu'à concurrence de 300 fr. ; des Indes orientales néerlandaises, jusqu'à concurrences de 322 fr. 50 (150 florins); de la Suède et de la Norwège, jusqu'à concurrence de 362 fr. 50 (250 couronnes), de l'Allemagne, jusqu'à concurrence de 375 fr. (300 marks) ; de l'Autriche-Hongrie, jusqu'à concurrence de 375 fr. (150 florins) ; des Pays-Bas, jusqu'à concurrence de 376 fr. 25 (175 florins) ; du Danemarck, jusqu'à concurrence de 391 fr. 50 (270 couronnes), dans tous les bureaux de France et d'Algérie et moyennant un droit de 20 c par 10 fr., ou fraction de 10 fr. Les mandats dits internationaux sont transmissibles par voie d'endossement, à l'exception des mandats allemands et hollandais. La nomenclature des bureaux étrangers admis à émettre et à payer des mandats internationaux existe dans toutes les recettes et distributions. Il n'est pas reçu de dépôt d'argent au-dessous de 50 c. Au-dessous de 10 fr., les mandats français supportent, en outre, un droit de timbre de 25 c. Les mandats internationaux ne sont pas soumis à la formalité du timbre. — Les distributeurs et les facteurs-boîtiers ne sont autorisés à émettre et à payer des mandats d'articles d'argent que pour des sommes de 50 fr. et au-dessous. Les bénéficiaires des mandats en France peuvent, s'ils le jugent utile, en faire toucher le montant par une tierce personne, sur acquit préalable, moyennant l'accomplissement de l'une des formalités suivantes : faire apposer, en regard de leur signature, un timbre émanant d'une autorité civile ou judiciaire, attester la sincérité de leur propre signature par l'apposition, sur le mandat même, d'un timbre ou d'une griffe à eux appartenant; enfin, remettre à la tierce personne, pour être représentée à l'agent payeur, une pièce authentique relatant les nom et qualité de l'ayant droit. Les demandes de remboursement relatives aux mandats périmés, c'est-à-dire aux mandats qui n'ont pas été touchés dans les délais fixés par les règlements ou aux mandats perdus après réception ou détériorés par la faute, soit de l'expéditeur, soit du destinataire, sont assujettis au droit de timbre.

Les receveurs des postes sont également autorisés : 1° à recevoir, pour le compte de la Caisse des dépôts et consignations, les propositions d'assurances aux deux caisses créées, l'une en cas de décès et l'autre en cas d'accidents résultant de travaux agricoles et industriels ; 2° à recevoir les versements et à effectuer les remboursements pour le compte des caisses d'épargne de leur département. Ces dernières dispositions ne concernent que les receveurs dont le concours aura été demandé par les administrations des caisses d'épargne et accordé par le ministre des finances, sur l'avis conforme de ministre de l'agriculture et du commerce.

Le public est admis à employer la voie télégraphique pour faire payer à destination, jusqu'à concurrence de 5,000 fr. au maximum, les sommes déposées dans les bureaux de poste. Des mandats sont délivrés, transmis et payés dans des bureaux spécialement désignés à cet effet. Ils sont établis par les receveurs des postes et signés par le déposant, qui ne peut y apporter aucune modification. Ils sont ensuite remis au déposant, qui reste chargé d'en requérir lui-même la transmission télégraphique dans les postes télégraphiques des localités mêmes où les mandats ont été délivrés.

Les taxes sont perçues, pour le dépôt des fonds, d'après le tarif de l'administration des postes concernant les articles d'argent ; — pour la transmission télégraphique, d'après le tarif des dépêches ordinaires. L'expéditeur doit payer, en outre, le coût de l'avis donné par le bureau télégraphique de destination au titulaire du mandat-dépêche, lequel coût est de 50 c., plus, s'il y a lieu, les frais d'exprès. — Le paiement du mandat doit être réclamé par le destinataire dans les *cinq* jours qui suivent son arrivée au bureau de poste de destination. Passé ce délai, il est renvoyé à l'administration des

postes, qui le rembourse comme mandat ordinaire. Le montant des mandats d'articles d'argent non réclamés par les ayants droit, dans un délai de huit années à partir du jour du versement des fonds, est définitivement acquis à l'Etat.

Taxe des lettres pour les militaires ou marins dans les colonies ou en station dans les pays etrangers. — Les lettres adressées de la France ou de l'Algérie aux militaires et marins de tous grades, soit dans les colonies, soit à bord des bâtiments de l'Etat, stationnant dans les ports étrangers, et réciproquement, les lettres adressées en France et en Algérie par ces militaires et marins, ne supportent que la taxe territoriale, sans supplément de taxe pour le parcours à l'étranger ni pour le parcours de voie de mer, lorqu'elles sont transportées exclusivement par des services français ou apportées en France ou en Algérie par des bâtiments de l'Etat.

Lettres pour les Colonies et l'Etranger. — La taxe et les conditions d'envoi de lettres et des imprimés pour les colonies françaises et l'étranger sont réglées par des décrets spéciaux, Tous les renseignements utiles à ce sujet sont fournis au public dans les bureaux de poste ; ils se trouvent aussi dans l'*Annuaire des Postes* et dans un tarif dont la vente au public est autorisée.

Les lettres pour l'étranger sont affrachies au moyen de timbres-poste et jetées à la boîte. Revêtues de timbres insuffisants, elles sont considérées comme non affranchies et ne peuvent recevoir cours si elles sont à destination de pays pour lesquels l'affranchissement est obligatoire.

Timbres-poste. — De leur valeur. — De leur emploi. — Les timbres-poste sont de quinze valeurs différentes : 1 c., 2 c., 3 c., 4 c., 5 c., 10 c., 15 c., 20 c., 52 c., 30 c., 35 c., 40 c., 75 c., 1 fr. et 5 fr. Ils sont vendus dans tous les bureaux de postes, dans les débits de tabac, par les facteurs et les boîtiers des postes.

Les particuliers doivent coller eux-mêmes les timbres-poste sur les objets à affranchir. — Toute lettre pour l'intérieur, revêtue d'un timbre-poste insuffisant, est considérée comme non affranchie et taxée comme telle, sauf déduction du timbre. Ainsi, par exemple, lorsqu'une lettre pesant plus de 15 gr. et moins de 30 est affranchie avec un timbre de 15 c., elle est considérée comme non affranchie ; elle doit 60 c. : en déduisant 15 c. que représente le timbre, il reste à payer 45 c. — Le poids du timbre-poste est compris dans le poids des lettres sur lesquelle ils sont apposés.

Chiffres-Taxes. — Les chiffres-taxes sont de petites étiquettes imprimées qui sont apposées par les soins des agents de poste sur les lettres non affranchies, nées et distribuables dans la circonscription postale d'un même bureau ; ils sont au nombre de deux et représentent les valeurs de 30 et 60 c. La personne à laquelle serait présentée une lettre de la catégorie susdésignée, non revêtue du signe de taxe prescrit, doit refuser d'en acquitter le port et signaler le fait à l'administration.

La suscription des lettres. — Le public ne saurait apporter trop de soin à la rédaction de l'adresse des lettres qu'il confie à la poste, afin d'éviter les fausses directions. Les adresses doivent être écrites très-lisiblement, et indiquer le nom du bureau de poste qui dessert le lieu de destination, lorsque le lieu de destination a une dénomination commune, soit en France, soit à l'étranger, on doit indiquer le nom du pays étranger, ou du département français ; par exemple : Valence (Espagne), Valence (Drôme), Grenade (Espagne), Grenade-sur-Garonne (Haute Garonne). Lorsque plusieurs bureaux portent le même nom, il est essentiel de les désigner par les indications complémentaires ajoutées à leur nom principal, pour les distinguer les uns des autres.

Imprimés, Echantillons, Epreuves d'imprimerie corrigées, Papiers de commerce ou d'affaires. — Leur taxe est réglée à prix réduits. moyennant affranchissement préalable. Le poids des imprimés, épreuves d'imprimerie et papiers d'affaires ne doit pas dépasser 3 kilog., celui des échantillons 300 gr. La dimension des imprimés, épreuves d'imprimerie corrigées, papiers d'affaires et échantillons d'étoffes sur cartes ne doit pas excéder 45 centimètres, celle des autres échantillons 25 centimètres.

Les imprimés sont expédiés sous bandes mobiles couvrant au plus le tiers de la surface du paquet. Ils sont divisés en deux classes :

1° Les Journaux, Recueils, Annales, Mémoires et Bulletins périodiques, paraissant au moins une fois par trimestre, et contenant des matières politiques ou non politiques, taxe : 2 c. par exemplaire jusqu'à 25 gr.; au-dessus de 25 gr., le port est augmenté de 1 c. par 25 gr. ou fraction de 25 gr.; moitié des prix ci-dessus, lorsque le journal est pour l'intérieur du département où il est publié ou pour les départements limitrophes ; mais le poids du journal peut s'élever jusqu'à 50 gr., sans qu'il soit perçu plus de 1 c. au-dessus de 50 gr., la taxe supplémentaire est de 1/2 c. par 25 gr. ou fraction de 25 gr. (Les journaux publiés dans les départements de la Seine et de Seine-et-Oise ne jouissent pas de la réduction pour les départements limitrophes).

2° Les circulaires, prospectus, avis divers et prix courants, livres, gravures, litographies en feuilles, brochés ou reliés, les avis imprimés ou lithographiés de naissance, mariage ou décès, les cartes de visite, les circulaires électorales ou bulletins de vote, et généralement tous les imprimés expédiés sous bandes autres que les journaux et ouvrages périodiques. taxe : 1 c. par 5 gr., jusqu'à 20 gr.; 5 c. au-dessus de 20 gr. jusqu'à 50 gr.; au-dessus de 50 gr., 5 c. par 50 gr. ou fraction de 50 gr. excédant. Les mêmes objets sont reçus sous forme de lettres, disposés de manière à pouvoir être facilement vérifiés, ou sous enveloppes ouvertes d'un côté, taxe : 5 c. par 50 gr. ou fraction de 50 gr.

Le port des échantillons avec ou sans imprimés, des épreuves d'imprimerie corrigées, des papiers de commerce ou d'affaires, placés soit sous bandes mobiles, soit dans des enveloppes non fermées ou dans des sacs faciles à ouvrir, est fixé, pour chaque paquet portant une adresse particulière, à 5 c. par 50 gr. ou fraction de 50 gr.

Les matières dangereuses, inflammables ou explosibles, celles qui exhalent une odeur fétide, les objets passibles de droits de douane ou d'octroi, et généralement tous ceux qui sont de nature à détériorer les correspondances ou à en compromettre la sûreté, sont exclus du service. — Les liquides, les huiles, les corps gras facilement liquéfiables qui ne rentrent pas dans la catégorie des objets prohibés, peuvent être admis dans le service, à la condition d'être placés dans des flacons de verre épais. Ces flacons sont insérés dans des boîtes en bois garnies de sciure de bois ou de toute autre matière, en quantité suffisante pour absorber le liquide en cas de rupture; ces boîtes doivent être renfermées elles-mêmes dans des étuis de fer blanc dont les dimensions ne doivent pas dépasser 10 centimètres en longueur, 8 en largeur et 5 en hauteur. — Les corps gras difficilement liquéfiables, les matiéres colorantes et autres objets similaires doivent être enfermés sous une première enveloppe (boîte ou pot, sac en toile, parchemins, etc.), laquelle devra elle-même être placée dans une seconde boîte en bois ou même en carton très-résistant. — Les poudres sèches, colorantes ou non, en petites quantité, pourront être admises dans des boîtes en cartons enfermées elles-mêmes dans un sac de papier fort ou en parchemin. — Dans aucun cas, les conditions exigées pour l'admission des échantillons désignés dans les deux paragraphes précédents ne doivent faire obstacle à la facilité du contrôle.

Non-affranchissement ou insuffisance d'affranchissement. — Lorsqu'ils n'ont pas été affranchis, les imprimés, échantillons, épreuves d'imprime-

rie, papiers de commerce ou d'affaires sont taxés comme lettres; s'ils ont été affranchis et que l'affranchissement soit insuffisant, ils sont frappés en sus d'une taxe égale au triple de l'insuffisance. Le port en est acquitté, à défaut du destinataire, par l'expéditeur, contre lequel des poursuites sont exercées en cas de refus de paiement (art. 8, loi du 25 juin 1856).

Préfets

A la tête de chaque département se trouve un administrateur délégué par le pouvoir central, appelé préfet.

C'est le ministre de l'intérieur qui le nomme, dans la pleine liberté de son choix, cette fonction n'exigeant ni condition d'âge, ni condition d'examen. Il est révoqué par le même ministre.

Les préfectures sont divisées en trois classes, qui se distinguent par le traitement des préfets. Voici le tableau de ces trois classes, au premier janvier 1876. Les préfectures de l'Algérie ne sont pas comprises dans cette classification.

Hors classe

Préfecture de la Seine.
Préfecture de Police.

Première classe (11)

Alpes-Maritimes.
Bouches-du-Rhône.
Garonne (Haute-)
Gironde
Loire
Loire-Inférieure.
Meurthe-et-Moselle.
Nord.
Rhône.
Seine-Inférieure.
Seine-et-Oise.

Deuxième classe (31)

Aisne.
Calvados.
Charente-Inférieure.
Cher.
Corse.
Côte-d'Or.
Côtes-du-Nord.
Dordogne.
Doubs.
Eure.
Finistère.
Gard.
Hérault.
Ille-et-Vilaine.
Indre-et-Loire.
Isère.
Loiret.
Lot-et-Garonne.
Maine-et-Loire.
Manche.
Oise.
Pas-de-Calais.
Puy-de-Dôme.
Pyrénées (Basses-).
Saône-et-Loire.
Savoie.
Seine-et-Marne.
Somme.
Vaucluse.
Vienne.
Vienne (Haute-).

Troisième classe (43)

Ain.
Allier.
Alpes (Basses-).
Alpes (Hautes-).
Ardèche.
Ardennes.
Ariége.
Aube.
Aude,
Aveyron.
Cantal.
Charente.
Corrèze.
Creuze.
Drôme.
Eure-et-Loir.
Gers.
Indre.
Jura.
Landes.
Loir-et-Cher.
Loire (Haute-)
Lot.
Lozère.
Marne.
Marne (Haute-).
Mayenne.
Meuse.
Morbihan.
Nièvre.
Orne.
Pyrénées (Hautes-).
Pyrénées-Orientales.
Rhin (Haut-) (Belfort).
Saône (Haute-).
Sarthe.
Savoie (Haute-).
Sèvres (Deux-).
Tarn.
Tarn-et-Garonne
Var.
Vendée.
Vosges.
Yonne.

Le préfet remplit des fonctions diverses, et on peut le considérer à un triple point de vue : 1° Comme agent du pouvoir central ; 2° comme administrateur du département au nom du Gouvernement; 3° comme représentant des intérêts du département, au point de vue de l'action.

1° Comme agent du pouvoir central, le préfet est chargé de transmettre et faire exécuter les lois, décrets, instructions ministérielles. A cet effet, il se fait aider par ses subordonnés au moyen d'arrêtés ou de lettres;

2° Comme administrateur du département, le préfet nomme les agents administratifs, les révoque, leur donne des ordres individuels et spéciaux.

Les arrêtés généraux ou réglementaires que prend le préfet doivent remplir les deux conditions suivantes : 1° être également applicables dans toutes les communes du département ; 2° avoir pour objet des mesures de sûreté générale et de sécurité publique.

3° Comme représentant actif du département, le préfet met à exécution les décisions du Conseil général et de la commission départementale. Dès lors le département apparaît comme une personne morale qui agit, devient débitrice ou créancière, passe des contrats, et c'est le préfet qui la représente à tous ces actes. Cependant si un conflit éclate entre l'Etat et le département, c'est le préfet qui représente les intérêts de l'Etat, tandis que ceux du département sont défendus par un membre de la commission départementale.

Diverses lois, dites de décentralisation, sont venues à différentes époques donner un rôle plus actif et plus personnel aux préfets. C'est ainsi que les autorisations, au lieu d'être demandées au pouvoir central, sont demandées au préfet, qui a le droit de les accorder.

Il faudra donc s'adresser au préfet pour les objets compris aux tableaux annexés dans la loi du 13 avril 1861. Il est très-utile de connaître ces tableaux à cause de l'importance qu'ils donnent aux fonctions actuelles de préfet.

Tableau A

1° Acquisitions, aliénations et échanges de propriétés départementales non affectées à un service public; 2° Affectation d'une propriété dépar-

tementale à un service d'utilité départementale, lorsque cette propriété n'est déjà affectée à aucun service; 3° Mode de gestion des propriétés départementales; 4° Baux de biens donnés ou pris à ferme et à loyer dans le département; 5° Autorisation d'ester en justice; 6° Transactions qui concernent les droits des départements; 7° Acceptation ou refus des dons au département, sans charge ni affectation immobilière, et des legs qui présentent le même caractère ou qui ne donnent pas lieu à réclamation; 8° Contrats à passer pour l'assurance des bâtiments départementaux; 9° Projets, plans et devis de travaux exécutés sur les fonds du département, et qui n'engageraient pas la question de système et de régime intérieur, en ce qui concerne les maisons départementales d'arrêts de justice ou de correction, ou les asiles d'aliénés; 10° Adjudication des travaux dans les mêmes limites; 11° Adjudication des emprunts départementaux dans les limites fixées par les lois d'autorisation; 12° Acceptation des offres faites par des communes, des associations ou des particuliers, pour concourir à la dépense des travaux à la charge des départements; 13° Concession à des associations, à des compagnies ou à des particuliers, des travaux d'intérêt départemental; 14° Acquisitions de meubles pour la préfecture, réparations à faire au mobilier; 15° Achat, sur les fonds départementaux, d'ouvrages administratifs destinés aux bibliothèques des préfectures et des sous-préfectures; 16° Distribution d'indemnités ordinaires et extraordinaires allouées sur le budget départemental aux ingénieurs des ponts-et-chausssées; 17° Emploi du fonds de réserve inscrit à la deuxième section des budgets départementaux pour dépenses imprévues; 18° Règlement de la part des dépenses des aliénés, enfants trouvés et abandonnés, et orphelins pauvres. à mettre à la charge des communes, et base de la répartition à faire entre elles; 19° Traités entre les départements et les établissements publics ou privés d'aliénés; 20° Règlement des budgets des asiles publics; 21° Règlement des frais de transport, de séjour provisoire et du prix de pension des aliénés; 22° Dispenses de concours à l'entretien des aliénés réclamés par les familles; 23° Mode et condition d'admission des enfants trouvés dans les hospices; tarifs des mois de nourrice et de pension; indemnités aux nourriciers et gardiens; prix des layettes et vêtures; 24° Marchés de fourniture pour les asiles d'aliénés et tous les établissements départementaux; 25° Transfèrement des détenus d'une maison départementale d'arrêt, de justice ou de correction, dans une autre maison du même département; 26° Approbation dans les maisons d'arrêt, de justice et de correction, des dépenses suivantes : Rations et fournitures supplémentaires, registres, imprimés, fournitures de bureau, secours de route aux libérés, frais de traitement dans les hospices et asiles, frais de chaussure aux détenus voyageant à pied, ferrement et déferrement des forçats; 27° Approbation, dans les maisons centrales, des dépenses suivantes : Indemnités à raison du prix des grains, rations supplémentaires, fournitures d'écoles, indemnités aux moniteurs, allocation de frais de transport en voiture aux infirmes libérés et sans ressources, travaux de réparations aux bâtiments et logements jusqu'à trois cents francs; 28° Congés n'excédant pas quinze jours, aux employés des maisons centrales, d'arrêt, de justice et de correction; 29° Création d'asiles départementaux pour l'indigence, la vieillesse, et règlements intérieurs de ces établissements; 30° Règlements intérieurs des dépôts de mendicité; 31° Règlements, budgets et comptes des sociétés de charité maternelle; 32° Acceptation ou refus des dons et legs faits à ces sociétés quand ils ne donnent point lieu à réclamation; 33° Examen et rectification des statuts présentés par les sociétés de secours mutuels qui demandent l'approbation; 34° Autorisation des versements votés par les sociétés pour la création ou l'accroissement de leur fonds de retraite; 35° Rapatriement des aliénés étrangers soignés en France et *vice versâ*; 36° Dépenses faites pour les militaires et les marins aliénés, et provisoirement pour les forçats libérés; 37° Autorisation d'établir des asiles privés d'aliénés; 38° Rapatriement d'enfants abandonnés à l'étranger ou d'enfants d'origine étrangère abandonnés en France; 39° Autorisation de transports de corps d'un département dans

un autre département et à l'étranger; 40° Congés aux commissaires de police n'excédant pas quinze jours; 41° Tarifs des droits de location de place dans les halles et marchés, et le droit de pesage, jeaugeage et mesurage; 42° Budgets et comptes des communes, lorsque ces budgets ne donnent pas lieu à des impositions extraordinaires; 43° Approbation des conditions des souscriptions à ouvrir et des traités de gré à gré à passer pour la réalisation des emprunts des villes qui n'ont pas cent mille francs de recettes ordinaires; 44° Pensions de retraite aux employés et agents des communes et établissements charitables; 45° Pensions de retraite aux sapeurs-pompiers communaux; 46° Répartition du fonds commun des amendes de police correctionnelle; 47° Mode de jouissance en nature des biens communaux, quelle que soit la nature de l'acte primitif qui ait approuvé le mode actuel; 48° Aliénations, acquisitions, échanges, partages de biens de toute nature, quelle qu'en soit la valeur; 49° Dons et legs de toute sorte de biens, lorsqu'il n'y a pas réclamation des familles; 50° Transactions sur toutes sortes de biens, quelle qu'en soit la valeur; 51° Baux à donner ou à prendre, quelle qu'en soit la durée; 52° Distraction de parties superflues de presbytères communaux, lorsqu'il n'y a pas opposition de l'autorité diocésaine; 53° Tarifs des pompes funèbres; 54° Tarifs de concessions dans les cimetières; 55° Approbation des marchés passés de gré à gré; 56° Approbation des plans et devis de travaux, quel qu'en soit le montant; 57° Plan d'alignement des villes; 58° Assurances contre l'incendie; 59° Tarifs des droits de voirie dans les villes; 60° Etablissement de trottoirs dans les villes; 61° Fixation de la durée des enquêtes qui doivent avoir lieu, en vertu de l'ordonnance du 18 février 1834, pour les travaux de construction de chemins vicinaux, d'intérêt commun et de grande communication, ou de ponts à péage situés sur ces voies publiques, quand ils n'intéressent que les communes du même département; 62° Règlement des indemnités pour dommages résultant d'extraction de matériaux destinés à la construction des chemins vicinaux de grande communication; 63° Règlement des frais d'expertise mis à la charge de l'administration, notamment en matière de subventions spéciales pour dégradations extraordinaires causées aux chemins vicinaux de grande communication; 64° Secours aux agents des chemins vicinaux de grande communication; 65° Gratifications aux mêmes agents; 66° Affectation du fonds départemental à des achats d'instruments ou à des dépenses d'impressions spéciales pour les chemins vicinaux de grande communication; 67° Enfin, tous les autres objets d'administration départementale, communale et d'assistance publique, sauf les exceptions ci-après : — *a*. Changements proposés à la circonscription du territoire du département, des arrondissements, des cantons et des communes, et à la désignation des chefs-lieux; *b*. Contributions extraordinaires à établir et emprunts à contracter dans l'intérêt du département; *c*. Répartition du fonds commun affecté aux dépenses ordinaires des départements; *d*. Règlements des budgets départementaux; approbation des virements de crédits d'un sous-chapitre à un autre sous-chapitre de la première section du budget, quand il s'agit d'une dépense nouvelle à introduire, et des virements de la seconde et de la troisième section; *e*. Règlement du report des fonds libres départementaux d'un exercice sur un exercice ultérieur, et règlement des comptes départementaux; *f*. Changement de destination des édifices départementaux affectés à un service public; *g*. Fixation du taux maximum du mobilier des hôtels de préfecture; *h*. Acceptation ou refus des dons et legs faits aux départements qui donnent lieu à réclamation; *i*. Classement, direction et déclassement des routes départementales; *j*. Approbation des règlements d'administration et de discipline des maisons départementales d'arrêt, de justice et de correction; *k*. Approbation des projets, plans et devis des travaux à exécuter aux maisons départementales d'arrêt, de justice et de correction, ou aux asiles publics d'aliénés, quand des travaux engagent la question de système ou de régime intérieur, quelle que soit, d'ailleurs, la quotité de la dépense; *l*. Fixation de la part contributive du département aux travaux exécutés par l'Etat, et qui intéressent le département; *m*. Fixation de la part contributive du département

aux dépenses et aux travaux qui intéressent à la fois le département et les communes; *n*. Organisation des caisses de retraite ou de tout autre mode de rémunération ou de secours, en faveur des employés des préfectures ou sous-préfectures, et des autres services départementaux; *o*. Règlement du domicile de secours pour les aliénés et les enfants trouvés, lorsque la question s'élève entre deux ou plusieurs départements; *p*. Suppression des tours actuellement existants; ouverture de tours nouveaux; *q*. Approbation des taxes d'octroi; *r*. Frais de casernement à la charge des villes, leur abonnement; *s*. Impositions extraordinaires pour dépenses facultatives, et impositions à établir d'office pour dépenses obligatoires; *t*. Emprunts des communes; *u*. Expropriation pour cause d'utilité publique, sans préjudice des concessions déjà faites en faveur de l'autorité préfectorale par la loi du 21 mai 1836 relative aux chemins vicinaux; *v*. Legs, lorsqu'il y a réclamation de la famille; *x*. Ponts communaux à péage; *y*. Création d'établissements de bienfaisance (hôpitaux, hospices, bureaux de bienfaisance, monts-de piété).

Tableau B.

1° Autorisation d'ouvrir des marchés, sauf pour les bestiaux; 2° Règlementation complète de la boucherie, boulangerie et vente de comestibles sur les foires et marchés; 3° Primes pour la destruction des animaux nuisibles; 4° Règlement des frais de traitement des épizooties; 5° Approbation des tableaux de marchandises à vendre aux enchères par le ministère des courtiers; 6° Examen et approbation des règlements de police commerciale pour les foires, marchés, ports et autres lieux publics; 7° Autorisation des établissements insalubres de première classe, dans les formes déterminées pour cette nature d'établissements, et avec les recours existants aujourd'hui pour les établissements de deuxième classe; 8° Autorisation de fabriques et ateliers dans le rayon des douanes, sur l'avis conforme du directeur des douanes; 9° Règlement des frais des visites annuelles des pharmacies, payables sur les fonds départementaux; 10° Autorisation de fabriques d'eaux minérales artificielles — 11° Autorisation de dépôt d'eau minérale naturelle ou artificielle.

Tableau C.

1° Transactions ayant pour objet les contraventions en matière de poudre à feu, lorsque la valeur des amendes et confiscations ne s'élève pas au delà de mille francs; 2° Location amiable, après estimation contradictoire, de la valeur locative des biens de l'État, lorsque le prix annuel n'excède pas cinq cents francs; 3° Concessions de servitudes à titre de tolérance temporaire et révocables à volonté; 4° Concessions autorisées par les lois des 20 mai 1836 et 10 juin 1847, des biens usurpés, lorsque le prix n'excède pas deux mille francs; 5° Cession de terrains domaniaux compris dans le tracé des routes nationales, départementales et des chemins vicinaux; 6° Échanges de terrains provenant de déclassement de routes, dans le cas prévu par l'article 4 de la loi du 20 mai 1836; 7° Liquidation de dépenses lorsque les sommes liquidées ne dépassent pas deux mille francs; 8° Demandes en autorisation concernant les établissements et constructions mentionnés dans les articles 151, 152, 153, 154 et 155 du Code forestier; 9° Vente sur les lieux des produits façonnés provenant des bois des communes et des établissements publics, quelle que soit la valeur de ces produits; 10° Travaux à exécuter dans les forêts communales ou d'établissements publics, pour la recherche ou la conduite des eaux, la construction des récipients et autres ouvrages analogues, lorsque ces travaux auront un but d'utilité communale; 11° Approbation des adjudications pour la mise en ferme des bacs; — 12° Règlement, dans les cas où il n'est pas dérogé au tarif municipal, des remises allouées aux percepteurs-receveurs des associations de dessèchement.

Tableau D.

1° Autorisation, sur les cours d'eau navigables ou flottables, des prises d'eau faites au moyen de machines, et qui, eu égard au volume du cours d'eau, n'auraient pas pour effet d'en altérer sensiblement le régime; 2° Autorisation des établissements temporaires sur lesdits cours d'eau, alors même qu'ils auraient pour effet de modifier le régime ou le niveau des eaux; fixation de la durée de la permission; 3° Autorisation, sur les cours d'eau non navigables ni flottables, de tout établissement nouveau, tel que moulin, usine, barrage, prise d'eau, irrigation, patrouillet, bocard, lavoir à mines; 4° Régularisation de l'existence desdits établissements lorsqu'ils ne sont pas encore pourvus d'autorisation régulière, ou modifications des règlements déjà existants; 5° Etablissement de prises d'eau pour fontaines publiques, dans les cours d'eau non navigables et flottables, sous la réserve des droits des tiers; 6° Dispositions pour assurer le curage et le bon entretien des cours d'eau non navigables ni flottables, de la manière prescrite par les anciens règlements ou d'après les usages locaux; réunion, s'il y a lieu, des propriétaires intéressés en associations syndicales; 7° Répartition, entre l'industrie et l'agriculture, des eaux des cours d'eau non navigables ni flottables, de la manière prescrite par les anciens règlements ou les usages locaux; 8° Constitution en associations syndicales des propriétaires intéressés à l'exécution et à l'entretien des travaux d'endiguement contre la mer, les fleuves, rivières et torrents navigables ou non navigables, de canaux d'arrosage ou de canaux de dessèchement, lorsque ces propriétaires sont d'accord pour l'exécution desdits travaux et la répartition des dépenses; 9° Autorisation et établissements des débarcadères sur les bords des fleuves et rivières pour le service de la navigation; fixation des tarifs et des conditions d'exploitation de ces débarcadères; 10° Approbation de la liquidation des plus-values ou des moins-values en fin de bail du matériel des bacs affermées au profit de l'Etat; 11° Autorisation et établissement des bateaux particuliers; 12° Fixation de la durée des enquêtes à ouvrir, dans les formes déterminées par l'ordonnance du 18 février 1834, lorsque ces enquêtes auront été autorisées en principe par le ministre, et sauf le cas où les enquêtes doivent être ouvertes dans plusieurs départements sur un même projet; 13° Approbation des adjudications autorisées par le ministre, sur les fonds du Trésor ou des départements, dans tous les cas où les commissions ne renferment aucune clause extra-conditionnelle, et où il n'aurait eté présenté aucune réclamation ou protestation; 14° Approbation des prix supplémentaires pour des parties d'ouvrages non prévues aux devis, dans le cas où il ne doit résulter de l'exécution de ces ouvrages aucune augmentation dans la dépense; 15° Approbation, dans la limite des crédits ouverts, des dépenses dont la nomenclature suit : *a.* Acquisition de terrains, d'immeubles, etc., dont le prix ne dépasse pas vingt-cinq mille francs; *b.* Indemnités mobilières; *c.* Indemnités pour dommages; *d.* Frais accessoires aux acquisitions d'immeubles; aux indemnités mobilières et aux dommages ci-dessus désignés; *e.* Loyers de magasins, terrains, etc.; *f.* Secours aux ouvriers réformés, blessés, etc., dans les limites déterminées par les instructions; 16° Approbation de la répartition rectifiée des fonds d'entretien et des décomptes définitifs des entreprises, quand il n'y a pas d'augmentation sur les dépenses autorisées; 17° Autorisation de la main-levée des hypothèques prises sur les biens des adjudicataires ou de leurs cautions, et du remboursement des cautionnements après la réception définitive des travaux; autorisation de la remise à l'administration des domaines des terrains devenus inutiles au service.

Préséances.

D'après le décret du 24 messidor an XII, qui est encore aujourd'hui en vigueur, sauf ce qui concerne les personnages auxquels on ne rend plus d'honneurs par suite du changement du gouvernement, les rangs et préséances étaient ainsi fixés :

Les princes français;
Les grands dignitaires;
Les cardinaux;
Les ministres;
Les grands officiers de l'Empire;
Les sénateurs dans leur sénatorerie;
Les conseillers d'État en mission;
Les grands officiers de la Légion d'honneur, lorsqu'ils n'auront pas de fonctions publiques qui leur assignent un rang plus élevé;
Les généraux de division;
Les premiers présidents des Cours d'appel;
Les archevêques;
Le président du collége électoral;
Les préfets;
Les présidents de Cours d'assises;
Les généraux de brigade commandant un département;
Les évêques;
Les intendants militaires;
Les sous-préfets;
Les présidents des tribunaux de première instance;
Les présidents du Tribunal de commerce;
Les maires;
Les commandants d'armes;
Les présidents des consistoires.

Les autorités appelées aux cérémonies publiques se réuniront chez la personne qui doit y occuper le premier rang. Elles se mettront en marche dans l'ordre qui précède, de sorte que la personne à laquelle la préséance sera due ait toujours à sa droite celle qui doit occuper le second rang, et à sa gauche celle qui doit occuper le troisième.

Ces trois personnes formeront la première ligne.

Et ainsi de suite.

Les corps marcheront dans l'ordre suivant :

Les membres des Cours d'appel;

Les officiers de l'état-major de la division, non compris deux aides-de-camp du général, qui suivront immédiatement;

Les membres des Cours criminelles;

Les Conseils de préfecture, non compris le secrétaire général, qui accompagnera le préfet.

Les membres des tribunaux de première instance;

Le corps municipal;

Les officiers de l'état-major de la place;

Les membres du tribunal de commerce;

Les juges de paix;

Les commissaires de police.

Présidence de la République.

Voyez *Constitution*.

Presse.

Avant la Révolution de 1789, le principe, en matière de presse, était qu'on ne pouvait publier aucun livre, écrit ou journal, sans le bon plaisir du roi ou plutôt de ses censeurs. Le roi ou ses censeurs avaient le droit absolu de dire si vos ouvrages étaient bien ou mal faits et dignes de paraître ou d'être jetés au feu.

L'article 11 de la *Déclaration des Droits de l'homme* porte : La libre

communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi.

Depuis lors, le régime de la presse a subi bien des législations et bien des entraves. Tous les gouvernements ont voulu être libéraux à l'égard de la presse, et tous y ont apporté plus ou moins d'entraves. La Restauration rétablissait la censure par une loi du 21 octobre 1814, et appelait cette loi : *loi relative à liberté de la presse.*

Depuis 1824, cependant, la censure a disparu.

La législation de la presse, au point de vue administratif, a pour base une distinction fondamentale, entre deux ordres distincts de publications : 1° La *Presse non périodique*, comprenant les livres et les brochures, de quelque nature qu'ils soient; 2° la *Presse périodique*, s'appliquant aux journaux et revues paraissant soit à jour fixe, soit par livraisons et irrégulièrement.

1° *Presse non périodique.* — Le genre d'écrits qu'embrasse cette dénomination a toujours joui d'une liberté presque entière depuis 1789. L'écrivain ou plutôt son imprimeur, est tenu de remplir, avant de publier l'ouvrage, six sortes de formalités : 1° Déclaration préalable du livre à imprimer, au ministère de l'intérieur, à Paris, au secrétariat général de la préfecture dans les départements; 2° Dépôt aux mêmes lieux, et avant toute mise en vente ou distribution, de deux exemplaires; 3° Indication du nom et de la demeure de l'imprimeur sur tout exemplaire; 4° Inscription du titre des ouvrages sur un registre coté et paraphé par le maire; 5° Dépôt au parquet du tribunal du lieu de l'impression, vingt-quatre heures avant la publication, d'un exemplaire de tout écrit traitant de matières politiques ou d'économie sociale, et ayant moins de dix feuilles d'impression; 6° Déclaration au parquet, au moment du dépôt, du nombre des exemplaires tirés.

2° *Presse périodique.* — La presse périodique a subi bien des régimes, plus ou moins oppressifs, plus ou moins libéraux. Les plus récents méritent d'être rapportés dans leurs traits principaux.

Le décret du 17 février 1852, qui est resté en vigueur jusqu'en 1868, prescrivait : 1° la nécessité de l'autorisation préalable du gouvernement pour créer et publier tout journal ou écrit périodique traitant de matières politiques ou d'économie sociale, et pour tous changements opérés dans le personnel des gérants, rédacteurs en chef, propriétaires ou administrateurs d'un journal; 2° l'obligation de verser préalablement, dans les caisses du Trésor, un cautionnement en numéraire assez élevé; 3° l'assujettissement à un droit de timbre proportionnel à la grandeur de la feuille; 4° le dépôt de chaque numéro du journal au parquet du lieu de l'impression; 5° la signature de chaque numéro et de chaque article; 6° l'assujettissement à des lois de répression judiciaires et administratives des plus sévères : répression judiciaire, qui rendait passible de police correctionnelle ; répression administrative qui comprenait l'avertissement, la suspension et la suppression pure et simple.

La loi du 11 mai 1868 a été conçue dans un sens plus libéral. Elle est actuellement en vigueur, sauf les modifications dont nous parlerons tout à l'heure, en attendant qu'une loi d'ensemble vienne coordonner toutes ces lois diverses et ces décrets de toute sorte.

La loi du 11 mai 1868 est ainsi conçue :

Tout Français majeur et jouissant de ses droits civils et politiques peut, sans autorisation préalable, publier un journal ou écrit périodique paraissant soit régulièrement et à jour fixe, soit par livraison et irrégulièrement.

Aucun journal ou écrit périodique ne peut être publié s'il n'a été fait à Paris, à la préfecture de Police, et dans les départements, à la préfecture, et quinze jours au moins avant la publication, une déclaration contenant : —

1° Le titre du journal ou écrit périodique et les époques auxquelles il doit paraître; — 2° Le nom, la demeure et les droits des propriétaires autres que les commanditaires; — 3° le nom et la demeure du gérant; — 4° l'indication de l'imprimerie où il doit être imprimé. — Toute mutation dans les conditions ci-dessus énumérées est déclarée dans les quinze jours qui la suivent. — Toute contravention aux dispositions du présent article est punie des peines portées dans l'article 5 du décret du 17 février 1852.

Sont exempts de timbre et des droits de poste les suppléments des journaux ou écrits périodiques assujettis au cautionnement, lorsque ces suppléments ne comprennent aucune annonce de quelque nature qu'elle soit et quelque place qu'elle y occupe, et que la moitié au moins de leur superficie est consacrée à la reproduction des documents énumérés en l'article 1er de la loi du 2 mai 1861.

Sont applicables, en cas de contravention aux articles précédents, les dispositions des articles 10 et 11, paragraphe 1er, du décret du 17 février 1852. — Dans aucun cas, l'amende ne peut dépasser le tiers du cautionnement versé par le journal ou de celui auquel il aurait été assujetti s'il eût traité de matières politiques ou d'économie sociale.

Au moment de la publication de chaque feuille ou livraison du journal ou écrit périodique, il sera remis à la préfecture, pour les chefs-lieux de département, à la sous-préfecture pour ceux d'arrondissement, et pour les autres villes à la mairie, deux exemplaires signés du gérant responsable ou de l'un d'eux, s'il y a plusieurs gérants responsables. — Pareil dépôt sera fait au parquet du procureur ou à la mairie, dans les villes où il n'y a pas de tribunal de première instance. — Ces exemplaires sont dispensés du droit de timbre.

Aucun journal ou écrit périodique ne pourra être signé par un membre du Sénat ou du Corps législatif en qualité de gérant responsable. En cas de contravention, le journal sera considéré comme non signé, et la peine de cinq cents à trois mille francs d'amende sera prononcée contre les imprimeurs et propriétaires.

La publication, par un journal ou écrit périodique, d'un article signé par une personne privée de ses droits civils et politiques, ou à laquelle le territoire de France est interdit, est punie d'une amende de mille à cinq mille francs, qui sera prononcée contre les éditeurs ou gérants du dit journal ou écrit périodique.

En matière de poursuites pour délits et contraventions commis par la voie de la presse, la citation directe devant le tribunal de police correctionnelle ou la Cour d'appel sera donnée conformément aux dispositions de l'article 184 du Code d'instruction criminelle. Le prévenu qui a comparu devant le tribunal ou devant la Cour ne peut plus faire défaut.

Toute publication dans un écrit périodique relative à un fait de la vie privée, constitue une contravention punie d'une amende de cinq cents francs. La poursuite ne pourra être exercée que sur la plainte de la partie intéressée.

Une condamnation pour crime commis par la voie de presse entraîne de plein droit la suppression du journal dont le gérant a été condamné. Pour le cas de la récidive dans les deux années à partir de la première condamnation pour délit de presse autre que ceux commis contre les particuliers, les tribunaux peuvent, en réprimant un nouveau délit de même nature, prononcer la suspension du journal ou écrit périodique pour un temps qui ne sera pas moindre de quinze jours ni supérieur à deux mois. — Une suspension de deux mois à six mois peut être prononcée pour une troisième condamnation dans le même délai. Elle peut l'être également par un premier jugement ou arrêt de condamnation, si la condamnation est encourue pour provocation à l'un des crimes prévus par les articles 86, 87 et 91 du Code pénal, ou pour délit prévu par l'article 9 de la loi du 17 mai 1819. — Pendant toute la durée de la suspension, le cautionnement demeurera déposé au Trésor et ne pourra recevoir une autre destination.

L'exécution provisoire du jugement ou de l'arrêt qui prononce la suspension ou la suppression d'un journal ou écrit périodique pourra, par une disposition spéciale, être ordonnée nonobstant opposition ou appel en ce qui touche la suspension ou la suppression. — Il en sera de même pour la consignation de l'amende, sans préjudice des dispositions des articles 29, 30 et 31 du décret du 17 février 1852. — Toutefois, l'opposition ou l'appel suspendront l'exécution, s'ils sont formés dans les vingt-quatre heures de la signification des jugement ou arrêt par défaut, ou de la prononciation du jugement contradictoire. — L'opposition ou l'appel entraîneront de plein droit citation à la plus prochaine audience. — Il sera statué dans les trois jours. — Le pourvoi en cassation n'arrêtera en aucun cas les effets des jugements et arrêts ordonnant l'exécution provisoire.

Les gérants de journaux seront autorisés à établir une imprimerie exclusivement destinée à l'impression du journal.

Le Gouvernement de la défense nationale a aboli les droits de timbre imposés aux journaux, ainsi que le cautionnement; mais le cautionnement a été rétabli pour presque tous les journaux, en 1871, par une loi de l'Assemblée nationale.

Quant à la compétence des tribunaux en matière de délits commis par la presse, l'article 3 de la loi du 15 avril 1871 dispose « Qu'en cas d'imputation contre les dépositaires ou agents de l'autorité publique, à l'occasion de faits relatifs à leurs fonctions ou contre toute personne ayant agi dans un caractère public, à l'occasion de ces actes, la preuve de la vérité des faits diffamatoires pourra être faite devant le jury de la Cour d'assises. » Pour tous autres délits, c'est le tribunal de police correctionnelle qui est compétent.

Il faut rappeler ici ce que nous avons dit plus haut au mot *Imprimeurs et Libraires*, qu'un décret du Gouvernement de la Défense nationale a déclaré libres les professions de libraire et d'imprimeur.

Propriété littéraire et artistique.

C'est la Révolution française qui a proclamé le principe de la propriété industrielle et artistique. La loi fondamentale en cette matière est la loi du 19 juillet 1793, modifiée par diverses autres lois.

Trois systèmes se sont depuis lors partagé les opinions : 1° le système de ceux qui nient la propriété individuelle et veulent que le public, le *domaine public*, devienne propriétaire de ce qui s'écrit et de tout ce qui se fait en objets d'art, dès que paraît l'œuvre; 2° le système de ceux qui assimilent cette propriété à toute autre propriété, et accordent à l'auteur un droit absolu et indéfini; 3° enfin, le système actuel, qui admet ce droit absolu au profit de l'auteur, mais pendant un temps limité seulement.

Ce dernier système est adopté dans presque tous les pays civilisés; il concilie le droit privé de l'individu avec le droit collectif de la société.

Jusqu'en 1866, la propriété littéraire et artistique a été étendue à diverses époques, et elle était ainsi fixée à cette date. L'auteur a un droit absolu sur son œuvre pendant toute sa vie; il peut la livrer au public ou la conserver, la modifier et en tirer tel parti que bon lui semble. Personne, sans autorisation, ne peut imiter son œuvre. La veuve de l'auteur jouit des mêmes droits pendant toute sa vie. Les enfants de l'auteur ou ses cessionnaires ont la propriété pendant trente années après son décès ou le décès de sa veuve.

La loi du 14 juillet 1866 a consacré une innovation en faveur de la veuve et des héritiers. Elle est ainsi conçue dans son article premier :

« La durée des droits accordés par les lois antérieures aux héritiers, successeurs irréguliers, donataires ou légataires des auteurs, compositeurs ou artistes, est portée à cinquante ans, à partir du décès de l'auteur. — Pendant cette période de cinquante ans, le conjoint survivant, quelque soit le

régime matrimonial, et indépendamment des droits qui peuvent résulter en faveur de ce conjoint du régime de la communauté, a la simple jouissance des droits dont l'auteur prédécédé n'a pas disposé par acte entre-vifs ou par testament. — Toutefois, si l'auteur laisse des héritiers à réserve, cette jouissance est réduite au profit de ces héritiers, suivant les proportions et distinctions établies par les articles 913 et 915 du Code civil. Cette jouissance n'a pas lieu lorsqu'il existe, au moment du décès, une séparation de corps prononcée contre ce conjoint; elle cesse au cas où le conjoint contracte un nouveau mariage. — Les droits des héritiers à réserve et des autres héritiers ou successeurs, pendant cette période de cinquante ans, restent d'ailleurs réglés conformément aux prescriptions du Code civil. — Lorsque la succession est dévolue à l'Etat, le droit exclusif s'éteint sans préjudice des droits des créanciers et de l'exécution des traités de cession qui ont pu être consentis par l'auteur ou par ses représentants. »

Une question qui s'est posée devant les tribunaux dans ces dernières années est celle-ci : la prolongation de la durée des droits d'auteur, accordée en 1866, profite-t-elle aux héritiers de l'auteur ou à son cessionnaire? En d'autres termes, en 1864, je cède *tous mes droits* à un ouvrage à mon éditeur, et je meurs en 1865. D'après les lois existantes en 1864, au moment du contrat, mon éditeur ne doit profiter du droit de propriété que pendant toute ma vie et trente ans après ma mort En 1866 arrive une loi qui porte de trente à cinquante ans, après leur mort, les droits des auteurs. Mon éditeur profitera-t-il de cette prolongation? Oui, dit-on d'un côté, car il a acheté tous les droits, les droits éventuels, comme les droits acquis. Non, répond-on, d'un autre côté, l'éditeur ne peut avoir acheté, et le vendeur ne peut avoir vendu que ces droits tels qu'il les avait au moment où il traitait; ce sont donc les héritiers ou l'auteur, s'il vit encore, qui jouiront de cette extension.

Le tribunal de la Seine s'est décidé en faveur des héritiers du cédant et contre le cessionnaire.

Le droit de propriété de l'auteur est subordonné au dépôt de deux exemplaires de son ouvrage à l'administration.

La violation du droit d'auteur constitue un délit de contrefaçon, qui est jugé en police correctionnelle et expose à une amende de 50 à 1,000 fr., sans préjudice d'insertion dans les journaux.

Propriété industrielle.

La propriété industrielle reçoit aujourd'hui sa réglementation fondamentale de la loi du 5 juillet 1844. Nous en avons parlé plus haut au mot *Brevet d'invention*. Le principe en cette matière est que toute nouvelle invention, dans tous les genres d'industrie, confère à son auteur le droit exclusif de l'exploiter à son profit pendant un certain temps, pourvu qu'il ait pris un brevet et l'ait régulièrement conservé.

Les brevets d'invention ont pris une extension considérable, en rapport avec les travaux industriels. Il en est délivré 5,000 environ par année, et en comptant les certificats d'addition, on trouve un chiffre d'environ 6,000 par an.

Reboisement des montagnes.

Il est d'intérêt public que les montagnes soient couvertes de bois ou de gazons, pour prévenir les inondations qui enlèvent la terre et creusent le sol jusqu'au roc nu. Dans ces quarante dernières années, une immense quantité de bois a dû être livrée au commerce, à l'industrie et surtout aux travaux de chemins de fer. De là, si l'on ne prenait des précautions, naîtrait un grand danger pour l'avenir de nos forêts et de nos montagnes.

Aussi les lois des 28 juillet 1860, le décret du 27 avril 1861 et la loi du 8 juin 1864, contiennent-ils sur le reboisement et le gazonnement des montagnes, des mesures sévères, mais utiles. C'est ainsi que, s'il y a lieu, l'administration prononce l'expropriation des terrains, moyennant indemnité par conséquent, sauf à les rendre à leurs propriétaires après les travaux terminés.

Dans le cas, dit la loi du 28 juillet 1860, où l'intérêt public exige que les travaux de reboisement soient rendus obligatoires, par suite de l'état du sol et des dangers qui en résultent pour les terrains inférieurs, il est procédé suivant les formes suivantes.

Un décret rendu en conseil d'Etat déclare l'utilité publique des travaux, fixe le périmètre des terrains dans lesquels il est nécessaire d'exécuter le reboisement, et règle les délais d'exécution.

Si les terrains compris dans le périmètre déterminé par le décret appartiennent à des particuliers, ceux-ci doivent déclarer s'il entendent effectuer eux-mêmes le reboisement, et, dans ce cas, ils sont tenus d'exécuter les travaux dans les délais fixés par le décret. En cas de refus ou d'inexécution de l'engagement pris, il peut être procédé à l'expropriation pour cause d'utilité publique, en remplissant les formalités prescrites par la loi du 3 mai 1841. Le propriétaire ainsi exproprié a le droit d'obtenir sa réintégration dans sa propriété, après le reboisement, à la charge de restituer l'indemnité d'expropriation et le prix des travaux, en principal et intérêts; il peut s'exonérer du remboursement du prix des travaux en abandonnant la moitié de la propriété. Si le propriétaire veut obtenir sa réintégration, il doit en faire la déclaration à la sous-préfecture dans les cinq années qui suivront la notification à lui faite de l'achèvement des travaux de reboisement, à peine de déchéance.

Si les communes ou établissements publics refusent d'exécuter les travaux sur les terrains qui leur appartiennent, ou s'ils sont dans l'impossibilité de l'exécuter en tout ou partie, l'Etat peut, soit acquérir à l'amiable la partie des terrains qu'ils ne voudront pas ou ne pourront pas reboiser, soit prendre tous les travaux à sa charge. Dans ce dernier cas, il conserve l'administration et la jouissance des terrains reboisés jusqu'au remboursement de ses avances en principal et intérêts. Néanmoins, la commune jouira du droit de pâturage sur les terrains reboisés, dès qu'ils auront été reconnus défensables.

Les communes et établissements publics peuvent, dans tous les cas, s'exonérer de toute répétition de l'Etat, en abandonnant la propriété de la moitié des terrains reboisés. Cet abandon doit être fait dans un délai de dix ans à partir de la notification de l'achèvement des travaux.

Par une loi du 8 juin 1864, le gouvernement a été autorisé à gazonner au lieu de reboiser certaines parties de montagnes.

Dans la séance du 11 avril 1876, le gouvernement a proposé à la Chambre des députés un projet de loi modificatif des lois précédentes. Il y est question de travaux à faire dans l'intérêt des montagnes, mais de travaux de toute sorte, et non pas seulement de travaux de reboisement et de gazonnement.

Recensements.

Les recencements sont les dénombrements de la population d'une partie de pays.

Depuis le commencement du siècle, on fait des recensements de la population de France, à des intervalles plus ou moins longs. Celui de 1877 est exécutoire pour cinq ans à partir du premier janvier 1878. C'est le treizième du siècle.

Plusieurs tableaux sont joints au tableau général du dénombrement de la

population, de manière à pouvoir se rendre un compte exact par département, par arrondissement, par canton, par commune. Tous ces tableaux sont utilement consultés pour toutes les opérations auxquelles le chiffre de la population sert de base.

Reculement.

Lorsqu'un plan d'alignement a été régulièrement fait et approuvé, immédiatement ce plan a pour effet de soumettre, moyennant indemnité, les terrains non bâtis aux retranchements nécessaires pour donner la largeur indiquée à la rue ou place publique. Quant aux terrains bâtis, le propriétaire ne peut rien faire pour consolider sa maison, et le jour où elle est usée, l'autorité administrative la fait démolir et prend, toujours moyennant indemnité, la portion de terrain nécessaire pour son alignement.

L'indemnité est fixée par le jury d'expropriation, comme en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Rentes sur l'Etat.

L'Etat a eu besoin, en diverses occasions, de faire appel au crédit public pour subvenir à des dépenses imprévues et indispensables. C'est ainsi que pour la guerre franco-allemande, qui nous avait coûté près de neuf millards, l'Etat a dû faire plusieurs emprunts au public. Il a créé des rentes sur l'Etat.

Prêter à l'Etat cent francs, avec cette condition que l'on ne pourra jamais exiger ce capital, et que l'Etat pourra le rembourser quand il lui plaira, mais que, jusque là, il paiera des arrérages à raison de 5 %, cela s'appellé acheter cinq francs de rente. Que si l'emprunt terminé, les particuliers s'achètent entre eux les rentes à un prix supérieur, c'est là une opération à laquelle l'Etat reste étranger.

Nous avons dit que l'Etat peut se libérer du capital quand il veut. Dans ce cas, il dit à ses prêteurs ou plutôt aux détenteurs des rentes : Vous m'avez prêté cent francs à telle époque, je vous les rends, à moins que n'aimiez mieux que je les conserve, mais à des conditions différentes, à 4 1/2 %, par exemple, au lieu de 5 %. C'est ce qu'on appelle conversion.

La conversion a été faite plusieurs fois en France depuis la Restauration jusqu'au second Empire.

Aujourd'hui, les rentiers se préoccupent de savoir si le 5 % actuel, provenant de l'emprunt fait après la guerre, sera converti ou non dans un temps plus ou moins rapproché.

Les avantages accordés par la loi aux titres de rente sont : 1° le paiement *trimestriel*, pour les rentes 3 % et 5 %, des arrérages ; 2° leur insaisissabilité, c'est-à-dire l'impossibilité de frapper les arrérages de saisie-arrêt ; 3° l'immunité du droit de timbre, du droit de transmission, du droit proportionnel de 3 % sur le revenu des valeurs mobilières ; 4° la faculté d'avoir des titres nominatifs, mixtes ou au porteur, etc., etc.

Réunions publiques.

Le droit naturel que possèdent les citoyens d'un Etat de se réunir librement où ils veulent et aussi souvent qu'ils veulent, a subi bien des atteintes. La loi du 6 juin 1868 est fondamentale en cette matière, et il est bon d'en citer ici les dispositions les plus importantes.

Les réunions publiques peuvent avoir lieu sans autorisation préalable, sous les conditions prescrites par les articles suivants. — Toutefois, les réunions publiques ayant pour objet de traiter de matières politiques ou religieuses continuent à être soumises à cette autorisation.

Chaque réunion doit être précédée d'une déclaration signée par sept personnes domiciliées dans la commune où elle doit avoir lieu et jouissant de leurs droits civils et politiques. Cette déclaration indique les noms, qualités et domiciles des déclarants, le local, le jour et l'heure de la séance, ainsi que l'objet spécial et déterminé de la réunion. — Elle est remise, à Paris, au préfet de police; dans les départements, au préfet ou au sous-préfet. — Il en est donné immédiatement un récépissé, qui doit être représenté à toute réquisition des agents de l'autorité. — La réunion ne peut avoir lieu que trois jours francs après la délivrance du récépissé.

Une réunion ne peut être tenue que dans un local clos et couvert. Elle ne peut se prolonger au-delà de l'heure fixée par l'autorité compétente pour la fermeture des lieux publics.

Chaque réunion doit avoir un bureau composé d'un président et de deux assesseurs au moins, qui sont chargés de maintenir l'ordre dans l'assemblée et d'empêcher toute infraction aux lois. — Les membres du bureau ne doivent tolérer la discussion d'aucune question étrangère à la réunion.

Un fonctionnaire de l'ordre judiciaire ou administratif, délégué par l'administration, peut assister à la séance. — Il doit être revêtu de ses insignes et prend une place à son choix.

Le fonctionnaire qui assiste à la réunion a le droit d'en prononcer la dissolution : 1° si le bureau, bien qu'averti, laisse mettre en discusion des questions étrangères à l'objet de la réunion ; 2° si la réunion devient tumultueuse. — Les personnes réunies sont tenues de se séparer à la première réquisition. — Le délégué dresse procès-verbal des faits et le transmet à l'autorité compétente.

Des réunions électorales peuvent être tenues à partir de la promulgation du décret de convocation d'un collége pour l'élection d'un député au Corps législatif, jusqu'au cinquième jour avant celui fixé pour l'ouverture du scrutin. — Ne peuvent assister à cette réunion que les électeurs de la circonscription électorale et les candidats qui ont rempli les formalités prescrites par l'article 1er du sénatus-consulte du 17 février 1858. — Ils doivent, pour y être admis, faire connaître leurs nom, qualités et domicile. — La réunion ne peut avoir lieu qu'un jour franc après la délivrance du récépissé qui doit suivre immédiatement la déclaration.

Toute infraction aux prescriptions des paragraphes précédents constitue une contravention punie d'une amende de 100 francs à 3,000 francs et d'un emprisonnement de six jours à six mois. — Sont passibles de ces peines : — 1° Ceux qui ont fait une déclaration ne remplissant pas les conditions prescrites par l'article 2, si cette déclaration a été suivie d'une réunion; 2° Ceux qui ont prêté ou loué le local pour une réunion, si la déclaration n'a pas été faite, ou si le local n'est pas conforme aux prescriptions de l'article 3; — 3° Les membres du bureau, ou si aucun bureau n'a été formé, les organisateurs de la réunion, en cas d'infraction aux articles 2, 3, 4 et 8, paragraphes 1 et 4; — 4° Ceux qui se sont introduits dans une réunion électorale en contravention au deuxième paragraphe de l'article 8. — Sans préjudice des poursuites qui peuvent être exercées pour tous crimes ou délits commis dans ces réunions publiques, et de l'application des dispositions pénales relatives aux associations ou réunions non autorisées.

10. Tout membre du bureau ou de l'assemblée qui n'obéit pas à la réquisition faite à la réunion par le représentant de l'autorité d'avoir à se disperser, est puni d'une amende de 300 francs à 6,000 francs et d'un emprisonnement de quinze jours à un an, sans préjudice des peines portées par le Code pénal pour résistance, désobéissance et autres manquements envers l'autorité publique.

Quiconque se présente dans une réunion avec des armes apparentes ou cachées est puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 300 francs à 10,000 francs.

L'article 463 du Code pénal est applicable aux délits et aux contraventions prévus par la présente loi.

Le préfet de police à Paris, les préfets dans les départements peuvent ajourner toute réunion qui leur paraît de nature à troubler l'ordre ou à compromettre la sécurité publique. — L'interdiction de la réunion ne peut être prononcée que par décision du ministre de l'intérieur.

Revenu (Impôt sur le)

Voyez au mot *Impôts directs et indirects.*

Roulage

La police du roulage est actuellement régie par la loi du 30 mai 1851 et par le règlement général du 10 août 1852. Elle a pour objet la sauvegarde de l'existence des personnes en général et le bon entretien des routes.

Avant cette loi, on astreignait les voituriers à ne pas dépasser un certain poids, et à n'employer qu'une largeur de jantes limitée. Aujourd'hui, les prescriptions édictées dans l'intérêt de la circulation ne visent ni le poids de la voiture, ni la largeur des jantes.

Les contraventions aux lois de la police du roulage sont punies d'une amende de cinq francs à trente francs en général. C'est le conseil de préfecture qui en connaît.

Nous ferons connaitre ci-après les principales prescriptions du règlement général du 18 août 1852, qui est la loi fondamentale en cette matière.

I. *Dispositions applicables à toutes les voitures.* — ARTICLE PREMIER. — Les essieux des voitures ne pourront avoir plus de deux mètres cinquante centimètres de longueur, ni dépasser à leurs extrémités le moyeu de plus de six centimètres. La saillie des moyeux, y compris, celle de l'essieu, n'excédera pas de plus de douze centimètres le plan passant par le bord extérieur des bandes. Il est accordé une tolérance de deux centimètres sur cette saillie, pour les roues qui ont déjà fait un certain service.

2. Il est expressément défendu d'employer des clous à tête de diamant. Tout clou de bande sera rivé à plat, et ne pourra, lorsqu'il sera posé à neuf, former une saillie de plus de cinq millimètres.

3. Il ne peut être attelé: 1° Aux voitures servant au transport des marchandises, plus de cinq chevaux si elles sont à deux roues; plus de huit si elles sont à quatre roues, sans qu'il puisse y avoir plus de cinq chevaux de file; 2° Aux voitures servant au transport des personnes, plus de trois chevaux si elles sont à deux roues; plus de six si elles sont à quatre roues.

4. Lorsqu'il y aura lieu de transporter des blocs de pierre, des locomotives ou d'autres objets d'un poids considérable, l'emploi d'un attelage exceptionnel pourra être autorisé, sur l'avis des ingénieurs ou des agents-voyers, par les préfets des départements traversés.

5. Les prescriptions de l'article 3 ne sont pas applicables sur les parties de routes ou de chemins vicinaux de grande communication affectées de rampes d'une déclivité ou d'une longueur exceptionnelle. — Les limites de ces parties de routes ou de chemins sur lesquelles l'emploi de chevanx de renfort est autorisé, sont déterminées par un arrêté du préfet, sur la proposition de l'ingénieur en chef ou de l'agent-voyer en chef du département, et indiquées sur place par des poteaux portant cette inscription : *chevaux de renfort.* — Pour les voitures marchant avec relais réguliers et servant au transport des personnes ou des marchandises, la faculté d'atteler des chevaux de renfort s'étend à toute la longueur des relais dans lesquels sont placés les poteaux.

CHAPITRE TROISIÈME.

Taxe des huissiers des juges de paix

21. — Pour l'original,
§ 1. De chaque citation contenant demande,

A Paris.	1 fr. 50 c.
Dans les villes où il y a tribunal de 1re instance	1 25
Dans les autres villes et cant. ruraux	1 25

2. De signification de jugement. . . . . 1 fr. 25 c.
3. De sommation de fournir caution ou d'être présent à la réception et soumission de la caution ordonnée. . . . . *Id*
4. D'opposition au jugement par défaut, contenant assignation à la prochaine audience. . . . . 1 fr. 50 c.
5. De demande en garantie . . . . . 1 fr. 50 c.
6. De citation aux témoins . . . . . *Id.*
7. De citation aux gens de l'art et experts . . . . . *Id.*
8. De citation en conciliation . . . . . *Id.*
9. De citation aux membres qui doivent composer le conseil de famille . . . . . *Id.*
10. De notification de l'avis du conseil de famille . . . . *Id.*
11. D'opposition aux scellés. . . . . *Id.*
12. De sommation à la levée des scellés . . . . . *Id.*
13. Et, pour chaque copie des actes ci-dessus énoncés, le quart de l'original.

22. — Pour la copie des pièces qui pourra être donnée avec les actes, par chaque rôle d'expédition de vingt lignes à la page et de dix syllabes à la ligne;

A Paris	» fr. 25 c.
Dans les villes où il y a tribunal de 1re instance	» 20
Dans les autres villes et cantons ruraux	» 20

23. — Pour transport qui ne pourra être alloué qu'autant qu'il y aura plus d'un demi-myriamètre (*une lieue ancienne*) de distance entre la demeure de l'huissier et le lieu où l'exploit devra être posé, aller et retour :

Par myriamètre. . . . . 2 fr. » c.

Il ne sera rien alloué aux huissiers des juges de paix pour *visa* par le greffier de la justice de paix ou par les maire et adjoints des communes du canton, dans les différents cas prévus par le Code de procédure.

CHAPITRE QUATRIÈME.

Taxe des témoins, experts et gardiens des scellés.

24. — Il sera taxé au témoin entendu par le juge de paix, une somme équivalente à une journée de travail, même à une double journée si le témoin a été obligé de se faire remplacer dans sa profession, ce qui est laissé à la prudence du juge.

Il sera taxé au témoin qui n'a pas de profession. . . . . 2 fr. 00 c.

Il ne sera point passé de frais de voyage, si le témoin est domicilié dans le canton où il est entendu.

S'il est domicilié hors du canton et à une distance de plus de deux myriamètres et demi du lieu où il fera sa déposition, il lui sera alloué autant de fois une somme de journée de travail ou une somme de 4 francs, qu'il y aura de fois cinq myriamètres de distance entre son domicile et le lieu où il aura déposé.

25. — La taxe des experts en justice de paix sera la même que celle des témoins, et il ne leur sera rien alloué de frais de voyage que dans les mêmes cas.

26. — Les frais de garde seront taxés par chaque jour, pendant les douze premiers jours :

A Paris	2 fr.	50 c.
Dans les villes où il y a tribunal de 1re instance	2	»
Dans les autres villes et cantons ruraux	1	50

Ensuite seulement à raison de

A Paris	1 f.	« c.
Dans les villes où il y a tribunal de 1re instance	»	80
Dans les autres villes et cantons ruraux	»	60

LIVRE DEUXIÈME

DE LA TAXE DES FRAIS DANS LES TRIBUNAUX INFÉRIEURS ET DANS LES COURS

TITRE PREMIER

De la taxe des actes des huissiers ordinaires

§ 1er. — *Actes de première classe.*

27. — Pour l'original d'un exploit d'appel du jugement de la justice de paix.

D'un exploit d'ajournement, même en cas de domicile inconnu en France, et d'affiche à la porte de l'auditoire.

A Paris.	2 fr. » c.
Partout ailleurs	1 50

28. — Pour les copies de pièces qui doivent être données avec l'exploit d'ajournement et autres actes, pour rôle contenant vingt lignes à la page et dix syllabes à la ligne, ou évalué sur ce pied,

A Paris	» fr. 25 c.
Partout ailleurs	» 20

Le droit de copie de toute espèce de pièces et de jugements appartiendra à l'avoué, quand les copies de pièces seront faites par lui; l'avoué sera tenu de signer les copies de pièces et de jugements, et sera garant de leur exactitude.

Les copies seront correctes, lisibles, à peine de rejet de la taxe.

29. — § 1er. Pour l'original d'une sommation d'être présent à la prestation d'un serment ordonné.

2. D'une signification de jugement à domicile.

3. De signification d'un jugement de jonction par un huissier commis.

4. De signification d'un jugement par défaut contre partie, par un huissier commis.

5. D'opposition au jugement par défaut rendu contre partie.

6. De sommation aux experts et aux dépositaires des pièces de comparaison, en vérification d'écritures.

7. De signification aux dépositaires de l'ordonnance ou du jugement qui porte que la minute du jugement sera portée au greffe.

8. D'assignation aux témoins dans les enquêtes.

D'assignation à la partie contre laquelle se fait l'enquête.

9. De signification de l'ordonnance du juge-commissaire pour faire prêter serment aux experts.

10. De la signification de la requête et des ordonnances, pour faire subir interrogatoire sur faits et articles.

11. De la signification du jugement rendu par défaut contre partie, sur demande en reprise d'instance, ou en constitution de nouvel avoué, par un huissier commis.

12. De signification du désaveu.

13. De signification du jugement portant permission d'assigner en règlement de juges, contenant assignation.

14. Pour l'original d'une demande formée au tribunal de commerce.

15. D'une sommation de comparaître devant les arbitres ou experts nommés par le tribunal de commerce.

16. De signification du jugement par défaut du tribunal de commerce par un huissier commis.

17. Pour l'original d'opposition au jugement par défaut rendu par le tribunal de commerce, contenant les moyens d'opposition et assignation.

18. De signification des jugements contradictoires.

19. De l'acte de présentation de caution, avec sommation à jour et heure fixe de se présenter au greffe pour prendre communication des titres de la caution, et assignation à l'audience, en cas de contestation, pour y être statué.

20. Original d'un acte d'appel de jugements des tribunaux de première instance et de commerce, contenant assignation et constitution d'avoué.

21. De signification de jugement à des héritiers collectivement, au domicile du défunt.

22. D'une réquisition aux tribunaux de juger, en la personne du greffier.

23. De signification de la requête et du jugement qui admet une prise à partie.

24. De signification de la prestation de caution, avec copie de l'acte de dépôt au greffe des titres de solvabilité de la caution.

25. De signification de l'ordonnance du juge commis, pour entendre un compte, et sommation de se trouver devant lui, aux jour et heure indiqués, pour être présent à la présentation et affirmation.

26. D'nn exploit de saisie-arrêt ou opposition contenant énonciation de la somme pour laquelle elle est faite, et des titres, ou de l'ordonnance du juge.

27. De la dénonciation au saisi de la saisie-arrêt, ou opposition, avec assignation en validité.

28. De la dénonciation aux tiers-saisi de la demande en validité formée contre le débiteur saisi.

29. De l'assignation au tiers saisi pour faire sa déclaration.

30. D'un commandement, pour parvenir à une saisie-exécution.

31. De la notification de la saisie-exécution faite hors du domicile du saisi, et en son absence.

32. D'une assignation en référé à la requête du gardien, qui demande sa décharge.

D'une sommation à la partie lésée, pour être présente au récolement des effets saisis, quand le gardien a obtenu la décharge.

33. D'une opposition à vente, à la requête de celui qui se prétendra propriétaire des objets saisis entre les mains du gardien.

De dénonciation de cette opposition au saisissant et au saisi, avec assignation libellée et l'énonciation des preuves de propriété.

Le gardien ne pourra être assigné.

34. D'une opposition sur le prix de la vente, qui en contiendra les causes.

35. D'une sommation au premier saisissant de faire vendre.

36. D'une sommation à la partie saisie, pour être présente à la vente qui ne serait pas faite au jour indiqué par le procès-verbal de saisie-exécution.

37. Pour l'original du commandement qui doit précéder la saisie-brandon.

38. De dénonciation et de saisie-brandon au garde champêtre, gardien de droit à la dite saisie, et qui ne sera pas présent au procès-verbal.

39. Pour l'original du commandement qui doit précéder la saisie de rentes constituées sur particuliers.

40. De dénonciation à la partie saisie de l'exploit de saisie de rentes constituées sur particuliers.

41. D'une sommation aux créanciers de produire dans les contributions, et à la partie saisie de prendre communication des pièces produites, et de contredire, s'il y échet.

42. D'une sommation à la partie saisie qui n'a point d'avoué constitué, à la requête du propriétaire, de comparaître en référé devant le juge-commissaire, pour faire statuer préliminairement sur son privilége pour raison des loyers dus.

43. De dénonciation à la partie saisie, qui n'a point d'avoué constitué, de la clôture du procès-verbal du juge-commissaire, et sommation de contredire sur le procès-verbal dans la quinzaine.

§§ 44, 45, 46, 47, 48 et 49. *Abrogés.*

50. De sommation aux créanciers inscrits de produire dans les ordres.

51. D'assignation en référé, dans les cas d'urgence, ou lorsqu'il s'agit de statuer sur les difficultés relatives à l'exécution d'un titre exécutoire ou d'un jugement.

52. De signification d'une ordonnance sur référé.

53. D'une sommation d'être présent à la consignation de la somme offerte.

De dénonciation du procès-verbal de dépôt de la chose ou de la somme consignée, au créancier qui n'était pas présent à la consignation.

54. De sommation aux créanciers d'enlever le corps certain, qui doit être livré au lieu où il se trouve.

55 D'un commandement à la requête des propriétaires et principaux locataires de maisons ou biens ruraux, à leurs locataires, sous-locataire et fermiers, pour paiement de loyers ou fermages échus.

56. De la notification aux créanciers inscrits de l'extrait du titre du nouveau propriétaire, de la transcription et du tableau prescrit par l'article 2184 du Code civil.

57. D'une assignation et sommation à un notaire, et aux parties intéressées, s'il y a lieu, pour avoir expédition d'un acte parfait.

58. D'un acte non enregistré ou resté imparfait.

59. D'une seconde grosse.

60. D'une sommation à la requête de la femme à son mari, de l'autoriser.

61. D'une demande à domicile, à fin de la rectification d'un acte de l'état civil.

62. D'une demande en séparation de corps.

63. D'une demande en divorce pour cause déterminée.

64. D'ajournement, pour demander la réformation d'un avis du conseil de famille, qui n'a pas été unanime.

65. De l'opposition formée à la requête des membres du conseil de famille, à l'homologation de la délibération.

66. De sommation aux parties qui doivent être appelées à la vente des meubles dépendants d'une succession.

67. De sommation aux copartageants de comparaître devant le juge-commissaire.

68. De sommation, aux parties pour assister à la clôture du procès-verbal de partage chez le notaire.

69. De sommation à la requête d'un créancier, à l'héritier bénéficiaire de donner caution.

70. De sommation aux arbitres de se réunir au tiers arbitre pour vider le partage.

71. De tout exploit contenant sommation de faire une chose, ou opposition à ce qu'une chose soit faite, protestation de nullité, et généralement de

tous actes simples du ministère des huissiers non compris dans la seconde partie du présent tarif,

§ 72. A Paris.	2 fr.	» c.
Partout ailleurs.	1	50

Pour chaque copie, le quart de l'original.

Indépendamment des copies de pièces qui n'auront pas été faites par les avoués, et qui seront taxées comme il a été dit ci-dessus.

§ II. *Actes de seconde classe et procès-verbaux.*

30. — Pour l'original de la récusation du juge de paix, qui en contiendra les motifs et qui sera signé par la partie ou son fondé de pouvoir spécial, ainsi que la copie.

A Paris	3 fr.	» c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instance . .	2	25
Dans les autres villes et cantons ruraux.	2	25

Et pour la copie, le quart.

31. — Pour un procès-verbal de saisie-exécution, qui durera trois heures, y compris le temps nécessaire pour requérir, soit le juge de paix, soit le commissaire de police ou les maire et adjoints, en cas de refus d'ouverture de porte,

A Paris, y compris 1 franc 50 cent. par chaque témoin . .	8 fr.	» c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instance, et dans les autres villes et cantons ruraux, y compris 1 franc pour chaque témoin.	6	»

Si la saisie dure plus de trois heures, par chacune des vacations subséquentes aussi de trois heures,

A Paris, y compris 80 centimes pour chaque témoin . . .	5 fr.	» c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instancee, et dans les autres villes et cantons ruraux, y compris 60 c. pour chaque témoin	3 fr.	75

Dans les taxes ci-dessus se trouvent comprises les copies pour la partie saisie et pour le gardien.

32. — Vacation de commissaire de police qui aura été requis pour être présent à l'ouverture des portes et des meubles fermant à clef, ou aux maire et adjoints, si ces derniers le requièrent,

A Paris	5 fr.	» c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instance. . .	3	75
Dans les autres villes et cantons ruraux.	2	50

33. — Vacation de l'huissier pour déposer, au lieu établi pour les consignations ou entre les mains du dépositaire qui sera convenu, les deniers comptants qui pourraient avoir été trouvés,

A Paris.	2 fr.	» c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instance. . .	1	50
Dans les villes et cantons ruraux	1	50

34. — Les frais de garde seront taxés par chaque jour, pendant les douze premiers jours.

A Paris	2 fr.	50 c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instance	2	»
Dans les autres villes et cantons ruraux	1	50

Ensuite, seulement à raison de,

A Paris	1 fr.	» c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instance	»	80
Dans les autres villes et cantons ruraux	»	60

35. — Pour un procès-verbal de récolement des effets saisis, quand le gardien a obtenu sa décharge,

A Paris	3 fr.	» c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instance	2	25
Dans les autres villes et cantons ruraux	2	25

Ce procès-verbal ne contiendra aucun détail, si ce n'est pour constater les effets qui pourraient se trouver en déficit, et l'huissier ne sera point assisté de témoins.

Il sera laissé copie du procès-verbal de récolement au gardien qui aura obtenu sa décharge : il remettra la copie de la saisie qu'il avait entre les mains au nouveau gardien, qui se chargera du contenu sur le procès-verbal de récolement.

Pour chacune des copies à donner du procès-verbal de récolement, le quart de l'original.

Dans le cas de saisie intérieure et d'établissement de gardien, pour le procès-verbal de récolement, sur le premier procès-verbal que le gardien sera tenu de représenter, et qui, sans entrer dans aucun détail, et contenant seulement la saisie des effets omis, et sommation au premier saisissant de vendre, témoins compris et deux copies, sera taxé,

A Paris	6 fr.	»
Dans les villes où il y a tribunal de première instance	4	50
Dans les autres villes et cantons ruraux	4	50

Et pour une troisième copie, s'il y a lieu, le quart de l'original.

37. — Pour le procès-verbal de récolement qui précédera la vente, et qui ne contiendra aucune énonciation des effets saisis, mais seulement de ceux en déficit, s'il y en a, y compris les témoins.

A Paris	6 fr.	» c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instance	4	50
Dans les autres villes et cantons ruraux	4	50

Il n'en sera pas donné copie.

38. — S'il y a lieu au transport des effets saisis, l'huissier sera remboursé de ses frais sur la quittance qu'il en présentera, ou sur sa déclaration, si les voituriers et gens de peine ne savent écrire, ce qu'il constatera par son procès-verbal de vente.

Il sera alloué à l'huissier ou autre officier qui procédera à la vente, pour la rédaction de l'original du placard qui doit être affiché,

A Paris	1 fr.	»
Dans les villes où il y a tribunal de première instance	1	»
Dans les autres villes et cantons ruraux	1	»

Pour chacun des placards, s'ils sont manuscrits,

Paris.	» fr. 50 c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instance. . .	» 50
Dans les autres villes et cantons ruraux	» 50

Et s'ils sont imprimés, l'officier qui procédera à la vente en sera remboursé sur les quittance de l'imprimeur et de l'afficheur.

39. — Pour l'original de l'exploit, qui constate l'apposition des placards, dont il ne sera point donné copie,

A Paris	3 fr. » c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instance . .	2 25
Dans les autres villes et cantons ruraux.	2 25

Il sera passé, en outre, la somme qui aura été payée pour l'insertion de l'annonce de la vente dans un journal, si la vente est faite dans une ville où il s'en imprime.

Pour chaque vacation de trois heures à la vente, le procès-verbal compris, il en sera taxé à l'huissier dans les lieux où ils sont autorisés à la faire,

A Paris	8 fr. »
Dans les villes où il y a tribunal de première instance . .	5 »
Dans les autres villes et cantons ruraux.	4 »

Et à Paris, où les ventes sont faites par les commissaires-priseurs, il sera alloué à l'huissier, pour requérir le commissaire-priseur,

Une vacation de	2 fr. » c.

40. — En cas d'absence de la partie saisie, son absence sera constatée, et il ne sera nommé aucun officier pour la représenter,

41. — Dans le cas de publication sur les lieux où se trouvent les barques, chaloupes et autres bâtiments, prescrites par l'article 620 du C. pr., et dans le cas d'exposition de la vaisselle d'argent, bagues et joyaux, ordonnée par l'article 621, il sera alloué à l'huissier, pour chacune des deux premières publications ou expositions.

A Paris.	6 fr. » c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instance. .	4 »
Dans les autres villes et cantons ruraux	3 »

La troisième publication ou exposition est comprises dans la vacation de vente.

A Paris et dans les villes où il s'imprime des journaux, les vacations, pour publications et expositions, ne pourront être allouée aux huissiers, attendu qu'il doit y être suppléé par l'insertion dans un journal.

Si l'expédition du procès-verbal de vente est requise par l'une des parties, il sera alloué à l'huissier ou un autre officier qui aura procédé à la vente, par chaque rôle d'expédition, contenant 25 lignes à la page, et 10 à 12 syllabes à la ligne,

A Paris	1 fr. » c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instance . . .	» 50
Dans les autres villes et cantons ruraux	» 40

42. — Pour la vacation de l'huissier ou autre officier qui aura procédé à la vente, pour faire taxer ses frais par le juge, sur la minute de son procès-verbal.

Voici les principaux traitements dans l'ordre de la magistrature:

Cour de cassation.

Premier-Président et Procureur général	30,000
Président de chambre et premier avocat général	30,000
Avocats généraux	18,000
Conseillers	18,000
Greffiers en chef et 4 commis-greffiers de chambre. *Ensemble*	30,000

Cour d'appel de Paris (première classe).

Premier Président et Procureur général	25,000
Président de chambre	13,750
Avocats généraux	13,200
Conseillers et Substituts	11,000
Greffier en chef	8.000
Commis-greffiers de chambre	4,500

Cours d'appel (deuxième classe).
(Bordeaux, Lyon, Rouen, Toulouse).

Premier Président et Procureur général	20,000
Président de chambre	10,500
Avocats généraux	8,166 67
Conseillers	7.000
Substituts	5,250

Lyon et Bordeaux.

Greffier en chef	4,200
Commis-greffiers	3,500

Rouen et Toulouse.

Greffier en chef	4,000
Commis-greffiers	3,500

Cours d'appel (troisième classe).
Les 21 autres Cours.

Premier Président et Procurenr général	15,000
Président de chambre	7,500
Avocats généraux	5,833 33
Conseillers	5,000
Substituts	3.750
Greffier en chef	3,600
Commis-greffiers	2,500

Tribunaux de première instance.
Tribunal de la Seine (première classe).

Président et Procureur de la République	20,000
Vice-présidents	10,000
Juges d'instruction	9,600
Juges et Substituts	8,000
Greffier en chef	6.000
Commis-greffiers	3,500 et 2,000

Tribunaux de deuxième classe.

Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Nantes, Rouen, Toulouse.

Président et Procureur de la République		10,000
Vice-président		6,250
Juges d'instruction		6,000
Juges et Substituts		5,000
Greffier	2,400 et	1,800
Commis-greffiers		2,500

Tribunaux de troisième classe.

Amiens, Brest, Le Havre, Nice, Nîmes, Reims, Saint-Étienne, Toulon.

Président et Procureur de la République		7,000
Vice-président		4,375
Juge d'instruction		4,200
Juges et Substituts		3,500
Greffier	1,800, 1,500 et	1,000
Commis-greffiers		1,750

Tribunaux de quatrième classe.

Angers, Annecy, Avignon, Besançon, Boulogne, Bourges, Caen, Chambéry, Cherbourg, Clermont-Ferrand, Dijon, Dunkerque, Grenoble, Limoges, Lorient, le Mans, Montpellier, Nancy, Orléans, Poitiers, Rochefort, Rennes, Saint-Quentin, Tours, Troyes, Versailles.

Président, Procureur de la République		6,000
Vice-présidents		3,750
Juge d'instruction		3,600
Juges et Substituts		3,000
Greffier	1,500, 1,200 et	1,000
Commis-greffiers		1,500

Tribunaux de cinquième classe (142).

Abbeville, Agen, Aix, Ajaccio, Alais, Albi, Alençon, Angoulême, Arras, Auch, Aurillac, Autun, Auxerre, Avranches, Bagnères, Bar-le-Duc, Bastia, Bayeux, Bayonne, Beaune, Beauvais, Belfort, Bergerac, Béthune, Béziers, Blois, Bonneville, Bourg, Brives, Cahors, Cambrai, Carcassonne, Carpentras, Castelnaudary, Castres, Châlon, Châlons, Charleville, Chartres, Châteauroux, Châtellerault, Chaumont, Chollet, Cognac, Compiègne, Condom, Coutances, Dax, Dieppe, Digne, Dinan, Dôle, Douai, Draguignan, Epernay, Epinal, Etampes, Evreux, Falaise, Foix, Fontainebleau, Fougères, Fontenay, Gap, Guéret, Grasse, Issoudun, Langres, Laon, Laval, La Flèche, La Rochelle, Libourne, Lisieux, Lodève, Lons-le-Saulnier, Louviers, Lunéville, Mâcon, Mayenne, Marmande, Meaux, Melun, Mende, Millau, Moissac, Montauban, Montbrison, Mont-de-Marsan, Montélimar, Montluçon, Montargis, Morlaix, Moulins, Narbonne, Nevers, Niort, Oléron, Orange, Pau, Périgueux, Perpignan, Pontivi, Privas, Puy (le), Quimper, Riom, Roanne, Roche-sur-Yon (la), Rodez, Saint-Amand, Saint-Brieuc, Saint-Dié, Saintes, Saint-Flour, Saint-Lô, Saint-Malo, Saint-Mihiel, Saint-Omer, Saint-Nazaire, Saumur, Sedan, Sens, Soissons, Tarascon, Tarbes, Thiers, Tulle, Valence, Valenciennes, Vannes, Vendôme, Verdun, Vesoul, Vienne, Villefranche (Aveyron), Villefranche (Rhône), Villeneuve-d'Agen, Vitré, Yssengeaux, Yvetot.

Président et Procureur de la République	4,500
Vice-président	3,375
Juge d'instruction	3,240
Juges et Substituts	2,700
Greffier	1,200 et 1,000
Commis-greffiers	1,350

Tribunaux de 6e classe.

Cette classe comprend tous tribunaux autres que ceux indiqués dans les cinq classes qui précèdent.

Président et Procureur de la République	3,600
Vice-président	3,000
Juge d'instruction	2,880
Juges et Substituts	2,400
Greffier	1,000
Commis-greffiers	1,200

Les traitements des juges de paix sont les suivants. selon la classe à laquelle ils appartiennent.

Première classe (Ville de Paris)	8,000
Deuxième classe	5,000
Troisième classe	3,600
Quatrième classe	3,500
Cinquième classe	3,000
Sixième classe	2,700
Septième classe	2,400
Huitième classe	2,100
Neuvième classe	1,800

Traités de ccommerce.

Les douloureux événements de la guerre ont augmenté les charges du budget dans des proportions énormes. Pour les supporter, il a fallu chercher. faire des essais, établir de nouveaux impôts dont on ne connaissait point l'importance. C'est alors qu'ont été discutées à nouveau ces questions de libre échange et protectionisme, qui ne sont pas encore épuisées.

Disons-en un mot en passant. Le sujet est encore plein d'actualité.

Un peuple est entièrement maître chez lui, et il peut à son gré, et selon ses intérêts, laisser entrer les marchandises du dehors ou leur barrer entièrement le passage. Chaque nation, à cet égard, doit consulter et consulte en effet sa propre utilité. Mais il ne la démêle pas toujours dans cette question encore en litige du libre-échange ou du système protecteur.

Le système protecteur, en matière de relations commerciales avec l'étranger, raisonne ainsi : Telle industrie, celle du fer, par exemple, est inférieure chez nous, c'est-à-dire qu'elle ne vaut pas le fer anglais comme qualité et comme prix. Si nous laissons librement arriver jusqu'à nous le fer anglais, il va se vendre partout à la place du fer français, et les industries françaises vont succomber. Pour rétablir l'équilibre, il faut frapper le fer anglais, à son entrée en France, d'une taxe telle que les deux sortes de produits puissent se vendre en même temps. Si, par exemple, les fers français valent 10, et que les fers anglais ne valent que 8, il faut frapper d'une taxe égale à 2 ces derniers fers, et la concurrence pourra se faire plus librement.

C'est le système qui a prévalu en France, on peut dire jusqu'en 1860.

Quelquefois même ce système, qui se dit seulement *protecteur* (des pro-

duits français), est devenu et a porté le nom de système *prohibitif* (des produits étrangers). Les taxes sur certains objets étaient tellement élevées, et à dessein, que ces objets étrangers étaient absolument écartés de notre marché français.

Le système du libre échange, inauguré en 1860, et qui n'est pas près de céder la place qu'il a conquise, malgré les concessions qu'ont dû faire ses partisans sur quelques points, dit aux systèmes qui l'ont précédé, système protecteur et prohibitif : Votre préoccupation est de secourir les industries nationales qui ne peuvent lutter avec l'étranger; la mienne s'étend à un plus grand nombre de personnes, à la généralité des citoyens, car tous, sans exception, sont consommateurs, et c'est des consommateurs surtout que je prends les intérêts. Avec le système protecteur ou prohibitif, on est utile à quelques industries privées, à quelques individus, à beaucoup même, mais on charge la généralité à leur profit. Tout le monde, en général, en France, avec les systèmes protecteurs, paiera le fer dont il aura besoin à 10, tandis qu'avec le libre échange, il l'aura à 8.

Le libre échange est donc le système du *laissez faire..., laissez passer...* Quelques industries continueront à souffrir et peut-être finiront par succomber. Qu'importe? L'intérêt général y gagnera sans contredit.

Et les capitaux employés dans les industries qui seront battues par la concurrence, seront reportés sur les industries prospères.

Le résultat des importations depuis 1860 semble donner complétement raison au libre-échange.

Quoiqu'il en soit, le libre échange qui a prévalu en 1860 est encore le système qui régit nos relations commerciales avec l'étranger.

De nombreux traités ont été faits avec les nations étrangères. Ils règlent les droits qui seront perçus par l'administration des douanes sur les produits étrangers venant en France, et les produits français entrant sur le sol étranger. Malgré le libre échange, il y a des droits perçus sur les objets importés, mais ce sont des droits modérés et perçus seulement à titre d'impôt.

On distingue parmi les droits perçus à la frontière sur les marchandises étrangères les droits *ad valorem* et les droits *spécifiques*.

Les droits *ad valorem* (*selon la valeur*) sont proportionnels à la valeur de la marchandise, valeur déclarée par les parties. Et pour que les parties ne soient pas tentées de faire une déclaration de valeur insignifiante, l'Etat se réserve le droit d'acheter la marchandise à ce prix, augmentant même de cinq pour cent. Le nombre des marchandises taxées *ad valorem* est insignifiant.

Les droits *spécifiques* sont établis sur le poids ou la quantité des marchandises; quelle qu'en soit la valeur.

On a dû ici admettre une *admission temporaire* dont les effets sont très-remarquables. Un objet brut arrive de l'étranger en France pour y être ouvré et reprendre eusuite le chemin de la frontière. Cet objet paie en entrant un droit, mais à la sortie ce droit lui est restitué, et il a pu ainsi séjourner en France et y recevoir une forme, être façonné, et néanmoins en ressortir sans supporter aucun droit. Cette restitution de droits à la sortie s'appelle *drawback*.

L'administration des douanes, qui comprend un personnel de 30,000 hommes, est chargée de percevoir les droits sur les marchandises qui entrent en France ou qui en sortent.

Les droits sont perçus comptant à la frontière; néanmoins, on admet le redevable, dans des cas particuliers, à souscrire des billets.

Le recouvrement des droits a lieu par la voie des contraintes, comme en matière d'impôts directs.

Traité (dit Convention) de Genève.

Loi internationale du 14 juillet 1865, *relative aux militaires blessés sur les champs de bataille.* — Art. 1er. Les ambulances et les hôpitaux militaires seront reconnus neutres, et, comme tels, protégés et respectés par les belligérants, aussi longtemps qu'il s'y trouvera des malades et des blessés. La neutralité cesserait si ces ambulances ou ces hôpitahx étaient gardés par une force militaire.

2. Le personnel des hôpitaux et des ambulances comprenant l'intendance, les services de santé, d'administration, de transport des blessés ainsi que les aumôniers, participera au bénéfice de la neutralité lorsqu'il fonctionnera et tant qu'il restera des blessés à relever et à secourir.

3. Les personnes désignées dans l'article précédent pourront, même après l'occupation par l'ennemi, continuer à remplir leurs fonctions dans l'hôpital ou les ambulances qu'elles desservent, ou se retirer pour rejoindre le corps auquel ils appartiennent. Dans ces circonstances, lorsque ces personnes cesseront leurs fonctions, elles seront remises aux avant-postes ennemis par les soins de l'armée occupante.

4. Le matériel des hôpitaux militaires demeurant soumis aux lois de la guerre, les personnes attachées à ces établissements ne pourront, en se retirant, emporter que les objets qui sont leur propriété particulière. Dans les mêmes circonstances, au contraire, l'ambulance conservera son matériel.

5. Les habitants du pays qui porteront secours aux blessés seront respectés et demeureront libres. Les généraux des puissances belligérantes auront pour mission de prévenir les habitants de l'appel fait à leur humanité, et de la neutralité qui en sera la conséquence. Tout blessé recueilli et soigné dans une maison y servira de sauvegarde. L'habitant qui aura recueilli chez lui des blessés sera dispensé du logement des troupes, ainsi que d'une partie des contributions de guerre qui seraient imposées.

6. Les militaires blessés ou malades seront recueillis ou soignés, à quelque nation qu'ils appartiendront. Les commandants en chef auront la faculté de remettre immédiatement aux avant-postes ennemis, les militaires blessés pendant le combat, lorsque les circonstances le permettront, du consentement des deux partis. Seront renvoyés dans leur pays ceux qui, après guérison, seront reconnus incapables de servir. Les autres pourront être également renvoyés, à la condition de ne pas reprendre les armes pendant la durée de la guerre. Les évacuations, avec le personnel qui les dirige, seront couvertes par une neutralité absolue.

7. Un drapeau distinctif et uniforme sera adopté pour les hôpitaux, les ambulances et les évacuations. Il devra être, en toute circonstance, accompagné du drapeau de la nation. Un brassard sera également admis pour le personnel neutralisé, mais la délivrance en sera laissée à l'autorité militaire. Le drapeau et le brassard porteront croix rouge sur fond blanc.

8. Les détails d'exécution de la convention de Genève seront réglés par les commandants en chef des armées belligérantes.

Union monétaire.

En attendant que soit réalisé le vœu de l'uniformité des monnaies, qui ne peut que donner un nouvel essor au commerce international, il faut signaler un commencement d'exécution dans la convention monétaire du 23 décembre 1865, dont voici les principales dispositions :

Art. 1er. La France, la Belgique, l'Italie et la Suisse sont constituées à l'état d'Union, en ce qui concerne le poids, le titre, le module et le cours de leurs espèces monnoyées d'or et d'argent. Il n'est rien innové, quant à pré-

sent, dans la législation relative à la monnaie de billon, pour chacun des quatre Etats.

Ar. 2. Les hautes parties contractantes s'engagent à ne fabriquer ou laisser fabriquer à leur empreinte, aucune monnaie d'or dans d'autres types que ceux des pièces de cent francs, de cinquante francs, de vingt francs, de dix francs et de cinq francs, déterminés quant au poids, au titre, à la tolérance et au diamètre, par les tableaux joints à la présente convention.

Quant aux pièces d'argent, les gouvernements s'engagent à ne fabriquer que des pièces de cinq francs, deux francs, un franc, cinquante centimes et vingt centimes, et aux poids, titre, tolérance et diamètre conformes aux tableaux dressés pour cet objet.

Art. 3. Les caisses publiques des gouvernements qui font partie de l'Union monétaire recevront des monnaies d'argent jusqu'à concurrence de cent francs.

Art. 4. Les parties contractantes ne pourront émettre des pièces en argent, autres que les pièces de cinq francs, que pour une somme égale à 6 fr. par habitant. Ce qui fait, pour la France, 239 millions; pour la Belgique, 32 millions; pour l'Italie, 141 millions; pour la Suisse, 17 millions.

La convention monétaire devait avoir son effet jusqu'au 1er janvier 1880 et se continuer, même après cette époque, de quinze ans en quinze ans, avec faculté, par chacun des Etats, de dénoncer la convention un an au moins avant une des échéances des quinze ans.

Une convention du 3 février 1876, entre les mêmes parties, auxquelles il faut joindre la Grèce, a limité la fabrication des pièces de cinq francs dans chaque pays. L'émission de cette monnaie ne peut dépasser aujourd'hui 120 millions, qui se décomposent ainsi : pour la Belgique, 10,800,000 fr.; pour la France, 54,000,000 fr.; pour l'Italie, 36,000,000 fr.; pour la Suisse, 7,000,000 fr.; pour la Grèce 3,600,000 fr.

La lutte n'en continue pas moins entre les Etats sur la question si compliquée de savoir s'il est bon qu'il y ait un double étalon, d'or ou d'argent, ou un seul; s'il faut créer un nouveau type de monnaie, auquel tout le monde se rallierait.

Nous ne pouvons prendre parti dans cette discussion si délicate et qui touche à tant d'intérêts.

Universités.

Voyez *Instruction publique*.

Valeurs mobilières.

Voyez *Impôts indirects*.

TARIF

DES

FRAIS ET DÉPENS EN MATIERE CIVILE

LIVRE PREMIER

DES JUSTICES DE PAIX

CHAPITRE PREMIER

Taxe des actes et vacations des juges de paix

Les vacations des juges de paix ont été supprimées par la loi du 21 juin 1845.

CHAPITRE DEUXIÈME.

Taxe des Greffiers des Juges de paix.

ARTICLE 9. — Il sera taxé aux greffiers des justices de paix, par chaque rôle d'expédition qu'ils délivreront, et qui contiendra vingt lignes à la page et dix syllables à la ligne :

A Paris.	» fr. 50 c.
Dans les villes où il y a tribunal de 1re instance	» 40
Dans les autres villes et cantons ruraux	» 40

10. — Pour l'expédition du procès-verbal qui constatera que les parties n'ont pu être conciliées, et qui ne doit contenir qu'une mention sommaire qu'elles n'ont pu s'accorder, il sera alloué :

A Paris.	1 fr. » c.
Dans les autres villes et cantons ruraux	» 80

11. — La déclaration des parties qui demandent à être jugées par le juge de paix sera insérée dans le jugement, et il ne sera rien taxé au greffier pour l'avoir reçue, non plus que pour tout autre acte du greffe.

12. — Pour transport sur les lieux contentieux, quand il sera ordonné, il sera alloué au greffier les deux tiers de la taxe du juge de paix.

13. — Il n'est rien alloué pour la mention sur le registre du greffe, et sur l'original ou la copie de la citation en conciliation, quand l'une des parties ne comparaît pas.

14. — Pour la transmission, au procureur de la République, de la récusation et de la réponse du juge, tous frais de port compris,

A Paris.	5 fr.	» c.
Dans les villes où il y a tribunal de 1re instance	5	»
Dans les autres villes et cantons ruraux	5	»

15. — Il sera taxé au greffier du juge de paix qui aura assisté aux opérations des experts, et qui aura écrit la minute de leur rapport, dans le cas où tous, ou l'un d'eux ne saurait écrire, les deux tiers des vacations allouées à un expert.

16. — Il lui est alloué les deux tiers des vacations du juge de paix pour l'assistance :

1. Aux conseils de famille;
2. Aux appositions de scellés;
3. Aux reconnaissances et levées de scellés;
4. Aux référés;
5. Aux actes de notoriété.

6. Il est encore alloué au greffier les deux tiers des frais de transport dans les mêmes cas où ils sont alloués au juge de paix

7. Les greffiers des juges de paix ne pourront délivrer d'expéditions entièrss des procès-verbaux d'apposition, reconnaissance et levée de scellés, qu'autant qu'ils en seront expressément requis par écrit.

8. Ils seront tenus de délivrer les extraits qui leur seront demandés, quoique l'expédition entière n'ait été ni demandée, ni délivrée.

17. Il sera taxé au greffier du juge de paix :

Pour sa vacation, à l'effet de faire sa déclaration de l'apposition des scellés sur le registre du greffe du tribunal de première instance, dans les villes où elle est prescrite, les deux tiers d'une vacation du juge de paix.

18. — Il lui sera alloué, pour chaque opposition aux scellés qui sera formée par déclaration sur le procès-verbal de scellés,

A Paris.	» fr.	50 c.
Dans les villes où il y a tribunal de 1re instance.	»	40
Dans les autres villes et cantons ruraux.	»	40

19. — Il ne lui sera rien alloué pour les oppositions formées par le ministère des huissiers, et visées par lui.

20. — Il est alloué pour chaque extrait des oppositions aux scellés, à raison, par chaque opposition, de

A Paris.	» fr.	50 c.
Dans les villes où il y a trib. de 1re inst	»	40
Dans les autres villes et cant. ruraux	»	40

CHAPITRE TROISIÈME.

Taxe des huissiers des juges de paix

21. — Pour l'original,
§ 1. De chaque citation contenant demande,

A Paris.	1 fr.	50 c.
Dans les villes où il y a tribunal de 1re instance	1	25
Dans les autres villes et cant. ruraux	1	25

2. De signification de jugement. . . . . 1 fr. 25 c.
3. De sommation de fournir caution ou d'être présent à la réception et soumission de la caution ordonnée. . . . . *Id.*
4. D'opposition au jugement par défaut, contenant assignation à la prochaine audience. . . . . 1 fr. 50 c.
5. De demande en garantie . . . . . 1 fr. 50 c.
6. De citation aux témoins . . . . . *Id.*
7. De citation aux gens de l'art et experts . . . . . *Id.*
8. De citation en conciliation . . . . . *Id.*
9. De citation aux membres qui doivent composer le conseil de famille . . . . . *Id.*
10. De notification de l'avis du conseil de famille . . . . *Id.*
11. D'opposition aux scellés. . . . . *Id.*
12. De sommation à la levée des scellés . . . . . *Id.*
13. Et, pour chaque copie des actes ci-dessus énoncés, le quart de l'original.

22. — Pour la copie des pièces qui pourra être donnée avec les actes, par chaque rôle d'expédition de vingt lignes à la page et de dix syllabes à la ligne;

A Paris	» fr.	25 c.
Dans les villes où il y a tribunal de 1re instance	»	20
Dans les autres villes et cantons ruraux	»	20

23. — Pour transport qui ne pourra être alloué qu'autant qu'il y aura plus d'un demi-myriamètre (*une lieue ancienne*) de distance entre la demeure de l'huissier et le lieu où l'exploit devra être posé, aller et retour :

Par myriamètre. . . . . 2 fr. » c.

Il ne sera rien alloué aux huissiers des juges de paix pour *visa* par le greffier de la justice de paix ou par les maire et adjoints des communes du canton, dans les différents cas prévus par le Code de procédure.

CHAPITRE QUATRIÈME.

Taxe des témoins, experts et gardiens des scellés.

24. — Il sera taxé au témoin entendu par le juge de paix, une somme équivalente à une journée de travail, même à une double journée si le témoin a été obligé de se faire remplacer dans sa profession, ce qui est laissé à la prudence du juge.

Il sera taxé au témoin qui n'a pas de profession. . . . . 2 fr. 00 c.

Il ne sera point passé de frais de voyage, si le témoin est domicilié dans le canton où il est entendu.

S'il est domicilié hors du canton et à une distance de plus de deux myriamètres et demi du lieu où il fera sa déposition, il lui sera alloué autant de fois une somme de journée de travail ou une somme de 4 francs, qu'il y aura de fois cinq myriamètres de distance entre son domicile et le lieu où il aura déposé.

25. — La taxe des experts en justice de paix sera la même que celle des témoins, et il ne leur sera rien alloué de frais de voyage que dans les mêmes cas.

26. — Les frais de garde seront taxés par chaque jour, pendant les douze premiers jours :

A Paris	2 fr.	50 c.
Dans les villes où il y a tribunal de 1re instance	2	»
Dans les autres villes et cantons ruraux	1	50

Ensuite seulement à raison de

A Paris	1 f.	« c.
Dans les villes où il y a tribunal de 1re instance	»	80
Dans les autres villes et cantons ruraux	»	60

LIVRE DEUXIÈME

DE LA TAXE DES FRAIS DANS LES TRIBUNAUX INFÉRIEURS ET DANS LES COURS

TITRE PREMIER

De la taxe des actes des huissiers ordinaires

§ 1^er. — *Actes de première classe.*

27. — Pour l'original d'un exploit d'appel du jugement de la justice de paix.

D'un exploit d'ajournement, même en cas de domicile inconnu en France, et d'affiche à la porte de l'auditoire.

A Paris.	2 fr.	» c.
Partout ailleurs	1	50

28. — Pour les copies de pièces qui doivent être données avec l'exploit d'ajournement et autres actes; pour rôle contenant vingt lignes à la page et dix syllabes à la ligne, ou évalué sur ce pied,

A Paris.	» fr.	25 c.
Partout ailleurs	»	20

Le droit de copie de toute espèce de pièces et de jugements appartiendra à l'avoué, quand les copies de pièces seront faites par lui; l'avoué sera tenu de signer les copies de pièces et de jugements, et sera garant de leur exactitude.

Les copies seront correctes, lisibles, à peine de rejet de la taxe.

29. — § 1^er. Pour l'original d'une sommation d'être présent à la prestation d'un serment ordonné.

2. D'une signification de jugement à domicile.

3. De signification d'un jugement de jonction par un huissier commis.

4. De signification d'un jugement par défaut contre partie, par un huissier commis.

5. D'opposition au jugement par défaut rendu contre partie.

6. De sommation aux experts et aux dépositaires des pièces de comparaison, en vérification d'écritures.

7. De signification aux dépositaires de l'ordonnance ou du jugement qui porte que la minute du jugement sera portée au greffe.

8. D'assignation aux témoins dans les enquêtes.

D'assignation à la partie contre laquelle se fait l'enquête.

9. De signification de l'ordonnance du juge-commissaire pour faire prêter serment aux experts.

10. De la signification de la requête et des ordonnances, pour faire subir interrogatoire sur faits et articles.

11. De la signification du jugement rendu par défaut contre partie, sur demande en reprise d'instance, ou en constitution de nouvel avoué, par un huissier commis.

12. De signification du désaveu.

13. De signification du jugement portant permission d'assigner en règlement de juges, contenant assignation.

14. Pour l'original d'une demande formée au tribunal de commerce.

15. D'une sommation de comparaître devant les arbitres ou experts nommés par le tribunal de commerce.

16. De signification du jugement par défaut du tribunal de commerce par un huissier commis.

17. Pour l'original d'opposition au jugement par défaut rendu par le tribunal de commerce, contenant les moyens d'opposition et assignation.

18. De signification des jugements contradictoires.

19. De l'acte de présentation de caution, avec sommation à jour et heure fixe de se présenter au greffe pour prendre communication des titres de la caution, et assignation à l'audience, en cas de contestation, pour y être statué.

20. Original d'un acte d'appel de jugements des tribunaux de première instance et de commerce, contenant assignation et constitution d'avoué.

21. De signification de jugement à des héritiers collectivement, au domicile du défunt.

22. D'une réquisition aux tribunaux de juger, en la personne du greffier.

23. De signification de la requête et du jugement qui admet une prise à partie.

24. De signification de la prestation de caution, avec copie de l'acte de dépôt au greffe des titres de solvabilité de la caution.

25. De signification de l'ordonnance du juge commis, pour entendre un compte, et sommation de se trouver devant lui, aux jour et heure indiqués, pour être présent à la présentation et affirmation.

26. D'nn exploit de saisie-arrêt ou opposition contenant énonciation de la somme pour laquelle elle est faite, et des titres, ou de l'ordonnance du juge.

27. De la dénonciation au saisi de la saisie-arrêt, ou opposition, avec assignation en validité.

28. De la dénonciation aux tiers-saisi de la demande en validité formée contre le débiteur saisi.

29. De l'assignation au tiers saisi pour faire sa déclaration.

30. D'un commandement, pour parvenir à une saisie-exécution.

31. De la notification de la saisie-exécution faite hors du domicile du saisi, et en son absence.

32. D'une assignation en référé à la requête du gardien, qui demande sa décharge.

D'une sommation à la partie lésée, pour être présente au récolement des effets saisis, quand le gardien a obtenu la décharge.

33. D'une opposition à vente, à la requête de celui qui se prétendra propriétaire des objets saisis entre les mains du gardien.

De dénonciation de cette opposition au saisissant et au saisi, avec assignation libellée et l'énonciation des preuves de propriété.

Le gardien ne pourra être assigné.

34. D'une opposition sur le prix de la vente, qui en contiendra les causes.

35. D'une sommation au premier saisissant de faire vendre.

36. D'une sommation à la partie saisie, pour être présente à la vente qui ne serait pas faite au jour indiqué par le procès-verbal de saisie-exécution.

37. Pour l'original du commandement qui doit précéder la saisie-brandon.

38. De dénonciation et de saisie-brandon au garde champêtre, gardien de droit à la dite saisie, et qui ne sera pas présent au procès-verbal.

39. Pour l'original du commandement qui doit précéder la saisie de rentes constituées sur particuliers.

40. De dénonciation à la partie saisie de l'exploit de saisie de rentes constituées sur particuliers.

41. D'une sommation aux créanciers de produire dans les contributions, et à la partie saisie de prendre communication des pièces produites, et de contredire, s'il y échet.

42. D'une sommation à la partie saisie qui n'a point d'avoué constitué, à la requête du propriétaire, de comparaître en référé devant le juge-commissaire, pour faire statuer préliminairement sur son privilége pour raison des loyers dus.

43. De dénonciation à la partie saisie, qui n'a point d'avoué constitué, de la clôture du procès-verbal du juge-commissaire, et sommation de contredire sur le procès-verbal dans la quinzaine.

§§ 44, 45, 46, 47, 48 et 49. *Abrogés.*

50. De sommation aux créanciers inscrits de produire dans les ordres.

51. D'assignation en référé. dans les cas d'urgence, ou lorsqu'il s'agit de statuer sur les difficultés relatives à l'exécution d'un titre exécutoire ou d'un jugement.

52. De signification d'une ordonnance sur référé.

53. D'une sommation d'être présent à la consignation de la somme offerte.

De dénonciation du procès-verbal de dépôt de la chose ou de la somme consignée, au créancier qui n'était pas présent à la consignation.

54. De sommation aux créanciers d'enlever le corps certain, qui doit être livré au lieu où il se trouve.

55 D'un commandement à la requête des propriétaires et principaux locataires de maisons ou biens ruraux, à leurs locataires, sous-locataire et fermiers, pour paiement de loyers ou fermages échus.

56. De la notification aux créanciers inscrits de l'extrait du titre du nouveau propriétaire, de la transcription et du tableau prescrit par l'article 2134 du Code civil.

57. D'une assignation et sommation à un notaire, et aux parties intéressées, s'il y a lieu, pour avoir expédition d'un acte parfait.

58. D'un acte non enregistré ou resté imparfait.

59. D'une seconde grosse.

60. D'une sommation à la requête de la femme à son mari, de l'autoriser.

61. D'une demande à domicile, à fin de la rectification d'un acte de l'état civil.

62. D'une demande en séparation de corps.

63. D'une demande en divorce pour cause déterminée.

64. D'ajournement, pour demander la réformation d'un avis du conseil de famille, qui n'a pas été unanime.

65. De l'opposition formée à la requête des membres du conseil de famille, à l'homologation de la délibération.

66. De sommation aux parties qui doivent être appelées à la vente des meubles dépendants d'une succession.

67. De sommation aux copartageants de comparaître devant le juge-commissaire.

68. De sommation, aux parties pour assister à la clôture du procès-verbal de partage chez le notaire.

69. De sommation à la requête d'un créancier, à l'héritier bénéficiaire de donner caution.

70. De sommation aux arbitres de se réunir au tiers arbitre pour vider le partage.

71. De tout exploit contenant sommation de faire une chose, ou opposition à ce qu'une chose soit faite, protestation de nullité, et généralement de

tous actes simples du ministère des huissiers non compris dans la seconde partie du présent tarif,

§ 72. A Paris.	2 fr.	» c.
Partout ailleurs.	1	50

Pour chaque copie, le quart de l'original.

Indépendamment des copies de pièces qui n'auront pas été faites par les avoués, et qui seront taxées comme il a été dit ci-dessus.

§ II. *Actes de seconde classe et procès-verbaux.*

30. — Pour l'original de la récusation du juge de paix, qui en contiendra les motifs et qui sera signé par la partie ou son fondé de pouvoir spécial, ainsi que la copie.

A Paris	3 fr.	» c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instance . .	2	25
Dans les autres villes et cantons ruraux.	2	25

Et pour la copie, le quart.

81. — Pour un procès-verbal de saisie-exécution, qui durera trois heures, y compris le temps nécessaire pour requérir, soit le juge de paix, soit le commissaire de police ou les maire et adjoints, en cas de refus d'ouverture de porte,

A Paris, y compris 1 franc 50 cent. par chaque témoin . .	8 fr.	» c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instance, et dans les autres villes et cantons ruraux, y compris 1 franc ponr chaque témoin.	6	»

Si la saisie dure plus de trois heures, par chacune des vacations subséquentes aussi de trois heures,

A Paris, y compris 80 centimes pour chaque témoin . . .	5 fr.	» c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instancee, et dans les autres villes et cantons ruraux, y compris 60 c. pour chaque témoin	3 fr.	75

Dans les taxes ci-dessus se trouvent comprises les copies pour la partie saisie et pour le gardien.

32. — Vacation de commissaire de police qui aura été réquis pour être présent à l'ouverture des portes et des meubles fermant à clef, ou aux maire et adjoints, si ces derniers le requièrent,

A Paris	5 fr.	» c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instance. . .	3	75
Dans les autres villes et cantons ruraux.	2	50

33. — Vacation de l'huissier pour déposer, au lieu établi pour les consignations ou entre les mains du dépositaire qui sera convenu, les deniers comptants qui pourraient avoir été trouvés,

A Paris.	2 fr.	» c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instance. . .	1	50
Dans les villes et cantons ruraux	1	50

34. — Les frais de garde seront taxés par chaque jour, pendant les douze premiers jours.

A Paris	2 fr.	50 c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instance . .	2	»
Dans les autres villes et cantons ruraux	1	50

Ensuite, seulement à raison de,

A Paris	1 fr.	» c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instance. . .	»	80
Dans les autres villes et cantons ruraux	»	60

35. — Pour un procès-verbal de récolement des effets saisis, quand le gardien a obtenu sa décharge,

A Paris	3 fr.	» c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instance. . .	2	25
Dans les autres villes et cantons ruraux	2	25

Ce procès-verbal ne contiendra aucun détail, si ce n'est pour constater les effets qui pourraient se trouver en déficit, et l'huissier ne sera point assisté de témoins.

Il sera laissé copie du procès-verbal de récolement au gardien qui aura obtenu sa décharge : il remettra la copie de la saisie qu'il avait entre les mains au nouveau gardien, qui se chargera du contenu sur le procès-verbal de récolement.

Pour chacune des copies à donner du procès-verbal de récolement, le quart de l'original.

Dans le cas de saisie intérieure et d'établissement de gardien, pour le procès-verbal de récolement, sur le premier procès-verbal que le gardien sera tenu de représenter, et qui, sans entrer dans aucun détail, et contenant seulement la saisie des effets omis, et sommation au premier saisissant de vendre, témoins compris et deux copies, sera taxé,

A Paris.	6 fr.	»
Dans les villes où il y a tribunal de première instance. . .	4	50
Dans les autres villes et cantons ruraux	4	50

Et pour une troisième copie, s'il y a lieu, le quart de l'original.

37. — Pour le procès-verbal de récolement qui précédera la vente, et qui ne contiendra aucune énonciation des effets saisis, mais seulement de ceux en déficit, s'il y en a, y compris les témoins.

A Paris	6 fr.	» c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instance. . .	4	50
Dans les autres villes et cantons ruraux	4	50

Il n'en sera pas donné copie.

38. — S'il y a lieu au transport des effets saisis, l'huissier sera remboursé de ses frais sur la quittance qu'il en présentera, ou sur sa déclaration, si les voituriers et gens de peine ne savent écrire, ce qu'il constatera par son procès-verbal de vente.

Il sera alloué à l'huissier ou autre officier qui procédera à la vente, pour la rédaction de l'original du placard qui doit être affiché,

A Paris	1 fr.	»
Dans les villes où il y a tribunal de première instance. . .	1	»
Dans les autres villes et cantons ruraux	1	»

Pour chacun des placards, s'ils sont manuscrits,

Paris.	» fr.	50 c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instance. . .	»	50
Dans les autres villes et cantons ruraux	»	50

Et s'ils sont imprimés, l'officier qui procédera à la vente en sera remboursé sur les quittance de l'imprimeur et de l'afficheur.

39. — Pour l'original de l'exploit, qui constate l'apposition des placards, dont il ne sera point donné copie,

A Paris	3 fr.	» c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instance . .	2	25
Dans les autres villes et cantons ruraux.	2	25

Il sera passé, en outre, la somme qui aura été payée pour l'insertion de l'annonce de la vente dans un journal, si la vente est faite dans une ville où il s'en imprime.

Pour chaque vacation de trois heures à la vente, le procès-verbal compris, il en sera taxé à l'huissier dans les lieux où ils sont autorisés à la faire,

A Paris	8 fr.	»
Dans les villes où il y a tribunal de première instance . .	5	»
Dans les autres villes et cantons ruraux.	4	»

Et à Paris, où les ventes sont faites par les commissaires-priseurs, il sera alloué à l'huissier, pour requérir le commissaire-priseur,

Une vacation de	2 fr.	» c.

40. — En cas d'absence de la partie saisie, son absence sera constatée, et il ne sera nommé aucun officier pour la représenter,

41. — Dans le cas de publication sur les lieux où se trouvent les barques, chaloupes et autres bâtiments, prescrites par l'article 620 du C. pr., et dans le cas d'exposition de la vaisselle d'argent, bagues et joyaux, ordonnée par l'article 621, il sera alloué à l'huissier, pour chacune des deux premières publications ou expositions.

A Paris.	6 fr.	» c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instance. .	4	»
Dans les autres villes et cantons ruraux.	3	»

La troisième publication ou exposition est comprises dans la vacation de vente.

A Paris et dans les villes où il s'imprime des journaux, les vacations, pour publications et expositions, ne pourront être allouée aux huissiers, attendu qu'il doit y être suppléé par l'insertion dans un journal.

Si l'expédition du procès-verbal de vente est requise par l'une des parties, il sera alloué à l'huissier ou un autre officier qui aura procédé à la vente, par chaque rôle d'expédition, contenant 25 lignes à la page, et 10 à 12 syllabes à la ligne,

A Paris	1 fr.	» c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instance . . .	»	50
Dans les autres villes et cantons ruraux.	»	40

42. — Pour la vacation de l'huissier ou autre officier qui aura procédé à la vente, pour faire taxer ses frais par le juge, sur la minute de son procès-verbal.

A Paris	3 fr.	» c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instance. . .	2	»
Dans les autres villes et cantons ruraux	1	50

Et pour consigner les deniers provenant de la vente,

Paris	3 fr.	» c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instance. . .	2	»
Dans les autres villes et cantons ruraux	1	50

43. — Pour un procès-verbal de saisie-brandon, contenant l'indication de chaque pièce, sa contenance et sa situation, deux au moins de ses tenants et aboutissants, et la nature des fruits, quand il n'y sera pas employé plus de trois heures,

Paris.	6 fr.	»
Dans les villes où il y a tribunal de première instance. . .	5	»
Dans les autres villes et cantons ruraux	4	»

Et quand il sera employé plus de trois heures pour chacune des autres vacations aussi de trois heures,

A Paris	5 fr.	» c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instance. . .	4	»
Dans les autres villes et cantons ruraux	3	»

L'huissier ne sera point assisté de témoins.

44. — Pour les copies à délivrer à la partie saisie, au maire de la commune et au garde champêtre, ou autre gardien, par chacune, le quart de l'original.

Nota. — Le surplus des actes sera taxé comme en saisie exécution.

45. — Il sera alloué pour frais de garde, soit au garde champêtre, soit à tout autre gardien qui pourrait être établi, aux termes de l'article 628, par chaque jour, savoir :

Au garde champêtre,

A Paris	» fr.	75	c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instance . .	»	75	
Dans les autres villes et cantons ruraux	»	75	

Et à tout autre que le garde champêtre,

A Paris	1 fr.	25	c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instance . .	1	25	
Dans les autres villes et cantons ruraux	1	25	

46. — Pour un exploit de saisie du fonds d'une rente constituée sur particulier, contenant assignation au tiers saisi en déclaration affirmative devant le tribunal,

A Paris	4 fr.	» c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instance. . .	3	»
Dans les autres villes et cantons ruraux	3	»

Pour la copie, le quart.

NOTA. La dénonciation des placards et tous les autres actes seront taxés comme en saisie immobilière.

47, 48, 49, 50. — *Abrogés.*

51. — Pour l'original de la signification du jugement qui prononce la contrainte par corps, avec commandement,

A Paris	3 fr.	» c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instance. . .	2	»
Dans les autres villes et cantons ruraux	1	25

Et pour la copie, le quart.

52. — Vacation pour obtenir l'ordonnance du juge de paix, à l'effet, par ce dernier, de se transporter dans le lieu où se trouve le débiteur condamné par corps, et requérir son transport,

A Paris	2 fr.	50 c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instance . .	2	»
Dans les autres villes et cantons ruraux	2	»

53. — Pour le procès-verbal d'emprisonnement d'un débiteur, y compris l'assistance de deux recors et l'écrou,

A Paris	60 fr.	25 c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instance. . .	40	»
Dans les autres villes et cantons ruraux	30	»

Il ne pourra être passé aucun procès-verbal de perquisition, pour lequel l'huissier n'aura point de recours, même contre sa partie; la somme ci-dessus lui étant allouée en considération de toutes les démarches qu'il pourrait faire.

54. — Vacation de l'huissier en référé, si le débiteur arrêté le requiert,

A Paris	8 fr.	» c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instance. . .	6	»
Dans les autres villes et cantons ruraux	6	»

55. — Pour la copie du procès-verbal d'emprisonnement et de l'écrou, le tout ensemble,

A Paris	3 fr.	» c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instance. . .	2	25
Dans les autres villes et cantons ruraux	2	25

56. — Il sera taxé au gardien ou geôlier qui transcrira sur son registre le jugement portant la contrainte par corps, par chaque rôle d'expédition,

A Paris	» fr.	25 c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instance . .	»	20
Dans les autres villes et cantons ruraux	»	20

57. — Pour un acte de recommandation d'un débiteur emprisonné sans assistance de recors,

A Paris	4 fr.	» c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instance. . .	3	»
Dans les autres villes et cantons ruraux	3	»

Et pour la copie à donner au débiteur et au geôlier, le quart.

58. — Pour la signification du jugement qui déclare un emprisonnement nul, et la mise en liberté du débiteur.

A Paris	4 fr.	» c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instance . .	3	»
Dans les autres villes et cantons ruraux	4	»

Pour la copie à laisser au débiteur et au geôlier, le quart.

59. — Pour l'original d'un procès-verbal d'offres, contenant le refus ou l'acceptation du créancier,

A Paris	3 fr.	» c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instance . .	2	25
Dans les autres villes et cantons ruraux	2	25

Pour la copie, le quart.

60. — D'un procès-verbal de consignation de la somme ou de la chose offerte,

A Paris	5 fr.	» c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instance . .	4	»
Dans les autres villes et cantons ruraux	4	»

Pour chaque copie à laisser au créancier, s'il est présent, et au dépositaire, le quart.

61. — Les procès-verbaux de saisie-gagerie sur locataires et fermiers,
Et ceux de saisie des effets de débiteur forain,
Seront taxés comme ceux de saisie-exécution, ainsi que tout le reste de la poursuite.

62. — Pour un procès-verbal tendant à saisie-revendication, s'il y a refus de portes ou opposition à la saisie, contenant assignation en référé devant le juge, y compris les témoins.

A Paris	5 fr.	» c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instance . . .	3	»
Dans les autres villes et cantons ruraux.	4	»

Pour la copie, le quart.

Le procès-verbal de saisie-revendication sera taxé comme celui de saisie-exécuton.

63. — *Abrogé.*

64. — Pour un procès-verbal de réitération de la cession par le débiteur failli à la maison commune, s'il n'y a pas de tribunal de commerce,

A Paris	4 fr.	» c,
Dans les villes où il y a tribunal de première instance . .	4	»
Dans les autres villes et cantons ruraux	3	»

65. Pour un procès-verbal d'extraction de la prison du débiteur failli, à l'effet de faire la réitération de sa cession de biens, indépendamment du procès-verbal de la dite réitération,

A Paris	6 fr.	» c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instance. . .	5	»
Dans les autres villes et cantons ruraux	5	»

§ III. *Dispositions générales relatives aux huissiers.*

66. — Il ne sera rien alloué aux huissiers pour transport jusqu'à un demi-myriamètre.

2. Il leur sera alloué au-delà d'un demi-myriamètre, pour frais de voyage qui ne pourra excéder une journée de cinq myriamètres (dix lieues anciennes), savoir : au-delà d'un demi-myriamètre et jusqu'à un myriamètre, pour aller et retour,

A Paris	4 fr.	» c.
Dans les autres villes et cantons ruraux.	4	»

3. Au-delà d'un myriamètre, il sera alloué,

Par chaque demi-myriamètre, sans distinction	2 fr.	» c.

4. Il sera taxé pour *visa* de chacun des actes qui y sont assujettis,

A Paris	1 fr.	» c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instance	»	75
Dans les autres villes et cantons ruraux	»	75

5. En cas de refus de la part du fonctionnaire public qui doit donner le *visa*, et dans le cas où l'huissier sera obligé, à raison de ce refus, de requérir le *visa* du Procureur de la République, le droit sera double.

6. Les huissiers qui seront commis pour donner des ajournements, faire des significations de jugements, et tous autres actes, ou procéder à des opérations, ne pourront prendre de plus forts droits que ceux énoncés au présent tarif, à peine de restitution et d'interdiction, quels que soient la Cour et le tribunal auxquels ils sont attachés.

7. Les huissiers qui auront omis de mettre au bas de l'original de chaque copie des actes de leur ministère la mention du coût d'icelui, pourront, indépendamment de l'amende portée par l'article 67 du Code de procédure, être interdits de leurs fonctions sur la réquisition d'office des procureurs généraux et des procureurs de la République.

TITRE DEUXIEME

DES AVOUÉS DE PREMIÈRE INSTANCE

CHAPITRE PREMIER

Matières sommaires

67. — Les dépens, dans ces matières, seront liquidés, tant en demandant qu'en défendant, savoir :

Pour l'obtention d'un jugement par défaut contre partie ou avoués, y compris les qualités, et la signification à avoué, s'il y a lieu.

Quand la demande n'excédera pas 1,000 francs,

A Paris . . . . . 7 fr. 50 c.

Dans le ressort, les trois quarts.

Et quand elle excédera 1,000 francs jusqu'à 5,000 francs . 10 fr. » c.
Et quand elle excédera 5,000 francs . . . . . 15 » »

Et pour l'obtention d'un jugement contradictoire ou définittf,

Quand la demande n'excédera pas 1,000 francs . . . . . 15 fr. » c.
Et quand elle excédera 1,000 francs jusqu'à 5,000 francs . 20 »
Et quand elle excédera 5,000 francs . . . . . 30 »

NOTA. Si la valeur de l'objet de la contestation est indéterminée, le juge allouera l'une des sommes ci-dessus indiquées.

S'il y a lieu à enquête ou à visite et estimation d'experts, ordonnée contradictoirement, et s'il est intervenu aussi jugement contradictoire sur l'enquête ou le rapport d'experts, il sera alloué un demi-droit.

Et en outre, pour copie des procès-verbaux d'enquête et d'expertise, par chaque rôle,

A Paris . . . . . » fr. 15 c.

Dans le ressort, les trois quarts.

S'il y a plus de deux parties en cause, et si elles ont des intérêts contraires, il sera alloué un quart en sus des droits ci-dessus à l'avoué qui aura suivi contre chacune des autres parties.

S'il y a lieu à un interrogatoire sur faits et articles, il sera passé, à l'avoué de la partie à la requête de laquelle il aura été subi, un demi-droit; et. en outre, pour copie du procès-verbal d'interrogatoire, par chaque rôle d'expédition,

A Paris . . . . . » fr. 15 c.
Dans le ressort, les trois quarts.

Il sera passé à l'avoué qui lèvera le jugement rendu contradictoirement pour dresser des qualités et signification du jugement à avoué, le quart du droit accordé pour l'obtention du jugement contradictoire.

Il ne sera alloué aucun honoraire aux avocats dans ces sortes de causes.

Si l'avoué est révoqué, ou si les pièces lui sont retirées, il lui sera alloué, savoir :

S'il y a eu constitution d'avoué avant l'obtention d'un jugement par défaut, moitié du droit accordé pour faire rendre un jugement par défaut ;

Et s'il a été obtenu un premier jugement par défaut ou un jugement interlocutoire, indépendamment de l'émolument pour ces jugements, moitié du droit accordé pour obtenir un jugement contradictoire.

Mais ces droits ne seront acquis, et ils ne pourront être exigés que lorsqu'il y aura eu constitution d'avoué dans le premier cas, ou qu'il y aura été formé opposition au premier jugement par défaut, et que l'avoué qui aura obtenu le premier jugement aura suivi l'audience sur le débouté d'opposition.

Au moyen de la fixation ci-dessus, il ne sera passé aucun autre honoraire pour aucun acte et sous aucun prétexte. Il ne sera alloué, en outre, que les simples déboursés.

CHAPITRE DEUXIÈME

Matières ordinaires

§ 1er. — *Droit de consultation.*

68. — Pour la consultation sur toute demande principale, intervention, tierce opposition et requête civile, tant en demandant qu'en défendant, sans qu'il puisse être passé plus d'un droit par chaque avoué et par cause, et sans que l'intervention d'un appel en garantie puisse y donner lieu; le droit ne pourra être exigé qu'autant qu'il aura été obtenu un jugement par défaut contre partie, ou qu'il y aura eu constitution d'avoué, et y compris la procuration sous signature privée ou par devant notaire, indépendamment des déboursés.

A Paris	10 fr.	» c.
Dans le ressort	7	50

69.— Il ne sera alloué aucun émolument à l'avoué dans le cas où il comparaîtrait au bureau de conciliation pour sa partie.

§ II. — *Actes de première classe.*

70. — 1. Pour l'original d'une constitution d'avoué.

2. Pour un acte d'avoué à avoué pour suivre l'audience, sans qu'il puisse en être passé plus d'un seul pour chaque jugement par défaut, interlocutoire ou contradictoire.

3. Les avoués seront tenus de se représenter au jour indiqué par les jugements préparatoires ou de remise, sans qu'il soit besoin d'aucune sommation.

4. Pour l'original d'un acte de déclaration de production par le demandeur en instruction par écrit, contenant le nombre des rôles dont la requête est composée.

5. *Idem*, de la part du défendeur.

6. De la signification de l'ordonnance du président, portant nomination d'un autre rapporteur, en cas de décès, démission ou impossibilité de faire le rapport en délibéré ou instruction par écrit.

7. D'une sommation d'être présent au retrait des pièces, après les jugements sur délibéré ou en instruction par écrit.

8. D'une sommation d'avoué à avoué, pour être présent à la prestation d'un serment ordonné.

9. D'une sommation d'avoué à avoué, pour être réglé sur une opposition aux qualités.

10. De la dénonciation au demandeur originaire de la part du défendeur, qu'il a formé une demande en garantie.

11. De la déclaration au demandeur originaire de la demande en garantie.

12. De la sommation de communiquer les pièces signifiées ou employées dans la cause.

13. De la signification de la requête et de l'ordonnance portant que l'avoué qui retient des pièces sera tenu de les remettre.

14. De la signification de l'acte de dépôt au greffe de la pièce dont l'écriture est déniée.

15. De la sommation de comparaître devant le juge commis en vérification d'écritures, pour être présent au serment des experts et à la représentation des pièces de comparaison.

16. De la sommation pour être présent à la confection d'un corps d'écriture.

17. De la signification de l'acte de dépôt au greffe d'une pièce arguée de faux.

18. De la sommation pour être présent à la réquisition d'apport au greffe de la minute de la pièce arguée de faux.

19. De la signification de l'ordonnance portant que la minute de la pièce arguée de faux sera apportée au greffe.

20. De la signification de l'acte de dépôt au greffe de la pièce arguée de faux, avec sommation d'être présent au procès-verbal qui sera dressé de son état.

21. De la signification des procès-verbaux d'enquête.

22. De la signification de l'ordonnance du juge commis pour faire une descente sur les lieux, contenant la désignation des jour, lieu et heure et sommation d'y être présent.

23. De la signification du procès-verbal du juge-commissaire qui a fait une descente sur les lieux.

24. De la sommation contenant indication des jour et heure choisis par les experts, si la partie n'était pas présente à la prestation de leur serment.

25. De la signification du rapport des experts.

26. De la signification de l'interrogatoire sur faits et articles.

27. De la notification du décès d'une partie.

28. De la signification d'un désaveu.

29. De la signification de l'acte à fin de renvoi d'un tribunal à un autre des pièces y annexées et du jugement intervenu.

30. De la signification de l'arrêt intervenu sur l'appel d'un jugement qui aura rejeté une récusation, ou du certificat du greffier de la Cour d'appel, contenant que l'appel n'est pas jugé, et indication du jour où il doit l'être.

31. De la sommation de se trouver devant le président, et voir déclarer la taxe des frais exécutoire, en cas de désistement de la demande.

32. De la sommation d'être présent à la présentation et affirmation d'un compte.

33. De la signification de la déclaration affirmative, et du dépôt des pièces contenant constitution d'avoué.

34. D'un acte contenant dénonciation d'opposition formée sur le débiteur entre les mains d'un tiers saisi.

35. De la signification de l'état détaillé des effets mobiliers saisis et arrêtés entre les mains d'un tiers saisi.

36. De la sommation à la requête des créanciers du mari, à l'avoué de la femme poursuivant sa séparation de biens, de leur communiquer la demande et les pièces justificatives.

37. *Abrogé.*

38. De l'acte de sommation aux avoués des copartageants de se trouver soit devant le juge-commissaire, soit devant le notaire, pour procéder aux opérations du partage :

A Paris	1 fr.	» c.
Dans le ressort	»	75

Pour les copies des actes ci-dessus énoncés, indépendamment des copies de pièces, le quart.

§ III. — *Actes de deuxième classe.*

71. — 1. Acte de production nouvelle en instruction par écrit contenant l'état des pièces.

2. Sommation à la partie adverse de déclarer si elle veut ou non se servir

d'une pièce produite, avec déclaration que, dans le cas où elle s'en servirait, le demandeur s'inscrira en faux.

3. Déclaration de la partie sommée, signée d'elle ou du fondé de sa procuration spéciale ou authentique, dont il sera donné copie, qu'elle entend ou non se servir de la pièce arguée de faux.

4. Acte contenant articulation succincte des faits dont une partie demandera à faire preuve.

Acte contenant réponse au précédent et dénégation ou reconnaissance des faits.

5. Acte contenant la justification des reproches par écrit.

Acte en réponse.

6. Acte contenant offre de prouver les reproches contre les témoins non justifiés par écrit, et désignation des témoins à entendre sur les reproches.

Acte en réponse.

7. Acte contenant les moyens de récusation contre les experts.

8. Acte contenant réponse aux moyens de récusation.

9. Acte contenant les moyens et conclusions des demandes incidentes.

Acte servant de réponse aux demandes incidentes.

10. Acte de reprise d'instance.

11. Acte de désistement et d'acceptation de désistement.

12. Acte de présentation de caution.

13. Acte de déclaration d'acceptation de caution.

14. Acte de contestation de la caution offerte.

15. Acte d'offres sur la déclaration des dommages et intérêts.

16. Acte contenant demande en rectification d'un acte de l'état civil.

Acte servant de réponse.

17. Tous ces actes seront taxés pour l'original :

A Paris	5 fr.	» c.
Dans le ressort.	3	75

Et pour chaque copie, indépendamment des copies de pièces, le quart.

§ IV. — *Des requêtes et défenses qui peuvent être grossoyées, et des copies de pièces.*

72. — Pour l'original ou grosse des requêtes servant de défenses aux demandes, contenant vingt-cinq lignes à la page, et douze syllabes à la ligne :

A Paris	2 fr.	» c.
Dans le ressort.	1	50

Les copies de pièces qui seront données avec les défenses, ou qui pourront être signifiées dans les causes, seront taxées à raison du rôle de vingt-cinq lignes à la page et de douze syllabes à la ligne, ou évaluées sur ce pied :

A Paris	» fr.	30 c.
Dans le ressort.	»	25

Les copies de tous actes ou jugements, qui seront signifiées avec les exploits des huissiers, appartiendront à l'avoué, si elles ont été faites par lui, à la charge de les certifier véritables et de les signer.

73. — 1. Pour l'original ou grosse des requêtes contenant réponse aux demandes dans la forme ci-dessus, pour chaque rôle :

A Paris	2 fr.	» c.
Dans le ressort.	1	50

2. Des requêtes en instruction par écrit, terminées par l'état des pièces, *Idem*.

3. *Idem* servant de réponse à celles en instruction par écrit, avec état des pièces au soutien, *Idem*.

4. *Idem* en réponse aux productions de nouvelles pièces qui ne pourront excéder six rôles.

74. — Dans les instructions par écrit, les grosses et les copies de toutes les requêtes porteront la déclaration du nombre de rôles dont elles sont composées, à peine de rejet de la taxe.

75. — Pour la grosse de la requête d'opposition au jugement par défaut contenant les moyens, par chaque rôle :

A Paris	2 fr.	» c.
Dans le ressort.	1	50

Si les moyens ont été fournis avant le jugement par défaut, la requête d'opposition, sans les moyens, ne sera passée que pour un rôle... *Idem*.

2. *Idem* pour la grosse de la requête, qui ne pourra excéder deux rôles, tendant à ce que l'étranger demandeur soit tenu de fournir caution.

Idem de celle en réponse qui ne pourra non plus excéder deux rôles.

3. *Idem* de la requête pour proposer un déclinatoire, qui ne pourra excéder six rôles.

Idem de la réponse.

4. *Idem* de la requête en nullité de la demande ou du jugement, qui ne pourra non plus excéder six rôles.

Idem de la réponse.

5. *Idem* de la requête pour demander délai pour délibérer et faire inventaire, qui ne pourra aussi excéder six rôles.

Idem de la réponse.

6. *Idem* de la requête pour soutenir qu'il n'y a lieu d'appeler garant, qui ne pourra excéder six rôles.

Idem de la réponse.

7. *Idem* de la requête d'opposition à l'ordonnance portant contrainte de remettre les pièces, qui ne pourra excéder deux rôles.

Idem de la réponse.

8. *Idem* de la requête contenant les moyens de faux.

9. *Idem* de la requête contenant réponse aux moyens de faux.

10. *Idem* de la requête d'intervention.

Idem de la requête en réponse à l'intervention.

11. *Idem* de la requête contenant contestation sur la demande en reprise d'instance, qui ne pourra excéder six rôles.

Idem de la réponse.

12. *Idem* de la requête servant de moyens contre un désaveu.

Et réponse.

13. *Idem* de la requête contre la demande à fin de renvoi d'un tribunal à un autre, pour cause de parenté ou alliance.

Et pour la réponse.

14. *Idem* de la requête en péremption d'instance, qui ne pourra excéder six rôles.

Idem de la réponse.

15. *Idem* de la requête de tierce opposition.

Et réponse.

16. *Idem* de la requête civile incidente.

Et réponse.

17. *Idem* de la requête contenant défense du juge pris à partie.

Et réponse.

18. *Idem* pour la grosse d'un compte dont le préambule ne pourra excéder six rôles

Il ne sera fait qu'une seule grosse.

19. *Idem* pour la grosse de la requête du tiers saisi, qui demandera son renvoi devant son juge, en cas que sa déclaration affirmative soit contestée; cette requête ne pourra excéder deux rôles.

Et réponse.

20. *Idem* de la requête pour demander incidemment la validité ou la nullité d'offres réelles.

Et réponse.

21. *Idem* de la requête afin de se faire autoriser à compulser un acte, qui ne pourra excéder six rôles.

Et réponse.

22. *Idem* de la requête d'intervention des créanciers du mari dans les demandes en séparation de biens.

Et réponse.

23. *Abrogé.*

24. Il sera taxé pour chacun des rôles des requêtes ci-dessus énoncées :

A Paris	2 fr.	» c.
Dans le ressort	1	50

Et pour chaque copie, par rôle, le quart.

Le nombre des rôles de requête en réponse ne pourra jamais excéder celui fixé pour la requête en demande.

Nota. Il ne sera passé aucuns frais d'impression des requêtes et défenses même autorisées.

§ V. — *Requêtes qui ne peuvent être grossoyées, et copies d'actes.*

76. — 1. Requête pour faire nommer un autre rapporteur en instruction par écrit ou sur délibéré.

2. Pour faire commettre un huissier à l'effet de signifier un jugement par défaut contre partie.

3. Pour faire contraindre un avoué à remettre les pièces qu'il a prises en communication.

4. Pour obtenir l'ordonnance du juge-commissaire en vérification d'écritures, à l'effet de sommer la partie adverse de comparaître à jour et heure certains, pour convenir de pièces de comparaison.

5. A fin d'obtenir l'ordonnance du commissaire en vérification d'écritures pour sommer les experts de prêter serment et les dépositaires de représenter les pièces de comparaison.

6. Au juge-commissaire en inscription de faux incident pour faire ordonner l'apport de la minute de la pièce arguée par le dépositaire.

7. Au juge commis pour procéder à une enquête à l'effet d'obtenir son ordonnance, indiquant le jour et l'heure pour lesquels les témoins seront assignés.

8. Au juge commis pour faire une descente sur les lieux, à l'effet d'obtenir son ordonnance, portant l'indication des jour, lieu et heure.

9. Au juge-commissaire pour demander son ordonnance, à l'effet de faire prêter serment aux experts convenus ou nommés d'office.

10. En cas de désistement de la demande pour obtenir l'ordonnance du président, afin de rendre la taxe de frais exécutoire.

11. Au juge commis pour entendre un compte, à l'effet d'obtenir l'ordonnance fixant le jour et l'heure de la présentation.

12. A fin de permission de vendre les meubles saisis-exécutés, dans un lieu plus avantageux que celui indiqué par la loi.

13. Pour faire commettre un huissier, à l'effet de signifier le jugement portant contrainte par corps.

14. A fin d'assigner extraordinairement en référé, si le cas requiert célérité.

15. A fin de saisir-gager à l'instant les meubles et effets garnissant les maisons et fermes.

A fin de permission de saisir les effets de son débiteur forain, trouvés en la commune qu'habite le créancier.

17. A fin de faire commettre un huissier pour notifier le titre du nouveau propriétaire aux créanciers inscrits.

18. *Abrogé.*

19. Au juge-commissaire en partage et licitation, à l'effet d'obtenir son ordonnance pour citer les autres parties à comparaître par-devant lui.

20. Au procureur de la République pour faire désigner trois jurisconsultes, sans l'avis desquels le tuteur du mineur ne pourra transiger.

21. Les requêtes ci-dessus énoncées ne seront point grossoyées, et seront taxées :

A Paris.	2 fr.	» c
Dans le ressort.	1	50

La vacation pour demander l'ordonnance du président ou du juge-commissaire et se la faire délivrer, est comprise dans la taxe.

77. — Requête contenant demande pour abréger les délais dans les cas qui requièrent célérité.

2. Pour obtenir permission de saisir et arrêter, entre les mains d'un tiers, ce qu'il doit au débiteur quand il n'y a pas de titre.

3. Pour avoir permission de saisir et arrêter la portion que le juge déterminera dans des sommes ou pensions données ou léguées pour aliments, et ce, pour créances postérieures aux dons et legs.

4. A l'effet d'obtenir, pour le témoin assigné, un sauf-conduit qui ne pourra être accordé que sur les conclusions du ministère public, et qui réglera sa durée.

5. A l'effet de demander la nullité de l'emprisonnement d'un débiteur détenu pour dettes.

6. Pour demander la liberté d'un débiteur détenu pour dettes, dans tous les cas prévus par l'article 800.

7. Pour assigner le geôlier qui refuse de recevoir la consignation de la dette.

8. Pour demander la liberté faute de consignation d'aliments.

9. Pour demander la permission de saisir-revendiquer, contenant la désignation des effets.

10. *Idem* pour faire commettre un notaire à l'effet de représenter les absents présumés, dans les inventaires, comptes, partages et liquidations dans lesquels ils sont intéressés.

11. Pour faire autoriser à la vente du mobilier d'une succession.

12. A fin d'être autorisé, sans attribution de qualité, à faire procéder à la vente d'effets mobiliers dépendants d'une succession.

13. Pour faire nommer un curateur au bénéfice d'inventaire.

14. Pour faire nommer un curateur à une succession vacante.

15. *Idem* à l'effet de faire nommer un tiers arbitre.

16. Elles seront taxées,

A Paris.	3 fr.	» c.
Dans le ressort.	2	25

Les requêtes ci-dessus ne seront point grossoyées.
Et la vacation pour prendre l'ordonnance est comprise dans la taxe.

78. — 1. Requête à fin d'obtenir permission d'assigner en règlement de juges.

2. Requête civile principale.

3. A fin de permission de se faire délivrer expédition ou copie d'un acte parfait, non enregistré, ou même resté imparfait, ou pour se faire délivrer une seconde grosse.

4. A fin de réformation d'un acte de l'état civil.

5. A l'effet de faire pourvoir à l'administration des biens d'une personne présumée absente.

6. Pour avoir permission de faire enquête pour constater l'absence.

7. A fin d'envoi en possesion provisoire des biens d'un absent.

8. De la femme à l'effet de citer son mari à la chambre du conseil pour déduire les causes de son refus de l'autoriser.

9. De la femme en cas d'absence présumée ou déclarée du mari, ou en cas d'interdiction pour se faire autoriser.

10. De la femme qui se pourvoit en séparation de biens.

11. A fin d'homologation de l'avis d'un conseil de famille.

12. Pour demander l'envoi en possession du legs universel.

13. Du créancier pour obtenir la permission de faire apposer un scellé.

14, 15, 16, 17. — *Abrogés.*

18. *Idem* pour demander l'homologation d'un acte de notoriété délivré par le juge de paix sur la déposition de sept témoins, pour suppléer à un acte de naissance.

19. Ces requêtes ne peuvent être grossoyées et l'émolument pour prendre les ordonnances et communiquer au ministère public est compris dans la taxe, qui sera de,

A Paris.	7 fr.	50 c.
Dans les ressort.	5	50

79. — 1. Requête pour avoir permission de faire interroger sur faits et articles, contenant les faits.

Cette requête ne sera point signifiée ni la partie appelée avant le jugement qui admettra ou rejettera la demande afin de faire interroger : elle ne sera notifiée qu'avec le jugement et l'ordonnance du juge commis pour faire subir l'interrogatoire.

2. De l'époux qui se pourvoit en séparation de corps, contenant sommairement les faits.

3. De l'époux qui se pourvoit en divorce pour cause déterminée, contenant le détail des faits et l'indication des témoins.

5. Ces requêtes ne peuvent être grossoyées ; et l'émolument pour prendre les ordonnance et communiquer au ministère public est compris dans la taxe.

A Paris.	15 fr.	» c.
Dans le ressort.	12	»

§ VI. — *Plaidoirie et assistance aux jugements.*

80. — Pour honoraires de l'avocat qui aura plaidé la cause contradictoirement,

A Paris.	15 fr.	» c.
Dans le ressort.	10	»

81. — Pour assistance de l'avoué à l'audience, à l'effet de demander acte de sa constitution, en cas d'abréviation des délais,

A Paris	1 fr. 50 c.
Dans le ressort.	1 »

82. — Assistance et plaidoirie aux jugements par défaut,

A Paris.	3 fr. » c.
Dans le ressort.	2 45

Pour l'honoraire de l'avocat qui aura pris le jugement par défaut,

A Paris	5 fr. » c.
Dans le ressort	4 »

Quand le jugement par défaut aura été pris par un avocat, le droit d'assistance de l'avoué ne sera,

A Paris, que de.	1 fr. » c.
Dans le ressort	» 75

83. — Pour assistance de chaque avoué à tout jugement portant remise de cause ou indication de jour, sans que les jugements puissent être levés, ni qu'il soit signifié de qualités ou donné d'avenir.

A Paris	3 fr. » c.
Dans le ressort	2 25

84. Pour assistance aux jugements qui ordonneront une instruction par écrit,

A Paris	5 fr. » c.
Dans le ressort	4 »

85. — Pour assistance aux jugements sur délibéré ou instruction par écrit, y compris les notes qu'ils pourront fournir,

A Paris	5 fr. » c.
Dans le ressort	4 »

86. — Pour assistance des avoués à chaque journée de plaidoirie qui précède les jugements interlocutoires et définitifs contradictoires, quand les causes sont plaidées par les parties elles-mêmes ou par des avocats,

A Paris	3 fr. » c.
Dans le ressort	2 25

Et quand les avoués plaideront eux mêmes,

A Paris	10 fr. » c.
Dans le ressort	6 »

§ VII. — *Qualités et signification des jugements.*

87. — Pour l'original des qualités, contenant les noms, profession et demeure des parties, leurs conclusions et les points de fait et de droit, sans que les motifs des conclusions puissent être insérés, ni qu'on puisse rappeler, dans dans les points de fait et de droit, les moyens des parties, savoir, pour celle d'un jugement par défaut,

A Paris	3 fr. 75 c.
Dans le ressort	2 30

Pour celles d'un jugement contradictoire sur plaidoirie ou délibéré,

A Paris	7 fr.	50 c.
Dans le ressort	5	50

Et celles d'un jugement en instruction par écrit,

A Paris	10 fr.	» c.
Dans le ressort	7	50

88. — Pour chaque copie qui ne pourra être signifiée que dans le cas où le jugement serait contradictoire, le quart.

89. — Pour signification de tout jugement à avoué ou à domicile, par chaque rôle d'expédition,

A Paris	» fr.	30 c.
Dans le ressort	»	25

§ VIII. — *Des Vacations.*

90. — 1. Vacation pour mettre la cause au rôle.

2. Pour communiquer les pièces de la cause au ministère public et les retirer, le tout ensemble.

3. Pour produire et retirer les pièces dans les causes où il a été ordonné un délibéré.

4. Pour produire au greffe des pièces nouvelles en instruction par écrit.

5. Pour prendre en communication les pièces nouvelles produites en instruction par écrit.

6. Pour prendre le certificat du greffier, constatant que la partie adverse n'a pas produit en instruction par écrit dans les délais fixes.

7. Pour requérir le greffier, après que toutes les parties ont produit en instruction par écrit ou après l'expiration des délais, de remettre les pièces au rapporteur.

8. Pour former opposition à des qualités, le droit ne sera passé qu'autant que le président aura ordonné une réformation.

9. Pour faire régler les qualités des jugements en cas d'opposition.

10. Pour faire la mention sur le registre tenu au greffe, de l'opposition au jugement par défaut, ou de l'appel de tout jugement, quand il y aura dans les jugements des dispositions qui doivent être exécutées par des tiers.

11. Pour consigner l'amende en requête civile, ou sur appel, dans toutes les causes, à l'exception des matières sommaires.

12. Pour la retirer.

13. Pour donner certificat contenant la date de la signification, au domicile de la partie condamnée, du jugement qui prononce une mainlevée, la radiation d'inscription hypothécaire, un paiement ou autre chose à faire pour un tiers ou contre lui.

Pour requérir du greffier le certificat qu'il n'existe contre le jugement énoncé ci-dessus ni opposition ni appel porté sur le registre tenu au greffe.

14. Pour faire viser par le greffier la demande en partage et licitation.

15. A Paris	1 fr.	50 c.
Dans le ressort	1	15

91. — 1. Vacation pour donner et prendre communication des pièces de la cause à l'amiable sur récépissé ou par la voie du greffe et le rétablissement entre les mains de l'avoué, ou le retrait du greffe, le tout ensemble.

2. Pour produire au greffe dans les causes où il a été ordonné une instruction par écrit.

3. Pour prendre communication au greffe de la production du demandeur en instruction par écrit, et le rétablissement de cette production, le tout ensemble.

4. Pour retirer les pièces du greffe dans les instruction par écrit.

5. Pour déposer au greffe les pièces arguées de faux.

6. Pour requérir l'ordonnance du juge commis à l'effet de procéder à une enquête et signer le procès-verbal d'ouverture.

7. Pour faire la déclaration au greffe des experts convenus.

8. Pour être présent à la prestation de serment des experts devant le juge-commissaire.

9. Pour faire faire la mention, en marge de l'acte de désaveu, du jugement qui l'aura rejeté.

10. Pour déposer au greffe les titres de solvabilité de la caution présentée.

11. Pour prendre communication au greffe des titres de solvabilité de la caution.

12. Pour faire faire au greffe la soumission d'une caution.

13. Pour déposer au greffe ou donner en communication sur récépissé à l'amiable les pièces justificatives de la déclaration de dommages et intérêts, et les retirer, le tout ensemble.

14. Pour prendre communication à l'amiable sur récépissé ou au greffe des pièces justificatives de la déclaration de dommages et intérêts, et les rétablir ; le tout ensemble.

15. Pour requérir des fonctionnaires publics, tiers saisis, le certificat du montant de ce qu'il doivent à la partie saisie.

16. Pour assister au greffe la femme qui fait sa renonciation à la communauté en cas de séparation de biens.

17. Pour prendre l'ordonnance du tribunal qui permet de citer l'époux défendeur en divorce.

18. Pour assister au greffe la femme qui renonce à la communauté après décès, ou l'héritier qui renonce à la succession, ou qui ne l'accepte que sous bénéfice d'inventaire.

19. Pour demander l'ordonnance d'*exequatur* d'une décision arbitrale,

20. A Paris.	3 fr.	» c.
Dans le ressort	2	25

92. — 1. Vacation pour déposer au greffe une pièce dont l'écriture est déniée, et assistance au procès-verbal dressé par le greffier de l'état de la dite pièce.

2 *Idem* pour prendre communication de la dite pièce, et assistance au procès-verbal dressé par le greffier.

3. *Idem* devant le juge-commissaire, pour convenir de pièces de comparaison.

4. Pour être présent au serment des experts, à la représentation des pièces de comparaison, et faire les réquisitions et observations ; par chaque vacation.

5. A la confection du corps d'écriture fait par le défendeur, s'il est ainsi ordonné.

6. Pour former une inscription de faux incident au greffe.

7. Pour requérir du juge-commissaire son ordonnance à l'effet de faire apporter au greffe la pièce arguée de faux, dont il y a minute.

8. Au procès-verbal des pièces arguées de faux.

9. De l'avoué du demandeur, pour prendre, en tout état de cause, communication de la pièce arguée de faux.

10. A l'audition des témoins par trois heures.

11. En cas de descente sur les lieux, par trois heures.

12. Des avoués aux rapports d'experts s'ils en sont expressément requis par

leurs parties, pour ne les répéter que contre elles, et sans qu'elles puissent entrer en taxe.

13. Pour former un désaveu au greffe, contenant les moyens, conclusions et constitution d'avoués.

14. Pour former par acte au greffe la demande afin de renvoi d'un tribunal à un autre pour parenté ou alliance.

15. Pour faire au greffe l'acte contenant les moyens de récusation contre un juge.

Pour interjeter appel au greffe du jugement qui aura rejeté la récusation avec énonciation des moyens et dépôt des pièces au soutien.

16. Pour mettre en ordre les pièces d'un compte à rendre, les coter et les parapher.

Il sera passé une vacation pour cinquante pièces ; deux pour cent, et ainsi de suite.

17. A la présentation et affirmation du compte.

18. Pour requérir du juge-commissaire exécutoire de l'excédent de la recette sur la dépense dans les comptes présentés.

19. Pour prendre en communication les pièces justificatives du compte et les rétablir, le tout ensemble.

20. Pour fournir des débats sur le procès-verbal du juge-commissaire.

Par chaque vacation de trois heures, dont le nombre sera fixé et arbitré par le juge-commissaire.

21. *Idem* pour fournir soutènement et réponses.

Par chaque vacation de trois heures, dont le nombre sera fixé et arbitré par le juge-commissaire.

22. Pour faire au greffe une déclaration affirmative sur saisie-arrêt, contenant les causes et le montant de la dette, les paiements à-compte, si aucuns ont été faits, l'acte ou les causes de libération, et les saisies-arrêts formées entre les mains du tiers saisi et le dépôt au greffe des pièces justificatives, le tout ensemble,

23. Pour assistance au compulsoire, et dire au procès-verbal, par chaque vacation.

24. Pour faire et remettre l'extrait de la demande en séparation de biens, qui doit être inséré dans les tableaux de l'auditoire du tribunal où se poursuit la séparation et du tribunal de commerce, des chambres des avoués de première instance et des notaires, et le faire insérer dans un journal, tout ensemble.

25. Pour faire insérer l'extrait du jugement qui aura prononcé la séparation de biens dans les mêmes tableaux et dans un journal, le tout ensemble.

26. Pour faire insérer l'extrait du jugement qui prononcera la séparation de corps dans les mêmes tableaux et dans un journal, le tout ensemble.

27. Pour assister à huit clos les époux dans le cas de demande en divorce, représenter les pièces, faire les observations et indiquer les témoins.

28. Pour assister à la délibération du conseil de famille qui suit la demande en interdiction et avant l'interrogatoire.

29. *Idem* pour faire l'extrait du jugement qui prononcera une interdiction ou une nomination de conseil, le faire insérer dans le tableau de l'auditoire et des études de notaires de l'arrondissement et dans un journal, le tout ensemble.

Le jugement d'interdiction ou de nomination de conseil ne sera point signifié aux notaires de l'arrondissement ; l'extrait en sera remis au secrétaire de cette Chambre, qui en donnera récépissé, et qui le communiquera à ses collègues, qui seront tenus d'en prendre note, et de l'afficher dans leurs études.

30. Pour déposer au greffe le bilan, les livres et les titres actifs, s'il y en a, du débiteur qui demande à être admis au bénéfice de cession.

31. Pour faire l'extrait du jugement qui admet à la cession de biens, et le faire insérer au tableau du tribunal de commerce, ou du tribunal de première instance qui en fait les fonctions, dans le lieu des séances de la maison commune et dans un journal, le tout ensemble.

32. Vacation au partage, soit devant le juge-commissaire, soit devant le notaire commis par lui, par trois heures.

33. Les vacations devant le notaire n'entreront point en frais de partage; elles ne pourront être répétées que contre la partie qui aura requis l'assistance de l'avoué.

34. A Paris	6 fr.	» c.
Dans le ressort	4	50

93. — Vacation en référé contradictoire.

A Paris	5 fr.	» c.
Dans le ressort	3	75

Et par défaut,

A Paris	3 fr.	» c.
Dans le ressort	2	25

94. — 1. Vacation pour requérir une apposition de scellés.
2. *Idem* à l'apposition des scellés, par trois heures.
3. En référé lors de l'apposition, ou dans le cours de la levée.
4. Pour en requérir la levée.
5. A chaque vacation de trois heures, à la reconnaissance et levée.
7. A la reconnaissance et levée sans description.
6. Pour requérir la levée des scellés sans description.

8. A Paris	6 fr.	» c.
Dans le ressort	4	50

§ IX. — *Poursuite de Contribution.*

95. — Vacation pour requérir sur le registre tenu au greffe la nomination d'un juge-commissaire devant lequel il sera procédé à une contribution.

A Paris	5 fr.	» c.
Dans le ressort	3	75

S'il se présente deux ou plusieurs requérants en même temps au greffe, ils se retireront devant le président du tribunal, qui décidera sur-le-champ celui dont la réquisition sera reçue. Il n'y aura ni appel, ni opposition contre la décision; il n'en sera point dressé procès-verbal, et il ne sera alloué aucune vacation aux avoués pour s'être transportés devant le président.

96. — Pour la requête au juge-commissaire à l'effet d'obtenir son ordonnance pour sommer les opposants de produire, et la partie saisie de prendre communication des pièces produites et de contredire s'il y échet, et la vacation pour obtenir l'ordonnance du commissaire, le tout ensemble.

A Paris	3 fr.	» c.
Dans le ressort	2	25

97. — Pour l'acte de production des titres contenant demande en collocation, et même à fin de privilége et constitution d'avoué, y compris la vacation pour produire,

A Paris . . . . . 10 fr. » c.
Dans le ressort 7 50

Il ne sera point signifié.

98. — Pour la sommation, à la requête du propriétaire, à l'avoué de la partie, si elle en a constitué un, et au plus ancien de ceux des opposants, pour comparaître en référé par-devant le juge-commissaire à l'effet de faire statuer préliminairemeut sur son privilége, pour raison des loyers à lui dûs,

A Paris . . . . . 1 fr. » c.
Dans le ressort . . . . . » 75

Et pour chaque copie, le quart.
Vacation en référé devant le juge-commissaire, qui statuera sur le privilége réclamé pour loyers dûs, par défaut,

A Paris . . . . . 3 fr. » c.
Dans le ressort 2 25

Et contradictoirement,

A Paris . . . . . 5 fr. » c.
Dans le ressort 3 75

99. — Pour l'acte de dénonciation de la clôture du procès-verbal de contribution du juge-commissaire aux avoués des créanciers produisants et de la partie saisie, si elle en a un, avec sommation d'en prendre communication et de contredire sur le procès-verbal dans la quinzaine,

A Paris . . . . . 1 fr. » c.
Dans le ressort . . . . . » 75

Et pour chaque copie, le quart.

Le procès-verbal du juge-commissaire ne sera ni levé ni signifié, et il ne sera enregistré que lors de la délivrance des mandements aux créanciers.

100. — Vacation pour prendre communication de l'état de contribution et contredire sur le procès-verbal du juge-commissaire, sans qu'il puisse en être passé plus d'une sous quelque prétexte que ce soit,

A Paris . . . . . 5 fr. » c.
Dans le ressort 3 75

Il ne sera fait aucun dire s'il n'y a lieu à contredire.

Il sera alloué à l'avoué du poursuivant autant de demi-droits de vacation pour prendre communication de l'état de contribution et contredire qu'il y aura eu de créanciers produisants,

A Paris . . . . . 2 fr. 50 c.
Dans le ressort 1 88

101. — Vacation pour requérir la délivrance du mandement au créancier utilement colloqué, et être présent à l'affirmation de la créance devant le greffier ; l'avoué signera le procès-verbal,

A Paris . . . . . 2 fr. » c.
Dans le ressort 1 50

NOTA. — Les mandements collectivement contiendront la totalité du pro-

cès-verbal du juge-commissaire. Si on délivrait, indépendamment des mandements, une expédition entière, ce serait un double emploi.

En cas de contestations, les dépens de ces contestations seront taxés comme les autres matières, suivant leur nature sommaire ou ordinaire.

§ X. — *Poursuite de saisie immobilière* (1).

102. — Vacation pour faire transcrire le procès-verbal de saisie immobilière au bureau de la conservation des hypothèques et au greffe du tribunal où doit se faire la vente, par chacune,

A Paris	6 fr.	» c.
Dans le ressort	4	50

103. — Pour faire enregistrer au bureau de la conservation des hypothèques la dénonciation, faite à la partie saisie, de la saisie immobilière.

A Paris	6 fr.	» c.
Dans le ressort	4	50

104. — Pour l'extrait de la saisie immobilière qui doit être inséré dans un tableau placé à cet effet dans l'auditoire,

A Paris	6 fr.	» c.
Dans le ressort	4	50

105. — Pour l'extrait pareil à celui prescrit par l'article 682, qui doit être inséré dans un journal.

Il sera passé autant de droits à l'avoué qu'il y aura eu d'insertions prescrites par le Code,

A Paris	2 fr.	» c.
Dans le ressort	1	50

Pour faire légaliser la signature de l'imprimeur par le maire, s'il y a lieu,

A Paris	2 fr.	» c.
Dans le ressort	1	50

106. — Pour l'extrait de la saisie immobilière qui doit être imprimé et placardé, et qui servira d'original et ne pourra être grossoyé,

A Paris	3 fr.	» c.
Dans le ressort	4	50

Il ne sera passé qu'un droit à l'avoué, attendu qu'aux termes de l'article 703 il ne doit entrer en taxe qu'une seule impression de placards, et que les additions, lors des apposition subséquentes, doivent être manuscrites.

107. — Vacation pour se faire délivrer l'extrait des inscriptions,

A Paris	6 fr.	» c.
Dans le ressort	4	50

108. — Vacation pour faire enregistrer, à la conservation des hypothèques, la notification du placard faite aux créanciers inscrits,

---

(1) Les dispositions des articles de ce paragraphe X, en tout ce qu'elles concernent les saisies immobilières... sont abrogées.

A Paris	6 fr.	» c.
Dans le ressort	4	50

109. — Pour la grosse du cahier des charges, contenant vingt-cinq lignes à la page, et douze syllabes à la ligne.

A Paris	2 fr.	» c.
Dans le ressort	1	50

Il ne sera signifié de copie, ni à la partie saisie, ni aux créanciers inscrits, attendu que cette grosse doit être déposée au greffe, quinzaine avant la première publication, et que toute partie intéressée a la faculté d'en prendre communication.

110. — Il ne sera fait qu'une seule grosse, et il n'en sera point remis à l'huissier audiencier pour les publications : l'huissier publiera, sur la note qui lui sera remise par le greffier, et le greffier constatera les publications qui seront d'ailleurs signées par le juge.

Vacation pour déposer eu greffe le cahier des charges.

A Paris.	3 fr.	» c.
Dans le ressort	2	45

111. — A chaque publication du cahier des charges, avec les dires qui pourront avoir lieu.

A Paris	3 fr.	» c.
Dans le ressort	2	45

Il ne sera point signifié d'acte de remise de la publication du cahier des charges, attendu que les parties intéressées peuvent se présenter à la première publication et connaître les jours auxquels les publications subséquentes auront lieu; que d'ailleurs l'apposition des placards et l'insertion dans un journal, annonçant les adjudications préparatoires et définitives les instruiront suffisamment.

112. — Vacation à l'adjudication préparatoire.

A Paris	6 fr.	» c.
Dans le ressort	4	50

113. — Vacation à l'adjudication définitive.

A Paris	15 fr.	» c.
Dans le ressort	12	»

Indépendamment des émoluments ci-dessus fixés, il sera alloué à l'avoué poursuivant, sur le prix des biens dont l'adjudication sera faite au-dessus de 2,000 francs, savoir.

Depuis 2,000 francs jusqu'à 10,000 francs.	1 » p. 100
Sur la somme excédant 10,000 fr. jusqu'à 50,000.	» 1/2 p. 100
Sur la somme excédant 50,000 francs jusqu'à 100,000 francs	» 1/4 p. 100
Et sur l'excédant de 100,000 francs indéfiniment	» 1/8 p. 100

En cas d'adjudication par lots de biens compris dans la même poursuite, en l'état ou elle se trouvera lors des adjudications, la totalité des prix des lots sera réunie pour fixer le montant de la remise.

Il ne sera passé que trois quarts de la remise aux avoués des tribunaux de département.

114. — Vacation pour enchérir.

A Paris	7 fr.	50 c.
Dans le ressort	5	63 c.

Pour enquérir et se rendre adjudicataire,

A Paris	15 fr.	» c.
Dans le ressort	11	50 c.

Pour faire la déclaration de command.

A Paris	6 fr.	» c.
Dans le ressort	4	50

NOTA. Les vacations pour enchérir ou pour la déclaration de command sont à la charge de l'enchérisseur ou de l'adjudicataire.

115. — Vacation pour faire au greffe la surenchère du quart au moins du prix principal de l'adjudication en saisie immobilière.

A Paris	15 fr.	» c.
Dans le ressort	11	25 c.

116. — Pour l'acte de dénonciation de la surenchère aux avoués de l'adjudicataire, du poursuivant, et de la partie saisie, si elle en a constitué, contenant avenir à la prochaine audience,

A Paris	1 fr.	» c.
Dans le ressort	»	75 c.

Pour chaque copie, le quart.

117. — Pour la requête d'avoué à avoué, contenant demande à fin de réunion de poursuites, de saisie immobilière de biens différents portées devant le meilleur tribunal, par chaque rôle,

A Paris	2 fr.	» c.
Dans le ressort	1	

Pour la copie, le quart.

Pour la requête en défense à cette même demande.

A Paris	2 fr.	» c.
Dans le ressort	1	50

Pour la copie, le quart.

118. — Pour l'acte de dénonciation de la plus ample saisie au premier saisissant, à la requête du plus ample saisissant, avec sommation de se mettre en état.

A Paris	3 fr.	» c.
Dans le ressort	2	25

Pour la copie, le quart.

119. — Pour l'acte contenant demande en subrogation à la poursuite, soit faute par le premier saisissant de s'être mis en état sur la plus ample saisie, soit en cas de collusion, faute ou négligence de la part du poursuivant.

A Paris	5 fr.	» c.
Dans le ressort	3	75

Pour la copie, le quart.

Pour l'acte en réponse,

A Paris	5 fr.	» c.
Dans le ressort	3	75

Pour la copie, le quart.

120. — Vacation pour faire viser par le greffier l'exploit d'intimation sur l'appel du jugement, en vertu duquel il a été procédé à la saisie immobilière,

A Paris	2 fr.	» c.
Dans le ressort	1	50

121. — *Idem* pour déposer au greffe les titres justificatifs d'une demande en distraction d'objets immobiliers saisis,

A Paris	3 fr.	» c.
Dans le ressort	2	45

122. — Pour la requête d'avoué à avoué contenant demande en distraction, par chaque rôle,

A Paris	2 fr.	» c.
Dans le ressort	1	50

Pour la copie, le quart.
Requête en réponse, par chaque rôle,

A Paris	2 fr.	» c.
Dans le ressort	1	50

Pour la copie, le quart.

123. — Pour la requête d'avoué à avoué contenant demande en décharge de l'adjudication préparatoire de la part de l'adjudicataire, en cas de demande en distraction de tout ou partie de l'objet saisi immobilièrement; par chaque rôle sans cependant qu'elle puisse excéder le nombre de trois rôles,

A Paris	2 fr.	» c.
Dans le ressort	1	50

Pour la copie, le quart.
Pour la réponse,

A Paris	2 fr.	» c.
Dans le ressort	1	50

Pour la copie, le quart.

124. — Requête d'avoué à avoué de la part de la partie saisie, contenant ses moyens contre les procédures postérieures à l'adjudication préparatoire,

A Paris	2 fr.	» c.
Dans le ressort	1	50

Pour la copie, le quart.
Pour la réponse,

A Paris	2 fr.	» c.
Dans le ressort	1	50

Pour la copie, le quart.

125. — Requête d'avoué à avoué de la part de la partie saisie, contenant ses moyens contre les procédures postérieures à l'adjudication préparatoire,

A Paris	2 fr.	» c.
Dans le ressort	1	50

Pour la copie, le quart.
Pour la requête en réponse,

A Paris	2 fr.	» c.
Dans le ressort	1	50

Pour la copie, le quart.

126. — Vacation pour requérir le certificat du greffier, constatant que l'adjudicataire n'a point justifié de l'acquit des conditions exigibles de l'adjudication,

A Paris	3 fr.	» c.
Dans le ressort	2	25

127. — Requête non grossoyée et non signifiée, sur le consentement de toutes les parties intéressées, pour demander, après saisie immobilière, que l'immeuble saisi soit vendu aux enchères par-devant notaire ou en justice,

A Paris	6 fr.	» c.
Dans le ressort	4	50

128. — Les émoluments des avoués pour dresser le cahier des charges, en faire le dépôt au greffe, et pour les publications, les extraits à placarder, et à insérer dans les journaux, les adjudications préparatoires et définitives, seront réglés et comme en saisie immobilière, lorsqu'il s'agira :

1° De saisies de rentes constituées sur particuliers;

2° De surenchère avec aliénation volontaire;

3° De ventes d'immeubles de mineurs, et de biens dotaux dans le régime dotal;

4° De vente sur licitation;

5° Et de ventes d'immeubles dépendant d'une succession bénéficiaire ou vacante, ou provenant d'un débiteur failli ou qui a fait cession.

129. — La remise proportionnelle sur le prix de l'adjudication sera divisée, en licitation, ainsi qu'il suit :

Moitié appartiendra à l'avoué poursuivant;

La seconde moitié sera partagée par égales portions entre tous les avoués qui ont occupé dans la licitation, y compris l'avoué poursuivant, qui aura sa part comme les autres dans cette seconde moitié.

L'art. 972 prescrivant en licitation la signification du cahier des charges par un simple acte aux avoués colicitants, cet acte sera taxé comme un acte simple; et la copie du cahier des charges comme celle de requête d'avoué à avoué.

Dans tous les cahiers des charges, il est expressément défendu d'y stipuler d'autres et plus grands droits, au profit des avoués, que ceux énoncés au présent tarif; et s'il y est inséré quelque clause pour les exhausser, elle sera réputée non écrite.

§ XI. — *Poursuite d'ordre.*

130. — Vacation pour requérir sur le registre tenu au greffe, la nomination, par le président du tribunal, d'un juge-commissaire devant lequel il sera procédé à l'ordre,

A Paris	6 fr.	» c.
Dans le ressort	4	50

Si deux ou plusieurs avoués se présentent en même temps au greffe, pour faire la même réquisition, ils se retireront sur-le-champ, sans sommation, devant le président du tribunal, qui décidera quelle est la réquisition qui doit être admise, sans dresser aucun procès-verbal; il ne sera reçu ni appel ni opposition contre la décision du président, et il ne sera alloué aucune vacation aux avoués.

131. — Requête au juge-commissaire à l'effet d'obtenir son ordonnance portant que les créanciers inscrits seront tenus de produire, et vacation pour se faire délivrer l'ordonnance, le tout ensemble,

A Paris	3 fr.	» c.
Dans le ressort	2	25

Vacation pour se faire délivrer, par le conservateur des hypothèques, l'extrait des inscriptions,

A Paris	6 fr.	» c.
Dans le ressort	4	50

132. — Sommation d'avoué à avoué aux créanciers inscrits qui en ont constitué, de produire dans le mois,

A Paris	1 fr.	» c.
Dans le ressort	»	75

Et pour chaque copie, le quart.

133. — Acte de production des titres contenant demande en collocation et constitution d'avoué, y compris la vacation pour produire,

A Paris	20 fr.	» c.
Dans le ressort	15.	»

Il ne sera point signifié.

134. — Dénonciation, par acte d'avoué à avoué, aux créanciers produisants et à la partie saisie, de la confection de l'état de collocation, avec sommation d'en prendre communication, et de contredire, s'il y échet, sur le procès-verbal du commissaire dans le délai d'un mois : le procès-verbal ne serait ni levé ni signifié, et il ne sera enregistré que lors de la délivrance des mandements,

A Paris	3 fr.	» c.
Dans le ressort	2	25

Et pour chaque copie, le quart.

135. — Vacation pour prendre communication des productions et contredire sur le procès-verbal du commissaire, sans qu'il puisse être passé plus d'une vacation dans le même ordre, sous quelque prétexte que ce soit,

A Paris	10 fr.	» c.
Dans le ressort	7	25

Il sera passé à l'avoué poursuivant une demi-vacation par chaque production, pour en prendre communication et contredire s'il y a lieu,

A Paris	5 fr.	» c.
Dans le ressort	3	75

136. — Pour la dénonciation, aux créanciers inscrits et à la partie saisie, des productions faites après les délais dans les ordres, et sommation d'en prendre communication, et contredire s'il y a lieu,

A Paris	3 fr.	» c.
Dans le ressort	2	25

Pour chaque copie, le quart.

137. — Vacation pour faire rayer une ou plusieurs inscriptions en vertu du même jugement,

A Paris	6 fr.	» c.
Dans le ressort	4	50

Vacation pour requérir et se faire délivrer le mandement ou bordereau de collocation.

A Paris	5 fr.	» c.
Dans le ressort	3	75

Nota. Les bordereaux de collocation et l'ordonnance de mainlevée des inscriptions non utilement colloquées, contenant nécessairement la totalité du procès-verbal du juge-commissaire, l'expédition entière serait un double emploi : elle ne sera ni levée, ni signifiée.

138. — Requête pour demander la subrogation à la poursuite d'ordre; elle ne sera point grossoyée,

A Paris	3 fr.	» c.
Dans le ressort	2	25

139. — Vacation pour la faire insérer au procès-verbal du juge-commissaire,

A Paris	1 fr.	50 c.
Dans le ressort	1	15

Signification de la requête au poursuivant par acte d'avoué à avoué,

A Paris	1 fr.	» c.
Dans le ressort	»	75

Pour la copie, le quart.
Acte servant de réponse,

A Paris	1 fr.	» c.
Dans le ressort	»	75

Pour la copie, le quart.

§ XII *Actes particuliers.*

140. — Pour la consultation de trois avocats exerçant depuis dix ans, qui doit précéder la requête civile principale ou incidente,

A Paris	72 fr.	» c.
Dans le ressort	72	»

141. — Pour la déclaration de dommages-intérêts, par article,

A Paris	» fr.	60 c.
Dans le ressort	»	45

Pour la copie signifiée, par chaque article,

A Paris	» fr. 15 c.
Dans le ressort	» 12

142. — Pour chaque apostille de l'avoué défendeur sur la déclaration de dommages et intérêts,

A Paris	» fr. 60 c.
Dans le ressort	» 45

143. — Composition de l'extrait de l'acte de vente, ou donation, qui doit être dénoncé aux créanciers inscrits par l'acquéreur ou donataire,

A Paris	15 fr. » c.
Dans le ressort	11 75

Et, en outre, par chaque inscription extraite,

A Paris	1 fr. » c.
Dans le ressort	» 75

Les copies de cet extrait et des inscriptions seront taxées comme les copies de pièces.

144. — Il sera taxé aux avoués par chaque journée de campagne, à raison de cinq myriamètres pour un jour, lorsque leur présence sera autorisée par la loi ou requise par leurs parties, compris leurs frais de transport et de nourriture,

A Paris	30 fr. » c.
Dans le ressort	22 50

145. — Quand les parties seront domiciliées hors de l'arrondissement du tribunal, il sera passé à leurs avoués, pour frais de port de pièces et de correspondances, par chaque jugement définitif,

A Paris	10 fr. » c.
Dans le ressort	7 50

Et par chaque interlocutoire,

A Paris	5 fr. » c.
Dans le ressort	3 75

146. — Lorsque les parties feront un voyage, et qu'elles se seront présentées au greffe, assistées de leur avoué, pour y affirmer que le voyage a été fait dans la seule vue du procès, il leur sera alloué, quels que soient leur état et leur profession, pour frais de voyage, séjour et retour, trois francs par chaque myriamètre de distance entre leur domicile et le tribunal où le procès sera pendant; et à l'avoué, pour vacation au greffe,

A Paris	1 fr. 50 c.
Dans le ressort	1 15

Il ne sera passé en taxe qu'un seul voyage en première instance et un seul en cause d'appel. La taxe pour la partie sera la même en l'un et l'autre cas.

Cependant, si la comparution d'une partie avait été ordonnée par jugement, et qu'en définitive les dépens lui fussent adjugés, il lui sera alloué pour cet objet une taxe légale à celle d'un témoin.

CHAPITRE TROISIÈME.

Avoués de la Cour d'appel de Paris

147. — Les émoluments des avoués de la Cour d'appel seront taxés au même prix et dans la même forme que ceux des avoués du tribunal de première instance de Paris, avec une augmentation sur chaque espèce de droits; savoir, dans les matières sommaires, du double, et dans les matières ordinaires, du double pour le droit de consultation, ainsi que pour le port de pièces, lorsque les parties seront domiciliées hors de l'arrondissement du tribunal de première instance de Paris; et pour les autres droits, d'une moitié seulement de ceux attribués aux avoués de première instance.

Néanmoins, dans les demandes de condamnation de frais d'un avoué contre sa partie, il ne sera alloué que moitié du droit ci-dessus fixé pour les matières sommaires.

148. — Les frais des demandes afin de défenses contre les jugements mal à propos qualifiés en dernier ressort, ou dont l'exécution provisoire a été mal à propos ordonnée, hors les cas prévus par la loi, ainsi que ceux des demandes à fin d'exécution provisoire des jugements non qualifiés ou mal à propos qualifiés en premier ressort, et de ceux qui n'auraient pas prononcé l'exécution provisoire dans les cas où elle devait l'être, seront liquidés comme en matière sommaire.

149. — Il en sera de même des frais faits sur les appels d'ordonnance de référé.

150. — Les requêtes en prise à partie, et celles de pourvoi contre un jugement qui a statué sur une demande en rectification d'un acte de l'état civil, quand il n'y a d'autre partie que le demandeur en rectification, seront taxées 15 fr. » c.

CHAPITRE QUATRIÈME

Dispositions communes aux Avoués des Cours et des Tribunaux

151. — 1. Tous les avoués seront tenus d'avoir un registre, qui sera coté et paraphé par le président du tribunal auquel ils seront attachés, ou par un des juges qui siégent, commis par lui, sur lequel registre ils inscriront eux-mêmes, par ordre de date et sans aucun blanc, toutes les sommes qu'ils recevront de leurs parties.

2. Ils représenteront ce registre toutes les fois qu'ils en seront requis et qu'ils formeront des demandes en condamnation de frais; et faute de représentation ou de tenue régulière, ils seront déclarés non recevables dans leurs demandes.

3. Le tarif ne comprend que l'émolument net des avoués et autres officiers; les déboursés seront payés en outre.

4. Les officiers ne pourront exiger de plus forts droits que ceux énoncés au présent tarif, à peine de restitution, dommages et intérêts, et d'interdiction, s'il y a lieu.

5. Il ne sera passé aux juges de paix, aux experts, aux avoués, aux notaires, et à tous officiers ministériels, que trois vacations par jour quand ils opéreront dans le lieu de leur résidence : deux par matinée, et une seule l'après-dînée.

CHAPITRE CINQUIÈME.

Des huissiers audienciers.

§ 1er. — *Des tribunaux de première instance.*

152. — Pour chaque appel de cause sur le rôle, et lors des jugements par défaut, interlocutoires et définitifs, sans qu'ils soit alloué aucun droit pour les jugements préparatoires et de simple remise :

A Paris	» fr.	30 c.
Dans les tribunaux du ressort.	»	25

153, 154 et 155. — *Abrogés.*

156. — Pour signification de toute espèce, d'avoué à avoué, sans aucune distinction, à l'ordinaire :

A Paris	» fr.	30 c.
Dans les tribunaux du ressort.	»	25

Pour significations extraordinaires, c'est-à-dire à une autre heure que celle où se font les significations ordinaires, suivant l'usage du tribunal :

A Paris	1 fr.	» c.

NOTA. Ces significations doivent être faites à heure datée; et, à défaut de date, elles ne seront taxées que comme significations ordinaires; elles ne sont passées en taxe, comme extraordinaires, qu'à Paris seulement.

Les huissiers audienciers, quoiqu'ils soient commis pour faire des significations ou autres opérations, ne pourront exiger de plus forts droits que les huissiers ordinaires; et ils seront obligés de se conformer à toutes les dispositions du Code, comme tous les autres huissiers; mais les frais de transport des huissiers de la Cour d'appel commis par elle seront, dans ce cas, alloués suivant la taxe, quelle que soit la distance.

§ II. — *Des huissiers audienciers de la Cour d'appel de Paris.*

157. — Pour l'appel des causes sur le rôle, ou lors des arrêts par défaut, interlocutoires et définitifs, à la charge d'envoyer des bulletins aux avoués pour toutes les remises de cause qui seront ordonnées . . . . . 1 fr. 25. c.

Il ne sera passé aucun droit d'appel pour les simples remises de cause et les jugements préparatoires.

158. — Pour significations de toute espèce, d'avoué à avoué, sans aucune distinction :

A l'ordinaire	» fr.	75 c.
A l'extraordinaire ou à heure datée	1	50

CHAPITRE SIXIÈME.

Des experts, des dépositaires de pièces, et des témoins.

159. — Il sera taxé aux experts, par chaque vacation de trois heures, quand ils opéreront dans les lieux où ils sont domiciliés ou dans la distance de deux myriamètres; savoir, dans le département de la Seine :

Pour les artisans ou laboureurs.	4 fr.	» c.
Pour les architectes et autres artistes	8	»

Dans les autres départements :

Aux artisans et laboureurs	3 fr.	» c.
Aux architectes et autres artistes	6	»

160. — Au delà de deux myriamètres, il sera alloué par chaque myriamètre, pour frais de voyage et nourriture, aux architectes et autres artistes, soit pour aller, soit pour revenir.

A ceux de Paris	6 fr.	» c.
A ceux des départements	4	50

161. — Il leur sera alloué pendant leur séjour, à la charge de faire quatre vacations par jour, savoir :

A ceux de Paris	32 fr.	» c.
A ceux des départements.	24	»

NOTA. La taxe sera réduite, dans le cas où le nombre de quatre vacations n'aurait pas été employé.

S'il y a lieu à transport d'un laboureur au delà de deux myriamètres, il sera alloué trois francs par myriamètre pour aller et autant pour le retour, sans néanmoins qu'il puisse rien être alloué au delà de cinq myriamètres.

162. — Il sera encore alloué aux experts deux vacations, l'une pour leur prestation de serment, l'autre pour le dépôt de leur rapport, indépendamment de leurs frais de transport s'ils sont domiciliés à plus de deux myriamètres de distance du lieu où siége le tribunal; il leur sera accordé par myriamètre, en ce cas, le cinquième de leur journée de campagne.

Au moyen de cette taxe, les experts ne pourront rien réclamer ni pour frais de voyage et de nourriture, ni pour s'être fait aider par des écrivains ou par des toiseurs ou porte chaînes, ni sous quelque autre prétexte que ce soit; ces frais, s'ils ont eu lieu, restant à leur charge.

Le président, en procédant à la taxe de leurs vacations, en réduira le nombre s'il lui paraît excessif.

163. — Il sera taxé aux experts en vérification d'écritures et en cas d'inscription de faux incident, par chaque vacation de trois heures, indépendamment de leurs frais de voyage, s'il y a lieu.

A Paris	8 fr.	» c.
Dans les tribunaux du ressort	6	»

164. — Il ne leur sera rien alloué pour prestation de serment ni pour dépôt de leur procès-verbal, attendu qu'ils doivent opérer en présence du juge ou du greffier, et que le tout est compris dans leurs vacations.

165. — Il leur sera alloué pour frais de voyage, s'ils sont domiciliés à plus de deux myriamères du lieu où se fait la vérification,

A Paris	32 fr.	» c.
Dans les tribunaux du ressort	24	»

A raison de cinq myriamètres par journée, et au moyen de cette taxe, ils ne pourront rien réclamer pour frais de transport et de nourriture.

166. — Il sera taxé aux dépositaires qui devront représenter les pièces de comparaison en vérification d'écritures ou arguées de faux incident, indépendamment de leurs frais de voyage, par chaque vacation de trois heures, devant le juge-commissaire ou le greffier ; savoir,

1° Aux greffiers	1° des cours d'appel	12 fr.	» c.
	2° des cours d'assises	12	»
	3° des tribunaux de première instance	10	»
2° Aux notaires	1° de Paris	9	»
	2° des départements	6	75
3° Aux avoués	1° des cours d'appel	8	»
	2° des tribunaux de première instance	6	»
4° Aux huissiers	1° de Paris	5	»
	2° des départements	4	»
5° Aux autres fonctionnaires publics ou autres particuliers, s'ils le requièrent		6	»

167. — Il sera taxé au témoin, à raison de son état et de sa profession, une journée pour sa déposition ; et s'il n'a pas été entendu le premier jour pour lequel il aura été cité, dans le cas prévu par l'article 267, il lui sera passé deux journées indépendamment des frais de voyage, si le témoin est domicilié à plus de deux myriamètre du lieu où se fait l'enquête.

Le *maximum* de la taxe du témoin sera de 10 fr ; et le *minimum*, de 2 fr.

Les frais de voyage sont fixés à 3 francs par myriamètre pour l'aller et le retour.

CHAPITRE SEPTIÈME.

Des notaires

I. — 168. — Il sera taxé aux notaires, pour tous les actes indiqués par le Code civil et par le Code judiciaire,

Pour chaque vacation de trois heures,

1° Aux compulsoires faits en leur étude,

2° Devant le juge en cas que leur transport devant lui ait été requis,

3° A tout acte respectueux et formel pour demander le conseil du père et de la mère, ou celui des aïeuls ou aïeules, à l'effet de contracter mariage,

4° Aux inventaires contenant estimation des biens meubles, immeubles des époux qui veulent demander le divorce par consentement mutuel,

5° Aux procès-verbaux qu'ils doivent dresser de tout ce qui aura été dit et fait devant le juge, en cas de demande en divorce par consentement mutuel,

6° Aux inventaires après décès,

7° En référé devant le président du tribunal, s'il s'élève des difficultés ou s'il est formé des réquisitions pour l'administration de la communauté ou de la succession, ou pour tous autres objets,

8° A tous les procès verbaux qu'ils dresseront en tous autres cas et dans lesquels ils seront tenus de constater le temps qu'ils y auront employé.

9° Au greffe, pour y déposer la minute du procès-verbal des difficultés élevées dans les partages, contenant les dires des parties,

10. A Paris	9 fr.	» c.
Dans les les villes où il y a tribunal de première instance.	6	»
Partout ailleurs	4	»

169. — Dans tous les cas où il est alloué des vacations aux notaires, il ne leur sera rien passé pour les minutes de leurs procès-verbaux.

II. — 170. — Quand les notaires seront obligés de se transporter à plus d'un myriamètre de leur résidence, indépendamment de leur journée, il leur sera alloué pour tous frais de voyage et de nourriture, par chaque myriamètre, un cinquième de leurs vacations et autant pour leur retour;

Et par journée, qui sera comptée à raison de cinq myriamètres, aussi pour l'aller et le retour, quatre vacations.

III. — 171. — Il sera passé aux notaires, pour la formation des comptes que les copartageants peuvent se devoir de la masse générale de la succession, des lots et des fournissements à faire à chacun des copartageants, une somme correspondante au nombre des vacations que le juge arbitrera avoir été employées à la confection de l'opération.

IV. — *172. — Abrogé.*

V. — 173. — Tous les autres actes du ministère des notaires, notamment les partages et ventes volontaires qui auront lieu par devant eux, seront taxés par le président du tribunal de première instance de leur arrondissement, suivant leur nature et les difficultés que leur rédaction aura présentées, et sur les renseignements qui lui seront fournis par les notaires et les parties.

VI. — 174. — Les expéditions de tout les actes reçus par les notaires, y compris celles des inventaires et de tous procès-verbaux, contiendront vingt-cinq lignes à la page et quinze syllabes à la ligne, et leur seront payées, par chaque rôle,

A Paris	3 fr.	» c.
Dans les villes où il y a tribunal de première instance . .	2	»
Partout ailleurs	1	50.

VIII. — 175. — Les notaires seront tenus de prendre à leur chambre de discipline, et de faire afficher dans leurs études, l'extrait des jugements qui auront prononcé des interdictions contre des particuliers, ou qui leur auront nommé des conseils, sans qu'il soit besoin de leur signifier les jugements.

LIQUIDATION DES DÉPENS.

ARTICLE 1er. — La liquidation des dépens en matière sommaire sera faite par les arrêts et jugements qui les auront adjugés; à cet effet, l'avoué qui aura obtenu la condamnation, remettra dans le jour, au greffier tenant la plume à l'audience, l'état des dépens adjugés; et la liquidation en sera insérée dans le dispositif de l'arrêt ou jugement.

2. — Les dépens dans les matières ordinaires seront liquidés par un des juges qui aura assisté au jugement ; mais le jugement pourra être expédié et délivré avant que la liquidation soit faite.

3. — L'avoué qui requerra la taxe, remettra au greffier l'état des dépens adjugés, avec les pièces justificatives.

4. — Le juge chargé de liquider taxera chaque article en marge de l'état, sommera le total au bas, le signera, mettra le *taxé* sur chaque pièce justificative et paraphera ; l'état demeure annexé aux qualités.

5. — Le montant de la taxe sera porté au bas de l'état des dépens adjugés ; il sera signé du juge qui aura procédé et du greffier. Lorsque ce montant n'aura pas été compris dans l'expédition de l'arrêt ou jugement, il en sera délivré exécutoire par le greffier.

6. — L'exécutoire ou le jugement au chef de la liquidation seront susceptibles d'opposition. L'opposition sera formée dans les trois jours de la signification à avoué avec citation ; il y sera statué sommairement, et il ne pourra être interjeté appel de ce jugement que lorsqu'il y aura appel de quelque disposition sur le fond.

7. — Si la partie qui a obtenu l'arrêt ou le jugement néglige de le lever, l'autre partie fera une sommation de le lever dans les trois jours.

8. — Faute de satisfaire à cette sommation, la partie qui aura succombé pourra lever une expédition du jugement, sans que les frais soient taxés ; sauf à l'autre partie à les faire taxer dans la forme ci-dessus prescrite.

9. — Les demandes des avoués et autres officiers ministériels en paiement de frais contre les parties pour lesquelles ils auront occupé ou instrumenté, seront portées à l'audience, sans qu'il soit besoin de citer en conciliation ; il sera donné, en tête des assignations, copie du mémoire des frais réclamés.

TARIF DES FRAIS DE TAXE.

Il ne sera rien alloué aux avoués pour l'état des dépens adjugés en matière sommaire, qu'ils doivent remettre aux greffiers, à l'effet d'en faire donner la liquidation dans l'arrêt ou le jugement.

Pour chaque article entrant en taxe des dépens adjugés en matière ordinaires,

Il sera alloué . . . . . » fr. 10 c.

Au moyen de cette taxe, il ne sera alloué à l'avoué aucune vacation à l'effet de remettre et retirer les pièces justificatives.

Nota. Il ne pourra être fait qu'un article pour chaque pièce de la procédure, tant pour l'avoir dressée que pour l'original, copie et signification, et tous les droits qui en résultent.

Chaque article sera divisé en deux parties ; la première comprendra les déboursés, y compris le salaire des huissiers, et la seconde l'émolument net de l'avoué ; en conséquence, les états seront formés sur deux colonnes, l'une des déboursés, l'autre de l'émolument de l'avoué.

Pour la sommation, à l'avoué de la partie qui a obtenu la condamnation de dépens, de lever le jugement,

A Paris	1 fr.	» c.
Dans le ressort	»	75

Et pour la copie, le quart.

Pour l'original de l'acte contenant opposition, soit à un exécutoire de dépens, soit au chef du jugement qui les a liquidés, avec somnation de comparaître à la chambre du conseil pour être statué sur la dite opposition,

A Paris	1 fr.	» c.
Dans le ressort	»	75

Et pour chaque copie, le quart.

Pour assistance et plaidoirie à la chambre du conseil,

A Paris	7 fr.	50 c.

Dans le ressort, les trois quarts.

Pour les qualités et signification à avoué du jugement qui interviendra, s'il n'y a qu'une partie, le tout ensemble,

A Paris	5 fr.	» c.
Dans le ressort	4	»

S'il y a plusieurs avoués, pour chacune des autres copies, tant des qualités que du jugement,

A Paris	1 fr.	» c.
Dans le ressort	»	75

Il ne sera passé aucun droit pour la taxe des frais.

DROITS DES GREFFIERS DES TRIBUNAUX DE COMMERCE

Indépendamment de ceux qui sont accordés par la loi du 11 mars 1799, et par le décret du 12 juillet 1808.

Article premier. — Indépendamment des droits et remises qui sont accordés aux greffiers des tribunaux de commerce par la loi du 11 mars 1799 et par le décret du 12 juillet 1808, ces officiers percevront à leur profit les droits ci-après établis :

§ 1er. — *Jugements.*

N° 1. Pour chaque jugement interlocutoire et préparatoire porté sur la feuille d'audience, ceux de simple remise exceptés . . . . . » fr. 50 c.

Pour chaque jugement expédié et dont les qualités se rédigeront dans le greffe, savoir :

S'il est par défaut	1	»
Et s'il est contradictoire	2	»

§ II. — *Procès-verbaux.*

Pour chaque procès-verbal,		
N° 2, de compulsoire	4	»
N° 3, d'interrogatoire sur faits et articles	2	»
N° 4, de l'assemblée des créanciers pour la formation de la liste des candidats aux fonctions de syndics provisoires	2	»
N° 5, de reddition du compte des agents aux syndics provisoires	3	»
N° 6, de vérification et affimation des créances.		
Pour chaque créancier	»	50
Et pour un contredit contre-signé au procès-verbal sur lequel il y aurait renvoi à l'audience	»	50
N° 7, de mise en demeure des créanciers non comparants	2	»
N° 8, de l'assemblée des créanciers dont les créances ont été admises pour passer un concordat ou un contrat d'union	3	»
N° 9, de reddition du compte définitf des syndics provisoires au failli, en cas de concordat	3	»
N° 10, de reddition du compte des syndics provisoires aux syndics définitifs en cas d'union	3	»
N° 11, de reddition du compte des syndics aux créanciers de l'union	3	»
N° 12. de l'assemblée des créanciers pour prendre une délibération quelconque non prévue par les dispositions précédentes	3	»

§ III. — *Actes spéciaux aux Tribunaux de commerce des villes maritimes.*

N° 13. Pour la rédaction du rapport d'un capitaine de navire, à l'arrivée d'un voyage de long cours ou de grand cabotage	3 fr.	» c.
N° 14. Pour la déclaration des causes de relâche dans le cours d'un voyage,	2	»
N° 15. Pour la rédaction du rapport d'un capitaine en cas de naufrage ou échouement	3	»

§ IV. *Formalités diverses.*

N° 16. Pour l'affiche et pour l'insertion dans les journaux, à faire dans les cas prévus par les articles 476 et 512 du Code de comm.	1 fr.	» c.
N° 17. Pour la rédaction, l'impression et l'envoi des lettres individuelles de convocation aux créanciers d'une faillite dans le cas prévu par l'article 176 du Code de c., par chaque lettre	»	10
Droit de recherche	»	15
N° 18. Pour la rédaction des certificats délivrés par le greffier, dans les cas prévus par les lois, règlements ou jugements	1	»

Les greffiers des tribunaux de commerce inscriront, au pied des expéditions qu'ils délivreront aux parties, le détail des déboursés et des droits auxquels chaque acte aura donné lieu.

A défaut d'expédition, ils écriront ce détail sur des états signés d'eux et qu'ils remettront aux parties.

Ils porteront sur le registre prescrit par l'article 13 de la loi du 11 mars 1799, toutes les sommes qu'ils percevront, soit en vertu de la présente ordonnance, soit en vertu des lois et règlements antérieurs; les déboursés et et les émoluments seront inscrits dans des colonnes séparées.

3. — Le présent tarif ne s'applique point aux actes des greffiers des tribunaux civils qui exercent la juridiction commerciale.

Il ne s'applique pas non plus à ceux des actes spécifiés dans l'article 1er, qui sont dressés par les greffiers des justices de paix, dans le cas où les juges de paix sont autorisés par la loi à les recevoir.

4. — Le décret du 6 janvier est abrogé.

5. — Si les greffiers des tribunaux de commerce ou leurs commis reçoivent, sous quelque prétexte que ce soit, d'autres ou de plus forts droits que ceux qui sont attribués par la loi du 11 mars 1799, par le décret du 12 juillet 1808 et par la présente ordonnance, il est enjoint aux présidents de ces tribunaux d'en informer immédiatement les procureurs généraux. Il en sera pareillement fait rapport au garde des sceaux.

Les contrevenants seront, selon la gravité des circonstances, destitués de leur emploi, traduits devant la police correctionnelle, pour être condamnés à l'amende déterminée par l'article 23 de la loi du 11 mars 1799, ou poursuivis extraordinairement en vertu de l'article 174 du Code pénal; sans préjudice, dans tous les cas, de la restitution des sommes indûment perçues, et des dommages et intérêts quand il y aura lieu.

TITRE PREMIER.

DISPOSITIONS COMMUNES A TOUTE LA FRANCE.

CHAPITRE PREMIER

Greffiers des tribunaux de première instance.

Article premier. — Il est alloué aux greffiers des tribunaux de première instance,

Pour la communication sans déplacement, tant du cahier des charges que du procès-verbal d'expertise. . . . . 15 fr. » c.

Ce droit sera dû, soit qu'il y ait, soit qu'il n'y ait pas d'expertise. Toutefois, si l'expertise a été ordonnée en matière de licitation, le droit sera réduit à . . . . . 12 »

Il sera perçu, lors du premier dépôt, au greffe, soit du procès-verbal d'expertise, soit du cahier des charges.

CHAPITRE DEUXIÈME.

Conservateur des hypothèques.

Art. 2. — Il est alloué au conservateur des hypothèques, pour :

1. La transcription de chaque procès-verbal de saisie immobilière et de ce procès-verbal au saisi, par rôle d'écriture du conservateur, contenant vingt-cinq lignes à la page et dix-huit syllables à la ligne. . 1 fr. » c.

2. L'acte du conservateur contenant son refus de transcription, en cas de précédente saisie. . . . . 1 fr. »

3. Chaque extrait d'inscription ou certificat qu'il n'en existe aucune . . . . . 1 »

La mention des deux notifications prescrites par les articles 691 et 692 du Code de procédure civile. . . . . 1 »

5. La radiation de la saisie immobilière . . . . . 1 »

6. La mention du jugement d'adjudication . . . . . 1 »

7. La mention du jugement de conversion . . . . . 1 »

TITRE DEUXIEME

DISPOSITIONS POUR LE RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

CHAPITRE PREMIER.

Huissiers.

§ 1er. — *Huissiers ordinaires.*

ART. 3. — ACTES DE PREMIÈRE CLASSE.

1. Il est alloué aux huissiers ordinaires,
Pour l'original du commandement tendant à saisie immobilière :

A Paris. . . . . 2 fr. » c.
Dans le ressort. 1 50

Pour chaque copie, le quart de l'original.

Pour droit de copie du titre, par rôle contenant vingt lignes à la page et dix syllables à la ligne, ou évalué sur ce pied :

A Paris . . . . . » fr. 25 c.
Dans le ressort . . . . . » 20

2. Pour l'original de l'assignation en référé ;

3. De la demande en nullité de bail ;

4. De l'acte d'opposition entre les mains des fermiers ou locataires, ou de la simple sommation aux mêmes ;

5. De la signification aux créanciers inscrits de l'acte de consignation faite par l'acquéreur en cas d'aliénation, qui peut avoir lieu après saisie immobilière sous la condition de consigner;

6. De la sommation à la partie saisie et aux créanciers de prendre communication du cahier des charges;

7. De la signification du jugement d'adjudication;

8. De la demande en résolution qui doit être formée avant l'adjudication et notifiée au greffe.

9. De l'exploit d'ajournement;

10. De la demande en distraction de tout ou partie des objets saisis immobilièrement contre la partie qui n'a pas avoué en cause;

11. De l'acte d'appel qui doit être en même temps notifié au greffier du tribunal et visé par lui;

12. De la signification du bordereau de collocation avec commandement;

13. De la signification des jour et heure de l'adjudication sur folle enchère;

14. De la sommation à faire à l'ancien et au nouveau propriétaire, et, s'il y a lieu, au créancier surenchérisseur;

15. De l'avertissement qui doit être donné au subrogé-tuteur;

16. De la demande en partage.

17. Et généralement de tous actes simples non compris dans l'acte suivant.

18. A Paris	2 fr.	» c.
Dans le ressort.	1	50

Pour chaque copie, le quart de l'original.

ART. 4. — PROCÈS-VERBAUX ET ACTES DE SECONDE CLASSE.

1. Pour un procès-verbal de saisie immobilière auquel il n'aura été employé que trois heures :

A Paris	6 fr.	» c.
Dans le ressort.	5	30

Et cette somme sera augmentée par chacune des vacations subséquentes qui auront pu être employées, de :

A Paris.	5	»
Dans le ressort	4	»

L'huissier ne se fera pas assister de témoins.

2. Pour la dénonciation de la saisie immobilière à la partie saisie.

A Paris.	2 fr.	50 c.
Dans le ressort.	2	»

Pour la copie de ladite dénonciation, le quart.

3. Pour l'original de l'acte contenant réquisition d'un créancier inscrit, à fin de mise aux enchères et adjudication publique de l'immeuble aliéné par son débiteur :

A Paris.	5 fr.	» c.
Dans le ressort.	4	»

Et pour la copie, le quart.

L'original et la copie de cette réquisition seront signés par le requérant ou par son fondé de procuration spéciale.

4. Pour le procès-verbal d'apposition de placards dans toutes les ventes judiciaires, y compris le salaire de l'afficheur :

A Paris	8	»
Dans le ressort	6	»

Art. 5. — Il ne sera rien alloué aux huissiers pour transport jusqu'à un demi-myriamètre.

Il leur sera alloué au delà d'un demi-myriamètre, pour frais de voyage qui ne pourra excéder une journée de cinq myriamètres (dix lieues anciennes), savoir, au delà d'un demi-myriamètre et jusqu'à un myriamètre, pour aller et retour :

A Paris	4	»
Dans le ressort	4	»

Au delà d'un myriamètre, il sera alloué,

Par chaque demi-myriamète, sans distinction . . . . . 2 fr. » c.

2. Il sera taxé pour visa de chacun des actes qui y sont assujettis,

A Paris	1 fr.	» c.
Dans le ressort	»	75

§ II. — *Huissiers audienciers des tribunaux de première instance.*

Art. 6. — Il est alloué aux huissiers audienciers des tribunaux de première instance,

1. Pour publication du cahier des charges :

A Paris	1 fr.	» c.
Dans le ressort	»	75

2. Lors de l'adjudication y compris les frais de bougies que les huissiers disposeront et allumeront eux-mêmes :

A Paris	5	»
Dans le ressort	3	75

Ce droit sera alloué à raison de chaque lot adjugé, quelle qu'en soit la composition, sans qu'il puisse être exigé sur un nombre de lots supérieur à six.

Lorsque, après l'ouverture des enchères, l'adjudication n'aura pas lieu, il sera alloué aux huissiers, y compris les frais de bougies et quelque soit le nombre des lots :

A Paris	5 fr.	» c.
Dans le ressort	3	75

CHAPITRE II.

Avoués de première instance.

§ 1er. — *Émoluments spéciaux à chaque nature de vente.*

ART. 7. — SAISIE IMMOBILIÈRE.

Il est alloué aux avoués de première instance, pour chacune des vacations suivantes :

1. Vacation à faire transcrire la saisie immobilière et l'exploit de dénonciation;

2. Vacation pour se faire délivrer l'extrait des inscriptions.

3. Vacation à l'examen de l'état d'inscription et pour préparer la sommation au vendeur de l'immeuble saisi;

4. Vacation à la mention, aux hypothèques, de la notification prescrite par les articles 691 et 692 du Code de procédure civile;

5. Vacation à la mention sommaire du jugement d'adjudication en marge de la transcription de la saisie.

6 Vacation à la mention sommaire du jugement de conversion en marge de la transtription de la saisie :

A Paris.	6 fr.	» c.
Dans le ressort	4	20

8. Pour la vacation à la publication, compris les dires qui pourront avoir lieu.

A Paris.	3 fr.	» c.
Dans le ressort.	2	45

9. Pour l'acte de la dénonciation de la plus ample saisie au premier saisissant, à la requête du plus ample saisissant, avec sommation de se mettre en état :

A Paris.	3 fr.	» c.
Dans le ressort.	2	»

10. Vacation pour déposer au greffe les titres justificatifs d'une demande en distraction d'objets immobiliers saisis.

A Paris.	3 fr.	» c.
Dans le ressort.	2	25

11. Requête non grossoyée et non signifiée, sur le consentement de toute les parties intéressées, pour demander, après saisie immobilière, que l'immeuble saisi soit vendu aux enchères par-devant notaire ou en justice.

A chaque avoué signataire de la requête :

A Paris	6 fr.	» c.
Dans le ressort.	4	50

ART. 8. — *Surenchère sur aliénation volontaire.*

Requête pour faire commettre un huissier :

A Paris.	2 fr.	» c.
Dans le ressort	1	50

Vacation pour faire au greffe la soumission de la caution et déposer les titres justificatifs de sa solvabilité :

A Paris.	3 fr.	» c.
Dans le ressort	2	25

Vacation pour prendre communication des pièces justificatives de la solvabilité de la caution :

A Paris	3 fr.	» c.
Dans le ressort	3	»

ART. 9. — *Vente de biens de mineurs.*

1. Requête à fin d'homologation de l'avis du conseil de famille pour aliéner les immeubles des mineurs :

A Paris	7 fr. 50 c.
Dans le ressort	5 50

2. Vacation à prendre communication de la minute du rapport des experts :

Paris	6 fr. » c.
Dans le ressort	4 fr. 50

Requête pour demander l'entérinement du rapport :

A Paris	7 fr. 50 c.
Dans le ressort	5 fr. 50 c.

Il sera alloué aux avoués, sans distinction de résidence, dans le cas où l'expertise n'aura pas lieu, à raison des soins et des démarches nécessaires pour la fixation de la mise à prix. . . . . 25 fr. » c.

Sans préjudice du supplément de remise proportionnelle accordée par l'article 11 de la présente ordonnance.

3. Vacation à prendre communication du cahier des charges, au cas de renvoi devant notaire :

A Paris	6 fr. » c.
Dans le ressort	4 fr. 50 c.

4. Requête pour obtenir l'autorisation de vendre au-dessous de la mise à prix :

A Paris	7 fr. 50 c.
Dans le ressort	5 fr. 50 c.

5. Ces émoluments seront les mêmes lorsqu'il s'agira de ventes d'immeubles dépendant d'une succession bénéficiaire, d'immeubles dotaux, ou provenant, soit d'une succession vavante, soit d'un débiteur failli ou qui a fait cession.

ART. 10. — *Partages et licitations.*

1. Requête à fin de remplacement du juge ou du notaire commis :

A Paris	3 fr. » c.
Dans le ressort , ...	2 25

2. — Vacation à prendre communication de procès-verbal d'expertise :

A Paris	6 fr. » c.
Dans le ressort	4 50

Acte de conclusions d'avoué à avoué pour demander l'entérinement du rapport :

A Paris.	7 fr. 50 c.
Dans le ressort	5 50

Pour la copie, le quart.

Il sera alloué aux avoués, sans distinction de résidence, dans le cas où l'expertise n'aura pas lieu, à raison des soins et démarches nécessaires pour la fixation de la mise à prix en cas de vente, ou pour l'estimation et la composition des lots, en cas de partage en nature . . . . . 25 fr. » c.

Sans préjudice du supplément de remise proportionnelle accordé par l'article 11 de la présente ordonnance. Aucune remise proportionnelle ne sera due toutefois dans les cas de partage en nature.

3. — Sommation de prendre communication du cahier des charges :

A Paris	1 fr.	» c.
Dans le ressort.	«	75

Pour la copie, le quart.

Vacation à prendre communication du cahier des charges, pour chaque avoué colicitant :

En l'étude du notaire, pour l'avoué poursuivant et pour chaque avoué colicitant :

A Paris	6 fr.	» c.
Dans le ressort	4	50

4.— Acte de conclusions d'avoué à avoué pour obtenir l'autorisation de vendre au-dessous de la mise à prix :

A Paris	7 fr.	50 c.
Dans le ressort.	5	50

Pour la copie, le quart.

§ II. — *Emoluments communs aux différentes ventes.*

Art. 11. —1. Pour la grosse du cahier des charges, qui ne sera signifiée dans aucun cas, par rôle contenant vingt-cinq lignes à la page et douze syllabes à la ligne.

A Paris.	2 fr.	» c.
Dans le ressort	1	50 c.

Vacation pour déposer au greffe le cahier des charges :

A Paris.	3 fr.	» c.
Dans le ressort	2	45

2. Pour l'extrait qui doit être inséré dans le journal désigné par les Cours d'appel.

A Paris.	2 fr.	» c.
Dans le ressort	1	50

Il sera passé autant de droits à l'avoué qu'il y aura eu d'insertions prescrites par le Code.

3. Pour obtenir l'ordonnance tendant à faire l'insertion extraordinaire :

A Paris	2 fr.	» c.
Dans le ressort	1	50

Cette vacation ne sera allouée qu'autant que l'autorisation aura été obtenue.

Pour faire faire l'insertion extraordinaire :

A Paris	2 fr.	» c.
Dans le ressort	1	50

4. Pour faire légaliser la signature de l'imprimeur par le maire :

A Paris	2 fr.	» c.
Dans le ressort	1	50

5. Pour l'extrait qui doit être imprimé et placardé, et qui servira d'original et ne pourra être grossoyé.

A Paris	6 fr.	» c.
Dans le ressort	4	50

L'avoué poursuivant aura droit à cette allocation toutes les fois que de nouvelles appositions de placards auront été nécessaires.

6. Vacation à l'adjudication :

A Paris..	15 fr.	» c.
Dans le ressort	12	» c.

Ce droit sera alloué à raison de chaque lot adjugé, quelle qu'en soit la composition, sans que ce droit puisse être exigé sur un nombre de lots supérieur à six.

Néanmoins, la somme provenant de la réunion de tous les droits alloués sera répartie également entre tous les adjudicataires, quel qu'en soit le nombre.

7. Indépendamment des émoluments ci-dessus fixés, il sera alloué à l'avoué poursuivant, sur le prix des biens dont l'adjudication sera faite au-dessus de 2,000 francs, savoir :

Depuis 2,000 francs jusqu'à 10,000 francs.	1 » p. 100;
Sur la somme excédant 10,000 francs jusqu'à 50,000 fr.	» 1/2 p. 100;
Sur la somme excédant 50,000 francs jusqu'à 100,000 fr.	» 1/4 p. 100;
Et sur l'excédant de 100,000 francs indéfiniment. . . .	» 1/8 p. 100;

En cas d'adjudication par lots de biens compris dans la même poursuite, en l'état où elle se trouvera lors de l'adjudication, la totalité du prix des lots sera réunie pour fixer le montant de la remise.

Le montant de la remise sera calculé sur le prix de chaque lot, séparément, lorsque les lots seront composés d'immeubles distincts.

Cette remise, lorsque le tribunal n'aura pas ordonné l'expertise dans les cas où elle est facultative, sera :

Depuis 2,000 francs jusqu'à 10,000 francs.	1 1/2 p. 100;
Sur la somme excédant 10,000 francs jusqu'à 100,000 fr.	1 » p. 100;
Sur l'excédant de 100,000 francs jusqu'à 300,000 francs .	» 1/2 p. 100;
Et sur l'excédant de 300,000 francs indéfiniment, de . .	» 1/4 p. 100;

La remise proportionnelle sur le prix de l'adjudication sera divisée, en licitation, ainsi qu'il suit :

Moitié appartiendra à l'avoué poursuivant;

La seconde moitié sera partagée par égales portions entre les avoués qui ont occupé dans la licitation, y compris l'avoué poursuivant, qui aura sa part comme les autres dans cette seconde moitié.

8. Vacation au jugement de remise :

A Paris	7 fr.	50 c.
Dans le ressort	5	62

9. Vacation pour enchérir :

A Paris	6 fr.	» c.
Dans le ressort	4	90

10. Vacation pour enchérir et se rendre adjudicataire :

A Paris	15 fr.	» c.
Dans le ressort	11	25

11. Vacation pour faire la déclaration de command :

A Paris	6 fr.	» c.
Dans le ressort	4	50

12. Les vacations pour enchérir, ou pour les déclarations de command, sont à la charge de l'enchérisseur ou de l'adjudicataire.

ART. 12. — 1. Vacation pour faire au greffe la surenchère du sixième au moins du prix principal de l'adjudication.

A Paris	15 fr.	» c.
Dans le ressort	11	25

2. Pour acte de la dénonciation de la surenchère contenant avenir :

A Paris	1 fr.	» c.
Dans le ressort		75

Et pour chaque copie, le quart.

3. Vacation pour requérir le certificat du greffier ou du notaire constatant que l'adjudicataire n'a pas justifié de l'acquit des conditions exigibles de l'adjudication :

A Paris	3 fr.	» c.
Dans le ressort	2	25

4. Les émoluments des avoués pour le dépôt de l'acte tenant lieu de cahier des charges, pour les extraits à placarder ou à insérer dans les journaux, pour enchérir, se rendre adjudicataire et faire la déclaration de command : par suite de la surenchère autorisée par l'article 708, ou de la folle enchère, seront taxés comme il est dit dans l'article 11 : le droit de remise proportionnelle sur l'excédant produit par la surenchère et la folle enchère sera alloué à l'avoué qui les aura poursuivies.

5. Les autres incidents des ventes judiciaires ne pourront donner lieu à d'autres et plus forts droits que ceux établis par les matières sommaires.

ART. 13. Les copies de pièces, qui appartiendront à l'avoué, seront taxées, à raison du rôle de vingt-cinq lignes à la page et de douze syllabes à la ligne :

A Paris	0 fr.	30 c.
Dans le ressort		25

CHAPITRE TROISIÈME

Des notaires

ART. 14. — Dans le cas où les tribunaux renverront des ventes d'immeubles par devant des notaires, ceux-ci auront droit, pour la grosse du cahier

des charges, par rôle contenant vingt-cinq lignes à la page et douze syllabes à la ligne :

A Paris	2 fr.	» c.
Dans le ressort	1	50

Ils auront droit, en outre,

Sur le prix des biens vendus, jusqu'à 10,000 francs, à .	1	» p. 100;
Sur la somme excédant 10,000 fr. jusqu'à 50,000 fr., à	»	1/2 p. 100;
Sur la somme excédant 50,000 fr. jusqu'à 100,000 fr., à	»	1/4 p. 100;
Et sur l'excédant de 100,000 francs indéfiniment, à. . .	»	1/8 p. 100;

Moyennant les allocations ci-dessus, les notaires sont chargés de la rédaction du cahier des charges, de la réception des enchères et de l'adjudication ; ils ne pourront rien exiger pour les minutes de leurs procès-verbaux d'adjudication.

Les avoués restent chargés de l'accomplissement des autres actes de procédure; ils auront droit aux émoluments fixés pour ces actes, et, lorsque l'expertise est facultative et n'aura pas été ordonnée, les avoués auront droit en outre à la différence entre la remise allouée pour ce cas par l'article 11 de la présente ordonnance et la remise fixée par le paragraphe 2 du présent article.

CHAPITRE QUATRIÈME

Des experts.

ART. 15. — Il sera taxé aux experts, par chaque vacation de trois heures, quand ils opéreront dans les lieux où ils sont domiciliés, ou dans la distance de deux myriamètres, savoir : dans le département de la Seine :

Pour les artisans ou laboureurs	4 fr.	» c.
Pour les architectes et autres artistes	8	»

Dans les autres départements :

Aux artistes et laboureurs	3 fr.	» c.
Aux architectes et aux autres artistes	6	»

Au delà de deux myriamètres, il sera alloué par chaque myriamètre, pour frais de voyage et nourriture, aux architectes et autres artistes, soit pour aller, soit pour revenir :

A ceux de Paris.	6 fr.	» c.
A ceux des départements, ...	4	50

Il leur sera alloué pendant leur séjour, à la charge de faire quatre vacations par jour, savoir :

A ceux de Paris.	32 fr.	» c.
A ceux des départements.	24	»

La taxe sera réduite dans le cas où le nombre de quatre vacations n'aurait pas été employé.

S'il y a lieu à transport au delà de deux myriamètres, il sera alloué 3 francs par myriamètre pour aller et autant pour le retour, sans néanmoins qu'il puisse être rien alloué au delà de cinq myriamètres.

Il sera encore alloué aux experts deux vacations, l'une pour leur prestation

de serment, l'autre pour le dépôt de leur rapport, indépendamment de leurs frais de transport s'ils sont domiciliés à plus de deux myriamètres de distance du lieu où siége le tribunal; il leur sera accordé par myriamètre, en ce cas, le cinquième de leur journée de campagne.

Au moyen de cette taxe, les experts ne pourront rien réclamer, ni pour frais de voyage et de nourriture, ni pour s'être fait aider par des écrivains ou par des toiseurs et porte-chaînes, ni sous quelque autre prétexte que ce soit; ces frais, s'ils ont lieu, restant à leur charge.

Le président, en procédant à la taxe de leurs vacations, en réduira le nombre, s'il lui paraît excessif.

TITRE TROISIÈME

DISPOSITIONS POUR LES RESSORTS DES AUTRES COURS

ART. 16.— Le tarif réglé par le titre précédent pour le tribunal de première instance établi à Paris, sera commun aux tribunaux de première instance établis à Marseille, Lyon, Bordeaux et Rouen.

Toutes les sommes portées en ce tarif seront réduites d'un dixième dans la taxe des frais et dépens pour les tribunaux de premiêre instance établis dans les villes où siége une Cour d'appel, ou dans les villes dont la population excède trente mille âmes.

Dans tous les autres tribunaux de première instance, le tarif sera le même que celui qui est fixé pour les tribunaux du ressort de la Cour d'appel de Paris autres que celui qui est établi dans cette capitale.

Néanmoins, le droit fixe de 25 francs établi par les articles 9 et 16 de la présente ordonnance, et les remises proportionnelles fixées par les articles 11 et 14, seront perçus dans toute la France, sans distinction de résidence.

Les dispositions du chapitre IV du titre précédent seront appliquées sans autre distinction, à raison de la résidence, que celle qui se trouve indiquée dans ce chapitre.

TITRE QUATRIÈME.

DISPOSITIONS GÉNERALES

ART. 17. — Tous actes et procédures relatifs aux incidents des ventes immobilières et qui ne sont pas l'objet de dispositions spéciales dans la présente ordonnance, seront taxés comme actes et procédures en matière sommaire, conformément à l'article 718 du Code de procédure civile, et suivant les règles établies par le dernier paragraphe de l'article 12 qui précède.

Si, à l'occasion d'une procédure de vente judiciaire d'immeubles, il s'élève une contestation qui n'ait pas le caractère d'incident, et qui doive être considérée comme matière ordinaire, les actes relatifs à cette contestation seront taxés suivant les règles établies pour les procédures en matière ordinaire.

ART. 18. — Dans tous les cahiers des charges, il est expressément défendu de stipuler au profit des officiers ministériels d'autres et plus grands droits que ceux énoncés au présent tarif. Toute stipulation, quelle qu'en soit la forme, sera nulle de droit.

ART. 19. Outre les fixations ci-dessus, seront alloués les simples déboursés justifiés par pièces régulières.

Le timbre des placards autorisés par les articles 699 et 700 du Code de procédure ne passera en taxe que sur un certificat délivré par le président de la chambre des avoués, constatant que le nombre des exemplaires a été vérifié par lui.

ART. 20. — Sont abrogés les nos 11, 12, 13, 14 et 15 du tableau annexé au décret du 21 septembre 1810; les paragraphes 44, 45, 46, 47, 48, 49 de l'article 29; les articles 47, 48, 49, 50 et 63; les paragraphes 14, 15, 16 et 17 de l'article 78; les articles 153, 154, 155, 172 du premier décret du 15 février 1807; la disposition de l'article 65 du même décret relative à l'apposition des placards; le paragraphe de l'article 70 applicable à l'acte de signification du cahier des charges; le paragraphe de l'article 75 applicable aux requêtes contenant demande ou réponse, entérinement du rapport des experts; le paragraphe de l'article applicable à la commission d'un huissier, à l'effet de notifier la réquisition de mise aux enchères.

Sont également abrogées les dispositions des articles 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, en tant qu'elles concernent les saisies immobilières, les surenchères sur aliénations volontaires; les ventes d'immeubles de mineurs et de biens dotaux, dans le régime dotal; les ventes sur licitation, les ventes d'immeubles, dépendant d'une succession bénéficiaire ou vacante, ou provenant d'un débiteur failli ou qui a fait cession.

DROITS DES COMMISSAIRES-PRISEURS.

ARTICLE PREMIER. — Il sera alloué aux commissaires-priseurs :
1° Pour droits de prisée, pour chaque vacation de trois heures,

A Paris, Lyon, Bordeaux, Rouen, Toulouse et Marseille	6 fr.	» c.
Partout ailleurs.	5	»

2° Pour assistance aux référés et pour chaque vacation,

A Paris, Lyon, Bordeaux, Rouen, Toulouse et Marseille	5 fr.	» c.
Partout ailleurs	4	«

3° Pour tous droits de vente, non compris les déboursés pour y parvenir et en acquitter les droits, non plus que la rédaction des placards, six pour cent sur le produit des ventes sans distinction de résidence.

Il pourra, en outre, être alloué une ou plusieurs vacations sur la réquisition des parties, constatée par procès-verbal du commissaire-priseur, à l'effet de préparer les objets mis en vente.

Ces vacations extraordinaires ne seront passées en taxe qu'autant que le produit de la vente s'élèvera à trois mille francs.

Chacune de ces vacations de trois heures donnera droit aux émoluments fixés par le numéro premier du présent article.

4° Pour expédition ou extrait de procès-verbaux de vente, s'ils sont requis, outre le timbre et pour chaque rôle de vingt-cinq lignes à la page et de quinze syllabes à la ligne. . . . . 1 fr. 50 c.

Pour consignation à la caisse, s'il y a lieu :

A Paris, Lyon, Bordeaux, Rouen, Toulouse et Marseille	6 fr.	» c.
Partout ailleurs	5	»

Pour l'assistance à l'essai ou au poinçonnage des matières d'or ou d'argent :

A Paris, Lyon, Bordeaux, Rouen, Toulouse et Marseille	6 fr.	» c.
Partout ailleurs	5	»

Pour paiement des contributions, conformément aux dispositions des lois des 5-18 août 1791 et 12 novembre 1808,

A Paris, Lyon, Bordeaux, Rouen, Toulouse et Marseille	4 fr.	» c.
Partout ailleurs.	3	»

ART. 2. — L'état des vacations, droits et remises alloués aux commissaires-priseurs sera délivré sans frais aux parties. Si la taxe est requise, elle sera faite par le président du tribunal de première instance ou par un juge délégué.

ART. 3. — Toutes perceptions directes ou indirectes, autres que celles autorisées par la présente loi, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles aient lieu, sont formellement interdites.

En cas de contravention, l'officier public pourra être suspendu ou destitué, sans préjudice de l'action en répétition de la partie lésée et des peines prononcées par la loi contre la concussion.

ART. 4. — Il est également interdit aux commissaires-priseurs de faire aucun abonnement ou modification à raison des droits ci-dessus fixés, si ce n'est avec l'État et les établissements publics.

Toute contravention sera punie d'une suspension de quinze jours à six mois. En cas de récidive, la destitution pourra être prononcée.

ART. 5. — Il y aura, entre les commissaires-priseurs d'une même résidence, une bourse commune dans laquelle entrera la moitié des droits proportionnels qui leur seront alloués sur chaque vente.

Néanmoins, les commissaires-priseurs attachés aux monts-de-piété et les commissaires-priseurs du domaine feront leurs versements à la bourse commune, conformément aux traités passés entre eux et les autres commissaires. Ces traités seront soumis à l'homologation du tribunal de première instance, sur les conclusions du procureur du roi.

ART. 6. — Toute convention entre les commissaires-priseurs, qui aurait pour objet de modifier directement ou indirectement le taux fixé par l'article précédent, est nulle de plein droit, et les officiers qui auraient concouru à cette convention encourront les peines prononcées par l'article 4 ci-dessus.

ART. 7. — Les fonds de la bourse commune sont affectés comme garantie principale au paiement des deniers produits par les ventes; ils seront saisissables.

ART. 8. — La répartition des émoluments de la bourse commune sera faite, tous les deux mois par portions égales, entre les commissaires-priseurs.

ART. 9. — Les commissaires-priseurs de Paris continueront à être régis par les dispositions de l'arrêté du 29 germinal an XI, relativement à leur chambre de discipline.

Les dispositions de cet arrêté pourront être étendues par ordonnance royale, rendue dans la forme des règlements d'administration publique, aux chambres de discipline qui seraient instituées dans d'autres localités.

ART. 10. — Toutes les dispositions contraires à la présente loi sont et demeurent abrogées.

SUPPRESSION DES DROITS ACCORDÉS AUX JUGES DE PAIX.

ARTICLE PREMIER. — Les droits de vacations accordés aux juges de paix seront supprimés.

Il ne leur sera alloué d'indemnité de transport que quand ils se rendront à plus de 5 kilomètres du chef-lieu de canton.

ART. 4. — La présente loi sera exécutée à partir du 1er janvier 1846. Avant cette époque, une ordonnance portant règlement d'administration publique, déterminera le montant de l'indemnité de transport établie par l'article 1er

L'indemnité établie au profit des juges de paix par l'article 1er de la loi du 21 juin 1845, est fixée :

En cas de transport à plus de cinq kilomètres du chef-lieu de canton à. . . . . 5 fr. » c.

En cas de transport à plus d'un myriamètre, à . . . . . 6 fr. » c.

Si les opérations durent plus d'un jour, l'indemnité est fixée, suivant la distance, à 5 ou 6 francs par jour.

EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE.

CHAPITRE PREMIER.

Des huissiers.

ARTICLE PREMIER. Il est alloué à tous huissiers un franc pour l'original :

1° De la notification de l'extrait du jugement d'expropriation aux personnes désignées dans les art. 15 et 22 de la loi du 7 juillet 1833;

2° De la signification de l'arrêt de la Cour de cassation.

3° De la dénonciation de l'extrait du jugement d'expropriation aux ayants droit mentionnés aux articles 21 et 22;

4° De la notification de l'arrêté du préfet qui fixe la somme offerte pour indemnité.

5° De l'acte contenant acceptation des offres faites par l'administration, avec signification, s'il y a lieu, des autorisations requises;

6° De l'acte portant convocation des jurés et des parties, avec notification aux parties d'une expédition de l'arrêt par lequel la Cour d'appel a formé la liste du jury.

7° De la notification au juré défaillant de l'ordonnance du directeur du jury qui l'a condamné à l'amende;

8° De la notification de la décision du jury, revêtue de l'ordonnance d'exécution;

9° De la sommation d'assister à la consignation, dans le cas où il n'y aura pas eu d'offres réelles;

10° De la sommation au préfet pour qu'il soit procédé à la fixation de l'indemnité;

11° De l'acte contenant réquisition par le propriétaire de la consignation des sommes offertes, dans le cas où cette réquisition n'a pas été faite sur l'acte même d'acceptation;

12° Et généralement de tous actes simples auxquels pourra donner lieu l'expropriation.

Art. 2. Il sera alloué à tous huissiers un franc cinquante centimes pour l'original :

1° De la notification du pourvoi en cassation formé, soit contre le jugement d'expropriation, soit contre la décision du jury;

2° De la dénonciation, faite au directeur du jury par le propriétaire ou l'usufruitier, des noms et qualités des ayants-droit mentionnés au § 1er de l'article 21 de la loi précitée;

3° De l'acte par lequel les parties intéressées font connaître leurs réclamations;

4° De l'acte d'acceptation des offres de l'administration, avec réquisition de consignation;

5° De l'acte par lequel la partie qui refuse les offres de l'administration indique le montant de ses prétentions;

6 De l'opposition formée par un juré à l'ordonnance du magistrat directeur du jury qui l'a condamné à l'amende;

7° De la réquisition du propriétaire tendant à l'acquisition de la totalité de son immeuble;

8° De la demande à fin de rétrocession des terrains non employés à des travaux d'utilité publique:

9° De la demande tendant à ce que l'indemnité d'une expropriation déjà commencée soit réglée conformément à la loi du 7 juillet 1833;

10° Enfin, de tous actes qui, par leur nature, pourront être assimilés à ceux dont l'énumération précède.

Art. 3. Il sera alloué à tous huissiers pour l'original :

1° Du procès-verbal d'offres réelles, contenant le refus ou l'acceptation des ayants droit et sommation d'assister à la consignation. . . . 2 fr. 25 c.

2° Du procès-verbal de consignation,
soit qu'il y ait eu ou non offres réelles. . . . . 4 »

Art. 4. Il sera alloué pour chaque copie des exploits ci-dessus le quart de la somme fixée pour l'original.

Art. 5. Lorsque les copies de pièces dont la notification a lieu en vertu de la loi seront certifiées par l'huissier, il lui sera payé trente centimes par cha-

évalué à raison de vingt-huit lignes à la page, et de quatorze à seize syllabes à la ligne.

6. Les copies des pièces déposées dans les archives de l'administration, qui seront réclamées par les parties dans leur intérêt pour l'exécution de la loi, et qui seront certifiées par les agents de l'administration, seront payées à l'administration sur le même taux que les copies certifiées par les huissiers.

7. Il sera alloué à tous huissiers cinquante centimes pour visa de leurs actes, dans le cas où cette formalité est prescrite. — Ce droit sera double, si le refus du fonctionnaire qui doit donner le visa oblige l'huissier à se transporter auprès d'un autre fonctionnaire.

8. Les huissiers ne pourront rien réclamer pour le papier des actes par eux notifiés, ni pour l'avoir fait viser pour timbre. — Ils emploieront du papier d'une dimension égale, au moins, à celle des feuilles assujetties au timbre de soixante centimes.

CHAPITRE DEUXIÈME.

Des greffiers.

9. Tous extraits ou expéditions délivrés par les greffiers en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, seront portés sur papier d'une dimension égale à celle des feuilles assujetties au timbre de un franc quatre-vingts centimes. — Ils contiendront vingt-huit lignes à la page, et quatorze à seize syllabes à la ligne.

10. Il sera alloué aux greffiers quarante centimes pour chaque rôle d'expédition ou d'extrait.

11. Il sera alloué aux greffiers, pour la rédaction du procès-verbal des opérations du jury spécial, cinq francs pour chaque affaire terminée par décision du jury rendue exécutoire. — Néanmoins, cette allocation ne pourra jamais excéder quinze francs par jour, quel que soit le nombre des affaires; et, dans ce cas, la dite somme de quinze francs sera répartie également entre chacune des affaires terminées le même jour.

12. L'état des dépens sera rédigé par le greffier. — Celle des parties qui requerra la taxe devra, dans les trois jours qui suivront la décision du jury, remettre au greffier toutes les pièces justificatives. — Le greffier paraphera chaque pièce admise en taxe, avant de la remettre à la partie

13. Il sera alloué dix centimes pour chaque article de l'état des dépens, y compris le paraphe des pièces.

14. L'ordonnance d'éxécution du magistrat directeur du jury indiquera la somme des dépens taxés et la proportion dans laquelle chaque partie devra les supporter.

15. Au moyen des droits ci-dessus accordés aux greffiers, il ne leur sera alloué aucune rétribution à aucun titre, sauf les droits de transport, dont il sera parlé ci-après; et ils demeureront chargés :

1° Du traitement des commis greffiers, s'il était besoin d'en établir pour le service des assises spéciales;

2° De toutes les fournitures de bureau nécessaires pour la tenue de ces assises;

3° De la fourniture du papier des expéditions ou extraits, qu'ils devront aussi faire viser pour timbre.

CHAPITRE TROISIÈME.

Des indemnités de transport.

16. Lorsque les assises spéciales se tiendront ailleurs que dans la ville où siége le tribunal, le magistrat directeur du jury aura droit à une indemnité fixée de la manière suivante : — S'il se transporte à plus de cinq kilomètres de sa résidence, il recevra, pour tous frais de voyage, de nourriture et de séjour, une indemnité de neuf francs par jour; — S'il se transporte à plus de deux myriamètres, l'indemnité sera de douze francs par jour.

17. Dans le même cas, le greffier ou son commis assermenté recevra six francs ou huit francs par jour, suivant que le voyage sera de plus de cinq kilomètres ou de plus de deux myriamètres, ainsi qu'il est dit dans l'article précédent.

18. Les jurés qui se transporteront à plus de deux kilomètres du lieu où se tiendront les assises spéciales, pour les descentes sur les lieux autorisées par l'art. 37 de la loi du 7 juillet 1833, recevront, s'ils en font la demande formelle, une indemnité qui sera fixée pour chaque myriamètre parcouru, en allant et revenant, à deux francs cinquante centimes. Il ne leur sera rien alloué pour toute autre cause que ce soit, à raison de leurs fonctions, si ce n'est dans le cas de séjour forcé en route, comme il est dit ci-après, art. 24.

19. Les personnes qui seront appelées pour éclairer le jury, conformément à l'art. 37 précité, recevront, si elles le requièrent, savoir : — Quand elles ne seront pas domiciliées à plus d'un myriamètre du lieu où elles doivent être entendues, pour une indemnité de comparution, un franc cinquante centimes; — Quand elles seront domiciliées à plus d'un myriamètre, pour indemnité de voyage; lorsqu'elles ne seront pas sorties de leur arrondissement, un franc par myriamètre parcouru en allant et revenant; et lorsqu'elles seront sorties de leur arrondissement, un franc cinquante centimes.

— Dans le cas où l'indemnité de voyage est allouée, il ne doit être accordé aucune taxe de comparution.

20. Les personnes appelées devant le jury, qui reçoivent un traitement quelconque à raison d'un service public, n'auront droit qu'à l'indemnité de voyage, s'il y a lieu, et si elles le requièrent.

21. Les huissiers qui instrumenteront dans les procédures en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique recevront, lorsqu'ils seront obligés de se transporter à plus de deux kilomètres de leur résidence, un franc cinquante centimes pour chaque myriamètre parcouru en allant et en revenant, sans préjudice de l'application de l'art. 35 du décret du 14 juin 1813.

22. Les indemnités de transport ci-dessus établies seront réglées par myriamètre et demi-myriamètre. Les fractions de huit ou neuf kilomètres seront comptées pour un myriamètre, et celles de trois à huit kilomètres pour un demi-myriamètre.

23. Les distances seront calculées d'après le tableau dressé par les préfets, conformément à l'art. 93 du décret du 18 juin 1811.

24. Lorsque les individus dénommés ci-dessus seront arrêtés dans le cours du voyage par force majeure, ils recevront en indemnité, pour chaque jour de

séjour forcé, savoir : — les jurés, deux francs cinquante centimes; — les personnes appelées devant le jury et les huissiers, un franc cinquante centimes.— Ils seront tenus de faire constater par le juge de paix, et, à son défaut, par l'un des suppléants ou par le maire, et, à son défaut, par l'un de ses adjoints, la cause du séjour forcé en route, et d'en représenter le certificat à l'appui de leur demande en taxe.

25. Si les personnes appelées devant le jury sont obligées de prolonger leur séjour dans le lieu où se fait l'instruction, et que ce lieu soit éloigné de plus d'un myriamètre de leur résidence, il leur sera alloué, pour chaque journée, une indemnité de deux francs.

26. Les indemnités des jurés et des personnes appelées pour éclairer le jury seront acquittées, comme frais urgents, par le receveur de l'enregistrement, sur un simple mandat du magistrat directeur du jury, lequel mandat devra, lorsqu'il s'agira d'un transport, indiquer le nombre des myriamètres parcourus, et, dans tous les cas, faire mention expresse de la demande d'indemnité.

27. Seront également acquittées par le receveur de l'enregistrement les indemnités de déplacement que le magistrat directeur du jury et son greffier pourront réclamer lorsque la réunion du jury aura lieu dans une commune autre que le chef-lieu judiciaire de l'arrondissement. Le paiement sera fait sur un état certifié et signé par le magistrat directeur du jury, indiquant que le nombre des journées employées au transport et la distance entre le lieu où siége le jury et le chef-lieu judiciaire de l'arrondissement.

28. Dans tous les cas, les indemnités de transport allouées au magistrat directeur du jury et au greffier resteront à la charge, soit de l'administration, soit de la compagnie concessionnaire qui aura provoqué l'expropriation, et ne ne pourront entrer dans la taxe des dépens.

CHAPITRE SIXIÈME.

Dispositions générales.

29. Il ne sera alloué aucune taxe aux agents de l'administration autorisés par la loi du 7 juillet 1833 à instrumenter concurremment avec les huissiers.

30. Le greffier tiendra exactement note des indemnités allouées aux jurés et aux personnes qui seront appelées pour éclairer le jury, et en portera le montant dans l'état de liquidation des frais.

31. L'administration de l'enregistrement se fera rembourser de ses avances comprises dans la liquidation des frais, par la partie qui sera condamnée aux dépens, en vertu d'un exécutoire délivré par le magistrat directeur du jury, et selon le mode usité pour le recouvrement des droits dont la perception est confiée à cette administration. — Quant aux indemnités de transport payées au magistrat directeur du jury et au greffier, et qui, suivant l'article 28, ci-dessus, ne pourront entrer dans la taxe des dépens, elle en sera remboursée soit par l'administration, soit par la compagnie concessionnaire qui aura provoqué l'expropriation.

FRAIS DE PROTÊT

Protêt simple. — Original et copie, 1 fr. 60 c. — Droit de copie de l'effet sur l'original et la copie de transcription sur le répertoire. 75 c. — Timbre du protêt, 1 fr. 20 c. — Timbre de registre, 40 c. — Enregistrement, 1 fr. 88 c. — Total, 5 fr. 83 c.

Protêt à deux domiciles ou avec besoin. — Protêt simple, 5 fr. 83 c. — Pour le second domicile ou le besoin, 1 fr. — Timbre, 60 c. — Total, 7 fr. 43 c.

Protêt de deux effets. — Le protêt simple, 5 fr. 83 c. — Emolument pour le second effet et timbre, 50 c. — Total, 6 fr. 53 c.

Protêt de perquisition. — Original et copie, 5 fr. — Droit de copie, 1 fr. 25 c. — Les copies du titre, 50 c. — Visa, 1 fr. — Timbre de copies, 3 fr. — Enregistrement, 1 fr. 88 c. — Transcription du titre au registre ; transcription du procès-verbal de perquisition et de protêt, 75 c. — Papier du registre pour la transcription, 60 c. — Total 13 fr. 98 c.

Protêt au parquet. — Le protêt simple, 5 fr. 83 c. — Deuxième copie au parquet, 60 c. — Troisième au tribunal et droit de la copie de titre, 1 fr. 50 c. — Visa, 1 fr. — Timbre, 1 fr. 20 c. — Total, 10 fr. 13 c.

Intervention. — Original et copie, 2 fr. — Transcription au registre, 25 c. — Papier du registre, 25 c. — Enregistrement, 1 fr. 88 c. — Total, 4 fr. 38 c.

Dénonciation de protêt. — Original, 2 fr. — Copie de l'exploit, 50 c. — Copie du billet et copie du protêt; 75 c. — Copie d'intervention, 25 c. — Copie de compte de retour, 25 c. — Timbre, 1 fr. 80 c. — Enregistrement, 1 fr. 88 c. — Total, 7 fr. 43 c.

GREFFIERS DES TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE ET GREFFIERS DES COURS D'APPEL.

(Décret du 24 mai 1854.)

§ 1er. — *Des émoluments des greffiers des tribunaux civils de première instance.*

ARTICLE PREMIER. Les greffiers des tribunaux civils de première instance ont droit aux émoluments suivants :

1° Pour dépôt de copies collationnées de contrats translatifs de propriété . . . . . 3 fr. » c.

2° Pour extrait à afficher . . . . . 1 fr. » c.

Plus pour chaque acquéreur en sus, lorsqu'il y a des lots distincts, 0 fr. 50 c.

3° Pour soumission de caution avec dépôt de pièces, déclaration affirmative, déclaration de surenchère ou de command, certificat relatif aux saisies-arrêts sur cautionnement et aux condamnations pour faits de charge, acceptation bénéficiaire, renonciation à communauté ou succession . . . . 2 fr. » c.

4e Pour bordereau ou mandement de collocation, certificat de propriété 2 fr. » c.

Si le montant du bordereau ou du mandement s'élève à trois mille francs, ou si le certificat de propriété s'applique à un capital de pareille somme, l'émolument est de . . . . . 3 fr. » c.

5° Pour opérer le dépôt d'un testament olographe ou mystique, non compris le transport, s'il y a lieu. . . . . 6 fr. » c.

6° Pour communication des pièces et des procès-verbaux ou états de collocation, dans les procédures d'ordre et de distribution par contribution, quel que soit le nombre des parties, si la somme principale à distribuer n'excède pas dix mille francs . . . . . 5 fr. » c.
Si elle dépasse ce chiffre. . . . . 10 fr. » c.

L'allocation accordée par l'article 4 de la loi du 22 prairial an VII est supprimée.

7° Pour tout acte, déclaration ou certificat fait ou transcrit au greffe, et qui ne donne pas lieu à un émolument particulier, quel que soit le nombre des parties. . . . . 1 fr. 50 c.

8° Pour communication, sans déplacement, de pièces dont le dépôt est constaté par un acte du greffe . . . . . 1 fr. » c.

Dans les affaires où il y a constitution d'avoué, ce droit ne peut être perçu qu'une fois pour chaque avoué à qui la communication est faite, quel que soit le nombre des parties, et à charge de justifier d'une réquisition écrite en marge de l'acte dépôt.

9° Pour recherche des actes, jugements et ordonnances faits ou rendus depuis plus d'une année, et dont il n'est pas demandé expédition :

Pour la première année indiquée. . . . . 0 fr. 50 c.
Pour chacune des années suivantes . . . . . 0 fr. 25 c.
Loi du 21 ventôse. article 4.
10° Pour légalisation . . . . . 0 fr. 25 c.
(Même loi et article précités.)
11° Pour l'insertion au tableau placé dans l'auditoire de chaque extrait d'acte ou de jugement soumis à cette formalité . . . . . 0 fr. 50 c.
12° Pour visa d'exploits . . . . . 0 fr. 25 c.

13° Pour chaque bulletin de distribution et de remise de cause : 0 fr. 10 c.

14° Pour la mention de chaque acte sur le répertoire prescrit par l'art. 49 de la loi du 22 frimaire an VII . . . . . 0 fr. 10 c.

2. Lorsque, dans l'exercice de leurs fonctions, les greffiers des tribunaux civils de première instance se transportent à plus de cinq kilomètres de leur résidence, ils reçoivent, pour frais de voyage, de nourriture et séjour, une indemnité par jour de . . . . . 8 fr. » c.

S'ils se transportent à plus de deux myriamètres, l'indemnitéest, par jour, de 10 fr. » c.

3. Il est alloué aux greffiers des tribunaux civils de première instance, comme remboursement du papier timbré :

1° Pour chaque jugement rendu à la requête des parties, ceux de simple remise exceptés . . . . . 1 fr. 20 c.

2° Pour chaque acte porté sur un registre timbré 0 60

Et 3°, pour chaque mention également portée sur un registre timbré 0 fr. 25 c.

§ II — *Des greffiers des Tribunaux civils qui exercent la juridiction commerciale.*

4. Les allocations établies par l'ordonnance des 9-12 octobre 1852 et l'arrêté modificatif du 8 avril 1848, au profit des greffiers des tribunaux de commerce, sont accordées aux greffiers des tribunaux civils de première instance, qui exercent la juridiction commerciale; néanmoins, ils n'ont droit à aucun émolument dans les cas prévus par l'article 8 du présent tarif.

5. Les dispositions des articles 2, 3 et 4 du présent décret sont applicables aux greffiers des tribunaux civils qui exercent la juridiction commerciale; mais l'allocation, à titre de remboursement, du timbre employé aux feuilles d'audience, est fixée, pour chaque jugement, à . . 0 fr. 50 c.

§ III. — *Des greffiers de Cour d'appel.*

6. Les greffiers de Cours d'appel ont droit aux émoluments suivants :

1° Pour tout acte fait ou transmis au greffe, quel que soit le nombre des parties . . . . . 3 fr. » c.

2° Pour chaque bulletin de distribution et de remise de cause. 0 fr. 20 c.

3° Il leur est alloué une somme double de celle due aux greffiers des tribunaux civils de première instance pour les formalités prévues aux nos 8, 9, 10, 11, 12 et 14 de l'article 1er du présent décret.

7. Les greffiers des Cours d'appel ont droit aux allocations établies par l'article 2 et l'article 3 du présent décret. Leur remise, par chaque rôle d'expédition, est fixée à 40 centimes, sans diminution des droits de l'Etat.

§ IV. — *Dispositions générales.*

8. Les greffiers n'ont droit à aucun émolument : 1° pour les minutes des arrêts, jugements et ordonnances, ou pour celles des actes et procès-verbaux reçus ou dressés par les magistrats avec leur assistance; 2° pour les simples formalités qui n'exigent aucune écriture, et dont il est seulement fait mention sommaire, soit sur les pièces produites, soit sur les registres du greffe, à l'exception du répertoire prescrit par la loi du 22 frimaire an VII; 3° pour l'accomplissement des obligations qui leur sont imposées, soit à l'effet de régulariser le service des greffes, soit dans un intérêt d'ordre public ou d'administration judiciaire.

9. Les greffiers doivent inscrire, au bas des expéditions qui leur sont demandées, le détail des déboursés et des droits auxquels chaque arrêt, jugement ou acte donne lieu. A défaut d'expédition, ils doivent faire cette mention sur des états signés d'eux et qu'ils remettent aux parties ou aux avoués. Il leur est alloué, pour chaque état, un émolument de dix centimes. Ils por-

tent sur les registres dont la tenue est prescrite par la loi, toutes les sommes qu'ils perçoivent. Les déboursés et les émoluments sont inscrits sur des colonnes séparées.

10. Les greffiers ne peuvent écrire sur les minutes ou feuilles d'audience et sur les registres timbrés plus de trente lignes à la page et de quinze à vingt syllabes à la ligne, sur une feuille au timbre de soixante et dix centimes; de quarante lignes à la page et de vingt à vingt-cinq syllabes à la ligne, lorsque la feuille est au timbre d'un franc vingt-cinq centimes, et plus de cinquante lignes à la page et de vingt-cinq à trente syllables à la ligne, lorsque la feuille est au timbre d'un franc cinquante centimes. Toute contravention est constatée conformément à la loi du 13 brumaire an VII, et punie de l'amende prononcée par l'article 12 de la loi du 16 juin 1824, sans préjudice des droits de timbre à la charge des contrevenants.

11. Les émoluments déterminés par le présent tarif sont indépendants des droits et remises fixés par les lois des 21 ventôse et 22 prairial an VII, le décret du 12 juillet 1808 et tous décrets, lois et ordonnances et règlements d'administration publique. L'ordonnance du 8 septembre 1833, concernant les expropriations pour cause d'utilité publique, et celle du 10 octobre 1841 sur les ventes judiciaires, continuent à être exécutées dans toutes leurs dispositions.

12. Il est interdit aux greffiers des Cours d'appel et des tribunaux civils de première instance, ainsi qu'à leurs commis, de recevoir, sous quelque prétexte que ce soit, d'autres ou plus forts droits que ceux qui leur sont alloués par le présent décret; ils ne peuvent exiger ni recevoir aucun droit de prompte expédition. Le contrevenant est, suivant la gravité des circonstances, destitué de son emploi et poursuivi pour l'application des peines prononcées, soit par l'article 23 de la loi du 21 ventôse an VII, soit par l'article 174 du Code pénal, sans préjudice de la restitution des sommes perçues et de tous dommages-intérêts, s'il y a lieu.

13. Le présent règlement sera exécutoire à partir du 1er juin 1844.

TARIF DES AGRÉÉS.

Tribunal de commerce du département de la Seine.

Le tribunal a pris, le 26 juin 1845, l'arrêté dont la teneur suit :

Après en avoir délibéré,

Le tribunal, considérant qu'il est utile, dans l'intérêt des justiciables, de fixer par un règlement les rétributions auxquelles les agréés peuvent prétendre pour les actes de leur ministère,

Arrête, par forme de police intérieure : Les agréés pourront demander à leurs clients, en outre de leurs déboursés justifiés :

4 fr. Pour l'inscription d'une cause au plumitif et leur présentation à l'audience *en demandant.*

3 fr. Pour chaque représentation *en défendant.*

3 fr. Pour vacation *à la levée* d'un jugement.

Sous aucun prétexte les agréés ne pourront prétendre davantage.

Il n'est dû, dans toutes les affaires portées aux audiences sommaires, qu'une seule présentation; seulement, lorsqu'après une remise demandée par la partie et ordonné : par le tribunal, l'affaire aura été terminée par un jugement contradictoire définitif, il pourra être accordé un nouveau droit de présentation soit en demandant, soit en défendant.

Dans tous les cas, l'agréé ne pourra prétendre au-delà de trois présentations dans une même affaire, soit qu'elle ait été continuée aux audiences sommaires, soit qu'elle ait été renvoyée au grand rôle, et quel que soit le nombre des remises demandées, accordées ou ordonnées.

Mais dans toute affaire portée aux audiences sommaires, lorsqu'après plusieurs remises, et sans plaidoiries, il y aura un juge-commissaire ou un arbitre-rapporteur, il ne pourra être réclamé qu'une seule représentation de 4 fr. en demandant, et de 3 fr. en défendant.

Indépendamment du droit de présentation ci-dessus fixé, MM. les agréés pourront réclamer de leurs clients des honoraires pour les causes susceptibles de plaidoieries et de développements.

La fixation de ces honoraires ne pourra être faite par règlement, puisqu'elle dépend de la nature et de l'importance de l'affaire, du plus ou moins de soins et de travail qu'elle aurait exigé; elle reste abandonnée à la direction de MM. les agréés, à leur loyauté et à leur modération.

En cas de contestation, il en sera référé à M. le président du tribunal.

L'appréciation des honoraires dans les faillites confiées aux soins des agrées, continuera à être faite par le juge-commissaire et soumise à l'approbation du président du tribunal.

Outre les émoluments ci-dessus fixés pour les affaires portées à l'audience, les agréés pourront réclamer :

3 fr. Pour chaque vacation aux enquêtes, aux soumissions de caution, aux dépôts de jugements de séparation, d'actes d'autorisation de faire le commerce pour les émancipés et pour les femmes, à la distribution des causes du grand rôle, à l'insertion dans les journaux de l'extrait d'un acte de société, y compris la rédaction de l'extrait.

3 fr. Pour la levée d'un rapport ou d'un jugement.

3 fr. Pour toute requête à fin de la nomination d'experts, d'arbitres-juges, de placement de cause au grand rôle, d'autorisation d'assigner à bref délai, de saisir conservatoirement, de délivrance d'une deuxième grosse; d'obtentions : de sauf-conduit, d'autorisation du juge-commissaire pour cause quelconque, d'homologation de concordat, quand la requête aura été répondue.

1 fr. 50 c. Pour la requête à fin de faire commettre un juge pour une vérification de livres.

Le présent arrêté sera affiché dans les deux salles d'audience du tribunal; ampliation en sera teansmise à la chambre des agréés pour être transcrite sur le registre de ses délibérations; il est obligatoire pour tous les agréés, et, en cas d'infraction de la part de l'un d'eux, le tribunal se réserve de prendre telle mesure qu'il jugera convenable.

Toutes délibérations antérieures sont rapportées.

CODE RURAL

OBSERVATIONS TRÈS-IMPORTANTES. — Depuis près d'un siècle, le législateur prépare un Code rural pour la France. Cinq ou six projets étudiés à diverses époques sont venus échouer devant des travaux plus urgents en apparence ou des préoccupations politiques.

Il est temps, enfin, que le gouvernement donne une satisfaction complète aux populations rurales et aux vœux des conseils départementaux, si souvent exprimés sur cette matière.

Un projet, présenté par le gouvernement, est actuellement à l'étude au Sénat; une commission, nommée pour l'examiner, a déjà présenté un rapport sur les premiers titres.

Tout nous fait espérer que, cette fois, l'on ne se bornera pas à une étude suivie et interrompue, et qu'il sortira des délibérations de la Haute Assemblée un ensemble de lois qui méritera bien le nom de *Code rural*, qui doit lui être donné.

Nous nous occuperons donc ici seulement des matières qui ont fait l'objet des délibérations de la commission du Sénat, et nous donnerons le texte des titres et des chapitres qui ont été adoptés par elle, après les modifications qu'elle a cru devoir apporter au projet du gouvernement.

TITRE PREMIER

DES CHEMINS RURAUX ET DES CHEMINS ET SENTIERS D'EXPLOITATION

SECTION Ire

DES CHEMINS RURAUX

ART. 1er. — Les chemins ruraux sont des chemins appartenant aux communes affectés à l'usage du public, qui n'ont pas été classés comme chemins vicinaux.

2. Tout chemin affecté à l'usage du public est présumé, jusqu'à preuve contraire, appartenir à la commune sur le territoire de laquelle il est situé.

3. L'affection à l'usage du public peut s'établir notamment par la destination du chemin, jointe soit au fait d'une circulation générale et continue, soit à des actes réitérés de surveillance et de voirie de l'autorité municipale.

4. Dans le délai de six mois à partir de la promulgation de la présente loi, il sera dressé, dans chaque commune, par les soins du maire, un état indicatif des chemins ruraux considérés comme faisant partie du domaine public de la commune ; cet état, après avoir été soumis au conseil municipal et approuvé par lui, sera affiché dans la commune pendant six mois.

Après l'accomplissement de cette formalité, le Conseil municipal, sur la proposition du maire, déterminera ceux des chemins ruraux qui devront être l'objet d'arrêtés de reconnaissance, dans les formes et avec les conséquences énoncées par la présente loi.

Ces arrêtés seront pris par la Commission départementale, sur la proposition du Préfet, après enquête publique, dans les formes prescrites par l'ordonnance des 23 août-9 septembre 1835 et conformément à la délibération du Conseil municipal.

Ils désigneront, d'après l'état des lieux au moment de l'opération, la direction des chemins ruraux, leur longueur sur le territoire de la commune et leur largeur sur les différents points.

Ils devront être affichés dans la commune et notifiés par voie administrative à chaque riverain en ce qui concerne sa propriété.

Un plan sera annexé à l'état de reconnaissance.

Les dispositions de l'article 88 de la loi du 10 août 1871 sont applicables aux arrêtés de reconnaissance.

6. Ces arrêtés vaudront prise de possession, sans préjudice des droits antérieurement acquis à la commune, conformément à l'article 23 du Code de procédure. Cette possession pourra être contestée dans l'année de la notification.

7. Les chemins ruraux qui ont été l'objet d'un arrêté de reconnaissance deviennent imprescriptibles.

8. Les contestations qui peuvent être élevées par toute partie intéressée sur la propriété ou sur la possession totale ou partielle des chemins ruraux sont jugées par les tribunaux ordinaires.

9. Pour assurer l'exécution de la présente loi, le préfet de chaque département fera un règlement général sur les chemins ruraux reconnus.

Ce règlement sera communiqué au conseil général et transmis, avec ses observations, au Ministre de l'Intérieur pour être approuvé s'il y a lieu.

Ce règlement statuera sur les alignements, les autorisations de construire le long des chemins, les plantations et tous autres détails de surveillance et de conservation des chemins.

10. L'autorité municipale est chargée de la police et de la conservation des chemins ruraux.

11. Elle pourvoit à l'entretien des chemins ruraux reconnus, dans la mesure des ressources dont elle peut disposer.

En cas d'insuffisance des ressources ordinaires, les communes sont autorisées à pourvoir aux dépenses des chemins ruraux reconnus, à l'aide soit d'une journée de prestation, soit de centimes extraordinaires en addition au principal des quatre contributions directes.

Les dispositions des articles 5 et 7, de la loi du 24 juillet 1867, seront applicables lorsque l'imposition extraordinaire excédera trois centimes.

12. Toutes les fois qu'un chemin rural reconnu, entretenu à l'état de viabilité, sera habituellement ou temporairement dégradé par des exploitations de mines, de carrières, de forêts ou de toute autre entreprise industrielle appartenant à des établissements publics ou à l'État, il pourra y avoir lieu à imposer aux entrepreneurs ou propriétaires, suivant que l'exploitation ou les transports auront lieu pour les uns ou les autres, des subventions spéciales, dont la quotité sera proportionnée à la dégradatien extraordinaire qui devra être attribuée aux exploitations.

Ces subventions pourront, aux choix des subventionnaires, être acquittées en argent ou en prestations en nature, et seront exclusivement affectées à ceux des chemins qui y auront donné lieu.

Elles seront réglées annuellement sur la demande des communes, ou, à leur défaut, à la demande des syndicats, par les Conseils de préfecture, après des expertises contradictoires, et recouvrées comme en matière de contributions directes.

Les experts seront nommés d'après l'article 17 de la loi du 21 mai 1836.

Les subventions pourront aussi être déterminées par abonnement; les traités devront être approuvés par la commission départementale.

13. La commission départementale pourra, dans les formes édictées par l'article 5, prononcer l'ouverture ou le redressement d'un chemin rural.

14. Les travaux d'élargissement, de redressement et d'ouverture des chemins ruraux reconnus seront autorisés par arrêté de la Commission départementale.

Lorsque, pour l'exécution de ces divers travaux, il y aura lieu de recourir à l'expropriation, il y sera procédé conformément aux dispositions de l'article 16 de la loi du 21 mai 1836.

La commune ne pourra prendre possession des terrains expropriés avant le payement de l'indemnité.

15. Lorsque des extractions de matériaux, des dépôts ou enlèvements de terres, ou des occupations temporaires de terrains sont nécessaires pour les travaux de réparation ou d'entretien des chemins ruraux effectués par les communes, il est procédé à la désignation et la délimitation des lieux, et à la fixation de l'indemnité, conformément à l'article 17 de la loi du 21 mai 1836.

16. L'action en indemnité, dans les cas prévus par les deux articles précédents, se prescrit par le laps de deux ans, conformément à l'article 18 de la même loi.

17. Les arrêtés portant reconnaissance, ouverture ou redressement peuvent être rapportés dans les formes prescrites par l'article 5 ci-dessus.

Lorsqu'un chemin rural cesse d'être affecté à l'usage du public, la vente peut en être autorisée par un arrêté du Préfet, rendu conformément à la délibération du Conseil municipal, et après une enquête précédée de trois publications faites à quinze jours d'intervalle.

L'aliénation n'est point autorisée si, dans le délai de trois mois, les intéressés, formés en syndicat, conformément aux articles 20 et suivants, consentent à se charger de l'entretien.

18. Lorsque l'aliénation est ordonnée, les propriétaires riverains sont mis en demeure d'acquérir les terrains attenant à leurs propriétés, par un avertissement qui leur est notifié en la forme administrative. En ce cas, le prix est

réglé à l'amiable, ou fixé par deux experts, dont un sera nommé par la commune, l'autre par le riverain; à défaut d'accord entre eux, un tiers expert sera nommé par ces deux experts. S'il n'y a pas entente pour cette désignation, le tiers expert sera nommé par le juge de paix.

Si, dans le délai d'un mois, à dater de l'avertissement, les propriétaires riverains n'ont pas fait leur soumission, il est procédé à l'aliénation des terrains selon les règles suivies pour la vente des propriétés communales.

19. Sont applicables aux chemins ruraux, les dispositions de l'article 20 de la loi du 21 mai 1836.

SECTION II.

DES SYNDICATS POUR L'OUVERTURE, LE REDRESSEMENT, L'ÉLARGISSEMENT, LA RÉPARATION ET L'ENTRETIEN DES CHEMINS RURAUX.

20. Lorsqu'il y a lieu à l'ouverture d'un chemin nouveau ou lorsqu'un chemin reconnu n'est pas entretenu par la commune, le maire peut, d'office, ou doit, sur la demande qui lui est faite par trois intéressés au moins, convoquer individuellement tous les intéressés, pour qu'ils délibèrent sur la nécessité des travaux et les inviter à se charger de leur exécution, tous les droits de la commune restant réservés.

Le maire recueille les votes, constate ceux des personnes présentes qui ne savent signer et reçoit les adhésions envoyées par écrit.

21. Si la moitié plus un des intéressés, représentant au moins les deux tiers de la superficie des propriétés desservies par le chemin, ou si les deux tiers des intéressés représentant plus de la moitié de la superficie, consentent à se charger des travaux nécessaires pour mettre ou maintenir la voie en état de viabilité, l'association est constituée.

Elle existe même à l'égard des intéressés qui n'ont pas donné leur adhésion.

Pour les travaux d'ouverture, de redressement, d'élargissement, l'assentiment de la moitié plus un des intéressés représentant au moins les trois quarts de la superficie des propriétés desservies ou des trois quarts des intéressés représentant plus de moitié de la superficie sera nécessaire.

22. Le maire dresse un procès-verbal qui constate la formation de l'association, en spécifie le but, fait connaître le mode d'administration qui a été adopté, le nombre des syndics, l'étendue de leurs pouvoirs, et, enfin, les voies et moyens qui ont été votés.

23. Ce procès-verbal est transmis au préfet par le maire, avec son avis et l'avis du conseil municipal.

Le préfet, après avoir constaté l'observation des formalités exigées par la loi, autorise l'association, s'il y a lieu.

Si la commune a consenti à contribuer aux travaux, le préfet approuve dans son arrêté le mode et le montant de la subvention promise par le conseil municipal.

24. Un extrait du procès-verbal constatant la constitution de l'association et l'arrêté du préfet en cas d'approbation; ou, en cas de refus, l'arrêté du préfet, sont affichés dans la commune où le chemin est situé et publiés dans le recueil des actes de la préfecture.

25. Les syndics de l'association sont élus en assemblée générale.

Si la commune a accordé une subvention, le maire nomme un nombre de syndics proportionné à la part que la subvention représente dans l'ensemble de l'entreprise.

Les autres syndics sont nommés par le préfet, dans le cas où l'assemblée générale, après deux convocations, ne se serait pas réunie ou n'aurait pas procédé à leur élection.

26. Les associations ainsi constituées peuvent ester en justice par leurs syndics; elles peuvent emprunter. Elles peuvent aussi acquérir les parcelles de terrain nécessaires pour l'amélioration, l'élargissement, le redressement ou l'ouverture du chemin régulièrement entrepris; les terrains réunis à la voie publique deviennent la propriété de la commune.

27. Le syndicat détermine le mode d'exécution des travaux, soit en nature, soit en taxe; il répartit les charges entre les associés proportionnellement à leur intérêt; il règle l'accomplissement des travaux en nature ou le recouvrement des taxes en un ou plusieurs exercices.

28. Les rôles pour le recouvrement de la taxe due par chaque intéressé sont dressés par le syndicat, approuvés, s'il y a lieu, et rendus exécutoires par le préfet, qui peut ordonner préalablement la vérification des travaux.

Ces rôles sont recouvrés, dans la forme des contributions directes, par le receveur municipal.

Dans ces rôles seront compris les frais de perception, dont le montant sera déterminé par le préfet, sur l'avis du trésorier-payeur général.

29. Dans le cas où l'exécution des travaux entrepris par l'association syndicale exige l'expropriation de terrains, il y est procédé conformément à l'article 14 ci-dessus.

30. Lorsqu'il y a lieu à l'établissement de servitudes, conformément aux lois, au profit d'associations syndicales, les contestations sont portées en premier ressort devant le juge de paix du canton, qui, en prononçant, doit concilier les intérêts de l'opération avec le respect dû à la propriété.

S'il y a lieu à expertise, il pourra n'être nommé qu'un seul expert.

31. A défaut, par une association, d'entreprendre les travaux pour lesquels elle a été autorisée, le préfet rapportera, s'il y a lieu, et après mise en demeure, l'arrêté d'autorisation.

Dans le cas où l'interruption ou le défaut d'entretien des travaux entrepris par une association pourraient avoir des conséquences nuisibles à l'intérêt public, le préfet, après mise en demeure, pourra faire procéder d'office à l'exécution des travaux nécessaires pour obvier à ces conséquences.

32. Les intéressés et les tiers peuvent déférer au ministre de l'Intérieur, dans le délai d'un mois à partir de l'affiche, les arrêtés qui autorisent ou refusent d'autoriser les associations syndicales.

Le recours est déposé à la préfecture et transmis, avec le dossier, au ministre dans le délai de quinze jours.

Il est statué par un décret rendu en conseil d'État.

33. Toutes contestations relatives au défaut de convocation d'une partie intéressée, à l'absence ou au défaut d'intérêt des personnes appelées à l'association, ou au degré d'intérêt des associés, ainsi qu'à la répartition, à la perception et à l'accomplissement des taxes et prestations, à la nomination des syndics, à l'exécution des travaux et aux mesures ordonnées par le préfet en vertu du dernier paragraphe de l'article 31 ci-dessus, sont jugées par le conseil de préfecture, sauf recours au Conseil d'État.

Il est procédé à l'apurement des comptes de l'association selon les règles établies pour les comptes des receveurs municipaux.

34. Nulle personne comprise dans l'association ne pourra contester sa qualité d'associé ou la validité de l'acte d'association, après le délai de trois mois à partir de la notification du premier rôle des taxes ou prestations.

SECTION III.

DES CHEMINS ET SENTIERS D'EXPLOITATION.

33. Les chemins et sentiers d'exploitation sont ceux qui servent exclusivement à la communication entre divers héritages, ou à leur exploitation. Ils sont, en l'absence de titre, présumés appartenir aux propriétaires riverains, chacun en droit soi; mais l'usage en est commun à tous les intéressés.

L'usage de ces chemins peut être interdit au public.

34. Tous les propriétaires dont ils desservent les héritages sont tenus les uns envers les autres de contribuer, dans la proportion de leur intérêt, aux travaux nécessaires à leur entretien et à leur mise en état de viabilité.

35. Les chemins et sentiers d'exploitation ne peuvent être supprimés que du consentement de tous les propriétaires qui ont le droit de s'en servir.

36. Toutes les contestations relatives à la propriété et à la suppression de ces chemins et sentiers sont jugées par les tribunaux comme en matière sommaire.

Le juge de paix statue, sauf appel, s'il y a lieu, sur toutes les difficultés relatives aux travaux prévus par l'article 34.

37. Dans les cas prévus par l'article 34, les intéressés pourront toujours s'affranchir de toute contribution en renonçant à leurs droits soit d'usage, soit de propriété sur les chemins d'exploitation.

TITRE II ET III.

PARCOURS, VAINE PATURE, BAN DES VENDANGES, DURÉE DU LOUAGE DES DOMESTIQUES ET OUVRIERS RURAUX.

Art. 1^er^. Le droit de parcours est aboli. La suppression de ce droit ne donne lieu à indemnité que s'il a été acquis à titre onéreux. — Le montant de l'indemnité est réglé par le conseil de préfecture, sauf recours aux tribunaux ordinaires en cas de contestations sur le titre.

2. Est également aboli le droit de vaine pâture, s'il appartient à la généralité des habitants et s'applique en même temps à la généralité du territoire d'une commune ou d'une section de commune.

Toutefois, dans l'année de la promulgation de la présente loi, le maintien du droit de vaine pâture, fondé sur une ancienne loi ou coutume, sur un usage

immémorial ou sur un titre, pourra être réclamé au profit d'une commune ou d'une section de commune, soit par délibération du conseil municipal, soit par requête d'un ou plusieurs ayants-droit adressé au préfet.

En cas de réclamation particulière, le conseil municipal sera mis en demeure de donner son avis dans les six mois, à défaut de quoi il sera passé outre.

3. La demande de maintien, qu'elle émane d'un conseil municipal ou qu'elle émane d'un ou plusieurs ayants-droit, sera soumise au conseil général, dont la délibération deviendra définitive lorsqu'elle sera conforme à la délibération du conseil municipal. — S'il y a divergence, la question sera tranchée par décret rendu en conseil d'État.

Si le droit de vaine pâture a été maintenu, le conseil municipal pourra seul ultérieurement, après enquête de *commodo et incommodo*, en proposer la suppression sur laquelle il sera statué dans les formes ci-dessus indiquées.

4. La vaine pâture s'exercera soit par troupeau séparé, soit au moyen du troupeau en commun, conformément aux usages locaux, sans pouvoir déroger aux dispositions des articles 647 et 648 du Code civil et aux règles expressément établies par la présente loi.

5 Elle est interdite d'une manière absolue sur les prairies artificielles, sur les terres ensemencées ou couvertes d'une production quelconque faisant l'objet d'une récolte, tant que la récolte n'est pas opérée.

Elle est également interdite sur les prairies naturelles avant la consommation ou la fauchaison des premières herbes, sans préjudice à toute ample restriction résultant de l'usage ou de la délibération qui aura maintenu le droit.

6. Le droit de vaine pâture, établi comme il est dit en l'article 2, ne constitue un obstacle ni pour le droit appartenant à tout propriétaire d'user d'un nouveau mode d'assolement ou de culture, ni pour la faculté de se clore, et tout terrain clos est affranchi de la vaine pâture.

A ce point de vue, est réputé clos tout héritage entouré soit par une haie vive, soit par un mur, une palissade, un treillage, une haie sèche d'une hauteur d'un mètre au moins, soit par un fossé de un mètre vingt centimètres à l'ouverture et de cinquante centimètres de profondeur, soit par des traverses en bois ou des fils métalliques distants entre eux de trente-trois centimètres au plus, et s'élevant à un mètre de hauteur, soit par toute autre clôture continue et équivalente faisant obstacle à l'introduction des animaux.

Quand la clôture entre deux héritages est établie par l'un des propriétaires, si elle consiste en un fossé, le fossé doit être creusé à vingt-trois centimètres au moins de la ligne séparative; si elle consiste en une haie vive, la haie vive doit être plantée au moins à cinquante centimètres de la dite ligne à laquelle on peut juxtaposer toute autre espèce de clôture.

7. L'usage du troupeau en commun n'est pas obligatoire. Tout ayant-droit peut renoncer à cette communauté et faire garder par troupeau séparé le nombre de têtes de bétail qui lui est attribué par la répartition générale.

8. La quantité de bétail proportionnée à l'étendue du terrain de chacun est fixée dans chaque commune ou section de commune entre tous les propriétaires ou fermiers exploitant, domiciliés ou non domiciliés, à tant de têtes par hectare, d'après les règlements et usages locaux. En cas de difficulté, il y est pourvu par délibération du conseil municipal soumise à l'approbation du préfet.

9. Tout chef de famille domicilié dans la commune, alors même qu'il n'est ni propriétaire, ni fermier d'une parcelle quelconque des terrains soumis à la

vaine pâture, peut mettre sur les dits terrains, soit par troupeau séparé, soit dans le troupeau commun, six bêtes à laine et une vache avec son veau, sans préjudice des droits plus étendus qui lui seraient accordés par l'usage local ou le titre.

10. Le droit de vaine pâture doit être exercé directement par les ayant-droit et ne peut dès lors être cédé à personne.

11. Les règles ci-dessus ne sont applicables à la vaine pâture établie à titre particulier sur un héritage déterminé, qu'à la condition d'en respecter complétement l'exercice. Mais le propriétaire de l'héritage grevé a le droit de l'affranchir, soit moyennant indemnité fixée à dire d'experts convenus ou désignés par le juge de paix, soit par voie de cantonnement en conformité aux articles 63 et suivants du Code forestier.

12. Le ban des vendanges ne pourra être établi ou même maintenu que dans les communes où le Conseil municipal l'aura ainsi décidé par délibération soumise au Conseil général et approuvée par lui.

S'il est établi ou maintenu, il est réglé chaque année par arrêté du maire.

Les prescriptions de cet arrêté ne sont pas applicables aux vignobles clos de la manière indiquée par l'article 6.

13. La loi du 6 messidor an III, relative à la vente des blés en vert, est abrogée.

14. La durée de l'engagement des domestiques et du louage des ouvriers ruraux est, sauf preuve contraire, réglée suivant l'usage des lieux.

TITRE COMPLÉMENTAIRE

Sont modifiés ainsi qu'il suit les articles 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 682, 683, 684 et 685 du Code civil, concernant les clôtures, la mitoyenneté des fossés et des haies, les plantations, le passage en cas d'enclave et le privilége des engrais sur la récolte.

666. Toute clôture qui sépare des héritages est réputée mitoyenne, à moins qu'il n'y ait qu'un seul des héritages en état de clôture, ou s'il n'y a titre, prescription ou marque contraire.

Pour les fossés, il y a marque de non-mitoyenneté, lorsque la levée ou le rejet de la terre se trouve d'un côté seulement du fossé.

Le fossé est censé appartenir exclusivement à celui du côté duquel le rejet se trouve.

667. La clôture mitoyenne doit être entretenue à frais communs; mais le voisin peut se soustraire à cette obligation en renonçant à la mitoyenneté.

Cette faculté cesse si le fossé sert habituellement à l'écoulement des eaux.

668. Le voisin dont l'héritage joint un fossé ou une haie non mitoyens ne peut contraindre le propriétaire de ce fossé ou de cette haie à lui céder la mitoyenneté.

Le copropriétaire d'une haie mitoyenne peut la détruire jusqu'à la limite de sa propriété, à la charge de construire un mur sur cette limite.

La même règle est applicable au copropriétaire d'un fossé mitoyen qui ne sert qu'à la clôture.

669. Tant que dure la mitoyenneté de la haie, les produits en appartiennent aux propriétaires par moitié.

670. Les arbres qui se trouvent dans la haie mitoyenne sont mitoyens comme la haie. Les arbres plantés sur la ligne séparative de deux héritages sont aussi réputés mitoyens. Lorsqu'ils meurent ou lorsqu'ils sont coupés ou arrachés, ces arbres sont partagés par moitié. Les fruits sont aussi partagés par moitié, soit qu'ils tombent naturellement, soit que la chute en ait été provoquée, soit qu'ils aient été cueillis.

Chaque propriétaire a le droit d'exiger que les arbres mitoyens soient arrachés.

671. Il n'est permis d'avoir des arbres, arbrisseaux ou arbustes près de la limite de la propriété voisine, qu'en laissant entre cette limite et le centre du tronçon de la tige la distance prescrite par la loi.

Cette distance est de deux mètres pour les arbres dont la hauteur dépasse quatre mètres;

De cinquante centimètres pour les haies vives et pour les arbres et les arbrisseaux dont la hauteur ne dépasse pas quatre mètres.

Les arbres, arbustes et arbrisseaux de toute espèce peuvent être plantés en espaliers, de chaque côté du mur séparatif, sans que l'on soit tenu d'observer aucune distance, mais il ne pourront dépasser la crête du mur.

Si le mur n'est pas mitoyen, le propriétaire seul a le droit d'y appuyer ses espaliers.

672. Le voisin peut exiger que les arbres, arbrisseaux et arbustes, plantés à une distance moindre que la distance légale, soient arrachés ou réduits à la hauteur déterminée dans l'article précédent, à moins qu'il n'y ait titre, destination du père de famille ou prescription trentenaire.

Si les arbres meurent, ou s'ils sont coupés ou arrachés, le voisin ne peut les remplacer qu'en observant les distances légales.

673. Celui sur la propriété duquel avancent les branches des arbres du voisin peut contraindre celui-ci à les couper. Les fruits tombés naturellement de ces branches lui appartiennent.

Si ce sont les racines qui avancent sur son héritage, il a le droit de les y couper lui-même.

Le droit de couper les racines ou de faire couper les branches est imprescriptible. Il peut être exercé par le fermier.

682. Le propriétaire dont les fonds sont enclavés et qui n'a sur la voie publique aucune issue, ou qu'une issue insuffisante pour l'exploitation soit agricole, soit industrielle de sa propriété, peut réclamer un passage sur les fonds de ses voisins, à la charge d'une indemnité proportionnée au dommage qu'il peut occasionner.

683. Le passage doit régulièrement être pris du côté où le trajet est le plus court du fonds enclavé à la voie publique.

Néanmoins, il doit être fixé dans l'endroit le moins dommageable à celui sur le fonds duquel il est accordé.

684. Si l'enclave résulte de la division d'un fonds, par suite d'une vente, d'un échange, d'un partage ou de tout autre contrat, le passage ne peut être demandé que sur les terrains qui ont fait l'objet de ces actes.

Toutefois, dans le cas où un passage suffisant ne pourrait être établi sur les fonds divisés, l'article 682 serait applicable.

685. L'assiette et le mode de servitude de passage pour cause d'enclave sont déterminés par trente ans d'usage continu.

L'action en indemnité, dans le cas prévu par l'art. 682, est prescriptible, et le passage peut être continué, quoique l'action en indemnité ne soit plus recevable.

CONSTITUTION

DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

LOI DU 20 NOVEMBRE 1873, QUI CONFIE LE POUVOIR EXÉCUTIF POUR SEPT ANS, AU MARÉCHAL DE MAC-MAHON, DUC DE MAGENTA.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Le pouvoir exécutif est confié, pour sept ans, au maréchal DE MAC MAHON, duc DE MAGENTA, à partir de la promulgation de la présente loi ; ce pouvoir continuera à être exercé avec le titre de *Président de la République* et dans les conditions actuelles jusqu'aux modifications qui pourraient y être apportées par les lois constitutionnelles.

2. Dans les trois jours qui suivront la promulgation de la présente loi, une commission de trente membres sera nommée en séance publique et au scrutin de liste, pour l'examen des lois constitutionnelles.

LOI DU 25 FÉVRIER 1875 RELATIVE A L'ORGANISATION DES POUVOIRS PUBLICS.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Le pouvoir législatif s'exerce par deux assemblées : la Chambre des députés et le Sénat.

La Chambre des députés est nommée par le suffrage universel, dans les conditions déterminées par la loi électorale.

La composition, le mode de nomination et les attributions du Sénat seront réglés par une loi spéciale.

2. Le Président de la République est élu à la majorité absolue des suffrages par le Sénat et par la Chambre des députés réunis en Assemblée nationale.

Il est nommé pour sept ans. Il est rééligible.

3. Le Président de la République a l'initiative des lois, concurremment avec les membres des deux Chambres. Il promulgue les lois lorsqu'elles ont été votées par les deux Chambres ; il en surveille et en assure l'exécution.

Il a le droit de faire grâce ; les amnisties ne peuvent être accordées que par une loi.

Il dispose de la force armée.

Il nomme à tous les emplois civils et militaires.

Il préside aux solennités nationales ; les envoyés et les ambassadeurs des puissances étrangères sont accrédités auprès de lui.

Chacun des actes du Président de la République doit être contre-signé par un ministre.

4. Au fur et à mesure des vacances qui se produiront à partir de la promulgation de la présente loi, le Président de la République nomme, en conseil des ministres, les conseillers d'Etat en service ordinaire.

Les conseillers d'Etat ainsi nommés ne pourront être révoqués que par décret rendu en Conseil des ministres.

Les conseillers d'Etat nommés en vertu de la loi du 24 mai 1872 ne pourront, jusqu'à l'expiration de leurs pouvoirs, être révoqués que dans la forme déterminée par cette loi. Après la séparation de l'Assemblée nationale, la révocation ne pourra être prononcée que par une résolution du Sénat.

5. Le Président de la République peut, sur l'avis conforme du Sénat, dissoudre la Chambre des députés avant l'expiration légale de son mandat.

En ce cas, les colléges électoraux sont convoqués pour de nouvelles élections dans le délai de trois mois.

6. Les ministres sont solidairement responsables devant les Chambres de la politique générale du Gouvernement, et, individuellement, de leurs actes personnels.

Le Président de la République n'est responsable que dans le cas de haute trahison.

7. En cas de vacance par décès ou pour toute autre cause, les deux Chambres réunies procèdent immédiatement à l'élection d'un nouveau président.

Dans l'intervalle, le Conseil des ministres est investi du pouvoir exécutif.

8. Les Chambres auront le droit, par délibérations séparées, prises dans chacune à la majorité absolue des voix, soit spontanément, soit sur la demande du Président de la République, de déclarer qu'il y a lieu de réviser les lois constitutionnelles.

Après que chacune des deux Chambres aura pris cette résolution, elles se réuniront en Assemblée nationale pour procéder à la révison.

Les délibérations portant révision des lois constitutionnelles, en tout ou en partie, devront être prises à la majorité absolue des membres composant l'Assemblée nationale.

Toutefois, pendant la durée des pouvoirs conférés par la loi du 20 novembre 1873, à M. le Maréchal DE MAC MAHON, cette révision ne peut avoir lieu que sur la proposition du Président de la République.

9. Le siége du pouvoir exécutif des deux Chambres est à Versailles.

Délibéré en séances publiques, à Versailles, les 22 janvier et 25 février 1875.

LOI DU 24 FÉVRIER 1875 RELATIVE A L'ORGANISATION DU SÉNAT.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Le Sénat se compose de trois cents membres :

Deux cent vingt-cinq élus par les départements et les colonies, et soixante-quinze élus par l'Assemblée nationale.

2. Les départements de la Seine et du Nord éliront chacun cinq sénateurs;

Les départements de la Seine-Inférieure, Pas-de-Calais, Gironde, Rhône, Finistère, Côtes-du-Nord, chacun quatre sénateurs;

La Loire-Inférieure, Saône-et-Loire, Ille-et-Vilaine, Seine-et-Oise, Isère, Puy-de-Dôme, Somme, Bouches-du-Rhône, Aisne, Loire, Manche, Maine-et-Loire, Morbihan, Dordogne, Haute-Garonne, Charente-Inférieure, Calvados, Sarthe, Hérault, Basses-Pyrenées, Gard, Aveyron, Vendée, Orne, Oise, Vosges, Allier, chacun trois sénateurs;

Tous les autres départements chacun deux sénateurs.

Le territoire de Belfort, les trois départements de l'Algérie, les quatre colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et des Indes françaises éliront chacune un sénateur.

3. Nul ne peut être sénateur s'il n'est Français, âgé de quarante ans au moins, et s'il ne jouit de ses droits civils et politiques.

4. Les sénateurs des départements et des colonies sont élus à la majorité absolue, et, quand il y a lieu, au scrutin de liste, par un collége réuni au chef-lieu du département ou de la colonie et composé :

1° Des députés ;

2° Des conseillers généraux ;

3° Des conseillers d'arrondissement ;

4° Des délégués élus, un par conseil municipal, parmi les électeurs de la commune.

Dans l'Inde française, les membres du conseil colonial ou des conseils locaux sont substitués aux conseillers généraux, aux conseillers d'arrondissement et aux délégués des conseils municipaux.

Ils votent au chef-lieu de chaque établissement.

5. Les sénateurs nommés par l'Assemblée sont élus au scrutin de liste et à la majorité absolue des suffrages.

6. Les sénateurs des départements et des colonies sont élus pour neuf années et renouvelables par tiers, tous les trois ans.

Au début de la première session, les départements seront divisés en trois séries contenant, chacune un égal nombre de sénateurs. Il sera procédé, par la voie du tirage au sort, à la désignation des séries qui devront être renouvelées à l'expiration de la première et de la deuxième période triennale.

7. Les sénateurs élus par l'Assemblée sont inamovibles.

En cas de vacance par décès, démission ou autre cause, il sera dans les deux mois, pourvu au remplacement par le Sénat lui-même.

8. Le Sénat a, concurremment avec la Chambre des députés, l'initiative et la confection des lois. Toutefois, les lois de finances doivent être, en premier lieu, présentées à la Chambres des députés et votées par elle.

9. Le Sénat peut être constitué en cour de justice pour juger, soit le Président de la République, soit les ministres, et pour connaître des attentats commis contre la sûreté de l'Etat.

10. Il sera procédé à l'élection du Sénat un mois avant l'époque fixée par l'Assemblée nationale pour sa séparation. Le Sénat entrera en fonctions et se constituera le jour même où l'Assemblée nationale se séparera.

10. La présente loi ne pourra être promulguée qu'après le vote définitif de la loi sur les pouvoirs publics.

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 24 février 1875.

LOI CONSTITUTIONNELLE DU 16 JUILLET 1875 SUR LES RAPPORTS DES POUVOIRS PUBLICS.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Le Sénat et la Chambre des députés se réunissent chaque année le second mardi de janvier, à moins d'une convocation antérieure faite par le Président de la République.

Les deux Chambres doivent être réunies en session cinq mois au moins chaque année. La session de l'une commence et finit en même temps que celle de l'autre.

Le dimanche qui suivra la rentrée, des prières publiques seront adressées à Dieu dans les églises et dans les temples pour appeler son secours sur les travaux des Assemblées.

2. Le Président de la République prononce la clôture de la session. Il a le droit de convoquer extraordinairement les Chambres. Il devra les convoquer, si la demande en est faite, dans l'intervalle des sessions, par la majorité absolue des membres composant chaque Chambre.

Le Président peut ajourner les Chambres. Toutefois, l'ajournement ne peut excéder le terme d'un mois ni avoir lieu plus de deux fois dans la même session.

3. Un mois au moins avant le terme légal des pouvoirs du Président de la République, les Chambres devront être réunies en Assemblée nationale pour procéder à l'élection du nouveau Président.

A défaut de convocation, cette réunion aurait lieu de plein droit le quinzième jour avant l'expiration de ces pouvoirs.

En cas de décès ou de démission du Président de la République, les deux Chambres se réunissent immédiatement et de plein droit.

Dans le cas où, par application de l'article 5 de la loi du 25 février 1875, la Chambre des députés se trouverait dissoute au moment où la Présidence de la République deviendrait vacante, les collèges électoraux seraient aussitôt convoqués et le Sénat se réunirait de plein droit.

4. Toute Assemblée de l'une des deux Chambres qui serait tenue hors du temps de la session commune est illicite et nulle de plein droit, sauf le cas prévu par l'article précédent et celui où le Sénat est réuni comme cour de justice ; et, dans ce dernier cas, il ne peut exercer que des fonctions judiciaires.

5. Les séances du Sénat et celles de la Chambre des députés sont publiques.

Néanmoins, chaque Chambre peut se former en comité secret, sur la demande d'un certain nombre de ses membres, fixé par le règlement

Elle décide ensuite, à la majorité absolue, si la séance doit être reprise en public sur le même sujet.

6. Le Président de la République communique avec les Chambres par des messages qui sont lus à la tribune par un ministre.

Les ministres ont leur entrée dans les deux chambres et doivent être entendus quand ils le demandent. Ils peuvent se faire assister par des commissaires désignés, pour la discussion d'un projet de la loi déterminé, par décret du Président de la République.

7. Le Président promulgue les lois dans le mois qui suit la transmission au Gouvernement de la loi définitivement adoptée.

Il doit promulguer dans les trois jours les lois dont la promulgation, par un vote exprès dans l'une et l'autre Chambre, aura été déclarée urgente.

Dans le délai fixé pour la promulgation, le Président de la République peut, par un message motivé, demander aux deux Chamores une nouvelle délibération, qui ne peut être refusée.

8. Le Président de la Républlique négocie et ratifie les traités. Il en donne connaissance aux Chambres aussitôt que l'intérêt et la sûreté de l'Etat le permettent.

Les traités de paix, de commerce, les traités qui engagent les finances de l'Etat, ceux qui sont relatifs à l'état des personnes et au droit de propriété des Français à l'étranger, ne sont définitifs qu'après avoir été votés par les deux Chambres. Nulle cession, nul échange, nulle adjonction de territoire ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi.

9. Le Président de la République ne peut déclarer la guerre sans l'assentiment préalable des deux Chambres.

10. Chacune des Chambres est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection ; elle peut seule recevoir leur démission.

11. Le bureau de chacune des deux Chambres est élu chaque année pour la durée de la session extraordinaire qui aurait lieu avant la session ordinaire de l'année suivante.

Lorsque les deux Chambres se réunissent en Assemblée nationale, leur bureau se compose des président, vice-présidents et secrétaires du Sénat.

12. Le Président de la République ne peut être mis en accusation que par la Chambre des députés, et ne peut être jugé que par le Sénat.

Les ministres peuvent être mis en accusation par la Chambre des députés pour crimes commis dans l'exercice de leurs fonctions. En ce cas, ils sont jugés par le Sénat.

Le Sénat peut être constitué en cour de justice par un décret du Président de la République, rendu en Conseil des ministres, pour juger toute personne prévenue d'attentat commis contre la sureté de l'Etat.

Si l'instruction est commencée par la justice ordinaire, le décret de convocation du Sénat peut être rendu jusqu'à l'arrêt de renvoi.

Une loi déterminera le mode de procéder pour l'accusation, l'instruction et le jugement.

13. Aucun membre de l'une ou de l'autre Chambre ne peut être poursuivi ou recherché à l'occasion des opinions ou votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions.

14. Aucun membre de l'une ou de l'autre Chambre ne peut, pendant la durée de la session, être poursuivi ou arrêté en matière criminelle ou correctionnelle qu'avec l'autorisation de la Chambre dont il fait partie, sauf le cas de flagrant délit.

La détention ou la poursuite d'un membre de l'une ou de l'autre Chambre est suspendue pendant la session, pour toute sa durée, si la Chambre le requiert.

Délibéré en séances publiques, à Versailles, les 22 juin, 7 et 16 juillet 1875.

LOI ORGANIQUE DU 2 AOUT 1875 SUR LES ÉLECTIONS DES SÉNATEURS.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Un décret du Président de la République, rendu au moins six semaines à l'avance, fixe le jour où doivent avoir lieu les élections pour le Sénat et en même temps celui où doivent être choisis les délégués des conseils municipaux. Il doit y avoir un intervalle d'un mois au moins entre le choix des délégués et l'élection des sénateurs.

2. Chaque conseil municipal élit un délégué. L'élection se fait sans débat, au scrutin secret, à la majorité absolue des suffrages. Après deux tours de scrutin, la majorité relative suffit, et, en cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est élu. Si le maire ne fait pas partie du conseil municipal, il présidera, mais il ne prendra pas part au vote.

Il est procédé le même jour et dans la même forme à l'élection d'un suppléant qui remplace le délégué en cas de refus ou d'empêchement.

Le choix des conseils municipaux ne peut porter ni sur un député, ni sur un conseiller général, ni sur un conseiller d'arrondissement.

Il peut porter sur tous les électeurs de la commune, y compris les conseillers municipaux sans distinction entre eux.

3. Dans les communes où il existe une commission municipale, le délégué et le suppléant seront nommés par l'ancien conseil.

4. Si le délégué n'a pas été présent à l'élection, notification lui en est faite dans les vingt-quatre heures par les soins du maire. Il doit faire parvenir au préfet, dans les cinq jours, l'avis de son acceptation. En cas de refus ou de silence, il est remplacé par le suppléant, qui est alors porté sur la liste comme délégué de la commune.

5. Le procès-verbal de l'élection du délégué et du suppléant est transmis immédiatement au préfet ; il mentionne l'acceptation ou le refus des délégués et suppléants ainsi que les protestations élevées contre la régularité de l'élection par un ou plusieurs membres du conseil municipal. Une copie de ce procès-verbal est affichée à la porte de la mairie.

6. Un tableau des résultats de l'élection des délégués et suppléants est dressé dans la huitaine par le préfet ; ce tableau est communiqué à tout requérant ; il peut être copié et publié.

Tout électeur a, de même, la faculté de prendre dans les bureaux de la pré-

fecture communication et copie de la liste, par commune, des conseillers municipaux du département, et, dans les bureaux des sous-préfectures, de la liste, par commune, des conseillers municipaux de l'arrondissement.

7. Tout électeur de la commune peut, dans un délai de trois jours, adresser directement au préfet une protestation contre la régularité de l'élection.

Si le préfet estime que les opérations ont été irrégulières, il a le droit d'en demander l'annulation.

8. Les protestations relatives à l'élection du délégué ou du suppléant sont jugées, sauf recours au Conseil d'Etat, par le conseil de préfecture, et, dans les colonies, par le conseil privé.

Le délégué dont l'élection est annulée parce qu'il ne remplit pas une des conditions exigées par la loi, ou pour vice de forme, est remplacé par le suppléant.

En cas d'annulation de l'élection du délégué et de celle du suppléant, comme au cas de refus ou de décès de l'un ou de l'autre après leur acceptation, il est procédé à de nouvelles élections par le conseil municipal, au jour fixé par un arrêté du préfet.

9. Huit jours au plus tard avant l'élection des sénateurs, le préfet, et, dans les colonies, le directeur de l'intérieur, dresse la liste des électeurs du département par ordre alphabétique. La liste est communiquée à tout requérant et peut être copiée et publiée. Aucun électeur ne peut avoir plus d'un suffrage.

10. Les députés, les membres du conseil général ou des conseils d'arrondissement qui auraient été proclamés par les commissions de recensement, mais dont les pouvoirs n'auraient pas été vérifiés, sont inscrits sur la liste des électeurs et peuvent prendre part au vote.

11. Dans chacun des trois départements de l'Algérie, le collége électoral se compose 1° des députés ; 2° des membres citoyens français du conseil général ; 3° des délégués élus par les membres citoyens français de chaque conseil municipal parmi les électeurs citoyens français de la commune.

12. Le collége électoral est présidé par le président du tribunal civil du chef-lieu du département ou de la colonie. Le président est assisté des deux plus âgés et des deux plus jeunes électeurs présent à l'ouverture de la séance. Le bureau ainsi composé choisit un secrétaire parmi les électeurs.

Si le président est empêché, il est remplacé par le vice-président, et, à son défaut, par le juge le plus ancien.

13. Le bureau répartit les électeurs par ordre alphabétique en sections de vote comprenant au moins cent électeurs. Il nomme les présidents et scrutateurs de chacune de ces sections. Il statue sur toutes les difficultés et contestations qui peuvent s'élever au cours de l'élection, sans pouvoir, toutefois, s'écarter des décisions rendues en vertu de l'article 8 de la présente loi.

14. Le premier scrutin est ouvert à huit heures du matin et fermé à midi. Le second est ouvert à deux heures et fermé à quatre heures. Le troisième, s'il y a lieu, est ouvert à six heures et fermé à huit heures. Les résultats des scrutins sont recensés par le bureau et proclamés le même jour par le président du collége électoral.

15. Nul n'est élu sénateur à l'un des deux premiers tours de scrutin s'il ne réunit : 1° la majorité absolue des suffrages exprimés ; 2° un nombre de voix égal au quart des électeurs inscrits. Au troisième tour de scrutin, la majorité relative suffit, et, en cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est élu.

16. Les réunions électorales pour la nomination des sénateurs pourront avoir lieu en se conformant aux règles tracées par la loi du 6 juin 1868, sauf les modifications suivantes :

1° Ces réunions pourront être tenues depuis le jour de la nomination des délégués jusqu'au jour du vote inclusivement ;

2° Elles doivent être précédées d'une déclaration faite la veille, au plus tard, par sept électeurs sénatoriaux de l'arrondissement et indiquant le local, le jour et l'heure où la réunion doit avoir lieu, et les noms, profession et domicile des candidats qui s'y présenteront ;

3° L'autorité municipale veillera à ce que nul ne s'introduise dans la réunion s'il n'est député, conseiller général, conseiller d'arrondissement, délégué ou candidat.

Le délégué justifiera de sa qualité par un certificat du maire de sa commune, le candidat par un certificat du fonctionnaire qui aura reçu la déclaration mentionnée au paragraphe précédent.

17. Les délégués qui auront pris part à tous les scrutins recevront sur les fonds de l'Etat, s'ils le requièrent, sur la présentation de leur lettre de convocation visée par le président du collége électoral, une indemnité de déplacement qui leur sera payée sur les mêmes bases et de la même manière que celle accordée aux jurés par les articles 35, 90 et suivants du décret du 18 juin 1811.

Un règlement d'administration publique déterminera le mode de taxation et de payement de cette indemnité.

18. Tout délégué qui, sans cause légitime, n'aura pas pris part à tous les scrutins, ou, étant empêché, n'aura point averti le suppléant en temps utile, sera condamné à une amende de cinquante francs (50 fr.) par le tribunal civil du chef-lieu, sur les réquisitions du ministère public.

La même peine peut être appliquée au délégué suppléant qui, averti par lettre, dépêche télégraphique ou avis à lui personnellement délivré en temps utile, n'aura pas pris part aux opérations électorales.

19. Toute tentative de corruption par l'emploi des moyens énoncés dans les articles 177 et suivants du Code pénal, pour influencer le vote d'un électeur ou le déterminer à s'abstenir de voter, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs (50 fr. à 500 fr), ou de l'une de ces deux peines seulement.

L'article 463 du Code pénal est applicable aux peines édictées par le présent article.

20. Il y a incompatibilité entre les fonctions de sénateur et celles :

De conseiller d'Etat et maître des requêtes, préfet et sous-préfet, à l'exception du préfet de la Seine et du préfet de police ;

De membre des parquets des cours d'appel et des tribunaux de première instance, à l'exception du procureur général près la cour de Paris ;

De trésorier payeur général, de receveur particulier, de fonctionnaire et employé des administrations centrales des ministères.

21. Ne peuvent être élus par le département ou la colonie compris en tout ou en partie dans leur ressort, pendant l'exercice de leurs fonctions et pendant les six mois qui suivent la cessation de leurs fonctions par démission, destitution, changement de résidence ou de toute autre manière :

1° Les premiers présidents, les présidents et les membres des parquets des cours d'appel ;

2° Les présidents, les vice-présidents, les juges d'instruction et les membres des parquets des tribunaux de première instance ;

3° Le préfet de police, les préfets et sous-préfets et les secrétaires généraux des préfectures ; les gouverneurs, directeurs de l'intérieur et secrétaires généraux des colonies ;

4° Les ingénieurs en chef et d'arrondissement, et les agents voyers en chef et d'arrondissement ;

5° Les recteurs et inspecteurs d'académie ;

6° Les inspecteurs des écoles primaires ;

7° Les archevêques, évêques et vicaires généraux ;

8° Les officiers de tous grades de l'armée de terre et de mer ;

9° Les intendants divisionnaires et les sous-intendants militaires ;

10° Les trésoriers payeurs généraux et les receveurs particuliers des finances ;

11° Les directeurs des contributions directes et indirectes, de l'enregistrement et des domaines, et des postes ;

12° Les conservateurs et inspecteurs des forêts.

22. Le sénateur élu dans plusieurs départements doit faire connaître son option au président du Sénat dans les dix jours qui suivent la déclaration de la validité de ces élections. A défaut d'option dans ce délai, la question est décidée par la voie du sort et en séance publique.

Il est pourvu à la vacance dans le délai d'un mois et par le même corps électoral.

Il en est de même dans le cas d'invalidation d'une élection.

23. Si, par décès ou démission, le nombre des sénateurs d'un département est réduit de moitié, il est pourvu aux vacances dans le délai de trois mois, à moins que les vacances ne surviennent pas les douze mois qui précèdent dans le renouvellement triennal.

A l'époque fixée pour le renouvellement triennal, il sera pourvu à toutes les vacances qui se seront produites, quel qu'en soit le nombre et quelle qu'en soit la date.

24. L'élection des sénateurs nommés par l'Assemblée nationale est faite en séance publique, au scrutin de liste et à la majorité absolue des votants, quel que soit le nombre des épreuves.

25. Lorsqu'il y a lieu de pourvoir au remplacement des sénateurs nommés en vertu de l'article 7 de la loi du 24 février 1875, le Sénat procède dans les formes indiquées par l'article précédent.

26. Les membres du Sénat reçoivent la même indemnité que ceux de la Chambre des députés.

27. Sont applicables à l'élection du Sénat toutes les dispositions de la loi électorale relatives :

1° Aux cas d'indignité et d'incapacité ;

2° Aux délits, poursuites et pénalités ;

3° Aux formalités de l'élection, en tout ce qui ne serait pas contraire aux dispositions de la présente loi.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

28. Pour la première élection des membres du Sénat, la loi qui déterminera l'époque de la séparation de l'Assemblée nationale fixera, sans qu'il soit nécessaire d'observer les délais établis par l'article 1er, la date à laquelle se réuniront les conseils municipaux pour choisir les délégués et le jour où il sera procédé à l'élection des sénateurs.

Avant la réunion des conseils municipaux, il sera procédé par l'Assemblée nationale à l'élection des sénateurs dont la nomination lui est attribué.

29. La disposition de l'article 21, par laquelle un délai de six mois doit s'écouler entre le jour de cessation des fonctions et celui de l'élection, ne s'appliquera pas aux fonctionnaires autres que les préfets et les sous-préfets, dont les fonctions auront cessé, soit avant la promulgation de la présente loi, soit dans les vingt jours qui la suivront.

Délibéré en séances publiques, à Versailles, les 16, 27 juillet et 2 août 1875.

LOI ORGANIQUE DU 30 NOVEMBRE 1875 SUR L'ÉLECTION DES DÉPUTÉS.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Les députés seront nommés par les électeurs inscrits :

1° Sur les listes dressées en exécution de la loi du 7 juillet 1874;

2° Sur la liste complémentaire comprenant ceux qui résident dans la commune depuis six mois.

L'inscription sur la liste complémentaire aura lieu, conformément aux lois et règlements qui régissent actuellement les listes électorales politiques, par les commissions et suivant les formes établies dans les articles 1, 2, 3 et 4 de la loi du 7 juillet 1874.

Les pourvois en cassation relatifs à la formation et à la révision de l'une et de l'autre liste seront portés directement devant la chambre civile de la Cour de cassation.

Les listes électorales arrêtées au 31 mars 1875 serviront jusqu'au 31 mars 1876.

2. Les militaires et assimilés de tous grades et toutes armées de terre et de mer ne prennent part à aucun vote quand ils sont présents à leurs corps, à leur poste ou dans l'exercice de leurs fonctions. Ceux qui, au moment de l'élection, se trouvent en résidence libre, en non activité ou en possession d'un congé régulier, peuvent voter dans la commune sur les listes de laquelle ils sont régulièrement inscrits. Cette dernière disposition s'applique également aux officiers et assimilés qui sont en disponibilité ou dans le cadre de réserve.

3. Pendant la durée de la période électorale, les circulaires et professions de foi signées des candidats, les placards et manifestes électoraux signés d'un ou de plusieurs électeurs pourront, après dépôt au parquet du procureur de la République, être affichés et distribués sans autorisation préalable.

La disposition préalable des bulletins de vote n'est point soumise à la formalité du dépôt au parquet.

Il est interdit à tout agent de l'autorité publique ou municipale de distribuer des bulletins de vote, profession de foi et circulaires des candidats.

Les dispositions de l'article 19 de la loi organique du 2 août 1875 sur les élections des sénateurs seront appliquées aux élections des députés.

4. Le scrutin ne durera qu'un seul jour. Le vote a lieu au chef-lieu de la commune; néanmoins chaque commune peut être divisée, par arrêté du préfet,

en autant de sections que l'exigent les circonstances locales et le nombre des électeurs. Le second tour de scrutin continuera d'avoir lieu le deuxième dimanche qui suit le jour de la proclamation du résultat du premier scrutin, conformément aux dispositions de l'article 65 de la loi du 15 mars 1849.

5. Les opérations du vote auront lieu conformément aux dispositions du décret organique et réglementaire du 2 février 1852.

Le vote est secret.

Les listes d'émargement de chaque section, signées du président et du secrétaire, demeureront déposées pendant huitaine au secrétariat de la mairie, où elles seront communiquées à tout électeur requérant.

6. Tout électeur est éligible, sans condition de cens, à l'âge de vingt-cinq ans accomplis.

7. Aucun militaire ou marin faisant partie des armées actives de terre ou de mer ne pourra, quels que soient son grade ou ses fonctions, être élu membre de la Chambre des députés.

Cette disposition s'applique aux militaires et marins en disponibilité ou en non-activité, mais elle ne s'étend ni aux officiers placés dans la seconde section du cadre de l'état major général, ni à ceux qui, maintenus dans la première section comme ayantcommandé en chef devant l'ennemi, ont cessé d'être employés activement, ni aux officiers qui, ayant des droits acquis à la retraite, sont envoyés ou maintenus dans leurs foyers en attendant la liquidation de leur pension.

La décision par laquelle l'officier aura été admis à fait valoir ses droits à la retraite deviendra, dans ce cas, irrévocable.

La disposition contenue dans le premier paragraphe du présent article ne s'applique pas à la réserve de l'armée active, ni à l'armée territoriale.

8. L'exercice des fonctions publiques rétribuée sur les fonds de l'État est incompatible avec le mandat de député.

En conséquence, tout fonctionnaire élu député sera remplacé dans ses fonctions si, dans les huit jours qui suivront la vérification des pouvoirs, il n'a pas fait connaître qu'il n'accepte pas le mandat de député.

Sont exceptées des dispositions qui précèdent les fonctions de ministre, sous-secrétaire d'Etat, ambassadeur, ministre plénipotentiaire, préfet de la Seine, préfet de police, premier président de la cour de cassation, premier président de la cour des comptes, premier président de la cour d'appel de Paris, procureur général près la cour de cassation, procureur général près la cour des comptes, procureur général près la cour d'appel de Paris, archevêque et évêque, pasteur président de consistoire dans les circonscriptions consistoriales dont le chef-lieu compte deux pasteurs et au-dessus, grand rabbin du consistoire central, grand rabbin du consistoire de Paris.

9. Sont également exceptés des dispositions de l'article 8 :

1° Les professeurs titulaires de chaires qui sont données au concours ou sur la présentation des corps où la vacance s'est produite ;

2° Les personnes qui ont été chargées d'une mission temporaire. Toute mission qui a duré plus de six mois cesse d'être temporaire et est régie par l'article 8 ci-dessus.

10. Le fonctionnaire conserve les droits qu'il a acquis à une pension de retraite et peut, après l'expiration de son mandat, être remis en activité.

Le fonctionnaire civil qui, ayant eu vingt ans de service à la date de l'acceptation de son mandat de député, justifiera de cinquante ans d'âge à l'époque de la cessation de ce mandat, pourra faire valoir ses droits à une pension de retraite exceptionnelle.

Cette pension sera réglée conformément au troisième paragraphe de l'article 12 de la loi du 9 juin 1853.

Si le fonctionnaire est remis en activité après la cessation de son mandat, les dispositions énoncés dans les articles 3, paragraphe 2, et 28 de la loi du 9 juin 1853 lui seront applicables.

Dans les fonctions où le grade est distinct de l'emploi, le fonctionnaire, par l'acceptation du mandat de député, renonce à l'emploi et ne conserve que le grade.

11. Tout député nommé ou promu à une fonction publique salariée cesse d'appartenir à la Chambre par le fait même de son acceptation ; mais il peut être réélu, si la fonction qu'il occupe est compatible avec le mandat de député.

Les députés nommés ministres ou sous-secrétaires d'Etat ne sont pas soumis à la réélection.

12. Ne peuvent être élus par l'arrondissement ou la colonie compris en tout ou en partie dans leur ressort, pendant l'exercice de leurs fonctions et pendant les six mois qui suivent la cessation de leurs fonctions par démission, destitution, changement de résidence ou de toute autre manière :

1° Les premiers présidents, les présidents et les membres des parquets des cours d'appel ;

2° Les présidents, vice-présidents, juges titulaires, juges d'instruction et membres du parquet des tribunaux de première instance ;

3° Le préfet de police, les préfets et les secrétaires généraux des préfectures, les gouverneurs, directeurs de l'intérieur et secrétaires généraux des colonies ;

4° Les ingénieurs en chef et d'arrondissement, les agents voyers en chef et d'arrondissement ;

5° Les recteurs et inspecteurs d'académie ;

6° Les inspecteurs des écoles primaires :

7° Les archevêques, évêques et vicaires généraux ;

8° Les trésoriers payeurs généraux et les receveurs particuliers des finances ;

9. Les directeurs des contributions directes et indirectes, de l'enregistrement et des domaines, et des postes ;

10. Les conservateurs et inspecteurs des forêts.

Les sous-préfets ne peuvent être élus dans aucun des arrondissements du département où ils exercent leurs fonctions.

13. Tout mandat impératif est nul et de nul effet.

14. Les membres de la Chambre des députés sont élus au scrutin individuel. Chaque arrondissement administratif nommera un député. Les arrondissements dont la population dépasse cent mille habitants nommeront un député de plus par cent mille ou fraction de cent mille habitants. Les arrondissements, dans ce cas, seront divisés en circonscriptions dont le tableau sera établi par une loi et ne pourra être modifié que par une loi.

15. Les députés sont élus pour quatre ans.

La Chambre se renouvelle intégralement.

16. En cas de vacance par décès, démission ou autrement, l'élection devra être faite dans le délai de trois mois, à partir du jour où la vacance se sera produite. En cas d'option, il est pourvu à la vacance dans le délai d'un mois.

17. Les députés reçoivent une indemnité.

Cette indemnité est réglée par les articles 96 et 97 de la loi du 15 mars 1849 et par les dispositions de la loi du 16 février 1872.

18. Nul n'est élu, au premier tour de scrutin, s'il n'a réuni :
1° La majorité absolue des suffrages exprimés ;
2° Un nombre de suffrages égal au quart des électeurs inscrits.
Au deuxième tour, la majorité relative suffit. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est élu.

19. Chaque département de l'Algérie nomme un député.

20. Les électeurs résidant en Algérie, dans une localité non érigée en commune, seront inscrits sur la liste électorale de la commune la plus proche.
Lorsqu'il y aura lieu d'établir des sections électorales, soit pour grouper des communes mixtes dans chacune desquelles le nombre des électeurs serait insuffisant, soit ponr réunir les électeurs résidant dans les localités non érigées en communes, les arrêtés pour fixer le siége de ces sections seront pris par le gouverneur général, sur le rapport du préfet ou du général commandant la division.

21. Les quatres colonies auxquelles il a été accordé des sénateurs par la loi du 24 février 1875, relative à l'organisation du Sénat, nommeront chacune un député.

22. Toute infraction aux dispositions prohibitives de l'article 3, paragraphe 3, de la présente loi, sera punie d'une amende de seize à trois cents francs. Néanmoins, le tribunal de police correctionnelle pourra faire application de l'article 463 du Code pénal.
Les dispositions de l'article 6 de la loi du 7 juillet 1874 seront appliquées aux listes électorales politiques.
Le décret du 29 janvier 1871 et les lois du 10 avril 1871, du 2 mai 1871 et du 18 février 1873 sont abrogés.
Demeure égalemeet abrogé le paragraphe 11 de l'article 15 du décret organique du 2 février 1852, en tant qu'il se réfère à la loi du 21 mai 1836 sur les loteries, sauf aux tribunaux à faire aux condamnés l'application de l'article 42 du Code pénal.
Continueront d'être appliquées les dispositions des lois et décrets en vigueur auxquelles la présente loi ne déroge pas.

23. La disposition de l'article 12, par laquelle un délai de six mois doit s'écouler entre le jour de la cessation des fonctions et celui de l'élection, ne s'appliquera pas aux fonctionnaires autres que les préfets et les sous-préfets, dont les fonctions auront cessé, soit avant la promulgation de la présente loi, soit dans les vingt jours qui la suivront.

Délibéré en séances publiques, à Versailles, les 4 juin 1874, 13 et 30 novembre 1875.

—

M. le Maréchal de Mac-Mahon ayant donné sa démission, le congrès s'est réuni le 30 janvier 1879, et a nommé M. Grévy, Président de la République française.

FORMULAIRES

FORMULAIRE CIVIL

N° 1. — MODÈLE d'une demande au Procureur de la République pour être dispensé de la seconde publication de mariage (1).

A Monsieur le Procureur de la République, près le Tribunal de première instance de.....

M..... (*nom, prénoms, profession, demeure*) et Mlle (*également nom, prénoms, profession, demeure*), ont l'honneur de vous exposer :

Qu'ils doivent contracter mariage dans un délai très-bref; que la première publication de leur mariage a été (*ou sera*) faite le ..... (*jour, mois, an*) dans la (*ou les*) commune de .....;

Qu'ils ont le plus grand intérêt à être dispensés de la seconde publication, attendu que .... (*énoncer les causes en détail*).

C'est pourquoi les exposants vous demandent respectueusement, Monsieur le Procureur de la République, vu l'article 169 du Code civil et l'arrêté du gouvernement du 20 prairial an XI, les dispenser d'une seconde publication du mariage.

Présenté au parquet de M. le Procureur de la République, le

(*Signature des futurs époux*).

---

(1) *Observations.* — La demande est écrite sur une feuille de papier timbré à 0,60 c. ou à 1,20 c., selon la longueur. Elle doit être faite de telle manière qu'il reste une demi-page pour l'autorisation du Procureur de la République.

Il faut faire légaliser les signatures par le maire.

N° 2. — MODÈLE d'une pétition au ministre de la Justice, pour être autorisé à se marier avant l'âge (Page 20)(2).

A Son Excellence M. le garde des sceaux, ministre de la Justice,

Monsieur le Ministre,

M... . (*nom, prénoms, profession*), demeurant à ..., fils légitime de..... (*ou naturel reconnu*) et de ...., âgé de .....

Et Mlle (*nom, prénoms, profession*) demeurant à..., fille légitime de..... (*ou naturelle reconnue*) et de.....

Ont l'honneur de vous exposer :

Qu'ils sont dans l'intention de contracter mariage; que ce mariage est bien vu et agréé de toute la famille.

Que le futur époux (ou la future épouse) n'est âgé que de..., et, par conséquent, est au-dessous de l'âge requis pour se marier;

Que, cependant, il y a le plus grand intérêt à ce que ce mariage s'accomplisse dans le plus bref délai;

Qu'en effet (*expliquer les causes en détail*).

Pour ces motifs, Monsieur le Ministre, les exposants vous demandent de vouloir bien faire lever les obstacles qui s'opposent à ce que le mariage projeté se réalise.

(*Les indigents ajoutent :*) et de vouloir bien les dispenser des droits de sceau et de timbre, en raison de leur indigence.

Dans l'espoir que vous accueillerez favorablement leur demande, les exposants ont l'honneur d'être

Monsieur le Ministre,

Vos très humbles et très-respectueux serviteurs.

(*Signatures des futurs époux*)

(*Signatures des parents*).

N 3. — MODÈLE d'une pétition au Ministre de la Justice pour être autorisé à se marier avec un parent à un degré prohibé (2) (Page 21).

A Son Excellence M. le garde des sceaux, Ministre de la Justice.

M..... (*nom, prénoms, profession*), demeurant à..., fils légitime (*ou naturel reconnu*) de...

---

(1) La pétition doit être adressée au Procureur de la République du domicile du demandeur, afin qu'il donne son avis.

La pétition doit être sur papier timbré à 1 fr. 80.

Il faut, autant que possible, que les parents dont l'autorisation est nécessaire pour le mariage signent la pétition.

Toutes les signatures doivent être légalisées par le maire.

Il y a un droit de sceau de 100 fr. et un droit d'enregistrement de 36 fr. pour cette autorisation. Les indigents pourront en demander la remise au bas de la pétition.

(2) *Observations.* — Les observations du n° 2 s'appliquent ici, excepté ce qui suit :

C'est au Procureur de la République du lieu où le mariage doit se célébrer que la pétition est adressée.

Les droits de sceau sont de 200 fr. et ceux d'enregistrement de 72 francs.

Mlle (*nom, prénoms, profession*), demeurant à..., fille légitime (*ou naturelle reconnue*) de.....

Ont l'honneur de vous exposer :

Qu'ils ont vécu dès leur plus tendre enfance dans la plus grande amitié; que leur affection mutuelle a grandi avec les années et qu'aujourd'hui ils désireraient contracter mariage ensemble (*ajouter ici tous les faits qui correspondent à chaque affaire particulière*).

Que ce mariage est bien vu dans toute la famille ; mais qu'étant parents au degré de... , ils sont obligés de demander une dispense ;

Qu'ils s'adressent donc avec confiance à Monsieur le Ministre de la Justice, pour obtenir de lui la dispense qui leur est nécessaire.

Dans l'espoir que vous voudrez bien leur transmettre une réponse favorable, ils ont l'honneur d'être

Monsieur le Ministre

Vos très-humbles et très-respectueux serviteurs.

(*Signatures des futurs époux*).

N° 4. — MODÈLE d'un acte par lequel la femme s'engage valablement envers quelqu'un (1) (page 26).

Je reconnais devoir à M. Paul la somme de mille francs qu'il m'a prêtée en espèces, et je m'engage à la lui rembourser dans un an de ce jour, avec intérêts à 5 % l'an.

Paris le. . . 18 . . .

Bon pour autorisation de ma femme. *Bon pour mille francs.*

(*Signature du mari.*) (*Signature de la femme.*)

N° 5. — MODÈLE d'une demande adressée au Président du tribunal civil pour être autorisé à faire détenir un enfant (2) (page 36).

Monsieur le Président du tribunal civil de la Seine,

M. (*nom, prénoms, profession du demandeur ; si le père est veuf ajoutez :* veuf, non remarié),

A l'honneur de vous exposer :

Qu'il a les griefs les plus graves contre son fils Maurice, âgé de. . . . . ; que cet enfant s'est permis de quitter la maison paternelle et de rester absent plusieurs jours ; qu'il n'a aucun goût pour le travail, etc. (*mettre tous les griefs que l'on a contre l'enfant*).

(*Indiquer exactement si l'enfant a des biens personnels et un état, ou non*).

Qu'il y a lieu d'ordonner la détention de l'enfant pendant (*un*) mois par mesure de correction paternelle.

Offrant de payer les aliments et l'entretien de l'enfant pendant sa détention.

(*Ou bien :*) Ne pouvant payer les aliments et l'entretien de l'enfant pendant sa détention, je vous prie de vouloir bien m'en faire dispenser.

Veuillez agréer l'expression de mon profond respect

(*Signature du demandeur*).

Suit l'ordonnance du Président ordonnant la détention de l'enfant.

---

(1) Il faut que les mots : *Bon pour autorisation de ma femme* et la *signature* soient en entier de la main du mari. Si ce dernier mettait en outre *Bon pour* 1,000 *francs*, il serait présumé avoir voulu par là se porter caution de sa femme.

Le papier timbré sur lequel doit être fait la reconnaissance est un papier timbré proportionnel à la somme.

(2) Cette demande est faite sur papier à lettre.

N° 6. — MODÈLE d'un pouvoir donné par un membre d'un conseil de famille (1) (page 40).

Je soussigné (*nom, prénoms, profession de celui qui donne le pouvoir*), donne par les présentes pouvoir, avec pouvoir de se substituer une autre personne, à. . . . . (*nom, prénoms, profession de celui à qui le pouvoir est donné*).

De pour moi et en mon nom, se présenter à la réunion du conseil de famille, du mineur ou des mineurs. . . . . issus de. . . . . et de. . . . . sa femme, qui aura lieu le. . . . . et jours suivants, s'il y a lieu;

D'y proposer toute mesure ou d'y voter ou repousser toute mesure proposée; de signer toutes réquisitions et tous actes et délibérations; accepter toutes charges et fonctions relatives à la tutelle; en un mot, faire le nécessaire pour que je sois bien et valablement représenté au conseil de famille dont s'agit, promettant l'avoir pour agréable.

Paris le . . .

Bon pour pouvoir.

(Signature de celui qui donne le pouvoir)

N° 7. MODÈLE d'un compte sommaire de tutelle rendu par un tuteur. (Page 40.)

Recettes.

Les recettes consistent :

1° Dans une somme de cent cinquante francs, montant des intérêts annuels d'une somme de trois mille francs due par M. Paul . . . . . ci. 150 francs

2° Dans une somme de trois cents francs, reçue pour solde du prix d'un champ de M. Pierre. . . . . ci. 300 —

Total des recettes . . . . 450 francs

Dépenses.

Les dépenses consistent :

1° Dans une somme de cinq cents francs, payée pour la nourriture du mineur pendant l'année . . . , à M . . . . . ci. 500 francs

2° Dans une somme de cent francs payée au tailleur pour les fournitures faites au mineur pendant l'année 18. . . . . ci. 100 —

Le total des dépenses est de . . 600 francs

Balance.

Le total des dépenses est de . . . . . 600 francs

Le total des recettes est de . . . . . 450 —

Il y a donc un excédant de dépenses de cent cinquante fr. ci. 150 francs

Paris, le. . . . . 18 . .

Affirmé sincère et véritable le présent compte sommaire.

(Signature du tuteur).

---

(1) Ce pouvoir doit être sur une feuille de papier timbré à 0 fr. 60. Il doit être enregistré 3 fr. 75) avant la réunion.

N° 8. — MODÈLE d'un compte général de tutelle (1) (Page 45)

Compte définitif de tutelle rendu par M. Jean..., horloger, demeurant à Caen (Calvados), à M. Pierre..., ci-devant son pupille et actuellement majeur (ou émancipé, assisté de M.... son curateur), depuis le..., jour d'entrée en fonctions du tuteur, jusqu'au jour de la cessation de ses fonctions.

CHAPITRE PREMIER. — RECETTES.

Année 1860

10 avril. — Touché la somme de deux mille francs, provenant de la vente du mobilier dépendant de la succession de la mère du mineur, ci . . . . . 3.000 francs

15 avril. — Touché le trimestre d'avril du loyer de la maison de....., loué à ....., le dit trimestre s'élevant à la somme de cinq cents francs, ci . . . . . 500 —

1861

30 avril. —Reçu la somme de cent cinquante francs pour les intérêts de la somme de trois mille francs prêtée à pareille époque à M..., et provenant de la vente du mobilier dépendant de la succession de la mère du mineur, ci . . 150 —

Etc., etc.

Total des recettes. . . 3.650 francs

CHAPITRE DEUXIÈME. — DÉPENSES.

1860

10 avril. — Payé au notaire qui a fait la vente des meubles ayant appartenu à la mère du mineur, pour frais et honoraires, cent cinquante francs, ci . . . . . 150 francs

15 avril. — Payé la somme de deux cents francs pour le trimestre de la pension du mineur au Lycée, ci . . . . . 200 —

1861

15 mai. — Payé à l'entrepreneur qui a réparé la maison du mineur, quinze cents francs, ci . . . . . 1.500 —

Etc., etc.

Total des dépenses. 1.850 francs

CHAPITRE TROISIÈME. — SOMMES A RECOUVRER.

Il est dû :

1° Par M. ...., une somme de mille francs pour argent prêté, somme exigible le...., ci . . . . . 1.000 francs

2° Par M. ..... la somme de douze cents francs pour solde de fournitures qui lui ont été faites dans le courant de l'année, ci . . 1.200 —

Total des sommes à recouvrer 2.200 francs

---

(1) *Observations.* — Le compte de tutelle est fait sur du papier timbré à 1,20 ou à 0,60, selon sa longueur. Il doit être fait en double. Il est utile que les deux formules qui sont ci-dessous à la suite du compte de tutelle figurent en effet immédiatement après ce compte.

Le compte avec les pièces restent au moins dix jours entre les mains du mineur, et ce n'est qu'après ces dix jours que le tuteur peut être valablement déclaré libéré à l'égard de la gestion.

Balance.

CHAPITRE PREMIER. — Le montant des recettes étant de trois mille six cent cinquante francs, ci . . . . . 3.650 francs

CHAPITRE DEUXIÈME. — Le montant des dépenses étant de mille huit cent cinquante francs, ci. . . . . 1.850 —

L'excédant de la recette sur la dépense est de mil huit cents francs, ci. . . . . 1.800 —

CHAPITRE TROISIÈME. — Sommes à recouvrer. Il est dû au mineur, au total, deux mille deux cents francs, ci . . . . . 2.200 —

Fait double à Paris le.....

Affirmé le présent compte de tutelle sincère et véritable.

(*Signature du tuteur*)

Récépissé du compte et des pièces par le mineur.

Je soussigné (*nom, prénoms, domicile et profession*), reconnais que M. Jean, horloger, demeurant à Caen (Calvados), mon ancien tuteur, m'a remis aujour d'hui un double du compte de tutelle qui précède avec les pièces justificatives à l'appui.

Ces pièces sont : 1° Une liasse, contenant diverses factures et papiers, cotée A ; 2° Une autre liasse de papiers, cotée B.

Paris le.....

(*Signature de l'ex-mineur*).

Arrêté de compte de tutelle

Le compte de tutelle présenté par M. Jean. . . . à son ancien pupille, fait double à Paris, le. . . . . , a été examiné soigneusement et attentivement par M. Pierre. . . , ainsi que les pièces justificatives ; et il a été trouvé sincère et véritable.

En conséquence, le sieur Pierre. . . . déclare approuver le compte de tutelle dont s'agit, tel qu'il a été rendu, et s'engage à le reconnaître pour exact dans toutes ses parties.

Dès lors, le présent compte a été arrêté à la somme de dix-huit cents francs, que M. Jean a versée immédiatement à M. Pierre, et dont ce dernier, lui consent quittance par les présentes.

Fait double à Paris le. . . . .

Approuvé l'écriture ci-dessus. *Approuvé et Bon pour quittance.*

(*Signature du tuteur.*) (*Signature du mineur.*)

N° 9. — MODÈLE d'un acte constitutif de servitude (Page 72).

Entre M. Jean. . . , propriétaire, demeurant. . . . . , d'une part;
Et M. Pierre . . . , propriétaire, demeurant . . . . . , d'autre part:
A été dit et convenu ce qui suit :

M. Jean. . . . est propriétaire d'un terrain situé à. . . , borné au nord par un terrain appartenant à M. . . , au midi par. . . , à l'est par. . . , à l'ouest par le terrain appartenant à M. Pierre. . . .

Ce dernier ayant besoin de passer sur les terres et prairies de M. Jean. . . pour cultiver le terrain qui lui appartient, a demandé à M. Jean. . . . de lui donner un droit de passage sur ses terres et prairies.

M. Jean. . . . y a consenti de la manière suivante :

M. Pierre. . . . jouira d'un droit de passage sur les terres et prairies de . Jean. . . . sur une bande de terrain de cinq mètres de largeur à droite, prendre le long de la pièce de ce dernier, tant pour lui-même que pour ses animaux et ses voitures. Cette jouissance sera franche de tout travail de réparation ou d'entretien.

M. Pierre. . . . paiera à M. Jean. . . , à raison de ce droit de servitude, une somme de mille francs, qui est stipulée payable cinq cents francs en signant cette convention, et M. Jean. . . . lui en donne quittance par les présentes, et les autres cinq cents francs en cinq termes égaux, aux échéances suivantes : cent francs fin janvier prochain, cent francs fin février prochain, pour ainsi continuer jusqu'à parfait paiement de mois en mois

Fait double et de bonne foi à Paris, le. . .

Approuvé l'écriture ci-dessus. *Approuvé l'écriture ci-dessus et bon pour quittance de cinq cents francs.*

(Signature de Pierre.) *(Signature de Jean.)*

N° 10. — MODÈLE d'un partage à l'amiable et sous-seing privé (1) (Page 87).

M. Pierre..... est décédé à Paris le....., laissant comme habiles à se dire et porter ses héritiers ses trois enfants ci-dessous nommés, issus de son mariage avec mademoiselle Marie..., son épouse décédée, savoir : 1° Paul; 2° Jacques; 3° François.

Il n'a laissé aucun testament, de sorte que la succession appartient en entier aux trois enfants.

Ces trois derniers étant majeurs et maîtres de leurs droits, ont résolu de partager à l'amiable la succession de leur père. Ce qu'ils ont fait de la manière suivante :

Masse active.

1° Argent comptant trouvé dans la caisse du défunt, quatre mille francs, ci.	4.000 fr.
2° Linge de corps et vêtements, estimés à cinq cents francs, ci.	500 »
3° Une maison sise à. . ., d'une valeur de dix mille francs, ci.	10.000 »
Total de l'actif : quatorze mille cinq cents fr. ci. . . .	14.500 fr.

Masse passive.

Le passif se compose :

1° De la somme de cent cinquante francs due pour les frais funéraires, ci	150 fr.
2° De la somme de trois cent cinquante francs due par le défunt à M....., non productive d'intérêts, ci	350 »
Total du passif.	500 fr.

(1) *Observation.* — Cet acte est fait sur papier timbré à 0 fr. 60 ou à 1 fr. 20, selon la longueur.

On ne peut faire un partage amiable lorsque l'un des intéressés est mineur, interdit ou absent.

Dans ce cas, le partage doit être fait judiciairement.

Balance.

Le total de l'actif s'élevant à quatorze mille cinq cents francs, ci. . . . . 14.500 fr.
Le total du passif s'élevant à cinq cents francs ci. . . . . 500 »
La différence en faveur de l'actif est de quatorze mille fr. ci. . . 14.000 fr.

Partage.

Ceci exposé, il s'agit de partager l'excédant d'actif entre les trois enfants du défunt, par égale part.

La somme à partager est de quatorze mille francs, ci . . . . . 14.000 »

Le nombre des co-partageants étant de trois, chacun d'eux a droit à (14,000 : 3 = 4,666 66) quatre mille six cent soixante six francs soixante-six centimes.

Part de Paul.—Pour donner à Paul la somme de quatre mille six cent soixante six fr. soixante-six centimes qui lui revient, les parties intéressées sont d'accord de lui abandonner en totalité la maison sise à. . ., estimée plus haut dix mille francs, mais il devra verser à Jacques une somme de quatre mille six cent soixante six fr. soixante-six centimes, et à François celle de cent soixante six fr. soixante-six centimes, de sorte qu'ainsi il ne reçoit que sa part dans la succession, soit quatre mille six cent soixante-six francs soixante-six centimes, ci 4,666 66

Part de Jacques. — Ainsi qu'on vient de le voir, Jacques touche de Paul une soulte de quatre mille six cent soixante six francs soixante-six centimes, ce qui correspond à sa part, ci. 4.666 66

Part de François. — La part de François est ainsi divisée :

Il touche de Paul une somme de cent soixante six francs, soixante-six centimes, ci . . .	166 66	
Et il prend en outre le linge de corps et les vêtements estimés à cinq cents francs, ci	500 »	
Et les quatre mille francs d'argent comptant trouvés dans la caisse du défunt, ci.	4.000	
Total : quatre mille six cent soixante six fr. soixante-six centimes ci. . . .	4.666 66	4.666 66

Total égal à la somme à partager (à deux centimes près) : treize mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf fr. quatre-vingt-huit centimes. 13.999 98

Fait en triple original à . . . . , le. . . . . .

Appr. l'écriture ci-dessus. *Appr. l'écriture ci-dessus.* *Appr. l'écriture ci-dessus.*

(*Signature de Paul.*) (*Signature de Jacques.*) (*Signature de François*).

N° 11 — MODÈLE d'un testament olographe (1) (Page 103).

Ceci est mon testament :

Je soussigné (*nom, prénoms, qualité et demeure*) déclare faire mon testament de la manière suivante :

J'institue pour mon héritier M. (*le désigner très-exactement*), auquel je donne tout ce que je posséderai à mon décès, en meubles ou immeubles, sans exception, pour en faire et disposer à son gré, comme de chose lui appartenant, au jour de mon déces.

Ecrit en entier de ma main à. . . . . , le. . . . . .

(*Signature.*)

— Différentes clauses que l'on peut insérer dans un testament, soit olographe soit public, soit mystique :

J'entends que les legs que je viens de faire à. . . . . soient exempts des droits d'enregistrement, lesquels seront à la charge de la succession.

— Par le présent, je révoque expressément tout testament ultérieur.

— Je donne par préciput et hors part à M . . . . . , mon fils, la maison située. . . . . .

— Je donne à ma femme, en usufruit, avec dispense de caution, tout ce dont la loi me permet de disposer à son égard.

N° 12. — MODÈLE d'un testament mystique (page 104).

Ce testament est fait dans la forme du testament olographe, seulement il peut être écrit de la main d'un tiers, et la signature du testateur suffit.

Il est présenté au notaire cacheté avec la suscription suivante : *Ceci est mon testament.*

N° 13 — MODÈLE d'un testament instituant plusieurs légataires universels (page 106).

J'institue conjointement mes légataires universels, M . . . . et M . . . . , auxquels je donne la totalité des biens meubles et immeubles, sans exception, que je laisserai à mon décès, pour en disposer comme bon leur semblera du jour de mon décès.

J'entends que si l'un d'eux meurt avant moi, sa part arrive à l'autre à titre d'accroissement.

(*Date et signature.*)

---

(1) *Observation.* — Ce testament doit être *écrit en entier, signé et daté* de la main du testateur, à peine de nullité

N° 14. — MODÈLE d'un testament instituant des légataires à titre universel (page 107).

Je donne un quart de ce que je posséderai à mon décès à M. . . . . , et les autres trois quarts à M. . . . . , et à M. . . . . , par moitié, avec accroissement entre eux.

(*Date et signature.*)

N° 15. — MODÈLE d'un testament instituant un légataire à titre particulier (page 108).

— Je donne et légue à ma domestique, M^me^ . . . . . , pour le cas où elle serait encore à mon service lors de mon décès, la somme de. . . . . , qui portera des intérêts à raison de 5 °/₀ l'an, à partir du jour du décès, et qui sera exempte de toute retenue soit pour impôts, soit pour droits de mutation.

— Je donne et légue à M. . . . . une rente annuelle et viagère de mille francs, payable par douzième et d'avance, du jour de mon décès. Cette rente, qui aura un caractère alimentaire, est léguée a titre insaisissable:

(*Date et signature.*)

N° 16. — MODÈLE d'un acte de délivrance amiable d'un legs (page 109).

M. Paul MERLE a été institué légataire par M. Théodore ROUSSEAU, d'une somme de trois mille francs, aux termes de son testament en date du. . . . , déposé chez M. . . . . , notaire à Paris.

M. François Rousseau, fils du défunt, et son seul et unique héritier, voulant se libérer du legs ci-dessus, a versé à M. Paul Merle, qui le reconnaît et lui en donne quittance entière et définitive, une somme de trois mille francs.

Dès lors M. Paul Merle déclare n'avoir plus rien à réclamer à la succession de M. Théodore Rousseau.

Fait double à Paris le. . .

Aprouvé l'écriture ci-dessus.
Bon pour quittance de trois mille francs
(*Signature de Merle.*)

Aprouvé l'écriture ci-dessus.
(*Signature de Rousseau.*)

N° 17. — MODÈLE d'une institution d'exécuteur testamentaire (page 110).

(*Après avoir fait son testament, le testateur ajoute :*)

— Je nomme comme exécuteur testamentaire M. . . . , notaire; je le prie de vouloir bien s'occuper de faire mettre à exécution mes dernières volontés, à cause des bonnes relations que j'ai toujours eues avec lui. Je le prie d'accepter en reconnaissance un tableau représentant. . . . . , qui se trouve dans mon cabinet de travail.

Je veux qu'il ait la saisine pendant l'an et le jour.

Paris, le. . . . .

(*Signature.*)

N° 18. — MODÈLE d'un compte d'exécuteur testamentaire (page 110).

M. Paul. . . . . rend compte, ainsi qu'il suit, de l'exécution testamentaire dont il a été chargé par M. X., dans son testamment en date du. . . . . .

Le mobilier trouvé dans la succession consiste :

1° Dans une somme de dix mille francs trouvée à la mort du défunt et constatée par l'inventaire, ci.	10.000	»
2° Dans une somme de dix mille francs provenant de la vente du linge, hardes et meubles existant au décès du sieur X. . , ci	10.000	»
Total vingt mille francs, ci	20.000	»

Le comptable a payé :

1° A M. le juge de paix de..., pour frais d'apposition de scellés après le décès du dit sieur X., reconnaissance et levée des dits scellés, la somme de cent francs, ci.	100	»
2° Au sieur J. M..., notaire, pour frais de l'inventaire qu'il a rédigé après le décès du sieur X., la somme de deux cents francs, ci.	200	»
3° Au sieur F. B..., la somme de cinq cents francs à lui léguée par le dit défunt, ci	500	»
4° Au sieur J. N..., la somme de (*énoncer exactement*).	1.000	»
5° Au sieur, etc	2.000	»
Total trois mille huit cents francs, ci.	3.800	»

Récapitulation.

Le comptable a été saisi de la somme de vingt mille francs, ci.	20.000	»
Il a dépensé la somme de trois mille huit cents francs, ci. . .	3.800	»
Il reste reliquataire de la somme de seize mille deux cents francs ci	16.200	»

Arrêté de compte de l'exécuteur testamentaire.

Entre les soussignés, M. Paul. . ., avoué, demeurant. . ., exécuteur testamentaire nommé par le testament de défunt L. A... ;

Et 1° B. . ., peintre, demeurant. . . ;

2° (*énoncer les noms et demeures de tous les cohéritiers*) ;

A été observé que, vérification faite du compte qui précède, par les cohéritiers ci-dessus nommés,

Le dit compte a été reconnu exact et sincère et le reliquat fixé à la somme de seize mille deux cents francs, laquelle somme les dits héritiers reconnaissent avoir à l'instant reçue du sieur A..., dont quittance.

Fait double à..., le...

Approuvé et Bon pour quittance de seize mille deux cents francs.

(*Signature de B. . .*)

(*Chaque héritier signe comme B. . .*)

N° 19. — MODÈLE de révocation d'un testament avec institution de nouvel héritier (1) (Page 111).

Je. . . . . soussigné, révoque par le présent tout testament antérieur, ne reconnaissant comme valable et devant avoir son effet que celui qui va être fait ci-dessous.

Je lègue à mon frère . . . . . tout ce dont la loi me permet de disposer, et entends qu'il en use comme de chose lui appartenant, à partir du jour de mon décès.

Paris le. . . . . .

(*Signature.*)

N° 20. — MODÈLE d'une substitution permise (Page 112).

Je donne à mon fils Henri tous mes biens, mais à charge par lui de rendre ce dont la loi me permet de disposer, à ses enfants nés et à naître sans distinction.

Je nomme comme tuteur à la substitution M. . . . . , et je le prie de veiller à ce que mes dernières volontés soient exécutées.

Paris, le. . .

(*Signature du testateur.*)

N° 21. — MODÈLE d'un testament contenant partage (Page 13).

Voulant éviter toute difficulté entre mes héritiers pour le partage de ma succession et prévenir les trop fréquentes dissensions qu'amène un partage en général, je déclare faire ainsi le partage entre mes enfants, qui sont :

A. . . , mon fils aîné, cultivateur, demeurant à ;
B. . . , mon second fils, mineur, demeurant avec moi ;
C. . . , ma fille, demeurant aussi avec moi.

Mes biens comprennent :

1° Une maison située à. . . , que j'estime à la somme de seize mille francs, ci	16.000 fr.	00 c.
2° Un bois situé à . . , de la contenance de . . , touchant d'un bout à . . , de l'autre à . . , d'un côté à . . , et de l'autre à . . , que j'estime à la somme de cinq cents francs, ci.	500	00
3° Une vigne située à . . , etc., . . , ci	700	00
4° Un jardin situé à . . , etc. . . , ci.	300	00
(*Continuer l'énumération.*)		
Ces biens s'élèvent à la somme totale de dix-sept mille cinq cents francs, ci.	17.500 fr.	00 c
Tous les effets mobiliers et l'argent que je laisserai à mon décès seront partagés également entre mes dits enfants.		
Sur la somme totale de dix-sept mille cinq cents francs, je donne et lègue à A, mon fils aîné, par préciput et hors part, la somme de deux cents francs, et, en outre, le jardin situé à . . , estimé à cinq cents francs, soit ensemble sept cents francs, ci	700	00
Les choses à partager par égale part montent donc à la valeur de seize mille huit cents francs, ci	16.800 fr.	00 c.

(1) *Observation.* — Comme tout testament olographe, celui-ci doit être écrit en entier, daté et signé du testateur, sous peine de nullité.

Le tiers de cette valeur, revenant à chacun de mes enfants, est de cinq mille six cent soixante-six francs soixante-six centimes, ci 5.666 66

Formation des lots et parts

Le premier lot comprendra (*énumération exacte*). Il appartiendra à A. . , mon fils aîné.

Le deuxième lot comprendra (*énumérer.*) Il appartiendra à B. . . , mon second fils.

Le troisième lot comprendra (*énumérer*). Il appartiendra à ma fille C. . . .

Chacun de mes enfants commencera à jouir des choses comprises dans son lot dès le jour de mon décès.

Les sommes nécessaires pour le payement des dettes que je laisserai seront prises sur l'argent et le mobilier existant à mon décès.

Mes enfants payeront les legs particuliers suivants : (*énumération des legs.*)

Paris, le. . . mil. . .

(*Signature du testateur.*)

N° 22. — MODÈLE d'une convention contenant une clause pénale (Page 127).

Les conventions dans lesquelles on peut insérer une clause pénale pour le cas où l'une des parties ne tiendrait pas ses engagements, peuvent varier à l'infini.

En voici quelques exemples :

—. . . . M. A. . . . s'engage, pour le cas où il ne réaliserait pas, à l'époque fixée, la promesse de vente qu'il a faite à M. B. . . . ci-dessus, à lui payer une somme de dix mille francs fixée dès à présent à forfait pour tous dommages-intérêts.

— . . . . M. A. . . , homme de lettres, s'engage à faire pour M. B. . . , libraire, une *Histoire de France* en un seul volume de 800 à 1,000 pages, pour le premier janvier prochain.

En cas d'inexécution de l'ouvrage à l'époque convenue, M. A. . . . s'engage à payer à M. B. . . . une somme de 20,000 francs à titre de dommages-intérêts.

N° 23. — MODÈLE d'une convention pour faire porter des intérêts à des intérêts (Page 128).

M. Paul a prêté, le premier janvier 1870, à M. Pierre, une somme de cent mille francs avec intérêts à 5 % depuis le jour du prêt, les dits intérêts payables tous les ans le premier janvier.

Le premier janvier 1871 sont échus les intérêts de la première année, s'élevant, au total, à cinq mille francs.

M. Pierre et M. Paul sont convenus de ce qui suit :

M. Pierre conserve les cinq mille francs échus, et cette somme s'ajoutera au capital, afin de produire, comme lui, des intérêts et au même taux, en sorte que le premier janvier 1872 il soit dû, non pas seulement les intérêts de cent mille francs, mais les intérêts de cent cinq mille francs.

(*Tous les ans on renouvelle cette convention.*)

Fait en double original, le. . . . .

Approuvé l'écriture ci-dessus. (*Pierre.*)

Approuvé l'écriture ci-dessus. (*Paul.*)

N° 24 — MODÈLE d'une obligation solidaire entre débiteurs (Page 134).

Nous soussignés :

Léon A..., professeur de musique, demeurant à Paris, rue de Rivoli, n° 15, et Pierre B. . . , débitant de tabacs, demeurant même ville, place de la Bourse, n° 10, reconnaissons devoir solidairement à Mademoiselle X. . . . la somme de dix mille francs, laquelle somme sera remboursée à raison de mille francs par an en dix ans de ce jour, et produira des intérêts à 5 % l'an payables en même temps que le principal.

Paris le. . . .

Bon pour mille francs. *Bon pour mille francs.*

Léon A. . . . *Pierre B. . . .*

N° 25. — MODÈLE d'obligation avec clause pénale (Page 136).

(Voyez plus haut formule 22.)

N° 26. — MODÈLE d'une quittance avec subrogation (Page 139) (1).

Entre les soussignés :

Léon A. . . . . , professeur de musique, demeurant à Paris, rue de Rivoli, n° 15. . . . . , d'une part;

Et Pierre B . . , débitant de tabacs, demeurant même ville, place de la Bourse, n° 10 . . . . . , d'autre part;

A été dit et convenu ce qui suit :

Léon A. . . . reconnaît avoir reçu de Pierre B. . . . la somme de cent francs qui lui était due par Louis C. . . .

Afin de permettre à Pierre B.., qui paie ici pour le véritable débiteur, de se faire rembourser, Léon A.... le subroge dans tous les droits et actions résultant à son profit de la créance qu'il avait contre Louis C..., et notamment dans le droit. . . . . .

Pierre B... reconnaît avoir reçu de Léon A... les titres de créance contre Louis C..., et en donne bonne et valable décharge.

Fait double à Paris... le...

Approuvé l'écriture ci-dessus. *Approuvé l'écriture ci-dessus*

Léon A... *Pierre B...*

N° 27. — MODÈLE de cession volontaire de biens (page 141).

Entre les soussisignés :

Léon A..., négociant, demeurant à..., rue..., n°..., d'une part,

Et, d'autre part : 1° Pierre B..., marchand de vins, demeurant à..., rue..., n°...;

2° Louis C..., bijoutier, demeurant à...;

3° (*Continuer l'énumération des créanciers*).

Ces derniers, créanciers sérieux et légitimes de Joseph A...,

---

(1) *Observation.* — Lorsque la subrogation porte sur un droit d'hypothèque, il est indispensable que cet acte soit fait par devant notaire.

A été faite la convention suivante :

Léon A.... se trouvant dans l'impossibilité de satisfaire aux engagements de son commerce et aux dettes formées au profit de Pierre B..., Louis C...,*etc.*, déclare faire la cession de tous ses biens, meubles et immeubles, corporels et incorporels, au profit des créanciers susdits. Ceux-ci, de leur côté, déclarent expressément accepter cette session et tenir Joseph A.... quitte de toutes dettes contractées jusqu'à ce jour à leur profit ; par conséquent, ils renoncent, moyennant la cession susdite, à toutes poursuites relativement aux dites dettes.

Fait en autant d'originaux que de parties, à Paris, le...

(*Chaque intéressé met :*) *Approuvé l'écriture ci-dessus.*

(*Signature*)

N° 28. — MODÈLE d'acte de novation par changement d'objet (page 142).

Entre les soussignés :

Léon A..., menuisier, demeurant à...,

Et Claude R..., cultivateur, demeurant à.....,

A été dit ce qui suit :

Par acte sous-seing privé, en date du....., enregistré le...., Claude R.... a reconnu avoir emprunté de Léon A... la somme de dix mille francs.

Voulant former une obligation nouvelle à la place de celle qui vient d'être énoncée et ainsi opérer novation, les susdits et soussignés ont fait la convention suivante :

Claude R.... s'oblige à fournir à Léon A..., à la place de la somme qu'il lui doit, deux années de travail ;

Joseph A.... accepte cette nouvelle obligation de Claude R..., et reconnaît l'ancienne obligation éteinte.

Fait double à....., le..... mil....

Approuvé l'écriture ci-dessus. *Approuvé l'écriture ci-dessus.*

Léon A... *Claude B...*

N° 29. — MODÈLE d'un acte de novation par changement de débiteur.

Entre les soussignés :

Léon A..., menuisier, demeurant à...,

Et Claude R..., cultivateur, demeurant à...,

A été dit et convenu ce qui suit :

Par acte sous seing-privé en date du....., enregistré le....., François B. ., vigneron, demeurant à...., s'est reconnu débiteur de la somme de...., envers Joseph A... ;

Pour sûreté du payement de la dite somme, François B... a, par acte authentique, en date du..., consenti hypothèque sur sa maison située à..., et, en conséquence, une inscription a été prise sur cette maison au bureau des hypothèques de...., le...., vol...., n°....

Claude R... voulant libérer François B... de son obligation envers Joseph A... en s'obligeant lui-même envers ce dernier, il est intervenu la novation suivante :

Claude R... se porte envers Léon A.... débiteur de la somme de..., que ce dernier a prêtée à François B... Il s'oblige à lui payer cette somme dans cinq ans avec les intérêts au taux légal de cinq pour cent par an.

Léon A... déclare qu'il reconnaît comme éteinte la dette que François B... contractée envers lui, que ce dernier est entièrement libéré et que l'obligation nouvelle de Claude R... est substituée à l'ancienne.

Fait double à....., le.... mil....

Approuvé l'écriture ci-dessus. *Approuvé l'écriture ci-dessus.*

Léon A... *Claude R...*

N° 30. — MODÈLE d'un acte de novation par changement de créancier.

Entre les soussignés :

Léon A..., vigneron, demeurant à....;
Joseph B..., menuisier, demeurant à...;
Et Claude C..., cultivateur, demeurant à....;
A été observé :

Que par acte sous seing-privé, en date du..., enregistré le..., Léon A... a prêté à Claude C... la somme de.., que celui-ci s'est, par le même acte, engagé à rembourser dans trois ans, avec les intérêts aux taux légal.

Et Claude C.... voulant opérer novation de cette créance au profit de Joseph B..., qui accepte Claude C... pour son débiteur, les trois parties ont fait la convention suivante :

Claude C... reconnaît devoir à Léon A... la somme de..., qu'il s'oblige à payer dans trois ans, avec les intérêts à cinq pour cent, exigibles à la fin de chaque année ;

Léon A... déclare Claude C... libéré de l'obligation primitivement contractée à son profit, par suite de la nouvelle obligation primitivement contractée envers Léon A...

Fait triple à..., le... mil...

Approuvé l'écriture ci-dessus

Léon A...

(Les autres parties signent de la même manière que Léon A...)

N° 31.—MODÈLE d'acte de compensation conventionnelle (Page 144).

Entre les soussignés :

Théophile A....., tailleur, demeurant à Toulouse, place du Capitole, d'une part,

Et Armand B...., propriétaire, demeurant à Cahors, d'autre part,

A été dit et convenu ce qui suit :

Théophile A.... doit à Armand B.... une somme de (750 fr.) sept cent cinquante francs pour fournitures de vins que lui a faites Armand B....

De son côté, ce dernier reconnaît avoir reçu de Théophile A.... des fournitures de drap et d'habits pour une somme d'à peu près (750 fr.) sept cent cinquante francs.

Les parties conviennent qu'il y a compensation entre les deux dettes et se tiennent réciproquement quittes et libérées à l'égard l'une de l'autre à ce jour.

Fait double à Toulouse, le .....

Approuvé l'écriture ci-dessus. *Approuvé l'écriture ci-dessus.*

Théophile A.... *Armand B....*

N° 32.—MODÈLE de ratification d'un acte fait en minorité. (Page 147).

Je déclare ratifier expressément par la présente l'obligation consentie à M. Théodore B..., pendant ma minorité, d'une somme de dix mille francs, pour prêt de pareille somme, avec intérêts à 5 °/₀ par an du jour du prêt.

En conséquence, je renonce à opposer tout vice ou toute irrégularité résultant de ma minorité, et m'engage à rembourser la dite somme de dix mille francs avec intérêts, comme si je l'avais contractée en majorité.

Bon pour dix mille francs.

(Signature de celui qui ratifie.)

N° 33. — MODÈLE d'une contre-lettre (Page 149).

Entre les soussignés :

Théophile A. . . , marchand de vins, demeurant à Bordeaux, d'une part ;
Et Jean B. . . , propriétaire à Castillon (Gironde), . . . , d'autre part ;
A été dit et convenu ce qui suit :

Par acte passé devant Me. . . , notaire à Bordeaux, le. . . , Jean B. . . . a vendu à Théophile A. . . . son domaine situé au hameau de. . . , moyennant le prix de cent mille francs, dont l'acte porte quittance.

Il est ici expressément déclaré par les parties que cette vente n'a point été sérieuse ; qu'elle n'est que fictive et n'aura d'autre effet que de faire croire au public que Théophile A. . . . est devenu propriétaire du domaine, tandis qu'en réalité c'est Jean B. . . . qui en demeure le vrai propriétaire.

Dans trois ans de ce jour, Théophile A. . . . s'engage à rendre Jean B. . . . possesseur de tous ses droits et actions sur le domaine situé au hameau de. . . par un acte qui sera destiné à être rendu public.

Fait en double à Bordeaux, le. . . .

Approuvé l'écriture ci-dessus. *Approuvé l'écriture ci-dessus.*

(Signature de Théophile A...). *(Signature de Jean B...).*

N° 34. — MODÈLE d'un acte synallagmatique (Page 149).

Entre les soussignés :

François Germain, armateur, domicilié à Cherbourg (Manche), d'une part ;
Et Pierre Mathias, propriétaire, demeurant à Valognes (Manche), d'autre part.
Ont été faites les conventions suivantes :

François Germain s'engage à transporter pour Pierre Mathias, de Cherbourg à Douvres, vingt-cinq caisses contenant du jardinage et pesant de trente à quarante kilogrammes chacune.

De son côté, Pierre Mathias s'oblige à lui payer ce transport moyennant vingt francs la caisse.

François Germain répond de toute avarie.

Fait en double original à Cherbourg, le. . . . . .

Approuvé l'écriture ci-dessus. *Approuvé l'écriture ci-dessus.*

(Signature de François Germain.) *(Signature de Pierre Mathias.)*

N° 35. — MODÈLE d'engagement d'une seule partie à payer une somme (Page 149).

Je soussigné m'engage par la présente à payer à M. C. . . , propriétaire, demeurant à Versailles (Seine et Oise), la somme de dix mille cinq cent cinquante francs qu'il m'a prêtée, le premier janvier prochain. Cette somme portera des intérêts au profit de M. C. . . , à raison de 5 °/₀ par an, à partir de ce jour.

Paris, le. . . . . .

Bon pour dix mille francs.

(*Signature du débiteur.*)

N° 36. — MODÈLE d'une obligation de faire (Page 150) (1).

Je soussigné m'engage à livrer à la Saint-Martin, à M. A. . . , propriétaire à Cahors, vingt-cinq barriques de vin à raison de soixante francs la barrique. Ce vin sera rendu franco au domicile de M. A. . . .

Agen, le. . . . . .

Bon pour vingt-cinq barriques.

Signature de celui qui s'engage.

N° 37. — MODÈLE d'un acte recognitif (page 153).

Je soussigné reconnais qu'aux termes d'un acte fait entre M. A... et moi, en 1870, j'ai reconnu à ce dernier un droit de passage sur mon terrain, sis au hameau de....., consistant en praieries et pâturages; je déclare reconnaître et garantir de nouveau ce droit de passage à M. A...

Paris, le...

(*Signature de celui qui s'engage.*)

N° 38. — MODÈLE d'un acte confirmatif (Page 153).

M. A... a prêté à Mme B.... la somme de dix mille francs, et cette dernière lui a signé une obligation de pareille somme, par devant Me..., notaire...
Cette obligation étant annulable, Mme B... s'étant obligée en dehors de son mari et sans son consentement, M. B... veut bien couvrir cette irrégularité et déclare considérer cette obligation comme aussi valable que si elle avait été consentie par sa femme avec son autorisation.

Paris...

(*Signature du mari*).

---

(1). *Observation.* — Quand le corps de l'acte est écrit de la main de celui qui s'engage, il n'est pas nécessaire qu'il mette de sa main, *Bon pour*. . . .

N° 39. — MODÈLE d'acte contenant les conventions matrimoniales auxquelles adhère le consail de famille d'un mineur (Page 162).

Le conseil de famille du mineur Paul... s'est réuni aujourd'hui sous la présidence de M. le juge de paix du canton de..., pour délibérer sur les conventions matrimoniales qui devront régir le mariage projeté entre le mineur Paul et mademoiselle...

Le conseil de famille a, à l'unanimité, déclaré que le mineur devrait se marier sous le régime de la communauté, réduite aux acquêts.

En outre, les futurs époux devront se faire mutuellement, par contrat de mariage, donation en usufruit pour la vie de la moitié des biens meubles et immeubles, comprenant la succession du prémourant.

Tel a été l'avis du conseil de famille du mineur Paul.

N° 40. — MODÈLE de contrat de mariage (Communauté) (Page 152).

Par devant Me..... et son collègue, notaires à.....

Sont comparus :

M Paul..., fils majeur de M. et de Mme....., son épouse, stipulant pour lui-même et en son propre nom ;

M. et Mme....., père et mère, demeurant..., cette dame, de son mari autorisée,

Stipulant aux présentes à cause de la constitution de dot qu'ils feront ci-après à M. leur fils, d'une part.

Et Mademoiselle..., demeurant chez M. son père, fille mineure de M... et de feu Madame..., son épouse,

Stipulant pour elle et en son nom, avec l'assistance de M. son père;

Et M..., demeurant...

Stipulant en ces présentes comme assistant Mademoiselle sa fille, et à cause de la constitution de dot qu'il fera ci-après en sa faveur, d'autre part;

Lesquelles parties, dans la vue du mariage proposé et convenu entre M... fils et Mademoiselle. . . , dont la célébration aura lieu incessamment, ont réglé les conditions civiles de ce mariage ainsi qu'il suit :

En présence de.....

Art. 1er. Les futurs époux adoptent le régime de la communauté.

2. Chacun des futurs époux payera séparément les dettes qu'ils aura contractées.

3. Les biens du futur époux consistent, ainsi qu'il l'a déclaré et qu'il en a donné connaissance à la future épouse et à M. son père :

1° En une maison sise à..., rue... n°..., et en... hectares de vignes sis à...;

2° En effets mobiliers, linge, vêtements, bijoux à son usage personnel, et deniers comptants; le tout de valeur de...

Le futur époux déclare que son actif est grevé d'un passif de....

4. En considération du mariage, M. et Madame..., donnent et constituent en dot, en avancement d'hoirie, sur leurs successions futures et par imputation, d'abord sur la succession du premier mourant d'eux, et subsidiairement sur celle du survivant, au futur époux, leur fils, ce acceptant, la somme de... en espèces métalliques de monnaie au titre et au cours d'aujourd'hui, qu'ils s'engagent et s'obligent solidairement à délivrer et remettre au futur époux la veille de la célébration du mariage.

Cette donation est faite sous la réserve du droit de retour de la part des donateurs, pour le cas où le futur époux viendrait à décéder sans enfants, et

où ses enfants décéderaient eux-mêmes sans postérité, le tout avant les donateurs. Ce droit de retour ne s'exercera cependant qu'à la charge de l'exécution des donations qui sont stipulées sous les articles 9 et 10 ci-après.

5. Aussi, en considération du mariage, M..., père de la future épouse, donne et constitue en dot à la demoiselle sa fille, ce acceptant, d'abord par imputation sur ce qui pourrait revenir à cette dernière dans la succession de Madame sa mère, après le décès de laquelle il a été fait inventaire par M..., l'un des notaires soussignés, qui en a minute, et son collègue, le .. et jours suivants, enregistré, et ensuite pour le surplus, s'il y en a, en avancement sur sa succession future :

1° La somme de... en espèces métalliques de monnaie au titre et au cours d'aujourd'hui, qu'il s'engage et s'oblige à délivrer au futur époux la veille de la célébration du mariage ;

2° Et celle de..., employée à l'achat d'un trousseau composé de meubles, effets mobiliers, linge, vêtements et bijoux à l'usage de la future épouse, qu'il s'engage et s'oblige à remettre aux futurs époux, également la veille du mariage; desquels meubles et effets il sera libéré, et le futur époux chargé vis-à-vis de la future épouse, par le seul fait de la célébration, et sans qu'il soit besoin de quittance particulière.

6. Les biens ci-dessus indiqués comme appartenant au futur époux, ceux qui viennent d'être constitués en dot, à lui et à la future épouse respectivement, les biens meubles et immeubles qui écherront à chacun d'eux pendant le mariage, resteront propres à chacun d'eux.

7. Le survivant des futurs époux prendra par préciput et avant le partage des biens meubles de la communauté.

8. La future épouse ou ses héritiers, renonçant à la communauté, reprendront, etc.

9. Le futur époux fait donation à la future épouse, pour le cas où elle lui survivra, ce qu'elle accepte, d'une rente annuelle et viagère, franche et exempte de la retenue de toutes contributions, de la somme de..., qui courra du jour du décès du futur époux jusqu'à celui du décès de la future épouse, et sera payable de trois mois en trois mois; de laquelle rente le donateur se dessaisit dès à présent jusqu'à due concurrence et d'une manière irrévocable en faveur de la donataire, qui se trouvera créancière de la même sous la seule condition de survie, à l'instant de la prononciation du mariage.

Cette donation produit l'effet d'une véritable donation entre vifs, et la créance qui en résulte doit se trouver assurée à la femme par son hypothèque légale ; mais il n'est pas moins vrai qu'au jour de l'ouverture de la donation faisant l'objet de l'article 10 de la formule, les deux donations seraient comptées pour la fixation de la quotité disponible, au cas d'héritiers à réserve.

10. Les futurs époux, en considération de leur mariage, la future épouse, assistée de M. son père, se font, par ces présentes, donation entre vifs pure et simple et au survivant d'eux, ce qui est accepté respectivement par chacun d'eux pour le survivant, de l'usufruit de tous leurs biens meubles et immeubles pour en jouir sans caution ni emploi.

Cette donation, dans le cas d'existence d'enfants du mariage lors de sa dissolution, sera réduite à l'usufruit de moitié des biens du prémourant, de convention expresse; enfin, cette donation, dans le cas où le futur époux viendrait à mourir avant ses père et mère sans laisser de postérité, s'exercera sur les biens que ceux-ci lui ont constitués en dot, sans égard à la réserve du droit de retour ci-dessus stipulée.

Fait et rédigé en l'étude de Me..., notaire, à..., le...

(Signature de tous les intéressés).

N° 41. — MODÈLE d'un partage amiable de communauté (Page 172).

Entre les soussignés :

Justine A...., veuve de Joseph C...., en son vivant menuisier, demeurant à...., agissant tant en son nom personnel que comme femme commune en biens avec son défunt mari,

Et B...., demeurant à...., seul héritier de Joseph C...., son oncle, comme représentant Pierre A...., son père décédé, frère de Joseph C....,

Voulant procéder au partage amiable des biens qui ont composé la communauté entre Joseph C.... et sa veuve.

A été observé :

Que Joseph C.... épousa Justine A.... le....;

Que leurs conventions matrimoniales ont été réglées par acte authentique devant D...., notaire à...., qui en a gardé minute;

Que, d'après les termes de cet acte (*énoncer les clauses du contrat de mariage d'une manière succincte et des droits de reprises*);

Que la dite veuve C..... a recueilli la succession de sa mère, et que, par l'événement du partage fait à l'amiable, il lui est échu : 1° Une maison située à.... (*énoncer les autres causes qui donnent lieu aux prélèvements*);

Qu'après le décès de Joseph C...., aucun inventaire n'a été dressé, et que les soussignés ont fait entre eux l'état et l'estimation des objets mobiliers et immobiliers qui dépendent de la communauté, de la manière ci-après.

Actif.

1° Argent comptant trouvé lors de la dissolution de la communauté : il s'élève à la somme de douze cent vingt francs cinquante centimes, ci	1.220 fr. 50
2° Meubles meublants, linge de corps et de ménage, bijoux, argenterie et autres effets mobiliers, estimés à la somme de quatre mille cinq cents francs, ci.	4.500 »
3° Une maison située à...., estimée à la somme de deux mille francs, ci.	2.000 »
4° Une créance de la somme de dix-huit cents francs pour argent prêté par le défunt à Pierre D...., vigneron, demeurant à...., suivant acte passé sous seing-privé le...., enregistré le...., ci . .	1.800 »
(*Énoncer tous les objets*).	
Le total de la masse active s'élève à la somme de neuf mille cinq cent vingt francs cinquante centimes, ci	9.520 fr. »

Passif.

1° La somme de cent vingt francs vingt centimes, due à M...., pour...., ci.	120 fr. 20
2° La somme de soixante quinze francs due à P..., cultivateur, demeurant à...., pour prix de vente de...., ci.	75 »
(*Continuer l'énumération*)	
Le total de la masse est de cent quatre-vingt-quinze francs vingt centimes, ci.	195 fr. 20

Prélèvements.

Les prélèvements de la part de la veuve C... sont :

1° La maison située à...., que la veuve C..... a reçue en dot de son père, laquelle est estimée à deux mille francs, ci . . . . . 2,000 fr. »

2° Le prix d'une vigne située à...., que la veuve A.... a recueillie dans la succession de son père et qu'elle a vendue, avec autorisation de son mari, à Jacques C..., pour la somme de trois cents francs, ci . . . . . 300 »

3° La somme de cinq cents francs que Joseph A.... a accordée par préciput à sa femme si elle lui survivait, ci. . . . . 500 »

(*Continuer ainsi.*)

Les prélèvements de la veuve C.... s'élèvent ainsi à la somme totale de deux mille huit cents francs, ci . . . . . 2.800 fr. »

Les prélèvements du chef du mari sont :

1° (*énumérer comme pour la femme*). . . . . 1.000 fr. »

2° . . . . . 200 »

Les prélèvements du mari s'élèvent à la somme totale de douze cents francs, ci . . . . . 1.200 fr. »

Balance.

La masse active est de neuf mille cinq cent vingt francs, cinquante centimes, ci . . . . . 9.520 fr. 50

La masse passive est de cent quatre-vingt-quinze francs vingt centimes, ci 195 20

Il reste net en actif la somme de neuf mille trois cent vingt-cinq francs trente centimes, ci . . . . . 9.325 fr. 30

Sur le reste de l'actif, il faut déduire les prélèvements de la veuve C...., qui sont de deux mille huit cents francs, ci . . . . . 2.800 fr. »

Et ceux de B...., qui sont de douze cents francs, ci . . . . . 1.200 »

Le total des prélèvements est de quatre mille francs, ci. . . . 4.000 fr. »

Il reste donc à partager entre la veuve A.... et B...., la somme de cinq mille trois cent vingt-cinq francs trente centimes, ci . . 5.325 fr. 30

Dont la moitié, pour chacun, est de deux mille six cent soixante-deux francs soixante-cinq centimes, ci . . . . . 2.662 fr. 65

Récapitulation.

Il revient à la veuve C.... :

1° La somme de deux mille huit cents francs pour ses prélèvements et pour son préciput, ci. . . . . 2.800 fr. »

2° La somme de deux mille six cent soixante-deux francs soixante-cinq centimes pour la moitié dans la communauté, ci . 2.662 65

3° La somme de deux cents francs qui lui est due pour les frais de son deuil, ainsi qu'il a été réglé par les soussignés, et qui sera prise sur la succession du défunt, ci. . . . . 200 »

Le total de ce qui revient à la veuve C... est de cinq mille six cent soixante-deux francs soixante-cinq centimes, ci. . . . . 5.662 fr. 65

Il revient à B...- :

1° La somme de douze cents francs montant de ses prélèvements, ci. 1.200 00

2° La somme de deux mille six cent soixante-deux francs soixante-cinq centimes, pour sa moitié dans la communauté, ci. 2.662 65

Le total de ce qui revient à B... est de trois mille huit cent soixante-deux francs soixante-cinq centimes, ci . . . . . 3.862 fr. 65

Sur cette somme il faut déduire celle de deux cents francs pour frais de deuil, ci 200 00

Il revient donc à B... la somme de trois mille six cent soixante-deux francs soixante-cinq centimes, ci . . . . . 3.662 fr. 65

FORMATION DES PARTS.

I.—Il revient à la veuve C..., pour ses prélèvements, son préciput, sa moitié dans la communauté et ses frais de deuil, la somme cinq mile six cent soixante-deux francs soixante-cinq centimes, ci . . . . . 5.662 fr. 65

Pour lui fournir cette somme, elle aura et Claude A... lui abandonne :

1° La maison situé à..., estimée à la somme de deux mille francs, ci. . . . . 2.000 fr. 00

2° L'argent comptant montant à douze cent vingt francs, ci . . . . . 1.220 fr. 00

3°. L'argenterie et les bijoux estimés à la somme de deux mille quatre cents quarante-deux francs soixante-cinq centimes, ci . . . . . 2.442 fr. 65

(*Continuer ainsi.*)

Total égal à la somme de cinq mille six cent soixante-deux francs soixante-cinq centimes, ci . . 5.662 fr. 65 5.662 fr. 65

Il revient à B..., pour prélèvements et pour sa moitié de la communauté, déduction faite des frais de deuil, la somme de trois mille six cent soixante-deux francs soixante cinq centimes, ci. 3.662 fr. 65

Pour lui fournir cette somme, il aura, et la veuve A... lui abandonne :

1° Les meubles meublants estimés à la somme de douze cent soixante dix-huit francs, ci . . . . . 1.278 fr. 00

2° (*Continuer l'énumération*), ci 2.384 65

Total égal, trois mille six cent soixante deux francs soixante-cinq centimes, ci . . . . . 3.662 fr. 65 3.662 fr. 65

Le total des abonnements est de la somme de neuf mille trois cent vingt-cinq francs trente centimes, ci. . . . . 9.325 fr. 30

Qui est celle de la masse de l'actif net de la communauté.

Chacun des copartageants jouira dès ce jour des objets compris dans sa part et payera également dès ce jour les impôts des immeubles qui lui sont advenus.

Les soussignés reconnaissent que chacun d'eux a reçu les titres des immeubles qui lui reviennent.

Fait double à..., le... mil ..

Approuvé l'écriture ci-dessus.

(*Signatures de toutes les parties.*)

N° 42. — MODÈLE d'un contrat de mariage de communauté réduite aux acquêts. (page 175).

(*La formule précédente est applicable en général à ce modèle, en tout ce qui n'est pas contraire aux stipulations suivantes qui caractérisent le régime matrimonial qui nous occupe*).

Les futurs époux déclarent stipuler entre eux une communauté d'acquêts dans les termes des articles 1498 et 1499 du Code civil.

En conséquence, les dits futurs époux excluent de la communauté et les dettes de chacun d'eux actuelles, et leur mobilier respectif présent et futur, de manière qu'à la fin de la communauté le partage se borne, après le paiement des apports dûment justifiés de chacun d'eux, aux acquêts faits ensemble ou séparément durant le mariage, et provenant tant de l'industrie commune que des économies faites sur les fruits et revenus des biens des deux époux.

N° 43. — MODÈLE d'un contrat de mariage de communauté attribuée en tout ou en partie au survivant (Page 179).

(*La formule n° 41, sauf en ce qui concerne le partage des biens de communauté que l'on fixera d'une des manières suivantes :*)

1° Communauté attribuée en totalité au survivant.

La communauté aura lieu seulement au profit du survivant des futurs époux ; qu'il y ait ou non des enfants du mariage ; en sorte que tous les biens composant la communauté appartiennent, sans exception, au survivant, qui, bien entendu, se chargera des dettes de la communauté.

2° Communauté attribuée pour partie seulement au survivant.

La communauté n'aura lieu par égale part qu'entre les futurs époux, ou au profit de leurs héritiers en ligne directe descendante ; elle n'aura lieu à l'égard des autres héritiers, s'il n'existe pas d'enfants, que pour le tiers de la moitié qu'aurait eue le prédécédé, outre la reprise des biens propres de celui-ci, de manière que les deux autres tiers de l'actif de communauté appartiendront au survivant.

3° *Somme à forfait attribuée aux héritiers du défunt.*

Quelle que soit la valeur des biens de la communauté, les héritiers du premier mourant touchant 50,000 francs net, pour tous les droits qu'ils peuvent avoir dans la communauté.

N° 44. — MODÈLE d'un contrat de mariage portant exclusion de communauté (Page 181).

Par devant..... sont comparus...

Lesquels ont arrêté ainsi les conventions de leur futur mariage.

ART. 1er. Il n'y aura point de communauté de biens entre les futurs époux : en conséquence, les dettes de chacun d'eux, créées avant et pendant le mariage, seront acquittées par celui qui les aura contractées.

2. La future épouse déclare que les meubles et effets qu'elle possède con-

sistent en linge, hardes, dentelles, bijoux et argenterie avec son chiffre; qu'ainsi ils se trouvent, d'après leur nature et leur marque, suffisamment distingués de ceux du futur : c'est pourquoi il n'en a été fait aucun état.

Ou bien encore :

« Afin de distinguer les biens de la future épouse de ceux du futur époux, il a été dressé entre les parties un état estimatif des objets appartenant à cette demoiselle, pour ceux susceptibles de se consommer par l'usage ; la valeur de ces objets s'élève à la somme de...., etc. Cet état, écrit sur... feuilles de papier timbré d'un format semblable à celui des présentes, est demeuré ci-annexé.

3. Lors de la dissolution du mariage, tous les habits, linge et bijoux à l'usage de la future, ainsi que l'argenterie portant sa marque, lui appartiendront, sans qu'elle soit tenue de faire aucune justification ; quant à tous autres objets dont elle prétendrait avoir la propriété, elle sera obligée de justifier ou de son titre ou de quittances des marchands qui les auront vendus.

4. Il sera fait inventaire de tous les objets susceptibles de se consommer, qui écherraient à la future pendant le mariage.

5. La future épouse sera indemnisée par le futur époux, ou sur ses biens, des dettes et obligations qu'elle pourra contracter pour ou avec celui-ci pendant le mariage.

6. La future épouse est, dès à présent, autorisée par le futur époux à toucher, durant le mariage, sur ses simples quittances, les intérêts de la somme de..., montant de l'obligation sur M...., etc. ; laquelle somme, dans le cas de remboursement de la part de ce dernier, sera aussitôt replacée, mais avec la condition, par le débiteur, d'en payer les intérêts entre les mains de la future épouse.

N° 45. — MODÈLE d'un contrat de mariage portant séparation de biens (page 181).

Par devant... sont comparus...

Lesquels ont arrêté ainsi qu'il suit les conventions de leur union matrimoniale projetée :

Art. 1er. Les futurs époux adoptent le régime de la séparation de biens, prévu et réglé par les articles 1536 et suivants du Code Civil. En conséquence, les biens des futurs époux restent leur propriété personnelle et exclusive, et ils ont chacun la jouissance et l'administration de leurs biens. Les dettes restent personnelles à celui qui les a contractées.

La future épouse aura donc les droits de la plus large administration : passer des baux dont la durée n'excède pas neuf années, toucher les revenus et les fruits de ses biens; en donner bonne quittance ; disposer de son mobilier, etc., sans l'autorisation de son mari.

2. Les biens du futur époux consistent en..., etc.

3 Les biens de la future épouse consistent dans les objets ci-après: 1°, etc.; 2°, etc.; le tout de..., d'après l'estimation des meubles meublants et effets mobiliers arrêtée entre les futurs époux, mais dont il n'a été fait aucun détail ni dressé aucun état descriptif ni estimatif, attendu ce qui sera dit sous l'article 4, ci-après.

4. Tous les meubles et effets mobiliers qui garniront les lieux occupés par les époux et s'y trouveront, appartiendront à la future épouse ; et le futur époux ne pourra réclamer que les objets dont il fournira la preuve de sa propriété par quittances authentiques des ouvriers et marchands qui les auront fournis, le linge à sa marque, l'argenterie portant son chiffre et les objets qui seront évidemment à son usage personnel.

5. Les futurs époux contribueront aux frais et charges du ménage par égale portion, sans être assujettis à aucun compte entre eux ni à retirer à ce sujet des quittances l'un de l'autre. Les quittances des loyers et des autres frais et charges seront au nom de la future épouse seule, comme conséquence immédiate de la convention portée en l'article 4, qui précède.

6. La future épouse et ses héritiers seront indemnisés par le futur époux et ses héritiers de toutes dettes, hypothèques et obligations qu'elle pourrait contracter durant le mariage, pour ou avec le futur époux.

N° 46. — MODÈLE d'un contrat de mariage avec adoption du régime dotal (page 182).

Par devant..., sont comparus.....

Lesquels ont arrêté, ainsi qu'il suit, les conditions civiles de leur mariage projeté:

Art. 1er. Les futurs époux adoptent le régime dotal, tel qu'il est établi par les articles 1540 et suivants du Code civil.

2. En considération de ce mariage, M. et Madame..., père et mère de la future épouse, déclarent donner et constituer en dot, chacun pour moitié et en avancement d'hoirie, à leur fille, qui accepte :

1° La propriété sise à...;

2° La somme de dix mille francs en espèces ;

3. Tous les autres biens que possède ou possédera la future épouse sont et seront paraphernaux, et elle en aura la libre administration.

4. Si le futur époux survit à la future épouse, il pourra conserver, sur la dot à elle constituée ci-dessus, la somme de vingt mille fr., dont la future épouse lui fait donation par les présentes, ce qui est accepté par le futur époux.

Telles sont les conventions...

N° 47. — MODÈLE d'un acte de vente pure et simple d'objets mobiliers (page 189).

Entre les soussignés :

Le sieur Paul....., négociant, demeurant à Orléans (Loiret), d'une part;

Et le sieur Pierre....., aussi négociant, même ville, d'autre part,

A été dit et convenu ce qui suit :

Le sieur Paul... vend par ces présentes au sieur Pierre..., acceptant, les objets mobiliers dont suit le détail (*faire ici le détail de tous les objets mobiliers vendus*); lesquels objets le sieur Paul a remis à l'instant au sieur Pierre, qui en a de suite opéré l'enlèvement.

Pour, par le dit sieur Pierre, jouir dès aujourd'hui et disposer des objets ci-dessus mentionnés, comme de chose lui appartenant.

Cette vente est faite moyennant la somme de seize cents francs que le sieur Pierre a présentement comptée au sieur Paul, en bonnes espèces du cours, ainsi que ce dernier le reconnaît et déclare et lui en passe quittance, avec promesse de ne jamais lui rien réclamer à raison du prix de la présente vente.

Fait et signé double, après lecture faite entre les parties contractantes.

Orléans, le.....

Approuvé l'écriture ci-dessus.

(*Signature de Pierre.*)

Approuvé l'écriture ci-dessus et bon pour quittance de seize cents francs.

(*Signature de Paul.*)

N° 48. — MODÈLE d'un acte de vente d'objets mobiliers avec délais pour le paiement.

Entre les soussignés :
Le sieur Paul. . . , négociant, demeurant à Orléans (Loiret). , d'une part;
Et le sieur Pierre. . . , aussi négociant, demeurant même ville, d'autre part.
A été dit et convenu ce qui suit :
Paul. . . . vend par les prêsentes à Pierre. . . , les objets dont le détail suit : (*mettre ici l'énumération des objets vendus*).
Cette vente est faite et acceptée moyennant la somme de mille francs que Pierre. . . . s'engage à payer par à-compte mensuels de cent francs, pour le premier paiement avoir lieu le premier janvier. . . , le deuxième, le premier février. . . , et pour ainsi continuer jusqu'à parfait paiement.
Fait double à Orléans, le. . . . . .

Approuvé l'écriture ci-dessus. *Approuvé l'écriture ci-dessus.*
Paul. *Pierre.*

N° 49. — MODÈLE d'un acte de vente d'objets mobiliers avec paiement en billets (Page 189).

Entre les soussignés :
Le sieur Paul. . . , négociant, demeurant à Orléans (Loiret). , d'une part;
Et le sieur Pierre. . . , aussi négociant, demeurant même ville, d'autre part;
A été dit et convenu ce qui suit :
Paul. . . . vend par les présentes à Pierre, les objets dont le détail suit :
1° Une bibliothèque en noyer;
2° Un bois de lit également en noyer;
3° Une demi-douzaine de chaises en mérisier.
Cette vente est faite et acceptée par Pierre moyennant la somme de trois cents francs.
Cette somme sera payable par trois billets de cent francs chacun aux échéances des fin janvier, avril et juillet à venir, lesquels billets ont été à l'instant souscrits par Pierre. . . . à l'ordre de Paul. . . . et remis à ce dernier, qui le reconnaît.
Fait double à Orléans, le. . . . . .

Approuvé l'écriture ci-dessus. *Approuvé l'écriture ci-dessus*
Paul. *Pierre.*

N° 50. — MODÈLE d'un acte de vente d'objets mobiliers à l'essai (page 189.)

Entre les soussignés :
Joseph..., cultivateur, demeurant à..., rue..., n°...,
Et Claude..., propriétaire, demeurant à..., rue..., n°...,
A été faite la convention suivante :
Joseph.... vend à Claude.... un cheval de course, de couleur rouge, âgé de cinq ans.
Cette vente est faite moyennant le prix de cinq cents francs que Claude s'oblige à payer dans un an à dater de ce jour et avec intérêts à 5 0/0.
Mais cette vente est faite à l'essai et sous la condition, que Claude se réserve, d'éprouver le dit cheval pendant le délai de huit jours; dans le cas où il trouverait que le cheval ne lui convient pas, il pourra le rendre à Joseph, qui s'oblige à le reprendre, pourvu que la restitution du cheval soit faite dans la dite huitaine, et qu'il ne soit point endommagé par la faute de l'acheteur.
Passé le dit délai de huitaine, l'acheteur deviendra propriétaire définitif et sera tenu de payer le prix ci-dessus fixé.
Fait double à..., le... mil...

Approuvé l'écriture ci-dessus. *Approuvé l'écriture ci-dessus.*
Joseph. *Claude.*

N° 51. — MODÈLE d'un acte de cession de fonds de commerce (page 189).

Entre les soussignés :

Le sieur C..., épicier, demeurant à Paris, rue Saint-Honoré, numéro 40, d'une part;

Et le sieur E..., cafetier, demeurant dans la même ville, avenue d'Eylau, numéro 30, d'autre part ;

Ont été faites les conventions suivantes :

Le sieur C... vend par les présentes, cède et transmet au sieur E..., acceptant, le fonds de commerce d'épicerie qu'il exploite rue Saint-Honoré, n° 40, dans un magasin situé au rez-de-chaussée de la maison, l'achalandage qui en dépend, le matériel ainsi que les marchandises qui en font partie et dont le détail est fait séparément des présentes.

Le sieur E... sera dès ce jour propriétaire du fonds à lui présentement vendu ; mais il n'en entrera en possession et jouissance réelle que le. . .

Cette vente ainsi faite est convenue moyennant la somme de quinze mille francs, savoir : trois mille francs pour les objets et le matériel composant le fonds, ainsi que pour l'achalandage, et douze mille pour les marchandises, laquelle somme restera dès ce jour entre les mains de M. . . et ne sera remise à C. . . que s'il ne survient pas d'opposition pendant le délai de dix jours après la publication de la vente que les parties vont faire dans un journal d'annonces judiciaires (1).

Le sieur C... s'engage par les présentes à n'élever, pendant dix ans, aucun établissement du genre de celui qui fait l'objet de la présente vente dans Paris, à peine de payer au sieur E... tous dommages-intérêts.

De plus, le sieur C... cède à E... son droit au bail du magasin et de l'appartement où il exerce le commerce d'épicier, composé de trois pièces sur le devant, et ce pour le temps qui en reste à courir, c'est-à-dire pour un laps de... années, à la charge par lui de se conformer à toutes les obligations qui lui sont imposées par cet acte, dont il a donné une connaissance exacte à l'acquéreur par la remise qu'il lui a faite de...

(*Énoncer ici la remise que le vendeur est obligé de faire à l'acquéreur de l'expédition du bail authentique, ou de l'original de ce même acte sous seing-privé.*)

L'enregistrement des présentes sera à la charge de l'acheteur (2).

Fait en deux originaux à Paris...

Approuvé l'écriture ci-dessus. *C...*

Approuvé l'écriture ci-dessus. *E...*

N° 52. — MODÈLE d'un acte de vente d'une maison (page 189).

Entre les soussignés :

M. T..., propriétaire, demeurant à Toulouse, d'une part;
Et M. C..., rentier, demeurant même ville, d'autre part ;

Il a été convenu et stipulé ce qui suit :

M. T... vend par les présentes, cède et aliéne avec la garantie de droit, au sieur C..., acceptant et acquérant pour lui et les siens, héritiers ou ayants-

---

(1) L'usage s'est introduit à Paris de publier les ventes de fonds. Les créanciers du vendeur ont dix jours pour faire des oppositions entre les mains de l'acheteur. Ce dernier serait donc fort imprudent de payer de suite : en général, le prix est déposé chez un tiers.

(2) L'enregistrement prend un droit de 2 % sur le prix du fonds et 0 fr. 50 cent. % sur le prix des marchandises.

droit, une maison dont il est propriétaire, située à Tarbes, ayant son issue principale sur la rue Blanche, composée de rez-de-chaussée, cave au-dessous, de quatre étages et greniers au-dessus, construite en maçonnerie et pierre de taille, sur un terrain de cent mètres carrés, couverte en ardoises; laquelle maison, portant le numéro 10 de la rue Blanche, est confinée au nord par la maison du sieur..., au midi par la maison du sieur..., au levant par celle du sieur..., et au couchant par ladite rue Blanche, telle au surplus qu'elle se contient et comporte, sans aucune exception ni réserve; la dite maison bien connue du reste de l'acquéreur.

M. C... sera dès ce jour propriétaire de la maison à lui vendue et de ses dépendances, mais, néanmoins, il n'entrera en jouissance pour la perception des loyers qu'à compter du..., époque où la délivrance lui en sera faite avec tous les accessoires qui peuvent en dépendre, tels que les servitudes actives, issues, passages, mitoyenneté de murs, jours, aisances, appartenances et dépendances généralement quelconques, ainsi et de la même manière que le vendeur ou ses auteurs en ont joui, pû ou dû jouir.

M. T.., est propriétaire de la maison présentement vendue pour l'avoir acquise de M. D..., rentier, à Lyon, par acte sous signature privée du..., enregistré à Arles. Ce dernier l'avait lui-même acquise de M. Pierre-Eustache K..., rentier, à Lyon, par acte aux minutes de Me R..., notaire, à Paris, reçu le..., et enregistré.

Cette vente est faite et convenue moyennant la somme de cent mille francs, que le sieur C. . . . . promet et s'oblige de payer au vendeur ou à ses créanciers inscrits, privilégiés ou hypothécaires, selon l'ordre de leurs créances et de la manière suivante : quarante mille francs aussitôt après la transcription du contrat au bureau des hypothèques de Tarbes, et la purge des hypothèques qui pourraient grever la maison vendue, et les soixante mille francs formant le complément du prix de la vente dans un an à compter de ce jour, avec intérêts à raison de cinq pour cent par an, payables de six mois en six mois; le vendeur se réservant jusqu'au payement intégral du prix de la présente vente, tous les droits, actions, priviléges et hypothèques résultant de l'article 2103 du Code civil.

La présente vente est, en outre, faite à la charge par l'acquéreur, qui s'y oblige, de prendre possession de la dite maison dans l'état où elle se trouve, avec toutes les servitudes passives qui peuvent la grever, étant bien expliqué par le vendeur que.....

De payer les droits d'enregistrement et autres frais auxquels le présent contrat donnera lieu.

Outre les clauses ci-dessus énoncées, le sieur C. . . fera transcrire le présent contrat au bureau des hypothèques de Tarbes, dans le délai d'un mois il remplira également, s'il le juge convenable, toutes les formalités prescrites par la loi pour purger les hypothèques légales, judiciaires ou conventionnelles qui pourraient grever l'immeuble vendu ; et, faute par lui d'avoir rempli les dites formalités dans le délai de quatre mois, il ne pourra légalement s'en prévaloir pour retarder le paiement en tout ou partie du prix de la présente vente.

Et pour l'entière exécution du présent contrat, le sieur T... promet et s'oblige de remettre au sieur C..., lors de la délivrance de la maison par lui acquise, le contrat constitutif de la propriété qu'il en a eu..., avec les clefs de la dite maison, desquels contrat et clefs l'acquéreur s'engage à lui passer décharge.

Fait en deux originaux.

A Toulouse, le.....

Approuvé l'écriture ci-dessus.
T.

Approuvé l'écriture ci-dessus.
C.

N° 53. — MODÈLE d'un acte de cession de créance (page 200).

Entre les soussignés :

Pierre....., cultivateur au hameau de la Brosse, commune de Gély, d'une part;

Et Paul....., également cultivateur, et demeurant au même hameau, d'autre part;

A été convenu ce qui suit :

Pierre..... est créancier de Jacques..... d'une somme de douze cents francs pour travaux qu'il a faits à son compte dans le courant de l'année dernière. Cette créance a été reconnue par Jacques..., qui a approuvé le compte présenté par Pierre...

Ceci exposé, Pierre..... cède par les présentes à Paul...., qui accepte, la créance de douze cents francs qu'il a contre Jacques... En conséquence, Paul..... pourra en réclamer le paiement à Jacques....., de la même manière qu'aurait pu le faire Pierre.....

Cette cession a lieu moyennant le paiement, par Paul..., de la somme de mille francs, fixée d'accord entre les parties, laquelle somme a été payée comptant aujourd'hui à Pierre...

Ce dernier a remis à Paul..... le titre de sa créance, c'est-à-dire le compte approuvé par Jacques... des travaux faits pour lui par Pierre.....

Approuvé l'écriture ci-dessus. *Approuvé l'écriture ci-dessus.*

Pierre... *Paul...*

N° 54. — MODÈLE des différentes clauses qui peuvent accompagner une cession de créance (Page 201).

(*Comme à la formule précédente, après ces mots : M. Pierre . . . cède par les présentes à M. Paul. . . , on ajoute l'une des clauses suivantes :*)

Avec toute garantie de droit . . . . .

Avec garantie de la solvabilité actuelle et future du débiteur cédé. . . .

Avec obligation de fournir et faire valoir avant. . . . ou après.

(*Le reste comme ci-dessus.*)

N° 55. — MODÈLE d'un acte de vente de droits successifs (Page 202).

Entre les soussignés :

M. Jolly. . . . propriétaire demeurant à . . . , d'une part;

M. Bardoul. . . , propriétaire, à la même ville, d'autre part;

Ont été faites les conventions suivantes :

Art. 1er. M. Jolly déclare, par les présentes, à M. Bardoul, qu'il est héritier pour un tiers dans les biens meubles et immeubles provenant de la succession de son frère, M. Jacques Jolly, décédé le quinze janvier dernier, à Dijon, et qu'il en a la jouissance à dater du jour du décès.

Art. 2. M. Bardoul consent à acheter de M. Jolly les droits à lui revenant dans la dite succession.

Art. 3. A cet effet, M. Jolly transmet à M. Bardoul tous les pouvoirs nécessaires pour intervenir dans le partage, le subroge dans ses droits pour intenter toutes actions nécessaires, défendre, compromettre et faire, en général, tout le nécessaire pour arriver à la liquidation de la succession.

Art. 4. Le prix du transport est fixé d'un commun accord à la somme de quinze mille francs, que M. Bardoul a payée comptant à M. Jolly qui lui en donne, par l'effet des présentes, bonne et valable quittance.

Fait double à Paris, le. . . .

Approuvé l'écriture ci-dessus. *Approuvé l'écriture ci-dessus et bon pour quittance de quinze mille francs.*

Bardoul. *Jolly.*

N° 56. — MODÈLE d'un acte de transport de droits litigieux (Page 202).

Entre les soussignés :
1° M. E. . . , négociant, rue des Bassins, numéro 82, d'une part;
2° M. P. . . , cafetier, rue de Rivoli, numéro 25, d'autre part;
Ont été faites les conventions suivantes;

Art. 1er. M. E. . . . déclare à M. P. . . . qu'il se prétend créancier d'une somme de quinze cents francs, à lui due par un nommé Louis Belorgey, menuisier, à Arcis; qu'une action judiciaire est intentée en ce moment au tribunal de commerce de Dijon; mais que Louis Belorgey prétend établir qu'il a remboursé cette somme.

Art. 2. M. P. . . . , après avoir examiné les pièces de la procédure, consent à acheter, à ses risques et périls, à M. E. . . . , la créance litigieuse.

Art. 3. Le prix est fixé à la somme de cinq cents francs, que M. E. . . . . a présentement reçue, et dont il donne bonne et valable quittance par l'effet des présentes.

Art. 4. M. E. . . . subroge M. P. . . . dans tous ses droits et actions, sans exception ni réserve, et ce dernier, quelle que soit l'issue du procès, renonce à tout recours contre M. E. . . . .

Fait double à Paris, le. . . .

Approuvé l'écriture ci-dessus. *Approuvé l'écriture ci-dessus.*
Bon pour cinq cents francs.
E. . . . *P. . . .*

N° 57. — MODÈLE d'un contrat d'échange (Page 203).

Entre les soussignés :
Anatole Durand, propriétaire, à Rouen, d'une part;
Et Baptiste Sergent, cultivateur, demeurant même ville, d'autre part.
Ont été faites les conventions suivantes :

Anatole Durand cède, à titre d'échange, à Baptiste Sergent, qui accepte, une maison et ses dépendances sise à Rouen, rue. . . , n° , tenant par-devant à. . . . au fond à. . . , à gauche à M. . . , à droite à M... ainsi que la maison se poursuit et se comporte, sans acception ni réserves et avec toutes garanties de fait et de droit.

Pour, par ledit sieur Sergent, jouir de la dite maison à compter de ce jour.

Anatole Durand déclare être propriétaire de la maison vendue et établit les droits des précédents propriétaires ainsi qu'il suit:

(*Établir la propriété sur la tête du cédant et de ses auteurs, en remontant au moins au-delà de trente ans.*)

De son côté, et au même titre, pour tenir lieu de la maison qui lui est cédée, Sergent cède à Durand un terrain qu'il possède au hameau de. . . , près Rouen, tenant par-devant. . . , au fond à. . . , à droite à. . . . , à gauche à. . . . , ainsi que le dit terrain se poursuit et comporte, avec ses servitudes actives et passives, le dit terrain étant déclaré, mais à titre de renseignement et sans aucune garantie, d'une contenance de dix hectares.

(*Ici même établissement de propriété que pour la maison.*)

Sergent jouira du terrain à partir du jour où la récolte qui est sur pied en ce moment sera rentrée par Durand, qui s'en réserve la propriété.

Cet échange est fait sans retour ni soulte, de part et d'autre, et les parties se tiennent respectivement quittes l'une à l'égard de l'autre.

La maison et le terrain échangés sont estimés, mais pour l'enregistrement seulement, chacun à la somme de dix mille francs.

Les titres de propriété respectifs ont été échangés.

Fait en double original à Rouen, le. . . .

Approuvé l'écriture ci-dessus. *Approuvé l'écriture ci-dessus.*
Anatole Durand. *Baptiste Sergent.*

N° 58. — MODÈLE de bail d'un logement ou appartement (Page 205).

Entre les soussignés :

M. A. . . . , propriétaire d'une maison sise à Paris, rue de Rivoli, n° 10, d'une part;

Et M. B. . . . . , rentier, demeurant même ville, rue Saint-Honoré, n° 50, d'autre part;

A été convenu ce qui suit :

Lieux loués. — M. A. . . . . loue à M. B. . . . ., qui accepte, un. . . . sis au. . . étage au-dessus de l'entre-sol. . , porte sur le palier, composé de (*ici désignation complète*), le tout fraîchement décoré, orné de glaces sur chaque cheminée, avec deux clefs aux portes d'entrée.

Durée. — La dite location est faite pour la durée de. . , qui commencera le. . . et se continuera pour une même période tant que les parties ne se seront pas réciproquement donné congé dans le délai d. . . ou comme il va être dit ci-dessous.

Le preneur entrera en jouissance et devra quitter les lieux à. . , de convention expresse.

Prix et paiements. — La présente location est faite moyennant la somme annuelle de. . . ., payable par quart, et de convention expresse, au premier de chacun des trimestres de l'année, dont le premier commencera le. . , pour suivre de trois en trois mois.

Et pour la garantie du paiement du dit prix, le preneur paiera deux termes d'avance imputables sur les derniers termes de sa jouissance, sans dérogation à l'ordre des paiements sus fixés.

Faute de paiement au premier de chaque trimestre, le bailleur pourra donner congé au preneur dans l'acte même de commandement de payer, pour quitter les lieux au terme courant, sans que le preneur puisse opposer à l'effet de ce congé, ni versements d'avance, ni usage contraire, ni tacite reconduction.

Conditions. — En outre, la présente location est faite aux conditions de droit et d'usage, et en celles suivantes, qu'accepte expressément le preneur :

1° Garnir, lors de l'entrée en jouissance, les lieux loués de meubles suffisants pour répondre des loyers, malgré toute autre sûreté donnée ou offerte ;

2° Occuper bourgeoisement les dits lieux sans pouvoir ni les céder ni les sous-louer, sans la permission expresse et par écrit du propriétaire.

3° Prendre les lieux, lors de l'entrée en jouissance, en l'état actuel, les entretenir et les rendre à la sortie en bon état, après avoir fait préalablement toutes les réparations nécessaires, notamment celles amenées par des taches aux parquets et tentures ou par l'enfoncement de clous, le bailleur se réservant, à l'effet d'éviter des dégâts, de reprendre, à leur valeur de démolition, tous objets cloués ou scellés ;

4° Laisser en tout temps le bailleur pénétrer dans les lieux loués, soit pour les visiter, soit pour y faire toutes grosses ou moyennes réparations que le preneur sera obligé de souffrir sans indemnité, quelle que soit leur durée et importance, soit enfin pour permettre aux tiers de visiter les lieux loués, à l'effet de les relouer, et ce, dès que congé sera donné, de huit heures du matin à six heures du soir, même les dimanches et jours fériés ;

5° Se conformer à toutes les mesures d'ordre et de police établies dans la dite maison, notamment secouer les tapis, prendre de l'eau, faire faire le ser-

vice de ses domestiques avant dix heures du matin et par les cour et escalier à ce destinés, ne faire aucun lavage dans les cours, ne placer aucun objet ou réchaud sur les paliers ou couloirs, ne mettre aucune enseigne à l'intérieur ou à l'extérieur de la maison louée ou à celles voisines, placer des rideaux à toutes les fenêtres, et entretenir en bon état de propreté leurs bandeaux et appuis, enfin n'avoir aucun animal domestique dans la dite maison ;

6° Supporter toutes les charges dont les locataires sont ordinairement tenus, notamment l'impôt des portes et fenêtres, ainsi que le timbre et l'enregistrement des présentes et de tout congé, droit, double droit et amendes s'il y a lieu.

Fait double à Paris, le. . .

Approuvé l'écriture ci-dessus.
(Signature du bailleur.)

Approuvé l'écriture ci-dessus.
(Signature du preneur.)

N° 59. — MODÈLE de bail de biens ruraux (page 205).

Entre les soussignés :

François Bastide, propriétaire, demeurant à Tours, d'une part,

Et Théodore Bargès, fermier, demeurant au hameau de . . . , près Tours, d'autre part ;

A été dit et convenu ce qui suit :

François Bastide fait bail à Théodore Bargès, qui accepte, pour dix années, qui commenceront à courir le. . . . , pour finir à pareille époque en l'année. . . , de la ferme ci-après désignée :

Une ferme dite ferme de. . . , composée de..., etc. (*désignation détaillée*).

Le bail est fait moyennant un loyer annuel de mille francs, qui sera payable en deux termes égaux le. . . et le . . , avec stipulation que, faute par le preneur de payer un terme à l'échéance, et après un commandement de payer resté infructueux pendant un mois, le bail sera résilié de plein droit si bon semble au bailleur, sans aucun recours à justice et sans procédure.

Le bail est en outre fait aux conditions suivantes, que les parties s'engagent de respecter fidèlement et soigneusement :

1° De garnir la dite ferme de chevaux, bestiaux, instruments, grains, fourrages et meubles suffisants pour assurer la bonne culture et le payement des fermages ;

2° D'entretenir les bâtiments en bon état de réparations locatives, et de les rendre, à la fin du bail, dans le même état que celui qui sera constaté lors de l'entrée en jouissance par le preneur ;

3° D'entretenir, par les labours et engrais, les terres en bon état de culture, en se conformant à l'usage pour les soles ou saisons ;

4° De convertir toutes les pailles en fumier pour l'engrais des terres de la ferme, sans pouvoir en distraire aucune partie ;

5° D'entretenir les clôtures, d'écheniller les arbres et de remplacer ceux qui viendraient à périr ;

6° De payer, pendant toute la durée du bail, les impôts fonciers ;

7° De rendre, à la fin du bail, tous les meubles destinés à perpétuelle demeure, dans un bon état et d'une valeur égale à ceux qu'il a reçus ;

8° Et, enfin, de se conformer, d'ailleurs, en tout, en bon père de famille, aux usages de la contrée.

Approuvé l'écriture ci-dessus.
(Signature du bailleur.)

Approuvé l'écriture ci-dessus.
(Signature du preneur.)

N° 60. — MODÈLE de sous-location par un principal locataire à un sous-locataire (page 205).

Entre les soussignés :
M. A. . . , demeurant à Paris, rue Dumont-d'Urville, n° 9, d'une part ;
Et M. B. . . , demeurant même ville, rue de Rivoli, 47, d'autre part,
A été dit et convenu ce qui suit :
M. A. . . . est principal locataire d'une maison sise à Paris, rue Dumont-d'Urville, n° 9, aux termes d'un acte reçu par. . . . , notaire à Paris, le. . . , pour une période de quinze années qui ont commencé à courir le. . . , pour finir à pareille époque en l'année. . .
M. A. . . sous-loue à M. B. . ., qui accepte, pour trois, six ou neuf années, au choix des parties, l'appartement dont la désignation suit.
(*Désignation en détail de l'appartement*) :
Ainsi que le dit appartement s'étend et se comporte, avec toutes ses dépendances, sans en rien réserver ni excepter, le preneur au surplus déclarant le bien connaître.
Le bail est fait aux charges, clauses et conditions suivantes :
1° De garnir les lieux loués de meubles et effets suffisants pour garantir le payement du loyer du sus dit appartement, et de le tenir garni pendant toute la durée du dit bail ;
2° De souffrir les grosses réparations qui seraient jugées nécessaires, d'entretenir le dit appartement, fin du dit bail, en bon état de réparations locatives ;
3° De ne faire dans le dit appartement aucuns percement, distribution, construction, augmentation, diminution ou autre changement semblable, sans le consentement par écrit du bailleur.
4° De ne pouvoir céder ni sous-louer son droit au bail sans le consentement exprès et par écrit du bailleur ;
5° Et, en outre, d'acquitter les contributions des portes et fenêtres sans déduction du prix du bail.
Le présent bail est fait moyennant la somme de. . . , que le preneur s'engage de payer au bailleur en son domicile à. . . , en quatre payements égaux, dont le premier se fera le 1er avril. . . , le second le 1er juillet suivant, et ainsi de suite de trois mois en trois mois jusqu'à la fin du bail, sur lequel prix le preneur a à l'instant payé la somme de. . . pour six mois d'avance du dit bail, imputables sur les six derniers mois de jouissance, ainsi que le bailleur le reconnaît et en consent quittance.
Il est expressément stipulé que les parties auront le droit de faire cesser la présente sous-location à l'expiration de l'une des périodes indiquées ci-dessus, en se prévenant de leur intention à cet égard six mois à l'avance.
Fait double à Paris, le.....

Approuvé l'écriture ci-dessus.
(*Signature du principal locataire.*)

Approuvé l'écriture ci-dessus.
(*Signature du sous-locataire.*)

N° 61.—MODÈLE de cession de bail avec acceptation du propriétaire (Page 205).

Entre les soussignés :
Le sieur A. . . . ., locataire d'une boutique à usage de marchand de vins, sise à Paris, rue. . . . ., d'une part;
Et le sieur B. . . . ., marchand de vins, à Colombes (Seine), d'autre part ;
A été dit et convenu ce qui suit :

M. A. . . . . est locataire, aux termes d'un bail sous seing-privé, en date à. . . . ., pour trois, six ou neuf années à son choix, qui ont commencé à courir le. . . ., pour finir à pareille époque en. . . ., et ce, moyennant un prix annuel de mille francs payables en quatre termes égaux, aux époques ordinaires de l'année, d'une boutique à usage de marchand de vins, sise à Paris, rue. . . . .

Ceci exposé, M. A. . . . . cède, délègue et transporte à M. B. . . . ., qui accepte, le droit au bail ci-dessus rappelé et ce, aux mêmes clauses et conditions, qu'il est inutile de rappeler ici, M. B. . . . . déclarant les bien connaître.

En conséquence, M. B. . . . . devra remplir, à l'égard du propriétaire et de tous autres, les obligations indiquées dans le bail, ou imposées par l'usage aux locataires, de manière que M. A. . . . . ne soit jamais inquiété à cet égard.

En considération de la présente cession de bail, M. B. . . . . s'engage à payer dans les deux mois qui vont suivre, à M. A. . . . ., la somme de mille francs.

(*Si le propriétaire consent à n'avoir d'autre locataire désormais que M. B... et à exonérer M. A. . . . . qui se trouvait toujours engagé envers lui, malgré la cession de bail, on ajoute*) :

Aux présentes est intervenu M. C. . . . . , propriétaire de la maison où s'exploite le fonds de commerce, lequel, après avoir pris connaissance de l'acte qui précède, a déclaré l'approuver entièrement et l'avoir pour agréable. En outre, il a déclaré décharger M. A. . . . . de toutes les obligations dont il était tenu à son égard comme locataire et consentir que M. B. . . . . soit désormais son locataire aux lieu et place de M. A. . . . .

Fait triple à Paris, le. . . . .

Approuvé l'écriture ci-dessus. *Approuvé l'écriture ci-dessus.*

A. . . . B. . . .

Approuvé l'écriture ci-dessus;

C. . . . .

N° 62. — MODÈLE d'acceptation de bail séparée par le propriétaire (Page 205).

Je soussigné, propriétaire d'une maison sise à Paris, rue. . . . ., après avoir lu un acte en date du. . . . ., enregistré, par lequel A. . . . ., mon locataire d'une boutique à usage de marchand de vins, a fait la cession pure et simple de son bail à M. B. . . . ., déclare accepter cette cession de bail, renoncer à tous mes droits de propriétaire contre M. A. . . . ., les reportant sur M. B. . . . ., que je considère comme mon seul locataire dans les termes de mon bail avec M. A. . . . .

Approuvé l'écriture ci-dessus.

(*Signature de C..... ; propriétaire*)

N° 63. — MODÈLE d'un état des lieux d'une maison (Page 207).

État des lieux dressé par les parties soussignées, pour être annexé à un bail sous-seing privé en date du. . . . . , concernant une maison sise à Paris, rue. . . . .

Caves. — Les caves sont en bon état de conservation, sauf un peu d'humidité qui règne dans le coin à gauche en entrant, travail évalué pour faire disparaître cette humidité . . . . . 25 francs

Rez-de-chaussée. — La porte de la cuisine manque de serrure et son remplacement est estimé à . . . . . 5 —

Cinq ou six dalles sont brisées. Estimation. . . . . 6 —

La salle à manger est en bon état.

Premier étage. — Dans la chambre de gauche, en entrant, il sera nécessaire de remplacer la tapisserie. Estimation. . . . . 75 —

Le reste est en bon état.

Deuxième étage.—La chambre à droite, en entrant et donnant sur la rue, n'est point en état : le plafond s'effondre sur un point et menace ruine, par suite d'humidité. Estimation. . . . . 150 —

Les cabinets d'aisance ne ferment pas. L'achat d'une serrure sera nécessaire, etc., etc . . . . . 2 fr. 50

Total. . . . . 263 fr. 50

Le présent état des lieux certifié conforme par nous soussignés.

Approuvé le présent état. *Approuvé le présent état.*

(Signature du bailleur.) *(Signature du preneur.)*

N° 64. — MODÈLE d'un état des lieux d'une ferme (Page 207).

État des lieux destiné à être joint à un bail sous seing-privé, en date du. . . , d'une ferme dite le hameau, sise près Montmorency.

La visite que nous avons faite à la ferme du Hameau a donné lieu aux observations suivantes :

Maison d'habitation. — La maison d'habitation a été reconnue dans un état convenable de propreté et de tenue, et il n'y a lieu de faire aucune remarque sur ce point.

Grange. — Les portes et ouvertures sont en mauvais état. Estimation des réparations à faire. . . . . 90 francs

Écurie. — Le nettoyage et la mise en état de l'écurie exige une dépense de . . . . . 40 —

Bergerie. — Carrelages manquent en grand nombre. Leur remplacement nécessitera une dépense de . . . . . 120 —

Prairie. — Le pré dit *sous le verger* est plein de taupinières et il a été insuffisamment irrigué. Estimation des travaux. . . . 35 —

Total. . . . . 185 francs

Certifié par nous soussignés sincère et véritable.

Paris, le. . . . . .

Approuvé le présent état. *Approuvé le présent état.*

(Signature du bailleur.) *(Signature du preneur.)*

N° 65. MODÈLE de congé (Page 208).

(Si le propriétaire et le locataire sont d'accord, on fait la convention suivante :)

Entre les soussignés :

A. . . . , propriétaire d'une maison sise. . . . , d'une part ; et B. . . . , locataire d'un appartement dans la même maison, d'autre part, a été dit et convenu ce qui suit :

B. . . . donne, par les présentes, congé à A. . . . , de l'appartement qui lui a été loué suivant bail sous-seing privé du. . . . . , enregistré, pour le quinze mars à venir, auquel jour il entend vider les lieux à lui loués.

A. . . . . accepte le dit congé, en faisant toutefois des réserves pour les réparations locatives qui pourraient être à la charge du locataire à la fin de la possession.

Fait double à Paris, le. . . . . .

Approuvé l'écriture ci-dessus. *Approuvé l'écriture ci-dessus.*

A. . . . . B. . . . .

(*Si les parties ne sont pas d'accord, le congé doit être donné par exploit d'huissier*).

N° 66. — MODÈLE de bail à ferme (Page 210).

Entre les soussignés :

A. . . . , propriétaire, demeurant à Montargis (Loiret), d'une part ;

Et B. . . . , fermier aussi à Montargis, d'autre part, ont été faites les conventions suivantes :

A. . . . . donne à bail à ferme les lieux dont la désignation suit : 1° Un corps de bâtiment servant d'habitation avec écuries et remises, sis au hameau de. . . . , près Montargis ; 2° Un corps de ferme attenant à la maison, et consistant en terres labourables, prairies, bois et terrains vagues, le tout borné au nord par. . . . , au midi par. . . . , au levant par. . . . , au couchant par M. . , 3° Une vigne dite. . . . , d'une superficie de. . . . hectares environ.

Il est expressément stipulé que toute erreur dans la désignation ou la contenance n'entraînera ni la résiliation du contrat, ni une diminution dans le prix du fermage.

Le présent bail est fait aux clauses ordinaires des baux de ferme, et notamment à la charge, par B. . . . , de compter régulièrement, après chaque récolte rentrée, la moitié du produit de cette récolte.

Fait double à Montargis. . . .

Approuvé l'écriture ci-dessus. *Approuvé l'écriture ci-dessus.*

A. . . . . B. . . . .

N° 67. — MODÈLE de quittance de loyer (Page 212).

Terme de 187

Terme. . . . . .

Eau . . . . . .

Ramonage . . . . . .

Éclairage . . . . . .

Portes et Fenêtres. .

Enregistrement. . . .

Timbre de la présente

Total. . . .

Maison rue. . . . . .

Je soussigné, reconnais avoir de reçu M . . . . . .

. . . . . .

la somme de . . . . . .

pour le terme échu le . . . . . .

mil huit cent soixante . . . . . .

du loyer des lieux qu'il occupe dans ladite maison.

Dont quittance, sans préjudice du terme courant et sous la réserve de tous mes droits.

Paris, le . . . . . .

(*Signature*).

N° 68. — MODÈLE de quittance de fermage (Page 212).

Je soussigné propriétaire de la ferme de. . . . , demeurant à. . . . , reconnais avoir reçu de R. . . . , mon fermier, la somme de. . . . , pour le terme échu le. . . . , des fermages dont le bail lui a été consenti par acte sous-seing privé du. . . . .

Paris, le. . . . .

Dont quittance :

(Signature du propriétaire.)

N° 69. — MODÈLE de continuation de bail (Page 212).

Entre les soussignés :
A. . . . , menuisier, demeurant à. . . . , rue . . . . , n°. . . ;
Et B. . . . , cultivateur, demeurant à. . . . . , rue . . . . , n°. . . ;
A été faite la convention suivante :
Le bail consenti par A. . . , à B. . . , pour. . . . années consécutives qui ont commencé à courir le. . . . , pour finir le. . . . , d'une maison située à. . . . , ainsi qu'il a été constaté par acte sous-seing privé, fait double à. . . . , en date du. . . . /. , enregistré à. . . .
Sera continué pour. . . . années, qui commenceront à courir le. . . . , et finiront le. . . .
Cette continuatron de bail est consentie moyennant somme pareille à celle qui est portée dans le bail primitif sus rappelé.

Fait double à Paris, le. . . .

Approuvé l'écriture ci-dessus. *Approuvé l'écriture ci-dessus.*

A. . . . . B. . . .

N° 70. MODÈLE de résiliation de bail par consentement mutuel (Page 212).

Entre les soussignés :
A. . . . , menuisier, demeurant à. . . . , rue. . . . , n°. . . ;
Et B. . . . , cultivateur, demeurant à. . . . , rue. . . . , n°. . . ;
A été faite la convention suivante :
A. . . . et B. . . . déclarent se désister de l'exécution du bail que A. . . . a consenti à B. . . . , par acte sous-seing privé en date du. . . . , enregistré le. . . .
D'une maison située à. . . . , pour . . . années, qui ont commencé à courir le. . . . , moyennant le prix de. . . . . pour chaque année.
Les soussignés déclarent consentir que le bail susdit soit définitivement résolu à partir du. . . . prochain, époque où B. . . . rendra les lieux en bon état de réparations locatives, sans préjudice des termes de loyer qui pourraient être alors dus.
Ce désistement est fait sans aucune indemnité de part ni d'autre pour tout le temps qui reste à courir du dit bail.
Fait double à. . . . , le. . . . mil. . . .

Approuvé l'écriture ci-dessus. *Approuvé l'écriture ci-dessus.*

A. . . . . B. . . . .

N° 71.— MODÈLE de louage d'ouvrage et d'industrie (Page 212).

1° Modèle de louage d'un domestique.

Entre les soussignés :
A. . . . , rentier, demeurant à. . . . , rue. . . . , n°. . . ;
Et B. . . . , domestique, demeurant à. . . . , rue. . . . , n°. . . ;
A été faite la convention suivante :

A. . . . . consent à prendre comme domestique B. . . . , qui accepte, pour. . . . années, qui commenceront à courir le. . . . . pour finir le. . . .

A. . . . s'oblige à payer à B. . . . la somme de. . . . par année, en douze termes qui écherront à la fin de chaque mois, et qui seront chacun de la somme de. . . .

De son côté, B. . . . s'engage à faire pour A. . . . (*indiquer les fonctions du domestique*) et de se conduire en tout comme un serviteur bon et fidèle.

Chacune des parties pourra faire cesser l'effet de la présente convention en avertissant l'autre. . . . mois à l'avance et en payant, en outre, une indemnité de. . . .

Fait double à. . . . , le. . . . mil. . . .

Approuvé l'écriture ci-dessus. *Approuvé l'écriture ci-dessus.*

A. . . . B. . . .

2° Modèle de louage d'industrie.

Entre les soussignés :
Pierre, maçon, demeurant à. . . . , d'une part ;
Et Paul, entrepreneur, demeurant à. . . . , d'autre part ;
A été convenu ce qui suit :

Pierre s'engage à travailler de son état pour le compte de Paul, pendant une période de. . . . années, qui commenceront à courir le. . . .

Le louage est fait moyennant un salaire de. . . . . par mois, qui sera payable le dernier jour du mois.

En outre, il est convenu que la journée de travail ne pourra être de plus de. . . , et que si Pierre était obligé, pour son travail, de se déplacer à une distance de plus de. . . . kilomètres, il recevrait en supplément une indemnité de. . . . par kilomètre.

Fait double à Paris. . . .

Approuvé l'écriture ci-dessus. *Approuvé l'écriture ci-dessus.*

Pierre. *Paul.*

3° Modèle d'un devis ou marché.

Entre les soussignés :
A. . . . , propriétaire d'un terrain sis à Paris, rue. . . . , d'une part ;
Et B. . . . , entrepreneur de travaux, demeurant à. . . . , d'autre part;
Il a été dit et convenu ce qui suit :

B. . . . s'engage par les présentes à faire, pour le compte de A. . . . , tous les travaux, de quelque nature qu'ils soient, nécessaires pour la construction d'une maison dont la désignation suit, et de fournir tous les matériaux nécessaires à cet effet.

(*Indiquer ici, d'une manière très-exacte et très-détaillée : la hauteur de la maison, l'épaisseur des murs, la nature des matériaux; le genre de couverture, le nombre des étages, leur hauteur, la division du sous-sol et des caves, le nombre et la grandeur des portes et des fenêtres, etc.*)

Les travaux devront être commencés le..... et finis le..... Faute d'avoir terminé entièrement les travaux et avoir livré la maison le....., B..... s'engage à payer une somme de..... par chaque jour de retard, à titre d'indemnité.

Il est formellement convenu qu'aucun changement ne sera fait à la disposition ci-dessus détaillée, sans une autorisation expresse et par écrit du propriétaire. Et, en outre, dans le cas où le changement devrait donner lieu à un supplément de prix, le propriétaire devra s'engager, dans l'acte d'autorisation, à en supporter le prix, faute de quoi l'entrepreneur n'aurait aucune action en supplément contre le propriétaire.

De son côté, A..... s'oblige à verser à B..... la somme de....., à valoir sur le montant des travaux, le....., jour où les travaux devront commencer; la somme de....., le....., et, enfin, le solde le....., jour où les travaux seront livrés.

Fait double à Paris, le.....

Approuvé l'écriture ci-dessus. *Approuvé l'écriture ci-dessus.*

A..... B.....

N° 73. — MODÈLE de cheptel simple (Page 216).

Entre les soussignés :

A..... (*nom, prénoms, demeure et profession du bailleur*). d'une part;

Et B..... (*Idem. du preneur*), d'autre part;

Ont été faites les conventions suivantes :

A..... donne et baille à titre de cheptel, à B...., qui accepte, le fonds de bétail ci-après désigné, savoir :

1° *Tant* de brebis et béliers désignés par *telle* marque;

2° *Tant* de vaches laitières, de moutons, etc.;

Pour en jouir, par B....., à titre de cheptel simple, pendant..... années, qui commenceront le..... et finiront le.....; profiter seul, pendant le dit temps, des laitages, du fumier et du travail des dits animaux, et partager par moitié, avec le bailleur. les laines et le croît qu'ils produiront pendant le même temps.

Ce bail est fait aux charges, clauses et conditions suivantes

1° Le preneur sera tenu de nourrir à ses frais tous les dits bestiaux, de les garder, gouverner et héberger convenablement, et de prendre pour leur conservation le soin qu'en prendrait un bon père de famille;

2° Le preneur ne pourra tondre les moutons sans en prévenir le bailleur.

3° Il ne pourra disposer d'aucune bête du cheptel, soit du fonds, soit du croît, sans le consentement du bailleur, qui lui-même n'en pourra disposer sans le consentement du preneur.

4° Le fonds du cheptel est estimé, par les parties, à la somme de..., sur laquelle sera réglé, à l'expiration du bail. le profit ou la perte à partager ou à supporter par moitié entre le bailleur et le preneur.

5° Pour constater le profit ou la perte du fonds du cheptel à la fin du bail, il en sera fait à cette époque une nouvelle estimation par deux experts dont les parties conviendront.

S'il y a profit, le bailleur pourra prendre des bêtes de chaque espèce jusqu'à concurrence de la première estimation; l'excédant sera ensuite partagé par moitié. Si, au contraire, il y a eu perte, le bailleur prendra ce qui restera du fonds de bétail, et le preneur lui payera la moitié de la perte.

6° Le bailleur et le preneur auront réciproquement la faculté d'exiger, quand bon leur semblera, le partage du croît et de la tonte des laines : le par-

tage du croît n'aura lieu, néanmoins, qu'après qu'il aura été constaté par une prisée que le fonds du cheptel n'est pas diminué de valeur.

Dans tous les cas, le profit seul sera mis en partage.

7° Si le cheptel périt en entier, sans la faute du preneur, la perte en sera pour le bailleur; s'il n'en périt qu'une partie, la perte sera supportée en commun, d'après le prix de l'estimation originaire et celui de l'estimation à l'expiration du bail;

8° Le preneur ne sera tenu des cas fortuits que lorsqu'ils auront été précédés de quelque faute de sa part, sans laquelle la perte ne serait pas arrivée.

9° Dans tous les cas, le preneur sera tenu de rendre compte des peaux des bêtes.

10° Si quelques-unes, du chef du cheptel, viennent à périr sans qu'il y ait de la faute du preneur, elles seront remplacées par les croîts; le surplus seul sera partagé entre les parties.

11° Mais si quelques-unes périssent ou se perdent par la faute ou négligence du preneur, ce dernier devra payer au bailleur.... de laine pour chaque brebis, ... pour chaque bélier, etc., et, enfin ....., si c'est la totalité du bétail, et ce, tant pour la valeur réelle des dites bêtes que pour dommages-intérêts.

12° Le preneur ne pourra céder le cheptel à qui que ce soit, sans le consentement exprès du bailleur, à peine d'en répondre en son propre et privé nom, et de tous dommages-intérêts, que les parties fixent dès à présent à la somme de...., pour le seul fait de la concession du cheptel.

13° Le présent bail sera résilié de plein droit à défaut, par le preneur, de satisfaire à tout ou partie des obligations par lui ci-dessus contractées et un mois après une mise en demeure.

Et le dit sieur B.... déclare accepter le dit fonds de bétail à titre de cheptel simple, et promet de remplir et exécuter fidèlement toutes les conditions ci-dessus.

Fait double, à...., le..... 18.....

Approuvé l'écriture ci-dessus.

A....

Approuvé l'écriture ci-dessus.

B....

N° 74. — MODÈLE de cheptel à moitié (Page 217).

Entre les soussignés :

A..... (*nom, prénoms, profession, domicile*), d'une part;

Et B..... (*id.*), d'autre part;

Ont été faites les conventions suivantes :

A..... et B..... mettent en société, et à titre de cheptel à moitié pour trois, six ou neuf années consécutives, qui commenceront le....., le fonds de bétail ci-après désigné, savoir :

Le sieur A....., à titre de bailleur, *tels* bestiaux;

Et le sieur B....., preneur, *tels* bestiaux;

Pour jouir, par le sieur B...., à titre de preneur, pendant les dites trois, six ou neuf années, de tous les bestiaux ci-dessus désignés et mis dans la présente société; les faire servir à la culture des terres qu'il tient à bail du sieur A....., suivant acte en date du....., enregistré à...., le....., et de toutes autres terres qu'il pourra prendre à bail par la suite, et profiter seul des laitages, fumiers et labours des dits bestiaux.

Le présent bail est fait, en outre, aux charges, clauses et conditions suivantes :

1° A.... sera chargé de nourrir, loger, garder, gouverner, héberger à ses frais, tous les dits bestiaux pendant toute la durée du bail;

2° Les croîts et les laines se partageront par égale part à la fin de chaque année.

(*Les règles du cheptel simple sont applicables en général au cheptel à moitié.*)

Fait double à...., le.....

Approuvé l'écriture ci-dessus. *Approuvé l'écriture ci-dessus.*

A..... B.....

N° 75. — MODÈLE de cheptel de fer (Page 217).

Entre les soussignés :

A..... (*nom, prénoms, profession et domicile du bailleur*), d'une part;

B..... (*nom, prénoms, profession et domicile du preneur*), d'autre part;

Ont été faites les conventions suivantes :

(*Le bail est fait comme ci-dessus, formule n° 66; mais on ajoute les stipulations suivantes* :)

Le preneur jouira, à titre de cheptel de fer, pendant la durée du présent bail, de tous les bestiaux et animaux qui garnissent la métairie, lesquels appartiennent au bailleur, et sont désignés en un état qui est demeuré ci-annexé, à la réquisition des parties, après avoir été d'elles signé, paraphé et certifié conforme.

Tous les droits et profits du dit cheptel appartiendront au preneur, sauf les fumiers, qui seront employés à l'engrais des terres, sans qu'il en puisse être distrait ni vendu aucune partie.

Le preneur ne pourra se servir des dits bestiaux, ni souffrir, qu'on s'en serve, pour aucun autre usage que pour la culture des dites terres.

La valeur du dit cheptel a été estimée à l'amiable, entre les parties, à la somme de..... Cette estimation n'en constituera pas le preneur propriétaire, mais le fonds du dit cheptel sera, pendant la durée du dit bail, à ses risques, périls et fortune, et il devra laisser au bailleur, lors de l'expiration du bail, un fonds de bétail et d'animaux de mêmes nature et valeur, suivant l'estimation qui en sera faite alors par experts nommés à l'amiable, sinon nommés d'office par le président du tribunal de première instance, jugeant en référé.

Fait double à...., le.....

Approuvé l'écriture ci-dessus. *Approuvé l'écriture ci-dessus.*

A..... B.....

N° 76. — MODÈLE de Société universelle (Page 219).

Entre les soussignés :

A. . . . , peintre en bâtiments, demeurant à. . . . , d'une part;

Et B . . . . , aussi peintre en bâtiments. demeurant à . . . : , d'autre part;

Ont été faites les conventions suivantes :

A. . . . . et B. . . . . mettent en société tous les biens meubles et immeubles qu'ils possèdent l'un et l'autre actuellement, dans le but de développer leur industrie et faire des entreprises plus considérables.

Il sera fait séparément des présentes, un inventaire fidèle et exact des meubles et objets mobiliers de chacun, et une énumération et évaluation des immeubles.

Tous les gains et tous les bénéfices et revenus que les deux parties acquerront par la suite, seront divisés entre elles par moitié, à l'exception, toutefois, de ce qui pourrait leur revenir par succession, donation et legs.

Les ouvrages ne pourront être reçus que par les deux associés.

Les bénéfices seront partagés et les pertes supportées par moitié.

La présente société est formée pour une durée de trois, six, neuf années, au choix de chacun des associés, à charge de prévenir six mois à l'avance.

Le départ du bail commence au premier octobre prochain pour finir à pareille époque dans trois, cinq ou six ans.

En cas de décès d'un associé, la société sera dissoute entièrement et les objets partagés conformément aux conventions ci-dessus.

Fait double à. . . . .

Approuvé l'écriture ci-dessus. *Approuvé l'écriture ci-dessus,*

A. . . . . B. . . . .

N° 77. — MODÈLE de Société particulière (Page 219).

Entre (*etc., comme ci-dessus au n° 76*).

Les soussignés forment entre eux une société pour l'exploitation d'un fonds de peinture sis à. . . . .

M. A. . . . . apporte en société une somme de 10,000 francs et M. B. . . . pareille somme.

Chacun d'eux prendra la moitié des bénéfices, après le prélèvement des frais généraux.

Chacun des associés aura la signature sociale ; mais la réception des ouvrages ne pourra être faite que par les deux associés.

La présente société durera trois, six, neuf années, à la volonté de l'une et de l'autre partie, à charge de prévenir l'autre associé six mois à l'avance.

Fait double

Approuvé l'écriture ci-dessus. *Approuvé l'écriture ci-dessus.*

A. . . . . B. . . . .

N° 78. — MODÈLE de commodat ou prêt à usage (Page 225).

Entre les soussignés :

A. . . . , rentier, demeurant à Paris, rue. . . . , d'une part ;

Et B. . . . , propriétaire, demeurant même ville, rue. . . . , d'autre part ;

Ont été faites les conventions suivantes :

A. . . . . donne à titre de prêt à B. . . . ., qui accepte, un cheval (*désignation aussi exacte que possible*) ainsi que les harnais et une voiture à quatre places et à deux roues (*désignation*), pour servir aux voyages que se propose de faire B. . . . . dans le mois qui suivra la signature des présentes.

Le cheval, reconnu sain et bien portant, devra être rendu en pareil état à la fin du mois.

La nourriture du cheval et son entretien sont à la charge exclusive de B. . . . .

En outre, le prêt est fait, moyennant une somme de trois cents francs que B. . . . s'engage à payer en deux paiements égaux : le premier, le jour de la prise de possession du cheval, et le second à l'expiration du mois pendant lequel le cheval sera à son service.

Fait double à Paris, le. . . . .

Approuvé l'écriture ci-dessus. *Approuvé l'écriture ci-dessus.*

A. . . . . B. . . . .

N° 79. — MODÈLE de prêt de consommation (page 226).

Entre les soussignés :

A..., propriétaire, cultivateur à Colombes, près Paris, d'une part;

Et B..., également cultivateur au même lieu, d'autre part ;

Il a été dit et convenu ce qui suit :

A... prête à B.... un hectolitre de blé en grains, d'une valeur fixée d'accord à vingt cinq francs. La signature des présentes vaut prise de possession par B...

De son côté, B... s'engage à payer la valeur de cet hectolitre de blé, soit vingt-cinq francs, dans deux mois de ce jour.

Fait double...

Approuvé l'écriture ci-dessus. *Approuvé l'écriture ci-dessus.*

A... B...

N° 80. — MODÈLE de prêt à intérêt (page 228) (1).

Je soussigné Pierre..., demeurant à..., reconnais avoir reçu à titre de prêt de Paul..., demeurant à..., la somme de mille francs, que je m'engage à lui rembourser dans un an de ce jour avec les intérêts à 5% par an.

Paris le...

Bon pour mille francs.

Pierre...

N° 81. —MODÈLE de constitution de rente perpétuelle (page 228).

Entre les soussignés :

A..., propriétaire, demeurant à Toulouse, rue..., d'une part;

Et B..., cultivateur, demeurant à Saint-Gaudens, rue..., d'autre part;

Ont été faites les conventions suivantes :

A... constitue au profit de B..., qui accepte, une rente perpétuelle de mille francs par an, payable par quatre termes égaux chaque année et d'avance, pour le premier paiement à raison de deux cent cinquante francs avoir lieu le jour de la signature des présentes, le second trois mois après, et ainsi de suite tant que la rente n'aura pas été rachetée par A...

Cette rente est constituée moyennant l'abandon d'une somme de vingt mille francs que B... fait au profit de A..., en sorte que le rachat, s'il a lieu, sera également de la somme de vingt mille francs.

(*Si A... donne une garantie hypothécaire, on ajoute :*)

Pour garantir le service de la rente constituée par le présent acte, A. . . . s'engage à consentir dans les huit jours, à partir d'aujourd'hui, par-devant notaire et en la forme accoutumée, une hypothèque au profit de B... sur sa propriété sise à... (2).

Fait double à Toulouse, le...

Approuvé l'écriture ci-dessus. *Approuvé l'écriture ci-dessus.*

A... B...

---

(1) Reconnaissance doit être faite sur du papier timbré proportionnel, sous peine d'amende.

(2) Une hypothèque ne pouvant être conférée que par acte authentique, on ne peut en faire ici qu'une promesse.

N° 82. — MODÈLE de dépôt volontaire (page 230) (1).

Entre les soussignés :

A..., sculpteur, demeurant à..., d'une part ;

Et B..., demeurant à..., d'autre part ;

Ont été faites les conventions suivantes :

A... donnne en dépôt à B..., qui accepte, une montre en or avec sa chaîne également en or (*décrire la montre*), le tout estimé à quatre cents francs.

Le dit dépôt devra cesser le premier janvier prochain, auquel jour B... s'engage à rendre le dépôt sain et sauf.

Approuvé l'écriture ci-dessus. *Approuvé l'écriture ci-dessus.*

A... B...

N° 83. — MODÈLE de dépôt nécessaire (page 232).

Je soussigné Anatole..., concierge de la maison sise à Paris, rue St-Honoré, n° 205, reconnais avoir reçu de M. Paul... (*Profession et demeure*) à titre de dépôt nécessaire, à raison de l'incendie qui a éclaté chez ce dernier le..., les objets dont le détail suit (*ici se place l'énumération de ces objets*). Je m'engage à lui rendre et restituer tous ces objets quand il lui plaira, renonçant par avance à toute rétribution ou récompense à l'occasion du dépôt.

Paris, le...

Approuvé l'écriture ci-dessus.

Anatole...

N° 84. — MODÈLE de séquestre conventionnel (Page 233

Entre les soussignés :

A. . ., propriétaire, demeurant à Paris, rue d'Hauteville, n° 1, d'une part ;

Et B. . . . , également propriétaire, demeurant même ville, rue Bertin-Poirée, n° 13, d'autre part ;

Ont été faites les conventions suivantes :

A. . . . . et B. . . . . plaident devant le tribunal. . . . . sur la propriété de l'objet ou des objets suivants (*énumérer en détail des objets*).

En attendant l'issue du procès, les parties sont convenues de remettre, à titre de séquestre, à C. . . . , (*nom, profession et demeure*), l'objet ou les objets dont il a été parlé plus haut, afin qu'il en prenne soin comme un bon père de famille et qu'il les restitue à qui de droit en temps et lieu.

Au présent acte est intervenu C. . . . , lequel, après en avoir pris connaissance, a déclaré accepter purement et simplement d'être séquestre (*de ou*) des objets ci-dessus détaillés, et s'est engagé à les garder avec fidélité et honneur et en avoir soin comme de chose lui appartenant.

Les frais de séquestre, à raison de cinq francs par jour, seront à la charge de celui qui succombera dans le procès.

Approuvé l'écriture ci-dessus. *Approuvé l'écriture ci-dessus.*

A. . . . . B. . . . .

Approuvé l'écriture ci-dessus.

C. . . . .

---

(1) Le dépôt volonaire pourrait aussi bien (comme à la formule n° 83) être fait sous la forme d'une reconnaissance donnée par celui qui reçoit le dépôt.

N° 85. — MODÈLE de constitution de rente viagère (Page 235).

Comme à la formule n° 81.

Toutefois, il faut remplacer la phrase suivante :

« A. . . . . constitue au profit de B. . . . ., qui accepte, une rente perpétuelle » par celle-ci :

« A. . . . . constitue au profit de B. . . . . , et sur sa tête (*ou sur la tête d'une autre personne*) une rente annuelle et viagère. . .

N° 86. — MODÈLE de pouvoir général (Page 236).

Je soussigné (*nom, prénoms, profession et demeure*), donne par ces présentes pouvoir à (*nom, prénoms, profession et demeure*), de pour moi et en mon nom faire les actes suivants à titre de procureur général :

Gérer et administrer tous mes biens mobiliers et immobiliers. — Recevoir tous fruits, revenus, intérêts, arrérages ou fermages et en donner quittance. — Donner congé à tous locataires ou fermiers, et les remplacer par tels qu'il jugera convenable et aux conditions et pour le temps qu'il lui plaira. — Faire exécuter les baux existants ou à naître. — Recevoir tous arrérages, pensions et généralement toutes sommes. — Arrêter touss compte me concernant et donner décharge.— Emprunter toutes sommes ou les rembourser. — Donner et consentir toutes garanties et hypothèques sur mes biens. — Vendre ou échanger tel de ces biens qu'il lui paraîtra convenable, et toucher tout prix ou toute soulte. — Faire tous placements de fonds. — S'occuper du recouvrement des créances que j'ai ou que j'aurais, et des successions que je pourrai recueillir; à cet effet, faire apposer les scellés et procéder à un inventaire; former toute demande en partage et licitation; répondre à toute demande qui serait faite; accepter la succession, purement et simplement ou sous bénéfice d'inventaire, ou y renoncer; demander toute délivrance de legs ou la censentir au profit de tous autres;

Aux effets ci-dessus, constituer tous avoués, avocats, notaires et tous officiers ministériels, élire domicile, plaider, traiter, transiger et compromettre, et généralement faire le nécessaire pour me bien et fidèlement représenter,

Promettant l'avouer et l'avoir pour agréable.

Paris le. . . . .

Approuvé l'écriture ci-dessus

(*Signature du mandant*)

N° 87.— MODÈLE de pouvoir spécial (Page 236).

Je soussigné (*nom, prénoms, profession et demeure*).

Donne par ces présentes, pourvoir à (*nom, prénoms, profession et demeure*).

De pour moi et en mon nom.

S'il s'agit d'une gérance de maison :

(Prendre dans la formule précédente, qui est générale, ce qui a rapport à une gérance de maison).

S'il s'agit de la vente d'une propriété :

Vendre soit à l'amiable, soit aux enchères publiques, à une ou à plusieurs personnes, avec ou sans garantie particulière, et à un prix qui ne saurait être inférieur à cinquante mille francs, la propriété sise à. . . , , composée de. . . . .

Dont je suis seul et unique propriétaire; m'obliger à toutes garanties de fait

et de droit et de troubles à l'égard de l'acheteur ; convenir de l'entrée en jouissance et du mode de paiement du prix ; le recevoir en tout ou en partie ; donner toute quittance et mainlevée d'inscription entière ou partielle ; consentir toutes mentions et subrogations ; remettre toutes pièces et titres de propriété ; à défaut de paiement, faire toute demande en résolution de vente, promettant l'avouer et l'avoir pour agréable.

S'il s'agit pour le mandant de se porter caution :

Se porter caution solidaire de A. . . . . envers B. . . . , à raison de la somme de dix mille francs, que ce dernier a prêtée à A . . . . . le premier janvier dernier, avec intérêts à raison de cinq pour cent par an.

Donner toutes garanties à l'appui de la caution (1).

Bon pour pouvoir.
Signature du mandant.

N° 88. — MODÈLE d'un acte de cautionnement accompagnant l'obligation principale (Page 239).

Entre les soussignés :

A. . . , propriétaire demeurant à St-Cloud (Seine), d'une part ;

Et B. . . rentier, demeurant même ville, d'autre part ;

Ont été faites les conventions suivantes :

A. . . . prête à B. . . , qui accepte, une somme de dix mille francs, remboursable par mille francs chaque année au premier janvier, pour le premier paiement avoir lieu le premier janvier prochain. Les intérêts à raison de 5 % seront ajoutés tous les ans au moment du versement au montant du capital de mille francs.

Aux présentes est intervenu C. . . . , demeurant à Sèvres (Seine), lequel a déclaré se porter garant et caution de B. . . . , pour tous les engagements contenus ci-dessus, en conséquence prendre à l'égard de A. . . . . toutes les obligations que la loi impose à la caution.

Fait triple. . . . .

Approuvé l'écriture ci-dessus.
A. . . .

Approuvé l'écriture ci-dessus.
B. . . .

Approuvé l'écriture ci-dessus.
C. . . .

N° 89. — MODÈLE d'un acte de cautionnement après l'obligation principale (Page 239).

(Après ces mots de la formule précédente : *ont été faites les conventions suivantes*, on met ceci :)

B. . . . . déclare qu'aux termes d'un acte du. . . . , enregistré à. . . , il a emprunté de A. . . . . une somme de dix mille francs remboursable par à-compte de mille francs tous les ans au premier janvier, et dont les intérêts à 5 % l'an sont stipulés payables en même temps que le principal chaque année.

Cette déclaration faite, C. . . . . consent à devenir caution de B. . . . , à l'égard de A. . . ., et contracte dès ce moment, envers ce dernier, les obligations de droit d'une caution ordinaire.

Fait triple. . . . ,

(*Mêmes signatures qu'à la formule précédente.*)

---

(1) Si la garantie consiste dans une hypothèque, le pouvoir devra être notarié.

N° 90. — MODÈLE de cautionnement donné avant l'engagement principal (Page 239).

C. . . . .s'oblige à l'égard de B. . . . . à lui servir de garant et caution pour l'emprunt que B. . . . . désire faire d'une somme de dix mille francs, payable par mille francs par an avec intérêts à 5 °/₀, les dits intérêts payables avec l'à-compte du capital.

Paris, le. . . . .

Bon pour caution de dix mille francs.

C. . . .

N° 91. — MODÈLE de transaction (Page 244).

Entre les soussignés :

A. . . , propriétaire, à Paris, avenue d'Eylau, n° 97, d'une part ;

Et B. . . entrepreneur, à Paris, rue Spontini, n° 50, d'autre part;

Ont été faites les conventions suivantes :

B . . . . a fait, pour le compte de A. . . . , dans sa maison de l'avenue d'Eylau, n° 97, des réparations et des travaux dont le montant s'élève, d'après B. . . . , à la somme de cinq mille cinq cents francs.

A. . . . . prétend qu'il y a des malfaçons dans les travaux qui ont été faits et que le prix en est exagéré.

De là, entre les parties, un procès actuellement soumis au Tribunal civil de la Seine.

Mais, pour éviter la lenteur de la justice et de nouveaux frais, les parties ont cherché à s'entendre et se sont en effet accordées aux conventions suivantes :

La créance de B. . . . . contre A. . . . . sera réduite à cinq mille francs, que A. . . . , s'engage à payer par cinquième tous les ans, dans un an de ce jour, avec les intérêts de 5 °/₀.

De son côté, A . . . . renonce à élever aucune réclamation contre les malfaçons qu'il prétendait exister dans les travaux.

Les instances terminées seront supprimées, et il sera fait une masse des frais, pour être supportés par moitié par A. . . . . et par B. . . .

Fait double. . . .

Approuvé l'écriture ci-dessus. A. . . .

Approuvé l'écriture ci-dessus. B. . . .

N° 92. — MODÈLE d'acte de gage (Page 247).

Entre les soussignés :

A. . . . , propriétaire, à Paris, boulevard St-Germain, n° 155, d'une part ;

Et B. . . . , peintre, locataire de A. . . . , dans la dite maison;

A été dit et convenu ce qui suit :

B. . . . doit à A. . . . une somme de huit cents francs pour trois termes du loyer de logement qu'il occupe boulevard St-Germain, n° 155, y compris le terme de loyer à échoir au 1er janvier prochain. Ne pouvant s'acquitter entièrement envers le propriétaire et voulant cependant quitter ce logement immédiatement, B. . . . a consenti à laisser en gage, chez A. . . . , un tableau représentant. . . . , qui peut être évalué à douze cents francs. Moyennant ce dépôt en gage, qui a été effectué de suite, A. . . . autorise B. . . . à déménager et à vider les lieux.

Il est expressément convenu que le tableau ne pourra être retiré que contre le paiement intégral des huit cents francs dus à A. . . . , et des intérêts à 5 °/₀ que produira cette somme à partir de ce jour.

Fait double à. . . .

Approuvé l'écriture ci-dessus. A. . . .

Approuvé l'écriture ci-dessus. B. . . .

N° 93. — MODÈLE d'acte d'antichrèse (page 247).

Entre les soussignés :

A. . . , propriétaire d'une maison sise à Paris, rue. . . , d'une part;
Et B. . . , rentier, demeurant à Paris, rue. . . , d'autre part;
A été dit et convenu ce qui suit :

A. . . doit à B. . . une somme de dix mille francs, qu'il lui a prêtée le.., avec les intérêts à 5 °/₀ depuis le. . .

Pour assurer le paiement de cette somme, A. . . a remis à titre d'antichrèse, à B. . . une maison sise à. . . En conséquence, B. . . aura le droit de toucher les loyers sur ses simples quittances ; mais il devra administrer l'immeuble en bon père de famille, payer les contributions et faire les réparations urgentes.

Le prix du loyer viendra donc tous les ans s'imputer sur les intérêts d'abord et amortir ensuite le capital pour tout ce qui ne sera pas nécessaire pour le paiement des intêtrêts.

Il est bien entendu que la maison de A. . . restera frappée de l'antichrèse tant que B. . . ne sera pas intégralement payé.

Fait double. . .

Approuvé l'écriture ci-dessus. *Approuvé l'écriture ci-dessus.*

A. . . B. . .

N° 94. — MODÈLE d'une demande au Conservateur pour connaître la situation hypothécaire d'une personne (page 258).

M. le conservateur des hypothèques de. . .

Le soussigné Paul. . . demande à M. le Conservateur des hypothèques de. . . ., de lui délivrer l'état des charges, priviléges et hypothèques grevant les immeubles de M. Pierre. . . (*le désigner très-exactement*), notamment la propriété de Pierre. . . sise à. . . et sa maison située à. . .

Paris le. . .

Pour réquisition.

Paul

N° 95. — MODÈLE de bordereau d'inscription de privilége (page 258) (1).

Inscription de privilége à inscrire au bureau des hypothèques de. . .

M. A. . . . (*nom, prénoms, profession*), demeurant à. . , qui élit domicile chez lui pour la correspondance et pour la validité en l'étude de Me. . . . , notaire à. . . (2).

Requiert contre M. B. . . (*nom, prénoms, profession*), demeurant à. . . , inscription du privilége de vendeur sur une propriété située à. . .

Cette propriété se compose (*détailler exactement*). . .

---

(1). Il est fait deux bordereaux séparés sur timbre à 0 fr. 60 c. L'un des bordereaux reste au Conservateur; l'autre est renvoyé à celui qui a pris l'inscription.

(2) Il faut élire domicile dans le ressort du bureau des hypothèques, à peine de nullité.

Pour sûreté et conservation de :

1° La somme principale de vingt mille francs, prix moyennant lequel j'ai vendu à M. B. . . la propriété ci-dessus désignée, aux termes d'un acte sous-seing privé fait double à . . ., le. . ., enregistré à (*mention exacte de l'enregistrement*), ci . . . . . 20.000 »

2° Les intérêts à raison de 5 % conservés par la loi, à partir du. . . , ci. *mémoire*

3° Les frais de conservation et de mise en exécution de la créance, évalués à quinze cents francs, ci. . . . . 1.500 »

Total, sauf mémoire, vingt-un mille cinq cents francs, ci . . . 21.500 »

Paris le.....

Pour réquisition.

A. . .

N° 96. — MODÈLE de première inscription de privilége d'entrepreneur

(page 258).

Bordereau de privilége d'entrepreneur à insérer au bureau des hypothèques de. . .

Au profit de M. . . (*l'entrepreneur*).

En vertu de l'article 2103 du Code civil, paragraphe 4, et d'un procès-verbal dressé par M. X. . , architecte commis par justice à cet effet, lequel procès-verbal constate. . . (*rapporter en détail les conclusions du procès-verbal*).

Pour sûreté de la somme de. . . montant de l'évaluation des travaux à faire sur un terrain sis à. . . et une maison. . .

Pour réquisition.

(*Signature de l'entrepreneur*).

97 — MODÈLE de deuxième inscription de privilége d'entrepreneur

(Page 258).

Bordereau de privilége d'entrepreneur à inscrire au bureau des hypothèques de. . . .

Au profit de M. . . . . (*l'entrepreneur*).

En vertu d'un procès-verbal de rapport de M. . . . ., expert nommé par justice, pour recevoir les travaux faits par l'entrepreneur et en apprécier l'importance, procès-verbal qui constate. . . . . (*énoncer les conclusions du rapport*).

En vertu de l'article 2103 du Code civil, paragraphe 4e,

Pour sûreté de la somme de. . . . . montant de l'évaluation faite par l'expert de la valeur des travaux faits par l'entrepreneur.

Sur une maison. . . . . (*désignation en détail*).

Pour réquisition.

(*Signature de l'entrepreneur*).

N° 98. — MODÈLE d'inscription d'hypothèque légale d'une femme mariée (Page 264).

Hypothèque légale à inscrire au bureau des hypothèques de. . . . .

Madame (*nom, prénoms de famille*), épouse de M. A. . . . . (*nom, prénoms, profession et demeure du mari*), demeurant, la dite dame, à. . . . ., et faisant élection de domicile en l'étude de Me. . . . ., notaire. . . . . (*ou avoué*), à. . . . . (*dans le ressort du bureau des hypothèques*).

Requiert en son nom personnel et en sa qualité d'épouse de M. A. . . . . susnommé.

Contre ledit sieur A. . . . . inscription de l'hypothèque que lui confère la loi sur tous les biens immeubles, présents et à venir du sieur A. . . . ., qui sont ou seront situés dans le ressort du bureau des hypothèques de. . . . .

Pour sûreté et conservation des reprises, créances, indemnités, droits et avantages quelconques qu'elle peut et pourra avoir à exercer contre son mari, et résultant :

1° Du contrat de mariage reçu par Me. . . . . et son collègue, notaires à. . . . ., le. . . . ., aux termes duquel la future épouse apportait en mariage (*énoncer les clauses qui constituent une créance pour la femme*). . . . .

Desquelles reprises, créances, avantages matrimoniaux, indemnité, il ne peut être fait quant à présent une évaluation exacte.

Fait à. . . . ., le. . . . .

Pour réquisition.

(*Signature de la femme*).

N° 99. — MODÈLE d'inscription d'hypothèque légale d'un mineur (Page 264).

Bordereau d'hypothèque légale résultant de la tutelle déférée le (dire si c'est la loi ou le conseil de famille), à inscrire au bureau des hypothèques du Hâvre.

Au profit de A. . . . ., enfant mineur issu du mariage de. . . . ., et de..., demeurant à. . . . ., né le. . . . .

Elisant domicile chez Me. . . . ., notaire à (*dans le ressort du bureau des hypothèques*);

Contre M. . . (*nom, prénoms, profession et domicile*), au nom et comme tuteur du mineur A. . . ci-dessus nommé;

Sur tous les biens présents et à venir du sieur. , tuteur, situés dans le ressort du bureau des hypothèques du Hâvre.

Pour sûreté des droits du mineur, et notamment (*si le tuteur a déjà touché des sommes dont il soit comptable, on peut le mettre ici :*).

Sans préjudice de tous autres droits.

Pour réquisition.

(*Signature du subrogé-tuteur*).

N° 100. — MODÈLE d'inscription d'hypothèque conventionnelle (Page 226).

Bordereau d'inscription d'hypothèque conventionnelle à inscrire au bureau des hypothèques de. . . . .

Résultant d'un acte passé devant notaire à. . . , le. . . , enregistré.

Au profit de A. . . . demeurant à. . . , rue. . . , n°. . . , lequel fait élec-

tion de domicile chez. . . , propriétaire, demeurant à. . . , rue. . . , n°. . . . (*dans le ressort du bureau*).

Contre B. . . , cultivateur, demeurant à. . . , rue. . . , n°. . . ;

A. . . requiert inscription de l'hypothèque consentie à son profit par l'acte énoncé ci-dessus :

Sur une terre labourable, de la contenance de. . . , située sur la commune de. . . , canton de. . . , touchant d'un bout à. . . , de l'autre à. . . , d'un côté à. . . , de l'autre. . . ,

Pour sûreté des sommes suivantes :

1° Principal de la créance, ayant pour cause un prêt en date du. . . , payable le. . . de l'année. . , dix mille francs, ci. . . 10.000 »

2° Les intérêts de deux ans et l'année courante conservés par la loi, ci . . . . . *mémoire*

3° Les frais de conservation évalués à quinze cents francs, ci . 1.500 »

Total, sauf mémoire, onze mille cinq cents francs, ci . . . . . 11.500 »

Pour réquisition.
(*Signature de A. . .*)

N° 101. — MODÈLE d'inscription d'hypothèque judiciaire (Page 266).

Bordereau d'hypothèque judiciaire à inscrire au bureau des hypothèques de. . .

Résultant d'un jugement rendu par le tribunal. . , séant à. . , département de. . . , en date du. . . , enregistré,

Au profit de A. . . , demeurant à. . . , rue. . . , n°. . . , lequel fait élection de domicile chez. . . , propriétaire, demeurant à. . . , rue. . . , n°. . . (*dans le ressort du bureau*).

Contre B. . . , cultivateur, demeurant à. . , rue. . . , n°. . . .

A. . . requiert inscription de l'hypothèque résultant du jugement ci-dessus énoncé sur tous les immeubles de B. . . . qui sont ou seront situés dans l'arrondissement du bureau des hypothèques de la ville de. . . .

Pour sûreté des sommes ci-après :

1° Principal de la créance due en vertu du dit jugement, exigible le. . . , deux mille francs, ci . . . . . 2.000 »

2° Frais tant à liquider que liquidés. . . . . *mémoire*

3° Les frais de conservation et de mise à exécution de la dite créance, évalués à cinq cents francs ci . . . . . 500 »

Total, sauf mémoire, deux mille cinq cents francs, ci. . . . . 2.500 »

Pour réquisition.
A. . .

N° 102.— (Voyez ci-dessus, formules n°s 98 et 99).

N° 103. — MODÈLE de renouvellement d'inscription (page 266).

Borderéau d'hypothèque à inscrire au bureau des hypothèques de. . . , en renouvellement d'une précédente inscription prise le. . , vol. . , n°. . , au même bureau.

(Le reste comme aux formules qui précédent, selon que la première hypothèque est conventionnelle, judiciaire ou légale).

N° 104. — MODÈLE de renonciation à hypothèque (Page 272) (1).

Je soussigné (*nom, prénoms, profession et domicile*), déclare par le présent renoncer à l'hypothèque résultant pour moi d'un acte reçu par. . . . , notaire à. . . . , qui me constitue créancier de B . . . . de la somme de. . . . , et de l'inscription prise à mon profit au bureau des hypothèques de. . . . , vol. . . . , n°. . . . , et de tous renouvellements d'icelle, entendant que cette inscription soit nulle et non avenue.

Déclarant être prêt à renouveler la présente renonciation par devant notaire à la première réquisition de B. . . . . et aux frais de ce dernier.

(*Si on veut conserver néanmoins la créance, on ajoute* :) Il est bien entendu que je n'entends nullement faire remise à B. . . . . de la dette de. . . . . qui faisait l'objet de l'inscription.

Paris, le . . . .

(*Signature du renonçant*).

N° 105. — MODÈLE de notifications aux créanciers inscrits sur un immeuble (Page 274).

(*Extrait et tableau destinés à être signifiés par huissier aux créanciers inscrits pour leur permettre d'apprécier s'ils doivent faire une surenchère.*

D'un acte passé devant M^e^. . . . . et son collègue, notaires à Paris, le. . , enregistré, il résulte :

Que M. A. . . . . a vendu à M. B. . . . . une maison. . . . . (*mettre très-exactement et en résumé le prix et les charges et conditions de la vente*).

L'expédition du dit acte a été transcrit un bureau des hypothèques de. . . , ainsi qu'il résulte de la mention suivante : Transcrit au bureau. . . . .

Tableau des inscriptions existantes sur la dite maison :

DATE DES		NOMS DES CRÉANCIERS INSCRITS	MONTANT DES CRÉANCES INSCRITES
Hypothèques	Inscriptions		
(*jour, mois et an*).	(*jour, mois et an*). *Vol. n°*	M. A. . . . , propriétaire, demeurant à Paris, rue Réaumur, 76.	Principal . . . 10.000 fr. Intérêts conservés à partir du.... Frais évalués à Total. . .
1^er^ Janvier 1879	5 Janvier 1879 vol. 2124 n° 10		

(*Ainsi de suite pour les autres créanciers inscrits*).

N° 106. — MODÈLE de renonciation à prescription acquise ou courante (Page 281).

Je soussigné (*nom, prénoms, profession, domicile*), pour rendre hommage à la vérité, bien que je sois en possession paisible et sans interruption pendant plus de trente ans de la terre dite. . . . , à l'usage de pré, tenant au nord à. . . . , au sud à. . . . , à l'est à. . . . , à l'ouest à. . . . , recon-

nais que je n'ai aucun titre à la propriété de la dite terre, qui appartient bien, après examen des documents qui m'ont été fournis, à M. . . . .

En conséquence, je m'interdis à l'avenir tout acte de possesseur ou de propriétaire sur le dit terrain, et consens à ce que M. . . . . en jouisse et en use comme de chose lui appartenant entièrement et sans réserve.

Paris, le. . . . .

(*Signature du renonçant*)

N° 107. — MODÈLE de reconnaissance de dette pour empêcher la prescription (Page 284).

Je soussigné (*nom, prénoms, profession, domicile*), reconnais devoir à M. A . . . la somme de mille francs pour marchandises qu'il m'a livrées et dont le compte a été arrêté à cette somme d'accord entre nous. Je déclare, en outre, qu'au premier janvier prochain je lui devrai cinq ans d'intérêts de cette somme.

Paris le. . . . .

Bon pour mille francs
(*Signature du débiteur*).

---

(1) Pour que le conservateur des hypothèques puisse radier l'inscription, il faut que la renonciation soit notariée.

FIN DU FORMULAIRE CIVIL

FORMULAIRE
COMMERCIAL

N° 1. — MODÈLE de livre-journal (page 303).

OBSERVATION. — Ici se placent les numéros des pages du grand-livre où les articles sont inscrits au compte des correspondants.

	fr.	cent.
Du 1er décembre 1875.		
TREILHARD, de Toulouse, à MARCHANDISES GÉNÉRALES,		
60 mètres de draps à 20 francs	1.200	»
Dudit.		
FRANÇOIS à CAISSE,		
200 francs prêtés et remboursables le 30 courant	200	»
Du 2 décembre 1875.		
PROFITS ET PERTES à CAISSE,		
Pour escompte à 2 p. 0/0 sur 1,000 francs que m'a prêtés Pierre	20	»
Dudit.		
CAISSE à EFFETS A PAYER,		
Pour les 1,000 francs empruntés à Pierre, effet souscrit fin janvier prochain	1.000	»
Du 3 décembre 1875.		
FRAIS GÉNÉRAUX à CAISSE,		
Pour un mois de traitement à Paul	150	»
Dudit.		
EFFETS A RECEVOIR à MARCHANDISES GÉNÉRALES,		
Vendu 25 mètres de drap à 25 francs le mètre à Bernard, au total 625 francs, qu'il m'a payé en un billet à ordre fin février prochain . . .	625	»
Dudit.		
MARCHANDISES GÉNÉRALES, à EFFETS à RECEVOIR,		
Acheté à Perrot, à Évreux, 100 mètres de toile que j'ai payés en un billet de Bernard de 500 francs à fin février prochain	500	»
A reporter.	3.695	»

N° 2. — MODÈLE de livre de copies de lettres (Page 303) (1).

Du 1er janvier 1879.

ISAURE à TOULOUSE — J'ai l'honneur de vous donner avis que j'ai tiré sur vous, au 15 mars prochain, une traite de quinze cents francs, montant de votre facture du 15 décembre dernier.
Veuillez agréer, etc.

Du 2 janvier 1879.

DURAND à ROUEN — Je vous expédie, conformément à votre demande du 29 décembre dernier, vingt cinq mètres de drap, à vingt francs le mètre, au total cinq cents francs, dont je vous ai débité.
Veuillez agréer, etc.

N° 3. — MODÈLE de livre des inventaires (Page 303).

Inventaire général de Touzé, négociant à Paris.

ACTIF

Marchandises en magasin.		
150 litres anisette Marie Brizard, de Bordeaux	750 »	
200 bouteilles St-Emilion	400 «	
300 kilog. sucre	450 »	
1 pièce cognac	100 »	
1 pièce vin ordinaire	120 »	1,820 »
Débiteurs.		
Durand, de Rouen	500 »	
Paul, à Nancy. 1,000 fr. creance douteuse évaluée	500 »	
Pierre, à Marseille	300 »	1,300 »
Effets à recevoir.		
Traite de Isaure, à Toulouse au 15 mars	1.500 »	
Billet Périn, au 31 mars	500 »	2,000 »
Effets mobiliers.		
Meubles, ustensiles, vaisselle, etc.		1,200 »
Espèces.		
En caisse, argent comptant		13,500 »
Total de l'actif		19,820 »

PASSIF

Créanciers.		
Veynol, à Paris	300 »	
Jacques à Rouen	500 »	800 »
Effets à payer.		
Billet Martin, au 30 courant	400 »	
Billet Aristide, au 15 courant	300 »	700 »
Loyer.		
Pour solde de loyer		900 »
Total du passif		2.400 »

BALANCE

Actif		Passif	
Marchandises en magasin	1,820	Créanciers	800
Débiteurs	1,300	Effets à payer	700
Effets à recevoir	2,000	Loyer	900
Effets mobiliers	1.200	Total du passif	2,400
Espèces	13,500		
Total de l'actif	19,820		

L'actif étant de 19,820
Le passif de 2,400
L'actif est de 17,420

Certifié le présent inventaire sincère et véritable, dont l'actif net s'élève à 17,420 fr., par le négociant soussigné. Paris, le . . . . .
Touzé.

(1) Ce livre est la reproduction des lettres écrites par le commerçant. — En général, les lettres sont reproduites par une presse à copier.

N° 5. — MODÈLE de Livre de caisse (Page 304).

1879 JANVIER		DOIT fr. c.	AVOIR fr. c.
1	Versé la valeur de mon capital.	50,000	» »
»	Versé six mois de loyers d'avance		600 »
»	Acheté meubles.		3,000 »
3	Prêté à Paul		150 »
4	Reçu traite sur Pierre	450	» »
5	Payé billet Valentin.		100 »
6	Payé facture de Gontran		1,200 »
15	Reçu de Joseph pour argent prêté	300	» »
17	Payé frais d'un effet protesté.		30 »
31	Payé appointements des commis.		300 »
»	Payé pour frais de maison pendant le mois		500 »
		50,750	5,830 »
		5,800	
	En caisse pour solde.	44,870	

N° 6. — MODÈLE de livre d'entrées et sorties (Page 304).

(verso de la page). (recto de la page).

1879	DATE	QUANTITÉ	ENTRÉE	QUANTITÉ	PRIX	TOTAL	SORTIE quant.			QUANTITÉ	RESTE en magasin PRIX	RESTE en magasin TOTAL
					fr. c.	fr.					fr. c.	fr. c.
janv	1	8	Balles de coton	800 k	3	2400	3	»	»	500	3	1500
—	—	5	Ball. café moka	500 k	2	1000	2	1	»	200	2	400
	4	2	Balles sucre. .	500 k	1,50	750	»	»	»	»	»	»
	5	2	Pièc. eau de vie	» »	160	320	2	»	»	»	160	320
	7	10	Pièces Bord. .	» »	150	1500	2	4	4	»	»	»
						5970						2220

N° 4. — MODÈLE du Grand-Livre

GRAND

FRANÇOIS

Doit

1879	janvier	1er	A marchandises générales	10	150
id.	février	5	id.	12	400
					550
id.	mars	1	Solde à nouveau, 125		

PIERRE, DE

id.	avril	2	A Caisse	3	1.200
			A Balance	4	1.600
					2.800

CAISSE

id.	février	4	A Capital	3	100
id.	id.	5	A Caisse	4	500
id.	id.	10	A effets à recevoir.	5	150
			A Balance de sortie		2.850
					3.600

PROFITS

id.	mars	1	A effets à recevoir.	5	800
id.	id.	2	A François, de Lille	6	300
id.	id.	30	A Caisse		1.500
					2.600
			A Balance d'entrée, 1.600		

en partie double (page 304.)

LIVRE

DE LILLE

Avoir

1879	janvier	3	Par caisse	4	125
			Par effets à recevoir.	2	300
			Par balance	7	125
					550

TOULOUSE

1879	avril	4	Par divers	4	800
			Par caisse	3	2.000
					2.800
			Solde à nouveau, 1.600.		

CAISSE

id.	février	24	Par Pierre, de Toulouse	3	1.500
id.	id.	26	Par frais généraux		3.000
id.	id.	27	Par profits et pertes.		100
					3.600
			Par Balance d'entrée, 2.850.		

& PERTES

id.	mars	21	Par capital.	3	500
id.	août	22	Par divers	4	300
		23	Par Pierre	8	200
			Par balance de sortie		1.600
					2.600

N° 7. — MODÈLE d'assignation au tribunal de commerce, avec offre de représenter le Livre-Journal (Page 307).

L'an mil...., le...., à la requête de M. Félix, représentant de commerce, demeurant à Paris, rue d'Enghien, n° 15, où il élit domicile, j'ai...., huissier soussigné, donné assignation à M. Papin, chemisier, demeurant rue d'Enghien, n° 13....., à comparaître le mardi présent mois ....., à l'audience et par devant messieurs les juges du tribunal de commerce de la Seine, séant à Paris, boulevard du Palais, dix heures du matin, pour :

Attendu que le requérant est créancier de Papin de douze cents francs, qu'il lui doit pour fournitures de marchandises, ainsi qu'il en justifiera par les comptes de son livre-journal, qu'il offre de représenter à l'audience du tribunal ;

Par ces motifs :

S'entendre, Papin, condamner à payer au requérant la somme de douze cents francs, avec les intérêts à 6 p. 100 du jour de la demande, et, en outre, en tous les dépens.

N° 8. — MODÈLE d'assignation, avec sommation de représenter le livre-journal (page 307).

(La formule ci-dessus, n° 7, peut servir, jusqu'à ces mots : *dix heures du matin, pour*. Toutefois ici. c'est Papin qui assigne Félix).

Attendu que le requérant (Papin), a été assigné au paiement de douze cents francs, que Félix prétend lui être dus pour fournitures de marchandises;

Attendu que le requérant n'a point reçu la quantité de marchandises qu'indique Félix;

Par ces motifs :

Voir déclarer Félix purement et simplement non recevable et mal fondé en sa demande;

Subsidiairement, vous dire que le sieur Félix devra représenter au tribunal son livre-journal, pour y vérifier si la quantité de marchandises qu'il indique figurent effectivement sur ce registre.

Et s'entendre, Félix, condamner aux dépens.

N° 9. — MODÈLE d'acte de société en nom collectif (page 311).

Entre les soussignés :

Pierre Dufour, négociant, demeurant à Paris, rue Vivienne, 35, d'une part;

Et Jacques Kœlin, négociant à Mulhouse, d'autre part ;

A été dit et convenu ce qui suit :

Art. 1er. Il est formé, par ces présentes, entre les soussignés, une société en nom collectif ayant pour objet le commerce de nouveautés.

2. Le nom de la société sera Dufour et J. Kœlin.

3. Le siége de la société est à Paris, rue Vivienne, n° 35.

4. La durée de la société est fixée à vingt années, à compter de ce jour.

5. La signature sociale appartiendra à chaque associé. Ils pourront s'en servir ensemble ou séparément; mais ils ne pourront l'employer que pour les affaires de la société.

6. Chaque associé versera successivement. et au fur et à mesure des besoins de la société, jusqu'à concurrence de 20,000 fr.; chacun d'eux versera dans la caisse sociale, avant la signature des présentes, la moitié de cette somme totale, soit 10,000 fr.

7. Il sera fait, chaque année, au 31 décembre, un inventaire de l'actif et du passif de la société. Les bénéfices qui en résulteront seront partagés par moitié. Les pertes, s'il y en avait, seraient supportées dans la même proportion.

8. Chaque associé prélèvera tous les mois une somme de 200 fr. à valoir sur ce qui lui revient.

9. Chacun des associés devra donner tout son temps et ses soins aux affaires sociales, et s'interdit de s'intéresser dans toute entreprise similaire à celle que les présentes ont pour objet.

10. En cas de perte de plus de la moitié du capital social, la société sera dissoute purement et simplement, si l'un des associés le demande.

11. Si l'un des associés vient à décéder, la société sera disoute purement et simplement par ce seul fait. Dans ce cas, le survivant aura toujours le droit de rester propriétaire du fonds exploité, moyennant une indemnité à accorder aux héritiers de son associé, fixée pour la clientèle et le droit au bail, par deux experts amiables ou choisis par le président du tribunal de commerce, et pour les marchandises et le matériel, d'après la valeur qui lui aura été donnée au dernier inventaire.

Cette indemnité sera payée par cinquième, tous les ans; mais elle portera des intérêts à 5 p. 100 par an.

Si le survivant ne prend pas la suite de l'exploitation pour son compte personnel, un liquidateur sera nommé, soit d'accord, soit par le président du tribunal de commerce sur requête, avec mission de réaliser les marchandises, payer le passif, toucher l'actif et faire le partage.

12. Si la société est dissoute autrement que par le décès de l'un des associés, la liquidation en sera faite par les deux associés, ou par un seul, à défaut par l'autre de vouloir y concourir. Si aucun des associés ne veut s'en charger, ils choisiront un liquidateur d'accord, sinon, ils le feront nommer par le président du tribunal de commerce sur requête.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur de l'un des originaux pour publier partout où besoin sera.

Paris, le....

Approuvé l'écriture ci-dessus. *Approuvé l'écriture ci-dessus.*

Pierre Dufour. *Jacques Kœlin.*

N° 10. — MODÈLE d'un acte de société en commandite simple ou par intérêts (page 313).

Entre les soussignés :

M. Eugène François, de Mâcon, y demeurant, d'une part;

Et 1° M. Denis Guillaume, de Bordeaux, y demeurant, rue Sainte-Catherine, n° 150;

2° M. Albert Baudrillart, demeurant à Paris, rue Saint-Denis, n° 140;

3° M. Antoine Rey, rentier, demeurant à Paris, rue de Vaugirard, n° 159;

4° M. Emilion Barrast, rentier, demeurant à Issy (Seine), d'autre part,

A été dit et convenu ce qui suit :

Art. 1^er^. Il est formé par ces présentes une société en commandite simple, entre M. François, comme gérant et seul associé responsable, et tous les autres susnommés, comme commanditaires.

2. La Société se propose de faire le commerce des vins en gros.

3. Le siége de la Société est à Bercy, Grande Rue, n° 1.

4. La durée de la Société est fixée à dix ans à partir d'aujourd'hui.

5. La signature sociale est François et compagnie, et M. François, seul, aura le droit d'en user, et seulement pour les affaires sociales.

6. Les commanditaires verseront, par moitié, savoir : la première moitié en signant les présentes, la seconde moitié deux mois après, les sommes ci-après indiquées :

M. Denis Guillaume, dix mille frans, ci	10,000 fr.
M. Albert Baudrillart, dix mille francs, ci	10,000
M. Antoine Rey, cinq mille francs, ci.	5,000
M. Emilion Barrast, trois mille francs, ci.	3,000
Total : vingt-huit mille francs, ci.	28,000 fr.

7. Chaque commanditaire aura le droit de céder son intérêt social, soit à ses autres associés, soit à des tiers.

8. Chaque cession, si elle est partielle, ne pourra être de moins de mille francs, et ce afin d'éviter le trop grand nombre de commanditaires. La cession ne sera régulière que par la signification qui en sera faite au gérant de la société ou l'acceptation de ce dernier.

9. Dans le cas de décès de l'un des commanditaires, la société se continue avec les héritiers.

Sous quelque prétexte que ce soit, les héritiers du commanditaire ou ses créanciers ne pourront faire apposer les scellés sur les biens et valeurs de la succession. Ils devront s'en rapporter aux inventaires sociaux.

10. Les commanditaires pourront vérifier quand ils voudront les écritures et la caisse de la Société.

11. Le gérant reçoit un traitement annuel de dix mille francs, payable par douxièmes, chaque mois. En outre, il a droit à une part des bénéfices fixée ci-après.

12. Un inventaire séra fait tous les ans au 31 décembre, dans la forme des inventaires commerciaux. Il en sera envoyé une copie à chaque commanditaire, dans la quinzaine, et les observations devront être transmises au gérant dans le même délai.

13. Sur les bénéfices constatés par l'inventaire annuel, il est payé cinq pour cent aux commanditaires, sur leur mise sociale, à titre de premier dividende.

Le surplus est divisé en deux parts : 60 % sont distribués aux commanditaires et 40 % au gérant.

14. En cas de perte d'un tiers du capital social, le gérant devra réunir les commanditaires pour savoir s'il y a lieu à la dissolution de la Société. La décision, pour être valable, devra réunir un nombre de créanciers représentant les trois quarts en sommes.

15. La liquidation, pour quelque motif qu'elle ait lieu, sera faite par le gérant, avec le concours d'une autre personne indiquée par les commanditaires, ou à défaut, par un liquidateur, nommé par le président du tribunal de de commerce, sur requête.

16. Toutes les difficultés qui pourraient avoir lieu, soit au cours de la Société, soit pendant la liquidation, seront jugées à Paris, où chaque associé devra élire domicile; faute d'élection de domicile, les actes seront remis au parquet du M. le procureur de la République, près le tribunal civil de la Seine.

17. Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original pour faire publier le présent acte.

Fait en double original, à Paris, le.....

Aprouvé l'écriture ci dessus,

Eugène François.

(*Tous les associés signent comme François*).

N° 11. — MODÈLE d'un acte de société en commandite par actions (page 315).

Pardevant Me....., notaire à Bordeaux,

Ont comparu :

M. Jean....., négociant, demeurant à....., et M. Jacques....., négociant, demeurant à...., lesquels ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts de la Société qu'ils forment pour l'objet qui va être indiqué ci-après :

Observations générales.

Art. 1er. Il est formé par ces présentes une société en commandite par actions,

Entre :

MM. Jean..... et Jacques....., comme seuls associés, en nom collectif, responsables et solidaires, d'une part ;

Et toutes les personnes qui deviendront souscripteurs ou propriétaires d'une ou plusieurs des actions ci-après créées, comme simples commanditaires, d'autre part,

Les commanditaires ne seront engagés que pour le montant de leurs actions, et ne pourront, en aucun cas, être soumis à aucun appel de fonds au-delà, ni à aucun rapport de dividende perçus.

Art. 2. Les opérations de la Société consistent dans le commerce de vins en gros.

Art. 3. La raison et la signature sociale sont : Jean...., Jacques et Ce.

Art. 4. La Société commencera à compter du jour de sa constitution définitive, qui aura lieu comme on dira ci-après, et durera, sauf les cas de dissolution anticipée et de prorogation ci-après prévues, jusqu'aux 31 décembre 1880.

Art. 5. — Le siége et le domicile de la Société sont établis à Bordeaux, rue Sainte-Catherine, 25.

Fonds social. — Actions.

Art. 6. Le fonds social est fixé à la somme de cinq cent mille francs, et divisé en 500 actions de 1,000 fr. chacune.

Art. 7. Le montant des actions est payable, savoir :

Un quart comptant;
Et les trois autres par tiers, de mois en mois, à partir du jour de la constitution de la présente Société.

Art. 8. Les titres d'actions sont extraits de registres à souche, portant un numéro d'ordre, signés par l'un gérants de la raison sociale, revêtus du visa de l'un des membres du conseil de surveillance, et frappés du timbre de la Compagnie.

Art. 9. Lors du premier versement, il sera remis aux souscripteurs des titres provisoires nominatifs libérés de 250 fr., sur lesquels seront constatés les versements ultérieurs.

Après la libération définitive des actions, des titres définitifs nominatifs ou au porteur, au choix de l'actionnaire, seront délivrés en échange des titres provisoires.

Le transfert des actions au porteur aura lieu par la simple tradition du titre.

Et celui des actions nominatives, conformément à l'article 36 du Code de commerce.

Art. 10. A défaut de versement sur les actions aux époques déterminées, l'intérêt court de plein droit à la charge de l'actionnaire, à raison de 5 p. 100 par an, pour chaque jour de retard.

Art. 11. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre, dans quelques mains qu'il passe. La possession de l'action emporte adhésion aux statuts de la société et aux délibérations de l'assemblée générale.

Art. 12. Les actions ou coupons d'actions pourront, après avoir été libérés de moitié, être amortis en actions au porteur, par délibération de l'assemblée générale.

Soit que les actions restent nominatives après cette délibération, soit qu'elles aient été converties en actions au porteur, les souscripteurs primitifs qui auront aliéné les actions, et ceux auxquels ils les auront cédées avant le versement de moitié. resteront tenus en paiement du montant, de leurs actions pendant un délai de deux ans, à partir de la délibération de l'assemblée générale.

Art. 13. Chaque action est indivisible à l'égard de la Société, qui n'en reconnaît aucun fractionnement. Tous les copropriétaires par indivis d'une action sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne.

Les héritiers ou créanciers des actionnaires ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

De la gérance et du conseil de surveillance.

Art. 14. Les gérants sont investis de tous pouvoirs attachés à cette qualité, pour la gestion et l'administration des affaires sociales.

Ils ont, comme on l'a dit sous l'article 3, chacun la signature sociale.

Cependant, lorsqu'il s'agira de constituer des mandataires généraux, les procurations, pour être valables, devront être revêtues des signatures des deux gérants.

Art. 15. Les opérations de la Société devront être constatées sur des registres tenus dans les formes légales.

Art. 16. — Chacun des gérants devra, pendant toute la durée de ses fonctions, et pour garantie de sa gestion, être propriétaire de 400 actions, qui resteront à la Société et ne lui seront remises qu'après l'apurement de ses comptes.

Art. 17. Il est alloué annuellement à chacun des gérants, à titre de rémunération des soins par eux donnés à la Société, une somme de 10,000 francs, payable par douzième de mois en mois.

Art. 18. Le décès ou la retraite de l'un des gérants n'entraînera pas la dissolution de la Société.

MM. Jean. . . . , Jacques. . . . . s'interdisent respectivement de pouvoir se démettre de leurs fonctions avant six ans du jour de la constitution définitive de la Société.

En cas de décès ou de retraite de l'un des gérants, le gérant restant aura exclusivement la gestion et l'administration de la Société, Il sera facultatif à ce dernier de s'adjoindre un co-gérant, qui, toutefois, ne pourra entrer en fonctions qu'après avoir été agréé par l'assemblée générale.

Lors de la retraite ou du décès de l'un des gérants, le gérant qui aura donné sa démission ou les héritiers du gérant décédé, ne seront plus que de simples commanditaires.

Art. 19. Il est formé un conseil de surveillance composé de cinq membres, pris parmi les actionnaires.

Les membres de ce conseil seront nommés par l'assemblée générale immédiatement après la constitution de la Société et avant toute opération sociale.

Le premier conseil ne sera nommé que pour une année.

Il sera ensuite soumis à la réélection tous les trois ans.

Chaque membre du conseil de surveillance devra laisser en dépôt, dans la caisse sociale, quarante actions, qui seront inaliénables pendant la durée de ses fonctions.

Les membres du conseil choisiront entre eux un président, dont les fonctions dureront un an et qui sera rééligible.

En l'absence du président, le conseil sera présidé par le membre le plus âgé, présent à la séance.

En cas de décès ou de démission d'un membre au conseil de surveillance, il sera pourvu à un remplacement par la prochaine assemblée générale.

Le nouveau membre ainsi élu prendra, pour l'époque de son remplacement, le rang de son prédécesseur.

Art. 20. Le conseil se réunira toutes les fois qu'il le jugera convenable, suivant le règlement qu'il établira, et au moins une fois par mois.

Il sera convoqué par son président, par l'un des gérants, ou par l'initiative de deux de ses membres.

Les réunions auront lieu au siége de la Société.

La présence de trois membres sera nécessaire pour valider les délibérations.

Les délibérations seront prises à la majorité des voix.

En cas de partage, la voix du président ou du membre en faisant fonction sera prépondérante.

Les délibérations seront consignées sur un registre tenu à cet effet et signées par les membres qui y auront pris part.

Art. 21. — Les membres au conseil de surveillance n'encourent aucune responsabilité en raison des actes de la gestion et de leurs résultats.

Chacun des membres de ce conseil n'est responsable que de ses fautes personnelles.

Art. 22. Les membres du conseil de surveillance en exercice reçoivent des jetons de présence, dont la valeur sera fixée par l'asssemblée générale.

De l'Assemblée générale.

Art. 23. L'assemblée générale se compose de tous les actionnaires propriétaires ou porteurs de dix actions au moins.

Chaque actionnaire a autant de voix qu'il possède de fois six actions.

Néanmoins, le même actionnaire ne peut réunir plus de dix voix, soit par lui-même, soit comme fondé de pouvoirs.

Les propriétaires d'actions au porteur doivent, pour avoir droit d'assister à l'assemblée générale, déposer leurs titres au siége de la Société quinze jours avant l'époque fixée pour la réunion de chaque assemblée.

Il est remis à chacun d'eux une carte d'admission. Cette carte est nominative et personnelle. Elle constate le nombre d'actions déposées.

Art. 24. L'assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires.

Les décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents.

Art. 25. L'assemblée générale se réunit chaque année à Bordeaux, dans le courant de janvier.

Elle se réunit, en outre, extraordinairement, toutes les fois que les gérants ou le conseil de surveillance en reconnaissent l'utilité.

Dans tous les cas, la convocation doit être faite par un avis inséré, un mois au moins avant l'époque de la réunion, dans les journaux d'annonces légales de Paris et de Bordeaux.

Lorsque l'assemblée générale a pour but de délibérer sur les propositions indiquées à l'article 33 ci-après, les avis de convocation devront le mentionner.

Art. 26. Tout actionnaire ayant droit de voter à l'assemblée générale peut se faire représenter par un mandataire, pourvu, toutefois, que ce mandataire soit lui-même actionnaire et membre de l'assemblée générale.

La forme des pouvoirs sera déterminée par les gérants. Dans tous les cas, ces pouvoirs devront être déposés, quinze jours avant la réunion, au siége de la Société.

Art. 27. L'assemblée générale entend le rapport des gérants, discute, conteste ou approuve leurs comptes. Les gérants sont tenus de remettre le tout au conseil de surveillance, un mois au moins avant la réunion.

Elle entend aussi le rapport du conseil.

Quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée générale, tout actionnaire peut prendre par lui ou par un fondé de pouvoir, au siége social, communication du bilan, des inventaires et du rapport du conseil de surveillance.

L'assemblée générale nomme les membres du conseil de surveillance en remplacement de ceux dont les fonctions sont expirées, ou qu'il y a lieu de remplacer par suite de décès, de démission ou autre cause.

Elle prononce, en se renfermant dans les limites des statuts, sur tous les intérêts de la société.

Art. 28. Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux, signés par les membres du bureau ; les extraits de ces procès-verbaux, à produire partout ou besoin sera, sont certifiés par le président du conseil de surveillance ou par celui des membres qui en remplit les fonctions.

Une feuille de présence, destinée à constater le nombre des membres assistant à l'assemblée et celui des actions représentées par chacun d'eux, demeure annexé à la minute du procès-verbal, ainsi que les pouvoirs. Cette feuille est signée par chaque actionnaire en entrant en séance.

Inventaires et comptes annuels. — Fonds de réserve. — Dividendes.

Art. 29. Le premier exercice social comprendra le temps écoulé entre le jour de la constitution de la présente Société et le 31 décembre 1868.

Il sera fait ensuite, le 31 décembre de chaque année, un inventaire général de l'actif et du passif de la Société.

Les bénéfices consisteront dans l'excédant de l'actif sur le passif, déduction faite, bien entendu, de tous les frais généraux, dans lesquels entrera le traitement fixe des gérants.

Sur ces bénéfices il sera prélevé, en premier lieu, une somme suffisante pour payer 5 p. 100 à toutes les actions, à titre de premier dividende, pour tenir lieu d'intérêt.

Sur ces bénéfices, il sera prélevé un cinquième pour constituer un fonds de réserve, destiné à faire face aux charges extraordinaires ou imprévues qui pourraient grever la Société.

Et le surplus sera réparti comme il suit :

80 p. 100 à toutes les actions, proportionnellement entre elles à titre de deuxième dividende.

Et 20 p. 100 aux gérants, chacun par moitié.

Art. 30. Lorsque le fond de réserve aura atteint 33 p. 0/0 du capital social, le prélèvement affecté à sa formation cessera de lui profiter. Il reprendrait son cours si le fonds de réserve venait à être entamé.

Art. 31. Les dividendes seront payables dans le mois qui suivra l'assemblée générale qui les aura fixés.

Modifications aux statuts. — Dissolution. — Liquidation.

Art. 32. — Si l'expérience fait connaître la convenance d'apporter quelques modifications ou additions aux présents statuts, l'Assemblée générale est autorisée à y pourvoir dans la forme déterminée par le Code de commerce.

Art. 33. A l'expiration de la Société, ou en cas de dissolution anticipée, la liquidation en sera faite par les gérants, avec l'adjonction d'un coliquidateur qui leur sera adjoint par l'assemblée générale.

Ces liquidateurs devront agir conjointement, à moins d'une délégation des autres à l'un deux.

Ils auront les pouvoirs les plus étendus pour réaliser à l'amiable l'actif social.

Après la dissolution et jusqu'à la fin des opérations de la liquidation, l'assemblée générale des actionnaires conserve les mêmes pouvoirs et attributions que pendant le cours de la Société; elle pourra changer le mode de liquidation d'abord adopté, nommer de nouveaux liquidateurs, fixer leur traitement, déterminer leurs pouvoirs, recouvrir leurs comptes et leur en donner décharge.

Le produit de la liquidation après l'acquit du passif sera réparti proportionnellement entre toutes les actions.

Contestations.

Art. 34. Toutes les contestations qui pourront s'élever pendant la durée de la Société, soit entre les actionnaires et la Société, soit entre les actionnaires eux mêmes à raison des affaires sociales, seront jugées à Bordeaux, conformément à la loi.

Art. 35. En cas de contestation, tout actionnaire sera tenu de faire élection de domicile par lui élu, sans avoir égard à la distance de la demeure réelle.

A défaut d'élection de domicile, les notifications judiciaires et extrajudiciaires seront valablement faites au parquet de M. le Procureur de la République par le tribunal civil de première instance de Bordeaux.

Pouvoirs pour les publications.

Art. 36. Pour faire publier ces présentes, dans le mois de la constitution définitive de la Société, tous pouvoirs sont donnés aux porteurs des expéditions et d'un extrait des présentes.

Fait et passé à Bordeaux, en l'étude de. . .

L'an. . . le. . .

Et après lecture faite, les comparants ont signé avec les notaires.

(*Signatures.*)

N° 12. — MODÈLE de souscription d'une action (page 319).

Je soussigné, après avoir pris connaissance des statuts de la Société Jean..., Jacques et Cie, reçus par Me. . . , notaire à Bordeaux, le. . . , déclare par les présentes souscrire 20 actions de la dite Société de 1,000 francs chacune, soit au total un capital de 20,000 francs, par an.

Bordeaux, le. . .

Approuvé l'écriture ci-dessus et bon pour vingt mille francs.

François.

N° 13. — MODÈLE d'acte de société anonyme (page 324).

Formation et objet de la société. — Dénomination. — Siége. — Durée.

Art. 1er. Il est créé entre les comparants :
1° A. . . , banquier, demeurant à Paris, rue. . . ;
2° B. . . , rentier, demeurant même ville, rue. . . ;
3° C. . . , propriétaire, demeurant à Sceaux, rue. . . :
etc., etc.

Et les propriétaires des actions ci-après énoncées, une Société annonyme dans les termes de la loi du 24 juillet 1867, article 21 et suivants.

Art. 2. La société a pour objet l'éclairage par le gaz de la ville de. . .

La société prend le nom de *Société anonyme pour l'éclairage par le gaz.*

4. La société a son siége à Paris, rue d'Enghien, n° 40.

5. La durée de la société est fixée à vingt ans, qui commenceront à courir du jour de sa constitution définitive, sauf les cas prévus ci-après de dissolution anticipée ou de prorogation.

6. La constitution définitive de la Société n'aura lieu qu'après la souscription de la totalité des actions ; qu'après l'approbation, par l'Assemblée générale, de la valeur des apports et la nomination et l'acceptation des membres devant composer le conseil d'administration et des commissaires ; le tout conformément aux prescriptions de la loi du 24 juillet 1867 ; jusque là, la Société n'est que provisoire et les engagements des comparants et des souscripteurs sont purement conditionnels.

Apport.

7. Les comparants apportent à la Société l'exploitation de l'éclairage par le gaz de la ville de. . . , dont ils sont concessionnaires aux termes de. . .

La valeur de cet apport sera de un million, payable en actions, que les comparants se partageront dans la proportion qu'il leur conviendra.

Si, lors de la réunion générale, l'apport des comparants n'était point évalué à cette somme, les présentes resteraient non avenues

Fonds social. — Actions.

8. Le fonds social se compose :

1° De 2,000 actions libérées et réprésentant l'apport évalué à un million ci-dessus.

2° De quatre millions à provenir des souscriptions de 8.000 actions de cinq cents francs chacune.

Ensemble 10,000 actions, donnant droit chacune à un dix-millième de l'actif social et de ses produits.

Ces actions seront délivrées, savoir :

Les 2,000 actions représentant l'apport, après la constitution définitive de la Société.

Les 8,000 actions de capital, après le versement du quart ; jusque-là, des certificats provisoires, constatant les versements, seront remis aux souscripteurs pour être échangés contre des titres définitifs.

9. Chaque souscripteur reste responsable du montant total des actions par-lui souscrites. Il ne pourra, sous aucun prétexte, être soumis à aucun autre versement.

10. Les titres provisoires et les titres définitifs sont extrait d'un registre à souche, frappés du timbre sec de la société, et revêtus de la signature de deux administrateurs, ou d'un administrateur et d''un employé délégué à cét effet par le conseil d'administration.

11. Les titres sont nominatifs jusqu'au paiement intégral des actions.

Leur négociation ne peut avoir lieu avant le versement du quart. — La négociation s'opère par un transfert sur les registres de la Société, signé par le cessionnaire et le cédant, et l'un des administrateurs. — Mention de ce transfert est faite sur le titre.

12. Après leur libération, les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'ayant droit. — Dans le premier cas, la cession s'opère comme il a été dit, article 11 ; dans le second cas, elle s'opère par la simple tradition du titre.

13. Le conseil d'administration pourra autoriser le dépôt et la conservation des titres dans la caisse sociale ; il déterminera la forme des certificats de dépôt, le mode de leur délivrance, les frais auxquels le dépôt pourra être assujetti, et les garanties dont l'exécution de cette mesure doit être entourée dans l'intérêt de la société et des actionnaires.

14. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre, dans quelque mains qu'il passe. — La possession de l'action emporte de plein droit adhésion aux statuts.

15 Toute action est indivisible à l'égard de la Société, qui n'en reconnaît aucun fonctionnement. Tous les copropriétaires indivis d'une caution sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Les héritiers ou ayants cause d'un actionnaire ne peuvent, pour quelque

motif que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration ; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

16. En cas de perte d'un titre nominatif, la compagnie ne peut être tenue d'en fournir un nouveau que moyennant caution, conformément aux articles 151, 152 du Code de commerce.

Le nouveau titre sera délivré, trois mois seulement après que la déclaration de perte aura été insérée dans deux journaux d'annonces légales.

Etat semestriel. — Inventaire annuel. — Amortissement. — Fonds de réserve. — Dividendes.

17. Il sera dressé, chaque semestre, un état sommaire de la situation active et passive de la Société.

Il sera, en outre, établi, au 31 décembre de chaque année, un inventaire général, contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières, et de toutes les dettes actives et passives de la Société. L'inventaire, le bilan et le compte des profits et pertes seront présentés à l'assemblée générale des des actionnaires dans sa réunion annuelle.

18. Les produits de l'entreprise serviront à acquitter les dépenses d'entretien et d'exploitation, les frais d'administration, l'intérêt et l'amortissement des emprunts, s'il en avait été contracté, et généralement toutes les charges sociales.

19. Après l'acquittement des charges mentionnées dans l'article précédent, il sera opéré, chaque année, un prélèvement destiné à constituer un fonds de réserve pour les dépenses extraordinaires ou imprévues. Ce prélèvement ne pourra être inférieur au vingtième des bénéfices nets.

Lorsque la réserve aura atteint le chiffre de 500,000 francs, le prélèvement pourra être suspendu; il reprendra son cours aussitôt que le fonds de réserve sera descendu au-dessous de ce chiffre.

20. Le paiement des dividendes se fait annuellement aux époques fixées par le conseil d'administration.

Dans le cas où il résulterait des comptes arrêtés au 30 juin de chaque année, que la situation des affaires et les bénéfices permettent la distribution d'un dividende provisoire, une première répartition pourra avoir lieu sur le dividende annuel, en vertu d'une décision de l'assemblée générale, convoquée spécialement à cet effet.

Tout dividende qui n'est pas réclamé dans les cinq ans de son exigibilité, est acquis à la société, conformément à l'article 2277 Code Nap.

Conseil d'Administration.

21. — La Société est administrée par un conseil d'administration de sept membres.

22. Chaque administrateur doit être propriétaire de cinquante actions.

Ces actions sont affectées à la garantie de la gestion; elles sont nominatives, inaliénables, frappées d'un timbre indiquant l'inaliénabilité et déposées dans la caisse sociale.

23. Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale, au scrutin ndividuel et secret.

La première nomination des administrateurs aura lieu dans la première

assemblée générale qui suivra la vérification des rapports et après l'accomplissement des conditions de souscriptions des actions et de versement du quart du capital.

Le procès-verbal de la séance constate l'acceptation des administrateurs présents à l'assemblée, conformément à l'article 25 de la loi du 24 juillet 1867.

24. Les fonctions des administrateurs durent six ans; ils sont rééligibles. Leur remplacement s'opère dans l'ordre fixé par un tirage au sort, qui a lieu dans l'assemblée générale ordinaire et à raison de deux administrateurs par an.

25. En cas de décès, démission ou empêchement d'un membre du conseil d'administration, il est pourvu à son remplacement par l'assemblée générale.

Toutefois, si le nombre des administrateurs se trouvait réduit au-dessous de cinq, dans l'intervalle de leur assemblée générale, il serait pourvu provisoirement, par le conseil d'administration, aux nominations nécessaires pour que le nombre des membres du conseil soit maintenu à cinq.

L'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

L'administrateur, ainsi nommé en remplacement d'un autre, ne reste en exercice que jusqu'à l'époque où doivent expirer les fonctions de celui qu'il remplace.

26. Chaque année le conseil nomme, parmi ses membres, un président et un vice-président.

En cas d'absence du président, le conseil désigne, par chaque séance, celui des membres présents qui doit en remplir les fonctions.

Le président et le vice-président peuvent toujours être réélus.

27. Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, et au moins deux fois par mois.

La présence de 5 membres est nécessaire pour la validité des délibérations.

Art. 28. Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Nul ne peut voter par procuration dans le sein du conseil.

Art. 29. Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre et signés par le membre qui aura présidé la délibération. Ces copies ou extraits de ces délibérations à produire en justice ou ailleurs, sont certifiés par le président du conseil ou le membre qui en remplit les fonctions.

Art. 30. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de la Société.

Il fixe les dépenses générales de l'administration.

Il passe et autorise les marchés de toute nature, les achats de terrains et immeubles nécessaires à l'exécution des opérations énumérées en l'art. 1er.

Il autorise l'achat des machines, engins, et généralement de tous les objets nécessaires à l'exploitation.

Il autorise tous les achats et ventes d'objets mobiliers.

Il autorise la revente des terrains et bâtiments jugés inutiles à la Société, et touche les prix de vente, pourvu que le prix de ces immeubles ne dépasse pas 300,000 fr. pour chaque opération.

Il autorise tous les baux et locations, activement et passivement.

Il autorise toutes mainlevées d'opposition ou d'inscription hypothécaire, ainsi que tous désistements de privilége, avec ou sans paiement.

Il exerce toutes actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant; il passe tous traités; transactions, compromis.

Il autorise tous retraits, transferts et aliénations de fonds, rentes et valeurs appartenant à la société ; il donne toutes quittances.

Il détermine le placement des fonds disponibles et règle l'emploi de la réserve.

Il arrête les règlements relatifs à l'organisation du service et à l'exploitation des établissements sociaux.

Il nomme ou révoque tous chefs de service, employés et agents ; détermine leurs attributions, fixe leur traitement et, s'il y a lieu, le chiffre de leur cautionnement ; il en autorise la restitution.

Il fixe et modifie soit les tarifs, soit leur mode de perception et fait les transcriptions y relatives.

Il arrête les comptes qui doivent être soumis à l'assemblée générale.

Il fait un rapport à l'assemblée générale des actionnaires sur les comptes et sur la situation des affaires sociales.

Il peut, avec l'autorisation de l'assemblée générale, contracter tous emprunts par voie d'émission, d'obligation ou autrement.

Enfin, il gère généralement toutes les affaires et pourvoit à tous les intérêts de la Société.

Art. 31. Le conseil d'administration peut déléguer à un ou à plusieurs de ses membres des pouvoirs généraux et spéciaux et pour une ou plusieurs affaires déterminées.

Il peut aussi conférer à un ou plusieurs de ses membres des pouvoirs permanents pour les affaires courantes.

Enfin, il peut conférer à une ou plusieurs personnes, même étrangères au conseil d'administration, les pouvoirs que rendraient nécessaires l'expédition des affaires et la bonne direction de l'entreprise, et spécialement la direction de l'un ou de plusieurs établissements sociaux.

Art. 32. — Les transferts de ventes et effets publics appartenant à la Société, les actes d'acquisition, de vente et d'échange des propriétés immobilières de la Société ; les mandats sur la banque et sur tous les dépositaires de fonds de la Société ; les transactions, marchés, et généralement tous actes portant engagement de la part de la compagnie, doivent être signés par deux administrateurs, à moins d'une délégation expresse du conseil à un seul administrateur.

Art. 33. Les administrateurs recevront un jeton de présence dont la valeur et la forme seront réglées par l'assemblée générale.

Art. 34. Les administrateurs ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle ni solidaire relativement aux engagements de la société ; ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat.

Il est interdit aux administrateurs de prendre ou de conserver un intérêt direct ou indirect dans une entreprise ou dans un marché fait avec la Société ou pour son compte, à moins qu'ils n'y soient autorisés par l'assemblée générale. Il est rendu chaque année, à l'assemblée, un compte spécial de l'exécution des entreprises ou marchés par elle autorisés.

Art. 35. En cas de perte des trois quarts du capital social, les administrateurs seraient tenus de provoquer la réunion de l'assemblée générale de tous les actionnaires, à l'effet de statuer sur la question de savoir s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la Société.

Commissaires.

Art. 36. Il est institué un commissariat composé de trois personnes, les commissaires sont nommés dans la première assemblée générale de la Société, immédiatement après les administrateurs et dans les mêmes formes.

Ils peuvent être pris en dehors des actionnaires.

Leurs fonctions durent un an ; ils peuvent être réélus.

En cas de refus ou d'empêchement d'un des commissaires nommés, il sera procédé à son remplacement par ordonnance du Président du tribunal de commerce, à la requête de tout intéressé, les administrateurs dûment appelés.

Art. 37. Les commissaires sont chargés de faire un rapport à l'assemblée générale sur la situation de la société, sur le bilan et sur les comptes présentés par les administrateurs.

Pendant le trimestre qui précède l'époque fixée pour la réunion de l'assemblée générale, les commissaires ont le droit, toutes les fois qu'ils le jugent convenable dans l'intérêt social, de prendre communication des livres et d'examiner les opérations de la Société.

Ils peuvent, en cas d'urgence, convoquer l'assemblée générale.

L'état semestriel doit être mis à leur disposition.

L'inventaire, le bilan et le compte des profits et pertes doivent leur être remis le quarantième jour au plus tard avant la réunion de l'assemblée générale.

Art. 38. Les commissaires recevront un jeton de présence où une rémunération dont l'importance sera réglée par l'assemblée générale.

Assemblée générale.

Art. 39. L'assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires.

Art. 40. L'assemblée générale se réunit chaque année avant le 1er avril ; elle se réunit, en outre, extraordinairement, toutes les fois que cela est utile, sur la convocation des administrateurs ou des commissaires.

Art. 41. Est de droit membre de l'assemblée générale tout titulaire ou porteur de 10 actions.

Dans les assemblées appelées, soit à vérifier ou appeler les apports ou les avantages, soit à nommer les premiers administrateurs et les commissaires, tout actionnaire, quel que soit le nombre des actions dont il est porteur, est admis à prendre part aux délibérations.

Nul ne peut représenter un actionnaire s'il n'est actionnaire lui-même. La forme des pouvoirs est déterminée par le conseil d'administration.

42. L'assemblée générale est régulièrement constituée lorsque les actionnaire présents ou représentés réunissent dans leurs mains le quart au moins du capital social.

Si l'assemblée ne réunit pas ce nombre, il est procédé à une nouvelle convocation, au moins à quinze jours d'intervalle.

Les délibérations prises dans cette seconde réunion sont valables, quelle que soit la portion du capital représenté ; mais elles ne peuvent porter que sur les objets mis à l'ordre du jour de la première réunion.

43. Les convocations aux assemblées ordinaires et extraordinaires sont annoncées par un avis inséré, quinze jours à l'avance, dans deux des grands journaux d'annonces légales de Paris.

Cet avis doit faire connaître le but et l'objet de la convocation.

44. Les délibérations qui ont pour objet :

La vérification des apports ;

La nomination des premiers administrateurs ;

La sincérité de la déclaration des fondateurs ;

La créations d'emprunts à long terme ;

Des traités d'annexions ou de fusion avec d'autres compagnies;
La modification des statuts ;
La prorogation ou la dissolution anticipée de la société;
Ne peuvent être valablement prise qu'avec le concours d'actionnaires réunissant au moins la moitié du capital social.

Si l'assemblée convoquée pour la vérification des apports pour la nomination des premiers administrateurs, pour la vérification de la sincérité de la déclaration des fondateurs, ne réunit pas un nombre d'actionnaires représentant la moitié du capital social, elle ne peut prendre qu'une délibération provisoire. Mais une nouvelle assemblée est convoquée; deux avis publiés à huit jours d'intervalle, au moins un mois à l'avance, dans l'un des journaux désignés pour recevoir les annonces légales, font connaître aux actionnaires les délibérations provisoires; et ces résolutions deviennent définitives si elles sont approuvées par la seconde assemblée, composée d'un nombre d'actionnaires représentant le cinquième au moins du capital social.

45. Les actions sont déposées au siége social, cinq jours avant celui où doit avoir lieu la réunion; il est remis à chaque déposant une carte personnelle indiquant le nombre d'actions disposées et le nombre de voix auquel ce dépôt donne droit.

Dans les assemblées appelées à vérifier les apports ou la sincérité de la déclaration des fondateurs, à nommer les premiers administrateurs, chaque actionnaire n'aura pas droit à plus de dix voix, quel que soit le nombre des actions dont il soit porteur.

46. L'assembée générale est présidée par le président du conseil d'administration, et, en cas d'empêchement, par le vice-président, et, à défaut de celui-ci, par le plus âgé des membres du conseil.

Les deux plus forts actionnaires présents remplissent les fonctions de scrutateurs; le secrétaire est désigné par le bureau.

47. L'assemblée générale entend le rapport du conseil d'administration sur les affaires sociales, et ensuite le rapport des commissaires.

Elle discute les comptes et approuve s'il y a lieu.
Elle fixe les dividendes, sur la proposition du conseil.
Elle nomme les administrateurs et commissaires.
Elle statue sur les propositions d'acquisitions et d'aliénations d'immeubles.
Elle autorise les émissions d'obligations.

Enfin, elle prononce souverainement, en se renfermant dans les limites des statuts, sur tous les intérêts de la société, et confère au conseil d'administration les pouvoirs nécessaires pour le cas qui n'auraient pas été prévus.

48. Les délibérations de l'assemblée sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

Chaque actionnaire a droit à autant de voix qu'il a de fois dix actions, sans toutefois que le même actionnaire puisse avoir plus de dix voix, soit par lui-même, soit par fondé de pouvoirs.

49. Les délibérations prises conformément aux statuts obligent tous les actionnaires, même absents ou dissidents.

Elles sont constatées par des procès-verbaux, signés par tous les membres du bureau, ou au moins par la majorité d'entre eux.

50. Une feuille de présence demeure annexée, ainsi que les pouvoirs, à la minute du procès-verbal de l'assemblée générale. Cette feuille est signée par chaque actionnaire en entrant en séance.

51. La justification à faire au regard des tiers des délibérations de l'assemblée, résulte des copies ou extraits certifiés conformes par le président du conseil d'administration.

Modification aux Statuts. — Dissolution. — Liquidation.

52. Si l'expérience faisait reconnaître la convenance d'apporter des changements ou des modifications aux présents statuts, l'assemblée générale est autorisée à y pourvoir avec les conditions de majorité fixées par l'article 44.

53. A l'expiration de la Société, ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale règle le mode de liquidation et nomme les liquidateurs.

Les liquidateurs pourront, en vertu d'une délibération de l'assemblée, faire à une autre Société le transport des droits, actions et obligations de la Société dissoute.

La nomination des liquidateurs met fin au pouvoir des administrateurs. Ceux de l'assemblée générale continuent jusqu'à l'apurement des comptes de la liquidation.

Contestations.

54. Dans le cas de contestations, tout actionnaire devra faire élection de domicile à Paris, et toutes notifications et assignations seront valablement faites au domicile par lui élu, sans avoir égard à la distance du domicile réel.

A défaut d'élection de domicile, cette élection aura lieu de plein droit, pour les notifications judiciaires, au parquet du procureur de la République près le tribunal de première instance de la Seine.

Le domicile élu entraînera attribution de juridiction aux tribunaux compétents de la Seine.

Publication.

55. Dans le mois de la constitution de la Société, les administrateurs feront les dépôts et publications que les articles 55 et suivants de la loi du 24 juillet 1867 prescrivent. Tout porteur d'une expédition des présentes est autorisé à y procéder en leur nom.

Fait en double original, le.....

N° 14. — MODÈLE d'acte de société à capital variable (page 333).

Cette société peut être en nom collectif, en commandite ou anonyme. Pour une formule d'acte de société à capital variable, il n'y a donc qu'à emprunter celle de la formule ci-dessus (n° 9, 10, 11 ou 13) *qui la concerne. On ajoute ensuite les clauses suivantes, qui caractérisent la société à capital variable.*

1° Le capital social pourra être, au cours de la société, augmenté par des versements faits par les associés, ou l'admission de nouveaux associés, et être diminué par la reprise totale ou partielle des apports effectués.

2° Toute augmentation du capital ne pourra être effectué que par des délibérations de l'assemblée générale, prise d'année en année, sans que chacune des augmentations annuelles puisse dépasser 200.000 francs.

3° Les actions ou coupons d'actions seront nominatifs, même après leur entière libération. Ils sont de cent francs chacun, et ne pourront être négociés qu'après l'accomplissement de toutes les formalités voulues par la loi.

La négociation s'effectuera par un tranfert sur les livres de la société.

Le conseil d'administration peut, s'il juge à propos, s'opposer au transfert.

4° Le capital social ne pourra être réduit pour les reprises des apports au-dessous du dixième du capital social.

5° La Société ne sera définitivement constituée qu'après le versement du dixième du capital social.

6° Chaque associé aura le droit de se retirer de la société lorsqu'il le jugera convenable, à moins que, par le retrait de cet associé, le capital social ne soit réduit au-dessous du dixième.

7° L'assemblée générale aura le droit de décider, à la majorité des voix des actionnaires, représentant la moitié au moins du capital social, que l'un ou plusieurs des associés cesseront de faire partie de la société.

8° Dans les cas prévus par les deux articles précédents, l'associé qui se retire ou qui est éliminé reste tenu pendant cinq ans, envers la Société et envers les tiers, de toutes les obligations qui lui incombaient au moment de sa retraite.

N° 15. — MODÈLE d'un acte de dépôt d'acte de Société en nom collectif (page 339).

L'an mil huit cent....., le....., au greffe, et par devant nous greffier du tribunal de commerce de la Seine (ou greffier de la justice de paix du.....)

Est comparu A....., autorisé à faire le présent dépôt, comme porteur d'un double de l'acte de Société ci-après énoncé (ou mandataire à l'effet de faire le dépôt ci-après énoncé, de..... (aux termes d'un pouvoir sous seing-privé.....).

Lequel a déposé en nos mains l'un des doubles d'un acte sous seing-privé enregistré..... (ou une expédition d'un acte reçu par...., notaire, à..... en date du), d'un acte de société, en nom collectif, sous la raison sociale...., pour l'exploitation de.....

Duquel dépôt le comparant a requis acte que nous lui avons octroyé.

Et a signé, sous toutes réserves, avec nous greffier.

(*Signatures....*)

(*La formule est la même pour un acte de dépôt d'une autre sorte de société, sauf en ce qui concerne la dénomination et la nature de la société.*)

N° 16. — MODÈLE de dépôt des actes qui doivent être joints à l'acte constitutif (page 339).

L'an..... (*comme à la formule précédente*)....., lequel a déposé en nos mains :

S'il s'agit d'une société en commandite par actions ou anonyme :

1° L'expédition d'un acte de société en commandite par actions (ou anonyme), reçu par...., notaire à...., enregistré ;

2° L'expédition de l'acte constatant la souscription du capital et le versement du quart (*ou du dixième si la société est à capital variable*), lequel a été reçu par le notaire susnommé, le.....

3° Une copie certifiée des délibérations prises par l'assemblée générale, dans le cas prévu par l'article 24 (*si la société est anonyme*), ou (*si la société est en commandite*), de la loi du 24 juillet 1867.

S'il s'agit d'une société anonyme, on ajoute :

4° Une copie de la liste nominative des souscripteurs.

Lesquelles expéditions et copies sont demeurées annexées à l'acte constitutif.

Duquel dépôt, etc. (*Signatures.*)

N° 17. — MODÈLE d'extrait d'un acte de société en nom collectif (page 339).

Suivant acte sous seing-privé en date du...., enregistré à.....
Il a été formé une société en nom collectif pour le commerce de nouveautés, pour une période de vingt ans à partir du....
Entre Pierre Dufour, négociant, demeurant à Paris, rue Vivienne, n° 35, d'une part;
Et Jacques Kœlin, négociant à Mulhouse, d'autre part;
Sous la raison sociale P. Dufour et J. Kœlin.
Chaque associé a la signature sociale.
Le siége de la société est à Paris, rue Vivienne, n° 25.
Il a été fait aux greffes de la justice de paix du deuxième arrondissement et du tribunal de commerce de la Seine, le...., le dépôt prescrit par l'article 55 de la loi du 24 juillet 1867.

Certifié par les assurés soussignés.

Paris, le.....

(*Signatures.*)

N° 18. — MODÈLE d'un extrait pour la publication d'un acte de société en commandite simple (Page 339).

Suivant acte sous-seing privé, en date du. . . . ., enregistré à. . . . ., le. . . . , folio. . . . ., volume . . . . , aux droits de. . . . . ,
Il a été formé une société en commandite simple pour l'achat en gros de toutes sortes de bestiaux de boucherie.
Entre Leprince. . . , demeurant à. . . . .
Et Lerat. . . . , demeurant à. . . . .
Et les bailleurs de fonds associés en commandite,
Sous la raison sociale Leprince et C^e^.
Le siége social est à Paris, rue. . . . .
Leprince a seul la signature sociale.
Le capital social s'élève à 1 million.
Il est formé : 1° de. . . ., montant du versement de Leprince; 2° De. . . , montant du versement de Lerat; 3° De. . . ., versés par les commanditaires.

(*Le reste comme à la formule précédente*).

N° 19.— MODÈLE d'un extrait pour la publication d'un acte de société en commandite par actions (Page 339).

Suivant acte reçu par M^e^. . . . , notaire à Paris, en date du. . . . , enregistré,
Une société en commandite par actions a été formée,
Entre M. Pierre Boissier, demeurant à. . . . ;
Et M. Jacques Barthélemy, demeurant à. . . . ;
Ainsi que tous les actionnaires qui possèdent ou posséderont des actions de la Société.
Sous la dénomination : Boissier, Barthélemy et C^e^.
Pour une période de quinze ans, à compter du. . . .
La Société se propose le commerce de nouveautés.
Le siége social est à Paris, rue. . . .

(*Le reste comme plus haut*).

Il faut joindre à cette déclaration :

1° Une déclaration du gérant que toutes les actions sont souscrites et que le quart de chaque action est versé;

2° Une déclaration du gérant portant que les apports en nature ont été approuvés et acceptés pour une somme de. . . . ., suivant délibération de l'assemblée générale du. . , . , et que le conseil de surveillance, composé de MM. . . . , a été définitivement constitué.

N° 20.— MODÈLE d'un extrait pour la publication d'un acte de société anonyme (Page 339).

(*La formule est la même que la précédente*).

N° 21. — MODÈLE de compromis pour la nomination d'un ou plusieurs arbitres (Page 346).

Entre les soussignés :

Pierre. . . . , négociant, demeurant à. . . . .;

Paul. . . . , aussi négociant, demeurant à. . . . .;

Ont été faites les conventions suivantes :

Pour terminer amiablement les contestations soulevées entre eux à raison de (*expliquer la difficulté*), les soussignés ont choisi comme arbitres : M. Pierre. . . . ., la personne de Jullien, demeurant à. . . .; et M. Paul. . . ., celle de Henry, demeurant à. . . . ., lesquels pourront s'adjoindre un tiers en cas de désaccord;

Auxquels arbitres les soussignés donnent pouvoir absolu de terminer la difficulté qui les divise, et ce, en dernier ressort, sans appel ni recours en cassation.

Les arbitres se feront remettre tous titres, pièces et documents propres à les éclairer, et ils déposeront leur rapport, en cas de non exécution, au greffe du tribunal civil.

Ce rapport devra être déposé au plus tard, dans les trois mois de la signature des présentes.

Fait double et de bonne foi à Paris, le. . . .

Approuvé l'écriture ci-dessus. *Approuvé l'écriture ci-dessus.*

Pierre. *Paul.*

N° 22. — MODÈLE de jugement arbitral (Page 346).

Entre les sieurs :

Pierre. . . . , négociant, demeurant à. . . . .

Paul. . . . , négociant, demeurant à . . . .

Énoncé des faits.

MM. Pierre. . . . . et Paul. . . . . ayant entre eux une contestation portant sur ce que. . . . . (*énoncer ici la contestation*), ont, suivant acte sous-seing privé, en date du. . . . , enregistré à Paris le. , ..., lequel restera annexé aux présentes, constitué comme arbitres en dernier ressort, sans appel ni recours en cassation, les soussignés Jullien. . . . . et Henry. . . . .

Les arbitres, après s'être entourés des renseignements et documents qui leur ont paru utiles à connaître, ont ainsi rédigé leur jugement arbitral.

Jugement des arbitres.

Le question à résoudre était celle-ci : (*énoncer la question*).

Sur cette question, les arbitres, considérant (*mettre les motifs de leur décision*).

Décident que. . . . .

En conséquence, condamnent. . . . .

Et condamnent, en outre. . . . . aux frais de l'arbitrage.

Fait à. . . . le. . . . .

(*Signature des arbitres.*)

N° 23. — MODÈLE de dépôt de jugement arbitral (Page 346).

L'an. . . . , le. . . . , au greffe du tribunal civil de 1re intance de. . . . , et par devant nous greffier soussigné, a comparu le sieur. . . . , lequel a déposé entre nos mains la minute d'une sentence arbitrale rendue le. . . . . , par les sieurs. . . . , nommés arbitres par MM. . . . . dans une contestation née entre ces derniers, suivant compromis en date du. . . . , enregistré à. . . . , le. . . . .

Nous avons donné acte de ce dépôt au comparant et placé la dite sentence au nombre de nos minutes.

Et le comparant a signé en cet endroit avec nous greffier.

N° 24. — MODÈLE d'ordonnance d'exéquatur (Page 346).

Nous, président du tribunal civil de. . . . ,

assisté de. . . . , greffier, vu la sentence arbitrale qui précède.

Attendu que la dite sentence est régulière en la forme et qu'elle ne contient rien de contraire à l'ordre public, ni aux bonnes mœurs, ordonnons que la dite sentence sera exécutée selon sa forme et teneur.

Fait au Palais de Justice, le. . . . .

N° 25. — MODÈLE d'extrait pour la publication d'un contrat de mariage (Page 350).

D'un contrat de mariage passé entre Pierre-Adolphe Lecroisy, négociant à Paris, rue Réaumur, n° 36, et Mademoiselle Marie-Jeanne Boudet, en date du . . . , enregistré, reçu par. . . . . et son confrère notaires à Paris,

Il appert :

Que les époux se sont mariés sous le régime de la communauté réduite aux acquêts.

Extrait par le notaire soussigné, à Paris, le. . . . .

(*Signature du notaire.*)

N° 26. — MODÈLE d'acte de commission (page 364.)

Entre les soussignés :

Pierre. . . ; commissionnaire, demeurant à Paris, boulevard Montmartre, n° 36, d'une part;

Et Paul. . . . , négociant, demeurant à Montpellier, d'autre part;

Ont été faites les conventions suivantes :

Paul. . . s'engage à envoyer à Pierre. . . cent barriques de vin à 200 litres

chacune, pour être vendues par les soins de Pierre. . . . à raison de quatre-vingts francs la barrique.

Il est convenu que Pierre aura le droit de retenir sur le prix de vente une somme de. . . à titre de commission, et que, de plus, il pourra exiger qu'on lui tienne compte des avances par lui faites pour l'emmagasinage, le chargement ou le transport des dites marchandises.

Fait en double à Paris, le. . .

Approuvé l'écriture ci-dessus.
Pierre.

Approuvé l'écriture ci-dessus.
Paul.

N° 27. — MODÈLE de lettre de voiture (page 368.)

Bordeaux, le. . . . .

Voiture . . . . . .
Remboursement. . . . . .

TOTAL.

A D
Nos 1. 2. 3. 4. 5.

A la garde de Dieu et sous la conduite de Joseph..., roulier à.., vous recevrez cinq colis (*indiquer la nature de la marchandise*), marqués comme en marge, du poids brut de...., lesquels colis devront vous être remis en bon état dans un délai de. . . , à peine de retenue, pour retard, du tiers du prix de voiture. Pour prix de la présente expédition vous paierez au voiturier la somme de. . , suivant détail ci-contre.

(*Signature de l'expéditeur.*)

N° 28. — MODÈLE de requête pour faire nommer un expert chargé de visiter et estimer des marchandises (page 370) (1).

A M. le juge de paix du canton de. . . (ou bien à M. le Président du tribunal de commerce de. . .).

M. Pierre Dubourg, marchand de vins, demeurant à Neuilly (Seine), rue....

A l'honneur de vous exposer :

Que M. . . , négociant à Bordeaux, lui a fait expédier, par la voie du chemin de fer d'Orléans, 4 pièces de vin de Bordeaux qui viennent d'être déposées dans sa cour par le roulier de la Compagnie d'Orléans;

Que l'exposant reconnaît que les pièces de vin qui, d'après la lettre de voiture doivent être de. . . litres, sont en partie brisées et en vidange;

Qu'il a le plus grand intérêt à le faire constater de suite.

Pourquoi il vous prie d'ordonner que vous vous transporterez le plus prochain jour dans la cour du requérant, avec l'assistance d'un expert, s'il y a lieu, pour y constater l'état des pièces de vin en question.

Neuilly le. . .

(*Signature du destinataire.*)

Nous, juge de paix, vu la requête ci-dessus, disons que nous nous transporterons dans la cour du requérant, aujourd'hui à cinq heures du soir, avec. . . expert, et que les parties intéressées seront préalablement sommées de s'y trouver par le ministère de notre huissier-audiencier.

Neuilly, le. . .

(*Signature du juge.*)

---

(1) La requête doit être faite sur une feuille de papier timbré à 0 fr. 60 c. ou 1 fr. 20 c.

Nos 29 et 30. — MODÈLE d'acte sous-seing privé, contenant achat et vente (page 370.)

Entre les soussignés :
M. Pierre Schoumer, fabricant de draps à Lisieux, d'une part.
Et M. Thomas Soleillet, négociant, à Paris, rue de Châteaudun, 11, d'autre part.

A été dit et convenu ce qui suit :
M. Pierre Schoumer vend, par ces présentes, à M. Thomas Soleillet, cinquante pièces de drap de cent mètres chacune, à raison de deux mille francs la pièce.
M. Thomas Soleillet accepte la présente vente et s'engage à payer le prix dans les six mois de la livraison, qui aura lieu sous quinzaine d'aujourd'hui.

Fait double à Paris, le. . .

Approuvé l'écriture ci-dessus. *Approuvé l'écriture ci-dessus.*
Pierre Schoumer. *Thomas Soleillet.*

N° 31. — MODÈLE de facture acceptée (page 371.)

FLEURY, tailleur, rue d'Aboukir, 40.

Doit, M. Ségaluos homme de lettres.

Paris, le. . . . . .

1878		fr.	c.
3 avril. .	Un pantalon uni en drap noir	35	»
4 mai . .	Un pantalon, gilet, redingote, drap gris	140	»
5 octobre	Un pardessus demi-saison, drap marron.	90	»
	Total deux cent soixante-cinq fr . . . ci..	265	»

Approuvé le présent compte s'élevant à deux cent soixante-cinq francs,
Ségaluos.

N° 32. — MODÈLE de lettre de change (page 374).

(*Voici, dans la lettre de change, ce qui ne change pas; mais cette formule doit être complétée par une des mentions indiquées aux formules suivantes.*)

Toulouse, le. . . . . .

. . . . . Veuillez payer par cette. . . . . lettre de change, à l'ordre de M. Bertrand, la somme de mille francs, valeur en marchandises. . . .

Votre serviteur,
Cayla

A MM. Doullens et Compagnie.
Paris.

Nos 33, 34 et 35. — MODÈLE de lettre de change, par première, deuxième, troisième (page 377).

(On met après ces mots. . . . . *par cette*. . . . . les mots suivants : PREMIÈRE, DEUXIÈME ou TROISIÈME *lettre de change*, etc.)

Nos 36 et 37. — Modèle de lettre de change suivant avis ou sans autre avis (page 377).

(On met après ces mots. . . . *valeur en marchandises*, les mots suivants : SUIVANT AVIS DE. . . . . *votre serviteur*, ou bien SANS AUTRE AVIS DE. . . . *votre serviteur, etc.*)

No 38. — MODÈLE de lettre de change non acceptable (page 380).

(On met après ces mots. . . . *valeur en marchandises*, les mots suivants : NON ACCEPTABLE.

No 39. — MODÈLE de lettre de change acceptée (page 381).

Celui qui accepte la lettre de change met en travers les mots suivants :

ACCEPTÉ
Paris, le. . . . .
(*Signature.*)

No 40. — MODÈLE d'acceptation par intervention (page 382).

(Comme à la formule précédente, mais on ajoute après le mot *accepté*, les mots suivants : POUR L'HONNEUR DE. . . . ou POUR LA SIGNATURE DE. . .

No 41. — MODÈLE de lettre payable à vue (page 383).

A VUE, veuillez payer, etc.

No 42. — MODÈLE de lettre payable à une ou plusieurs usances de vue (Page 283).

A UNE USANCE DE VUE. . . *ou bien* A TROIS USANCES DE VUE, veuillez payer, etc.

No 43. — MODÈLE de lettre payable à plusieurs jours ou mois de vue (page 383).

A TROIS JOURS DE VUE. . ou bien A UN MOIS DE VUE, Veuillez payer, etc.

No 44. — MODÈLE d'endossement régulier (page 384).

Sur le verso du billet, on écrit ces mots :

PAYEZ A L'ORDRE DE GERMAIN, VALEUR EN COMPTE.
Paris, le. . . .
(*Signature de l'endosseur*).

N° 45. — MODÈLE d'endossement pignoratif (page 385).

Sur le verso du billet, on écrit :

PAYEZ A L'ORDRE DE GERMAIN, POUR NANTISSEMENT.

Paris, le. . . .

(*Signature de l'endosseur.*)

N° 46. — MODÈLE d'aval sur la lettre de change (page 386).

Au bas de la lettre, on met : BON POUR AVAL.

(*Signature*).

N° 47. — MODÈLE d'aval par acte séparé (Page 386).

Il est d'usage de copier littéralement la lettre de change, et d'ajouter à la suite :

Je soussigné déclare garantir le paiement de la lettre ci-dessus transcrite.

Paris le...

Bon pour aval.

(*Signature.*)

N° 48. — MODÈLE de requête pour saisie-conservatoire (Page 391).

A Monsieur le Président du tribunal de commerce de...,

M. Ollivier, négociant, demeurant à...

A l'honneur de vous exposer :

Qu'il est porteur de deux lettres de change de mille francs l'une, tirées par..... sur Paul....., et acceptées par ce dernier, à l'échéance du 2 mai courant, les dites lettres, enregistrées et protestées faute de paiement ;

Qu'en raison de la situation difficile de son débiteur, il aurait le plus grand intérêt à faire saisir conservatoirement les meubles et effets mobiliers du sieur Paul...

Pourquoi il vous demande de l'autoriser à faire procéder à la dite saisie-conservatoire.

Produisant à l'appui les lettres de change et leurs protêts.

Fait à....., le.....

(*Signature de l'exposant*),

Si le Président accorde l'autorisation demandée, il fait suivre la requête ci-dessus de l'ordonnance suivante :

Nous, Président, vu la requête ci-dessus et les pièces à l'appui, autorisons Ollivier à faire saisir conservatoirement les meubles et effets mobiliers de Paul....., se trouvant rue..., et ce pour avoir paiement de la somme de deux mille deux cents francs, à laquelle nous évaluons provisoirement la créance de l'exposant en principal, intérêts et frais.

N° 49. — MODÈLE de retraite (Page 393).

Paris, le..... B. P. 2,040 fr. 25 c.

A vue, il vous plaira payer, par cette lettre de change, au sieur Paul...., de Nancy, ou à son ordre, la somme de deux mille quarante francs 25 cent., valeur reçue en argent, contre une traite de vous sur Pierre, de Paris, non acquittée, et compte de retour; le tout annexé. Les pièces vous seront remises sur l'acquit de la présente.

Royer.

A M. Normand, banquier,
à Rouen.

N° 50. — MODÈLE de compte de retour (page 393).

Compte de retour que doit M. Normand, banquier, au Havre, à M. Royer, de Paris.

Principal de la lette de change protestée.	Fr.	0 00
Trente jours d'intérêts.		0 00
Rechange au cours de ce jour		0 00
Frais de protêt en dénonciation		0 00
Timbre et port de lettres		0 00
Total		0 00

Certifié véritable.

(*Signature de l'agent de change*).

N° 51. — MODÈLE de billet à ordre (Page 394.)

Paris, le..... B. P. 1,000 fr.

Au 10 mai prochain je paierai à M. Dauval ou à son ordre, la somme de mille francs, valeur reçue en marchandises.

Henry,
rue Saint-Antoine, n° 10.

N° 52. — MODÈLE de billet à domicile (page 395)

Paris, le.... B. P. F. 1,000.

Au 10 mai prochain, je paierai à M. Duval ou à son ordre, *au domicile de M. Pereire, banquier, à Paris*, la somme de mille francs, valeur reçue en marchandises.

Henry,
rue Saint-Antoine, 10.

N° 53. — MODÈLE de billet au porteur (Page 395).

Paris, le... B. P. Fr. 1,000

Au 10 mai prochain, je paierai *au porteur* la somme de mille francs.

Henry,
rue Saint-Antoine, n° 10.

N° 91. — MODÈLE de mandat (Page 395).

Paris, le... B. P. F. 1,000

Au 10 mai prochain, il vous plaira payer *par le présent mandat*, à M. Paul..... ou à son ordre, la somme de mille francs, valeur en compte, que passerez sans autre avis de

Votre serviteur,

Henry.

A M. Normand, banquier,
à Rouen.

N° 103. — MODÈLE d'acte de vente d'un navire (page 400).

Entre les soussignés :

Pierre Barthélemy, armateur au Hâvre, d'une part;

Et Paul Bachelier, aussi armateur, au Hâvre, d'autre part,

A été dit et convenu ce qui suit :

Le sieur Barthélemy vend avec toute garantie de trouble et éviction quelconque, au sieur Bachelin, qui accepte, un navire appelé « l'*Intrépide*, » du port de 400 tonneaux, gréé à trois mâts, avec tous les ustensiles, agrès et apparaux, et tout ce qui compose la coque, la mâture et la voilure, l'armement et l'équipement.

Le sieur Barthélemy déclare être propriétaire du navire, comme l'ayant fait construire au Hâvre, dans l'année....., de ses deniers personnels, et l'avoir entièrement payé au constructeur, ainsi qu'il s'engage à en justifier.

Le navire étant chargé et prêt à faire un voyage pour....., sous le commandement de....., le sieur Barthélemy cède également au sieur Bachelier tous les droits qui lui appartiennent à raison de ces chargement et affrétement, mais sans autre garantie que celle de ses faits et promesses.

La présente vente est faite à la charge par Bachelier de supporter seul les frais de voyage à dater de ce jour, de manière à ce que Barthélemy ne soit pas inquiété à cet égard.

Et, en outre, moyennant la somme de cent cinquante mille francs. Ce prix sera payé, savoir : cinquante mille francs ont été payés comptant, dont quittance, et les cent mille francs de surplus seront payés par à-compte mensuels de dix mille francs, avec intérêts à 6 °/₀ l'an, payables en même temps que le capital.

Le sieur Bachelier accepte les condition et prix ci-dessus, et s'engage, en outre, à supporter les frais et loyaux coûts du présent acte, ainsi que ceux d'enregistrement.

Fait double au Hâvre, le....

Approuvé l'écriture ci-dessus et bon pour quittance de cinquante mille francs.

(*Barthélemy.*)

Approuvé l'écriture ci-dessus,

(*Bachelier.*)

N° 60. — MODÈLE de rôle d'équipage (Page 404).

Rôle d'équipage du navire (*l'Intrépide*), appartenant à M. Bachelier, armateur au Hâvre.

LIEU DE NAISSANCE	N° D'INSCRIPTION	NOM DE FAMILLE	PRÉNOMS	AGE	QUALITÉ DANS LAQUELLE IL EST EMBARQUÉ	APPOINTEMENTS PAR MOIS
HAVRE	400	**Pinel**	JEAN-BAPTISTE	40	Capitaine.	600
MARSEILLE.	700	**Tougard**	HIPPOLYTE.	37	Lieutenant	400
CHERBOURG	740	**Marcel**	LOUIS.	36	Sous-Lieutenant	300
SAINT-LO	415	**Titard**	HENRI	39	Maître d'équipage	150
LORIENT	1250	**Bories**	JEAN-ANTOINE	30	Matelot.	65
BREST.	15	**Béral**	THÉODORE	16	Mousse.	30
	Etc., etc.					

Arrêté par nous, Pinel, capitaine de « l'*Intrépide*, » le présent rôle d'équipage, pour le voyage de la Nouvelle-Orléans. Le total des hommes d'équipage s'élève à quinze et le total des passagers à vingt trois.

Le Hâvre, le. . . . .

(*Signature du capitaine*).

N° 57. — MODÈLE de connaissement (page 403).

Port du Hâvre.

Numéros.	Marques.	
		Le navire « l'*Intrépide* » — Armateur : Bachelier, marchandises chargées par M. A.., négociant, demeurant au Hâvre, rue.., n° ..
		Sur le navire « l'*Intrépide*, » de 400 tonneaux, appartenant à M. Bachelier, armateur au Hâvre ;
		Capitaine : M. B.., demeurant à..., le dit navire armé pour aller à la Nouvelle-Orléans.
		A l'adresse de M. C.., négociant à la Nouvelle-Orléans, qui déchargera le présent.
1 à 10	X. Y	Dix barriques de vin blanc du crû de Bergerac, avec les marques X. Y et les numéros 1 à 10 ci-contre.
11	Y. Z	Une pièce Cognac de 200 litres, avec le n° 11 et la marque Y. Z.
		A raison duquel chargement s'élevant en totalité à trois tonneaux, si le tout est rendu à destination et en rapportant le présent connaissement, déchargé par le sieur C..., sauf les cas de force majeure et les accidents de mer légalement justifiés, et sous les responsabilités réciproques prononcées par les lois maritimes et le Code de commerce.
		Il sera par moi, soussigné, chargeur, payé à l'armateur la somme de deux cents francs de frêt par tonneau, soit pour les trois tonneaux, six cents francs.
		Et le sieur..., capitaine du dit navire, reconnaît que les marchandises ci-dessus indiquées sont arrivées et chargées, et s'engage à les transporter et remettre comme il a été dit plus haut.

Fait double au Hâvre, le...

Approuvé l'écriture ci-dessus. *Approuvé l'écriture ci-dessus.*

A... B..., capitaine.

N° 58. — MODÈLE de congé d'un navire (page 403).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Au nom du Peuple Français,

Le navire « l'*Intrépide*, » du port du Hâvre, de 400 tonneaux, ayant été reconnu français, nous déclarons qu'il a droit de naviguer sous le pavillon national de France, et avons donné ce passeport à... commandant le dit bâtiment en partance du port du Hâvre pour la Nouvelle-Orléans (*Indiquer les autres points du voyage*), à charge de se conformer aux lois de la République et aux règlements de la navigation..

En conséquence, nous prions tous souverains, amis et alliés de la République Française ; nous mandons et ordonnons à tous fonctionnaires publics sous nos ordres, aux commandants des bâtiments de l'Etat et à tous autres qu'il appartiendra, de laisser sûrement et librement passer le dit navire, sans trouble ni empêchement.

En foi de quoi le présent congé a été signé et contresigné, et le sceau de l'Etat apposé ci-contre.

Sceau de l'État. *Signature du ministre.*

N° 59. — MODÈLE d'acte de francisation (page 404.)

L'acte de francisation doit contenir, aux termes de l'art. 9 de la loi du 27 vendémiaire an II, les mentions suivantes : « Les bâtiments de trente tonneaux et au-dessus auront un congé où seront la date et le numéro de l'acte de francisation, qui exprimeront les nom, état, domicile du propriétaire, et son affirmation qu'il est seul propriétaire, ou conjointement avec des Français (ou des étrangers dont il indiquera les noms, états et domicile); le nom du bâtiment et celui du port, auquel il appartient, le temps où le bâtiment a été construit ou condamné, ou adjugé; le nom du vérificateur qui certifiera que le bâtiment est de construction. . . . , qu'il a. . . . . mâts. . . . , ponts. . . . , que sa longueur de l'éperon à l'étambot est de. . . . que sa plus grande largeur est de. . . . , que la profondeur de la cale est de. . . . , qu'il mesure. . . . . tonneaux; qu'il n'a pas de galerie. »

N° 61. — MODÈLE d'acquit à caution (page 404).

(*Les modèles d'acquits à caution sont fournis par l'Administration*).

N° 62. — MODÈLE du rapport du capitaine à l'arrivée de navires (page 404).

Cejourd'hui et par devant nous, président du tribunal de commerce de. . . . ., au greffe de notre tribunal

A comparu le sieur Jean-Baptiste Pinel, capitaine du navire « l'*Intrépide* », appartenant à M. Bachelier, armateur au Havre.

Lequel nous a représenté le livre de voyage du dit navire, commencé à la page 1, et se continuant sans blancs ni ratures jusqu'à la page. . . ., sur lequel nous avons apposé, sur la réquisition du capitaine, notre *visa*.

Puis, il nous a rendu compte ainsi qu'il suit de son voyage :

Il est arrivé sans péril le. . . . . , à destination, où il a laissé sa cargaison.

Après avoir pris sa cargaison de retour, il est parti le. . . . ., de. . . . .

A. . . . . il a éprouvé une tempête qui l'a obligé de relâcher deux jours au port de. . . . . Pendant la tempête, un homme de l'équipage. . . . . est tombé à la mer et a disparu.

Sur la côte de. . . . ., il a dû s'arrêter encore dix jours pour faire faire au navire les réparations suivantes. . . . ., etc., etc.

Duquel rapport il nous a requis acte que nous lui avons octroyé.

Et a signé avec nous et notre greffier, après lecture.

(*Signatures.*)

N° 63. — MODÈLE d'engagement des gens de l'équipage (Page 405).

Entre les soussignés :

Jean-Baptiste Pinel, capitaine du navire « l'*Intrépide* », d'une part;

Et Jean-Antoine Bories, matelot, demeurant au Havre, d'autre part;

A été dit et convenu ce qui suit :

Bories s'engage en qualité de matelot, au service de Pinel, capitaine de

« l'*Intrépide*, pour toute la durée du voyage que doit faire ce navire. Le voyage devant commencer le premier du mois prochain et durer jusqu'au vingt-cinq du même mois, soit vingt-cinq jours.

Pinel s'engage à lui payer, pour ce voyage, une somme fixée à forfait à trois cents francs, payable, un quart en partant, un quart à l'arrivée au port de destination, et la dernière moitié au retour du navire.

Les parties s'en réfèrent pour toutes les autres clauses et conditions non prévues ici aux usages en cette matière.

Fait double, au Havre, le. . . . ,

Approuvé l'écriture ci-dessus. *Approuvé l'écriture ci-dessus.*

Pinel. *Bories.*

N° 65 — 66 — 67. — MODÈLE de diverses sortes de connaissements (page 408).

(La formule est indiquée au n° 57 ci-dessus. Ce qui diffère dans les diverses sortes de connaissements, c'est qu'au lieu de mettre. . . à M. . . . ., qui vous donnera décharge du présent, on met : *à l'ordre* de M. . . . ., qui vous donnera, etc., ou *au porteur*, qui vous donnera, etc.).

N° 68. — MODÈLE de charte-partie (Page 409).

Entre les soussignés :

Paul Bachelier, armateur au Havre, d'une part,

Et Antoine Bérilon, négociant au Havre, d'autre part,

A été convenu ce qui suit :

Paul Bachelier loue par ces présentes le navire « l'*Intrépide*, » du port du Havre, de 400 tonneaux, au sieur Bérilon, pour être affrêté par ce dernier.

Le navire, chargé au Havre, partira pour San-Francisco, sans changer de route, sauf les cas de force majeure.

Le chargement du navire peut commencer dès aujourd'hui, et il devra être continué, de manière à ce que le départ puisse avoir lieu le vingt-cinq courant. Il sera dû une indemnité de. . . . . par chaque jour de départ.

Les parties s'en rapportent aux clauses et conditions d'usage dans le port du Havre pour tout ce qui n'est pas prévu ici.

En outre, Bérilon s'engage à payer à Bachelier, pour l'affrétement du navire, une somme de. . . . . , payable moitié en partant, moitié au retour.

Fait double, au Havre, le. . . . .

Approuvé l'écriture ci-dessus. *Approuvé l'écriture ci-dessus.*

Bachelier. *Bérilon.*

N° 69. — MODÈLE de contrat à la grosse (page 410) (1).

Entre les soussignés :

Bernard Reverchon, propriétaire, demeurant à Rouen, rue . . . ., n°. . ., d'une part,

Et Paul Bachelier, armateur de « l'*Intrépide*, » demeurant au Havre, rue. . . . ., n°. . ., d'autre part,

---

(1) Le contrat à la grosse doit être écrit sur papier timbré; il est enregistré, et, dans les dix jours de sa date, il est transcrit sur un registre spécial du greffe du tribunal de commerce.

A été dit et convenu ce qui suit :

Reverchon prête à titre de prêt à la grosse, au sieur Bachelier, qui accepte, la somme de soixante mille francs, payée comptant, et dont la signature du présent vaut quittance.

Bachelier s'oblige à rembourser la dite somme de soixante mille francs, à lui ou à son ordre, le troisième jour après l'arrivée du navire à un port de France.

Le bénéfice maritime attribué à Reverchon est du quart en sus de la somme prêtée, quelle que soit la durée du voyage que va faire « l'*Intrépide* » à l'île de Cuba. Ce quart sera payable le soixantième jour, à partir du déchargement du navire, lors de son retour. Le prêteur ne contribuera pas aux avaries simples, et ne sera tenu des risques maritimes que conformément aux lois du commerce.

Il est expressément convenu que la somme prêtée sera affectée sur le corps et quille du navire, ses agrès et apparaux.

En outre, les parties se soumettent à toutes les lois maritimes sur les contrats à la grosse.

Fait double, à. . . . .

Approuvé l'écriture ci-dessus.
Reverchon.

Approuvé l'écriture ci-dessus.
Bachelier.

N° 70. — MODÈLE de contrat d'assurance maritime (page 412) (1)

Entre les soussignés :

Pierre Meurat, négociant au Havre, d'une part,

Et Antoine Dubourg, également négociant au Havre, d'autre part,

Ont été faites les conventions suivantes :

Antoine Dubourg déclare avoir chargé, ainsi qu'il est justifié par son connaissement, cinq tonneaux d'eau-de-vie, montant ensemble à dix hectolitres, d'une valeur de trois cents francs le tonneau, ce qui fait un total de quinze cents francs, sur le navire « l'*Intrépide* », en partance pour l'île de Cuba, sous le commandement du capitaine Roudaire.

Pierre Meurat assure à Dubourg la somme de quinze cents francs, montant du dit chargement, ainsi qu'il résulte du connaissement qui est resté entre ses mains, en cas d'accidents et risques de mer, à raison desquels les lois maritimes obligent l'assureur à garantir l'assuré.

Les risques courront à la charge de l'assureur, du moment où le pilote lamaneur quittera le navire, après l'avoir mis en mer, pour finir au moment où le navire sera mouillé dans le port de destination.

La prime d'assurance à payer par l'assuré est de. . . . . , laquelle sera payable dans les quinze jours de l'arrivée du navire à sa destination.

En cas de perte du navire ou de la chose assurée, l'assureur paiera le montant de l'assurance dans les quinze jours de la signification de la perte.

Fait double à. . . . .

Approuvé l'écriture ci-dessus.
Dubourg.

Approuvé l'écriture ci-dessus.
Meurat.

N° 71. — MODÈLE de délibération sur le jet (page 419).

L'an. . . . . , le. . . . . , à bord du navire « l'*Intrépide*, » du port du Havre, capitaine Pinel, ont été réunis en conseil, et sur la convocation du

(1) Il est bon de rédiger l'acte sur papier timbré.

capitaine. MM. (*On met ici le nom des principaux intéressés à la conservation du navire et de sa cargaison, des officiers et sous-officiers de l'équipage*).

M. Pinel a exposé que pour lutter contre la tempête effroyable qui les assaille depuis deux jours, il paraît indispensable de jeter à la mer les objets suivants : (*énumération très-complète*).

M. Pinel ayant demandé l'avis de tous les susnommés, sa proposition a été adoptée à l'unanimité des membres présents.

Sur quoi le jet a été fait; et pour en garder le souvenir, le présent procès-verbal a été rédigé et signé par les parties délibérantes, à l'exception de. . . qui ont déclaré ne savoir signer.

(*Signatures.*)

N° 72. — MODÈLE de dépôt de bilan, en cas de faillite (Page 424).

Bilan du sieur Henri Roussel, marchand de nouveautés, rue de Rivoli, 56, Paris.

Actif.

I. — BIENS IMMEUBLES. — Les biens immeubles sont les suivants :

1° Une maison à Brive (Corrèze), rue. . ., n°, évaluée à deux mille francs, ci. . . . . 2.000 »

2° Ma part indivise dans la succession de ma tante maternelle . . . . , qui ne comprend que des terres, évaluée à quinze cents francs, ci. . . . . 1.500 »

3° Une vigne dite « *Sous l'Orme* » d'une contenance de. . . située dans la commune de. . . . , évaluée à quatre mille fr. ci. 4.000 »

II. — BIENS MEUBLES. — Les biens meubles consistent en :

1° Argent en caisse, deux cents francs, ci . . . . . 200 »

2° Fonds de commerce évalué à cinq mille francs, ci . . . . . 5.000 »

3° Billet François à l'échéance de fin courant, cent francs, ci . 100 »

Total de l'actif : douze mille huit cents francs, ci. . . . . 12.800 »

Passif.

I. — CRÉANCES PRIVILÉGIÉES. — Les créances privilégiées sont :

1° Celle de mille francs de Paul. . . . , garantie par une inscription hypothécaire sur la maison de Brive, ci . . . . . 100 »

2° Celle de François. . . . , de trois mille francs, garantie par une inscription de privilége de vendeur sur la vigne dite « *Sous l'Orme,* » ci . . . . . 3.000 »

II. — CRÉANCES CHIROGRAPHAIRES. — Il est dû aux créanciers chirographaires suivants :

1° M. Jacques. . . , le montant d'un billet à ordre à l'échéance du 15 courant, s'élevant à cinq cents francs, ci. . . . . 500 »

2° M. Fernand. . . . , la somme de trois mille francs, montant de ses diverses factures, ci . . . . . 3.000 »

3° M. Anatole. . . . , sa traite de quinze cents francs, payable fin courant, ci . . . . . 1.500 »

4° M. Henri. . . . , la somme de cinq mille francs pour fournitures, ci . . . . . 5.000 »

5° M. Pierre, propriétaire, la somme de quatre mille francs pour loyers arriérés, ci . . . . . 4.000 »

Total du passif : dix-sept mille cent francs, ci . . . . . 17,100 »

Récapitulation.

Le passif est de . . . . . 17.100 »

L'actif est de . . . . . 12.800 »

Déficit. . . . 4.300 »

Profits et pertes.

Les profits pendant mon commerce ont été les suivants :

(*Énumération année par année*).

Les pertes pendant le même temps étaient les suivantes :

(*Énumération semblable*).

Dépenses de maison.

(*Énumération par année des dépenses de maison*).

Certifié véritable et sincère par moi Henri Roussel, le bilan établi ci-dessus.
Paris le. . . . .

(*Signature.*)

N° 73. — MODÈLE de déclaration de cessation de paiement sans dépôt de bilan (page 425).

L'an. . . . . , le . . . . , au greffe du tribunal de commerce du. . . . ,
A comparu M. Alphonse Bérard, négociant, demeurant à. . . . .
Lequel nous a déclaré qu'il avait cessé ses paiements à la date du . . . . . et qu'il en fait la déclaration conformément aux dispositions des articles 438 et 439 du Code de commerce.
Il a été ajouté qu'il ne pouvait en même temps déposer son bilan par le motif que. . . . ; que, du reste, il s'engageait à le déposer dans. . . . . jours.
De laquelle déclaration nous lui avons donné acte, sur sa réquisition.
Et a, le comparant, signé avec nous, sous toutes réserves.

(*Signatures*).

N° 74. — MODÈLE d'opposition par un créancier à la délivrance d'un sauf-conduit au failli (page 429).

A Messieurs les Présidents et juges composant le tribunal de commerce de. . . . .
M. Denis. . . . . , négociant à. . . . . , créancier du sieur Bérard, en faillite,
A l'honneur de vous exposer :
Que le tribunal de . . . . . a déclaré en état de faillite le sieur Bérard, et ordonné le dépôt de sa personne dans la prison de. . . . . ;
Que le failli a demandé un sauf-conduit ;
Mais que l'exposant s'oppose à ce que le tribunal accorde le sauf-conduit ;
Qu'en effet, si on considère le désordre des affaires du failli, l'irrégularité des écritures et des comptes, on est fortement porté à penser qu'il y a de grandes fraudes et des dissimulations importantes ;
En conséquence, l'exposant vous prie de refuser tout sauf-conduit au failli, et de le condamner aux frais de cette intervention, qui seraient en tous cas employés en frais privilégiés de faillite.
Fait à. . . . , le. . . . .

(*Signature.*)

N° 75. — MODÈLE de pouvoir pour représenter à une faillite.
(Page 430).

Je soussigné. . . . (nom, prénoms, profession), demeurant à. . . . , rue. . . . , n°. . . , donne pouvoir à M. . . . , demeurant à. . . . , rue. . . . , n°. . . . , de. . . . , représenter à la faillite d. . . . sieur. . . .

En conséqnence, requérir toutes oppositions, reconnaissances et levées de scellés ; procéder à tous inventaires et récolements ; et faire, en procédant, tous dires, réquisitions et réserves ; demander la nomination de tous syndics provisoires ou définitifs ; présenter à cet effet toutes requêtes, et faire tous dires et observations ; faire vérifier ma créance, en affirmer la sincérité, comme je l'affirme par ce présent pouvoir ; vérifier, admettre ou rejeter tous titres produits par les autres créanciers ; se faire rendre compte de l'état de la dite faillite ; prendre part à toutes délibérations ; consentir toutes remises, accorder termes et délais ; traiter, transiger, composer ; à cet effet, signer tous actes, tous concordats ou arrangements particuliers, s'y opposer même par les voies extraordinaires ; remettre ou retirer tous titres et pièces ; toucher tout dividende, en donner quittance, substituer tout ou partie des présentes ; et généralement faire tout ce qui sera nécessaire, quoique non prévu en ces présentes, promettant l'avouer.

Fait à. . . . . le . . . . .

Bon pour pouvoir.

(*Signature* :)

Enregistré à. . . . , le. . . .

Reçu. . . .

Certifié le présent pouvoir sincère et véritable par le mandataire soussigné.

N° 76. — MODÈLE de demande de sauf-conduit adressée par le fallli
(page 432).

A MM. les Président et Juges composant le tribunal de commerce de. . .

M. Alphonse Bérard, négociant à. . . . .

A l'honneur de vous exposer :

Que, par jugement du. . . . . , il a été déclaré en état de faillite, et que le dépôt de sa personne dans une maison d'arrêt a été ordonnée ;

Que les malheurs éprouvés dans son commerce ont bien pu amener la cessation de ses paiements, mais qu'il est à l'abri de tout reproche pour dissimulation ou mauvaise foi ;

En conséquence, il vous demande de lui accorder un sauf-conduit, qui lui procure la liberté de sa personne, à charge de se représenter à première réquisition, soit du syndic, soit de M. le juge-commissaire.

Fait à. . . . , le. . . . .

(*Signature.*)

N° 77. — MODÈLE de bordereau de production à une faillite
(page 436) (1).

Bordereau de production par M. . . . . à la faillitte du sieur Bérard :

1° Billet à ordre souscrit par Bérard, à l'ordre du produisant, à l'échéance

(1) Demande adressée sur timbre.

de fin janvier dernier, ci. . . . . 1,000 fr.
2° Intérêtêt à 5 % du 1er février dernier, jour du protêt, au . . .
. . ., jour de la déclaration de faillite . . . . . *mémoire.*
3° Frais du protêt. . . . . *mémoire.*
4° Frais d'une saisie-arrêt entre les mains de . . . . . *mémoire.*

Total, sauf *mémoire* . . . . . 1,000 fr.

Le sieur. . . . . , demande son admission au passif de la faillite du sieur Bérard, pour la somme de mille francs ci-dessus, sauf *mémoire.*

Fait à. . . . , le. . . . .

Signature.

N° 77 *bis*. — MODÈLE de demande en revendication, adressée au syndic (page 454).

L'an. . . . . , le. . . . . , à la requête de M. Paul. . . . . , j'ai. . . . . , huissier soussigné, donné assignation à. . . . . Pierre, syndic de la faillite du sieur Bérard, à comparaître le. . . . . devant le tribunal de commerce, pour :

Attendu que le requérant a expédié de Rouen le. . . . . , dix pièces de drap à l'adresse du failli ; que cet envoi est encore en route ;

Que le requérant est donc fondé à en demander la restitution à la faillite, et d'empêcher que ces pièces de drap entrent dans l'actif de la dite faillite.

Par ces motifs ;

Voir dire que les pièces de drap dont il s'agit seront rémises lors de l'arrivée au requérant ;

Et s'entendre, le dit syndic, condamner aux dépens, qui seront employés en frais privilégiés de faillite.

N° 78. — MODÈLE d'opposition à jugement déclaratif de faillite (page 455).

(*Cette opposition est un acte d'huissier, qui contient assignation au syndic devant le tribunal de commerce.*)

N° 79. — MODÈLE de requête à la Cour d'appel pour demander la réhabilitation (page 460).

A Messieurs les Président et Conseillers composant la Cour d'appel de. . . . .

M. Alphonse Bérard, négociant à. . . . .

A l'honneur de vous exposer :

Que par jugement du tribunal de commerce de. . . . . , il a été déclaré en faillite ;

Qu'au cours de cette faillite il a été reconnu que la cessation de ses paiements provenait de malheurs éprouvés dans son commerce, et nullement de dilapidations ou de mauvaise gestion ;

Qu'il a pu ainsi être remis à la tête de ses affaires et payer le dividende convenu à ses créanciers ;

Que, de plus, il a pu, par la suite, désintéresser entièrement ses créanciers, en principal, intérêts et frais ;

En conséquence, il vient avec confiance vous demander sa réhabilitation.

Fait à. . . . ., le. . . . .

(*Signature.*)

N° 80. — MODÈLE d'opposition à réhabilitation (page 460).

L'an. . . , le. . . . , au greffe de. . . . . , a comparu M. Albert Bouchot,

Lequel nous a dit qu'il s'oppose à la réhabilitation du sieur Bérard . . . . , demandée par lui à la Cour d'appel de . . . . . , par le motif que sur sa créance en principal, intérêts et frais, pour laquelle il a autrefois produit à la faillite du sieur Bérard, il n'a reçu qu'un dividende de. . . . , et qu'il est loin, par conséquent, d'être désintéressé.

De laquelle déclaration nous lui avons donné acte sur sa réquisition.

N° 81. MODÈLE de requête pour être autorisé à assigner, à bref délai, devant le tribunal de commerce (page 466).

A Monsieur le président du tribunal de commerce de. . . . .

M. Antoine Régamey, négociant, demeurant à. . . . .

A l'honneur de vous exposer :

Qu'il est créancier de Paul. . . . . , d'une somme de trois mille cinq cents francs, montant de fournitures faites à ce dernier dans le courant des années. . . . .;

Qu'il vient d'apprendre (*mettre ici les motifs d'urgence*).

Qu'il y a donc extrême urgence pour l'exposant à obtenir contre le sieur Paul. . . . . un titre exécutoire.

Pourquoi il vous prie de l'autoriser à assigner le dit sieur Paul . . . . . devant le tribunal de commerce, pour l'audience de demain, en paiement de la somme de trois mille cinq cents francs et des accessoires de la créance.

(*Signature*).

Fait à. . . . , le. . . .

Suit l'ordonnance du président, qui doit être mise en tête de l'assignation.

FORMULAIRE

DE

PROCÉDURE CIVILE

N° 1. — MODÈLE de pouvoir pour représente en justice de paix. (page 475 et 477). (1)

Je soussigné, Pierre Numa, dentiste, demeurant à Paris, rue Bonaparte, 104.

Donne par ces présentes pouvoir à. . . . .

. . . . . .

De pour moi et en mon nom se présenter devant M. le juge de paix de. . ., y défendre mes intérêts dans l'affaire contre. . . ., introduite par exploit de. . . ., huissier à Paris, du. . . . .; à cet effet, plaider, transiger, se concilier, faire tous actes généralement quelconques, promettant l'avouer et l'avoir pour agréable.

Paris, le. . . . .

Bon pour pouvoir.

Numa.

N° 2. — MODÈLE de pouvoir pour représenter au tribunal de commerce (page 482).

Je soussigné, Prosper Bataille, négociant, demeurant à Paris, quai des Tournelles, 39,

Donne par ces présentes pouvoir à. . . . .

. . . . . .

De pour moi et en mon nom se présenter au tribunal de commerce de la Seine, pour l'affaire Tintan, à l'effet d'y soutenir mes intérêts; à cet effet plaider, transiger, se concilier, prendre tous jugements, les faire exécuter, plaider devant arbitres ou juges rapporteurs, accepter leur rapport ou le contester, choisir au besoin tous avocats; substituer, et généralement faire le nécessaire pour que je sois bien et fidèlement représenté.

Paris, le. . . . .

Bon pour pouvoir,

Bataille.

---

(1) Le pouvoir est sur une feuile à 0 60, et doit être enregistré avant l'audience.

N° 3. — MODÈLE de requête pour être autorisé à faire une saisie foraine (page 439).

A M. le juge de paix de. . . . .

M. Théophile Guizard, négociant, demeurant à Marseille,

A l'honneur de vous exposer :

Qu'il est créancier d'un sieur. . . . . , d'une somme de mille francs, montant d'un billet à ordre, souscrit le 15 janvier dernier à son profit, à l'échéance du 15 mai courant, et protesté, suivant exploit de. . . . . ;

Que le sieur. . . . . , son débiteur, qui est domicilié à. . . . . , et qui se trouve momentanément à Marseille, se dispose à quitter cette ville avec ses marchandises et bagages;

Qu'il y a le plus grand intérêt pour l'exposant à empêcher ce départ précipité, qui le priverait du seul moyen qu'il a de faire se payer.

Pourquoi l'exposant requiert qu'il vous plaise, Monsieur le juge de paix, l'autoriser à faire saisir forainement les marchandises, bagages et effets de son débiteur trouvés en l'hôtel qu'il habite, rue. . . . . , à Marseille;

Et ordonner l'exécution de votre ordonnance sur minute, vu l'urgence.

Présenté à M. le juge de paix de. . . . ., le. . . . . .

(*Guizard.*)

N° 4. — MODÈLE de requête au nom d'un créancier pour faire apposer les scellés après le décès de son débiteur (page 490).

A. M. le président du tribunal civil de. . . . .

M. Jean-Baptiste Bidos, quincailler, demeurant à Paris, rue Montmartre, 103;

Ayant M. . . . ., pour avoué;

A l'honneur de vous exposer :

Qu'il est créancier d'un sieur Henri. . . . . , de quinze cents francs, montant de fournitures d'objets de son commerce, faites pendant les années. . .;

Que le sieur Henri. . . . . est décédé à. . . . . , le. . . . . ;

Qu'il n'apparaît pas que les héritiers aient fait aucune diligence pour remplir les devoirs que leur impose leur qualité d'héritiers;

Que notamment les meubles et valeurs mobilières du défunt n'ont point été mises sous scellés et qu'aucun inventaire n'a été fait;

Qu'il est cependant de l'intérêt le plus pressant de l'exposant que les scellés soient apposés et l'inventaire régulièrement fait;

Pourquoi l'exposant vous demande qu'il vous plaise, Monsieur le président, l'autoriser à faire apposer les scellés sur les objets mobiliers, meubles, bijoux, etc., dépendant de la succession du sieur Henri. . . . . et trouvés en son domicile, rue. . . . . , et ensuite à faire procéder, en présence des personnes intéressées, si elles sont connues, à un inventaire et prisée réguliers des dits objets.

Et vous ferez justice.

Présenté à. . . . . , le. . . . . ,

(*Bidos.*)

FORMULES DIVERSES

N° 1. MODÈLE de demande d'alignement (page 521)

Monsieur le Maire,

J'ai l'honneur de vous demander l'alignement pour une maison que j'ai l'intention de contruire sur le chemin communal n° 10, dans une propriété qui est comprise sous le n° 30 dans le plan cadastral, section B.

Je compte sur votre obligeance pour obtenir cet alignement dans le plus bref délai.

Dans cet espoir, je vous prie d'agréer.

(*Signature.*)

N° 2. — MODÈLE de contrat d'apprentissage (page 522).

Entre les soussignés :

Léon Bauche, tailleur, demeurant à Paris, rue d'Hauteville, n° 3, d'une part;

Et Arthur Sauvage, demeurant même ville, rue de Rivoli, n° 36, d'autre part;

A été dit et convenu ce qui suit :

Le sieur Sauvage voulant faire apprendre à son fils Henri la profession de tailleur, l'a confié en apprentissage, du consentement du jeune Henri, au sieur Bauche pour. . . . . années consécutives, qui commenceront à courir le 1er du mois prochain.

De son côté, le sieur Bauche accepte le jeune Henri, comme apprenti, et s'engage à lui apprendre son métier en bon maître.

La première année le jeune Henri ne gagnera rien : la seconde année, il aura la table et le logement, la troisième année il aura droit à 500 fr. en argent, au-delà de la table et du logement, par année et ainsi de suite, en augmentant chaque année de 300 fr., jusqu'à la fin du traité.

Fait double à Paris, le. . . .

Approuvé l'écriture ci-dessus.
Sauvage.

Approuvé l'écriture ci-dessus.
Bauche.

---

(1) La demande est adressée, tantôt au maire, tantôt au préfet.

N° 3. MODÈLE de demande afin d'obtenir l'assistance judiciaire (page 525).

A M. le procureur de la République, près le tribunal civil de la Seine (1).

Mme Marie Bort, épouse de M. Joseph Dumas, sans profession, demeurant à. . . . .

A l'honneur de porter à votre connaissance les faits suivants :

J'ai été mariée devant l'officier de l'état civil de la commune de Sceaux (Seine), le 1er janvier 1875, avec M. Joseph Dumas, sans avoir fait de contrat de mariage par devant notaire.

De ce mariage est née une fille, Antoinette, qui a aujourd'hui un an;

Mon mari m'a abandonnée quelques mois après notre mariage, et, depuis, je ne sais pas ce qu'il est devenu.

(Expliquer tous les griefs).

Il y aurait le plus grand intérêt pour moi et pour l'avenir de mon enfant à faire prononcer ma séparation de corps d'avec mon mari; mais mes resources ne suffisent pas pour payer les frais que nécessiterait cette affaire.

J'ai donc l'honneur de vous prier de vouloir bien me faire donner l'assistance judiciaire pour suivre ce procès.

Je joins à ma demande (*Les pièces qui constatent l'indigence*).

Veuillez agréer. . . . .

(*Signature.*)

N° 4. MODÈLE de demande pour débit de boissons (page 540). (2)

Monsieur le Préfet,

Le soussigné étant dans l'intention d'ouvrir un débit de boissons, rue. . ., n°. . ., à . . . . . , je vous prie de vouloir bien l'y autoriser.

Veuillez agréer. . . . .

(*Signature.*)

(Le maire met ici son avis, et envoi la demande à la préfecture.)

N° 5. — MODÈLE de demande afin d'obtenir un brevet (page 543).

Monsieur le Ministre de l'agriculture et du commerce.

J'ai l'honneur de vous demander un brevet d'invention pour dix années, à partir du 1er janvier prochain pour (*mettre ici la description de l'objet*).

Dans l'espoir qué vous accueillerez favorablement ma demande, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre. . .

(*Signature.*)

N° 6. — MODÈLE de déclaration pour conférer un privilége de second ordre (Page 545).

L'an. . . , le. . . , par devant Me, notaire, demeurant à . . , a comparu (*nom, prénoms, domicile et profession des titulaires du cautionnement*). . . .

Lequel a, par ces présentes, déclaré que la somme de. . . , que le compa-

---

(1) La demande est faite en forme de lettre, sur papier ordinaire

(2) A Paris. la demande est faite à M. le Préfet de police.

rant a versée à la caisse. . . . pour la (*totalité ou partie*) du cautionnement auquel il est assujetti en sa dite qualité, appartient en capital et intérêts à M. N. (*nom, prénoms, profession, demeure*).

Pourquoi il requiert et consent que la présente déclaration soit inscrite sur les registres de la caisse. . . , afin que le dit sieur N... ait et acquière le privilége de second ordre sur le dit cautionnement, conformément aux dispositions de la loi du 25 nivôse an XIII et du décret du 28 août 1818.

(*Signature.*)

N° 7. — MODÈLE de déclaration de maire pour avoir un certificat de vie (page 545).

Nous, maire de la commune de. . . , sur la demande de M. . . , titulaire d'une pension de 300 francs par an pour blessures contractées au service de l'Etat, avons constaté l'impossibilité où se trouve, par suite de maladie, le sieur. . . , de se rendre chez un notaire pour y faire dresser un certificat de vie ; en conséquence, nous lui avons délivré le présent pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à. . . , le. . .

(*Signature du maire.*)

N° 8. — MODÈLE de demande de permis de chasse (page 546).

Monsieur le Sous-Préfet,

Le soussigné (*noms, prénoms, profession*), demeurant à. . . . canton de... arrondissement de. . ., a l'honneur de vous prier de vouloir bien lui délivrer un permis de chasse.

Fait à. . .

(*Signature.*)

Observation. — Le maire de la commune de. . . , certifie que le sieur..., ne se trouve dans aucun de cas prévus par les articles 6, 7 et 8 de la loi du 3 mai 1844 et qu'il peut lui être délivré un permis de chasse.

Fait à. . .

(*Signature du maire.*)

N° 9. — MODÈLE de demande pour établir un établissement dangereux de 1re classe (page 614).

Monsieur le Préfet,

Le soussigné (*nom, prénoms, profession*) demeurant à. . . . , a l'honneur de vous exposer :

Qu'il a l'intention de créer une fabrique de poudre à. . . ;

Qu'il doit l'établir assez loin des maisons et prendre de telles précautions que les accidents ne sont pas à craindre ;

Que néanmoins il est nécessaire d'obtenir votre autorisation, cette industrie rentrant dans la catégorie des établissements dangereux de 1re classe ;

C'est pourquoi le soussigné vous prie de vouloir bien lui donner l'autorisation de créer une fabrique de poudre à. . .

Fait à. . .

(*Signature.*)

N° 10. — MODÈLE de demande pour établir un établissement dangereux de 2e classe (page 614).

Monsieur le Sous-Préfet,

La demande peut être faite dans la même forme que la précédente.

N° 11. — MODÈLE de pétition en cas de ravages aux récoltes (page 620).

Monsieur le Sous-Préfet,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'un orage épouvantable a fondu le. . . , sur notre commune, et a fait les plus grands ravages aux vignes des habitants. Je joins à ma lettre un tableau des pertes approximatives de chacun de ceux qui ont été victimes du fléau.

Je vous prie de vouloir bien faire procéder à une vérification de ces pertes, et, dans ce cas, je vous propose comme commissaire, MM. ., qui sont habitants de la commune et ne se trouvent point parmi les victimes de la grêle.

J'aurai l'honneur de vous demander ultérieurement la réduction des contributions directes pour ces habitants et des secours pour les plus nécessiteux.

J'ai l'honneur d'être. . .

(*Signature du maire.*)

N° 12. — MODÈLE de demande en remise ou modération d'impôts (page 624).

Monsieur le Sous-Préfet,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance les faits suivants — (*énoncer les faits qui motivent la demande*).

En conséquence, M. le Sous-Préfet, j'ai l'honneur de vous demander la remise de la moitié des contributions de l'année courante.

Dans cet espoir, j'ai l'honneur d'être, etc.

(*Signature*).

N° 13. — MODÈLE de déclaration pour être libraire ou imprimeur (page 624).

Monsieur le Ministre de l'intérieur,

J'ai l'honneur de vous informer que j'ai l'intention d'ouvrir un magasin de librairie à. . . , rue. . . , à partir du. . .

J'ai donc l'honneur de porter ce fait à votre connaissance, conformément au décret du 10 septembre 1870.

Daignez agréer. . .

(*Signature.*)

N°s 14 et 15. — MODÈLE de certificat d'indigence (pages 624 et 625).

Le soussigné. . . , maire de la commune de. . . , certifie que le sieur.... est imposé pour moins de dix francs d'impôts directs et compte parmi les indigents qui ont droit, aux termes de la loi du 10 décembre 1850, à la délivrance gratis des actes nécessaires pour son mariage (*ou pour tout autre acte prévu*).

N° 18. — MODÈLE de demande afin d'établir une minière à ciel ouvert (page 641).

Monsieur le Préfet,

Le soussigné (*nom, prénoms, profession*), demeurant à. . .
A l'honneur de vous exposer :
Qu'il est dans l'intention d'établir et d'exploiter une minière à ciel ouvert à. . . . (*désignation exacte*) ;
Qu'il en fait donc la déclaration à M. le Préfet de... conformément à la loi.

Fait à. . .

(Signature)

SUPPLÉMENT AUX LOIS DIVERSES

(LOIS RÉCENTES)

Agriculture.

Une loi du 16-17 juin 1879 a ordonné la création, dans chaque département, d'une école d'agriculture, dont le programme comprendra toutes les branches de l'exploitation agricole, et plus spécialement l'étude des cultures de la région. — Cette loi devra être mise à exécution dans le délai de six ans.

Amnistie.

Une loi d'amnistie, promulguée le 5 mars 1879, portait que toutes les grâces accordées par le Gouvernement pendant les trois mois qui suivraient, et portant sur les faits la Commune, entraîneraient l'amnistie, c'est-à-dire l'effacement même de la condamnation.

Conformément à cette loi, une révision des dossiers a été faite, et, à l'expiration des trois mois, le Gouvernement avait dressé, à diverses reprises, des listes d'amnistiés. Le Gouvernement a ainsi amnistié environ 3.300 condamnés.

A partir du 5 juin 1879, on est rentré dans le droit commun, c'est-à-dire que le Gouvernement peut toujours accorder la grâce, mais qu'une loi seule peut accorder l'amnistie.

Chemins de fer de l'État.

Dans les dernières années de l'Empire, un grand nombre de sociétés s'étaient formées pour la construction et l'exploitation de chemins de fer d'intérêt local, ou d'un parcours relativement restreint. Ces chemins de fer, d'une très-grande importance pour les populations, ne sont jamais très-productifs. Ils ont, de plus, à subir l'influence très-redoutable des grandes lignes de chemins de fer qui appartiennent à des sociétés rivales.

Aussi, presque toutes ces sociétés sont-elles tombées en faillite.

Dès lors, l'Etat, dans un but d'intérêt général, a pris en main ces diverses lignes. Il s'occupe d'en créer de nouvelles et de sillonner la France de chemins de fer, qui s'appelleront les chemins de fer de l'Etat.

Chemins Vicinaux

Le Gouvernement voulant donner aux chemins vicinaux l'impulsion qu'il a donnée aux chemins de fer d'intérêt local, a fait doter la caisse des chemins vicinaux, par une loi du 10 avril 1879, d'une nouvelle subvention de 300 millions, répartis en 12 années. — Cette somme est destinée à être distribuée aux départements et aux communes sous forme de subventions, ou sous forme d'avances remboursables dans les conditions déterminées par la loi du 11 juillet 1868.

Chicorée.

Les impôts sur la chicorée ont dû être augmentés après la guerre, comme les autres impôts, et il était nécessaire de revenir le plus tôt possible sur les augmentations qu'ils ont subies, car c'est une denrée alimentaire de première nécessité dans les pays du Nord.

C'est ce qu'a fait une loi du 22-23 décembre 1878, ainsi conçue :

« A partir du 1er janvier 1879, les droits établis sur la chicorée et ses similaires par les lois des 4 septembre 1871 et 21 juin 1873 sont supprimés. »

Conseil d'État.

D'après une loi du 13 juillet 1879, le Conseil d'État a été réorganisé d'après les règles suivantes :

Art. premier. Le Conseil d'État se compose de trente-deux conseillers d'État en service ordinaire et dix-huit conseillers en service extraordinaire.

Il y a auprès du Conseil d'Etat : 1° trente maîtres de requêtes; 2° trente-six auditeurs, savoir : douze de première classe et vingt-quatre de seconde classe.

Art. 2. Le concours pour les fonctions d'auditeur de première classe est supprimé.

Les auditeurs de première classe sont nommés par décret du président de la République, sur une liste de candidats présentés par le vice-président et les présidents de sections.

Art. 3. Les conseillers d'Etat en service ordinaire, maîtres des requêtes et auditeurs de première classe pourront, après trois années révolues depuis leur entrée au Conseil d'Etat, être nommés à des fonctions publiques, sans perdre leur rang d'ancienneté ni leurs droits à l'avancement et à la retraite.

Les traitements ne pourront être cumulés.

Les conseillers, maîtres des requêtes et auditeurs qui seront remplacés dans leurs fonctions pourront obtenir, sur l'avis du vice-président et des présidents de sections, le titre de conseillers, maîtres des requêtes et auditeurs honoraires.

Le Conseil d'État est divisé en cinq sections, dont une section du contentieux et une section de législation.

Les sections sont composées de cinq membres et d'un président, à l'exception de la section du contentieux, qui comprend six membres et un président.

Art. 5. L'assemblée publique du Conseil d'Etat statuant au contentieux se compose : 1° du vice-président; 2° des membres de la section; 3° de huit conseillers en service ordinaire pris dans les autres sections et désignés conformément à l'article 27 de la loi du 24 mai 1872.

Art. 6. Le Conseil d'Etat ou assemblée générale ne peut délibérer si seize au moins des conseillers en service ordinaire ne sont présents. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Art. 7. Toutes les lois antérieures sont abrogées en ce qu'elles auraient de contraire à la présente loi.

Contributions directes.

Une loi, du 9 février 1877, a abrogé deux modes de recouvrement des impôts directs qui remontaient à une époque très-ancienne : le mode des *garnisaires* envoyés à ceux qui étaient en retard de payer l'impôt. Le mode de poursuite par *garnison individuelle* est absolument prohibé, ainsi que par *garnison collective*. Il n'y a plus que des sommations sans frais ou avec frais.

Effets de commerce.

Une loi du 22-23 décembre 1878 a diminué considérablement les droits de timbre sur les effets de commerce :

« A partir du premier mai 1879, le tarif du droit de timbre proportionnel établi par l'art. 3 de la loi du 19 février 1874, sur les effets négociables ou de commerce autres que ceux tirés de l'étranger sur l'étranger et circulant en France, est réduit de deux tiers.

Enseignement Supérieur

Les lois qui concernent l'Enseignement supérieur ont été modifiées de la manière suivante.

Art. 1er Les examents et épreuves pratiques qui déterminent la collation des grades ne peuvent être subis que devant les facultés de l'État.

Les examens et épreuves pratiques qui déterminent le collation des titres d'officiers de santé, pharmaciens, sages-femmes et herboristes ne peuvent être subis que devant les facultés de l'État, les écoles supérieures de pharmacie de l'État et les écoles secondaires de médecine de l'Etat.

Art. 2. — Tous les candidats sont soumis aux mêmes règles en ce qui concerne les programmes, les conditions d'âge, de grades, d'inscriptions, de travaux pratiques, de stage dans les hôpitaux et dans les officines, les délais obligatoires entre chaque examen et les droits à percevoir au profit du Trésor public.

Art. 3. — Les inscriptions prises dans les facultés de l'État sont gratuites.

Art. 4. — Les établissements libres d'enseignement supérieur ne pourront, en aucun cas, prendre le titre d'universités.

Les certificats d'études qu'on y jugera à propos de décerner aux élèves ne pourront porter les titres de baccalauréat, de licence ou de doctorat.

Art. 5. — Les titres ou grades universitaires ne peuvent être attribués qu'aux personnes qui les ont obtenus après les examens ou les concours réglementaires subis devant les professeurs ou les jurys de l'État.

Arr. 6. — L'ouverture des cours isolés est soumise, sans autre réserve, aux formalités prévues par l'article 3 de la loi du 12 juillet 1875.

Art. 7. — Aucun établissement d'enseignement libre, aucune association formée en vue de l'enseignement supérieur, ne peut être reconnue d'utilité publique qu'en vertu d'une loi.

Art. 8. — Toute infraction aux dispositions des articles 4 et 5 de la présente loi sera punie d'une amende de 100 à 1,000 fr., et 1,000 à 3,000 fr. en cas de récidive.

Art. 9 — Sont abrogées les dispositions des lois, décrets ordonnances et règlements contraires à la présente loi, notamment l'avant-dernier paragraphe de l'article 2, le paragraphe de l'articles 5 et les articles 11, 13, 14 et 15 de la loi du 12 juillet 1875.

Etablissements de Bienfaisance.

La loi du 5-7 août 1879 a modifié, de la manière suivante, la composition, la nomination et le mode d'élection des membres des commissions administratives des hôpitaux et des bureaux de bienfaisance :

Art. 1er Les commissions administratives des hospices et hôpitaux et celles des bureaux de bienfaisance sont composées du maire et de six membres renouvelables.

Deux des membres de chaque commission sont élus par le conseil municipal; les quatre autres sont nommés par le préfet.

Art. 2. Le nombre des membres renouvelables peut, en raison de l'importance des établissements et des circonstances locales, être augmenté par un décret spécial rendu sur l'avis du Conseil d'Etat. Dans ce cas, l'augmentation aura lieu par nombre pair, afin que le droit de nomination s'exerce, dans une proportion égale, par le Conseil Municipal et par le préfet.

Art. 4. Les délégués du Conseil Municipal suivent le sort de cette assemblée quant à la durée de leur mandat; mais en cas de suspension ou de dissolution du Conseil Municipal, ce mandat est continué jusqu'au jour de la nomination des délégués par le nouveau Conseil Municipal.

Les autres membres renouvelables sont nommés pour quatre ans. Chaque année la commission se renouvelle par quart. Les membres sortants sont rééligibles.

Si le remplacement a lieu dans le cours d'une année, les fonctions du nouveau membre expirent à l'époque où auraient cessé celles du membre qu'il a remplacé.

Ne sont pas éligibles ou sont révoqués de plein droit les membres qui se trouveraient dans un des cas d'incapacité prévus par la loi électorale.

L'élection des délégués du Conseil Municipal a lieu au scrutin secret, à la majorité absolue des voix. Après deux jours de scrutin, la majorité relative suffit, et, en cas de partage, le plus âgé des candidats est élu.

Art. 5. — Les commissions pourront être dissoutes et leurs membres révoqués par le Ministre de l'Intérieur; le remplacement a lieu dans le délai d'un mois.

Les délégués des Conseils Municipaux ne pourront, s'ils sont révoqués, être réélus pendant une année.

En cas de renouvellement total ou de création nouvelle, les membres que l'art. 1er laisse à la nomination du préfet seront, sur sa proposition, nommés par le Ministre de l'Intérieur.

Le renouveilement par quart sera déterminé par le sort à la première séance d'installation.

Paris (Retour des Chambres à)

Le Sénat et la Chambre des députés réunis en congrès, considérant la perte de temps que leur impose le trajet de Paris à Versailles, et confiants dans le calme et la tranquillité du peuple parisien, ont décidé de rentrer à Paris, qui a été proclamé de nouveau le siége du Gouvernement et des Chambres. (Loi du 22-23 juillet 1879).

Le Sénat siége au palais du Luxembourg et la Chambre des Députés au palais Bourbon.

Phylloxera.

Une loi du 15 juillet 1878 contient les mesures à prendre pour arrêter les progrès du phylloxera ou du doryphora. Voici quelques-unes des dispositions de cette loi.

Un décret du Président de la République peut interdire l'entrée, soit dans toute l'étendue, soit dans une partie du territoire français, des plants, sarments, feuilles et débris de vignes, des échalas ou tuteurs déjà employés, des compost ou des terreaux provenant d'un pays étranger, ainsi que le transport des mêmes objets hors des parties du territoire français envahies par le phylloxera.

En ce cas, le Ministre de l'Agriculture et du commerce peut autoriser exceptionnellement l'introduction de plants étrangers à destination d'une localité déterminée.

Le Ministre de l'Agriculture fait dresser des cartes avec teintes, indiquant les ravages du phylloxera.

Dès que la présence du phylloxera est constatée quelque part, un délégué de la commission du phylloxera s'y transporte et ordonne les mesures propres à combattre le fléau.

Les dépenses occasionnées par ces mesures sont à la charge de l'Etat.

Il est alloué aux propriétaires une indemnité pour récoltes détruites par mesure de précaution.

Les contraventions sont de la juridiction du juge de paix.

Postes

Une conférence à été tenue à Paris entre les réprésentants de presque tous peuples civilisés, pour abaisser et unifier les tarifs de poste internationaux. De cette conférence est sortie l'Union générale des postes, applicable à partir du 1er mai 1878, et qui peut se résumer ainsi :

1re *Catégorie de Pays* :

Allemagne. — Autriche. — Belgique. — Danemarck. — Egypte — Espágne. — France. — Grande-Bretagne. — Grèce. — Italie. — Luxembourg. — Monténegro. — Norvége. — Pays-Bas, — Perse (voie de Russie et de Turquie). — Portugal. — Roumanie. — Russie. — Serbie. — Suède. — Suisse. — Turquie.

Lettres

Jusqu'à 15 grammes inclusivement.	0 25
De 15 à 30 grammes —	0 50

et ainsi de suite, en ajoutant 25 centimes par 15 grammes ou fractions.

Le port des lettres non affranchies, originaires des pays ci-dessus désignés, sera de 50 cent. par 15 grammes.

Cartes postales : 15 Centimes.

Jouruaux, échantillons, papiers d'affaires :

Jusqu'à 50 grammes inclusivement.	0 50
De 50 à 100 grammes —	0 10

Et ainsi, de suite. Poids maximum des échantillons : 250 grammes; et pour tous les autres objets : 100 grammes.

2me *Catégorie de Pays*

Brésil. — Colonies et Etablissements français. — Anglais. — Espagnols, autres que celles de la côte septentrionale d'Afrique, qui font partie de la 1re catégorie. — Néerlandais. — portugais. — Danois. — Etats Unis de l'Amérique du Nord. — Japon. — Perse (Voie du golfe Persique) — République Argentine.

Lettres

Jusqu'à 15 grammes inclusivement.	0 35
De 15 à 30 grammes —	0 70

et ainsi de suite en ajoutant 35 centimes par 15 grammes ou fractions.

Le port des lettres non affranchies est de 60 cent. par 15 grammes.

Cartes postales : 20 Centimes.

Journaux, échantillons, papiers d'affaires :

Jusqu'à 50 grammes inclusivement.	0 08
De 50 à 100 grammes —	0 16

Et ainsi de suite. Même maximum que pour la première catégorie.

Observations s'appliquant aux deux catégories de pays :

Lettres recommandées. — Droit fixe de 50 centimes en sus de la taxe applicable à une lettre ordinaire affranchie du même poids.

Valeurs déclarées. — Il n'est reçu de valeurs déclarées que pour l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Suisse.

Maximum de la déclaration : 10,000 fr. sans le Luxembourg (20,000 fr.)

Objets recommandés. — Droit de 25 cent. en sus de la taxe applicable à un objet ordinaire affranchi du même poids.

Avis de réception. — Lettres ou objets recommandés : 10 centimes.

Mandats de poste internationaux, droit de 20 centimes par 10 francs ou fractions de 10 francs.

Traité de Berlin.

Après la guerre d'Orient, dans laquelle la Russie était restée maîtresse de la Turquie, les puissances européennes envoyèrent à Berlin des délégués qui firent le traité qui s'appelle *Traité de Berlin.*

Cet acte consacre les résultats de cette grande guerre d'Orient.

La Roumanie sera désormais entièrement indépendante.

Il en est de même de la Serbie et du Montenegro.

La Bosnie et l'Herzégovine seront occupés par l'Autriche-Hongrie.

Quant à la Bulgarie, elle est constituée en principauté autonome et tributaire, sous la suzeraineté du sultan.

La *Roumélie orientale* est placée sous l'autorité politique et militaire du sultan, avec un gouverneur chrétien.

La Roumanie rétrocède à la Russie la portion du territoire de la Bessarabie détachée de la Russie, en suite du traité de Paris de 1856.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CET OUVRAGE

Code civil

TITRE PRÉLIMINAIRE.

DES LOIS EN GÉNÉRAL.

Promulgation et publication des lois. — Rétroactivité des lois 1
Étendue d'application des lois. — Interprétation des lois. — Conventions dérogeant des lois 2

LIVRE PREMIER.

Des personnes.

TITRE PREMIER.

DES DROITS CIVILS EN GÉNÉRAL.

Jouissance des droits civils. — Comment elle s'acquiert. 2
Condition des étrangers en France 4
Privation des droits civils 5

TITRE II.

DES ACTES DE L'ÉTAT CIVIL

Dispositions générales. — Officiers de l'état civil compétents. — Coût des actes. — Légalisation 6

Actes de naissance.

Qui doit faire la déclaration. — Enfants trouvés—Enfants nés pendant un voyage en mer. — Reconnaissance d'enfants naturels 7

Actes de mariage.

Publications, dispenses, pièces et autorisations nécessaires. 8

Actes de décès.

Délais, autorisations nécessaires. 9

Rectification des actes de l'état civil.

Changemements dans l'orthographe du nom. — Comment se fait la rectification. 10

TITRE III.

DU DOMICILE.

Diverses sortes de domiciles. — Domicile réel. — Domicile d'élection 11

TITRE IV.

DES ABSENTS.

Notions générales 12

Présomption d'absence.

Absent qui a laissé un mandataire. — Absent qui n'a pas laissé de mandataire. Absent intéressé dans les inventaires et successions. — Tribunal compétent. . . 14

Déclaration d'absence.

Quand peut-on la provoquer. — Qui peut la provoquer. — Procédure 14

Effets de l'absence sur les biens possédés au moment de la disparition.

Envoi en possession. — Quels biens comprend l'envoi en possession. — Fin de l'envoi en possession. — Droits et obligations des envoyés en possession . . . 15
Droits du conjoint de l'absent sous le régime de la communauté. — Obligations de l'époux présent. — Dissolution provisoire de la communauté. 15
Envoi en possession définitif. — Ses effets. 17

Effets de l'absence sur les droits éventuels de l'absent.

Un absent peut-il profiter d'une succession ouverte à son profit. — Qui en profite. 18

Effets de l'absence relativement au mariage.

Elle ne dissout pas le mariage.— Surveillance des enfants de l'absent. 18

TITRE V.

DU MARIAGE

Nature du contrat de mariage 19

Qualités requises pour contracter mariage.

Empêchements dirimants. — Age. — Consentement. — Parenté ou alliance. 20
Empêchements prohibitifs.—Actes respectueux. — Publications. — Opposition. — Viduité 21

Formalités relatives à la célébration du mariage.

Mariages célébrés à l'étranger. 22

Oppositions au mariage.

Opposition légale. — Officieuse. 23

Demandes en nullité de mariage.

Mariage absolument nul. — Mariage seulement annulable. — Possession d'état d'époux légitimes. — Mariage putatif. . 23

Obligations qui naissent du mariage.

Nourriture, entretien, éducation des enfants. — Dette alimentaire. 25

Droits et devoirs respectifs des époux.

Fidélité, secours, assistance 25
Incapacité de la femme mariée 26
Dissolution du mariage 27
Seconds mariages. 27

TITRE VI.

DE LA SÉPARATION DE CORPS.

Causes qui donnent lieu à la séparation.

Adultère. — Excès. — Sévices ou injures graves. — Condamnation à une peine infamante 27
Procédure : comparution devant le Président, enquête, jugement. 28

TITRE VII.

DE LA PATERNITÉ ET DE LA FILIATION.

Filiation des enfants légitimes.

Quand un enfant est-il légitime. 29
Désaveu. — Causes de désaveu. 30

Preuves de la filiation des enfants légitimes.

Acte de naissance. — Possession d'état. — Témoins 31

Enfants naturels.

De la légitimation des enfants naturels . 33
De la reconnaissance des enfants naturels. — Filiation par l'acte de reconnaissance par témoins, par la possession d'état. 33

TITRE VIII.

DE L'ADOPTION ET DE LA TUTELLE OFFICIEUSE.

Adoption.

Ordinaire. — Rénumératoire. — Formes de l'une et de l'autre 34
Effets de l'adoption ordinaire et de l'adoption rénumératoire. 35

Tutelle officieuse.

Obligations et conditions 35

TITRE IX.

DE LA PUISSANCE PATERNELLE.

Pouvoir sur la personne des enfants. — Sur les biens des enfants naturels reconnus 36

TITRE X.

DE LA MINORITÉ DE LA TUTELLE ET DE L'ÉMANCIPATION.

Minorité 37

Tutelle.

Combien de tutelles. — Tutelle des père et mère. — Conseil adjoint à la mère survivante. — Curateur au ventre. . . 38
Tutelle déférée par le père ou la mère. . 39
Tutelle des ascendants.. 39

Tutelle déférée par le conseil de famille. 39
Du subrogé-tuteur. — Ses fonctions . . . 40
Causes qui dispensent de la tutelle. — Fonctions publiques, âge. etc. 41
Causes d'incapacité, d'exclusion ou de destitution de la tutelle 42
Administration du tuteur. — Actes qu'il peut faire seul. — Actes pour lesquels il a besoin de l'autorisation du conseil de famille. — Actes pour lesquels l'autorisation du conseil de famille doit être homologuée. — Actes interdits au tuteur 42
Comptes de tutelle 44

Émancipation.

Conditions. — Capacité de l'émancipé . . . 45

TITRE XI.

DE LA MAJORITÉ, DE L'INTERDICTION ET DU CONSEIL JUDICIAIRE.

Majorité.

A quel âge elle est accomplie 46

Interdiction.

Causes d'interdiction. — Procédure 46
Effets de l'interdiction 47
Interdiction légale. 48
Aliénés 48
Conseil judiciaire 48

LIVRE DEUXIÈME.

Des biens et des différentes modifications de la propriété.

TITRE PREMIER.

DE LA DISTINCTION DES BIENS

Immeubles.

Par leur nature. — Par destination. — Par l'objet auquel ils s'appliquent 49

Meubles.

Par leur nature. — Par la détermination de la loi 50
Obligations ou actions dans les Compagnies et Sociétés. — Rentes sur l'Etat. 51
Meubles, meubles meublants ou maison meublée 51

Biens dans leur rapport avec ceux qui les possèdent. 52

Biens de la nation. — Domaine public. — Domaine de l'Etat. — Biens de la liste civile. 52
Biens des corporations 53

TITRE II.

DE LA PROPRIÉTÉ.

Propriété en général 53

Droit d'accesssion sur les produits de la chose 53

Droit d'accession sur ce qui s'unit et s'incorpore à la chose . 54

Droit d'accession relativement aux choses immobilières : constructions, plantations et autres ouvrages 54
Atterrissements, alluvions, îles et ilots . . 55
Droit d'accession relativement aux choses mobilières. — Adjonction. — Spécification. — Mélange 56

TITRE III.

DE L'USUFRUIT, DE L'USAGE ET DE L'HABITATION.

Usufruit.

S'acquiert par la loi, — par la volonté de l'homme, — par la prescription 57
Droits de l'usufruitier. Fruits et produits quasi-usufruit. 57
Obligations de l'usufruitier. — Inventaire. — Contribution aux dettes — Entretien. 59
Comment l'usufruit prend fin 60

Usage et habitation. 61

TITRE IV.

DES SERVITUDES ET SERVICES FONCIERS.

Nature des servitudes. 61
Origine des servitudes 61

Servitudes naturelles ou qui dérivent de la situation des lieux 62

Servitudes relatives aux eaux. — Eaux de source, eaux qui bordent ou traversent l'héritage 62
Loi du 29 avril 1845 sur les irrigations . . 64
Servitudes relatives au bornage des propriétés contigues. — Conditions. — Tribunal compétent 66
Clôture 66

Servitudes établies par la loi . 67

Mitoyenneté des murs, haies, fossés. 67

Charges et droits résultant de la mitoyeneté 68
Différents étages d'une maison appartenant à plusieurs divisement. 69
De la distance et des ouvrages intermédiaires requis pour certaines construc-

tions. 69
Des vues sur la propriété de son voisin. . 69

Servitudes établies par le fait de l'homme 70

Diverses espèces de servitudes : — Continues. — Apparentes. 70
Comment elles s'établissent 71
Droits du propriétaire du fonds auquel la servitude est due 71
Comment les servitudes s'éteignent 72

LIVRE TROISIÈME

Des différentes manières dont on acquiert la propriété.

Occupation 70

Droit de chasse. — Droit de pêche. — Trésor. — Epaves et choses perdues . . . 73

Accession 74

Tradition. 74

Effet de la loi 74

TITRE PREMIER.

DES SUCCESSIONS.

Ouverture des successions.

Conditions et lieu de l'ouverture. 75

Saisine des héritiers 75

Qualités requises pour succéder.

Incapacité, indignité 76

Divers ordres de successions.

Notions générales; degré, ligne, parenté, alliance 77
Représentation. 78
Successions déférées aux descendants. . . 79
Successions déférées aux ascendants et à certains collatéraux. — Ascendants et collatéraux ordinaires et privilégiés . . . 79

Successions irrégulières. 80

Enfants naturels simples. 80
Enfants naturels adultérins ou incestueux 81
Dispositions communes aux uns et aux autres 81

Droits du conjoint survivant et de l'Etat 81

Acceptation des successions . . 82

Renonciation aux successions . 83

Acceptation sous bénéfice d'inventaire.

Conditions du bénéfice et inventaire des effets. — Obligations de l'héritier. — Réadition du compte 84

Successions vacantes. 86

Partage des successions 86

Qui peut le demander. — Opérations préliminaires. — Tribunal compétent . . . 87
Estimation et vente de meubles et des immeubles 88
Formation de la masse et composition des lots 88
Attribution des lots et homologation du partage 88
Retrait successoral 88

Rapport des héritiers 89

Quand est-il dû, — par qui. — De quoi est dû le rapport — A qui 89
Comment se fait le rapport. — Des immeubles. — Des meubles: 90

Paiement des dettes.

Contribution aux dettes et obligation aux dettes 91

Séparation des patrimoines . . 92

Oppositions à partage 93

Effets du partage.

Le partage est déclaratif de propriété. — Conséquences 93
Rescision en matière de partage. — Violence, dol, lésion de plus du quart, . . . 94

TITRE II.

DES DONATIONS ENTRE VIFS ET DES TESTAMENTS.

Dispositions générales 95

Incapacité de disposer ou de recevoir par donation ou par testament. 96

Incapacité absolue de disposer. — Incapacité absolue de donner seulement. — Incapacité de tester seulement. — Incapacité relative de disposer et de recevoir. 96
Libéralités au profit des hospices, etc. . . 97

Portion de biens disponible et réduction 98

Quotité disponible 98
Réduction des donations et legs 99

Donation entre vifs. 100

Forme des donations. — De l'acceptation. — Effets 100
Causes de révocation des donations : — Ingratitude, inexécution des conditions, survenance d'enfants 101

Dispositions testamentaires . . . 103

Testament olographe 103
Testament public 104
Testament mystique 104
De quelques testaments particuliers. — Service militaire. — Maladie contagieuse, — Voyage en mer. — Séjour à l'étranger 104

Institutions d'héritiers et legs en général 105

Legs universels. — délivrance, — paiement des dettes et des legs 106
Legs à titre universel, — délivrance, — contribution aux dettes 107
Legs particuliers et règles générales . . . 108

Exécuteurs testamentaires . . . 109

Révocation des testaments et caducité 110

Dispositions permises en faveur des petits enfants du donateur, ou testateur, ou des enfants de ses frères ou sœurs. 112
Substitution permises. — Mesures prises dans l'intérêt des appelés. — Tuteur à la substitution 112

Partages faits par père, mère ou autres ascendants à leurs descendants 114

Donation par contrat de marfage aux époux et aux enfants à naître du mariage.

Quels biens elles comprennent, — caractère de ces donations, — forme 115

Dispositions entre époux, soit par contrat de mariage, soit pendant le mariage.

Caractère de ces donations. — Quotité disponible entre époux. — De l'époux qui se remarie. — Révocabilité des donations entre époux 117

TITRE III.

DES CONTRATS OU DES OBLIGATIONS CONVENTIONNELLES EN GÉNÉRAL.

Dispositions préliminaires . . . 119

Contrats synallagmatiques ou unilatéraux 119
Contrats commutatifs ou aléatoires . . . 119
Contrats à titre onéreux ou de bienfaisance 120
— nommés ou innommés 120
— comensuels ou solennels 120
Choses essentielles — naturelles ou accidentelles dans les contrats 120

Conditions essentielles pourl a validité des conventions . . . 121

Consentement. — Défaut de consentement, vices de consentement, erreur, violence, dol 121
Clause de se porter fort pour un autre . . 122
Capacité de contracter 123
Objet et matière des contrats 123
Cause des contrats 124

Effets des obligations 124

Obligation de donner 125

Obligation de faire ou de ne pas faire 126

Dommages-intérêts résultant de l'inexécution des conventions

Dommages appréciés par le juge — par la convention — par la loi 126

Anatocisme 128

Interprétation des conventions 128

Effets des conventions à l'égard des tiers.

Les conventions en général ne nuisent, ni ne profitent aux tiers. — Exceptions . . 129

Diverses espèces d'obligations 130

Obligation conditionnelle 130
Condition suspensive 131
— résolutoire 131
Obligation à terme 132
Terme légal, conventionnel de grâce . . . 132
Obligations alternatives 133
Obligations solidaires 133
Solidarité entre créanciers 133
Solidarité de la part des débiteurs 134
Obligations divisibles ou indivisibles . . . 135
Effets de ces dernières 135
Obligations avec clauses pénales 136

Extinction des obligations . . . 137

Paiement en général, — qui peut payer, — à qui faut-il payer, — ce qu'il faut payer — où doit se faire le paiement, — aux frais de qui 137
Paiement avec subrogation. — conventionnelle. — Légale 139
Imputation des paiements — par le débiteur — par le créancier — par la loi . . . 140
Offres de paiement et consignation 141
Cession de biens — volontaire ou judiciaire 141
Novation — par changement d'objet — par changement de débiteur — par changement de créancier 142

Remise de la dette 143
Compensation conventionnelle légale . . . 143
Confusion 145
Perte de la chose due. 145

Action en nullité ou en rescision des conventions. 146

Contrats annulables— délai de l'action en nullité ou rescision 146

Preuve des obligations et du paiement. 147

Par titre authentique. — Force probante et force exécutoire de ces titres. 148
Contre-lettres 149
Par acte sous seings-privés.—Des formes nécessaires pour la valadité de ces actes 149
Actes pour contrat unilatéral destiné à créer l'obligation de payer une somme ou une chose appréciable 149
Actes pour constater une obligation, de faire ou de livrer un objet déterminé ou de faire un paiement. 150
Force probante des actes sous seings-privés. 150
Ecrits qui font preuve quoique non signés. — Registres des marchands.— Registres et papiers domestiques tenus par des non-commerçants 151
Mentions mises sur un titre de créance. . 151
Tailles 151
Copies de titres — quelles sont celles qui font preuve comme l'original— ceux qui font un commencement de preuve par écrit, à l'effet de faire admettre la preuve testimoniale 152
Actes recognitifs et confirmatifs. 153
Preuve testimoniale. — Peut-on prouver tout par témoins.— Pourquoi ne le peut ou pas — qu'entend-on par commencement de preuve par écrit 154
Présomptions 155
Présomptions établies par la loi 155
Présomptions laissées à l'appréciation du juge 156
Aveu de la partie. 156
Serment 157
Serment décisoire. 157
Serment déféré d'office 158

TITRE IV.

DES ENGAGEMENTS QUI SE FORMENT SANS CONVENTIONS.

Idées générales 158
Quasi-contrats 159
Gestion d'affaires 159
Paiement de l'indu. 159
Délits et quasi-délits. 160

TITRE V.

DU CONTRAT DE MARIAGE ET DES DROITS RESPECTIFS DES ÉPOUX.

Dispositions générales 160
Capacité nécessaire pour faire les conventions matrimoniales. 161
Différents régimes de mariage. 162

Régime en communauté. 162

Communauté légale. 163

Actif de la communauté 163
Passif de la communauté. 164
Dettes qui tombent dans la communauté. 165
Successions et donations échues pendant le mariage. 166
Administration de la communauté. 166
Pouvoirs du mari sur les biens de la communauté 166
Actes faits par la femme. 166
Administration des biens personnels de la femme. 167
Dispositions relatives aux baux 167
Remplois. 167
Récompenses par la communauté à l'un des époux et réciproquement 168
Récompenses dues par un époux à l'autre 168
Constitutions de dot 168
Dissolution de la communauté — par la mort de l'un des époux — par la séparation de corps, — par la séparation de biens 169
Procédure de séparation de biens. — Effets. — Rétablissement de la communauté . 170
Acceptation de la communauté ou renonciation. 171
Délai et formes de l'acceptation de la renonciation. 171
Partage de la communauté après l'acceptation 172
Partage de l'actif.— Passif de la communauté et contribution aux dettes. 173
Créances respectives de chacun des conjoints contre l'autre 174
Renonciation à la communauté, — ce qui arrive lorsque l'un des époux ou tous deux ont des enfants de précédents mariages. 174

Communauté conventionnelle . 174

Communauté réduite aux acquêts 175

Clause qui exclut de la communauté le mobilier en tout ou en partie 175

Cause d'ameublissement 176

Clause de séparation de dettes. 177

Faculté accordée à la femme de reprendre son apport franc et quitte 176

Préciput conventionnel 178

Clause par laquelle chacun des époux a une part inégale dans la communauté 179

Communauté à titre universel. 180

Conventions exclusives de la communauté 180

Régime sans communauté 180

Régime de la séparation de biens 181

Régime dotal 181

Constitutions de dot — quels biens on peut constituer — règles relatives à ceux qui constituent une dot 182
Administrations des biens dotaux 183
Effets de l'estimation des biens dotaux . . 183
Inaliénabilité de la dot — sauf dans trois cas 184
Sanction du principe d'inaliénabilité . . . 185
Imprescriptibilité du fonds dotal 185
Restitution de la dot — mode et époque. . 186
Dispositions relatives aux intérêts et aux fruits de la dot. — Rapport 186
Biens paraphernaux 187

TITRE VI.

DE LA RENTE.

Notions générales 188
Arrhes. — Acte qui constate la vente. — Prix de vente — frais 189
Qui peut acheter ou vendre 190
Effets d'une faillite — d'un mariage — d'une tutelle sur le droit d'acheter ou vendre 190
CHOSES QUI PEUVENT ÊTRE VENDUES . . 191
OBLIGATIONS DU VENDEUR 191
Délivrance de la dette vendue : meubles, — immeubles, — frais de la délivrance — lieu et temps, — ce qu'on doit livrer 191
Garantie en cas d'éviction 193
Garantie des défauts de la chose vendue . 195
Vices rédhibitoires; énumération 195
OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR 196
Paiement du prix — intérêts du prix . . . 196
NULLITÉ ET RÉSOLUTION DE LA VENTE . 197
Clause de rachat ou de réméré 197
Rescision de la vente pour cause de lésion. 198
Licitation 199
TRANSPORT DES CRÉANCES ET AUTRES DROITS INCORPORELS 200
Cession de créances. — Signification au débiteur 200
Garantie en matière de cession 201
Cession d'hérédité. — Retrait successoral 201
Cession de droits litigieux 202
Cession. — Subrogation. — Novation. . . 203

TITRE VII.

DE L'ÉCHANGE

Nature et forme de l'échange 203

TITRE VIII.

DU LOUAGE

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Division 204
LOUAGE DES CHOSES 205
Bail des maisons et biens ruraux 205
Obligations du bailleur 206
Obligations du preneur 207
Fin du bail. — Congé. — Résiliation . . . 208
Règles particulières aux baux à loyer. — Délais des congés 209
Règles particulières aux baux à ferme . . 210
Perte de fruits : remise de la redevance. 211
LOUAGE D'OUVRAGE OU D'INDUSTRIE . . 212
Louage des domestiques et ouvriers . . . , 212
Voituriers par terre et par eau 213
Devis, marchés et prix faits . . . , ... 213
BAIL A CHEPTEL 215
Dispositions générales 215
Cheptel simple 216
Cheptel à moitié 217
Cheptel donné au colon partiaire 217

TITRE IX.

DU CONTRAT DE SOCIÉTÉ

DISPOSITIONS GÉNÉRALES 218
DIVERSES ESPÈCES DE SOCIÉTÉS 218
SOCIÉTÉS UNIVERSELLES 219
SOCIÉTÉ PARTICULIÈRE 219
ENGAGEMENTS DES ASSOCIÉS 220
Engagement des associés entre eux. — Commencement de la Société — des apports. — En quoi ils peuvent consister 220
Obligations envers la société 220
Obligations de la société envers les associés 221
Liquidation 221
Administration de la société. — Engagements des associés à l'égard des tiers . 222
DIFFÉRENTES MANIÈRES DONT FINIT LA SOCIÉTÉ 223

TITRE X.

DU PRÊT

Du prêt en général 223

PRÊT A USAGE.

Nature 223
Engagements de l'emprunteur 224
Engagements du prêteur 225
PRÊT DE CONSOMMATION OU SIMPLE PRÊT 225
Nature de ce prêt 226
PRÊT A INTÉRÊT. — Taux de l'intérêt . . 227
RENTES 228
Rentes sur particuliers — sur l'État — Rentes constituées. — Rentes financières 228

TITRE XI.

DU DÉPOT ET DU SEQUESTRE.

Dépôt et diverses espèces 229
DÉPÔT PROPREMENT DIT 230
Dépôt volontaire 230
Obligations du dépositaire 231
Obligations du déposant 232
Dépôt nécessaire 232
SÉQUESTRE 232
Séquestre conventionnel 233
Séquestre judiciaire 233

TITRE XII.

DES CONTRATS ALÉATOIRES.

Nature du contrat aléatoire. 233
JEU ET PARI. 234
RENTE VIAGÈRE. 234

TITRE XIII.

DU MANDAT

Nature et forme du mandat 235
Différences entre le mandat salarié et le louage d'industrie. 236
Obligations du mandataire. 237
Obligations du mandant 237
Différentes manières dont finit le mandat. 238

TITRE XIV,

DU CAUTIONNEMENT

Nature et étendue de ce contrat 238
Cautionnement d'une obligation naturelle 239
Caution conventionnelle. 240
Caution légale. 240
Caution judiciaire 240
EFFETS DU CAUTIONNEMENT 240
Entre le créancier et la caution 240
Bénéfice de discussion 240
Bénéfice de division. 241
Bénéfice de subrogation. 241
Entre le débiteur et la caution. 241
Action en recours et subrogation. 242
Entre les cofidéjusseurs. 242
Extinction du cautionnement 242
Caution légale et judiciaire 243

TITRE XV.

DES TRANSACTIONS

Transaction. — Nature, forme, effets, erreur qui la vicie 244

TITRE XVI.

DE LA CONTRAINTE PAR CORPS EN MATIÈRE CIVILE.

Abolition en plusieurs cas — contre qui est-elle encore appliquée. 245

TITRE XVII.

DU NANTISSEMENT.

Du nantissement en général, ... 246
Du gage 241

Antichrèse.

TITRE XVIII.

DES PRIVILÉGES ET HYPOTHÈQUES.

Dispositions générales 248
PRIVILÉGES. 249
PRIVILÉGE SUR LES MEUBLES. 250
Privilége sur tous les meubles en général. 250
Frais judiciaires. 251
Frais quelconques de dernière maladie . . 251
Salaire des gens de service. 251
Fournitures des marchands 251
Privilége sur certains meubles 252
Propriétaire et locataire.— Quelles créances sont privilégiés. — Sur quels objets en cas de faillite 252
Revendication des objets enlevés. 253
Créance garantie pour gage. 254
Frais pour la conservation de la chose. . . 254
Effets mobiliers vendus et non payés . . . 254
Fournitures d'aubergiste. . . . . 25.
Frais de voitures 255
Classement des priviléges entre eux. . . . 255
PRIVILÉGE SUR LES IMMEUBLES. 256
Privilége du vendeur 256
Privilége du prêteur avec les deniers duquel le vendeur a été payé. 256
Privilége des cohéritiers 256
Privilége des architectes, entrepreneurs et ouvriers 257
Privilége de prêteurs qui ont fourni l'argent pour payer les travaux 257
PRIVILÉGES QUI S'ÉTENDENT SUR LES IMMEUBLES ET SUR LES MEUBLES . . . 257
Comment se conservent les priviléges . . . 258
HYPOTHÈQUES. 259
Dispositions générales 259
Hypothèques légales 260
Hypothèque de la femme mariée. 260
Hypothèque du mineur ou de l'interdit . 260
Hypothèque de l'état des communes et des établissements publics sur les biens des administrateurs comptables 260
HYPOTHÈQUES JUDICIAIRES 260
HYPOTHEQUES CONVENTIONNELLES. 261
Convention. — Forme des hypothèques conventionnelles. 261
Rang que les hypothèques ont entre elles. 262
Personnes chargées de prendre inscription 264
Personnes qui peuvent prendre inscription 264
Restriction des hypothèques légales. . . . 264
MODE D'INSCRIPTION DES PRIVILÉGES ET HYPOTHÈQUES. 265
Inscription prise en cas de faillite. 265
Inscription prise en cas d'acceptation bénéficiaire d'une succession. 265
Inscriptions prises le même jour. 265
Rédaction des inscriptions. — Intérêts. — Frais 265
PÉREMPTION ET RENOUVELLEMENT DES INSCRIPTIONS. 260
Des actions sur les inscriptions 267
RADIATION DES INSCRIPTIONS, ... 267
EFFET DES PRIVILÉGES ET HYPOTHÈQUES CONTRE LES TIERS DÉTENTEURS 268
Droit de suite 268
Loi du 23 mars 1855 sur la transcription en matière hypothécaire 269
Que doit faire le tiers acquéreur soumis au droit de suite. 260
Il peut délaisser 269
Il peut payer intégralement les créanciers, inscrits. 270
Il peut payer les créanciers jusqu'à concurrence de son prix. 270
Il peut faire la purge. 270
Il peut se laisser exproprier 270
Bénéfice de discussion 271

Diverses sortes d'aliénation relativement au droit de suite 271
Restitution par le tiers détenteur aux créanciers et réciproquement 271
EXTINCTION DES PRIVILÉGES ET HYPOTHÈQUES. 271
Extinction par le paiement de la créance. 272
Renonciation 272
Purge 272
Prescription 272
MODE DE PURGER LES PROPRIÉTÉS DES PRIVILÉGES ET HYPOTHÈQUES 272
Transcription 274
Notification aux créanciers inscrits 274
Effet de l'adjudication sur surenchère. . . 275
Hypothèses particulières. 275
Purge sur les hypothèques légales non inscrites. 276
PUBLICITÉ DES REGISTRES ET RESPONSABILITÉ DES CONSERVATEURS 276

TITRE XIX.

DE L'EXPROPRIATION FORCÉE ET DES ORDRES ENTRE CRÉANCIERS.

Expropriation forcée ou vente sur saisie immobilière 278
Immeubles qu'on peut saisir 278
Titres en vertu desquels on peut saisir . . 278
Effets de la saisie 278
ORDRES POUR LA DISTRIBUTION DES PRIX 278

TITRE XX.

DE LA PRESCRIPTION.

Diverses espèces. 280
Biens imprescriptibles 281
Renonciation à prescription 281
De la possession. 281
DES CAUSES QUI EMPÊCHENT LA PRESCRIPTION 282
DES CAUSES QUI INTERROMPENT LE COURS DE LA PRESCRIPTION 283
Interruption naturelle 283
Interruption civile 283
DES CAUSES QUI SUSPENDENT LE COURS DE LA PRESCRIPTION 284
Temps requis pour prescrire. 285
Prescription trentenaire ou de trente ans. 286
Prescription par dix ou vingt ans 287
Quelques prescriptions particulières . . . 287
Action des médecins, etc 288
Action des marchands 288
Action des maîtres de pension 288
Action des domestiques. 288
Prescription de deux ans 289
Prescription de cinq ans 289
Prescription instantanée *ou en fait de meubles, possession vaut titre* 290

Code de Commerce

Préambule 293

TITRE PREMIER.

DES COMMERÇANTS.

Texte 295
Qui est commerçant. 295
Capacité pour faire le commerce. — Prohibition. 297
Mineur commerçant. — Conditions et formalités 297
Femme commerçante. — Conditions et autorisations. 299
Capacité de la femme commerçante . . . 300
Influence du régime matrimonial de la femme commerçante sur la capacité . . 301

TITRE II.

DES LIVRES DE COMMERCE.

Texte 302
Personnes tenues d'avoir des livres de commerce. — Avantage. — Sanction . . 307
Livres obligatoires. — Livre journal. — Livres des copies de lettres. — Livre des inventaires 302
Livres facultatifs. — Brouillard. — Main courante ou mémorial. — Grand-livre. — Livre de caisse. — Livre d'entrée et de sortie 303
Formalités auxquelles sont soumis les livres de commerce. — Temps pendant lequel ils doivent être conservés 304
Force probante des livres de commerce. — Sanction de leur mauvaise tenue. . . . 305
Communication. — Représentation des livres de commerce 306

TITRE III.

DES SOCIÉTÉS.

Texte. 307
Notions générales 309
Différences entre les sociétés et les autres contrats 310
La société commerciale est une personne morale 310
Division des sociétés en trois espèces. . . 311
SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF 311
Caractères et constitution 311
Solidarité. — Administration 311
SOCIÉTÉS EN COMMANDITE 313
Société en commandite simple ou par intérêt 313
Caractères et constitution 313
Administration 314
Société en commandite par actions. . . . 315
Texte. — Loi du 24 juillet 1867 315
Caractères et constitution 317
Formalités essentielles pour la constitution de la société 319
Administration. — Gérant. — Conseil de

surveillance. — Assemblée des actionnaires 321
Marche à suivre pour les actionnaires pour intenter une action collective 323
SOCIÉTÉ ANONYME 323
Texte. — Loi du 24 juillet 1867 324
Caractère et constitution. — Formalités . 326
Actionnaires. 327
Administrateurs. 329
Commissaires. 331
Différences entre les sociétés anonymes et les sociétés en commandite par actions. 332
ASSOCIATION EN PARTICIPATION 333
SOCIÉTÉ A CAPITAL VARIABLE. *Texte* . . 334
PREUVE ET PUBLICITÉ DES SOCIÉTÉS . . 337
Texte. — Loi du 24 juillet 1867 336
Preuve des sociétés. 336
Publicité des sociétés. 338
Modifications aux statuts susceptibles de publicité. 338
Sanction des formalités de dépôt et de publication. 341
DISSOLUTION DES SOCIÉTÉS 342
LIQUIDATION DES SOCIÉTÉS 343
PARTAGE DES BIENS DE LA SOCIÉTÉ . . . 344
CONTESTATIONS ENTRE ASSOCIÉS 345
PRESCRIPTION EN MATIÈRE DE SOCIÉTÉ . 346
TONTINES ET SOCIÉTÉS D'ASSURANCES . 347
LOIS FISCALES CONCERNANT LES SOCIÉTÉS. 348

TITRE VI.

DU CONTRAT DE MARIAGE DES COMMERÇANTS ET DES SÉPARATIONS DE BIENS.

Texte. 349
Publication du régime de mariage 350
Divers cas prévus. 350
Publication des jugements de séparation de biens et de corps 350

TITRE V.

DES BOURSES DE COMMERCE, AGENTS DE CHANGE ET COURTIERS.

Texte 352
BOURSES DE COMMERCE 354
Origine. — Utilité des Bourses 354
Bourse des effets publics. — Ce qu'on entend par cette expression 354
Bourse des marchandises 356
Opérations de bourse 356
AGENTS DE CHANGE ET COURTIERS . . . 357
Considérations communes aux agents de change et courtiers. 357
Attributions qui leur sont communes. . . 358
Attributions spéciales aux agents de change 358
Attributions spéciales aux courtiers. . . . 359
Courtiers de marchandises 359
Courtiers d'assurances 359
Courtiers interprètes et conducteurs de navires. 359
Courtiers de transport par terre et par eau 360
Courtiers. Gourmets-Piqueurs de vin. . . 360
Obligations des agents de change et courtiers 360

TITRE VI.

DU GAGE ET DES COMMISSIONNAIRES.

Texte. 361
GAGE. 361
MAGASINS GÉNÉRAUX. — RÉCÉPISSÉS-WARRANTS 363
COMMISSION. — TEXTE 363
Caractère du contrat de commission . . . 364
Effets de ce contrat 365
Privilége du commissionnaire 365
Commissionnaires de transport par terre et par eau. — *Texte* 366
Commissionnaires de transport 367
Responsabilité du commissionnaire 367
Preuve du contrat de transport. — Risques. 368
Voiturier. — *Texte* 368
Caractères du contrat. 369
Obligation du voiturier. — Ses droits. . . 369
Prescription en matière de voiture 370

TITRE VII.

DES ACHATS ET VENTES. — DES COMPTES-COURANTS.

Texte. 370
Diverses manières dont se font les achats et les ventes en matière commerciale. . 370
Compte-courant 372

TITRE VIII.

DE LA LETTRE DE CHANGE, DU BILLET A ORDRE ET DE LA PRESCRIPTION

Texte 372
LETTRE DE CHANGE. — Notions générales. 372
Négociations des lettres de change. — Escompte. 374
Forme de la lettre de change 374
Enonciations essentielles. 375
Enonciations facultatives 376
Cas dans lesquels la lettre de change dégénère en simple promesse. 377
Lettres de change signées par des mineurs. 378
Provision. — *Texte.* 378
De la provision 378
Qui doit la fournir. 379
Preuve légale de la provision. 379
A qui appartient la provision en cas de faillite. 379
Acceptation. — *Texte.* 380
De l'acceptation. 380
Forme de l'acceptation. — Ses effets. . . . 381
Non acceptation 381
Acceptation par intervention. — *Texte.* . . 382
Forme et conditions 382
Echéance. — *Texte.* 382
Diverses manières d'indiquer l'échéance. 383
ENDOSSEMENT. — *Texte.* 384
Endossement régulier. 384
Endossement irrégulier ou à titre de procuration. 384
Endossement en blanc 385
Endossement pignoratif. 385

SOLIDARITÉ 385
Aval 385
PAIEMEMT. — *Texte* 386
PAIEMENT PAR INTERVENTION 388
DROITS ET DEVOIRS DU PORTEUR 388
Texte 388
Devoirs à l'égard du tiré. — A l'égard du tireur. — A l'égard des endosseurs. — Sanction de la négligence du porteur . . 390
Saisie-conservatoire 391
PROTÊT. — *Texte* 391
Protêt faute d'acceptation. — Faute de paiement 392
RECHANGE. — *texte* 392
Qu'est-ce que le rechange? — Qu'est-ce qu'une retraite 392
BILLET A ORDRE 394
BILLET A DOMICILE 395
BILLET AU PORTEUR 395
MANDAT. — ASSIGNATION. — RESCRIPTION 395
CHÈQUE. — *Texte* 395
Chèque-Mandat 396
Chèque-récépissé 397
PRESCRIPTION 397

LIVRE DEUXIÈME

Du commerce maritime

TITRE PREMIER.

DES NAVIRES ET AUTRES BATIMENTS DE MER

Dénominations générales: Navire, vaisseau agrès 399
Les navires sont meubles et néanmoins sont susceptibles d'hypothèques et de priviléges. — Loi récente du 16 décembre 1874 399

TITRE II.

DE LA SAISIE ET VENTE DES NAVIRES

Formalités, conditions, distribution du prix 401

TITRE III.

DES PROPRIÉTAIRES DE NAVIRES

Responsabilité des propriétaires. — Qu'arrive-t-il lorsqu'il y a plusieurs propriétaires 402

TITRE IV.

DU CAPITAINE

Pouvoirs du capitaine. — Responsabilité. — Pouvoirs en mer, au cours du voyage. — Registre qu'il doit tenir. — Emprunts. — Actes qu'il doit avoir à bord. — Devoir en cas d'innavigabilité constatée 402

TITRE V.

DE L'ENREGISTREMENT ET DES LOYERS DES MATELOTS ET GENS DE L'ÉQUIPAGE.

Diverses sortes d'engagements. — Au mois. — Au profit. — Au frêt 405
Rupture du voyage. — Retardement. — Prolongation. — Abrévation. — Prise, bris ou naufrage. — Maladies et blessures. — Mort. — Captivité. — Congé 406

TITRE VI.

DU FRÊT OU NOLIS

Du frêt ou nolis. — Au voyage. — Au mois. — Au quintal. — Au tonneau. — A la cueillette ou pur et simple 407

TITRE VII.

DES CONNAISSEMENTS

Forme des connaissements. — Nombre . . 408

TITRE VIII.

DES CHARTES-PARTIES, DES AFFRÉTEMENTS ET DES NOLISSEMENTS.

Forme des chartes-parties. — Conditions 309

TITRE IX.

DES CONTRATS A LA GROSSE.

Nature du contrat. — Emprunt sur le corps et la quille. — Sur l'armement. — Sur les victuailles. — Sur le chargement. — Sur le frêt à faire ou profit à espérer 410
Délai d'enregistrement du contrat. — Peut il être annulé. — Temps des risques . . 411
Avances communes et avances simples . . 412

TITRE X.

DES ASSURANCES

Contrat d'assurance. — Sa forme. — Son objet 412
Assurance sur *corps et facultés*. — Commerce par troc. — Temps des risques. — Faillite de l'assureur ou de l'assuré. — Cas de nullité de l'assurance 413
Obligations de l'assuré 414
Obligations de l'assureur 415
Délaissement 415
Conditions du délaissement. — Quand il peut être fait. — Cas de prise du navire 415

TITRE XI.

DES AVARIES

Qu'entend-on par ce mot 417
Avaries communes 417
Avaries particulières 418

TITRE XII.

DU JET ET DE LA CONTRIBUTION

Du jet. 419
De la contribution. — Répartition des pertes subies pour sauver le vaisseau. . 419

TITRE XIII.

DES PRESCRIPTIONS

Prescriptions en matière de commerce maritime. 421

TITRE XIV.

DES FINS DE NON RECEVOIR

Fins de non recevoir. 421

LIVRE III.

Des faillites et banqueroutes

TITRE PREMIER.

DE LA FAILLITE

Texte. 422
Conditions pour qu'il y ait faillite.—Peut-on être déclaré en faillite après sa mort. 422
Déclaration de faillite et ses effets. 423
Texte. 423
Déclaration de faillite. 424
EFFET DE LA DÉCLARATION DE FAILLITE A L'ÉGARD DES BIENS DU FAILLI. — Dessaisissement. — Suspension des poursuites.—Exigibilité des créances contre le failli. — Cessation du cours des intérêts 425
EFFETS DE LA DÉCLARATION DE FAILLITE RELATIVEMENT AUX ACTES QUI L'ONT PRÉCEDÉE. — Actes translatifs de propriété mobilière ou immobilière à titre gratuit.—Paiement de dettes non échues. — Paiement autrement qu'en espèces de dettes échues. — Hypothèques ou droits réels consentis pour dettes antérieures. 426
NOMINATION DU JUGE-COMMISSAIRE. — *Texte* 427
APPOSITIONS DE SCELLÉS ET PREMIÈRES DISPOSITIONS A L'ÉGARD DU FAILLI . . 428
Texte. 428
Apposition des scellés et inventaire. . . . 428
Arrestation du failli 429
NOMINATION ET REMPLACEMENT DES SYNDICS PROVISOIRES. 429
Texte 429
Premiers soins du syndic. — Scellés. — Inventaire.—Convocation des créanciers. 430
FONCTIONS DES SYNDICS. 430
Texte 430
Notions générales. 431
Levée de scellés et inventaire. — *texte*. . 432
Vente des marchandises et recouvrements. — *Texte* 432
Actes conservatoires. — *Texte* 434
Vérification et affirmation des créances. — *Texte* 435
Contestation et déchéances. — *Texte* . . . 436
CONCORDAT ET UNION. 438
Texte 438
Convocation et assemblée des créanciers. 438
Concordat. — *texte*. 438
Majorité nécessaire. — Homologation du concordat. 439
Effet du concordat. —*Texte*. 442
Annulation et résolution du concordat. — *Texte* 442
CLOTURE DE LA FAILLITE EN CAS D'INSUFFISANCE D'ACTIF. — *Texte*. 443
UNION DES CRÉANCIERS. — *Texte*. 444
CONCORDAT PAR ABANDON D'ACTIF.—*Texte*. 446
DIFFÉRENTES ESPÈCES DE CRÉANCIERS ET LEURS DROITS EN CAS DE FAILLITE. 446
Coobligés et cautions. 446
Créanciers nantis de gages et créanciers privilégiés sur les biens meubles. — *Texte*. 447
Créanciers hypothécaires et privilégiés sur les immeubles. — *Texte* 448
Droits des femmes des faillis. — *Texte* . . 449
RÉPARTITION ENTRE LES CRÉANCIERS ET LIQUIDATION DU MOBILIER. — *Texte*. 451
VENTE DES IMMEUBLES DU FAILLI. —*Texte*. 452
REVENDICATION EN CAS DE FAILLITE. — *Texte*. 458
VOIES DE RECOURS CONTRE LES JUGEMENTS RENDUS EN MATIÈRE DE FAILLITE. — *Texte* 454

TITRE II.

DES BANQUEROUTES

BANQUEROUTE SIMPLE. — *Texte*. 455
BANQUEROUTE FRAUDULEUSE. — *Texte* . 457
Crimes et délits commis dans les faillites par d'autres que par les faillis. —*Texte*. 457
Administration des biens en cas de banqueroute. — *Texte* 458

TITRE III.

DE LA RÉHABILITATION

Conditions de la réhabilitation.—Arrêt de la cour d'appel. — *Texte* 459

LIVRE IV.

De la juridiction commerciale

TITRE PREMIER.

De l'organisation des tribunaux de commerce. 461

TITRE II.

DE LA COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX DE COMMERCE

Texte 461
Compétence générale. 462
Compétence, en raison d'actes de commerce 463

Qu'entend-on par actes de commerce. — Achat de marchandises pour les revendre. — Entreprise de manufactures, de commission, de transport par terre et par eau. — Entreprise de fournitures, d'agence, bureaux d'affaires, établissement de ventes à l'encan, de spectacles publics. 463
Opérations de banque, de change ou courtage. 465
Entreprises maritimes et contrats qui en dépendent. 465
Lettres de change ou remises d'argent de place en place. 465
Actions contre les facteurs, commis ou serviteurs des marchands. 465
Actions contre les comptables de deniers publics. 465
Compétence en dernier ressort du tribunal de commerce. 465

TITRE III.

DE LA FORME DE PROCÉDER DEVANT LES TRIBUNAUX DE COMMERCE

Forme. — Délais. — Procédure. 466

TITRE IV.

DE LA FORME DE PROCÉDER DEVANT LES COURS D'APPEL

Forme de procéder. — *Texte*. 467

Code de Procédure Civile.

PROLÉGOMÈNES. 469
ORGANISATION JUDICIAIRE 469

PREMIÈRE PARTIE

PROCÉDURE DEVANT LES TRIBUNAUX

LIVRE PREMIER

De la justice de paix

TITRE PREMIER.

Compétence des juges de paix. — Loi du 25 mai 1838. 471
Citations devant ce magistrat. 475
Audiences. 475
Jugements 475
Jugements sur les actions possessoires. . 475
Jugements non définitifs 476
Mise en cause des garants 476
Enquête 476
Visites des lieux et appréciations 476
Récusation des juges de paix. 476

LIVRE DEUXIÈME

Des tribunaux civils d'arrondissement

TITRE PREMIER.

PROCÉDURE RÉGULIÈRE

Notions générales. 477
Compétence. 478
Ajournements ou assignations 478
Constitutions d'avoué. — Défenses. — Conclusions. 478
Audiences. — Leur publicité. — Leur police 478
Jugements et diverses espèces de jugements. 479

TITRE II.

DES EXCEPTIONS

Idées générales sur les exceptions. — Caution des étrangers. — Renvois. — Nullités. 480
Exceptions dilatoires. 480
Exception de l'héritier. 480
Exception de garantie. 480

TITRE III.

DES ENQUÊTES

Enquêtes 481

TITRE IV.

DES EXPERTISES

Expertises 481

TITRE V.

PROCÉDURE DEVANT LE TRIBUNAL DE COMMERCE.

Procédure devant le tribunal. 481

TITRE VI.

DES APPELS DES JUGEMENTS.

Forme et conditions des appels. 482

LIVRE II.

De l'exécution des décisions judiciaires et des actes authentiques.

TITRE PREMIER.

DES RÈGLES GÉNÉRALES.

Règles générales. 483

TITRE II.

DES SAISIES-ARRÊTS OU OPPOSITIONS.

Forme. — Conditions, — Procédure. . . . 483

TITRE III.

DES SAISIES-EXÉCUTIONS.

Saisies-exécutions, forme et conditions. . 484

TITRE IV.

DES DISTRIBUTIONS PAR CONTRIBUTION.

Forme et conditions 485

TITRE V.

DE LA SAISIE DES IMMEUBLES.

Saisie-immobilière 486

TITRE VI.

DE L'ORDRE.

Ordre ouvert sur le prix d'un immeuble. . 486

LIVRE TROISIÈME.

Procédures diversess

TITRE I.

Des Référés. 487

TITRE II.

Des rapports des propriétaires avec les locataires 488

TITRE III.

De la saisie-foraine. 489

TITRE IV.

De la saisie-revendication. . . . 489

TITRE V.

Des mesures à prendre après décès. 490

Code d'instruction criminelle

PREMIÈRE PARTIE

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

TITRE I.

Des juridictions pénales 493

TITRE II.

Voies de recours contre les décisions pénales. 494

TITRE III

Amnistie - Grâce - Réhabilitation 495

DEUXIÈME PARTIE.

CODE PÉNAL

TITRE I.

Notions historiques.. 497

TITRE II.

Des délits 498

TITRE III.

Des peines. 498

Code forestier

TITRE I.

Des bois et forêts qui font partie des domaines de l'État. . . . 501

TITRE II.

Des bois des communes et des établissements publics . . . 503

TITRE III.

Des bois des particuliers 504

TITRE IV.

Affectations spéciales des bois à des services publics. 504

TITRE V.

Police et conservation des bois et forêts 506

TITRE VI

Des poursuites en réparation de délits et contraventions . . . 507

TITRE VII.

Des peines et condamnations pour tous les bois en général 509

TITRE VIII.

Défrichement des bois des particulier 510

Lois Diverses.

A

Actes de l'Etat civil 513
Algérie. 514
Aliénés. 515
Alignement. 520
Allumettes. 521
Animaux domestiques 522
Apprentisage (contrat) 522
Armée (nouvelle loi militaire). 525
Assistance judiciaire. 524
Associations 537
Association internationale. 537
Associations syndicales. 537

B

Baccalauréat. 539
Banque de France. 539
Bestiaux 539
Billards. 539
Boissons 539
Brevets de capacité. 542
Brevets d'invention 542

C

Cadastre. 543
Caisse des dépôts et consignations. . . . 543
Caisses d'épargne. 543
Caisses de retraites. 543
Cautionnements. 544
Cercles. 545
Certificat de vie. 545
Chambres de commerce. 545
Chambres consultatives des arts et manufactures 546
Chasse. 546
Chemins de fer 551
Chemins. 555
Chevaux. 556
Chiens. 557
Commissaires-priseurs 558
Commissions départementales. 558
Communautés religieuses 558
Communes. 558
Concordat. 559
Congrégations Religieuses. 559
Conseil d'arrondissement et conseil général. 559
Conseil d'Etat. 563
Conseil de préfecture. 564
Conseils municipaux. 565
Conservateurs des hypothèques. 569
Constitution. 570
Consuls 570
Contributions directes et indirectes. . . . 570
Cour de Cassation. 570
Cour des comptes 571
Cours d'appel 572
Crédit foncier. 572
Cultes 573

D

Dépêches télégraphiques 573
Dépens. 573
Douanes 574
Drainage. 574

E

Elections 574
Enfants en bas âge. 575
Enfants employés dans les professions ambulantes. 577
Enfants et filles mineures employés dans l'industrie. 578
Enregistrement et timbre. 582
Epizooties 613
Etablissements et manufactures. 613
Etat de siége. 615
Expropriation pour cause d'utilité publique 615
Extradition. 616

F

Fabriques 616
Fabriques d'Eglise. 616
Facultés 617
Foires et marchés 617
Forts de Paris. 617
Frais de justice. 617
Francfort (traité de). 617

G

Garantie des ouvrages d'or et d'argent. . 618
Gendarmerie. 619

Greffiers 620
Grêle 620

H

Halage 620
Hospices et établissements de bienfaisance. 620

I

Impôts directs et indirects 621
Imprimeurs et libraires 624
Indigents 624
Institut agronomique 625
Instruction publique 625
Intérêt (loi sur) 630
Internationale 631
Invasion 631
Irrigations 632
Ivresse publique 632

J

Jeu et paris 632
Jury 632
Justices de Paix 633

L

Légalisation 633
Légion d'honneur 634
Légitimation 631
Librairie 634
Listes électorales 634
Livrets d'ouvrier 634
Locations verbales 635
Logements insalubres 635
Lois constitutionnelles 635
Loteries 635

M

Main-morte 636
Maires et adjoints 636
Manufactures 637
Marchés 638
Marine marchande 638
Marques de fabrique 638
Matières dangereuses 738
Matières d'or et d'argent 639
Mesures (poids et) 639
Mines, minières et carrières 639
Ministères 641
Mont-de-Piété 641
Mort 642
Mutations 642

N

Naturalisation 643
Navigation et navires 643
Nivellement 643
Nom (changement de) 643
Notaires 643
Nouvelle loi militaire. — Voy. *Armée* . . 525
Nourrissons 644

O

Obligations du Trésor 644
Octrois 644
Officiers ministériels 645

P

Paiements 645
Passeport 645
Patentes 646
Pauvres (droit des) 646
Pavage 646
Pêche fluviale 646
Pensions civiles 655
Permis de chasse 659
Pétitions 659
Pharmacie 659
Plan d'alignement 660
Poids et mesures 660
Police rurale 660
Portes et fenêtres 660
Postes 661
Préfets 661
Préséances 671
Présidence de la République 672
Presse 672
Propriété littéraire et artistique 675
Propriété industrielle 676

R

Reboisement des montagnes 676
Recensement 677
Reculement 678
Rentes sur l'Etat 678
Réunion publique 678
Revenu (impôt sur le) 680
Roulage 680
Routes nationales et départementales . . . 685

S

Sapeurs-pompiers 685
Sel (impôt sur les) 686
Séminaires 686
Sénat 686
Servitudes militaires 686
Siége 687
Sociétés secrètes 687

T

Tabac 687
Tarifs 687
Théâtres 687
Timbre 688
Traitements 688
Traités de commerce 691
Traité (dit convention de Genève) 693

U

Union monétaire 69
Universités 694

V

Valeurs mobilières 694

Tarif des frais

LIVRE PREMIER.

DES JUSTICES DE PAIX

CHAPITRE PREMIER.

Des vacations des juges de paix 695

CHAPITRE DEUXIÈME.

Taxe des greffiers des juges de paix. . . . 695

CHAPITRE TROISIÈME

Taxe des huissiers des juges de paix . . . 697

CHAPITRE QUATRIÈME.

Taxe des témoins, experts et gardiens des scellés 697

LIVRE DEUXIÈME.

DE LA TAXE DES FRAIS DANS LES TRIBUNAUX INFERIEURS ET DANS LES COURS.

TITRE PREMIER.

De la taxe des actes des huissiers ordinaires.

Actes de première classe 699
Actes de seconde classe et procès-verbaux 702

TITRE DEUXIÈME.

De la taxe des avoués de première instance.

CHAPITRE PREMIER.

Matières sommaires. 708

CHAPITRE DEUXIÈME.

Matières ordinaires. 710
§ 1er. Droit de consultation 710
§ 2. Actes de première classe 710
§ 3. Actes de deuxième classe 711
§ 4. Requêtes et défenses qui peuvent être grossoyées et copies de pièces. 712
§ 5. Requêtes qui ne peuvent être grossoyées et défenses 714
§ 6. Plaidoirie et assistance aux jugements 716
§ 7. Qualités et significations des jugements 717
§ 8. Vacations 718
§ 9. Poursuite de contributions 721
§ 10. Poursuite de saisie immobilière . . 723
§ 11. Poursuite d'ordre 727
§ 12. Actes particuliers 729

CHAPITRE TROISIÈME.

Avoués de la Cour d'appel de Paris . . . 731

CHAPITRE QUATRIÈME.

Dispositions communes aux avoués des cours et des tribunaux 731

CHAPITRE CINQUIÈME.

Des huissiers audienciers. — Huissiers de première instance 732
Huissiers audienciers de la Cour d'appel de Paris. 732

CHAPITRE SIXIÈME.

Des experts, des dépositaires de pièces et des témoins 733

CHAPITRE SEPTIÈME.

Des notaires. 734

Liquidation des Dépens.

Liquidation des dépens 735
Tarif des frais de taxe. 736

Droits des greffiers des tribunaux de commerce.

§ 1er Jugements 737
§ 2. Procès-verbeux 738
§ 3. Actes spéciaux aux villes maritimes. 738
§ 4. Formalités diverses 738

TITRE PREMIER.

Dispositions communes à toute la France.

CHAPITRE PREMIER.

Greffiers des tribunaux de première instance 739

CHAPITRE DEUXIÈME.

Conservateur des hypothèques. 740

TITRE DEUXIÈME.

Dispositions pour le ressort de la Cour de Paris.

CHAPITRE PREMIER.

§ 1er. Huissiers ordinaires. Actes de première classe. 740
Procès-verbaux et actes de seconde classe. 741
§ 2. Huissiers ordinaires des tribunaux de première instance 742

CHAPITRE DEUXIÈME.

Avoués de première instance.

§ 1er Emoluments spéciaux à chaque nature de vente 742

Saisie immobilière. 742
Surenchère sur aliénation volontaire . . . 743
Vente de biens de mineurs. 744
Partages et licitations 744
§ 2 Emoluments communs aux différentes ventes. 745

CHAPITRE TROISIÈME.

Des notaires. 747

CHAPITRE QUATRIÈME.

Des experts 748

TITRE TROISIÈME.

Dispositions pour les ressorts des autres cours.

Dispositions pour les ressorts des autres cours. 749

TITRE QUATRIÈME.

Dispositions générales

Dispositions générales 749

Droits des Commissaires priseurs.

Droits. 750

Suppression des droits des Juges de paix.

Suppression. 752

Expropriation pour cause d'utilité publique.

CHAPITRE PREMIER

Huissiers. 752

CHAPITRE DEUXIÈME.

Greffiers. 754

CHAPITRE TROISIÈME.

Indemnités de transport. 755

CHAPITRE QUATRIÈME.

Dispositions générales 756

Frais de protêt.

Frais de prôtet 757

Greffiers des tribunaux de première instance et greffiers des cours d'appel.

§ 1er Emoluments des greffiers des tribunaux civils. 757
§ 2. Emoluments quand les tribunaux civils sont en même temps tribunaux de commerce. 759
§ 3. Greffiers de cours d'appel. 759
§ 4. Dispositions générales. 759

Tarif des agréés

Tarif au tribunal de commerce de la Seine 760

Code rural

Observations très-importantes 763

TITRE PREMIER.

Des chemins ruraux, des chemins et des sentiers d'exploitation.

SECTION PREMIÈRE.

Chemins ruraux. 763

SECTION DEUXIÈME.

Syndicats pour l'ouverture, le redressement, l'élargissement, la réparation et l'entretien des chemins ruraux 766

SECTION TROISIÈME.

Chemins et sentiers d'exploitation 768

TITRES DEUXIÈME ET TROISIÈME.

Parcours.— Vaine pâture.— Ban de vendanges.— Durée du louage des domestiques et ouvriers ruraux. 768

TITRE COMPLÉMENTAIRE.

Clôture.—Mitoyenneté des fossés et haies.— Plantations — Droit de passage 707

CONSTITUTION DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Loi du 20 novembre 1873, qui confie le Pouvoir Exécutif pour sept ans au Maréchal de Mac-Mahon 773
Loi du 5 février 1875 relative à l'organisation des pouvoirs publics . . . 773
Loi du 24 février 1875, relative à l'organisasation du sénat. 775
Loi du 16 juillet 1875, sur les rapports des pouvoirs publics. 776
Loi organique du 2 août 1875, sur les élections des sénateurs 778
Loi organique du 30 novembre 1875, sur l'élection des députés. . . . 782
Loi du 30 janvier 1879, qui nomme MGrévy Président de la République.. 785

Formulaire civil

1.— Modèle d'une demande au Procureur de la République pour être dispensé de la seconde publication de mariage 787
2.— Modèle d'une pétition au Ministre de la justice, pour être autorisé à se marier avant l'âge 788
3.— Modèle d'une pétition au Ministre de la justice pour être autorisé à se marier avec un parent à un degré prohibé . 788
4.— Modèle d'un acte par lequel la femme s'engage valablement envers quelqu'un . 789
5.— Modèle d'une demande adressée au Président du tribunal civil pour être autorisé à faire détenir un enfant 789
6.—Modèle d'un pouvoir donné par un membre d'un conseil de famille 790
7.—Modèle d'un compte sommaire de tutelle rendue par le tuteur 790
8.— Modèle d'un compte général de tutelle 791
9.—Modèle d'un acte constitutif de servitude 792
10. — Modèle d'un partage à l'amiable et sous-seing privé 793
11. — Modèle d'un testament olographe . 795
12.— Modèle d'un testament mystique . . 795
13. — Modèle d'un testament instituant plusieurs légataires universels.. 795
14.— Modèle d'un testament instituant des légataires à titre universel. 796
15.— Modèle d'un testament instituant un légataire à titre particulier. 796
16.—Modèle d'un acte de délivrance amiable d'un legs.. 796
17.— Modèle d'une institution d'exécuteur testamentaire 796
18—. Modèle d'un compte d'exécuteur testamentaire 797
19.— Modèle de révocation d'un testament avec institution de nouvel héritier. . . . 798
20.—Modèle d'une subtitution permise. . 798
21.— Modèle d'un testament contenant partage 798
22.— Modèle d'une convention contenant une clause pénale. 799
23. — Modèle d'une convention pour faire porter des intérêts à des intérêts. 799
24.— Modèle d'une obligation solidaire entre débiteurs 800
25. — Modèle d'obligation avec clause pénale 800
26. — Modèle d'une quittance avec subrogation. 800
27. — Modèle de cession volontaire de biens 800
28. — Modèle d'acte de novation par changement d'objet. 801
29. — Modèle d'un acte de novation par changement de débiteur 801
30. — Modèle d'un acte de novation par changement de créancier 802
31. — Modèle d'acte de compensation conventionnelle. 802
32. — Modèle de ratification d'un acte fait en minorité. 803
33. — Modèle d'une contre-lettre. . . 803
34. — Modèle d'un acte synallagmatique. 803
35. — Modèle d'engagement d'une seule partie à payer une somme. 804
36. — Modèle d'une obligation de faire. 804
37. — Modèle d'un acte recognitif. . . 804
38. — Modèle d'un acte confirmatif. . . 804
39. — Modèle d'acte contenant les conventions matrimoniales auxquelles adhère le conseil de famille d'un mineur 805
40. — Modèle de contrat de mariage (communauté). 805
41. — Modèle d'un partage amiable de communauté. 807
42. — Modèle d'un contrat de mariage de communauté réduite aux acquêts . 810
43. — Modèle d'un contrat de mariage de communauté attribuée en tout ou en partie au survivant. 810
44. — Modèle d'un contrat de mariage portant exclusion de communauté . . . 810
45. — Modèle d'un contrat de mariage portant séparation de biens. 811
46. — Modèle d'un contrat de mariage avec adoption de régime dotal 812
47.— Modèle d'un acte de vente pure et simple d'objets mobiliers. 812
48.— Modèle d'un acte de vente d'objets mobiliers avec délais pour le paiement 813
49.— Modèle d'un acte de vente d'objets mobiliers avec paiement en billets . . . 813
50—Modèle d'un acte de vente d'objets mobiliers à l'essai 813
51.— Modèle d'un acte de cession de fond de commerce 814
52.— Modèle d'un acte de vente d'une maison 814
53. — Modèle d'un acte de cession de créance 816
54.— Modèle des différentes clauses qui peuvent acompagner une cession de créance. 816
55.—Modèle d'un acte de vente de droits successifs. 816
56. — Modèle d'un acte de transport de droits litigieux. 817
57.— Modèle d'un contrat d'échange . . . 818
58.— Modèle de bail d'un logement ou appartement. 818
59.—Modèle de bail de biens ruraux. . . 819
60.— Modèle de sous-location par un principal locataire à un sous-locataire . 820
61.— Modèle de cession de bail avec acceptation du propriétaire. 820
62. — Modèle d'acceptation de bail séparée par le propriétaire. 821
63.— Modèle d'un état des lieux de maison. 821
64. — Modèle d'un état des lieux d'une ferme. 822
65.— Modèle de congé 822
66.— Modèle de bail à ferme. 823
67.— Modèle de quittance de loyer . . . 823
68.— Modèle de quittance de fermage . 824
69.—Modèle de continuation de bail. . . 824
70.— Modèle de résiliation de bail par consentement mutuel 824
71 et 72.—Modèle de louage d'ouvrage et d'industrie 825
73.— Modèle de cheptel simple. 826

74.— Modele de cheptel à moitié. 827
75.— Modele de cheptel de fer 828
76.— Modele de société universelle 828
77.— Modele de société particulière. . . . 829
78.— Modele de commodat on prêt à usage 829
79.— Modele de prêt de consommation. 830
80.— Modele de prêt à intérêt 830
81.— Modele de constitution de rente perpétuelle. 830
82.— Modele de dépôt volontaire 831
83.— Modele de dépôt nécessaire 831
84.— Modele de séquestre conventionnel. 831
85. Modele de constitution de rente viagère 832
86.— Modele de pouvoir général. 832
87.— Modele de pouvoir spécial. 832
88.— Modele d'un acte de cautionnement accompagnant l'obligation principale . . 833
89.— Modele d'un acte de cautionnement après l'obligation principale 833
90.— Modele de cautionnement donné avant l'engagement principal 834
91.— Modele de transaction 834
92.— Modele d'acte de gage 834
93.— Modele d'acte d'antichrèse 835
94.— Modele d'une demande au conservateur pour connaître la situation hypothécaire d'une personne 835
95.— Modele de bordereau d'inscription de privilége. 835
96.— Modele de première inscription de privilége d'entrepreneur 836
97.— Modele de deuxième inscription de privilége d'entrepreneur 836
98.— Modele d'inscription d'hypothèque légale d'une femme mariée 837
99.— Modele d'inscription d'hypothèque légale d'un mineur. 837
100.— Modele d'hypothèque conventionnelle 837
101. Modele d'inscription d'hypothèque judiciaire 838
102.— Modele (Voyez formnles 98 et 99)
103 — Modele de renouvellement d'inscription. 838
104.— Modele de renonciation à hypothèque. 839
105.—Modele de notification aux créanciers inscrits sur un immeuble. 839
106.— Modele de renonciation à prescription acquise ou courante. 839
107.—Modele de reconnaissance de dette pour empêcher la prescription. 840

Formulaire commercial

1.— Modele de Livre-journal 841
2.— Modele de livre de copies de lettres 842
3.— Modele de livre des inventaires. . . 842
4.— Modele de grand-livre en partie double. 844
5,— Modele de livre de caisse 843
6.— Modele de livre d'entrées et sorties 843
7.— Modele d'assignation au Tribunal de commerce, avec offre de représenter le livre-journal 846
8.— Modele d'assignation avec sommation de représenter le livre-journal . . . 846
9. — Modele d'un acte de société en nom collectif. 846
10.—Modele d'un acte de société en commandite simple ou par intérêts 847
11.—Modele d'un acte de société en commandite par actions. 849
12.—Modele de souscription d'une action 854
13.— Modele d'acte de société anonyme. 854
14.— Modele d'acte de société à capital variable 864
15.—Modele d'un acte de dépot d'un acte de société en nom collectif, ... 862
16.— Modele de dépôt des actes qui doivent être joints à l'acte constitutif . . . 862
17.— Modele d'extrait d'un acte de société en nom collectif 863
18. — Modele d'un extrait pour la publication d'un acte de société en commandite simple. 863
19. — Modele d'un extrait pour la publication d'un acte de société en commandite par actions. 863
20. — Modele d'un extrait pour la publication d'un acte de société anonyme. 864
21. — Modele de compromis pour la nomination d'un ou plusieurs arbitres. . . 864
22. — Modele de jugement arbitral. . . 864
23. — Modele de dépôt de jugement arbitral. 865
24. — Modele d'ordonnance d'exequatur. 865
25. — Modele d'extrait pour la publication d'un contrat de mariage. 865
26. — Modele d'acte de commission . . 865
27. — Modele de lettre de voiture. . . 866
28. — Modele de requête pour faire nommer un expert chargé de visiter et estimer des marchandises. 866
29 et 30. — Modele d'acte sous seing. privé contenant achat et vente. 867
31. — Modele de facture acceptée. . . . 867
32. — Modele de lettre de change . . . 867
33, 34 et 35. —Modele de lettre de change par première, deuxième, troisième. . . 867
36 et 37. — Modele de lettre de change suivant avis ou sans autre avis 868
38. — Modele de lettre de change non acceptable. 868
39. — Modele de lettre de change acceptée 868
40. — Modele d'acceptation par intervention. 868
41. — Modele de lettre payable à vue. . 868
42. — Modele de lettre payable à une ou plusieurs usances de vue. 868
43. — Modele de lettre payable à plusieurs jours ou mois de vue. 868
44. — Modele d'endossement régulier. 868
45. — Modele d'endossement pignoratif. 869
46. — Modele d'aval sur la lettre de change 869
47. — Modele d'aval par acte séparé. . 869
48. — Modele de requête pour saisie conservatoire 869
49. — Modele de retraite. 870
50. — Modele de compte de retour. . . 870
51. — Modele de billet à ordre 870

52. — Modele de billet à domicile. . . . 870
53. — Modele de billet au porteur. . . . 870
54. — Modele de mandat 871
55. — Modele d'acte de vente d'un navire. 871
56. — Modele de connaissement. 873
57. — Modele de congé d'un navire. . . 873
58. — Modele d'acte de francisation. . 874
59. — Modele de rôle d'équipage. . . . 874
60. — Modele d'acquit à caution 874
61. — Modele de rapport du capitaine à l'arrivée, du navire. 874
62. — Modele d'engagement des gens de l'équipage 874
63, 64, 65, 66. — Modele de diverses sortes de connaissements. 875
67. — Modele de charte-partie 875
68. — Modele de contrat à la grosse. . 875
69. — Modele de contrat d'assurance maritime 876
70. — Modele de délibération sur jet. . 876
71. — Modele de dépôt de bilan en cas de faillite 877
72. — Modele de déclaration de cessation de paiement sans dépôt de bilan . 878
73. — Modele d'opposition par un créancier à la délivrance d'un sauf-conduit au failli. 878
74. — Modele de pouvoir pour représenter à une faillite. 879
75. — Modele de demande de sauf-conduit adressée par le failli. 879
76. — Modele de bordereau de production à une faillite 879
77. — Modele de demande en revendication adressée au syndic 880
78. — Modele d'opposition à jugement déclaratif de faillite 880
79. — Modele de requête à la Cour d'appel pour demander la réhabilitation . . . 880
80. — Modele d'opposition à réhabilitation 881
81. — Modele de requête pour être autorisé à assigner à bref délai devant le tribunal de commerce 881

Formulaire de procédure civile

1. — Modele de pouvoir pour représenter en justice de paix. 882
2. — Modele de pouvoir pour représenter au tribunal de commerce 882
3. — Modèle de requête pour être autorisé à faire une saisie foraine 883
4. Modele de requête au nom d'un créancier pour être autorisé à faire apposer les scellés 883

Formules diverses

1. — Modele de demande d'alignement . 884
2. — Modele de contrat d'apprentissage. 884
3. — Modele de demande afin d'obtenir l'assistance judiciaire 885
4. — Modele de demande pour débit de boissons. 885
5. — Modele de demande afin d'obtenir un brevet. 885
6. — Modele de déclaration pour conférer un privilége du second ordre 885
7. — Modele de déclaration de maire pour avoir un certificat de vie. 886
8. — Modele de demande de permis de chasse 886
9. — Modele de demande pour établir un établissement dangereux de première classe. 886
10. — Modele de demande pour établir un établissement dangereux de 2me classe 887
11. — Modele de pétition en cas de ravage aux récoltes. 887
12. — Modele de demande en remise ou modération d'impôt. 887
13. — Modele de déclaration pour être libraire ou imprimeur. 887
14 et 15. — Modele de certificat d'indigence 887
16. — Modele de demande afin d'établir une minière à ciel ouvert. 888

Lois récentes

Agriculture. 889
Amnistie 889
Chemins de fer de l'Etat. 889
Chemins vicinaux 889
Chicorée 890
Conseil d'Etat 890
Contributions directes 890
Effets de commerce. 891
Enseignement supérieur. 891
Etablissements de bienfaisance. 891
Paris (retour des Chambres à). 892
Phylloxera 892
Postes 893
Traité de Berlin. 894

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

Librairie Historique et Scientifique. — Bibliothèque de la Vie pratique.

Arthème FAYARD, éditeur, 78, boulevard Saint-Michel, Paris.

14 MÉDAILLES obtenues aux Expositions ou des Sociétés savantes.
4 Récompenses en 1878, *Grande Médaille d'or, Médaille unique de vermeil, etc., etc.*

LES

CENT MILLE RECETTES

DE LA

BONNE CUISINIÈRE BOURGEOISE A LA VILLE & A LA CAMPAGNE

Par SOPHIE WATTEL

Grande cuisine, cuisine bourgeoise, cuisine des petits ménages, cuisines étrangères, *cuisine au beurre, à la graisse et à l'huile,* **pâtisserie, office, confiserie, savoir-vivre, dissection, service de table, conserves,** etc., etc., **art d'accommoder les restes, grand nombre de recettes utiles, hygiène, soins à donner aux enfants, aux malades, aux convalescents, recettes pour préparer certains médicaments usuels, soins à donner aux animaux domestiques, recettes pour faire un grand nombre de préparations** très-utiles à **tous les ménages,** d'une application **facile** et **journalière,** etc., etc.

Cet ouvrage peut servir à exécuter le menu le plus recherché, comme le menu quotidien d'une bonne table bourgeoise. C'est un répertoire et un manuel pratique pour ceux qui savent la cuisine et pour les cuisinières encore inexpérimentées. Une ménagère y trouve les recettes de toutes les conserves et de toutes les friandises qu'elle peut toujours se procurer ; et y trouve l'inspiration d'un repas impromptu.

Autrefois de semblables traités ne s'adressaient qu'à l'honorable classe des gourmands; aujourd'hui, tout le monde, par goût, par raison d'hygiène et par économie, veut bien manger et se rendre compte de ce qu'il mange.

Une bonne cuisine bien variée, faite selon nos goûts, notre tempérament et notre bourse, c'est la santé. Elle fait le charme de nos relations et de la vie de famille, elle retient au coin du foyer les plus inconstants. Une table confortable, variée et appétissante, est, deux fois par jour, un témoignage d'affection que la mère de famille donne à son mari et à ses enfants. Cette opinion est partagée par le peuple le plus pratique de la terre : *les Anglais fondent des écoles de cuisine pour les jeunes filles de toute condition.*

L'OUVRAGE EST ILLUSTRÉ DE 500 BELLES GRAVURES

IL EXISTE EN SÉRIES DE **40** PAGES, A **50** CENTIMES L'UNE

PRIX COMPLET { broché. . . . . 9 francs
relié. . . . . 11 francs

Le même ouvrage, orné en plus de 16 MAGNIFIQUES PLANCHES de fruits, légumes, hors-d'œuvre, poissons, gibier, etc.,

PRIX COMPLET { broché. . . . . 16 francs
relié. . . . . 18 fr. 50

LES 16 PLANCHES SONT IMPRIMÉES EN CHROMO, PLUSIEURS COULEURS

IMITATION DE PEINTURE FAITE D'APRÈS NATURE

Ces planches valent à elles seules le prix de l'ouvrage

Paris. — Typ. Tolmer et Cie, 3, rue de Madame.

Arthème FAYARD, éditeur, 78, boulevard Saint-Michel, à Paris.

14 Médailles aux Expositions universelles et des Sociétés savantes.
Quatre Récompenses en 1878 :
Grande Médaille d'Or, 2 Médailles de Vermeil et Mention.

L'ÉCOLE
DU
JARDINIER AMATEUR

PAR F. DE LA BRUGÈRE

Membre de plusieurs Sociétés horticoles, de la Société d'Acclimatation, Membre du Conseil de la Société de Géographie commerciale de Paris, de l'Académie nationale, de la Société de Géographie de France, lauréat de la Société d'Instruction et d'Éducation populaire (grande médaille d'or), de la Société d'Encouragement au bien (grande médaille d'or), de la Société d'Ethnographie (médaille de vermeil), de la Société protectrice des animaux (médaille de bronze), etc., etc.

Ouvrage indispensable aux habitants de châteaux, villas, maisons de campagne, grandes et petites fermes, petits jardins, etc., *aux entrepreneurs de jardins, aux garçons jardiniers et enfin à tous ceux qui veulent s'instruire.*

L'*Ecole du Jardinier* est le travail le plus complet sur la culture des **fleurs**, des **arbres fruitiers** et des **légumes**, rédigé avec la science du botaniste et les connaissances pratiques du jardinier.

Rien n'y est omis; notre but, en publiant cet ouvrage, étant de réunir en un *seul volume* ce que l'horticulteur doit demander à cent traités différents et de donner, pour un prix **très-faible**, un **livre sérieux** et d'une édition **luxueuse**.

Notre tâche n'était pas facile. Tout le monde sait que, depuis vingt ans, aucune science n'a fait plus de progrès et aucune n'a vu son domaine s'agrandir aussi rapidement; chaque année nous apporte une série de plantes nouvelles et de fruits nouveaux.

Quant à la partie artistique de l'œuvre, elle a été élevée à un degré qui n'a pas été dépassé.

L'ouvrage est orné de **820 SPLENDIDES GRAVURES dans le texte**

PRIX COMPLET { broché. . . . . 8 fr. 50
relié . . . . . 10 fr. 50

Cet ouvrage existe également en séries de 40 pages
Prix de la série : 50 centimes

PRIME OFFERTE GRATIS
Aux 20,000 premiers Acheteurs ou Souscripteurs
SEIZE SUPERBES PLANCHES EN COULEURS (CHROMO)

Imprimées en **8** ou **10 couleurs**, ces splendides chromos, imitation de peinture, sont faites directement *d'après nature*. Ce sont des œuvres d'art représentant les fleurs et les fruits tels que la nature les donne; on dirait que la plante semble revivre, tellement elle est bien reproduite et comme forme et comme couleurs.

Ces splendides planches chromo *valent à elles seules plus que le prix total de l'ouvrage.*

Les acheteurs au numéro ont droit également aux primes.

Le même ouvrage, contenant environ 100 planches en chromo au lieu de 16, prix : broché **25** fr., relié **30** fr.

Paris. — Typ. Tolmer et Cie, 3, rue de Madame.

Librairie Historique et Scientifique. — Bibliothèque de la Vie pratique.

Arthème FAYARD, éditeur, boulevard Saint-Michel, 78, à Paris.

Quatorze Médailles *obtenues des Sociétés savantes et aux Expositions universelles.*
Grande Médaille d'Or, Vermeil, Argent, Bronze, etc.
Quatre Récompenses en 1878 : *Grande Médaille d'Or, Médaile unique de Vermeil, etc.*

L'ART DU VÉTÉRINAIRE

MIS EN PRATIQUE

PAR UNE SOCIÉTÉ DE SAVANTS ET DE PRATICIENS

SOUS LA DIRECTION DE

F. DE LA BRUGÈRE

Membre de la Société d'acclimatation, lauréat et membre de la Société protectrice des animaux, membre du conseil de la Société de géographie commerciale de Paris, de la Société de Géographie de France, de l'Académie nationale, lauréat de la Société d'encouragement au bien (Grande médaille d'or), de la Société d'instruction et d'éducation populaire (Grande médaille d'or), de la Société d'ethnographie (médaille de vermeil), etc., etc.

Soins à donner aux **chevaux, mulets, ânes, bœufs, moutons, chèvres, porcs, chiens, chats, volaille, abeilles, vers à soie, lapins, oiseaux de luxe, de chasse** et de **volière**, petits **oiseaux chanteurs, poissons, animaux** et **insectes utiles**, animaux et insectes nuisibles, le moyen de les détruire; **Histoire naturelle, Traité de botanique** *appliquée à l'art vétérinaire*; **Description et traitement des maladies**, les moyens de les prévenir; la **Législation** sur les **animaux domestiques**, pharmacie, grand nombre de recettes excellentes, opérations usuelles, etc., etc.

Ouvrage orné de 300 PLANCHES *dans le texte* représentant environ **500 SUJETS DIVERS**, *races, appareils, outils*, etc., etc.

Le succès obtenu par les ouvrages de vulgarisation que nous publions depuis quelques années nous fait un devoir d'accomplir jusqu'au bout la tâche que nous nous sommes imposée et qui est celle-ci : mettre à la portée de tous, par des publications populaires à très-bon marché, l'étude de la science et des progrès qu'elle accomplit.

Tous ceux qui possèdent une écurie, une étable, une basse-cour, un chien, ou seulement quelques oiseaux, ont besoin de cet ouvrage, car il est le plus complet, le plus facile à comprendre, le plus beau et le meilleur marché de tous ceux publiés jusqu'ici sur la même matière.

L'ouvrage contient en plus **huit belles planches en couleurs chromo** (imitation de peinture) représentant les plantes médicinales entrant dans la composition des remèdes.

PRIX COMPLET { broché. . . . . 8 francs
relié. . . . . 10 francs

Cet ouvrage existe également en séries de 40 pages

Prix de la série : 50 centimes

Paris. — Typ. Tolmer et Cie, 3, rue de Madagascar.

L'ART DE PREDIRE L'AVENIR

Par JULES DE GRANDPRÉ

Sous ce titre, nous publions l'histoire et l'explication complètes de tous les arts et de toutes les sciences divinatoires depuis l'antiquité la plus reculée jusqu'à nos jours; depuis les mystères de la Cabale jusqu'à ceux du Spiritisme, depuis les mages jusqu'à MM. Desbarolle et Allan-Kardec.

Notre ouvrage contient les traités complets et en quelque sorte les manuels pratiques des méthodes, des systèmes, des études qui ont servi ou servent encore à prévoir et à prédire.

Après un résumé de l'histoire des oracles et des augures de l'antiquité grecque et latine, nous donnons des traités :

D'Astrologie (divination par les astres).
De Chiromancie (divination par la main).
De Graphologie (divination par l'écriture).
De Physionomonie (divination par la physionomie).
De Phrénologie (divination par la forme du crâne).
De Cartomancie (divination par les cartes).
D'Arithmancie (divination par les nombres).

De la divination par les *songes*, les *pressentiments*, les *visions*, les *apparitions; de la faculté de prévision, du magnétisme et du somnambulisme, du spiritisme, de la sorcellerie, de la cryptographie*, ou science des écritures secrètes; enfin d'un grand nombre de pratiques divinatoires tombées en désuétude.

Cet ouvrage ne répond pas seulement à des instincts superstitieux, qui sont universels, mais il s'adresse aussi à l'historien et au philosophe. C'est une étude où nous apprenons à nous connaître et à déduire de la connaissance du présent la connaissance de l'avenir. C'est aussi la clef des champs de l'Infini pour les rêveurs, et le pont jeté du connu à l'inconnu pour les imaginations ardentes à qui ne suffit point le positivisme dont on abuse aujourd'hui.

C'est, enfin, un livre que l'on peut interroger à toute heure, comme un confident, comme un intime ami, au premier trouble d'amour, au premier frisson de doute ou de crainte, et qui nous répond, sinon toujours par un oracle, du moins par une espérance, ou une promesse.

Les faits historiques et curieux dont il est rempli, les pratiques divinatoires à la fois simples et ingénieuses qu'il nous explique sont, pour nos entretiens, des aliments choisis, et dans nos réunions, nos relations particulières, nous offrent d'agréables passe-temps.

Cet ouvrage, édité avec luxe, est illustré, dans les parties qui exigeaient le concours du crayon, d'un grand nombre de dessins et d'autographes. Nous citerons les dessins de Lavater devenus rares, des figures de chiromancie et de phrénologie, et les soixante-dix cartes du jeu de tarot.

Prix complet :

Broché. . . . . 7 fr. 50
Relié. . . . . 10 francs

Cet ouvrage existe également en séries de 40 pages

Prix de la série : 50 centimes

Paris. — Typ. Tolmer et Cie, 3, rue de Madame.

TABLE DES MATIERES CONTENUES DANS CET OUVRAGE

- Code civil
  - TITRE PRELIMINAIRE. DES LOIS EN GENERAL.
    - Promulgation et publication des lois. - Rétroactivité des lois
    - Etendue d'application des lois. - Interprétation des lois. - Conventions dérogeant des lois
    - LIVRE PREMIER. Des personnes.
      - TITRE PREMIER. DES DROITS CIVILS EN GENERAL.
        - Jouissance des droits civils. - Comment elle s'acquiert
        - Condition des étrangers en France
        - Privation des droits civils
      - TITRE II. DES ACTES DE L'ETAT CIVIL
        - Dispositions générales. - Officiers de l'état civil compétents. - Coût des actes. - Légalisation
        - **Actes de naissance.**
        - Qui doit faire la déclaration. - Enfants trouvés-Enfants nés pendant un voyage en mer. - Reconnaissance d'enfants naturels
        - **Actes de mariage.**
        - Publications, dispenses, pièces et autorisations nécessaires
        - **Actes de décès.**
        - Délais, autorisations nécessaires
        - **Rectification des actes de l'état civil.**
        - Changemements dans l'orthographe du nom. - Comment se fait la rectification
      - TITRE III. DU DOMICILE.
        - Diverses sortes de domiciles. - Domicile réel. - Domicile d'élection
      - TITRE IV. DES ABSENTS.
        - Notions générales
        - **Présomption d'absence.**
        - Absent qui a laissé un mandataire. - Absent qui n'a pas laissé de mandataire. Absent intéressé dans les inventaires et successions. - Tribunal compétent
        - **Déclaration d'absence.**
        - Quand peut-on la provoquer. - Qui peut la provoquer. - Procédure
        - **Effets se l'absence sur les biens possédés au moment de la disparition.**
        - Envoi en possession. - Quels biens comprend l'envoi en possession. - Fin de l'envoi en possession. - Droits et obligations des envoyés en possession 1
        - Droits du conjoint de l'absent sous le régime de la communauté. - Obligations de l'époux présent. - Dissolution provisoire de la communauté
        - Envoi en possession définitif. - Ses effets
        - **Effets de l'absence sur les droits éventuels de l'absent.**
        - Un absent peut-il profiter d'une succession ouverte à son profit. - Qui en profite.
        - **Effets de l'absence relativement au mariage.**
        - Elle ne dissout pas le mariage. - Surveillance des enfants de l'absent
      - TITRE V. DU MARIAGE
        - Nature du contrat de mariage
        - **Qualités requises pour contracter mariage.**
        - Empêchements dirimants. - Age. - Consentement. - Parenté ou alliance.
        - Empêchements prohibitifs. - Actes respectueux. - Publications. - Opposition. - Viduité
        - **Formalités relatives à la célébration du mariage.**
        - Mariages célébrés à l'étranger
        - **Oppositions au mariage.**
        - Opposition légale. - Officieuse
        - **Demandes en nullité de mariage.**
        - Mariage absolument nul. - Mariage seulement annulable. - Possession d'état d'époux légitimes. - Mariage putatif
        - **Obligations qui naissent du mariage.**
        - Nourriture, entretien, éducation des enfants. - Dette alimentaire
        - **Droits et devoirs respectifs des époux.**
        - Fidélité, secours, assistance
        - Incapacité de la femme mariée
        - **Dissolution du mariage**
        - **Seconds mariages**
      - TITRE VI. DE LA SEPARATION DE CORPS.
        - **Causes qui donnent lieu à la séparation.**
        - Adultère. - Excès. - Sévices ou injures graves. - Condamnation à une peine infamante
        - Procédure: comparution devant le Président, enquête, jugement
      - TITRE VII. DE LA PATERNITE ET DE LA FILIATION.
        - **Filiation des enfants légitimes.**
        - Quand un enfant est-il légitime
        - Désaveu. - Causes de désaveu
      - **Preuves de la filiation des enfants légitimes.**
      - Acte de naissance. - Possession d'état. - Témoins
      - **Enfants naturels.**
      - De la légitimation des enfants naturels
      - De la reconnaissance des enfants naturels. - Filiation par l'acte de reconnaissance par témoins, par la possession d'état
      - TITRE VIII. DE L'ADOPTION ET DE LA TUTELLE OFFICIEUSE.
        - **Adoption.**
        - Ordinaire. - Rénumératoire. - Formes de l'une et de l'autre
        - Effets de l'adoption ordinaire et de l'adoption rénumératoire
      - **Tutelle officieuse.**
      - Obligations et conditions
      - TITRE IX. DE LA PUISSANCE PATERNELLE.
        - Pouvoir sur la personne [des enfants. - Sur les biens des enfants naturels reconnus
      - TITRE X. DE LA MINORITE DE LA TUTELLE ET DE L'EMANCIPATION.
        - **Minorité**
        - **Tutelle**
        - Combien de tutelles. - Tutelle des père et mère. - Conseil adjoint à la mère survivante. - Curateur au ventre
        - Tutelle déférée par le père ou la mère
        - Tutelle des ascendants
        - Tutelle déférée par le conseil de famille
        - Du subrogé-tuteur. - Ses fonctions
        - Causes qui dispensent de la tutelle. - Fonctions publiques, âge. etc
        - Causes d'incapacité, d'exclusion ou destitution de la tutelle
        - Administration du tuteur. - Actes qu'il peut faire seul. - Actes pour lesquels il a besoin de l'autorisation du conseil de famille. - Actes pour lesquels l'autorisation du conseil de famille doit être homologuée. - Actes interdits au tuteur
        - Comptes de tutelle
        - **Emancipation.**
        - Conditions. - Capacité de l'émancipé
      - TITRE XI. DE LA MAJORITE, DE L'INTERDICTION ET DU CONSEIL JUDICIAIRE.
        - **Majorité.**
        - A quel âge elle est accomplie
      - **Interdiction.**

Causes d'interdiction. - Procédure
Effets de l'interdiction
Interdiction légale
Aliénés
Conseil judiciaire
LIVRE DEUXIEME. Des biens et des différentes modifications de la propriété.
TITRE PREMIER. DE LA DISTINCTION DES BIENS
Immeubles.
Par leur nature. - Par destination. - Par l'objet auquel ils s'appliquent
Meubles.
Par leur nature. - Par la détermination de la loi
Obligations ou actions dans les Compagnies et Sociétés. - Rentes sur l'Etat
Meubles, meubles meublants ou maison meublée
Biens dans leur rapport avec ceux qui les possèdent
Biens de la nation. - Domaine public. - Domaine de l'Etat. - Biens de la liste civile
Biens des corporations
TITRE II. DE LA PROPRIETE.
Propriété en général
Droit d'accession sur les produits de la chose
Droit d'accession sur ce qui s'unit et s'incorpore à la chose
Droit d'accession relativement aux choses immobilières: constructions, plantations et autres ouvrages
Atterrissements, alluvions, îles et ilots
Droit d'accession relativement aux choses mobilières. - Adjonction. - Spécification. - Mélange
TITRE III. DE L'USUFRUIT, DE L'USAGE ET DE L'HABITATION.
Usufruit.
S'acquiert par la loi, - par la volonté de l'homme, - par la prescription
Droits de l'usufruitier. Fruits et produits quasi-usufruit
Obligations de l'usufruitier. - Inventaire. - Contribution aux dettes - Entretien
Comment l'usufruit prend fin
Usage et habitation
TITRE IV. DES SERVITUDES ET SERVICES FONCIERS.
Nature des servitudes
Origine des servitudes
Servitudes naturelles ou qui dérivent de la situation des lieux
Servitudes relatives aux eaux. - Eaux de source, eaux qui bordent ou traversent l'héritage
Loi du 29 avril 1845 sur les irrigations
Servitudes relatives au bornage des propriétés contigues. - Conditions. - Tribunal compétent
Clôture
Servitudes établies par la loi
Mitoyenneté des murs, haies, fossés
Charges et droits résultant de la mitoyenneté
Différents étages d'une maison appartenant à plusieurs divisement
De la distance et des ouvrages intermédiaires requis pour certaines constructions
Des vues sur la propriété de son voisin
Servitudes établies par le fait de l'homme
Diverses espèces de servitudes: - Continues. - Apparentes
Comment elles s'établissent
Droits du propriétaire du fonds auquel la servitude est due
Comment les servitudes s'éteignent
LIVRE TROISIEME Des différentes manières dont on acquiert la propriété.
Occupation
Droit de chasse. - Droit de pêche. - Trésor. - Epaves et choses perdues
Accession
Tradition
Effet de la loi
TITRE PREMIER. DES SUCCESSIONS.
Ouverture des successions.
Conditions et lieu de l'ouverture
Saisine des héritiers
Qualités requises pour succéder.
Incapacité, indignité
Divers ordres de successions.
Notions générales; degré, ligne, parenté, alliance
Représentation
Successions déférées aux descendants
Successions déférées aux ascendants et à certains collatéraux. - Ascendants et collatéraux ordinaires et privilégiés
Successions irrégulières
Enfants naturels simples
Enfants naturels adultérins ou incestueux
Dispositions communes aux uns et aux autres
Droits du conjoint survivant et de l'Etat
Acceptation des successions
Renonciation aux successions
Acceptation sous bénéfice d'inventaire.
Conditions du bénéfice et inventaire des effets. - Obligations de l'héritier. - Réadition du compte
Successions vacantes
Partage des successions
Qui peut le demander. - Opérations préliminaires. - Tribunal compétent
Estimation et vente de meubles et des immeubles
Formation de la masse et composition des lots
Attribution des lots et homologation du partage
Retrait successoral
Rapport des héritiers
Quand est-il dû, - par qui. - De quoi est dû le rapport - A qui
Comment se fait le rapport. - Des immeubles. - Des meubles:
Paiement des dettes.
Contribution aux dettes et obligation aux dettes
Séparation des patrimoines
Oppositions à partage
Effets du partage.
Le partage est déclaratif de propriété. - Conséquences
Rescision en matière de partage. - Violence, dol, lésion de plus du quart
TITRE II. DES DONATIONS ENTRE VIFS ET DES TESTAMENTS.
Dispositions générales

Incapacité de disposer ou de recevoir par donation ou par testament

Incapacité absolue de disposer. - Incapacité absolue de donner seulement. - Incapacité de tester seulement. - Incapacité relative de disposer et de recevoir

Libéralités au profit des hospices, etc

Portion de biens disponible et réduction

Quotité disponible

Réduction des donations et legs 9

Donation entre vifs

Forme des donations. - De l'acceptation. - Effets

Causes de révocation des donations: - Ingratitude, inexécution des conditions, survenance d'enfants

Dispositions testamentaires

Testament olographe

Testament public

Testament mystique

De quelques testaments particuliers. - Service militaire. - Maladie contagieuse, - Voyage en mer. - Séjour à l'étranger

Institutions d'héritiers et legs en général

Legs universels. - délivrance, - paiement des dettes et des legs

Legs à titre universel, - délivrance, - contribution aux dettes

Legs particuliers et règles générales

Exécuteurs testamentaires

Révocation des testaments et caducité

Dispositions permises en faveur des petits enfants du donateur, ou testateur, ou des enfants de ses frères ou soeurs

Substitution permises. - Mesures prises dans l'intérêt des appelés. - Tuteur à la substitution

Partages faits par père, mère ou autres ascendants à leurs descendants

Donation par contrat de mariage aux époux et aux enfants à naître du mariage.

Quels biens elles comprennent, - caractère de ces donations, - forme

Dispositions entre époux, soit par contrat de mariage, soit pendant le mariage.

Caractère de ces donations. - Quotité disponible entre époux. - De l'époux qui se remarie. - Révocabilité des donations entre époux

TITRE III. DES CONTRATS OU DES OBLIGATIONS CONVENTIONNELLES EN GENERAL.

Dispositions préliminaires

Contrats synallagmatiques ou unilatéraux

Contrats commutatifs ou aléatoires

Contrats à titre onéreux ou de bienfaisance

Contrats nommés ou innommés

Contrats comensuels ou solennels

Choses essentielles - naturelles ou accidentelles dans les contrats

Conditions essentielles pour la validité des conventions

Consentement. - Défaut de consentement, vices de consentement, erreur, violence, dol

Clause de se porter fort pour un autre

Capacité de contracter

Objet et matière des contrats

Cause des contrats

Effets des obligations

Obligation de donner

Obligation de faire ou de ne pas faire

Dommages-intérêts résultant de l'inexécution des conventions

Dommages appréciés par le juge - par la convention - par la loi

Anatocisme

Interprétation des conventions

Effets des conventions à l'égard des tiers

Les conventions en général ne nuisent, ni ne profitent aux tiers. - Exceptions

Diverses espèces d'obligations

Obligation conditionnelle

Condition suspensive

Condition résolutoire

Obligation à terme

Terme légal, conventionnel de grâce

Obligations alternatives

Obligations solidaires

Solidarité entre créanciers

Solidarité de la part des débiteurs

Obligations divisibles ou indivisibles

Effets de ces dernières

Obligations avec clauses pénales

Extinction des obligations

Paiement en général, - qui peut payer, - à qui faut-il payer, - ce qu'il faut payer - où doit se faire le paiement, - aux frais de qui

Paiement avec subrogation. - conventionnelle. - Légale

Imputation des paiements - par le débiteur - par le créancier - par la loi

Offres de paiement et consignation

Cession de biens - volontaire ou judiciaire

Novation - par changement d'objet - par changement de débiteur - par changement de créancier

Remise de la dette

Compensation conventionnelle légale

Confusion

Perte de la chose due

Action en nullité ou en rescision des conventions

Contrats annulables - délai de l'action en nullité ou rescision

Preuve des obligations et du paiement

Par titre authentique. - Force probante et force exécutoire de ces titres

Contre-lettres

Par acte sous seings-privès. - Des formes nécessaires pour la valadité de ces actes

Actes pour contrat unilatéral destiné à créer l'obligation de payer une somme ou une chose appréciable

Actes pour constater une obligation, de faire ou de livrer un objet déterminé ou de faire un paiement

Force probante des actes sous seings-privés

Ecrits qui font preuve quoique non signés. - Registres des marchands. - Registres et papiers domestiques tenus par des non-commerçants

Mentions mises sur un titre de créance

Tailles

Copies de titres - quelles sont celles qui font preuve comme l'original - ceux qui font un commencement de preuve par écrit, a l'effet de faire admettre la preuve testimoniale

Actes recognitifs et confirmatifs

Preuve testimoniale. - Peut-on prouver tout par témoins. - Pourquoi ne le peut ou pas - qu'entend-on par commencement de preuve par écrit

Présomptions

Présomptions établies par la loi

Présomptions laissées à l'appréciation du juge

Aveu de la partie

Serment
Serment décisoire
Serment déféré d'office
TITRE IV. DES ENGAGEMENTS QUI SE FORMENT SANS CONVENTIONS.
- Idées générales
- Quasi-contrats
- Gestion d'affaires
- Paiement de l'indu
- Délits et quasi-délits

TITRE V. DU CONTRAT DE MARIAGE ET DES DROITS RESPECTIFS DES EPOUX.
- Dispositions générales
- Capacité nécessaire pour faire les conventions matrimoniales
- Différents-régimes de mariage
- **Régime en communauté**
- **Communauté légale**

Actif de la communauté
Passif de la communauté
Dettes qui tombent dans la communauté
Successions et donations échues pendant le mariage
Administration de la communauté
Pouvoirs du mari sur les biens de la communauté
Actes faits par la femme
Administration des biens personnels de la femme
Dispositions relatives aux baux
Remplois
Récompenses par la communauté à l'un des époux et réciproquement
Récompenses dues par un époux à l'autre
Constitutions de dot
Dissolution de la communauté - par la mort de l'un des époux - par la séparation de corps, - par la séparation de biens
Procédure de séparation de biens. - Effets. - Rétablissement de la communauté
Acceptation de la communauté ou renonciation
Délai et formes de l'acceptation de la renonciation
Partage de la communauté après l'acceptation
Partage de l'actif. - Passif de la communauté et contribution aux dettes
Créances respectives de chacun des conjoints contre l'autre
Renonciation à la communauté, - ce qui arrive lorsque l'un des époux ou tous deux ont des enfants de précédents mariages
Communauté conventionnelle
Communauté réduite aux acquêts
Clause qui exclut de la communauté le mobilier en tout ou en partie
Cause d'ameublissement
Clause de séparation de dettes
Faculté accordée à la femme de reprendre son apport franc et quitte
Préciput conventionnel
Clause par laquelle chacun des époux a une part inégale dans la communauté
Communauté à titre universel
Conventions exclusives de la communauté
Régime sans communauté
Régime de la séparation de biens
Régime dotal
Constitutions de dot - quels biens on peut constituer - règles relatives à ceux qui constituent une dot
Administrations des biens dotaux
Effets de l'estimation des biens dotaux
Inaliénabilité de la dot - sauf dans trois cas
Sanction du principe d'inaliénabilité
Imprescriptibilité du fonds dotal
Restitution de la dot - mode et époque
Dispositions relatives aux intérêts et aux fruits de la dot. - Rapport
Biens paraphernaux
TITRE VI. DE LA RENTE.
- Notions générales
- Arrhes. - Acte qui constate la vente. - Prix de vente - frais
- Qui peut acheter ou vendre
- Effets d'une faillite - d'un mariage - d'une tutelle sur le droit d'acheter ou vendre
- CHOSES QUI PEUVENT ETRE VENDUES
- OBLIGATIONS DU VENDEUR
- Délivrance de la dette vendue: meubles, - immeubles, - frais de la délivrance - lieu et temps, - ce qu'on doit livrer
- Garantie en cas d'éviction
- Garantie des défauts de la chose vendue
- Vices rédhibitoires; énumération
- OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR
- Paiement du prix - intérêts du prix
- NULLITE ET RESOLUTION DE LA VENTE
- Clause de rachat ou de réméré
- Rescision de la vente pour cause de lésion
- Licitation
- TRANSPORT DES CREANCES ET AUTRES DROITS INCORPORELS
- Cession de créances. - Signification au débiteur
- Garantie en matière de cession
- Cession d'hérédité. - Retrait successoral
- Cession de droits litigieux
- Cession. - Subrogation. - Novation

TITRE VII. DE L'ECHANGE
- Nature et forme de l'échange

TITRE VIII. DU LOUAGE
- DISPOSITIONS GENERALES.
- Division
- LOUAGE DES CHOSES
- Bail des maisons et biens ruraux
- Obligations du bailleur
- Obligations du preneur
- Fin du bail. - Congé. - Résiliation
- Règles particulières aux baux à loyer. - Délais des congés
- Règles particulières aux baux à ferme
- Perte de fruits: remise de la redevance

LOUAGE D'OUVRAGE OU D'INDUSTRIE
Louage des domestiques et ouvriers
Voituriers par terre et par eau
Devis, marchés et prix faits
BAIL A CHEPTEL
Dispositions générales
Cheptel simple
Cheptel à moitié
Cheptel donné au colon partiaire
TITRE IX. DU CONTRAT DE SOCIETE
DISPOSITIONS GENERALES
DIVERSES ESPECES DE SOCIETES
SOCIETES UNIVERSELLES
SOCIETE PARTICULIERE
ENGAGEMENTS DES ASSOCIES
Engagement des associés entre eux. - Commencement de la Société - des apports. - En quoi ils peuvent consister
Obligations envers la société
Obligations de la société envers les associés
Liquidation
Administration de la société. - Engagements des associés à l'égard des tiers
DIFFERENTES MANIERES DONT FINIT LA SOCIETE
TITRE X. DU PRET
Du prêt en général
PRET A USAGE.
Nature
Engagements de l'emprunteur
Engagements du prêteur
PRET DE CONSOMMATION OU SIMPLE PRET
Nature de ce prêt
PRET A INTERET. - Taux de l'intérêt
RENTES
Rentes sur particuliers - sur l'Etat - Rentes constituées. - Rentes financières
TITRE XI. DU DEPOT ET DU SEQUESTRE.
Dépôt et diverses espèces
DEPOT PROPREMENT DIT
Dépôt volontaire
Obligations du dépositaire
Obligations du déposant
Dépôt nécessaire
SEQUESTRE
Séquestre conventionnel
Séquestre judiciaire
TITRE XII. DES CONTRATS ALEATOIRES.
Nature du contrat aléatoire
JEU ET PARI
RENTE VIAGERE
TITRE XIII. DU MANDAT
Nature et forme du mandat
Différences entre le mandat salarié et le louage d'industrie
Obligations du mandataire
Obligations du mandant
Différentes manières dont finit le mandat
TITRE XIV, DU CAUTIONNEMENT
Nature et étendue de ce contrat
Cautionnement d'une obligation naturelle
Caution conventionnelle
Caution légale
Caution judiciaire
EFFETS DU CAUTIONNEMENT
Entre le créancier et la caution
Bénéfice de discussion
Bénéfice de division
Bénéfice de subrogation
Entre le débiteur et la caution
Action en recours et subrogation
Entre les cofidéjusseurs
Extinction du cautionnement
Caution légale et judiciaire
TITRE XV. DES TRANSACTIONS
Transaction. - Nature, forme, effets, erreur qui la vicie
TITRE XVI. DE LA CONTRAINTE PAR CORPS EN MATIERE CIVILE.
Abolition en plusieurs cas - contre qui est-elle encore appliquée
TITRE XVII. DU NANTISSEMENT.
Du nantissement en général,
Du gage
Antichrèse.
TITRE XVIII. DES PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES.
Dispositions générales
PRIVILEGES
PRIVILEGE SUR LES MEUBLES
Privilége sur tous les meubles en général
Frais judiciaires
Frais quelconques de dernière maladie
Salaire des gens de service
Fournitures des marchands
Privilége sur certains meubles
Propriétaire et locataire. - Quelles créances sont privilégiés. - Sur quels objets en cas de faillite
Revendication des objets enlevés
Créance garantie pour gage
Frais pour la conservation de la chose
Effets mobiliers vendus et non payés
Fournitures d'aubergiste 25
Frais de voitures
Classement des priviléges entre eux

PRIVILEGE SUR LES IMMEUBLES
Privilége du vendeur
Privilége du prêteur avec les deniers duquel le vendeur a été payé
Privilége des cohéritiers
Privilége des architectes, entrepreneurs et ouvriers
Privilége de prêteurs qui ont fourni l'argent pour payer les travaux
PRIVILEGES QUI S'ETENDENT SUR LES IMMEUBLES ET SUR LES MEUBLES
Comment se conservent les priviléges
HYPOTHEQUES
Dispositions générales
Hypothèques légales
Hypothèque de la femme mariée
Hypothèque du mineur ou de l'interdit
Hypothèque de l'état des communes et des établissements publics sur les biens des administrateurs comptables
HYPOTHEQUES JUDICIAIRES
HYPOTHEQUES CONVENTIONNELLES
Convention. - Forme des hypothèques conventionnelles
Rang que les hypothèques ont entre elles
Personnes chargées de prendre inscription
Personnes qui peuvent prendre inscription
Restriction des hypothèques légales
MODE D'INSCRIPTION DES PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES
Inscription prise en cas de faillite
Inscription prise en cas d'acceptation bénéficiaire d'une succession
Inscriptions prises le même jour
Rédaction des inscriptions. - Intérêts. - Frais
PEREMPTION ET RENOUVELLEMENT DES INSCRIPTIONS
Des actions sur les inscriptions
RADIATION DES INSCRIPTIONS
EFFET DES PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES CONTRE LES TIERS DETENTEURS
Droit de suite
Loi du 23 mars 1855 sur la transcription en matière hypothécaire
Que doit faire le tiers acquéreur soumis au droit de suite
Il peut délaisser
Il peut payer intégralement les créanciers, inscrits
Il peut payer les créanciers jusqu'à concurrence de son prix
Il peut faire la purge
Il peut se laisser exproprier
Bénéfice de discussion
Diverses sortes d'aliénation relativement au droit de suite
Restitution par le tiers détenteur aux créanciers et réciproquement
EXTINCTION DES PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES
Extinction par le paiement de la créance
Renonciation
Purge
Prescription
MODE DE PURGER LES PROPRIETES DES PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES
Transcription
Notification aux créanciers inscrits
Effet de l'adjudication sur surenchère
Hypothèses particulières
Purge sur les hypothèques légales non inscrites
PUBLICITE DES REGISTRES ET RESPONSABILITE DES CONSERVATEURS
TITRE XIX. DE L'EXPROPRIATION FORCEE ET DES ORDRES ENTRE CREANCIERS.
Expropriation forcée ou vente sur saisie immobilière
Immeubles qu'on peut saisir
Titres en vertu desquels on peut saisir
Effets de la saisie
ORDRES POUR LA DISTRIBUTION DES PRIX
TITRE XX. DE LA PRESCRIPTION.
Diverses espèces
Biens imprescriptibles
Renonciation à prescription
De la possession
DES CAUSES QUI EMPECHENT LA PRESCRIPTION
DES CAUSES QUI INTERROMPENT LE COURS DE LA PRESCRIPTION
Interruption naturelle
Interruption civile
DES CAUSES QUI SUSPENDENT LE COURS DE LA PRESCRIPTION
Temps requis pour prescrire
Prescription trentenaire ou de trente ans
Prescription par dix ou vingt ans
Quelques prescriptions particulières
Action des médecins, etc
Action des marchands
Action des maitres de pension
Action des domestiques
Prescription de deux ans
Prescription de cinq ans
Prescription instantanée ou *en fait de meubles, possession vaut titre*
Code de Commerce
Préambule
TITRE PREMIER. DES COMMERCANTS.
Texte
Qui est commerçant
Capacité pour faire le commerce. - Prohibition
Mineur commerçant. - Conditions et formalités
Femme commerçante. - Conditions et autorisations
Capacité de la femme commerçante
Influence du régime matrimonial de la femme commerçante sur la capacité
TITRE II. DES LIVRES DE COMMERCE.
Texte
Personnes tenues d'avoir des livres de commerce. - Avantage. - Sanction
Livres obligatoires. - Livre journal. - Livres des copies de lettres. - Livre des inventaires

Livres facultatifs. - Brouillard. - Main courante ou mémorial. - Grand livre. - Livre de caisse. - Livre d'entrée et de sortie
Formalités auxquelles sont soumis les livres de commerce. - Temps pendant lequel ils doivent être conservés
Force probante des livres de commerce. - Sanction de leur mauvaise tenue
Communication. - Représentation des livres de commerce
TITRE III. DES SOCIETES.
Texte
Notions générales
Différences entre les sociétés et les autres contrats
La société commerciale est une personne morale
Division des sociétés en trois espèces
SOCIETE EN NOM COLLECTIF
Caractères et constitution
Solidarité. - Administration
SOCIETES EN COMMANDITE
Société en commandite simple ou par intérêt
Caractères et constitution
Administration
Société en commandite par actions
Texte. - Loi du 24 juillet 1867
Caractères et constitution
Formalités essentielles pour la constitution de la société
Administration. - Gérant. - Conseil de surveillance. - Assemblée des actionnaires
Marche à suivre pour les actionnaires pour intenter une action collective
SOCIETE ANONYME
Texte. - Loi du 24 juillet 1867
Caractère et constitution. - Formalités
Actionnaires
Administrateurs
Commissaires
Différences entre les sociétés anonymes et les sociétés en commandite par actions
ASSOCIATION EN PARTICIPATION
SOCIETE A CAPITAL VARIABLE. *Texte*
PREUVE ET PUBLICITE DES SOCIETES
Texte. - Loi du 24 juillet 1867
Preuve des sociétés
Publicité des sociétés
Modifications aux statuts susceptibles de publicité
Sanction des formalités de dépôt et de publication
DISSOLUTION DES SOCIETES
LIQUIDATION DES SOCIETES
PARTAGE DES BIENS DE LA SOCIETE
CONTESTATIONS ENTRE ASSOCIES
PRESCRIPTION EN MATIERE DE SOCIETE
TONTINES ET SOCIETES D'ASSURANCES
LOIS FISCALES CONCERNANT LES SOCIETES
TITRE VI. DU CONTRAT DE MARIAGE DES COMMERCANTS ET DES SEPARATIONS DE BIENS.
Texte
Publication du régime de mariage
Divers cas prévus
Publication des jugements de séparation de biens et de corps
TITRE V. DES BOURSES DE COMMERCE, AGENTS DE CHANGE ET COURTIERS.
Texte
BOURSES DE COMMERCE
Origine. - Utilité des Bourses
Bourse des effets publics. - Ce qu'on entend par cette expression
Bourse des marchandises
Opérations de bourse
AGENTS DE CHANGE ET COURTIERS
Considérations communes aux agents de change et courtiers
Attributions qui leur sont communes
Attributions spéciales aux agents de change
Attributions spéciales aux courtiers
Courtiers de marchandises
Courtiers d'assurances
Courtiers interprètes et conducteurs de navires
Courtiers de transport par terre et par eau
Courtiers. Gourmets-Piqueurs de vin
Obligations des agents de change et courtiers
TITRE VI. DU GAGE ET DES COMMISSIONNAIRES.
Texte
GAGE
MAGASINS GENERAUX. - RECEPISSES-WARRANTS
COMMISSION. - TEXTE
Caractère du contrat de commission
Effets de ce contrat
Privilége du commissionnaire
Commissionnaires de transport par terre et par eau. - *Texte*
Commissionnaires de transport
Responsabilité du commissionnaire
Preuve du contrat de transport. - Risques
Voiturier. - *Texte*
Caractères du contrat
Obligation du voiturier. - Ses droits
Prescription en matière de voiture
TITRE VII. DES ACHATS ET VENTES. - DES COMPTES-COURANTS.
Texte
Diverses manières dont se font les achats et les ventes en matière commerciale
Compte-courant
TITRE VIII. DE LA LETTRE DE CHANGE, DU BILLET A ORDRE ET DE LA PRESCRIPTION
Texte
LETTRE DE CHANGE. - Notions générales
Négociations des lettres de change. - Escompte
Forme de la lettre de change
Enonciations essentielles

Enonciations facultatives
Cas dans lesquels la lettre de change dégénère en simple promesse
Lettres de change signées par des mineurs
Provision. - *Texte*
De la provision
Qui doit la fournir
Preuve légale de la provision
A qui appartient la provision en cas de faillite
Acceptation. - *Texte*
De l'acceptation
Forme de l'acceptation. - Ses effets
Non acceptation
Acceptation par intervention. - *Texte*
Forme et conditions
Echéance. - *Texte*
Diverses manières d'indiquer l'échéance
ENDOSSEMENT. - *Texte*
Endossement régulier
Endossement irrégulier ou à titre de procuration
Endossement en blanc
Endossement pignoratif
SOLIDARITE
Aval
PAIEMENT. - *Texte*
PAIEMENT PAR INTERVENTION
DROITS ET DEVOIRS DU PORTEUR
Texte
Devoirs à l'égard du tiré. - A l'égard du tireur. - A l'égard des endosseurs. - Sanction de la négligence du porteur
Saisie-conservatoire
PROTET. - *Texte*
Protêt faute d'acceptation. - Faute de paiement
RECHANGE. - *texte*
Qu'est-ce que le rechange? - Qu'est-ce qu'une retraite
BILLET A ORDRE
BILLET A DOMICILE
BILLET AU PORTEUR
MANDAT. - ASSIGNATION. - RESCRIPTION
CHEQUE. - *Texte*
Chèque-Mandat
Chèque-récépissé
PRESCRIPTION
LIVRE DEUXIEME Du commerce maritime
TITRE PREMIER. DES NAVIRES ET AUTRES BATIMENTS DE MER
Dénominations générales: Navire, vaisseau agrès
Les navires sont meubles et néanmoins sont susceptibles d'hypothèques et de priviléges. - Loi récente du 16 décembre 1874
TITRE II. DE LA SAISIE ET VENTE DES NAVIRES
Formalités, conditions, distribution du prix
TITRE III. DES PROPRIETAIRES DE NAVIRES
Responsabilité des propriétaires. - Qu'arrive-t-il lorsqu'il y a plusieurs propriétaires
TITRE IV. DU CAPITAINE
Pouvoirs du capitaine. - Responsabilité. - Pouvoirs en mer, au cours du voyage. - Registre qu'il doit tenir. - Emprunts. - Actes qu'il doit avoir à bord. - Devoir en cas d'innavigabilité constatée
TITRE V. DE L'ENREGISTREMENT ET DES LOYERS DES MATELOTS ET GENS DE L'EQUIPAGE.
Diverses sortes d'engagements. - Au mois. - Au profit. - Au frêt
Rupture du voyage. - Retardement. - Prolongation. - Abrévation. - Prise, bris ou naufrage. - Maladies et blessures. - Mort. - Captivité. - Congé
TITRE VI. DU FRET OU NOLIS
Du frêt ou nolis. - Au voyage. - Au mois. - Au quintal. - Au tonneau. - A la cueillette ou pur et simple
TITRE VII. DES CONNAISSEMENTS
Forme des connaissements. - Nombre
TITRE VIII. DES CHARTES-PARTIES, DES AFFRETEMENTS ET DES NOLISSEMENTS.
Forme des chartes-parties. - Conditions
TITRE IX. DES CONTRATS A LA GROSSE.
Nature du contrat. - Emprunt sur le corps et la quille. - Sur l'armement. - Sur les victuailles. - Sur le chargement. - Sur le frêt à faire ou profit à espérer
Délai d'enregistrement du contrat. - Peut il être annulé. - Temps des risques
Avances communes et avances simples
TITRE X. DES ASSURANCES
Contrat d'assurance. - Sa forme. - Son objet
Assurance sur *corps et facultés.* - Commerce par troc. - Temps des risques. - Faillite de l'assureur ou de l'assuré. - Cas de nullité de l'assurance
Obligations de l'assuré
Obligations de l'assureur
Délaissement
Conditions du délaissement. - Quand il peut être fait. - Cas de prise du navire
TITRE XI. DES AVARIES
Qu'entend-on par ce mot
Avaries communes
Avaries particulières
TITRE XII. DU JET ET DE LA CONTRIBUTION
Du jet
De la contribution. - Répartition des pertes subies pour sauver le vaisseau
TITRE XIII. DES PRESCRIPTIONS
Prescriptions en matière de commerce maritime
TITRE XIV. DES FINS DE NON RECEVOIR
Fins de non recevoir
LIVRE III. Des faillites et banqueroutes
TITRE PREMIER. DE LA FAILLITE
Texte
Conditions pour qu'il y ait faillite. - Peut-on être déclaré en faillite après sa mort
Déclaration de faillite et ses effets
Texte
Déclaration de faillite
EFFET DE LA DECLARATION DE FAILLITE A L'EGARD DES BIENS DU FAILLI. - Dessaisissement. - Suspension des poursuites. - Exigibilité des créances contre le failli. - Cessation du cours des intérêts
EFFETS DE LA DECLARATION DE FAILLITE RELATIVEMENT AUX ACTES QUI L'ONT PRECEDEE. - Actes translatifs de propriété mobilière ou immobilière à titre gratuit. - Paiement de dettes non échues. - Paiement autrement qu'en espèces de dettes échues. - Hypothèques ou droits réels consentis pour dettes antérieures

NOMINATION DU JUGE-COMMISSAIRE. - *Texte*
APPOSITIONS DE SCELLES ET PREMIERES DISPOSITIONS A L'EGARD DU FAILLI
Texte
Apposition des scellés et inventaire
Arrestation du failli
NOMINATION ET REMPLACEMENT DES SYNDICS PROVISOIRES
Texte
Premiers soins du syndic. - Scellés. - Inventaire. - Convocation des créanciers
FONCTIONS DES SYNDICS
Texte
Notions générales
Levée de scellés et inventaire. - *texte*
Vente des marchandises et recouvrements. - *Texte*
Actes conservatoires. - *Texte*
Vérification et affirmation des créances. - *Texte*
Contestation et déchéances. - *Texte*
CONCORDAT ET UNION
Texte
Convocation et assemblée des créanciers
Concordat. - *texte*
Majorité nécessaire. - Homologation du concordat
Effet du concordat. - *Texte*
Annulation et résolution du concordat. - *Texte*
CLOTURE DE LA FAILLITE EN CAS D'INSUFFISANCE D'ACTIF. - *Texte*
UNION DES CREANCIERS. - *Texte*
CONCORDAT PAR ABANDON D'ACTIF. - *Texte*
DIFFERENTES ESPECES DE CREANCIERS ET LEURS DROITS EN CAS DE FAILLITE
Coobligés et cautions
Créanciers nantis de gages et créanciers privilégiés sur les biens meubles. - *Texte*
Créanciers hypothécaires et prévilégiés sur les immeubles. - *Texte*
Droits des femmes des faillis. - *Texte*
REPARTITION ENTRE LES CREANCIERS ET LIQUIDATION DU MOBILIER. - *Texte*
VENTE DES IMMEUBLES DU FAILLI. - *Texte*
REVENDICATION EN CAS DE FAILLITE. - *Texte*
VOIES DE RECOURS CONTRE LES JUGEMENTS RENDUS EN MATIERE DE FAILLITE. - *Texte*
TITRE II. DES BANQUEROUTES
BANQUEROUTE SIMPLE. - *Texte*
BANQUEROUTE FRAUDULEUSE. - *Texte*
Crimes et délits commis dans les faillites par d'autres que par les faillis. - *Texte*
Administration des biens en cas de banqueroute. - *Texte*
TITRE III. DE LA REHABILITATION
Conditions de la réhabilitation. - Arrêt de la cour d'appel. - *Texte*
LIVRE IV. De la juridiction commerciale
TITRE PREMIER.
De l'organisation des tribunaux de commerce
TITRE II. DE LA COMPETENCE DES TRIBUNAUX DE COMMERCE
Texte
Compétence générale
Compétence, en raison d'actes de commerce
Qu'entend-on par actes de commerce. - Achat de marchandises pour les revendre. - Entreprise de manufactures, de commission, de transport par terre et par eau. - Entreprise de fournitures, d'agence, bureaux d'affaires, établissement de ventes à l'encan, de spectacles publics
Opérations de banque, de change ou courtage
Entreprises maritimes et contrats qui en dépendent
Lettres de change ou remises d'argent de place en place
Actions contre les facteurs, commis ou serviteurs des marchands
Actions contre les comptables de deniers publics
Compétence en dernier ressort du tribunal de commerce
TITRE III. DE LA FORME DE PROCEDER DEVANT LES TRIBUNAUX DE COMMERCE
Forme. - Délais. - Procédure
TITRE IV. DE LA FORME DE PROCEDER DEVANT LES COURS D'APPEL
Forme de procéder. - *Texte*
Code de Procédure Civile.
PROLEGOMENES
ORGANISATION JUDICIAIRE
PREMIERE PARTIE PROCEDURE DEVANT LES TRIBUNAUX
LIVRE PREMIER De la justice de paix
TITRE PREMIER.
Compétence des juges de paix. - Loi du 25 mai 1838
Citations devant ce magistrat
Audiences
Jugements
Jugements sur les actions possessoires
Jugements non définitifs
Mise en cause des garants
Enquête
Visites des lieux et appréciations
Récusation des juges de paix
LIVRE DEUXIEME Des tribunaux civils d'arrondissement
TITRE PREMIER. PROCEDURE REGULIERE
Notions générales
Compétence
Ajournements ou assignations
Constitutions d'avoué. - Défenses. - Conclusions
Audiences. - Leur publicité. - Leur police
Jugements et diverses espèces de jugements
TITRE II. DES EXCEPTIONS
Idées générales sur les exceptions. - Caution des étrangers. - Renvois. - Nullités
Exceptions dilatoires
Exception de l'héritier
Exception de garantie
TITRE III. DES ENQUETES
Enquêtes
TITRE IV. DES EXPERTISES
Expertises

TITRE V. PROCEDURE DEVANT LE TRIBUNAL DE COMMERCE.
Procédure devant le tribunal
TITRE VI. DES APPELS DES JUGEMENTS.
Forme et conditions des appels
LIVRE II. De l'exécution des décisions judiciaires et des actes authentiques.
TITRE PREMIER. DES REGLES GENERALES.
Règles générales
TITRE II. DES SAISIES-ARRETS OU OPPOSITIONS.
Forme. - Conditions, - Procédure
TITRE III. DES SAISIES-EXECUTIONS.
Saisies-exécutions, forme et conditions
TITRE IV. DES DISTRIBUTIONS PAR CONTRIBUTION.
Forme et conditions
TITRE V. DE LA SAISIE DES IMMEUBLES.
Saisie-immobilière
TITRE VI. DE L'ORDRE.
Ordre ouvert sur le prix d'un immeuble
LIVRE TROISIEME. Procédures diversess
TITRE I.
Des Référés
TITRE II.
Des rapports des propriétaires avec les locataires
TITRE III.
De la saisie-foraine
TITRE IV.
De la saisie-revendication
TITRE V.
Des mesures à prendre après décès
Code d'instruction criminelle
PREMIERE PARTIE CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.
TITRE I.
Des juridictions pénales
TITRE II.
Voies de recours contre les décisions pénales
TITRE III
Amnistie-Grâce-Réhabilitation
DEUXIEME PARTIE. CODE PENAL
TITRE I.
Notions historiques
TITRE II.
Des délits
TITRE III.
Des peines
Code forestier
TITRE I.
Des bois et forêts qui font partie des domaines de l'Etat
TITRE II.
Des bois des communes et des établissements publics
TITRE III.
Des bois des particuliers
TITRE IV.
Affectations spéciales des bois à des services publics
TITRE V.
Police et conservation des bois et forêts
TITRE VI
Des poursuites en réparation de délits et contraventions
TITRE VII.
Des peines et condamnations pour tous les bois en général
TITRE VIII.
Défrichement des bois des particulier
Lois Diverses.
A
Actes de l'Etat civil
Algérie
Ahénés
Alignement
Allumettes
Animaux domestiques
Apprentisage (contrat)
Armée (nouvelle loi militaire)
Assistance judiciaire
Associations
Association internationale
Associations syndicales
B
Baccalauréat
Banque de France
Bestiaux
Billards
Boissons
Brevets de capacité
Brevets d'invention
C
Cadastre
Caisse des dépôts et consignations
Caisses d'épargne
Caisses de retraites
Cautionnements
Cercles
Certificat de vie
Chambres de commerce
Chambres consultatives des arts et manufactures
Chasse
Chemins de fer

Chemins
Chevaux
Chiens
Commissaires-priseurs
Commissions départementales
Communautés religieuses
Communes
Concordat
Congrégations Religieuses
Conseil d'arrondissement et conseil général
Conseil d'Etat
Conseil de préfecture
Conseils municipaux
Conservateurs des hypothèques
Constitution
Consuls
Contributions directes et indirectes
Cour de Cassation
Cour des comptes
Cours d'appel
Crédit foncier
Cultes
D
Dépêches télégraphiques
Dépens
Douanes
Drainage
E
Elections
Enfants en bas âge
Enfants employés dans les professions ambulantes
Enfants et filles mineures employés dans l'industrie
Enregistrement et timbre
Epizooties
Etablissements et manufactures
Etat de siège
Expropriation pour cause d'utilité publique
Extradition
F
Fabriques
Fabriques d'Eglise
Facultés
Foires et marchés
Forts de Paris
Frais de justice
Francfort (traité de)
G
Garantie des ouvrages d'or et d'argent
Gendarmerie
Greffiers
Grêle
H
Halage
Hospices et établissements de bienfaisance
I
Impôts directs et indirects
Imprimeurs et libraires
Indigents
Institut agronomique
Instruction publique
Intérêt (loi sur)
Internationale
Invasion
Irrigations
Ivresse publique
J
Jeu et paris
Jury
Justices de Paix
L
Légalisation
Légion d'honneur
Légitimation
Librairie
Listes électorales
Livrets d'ouvrier
Locations verbales
Logements insalubres
Lois constitutionnelles
Loteries
M
Main-morte
Maires et adjoints
Manufactures
Marchés
Marine marchande
Marques de fabrique
Matières dangereuses
Matières d'or et d'argent
Mesures (poids et)
Mines, minières et carrières
Ministères
Mont-de-Piété
Mort

Mutations
N
Naturalisation
Navigation et navires
Nivellement
Nom (changement de)
Notaires
Nouvelle loi militaire. - Voy. *Armée*
Nourrissons
O
Obligations du Trésor
Octrois
Officiers ministériels
P
Paiements
Passeport
Patentes
Pauvres (droit des)
Pavage
Pêche fluviale
Pensions civiles
Permis de chasse
Pétitions
Pharmacie
Plan d'alignement
Poids et mesures
Police rurale
Portes et fenêtres
Postes
Préfets
Préséances
Présidence de la République
Presse
Propriété littéraire et artistique
Propriété industrielle
R
Reboisement des montagnes
Recensement
Reculement
Rentes sur l'Etat
Réunion publique
Revenu (impôt sur le)
Roulage
Routes nationales et départementales
S
Sapeurs-pompiers
Sel (impôt sur les)
Séminaires
Sénat
Servitudes militaires
Siége
Sociétés secrètes
T
Tabac
Tarifs
Théâtres
Timbre
Traitements
Traités de commerce
Traité (dit convention de Genève)
U
Union monétaire
Universités
V
Valeurs mobilières
Tarif des frais
LIVRE PREMIER. DES JUSTICES DE PAIX
CHAPITRE PREMIER.
Des vacations des juges de paix
CHAPITRE DEUXIEME.
Taxe des greffiers des juges de paix
CHAPITRE TROISIEME
Taxe des huissiers des juges de paix
CHAPITRE QUATRIEME.
Taxe des témoins, experts et gardiens des scellés
LIVRE DEUXIEME. DE LA TAXE DES FRAIS DANS LES TRIBUNAUX INFERIEURS ET DANS LES COURS.
TITRE PREMIER. De la taxe des actes des huissiers ordinaires.
Actes de premières classe
Actes de seconde classe et procès-verbaux
TITRE DEUXIEME. De la taxe des avoués de première instance.
CHAPITRE PREMIER.
Matières sommaires
CHAPITRE DEUXIEME.
Matières ordinaires
§ 1er. Droit de consultation
§ 2. Actes de première classe
§ 3. Actes de deuxième classe
§ 4. Requêtes et défenses qui peuvent être grossoyées et copies de pièces
§ 5. Requêtes qui ne peuvent être grossoyées et défenses
§ 6. Plaidoirie et assistance aux jugements
§ 7. Qualités et significations des jugements
§ 8. Vacations
§ 9. Poursuite de contributions
§ 10. Poursuite de saisie immobilière

§ 11. Poursuite d'ordre
§ 12. Actes particuliers
CHAPITRE TROISIEME.
Avoués de la Cour d'appel de Paris
CHAPITRE QUATRIEME.
Dispositions communes aux avoués des cours et des tribunaux
CHAPITRE CINQUIEME.
Des huissiers audienciers. - Huissiers de première instance
Huissiers audienciers de la Cour d'appel de Paris
CHAPITRE SIXIEME.
Des experts, des dépositaires de pièces et des témoins
CHAPITRE SEPTIEME.
Des notaires
Liquidation des Dépens.
Liquidation des dépens
Tarif des frais de taxe
Droits des greffiers des tribunaux de commerce.
§ 1er Jugements
§ 2. Procès-verbaux
§ 3. Actes spéciaux aux villes maritimes
§ 4. Formalités diverses
TITRE PREMIER. Dispositions communes à toute la France.
CHAPITRE PREMIER.
Greffiers des tribunaux de première instance
CHAPITRE DEUXIEME.
Conservateur des hypothèques
TITRE DEUXIEME. Dispositions pour le ressort de la Cour de Paris.
CHAPITRE PREMIER.
§ 1er. Huissiers ordinaires. Actes de première classe
Procès-verbaux et actes de seconde classe
§ 2. Huissiers ordinaires des tribunaux de première instance
CHAPITRE DEUXIEME. Avoués de première instance.
§ 1er Emoluments spéciaux à chaque nature de vente
Saisie immobilière
Surenchère sur aliénation volontaire
Vente de biens de mineurs
Partages et licitations
§ 2 Emoluments communs aux différentes ventes
CHAPITRE TROISIEME.
Des notaires
CHAPITRE QUATRIEME.
Des experts
TITRE TROISIEME. Dispositions pour les ressorts des autres cours.
Dispositions pour les ressorts des autres cours
TITRE QUATRIEME. Dispositions générales
Dispositions générales
Droits des Commissaires priseurs.
Droits
Suppression des droits des Juges de paix.
Suppression
Expropriation pour cause d'utilité publique.
CHAPITRE PREMIER
Huissiers
CHAPITRE DEUXIEME.
Greffiers
CHAPITRE TROISIEME.
Indemnités de transport
CHAPITRE QUATRIEME.
Dispositions générales
Frais de protêt.
Frais de prôtet
Greffiers des tribunaux de première instance et greffiers des cours d'appel.
§ 1er Emoluments des greffiers des tribunaux civils
§ 2. Emoluments quand les tribunaux civils sont en même temps tribunaux de commerce
§ 3. Greffiers de cours d'appel
§ 4. Dispositions générales
Tarif des agréés
Tarif au tribunal de commerce de la Seine
Code rural
Observations très-importantes
TITRE PREMIER. Des chemins ruraux, des chemins et des sentiers d'exploitation.
SECTION PREMIERE.
Chemins ruraux
SECTION DEUXIEME.
Syndicats pour l'ouverture, le redressement, l'élargissement, la réparation et l'entretien des chemins ruraux
SECTION TROISIEME.
Chemins et sentiers d'exploitation
TITRES DEUXIEME ET TROISIEME.
Parcours. - Vaine pâture. - Ban de vendanges. - Durée du louage des domestiques et ouvriers ruraux
TITRE COMPLEMENTAIRE.
Clôture. - Mitoyenneté des fossés et haies. - Plantations - Droit de passage
CONSTITUTION DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE
Loi du 20 novembre 1873, qui confie le Pouvoir Exécutif pour sept ans au Maréchal de Mac-Mahon
Loi du 5 février 1875 relative à l'organisation des pouvoirs publics
Loi du 24 février 1875, relative à l'organisation du sénat
Loi du 16 juillet 1875, sur les rapports des pouvoirs publics
Loi organique du 2 août 1875, sur les élections des sénateurs
Loi organique du 30 novembre 1875, sur l'élection des députés
Loi du 30 janvier 1879, qui nomme MGREVY Président de la République
Formulaire civil
1. - MODELE d'une demande au Procureur de la République pour être dispensé de la seconde publication de mariage
2. - MODELE d'une pétition au Ministre de la justice, pour être autorisé à se marier avant l'âge
3. - MODELE d'une pétition au Ministre de la justice pour être autorisé à se marier avec un parent à un degré prohibé
4. - MODELE d'un acte par lequel la femme s'engage valablement envers quelqu'un

5. - MODELE d'une demande adressée au Président du tribunal civil pour être autorisé à faire détenir un enfant
6. - MODELE d'un pouvoir donné par un membre d'un conseil de famille
7. - MODELE d'un compte sommaire de tutelle rendue par le tuteur
8. - MODELE d'un compte général de tutelle
9. - MODELE d'un acte constitutif de servitude
10. - MODELE d'un partage à l'amiable et sous-seing privé
11. - MODELE d'un testament olographe
12. - MODELE d'un testament mystique
13. - MODELE d'un testament instituant plusieurs légataires universels
14. - MODELE d'un testament instituant des légataires à titre universel
15. - MODELE d'un testament instituant un légataire à titre particulier
16. - MODELE d'un acte de délivrance amiable d'un legs
17. - MODELE d'une institution d'exécuteur testamentaire
18 -. MODELE d'un compte d'exécuteur testamentaire
19. - MODELE de révocation d'un testament avec institution de nouvel héritier
20. - MODELE d'une subtitution permise
21. - MODELE d'un testament contenant partage
22. - MODELE d'une convention contenant une clause pénale
23. - MODELE d'une convention pour faire porter des intérêts à des intérêts
24. - MODELE d'une obligation solidaire entre débiteurs
25. - MODELE d'obligation avec clause pénale
26. - MODELE d'une quittance avec subrogation
27. - MODELE de cession volontaire de biens
28. - MODELE d'acte de novation par changement d'objet
29. - MODELE d'un acte de novation par changement de débiteur
30. - MODELE d'un acte de novation par changement de créancier
31. - MODELE d'acte de compensation conventionnelle
32. - MODELE de ratification d'un acte fait en minorité
33. - MODELE d'une contre-lettre
34. - MODELE d'un acte synallagmatique
35. - MODELE d'engagement d'une seule partie à payer une somme
36. - MODELE d'une obligation de faire
37. - MODELE d'un acte recognitif
38. - MODELE d'un acte confirmatif
39. - MODELE d'acte contenant les conventions matrimoniales auxquelles adhère le conseil de famille d'un mineur
40. - MODELE de contrat de mariage (communauté)
41. - MODELE d'un partage amiable de communauté
42. - MODELE d'un contrat de mariage de communauté réduite aux acquêts
43. - MODELE d'un contrat de mariage de communauté attribuée en tout ou en partie au survivant
44. - MODELE d'un contrat de mariage portant exclusion de communauté
45. - MODELE d'un contrat de mariage portant séparation de biens
46. - MODELE d'un contrat de mariage avec adoption de régime dotal
47. - MODELE d'un acte de vente pure et simple d'objets mobiliers
48. - MODELE d'un acte de vente d'objets mobiliers avec délais pour le paiement
49. - MODELE d'un acte de vente d'objets mobiliers avec paiement en billets
50. - MODELE d'un acte de vente d'objets mobiliers à l'essai
51. - MODELE d'un acte de cession de fond de commerce
52. - MODELE d'un acte de vente d'une maison
53. - MODELE d'un acte de cession de créance
54. - MODELE des différentes clauses qui peuvent acompagner une cession de créance
55. - MODELE d'un acte de vente de droits successifs
56. - MODELE d'un acte de transport de droits litigieux
57. - MODELE d'un contrat d'échange
58. - MODELE de bail d'un logement ou appartement
59. - MODELE de bail de biens ruraux
60. - MODELE de sous-location par un principal locataire à un sous-locataire
61. - MODELE de cession de bail avec acceptation du propriétaire
62. - MODELE d'acceptation de bail séparée par le propriétaire
63. - MODELE d'un état des lieux de maison
64. - MODELE d'un état des lieux d'une ferme
65. - MODELE de congé
66. - MODELE de bail à ferme
67. - MODELE de quittance de loyer
68. - MODELE de quittance de fermage
69. - MODELE de continuation de bail
70. - MODELE de résiliation de bail par consentement mutuel
71 et 72. - MODELE de louage d'ouvrage et d'industrie
73. - MODELE de cheptel simple
74. - MODELE de cheptel à moitié
75. - MODELE de cheptel de fer
76. - MODELE de société universelle
77. - MODELE de société particulière
78. - MODELE de commodat on prêt à usage
79. - MODELE de prêt de consommation
80. - MODELE de prêt à intérêt
81. - MODELE de constitution de rente perpétuelle
82. - MODELE de dépôt volontaire
83. - MODELE de dépôt nécessaire
84. - MODELE de séquestre conventionnel
85. - MODELE de constitution de rente viagère
86. - MODELE de pouvoir général
87. - MODELE de pouvoir spécial
88. - MODELE d'un acte de cautionnement accompagnant l'obligation principale
89. - MODELE d'un acte de cautionnement après l'obligation principale
90. - MODELE de cautionnement donné avant l'engagement principal
91. - MODELE de transaction
92. - MODELE d'acte de gage
93. - MODELE d'acte d'antichrèse
94. - MODELE d'une demande au conservateur pour connaître la situation hypothécaire d'une personne
95. - MODELE de bordereau d'inscription de privilége
96. - MODELE de première inscription de privilège d'entrepreneur
97. - MODELE de deuxième inscription de privilége d'entrepreneur
98. - MODELE d'inscription d'hypothèque légale d'une femme mariée
99. - MODELE d'inscription d'hypothèque légale d'un mineur

100. - MODELE d'hypothèque conventionnelle
101. MODELE d'inscription d'hypothèque judiciaire
102. - MODELE (Voyez formules 98 et 99)
103. - MODELE de renouvellement d'inscription
104. - MODELE de renonciation à hypothèque
105. - MODELE de notification aux créanciers inscrits sur un immeuble
106. - MODELE de renonciation à prescription acquise ou courante
107. - MODELE de reconnaissance de dette pour empêcher la prescription
Formulaire commercial
1. - MODELE de Livre-journal
2. - MODELE de livre de copies de lettres
3. - MODELE de livre des inventaires
4. - MODELE de grand-livre en partie double
5. - MODELE de livre de caisse
6. - MODELE de livre d'entrées et sorties
7. - MODELE d'assignation au Tribunal de commerce avec offre de représenter le livre-journal
8. - MODELE d'assignation avec sommation de représenter le livre-journal
9. - MODELE d'un acte de société en nom collectif
10. - MODELE d'un acte de société en commandite simple ou par intérêts
11. - MODELE d'un acte de société en commandite par actions
12. - MODELE de souscription d'une action
13. - MODELE d'acte de société anonyme
14. - MODELE d'acte de société à capital variable
15. - MODELE d'un acte de dépôt d'un acte de société en nom collectif
16. - MODELE de dépôt des actes qui doivent être joints à l'acte constitutif
17. - MODELE d'extrait d'un acte de société en nom collectif
18. - MODELE d'un extrait pour la publication d'un acte de société en commandite simple
19. - MODELE d'un extrait pour la publication d'un acte de société en commandité par actions
20. - MODELE d'un extrait pour la publication d'un acte de société anonyme
21. - MODELE de compromis pour la nomination d'un ou plusieurs arbitres
22. - MODELE de jugement arbitral
23. - MODELE de dépôt de jugement arbitral
24. - MODELE d'ordonnance d'exequatur
25. - MODELE d'extrait pour la publication d'un contrat de mariage
26. - MODELE d'acte de commission
27. - MODELE de lettre de voiture
28. - MODELE de requête pour faire nommer un expert chargé de visiter et estimer des marchandises
29 et 30. - MODELE d'acte sous seing privé contenant achat et vente
31. - MODELE de facture acceptée
32. - MODELE de lettre de change
33, 34 et 35. - MODELE de lettre de change par première, deuxième, troisième
36 et 37. - MODELE de lettre de change suivant avis ou sans autre avis
38. - MODELE de lettre de change non acceptable
39. - MODELE de lettre de change acceptée
40. - MODELE d'acceptation par intervention
41. - MODELE de lettre payable à vue
42. - MODELE de lettre payable à une ou plusieurs usances de vue
43. - MODELE de lettre payable à plusieurs jours ou mois de vue
44. - MODELE d'endossement régulier
45. - MODELE d'endossement pignoratif
46. - MODELE d'aval sur la lettre de change
47. - MODELE d'aval par acte séparé
48. - MODELE de requête pour saisie conservatoire
49. - MODELE de retraite
50. - MODELE de compte de retour
51. - MODELE de billet à ordre
52. - MODELE de billet à domicile
53. - MODELE de billet au porteur
54. - MODELE de mandat
55. - MODELE d'acte de vente d'un navire
56. - MODELE de connaissement
57. - MODELE de congé d'un navire
58. - MODELE d'acte de francisation
59. - MODELE de rôle d'équipage
60. - MODELE d'acquit à caution
61. - MODELE de rapport du capitaine à l'arrivée, du navire
62. - MODELE d'engagement des gens de l'équipage
63, 64, 65, 66. - MODELE de diverses sortes de connaissements
67. - MODELE de charte-partie
68. - MODELE de contrat à la grosse
69. - MODELE de contrat d'assurance maritime
70. - MODELE de délibération sur jet
71. - MODELE de dépôt de bilan en cas de faillite
72. - MODELE de déclaration de cessation de paiement sans dépôt de bilan
73. - MODELE d'opposition par un créancier à la délivrance d'un sauf-conduit au failli
74. - MODELE de pouvoir pour représenter à une faillite
75. - MODELE de demande de sauf-conduit adressée par le failli
76. - MODELE de bordereau de production à une faillite
77. - MODELE de demande en revendication adressée au syndic
78. - MODELE d'opposition à jugement déclaratif de faillite
79. - MODELE de requête à la Cour d'appel pour demander la réhabilitation
80. - MODELE d'opposition à réhabilitation
81. - MODELE de requête pour être autorisé à assigner à bref débai devant le tribunal de commerce
Formulaire de procédure civile
1. - MODELE de pouvoir pour représenter en justice de paix
2. - MODELE de pouvoir pour réprésenter au tribunal de commerce
3. - MODELE de requête pour être autorisé à faire une saisie foraine
4. MODELE de requête au nom d'un créancier pour être autorisé à faire apposer les scellés
Formules diverses
1. - MODELE de demande d'alignement
2. - MODELE de contrat d'apprentissage
3. - MODELE de demande afin d'obtenir l'assistance judiciaire
4. - MODELE de demande pour débit de boissons
5. - MODELE de demande afin d'obtenir un brevet

6. - MODELE de déclaration pour conférer un privilége du second ordre
7. - MODELE de déclaration de maire pour avoir un certificat de vie
8. - MODELE de demande de permis de chasse
9. - MODELE de demande pour établir un établissement dangereux de première classe
10. - MODELE de demande pour établir un établissement dangereux de 2me classe
11. - MODELE de pétition en cas de ravage aux récoltes
12. - MODELE de demande en remise ou modération d'impôt
13. - MODELE de déclaration pour être libraire ou imprimeur
14 et 15. - MODELE de certificat d'indigence
16. - MODELE de demande afin d'établir une minière à ciel ouvert
Lois récentes
Agriculture
Amnistie
Chemins de fer de l'Etat
Chemins vicinaux
Chicorée
Conseil d'Etat
Contributions directes
Effets de commerce
Enseignement supérieur
Etablissements de bienfaisance
Paris (retour des Chambres à)
Phylloxera
Postes
Traité de Berlin
FIN DE LA TABLE DES MATIERES.